

MONDS

25
10

LA CHAUX-DE-FONDS

1944

DOCUMENTS NOUVEAUX

PUBLIES A L'OCCASION

DU

150^{me} ANNIVERSAIRE

DE

L'INCENDIE DU 5 MAI 1794

SUITE AU

VOLUME PARU

EN

1894

EDITIONS A. D. C.

SOUS LES AUSPICES DU CONSEIL COMMUNAL

LA CHAUX-DE-FONDS

DOCUMENTS NOUVEAUX

1944

LA CHAUX-DE-FONDS

DOCUMENTS NOUVEAUX

PUBLIES

A L'OCCASION DU 150^{me} ANNIVERSAIRE

DE

L'INCENDIE DU 5 MAI

1794

POUR FAIRE SUITE AU VOLUME PARU EN

1894

AVEC 16 ILLUSTRATIONS HORS TEXTE ET UN PLAN

LA CHAUX-DE-FONDS

1944

EDITE A LA DEMANDE DU CONSEIL COMMUNAL
PAR L'ASSOCIATION POUR LE DEVELOPPEMENT
DE LA CHAUX-DE-FONDS

AVANT-PROPOS

En 1894, un comité constitué depuis deux ans s'était donné pour tâche de commémorer le centième anniversaire du 5 mai 1794 par la publication d'un livre intitulé :

« La Chaux-de-Fonds, son passé et son présent ».

Ce livre avait pour mission de retracer l'histoire de La Chaux-de-Fonds, de ses luttes, de son relèvement, des diverses circonstances qui, en un siècle, en avaient fait la septième ville de Suisse et l'un des centres industriels les plus considérables du pays.

Ses auteurs avaient voulu en même temps rendre hommage aux générations disparues et intéresser leurs concitoyens à l'histoire de la vie locale.

L'an passé, à l'approche du 150^e anniversaire de la mémorable date du 5 mai 1794, il a paru opportun à l'Association pour le développement de La Chaux-de-Fonds d'ajouter un nouveau chapitre au volume de 1894.

Encouragée par l'autorité communale dont elle a reçu l'appui le plus complet, ayant trouvé dans tous les milieux des collaborateurs empressés et bénévoles, elle a constitué un comité auquel elle a confié la tâche de réaliser cette nouvelle page de l'histoire de La Chaux-de-Fonds, de 1894 à 1944.

Cette tâche, notre comité ne pouvait l'entreprendre que dans le même esprit qu'avait celui de 1894. Sa mission ne pouvait être autre, non plus que le but visé.

Notre travail était plus aisé puisque embrassant une période de cinquante ans seulement, alors que les auteurs du volume précédent avaient repris l'histoire de notre cité dès ses origines.

En faisant appel à toutes nos sociétés, à tous nos groupements pour obtenir un résumé de leur activité, nous savions atteindre par ce moyen tous les domaines de la vie locale, et reconnaissons en même temps la part importante qu'ils ont dans notre vie citadine. L'ampleur du chapitre qui leur est donné dans ce volume en est une preuve.

Nous exprimons notre gratitude à nos autorités pour la confiance qu'elles nous ont témoignée en nous remettant l'honneur de mener à bien ce travail. Nos remerciements s'en vont aussi aux innombrables collaborateurs dont les efforts réunis ont permis sa réalisation.

Tous ont mis dans l'accomplissement de leur travail le meilleur de l'amour qu'ils gardent à notre belle cité.

Nous ne pourrions mieux terminer qu'en rappelant les termes mêmes avec lesquels le Comité d'initiative de 1894 achevait son avant-propos :

« Notre but serait atteint, et nous serions heureux si ce volume pouvait contribuer à faire aimer des jeunes générations, autant qu'elle l'a été de nos aînés, notre chère Chaux-de-Fonds. »

La Chaux-de-Fonds, mai 1944.

LE COMITÉ D'INITIATIVE :

Julien Dubois.

Hermann Guinand.

Maurice Favre.

André Pettavel.

NOTE PRÉLIMINAIRE

Le livre que nous présentons aujourd'hui au public n'est pas un ouvrage historique au sens habituel. Certes, un premier chapitre trace dans son ensemble l'histoire de notre ville. Pour le reste, il aurait fallu — si nous avions voulu faire œuvre véritable d'historien — combler d'abord plusieurs lacunes en puisant à d'autres sources, puis coordonner beaucoup plus systématiquement, fondre plusieurs études en une seule, adopter une règle plus stricte pour juger de l'importance des faits, bref : adopter en quelque sorte un point de vue unique sur l'ensemble des matières que nous réunissions. Il aurait fallu pour cela plus de temps que nous n'en avons, et d'ailleurs — et surtout — tel n'était pas notre but.

Nous avons voulu au contraire apporter aux historiens actuels et futurs, amateurs ou « professionnels », des documents (ainsi que le dit bien notre titre) les plus variés et les plus complets possible. En principe, la période envisagée est celle des cinquante dernières années, puisque nous ne faisons que continuer le volume du centenaire. Toutefois, ici encore, nous n'avons nullement été rigides dans l'application d'un principe qui nous eût fait sacrifier des détails intéressants et qu'on ne trouvait pas ailleurs.

En effet, le nombre des collaborateurs à cet ouvrage est énorme. Chaque institution, publique ou privée, chaque société a été sollicitée, sans compter les personnalités qui se sont chargées de tel ou tel chapitre. C'est ainsi que la *Vie musicale* a été entièrement refondue et rédigée par M. Wilhelm Wyser ; la *Vie artistique*, avec toutes les notices biographiques qui l'accompagnent, est l'œuvre exclusive de M. André Evard. L'*Abrégé de l'histoire de La Chaux-de-Fonds*, qui ouvre notre volume, est dû en entier à la plume de M. le Dr Henri Bühler. Quant aux autres chapitres, on constatera qu'ils sont composés d'études presque toutes signées. A chacun de ces collaborateurs, et d'une façon plus spéciale encore aux trois personnalités citées, nous adressons nos remerciements sincères.

Quelle a été enfin la tâche du rédacteur choisi par la Commission de publication ? Elle fut à la fois ingrate et intéressante. Il a fallu trouver un ordre de présentation, constituer, avec les fragments, des chapitres plus ou moins cohérents, retrancher souvent et souvent, récrire quelquefois une notice entière, compléter aussi là où cela

pouvait se faire en un court laps de temps. La commission a supprimé sans aucune hésitation tous les passages, parfois fort étendus, qui n'intéressaient pas directement notre ville, tous ceux aussi qui constituaient de la propagande directe ou indirecte, ceux enfin qui entraient dans des détails par trop insignifiants¹⁾. Certains faits de moindre importance ont été conservés en notes de bas de page ; de nombreux renvois permettront aussi d'étudier plus facilement tel aspect de notre vie locale, sans avoir à trop feuilleter le volume.

Il va de soi qu'un tel travail s'offre de lui-même à la critique. Aux yeux de l'un ou de l'autre, ce sera l'essentiel qui aura été supprimé. Disons que nous avons pourtant cherché sans cesse à conserver ce qui présentait un minimum d'intérêt général, qu'on pourra même nous reprocher plutôt de n'avoir pas allégé davantage, que nous avons en principe sauvé tout le *pittoresque* des faits ou des narrations, car nous disons volontiers avec Numa Droz, parlant des souvenirs du passé : « Plus les détails étaient familiers, plus ils me ravissaient »²⁾. C'est pourquoi nous avons aussi conservé le plus possible le ton même de chaque écrit, regrettant seulement qu'il soit parfois un peu sèchement administratif ; les styles différents donneront, eux aussi, une idée plus variée, et plus juste, des aspects de notre vie locale.

Nous sommes fort conscients qu'il se présentera d'assez nombreuses lacunes, mais nous souhaitons simplement que ceux qui les constateront aient à cœur de les combler par de nouvelles publications consacrées à notre histoire chaux-de-fonnière. Nous les avons en fait déjà signalées nous-mêmes parfois au cours des pages suivantes. De certaines absences d'ailleurs, les intéressés eux-mêmes seront en général responsables, puisqu'ils ne nous ont pas donné signe de vie.

Quant aux illustrations, la commission les a choisies dans l'idée de conserver avant tout l'image de sites aujourd'hui déjà profondément modifiés : aucun portrait, aucun bâtiment actuel. Nos lecteurs, aussi bien que les générations futures, seront certainement plus curieux des vues originales que nous avons choisies pour eux que de photographies beaucoup moins rares qu'on pourra toujours trouver assez facilement dans d'autres publications.

La Commission de publication.

¹⁾ Le dossier complet réuni par l'A. D. C. sera déposé à la Bibliothèque de la ville où les chercheurs pourront le consulter.

²⁾ Préface à l'*Histoire d'un Proscrit de 1793*.

ABRÉGÉ DE L'HISTOIRE DE LA CHAUX-DE-FONDS

1350 - 1944

En 1894, un historique a été publié dans l'ouvrage *La Chaux-de-Fonds, son Passé et son Présent*, par M. Jules Breitmeyer, avocat. On aurait pu, semble-t-il, le reproduire sans autre pour l'édition de 1944. Si on ne l'a pas fait, c'est pour plusieurs raisons. Tout d'abord, il fallait tenir compte des recherches qui ont renouvelé les origines de La Chaux-de-Fonds. Ensuite, il convenait de présenter un historique de la localité au delà de 1794. L'exposé de M. Breitmeyer s'arrête en effet à la veille de l'incendie. Les événements postérieurs sont dispersés dans d'autres chapitres et, parfois, ne dépassent guère le milieu du XIX^e siècle.

Le soussigné tient tout d'abord à rendre hommage à ceux de ses prédécesseurs qui se sont occupés de l'histoire de La Chaux-de-Fonds. Leurs connaissances étaient étendues, mais pas toujours critiques. Les historiographes plus récents se bornèrent trop souvent à répéter ce que d'autres avaient écrit. Des erreurs, des interprétations se sont perpétuées. Il en est d'indéracinables, comme celles du premier peuplement de la contrée, du patronat de saint Hubert, de la signification de certains lieux dits. On passe, hélas, pour un iconoclaste, quand on rétablit la vérité. Mais ne vaut-il pas mieux s'en réclamer plutôt que de perpétuer des légendes ?

La colonisation originelle par Fontainemelon

Si certain texte d'un document des Archives de l'Etat de Neuchâtel ¹⁾ était daté au millésime annuel près, la présente publication pourrait peut-être coïncider avec le 600^e anniversaire de la première mention de La Chaux-de-Fonds. Mais ce document ne porte pas de date précise au paragraphe qui la concerne. L'inscription à laquelle nous nous référons est antérieure à une autre, datée de 1358, et postérieure à une précédente de 1345. Nous situons celle de La Chaux-de-Fonds vers 1350. A cette époque, quatorze reconnaissants sont notés comme devant pour « lour prises » (à Fontainemelon) et « pour la Chaz de fonz lx s. de monee corsal a Nuefchastel, et iij quartiers de fromages in galli par ensi que lour prises sont ordenees en lour lettres ». C'est-à-dire que ces sujets de Jean II de Valangin doivent pour leurs prises de Fontainemelon et pour la Chaz de fonz 60 sols de monnaie ayant cours à Neuchâtel, et 3 quartiers de fromage, payables à la Saint-Gall (16 octobre).

Demeurant à Fontainemelon, ces reconnaissants ne séjournaient à la Chaz de fonz que pendant une partie de l'année. Ils y venaient estiver leurs troupeaux.

Le site n'avait cependant pas attendu jusqu'alors pour être connu et fréquenté. En 1344, Louis et Jean de Neuchâtel avaient accensé des terres situées à la Grand'Combe des Bois et à Blanchefontaine, sur le plateau septentrional bordant la rive gauche du Doubs. En 1326, Jean I d'Arberg, seigneur de Valangin, en avait fait de même à Henriët, de Montandon (Franche-Comté), pour une « terre déjà arible à La Corbatière ». Quoiqu'on ne fût point exigeant en ce qui concernait les chemins, il faut quand même estimer que les déplacements que supposent ces accensements étaient possibles grâce tout au moins à des pistes. Il devait également exister un bac — rasé — pour la traversée du Doubs.

Le livre du centième anniversaire de l'incendie déclare à la page 7 que la première mention de la Chault de Font date

¹⁾ Archives de l'Etat de Neuchâtel : *Rentier de Valangin, dit de 1333*, Registre 99.

de 1378. Nos recherches nous ont permis de gagner une trentaine d'années. Le gain n'est pas considérable, mais ce qui revêt une assez grande importance, c'est d'avoir pu établir l'origine du premier peuplement connu de notre localité, avec des précisions concernant l'origine et les noms des colons.

Le document des Archives de l'Etat de Neuchâtel nous a permis de rectifier une opinion invétérée, dont le livre du centenaire s'est fait l'écho. On lit le texte suivant dans cet ouvrage, page 3 :

« Vers la fin du XV^e siècle, les colons, trop à l'étroit dans le Clos de la Franchise, se répandirent aux Ponts, à La Brévine, puis sur la partie de la mairie de Valangin qui formait le territoire de La Chaux-de-Fonds et, plus tard, beaucoup s'établirent sur les terres de l'évêque de Bâle. »

Cette façon de présenter les choses a créé une équivoque. Dans le même livre du centenaire, on lit en effet ces mots, page 386 :

« Au moment où Jean d'Arberg accordait, le 12 mai 1372, aux communes du Locle et de La Sagne, leurs franchises, La Chaux-de-Fonds n'existait pas encore. »

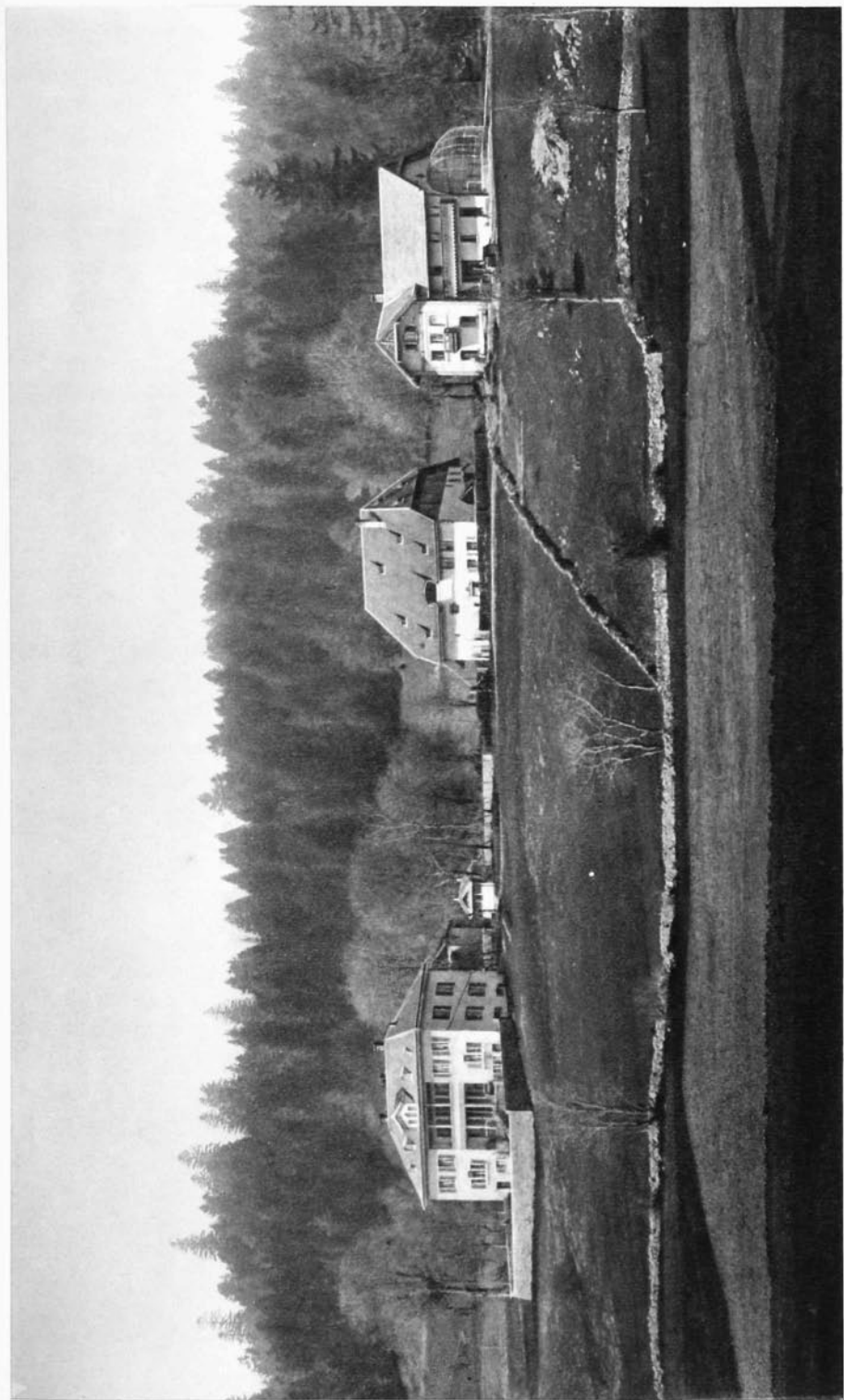
L'auteur de la notice de 1894 s'est gardé d'être aussi catégorique. Il faut reconnaître cependant que sa rédaction, inspirée d'écrivains antérieurs, laisse supposer que les colons du Locle et de La Sagne se « répandirent... sur le territoire de La Chaux-de-Fonds » comme dans un *no man's land*.

En réalité, il en fut tout autrement.

C'est vraisemblablement à cette colonisation soi-disant primitive par des Loclois, qu'on doit la légende faisant du Locle la mère commune des Montagnes.

Le dépouillement du Rentier de Valangin, dit de 1333, pour les années postérieures à 1350, ne révèle la présence d'aucun Loclois, d'aucun Sagnard. Et pas davantage les *Reconnaissances ou Extentes* de Rolet Bachie, du commencement du XV^e siècle.

A cette époque, les tenanciers de terres à La Chaux-de-Fonds sont plus d'une trentaine, en grande majorité de Fontainemelon. Les gens des Geneveys-sur-Fontaines se mettent timidement sur les rangs.



La Chaux-de-Fonds, le quartier de Montrilliant en 1890.

L'immigration de Loclois et de Sagnards

Il faut attendre la fin du XV^e siècle pour assister à la pénétration de colons non originaires du Val-de-Ruz.

Les reconnaissances de 1501 pour Fontainemelon et Les Geneveys-sur-Fontaines, celles de 1507 pour Le Locle, de 1513 pour La Sagne permettent de constater que le peuplement de La Chaux-de-Fonds s'est diversifié. Dans notre étude publiée en 1918¹⁾, nous en avons marqué en détail les étapes. Nous y renvoyons le lecteur curieux de détails.

Bornons-nous ici à rappeler les conclusions de notre examen.

Origine des reconnaissants	Possédant à La Chaux-de-Fonds	Nombre de faux
Fontainemelon (1501)	5	227
Geneveys-sur-Fontaines (1501)	12	398
Le Locle (1507)	11	917
La Sagne (1513)	14	1208

Nous laissons de côté quelques reconnaissants, entre autres un de Boudevilliers, un de Cernier, un de Fontaines, dont l'introduction dans le tableau ci-dessus n'en modifierait pas la caractéristique, qui est la suivante :

1. Les tenanciers de Fontainemelon ont beaucoup diminué par rapport à 1401, époque à laquelle ils étaient une trentaine.
2. Les tenanciers des Geneveys-sur-Fontaines ont augmenté, en revanche, par rapport à 1401.
3. Les gens de La Sagne alignent le plus fort contingent de tenanciers, avec un total de 1208 faux.
4. Les gens du Locle occupent le troisième rang comme nombre de reconnaissants, mais ils se placent au deuxième rang pour la superficie.

La faux était l'étendue qu'un homme pouvait faucher en un jour. Elle mesurait 5,200 m².

Il est donc établi sans conteste que non seulement les premiers colons connus sont originaires du Val-de-Ruz, mais

¹⁾ *Les Crosettes*, étude de géographie régionale, *Bulletin de la Société neuchâteloise de Géographie*.

encore que, pendant la période qui suivit 1350, pendant plus d'un siècle, le défrichement du territoire de La Chaux-de-Fonds ne fut pas l'œuvre de « colons trop à l'étroit dans le Clos de la Franchise ».

La Chaux-de-Fonds laissée en dehors du Clos de la Franchise

Revenons en arrière chronologiquement à propos du Clos de la Franchise.

Les Montagnes de Valangin comprennent trois compartiments : a) celui de La Chaux-de-Fonds ; b) celui du Locle ; c) celui de La Sagne.

Le territoire des Brenets en constitue un quatrième, d'ailleurs fort petit, dont l'appartenance au Comté de Valangin fut disputée.

On rappelle pour mémoire que la délimitation de la Seigneurie de Valangin d'avec le Comté de Neuchâtel suivait une ligne droite tirée de Montmollin aux Portes-du-Loche (le Col-des-Roches) et au Goudebat.

Les Ponts-de-Martel, La Chaux-du-Milieu, La Brévine n'appartenaient donc pas aux Montagnes de Valangin.

Les trois secteurs de La Chaux-de-Fonds, du Locle et de La Sagne n'ont pas été l'objet d'une colonisation synchronique. Du moins au nom de documents d'archives.

Peut-être en fut-il autrement en fait. Mais il n'existe pas, à ce jour, de témoignages écrits.

En ce qui concerne la colonisation du Locle et de La Sagne, nous ne retenons pas ce qu'on lit dans la *Notice sur le Comté de Neuchâtel*, du chancelier de Montmollin, au sujet de l'arrivée au Locle, en 1303, de Jehan Droz, de Corcelles, et d'une colonie vaudoise à La Sagne. La critique historique a fait justice de la créance qu'on peut accorder à cet auteur.

Un acte de 1150, dont il n'est venu jusqu'à nous que la version allemande, fait état d'une donation de Berthold de Valangin et de son frère Guillaume à l'abbaye de Fontaine-André, existant près de Saint-Blaise depuis 1143. Ces deux

seigneurs lui remettent la vallée du Locle et un pré à La Chaux-d'Amin.

Les moines de Fontaine-André ne furent peut-être pas les premiers habitants de la vallée du Locle. En 1132, rapporte Boyve, Raoul de Neuchâtel s'était réservé un péage aux portes du Locle (Col-des-Roches). Or, un péage ne se conçoit pas sans des péagers et sans des chemins d'accès.

Il faut attendre le XIV^e siècle pour avoir des précisions sur le peuplement du Locle et de La Sagne. On les rencontre dans le rentier de 1333, déjà cité, ainsi que dans les premières reconnaissances du Locle et de La Sagne. En 1350, Le Locle compte 58 tenanciers et La Sagne 62.

La population est mélangée par ses origines. Le contingent des étrangers à la seigneurie et à la Suisse est assez important. Les Francs-Comtois sont nombreux.

Mis au bénéfice de franchises, les francs-habergeants du Locle et de La Sagne les virent confirmées et étendues dans un acte de 1372. Le territoire de La Chaux-de-Fonds en fut exclu. Une droite tirée de la roche de La Corbatière (Roche des Crocs = roche des corbeaux) à la combe de la Sombaille sépara les deux régions : celle du Locle et de La Sagne, gratifiée de nouvelles franchises en 1372, et celle de La Chaux-de-Fonds, laissée en dehors. Les territoires situés à l'ouest de la limite ci-dessus furent connus dès lors sous le nom de Clos de la Franchise.

Le procédé de Jean II fut imité par l'évêque de Bâle, Imer de Ramstein, qui chercha à attirer des colons sur le plateau situé entre le vallon de Saint-Imier et le Doubs. Sa charte de 1384 valut au plateau ci-dessus le nom de Franches-Montagnes, en allemand Freiberge.

Pourquoi le territoire de La Chaux-de-Fonds resta-t-il en marge du Clos de la Franchise ?

Rappelons que nous sommes sans documents sur la région avant le milieu du XIV^e siècle. Il se peut fort bien que les seigneurs de Valangin y eussent fait des accensements, dont les traces sont perdues ; Louis et Jean de Neuchâtel n'en avaient-ils pas accordé en 1344 à la Grand'Combe des Bois et à la Blanchefontaine ?

Le toponyme Sombaille n'a pas été créé pour les besoins de l'abornement. Certains autres lieux dits, qui paraissent subite-

ment plus tard, trahissent également des occupations antérieures. Ainsi Boinod, Mont-Sagne, Jaillet, qui sont des noms de personnes.

Si Jean II et ses prédécesseurs ont dissocié La Chaux-de-Fonds des territoires de l'ouest, nous ne sommes pas en mesure, faute de documentation, de faire état d'autre chose que du différend qui portait précisément sur la zone située immédiatement à l'est de La Chaux-de-Fonds. L'évêque de Bâle revendiquait les territoires qui constituent aujourd'hui les quartiers actuels des Bulles, du Valanvron, des Reprises et du Bas-Monsieur.

Jusqu'à l'arbitrage de Berne, qui les lui attribua en 1495-96, le seigneur de Valangin limita la pénétration de ses sujets du Val-de-Ruz au territoire proprement dit de la Chaz de fonz, des Crosettes, de Boinod.

A partir de la fin du XV^e siècle, les accensements portèrent sur la zone jadis en contestation, y compris les côtes du Doubs. Le Bas-Monsieur n'emboîta le pas qu'au milieu du XVI^e siècle.

Petit à petit, les colons du Val-de-Ruz se retirèrent. Ils défrichèrent alors les revers et les plateaux qui dominent le Val-de-Ruz, du Ruliar (Mont-Racine) à la Joux-du-Plane—Bugnenet. L'arbitrage de Berne avait aussi attribué à Valangin une zone contestée, des Convers à Chasseral.

Au milieu du XVII^e siècle, tous les ressortissants du Val-de-Ruz avaient fait place nette.

Revenons encore une fois en arrière.

C'est à propos de la première soi-disant mention de Chault de Font en 1378.

Les francs-habergeants du Clos de la Franchise avaient commis des trop-faits, c'est-à-dire qu'ils avaient accaparé des terres, des joux pour la plupart sans doute, qui appartenaient au seigneur et qu'ils exploitaient illicitement. Jean II d'Arberg mit fin aux contestations par un acte du 7 juin 1378, octroyant de plus, aux francs-habergeants du Locle et de La Sagne, « ung chemin publaut (public) joust le pont du Locle tanque (jusque) ou Gudebat, et des le dit pont tendans à la Chault de Font, et des le dit tendans au Mont dar ; et se doit faire le dit chemin par le plus asies (aisé) que faire se porat, de trente et deulx pier de large ».

Il existait déjà un chemin de Valangin aux Montagnes par Tête-de-Ran et le Mont-Dard. Jean II en accordait un meilleur.

Les chemins de l'époque ne comportaient ni courbes régulières, ni travaux d'art, ni empièvements. La ligne droite était tenue pour la plus courte. Dans ces conditions, on s'explique que les routes dussent avoir une largeur de trente-deux pieds.

Un tronçon assez bien conservé de ce chemin existe entre Boinod et les Petites-Crosettes par le Mont-Sagne.

Les limites septentrionales de La Chaux-de-Fonds

Délimité à l'ouest et au sud-est, le territoire de La Chaux-de-Fonds le fut également au nord. En 1408, le septième jour de septembre, le comte Conrad de Neuchâtel, suzerain de Valangin, qui avait la garde du prieuré de Morteau, voulut mettre fin à des difficultés qui se produisaient le long du Doubs entre les pêcheurs de son avouerie de Morteau et ceux de dame Mahaut, sa sœur, et de Guillaume, son neveu. L'acte fixe comme suit la frontière :

« Avons partir ladite rivière du Doub, que dès la rouche du Escheleur en tant que es limite de nostre dame de Basle es toute entièrement à nostre chiere sœur Mahaut et Guillaume nostre neveu dessus nommés, et de ladite rouche du dit escheleur est nostre en tant que au sault de Montron tout entièrement, et dès ledit sault en tant que à la rouche dessous Malpas, se doit tenir toujours par le fil de ladite rivière pour maintenir les limites des Royes de nostre fief tenant de Bourgogne, nostre partie devers vent et devers joran. »

Cette délimitation fut remise en question.

Loclois et Brenassiers vivaient en mauvaise intelligence. Les conflits furent évoqués au Parlement de Dôle. Jean III d'Arberg se vit condamné à la réquisition de tous ses biens. Mais il était hors de l'atteinte du duc de Bourgogne !

En 1454, Jean III reconnut que le village des Brenets était une dépendance du val de Morteau. A la suite d'un arrêt du Conseil de Bourgogne, des commissaires se réunirent à la Ranconnière pour la plantation des bornes. La limite fut marquée

comme suit (nous abrégeons ; voir texte complet dans Matile, *Histoire de la Seigneurie de Valangin*, page 148) : « Goudebat par la Chaucenièrre (Rançonnière), combe de Montarban, Vieille-Morte, Beaulregard, haut de Poilray, combe de la Sombaille du costel de Chaudeffons, rivière de Doubs ».

Cette délimitation ne devint pas effective. Des contestations se produisirent de nouveau, tant et si bien que la frontière fixée en 1454 devint *nulla res* (chose nulle).

Pendant un siècle et demi, les seigneurs de Valangin s'étaient appliqués, envers et contre tout, à rattacher le territoire des Brenets à leur patrimoine. Sans leur ténacité, le Doubs ne serait pas devenu la limite septentrionale de la Seigneurie de Valangin et La Chaux-de-Fonds aurait été affligée d'une frontière intenable du côté de la France.

La borne des Trois-Evêques et le roc Mil-Deux

Au sud, la frontière avec le Val-de-Ruz fut marquée par l'enclave de Fontaines, de la roche des Crocs au roc Mil-Deux.

Profitons de l'occasion pour mettre fin à une légende qui prétend que le roc Mil-Deux doit son nom à la frontière établie en l'an 1002 entre les Evêchés de Bâle et de Lausanne. Le roc Mil-Deux signifie le roc des hiboux. Il n'a aucun rapport avec le millésime 1002 qu'un topographe utilisa pour la graphie du mot Miredeux.

La borne dite des Trois-Evêques (Besançon, Lausanne, Bâle) se trouve à Biaufond, cote 607. Elle a remplacé un « posteau tenu pour limite », notait Abraham Robert sur une carte de 1663. Ayant la forme d'un prisme triangulaire droit, la face tournée vers la France porte la date 1819 et une fleur de lys. La face orientée vers le canton de Neuchâtel n'a plus d'armoiries. Elles ont été effacées. On y distingue le chiffre 9, un numéro d'ordre, et une équerre, indication de l'angle que fait ici la frontière entre les cantons de Berne et de Neuchâtel. La troisième face du prisme porte l'ours de Berne et le numéro 606.

De cette borne, la frontière fixée par l'arbitrage de Berne en 1495-96 se dirige au sud-est. A 250 mètres existe une borne, d'où la délimitation file en ligne droite, à l'américaine, vers la Haute-Ferrière, cote 1074, et se dirige ensuite sur le roc Mil-Deux. Elle fait frontière entre Berne et Neuchâtel, ayant séparé jadis l'Evêché de Bâle de la Seigneurie de Valangin.

Période de transition entre la colonisation initiale par le Val-de-Ruz et la colonisation par des immigrants du Clos de la Franchise, le XIV^e siècle n'est marqué chez nous que par l'activité des estivants et de ceux qui s'y fixèrent à demeure. Aux beuges ou loges succédèrent des maisons de ferme dérivées de la maison celto-romane, dont le lecteur trouvera l'origine, la description et la genèse dans notre étude de géographie régionale *Les Crosettes*, publiée en 1918 dans le *Bulletin de la Société neuchâteloise de Géographie*.

L'activité primitive des habitants

L'élevage est alors la ressource principale du paysan. Il fabrique du fromage, ne serait-ce que pour acquitter ses redevances. La culture du seigle et de l'avoine joue un rôle capital, ainsi que celle des légumes, car l'économie rurale ne dispose pas encore de la pomme de terre. En 1450, le territoire de La Chaux-de-Fonds récoltait 300 muids de grain, soit plus de 1000 hectolitres. Depuis 1427, la dime en revenait au curé de Cernier, par octroi de Guillaume d'Arberg. La culture du chanvre fournissait de la filasse. L'exploitation du bois absorbait les journées d'hiver. On en consommait beaucoup pour le chauffage, la construction, les moyens de transport, les outils, les travaux de forge. La récolte de la poix était pratiquée sur une grande échelle. On l'utilisait non seulement pour l'éclairage au moyen de torches, mais pour la fabrication de graisse à chars, mélange de lard fondu et de poix. Plus d'une fois, le seigneur dut sévir parce que les sujets abattaient du bois dans les forêts à ban ou pratiquaient des saignées trop épuisantes aux sapins.

On allait faire moudre le grain à Valangin. Si l'eau manquait, les paysans se rendaient jusqu'au Torrent, en amont de Cormoret, où la source vaclusienne ne tarissait jamais.

C'est seulement au siècle suivant que furent construits les moulins de La Chaux-de-Fonds, du Locle et du Doubs.

Déjà industrieux, le montagnard utilisait les jours de la mauvaise saison pour se livrer à toutes sortes de travaux de charonnage et de ferronnerie. Contrairement à ce qu'on imagine, il n'était pas casanier. Il se déplaçait au sein de la seigneurie et hors de celle-ci. C'est ainsi qu'il s'initia à toutes sortes de métiers, étant nomade à l'occasion, non pas seulement par inclination, mais parce que la terre ne nourrissait pas toujours son homme.

Les familles étaient nombreuses et les domaines relativement petits. Un exutoire s'imposait. L'accroissement des accensements décongestionna les foyers et accrut du même coup les revenus du seigneur. Le trop-plein du Clos de la Franchise, par exemple, trouva à se déverser à l'est.

Il faut croire qu'une certaine pléthore se manifesta ailleurs, puisqu'on vit des Francs-Comtois se mettre sur les rangs pour miser ou racheter des accensements dans le territoire de La Chaux-de-Fonds. Une augmentation de la densité de la population s'accompagne d'un besoin de logements et de toutes sortes d'objets. Des spécialistes trouvèrent ainsi à s'occuper de façon permanente. L'artisanat se développa sous différentes formes. Moins d'un siècle après que La Chaux-de-Fonds eut été érigée en commune, la population était devenue trop nombreuse proportionnellement aux ressources de la terre. Les propriétés s'étaient morcelées à cause des pratiques successorales. Les maisons de ferme étaient fréquemment indivises entre deux ou trois familles, qui n'étaient pas toujours copropriétaires. L'introduction de l'horlogerie préserva les Montagnes d'une crise.

La Seigneurie de Valangin passa les trois quarts du XV^e siècle sous le sceptre de Jean III, qui régna de 1427 à 1497. Il eut une vie agitée, qui n'altéra point sa santé puisqu'il mourut nonagénaire. En 1453-54, il fit le pèlerinage de Jérusalem. Quatre ans après son retour, on note sa présence à La Chaux-de-Fonds, ainsi qu'en fait foi une inscription dans les comptes du maire de la Côte (Recettes diverses, vol. 53, folio 242 verso). On y lit, à la date de 1458, que « deux compaignons qui ont porté des lettres à Monseigneur de Vallengin en Chau de fond » ont reçu deux sols.

Jean III n'y logeait pas à la belle étoile. Il devait posséder une habitation chez nous, mais nous ne savons où. Un siècle plus tard, René de Challant disposera d'une maison de maître au Valanvron. Voici la description qu'en donne G.-A. Matile à la page 298 de son *Histoire de la Seigneurie de Valangin* :

« En la montagne de Valanvron, au lieu dit en Hautefie, joignant la Seigneurie de Monseigneur de Bâle, mon dit seigneur de Valangin a une moult belle et grande et spacieuse maison edifiée et maisonnée par dedans de bial maisonnement, comme cuisine, poille, belles chambres hautes et basses, belle grange, marechalsie pour mettre chevaux, biaux estables pour aultres bestes, ediffiée à quatre pans ; au bout d'un chascun un chenal pour porter l'aigue dehors ; à l'entour et l'environ de la dite maison, il y a environ mille faux, tant prés et cernils que joux. »

Au temps des guerres de Bourgogne, de l'inquiétude dut exister à notre frontière septentrionale. Il ne se produisit cependant aucun incident connu.

En 1480, le Clos de la Franchise fut de nouveau délimité. Les limites sont plus détaillées que dans l'acte de 1372. Nous n'aurions pas signalé cette seconde délimitation, si des auteurs ne l'avaient confondue avec celle du XIV^e siècle.

Dans ses vieux jours, Jean III remit l'administration de ses terres à son fils Claude, qui avait épousé en 1474 Guillemette de Vergy, fille de Jean de Vergy, seigneur de Champvent et de Montricher. A l'occasion de ce mariage, Jean III donna à son fils la terre de Boffremont, où Guillemette aimait à faire des séjours.

Construction d'églises - La Réforme

Très pieux, Claude et Guillemette ont favorisé l'édification de temples. En 1498, ils participent à la reconstruction de l'église de La Sagne devenue trop petite. L'église de Valangin, bâtie tout entière à leurs frais et dédiée en 1505, fut dotée d'un collège de chanoines. Auparavant, les gens de Valangin allaient faire leurs dévotions à Engollon. L'ancienne église du Locle, dont l'origine remonte à une chapelle du XIII^e siècle, avait reçu une adjonction en 1405. Devenue trop petite, on en

construisit une autre en 1506. L'église des Brenets fut terminée en 1512. C'est enfin en 1523 que fut érigée l'église de La Chaux-de-Fonds, sur un terrain vendu par le Sagnard Vuillemin Vuillomier. « Elle se composait, écrit Jules Breitmeyer, d'une petite nef et d'un chœur voûté, dont les deux angles étaient soutenus extérieurement par des contreforts. Un modeste campanile surmontait l'édifice. L'église fut consacrée en 1528 par Pierre Paté, chapelain d'Etienne Besancenot, curé du Locle. Le premier curé fut le Savoyard Jean Bart. »

Contrairement à ce que l'on a dit et répété, Claude d'Arberg n'a joué aucun rôle direct dans l'édification de l'église de La Chaux-de-Fonds, dédiée à saint Humbert, et non à saint Hubert. Cette confusion est à l'origine de la légende qui fait de saint Hubert, patron des chasseurs, le patron de La Chaux-de-Fonds. On a consacré cette erreur en donnant le nom de Saint-Hubert à l'une de nos rues. On en a fait de même pour le Couvent, pour la Haute-Maison, dans laquelle on a voulu absolument voir la Hauteffie. D'autres lieux dits ont reçu des explications erronées de la part de toponymistes de fortune. A ce propos, nous renvoyons à notre étude parue dans le *Musée neuchâtelois*, en 1927.

Dans l'espace d'un quart de siècle, de 1498 à 1523, pas moins de cinq églises de la Seigneurie de Valangin furent reconstruites ou bâties. Toutes flambantes neuves, elles auraient dû attacher davantage les fidèles au culte ancestral. Ce ne fut pas le cas. Valangin adhéra à la Réforme en 1531. Dans les Montagnes, Les Brenets suivirent en 1534, puis Le Locle, La Sagne et La Chaux-de-Fonds en 1536.

1550

La Chaux-de-Fonds érigée en paroisse

Malgré la construction d'une église à La Chaux-de-Fonds, les habitants continuaient de dépendre de leurs paroisses respectives pour la communion, la bénédiction des mariages et les baptêmes. La chapelle de La Chaux-de-Fonds servait au seul culte, et c'est dans les paroisses du Locle, de La Sagne, du Val-de-Ruz, que les habitants — permanents ou temporaires

— se rendaient pour l'accomplissement et l'enregistrement des *formalités* ecclésiastiques. En 1550, le 12 octobre, René de Challant, petit-fils de Claude d'Arberg, auquel il avait succédé en 1518, érigea La Chaux-de-Fonds en paroisse. Il avait cédé aux sollicitations des habitants, qui se plaignaient d'être trop éloignés du Locle ou de La Sagne. Douze ans auparavant, François de Martines s'était interposé dans le même but. Par un acte de 1560, René de Challant précisa que les habitants de la nouvelle paroisse conservaient le droit d'aller faire leurs dévotions au Locle et à La Sagne. Il ordonna, en outre, « que lorsqu'ils auraient payé à La Chaux-de-Fonds leur émine de moisson, ils ne la devaient plus ailleurs ».

Un document des Archives de l'Etat (selon Matile : P.O. 5/2) mentionne que la Seigneurie de Valangin comptait en 1531 une population de 3,105 habitants, répartis en 621 feux, ce qui fait une moyenne de 5 personnes par feu. Il y avait 1,765 habitants au Val-de-Ruz et 1,340 aux Montagnes, dont 725 au Locle, 425 à La Sagne, 155 aux Brenets et 35 à La Chaux-de-Fonds.

René de Challant, avons-nous vu, était petit-fils de Claude d'Arberg. Son père, Philibert, originaire de la vallée d'Aoste, avait épousé en 1503 Louise d'Arberg, fille de Claude et de Guillemette de Vergy. A la mort de Claude, il ne restait pour lui succéder que son petit-fils René, Philibert et Louise étant décédés entre temps.

Pour des communications plus faciles avec la Franche-Comté

En 1529, René de Challant fut sollicité par la Ville de Neuchâtel de s'intéresser à des communications meilleures avec la Franche-Comté. Il s'agissait, d'entente avec Jean de la Palud, comte de Véraz et de la Roche, qui possédait des seigneuries outre Doubs, d'un chemin aboutissant à la rivière, sur laquelle on construirait un pont. Un tel chemin existait déjà. Une « vîez », mentionnée en 1358, reliait la Chaz de fonz à Fontainemelon et au Val-de-Ruz. Elle est indiquée dans la reconnaissance de li pollains. A la fin du même siècle, un lieu dit porte

le nom de « Versus viam de Maches » (Vers la route de Maïche). Bout à bout, la « viez » et la via de Maches conduisaient au Doubs. Au delà, la via montait la côte de la Grand'Combe et de Fournet-Blancheroche.

C'est seulement 352 ans plus tard que fut réalisé le projet de 1529 par la construction de la route de Biaufond.

La démarche de la Ville de Neuchâtel engagea sans doute René de Challant à faire quelque chose pour faciliter les relations avec le plateau franc-comtois. En 1545, il fit construire une maison de péage qui prit le nom de Maison à Monsieur, en abrégé Maison-Monsieur. Le passage se faisait au moyen d'une nef et d'un bac assez grand pour transporter gens et bêtes. Menacée de tomber en ruine, la maison fut reconstruite en 1659. Un incendie la détruisit en 1669. Rebâtie, elle fut amodiée pour dix ans à Abraham Robert, maire de La Chaux-de-Fonds.

René de Challant se garda d'aliéner trop massivement les terres échues à la seigneurie par l'arbitrage de Berne, à la fin du XV^e siècle. Il se réserva entre autres la région à l'est de la Fontaine Jaillet, qui constitua ce qu'on a appelé le Ban-Monsieur, plus tard Bas-Monsieur. A sa mort, en 1565, ses filles se disputèrent sa succession. L'une d'elles, Isabelle, qui avait épousé Frédéric de Madrutz, comte d'Avy, procéda à des accensements nombreux, ainsi qu'à des affranchissements de toute nature. Son mari en fit autant. A peu de chose près, le lotissement des terres domaniales encore disponibles se trouva achevé.

« Dans les dernières années du XVI^e siècle, raconte G.-A. Matile, dans son *Histoire de la Seigneurie de Valangin*, page 333, les gens de La Chaux-de-Fonds, qui formaient déjà une paroisse à part, demandèrent l'érection d'une cour de justice, se plaignant de ce que Le Locle voulait les mettre sous sa dépendance, et témoignant le désir que, si la chose ne pouvait avoir lieu, on les réunit plutôt à Valangin. Néanmoins, ce ne fut qu'en 1656 que La Chaux-de-Fonds fut érigée en mairie, après qu'on eut hésité si l'on n'établirait pas le siège de la cour de justice aux Eplatures. »

1592

**La Seigneurie de Valangin incorporée au
Comté de Neuchâtel
Conséquences pour les Montagnes**

Pendant près de trente ans, des compétitions interminables se succédèrent au sujet de la succession de René de Challant. Berne y était intéressée à titre de prêteur hypothécaire. Marie de Bourbon, veuve de Léonor d'Orléans, s'appliqua à défendre ses droits de suzeraineté. Les cantons suisses se prononcèrent en sa faveur. L'affaire ne se termina qu'en 1592 par un accord de Marie de Bourbon avec le comte de Montbéliard, qui avait acquis des héritiers de René de Challant leurs droits sur Valangin.

Ainsi se clôt pour la Seigneurie de Valangin une période d'indépendance, qui était devenue totale, envers le Comté de Neuchâtel. A plus d'un égard, on peut regretter ce que Matile appelle le retour à la directe. La parité ne fut pas maintenue entre les deux parties constituantes de l'Etat. Ce fut l'effet de la centralisation, de différences de tempérament et de l'orientation industrielle que prirent les Montagnes. Les luttes pour l'émancipation, qui se traduisirent en 1848 par une révolution, procèdent d'aspirations issues des franchises de 1372. Cette tendance initiale vers plus de liberté et d'égalité s'est concrétisée sous diverses formes. Elle a marqué en particulier La Chaux-de-Fonds de son empreinte. Et rien ne laisse prévoir que la Métropole horlogère dérogera à ses traditions.

Avant de tourner d'autres pages pendant lesquelles l'histoire de La Chaux-de-Fonds sera dépendante d'une autre obédience, rendons hommage à la maison d'Arberg. Elle a tenu La Chaux-de-Fonds sur les fonts baptismaux ; elle lui a donné un arrière-pays ; elle lui a assuré l'excellente frontière du Doubs. Elle en a fait de plus une paroisse, première étape vers l'institution d'une mairie.

Le XVI^e siècle fut la période pendant laquelle La Chaux-de-Fonds remplit les cadres politiques que lui avait donnés la fin du XV^e siècle. Elle en peupla les compartiments, comme s'il

se fût agi des alvéoles d'un gâteau de miel. Les abeilles puisent leur nectar à tous les calices. De même La Chaux-de-Fonds aspira des immigrants des autres parties de la seigneurie, et d'ailleurs, notamment des Francs-Comtois. Elle eut raison plus tard de choisir une ruche comme armoiries.

Au commencement du XVII^e siècle, le territoire de La Chaux-de-Fonds est entièrement accensé. Il n'y a plus de terres domaniales, de joux à ban. La colonisation ne se fera plus en longueur et en largeur : elle gagnera en profondeur, c'est-à-dire que la mise en valeur des terres s'intensifiera, avec comme corollaire le morcellement de la propriété.

L'augmentation de la population fera désirer aux Chaux-de-Fonniens de posséder une certaine autonomie administrative. Le XVII^e siècle leur donnera satisfaction. Ils avaient demandé en 1608 de posséder un tribunal ou d'être rattachés à la juridiction du Locle. Cela dans le but d'être dispensés de longs déplacements jusqu'au bourg de Valangin, duquel ils dépendaient directement. On les fit patienter jusqu'en 1616, et encore ne les fit-on bénéficier que d'une faveur relative en les incorporant aux juridictions du Locle et de La Sagne.

1656

La Chaux-de-Fonds devient une mairie

Cette annexion s'avéra intolérable. Elle est à l'origine d'un particularisme qui a laissé des traces. Il fallut quarante ans de requêtes pour qu'enfin La Chaux-de-Fonds fût en quelque sorte émancipée. C'est en effet en 1656 que Henri II de Longueville érigea la localité en mairie. Stavay-Mollondin, gouverneur de la principauté, se dépensa dans ce but. Les « patentes » délivrées à la nouvelle mairie sont datées de Rouen, le 2 décembre 1656. Par un acte signé également à Rouen, six jours plus tard, Henri II nomma Abraham Robert premier maire de la nouvelle communauté. Son installation eut lieu le 28 janvier 1657. Dès ce moment, La Chaux-de-Fonds eut son administration propre, avec maire, lieutenant, justiciers, greffier, sautier et conseil de communauté. La mairie comptait environ 1,000 habitants, répartis en onze quartiers. Le plus peuplé s'appelait

le Grand Quartier (Vieille Chaux), avec une vingtaine de maisons, l'église et le corps de garde.

L'accroissement de la population entraîna celui des immeubles. Les fermes du XVI^e siècle furent remplacées par d'autres, plus spacieuses et d'une architecture soignée. La plupart avaient été détruites par l'incendie. Les nouvelles témoignent d'une aisance qui n'existait pas auparavant. L'élevage du bétail était prospère. Nos paysans vendaient à bon prix leurs chevaux et leurs bœufs gras. Pendant la guerre de Trente Ans (1618-1648), les belligérants firent appel au troupeau suisse. La Principauté de Neuchâtel subit à son tour la crise consécutive à la Paix de Westphalie, mais elle ne connut point l'agitation qui provoqua la Guerre des Paysans.

Pendant la période suédoise de la guerre de Trente Ans, la frontière du Doubs fut violée à plus d'une reprise. Un parti de Bourguignons tua onze hommes du corps de garde du Dazenet et pillà la région.

Abraham Robert fut chargé d'établir les reconnaissances de la mairie de La Chaux-de-Fonds. Chacun des onze quartiers fait l'objet d'un recensement des biens fonciers, avec rappel des actes d'accensements. On doit également à Abraham Robert une *Description de la Frontière des Montagnes de Valangin*, établie en collaboration avec Benoit de la Tour.

Au mois de juillet 1657, Henri II visita La Chaux-de-Fonds. Deux ans plus tard, ce fut le tour de Stavay-Mollondin, qui fit cadeau à la communauté, en 1660, d'une horloge (pour le temple) provenant du château de Joux. En 1663, le campanile de l'église fut remplacé par une tour. Devenue trop petite, la chapelle fut agrandie par la suppression du chœur.

L'horlogerie de gros volume

L'horlogerie de gros volume précéda celle de la montre, dont l'introduction aux Montagnes est due à Daniel Jeanrichard, né aux Bressels en 1670. Dix ans auparavant, les Sagnards avaient commandé une horloge à Daniel Courvoisier-Clément, canonnier au Locle. Plus tôt encore, en 1630, les Loclois réceptionnèrent une horloge faite par Abram Perret-dit-Tornare, des Convers. L'expertise fut faite par Jehan Cour-

voisier, de Sonvilier, maître horloger, et la minute du procès-verbal dressée par Abram Robert-Tissot, justicier du Locle, capitaine du Valanvron et horloger. A la fin du XVII^e siècle, les Brandt-dit-Grieurin, demeurant au Pélard, seront réputés pour leurs horloges. Il en sera de même plus tard des Ducommun-dit-Boudry, habitant Les Bulles. En 1705, l'horloge donnée par Stavay-Mollondin fut remplacée par une autre, construite par les frères Isaac, David, Jacob et Abram Brandt-dit-Grieurin, fils de Pierre, qui avait appris le métier au Pélard à ses six fils. Pierre, David, Isaac et Abram Brandt livrèrent, en 1714, l'horloge de la Fusterie, à Genève, en collaboration avec les Ducommun-dit-Boudry. Jacob Brandt-dit-Grieurin, contemporain de Jeanrichard, s'initia à la fabrication de la montre chez ce dernier, qui habitait encore les Bressels.

Il épousa une sœur de Pierre et de David Ducommun-dit-Boudry, fils de Pierre, maréchal aux Bulles. Il émigra à Montbéliard. Son nom a été donné à une rue de La Chaux-de-Fonds.

Un parent de Pierre Ducommun senior, aussi maréchal aux Bulles, est l'auteur de la célèbre horloge « dite des apôtres », dont la construction est antérieure à 1693. Osterwald en a donné une description détaillée. C'était une horloge à poids, sonnant les heures et les minutes avec la même aiguille, marquant de plus l'équation du temps, le cours du soleil et de la lune. Elle comprenait aussi des automates, hussards et trompettes. En 1764, elle existait encore. On ne sait ce qu'elle est devenue.

Les Ducommun-dit-Tinnon se signalèrent aussi par leurs œuvres en gros et moyen volume.

La première école date de 1683. L'ouverture en fut autorisée par un arrêté du Conseil d'Etat du 5 mai. La classe se faisait dans le corps de garde, qu'avait construit sur le tertre de l'église, à ses frais, la compagnie des milices du quartier de « La Chaux ». Le premier régent fut Jean Bonjol du Vivarais, chargé, en outre, des fonctions de marguillier, de concierge du temple, de chantre et de lecteur, du remontage de l'horloge.

Dès le dernier tiers du XVII^e siècle, une évolution s'était produite dans l'activité des Chaux-de-Fonniers du village et des environs. A l'élevage et à la culture des champs s'était ajoutée l'horlogerie, en gros volume (horloges de tours), et en petit volume (horloges d'appartements). Graduellement, les

deux occupations se dissocièrent. On vit se constituer une classe d'artisans exclusivement voués à leur profession. Les immeubles s'adaptèrent en se haussant d'un étage. On fit aussi disparaître les meneaux des fenêtres du rez-de-chaussée pour avoir plus de lumière sur les établis.

La pendulerie et la montre

En 1705, Abram Brandt-dit-Grieurin (du Pélard) fit une montre pour Jacques Sandoz. Daniel Jeanrichard s'étant installé sur les Monts-du-Loche la même année, il en résulte que la fabrication de la montre débuta simultanément au Locle et à La Chaux-de-Fonds. Dans cette dernière localité, l'industrie de la pendule prit, au début, le pas sur celle de la montre. Nulle part ailleurs dans le canton, la pendulerie n'atteignit un pareil essor, non seulement par la quantité des ouvrages, mais par leur qualité, leurs complications, leur valeur artistique. Dès le milieu du siècle, l'exportation des pendules chaux-de-fonnières s'achemina au delà de la Suisse. Pierre Jaquet-Droz se rendit en Espagne pour le placement de ses chefs-d'œuvre. Son fils créa une succursale à Londres pour l'écoulement de ses produits, parmi lesquels les automates, notamment les oiseaux chantants. Nos penduliers livrèrent des mouvements finis à Paris, où se faisait la mise en cabinet. De Paris, nos penduliers tiraient des modèles pour les cabinets et leur ornementation. En 1780, La Chaux-de-Fonds compta plus de 61 horlogers en petit volume (montres), 68 penduliers, 9 orfèvres (boitiers) et 4 fondeurs. La population de tout le territoire communal s'élevait à 3,586 habitants. Elle s'était rapidement accrue, de 2,100 en 1741 à 2,363 en 1753. A la veille de l'incendie, elle atteignit 3,280 habitants.

Aux Brandt, aux Ducommun, cités plus haut, aux Jaquet-Droz qui se distinguèrent par leurs inventions et leur admirable technique, il faut ajouter d'autres horlogers de grand mérite, horlogers universels en quelque sorte, puisque tous cumulèrent la fabrication des pendules et des montres. Ce sont les Josué Robert (horlogers du roi), les frères Huguenin (Abram et Moïse), Fic Huguenin (horloger du roi), François Ducommun-dit-Boudry (auteur du planétaire), Leschot, les Maillardet, etc.

Tandis que La Chaux-de-Fonds échappait, par l'industrie, aux conséquences de sa position géographique et de l'augmentation de la population, elle assistait assez distante aux événements politiques de la principauté et de l'extérieur. On ne la consultait du reste pas. L'administration du pays était un privilège de la noblesse du chef-lieu et de la bourgeoisie riche. Dans le domaine ecclésiastique, la Compagnie des pasteurs — la Vénérable classe — avait la haute main sur l'école. Les Chaux-de-Fonniens en firent l'expérience en 1760, quand la Vénérable classe — contre l'opinion de ses ouailles — destitua Ferdinand-Olivier Petitpierre, pasteur du lieu, qui avait encouru les foudres de ses supérieurs pour avoir osé prêcher la non-éternité des peines. C'était un crime, évidemment, de prétendre que les châtimens dans l'au-delà ne seraient pas éternels.

L'activité des Montagnards au XVIII^e siècle

Dans les *Etrennes neuchâteloises* de 1864, Jean-Laurent Würflein a publié les lignes suivantes sous le titre *Coup d'œil sur les mœurs de La Chaux-de-Fonds*. Il s'est servi, dit-il, d'un « journal de famille, dont il se trouve le détenteur ». Son tableau peut servir de toile de fond à la vie rurale du XVIII^e siècle.

« L'industrie de l'horlogerie, écrit-il, quoique déjà au delà de sa naissance, ne faisait pas une occupation aussi spéciale qu'elle l'est devenue de nos jours. Bon nombre de familles, en ces temps-là, ne cherchaient l'accroissement de leur fortune que dans les moyens que leur fournissaient une stricte économie, un travail soutenu dans l'exploitation de la terre, et le produit plus ou moins favorable et chanceux qu'elles trouvaient dans le commerce des bestiaux... La mode du fermage était en quelque sorte inconnue... Le premier notable, comme le dernier particulier, apparaissait à tous les travaux que réclamait son bien d'héritage... Si un propriétaire visait à augmenter de quelques livres faibles les biens qu'il avait reçus de ses aïeux, il en trouvait la principale source dans le trafic du bétail. Aussi bien était-il toujours prêt à braver les intempéries du climat et les fatigues de la marche pour parcourir les foires distribuées dans un rayon de dix à douze lieues, fréquentant les unes pour acheter, les autres pour y vendre.

» En février, les paysans se rendaient à la foire de Neuchâtel, d'où ils ramenaient des bœufs maigres pour en peupler les pâturages d'été. Ils avaient avantage, paraît-il, à engraisser des bœufs, parce que le lait, ajoute Würflein, qui n'était pas converti en beurre ou fromage, présentait un revenu modeste.

» Les foires de Fribourg étaient très fréquentées, particulièrement celles de Bulle et de Gruyères, d'où l'on ramenait des vaches et des taureaux. En 1737, un taureau y fut payé 45 francs, une vache 63 francs. On se pourvoyait de chevaux à la foire de Langnau. Une paire y coûta 217 francs en 1738.

» Après avoir couru les foires d'achat, arrivaient à leur tour les foires de vente, continue l'auteur, que nous avons abrégé en partie. On transportait ainsi du bétail tantôt à Noirmont, tantôt à Saignelégier, quelquefois à Fontaines et même à Môtiers, où arrivaient les gros acheteurs de Bâle et Zurich, et des Français, dont le commerce s'étendait jusqu'à Paris. En de certaines circonstances, ces acheteurs n'attendaient pas les foires et venaient sur place enlever tous les bœufs qui étaient dans le domaine du commerce...

» Au moment des labours et des fenaisons, on s'aidait de voisin à voisin, ou bien l'on faisait appel à des ouvriers et ouvrières venus du Jura bernois. Les salaires étaient bien bas, comparativement à ceux de notre époque ; un valet recevait, pour gages annuels, 48 à 60 francs, plus deux paires de souliers ; une ouvrière, 15 à 20 centimes par jour... En 1740, une famille qui vivait dans l'aisance, composée du père, de la mère, de trois ou quatre enfants, avec valets et aidants, ne comptait d'argent déboursé pour frais de nourriture qu'une douzaine de louis (278 francs) pour l'année.

» Les matières premières que la localité pouvait fournir, comme moyens d'habillement, étaient la laine, le fil de lin, les cuirs.

» Le cuir était tanné par un spécialiste de l'endroit. On ne cultivait plus guère le chanvre : on l'achetait filé ou non. Le lin avait pris sa place. Semé à la mi-avril, on le récoltait vers le milieu de septembre. Chaque propriétaire en ensemençait une planche. Du coton qu'on se procurait au dehors et du lin indigène, on faisait confectionner sur place des costumes. En tissant de la laine avec ces fils, on obtenait les mi-laines.

» Chaque chef de famille était muni des matériaux les plus nécessaires au confectionnement (*sic*) des ustensiles dont il avait besoin... Les couteaux et les fourchettes se forgeaient dans la maison ; des manches de buis, plus ou moins proprement travaillés, venaient compléter l'instrument... Pour les gros ouvrages de fer et de cuivre, on en laissait l'exécution au maréchal de l'endroit... Les ouvrages en bois étaient encore plus du ressort du chef de famille que ceux en fer, soit qu'il fût question de meubles pour le ménage, soit qu'il y eût quelques réparations ou améliorations à apporter à sa maison ou à ses instruments aratoires... »

1707

Neuchâtel devient principauté prussienne

Marie d'Orléans, souveraine de Neuchâtel et de Valangin, mourut à Paris le 16 juin 1707. Avec elle s'éteignait la maison d'Orléans-Longueville, qui avait régné sur Neuchâtel pendant près de deux siècles. Parmi les quinze prétendants qui se mirent sur les rangs, deux seuls furent retenus : le prince de Conti, soutenu par Louis XIV, et le roi de Prusse Frédéric I^{er}. Un parti patriote proposa de constituer Neuchâtel en quatorzième canton suisse. Cette solution fut écartée par le corps des Trois-Etats, qui comprenait quatre des plus anciens conseillers d'Etat (premier Etat), les châtelains de Boudry et de Thièle, le maire de Neuchâtel et le lieutenant du Landeron (deuxième Etat) et les Quatre-Ministres de la ville de Neuchâtel (troisième Etat). Dans leur séance du 3 novembre 1707, les Trois-Etats adjugèrent la principauté à Frédéric I^{er}. Voilà comment nous sommes devenus Prussiens, par la décision de personnages qui ne représentaient que leur avis personnel ou celui de leur classe, et qui d'ailleurs le monnayèrent.

L'aristocratie neuchâteloise s'employa à accaparer toute l'autorité et à la concentrer au chef-lieu. Elle battit en brèche les droits et les libertés de l'ancien comté de Valangin, ce refuge du libéralisme. L'anoblissement récompensa les partisans du roi de Prusse. A la tête des milices, on remplaça les chefs indigènes par des bourgeois de Neuchâtel. Pour favoriser les grands propriétaires du Vignoble, dont plusieurs membres du

gouvernement, on interdit l'importation des vins français meilleur marché, qui se consumaient surtout dans les Montagnes. Entre la bourgeoisie de Valangin et le Conseil d'Etat, entre les Montagnes et le Vignoble, une lutte désastreuse s'engagea. La bourgeoisie de Valangin en vint à passer par-dessus la tête du gouvernement pour demander au souverain le redressement des abus.

L'éveil du libéralisme

Vers la fin du siècle, sous l'influence des ouvrages publiés à Neuchâtel par la Société typographique, et colportés par Samuel Girardet, libraire au Locle, et sous l'influence de la Révolution française, les Montagnards commencèrent de ne plus voir les choses sous le même angle. Dans l'ouvrage *La Chaux-de-Fonds, son passé et son présent*, Numa Droz s'exprime ainsi là-dessus :

« Et de la comparaison qu'on faisait entre ce qui était et ce qui paraissait désirable, il résultait un désenchantement de la situation présente. On se disait qu'après tout, l'ancien Comté de Valangin n'était pas sur un pied d'égalité avec celui de Neuchâtel... Les populations nombreuses et prospères des Montagnes trouvaient qu'elles ne comptaient pas assez dans l'Etat. Quand on voyait tomber en France les privilèges de l'aristocratie et du clergé, on constatait que, dans notre pays, il y avait encore de nombreux restes de la féodalité et d'un régime théocratique. On se demandait pourquoi nous resterions en arrière, alors que tous ces progrès s'accomplissaient autour de nous. »

En 1782, un grand nombre de Genevois, du parti des Représentants, avaient quitté la cité des bords du Rhône, où leurs idées étaient combattues. Réfugiés à La Chaux-de-Fonds, ils y propagèrent leurs principes. Quatre ans plus tôt, Laurent Mégevand s'était fixé au Locle. Il avait dû quitter Genève, à la suite de fraudes dans le titre légal de lingots d'or. Acquis aux conceptions nouvelles, il fit de nombreux prosélytes au Locle.

La répression gouvernementale

Au lieu de lâcher du lest, le gouvernement prit le contrepied des aspirations populaires. Un mandement des autorités défendit la lecture des papiers publics (journaux) et la manifestation des opinions en fait de politique étrangère, sous peine de saisie de corps. Ces menaces n'empêchèrent point les discussions, qui se faisaient en cercle privé ou dans des cafés, à l'abri des indiscretions et des délations. On disposait de plus de temps pour échanger ses idées par suite du ralentissement de l'industrie, atteinte par la crise consécutive aux événements de France. Lorsque la guerre éclata entre la France et la coalition, en 1792, le président du Conseil d'Etat, M. de Marval, ministre du roi de Prusse auprès du corps helvétique, écrivit une lettre — rendue publique — dans laquelle il annonçait qu'il s'employait à gagner les Suisses à la coalition contre la France et à offrir le passage des alliés aux armées.

On s'était offusqué chez nos voisins de l'ouest de l'hospitalité trop généreusement accordée aux réfugiés politiques et surtout aux prêtres. Par mesure de représailles, la France bloqua nos importations de denrées alimentaires et entrava notre exportation d'horlogerie.

Un incident provoqua une vive agitation. Rentrant de la foire des Bois, le 27 août 1792, des jeunes gens eurent une bagarre aux Cornes-Morel avec des adversaires politiques. Les premiers appartenaient au parti des patriotes qui arboraient les couleurs françaises. Les autres défendaient le régime existant et le témoignaient en se décorant d'une cocarde orange, aux couleurs de la maison de Prusse, qui s'était vu adjuger la principauté en 1707 à titre d'héritière de la maison d'Orange.

On plante des arbres de liberté

L'enquête n'aboutit à rien de positif.

Les esprits s'échauffaient.

A Peseux, à Colombier, au Locle, où l'on se solidarisait avec des idées libérales, on planta des arbres de liberté. Ce fut le tour de La Chaux-de-Fonds le 1^{er} décembre 1792. Deux jours

plus tard, après un discours de Henri-Louis Vaucher, on dansa le soir la « Carmagnole » autour de l'arbre de liberté qui se dressait sur la place des Victoires.

Alexandre Girardet a représenté la scène dans une gravure coloriée à la main.

Trois jours plus tard, 1,138 citoyens du Locle et de La Chaux-de-Fonds se rendirent à Morteau pour participer à la fête de l'enterrement de la royauté.

Du Locle, en 1793, sept cent et une personnes partirent pour Besançon (245 hommes, 165 femmes, 291 mineurs), gagnées à l'émigration par le Genevois Mégevand, agent du Directoire.

La même année, 25 familles de La Chaux-de-Fonds imitèrent l'exode des Loclois.

La répression politique et le chômage étaient responsables de ces départs infiniment regrettables.

Sous la présidence de Moïse Perret-Gentil, une Société patriotique se fonda à la Croix-d'Or. On lisait aux séances les journaux de France et on se préoccupait de questions d'utilité publique.

Des scènes de désordre eurent lieu au temple le 13 janvier 1793, après le culte, au cours d'une assemblée de la Communauté des bourgeois de Valangin résidant à La Chaux-de-Fonds. Il s'agissait de prendre connaissance d'un mémoire et de désigner des délégués à un abrégé de Bourgeoisie à Valangin.

Des brochures pour et contre les idées nouvelles circulaient.

Par gain de paix, les patriotes abattirent, le 29 mai 1793, l'arbre de la liberté, tout en protestant de leurs bonnes intentions.

Le gouvernement ne sut aucun gré du geste. Les enquêtes secrètes continuèrent. De nombreuses expulsions eurent lieu. C'est dans cette atmosphère que survint, le 5 mai 1794, l'incendie de La Chaux-de-Fonds.

Sur les événements politiques qui le précédèrent et sur l'incendie, nous renvoyons aux récits qu'en a fait l'ouvrage déjà cité : *La Chaux-de-Fonds, son passé et son présent*.

L'incendie du 5 mai 1794

Mais l'événement tragique du 5 mai 1794 ne saurait être seulement rappelé ici. A l'occasion du 150^e anniversaire de ce sinistre, que commémore le présent ouvrage, nous avons estimé qu'il convenait d'exposer succinctement les faits.

La Chaux-de-Fonds d'alors n'avait pas le plan d'aujourd'hui. Il n'existait pas de rue Neuve, ni de rue de l'Hôtel-de-Ville. Les maisons étaient serrées, sans dégagement, et couvertes de bardeaux.

Dans la nuit du dimanche au lundi 5 mai, le feu éclata dans la cheminée de bois de la maison de Daniel Grisard, qui était située au sud-ouest du temple.

M^{me} Grisard avait fait du feu le dimanche après midi à la cuisine du bas pour préparer du levain. Elle cuirait son pain le lendemain au four de l'étage d'au-dessus.

Deux ans auparavant, un commencement d'incendie s'était déclaré dans la même cuisine, couverte d'un plancher de bois.

Un malheur n'arrive pas seul, dit-on. En l'occurrence, plusieurs fatalités favorisèrent les ravages du feu.

Ne fallut-il pas que se trouvât à proximité du foyer initial de l'incendie un baril de poudre de 45 livres, entreposé malencontreusement dans une chambre contiguë ! Il faisait partie de la masse en liquidation de Victor Pictet, locataire des Grisard.

De plus, sous la cuisine, un tonneau d'huile était remisé.

Le tonneau d'huile sauta et le baril aussi. L'explosion propagea le feu aux maisons voisines.

L'alarme avait été donnée par le tocsin. Elle dut être interrompue, parce que le marguillier fut atteint à la tête par le battant de la cloche.

Pour comble, les seringues — pompes à incendie — n'étaient pas en bon état, et les « boyaux » non plus.

En peu de temps, une dizaine de maisons furent enflammées, dont le temple et la cure.

L'incendie se généralisa.

Chacun ne songea plus qu'à soi-même, s'appliquant à sauver du sinistre son mobilier, ses effets.

Grâce à l'aide de gens accourus des environs et des localités voisines, les deux bouts du village, en direction du sud et du nord, furent épargnés.

Le désastre était terrible : 52 maisons détruites, 172 familles sans abri.

De toutes parts affluèrent les secours en nature.

Une commission spéciale fut chargée de les répartir.

Le bruit se répandit que l'incendie était dû à la malveillance. De mauvaises langues l'attribuaient aux orangistes, qui auraient voulu se venger des « bonnets rouges ».

Une enquête aussitôt ouverte par le gouvernement réduisit à néant cette calomnie.

Tandis que le Comité de secours se dépensait et que les autorités communales examinaient les mesures à prendre et adressaient dans ce but une requête au Conseil d'Etat, ce dernier ordonnait une collecte dans toutes les églises du canton.

Une commission de quatorze membres fut nommée par l'assemblée de commune du 11 mai. Elle se prononça en faveur du remaniement du plan cadastral et sollicita à cet effet l'intervention de l'Etat.

Le 25 mai, la communauté chargea trois délégués d'aller quêter en Suisse. Il n'existait alors aucune assurance immobilière ni mobilière.

Les dommages se montaient à 1,389,334 livres, dont 739,762 pour les immeubles.

Les collectes et subventions permirent d'attribuer 15 % de la perte aux propriétaires qui rebâtirent. Les autres incendiés, locataires ou propriétaires qui ne rebâtirent pas, reçurent 7 ½ %.

Avant l'incendie, La Chaux-de-Fonds comptait 4,392 habitants. Sa population tomba à 4,108 les années suivantes. Mais elle remonta à 4,423 en 1797.

Huit jours après le sinistre naissait dans une ferme de l'ouest un enfant qui devait donner son nom à la principale rue de La Chaux-de-Fonds. Il s'agit de Léopold Robert, fils d'un boîtier, ou orfèvre comme on disait alors.

1794 - 1831

Une période difficile

Jusqu'à la tentative révolutionnaire d'Alphonse Bourquin, en 1831, La Chaux-de-Fonds vécut une période difficile, économiquement et politiquement. Elle vit disparaître deux industries artisanales : la pendulerie et la dentellerie. La première s'évanouit devant la concurrence de l'étranger, et surtout par le fait que l'industrie de la montre, exigeant moins de capitaux, susceptible d'une plus grande division du travail (pouvant donc occuper plus de main-d'œuvre), plus rémunératrice, attirait davantage les Montagnards.

La dentellerie s'éteignit à cause du changement de mode, consécutif à la démocratisation du costume.

Les Montagnes neuchâteloises furent éprouvées par les vicissitudes des guerres napoléoniennes. Des débouchés se fermèrent ou s'ouvrirent tour à tour. Pendant le blocus continental, la clientèle anglaise fut perdue. Après 1813 et 1815, des remous sans fin diminuèrent et suspendirent même l'activité des ateliers. En 1816-17, l'année du cher temps, le marasme s'aggrava d'une grande pénurie de denrées alimentaires. A un printemps tardif et neigeux avaient succédé des pluies continuelles. Les semailles s'étaient faites dans des conditions déplorables. Aux Montagnes, on ne put récolter ni les pommes de terre ni les grains, qui restèrent ensevelis sous la neige. Pour comble, le Gouvernement de Neuchâtel, au lieu de venir en aide aux populations, empira la situation en exigeant la dime de produits qui n'avaient pu être récoltés.

La situation préoccupa vivement la Société d'émulation patriotique, qui ouvrit un concours sur les causes de la situation et les remèdes à apporter.

Chose curieuse, c'est au moment où tout semblait compromis que les choses prirent une autre tournure. Grâce à l'initiative de nos chefs horlogers, une renaissance de l'art industriel fit rechercher davantage nos produits. Graveurs, guillocheurs, émailleurs y contribuèrent dans une large mesure. C'est aussi à ce moment que l'on abandonna la dorure au mercure pour la

dorure galvanique. Le contrôle des matières d'or et d'argent existait chez nous depuis 1820.

Les fabriques d'ébauches perfectionnent leur outillage. Aux « blancs » primitifs succèdent les « roulants », qui ne tarderont pas à devenir des finissages.

Politiquement, La Chaux-de-Fonds subit les destinées de la principauté. En 1798, lors de l'invasion de la Suisse par les troupes françaises, Neuchâtel fut épargné, étant possession de la Prusse, avec laquelle la République se trouvait de nouveau en paix. Notre statut changea huit ans plus tard. Napoléon, en 1806, après la défaite de la Prusse à Iéna, exigea de Frédéric Guillaume III la cession de Neuchâtel, qu'il donna au maréchal Berthier. Celui-ci ne parut jamais dans sa principauté. Il s'en remit, pour l'administration, à son gouverneur François de Lespérut, qui dut s'appliquer à remplir la cassette du souverain. Le pays fut grevé de nouveaux impôts. La vente du sel, enlevée au commerce privé, devint une régle. On força l'écoulement des vins neuchâtelois en frappant de droits élevés les vins français, consommés surtout dans les Montagnes.

Lespérut fit construire la route de la Vue-des-Alpes; ainsi que celle de La Tourne. Commencée en 1806 et achevée en 1809, la première abandonna la « viez » du milieu du XIV^e siècle et s'insinua dans l'ancienne combe du Pacot, devenue la rue de la Combe, puis celle de la rue de l'Hôtel-de-Ville, sur la demande de ses habitants.

La domination française dura jusqu'en 1814. Après la défaite de Napoléon à Leipzig, les vainqueurs poursuivirent les armées françaises. Une de leurs armées entra à Bâle le 21 décembre 1813. Le Gouvernement de Neuchâtel envoya une délégation à Frédéric-Guillaume III qui se trouvait à Bâle au quartier général des Alliés, pour le prier de reprendre le pays sous sa protection. Ce qui fut accepté. Et, le 25 janvier 1814, Neuchâtel redevenait prussien. Non sans de grandes hésitations, la Diète consentit à admettre la principauté de Neuchâtel comme 21^e canton le 12 septembre 1814. Une minorité du Gouvernement de Neuchâtel aurait désiré faire de l'Etat une république suisse.

La construction de la nouvelle route de la Vue-des-Alpes incita nos voisins de France à désirer s'y raccorder. C'est ainsi que la ville de Morteau sollicita, en 1808, d'y être reliée par le Col-des-Roches. Le Gouvernement du prince Berthier s'y

refusa, parce que c'eût été favoriser l'arrivée des vins français et l'exportation des bois. Quatre ans plus tard, plusieurs localités de la Franche-Comté manifestèrent le même désir. Pour les mêmes raisons, le Conseil d'Etat n'y voulut pas prêter les mains.

En 1810, le prince Berthier accorda une subvention à La Sagne pour lui permettre d'améliorer ses communications. La route de La Corbatière au Reymond contribua à rapprocher La Sagne de La Chaux-de-Fonds et du Val-de-Ruz.

Après l'incendie de 1794, le plan cadastral de la Vieille Chaux fut modifié. On nivela l'actuelle place de l'Hôtel-de-Ville, où se tenaient les foires. Grâce à la générosité des frères Bourquin, qui avaient acquis une grosse fortune dans le commerce d'horlogerie, la commune construisit l'Hôtel de Ville, sur l'emplacement d'une maison incendiée, qui s'appelait le « Chapeau rouge » à cause de l'enseigne d'un perruquier. L'Hôtel de Ville ou Maison de commune fut achevé en 1806. Il abrita les services communaux jusqu'en 1878, époque à laquelle ils furent transférés à l'ancien Hôtel des Postes. La fontaine qui existait sur la place de l'Hôtel de Ville date de 1808. Le 1^{er} mars 1848, on y fixa un drapeau fédéral avant le départ de la colonne républicaine. La dite fontaine a été transférée sur la place du Stand. Ici a existé longtemps le stand de la Société des Mousquetaires, royaliste. Les Armes-Réunies furent fondées en 1821, une année après la Musique des Carabiniers ; elles ont joué l'une et l'autre un rôle important dans la vie chaux-de-fonnière.

Les événements de 1831

Les événements de 1831 sont l'aboutissement d'un conflit entre les conceptions de l'ancien régime et celles qu'avait propagées la Révolution française de 1789. Après une incubation de quelque quarante ans, traversée de soubresauts, les compétitions prirent un caractère aigu. Ce n'est pourtant que dix-sept ans plus tard que fut réalisée l'émancipation politique et sociale du peuple neuchâtelois.

En reprenant possession de la Principauté de Neuchâtel, le roi de Prusse Frédéric-Guillaume III avait octroyé une Charte-Constitution, aux termes de laquelle était institué un soi-disant

Conseil législatif sous le nom d'Audiences générales. Quarante-neuf de ses membres étaient à la dévotion du gouvernement. Trente autres étaient désignés par des élections au troisième degré. Les députés n'avaient aucune des prérogatives d'un parlement. Pas de droit d'initiative, pas de contrôle de l'administration, nulle part à l'établissement du budget. L'égalité civile n'était pas reconnue, ni le libre accès aux charges publiques pour la plupart réservées aux membres de la noblesse. La Compagnie des pasteurs ou Vénérable classe, recrutée surtout dans le même milieu, ne se bornait pas à exercer son rôle dans l'Eglise. « Son intervention souvent déplacée, a écrit Numa Droz, produisait des fruits d'hypocrisie qui ne profitaient pas à l'avancement du règne de Dieu ».

Les aspirations populaires n'étaient pas seulement comprimées et réprimées dans la principauté de Neuchâtel, mais en Suisse et à l'étranger. Des interventions militaires eurent lieu en Italie et en Espagne, sur décision des souverains de la Sainte-Alliance. Pendant quinze ans, de 1815 à 1830, les monarques s'appliquèrent à restaurer pleinement leurs privilèges de droit divin. Cette période dite de la Restauration devait finir par un éclat, comme il arrive d'une chaudière dont on a laissé la pression monter trop.

La Révolution de 1830, qui débuta en juillet à Paris (chute de Charles X), eut aussi son contre-coup en Suisse, où des mouvements populaires obligèrent à reviser les constitutions cantonales dans le sens démocratique.

Dans la principauté, les novateurs et leurs adversaires défendirent leurs idées par des journaux et des libelles. Le Français Armand, réfugié à Bevaix, se fit l'apôtre des idées républicaines dans un journal très répandu dans le district de Boudry, au Val-de-Travers et aux Montagnes.

Les citoyens se réunissaient pour discuter de la situation et des réformes à réaliser.

Le 30 janvier, à l'assemblée de commune au Temple de La Chaux-de-Fonds, l'avocat Bille fit accepter une proposition préconisant le remplacement des Audiences générales par un Corps législatif nommé directement par le peuple. Le Locle se prononça dans le même sens. Un autre projet, accepté par les quatre Bourgeoisies, le 24 février, fut rejeté au vote des communes. L'agitation continua. Le roi envoya le général de Pfuel

pour enquêter. Le 22 juin, de Pfuel publia une ordonnance royale qui instituait un Corps législatif, mais il n'était pas susceptible de donner satisfaction aux libéraux. A une délégation de citoyens des différentes régions du pays, le général fit entrevoir des améliorations au projet et confirma sa promesse par écrit. Mais il ne la tint pas. Une amère déception en résulta, qui se changea bientôt en désir de revanche.

A la fin de juillet, un comité secret convoqua une réunion à Rochefort de citoyens acquis à un mouvement révolutionnaire. Ils décidèrent de prendre rendez-vous à Corcelles le 12 septembre et de descendre ensuite sur Neuchâtel pour s'emparer du Château. De Corcelles, le lendemain à 5 heures du matin, un rassemblement de 350 hommes, venus surtout du district de Boudry, sous les ordres du lieutenant de carabiniers Alphonse Bourquin, se rendit en deux colonnes, l'une par le haut, l'autre par le bas, en direction du Château. De La Chaux-de-Fonds, il n'était descendu qu'un petit nombre de patriotes de la compagnie de Fritz Courvoisier.

Le Gouvernement royaliste vida les lieux sans tambour ni trompettes. Il y eut bientôt un millier d'hommes au Château.

Sur la requête du Conseil d'Etat, la Diète envoya deux commissaires à Neuchâtel et leva une brigade pour occuper le canton.

Un armistice fut conclu le 27 septembre. De part et d'autre, on passait l'éponge. Sans que la chose eût été stipulée par écrit, on promit aux patriotes de consulter le pays sur sa réunion exclusive à la Suisse.

Or, le 7 octobre, malgré une intervention de l'avocat Bille, le Corps législatif se prononça par 47 voix contre 31 en faveur du régime monarchique et refusa de consulter le pays.

Quinze jours après le départ des troupes fédérales, une nouvelle insurrection éclata. Une colonne de partisans se débanda à Bevaix. Les troupes royalistes dispersèrent des rassemblements au Val-de-Travers et firent des prisonniers.

21 décembre 1831

La Chaux-de-Fonds terrorisée

Bien que La Chaux-de-Fonds n'eût en aucune façon participé à cette insurrection, de Pfuel décida d'y faire une démonstration. Du Val-de-Travers, il achemina ses 2,500 hommes sur la vallée des Ponts. Au Reymond, ils furent rejoints par un détachement venu de Neuchâtel par la Vue-des-Alpes. Et le 21 décembre, de bon matin, la ville fut occupée militairement. Aux Crêtets, treize pièces d'artillerie étaient braquées contre le village. Des patrouilles firent des visites domiciliaires et procédèrent à des arrestations. Au quartier-général, installé à l'Hôtel de Ville, des soldats apportèrent des glaives saisis à la Loge maçonnique et qui servaient à des cérémonies symboliques inoffensives. Le lieutenant-colonel Pettavel, franc-maçon lui-même, comme de Pfuel, les fit rendre aussitôt.

Découvert dans une chambre haute, l'avocat Bille fut traîné jusqu'à l'Hôtel de Ville, où il faillit être tué. On le conduisit dans les prisons de Neuchâtel. Sur la place Neuve, le lendemain, un curieux inoffensif, Polybe Nicolet, eut le crâne enfoncé par un carabinier des Ponts.

Le 23 décembre, le gros des troupes évacua le village. Trois cents hommes y tinrent garnison pendant plus d'un mois aux frais des habitants.

Des sanctions furent prises.

Bille fut condamné à deux ans de prison et à quatre ans de bannissement. L'avocat Humbert-Droz et Fritz Courvoisier, qui n'avaient pas pris part à la seconde insurrection, n'en furent pas moins frappés d'exil.

Les Neuchâtelois établis dans les centres horlogers durent réintégrer leur commune d'origine. Les ressortissants d'autres cantons furent contraints à quitter le pays. L'industrie se trouva privée d'excellents ouvriers. De nombreux patriotes se trouvèrent acculés à la faillite.

Les « fidèles », en revanche, reçurent une médaille commémorative, qu'ils arboraient les jours de fête.

Les événements de 1831 à 1856, auxquels La Chaux-de-Fonds prit une part prépondérante, mériteraient d'assez longs

développements. Le présent ouvrage ne nous le permet pas. Nous nous bornerons à un raccourci, et cela dans la mesure où La Chaux-de-Fonds y est plus particulièrement intéressée.

La Chaux-de-Fonds à la tête du mouvement républicain

Pendant le quart de siècle qui suivit les tentatives révolutionnaires de 1831, les Montagnes neuchâteloises prirent la tête du mouvement républicain. Jusque-là, le district de Boudry et le Val-de-Travers, pour la période immédiatement antérieure, avaient été plus actifs. Sous l'influence de l'avocat Bille, les Montagnards avaient attendu le triomphe de leurs idées bien plus d'une évolution que d'une révolution.

Homme d'affaires, entraîné aux décisions rapides, très militaire de surcroît, Fritz Courvoisier était acquis à une intervention par la force. Il l'avait prouvé en allant rejoindre la colonne de Bourquin en septembre 1831. Rentré d'exil en 1839, il s'effaça, mais les patriotes savaient qu'ils pouvaient compter sur lui. Laissant à d'autres la propagande, il mûrit un plan d'action. Les événements ne devaient pas le prendre au dépourvu.

Ce n'est pas seulement dans le domaine politique que les Montagnes furent à l'avant-garde après 1831. L'industrie horlogère y acquérait un développement rapide. En 1853, La Chaux-de-Fonds fabriqua plus de 500,000 montres. Occupés dans des comptoirs ou travaillant à domicile, les horlogers étaient pour la plupart des ouvriers qualifiés. Ils auraient cru déchoir en travaillant à des montres bon marché. De leur côté, les établisseries eussent trouvé au-dessous de leur dignité de fabriquer autre chose que des montres en or ou en argent. On se moqua de Roskopf quand il lança, en 1867, la « montre du prolétaire », dont la première pièce fut construite à la Grand'rue, baptisée rue Léopold-Robert en 1862.

Les besoins industriels provoquèrent une immigration. Les paysans-horlogers trouvèrent avantage à venir habiter au Grand et au Petit Quartier, où ils jouiraient de plus de commodités et n'auraient plus à cumuler deux professions disparates. Leurs gains s'en accroîtraient aussi. Leur place fut prise par des Suisses d'autres cantons, notamment par des Bernois.

La prospérité des Montagnes neuchâteloises n'était pas vue sans réserve par la classe dirigeante du Bas, peu encline à vivre sur un pied d'égalité avec la bourgeoisie enrichie de La Chaux-de-Fonds et du Locle. Grand lecteur, aimant à discuter « entre midi et une heure » avant de retourner à l'établi, l'ouvrier se livrait à des comparaisons et prenait position. A l'issue d'une assemblée où patrons et ouvriers se rencontraient, ou bien derrière un verre de rouge, les uns et les autres abordaient volontiers les sujets politiques. Ils ne cachaient pas leur aspiration à cesser d'être des Prussiens-Suisses, des Suisses-sujets.

On en avait assez de ce dualisme, plus que dans le Bas, aux horizons économiques moins étendus. Sans l'horlogerie, les habitants des Montagnes fussent demeurés pacifiques et attachés « au roi et à ses bons magistrats ». L'industrie les rendit critiques. Ils en arrivèrent à se sentir pour le moins égaux aux privilégiés de la noblesse et de la Vénérable classe. La montre fut une émancipatrice.

La réaction à l'œuvre

Au lendemain de la répression d'après décembre 1831, la réaction se traduisit politiquement par des manifestations contre l'appartenance de la principauté à la Suisse. En janvier 1832, la Bourgeoisie de Valangin, dont l'orientation avait subi l'infiltration de la noblesse, remit une pétition au général de Pfuel pour demander la séparation du canton d'avec la Suisse. A son tour, en février, le Corps législatif, en l'absence des députés patriotes, vota une adresse au roi dans le même sens. Coupant les ponts d'avance, la Diète décida en mars de s'opposer à toute sécession. Au mois d'août, elle interdit au Gouvernement de Neuchâtel de faire état de sa qualité de principauté dans ses rapports avec la Confédération et les cantons.

L'âme de cette hostilité à l'égard de la Confédération était Frédéric de Chambrier, animateur de la Ligue de Sarnen, qui imposa au reste de la Suisse la guerre contre le Sonderbund.

A l'occasion du Tir fédéral de Soleure, en 1840, une grande manifestation eut lieu à La Chaux-de-Fonds avant le départ des participants. Un cortège parcourut les rues, ayant en tête la Musique des carabiniers, qui prit plus tard le nom de Musi-

que des Armes-Réunies. Le gouvernement ordonna la dissolution de la Société de tir Les Armes-Réunies.

On crut, dans les sphères gouvernementales, qu'une visite du roi ramènerait le calme et profiterait à la cause monarchique. Frédéric-Guillaume IV et la reine Louise parurent dans la principauté en septembre 1842. Le roi seul vint à La Chaux-de-Fonds le 28 septembre. Il y fut accueilli sans enthousiasme.

Quelques Montagnards prirent part à l'expédition des corps-francs contre la ville de Lucerne, qui avait rappelé les jésuites. Une pétition pour la suppression de cet ordre religieux se couvrit de 650 signatures à La Chaux-de-Fonds.

Invité à fournir son contingent en hommes et en argent pour la campagne contre le Sonderbund, le gouvernement fit décider par le Corps législatif que le pays resterait neutre.

Des comités patriotiques se créèrent discrètement au Locle et à La Chaux-de-Fonds vers la fin de l'année. Ils fusionnèrent et fondèrent ailleurs des sections.

La révolution s'organisait.

La révolution s'organise

Les autorités ne restaient pas inactives. Le chancelier Favarger, transfuge du libéralisme, constitua des comités de défense dans les principales localités. Un bataillon de garde soldé fut levé pour la défense du château.

Tout s'accumulait pour exaspérer les patriotes.

Une réunion des comités patriotiques de toutes les parties du pays eut lieu à La Chaux-de-Fonds le 17 janvier 1848. Les modérés firent prévaloir une politique d'attente. On reprendrait contact le 1^{er} mars.

Comme en 1831, les événements extérieurs déjouèrent les prévisions.

Une insurrection ayant éclaté à Paris, Louis-Philippe dut abdiquer le 24 février. La République française fut proclamée.

Au reçu de la nouvelle, le gouvernement alerta les comités de défense et délégua à La Chaux-de-Fonds un de ses membres, Alexandre de Chambrier, maire de Valangin, qui s'installa à l'Hôtel de Ville le samedi 26 février. Le lendemain, une

grande effervescence régna au village. Les exaltés voulaient agir immédiatement.

Le Comité patriotique décida, en présence d'une agitation croissante, d'avancer la révolution d'un jour. Il en informa les sections, qui auraient à envoyer plus tôt leurs délégués. Fritz Courvoisier avait déjà pris les devants en convoquant secrètement à la Petite Fleur de Lys, pour huit heures du matin, une trentaine d'hommes sûrs à l'effet de parer aux mesures militaires.

Deux délégués gagnèrent de nuit Le Locle pour renseigner Henry Grandjean. Mais déjà, spontanément, les patriotes loclois avaient arboré un drapeau fédéral à la fontaine de la Fleur-de-Lys, au Crêt-Vaillant.

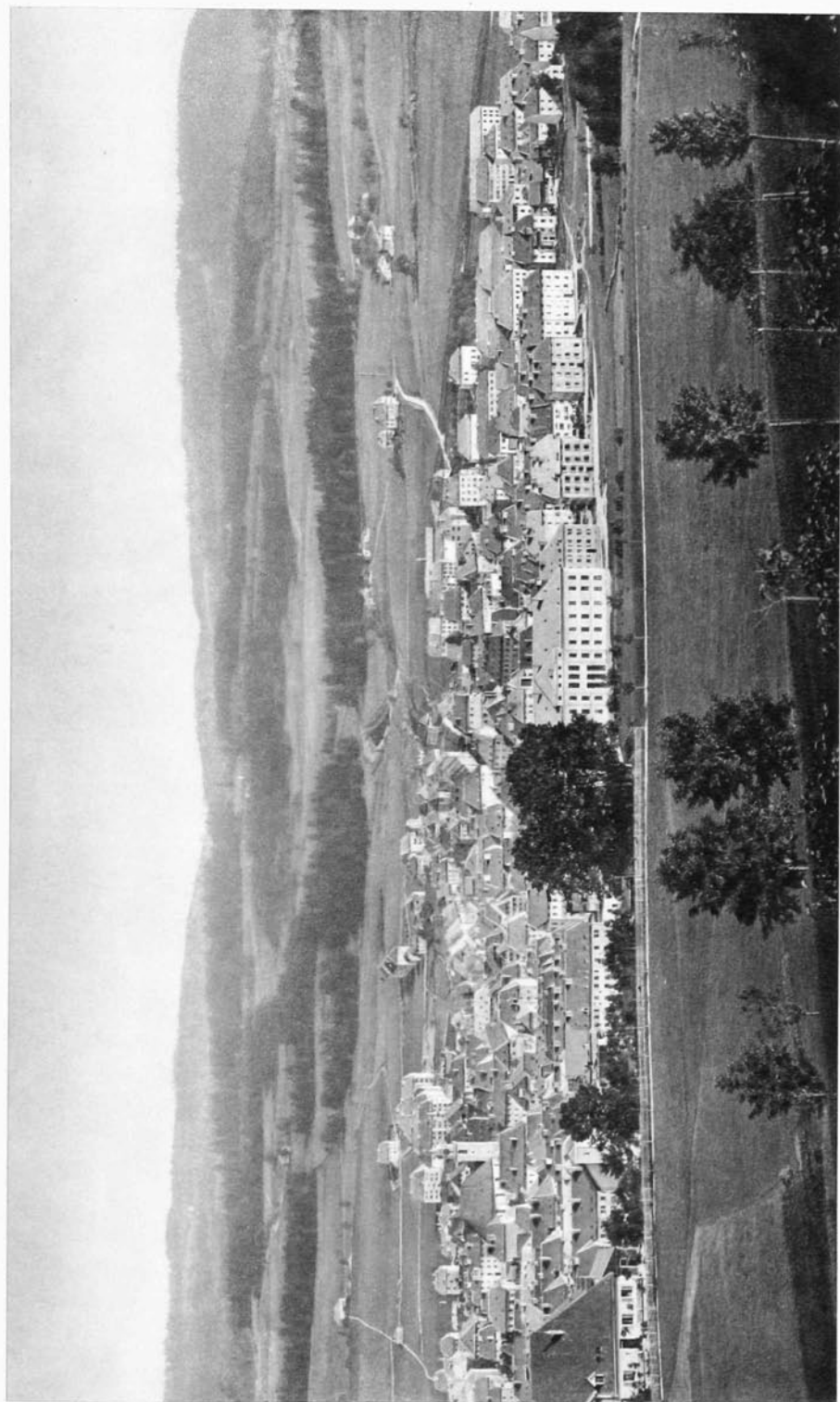
Le 29 février et le 1^{er} mars 1848

Estimant la résistance inutile, le Comité royaliste du Locle abdiqua entre les mains de Henry Grandjean et de David Perret. Il était environ 9 heures. A 10 heures, le Comité de défense de La Chaux-de-Fonds, qui délibérait depuis une heure à l'Hôtel de Ville, entra en discussion avec le Comité patriotique.

Les débats se prolongent. Dehors, la foule grossit et s'impatiente. On apprend l'abdication des autorités royalistes du Locle. Un drapeau fédéral est hissé sur la fontaine. Les paroles d'un membre du Comité patriotique, prononcées du perron, sont mal comprises. Et les hommes vont en hâte s'équiper et s'armer. L'effervescence grandit.

Sur ces entrefaites, Fritz Courvoisier pénètre dans la salle où le Comité royaliste se refuse à imiter celui du Locle. Menacés d'arrestation, Alexandre de Chambrier et ses collègues s'y décident enfin. On les consigne à domicile, sous la garde de plantons.

Mis au courant des événements, Ami Girard mobilise les proscrits de 1831, réfugiés au Vallon, ainsi que les sympathisants. Au nombre de 200 à 300, ils montent à La Cibourg et arrivent à La Chaux-de-Fonds à 3 heures du matin par une tourmente de neige.



La Chaux-de-Fonds, vue du Point du Jour en 1870.

Sur les instances d'Ami Girard, la décision est prise de descendre au plus vite à Neuchâtel. Fritz Courvoisier commandera la troupe, Ami Girard étant son second. Il y met une condition, c'est qu'un Gouvernement provisoire suivra aussitôt.

La descente sur Neuchâtel

A 10 heures, la troupe s'ébranle, précédée de deux triangles. Il y a en effet plus d'un mètre de neige. Cinq à six cents hommes de La Chaux-de-Fonds et les Erguéliens montent péniblement à la Vue-des-Alpes. Cent patriotes du Val-de-Ruz les rallient aux Hauts-Geneveys.

Après avoir attendu le Gouvernement provisoire pendant plus d'une heure à Pierrabot, Fritz-Courvoisier donne l'ordre de descendre au chef-lieu. A 7 heures, le Château est occupé. Le Conseil d'Etat a vidé les lieux. Deux heures plus tard arrive le Gouvernement provisoire, qui se met immédiatement à l'œuvre. Fritz Courvoisier prend les mesures nécessaires au maintien de l'ordre. Et tandis que le Gouvernement provisoire informe le Directoire, dont le siège est à Berne, de la proclamation de la République et réclame l'envoi de commissaires, le Conseil d'Etat royaliste est arrêté et retenu prisonnier au Château.

Le Directoire s'empresse de reconnaître l'état de fait.

Le roi de Prusse se trouvait dans l'impossibilité d'intervenir. La révolution grondait aussi à Berlin.

La République neuchâteloise était devenue une réalité. Les Montagnes l'avaient tenue sur les fonts baptismaux, et La Chaux-de-Fonds l'avait installée au Château.

Le haut pays pouvait être fier de ce résultat.

Huit ans après le 1^{er} mars, les patriotes durent reprendre les armes pour la défense des institutions républicaines. Voici dans quelles conditions :

La contre-révolution de 1856

Les royalistes ne pouvaient s'accommoder du nouveau régime qui les avait privés de leurs privilèges. Un mot de Frédéric-Guillaume IV les eût retenus dans leur zèle contre-révolution-

naire. Le roi s'en garda. Son amour-propre et son prestige avaient été humiliés à Neuchâtel comme à Berlin. Il accueillit les ouvertures que lui fit Fritz de Pourtalès de recommander aux royalistes de participer au renouvellement du Grand Conseil. Bien plus, le 18 mars 1852, par un message daté de Charlottenbourg, il fit savoir qu'il était occupé, d'accord avec la Russie et l'Autriche, à rétablir son autorité dans la principauté. Par un protocole signé à Londres le 24 mai suivant, les puissances ci-dessus, plus l'Angleterre et la France, prirent l'engagement de s'entendre afin d'amener la Confédération helvétique à tenir compte des stipulations internationales du Traité de Vienne.

Dans le but de se compter et de réchauffer le zèle de leurs amis, les royalistes décidèrent de se livrer à une manifestation. Ils convoquèrent pour le 6 juillet 1852 une assemblée de la Bourgeoisie de Valangin. Les républicains résolurent d'organiser une contre-manifestation au même endroit et le même jour. Il vint à cette dernière 8,000 hommes. L'autre ne groupa que 2,500 personnes.

Ce plébiscite était éloquent.

Le Grand Conseil décida peu après la dissolution de la Bourgeoisie de Valangin.

Une malheureuse querelle divisa les républicains. Le Grand Conseil avait voté une subvention de 3 millions pour la construction de la voie ferrée des Montagnes, qui devait être, prétendaient les habitants du Haut, l'amorce d'une ligne internationale avec la France. Au Val-de-Travers et dans une partie du Vignoble, on défendait un raccordement par Les Verrières.

Chambrelieu, au début, devait servir de bifurcation pour la ligne des Montagnes et celle du Val-de-Travers. Fritz Courvoisier avait fait étudier à ses frais un trajet direct La Chaux-de-Fonds—Neuchâtel par un tunnel sous le Mont-d'Amin et une ligne par les gorges du Seyon.

Les deux projets — Jura industriel et Franco-Suisse — excitèrent les passions.

Les royalistes crurent que cette rivalité les servirait. Fritz de Pourtalès accepta de prendre la direction du mouvement contre-révolutionnaire. Il revint de Berlin avec l'impression qu'on ne le désavouerait pas.

Le plan suivant fut élaboré dans le plus grand secret. A la tête d'une troupe recrutée dans le Bas, de Meuron s'emparerait

du Château. De Pourtalès envahirait Le Locle avec les fidèles de La Brévine, des Ponts et de La Sagne. Il marcherait ensuite sur La Chaux-de-Fonds, soutenu par les royalistes des Eplatures, du Valanvron et des Planchettes.

Dans la nuit du 2 au 3 septembre, les opérations commencèrent. Le Château fut occupé et quatre membres du Conseil d'Etat faits prisonniers. A 2 heures du matin, Le Locle fut envahi. Les fils télégraphiques avaient été coupés.

Informés des événements du Locle par deux estafettes, le Dr Irlet, substitut du préfet de La Chaux-de-Fonds absent pour service militaire, fit battre la générale et sonner le tocsin. Billon, nommé commandant, envoya un détachement de carabiniers prendre position au sud des Forges et marcha sur Le Locle avec 400 à 500 hommes. Leur avance fit faire demi-tour aux royalistes venus du Locle jusqu'à la Bonne-Fontaine. Près du Gros-Plane, l'un d'eux avait abattu d'un coup de fusil la femme Bessert, qui avait refusé de crier : *Vive le roi !*

Deux coups de canon tirés du haut du Crêt signalent l'approche de la colonne chaux-de-fonnière. Bientôt les autorités locloises sont réinstallées à l'Hôtel de Ville et la troupe de Billon, renforcée de Loclois et comptant environ 1,000 hommes, se met à la poursuite des royalistes, qui fuient par la Jaluse en direction de La Tourne. A Montmollin, les miliciens du Val-de-Travers, sous les ordres du colonel Denzler, se joignent aux Montagnards.

Ami Girard, qui habitait de nouveau Renan, avait été prévenu. De La Chaux-de-Fonds, il se rend au Locle avec une escorte, tandis que trois compagnies du village, commandées par Numa Morel, partent pour la Vue-des-Alpes et Valangin.

Toutes les colonnes se rencontrent à Corcelles-Peseux. Un détachement du Val-de-Ruz est aussi là. Les hommes de Colombier et d'Auvernier occupent le secteur tendant au lac. Denzler prend ses dispositions en vue de l'attaque du Château. Le lendemain, la troupe s'ébranle à 3 heures du matin. Des coups de feu sont échangés avec des sentinelles royalistes, qui se replient. Un engagement a lieu près de la tour des prisons. Un royaliste est tué. Au bas de l'escalier qui monte à la Collégiale se dresse une barricade. Une autre ferme le haut de la rue du Château. La fusillade recommence. Un drapeau blanc est

arboré et un parlementaire royaliste s'avance. L'avant-garde se précipite quand même. Huit royalistes sont tués.

Le jour précédent, deux commissaires, membres du Conseil fédéral, étaient arrivés à Neuchâtel. Ils sommèrent les chefs insurgés d'élargir les quatre conseillers d'Etat arrêtés et de licencier la garnison, forte de plus de 500 hommes.

De Pourtalès et de Meuron s'y refusèrent.

L'arrivée des troupes de Denzler mit fin à leur intransigeance.

Tous ces événements eurent un profond retentissement en Suisse. On accourut du dehors pour féliciter les républicains neuchâtelois. A La Chaux-de-Fonds, Antoine Carteret s'écria dans un discours sur la place Neuve :

« Montagnards, vous avez fait du bon ouvrage ; vous avez limé plat. »

L'Assemblée fédérale décréta que les républicains neuchâtelois avaient bien mérité de la Patrie. Une instruction fédérale fut ouverte contre les insurgés.

Le roi de Prusse prit fait et cause pour les contre-révolutionnaires, réclamant leur libération. Il demanda aux Etats du Sud de l'Allemagne le droit de passage pour envoyer ses troupes à la frontière suisse. Le Conseil fédéral répondit à cette menace par la mobilisation de deux divisions. Dès les premiers jours de janvier, 30,000 hommes s'échelonnèrent le long du Rhin, sous le commandement du général Dufour.

Napoléon III s'appliquait à rendre la situation inextricable, dans le but de se poser plus tard en médiateur. La ferme attitude du peuple suisse, ainsi que les réserves de cabinets étrangers, l'obligèrent à se comporter autrement. Au cours d'audiences convoquées sur son initiative, avec notre ministre à Paris et le Dr Kern, envoyé du Conseil fédéral, l'empereur des Français leur donna connaissance, à titre confidentiel, de la promesse du roi de Prusse de se désister, moyennant la libération préliminaire des prisonniers.

L'Assemblée fédérale entra dans ces vues le 16 janvier 1857, après une séance secrète à la « Cigogne », à Berne.

Le 20 avril, la Conférence internationale, réunie à Paris pour liquider la guerre de Crimée, reconnut l'indépendance complète de Neuchâtel.

Développement rapide de La Chaux-de-Fonds

De 1856 à la fin du XIX^e siècle, La Chaux-de-Fonds se développa rapidement ¹⁾. Elle le dut à l'excellence et à l'universalité de ses produits. Elle le dut aussi à l'effort persévérant de nos fabricants pour étendre leurs débouchés, ainsi qu'à l'établissement de voies ferrées. Son orientation presque exclusive vers la fabrication et le commerce des montres la rendit très sensible aux conjonctures internationales. Les crises l'affectèrent parfois douloureusement, comme ce fut d'ailleurs le cas des autres centres horlogers. On chercha à y parer par des mesures régulatrices. Cette préoccupation est à l'origine de la Société intercantonale des industries du Jura, créée en 1874, et qui devint, en 1900, la Chambre suisse de l'horlogerie, avec siège à La Chaux-de-Fonds. Du côté ouvrier, le Syndicat des décorateurs s'était fondé en 1872, et celui des boîtiers or en 1886, par concentration d'associations remontant au milieu du siècle.

Comme nous l'avons vu à propos de la contre-révolution de 1856, la question des voies ferrées joua un rôle politique dans la tentative organisée par de Pourtalès. Le réseau ferré qui fut établi devait en jouer un autre au point de vue économique. S'il facilita au début nos relations extérieures, il se révéla dans la suite inadéquat à nos besoins. La Chaux-de-Fonds en pâtit aujourd'hui.

C'est le 1^{er} juillet 1857 que fut inauguré le tronçon La Chaux-de-Fonds—Le Locle, la même année que le service du gaz, concessionné à une société par actions. Les tronçons La Chaux-de-Fonds—Convers et Les Hauts-Geneveys—Neuchâtel furent ouverts à l'exploitation à la fin de 1859. La ligne Convers—Les Hauts-Geneveys eut son tour en 1860. Quatorze ans plus tard fut terminé le raccordement Convers—Vallon de Saint-Imier, remplacé en 1888 par le raccourci aboutissant à La Halte-du-Creux.

¹⁾ On trouvera sur bien des faits mentionnés dans la fin de cette étude des détails plus abondants dans les divers chapitres de ce livre. Il était bon toutefois d'en donner un tableau d'ensemble. Nous renonçons à indiquer chaque fois les renvois : ils seraient trop nombreux. La table des matières placée à la fin du volume est d'ailleurs suffisamment explicite.

En 1860, La Chaux-de-Fonds compte 16,915 habitants. Prospère et pleine d'espoir, centre principal de l'horlogerie suisse, elle se met sur les rangs pour organiser un Tir fédéral et accueille triomphalement les Confédérés en 1863. Le cortège officiel suit la rue Léopold-Robert, baptisée de ce nom l'année précédente. Les Cadets sont de la fête. Leur corps avait été créé en 1850 par Fritz Courvoisier. A l'occasion de la manifestation, une exposition locale d'horlogerie fut organisée. Deux ans plus tard s'ouvrait l'Ecole d'horlogerie. En 1867, Roskopf sortit sa « prolétaire », dont la fabrication devait prendre un élan considérable ailleurs que dans son berceau.

La concurrence des Etats-Unis

La guerre de 1870-71 retentit profondément sur l'économie de la cité. Après une courte période de prospérité sévit une crise aiguë et prolongée. De 366,000 unités — montres et mouvements — que la Suisse avait écoulés aux Etats-Unis en 1872, elles n'en vendit que 204,000 en 1873, et seulement 134,000 en 1875. Les fabricants d'outre-Atlantique lui damaient le pion. L'exposition de Philadelphie, en 1876, mit en relief le système auquel recouraient nos rivaux : emploi de machines automatiques ou semi-automatiques, permettant une grande économie de main-d'œuvre et réalisant une interchangeabilité assez poussée, favorable à la production en grande série.

La publication du rapport Favre-Perret, commissaire de la Suisse à Philadelphie, provoqua une vive inquiétude. Les fabricants suisses durent s'adapter. Rappelons à ce propos l'aventure d'une entreprise de chez nous. Voulant appliquer les principes nouveaux, elle fit bâtir une fabrique à la rue du Pont. La police dut intervenir pour empêcher les ouvriers de se livrer à des voies de fait. « Ils ne voulaient pas, disaient-ils, avoir les bras cassés. »

Après la crise de 1877-79

A la fin de la crise de 1877-79, qui ralentit le zèle des novateurs, les affaires reprirent assez vite. La situation fut estimée favorable à un projet de la Société d'émulation industrielle, qui

lança un appel en faveur d'une Exposition nationale d'horlogerie et internationale de machines et outils. Le titre de la seconde section indique bien le souci du moment. L'exposition eut un plein succès. Elle groupa dans les locaux du Collège industriel 350 exposants, dont 210 Neuchâtelois et Suisses habitant le canton.

Dans une notice, Jules-F.-U. Jürgensen rendit hommage aux artistes des Montagnes neuchâteloises et ne cacha pas son admiration pour La Chaux-de-Fonds, peuplée à cette époque de 23,000 habitants. « Actuellement, continue-t-il, la fabrique suisse est en possession de tous les genres, de tous les moyens possibles de fabrication de l'horlogerie de poche. Le val de Saint-Imier, Soleure, Bienne, réalisent et ont réalisé toutes sortes de progrès dans l'outillage. Ils fournissent des millions de montres ordinaires, de fabrication courante, mais certains chefs de maison ont accompli de sérieuses améliorations de leur production. Par une heureuse alliance des forces motrices naturelles ou des machines à vapeur pour l'emploi des gros outils perceurs, découpeurs, étampeurs — avec la main-d'œuvre individuelle en dernier ressort — ils sont parvenus à livrer au commerce des montres bon marché, mais d'une valeur réelle. D'autres fabriques n'ont recouru qu'à l'extrême divisibilité des parties dont se compose la montre la plus simple, et, répartissant un ouvrage si divisible entre les ouvriers qui exécutent toujours la même pièce détachée, elles ont obtenu par là un bon marché souvent excessif. Il est clair que ces vastes ateliers, ces fabriques, absorbent à leur profit la vie de foyer, qu'ils démocratisent les salaires, qu'ils attirent à eux, par l'espoir d'un gain immédiat, la jeunesse pressée par la gêne ou par la paresse d'esprit. Ce courant paraît irrésistible. Il ne faut cependant pas s'émouvoir outre mesure de cette tendance : les choses se démèleront d'elles-mêmes... En horlogerie comme en peinture, il sera bon que le public s'applique à ne pas confondre les enluminures avec les esquisses sérieuses et les reproductions incorrectes des chefs-d'œuvre. »

Prosperité accentuée

L'essor de La Chaux-de-Fonds pendant les vingt dernières années du XIX^e siècle ressort des chiffres ci-dessous :

1881-1891, augmentation de la population, 20 %.

1891-1901, augmentation de la population, 32 %.

Cette poussée massive de la population est en rapport avec l'expansion des débouchés. La Chaux-de-Fonds voit se multiplier les comptoirs. Des régions voisines affluent les ouvriers, qu'il faut loger.

L'augmentation rapide de la population, qui avait passé de 23,000 âmes en 1881 à 36,800 en 1901, obligea à construire de nombreuses maisons locatives. Il s'en bâtit près de mille, soit environ cinquante par année. On dut édifier de nouveaux collèges : celui de l'Abeille en 1885, de la Cidatelle (transformation) en 1891, de la Promenade en 1893, de la Charrière en 1897, de l'Ouest en 1901. L'Ecole de mécanique date de 1889. L'Ecole de commerce ouvrit ses portes l'année suivante. Dix ans plus tard, ce fut le tour du Gymnase. La nouvelle Synagogue remonte à 1896 et le nouvel Hôpital à 1898.

Jusqu'en 1881, deux organismes distincts avaient vécu côte à côte : la Commune des ressortissants et celle des habitants ou Municipalité. Ils fusionnèrent.

La Chaux-de-Fonds jugea opportun, à l'occasion du centième anniversaire de l'incendie, de prendre le titre de ville. En 1900, elle absorba la Commune des Eplatures.

La loi de 1880 sur le contrôle des matières d'or et d'argent, due à Numa Droz, contribua à l'essor de la fabrication des boîtes.

En 1884, l'Administration du Contrôle fédéral, installée précédemment rue Léopold-Robert 11, se transporta à la rue de la Serre 23, dans un bâtiment neuf, où elle demeura jusqu'en 1896, époque à laquelle elle occupa son hôtel actuel. Cette administration se dépensa beaucoup pour le développement et l'embellissement de la localité. Elle fit les frais, en 1885-86, du réseau d'horloges électriques ; elle subventionna dès 1887 l'Ecole de gravure, édifia la Fontaine monumentale en 1888, fonda l'Ecole de commerce en 1890, bâtissant pour elle l'ancien édifice de la rue du Marché et faisant tous les frais de l'enseignement jus-

qu'en 1897, où l'institution fut reprise par la Commune. Lorsqu'elle s'installa dans son immeuble actuel, Serre 58, elle fit don à la Commune de l'autre édifice transformé en Hôtel communal. On lui doit également le bâtiment du Musée des Beaux-Arts, inauguré en 1923.

L'événement le plus important de l'époque fut l'amenée des eaux de sources captées au voisinage des Moyats, dans les Gorges de l'Areuse.

Après bien des recherches, on s'était décidé à réaliser le projet de l'ingénieur Guillaume Ritter, qui consistait à capter les dites sources et à les envoyer à La Chaux-de-Fonds par un aqueduc de 20 kilomètres. Les travaux furent terminés en 1887. Ils coûtèrent 1,800,000 francs.

La ligne du Ponts—Sagne fut inaugurée en 1889 et celle du Saignelégier—La Chaux-de-Fonds en 1892.

Construit en 1896, le tram commença son exploitation le 1^{er} janvier 1897, sur le parcours de l'Usine à gaz à la Métropole. Les années suivantes, le réseau s'étendit par étapes jusqu'aux terminus actuels.

Le tram transporta 421,134 voyageurs en 1897. Le trafic fut de 1,668,646 en 1943.

L'Usine électrique du Collège industriel, comme on disait à cette époque, fut mise sous tension en 1897. Elle servit au début à transformer le courant de Combe-Garot. La modernisation des installations de Combe-Garot, en 1940-41, augmenta sensiblement l'énergie disponible. La consommation de La Chaux-de-Fonds avait été de 270,000 kWh. en 1897. En 1943, elle a été de 19,871,159 kWh., dont 3,121,250 achetés à l'E. N. S. A.

Pendant la même période, la consommation du gaz s'est élevée de 1,379,321 mètres cubes à 4,592,700.

La commémoration du 50^e anniversaire de la République donna lieu à une manifestation patriotique et à l'inauguration du monument de la place de l'Hôtel-de-Ville.

L'abondance des matières et le souci de n'omettre toutefois rien d'important nous oblige, pour la période consécutive à 1900, à être bref et à nous livrer à une énumération plutôt qu'à une narration. Les lecteurs se sont d'ailleurs déjà aperçus que nous avons commencé de procéder de la sorte, peu à peu, à partir de 1856. Il appartiendra à d'autres générations de tamiser les

faits, de n'en retenir que les dominantes. Nous aurions pu essayer cette synthèse, surtout à partir de 1900 : nous y avons renoncé par souci de stricte objectivité. Nous aurions pu également nous arrêter en deçà de 1944. Il nous a paru préférable de mettre le point final en l'année commémorative du 150^e anniversaire de l'incendie. Ainsi auront été passés en revue six siècles d'histoire chaud-de-fonnière.

La Chaux-de-Fonds à partir du XX^e siècle

La ruche bourdonne moins à partir du XX^e siècle. Les statistiques le montrent.

1901-1911,	augmentation	4 %.
1911-1921,	diminution	3,5 %.
1921-1931,	diminution	6 %.
1931-1941,	diminution	9,5 %.
1941-1943,	augmentation	2,6 %.

Pendant les trois premiers lustres du XX^e siècle, la population subit un tassement déterminé par la commercialisation de l'industrie, qui fait fabriquer au dehors. En outre, La Chaux-de-Fonds subit à l'étranger la concurrence de ses anciens fournisseurs.

La Chaux-de-Fonds atteint son maximum de population en 1917, avec 40,640. Alors, la fabrication et le jaugeage des munitions battaient leur plein. Une régression devait se produire avec la fin de cette activité.

La période 1921 à 1931 accuse une baisse de 6 %. Elle coïncide avec deux crises aiguës, qui mirent durement à contribution les finances communales. On lutta contre le chômage par des ateliers divers, ainsi que par la recherche d'industries nouvelles. Plusieurs ont survécu et se sont développés.

Les travaux de reconstruction de la gare furent terminés en 1903. L'ouverture du passage conduisant à la rue du Commerce sortit les Crêtets — les anciens Communets — de leur isolement et provoqua la construction d'une série de maisons fort bien venues. Cet essor s'accrut par l'établissement du pont-route de l'Ouest.

Le couronnement de toutes ces transformations eut lieu en 1906 par la création du parc des Crêtets, quinze ans après celui du Petit-Château. Le parc de l'Ouest date de 1923 et le parc Gallet de 1925.

En 1906, les nouveaux Abattoirs étaient entrés en service.

En ville, la fièvre de la pierre était tombée. Comme édifices importants, le bilan de la première décennie du siècle ne fait apparaître que celui de la Banque Cantonale en 1902, à la rue du Marché 6, le Temple de l'Abeille en 1904, la Caisse d'Épargne en 1907, l'Usine électrique des Eplatures, la Nouvelle Poste, en 1910.

La Banque Cantonale avait ouvert ses premiers bureaux en 1883 à la rue du Grenier. Elle s'était transportée dans la suite à la rue Léopold-Robert 22.

L'Usine électrique des Eplatures fut longtemps isolée dans les prés de l'ancien Cernil-Antoine. Aujourd'hui, elle se trouve débordée, en contre-bas d'un quartier tout battant neuf, où les maisons dites communales se sont multipliées, servant à leur tour de premier plan à des constructions pittoresques.

La Banque Nationale s'installa le 20 décembre 1907 à la rue Léopold-Robert, dans l'édifice qui garda le plus longtemps son jardin en façade. Elle organisa en 1920 une chambre de compensation.

La Poste prit possession de son nouveau bâtiment en 1910. Elle ouvrit la succursale de la rue du Progrès la même année. Celle de la Charrière date de 1906, et celle de la place des Victoires remonte à 1911, en remplacement des locaux de l'Hôtel de Ville.

Le trafic postal peut servir à caractériser le développement de la localité. En 1875, le nombre des lettres, cartes, imprimés et échantillons non inscrits s'élevait à 904,448. Soixante-huit ans plus tard, en 1943, il est monté à 4,410,000.

L'Ecole supérieure de commerce, transférée de 1904 à 1913 au collège des Crêtets, entra dans son immeuble de Beauregard en 1913.

L'année 1914 peut être marquée d'une pierre noire.

Le 2 août, la mobilisation générale est proclamée en Suisse. Toute l'activité économique du pays se trouve bientôt sens dessus dessous. Après une dépression aiguë, les affaires reprennent à une allure désordonnée, malgré des restrictions de tous

genres et un rationnement difficile. L'argent coule à flots, au détriment de saines pratiques commerciales.

La victoire de la Marne provoqua une flambée d'enthousiasme. Il fallut déchanter, hélas, quand suivirent la course à la mer et l'immobilisation dans les tranchées.

Deux belles institutions inaugurèrent leurs locaux, l'Asile cantonal des vieillards-femmes en 1915, et l'Hôpital des enfants l'année suivante.

L'année 1918 fut fertile en événements.

La grippe faucha ses premières victimes au début de l'année. Dès juillet, l'épidémie s'étendit. Les décès se succédèrent par 10 à 11 chaque jour. Les médecins étaient sur les dents.

A l'extérieur, la victoire des Alliés se dessina soudain. Après l'enfoncement de leur front en Champagne, les Allemands demandèrent un armistice. Il leur fut accordé le 11 novembre, mais cet événement si impatiemment attendu sombra dans une grève générale. Une énergique réaction se manifesta à La Chaux-de-Fonds. L'Union helvétique prit la tête du mouvement. Le 14 novembre, le Comité d'Oltén capitula. Et le 17, l'armistice fut acclamé sur la place de l'Hôtel-de-Ville par la foule des tout grands jours.

L'incendie du Temple national, le 19 juillet 1919, jeta la consternation dans la population.

La décennie suivante commence avec une année apparemment prometteuse. On entrevoit une large activité. La banque s'est organisée pour en profiter. La Société de Banque Suisse a déjà absorbé en 1918 l'ancienne maison Reutter & C^o. L'Union de Banques Suisses en fait autant pour la maison Rieckel & C^o. Mais à la fin de 1920, le Crédit Mutuel Ouvrier, fondé en 1873, suspend ses paiements.

Des signes de tension économique se manifestent un peu partout. La Bourse de New-York donne subitement le branle à la dégringolade des cours. La débâcle fait tache d'huile, et c'est la dure crise de 1921 à 1923.

L'année 1924 vit la situation s'améliorer. A la fin de 1929, la Bourse de New-York flancha derechef. Une seconde crise commença. L'horlogerie suisse s'en dégagait lentement. En 1937, elle atteignit un record d'exportation. Bientôt, hélas, la situation internationale se troubla. De mal en pis, elle aboutit à la guerre.

Le jeudi 31 août 1939, les couvertures-frontière sont mises en place, et le vendredi 1^{er} septembre, les cloches sonnent la mobilisation générale, de midi à midi quarante.

Dès lors, c'est l'inquiétude, les craintes d'invasion, les défaites franco-anglaises, l'arrivée de troupes françaises au bord du Doubs. Le 17 juin 1940 au soir, une colonne se présente à Biaufond. Elle est désarmée, acheminée sur la ville et logée dans des collèges.

Puis c'est un rationnement progressif et des relèves nombreuses.

L'horlogerie put continuer de travailler en plein, malgré des difficultés de tous genres. Un ralentissement se dessina à la fin de 1943, causé par le blocage des créances aux États-Unis. Un « *modus vivendi* » put être conclu, grâce auquel la Banque Nationale Suisse escompte « *pro parte* » le papier américain.

Au moment où le soussigné tape les dernières lignes du présent aperçu, la situation militaire a subi un tel renversement, depuis le milieu de 1942, que les troupes russes sont arrivées aux Carpathes et menacent Bucarest et Budapest.

Le 1^{er} avril, un effroyable bombardement a dévasté une partie de la ville de Schaffhouse, causant la mort de 40 personnes et blessant plus ou moins gravement une centaine d'habitants. La Chaux-de-Fonds a sympathisé de tout cœur avec nos chers Confédérés du pied du Randen. Les cataclysmes de 1944 et de 1794 ont créé entre Schaffhouse et notre ville un lien de plus.

Ci-dessous, nous indiquons la date des événements qui n'ont pas été mentionnés à partir du commencement du XX^e siècle. Nous avons dû nous limiter à l'essentiel.

1900. Fête fédérale de gymnastique.

1912. La Chaux-de-Fonds a pour la première fois une majorité socialiste au Conseil général.

1915. Reprise de la Commune par les bourgeois.

1918. Retour des socialistes au pouvoir.

1919. Incendie du Temple national.

1921. Inauguration du nouveau Temple national.

1923. Inauguration du Musée historique.

1924. Pavage de la rue Léopold-Robert.

1924. Inauguration de la Maison du Peuple.

1926. Premier service aérien : La Chaux-de-Fonds—Bâle.

- 1926. Cyclone du 12 juin, qui dévaste l'est de Pouillerel.
- 1926. Inauguration du Musée des Beaux-Arts.
- 1927. Inauguration de la nouvelle Eglise catholique.
- 1927. Inauguration de l'hôtel de la Banque Cantonale, Léopold-Robert 44.
- 1927. Fête fédérale de musique.
- 1928. Inauguration de l'aérogare.
- 1931. Electrification de la ligne Le Locle—Neuchâtel.
- 1932. Electrification de la ligne La Chaux-de-Fonds—Bienne.
- 1932. Exposition d'horlogerie ancienne et moderne.
- 1932. Première Braderie.
- 1933. Création du Technicum neuchâtelois.
- 1933. Premier Salon suisse de l'Horlogerie, inauguré par M. le conseiller fédéral Schulthess, président de la Confédération.
- 1933. Nouveau stand des Eplatures.
- 1934. Deuxième Salon suisse de l'Horlogerie.
- 1935. Commémoration du centenaire de la mort de Léopold Robert.
- 1941. Cortège « La jeunesse et le pays » à l'occasion du 650^e anniversaire de la Confédération.
- 1944. 150^e anniversaire de l'incendie de 1794.

La Chaux-de-Fonds, le 15 avril 1944.

D^r Henri Bühler.

LA VIE ADMINISTRATIVE

1. Liste des Conseillers municipaux de 1852 à 1888 et des Conseillers communaux de 1888 à 1944

1. Célestin Perret-Gentil . . .	1852-1861
2. F. Rognon	1852-1856
3. Ulysse Joseph-Jeannot . . .	1852-1856
4. Edouard Sandoz-Vissaula . .	1852-1856
5. Auguste Roulet-Lory . . .	1852-1856
6. H. Ducommun-Biber . . .	1852-1860
7. Jacob Gallet	1852-1861
8. A.-Louis Geiser.	1857-1861 et 1865-1869
9. Auguste Robert-Stauffer . .	1857-1861
10. H. Haenni-Breitling. . . .	1857-1860
11. Aimé-Auguste Hahn . . .	1857-1861 et 1865-1875
12. Charles-Eugène Tissot . . .	1860-1863
13. Henri-Fr. Ducommun . . .	1860-1861
14. Edouard Sandoz-Robert . . .	1861
15. Jules Montandon	1861-1865 et 1872
16. Jules Calame-Robert . . .	1861-1865
17. Charles-Ulysse Sandoz . . .	1861-1865
18. Fritz Brandt-Ducommun . .	1861-1865, 1869-1880 et 1889-1890
19. Louis Klentschy.	1861-1865
20. Guillaume-Henri Guye . . .	1862-1865
21. Jules Soguel	1863-1877
22. Numa Girard	1865-1872
23. Numa Droz-Matile	1865-1873

24. Zélim Perret	1865-1868
25. Jules Breitmeyer	1865-1875
26. Alfred Jeanneret	1870-1880
27. Hans Mathys	1873-1912
28. Fritz Ruster	1873-1875
29. Arnold Grosjean	1875-1888
30. Justin Bourquin	1875-1880
31. Fritz Robert.	1875-1877
32. Donat Fer	1878-1889
33. Aimé Bourquin	1878-1887
34. Fritz Robert-Ducommun .	1880-1891
35. Ariste Robert	1880-1888
36. Eugène Wille	1880-1884
37. Paul Monnier	1885-1888
38. César Droz-Robert	1887-1888
39. Charles Vuilleumier-Robert.	1888-1910
40. Fritz-Auguste Delachaux .	1888-1889
41. Jules Wille	1889-1891
42. Léopold Maire	1889-1908
43. Edouard Perrochet	1889-1912
44. Louis Droz	1890-1893
45. Edouard Tissot	1891-1912
46. <i>Paul Mosimann.</i>	1893-1912 et 1915-1917, président de 1894 à 1912 et de 1916 à 1917
47. Auguste Monnier	1896-1903
48. Jacob Schweizer.	1903-1912
49. Dr Oscar Amez-Droz	1908-1912
50. William Jeanneret	1910-1920
51. <i>Paul Staehli.</i>	1912-1936, président de 1924 à 1936
52. Maurice Maire	1912-1916
53. Fritz Bachmann	1912-1915
54. <i>Hermann Guinand</i>	1912-1915 et depuis 1916, président depuis 1936
55. <i>Justin Stauffer</i>	1912-1924, président de 1912 à 1915 et de 1918 à 1924
56. Jean Zweifel	1912-1915
57. <i>Louis Vaucher</i>	1915-1936, président en 1918
58. Charles Colomb	1915-1917



La Chaux-de-Fonds, vue du Point du Jour, vers 1880.

Photo Rebmann, Müller-Koch, succ.

59. Albert Maire	1917-1933
60. Edmond Breguet	1918-1942
61. Jean Hoffmann	1920-1944
62. Camille Brandt.	1924-1942
63. Bernard Wille	depuis 1936
64. René Lauener	depuis 1942
65. Gaston Schelling	depuis 1943

Depuis le 30 juin 1936, le Conseil communal ne compte plus que cinq membres. Nous imprimons en italique les noms des conseillers communaux chargés de la présidence pendant ces cinquante dernières années. On trouvera dans les premières pages du chapitre consacré aux *Finances* diverses indications relatives au Conseil municipal, remplacé par le Conseil communal, en particulier aux pages 81 et 83.

2. La police ¹⁾

Première période: Commune bourgeoise de 1656 à 1848

Ce n'est qu'au commencement du XVIII^e siècle que nous trouvons quelques traces d'une organisation de *police locale* ; avant cette époque, chaque quartier avait un système de patrouilles faites à tour de rôle par les hommes valides y résidant.

En 1785, l'autorité intervint et chargea des agents salariés de faire les patrouilles en lieu et place des habitants de chaque quartier ; enfin, dans les premières années du XIX^e siècle, le gouvernement lui-même prit en mains ce service, probablement à cause de l'état d'esprit qui régnait à La Chaux-de-Fonds, et imposa sa maréchaussée à la population.

Au moment de la disparition de l'ancienne commune bourgeoise, la police locale n'était composée que de guets de nuit et d'un inspecteur de police.

La période municipale de 1848 à 1888

Police. — Ce service était divisé, d'après le règlement général de police du 11 janvier 1883, en :

¹⁾ Jusqu'à l'année 1901 les renseignements que nous donnons sont tirés de la brochure : *L'Administration de la Commune de La Chaux-de-Fonds*, par E. Tissot, conseiller communal, La Chaux-de-Fonds.

- a) police des habitants et des étrangers ;
- b) ordre, tranquillité, salubrité et propreté publiques ;
- c) police des foires et marchés, poids et mesures ;
- d) police des abattoirs ;
- e) police des cimetières et des inhumations.

Nous passerons rapidement en revue ces diverses branches de son activité :

a) Les règles suivantes étaient fixées pour l'établissement des étrangers dans la localité :

Toute personne venant s'y fixer devait en demander l'autorisation à l'autorité municipale et lui présenter ses papiers de légitimation ; tout changement de domicile devait lui être également annoncé.

D'un autre côté, chaque propriétaire avait l'obligation de tenir à jour un registre, fourni par la Municipalité, dans lequel toutes les mutations se produisant dans ses maisons devaient être inscrites.

Le service de la police des habitants était entre les mains d'employés temporaires, « les dizeniers », chargés du contrôle d'une des sections de la ville.

En 1869, les dizeniers furent remplacés par un employé permanent préposé à la police des habitants et des étrangers.

b) Au début, la Municipalité, voulant être le maître chez soi, renonça aux bons soins de la gendarmerie et institua un Corps de police locale, composé, d'après le règlement y relatif du 23 décembre 1851, d'un chef de police et de six gardes.

Ce corps subsista de 1852 à 1869, époque à laquelle la police locale fut remise une nouvelle fois à la gendarmerie, moyennant paiement par la Municipalité d'une redevance de 5,000 fr. à l'Etat, redevance qui fut portée plus tard à 10,000 fr. Le nombre des gendarmes était de 18.

Il fut en outre créé à la même époque un corps de 10 gardes champêtres, chargés tout spécialement de la recherche des délits et contraventions de police ayant trait aux propriétés rurales et forestières. Ce corps fut supprimé quelques années plus tard comme ne remplissant pas le but espéré.

En 1887, nouvelles modifications ; l'autorité municipale n'étant pas satisfaite du service de la gendarmerie, résilie la

Cet effectif est réparti dans quatre postes de police, soit un poste central avec 15 hommes et 3 postes secondaires avec 7 hommes chacun.

3. *Inhumations et cimetières.* — Un règlement sur la matière a été élaboré en 1896. La Chaux-de-Fonds compte deux cimetières, l'un à l'est de la ville, d'une superficie de 37,000 m² et l'autre dans le quartier des Eplatures. Un cimetière privé pour les Israélites a été créé également dans ce quartier ¹⁾.

4. *Salubrité publique.* — Les questions relatives à l'hygiène publique prennent une place de plus en plus large dans les préoccupations des autorités communales. C'est dire que ce service a une importance grandissante. Il est dirigé par un inspecteur de police, chargé plus spécialement du contrôle des denrées et boissons, ainsi que de l'hygiène des habitations.

Dans ce domaine, une question de grosse importance est alors à l'étude, c'est la création de nouveaux abattoirs. Un projet définitif, devisé à un million environ, va être soumis à l'adoption du Conseil général.

Depuis que La Chaux-de-Fonds possède de l'eau d'alimentation pure et salubre, les conditions sanitaires de la population se sont améliorées d'une façon sensible ; nous en citerons pour preuve le fait que la mortalité a diminué dans une proportion remarquable depuis lors.

Pendant les 14 années qui précèdent l'amenée de l'eau, la moyenne de la mortalité est de 2,36 ‰, tandis qu'elle n'est plus que de 1,79 ‰ pour les 14 années qui suivent cet événement.

5. *La police des marchés, etc.,* n'offre absolument rien de saillant. Des règlements spéciaux divers ont été élaborés pour les marchés, l'affichage public, les cafés-concerts, etc.

Les frais relatifs à la police se sont élevés :

en 1890 à fr. 42,300.—

en 1895 à fr. 77,500.—

et ils s'élèvent en 1901 à fr. 127,800.—

La période communale actuelle de 1901 à 1943

Durant ce temps, le Dicastère de la police a eu à sa tête cinq directeurs, membres permanents du Conseil communal. Ce dicastère se composait de sept services, soit :

¹⁾ Voir page 578 et page 580.

- 1) le Secrétariat ;
- 2) la Police sanitaire ;
- 3) la Police des habitants ;
- 4) l'Etat civil, avec le service des inhumations ;
- 5) la Police locale ;
- 6) les Abattoirs ;
- 7) le Service de sûreté contre l'incendie.

Les services de la Gérance des immeubles communaux et de l'Assistance communale, détachés de la présidence et des finances, sont venus se joindre en cours de route à la police, tandis que celui du service de Sûreté contre l'incendie a été rattaché au Dicastère des travaux publics et de la police du feu. Depuis 1936, les Abattoirs sont placés sous les ordres directs du conseiller communal assesseur et ne font plus partie de la police.

Les bureaux de la direction, du secrétariat et de la police sanitaire avec le laboratoire ont été transférés, en 1918, de l'Hôtel communal où ils se trouvaient trop à l'étroit, au 2^{me} étage du bâtiment de l'ancienne Ecole de commerce, rue du Marché 18. Le bureau du directeur de police abrite depuis une dizaine d'années l'inspecteur des forêts du V^{me} arrondissement. Le directeur est retourné à l'Hôtel communal.

Le secrétariat de police, auquel a été adjoint, depuis une vingtaine d'années, la gérance des immeubles communaux, a vu six titulaires se succéder à plus ou moins longue échéance. Un jeune commis, puis un planton détaché du Corps de police locale ont contribué durant un certain temps à la bonne marche de ce service. Le Service des incinérations et tout ce qui concerne la crémation rentrent dans les attributions du Secrétariat de police depuis la mise en exploitation du four en 1909.

Police sanitaire. — Quatre inspecteurs ont dirigé successivement ce service avec l'appoint d'un commis et de deux agents sanitaires. Divers travaux spéciaux lui ont été confiés, en particulier celui de l'établissement d'un casier sanitaire des habitations.

Le règlement pour la police et la location des places du marché a été révisé le 15 décembre 1919 ; celui relatif au commerce et à l'inspection sanitaire de la viande, les 27 avril/14 juillet 1911 ; celui concernant la vente du lait et du beurre, du 28 juil-

let 1906, a été abrogé et remplacé par des ordonnances fédérales et cantonales.

De nouveaux abattoirs, vastes et modernes, ont été construits en 1903 ¹⁾ et les anciens bâtiments de la Joux-Perret, à l'entrée de la combe des Moulins, démolis en 1922.

La place de l'Ouest, où avaient également lieu les marchés, a été transformée en parc public depuis quelques années. Le marché du mercredi se ferme maintenant à 13 heures sur la Place Neuve, celui du samedi à 16 heures.

Inhumations, incinérations, cimetière. — Le règlement sur les inhumations et le cimetière communal de La Chaux-de-Fonds, qui date de 1896, est toujours en vigueur, mais il ne correspond plus que partiellement à la situation de fait actuelle. Plusieurs de ses dispositions ont dû être modifiées, en particulier celles relatives à l'incinération des corps et à l'aménagement des tombes des personnes inhumées.

Ensuite de la construction d'un four crématoire ²⁾, en 1909, un règlement concernant la crémation a été édicté le 28 février 1910.

La partie nord du cimetière de la Charrière a été mise à la disposition de la Société neuchâteloise de crémation, pour y construire son bâtiment et aménager des massifs au nord et au sud de ce dernier, en vue d'y recevoir des concessions destinées aux cendres des personnes incinérées.

Dès l'année 1925, les lignées de tombes dans les massifs des inhumés sont séparées par de petits chemins bordés de granit et de thuyas. L'accès des tombes en est rendu plus facile et l'aspect y gagne en beauté.

Comme pendant la guerre 1914-1918, la Police sanitaire est chargée d'une partie du service du ravitaillement et plus particulièrement de celui de la culture des champs, depuis le début de la guerre de 1939.

Police locale. — La Police locale est exercée par un corps d'agents, dont l'effectif le plus haut a été de 51 hommes, pour redescendre progressivement avec la diminution de la population à 41, puis remonter à 42 dès l'année 1943.

¹⁾ Voir page 160.

²⁾ Voir pages 77 et suivantes.

Ce corps est commandé actuellement par un officier ayant le grade de premier-lieutenant qui a lui-même, sous ses ordres, un sergent-major, trois sergents, sept caporaux et 30 agents. Trois de ces derniers sont détachés dans les services sanitaires.

Les quatre postes secondaires de l'Abeille, des Terreaux, de la rue de l'Hôtel-de-Ville 54 et de la rue Léopold-Robert 114 (autrefois dénommée boulevard de la Gare), ont été successivement supprimés au cours de ces quarante années. Tout le personnel est maintenant rassemblé au Poste de l'Hôtel de Ville.

Une Caisse de retraite, de secours et de pensions des agents du Corps de police communale, de leurs veuves et de leurs orphelins, a été fondée en date du 6 mai 1901. L'affiliation est obligatoire pour tous les hommes du corps. La caisse est administrée par une commission nommée par le Conseil communal, comprenant trois conseillers communaux dont le directeur de police, président de droit, et deux représentants des assurés. Ces derniers versent une cotisation égale à 6 % de leur traitement et la Commune les 8 % du traitement légal des assurés. La création de cette caisse a permis le rajeunissement du corps.

Le Règlement général de police, celui pour la Garde communale et celui concernant le service intérieur et la discipline dans le Corps de police communale, datant respectivement de 1891, 1892 et 1893, ont été abrogés et remplacés en 1922 par de nouveaux règlements plus en rapport avec la situation actuelle.

Nous mentionnons également ici la fondation de la Société des agents de la police locale, qui est une section de la Fédération suisse des corps de police¹⁾. Une chorale a vu le jour au sein de cette société, de même qu'un groupe sportif. On attache plus d'importance qu'autrefois au développement physique des hommes, et des cours officiels et obligatoires pour chacun sont institués dans ce but. Plusieurs de nos jeunes agents ont déjà participé à des concours suisses de police, en été comme en hiver, et les derniers venus ont suivi une école de recrues de deux mois sous la direction d'un officier de l'armée.

Des moyens de communication plus rapides ont été mis à la disposition du Corps de Police, depuis quelques années. Ce dernier possède, indépendamment de quelques bicyclettes, un

¹⁾ Voir page 270.

side-car et une voiture-automobile qui lui rendent de précieux services dans ses interventions nombreuses et variées.

Le Service des premiers secours en cas d'incendie est assuré par la Police locale qui vient d'être dotée d'un nouveau camion-automobile muni des derniers perfectionnements pour la lutte contre le feu.

L'affichage, exécuté autrefois par la Police locale, a été concessionné à la Société générale d'affichage ; le poste de crieur public a été supprimé. Ces deux fonctions étaient remplies par un homme attaché au Corps de police.

Le budget général de tous les services rattachés au Dicastère de la police prévoit, pour l'exercice 1943, un montant de recettes de 189,800 fr. et un total de dépenses de 468,675 fr. Ces chiffres se passent de commentaires et démontrent bien l'essor pris par la Police de notre ville durant ces quarante dernières années.

A. Dubois.

NOTE ANNEXE :

Tableau de la population de La Chaux-de-Fonds

Du tableau complet dressé par la Police des habitants, nous publions ici les données de dix ans en dix ans, plus quelques dates particulièrement marquantes dans notre histoire (incendie, révolutions neuchâteloises, guerres en Europe).

De 1750 à 1886 : D'après les causeries sur La Chaux-de-Fonds, de Lucien Landry.

De 1887 à 1925 : D'après les recensements cantonaux de la Police des habitants.

Depuis 1925 : D'après les recensements cantonaux de la Police des habitants pour la population.
D'après la statistique de la Chambre d'assurance pour les immeubles.

Année	Neuchâtelois	Suisses	Etrangers	Total	Maisons
1750	2,126	237		2,363	434
1760	2,026	240		2,266	435
1770	2,274	518		2,792	445
1780	2,802	806		3,608	466
1793	3,343	1,213		4,556	509
1794	3,278	1,114		4,392	447
1795	2,983	1,136		4,119	452
1796	2,907	1,201		4,108	455
1800	3,284	1,643		4,927	517
1805	3,920	1,721		5,641	534

Annee	Neuchâtelois	Suisses	Etrangers	Total	Maisons
1815	4,425	1,702		6,127	559
1820	4,484	990	354	5,828	564
1830	4,581	1,468	501	6,550	592
1831	4,360	1,352	393	6,105	600
1840	5,647	2,932	1,099	9,678	751
1847	6,348	4,211	1,563	12,122	885
1848	6,208	4,116	1,389	11,713	889
1849	6,371	4,669	1,598	12,638	894
1856	6,286	6,975	2,524	15,785	1,152
1857	6,060	6,888	2,441	15,389	1,161
1860	6,323	7,836	2,756	16,915	1,247
1870	7,040	9,551	3,070	19,661	1,357
1880	7,638	11,607	3,131	22,376	1,599
1890	9,328	14,391	3,517	27,236	1,759
1900	13,174	18,394	4,403	35,971	2,399
1910	14,596	18,851	4,599	38,046	2,967
1914	15,234	18,993	4,662	38,889	3,073
1917	15,964	20,402	4,274	40,640	3,074
1920	15,430	18,813	3,672	37,915	3,148
1930	15,550	17,506	2,690	35,746	3,665
1939	13,800	15,755	1,830	31,385	3,706
1940	13,749	15,718	1,725	31,192	3,711
1941	13,676	15,922	1,692	31,290	3,714
1942	13,846	16,327	1,659	31,832	3,716
1943	13,873	16,675	1,582	32,130	3,720

Avant 1926, le recensement de la population se faisait par les employés de bureau (appelés dizeniers), tandis que depuis lors il est effectué, comme d'ailleurs dans d'autres villes importantes, par les agents de la Police locale.

Depuis la même époque est intervenue une revision de la loi sur la police des habitants, supprimant le permis cantonal et donnant aux communes davantage de compétences quant à la délivrance des permis de domicile à toutes les personnes d'origine suisse. Il en est résulté une importante simplification administrative et un gros avantage pour la population, les dépôts ou retraits de papiers se faisant de façon très rapide sans délai d'attente de trois jours comme précédemment.

Le bureau de la Police des habitants est installé depuis 1927 de façon très moderne avec répertoire sur tourniquets visibles à classement au jour le jour, installation de fiches verticales

pour les habitants, Kardex pour le registre civique et échéanciers pour les jeunes gens de moins de 20 ans.

Tout ce système a fait ses preuves depuis plus de 15 ans et le bureau de la Police des habitants de La Chaux-de-Fonds, sans exagération aucune, peut maintenant supporter la comparaison avec les principales grandes villes suisses au point de vue de l'organisation rationnelle.

E. Moser.

3. L'état civil

Au moment de l'incendie de La Chaux-de-Fonds, en mai 1794, le service de l'état civil n'existait pas encore dans notre canton.

L'inscription d'une naissance, d'un décès ou la célébration d'un mariage étaient confiées à Messieurs les ecclésiastiques, protestants et catholiques. Ces inscriptions étaient bien sommaires et se faisaient généralement sur la foi de renseignements verbaux, plutôt que sur la production de documents plus ou moins officiels. Cependant les publications de mariage étaient faites à l'église pendant deux dimanches, après quoi le mariage pouvait être célébré, si aucune opposition n'était survenue.

Ce procédé dura jusqu'au 17 décembre 1851, date à laquelle le Grand Conseil de la République et Canton de Neuchâtel vota une loi concernant l'institution du mariage civil et des formalités y relatives.

Cette loi fut mise en vigueur dès le 1^{er} février 1852 et c'est ainsi que le premier mariage civil fut célébré le 28 février de la même année par M. J. Gretillat qui fut le premier officier de l'état civil dans notre ville jusqu'au 28 février 1854.

Les inscriptions de naissance et de décès ne commencèrent officiellement que le 1^{er} mars 1854, ensuite d'un arrêté du Conseil d'Etat de Neuchâtel, du 10 février 1854. Ce fut M. F. Rognon, notaire, qui succéda à M. Gretillat, jusqu'à fin août 1860. Puis le nouvel élu fut M. Henri Ducommun-Biber, qui resta en activité jusqu'en juillet 1873. Ce fut ensuite le tour de M. Henri Hänni d'occuper le poste d'officier de l'état civil, fonction qu'il abandonna le 30 juin 1881. C'est lui qui appliqua la première loi fédérale sur l'état civil et le mariage, dont l'entrée en vigueur eut lieu le 1^{er} janvier 1876. Depuis cette dernière date, le service de l'état

civil prit une place importante dans la vie civile, puisque cette institution s'étendait dès lors sur tout le territoire de la Confédération.

En effet, toutes les inscriptions faites à l'Office de l'état civil ne devaient être dressées, dès ce moment-là, que sur la production de pièces officielles ou équivalentes. Ceci était déjà recommandé aux officiers de l'état civil de notre canton, par la loi du 17 décembre 1851 et par celles qui suivirent quelques années plus tard.

Le travail fut alors plus important, puisque toutes les inscriptions faites dans l'arrondissement devaient être communiquées aux lieux d'origine et de domicile des intéressés. De plus, la tenue des registres se fit dès lors en double exemplaire afin d'en sauvegarder un au cas où l'original viendrait à être détruit par le feu, ainsi que cela s'est produit lors de l'incendie général de notre cité. Un grand nombre de volumes de mariages et de décès furent ainsi la proie des flammes, alors qu'aucun duplicata n'existait pour ces registres.

A partir du 1^{er} juillet 1881, pour remplacer M. Henri Hänni, démissionnaire, l'autorité communale confia la direction du Bureau de l'état civil à M. Albert Ducommun, qui resta en activité jusqu'à fin février 1888.

Dès lors, ce fut M. Jules Jaquet, ancien premier secrétaire de Préfecture, qui succéda au prénommé et qui assista à la fusion de la Commune des Eplatures avec celle de La Chaux-de-Fonds. A cette occasion, tous les registres de ce premier office vinrent grossir le nombre déjà intéressant de celui de l'arrondissement d'état civil de notre ville.

M. Jules Jaquet a vu également l'entrée en vigueur, le 1^{er} janvier 1912, du nouveau Code civil suisse qui nécessita la création d'une nouvelle ordonnance fédérale sur le service de l'état civil, qui entra en vigueur à la même date.

Une nouvelle fois, le travail se fit plus sérieux et plus compliqué. Plusieurs conventions internationales s'échangèrent entre la Suisse et différents pays au sujet de questions d'état civil et principalement sur les formalités relatives à la conclusion des mariages internationaux. D'autre part, le nombre des naissances, des mariages et des décès ne cessait d'augmenter d'année en année. Il fut alors impossible à l'officier de l'état civil de faire face à cette situation. Le Conseil communal décida d'adjoindre

un commis au titulaire, dès le 1^{er} janvier 1900. Il nomma M. Adolphe Berthoud, qui était déjà occupé à l'Office de l'état civil depuis plus de deux ans, mais dont le salaire incombait à l'officier de l'état civil. Le 1^{er} mai 1916, le soussigné reprit les fonctions de M. Jules Jaquet, décédé le 28 mars 1916.

A la suite de cette nomination, M. Edmond Vaney, jusqu'alors commis à la Police des habitants de La Chaux-de-Fonds, fut déplacé le 15 juin 1916 au Bureau de l'état civil, et dès le 1^{er} janvier 1927 fut nommé suppléant, en plus de son travail de commis et de préposé aux inhumations, par suite de la fusion de ce dernier service avec celui de l'état civil dès le 1^{er} avril 1926.

Le 1^{er} janvier 1929 entra en vigueur une nouvelle ordonnance fédérale (la troisième depuis 1876) sur le service de l'état civil. Ici encore surgirent de nouvelles complications et une augmentations de travail par la création du Registre des familles dans le canton.

Ensuite, en août 1939, le Bureau des ressortissants fut supprimé et le travail remis, avec formulaires et registres, au Bureau de l'état civil, chargé dorénavant d'établir les actes d'origine et de tenir à jour les registres de bourgeoisie quant aux décès de personnes originaires de notre ville.

Aujourd'hui, l'Office de l'état civil de La Chaux-de-Fonds se compose de trois services :

- a) celui de l'état civil ;
- b) celui des inhumations ;
- c) celui des ressortissants (actes d'origine).

Malgré ces nouvelles charges, le personnel de l'office n'a pas varié, quant au nombre, depuis plus de cinquante ans, puisqu'il se compose aujourd'hui encore de deux fonctionnaires seulement.

En résumé, depuis le 1^{er} février 1852 à ce jour, le service de l'état civil de notre ville a eu sept officiers de l'état civil et deux suppléants permanents.

Quant aux registres, La Chaux-de-Fonds possède :

- 1. Les naissances, depuis 1713 ;
- 2. Les mariages, depuis 1794 ;
- 3. Les décès, depuis 1794.

Jusqu'à l'année 1835, tous ces anciens registres ont été déposés aux Archives cantonales, par ordre de l'autorité de surveillance dans notre canton.

A. Berthoud.

4. La crémation ¹⁾

En 1884, l'idée de l'incinération prenait corps par une lettre de M. le Dr Girard, avocat, à l'autorité fédérale, lui demandant si les dispositions de l'art. 52, al. 2, de la Constitution fédérale, relative aux sépultures, s'appliquaient aussi bien à l'incinération qu'à l'inhumation.

La réponse ayant été affirmative, une pétition, adressée en 1889 par un groupe de citoyens au Conseil communal en vue d'obtenir un emplacement nécessaire pour un Crématoire, ayant été accueillie favorablement, une société se fonda pour faire aboutir le projet. Malheureusement, elle n'eut qu'une durée éphémère et disparut lors du décès de son président, M. le Dr Girard.

Elle revit le jour en 1900, mais avec un but immédiat différent : celui de faciliter, pour ses membres décédés, l'incinération dans un des crématoires suisses alors existants. Mais, en 1908, un événement aussi inattendu que bienvenu changea la face des choses.

Une personne désirant, de son vivant, conserver l'anonymat, avisait l'autorité qu'elle mettait à sa disposition une somme de 30,000 fr. pour la construction d'un Crématoire, sous la seule condition qu'il soit édifié dans un délai très court.

Envisageant la question comme sortant, du moins pour le moment, de sa compétence, le Conseil communal transmit l'offre à la Société de crémation, en lui laissant la faculté de l'accepter ou de la refuser. La réponse fut naturellement affirmative et les fonds promis versés alors à la Commune.

Le généreux donateur étant malheureusement décédé, rien ne s'oppose plus aujourd'hui à dévoiler son nom : il s'agit de M. Ali Jeanrenaud, industriel bien connu en notre ville. Prési-

¹⁾ Bien qu'il ne s'agisse pas ici d'une activité officielle, nous croyons que la place de ces notes était dans ce chapitre.

dent des deux Sociétés de crémation de La Chaux-de-Fonds, de 1909 à son décès qui eut lieu le 21 juillet 1942, il n'a cessé de s'occuper activement, durant cette longue période, de tout ce qui concernait la crémation.

La Société de crémation entreprit sans tarder l'étude de la question : l'édifice projeté coûterait environ 110,000 fr. Pour arriver à chef, il était donc nécessaire de trouver un capital de 80,000 fr.

La Commune de La Chaux-de-Fonds voulut bien intervenir en votant une subvention de 14,000 fr. Pour trouver le solde de 66,000 fr., une Société anonyme se constitua, à côté de la Société neuchâteloise de crémation, et procéda à une émission d'actions, couverte en quelques jours.

Une fois les statuts de la Société anonyme adoptés, la Commune mit à sa disposition une parcelle de terrain au nord du cimetière de la Charrière, d'une superficie de 2,600 mètres carrés, pour y édifier le Crématoire et un cimetière cinéraire. Dans la suite, une autre parcelle, au sud de l'édifice, fut également remis à sa disposition dans le même but.

La construction de l'édifice, confiée aux Travaux publics, avec le concours d'une commission spéciale nommée par la société, poussée activement, permit de procéder à la première incinération le 11 novembre 1909 et à l'inauguration officielle le 27 juin 1910.

Le premier four, système Schneider, utilisait le coke ; le second, construit en 1928, système Haag, fonctionnait au mazout ; puis, en 1941, ensuite de la pénurie de combustible, il fut remplacé par un four électrique, système Brown et Boveri.

Au point de vue artistique, tout a été prévu pour donner aux cérémonies funèbres se déroulant dans la grande salle un caractère élevé et impressionnant.

L'artiste qui s'est chargé de ce travail, M. Charles L'Eplattenier, secondé pour une partie des travaux par les élèves du cours supérieur de l'Ecole d'art, a su pleinement réaliser les intentions des initiateurs.

Le cachet artistique ne s'est pas limité à l'édifice proprement dit, mais s'est étendu au cimetière cinéraire en dépendant. Au milieu du massif, dont la distribution, très bien conçue, a été établie par M. L'Eplattenier, s'élève une fontaine allégorique,

œuvre de M^{me} Jeanne Perrochet, sculpteur, qui non seulement nous a fait don de la maquette du monument mais a consacré, pendant une longue période, une bonne partie de son temps, et à titre bénévole, à la sculpture des figures.

À l'est du cimetière, faisant face au Crématoire, s'élève le « Monument aux Morts » de M. L'Eplattenier. Il est destiné à recevoir les urnes n'ayant pas de destination spéciale.

Le service du Crématoire a été assumé par la Société neuchâteloise de crémation de 1909 à 1942. Pour des motifs de simplification, c'est la Société anonyme qui s'en occupe depuis lors.

Durant cette période, la coutume de l'incinération est entrée de plus en plus dans les mœurs de notre population. Les incinérations ont suivi une progression continue : elles étaient de 63 en 1910, de 114 en 1920, de 200 en 1930 et de 272 en 1942, représentant 58 % du nombre des décès.

Les réserves constituées jusqu'ici, et celles encore en perspective, permettront dans un avenir encore indéterminé mais qui ne peut être trop lointain, de réaliser un des buts essentiels des promoteurs de la crémation, celui de la remise à l'autorité communale, à titre gratuit, de toutes les installations du Crématoire, tout en lui permettant de procéder, grâce aux fonds constitués, à l'incinération gratuite de toute personne domiciliée dans la commune.

Il est bon d'insister sur le fait qu'une fois ce but réalisé, et la Société anonyme dissoute, la Société neuchâteloise de crémation, comportant actuellement plus de 1,200 membres, n'en continuera pas moins de subsister afin d'introduire toujours plus, dans le canton de Neuchâtel, une coutume constituant un progrès indéniable.

Ed. Tissot.

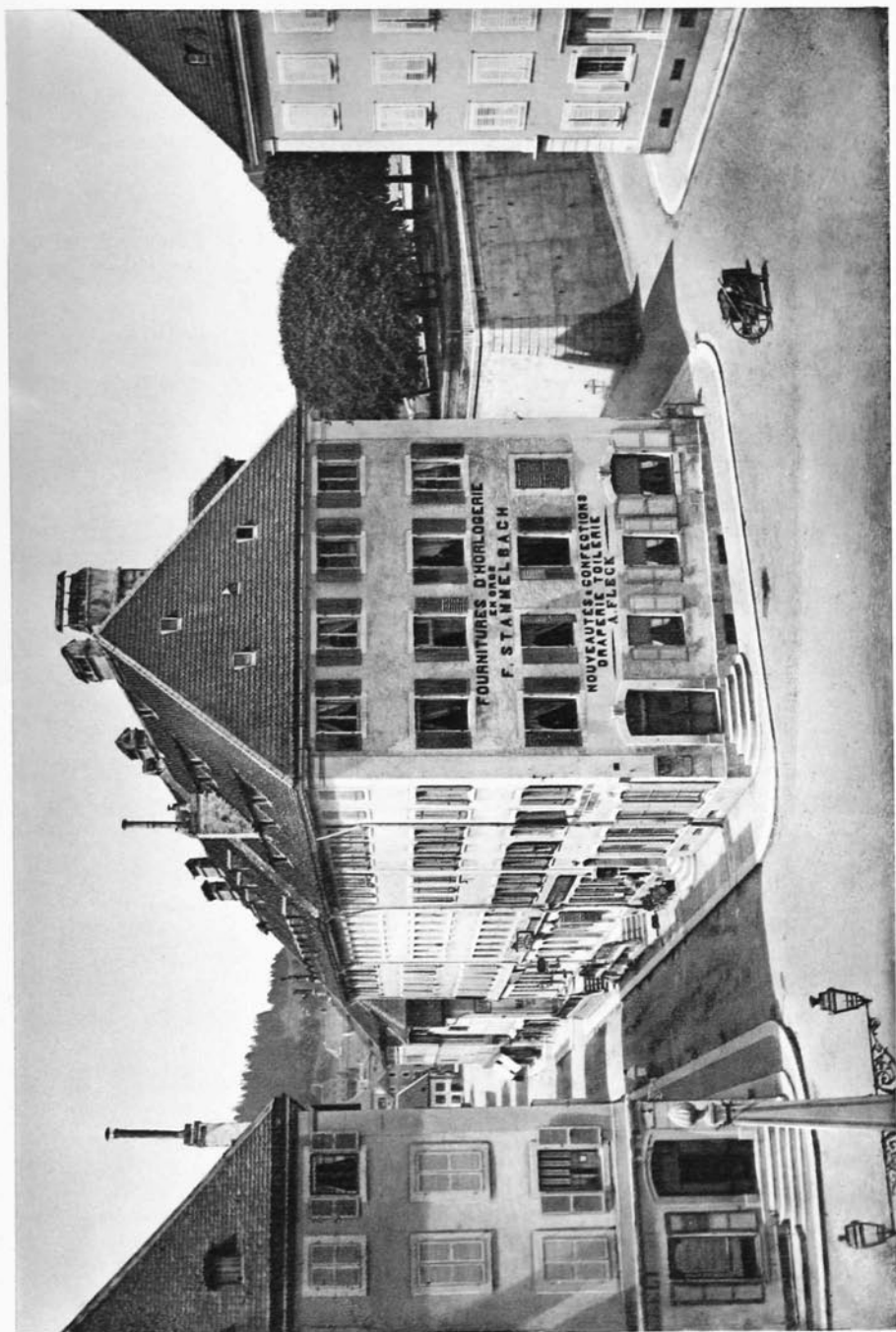
5. Les finances

Le Dicastère des finances d'une corporation de droit public constitue la clé de voûte de l'administration et la cellule principale de la vie publique. Au cours de ce modeste chapitre, nous voudrions retracer la surprenante évolution de ce pauvre hameau, ignoré de tous et perdu au milieu de ses noirs sapins, faire revivre en quelque sorte l'esprit de sacrifice, pour ne pas dire l'héroïsme de sa population, dans les moments les plus tragiques de son existence. Une bourgade de quelques maisons se métamorphosa en peu de temps en une ville de renommée mondiale, défiant toutes les lois de la nature et de la démographie. La Chaux-de-Fonds a su briser l'isolement que lui valait sa position excentrique, en créant au prix de douloureux efforts des voies ferrées qui aujourd'hui encore sillonnent notre sévère Jura. Elle a réussi à se procurer l'eau indispensable à la vie d'une grande cité ; elle a doté son industrie naissante de la force motrice nécessaire, et avec des ressources très limitées elle a créé et développé d'une façon remarquable ses divers services publics.

Pour comprendre les lourdes charges qui pèsent sur notre ville, il est indispensable de parcourir rapidement l'histoire administrative de La Chaux-de-Fonds, qu'on peut diviser en trois périodes bien distinctes. La première s'étend de la fondation du village, en 1656, jusqu'en 1848, date de l'émancipation du canton de Neuchâtel et de son entrée définitive dans la Confédération. C'est la période de la Commune purement bourgeoise. La deuxième, qui va de 1848 à 1888, voit le règne de la Municipalité, et enfin la troisième, qui part de 1888, constitue la période de la Commune municipale, que nous vivons actuellement et qui nous intéresse tout spécialement à la veille de ce 150^{me} anniversaire que nous nous apprêtons à célébrer.

Le premier budget communal date du 14 novembre 1706, et il est intéressant de s'y arrêter.

Le montant des recettes s'élevait à 716 fr. 80 et les dépenses atteignaient 673 fr. 40, y compris le gage du régent.



La Chaux-de-Fonds, place de l'Hôtel-de-Ville en 1876.

En 1794, l'incendie qui détruisit le village mit la Commune dans une situation des plus critiques ; pour relever le village de ses cendres, elle dut faire de nombreuses dépenses et contracter de gros emprunts. La dette, qui s'élevait après le désastre à 90,000 fr., atteignit en 1806 le chiffre de 150,000 fr. Si l'on songe que pour la même année les recettes n'étaient que de 4,477 fr. on s'aperçoit que la banqueroute à brève échéance devenait certaine. En face du danger, l'administration n'hésita pas à employer des mesures extraordinaires. La dette fut tout simplement répartie entre tous les chefs de famille à raison de 8 louis d'or neufs (environ 200 fr.).

Grâce à la bonne volonté et au dévouement remarquable de la population, l'argent rentra sans difficulté, tant et si bien qu'en 1827 la dette se trouvait complètement éteinte.

En 1830, le bilan accusait un actif net productif de 4,170 fr. et en 1848, à la veille de la Révolution, cet actif productif se montait à 66,500 fr.

La Révolution de 1848 nous fait entrer dans une phase importante de l'évolution de notre cité. Un des premiers soins de la République naissante fut de supprimer le privilège des bourgeois qui consistait dans la gestion de la Commune, et de permettre à tous les habitants de participer à l'administration locale. Le régime municipal était né. A La Chaux-de-Fonds, le Conseil municipal était élu par le Conseil général pour quatre années. Dès le début, les nouvelles autorités exécutives eurent à résoudre des problèmes économiques d'une importance capitale pour la cité, et dont la solution allait être grosse de conséquences pour son avenir. La période municipale coïncide en effet avec l'introduction des chemins de fer en Suisse.

L'exécution des grands travaux nécessaires à l'établissement des chemins de fer est à l'origine des difficultés financières de notre cité. Le devis primitif, fixé à 11 millions, atteignit 17 millions à l'achèvement des travaux. La Commune s'était saignée à blanc pour financer la construction de la ligne qui devait lui permettre de briser le cercle de solitude qui l'entourait. Durant cette même période, nos autorités prêtèrent leur appui au développement de notre unique industrie nationale, l'horlogerie, soit pour lui assurer la prospérité, soit pour atténuer les effets désastreux des crises économiques.

En même temps, les charges de la Municipalité s'alourdisaient de plus en plus, du fait qu'elle devait administrer certains services qui jusque-là l'avaient été par des corporations de droit privé, comme par exemple l'instruction qui devint publique, obligatoire et gratuite. Avant 1848, l'instruction était nettement confessionnelle et placée entièrement entre les mains du clergé. La Municipalité développa d'autres services d'utilité publique : les Services industriels, les Travaux publics, l'Assistance, les Ecoles professionnelles, etc.

Pour faire marcher le ménage local, il fallait trouver des ressources à bref délai. La Municipalité eut alors recours à l'impôt, jusque-là inconnu, pour couvrir ses dépenses. Cette innovation date de 1855. Ces impôts consistaient en :

a) une contribution due par les propriétaires sur la valeur locative de leurs immeubles à raison de 2 % pour la zone intérieure et de 1 % pour la zone extérieure ;

b) une taxe locative due par les locataires et les fermiers sur le montant des locations ;

c) une taxe personnelle et proportionnelle aux ressources appréciables, applicable à tous les ressortissants majeurs de la localité. La population était répartie en cinq catégories et la taxe variait entre 1 et 300 fr. L'année suivante, c'est-à-dire en 1856, le montant des impôts atteignait le chiffre de 105,000 fr. Pendant plusieurs années, les comptes bouclèrent par de réjouissants bonis.

Cette situation dura jusqu'au jour où la déconfiture de la Compagnie Jura Industriel vint bouleverser l'équilibre financier de La Chaux-de-Fonds et la précipiter à deux doigts de la faillite. La Municipalité se trouvait liée à la Compagnie de chemin de fer du Jura par le fait qu'elle avait souscrit pour 2 millions 750,000 francs d'obligations à la Compagnie du Jura industriel. Mais ces capitaux, qu'elle investissait à 4,8 %, elle ne les possédait pas. Pour se procurer cette somme considérable, elle émit un emprunt du même montant à 4,5 %. Cette opération devait lui rapporter un bénéfice de 8,250 fr. annuellement. La faillite de la compagnie réduisit les recettes à zéro, tandis que les dépenses restaient les mêmes. La Municipalité devait continuer à payer chaque année 123,750 fr. à ses obligataires, alors que

les obligations de la compagnie ne lui rapportaient plus rien. Le déficit réel atteignant près de 3 millions, le Conseil municipal voulut prendre une mesure désespérée et présenta un projet d'amortissement au Conseil général, d'après lequel la dette devait être supportée par les fortunes immobilières et en portefeuille. Ce projet, par les remous qu'il provoqua dans les milieux visés, hâta la chute du Conseil municipal et la démission du Conseil général. Pour éviter une catastrophe imminente, les nouvelles autorités relevèrent les taxes sur les revenus d'immeubles de 2 à 5 % et de 1 à 3 % ; l'impôt sur les revenus fut, lui aussi, majoré de quelque 80 %. Ces mesures, quoique draconiennes, permirent d'éviter la faillite.

En 1874, la taxe sur les ressources appréciables fut remplacée par l'impôt direct, beaucoup plus équitable, à raison de 2,30 ‰ sur la fortune et de 2,30 ‰ sur les ressources.

On peut dire qu'au moment où la Municipalité allait céder la place à la nouvelle Commune, la situation financière de La Chaux-de-Fonds se présentait sous un aspect favorable. Tandis qu'en 1862 le passif était près d'atteindre 3 millions, en 1887 le bilan présentait un actif brut de 350,000 fr. Tel fut l'effort accompli, au cours d'un quart de siècle, par une population courageuse ayant à cœur de restaurer ses finances ébranlées par des immobilisations malheureuses. Ces brillants résultats étaient dus aussi, en grande partie, au développement de notre industrie horlogère et de notre commerce. Le Municipalité avait créé ses différents services administratifs ; il appartenait dès lors à sa jeune héritière de les développer et de les perfectionner.

Le régime municipal que nous venons de quitter a donc été le régime transitoire entre l'ancienne Bourgeoisie et la Commune actuelle basée sur le principe de l'égalité.

Si le système actuel de la Commune n'a pas été adopté lors de la Révolution de 1848, c'est qu'on considérait qu'« il aurait été dangereux d'ouvrir toutes grandes les portes des communes aux non-ressortissants et de les admettre, non seulement à la direction des affaires locales, mais aussi à la jouissance des biens bourgeois ». ¹⁾

¹⁾ E. Tissot, *L'Administration de la Commune de La Chaux-de-Fonds*, 1901.

Le législateur, en créant la Municipalité, condamnait la bourgeoisie à un affaiblissement graduel. Et quarante ans plus tard le peuple, appelé à se prononcer sur la revision des articles 64 et 65 de la Constitution cantonale, revision ayant pour but de reconstituer, sur des bases rationnelles, la Commune historique, celle représentant l'ensemble des droits et administrant l'ensemble des intérêts des habitants se trouvant sur son territoire, accepta la modification proposée. La nouvelle loi, votée par le Grand Conseil le 5 mars 1888, modifia profondément l'organisation de la Commune en raison même des nouvelles charges administratives que le nouveau régime apportait avec lui. La Chaux-de-Fonds n'était plus un village, mais était de fait devenue une ville par son importance numérique, industrielle et commerciale. Un Conseil communal permanent de trois membres fut nommé et plus tard, en 1897, ce nombre fut porté à quatre.

La Commune ne recula devant aucun sacrifice pour assurer le développement de la ville. En 1890, le Conseil communal vota une subvention de 200,000 fr. pour la réalisation de la ligne Saignelégier—La Chaux-de-Fonds. L'inauguration de cette ligne eut lieu le 3 décembre 1892.

En 1897, la ville pouvait s'enorgueillir d'un tramway électrique ¹⁾ en faveur duquel la Commune participa à différentes reprises, et au fur et à mesure de l'extension du réseau, pour une somme de 30,000 fr.

En 1901, une prise d'actions de 15,000 fr. fut votée en faveur du Chemin de fer du Val-de-Ruz, dans le but, toujours, de faciliter les relations entre La Chaux-de-Fonds et les autres parties du canton. Ces subventions à des entreprises d'utilité publique grevèrent les finances communales de charges très lourdes, accentuées par la crise de 1892, due au bouleversement des marchés commerciaux et financiers.

Si l'on examine un tableau des recettes de la Commune pendant la période administrative qui va de 1890 à 1901, on remarque qu'elle n'est plus limitée, quant à ses revenus, au seul produit des impôts, mais qu'elle a à sa disposition d'autres sources de revenus, dont la plus importante était les Services

¹⁾ Voir pages 182 et suivantes.

industriels¹⁾, qui laissent des bénéfices sans cesse croissants ; ces versements passent de 81,000 fr. en 1890 à 168,000 fr. en 1901. L'impôt reste cependant le facteur essentiel des recettes communales, et si son produit augmente pendant cette période, il faut plutôt l'attribuer à l'accroissement de la fortune imposable qu'à l'élévation du taux de l'impôt. Cette fortune, évaluée à 82,5 millions en 1890, atteignait 134 millions en 1901. Les ressources suivent, elles aussi, une courbe ascendante et passent de 6,5 millions à 9,5 millions dans cet espace d'onze ans.

La période qui chevauche 1900 est d'une importance capitale pour l'histoire de La Chaux-de-Fonds. L'exploitation des Services industriels, créés par la Municipalité, ne commença réellement qu'à partir du régime communal actuel et fut le point de départ, pour notre cité, d'une période d'intense développement. Le Service des eaux prit dès la première année une extension réjouissante. Au cours de cette même période, la Commune avait racheté à la société qui l'exploitait l'Usine à gaz pour la somme de 500,000 fr. Les bâtiments étaient dans un tel état de délabrement et les installations si défectueuses et si dangereuses que leur remplacement s'imposait. Une nouvelle usine remplaça bientôt la première en 1901. D'autre part, privée d'énergie électrique, La Chaux-de-Fonds profita des progrès de la science pour mettre à la disposition de son industrie la force motrice dont elle avait besoin. Ce fut l'Areuse qui lui permit de résoudre le problème, au prix de multiples efforts. L'exploitation de cet important service commença le 1^{er} janvier 1897.

Les travaux publics, et en particulier l'établissement et l'entretien des routes, la construction des bâtiments communaux, le contrôle de l'alignement, le service de la voirie et de la police du feu, prirent un prodigieux essor et contribuèrent à augmenter les charges de la Commune dans de notables proportions.

Cette année 1900 vit l'enseignement supérieur prendre pied dans notre cité par la création d'un Gymnase. Notre Ecole d'horlogerie commence à connaître un succès mérité.

Un courant favorable aux affaires donne, au début de ce XX^e siècle, une impulsion magnifique à notre industrie et à notre commerce. Le rendement de l'impôt dépassait de 350,000 fr. le

¹⁾ Voir pages 128, 135-136, 137.

montant de l'année précédente, ce qui était l'indice d'un accroissement de bien-être parmi la population.

L'épargne réalisée atteignit cette année-là le chiffre de 11,5 millions. Nos exportations d'horlogerie accusaient 130,5 millions de francs. Cependant, au milieu de cette ère de prospérité et d'optimisme, une ombre se dessinait peu à peu. Le marché financier, qui subissait les assauts d'une nouvelle crise de surproduction, ne tarderait pas à paralyser les échanges et plus spécialement les industries de luxe. Les événements qui se déroulèrent l'année suivante en Extrême-Orient privèrent notre horlogerie de débouchés appréciables. Heureusement, la cessation des hostilités entre la Russie et le Japon redonna un coup de fouet vivifiant à nos exportations qui cette année-là s'élevèrent à 140 millions.

La Commune profita de la reprise des affaires pour émettre un emprunt de 3 millions à 3,75 % en titres de 1,000 fr. La dette consolidée se montait à 14,5 millions.

En 1907, un nouveau courant de destruction financière atteint les Etats-Unis d'Amérique et ses réactions portent des coups douloureux à notre industrie vitale. Deux ans durant, cette crise exercera ses effets néfastes dans notre cité ; le chômage engloutit les dépôts d'épargne et vide les caisses du service de l'Assistance publique, saignée de quelque 130,000 fr. La reprise des affaires s'amorça dès 1910 ; cependant, la dépression laissait encore des traces de son passage dans notre ville, marquées par la courbe descendante des impositions. Depuis 1891, c'était la première fois que l'impôt était en régression. Comment expliquer ce phénomène, qui se reproduira encore bien des fois par la suite ?

Deux explications peuvent être retenues. D'une part, les belles fortunes accumulées pendant les années de prospérité avaient été entamées par les faillites qui accompagnent toujours les crises, ou s'étaient enfuies de la cité. D'autre part, bon nombre de contribuables désertaient la ville pour aller s'établir dans le Val-de-Ruz, où les impôts étaient moins lourds et les logements meilleur marché.

En 1912 eut lieu un événement important au point de vue politique. Des élections communales sortit un Conseil général qui se composait de 20 socialistes, de 13 radicaux et de 7 libéraux. Ce Conseil se réunit deux fois, après quoi on reconnut

son incapacité à fonctionner. De nouvelles élections eurent lieu et cette fois les socialistes l'emportèrent au détriment des libéraux.

Pendant que La Chaux-de-Fonds rajeunissait ses cadres administratifs, des événements d'une extrême gravité hantaient les Balkans, privant notre industrie de débouchés et secouant les marchés financiers européens. Une nouvelle crise de surproduction étendit son voile de misère sur les pays industriels et favorisa dans une large mesure le déclenchement de la Grande Guerre. A la veille de la guerre, nos autorités administratives durent prendre des mesures pour faire face aux dépenses extraordinaires de crise ; le taux de l'impôt fut haussé de $\frac{1}{2}$ %, c'est-à-dire porté à $3 \frac{1}{2}$ %. La dette consolidée dépassait 15 millions et demi.

Subitement, dans le courant de l'année 1914, l'horizon politique s'obscurcit et la guerre éclata. Immédiatement, nos fabriques d'horlogerie, nos ateliers, nos comptoirs se fermèrent. La guerre plongeait de nouveau notre industrie nationale dans une crise économique ; pour se rendre compte de l'intensité de cette dépression, il suffit de consulter les statistiques de l'époque qui nous apprennent que la fabrication de la boîte or était tombée à 0,43 %.

Plus tard, des commandes de pays belligérants vinrent relever nos industries défaillantes et le chômage qui minait nos finances fut maîtrisé.

L'année 1916 est le prélude d'une nouvelle politique fiscale ; il est question de remplacer l'impôt proportionnel par l'impôt progressif, beaucoup plus équitable. Cette réforme des plus importantes fut adoptée le 29 novembre 1917 par le Grand Conseil. Deux décrets portaient, l'un sur la revision des art. 1, 2, 3 et 16 de la loi sur l'impôt et fixait un tarif d'impôt progressif sur la fortune et les ressources ; l'autre autorisait les communes à baser leurs impositions sur le système progressif.

Les autorités se mirent immédiatement au travail et élaborèrent un projet de tarif. Le 25 mars 1918, deux projets étaient présentés au Conseil général. Après un débat historique, le projet socialiste qui cherchait à dégrever les petits contribuables fut repoussé à une seule voix de majorité et le projet de la commission accepté.

Le 11 novembre 1918, l'armistice précurseur de la paix était signé. Reconnaissante d'avoir échappé à la grande conflagration, à la folie de destruction, notre Commune sortait de la tourmente n'ayant subi pour tout dommage que des brèches financières. En effet, pendant la guerre, la Commune avait dû émettre plusieurs emprunts, absorbés immédiatement par la dette flottante. Le début de l'ère de paix, qui semblait devoir s'épanouir, fut entaché par un effondrement des changes étrangers, qui rendit impossibles les exportations horlogères ; une autre conséquence de cette débâcle des cours fut la fâcheuse répercussion qu'elle exerça sur les valeurs suisses et plus particulièrement sur les titres publics. Ce fléchissement rendit plus lourde que jamais la tâche de nos autorités administratives. La baisse des cours était un signe infaillible d'une prochaine crise générale de surproduction. D'autre part, la fin de la guerre entraîna la fermeture des ateliers spécialement occupés à la fabrication des munitions, et par conséquent un chômage aigu se déclara dans les Montagnes neuchâteloises.

Le 5 août 1918, le Conseil fédéral prenait un arrêté, mis en vigueur le 5 septembre suivant, concernant l'assistance en cas de chômage. Par circulaire, les cantons et les communes où pourrait sévir le chômage étaient invités à mettre en activité les secours. L'autorité communale désigna l'Office du travail pour veiller à l'application de ce décret. Il fallut faire des enquêtes chez les industriels dans le but de fixer les responsabilités financières. Comme aucune organisation patronale n'avait un service de chômage, c'est à la Commune qu'incomba cette charge. L'indemnité payée aux chômeurs était basée sur le salaire normal obtenu dans leur profession habituelle ; elle était de 60 % pour les célibataires et de 70 % pour les mariés. Cette indemnité était supportée à raison de $\frac{1}{3}$ par la Confédération, $\frac{1}{3}$ par les industriels, $\frac{1}{3}$ par l'Etat et $\frac{1}{6}$ par la Commune. La mise en activité de ce rouage assez compliqué ne se fit pas sans peine, d'autant plus que le nombre des chômeurs et des chômeuses augmentait au fur et à mesure que les usines de munitions se fermaient. A fin décembre, on enregistrait déjà 189 chômeurs et les indemnités versées s'élevaient à 50,000 fr.

Le 29 octobre 1919, le Conseil fédéral modifia l'arrêté du 5 août 1918 et publia un nouvel arrêté plus précis que le précédent.

L'année 1920 débuta par une période d'intense activité dans toutes les industries, mais cette lueur de reprise n'était qu'éphémère. Au mois d'août déjà, un ralentissement se faisait sentir et le chômage partiel s'accroissait de jour en jour. En octobre, les industriels commençaient à congédier leurs ouvriers et à fin décembre on comptait dans notre ville 699 chômeurs, hommes et femmes. Le chômage prit dès lors des proportions effrayantes pour atteindre à la fin de l'année 1921 les chiffres de 4,644 chômeurs totaux, 830 chômeurs partiels et 250 chômeurs non secourus. Cette année-là, l'assistance-chômage dépensa à peu près 4,5 millions pour secourir les sans-travail ¹⁾.

L'Office du chômage, créé en 1918, se trouvait alors à la rue Léopold-Robert 3. Il fut transféré ensuite à l'Hôtel de Ville et enfin ses différents services administratifs furent concentrés au Collège de la Promenade. Au moment où le chômage devint le plus intense, il se révéla incapable de fonctionner. Une réorganisation immédiate s'imposait et la direction de l'Office du chômage fut confiée à M. Julien Dubois, instituteur à La Chaux-de-Fonds. Le nouveau directeur et ses collaborateurs réussirent à surmonter, au prix d'efforts constants, le désordre et les déficiences accumulés au cours des années précédentes. En fait, rien n'existait : aucun dossier, pas même des fiches personnelles. Il fallut tout créer. Lorsque de solides bases furent posées, cet office rendit les services qu'on attendait de lui et on peut juger de son importance si l'on sait qu'il employa jusqu'à 56 personnes.

Pour enrayer le chômage, qui ne cessait d'augmenter, la Commune créa des chantiers, différents ateliers de boissellerie, de vannerie, de menuiserie, de jouets, etc., des ouvroirs et une école ménagère. Le problème était d'autant plus difficile à résoudre que la situation financière de La Chaux-de-Fonds était précaire et ne permettait pas de faire des dépenses exagérées et, d'autre part, notre cité ne possédait à l'époque qu'une seule industrie : l'horlogerie.

L'année 1922 fut la plus désastreuse pour notre industrie. La courbe du chômage atteignit cette année-là son maximum d'intensité, comme le montre le tableau suivant.

¹⁾ Voir aussi l'activité de la Commission de secours aux chômeurs dans la gêne, pages 609 et suivantes.

Dates	Chômeurs totaux	Dépenses de chômage	Dates	Chômeurs totaux	Dépenses de chômage
Déc. 1918	189	50,000 fr.	Septembre	3,348	305,000 fr.
Déc. 1920	699	—	Octobre	3,227	225,000 fr.
Déc. 1921	4,644	591,000 fr.	Novembre	2,987	216,000 fr.
1922			Décembre	2,464	281,000 fr.
Janvier	5,173	511,000 fr.	1923		
Février	5,268	561,000 fr.	Janvier	2,591	294,000 fr.
Mars	5,267	516,000 fr.	Février	2,497	344,000 fr.
Avril	5,283	573,000 fr.	Mars	2,371	300,000 fr.
Mai	5,168	416,000 fr.	Avril	2,086	325,000 fr.
Juin	4,545	310,000 fr.	Mai	1,700	—
Juillet	3,056	313,000 fr.	Juin	1,135	—
Août	3,326	320,000 fr.	Juillet	975	173,000 fr.

(Ces chiffres ne comprennent pas les chômeurs partiels.)

Ces statistiques nous montrent clairement que notre industrie nationale a suivi le mouvement de reprise ébauché en 1922 déjà. A la fin du mois de juillet, tous les ouvriers qualifiés, à l'exception des mécaniciens, étaient occupés ; seule la main-d'œuvre âgée ou sans préparation professionnelle restait encore inscrite à l'Office du chômage. Cette année 1923 marque aussi la fermeture définitive des ateliers et ouvroirs, la Confédération et le canton ne subventionnant plus ces activités.

Cette crise de 1921-23, en même temps qu'elle paralysait notre industrie nationale, déséquilibrait nos finances déjà durement éprouvées par la guerre mondiale. Si l'on compare les chiffres de l'année 1913 avec ceux de 1921, on remarque que l'impôt communal représentait par tête de population une somme de 22 fr. 10 en 1913, tandis qu'en 1921, cet indice était passé à 55 fr. 40.

Ces chiffres prouvent que la situation de La Chaux-de-Fonds avait empiré pendant les années de guerre. Le Conseil communal se décida à prendre un arrêté qui modifiait le taux de l'impôt sur la fortune, le portant de 6 à 8 ‰ ; cette mesure procura un allègement sensible à nos finances.

Peu à peu, le baromètre des affaires se mit à remonter et le mouvement international des marchandises s'amorça. Nos exportations augmentèrent de volume et au cours des années qui suivirent, elles dépassèrent les chiffres de 1913, jusque-là

imbattus. Cette vague de prospérité allait permettre à la Commune de s'acheminer vers une situation plus saine. En 1925, les intérêts et les amortissements absorbèrent près de 3 millions, ce qui à l'époque représentait un tiers des dépenses budgétaires. Les emprunts obligataires de La Chaux-de-Fonds se divisaient alors en trois groupes :

1. Les emprunts d'avant-guerre (1887-1908) d'un montant de 12 millions et trois quarts.
2. Les deux emprunts de guerre s'élevant à 5 millions et demi.
3. Les trois emprunts d'après-guerre, totalisant 14 millions.

Les titres d'Etat connurent, quelques années après la guerre, une vogue particulière ; c'est ainsi que les obligations « Chaux-de-Fonds », qui s'étaient dépréciées pendant la crise, se relevèrent de 77 à 95 en 1923 et à 100 à la fin de 1926. L'effort accompli par les pouvoirs publics pour rendre à la ville son crédit reste digne d'éloges. L'optimisme aidant, on parlait même en 1927, d'une réduction du taux de l'impôt... mais encore une fois les événements vinrent bouleverser ces plans et compromettre l'équilibre financier de notre grande cité horlogère.

La Chaux-de-Fonds devait aborder, avec 1929, une des périodes les plus tragiques de son histoire administrative. Elle s'annonça par une crise financière à New-York, crise déclenchée par la chute vertigineuse des cours à la Bourse de Wall-Street. D'Amérique, cette catastrophe se propagea en Europe avec la vitesse d'un cyclone, déracinant le Kreditanstalt de Vienne et la Danatbank en Allemagne. Les affaires se bloquèrent avec une précision mathématique, les faillites creusèrent des brèches irréparables dans la structure économique des pays industriels ; le chômage et la misère s'installèrent dans les foyers des ouvriers. Dans de telles conditions, notre industrie de luxe devait être atteinte une des premières. Son effondrement porta le nombre des chômeurs à 3,293 au début de janvier 1933 ; l'exercice de la même année bouclait par un déficit de 3,5 millions.

Que fit l'autorité administrative pour combattre le chômage et protéger les finances de la cité contre les effets de cette nouvelle crise économique ?

Pour combler les énormes trous occasionnés par les dépenses extraordinaires de crise et en particulier par le subventionne-

ment des caisses de chômage ¹⁾ et les chantiers de travail ²⁾, il n'y avait qu'un seul moyen : l'emprunt ³⁾. La Commune émit successivement un emprunt de 12 millions à 4 % en 1931 et un autre de 3 millions au même taux en 1933. La même année, la Banque cantonale neuchâteloise lui accordait une avance d'un million et demi. Et enfin, la Confédération voulut bien entendre les appels des autorités et consentit à notre ville deux prêts, l'un de 4,9 millions et l'autre de 5,6 millions. Ces prêts étaient très intéressants, puisqu'ils étaient faits à un taux très bas de 2 %.

Examinons d'un peu plus près ces dépenses de crise (subventionnement des caisses de chômage, participation aux allocations de crise, chantiers, frais d'administration, etc.) d'une part, et d'autre part les recettes totales de la Commune pendant la période qui s'étend de 1930 à 1941.

Date	Depenses chômage	Recettes totales
1930	600,000 fr.	7,000,000 fr.
1931	1,650,000 fr.	6,700,000 fr.
1932	2,900,000 fr.	7,000,000 fr.
1933	2,200,000 fr.	6,700,000 fr.
1934	2,100,000 fr.	7,000,000 fr.
1935	1,900,000 fr.	6,400,000 fr.
1936	1,500,000 fr.	6,500,000 fr.
1937	1,100,000 fr.	6,900,000 fr.
1938	1,300,000 fr.	7,100,000 fr.
1939	1,500,000 fr.	7,000,000 fr.
1940	1,000,000 fr.	7,200,000 fr.
1941	600,000 fr.	7,300,000 fr.

Le tableau ci-dessus indique plus clairement que des paroles la pénible situation que traversa notre cité pendant ces années de chômage.

De 1930 à 1932, le chômage s'étend comme une tache d'huile et secoue cruellement les finances communales, tandis que pendant la même période, les recettes ont tendance à fléchir. La courbe, que l'on peut tracer d'après les données ci-dessus, fixe l'intensité du déséquilibre financier que les autorités s'acharnaient à réduire.

¹⁾ Voir page 98.

²⁾ Voir page 112.

³⁾ Quant aux économies réalisées alors, voir par exemple pages 334 et suivantes, 350, 379, 381.

La période suivante est caractérisée par une diminution du chômage. Comment expliquer cette régression du chômage, alors que les recettes glissent vers un minimum ? Cela tient tout simplement aux efforts soutenus des autorités pour acclimater dans notre ville des industries nouvelles. On se rendait compte, à ce moment-là déjà, qu'une grande ville qui ne possède qu'une seule industrie, et encore une industrie de luxe, est infailliblement entraînée dans les remous d'une dépression économique. Nous pouvons citer en particulier l'installation en notre ville d'une succursales des grandes usines hollandaises « Philips », qui épargne le chômage à une centaine d'ouvriers.

La poussée de chômage qui marque les années 1937-1939 est due, non plus à la crise de 1929-1930, mais à des événements douloureux, desquels sortira une nouvelle guerre mondiale.

La crise qui étreignait notre cité depuis quelques années se compliqua encore d'une crise de trésorerie. En effet, la Banque Cantonale refusait d'ouvrir de nouveaux crédits à La Chaux-de-Fonds. Comme des mesures urgentes s'imposaient, les pouvoirs publics soumirent, par une lettre du 18 décembre 1935, des propositions d'assainissement au Conseil d'Etat. En résumé, ce plan de redressement financier comportait un abaissement du taux de l'intérêt de 4 % à 3 %. Si cette mesure était accordée, elle permettait de réaliser, selon les prévisions, une économie de 350,000 fr. Une autre de ces propositions prévoyait la suspension des amortissements pour une certaine durée, ce qui allégerait la trésorerie communale de quelque 900,000 fr.

Le 31 mars 1936, le Grand Conseil votait une loi instituant une procédure de sursis et d'allègement en faveur des communes obérées. Dès lors, les événements vont se précipiter. Le 7 avril de la même année, la Commune, se fondant sur l'article premier de la loi du 31 mars qui s'exprime en ces termes :

Si en raison de difficultés économiques extraordinaires, une commune se trouve dans l'impossibilité d'assurer à l'échéance le paiement des intérêts, le remboursement ou l'amortissement du capital de ses emprunts par obligations, elle peut obtenir de la Chambre des poursuites du Tribunal cantonal l'autorisation d'y surseoir pendant un an. Ce sursis ne peut être prolongé.

adressait une lettre au Tribunal du chef-lieu, par laquelle elle demandait à être mise au bénéfice de la nouvelle législation cantonale. Un document, joint à la lettre, établissait d'une manière irréfutable que l'instabilité des finances de La Chaux-

de-Fonds avait pour cause unique le chômage. Des chiffres à l'appui prouvaient qu'en l'espace de six ans les dépenses de crise avaient englouti 12 millions, et que dans ce même intervalle la situation de la Commune s'était aggravée de 11 millions 200,000 francs.

Par conséquent, il existait une certitude que la Commune aurait eu des finances saines sans la dépression économique qui suivit la crise de 1929.

Le 27 mai 1936, la Chambre des poursuites du Tribunal cantonal rendait une ordonnance par laquelle elle

autorise la Commune de La Chaux-de-Fonds à surseoir, pendant un an, au paiement des intérêts, au remboursement et à l'amortissement de ses emprunts par obligations.

En d'autres termes, cela signifiait que pendant la durée du sursis aucune poursuite ne pourrait être exercée contre la Commune par les obligataires, pour obtenir les paiements prorogés. Ce sursis était accordé pour un an. Au bout de l'année, le Tribunal cantonal devait ordonner ou refuser les mesures d'allégement. Mais au cours de cette année beaucoup d'événements imprévisibles se succédèrent...

Tout d'abord, un recours fut adressé au Conseil fédéral par les obligataires qui n'admettaient pas qu'une commune pût obtenir un sursis comme un simple particulier et se mette au bénéfice d'un moratoire comme un Etat. Le Tribunal fédéral, chargé de statuer, confirma purement et simplement le sursis. On pouvait respirer et se croire à l'abri, du moins provisoirement, lorsque intervint l'arrêté du Conseil fédéral du 24 novembre 1936. Cet arrêté, « tendant à protéger les droits des créanciers d'emprunts publics émis par des corporations de droit public », réduisit à néant la procédure engagée dans le but de raffermir les finances de la cité, puisqu'il abrogeait « toutes les dispositions cantonales contraires » et le jugement du Tribunal fédéral. Mais certaines subtilités juridiques jouèrent en notre faveur et le Conseil fédéral dut admettre, par un nouvel arrêté promulgué le 26 février 1937, que les procédures engagées avant le 24 novembre 1936, et qui avaient déjà fait l'objet de décisions obligatoires, restaient régies par le droit en vigueur à cette époque. Autrement dit, le Tribunal cantonal redevenait l'autorité compétente en matière d'allégement financier.

Le Tribunal cantonal se réunit le vendredi 14 mai 1937, à 9 h. 30, au Château de Neuchâtel, pour statuer sur la demande d'allégement présentée par la Commune de La Chaux-de-Fonds. Après longue délibération, il rendit le jugement dont la teneur est la suivante ; il

1. Accorde à la Commune de La Chaux-de-Fonds la suspension des amortissements contractuels de ses emprunts par obligations, pendant dix années.
2. Proroge de dix années également les échéances de ses emprunts, y compris celle de l'emprunt de 1926, venu à échéance pendant la durée du sursis.
3. Dit que les plans d'amortissements demeurent inchangés en ce sens qu'ils reprendront vigueur en leur état actuel à l'expiration du délai de dix années.
4. Réduit de 50 % l'intérêt des emprunts par obligations échus pendant les années 1936 et 1937.
5. Réduit cet intérêt de 20 % pour les années 1938 à 1945.
6. Dit que cette réduction se fera par imputation sur chaque coupon échu, les échéances demeurent inchangées.

Le jugement du tribunal différait très sensiblement des propositions faites par la Commune de La Chaux-de-Fonds. Il parut dur tant aux autorités qu'à la population tout entière. Pourtant, sans se laisser décourager inutilement, la cité reprit encore une fois les rênes usées de ses finances dans l'espoir de surmonter victorieusement les obstacles que le sort se plaisait à semer sur la route de l'équilibre financier.

En 1938, et pour la deuxième fois depuis 1914, les comptes bouclaient par un léger boni, alors que tous les exercices précédents s'étaient soldés par d'inquiétants déficits. Ce premier résultat était encourageant et aurait permis d'envisager l'avenir avec confiance, si des événements d'une extrême gravité ne s'étaient pas déroulés en Europe depuis le mois de mars 1938. Dès ce moment, on sentait rôder la guerre autour de notre petit pays. Le souvenir des difficultés qui avaient surchargé notre administration pendant la Grande Guerre laissait prévoir pour l'avenir des temps difficiles pour notre cité. La nouvelle guerre mondiale éclata brusquement en septembre 1939. Il fallut créer de nouveaux services et organiser le contrôle des prix et du ravitaillement, les secours aux familles de mobilisés, diriger la main-d'œuvre inoccupée, etc.

On appréhendait surtout de voir une nouvelle crise économique continuer les cruels ravages de celle de 1929 à un moment où notre cité était en pleine convalescence financière. Pour une fois, ces craintes se dissipèrent, grâce aux précautions qui

avaient été prises assez tôt, par les autorités et par les industriels, pour annihiler les effets de la dépression qui se dessinait. Des industries nouvelles¹⁾ et des industries de guerre se développèrent dans nos Montagnes, épargnant à la population laborieuse les affres de la misère. L'activité industrielle devint intéressante et eut des répercussions heureuses sur les finances de la ville. Une amélioration des recettes en 1942 permit de commencer l'amortissement régulier des prêts fédéraux de 1933 et de 1935.

Ce résultat est flatteur, surtout si l'on songe que la Commune a dû faire face, depuis le début de la guerre, à des dépenses annuelles extra-budgétaires de 200,000 fr. en moyenne. Dans ces dépenses rentrent les frais de mobilisation, le remplacement du personnel enseignant, la création de cantonnements militaires, la participation de la Commune à la Caisse de compensation.

La fin de cette terrible guerre, qui a bouleversé de fond en comble l'économie mondiale, qui a compromis l'équilibre financier de demain, risque de paralyser encore une fois les échanges internationaux. Pour ne pas se laisser dépasser par les événements, le Conseil communal a préparé des plans de travaux d'utilité publique, d'amélioration foncière et d'aide à l'agriculture. Les enseignements du passé servent de leçon aux générations montantes.

A la veille de célébrer ces cinquante années d'activité de notre ruche, nous sommes heureux des résultats obtenus, il est vrai, au prix de louables efforts et quelquefois aussi de sacrifices tangibles de la part des cercles dirigeants et de la population. Ils sont dus pour une grande part à l'entente qui règne depuis de nombreuses années au sein des autorités communales et à l'esprit de solidarité qui les unit. En mettant l'intérêt général au-dessus de l'esprit de partis, elles ont pu travailler au développement de la cité, même dans les périodes les plus troublées de son histoire, et conduire d'une main ferme la barque administrative à travers les écueils redoutables de l'économie publique et de l'équilibre financier.

André Stalder.

¹⁾ Voir pages 101 et suivantes.



La Chaux-de-Fonds, rue du Nord 110 en 1864.

6. L'office du travail

L'Office du travail a été ouvert après la crise de 1921-1922 ¹⁾ pour se conformer, par la suite, à l'arrêté cantonal du 22 janvier 1925 concernant le service public de placement. Il ne représentait donc à ce moment-là qu'un service de placement occupant un chef et une employée.

Ce n'est qu'à partir du 1^{er} avril 1927, au moment où est entrée en vigueur la loi cantonale neuchâteloise sur l'assurance chômage obligatoire que l'office s'est développé puisqu'il devait également s'occuper de toutes les personnes assurées, les contrôler si elles se trouvaient sans travail et représenter en notre ville la Caisse cantonale neuchâteloise d'assurance contre le chômage tout en encaissant les prestations patronales destinées au fonds cantonal. Le service des apprentissages ainsi que la protection des ouvrières étaient également rattachés à l'Office du travail.

Malheureusement, dès fin 1929, la crise est intervenue. Le nombre des chômeurs a augmenté dans de très sensibles proportions puisque, de 385 qu'il était en février 1925, il passait à 6,450 (totaux et partiels) en janvier 1933. Il est en très forte régression depuis 1937, et, à fin septembre 1943, il représentait 85 chômeurs totaux et 58 partiels. Il fallut obvier aux anciennes prescriptions fédérales, étant donné qu'un chômeur avait droit à 180 indemnités de chômage dans l'espace de trois ans. Or, dès le moment où il épuisait ses 90 indemnités statutaires annuelles, il était privé de secours. Il faut ajouter aux assurés sans travail les petits patrons et les jeunes ouvriers sortant d'apprentissage privés d'ouvrage.

Aussi le Conseil fédéral, dans un message daté du 27 novembre 1931, dut-il se résoudre, sur l'insistance des pouvoirs publics communaux et cantonaux neuchâtelois et devant l'ampleur que prenait la crise, à demander à l'Assemblée fédérale d'autoriser l'institution de mesures extraordinaires pour secourir les sans-travail dont le nombre ne cessait d'augmenter.

¹⁾ Voir dans le chapitre consacré aux finances communales (pages 88-89) les données relatives à cette crise et à la création de l'Office du chômage.

La principale de ces mesures, qui entra en vigueur le 1^{er} mars 1932, fut la prolongation des secours sous forme d'allocations dites de crise. Elles étaient destinées à indemniser les chômeurs dès la fin des indemnités statutaires des caisses.

Alors que le Conseil fédéral estimait dans le message cité « qu'il est pour le moins possible que cette crise persiste encore en 1932 », ce n'est qu'à partir de l'année 1937 qu'on enregistra une diminution appréciable du chômage.

Quelques chiffres, bien mieux que des phrases, illustreront la détresse dans laquelle se trouvaient les ouvriers de notre ville. Les seules allocations de crise versées en 1932 ont atteint 2 millions 895,000 francs.

En 1933, fr. 3,650,000.—	En 1937, fr. 1,792,000.—
» 1934, » 3,816,000.—	» 1938, » 1,750,000.—
» 1935, » 3,621,000.—	» 1939, » 1,708,000.—
» 1936, » 3,237,000.—	» 1940, » 830,000.—

Sur les montants ci-dessus, la Commune de La Chaux-de-Fonds supportait 4 millions 690,000 francs.

Le montant de l'allocation journalière était d'autant plus élevé que le chômeur avait plus de personnes à sa charge, ce qui est naturel. Néanmoins, si nous disons qu'une personne vivant seule recevait 4 fr. par jour ouvrable, un ménage de deux personnes 6 fr., un ménage de trois personnes 7 fr., un ménage de quatre personnes 7 fr. 50, et ainsi de suite à raison de 50 ct. par personne en sus, on comprend que la situation du monde ouvrier de la « Ruche », jadis bourdonnante d'activité, devenait avec les années de plus en plus tragique.

C'est pourquoi les pouvoirs publics durent entreprendre différentes actions de secours ¹⁾ telles que : secours d'automne, secours d'hiver, action de vêtements à prix réduits, action de fruits et légumes à prix réduits, secours aux personnes dans la gêne, combustible à prix réduits, etc.

Rappelons que de 1930 à 1942, comme subventions aux caisses d'assurance chômage, caisse de crise, chantiers, actions diverses et frais d'administration, la Commune a dû prendre à sa charge la somme de 16 millions 975,562 fr. 81.

¹⁾ Voir aussi pages 609 et suivantes.

Quant aux montants alloués par les diverses caisses de chômage, ils variaient selon la caisse, la cotisation payée et les charges de famille. Dès 1943, une nouvelle loi fédérale règle toutes ces questions, toutes les caisses payant la même indemnité.

La diminution des chômeurs est due au versement de plus de 500 sans-travail à l'Aide aux chômeurs âgés ; depuis la guerre, le service militaire volontaire ainsi que les hommes assignés, après une quinzaine de secours, dans les Détachements de travailleurs militaires ou Compagnies de surveillance, ont aussi fait diminuer le nombre de chômeurs. Au surplus, toutes les industries, y compris celle de guerre, marchent à plein rendement et dans certains cas la main-d'œuvre est difficile à trouver. Il faut ajouter aux possibilités de travail les différents chantiers d'intérêt national, défrichements, améliorations foncières, tourbières, assignation de la main-d'œuvre à l'agriculture.

Au point de vue placement, la situation se présente ainsi qu'il suit de 1925 à fin 1942 : Demandes d'emplois : 36,773, chiffre le plus élevé en 1933, à 1,675, chiffre le plus bas en 1942. Offres d'emplois : 3,504, chiffre le plus élevé en 1931, et 387 en 1936, soit le chiffre le plus bas. Placements effectués : 3,143, chiffre le plus haut en 1931, et 347, chiffre le plus bas en 1936. Si, comme cela existe dans certains cantons, les employeurs avaient l'obligation de signaler aux Offices communaux du travail les emplois vacants, les chiffres ci-dessus seraient plus élevés.

La guerre a amené de nouvelles attributions à nos services, telles que le Bureau des allocations pour perte de gain et de salaire, les congés militaires, les entreprises vitales, l'affectation de la main-d'œuvre en temps de guerre et diverses autres actions.

Quant à notre service des apprentissages, protection des ouvrières et orientation professionnelle, il déploie une certaine activité, l'orientation professionnelle en particulier. En effet, il y a dix-huit ans que furent organisés, en notre ville, les premiers examens d'orientation professionnelle et l'on peut compter dix ans d'activité de cette discipline spéciale ajoutée à la surveillance vigilante des apprentis.

Durant ces dix ans, nous avons orienté 2,500 jeunes filles et jeunes gens, placé 2,000 enfants en apprentissage ou à la campagne, conseillé 4,500 parents.

Nous avons constaté que, de plus en plus, écoles, parents et chefs d'entreprises faisaient appel à notre office. Ce dernier est donc devenu leur véritable appui moral. Notre règle d'action peut se résumer ainsi : centralisation des offres et demandes d'emplois pour apprentis, objectif à ce jour pleinement réalisé. Les marques de satisfaction enregistrées tant de la part des maîtres d'apprentissage que des parents, représentent pour nous la preuve tangible du succès de notre méthode, basée sur une saine orientation professionnelle, rationnellement appliquée, et comprenant trois phases :

- a) Phase de la préorientation,
- b) Phase de l'orientation professionnelle proprement dite,
- c) Phase de réalisation et placement en apprentissage.

Après dix ans d'efforts, de pourparlers, notre ville se trouve désormais dotée de deux salles d'expérimentation avec l'appareillage nécessaire et d'un bureau dont le service s'étend à toutes les branches de la législation sur la formation professionnelle, documentation sur les métiers, écoles de tous genres, bourses d'apprentissage, ateliers de loisirs, surveillance et tutelle de jeunes délinquants avec collaboration entre les différentes écoles de la ville et les organisations professionnelles patronales et ouvrières. Ce bureau s'occupe également de la protection des ouvrières, de visiter plus de 400 établissements, de surveiller l'application des lois fédérales sur le repos hebdomadaire sur l'âge minimum des travailleurs et sur l'emploi des jeunes gens et des femmes dans les arts et métiers.

Indépendamment d'un Service social féminin, nous bénéficions aussi d'un Service d'enquêtes à la disposition de tous les services communaux. Des enquêtes sont faites pour autorisations de séjour, congés militaires, nouveaux chômeurs, aide aux chômeurs dans la gêne, chômeurs âgés, assistance et secours militaires, Caisse de compensation, naturalisations, ainsi que pour les autorités fédérales, soit : Département fédéral de l'économie publique, Office de guerre pour l'alimentation, Département fédéral de justice. Le contrôle du travail à domicile s'effectue selon les prescriptions en vigueur, et des enquêtes diverses sont faites encore pour : admissions, prestations, activité, recours, salaires, situations de famille, motifs de renvoi, revenus d'immeubles, femmes mariées, etc.

En résumé, l'Office actuel est divisé de la façon suivante : un administrateur auquel sont subordonnés un secrétariat, une Section de placement s'occupant de toutes les questions de placement, affectation de main-d'œuvre, entreprises vitales, contrôle des chômeurs, etc. ; une Section de chômage groupant tout ce qui touche à l'assurance chômage, aide aux chômeurs âgés et dans la gêne, ainsi qu'à la Caisse de compensation ; une section des apprentissages, orientation professionnelle et protection des ouvrières ; une Section des enquêtes et un Service social féminin. Selon les nécessités, nos différents services occupent de vingt à quarante fonctionnaires et surnuméraires.

E. Tardy.

7. Les industries nouvelles

Si l'horlogerie a été l'élément primordial de la prospérité de notre cité et le moteur de son développement dans tous les domaines, elle présente par contre un terrible revers. Industrie de luxe, elle est extrêmement sensible aux événements les plus divers de la vie économique et politique du monde. Qu'un conflit ou seulement sa menace surgisse où que ce soit, elle en accuse immédiatement le coup. Aussi les ères ascensionnelles de grande prospérité ont-elles de tout temps été coupées de noires périodes de marasme et de chômage.

Depuis quelque cinquante ans toutefois, ces passes néfastes se sont multipliées et allongées ; leur réapparition à un rythme de plus en plus rapide a fini par miner les assises même de notre structure économique. De 1913 à nos jours, La Chaux-de-Fonds a subi trois grandes crises, dont la dernière en date, celle de 1930 à 1937, a été de loin la plus grave et la plus profonde. Notre ville a alors côtoyé la ruine¹⁾. Les répercussions sont connues de chacun : ébranlement des finances publiques par suite de l'augmentation massive de la dette et du recul de rendement fiscal, diminution catastrophique du capital industriel, stagnation de l'industrie du bâtiment, dévalorisation des immeubles, disparition de l'épargne, émigration en masse de notre population, surtout de nos jeunes, démoralisation des gens con-

¹⁾ Voir pages 90 et suivantes.

damnés à l'oisiveté. Quelques chiffres souligneront la gravité de la situation :

Finances publiques :

Finances publiques :		1930	1937	aggravation
Dettes consolidées . . .	Fr.	30,176,000.—	31,936,000.—	1,760,000.—
Dettes flottantes . . .	»	6,756,000.—	15,580,000.—	8,824,000.—
Total . . .	Fr.	36,932,000.—	47,516,000.—	10,584,000.—

Fortune publique :

Fortune publique :		1929	1937	diminution
Fortune taxée . . .	Fr.	198,476,000.—	165,925,000.—	32,551,000.—
Ressources taxées . . .	»	57,345,000.—	37,343,000.—	20,002,000.—
Rendement fiscal . . .	»	2,580,000.—	1,864,000.—	716,000.—

Dépenses en secours de chômage :

Dépenses en secours de chômage :		1930-1937
Total	Fr.	50,562,000.—
Dont à charge exclusive de La Chaux-de-Fonds	»	13,278,000.—

Population :

Population :	1913	1930	1937
Habitants	38,648	36,349	31,191
Diminution en 1937 par rapport à 1930 : 5,158 habitants			

A côté du chômage conjoncturel se résorbant totalement à la venue d'une nouvelle ère de prospérité industrielle, il existe un chômage technologique dont la menace est grandissante et qui est, lui, définitif. Les statistiques nous permettent en effet de constater que s'il a fallu, dans toute la Suisse, le travail de 49,000 ouvriers horlogers pour produire 21 millions de montres en 1929, une production supérieure de 24 millions de montres a été effectuée en 1939 avec 39,000 ouvriers seulement. Ainsi donc 10,000 ouvriers de moins pour une production encore accrue. Les raisons de cet état de choses sont à rechercher dans le perfectionnement toujours plus poussé de la fabrication, dans la rationalisation et la mécanisation des moyens de production. La quote-part de La Chaux-de-Fonds seule, dans le dernier chiffre cité, peut être estimée à 2,000 ouvriers environ.

Où trouver le remède efficace à une telle situation ?

En 1933, c'est-à-dire à l'époque où la crise était en plein développement, quelques citoyens énergiques, clairvoyants et courageux, à la tête desquels se trouvaient M. le conseiller national Dr Henri Perret, directeur général du Technicum neuchâtelois, et M. le conseiller communal Camille Brandt, directeur

des finances, lancèrent l'idée de rechercher par tous les moyens l'introduction en nos régions d'industries nouvelles. Ce mouvement reçut l'appui immédiat et total des autorités communales des Villes de La Chaux-de-Fonds et du Locle et une commission inter-ville fut créée. Ses travaux ¹⁾ aboutissaient peu après à la fondation d'un Office de recherches des industries nouvelles, qui bénéficia bientôt de l'appui du canton et plus tard de la Confédération. Bannissant d'emblée tout esprit bureaucratique, le nouvel organisme s'attela à la tâche, étudiant toutes les solutions pratiques susceptibles d'apporter un regain d'activité dans notre cité. Cette politique réaliste a porté ses fruits et notre ville a vu se fonder chez elle toute une série d'entreprises nouvelles, dont la plupart ont maintenant trouvé leur assise et qui promettent un développement intéressant dans l'après-guerre. Les articles suivants sont désormais fabriqués chez nous :

Filage et tissage de toile de crin ²⁾, appareils de radio, gants, parapluies, manteaux et costumes de dames, machines à coudre pour cordonniers, raccords de tuyaux, automates-réclames, appareils de laboratoire, bakélite, boîtes acier et métal, instruments de mesure, cartes de félicitations, balances de précision, jeux mécaniques, grils électriques, machines-outils de haute précision, réclame publicitaire, appareils à coïncidence pour régler les montres, pièces détachées pour téléscripteurs.

Ces diverses activités nouvelles donnent du travail régulier à plus de 700 personnes.

La conséquence première d'une telle réintégration d'ouvriers et ouvrières dans la production a été un soulagement bienvenu en son temps des charges des pouvoirs publics dans le paiement de secours de chômage. Il a été calculé qu'en moyenne une personne chômant totalement coûtait 5 fr. par jour à la collectivité, soit annuellement 1,500 fr. Le chiffre moyen de l'occupation ouvrière dans les industries nouvelles à La Chaux-de-Fonds, de 1935 à 1941, s'élève à environ 500 personnes des deux sexes. Il en résulte que les pouvoirs publics (Confédération, canton et commune) ont donc économisé chaque année 750,000 francs, dont 150,000 fr. pour la Commune seule, durant la période de crise.

¹⁾ Voir page 380 quelques précisions sur les origines de cette activité.

²⁾ Voir page 581.

Les salaires payés annuellement dans nos industries nouvelles dépassent 2,5 millions depuis plusieurs années déjà. Les ouvriers et ouvrières ainsi réintégrés dans le travail font profiter l'économie locale et régionale de leur gain ; ils soulagent les finances publiques en n'émargeant plus aux actions de secours d'une part, et en remplissant leur devoir de contribuables d'autre part. Mais ils ont surtout retrouvé l'équilibre moral dans une activité régulière.

Les capitaux investis accroissent la masse imposable, les entreprises nouvelles placent des commandes qui sont autant d'occasions secondaires de travail.

Estimant qu'il entraînait également dans sa tâche de maintenir et, si faire se pouvait, de contribuer à développer encore l'industrie déjà existante, l'Office neuchâtelois de recherches des industries nouvelles a toujours tenu et tient ses portes largement ouvertes aux chefs d'entreprises et en général à toutes les personnes désirant le consulter.

Il a pu, de ce fait, suggérer, conseiller, aider dans nombre de cas. Des commandes, importantes quelquefois, pour de nouveaux articles, ont été placées, grâce à son intervention, auprès d'industriels neuchâtelois. L'O. R. I. N. a, au surplus, agi à maintes reprises en fiduciaire, recherchant et trouvant les moyens propres à assainir des situations financières ou industrielles embarrassées.

Ses démarches ont été déterminantes en particulier pour le maintien dans le canton de plusieurs entreprises prêtes à s'en aller, et le cas peut être cité de deux petites localités pour lesquelles le départ de leur industrie eût été une véritable catastrophe.

Signalons enfin l'action parallèle et conjuguée du Technicum neuchâtelois¹⁾, des communes et de l'O. R. I. N. en vue de la réadaptation professionnelle de très nombreux chômeurs.

Les résultats déjà acquis sont modestes, mais ils sont à la mesure des difficultés que rencontre dans nos régions l'implantation de nouvelles activités. La situation excentrique du canton par rapport à la Suisse, l'inconvénient et la cherté des communications, le climat sévère, le standard élevé de vie, le prix du courant électrique, la pénurie de locaux industriels modernes

¹⁾ Voir pages 365-66, 387, 391.

convenant à d'autres industries que celle de l'horlogerie, sont autant de facteurs majeurs entravant les nouvelles réalisations. Dans la plupart des cas, il a fallu vaincre ces difficultés et elles l'ont été.

L'appoint économique que représentent les industries nouvelles neuchâteloises déploie ses effets hors du canton également ; il a créé un mouvement d'affaires additionnel en Suisse par le placement de commandes en d'autres cantons.

La Suisse tout entière ne peut que retirer un avantage certain de la renaissance économique et industrielle de l'un de ses membres.

La Commune de La Chaux-de-Fonds a joué un rôle résolument et audacieusement actif dans la tâche de reconstruction économique. Des crédits importants ont été votés pour fournir l'aide financière indispensable, mais temporaire, à l'implantation des nouvelles industries. Ces crédits sont gérés avec une extrême prudence.

L'œuvre est bien commencée, l'expérience tentée a réussi ; il s'agit de persévérer dans la bonne voie et le Gouvernement neuchâtelois, qui a toujours appuyé avec efficacité les efforts des Montagnes, a consacré le caractère d'utilité publique de l'institution créée en 1933 en proposant récemment à notre Parlement cantonal un élargissement à l'échelle du canton des tâches, régionales jusqu'ici, de l'O. R. I. N. Le Grand Conseil, en mai 1943, a approuvé le projet, et l'O. R. I. N. vient d'être transformé en un Office économique cantonal neuchâtelois. Le nouvel organisme connaîtra désormais de tous les problèmes économiques du canton dans son ensemble.

J. Kocher.

8. L'assistance publique

L'assistance publique a pris naissance, en fait, en 1881 par une transformation essentielle de l'organisation communale et par l'introduction de la loi du 23 mars 1889. Elle succédait ainsi à la Chambre de charité, institution d'inspiration privée.

Cette loi, qui porte le titre de Loi sur l'assistance publique et la protection de l'enfance malheureuse, était à l'époque, comme de nos jours encore, une loi d'inspiration à caractère nettement social à l'égard de l'individu. On pourrait aussi bien

l'appeler loi de prévoyance sociale et de l'assistance publique, tant les éléments de prévoyance y sont marqués.

On y remarque les particularités suivantes : L'assistance est faite par le lieu de domicile sans égard à l'origine, en ce qui concerne les Neuchâtelois. Les enfants pauvres, les orphelins, les abandonnés, ceux qui pour des raisons d'âge, de maladie ou d'infirmité ne peuvent pas travailler, sont protégés, et les communes ont l'obligation morale de les aider. Une attention toute particulière a été vouée à la question des tutelles, car les communes ont l'obligation de réclamer la garde des enfants moralement abandonnés, dans tous les cas où l'incapacité d'éduquer est constatée chez les parents. Les enfants dont l'assistance publique a la garde doivent être mis en apprentissage et préparés à des carrières conformes à leurs goûts et à leurs aptitudes. Enfin, la loi oblige les communes à accorder l'assistance aux indigents de passage. Elle défend formellement de placer des enfants ou adultes contre une pension fixée au rabais ou à l'enchère. De même, elle interdit à tout fonctionnaire public de délivrer des certificats d'indigence destinés ou pouvant servir à quêter ou à mendier.

Les autorités chauds-de-fonnières se sont de tout temps nettement inspirées de l'esprit du législateur et ont voué une attention particulière à ce problème social.

Les années passent, l'assistance publique accomplit sa tâche consciencieusement, ses charges augmentent d'année en année, témoignant ainsi que toutes les mesures de prévoyance sociale sont prises pour assurer une existence normale à ceux qui doivent avoir recours à l'assistance publique.

Puis vint le Code civil suisse, adopté par les Chambres fédérales le 10 décembre 1907 pour entrer en vigueur le 1^{er} janvier 1912. Le Conseil d'Etat, par une loi d'introduction du 22 mars 1910, met nos lois cantonales en harmonie avec le nouveau code. Il fixe notamment les compétences des juges et des autorités administratives.

L'unification en Suisse du droit civil était commandée par les exigences mêmes de la vie chez nous et l'on doit admettre qu'il est adapté à notre mentalité, qu'il a rendu et qu'il rend de précieux services à tous ceux qui s'occupent de l'assistance.

Pour être complet, citons encore la loi du 1^{er} février 1907 qui régularise la situation des personnes hospitalisées dans des

hospices pour incurables ou dans les asiles de vieillards, au triple point de vue de l'exercice des droits civiques, de la gratuité des inhumations et de l'imposition. Le domicile reste celui que l'intéressé habitait au moment de son placement.

Avec les années tragiques vécues lors de la guerre de 1914-1918, l'assistance est mise à contribution comme jamais encore. Les années d'après guerre ne sont pas les moindres non plus quant aux charges toujours plus grandes créées par les besoins d'une population laborieuse certes, mais privée de travail par des années de longue et dure crise.

On ne sort pas encore de cette période de crise intense que le nouveau drame de 1939 met l'Europe à feu et à sang. C'est alors la ruée dans nos services complètement désorganisés par la mobilisation générale. Les dépenses enflent démesurément. Il faut faire face au plus pressé, organiser la distribution des secours aux familles des militaires. Un bureau spécial est créé pour ce service qui s'installe à l'ancien collège de l'Abeille. Il note plus de 1,500 inscriptions au début de septembre 1939. Cette question des secours militaires est heureusement résolue en février 1940 par l'introduction des caisses de compensation, la plus belle institution fondée en faveur des soldats. Ceux-ci n'ont plus à justifier leur état d'indigence pour avoir droit à une indemnité destinée à l'entretien de leur famille pendant leur absence au service du pays.

Les quelques chiffres que nous publions ci-après illustreront mieux que tous les textes, l'évolution des services de l'assistance de 1894 à nos jours.

Années	Dépenses	Recettes	Net à charge de la commune	Nombre d'assistés permanents
1894	62,671.20	22,179.35	40,491.85	202
1900	112,707.20	35,797.45	76,909.75	492
1910	212,313.65	93,066.80	119,246.85	507
1914	274,458.88	103,745.60	170,709.20	848
1918	636,338.20	235,424.20	400,914.60	836
1920	814,267.20	225,406.25	588,860.95	779
1925	580,767.74	285,453.40	295,314.34	?
1930	599,399.25	272,453.—	326,886.25	?
1935	792,467.01	505,256.81	287,210.20	?
1939	793,738.13	467,603.—	326,135.13	1,390
1940	687,516.94	469,234.60	218,281.34	1,196
1942	732,978.41	405,973.82	327,004.59	1,117

Les charges de l'Assistance publique atteignent un total de 21,600,000 fr. durant les années 1893 à 1942. Les chiffres ci-dessus ne donnent que les sommes dépensées par la commune, sans tenir compte des montants accordés par d'autres cantons à leurs ressortissants domiciliés en notre ville.

R. Werner.

9. Les Travaux publics

La Commune actuelle qui, en 1888, succéda à la Municipalité eut comme tâche principale de développer ses différents services publics. Parmi ceux-ci il convient d'éclairer le rôle joué par les T. P. au cours de ces cinquante dernières années. Les différents problèmes soulevés lors de l'aménagement de la ville réclamaient impérieusement le développement de ce service public. Sous un nom général, presque anonyme, il renferme de nombreuses cellules, dont les plus importantes sont le Service des bâtiments et le Service de la voirie. Si, à première vue, ils semblent totalement indépendants, ils sont pourtant régis par les mêmes lois de cette science moderne : l'urbanisme.

1. Personnel - Outillage - Budgets

Notre service des T. P. connu jusqu'en 1918 une évolution assez lente. Les exigences de la vie moderne, le développement des voies de communication, l'accroissement du trafic, l'application du béton armé aux constructions, le perfectionnement des outillages sont les véritables promoteurs de l'évolution de ce service public. Il fallut augmenter les cadres techniques, remplacer les manœuvres et les indigents par des ouvriers qualifiés, acquérir un outillage moderne et coûteux, adopter de nouveaux procédés de travail rationnels répondant aux exigences d'une grande ville. En 1932, après une réorganisation qui s'imposait, le rendement des T. P. s'harmonisa avec les dépenses qu'ils occasionnaient. Les tableaux suivants renseignent assez exactement le lecteur :

Personnel des T. P. :

	1894-1918	1918-1931	1931-1944
Administratif . . .	1	2 (3)	2
Technique . . .	4	7 (9)	6
Ouvriers . . .	9	65 (71)	58
Surnuméraires . .	assistés	chômeurs	chômeurs

Outillage :

	1894-1918	1918-1931	1931-1944
Inventaire d'immeubles	Fr. 40,000.—	105,000.—	250,000.—
» d'outillage	» 70,000.—	430,000.—	470,000.—

Comptes budgets moyens :

	1900	1910	1920	1930	1940
Administr., direct. tech. . . .	18,000	25,000	83,000	86,000	60,000
Entr. édifices publ. et collèges	28,000	41,000	90,000	156,000	105,000
Nettoyages, neige, gadoues . .	60,000	105,000	310,000	355,000	255,000
Entr. des chaussées	48,000	65,000	202,000	320,000	235,000
» égouts, vidange	33,000	40,000	85,000	105,000	70,000
» trottoirs, parcs, allées, cours de collèges	39,000	40,000	95,000	135,000	75,000
Eclairage public, fontaines. . .	47,000	59,000	90,000	85,000	85,000
Service de sûreté contre le feu	16,000	22,000	38,000	26,000	25,000
Frais généraux	5,000	8,000	32,000	72,000	70,000
Dépenses totales chap. 2 et 7	295,000	405,000	1,025,000	1,340,000	980,000
Recettes totales	100,000	115,000	150,000	405,000	260,000
Dépenses nettes, 2 et 7	195,000	290,000	875,000	935,000	720,000

2. Plans d'extension et constructions

La cité mutilée par le terrible incendie de 1794 fut reconstruite et aménagée suivant un plan orthogonal, la rue Léopold-Robert dessinant la colonne vertébrale de la nouvelle Chaux-de-Fonds. Aux massifs fermés et anémiques on préfère déjà les constructions en lignes convenablement espacées, séparées par des rues larges d'une quinzaine de mètres environ, ornées de jardins au midi. Les plans de 1865, de 1875 et de 1898 ne font que reprendre ce même thème. En 1869, un timide projet de relier la place de l'Ouest à l'emplacement actuel du Collège de l'Abeille par une diagonale est abandonné sur le plan de 1875. Jusqu'en 1920, le versant ensoleillé du vallon se couvre d'une dizaine de rues parallèles, de 1 à 1,5 km. de longueur, distantes les unes des autres de 40 à 50 mètres et coupées à angle droit tous les 120 mètres à peu près par des rues transversales. Ce plan orthogonal clair et pratique a malheureusement été appliqué d'une façon trop rigide ; supportable encore là où nous rencontrons les maisons jumelées à deux ou trois étages et des alignements coupés de jardins et d'arbres débordant sur les trottoirs, il devient tristement monotone là où règne l'ordre de construction contigu des immeubles à quatre ou cinq étages. On n'a pas su tirer parti des accidents de terrain existants en plaçant dans les combes naturelles, au lieu de les combler, les artères de pénétration des quartiers, accompagnées de zones de

verdure, et en faisant suivre aux rues longitudinales les courbes de niveau du terrain.

Le développement prodigieux de la ville, de 1890 à 1905, période durant laquelle on édifiait de 50 à 70 constructions par année, donne naissance à un vaste plan d'extension, toujours suivant le système orthogonal, cherchant à atteindre au sud les Arêtes et les Foulets et à l'ouest la Combe à l'Ours et le Grillon. Aujourd'hui, ce plan n'a plus qu'un intérêt historique. En 1921, on essaie d'améliorer les plans d'extension au sud du quartier des Crêtets à l'occasion de l'ouverture du boulevard de la Liberté. Cependant il convient de remarquer qu'il n'y a pas lieu de procéder à l'extension de la ville de ce côté-là aussi longtemps que les possibilités de bâtir ne sont pas épuisées sur le versant ensoleillé de l'« endroit ». La revision du plan du quartier du Succès, en 1924, dote cette partie de la ville d'un système de rues en diagonales, caractérisées par des pentes plus douces. Mais on n'a pas trouvé l'accord entre ce nouveau système et celui en damier. La cité-jardin du Bois-Noir, qui respecte mieux la configuration du terrain, est une réalisation plus satisfaisante.

Les routes principales de la région convergent vers la partie de l'agglomération qui formait autrefois le village ; la circulation y est devenue malaisée, voire même insupportable. Aussi un nouveau plan a-t-il été dressé en 1930, dans le but de décongestionner ce carrefour important, avec un minimum de démolitions. Malheureusement, sa réalisation intégrale devient de plus en plus problématique ; cependant, nous croyons qu'il conservera sa valeur de plan directeur pour toutes les améliorations partielles futures dans le quartier du centre.

Après la construction du réservoir d'eau de Plaisance, suivie en 1930 de la construction d'un troisième réservoir, placé à un niveau supérieur, la construction peut se développer librement sur tout le versant nord de la ville. Pour toute cette nouvelle partie de la ville, les plans d'alignement sont à remanier. Toutefois on essaie pour le moment d'éviter un agrandissement inutile de la zone urbaine en réduisant les taxes de voirie pour les constructions nouvelles édifiées en bordure de rues existantes. La Chaux-de-Fonds présente l'exemple du développement ordonné d'une cité, certes, mais aussi d'un accroissement trop rapide. Les solutions données parfois aux problèmes d'urbanisme se ressen-

tent de cet essor prodigieux des années de fièvre et de prospérité. D'autre part, un grand nombre de travaux exécutés pendant les années de crise gardent, eux aussi, une expression indéfinissable, due surtout à l'insuffisance de moyens financiers et au manque de maturité des études. Espérons que des temps meilleurs permettront de remédier à cet état de choses.

3. Ouverture et entretien des routes

L'Administration des T. P. s'est, en général, beaucoup plus préoccupée de l'alignement des façades et des trottoirs que de la fixation des hauteurs d'entrée des immeubles. Ce problème important semble avoir été laissé à l'appréciation des constructeurs et des propriétaires. Comme l'établissement des chaussées suivait les constructions, au lieu de les précéder, les propriétaires savaient éviter de gros frais de terrassement ou de fondation en abaissant ou en surélevant simplement de quelques dizaines de centimètres la cote du niveau normal du rez-de-chaussée de leur immeuble, laissant aux T. P. le soin d'établir après coup et à grands frais une rue convenable. On comprend pourquoi certains niveaux de rues sont si mal en point qu'il a fallu les corriger.

Durant les crises horlogères du début du XX^e siècle, les chantiers de chômage ont occupé une place importante dans l'établissement des chaussées. La Chaux-de-Fonds leur doit plus d'un tiers de ses rues et la presque totalité des chemins des environs. Ces travaux n'ont pas toujours pu être étudiés minutieusement et être exécutés avec la maîtrise désirable, la main-d'œuvre qualifiée faisant défaut.

En 1904, les T. P. achètent leur premier rouleau compresseur. Jusqu'alors on s'était contenté de recharger les routes défectueuses que le temps, la circulation et l'hiver se chargeaient de tasser gratuitement¹⁾. Le pavage des rues, le plus ancien revêtement durable, mais aussi le plus cher, fut adopté chez nous déjà avant 1894. Ces mémorables pavés rouges ont signé quelques tronçons de rues. En 1874, la rue de la Balance est recouverte d'asphalte, véritable luxe pour l'époque. Plus tard, vers 1907, le goudron apparaît timidement sur les trottoirs. La nouvelle route des Eplatures consacre les premiers essais importants.

¹⁾ Voir les conséquences désastreuses pour les premiers cyclistes au début du chapitre consacré au Vélo-Club Chaux-de-Fonds (Vie de Société ; Tourisme et Sports d'hiver, N^o 10) dans le présent volume.

En 1928-1930, on essaie de faire des applications de tapis bitumeux, mais ils se révèlent onéreux et difficiles à réaliser sans un outillage spécial. Il fallut trouver un revêtement meilleur marché pour lutter efficacement et le plus rapidement possible contre ce fléau : la poussière. En 1929, les T. P. achètent une auto-goudronneuse qui allait permettre de recouvrir superficiellement les routes de goudron sur une vaste échelle.

La grande crise économique de 1930 ¹⁾ en même temps qu'elle paralyse notre industrie nationale, fait éclore de nouveaux chantiers de chômage qui nous permettent d'intensifier la réfection du revêtement de nos rues. En quatre années, 152,000 m² de rues sont remis en état et goudronnés, soit plus d'un tiers de notre réseau. Malheureusement les budgets, qui se rétrécissent en 1936 et en 1937, freinent cette heureuse action.

D'autre part le trafic hippomobile, encore important dans notre Jura, réclamait des revêtements particuliers pour les rues à déclivité dépassant 7,5 %. Le pavage de ces rues s'imposait : et l'une après l'autre, à un rythme régulier de 2,000 m² par année, elles se sont couvertes de pavés mosaïques. Enfin, ajoutons que les routes des environs n'ont pas été négligées, bien que l'épaisseur des revêtements de goudron eût dû être réduite. La situation de notre réseau routier est donc la suivante :

Etat du revêtement des chaussées en ville et aux environs

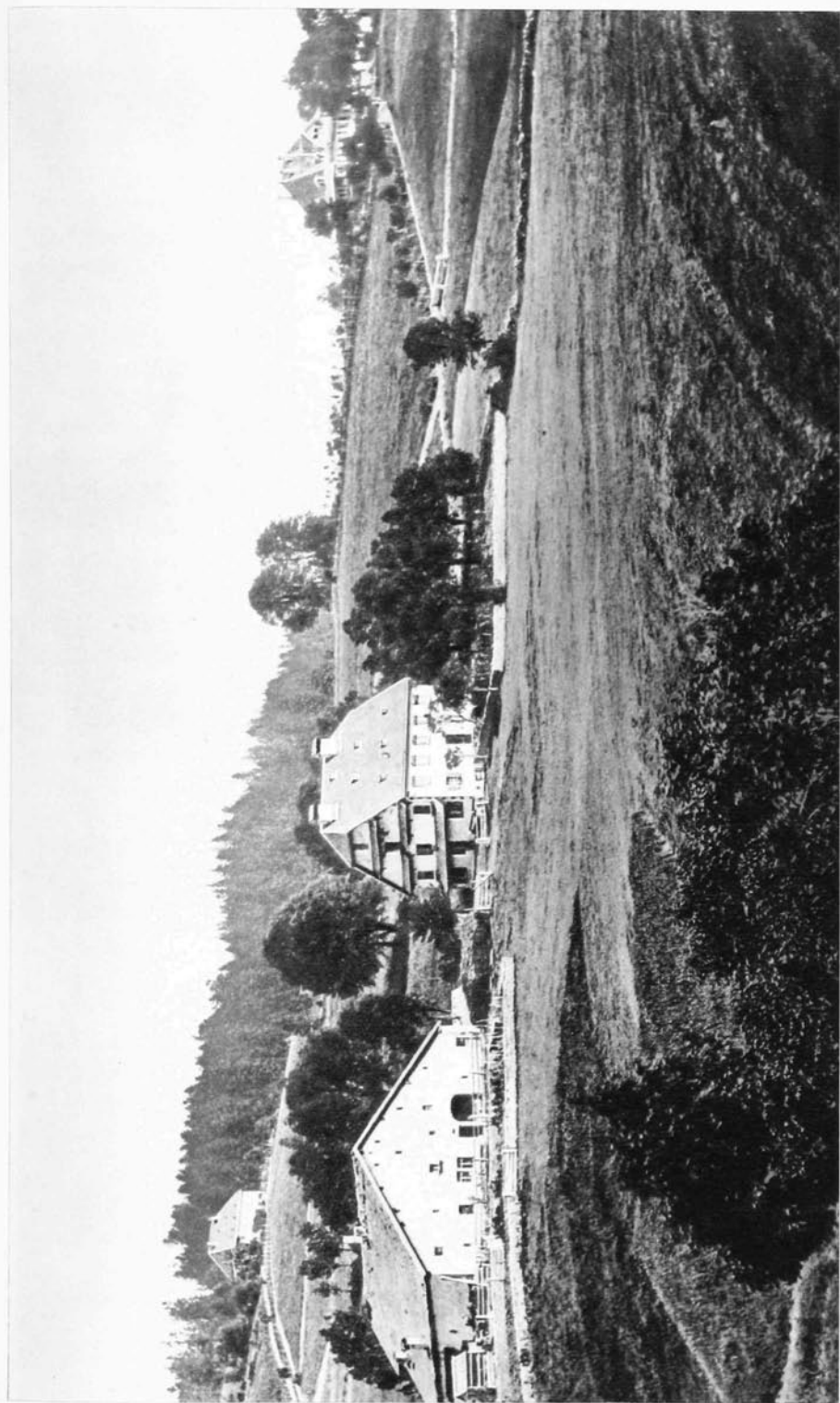
En ville (longueur : 72 km. ; largeur moyenne : 6 m. 50 en 1943) :

	Pavées	Goudronnées	Non revêtues	Total
1931	29,000	131,000	306,000	466,000
	6,2 %	28,2 %	65,6 %	100 %
1935	34,000	283,000	149,000	466,000
	7,3 %	60,7 %	32 %	100 %
1943	52,000	335,000	79,000	466,000
	11,2 %	78 %	16,8 %	100 %

Aux environs (longueur : 56 km. ; larg. moyenne : 2 m 80 en 1943) :

	Pavées	Goudronnées	Non revêtues	Total
1931	—	9,700	123,000	132,700
		7,3 %	92,7 %	100 %
1935	—	67,000	82,900	149,900
		44,6 %	55,4 %	100 %
1943	—	89,000	69,000	158,000
		56,3 %	43,7 %	100 %

¹⁾ Voir pages 90 et suivantes.



La Chaux-de-Fonds, la ferme et le petit château en 1864.

4. Le réseau d'égouts et son exutoire

L'absence de cours d'eau importants dans notre vallon donna naissance, très tôt déjà, à un système particulier de canalisations construites en maçonneries de pierres sèches du pays et recouvertes de dalles. Les égouts de la rue de l'Hôtel-de-Ville, actuellement encore en service, en sont l'exemple. Ils sont nés de l'initiative de quelques propriétaires du centre du village qui fondèrent la « Société des Canaux ». Cette société percevait des taxes pour l'usage des canalisations. Cette œuvre se continua en 1834 par la « Compagnie du Village » et quelques années plus tard elle fut remplacée par celle des « Grand et Petit Quartiers ». C'est en 1840 seulement que l'administration publique s'occupe de l'établissement et de l'entretien des égouts.

Le premier grand collecteur est celui de la rue du Collège. Ce canal circulaire, de deux mètres de diamètre, construit en béton, de 1886 à 1888, a une longueur de 2,657 mètres, depuis l'Hôtel des Postes, en passant par la rue Léopold-Robert et par la place du Marché. Pour soulager ce collecteur central, un deuxième grand collecteur, ovoïde celui-là, fut exécuté en 1895 ; il recueille les eaux usées des quartiers au nord du carrefour Paix-Balancier, de la rue Jardinière, de la place de l'Ouest, du Stand, du Versoix, et les conduit dans le premier collecteur, à son entrée dans la rue du Collège. De 1903 à 1905, après la fusion des Eplatures avec la Commune de La Chaux-de-Fonds, le grand collecteur aboutissant à la place de la Gare fut prolongé jusqu'au Temple des Eplatures. Ce système a été complété par des collecteurs secondaires de quartiers. En 1906, ce réseau atteignait déjà une longueur de 41 km. 900, et en 1930 il passait à 63 km. 500. Dès 1901, on commence à poser des siphons dans les dépotoirs de rues, dans le but de prévenir le dégagement d'odeurs désagréables. La pente de ces canaux permet une évacuation rapide et si l'on songe que les fosses d'aisances de chaque immeuble n'écoulent que le trop-plein liquide, on comprend facilement que les frais annuels de curage soient minimes. Ainsi notre ville peut se flatter d'avoir eu très tôt un système d'égouts bien proportionné.

Quant à l'exutoire de nos eaux usées, il posa dès le début un problème plus difficile à résoudre. L'ancien lit du ruisseau

de la Ronde a reçu de tout temps les eaux pluviales et ménagères de la surface urbaine de la ville. Ces eaux gagnaient le Doubs, soit en passant par des conduits souterrains naturels, appelés « emposieux », où, en périodes de fortes pluies, débordaient dans la combe des Moulins, du Valanvron et de La Ferrière, se perdaient en chemin dans d'autres emposieux ou se répandaient dans la cuvette du Cul-des-Prés qui débordait à son tour. La disparition des étangs de la Ronde, asséchés pour des raisons d'hygiène, eut pour conséquence l'obstruction en 1873 des emposieux par les boues et les matières solides, qui n'étaient plus retenues par ces grands dépotoirs. Après trois ans d'efforts vains pour désobstruer ces emposieux, on décida d'aménager un canal à ciel ouvert jusque dans la combe du Valanvron. Mais, avec le développement de la ville, les eaux chargées de matières de toutes nature augmentent de volume, les écoulements souterrains finirent par se boucher les uns après les autres et les eaux usées arrivent finalement au Cul-des-Prés même par temps sec. Les boues accumulées se répandent sur les prés bordiers à chaque orage, infestant ainsi ces combes. Cet état de choses obligea la Commune à verser chaque année des indemnités aux propriétaires lésés. Pour remédier à ces inconvénients, on conçut en 1896 un projet de 3 millions pour canaliser la Ronde jusqu'au Cul-des-Prés et assurer un écoulement régulier à ce dernier en perçant un tunnel par la combe de Biaufond. Malheureusement, ce projet ne fut pas accepté par l'Etat de Berne. Il fallut se pencher à nouveau sur le problème de la désobstruction de la combe des Moulins. Des recherches géologiques, effectuées en 1906, permirent de retrouver, entièrement bouchés, les anciens gouffres des Moulins. Des travaux pénibles de désobstruction furent menés chaque année, et en 1910 on dut se rendre à l'évidence que les emposieux absorbaient des quantités d'eau encore insuffisantes. De guerre lasse, on reprit l'idée d'un conduit souterrain artificiel, tracé sur terrain communal cette fois-ci, qui se déverserait dans le Doubs, soit par une galerie de 2 km. 400, de la combe des Moulins aux Brenetets, ou encore par une galerie de 1 km. 600 de la combe du Valanvron au Corps-de-Garde. La chute des eaux, d'une hauteur de 300 mètres environ, aurait pu être utilisée pour la production d'énergie électrique. Toutefois, vu le coût élevé de ces deux projets, on reprit les travaux de désobstruction. Enfin, en 1915, on eut la

satisfaction de voir s'écouler la totalité des eaux usées et des pluies moyennes. Lors des orages ou des pluies abondantes, les eaux usées de la ville sont suffisamment diluées pour que, sans inconvénients majeurs, le trop-plein puisse se déverser sur la combe du Valanvron. Divers essais de coloration prouvèrent en outre qu'il n'existait pas de relation entre le cours d'eau souterrain des emposieux et les sources connues de la combe.

L'installation définitive des dépotoirs et des dispositifs de curage a été réalisée en 1915-1916 et, à part quelques améliorations subsidiaires en 1932-1934, cet exutoire ne semble plus devoir causer de soucis à notre administration.

Vu les difficultés rencontrées pour assurer l'évacuation des eaux usées, il ne pouvait être question d'employer chez nous le système du « tout-à-l'égout » ; les fosses d'aisances des immeubles survécurent. La vidange, pompée par les soins d'un service spécial, était emmenée par les agriculteurs dans leurs « bosses » plus ou moins étanches. Mais ce service n'a jamais bien fonctionné, malgré de multiples efforts de la Commune pour vaincre les difficultés qui se présentaient sans cesse. Seule l'apparition du camion-citerne, en 1928, donna une solution satisfaisante à ce problème. Il assure à la fois le pompage et le transport de la vidange jusque chez l'agriculteur. Aujourd'hui, avec deux camions de 4 m³, ce service est devenu rentable et il a le mérite de rendre à l'agriculture, sous forme d'engrais, les déchets d'alimentation des citadins.

5. Nettoyage des rues et service des gadoues

Ces services, quoique indispensables, sont incontestablement les plus ingrats, puisque leur œuvre est éphémère. Les déchets ramassés s'en vont à la décharge et les beaux tas de neige accumulés fondent en eau ; il ne subsiste que le souvenir des énormes frais de nettoyage et d'enlèvement de la neige qui représentent à eux seuls les 25 à 30 % des dépenses totales des T. P.

Sans vouloir entrer dans les détails, relevons qu'en 1907 on a remplacé les tombereaux ouverts par des chars et des glisses munis de couvercles et tout récemment, en 1942, on a introduit le char à gadoues, sur roues à pneu, fabriqué en métal léger, muni d'un couvercle à glissières et à grande capacité. Après la

guerre, il faudra songer à introduire des seaux à ordures, d'un type standard, adaptés à ce nouveau char. En 1930, on étudia l'introduction du service des ordures par auto-camion, sans y donner suite. En effet, en hiver, ce service, tant en ville que sur les décharges, ne saurait s'effectuer sans chevaux.

Chose qui peut paraître curieuse aujourd'hui, les « balayures » ont été une source de revenus pour la Commune jusqu'en 1907. Le Vignoble était particulièrement friand de ces « rablons » qui lui parvenaient par chemin de fer. Malheureusement, l'apparition des scories de charbon, dus au développement constant des chauffages centraux, rendit les ordures inutilisables comme engrais. Dès lors, tous les déchets de la ville s'en vont à la décharge.

Le mode d'ouverture de nos rues et chemins en hiver est resté stationnaire jusqu'en 1927 ; on se souvient encore de ces grands triangles à quatre et même six chevaux qui rendaient nos artères principales à la circulation après chaque chute de neige importante. En 1928-1929, les premiers tracteurs-chasse-neige font leur apparition en ville. Il s'agissait de chasse-neige « Fordson », montés sur chenille. Ils faisaient bravement leur travail, enlevant jusqu'à 70-80 centimètres de neige tassée. Mais ces machines sont trop légères et trop faibles pour faire face aux masses de neige qui ont l'habitude de nous tenir compagnie durant de longs mois. Il faudra les remplacer par des engins plus puissants. Un industriel de la ville, lors d'un voyage d'affaires en Suède, nous ramena vers 1930 trois machines à fondre la neige et pendant dix ans elles nous rendirent les plus grands services. Aujourd'hui elles sont au repos, leurs chaudières étant devenues irréparables.

Dès 1932, des essais de traction des triangles par des camions des T. P. donnent immédiatement des résultats encourageants et permettent d'ouvrir à la circulation les quelque 55 km. de rues principales de la ville en une demi-journée ; la vitesse d'ouverture par camion est deux fois et demie plus grande que par traction hippomobile. Un rabot à neige nous facilite la tâche, en rabotant la couche de neige de fond que laissent les triangles. Il assure de ce fait une meilleure adhérence aux véhicules à pneus. Les T. P. de l'Etat nous ont, du reste, suivis dans cette voie. Toutefois ce système ne nous satisfait pas entièrement et après la guerre un nouveau type de

chasse-neige remplacera probablement nos triangles en bois. Il s'agit d'un chasse-neige unilatéral, en fer, s'adaptant à l'avant de tout camion « 5 tonnes », ayant une puissance d'au moins 40 CV, dispositif assez peu coûteux.

Quant aux chemins des environs, l'ouverture en a été facilitée par le fait que les agriculteurs-entrepreneurs ont l'obligation d'ouvrir des tronçons de 2 km. au plus avec les triangles que les T. P. mettent à leur disposition.

7. Parcs - Plantations - Terrains de jeu

Notre premier grand parc depuis 1889 porte le nom charmant de bois du Petit-Château. Judicieusement placé dans le creux du Haut-des-Combes, terrain qui se prêtait difficilement



Cliché Courvoisier

Le Petit-Château et le Point-du-Jour, 1885

à la construction, il présente encore l'avantage d'être situé en plein soleil et relativement proche du centre de la ville. En 1896, il accueillit ses premiers pensionnaires. Ces animaux, tout en égayant le parc, procurent d'utiles leçons de choses à nos enfants. L'entretien du parc et des bêtes est coûteux et le budget bien modeste. Heureusement que de temps en temps la commission qui s'en occupe peut faire appel à la générosité des Chaux-de-Fonniers.

La place de l'Ouest, sur laquelle il était primitivement question de construire un marché couvert, a été aménagée en place publique et dotée d'une fontaine en 1898 ; depuis 1934, elle a accueilli la statue de la Maternité, due à un sculpteur de chez nous, M. Huguenin-Dumittan ¹⁾).

Le parc de la Gare ayant subi une amputation lors de la construction de l'édifice des C. F. F., on a créé le parc des Crêtets pendant la crise de 1905-1906 ; il fut complété en 1925 par celui de la propriété Gallet qui a gardé heureusement son charme primitif et qui est mieux ensoleillé que son voisin. Il est regrettable que les terrains de la gare les séparent du gros de la ville. En 1921, la Commune achète la propriété Courvoisier-Sandoz, qui devient le parc du Musée historique. Une serre qu'on y a installée permet au jardinier communal de cultiver les fleurs qu'il emploie pour ses décorations. D'autres squares ont été créés dans les divers quartiers de la ville, mais dès leur premier aménagement on ne leur a pas voué tout le soin nécessaire.

Nos rares et belles allées datent toutes d'avant la première guerre mondiale, telles celles des Mélèzes, de Tête-de-Ran, de la rue Léopold-Robert, du Grenier. La célébration du Centenaire de Léopold Robert donna l'occasion de remanier le jardin de la Grande-Fontaine et d'orner le trottoir central de la sobre et élégante statue qui honore notre grand peintre. L'allée de la route des Eplatures reçoit ses premiers arbres en 1918, mais aujourd'hui encore, après vingt-cinq ans, elle n'est toujours pas au point.

Le Parc des Sports de la Charrière, acquis en 1911, a été agrandi et transformé en 1938. Il fut divisé en deux grandes places, dont la plus ancienne, caractérisée par sa pente naturelle, est devenue un terrain d'exercices. Quant à la nouvelle, avec ses tribunes en béton armé et entourée de gradins pour 8,000 à 10,000 personnes, elle est un terrain de sport digne de ce nom.

Le Stade communal de la Charrière est né en 1930-1932. Il est réservé à l'usage des écoles et des sociétés locales d'athlétisme.

¹⁾ Pour la date d'érection de divers monuments, voir page 503.

L'ancien étang de la Patinoire de la rue du Collège, devenu propriété communale vers 1920, a toujours fait l'objet de réclamations motivées par les odeurs désagréables qu'il répandait dans le quartier, jusqu'au moment où il fut comblé avec les matériaux provenant de l'abaissement de la rue de la Promenade. Aujourd'hui, c'est une grande place de jeu qui se transforme en patinoire en hiver et qui, en été, devrait servir de court de tennis réservé aux écoles, au lieu de rester inemployée pendant la belle saison.

*Etat des terrains de jeu, des parcs et des plantations
en 1943 :*

Stades communaux . . .	39,320 m ²	Arbres des allées . . .	1,460 pièces
des sociétés . . .	23,210 m ²	Arbres des collèges . .	270 »
Places de jeu comm. . .	8,720 m ²		
des sociétés . . .	5,500 m ²	Parcs	71,200 m ²
Places de gymnastique		Squares	9,900 m ²
des sociétés	3,500 m ²	Petites plantations . .	2,400 m ²

Nos huit grands collèges possèdent chacun une salle de gymnastique et avec celle de Beau-Site, elles totalisent 2,060 m².

Quant à la piscine tant désirée, elle brille toujours par son absence. Que d'encre n'a-t-elle pas déjà fait couler ? Néanmoins, un grand nombre d'études ont été faites. Contentons-nous de relever les plus importantes :

En 1912 déjà, un postulat à ce sujet avait été déposé.

En 1929, un concours est ouvert et le projet qui obtient le premier prix prévoyait l'établissement de la piscine entre les immeubles de la rue Léopold-Robert, Nos 73 et 109. Le devis de 1 million 800,000 fr. fut revu, simplifié et ramené à 600,000 fr. en 1934.

En 1933, un nouveau projet envisage l'aménagement d'une piscine à ciel ouvert, dans l'ancienne carrière abandonnée des Armes-Réunies, au-dessus de la clinique Montbrillant, et l'aménagement d'une plage au bord du Doubs, à la Maison-Monsieur.

En 1943, on présente à nouveau deux projets, l'un d'une piscine ouverte à l'ouest du Parc des Sports, avec épuration et chauffage de l'eau, comprenant un bassin pour les enfants, une place de jeu et une terrasse-restaurant, de même que des jardins. L'autre paraissait plus intéressant ; il s'agissait d'une piscine couverte que l'on construirait dans les locaux de l'an-

cienne Usine électrique des Eplatures. Ces locaux, grands, bien éclairés et aérés, se prêteraient très bien à cet usage. L'eau serait chauffée au moyen du courant de déchet des Services industriels et au moyen du grand boiler qui chauffe les maisons communales. La somme qu'exigerait cette réalisation serait de l'ordre de 580,000 fr. y compris les frais de construction d'un nouvel immeuble pour abriter le moteur Diesel, actuellement seule machine encore nécessaire dans le grand hall de l'usine. Ajoutons que ce ne sont pas tant les frais de premier établissement qui engagent le Conseil communal à la prudence que les frais d'exploitation de la future piscine, qui serait certainement déficitaire et grèverait de nouvelles charges le budget de la ville.

A. Stalder.

Tableau chronologique des édifices publics et acquisitions de terrain

- 1891 Collège de la Promenade. L'ancien Hôpital des contagieux devient le Collège de la Citadelle.
- 1895 Poste de police de l'Abeille. Orphelinat communal.
- 1896 La commune installe les bureaux administratifs dans le bâtiment Serre 23. Construction de l'Ecole de commerce, Marché 18, don du Contrôle fédéral des matières d'or et d'argent. Collège de la Charrière.
- 1898 Inauguration du nouvel Hôpital.
- 1899 Collège de l'Ouest. Ecole d'horlogerie et de mécanique, Progrès 40. Transformation Grenier N° 4 en Hôtel judiciaire.
- 1900 Mise en chantier du Grand-Pont et de la nouvelle Gare. Bâtiments administratifs des Services industriels.
- 1902 Vente d'une parcelle de terrain communal en vue de la construction du nouvel Hôtel des Postes (concours de projets ouvert en 1903).
- 1903 Première initiative demandant au C. G. la construction de 200 logements bon marché.
- 1904 Erection des nouveaux Abattoirs.
- 1905 La nouvelle Gare est terminée. Construction des premières maisons bon marché par la Société « Le Foyer », avec l'appui de la Commune. Exhaussement de l'Hôpital, services généraux.
- 1906 Construction de la nouvelle usine des Eplatures (Services industriels). « Le Foyer » construit les immeubles N°s 111, 115 et 117 de la rue des Crêtets.
- 1908 Crématoire (don 30,000 fr.).
- 1910 Le 1^{er} septembre, le nouvel Hôtel des Postes entre en service.
- 1912 Nouvelle Ecole de commerce. Hôpital des enfants, par un comité d'initiative qui recueillit 367,000 fr.
- 1913 Discussion d'un projet de maisons communales locatives.
- 1914 Asile des vieillards. Premières maisons communales à la rue Philippe-Henri-Matthey N°s 21, 23, 25, 27, 29 et 31.
- 1915 Maisons communales de la rue du Commerce N°s 99, 101, 103 et 105.
- 1918 Maisons communales de la rue de la République.
- 1919 Un nouveau règlement des constructions remplace celui de 1888.

- 1919 Concours de projets pour une « Cité jardin » au Bois-Noir.
- 1920 La Banque cantonale augmente le taux d'amortissement des prêts hypothécaires.
- 1921 La Commune achète la propriété Courvoisier-Sandoz, d'une valeur de 320,000 fr., pour la somme de 220,000 fr. et la transforme en parc public, y installe le Musée historique et assigne un emplacement au nouveau Musée des Beaux-Arts.
- 1922 Achat et aménagement des Tilleuls 2 en vue de l'agrandissement de l'Ecole d'horlogerie et de mécanique. Vente de parcelles de 500 à 1,000 m² de terrain communal aux « Postiers » au prix réduit de 1 fr.¹⁾.
- 1923 Premier garage des T. P. à la rue du Collège 36 (14,200 fr.). Nouveau réservoir d'eau potable de Plaisance.
- 1924 Aménagement d'un passage public sous arcades, subventionné par la Commune, lors de la restauration de la rue Neuve (N^o 14). Création de la Société immobilière d'intérêt public « S. I. I. P. » avec l'aide financière de la Commune. Elle construit 5 maisons à 5 logements aux quartiers des Postiers et des Cheminots.
- 1925 Construction du Musée des Beaux-Arts par le Contrôle fédéral (422,000 fr.). Maisons communales des rues du Tertre, Agassiz et Cernil-Antoine.
- 1928 Installation d'un nouveau système de chauffage à distance pour les maisons communales du Succès, par l'Usine des Eplatures.
- 1930 Le Musée d'Histoire naturelle est transféré du Collège industriel à l'Hôtel des Postes. Etude d'une piscine. Construction du réservoir d'eau potable pour la zone supérieure.
- 1940 Construction de 2 fabriques standard par l'O. R. I. N. (Office de recherches d'industries nouvelles).
- 1942 Don du bâtiment des Terreaux N^o 2 (M^{lle} Keiser).
- 1943 Une nouvelle crise des logements commence à sévir : 25 logements vides.

Inventaire des maisons communales en 1931 :

Estimation cadastrale : 7 millions 037,000 fr. ; coût : 7 millions 686,000 fr. ; rapport brut : 5,75 % ; dépenses totales et gérances : 6,65 % ; déficit annuel : environ 55,000 fr couverts par l'impôt sur les revenus d'immeubles et sur les loyers.

Acquisitions de terrain pour la Commune

- 1900 19,795 m² pour les nouveaux Abattoirs.
21,000 m² pour le Parc des Crêtets en remplacement de l'ancien Parc de la Gare.
- 1910 294,438 m² domaine du Bois-du-Couvent (80,000 fr.).
- 1912 80,500 m² au Crêt-Rossel pour l'Orphelinat (34,000 fr.).
- 1914 12,900 m² pour l'Hôpital (55,000 fr.).
- 1919 179,500 m² domaine des « Forges » (700,000 fr.).
14,100 m² à la rue Sophie-Mairet,
74,100 m² à la rue Cernil-Antoine pour les maisons communales (200,000 fr.).
- 1921 14,400 m² propriété Sandoz (220,000 fr.).
- 1924 19,300 m² rue Léopold-Robert, rue Volta (86,900 fr.).
6,930 m² aux Tourelles, Signal, Tête-de-Ran, avec allée d'arbres.
- 1925 221,500 m² Parc Gallet et deux domaines pour 224,000 fr.
- 1929 135,700 m² domaine du « Gros-Plâne » (69,000 fr.).

¹⁾ Voir page 274.

Liste de quelques bâtiments à La Chaux-de-Fonds

1577	Valanvron 26.
1606	Maison Petites-Crosettes 7.
1790	Maison Arbres 35.
1796 et 1921	Grand Temple.
1803	Hôtel de Ville.
1824	Immeuble Fritz-Courvoisier 25.
1833	Vieux Collège ; dès 1934, Ecole des arts et métiers.
1837	Théâtre.
1847	Six-Pompes.
1849	Ancien Hôpital, actuellement Ecole normale.
1860	Collège primaire.
1876	Collège industriel - Gymnase.
1877	Temple indépendant.
1883	Hôtel communal.
1885	Collège de l'Abeille.
1896	Synagogue.
1898	Hôpital.
1902	Léopold-Robert 90.
1903	Gare principale.
1906	Abattoirs.
1907	Collège des Crêtets.
1909	Crématoire.
1910	Hôtel des Postes.
1912	Hôtel de la Fleur de Lys.
1913	Ecole de commerce.
1914-1920 et	
1925-1930	Maisons communales.
1915	Hôpital d'enfants.
1916	Villa Montbrillant 13.
1916	Villa Doubs 167 (Le Corbusier).
1916	Cinéma « La Scala » (Le Corbusier).
1922-1924	Quartier du Succès (Postiers).
1926	Musée des Beaux-Arts.
1927	Banque Cantonale.
1927	Nouvelle Eglise catholique romaine.
1928 et 1941	Silos des Grands Moulins.
1940	Manège Crêtets 128.

10. Maisons communales

Si l'on s'en rapporte à la chronique du commencement de ce siècle, on constate que la question des Maisons communales avait été soulevée en 1903 déjà par des particuliers qui préconisaient la construction de logements à bon marché par la création d'une cité ouvrière par notre Commune.

Cette idée fut agitée durant plusieurs années au sein de notre autorité législative par les représentants du parti de gauche qui désiraient vivement, de par cette réalisation, voir cesser la spéculation sur les terrains. Ce fut en 1914, alors que la Commune était pour la première fois à majorité socialiste, qu'il fut décidé de passer à la réalisation de ce qui avait été inscrit au programme du parti majoritaire, en procédant à la construction de ces premières maisons communales. Il en résulta la construction de quatre massifs situés à la rue Ph.-H.-Matthey et à la rue du Commerce, formant dans l'ensemble un groupe de 110 appartements tous bien ensoleillés et présentant le maximum d'hygiène.

Non seulement la question d'hygiène entraînait en ligne de compte, mais également celle des prix correspondant mieux ainsi au désir de travailleurs à revenu modeste ; d'autre part, spécifions que les grandes familles étaient alors beaucoup plus nombreuses qu'actuellement.

L'élan était donné, mais il n'a pu être poursuivi du fait que nous étions en pleine période de guerre et que les prix des matériaux et de la main-d'œuvre prenaient des proportions énormes. Ces premières maisons furent terminées au printemps 1915 dans d'excellentes conditions tant au point de vue des prix qu'au point de vue de la construction.

Durant la première guerre mondiale, le coût d'un immeuble, en 1918-1919, atteignait 280 % de celui de 1914, et c'est pour cette raison qu'il ne fallait pas songer à continuer l'œuvre commencée cette année-là. Cependant, après la crise survenue durant les quinze premiers mois de la guerre, l'industrie horlogère en même temps que celle des munitions étaient florissantes à tel point que la population dépassait en 1919 les 42,000 habitants. Il en est résulté une telle pénurie d'appartements que nos autorités durent loger dans des collèges de nombreuses familles, et cela durant un certain temps. A ce moment-là les prix de la main-d'œuvre et des matériaux n'avaient nullement baissé et la construction était donc loin d'être rentable. Malgré cela, la population, industriels compris, réclamèrent la construction d'immeubles locatifs à n'importe quel prix et c'est alors qu'il fut décidé d'édifier la série d'immeubles, sis à la rue de la République, comprenant un groupe de 70 logements. Ceux-ci, créés sur le même plan que ceux de

1914, permirent non pas de desserrer le marché des logements, mais d'y loger les familles placées dans des collèges et d'interdire l'habitation de certains appartements insalubres. Contrairement à ce qui se passe dans d'autres localités industrielles où ce sont les fabriques elles-mêmes qui construisent des maisons d'habitation pour leurs ouvriers, on en a laissé le soin, en notre ville, à la collectivité.

Encouragées par ce qui venait d'être créé, nos autorités lancèrent, en 1919, parmi les architectes de la région, un concours pour la réalisation d'une cité-jardin située sur le domaine des Forges, y compris les alentours du Bois-Noir, à l'ouest de la ville. La crise de 1922 interrompit toute idée de construction jusqu'au moment de la reprise des affaires. C'est donc à partir des années 1922 et suivantes que furent construits successivement les immeubles Olives, Tertre, Agassiz, Succès, Chasserai, Beau-Site, Cheminots, Recrètes, Postiers, Cernil-Antoine et rue Numa-Droz, pour s'arrêter en 1930, c'est-à-dire jusqu'au moment où débuta la grande crise horlogère qui éprouva terriblement toute notre population.

D'autre part, durant les années de prospérité, la Commune facilita aux particuliers la construction d'immeubles locatifs en leur accordant des prêts hypothécaires en deuxième rang qu'ils ne pouvaient obtenir dans les établissements bancaires ; par la suite quelques-uns de ces immeubles nous sont revenus. Si nous avons eu pendant la crise quelques logements vides, nous sommes heureux de constater qu'actuellement tous — au nombre de 600 — sont loués et qu'il y a depuis quelques mois une demande constante d'appartements.

A. Maistre.

II. Corps et Société des sapeurs-pompiers

Le grand incendie eût été plus effroyable encore si d'émérites citoyens, préparés à leur lourde tâche, ne l'avaient énergiquement combattu. Si précaires que fussent les moyens et connaissances dont jouissait la « Compagnie du Village », comme on appelait alors le Corps des pompiers, il faut admettre qu'ils jouèrent un rôle important dans le combat contre les flammes. Le feu, depuis la naissance du village, était considéré

comme le pire ennemi. On peut s'en référer à l'importance du matériel que possédaient les habitants, il y a 150 ans.

La « Compagnie » disposait d'un hangar, de 3 pompes, de 14 seilles de cuir, d'un nombre indéterminé d'échelles, de crochets, le tout heureusement réparti, et de plusieurs puits publics. Entre autres puits, celui de la Croix-d'Or, construit douze ans auparavant, joua un rôle d'importance particulière par la suite.

Pour comble de malheur, le bâtiment des pompes fut détruit au cours de l'incendie et on imagine qu'une telle calamité ne simplifia pas la tâche des défenseurs.

L'horreur de l'incendie donna au Corps de défense une vigoureuse impulsion et l'on s'en prit aux oisifs par un règlement que la Compagnie du village édicta en 1802. On y prenait les mesures les plus draconiennes. Selon ces nouvelles bases, le Corps se composait d'un Conseil comprenant le maire, le lieutenant, deux justiciers, deux juges en renfort, deux conseillers de communes, le greffier, deux délégués du Petit Quartier, un du Versoix et le sautier.

Quatre capitaines du feu étaient chargés de diriger les secours. Les cinq compagnies de pompiers comprenaient chacune trois officiers, deux ou trois porte-jets et de 12 à 32 hommes. En outre, des services auxiliaires étaient ainsi constitués : 21 officiers, chefs de file dont la mission consistait à diriger la chaîne des seaux, cinq officiers préposés au transport et à la surveillance des échelles, quatre chefs des ouvriers désignés pour les travaux de déblaiement, huit « vedettes » chargées de demander des secours extérieurs, et 18 officiers des puits, huit officiers et 78 hommes de garde.

« Au premier signal d'alarme, disait le règlement, les hommes doivent accourir avec célérité à la cour de l'église, les officiers et les sous-officiers l'épée au baudrier et la canne à la main, les soldats avec le fusil et la bayonnette. »

D'étapes en étapes et à la lumière des expériences, le Corps s'affermir et l'Autorité communale, par son assemblée générale des communiens, prit, en 1808, la direction du service.

En 1829, Fritz Courvoisier présenta un projet de réorganisation complète et ce ne fut malheureusement que point par point et d'année en année, en raison de la complexité des avis, qu'on en vit l'application.

En 1852, après deux siècle d'héroïques services, la Compagnie du village et la Commission du feu disparurent pour renaître sous une forme nouvelle que consacra en 1855 un règlement municipal.

Revisions des règlements, ordonnances et pétitions caractérisèrent les années suivantes. Des progrès techniques bouleversèrent les moyens d'éclairage et aussi de sauvetage. Le gaz détrônant l'huile, la fréquence des incendies subit des fluctuations.

En 1887, un coup de grâce fut asséné au Corps constitué sur ces nouvelles bases, car l'introduction de l'eau sous pression changea de fond en comble les procédés d'extinction.

Un nouveau Bataillon de sapeurs-pompiers, fort de cette innovation, veilla dès lors sur le village. Cinq ans plus tard, une garde communale fut organisée, éteignant à elle seule, pendant dix ans, 195 incendies sur 206, ce qui témoigne éloquemment de son importance.

L'introduction de l'éclairage par l'électricité et d'autres progrès techniques se traduisirent par une régression des risques d'incendie.

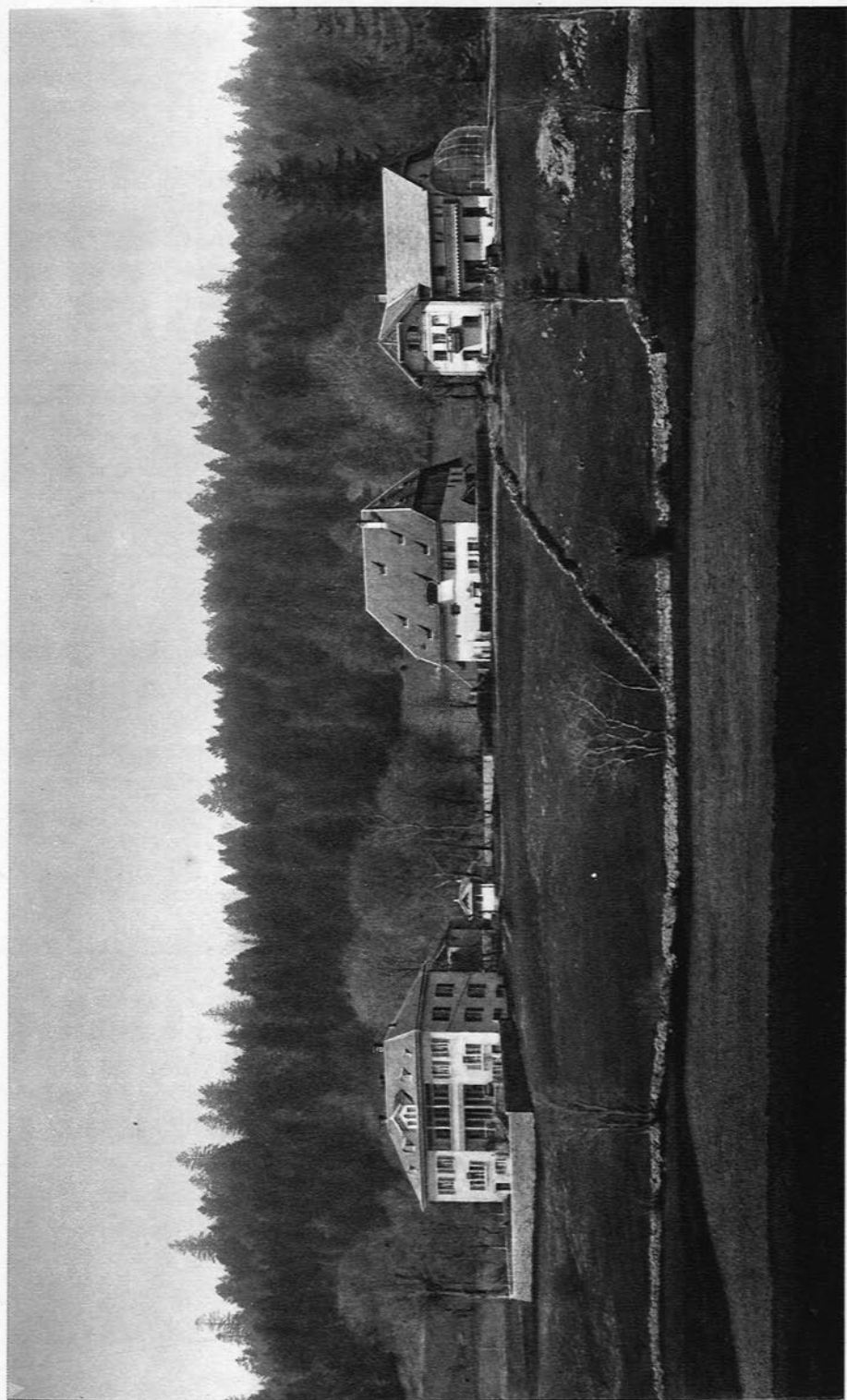
Sous l'impulsion du major Ed. Spaetig qui, d'homme de piquet en 1873, obtint le commandement du service en 1904, le Bataillon bénéficia de bases sans cesse améliorées.

En 1900, un appel aux sapeurs-pompiers, appuyé de 72 signatures, proposa la fondation d'une « Société ayant pour but de travailler et s'instruire » pour le service de défense contre l'incendie.

Cette société permit d'établir un contact plus intime entre les membres du Bataillon. Un heureux développement en fit une institution de plus en plus utile et fortement liée à la vie du Corps.

Nous trouvons ensuite, dans l'histoire du Bataillon, le major Ed. Pillonnel qui, entré au Corps en 1889, devint major en 1920 et fut le pionnier de la motorisation. L'achat d'un camion et d'une moto-pompe ne fut pas le moindre trait de cette période qui vit disparaître les pompes campagnardes dont le maniement nécessitait des forces considérables pour un résultat restreint.

Des règlements périodiques, tenant compte d'une évolution constante, furent édictés. L'utilité du Corps n'est pas moins



La Chaux-de-Fonds, le quartier de Montrillant en 1890.

évidente que naguère. Rappelons seulement les dangers que créèrent dans un proche passé les incendies du Grand Temple, de la Compagnie des carburants, des entrepôts des Coopératives, de la scierie L'Héritier, de l'Hôtel de la Balance, de l'Hôtel de la Croix-Fédérale au Crêt-du-Loche, du magasin Nusslé, sans omettre le terrible cyclone de 1926, circonstance qui mit fortement à contribution le Bataillon.

Le commandement, au titre de major, fut confié en 1940 au capitaine-adjutant Georges Brandt, sapeur en 1903. Grâce à l'initiative de ce commandant et à la compréhension des autorités communales, le Corps est doté, depuis l'année passée, d'un camion fermé, mû par un moteur de cent-huit chevaux, et d'une moto-pompe d'un maniement facile et d'un rendement extrême.

L'actuel Bataillon est homogène, l'instruction des hommes y est poussée au plus haut point. Les premiers secours disposent d'un camion moderne et d'un matériel approprié. Un groupe de renfort est constitué par des officiers travaillant à proximité du poste.

Toutes ces compagnies sont instruites pour le « Service du feu » et d'autres secours d'utilité publique. Des journées techniques sont organisées par la société, en collaboration avec le Bataillon, dans le but de développer toujours plus les connaissances du service du feu.

Véritable école d'altruisme, le service de défense contre l'incendie a bénéficié dans une éclatante mesure du progrès ailleurs sorcier, ici génie bienfaisant. Nous voilà loin des seaux, petites et grandes seringues des temps héroïques. Offrons néanmoins aux aîeux qui luttèrent et parfois tombèrent pour notre cité l'hommage de notre reconnaissance.

Chaux-de-Fonniers, grâce à eux et aux voies qu'ils tracèrent, vous pouvez dormir tranquilles ; l'ennemi, aussitôt décelé, sera rudement combattu.

Société des sapeurs-pompiers.

12. Les Services industriels

Le Service du gaz

En 1894, nous trouvons la jeune usine à gaz, forte et prospère, en plein développement sur le terrain même où elle naquit, 38 ans plus tôt, sous le signe de la société par actions. Elle a fait ses maladies d'enfance, traversé sa crise financière, lutté vaillamment par la réclame et la propagande pour son existence et sa croissance. Elle a si bien prouvé son caractère d'utilité publique que la Commune l'a adoptée en 1886 et l'a aussitôt placée, avec l'eau nouvellement asservie, sous une même direction, véritable ministère des fluides, que l'on a dénommé « Services industriels ». On peut se faire une juste idée des progrès réalisés en considérant qu'en 1894 le chiffre de la production annuelle de gaz a atteint et même dépassé le million de mètres cubes, alors qu'en 1861 elle avait peine à en totaliser 230,000.

La presque totalité de ce gaz, soit plus des quatre cinquièmes, mérite encore pleinement le nom de gaz d'éclairage, resté longtemps d'un usage courant. Au prix de 25 centimes par mètre cube, il ne sert qu'à l'éclairage privé et public, sous la forme du bec papillon qui, jusqu'à cette époque, est le *nec plus ultra* de la technique. Mais déjà la concurrence de la lumière électrique fait sa brillante, quoique encore timide entrée, et l'on frémit pour la destinée de l'industrie du gaz, dont l'existence même est menacée par cet antagoniste redoutable. L'avenir allait montrer que la force d'expansion du gaz résidait dans son potentiel, non pas lumineux, mais bien calorifique. La flamme éclairante devait céder le pas à la flamme chauffante.

Le commentateur de la gestion pour l'exercice de 1894, sous un optimisme de tradition, laisse percer un brin de mélancolie. Le bénéfice net de 58,532 fr. 60, acquis aux finances communales, ne suffit pas à le consoler entièrement. Il doit malheureusement constater que le gaz d'éclairage est plutôt en diminution, et il attribue à ce fait trois causes principales :

l'introduction de l'heure de l'Europe centrale, qui diminue la durée de l'éclairage de près de 10 %,

la décision de la majeure partie des négociants de la ville, fixant à 9 heures du soir la fermeture de leurs magasins, en avance d'une heure sur ce qui se pratiquait jusque-là,

l'emploi toujours plus fréquent du « gaz ardent » (bec Auer), qui permet une sensible économie tout en donnant un meilleur éclairage.

Cette troisième circonstance allait pourtant donner lieu à compensation en provoquant une rapide augmentation du nombre des abonnés, attirés par les avantages du nouvel éclairage. Le manchon Auer va permettre au gaz, durant plus de vingt ans encore, de maintenir ses prétentions à côté de l'électricité dans le domaine de l'éclairage.

Le développement des usines à gaz, concluait le dit rapport de gestion, doit être cherché toujours davantage dans l'emploi du gaz industriel. Pour favoriser cette action, le prix du mètre cube de gaz industriel fut abaissé à 20 centimes. Le gaz pour la cuisson fut assimilé au gaz industriel. Cette dernière disposition devait être féconde. Elle inaugure une ère de prospérité qui se maintiendra sans défaillance jusqu'à la catastrophe mondiale de 1914. Certains chiffres, puisés dans les rapports de gestion, donnent de cette évolution la plus juste idée. Ainsi la progression rapide du nombre des immeubles et des abonnés reliés au réseau des canalisations :

Année	Nombre d'immeubles avec gaz	Nombre de compteurs installés	Production de gaz, en m ³
1894	563	1,237	1,1 million
1899	999	3,906	1,8 »
1904	1,435	6,667	2,7 »
1909	1,668	7,041	3,7 »
1914	1,823	8,897	4,4 » (1913)

La longueur du réseau des canalisations maîtresses passe de 22 km. 500 en 1894 à 47 km. 500 en 1914.

On comprend que pareille croissance, à allure véritablement mycologique, impose aux autorités durant toute cette période un unique et constant problème de construction et d'agrandissement. Tout devient trop juste. L'insuffisance se propage. Les demandes de crédits extraordinaires se succèdent bientôt sans interruption : 190,000 fr. en 1898, 153,000 fr. en 1902, 56,650 fr. en 1903, 533,700 fr. en 1907, 429,000 fr. en 1911, 550,000 fr. en 1913.

Le gazomètre de 3,000 m³, qui s'élevait à l'angle de la rue de l'Industrie et de celle dont il est le parrain, — pompeusement appelé grand gazomètre en 1894 — devient le petit gazomètre en 1899, quand son cadet de 7,000 m³ est mis en service, puis objet minuscule que l'on démolit en 1913, après avoir élevé, en bordure de la rue des Terreaux, une volumineuse cuve doublement télescopée pouvant contenir 12,000 m³ de gaz.

Les fours où s'opère la distillation du gaz s'ajoutent aux fours. En 1912 ils étaient dix, alignés d'un bout à l'autre de la vaste halle en maçonnerie jouxtant la rue du Collège. Ce bâtiment subsiste encore aujourd'hui, avec son toit démesuré aux innombrables tuiles qui abrite maintenant la manutention du coke. C'étaient des fours à gazogène et récupération plus ou moins rudimentaire, à cornues horizontales de trois mètres de longueur et gueule unique. Deux équipes de sept chauffeurs, attachés à leur labeur quotidien durant douze heures consécutives, les desservaient à la sueur de leurs corps.

Entre 1902 et 1904 s'installent ou se construisent des fosses à goudron, eaux ammoniacales et lait de chaux ; une chaudière à vapeur avec cheminée et accessoires ; une distillerie d'ammoniaque ; de nouveaux extracteurs ; des appareils pour la manutention et le criblage du coke.

En 1909 et 1910 s'édifient, en béton armé, les nouveaux silos à houille, où l'on peut tenir en réserve les 4,000 à 5,000 tonnes de matières de distillation nécessaires au tiers de l'année. Ils sont équipés de transporteurs mécaniques de divers systèmes pour l'emmagasinage de la houille, sa reprise et son entraînement vers les fours.

En 1912 on remédie à l'épuisement chronique des épurateurs, des régulateurs d'émission et du compteur de fabrication en installant de nouveaux et vastes appareils dans des bâtiments créés tout exprès que l'on prolonge jusqu'à la rue du Marais. En corrélation avec ces travaux, les conduites de gaz à l'intérieur et à la périphérie de l'usine sont remaniées et transformées en vue des grandes émissions que l'avenir ne saurait manquer de produire.

Restent les fours. Démodés et à l'étroit dans leur sombre halle, ils sont devenus une source permanente de désagréments nombreux et perturbateurs. Les plans d'une batterie moderne

avec accessoires complètement mécanisés, dans un nouvel immeuble avec installations appropriées pour le concassage et le criblage du coke, sont élaborés, les crédits accordés en décembre 1913 et les commandes passées aussitôt. Les travaux n'étaient pas encore achevés que survenait l'effroyable coup de foudre qui allait bouleverser les destinées du monde, et par contre-coup celles de notre régie communale. L'industrie du gaz était entraînée dans la tourmente et de tout nouveaux et autres problèmes n'allaient pas tarder à se poser pour elle.

Avant d'en donner un rapide exposé, nous ne saurions passer sous silence un événement local qui n'est pas sans importance par l'influence qu'il ne pouvait manquer d'avoir sur la conduite des affaires gazières locales. En 1912 la Commune devient socialiste et les Services industriels reçoivent une orientation nouvelle. Les méthodes administratives, budgétaires, comptables furent changées, le travail réorganisé et la collaboration entre les divers services rendue plus étroite. A cette occasion de retentissantes polémiques ont été soulevées. Elles valurent au Service du gaz une renommée occasionnelle dont il se serait fort bien passé. Il devint une cible pour campagne électorale, et le mauvais gaz fut périodiquement mis sur la sellette. C'était pourtant un produit fabriqué avec les meilleures houilles et sans aucun mélange. Il accusait bien ses 5,200 calories et même davantage. Après les expériences acquises depuis cette période lointaine, cette chicane fait sourire.

Première guerre mondiale, 1914 à 1918

A l'ouverture des hostilités, les arrivages de houilles cessèrent d'abord complètement, puis peu à peu les expéditions reprirent leur cours presque normal. C'est même en 1916 que la production annuelle de gaz atteint son chiffre record avec 4 millions 709,750 mètres cubes, ce qui exige 14,722 tonnes de houille au prix de 34 fr. 30 la tonne mise en silos. Subitement, à la fin de 1916, la situation devint extrêmement critique. Les seuls combustibles que la Suisse pouvait importer traversaient la frontière allemande, insuffisants en quantités, médiocres en qualités, exagérément chers en prix.

Cette guerre interminable, lit-on dans le rapport de gestion pour l'année 1917, crée aux Services industriels une situation

de plus en plus compliquée en raison, essentiellement, de l'insuffisance toujours plus marquée des arrivages en charbon. Dans le dernier trimestre de 1916 déjà, les tonnages reçus avaient sensiblement diminué ; à ce moment-là, cependant, il existait heureusement dans les usines à gaz des stocks assez importants pour permettre de maintenir l'exploitation pendant un certain temps, moyennant économie de consommation. Le public fut rendu attentif à la situation et invité à n'user du gaz qu'avec parcimonie. La Commune donna l'exemple en décidant immédiatement de réduire l'éclairage public ; dès le 22 janvier, en effet, on n'alluma plus que les lampes dites du matin, c'est-à-dire celles qui sont habituellement allumées toute la nuit, au nombre de 227, les 440 autres becs de gaz restant éteints. Ces dispositions d'ailleurs étaient insuffisantes ; il fallait aviser à d'autres mesures plus générales en vue d'assurer l'exploitation de l'Usine à gaz en cas de cessation complète des importations de charbon. En date du 23 janvier, le Conseil fédéral rendait un arrêté autorisant les usines à gaz à imposer des limites à la consommation et à fixer des prix prohibitifs pour les excédents. D'autre part, les organes compétents de l'industrie gazière s'appliquèrent à étudier les moyens propres à faire face à cette situation inquiétante. On songea, pour suppléer au manque de houille, à utiliser en vue de la distillation le bois et la tourbe. Un premier essai nous fit constater que notre nouvelle installation mécanique de chargement des cornues nous permettait d'utiliser sans trop de complications la sciure de bois dont nous pouvions nous procurer des quantités suffisantes. Le 12 mars, on fit la première distribution de gaz de bois ; il y eut quelques réclamations de la part d'abonnés qui ne purent allumer leur réchaud ; on leur donna des instructions sur la manière de régler les prises d'air, afin d'éviter le retour de perturbations de ce genre, et dès lors nous avons régulièrement, jusqu'en septembre, procédé à une distillation mixte, avec une proportion de 20 à 30 % de sciure sans qu'il en résulte d'inconvénients appréciables chez les consommateurs. Pendant les quatre derniers mois de l'année et uniquement pour rendre service à notre population, nous n'avons distillé que de la houille afin d'augmenter la production de coke dans le but d'atténuer les effets fâcheux de la pénurie de combustible. Cela nous a permis de livrer au public 1,500 tonnes de coke destiné au chauffage ou à l'industrie,

mais notre réserve de houille, d'autre part, a presque disparu. La situation, loin de s'améliorer, ne faisait que s'aggraver¹⁾.

Pour réaliser des économies de charbon et dans le but d'assurer plus longtemps l'exploitation de notre usine à gaz, nous nous sommes vus dans la nécessité — à deux reprises au cours de l'exercice — de prendre des mesures d'ordre général destinées à obtenir une réduction de la consommation du gaz. Le Conseil communal, constatant l'insuffisance toujours plus marquée des arrivages de charbons et l'épuisement des réserves, prend, le 24 février 1917, un arrêté bientôt aggravé par un second, le 13 juillet 1917²⁾.

D'une manière générale, nos abonnés ont accepté ces diverses mesures avec bonne grâce et leurs économies effectives furent une preuve d'entente et de solidarité sociales.

La présomption attribuant la possession d'un potager à bois ou autres combustibles à tout abonné n'ayant pas fait de déclaration contraire dans l'enquête relative aux besoins en combustibles, nécessita de très nombreuses rectifications. Spontanément,

¹⁾ La consommation normale de charbon pour l'ensemble de la Suisse exigeait 280,000 tonnes par mois, l'accord germano-suisse de 1916 prévoyait une livraison mensuelle de 253,000 tonnes. En vertu de la convention d'août 1917, cette quantité est réduite à 200,000; encore faut-il remarquer que l'Allemagne, souffrant elle-même de la pénurie de charbon et manquant de main-d'œuvre et de matériel roulant, ne s'est pas formellement engagée à livrer ce tonnage, qui effectivement est supérieur aux arrivages. Sur les 200,000 tonnes, un minimum de 28,000 tonnes était promis aux usines à gaz, dont les besoins normaux s'élèvent à 50,000 tonnes. La convention conclue pour la période du 1^{er} août 1917 au 30 avril 1918 fixe en faveur de l'Allemagne des engagements financiers qui ont nécessité la création de la Centrale des charbons (S. A.), à Bâle, laquelle procède à la répartition du combustible noir en Suisse et fait à l'Allemagne des avances d'argent au prorata des livraisons effectuées, sur la base de 100 fr. par tonne de charbon importé, c'est-à-dire 20 millions de francs par mois ou 180 millions pour les neuf mois. Ces engagements financiers imposés aux consommateurs de charbon chargent lourdement les usines à gaz.

Nous avons cherché à obtenir du charbon en nous adressant à l'Entente. Nos démarches n'ont abouti qu'à la livraison, en janvier 1918, de quelques wagons de houille française.

²⁾ Ce dernier prescrivait ce qui suit :

« Il n'est plus accordé mensuellement à tout abonné qu'un contingent de gaz calculé d'après l'état de famille comme suit :

» 15 m³ pour la première personne,

» 7 m³ pour chacune des autres personnes.

» Les abonnés possédant d'autres moyens de cuisson que le gaz et le pétrole n'ont droit qu'à la moitié du contingent ci-dessus.

» Le contingent de gaz destiné à des usages industriels est fixé au 75 % de la consommation de 1916.

» Le prix de l'excédent est fixé à 60 ct. le mètre cube. »

quelques abonnés déclarèrent s'être procuré un potager, ce qui réduisait leur contingent de gaz. D'autres, pour éviter cette réduction, préféraient se séparer de leur fourneau-potager qui finissait piteusement chez le marchand de ferraille.

Les demandes d'augmentation de contingent de gaz pour raisons professionnelles obtinrent satisfaction nonante-neuf fois sur cent. Pour certaines d'entre elles, dont le développement offrait de mois en mois des variantes assez sensibles, des décomptes spéciaux furent établis.

Si les accroissements de familles furent annoncés avec une remarquable ponctualité pour bénéficier d'une augmentation de contingent, la même ponctualité ne se retrouva pas quant aux réductions familiales. Dans les cas de maladie, nous avons eu la satisfaction de pouvoir accorder quelques mètres cubes de gaz supplémentaires.

Poussés par l'impérieuse nécessité de recourir aussi à la tourbe pour la fabrication du gaz, nous nous sommes préoccupés d'exploiter nous-mêmes une tourbière, notre intention étant de laisser intact tout le contingent des producteurs ordinaires qui destinent leur tourbe aux usages domestiques et qui ne sont même pas en mesure de satisfaire complètement aux besoins du public. Dans ce but, nous avons fait l'acquisition, en mars déjà, d'une machine dont la livraison tardive — en octobre seulement — ne nous a pas permis de réaliser notre projet en 1917. L'exercice de 1918, en revanche, verra notre exploitation en pleine activité.

La situation s'aggrave encore en 1918 et, à certains égards aussi, en 1919. Les mesures de restriction du gaz ont eu pourtant le résultat espéré, puisque la distribution annuelle descend au-dessous de 3 millions de mètres cubes. Mais les arrivages de charbons allemands ne cessent de diminuer tout en grevant de plus en plus le budget et les comptes, car les prix montent vertigineusement. 7.761 tonnes nous parviennent en 1918, à des prix qui dépassent 200 francs après la conclusion de la convention germano-suisse. Il fallut suppléer au manque de houille par une forte proportion de combustibles de remplacement, sciure, bois de sapin, tourbe et lignite de Gondiswil, environ 3,000 tonnes en 1918. Pouvoir calorifique et prix du mètre cube de gaz sont bientôt en rapport inverse : l'un s'abaisse à 4,370 calories, l'autre monte à 35 ct. à partir de janvier 1918,

puis à 50 ct. dès le 1^{er} août de la même année. Le prix du coke lui aussi est en hausse, et malgré toutes ces mesures le Service du gaz boucle par un déficit, si l'on tient compte du fait que les résultats de l'exercice ne lui permettent pas d'effectuer des amortissements normaux.

C'est en ce temps-là que succombe définitivement l'éclairage au gaz, mortellement frappé par les circonstances impitoyables plus que par la lutte contre l'électricité, sa concurrente désormais maîtresse incontestée dans ce domaine. La transformation de l'éclairage public se poursuit chaque année. Il n'est plus fait mention de lanternes à gaz à partir de 1932.

*Cessation des hostilités,
crises industrielles, chômage, paix précaire, 1919 à 1939*

On pouvait espérer que la cessation des hostilités rétablirait rapidement l'équilibre économique rompu et que le monde allait reprendre une vie normale. Cet espoir a été déçu. Des difficultés de tous genres entravèrent ou alourdirent le développement régulier du Service du gaz. Le premier semestre de l'année 1919 voit les arrivages de charbon tomber à un niveau bon tout au plus pour une vingtaine de jours de distillation, lorsque heureusement, en juillet et août, d'importants contingents de houille américaine vinrent calmer les inquiétudes. Mais les prix, déjà hauts, subissent en octobre une nouvelle majoration provoquée par le cours élevé du dollar. Le coût moyen des houilles achetées en 1920 atteint le chiffre record de 213 fr. 24 la tonne. Naturellement, cette hausse a sa répercussion sur le prix de vente du coke que l'on verra monter à 26 fr. 50 par 100 kg. de combustible livré à domicile. Cette situation se prolonge jusqu'aux derniers mois de l'année 1921, laquelle se distingue entre toutes les autres par son lamentable résultat financier. Les comptes bouclent par un gros déficit dû à la mévente des produits secondaires, à l'effondrement subit des prix du coke en fin d'exercice, et d'autre part à la constitution de stocks importants de houille extrêmement chère, décidés à un moment où la conjoncture imposait une grande prudence. Les excédents d'exploitation réalisés au cours des années suivantes serviront à l'amortissement de ce déficit. Jusqu'en 1925, le Service du

gaz ne sera plus en mesure de participer substantiellement aux bénéfices versés à la Commune par les Services industriels.

Cependant, les conditions s'améliorent, les prix baissent, les difficultés s'atténuent. A partir du 1^{er} février 1922, le coût du mètre cube de gaz est ramené à 40 ct., puis à 32 ct. en 1924, enfin à 30 ct. en 1929.

Le prix des charbons descend rapidement jusqu'en l'année 1926, où il s'arrête à 37 fr. 31 la tonne, pour remonter après la grève des mineurs anglais qui fait inopinément sentir ses effets dès le mois de juillet. Avant cette date, sécurité apparente, avec prix tendant constamment à la baisse à cause du change français. Ensuite, sérieuses difficultés du fait que le Gouvernement français décrète une interdiction d'exportation comprenant les houilles et les cokes. Les mines de la Sarre sont englobées dans cette mesure, qui nous plaça jusqu'à la fin de l'année dans une situation très critique. L'Association des usines à gaz suisses rendit de grands services en cette circonstance. Les démarches réussirent à obtenir l'aide des mines de la Ruhr et de la Haute-Silésie (Pologne), moyennant la promesse d'enlèvement d'un important contingent pendant la premier semestre de l'année 1927 et l'envoi par les C. F. F. du matériel roulant nécessaire. Il fallut accepter ces conditions pour éviter une interruption dans la distribution du gaz. Elles eurent entre autres résultats celui d'élever le prix moyen des charbons, qui en l'année 1927 atteint 48 fr. 35. Le mouvement descendant ne reprend qu'à partir de 1931, sous l'influence paradoxale des changes, qui va amener ce même prix moyen au niveau anormalement bas de 30 fr. 75 en 1936, année au cours de laquelle le Conseil fédéral décrète le 28 septembre la dévaluation du franc suisse, ce qui fit rebondir à plus de 40 fr. l'index de la tonne de houille.

Le volume du gaz produit au cours de cette période, qui va d'une guerre mondiale à l'autre, a d'abord quelque peine à se stabiliser au-dessus du chiffre de 3 millions de mètres cubes. Ce n'est qu'à partir de l'année 1923 qu'un progrès sérieux se dessine et se manifeste jusqu'en 1930, où le maximum de 4 millions 238,370 mètres cubes est atteint. Puis la répercussion des époques de crise et de chômage fait rétrograder la production aux environs de 3 millions 600,000 mètres cubes, chiffre dont elle ne s'écartera plus sensiblement jusqu'à la guerre. Notre ville ne participe malheureusement pas à l'évolution prospère que révèle

la statistique publiée pour l'ensemble de la Suisse. La production de gaz dans le pays tout entier passe de 130 millions 600,000 mètres cubes en 1921 à 285 millions en 1942, ce qui témoigne d'une enviable vitalité.

Cette constatation un peu décevante ne doit pourtant pas faire croire que le Service du gaz périlite à La Chaux-de-Fonds. Bien au contraire, l'examen des comptes annuels fait voir que jamais les bénéfices remis à la Commune, en plus des intérêts et après prélèvement de sommes importantes pour amortissements et versements à un fonds de compensation, n'ont été aussi élevés qu'au cours des années 1934 à 1939. C'est en jouissant d'une situation parfaitement saine que le Service du gaz va pouvoir affronter les terribles difficultés que lui tient en réserve le cyclone qui va dévaster le monde pour la deuxième fois.

Il est évident que ce résultat, surprenant si l'on tient compte des circonstances défavorables dans lesquels il se produit, n'aurait pu être obtenu sans une administration prudente et sage. Les dépenses furent comprimées et les rendements améliorés autant que faire se pouvait. Pourtant, un examen attentif de ces circonstances laisse percevoir l'action progressive d'un facteur nouveau, qui favorise le développement de l'industrie gazière et semble même l'orienter petit à petit vers un nouveau changement de ses destinées. Ce facteur n'est autre que la valorisation lente, mais certaine et continue, de ces sous-produits de la distillation que sont le coke, le goudron, le benzol, de plus en plus mal nommés puisqu'ils prennent une importance de plus en plus décisive. Il est aisé de s'en rendre compte en faisant le rapport de la recette nette provenant de ces marchandises, à la dépense pour la houille distillée correspondante.

Ce rapport, que la vente du coke, du goudron et d'ammoniaque stabilise chez nous aux environs de 48 à 50 % avant 1914, s'élève à plus de 70 % à partir de 1934 et même à 92 et 91 % en 1937 et 1938. Ces derniers rendements sont obtenus en dépit de l'ammoniaque, que depuis 1925 nous n'avons plus intérêt à recueillir devant la concurrence impitoyable de l'ammoniaque synthétique. Ils ne comprennent pas encore le benzol que nous ne produisons que plus tard. La nette progression de ces chiffres traduit un phénomène qui présente un intérêt capital. Si le dit rapport réussissait à dépasser 100 %, supposition qui n'est pas éloignée de la réalité, qui l'aurait même atteinte si seulement

la houille n'avait pas dû être rationnée et remplacée par d'onéreuses matières de distillation, nous pourrions trouver avantage à augmenter par tous les moyens la distillation de la houille en vue de produire avant tout coke, goudron et benzol qui, à eux seuls, récupèrent la dépense de houille, la recette du gaz obtenu en plus des besoins ordinaires s'ajoutant tout entière aux bénéfices. Ainsi s'explique que certaines usines suisses trouvent un avantage à brûler le gaz en grandes quantités pour des usages auxquels il ne semblait pas destiné, par exemple le chauffage partiel ou total des fours de distillation eux-mêmes.

C'est aussi pourquoi nous avons cherché, par des rabais progressifs, à favoriser les gros consommateurs de notre ville et à provoquer certains emplois massifs de gaz pour le chauffage des locaux ou pour son application à la buanderie. Ces modestes essais sont certainement destinés à être repris lorsque les temps seront révolus.

Les considérations qui précèdent expliquent en outre la nature des transformations intervenues à l'usine à gaz durant la période d'entre deux guerres et pour lesquelles d'importants crédits ont été demandés. Ils avaient en vue :

- 1° une augmentation des rendements par la possibilité de produire du gaz à l'eau, autrement dit du gaz fabriqué à partir du coke par insufflation de vapeur d'eau dans la masse incandescente ;
- 2° la construction de trois fours à chambre et installations accessoires (crédit : 267,500 fr.), puissante installation aménagée suivant le modèle des cokeries, qui met l'usine à gaz en mesure de produire un coke d'excellente qualité, capable de soutenir la concurrence avec les meilleurs coques métallurgiques. La nouvelle batterie remplace, depuis septembre 1933, les cornues horizontales et le générateur de gaz à l'eau ;
- 3° la production de benzol selon un nouveau procédé, fondé sur la réfrigération du gaz à une température voisine de 40° centigrades sous zéro (crédit : 72,000 fr.). La commande de l'installation passée en 1938 à un consortium franco-anglais ne fut pas exécutée et l'invasion de la France en juin 1940 fit perdre tout espoir de l'obtenir. Deux ans plus tard, le Département fédéral de l'économie publique s'aperçut enfin que le benzol était un élément de première

nécessité pour la défense nationale. Il en rendit par décret l'extraction obligatoire à toutes les usines de grande et moyenne importance, et c'est ainsi que depuis 1943 une installation de débenzolage, à base de charbon actif, fournie par une maison allemande, fonctionne à La Chaux-de-Fonds.

Encore la guerre

Engagés depuis 1939 dans la plus effroyable des catastrophes, épargnés encore, mais aux prises avec les plus graves difficultés pour maintenir envers et contre tout la sécurité d'une exploitation vitale, nous devons, hélas, achever cet exposé dans un inconnu angoissant et sans oser entrevoir la moindre perspective d'avenir parce qu'elle ne pourrait être que singulièrement incertaine.

Du moins pouvons-nous constater avec satisfaction que les expériences acquises au cours de la première guerre ont apporté l'ordre et la discipline qui facilitent la tâche et limitent l'insécurité.

La solidarité entre les 77 usines à gaz suisses est poussée à l'extrême ; leur union est devenue force agissante, si bien que faire l'histoire de l'ensemble en ces temps troublés, c'est presque faire l'histoire de chacune d'entre elles.

En collaboration intime avec les autorités du pays, les ressources mises en commun ont été rationnées et distribuées au prorata des besoins de chacun, les mesures d'économie décrétées en temps utile, les efforts efficaces étudiés, conseillés et entrepris dans une action concertée.

Au début des hostilités, les arrivages tarirent complètement durant le mois de septembre. L'Association des usines à gaz suisses réussit toutefois à obtenir des fournisseurs anglais, allemands et belges, la promesse que le solde des marchés de 1939 serait livré sans trop de retard, promesse intégralement tenue à fin mars 1940. Les véritables difficultés résident dans les transports qui renchérissent considérablement le prix de la houille. Pour parer à toute éventualité, d'importantes quantités de charbon sont achetées en Amérique. C'est à partir de mai 1940 que la situation change brusquement et devient rapidement très critique, même après la signature en septembre du traité germano-suisse. Il est indispensable d'extraire de la houille un rendement extrême. Le Conseil fédéral décrète le 31 juillet

1940 que le pouvoir calorifique du gaz de houille produit ne doit pas dépasser 4,500 calories. Malgré cela, les stocks, en sensible régression, n'assurent plus, à la fin de l'année, que 45 jours de distillation pour l'ensemble du pays. Il fallut rationner de plus belle la houille, recourir à la distillation toujours plus intense de succédanés onéreux, tels que lignite, bois ou tourbe, limiter la consommation du gaz en application de l'ordonnance du 5 mars 1942 du Département fédéral de l'économie publique restreignant l'emploi du gaz dans les ménages. Chaque abonné, sur la base de sa consommation en l'année 1941 et du nombre de personnes groupées dans son ménage, se voit fixer un contingent mensuel qu'il ne doit pas dépasser sous peine de sanctions, consistant en la suppression du gaz pendant un ou plusieurs jours, selon l'importance du dépassement constaté.

En 1943, de nouvelles mesures restrictives furent encore décrétées par les autorités. Elles s'étendent à l'industrie et à tous les groupes de consommateurs qui n'ont pas été touchés par l'ordonnance du 5 mars 1942. L'ensemble des usines à gaz, qui en temps normal a besoin de 50,000 tonnes de houille par mois, doit prendre les mesures indispensables pour ne pas dépasser les chiffres de 32,500 tonnes de houille, 3,000 tonnes de lignite et 3,000 tonnes de bois par mois. Cela n'est possible que si le pouvoir calorifique du gaz produit est inférieur à 4,200 calories.

Certains chiffres empruntés à notre exploitation montrent quel a été le résultat des mesures de contrainte que nous avons dû prendre :

Année	Production de gaz mètres cubes	Matériaux distillés (tonnes)	
		Houille	Divers
1939	3,589,790	7,737	—
1940	3,876,250	8,288	—
1941	4,105,180	7,345	440
1942	3,723,790	6,589	542
1943	3,592,700	5,139	1,247

Pour servir de comparaison avec les chiffres reproduits en tableau au début de cet exposé (p. 129), citons encore qu'à fin 1943 il y avait à La Chaux-de-Fonds 2,185 immeubles reliés au réseau du gaz et 10,926 compteurs installés.

Les causes de satisfaction sont assez rares présentement pour que nous nous attardions à constater avec plaisir que le début

de l'année 1944 se présente plus favorablement que ses devancières. Grâce à l'effort fourni et à l'efficacité des mesures appliquées, les réserves de houille ont pu être sensiblement augmentées. Nous avons en outre d'amples provisions de bois et de tourbe. Notre subsistance est ainsi assurée pour plus d'un semestre. Le prix du mètre cube de gaz demeure toujours fixé à 30 ct. Ces constatations optimistes ne nous dispensent nullement d'être vigilants. De graves menaces nous guettent encore de toutes parts. Tant qu'elles subsistent, notre énergie doit, encore et toujours, être tendue vers ce seul but : tenir. S'il nous est donné d'éviter le naufrage, nous pourrions plus tard reprendre les espoirs interrompus, élaborer de nouveaux programmes et collaborer au développement de l'industrie du gaz, à laquelle un avenir fécond peut encore être réservé.

P. Jaccard.

Le Service des eaux

L'entreprise des eaux, inaugurée le 27 novembre 1887, intercepte, au moyen d'une tranchée longeant la rivière et aménagée en aqueduc, les sources de la rive gauche de l'Areuse, entre le Saut-de-Brot et la combe des Moyats, puis elle complète ces travaux, entre 1891 et 1895, par le captage des sources superficielles de la Baleine au Plan-de-l'Eau, en amont du barrage des Racines. Le débit ainsi obtenu, variable selon les saisons, ne tombe pas au-dessous de 3,200 litres par minute aux étiages ordinaires et suffit pour les premiers besoins. Ces eaux potables sont conduites dans un réservoir étanche, sous l'Usine des Moyats, à une altitude voisine de 630 mètres.

C'est de là qu'au cours des cinquante ans à venir, plus de 100 milliards de litres d'eau seront détournés de leur cours naturel qui les destinait au Rhin et à la mer du Nord, pour être refoulés à grand renfort d'énergie par delà les hautes chaînes du Jura, jusqu'au-dessus de La Chaux-de-Fonds, à 1,080 m. d'altitude.

En améliorant considérablement les conditions hygiéniques du « grand village »¹⁾, ce flux ininterrompu d'eau limpide va rendre possible l'essor d'une industrie prospère et l'épanouissement d'une ville moderne. Mais qui a bu boira, et bientôt des

¹⁾ Sur la « Commission des eaux de 1845 », voir page 532.



Une double pompe, rue Fritz-Courvoisier 9-11, disparue en 1898
après l'amenée des eaux de l'Areuse

exigences croissantes, de même que certaines sécheresses persistantes (1898, 1906, 1911) vont remettre en mémoire la disette d'antan. Pour compléter, étendre ou entretenir les installations primitives, des crédits fréquents seront sollicités et d'importants travaux entrepris sans relâche. C'est :

en 1898, une deuxième conduite ascensionnelle qui vient, par souci de sécurité, prendre place à côté de son aînée, entre

l'usine de pompage et les hauteurs de Solmont. Les groupes pompes-turbines seront successivement portés de quatre à six, nécessitant l'agrandissement de l'usine ;

en 1904, le début de travaux au Plan-de-l'Eau pour capter la source dite « Bossi » au moyen d'une galerie circulaire, interceptant les eaux de la dalle nacrée. Il s'agit, somme toute, d'atteindre profondément le bassin où s'alimentent les premières sources de la Baleine, dont le débit tarira au profit des nouvelles venues d'eau. Les travaux ne s'achèveront qu'en janvier 1908. La longueur totale des nouvelles galeries développe 503 m. 85, procurant un gain net de 1,300 litres par minute. La dépense totale s'est élevée à 62,144 fr. 35 ;

en 1907, un appoint d'énergie électrique est sollicité de Combe-Garot, pour parer aux défaillances de l'Areuse en tant que force motrice, et rendu possible par l'installation d'une ligne électrique haute tension entre Combe-Garot et les Moyats ¹⁾, et l'adjonction de deux moteurs électriques de 150 CV aux groupes à pistons N^{os} 5 et 6 ;

en 1913, une demande de crédit de 30,000 fr. pour l'installation d'un groupe centrifuge Sulzer, entraîné par une turbine Francis 500 CV et débitant 3,000 litres à la minute ;

en 1915, la conduite forcée dont dépendent les turbines donne de l'inquiétude. Elle est, par places, fortement attaquée par la rouille. La sécurité commande de prendre des mesures permettant de pouvoir, cas échéant, s'en passer en pompant électriquement toute l'eau potable. Un crédit de 70,000 fr. est accordé pour un deuxième groupe centrifuge, identique au précédent, mais pouvant être entraîné, soit hydrauliquement, soit électriquement.

Les sources continuaient à fournir 4,200 à 4,500 litres par minutes en période de basses eaux. Ce débit devint insuffisant. L'accroissement des besoins de la consommation et la fréquence des régimes secs imposèrent de nouvelles recherches. Le Service des eaux, dont la quiétude était relative et les nuits parfois sans sommeil, s'en alla frapper à la porte des géologues, de préférence à celle des sourciers, dont l'infailibilité reste sujette à caution.

En 1903 déjà, feu M. le Dr Schardt, professeur à l'Académie de Neuchâtel, puis au Polytechnicum de Zurich, concluait dans un

¹⁾ Voir page 153.

rapport à la possibilité de trouver de l'eau sur la rive gauche de l'Areuse, en forant, dans la direction du nord, une galerie de 600 à 700 mètres, partant du niveau de l'Usine des Moyats. Cette idée n'eut alors aucun écho. Elle fut reprise quinze ans plus tard, étudiée dans tous ses détails et conséquences, et trouva sa pleine réalisation dans l'entreprise menée à bien entre les années 1919 et 1921.

Ce genre de captage différait essentiellement de tout ce qui avait été tenté auparavant, en ce qu'aucune émergence connue de source ne guidait les recherches et ne garantissait la réussite. Il fallait d'abord s'enfoncer de quelques centaines de mètres dans la montagne avant d'espérer rencontrer de l'eau et, à cette profondeur, chercher à atteindre la roche au bon endroit, c'est-à-dire découvrir la faille propice.

Une galerie, mesurant 1 m. 50 de largeur sur 2 m. de hauteur, fut pratiquée. Elle attaquait le roc gris compact qui domine l'usine à l'est. Il persista jusqu'à la profondeur de 180 m. Puis succédèrent 155 m. de marnes gris-bleu, dénommées argoviennes par les géologues. Derrière cette couche étanche apparurent les bancs de roc brun cristallin, bien connus sous le nom de dalle nacrée, où des espoirs étaient permis.

La chance fut exceptionnellement favorable puisque, aussitôt sollicitée, la dalle nacrée laissait l'eau jaillir le 9 février 1921, sous une forte pression et en une magnifique gerbe, dont le débit est resté remarquablement constant. Après une sécheresse extraordinaire, il jaugéait encore 2,500 litres par minute à l'arrière-automne 1921.

La qualité de ces eaux est restée excellente. L'analyse chimique révèle qu'elles sont peu minéralisées et les épreuves bactériologiques sont extrêmement favorables.

C'était réussir au delà des espérances, puisque la poursuite des travaux pouvait être arrêtée avant d'atteindre la profondeur prévue. Le rapport géologique ne laissait pas espérer un gain appréciable avant d'avoir atteint la grande Colithe, 400 m. plus loin. Il s'agit d'un puissant massif de calcaire blanc, séparé de la dalle nacrée par toute l'épaisseur des couches marneuses dites « Marnes du Furcil » qu'il aurait fallu percer de part en part. Cette roche aquifère demeure donc un but tout naturellement proposé pour l'avenir, s'il fallait accroître nos disponibilités.



La Chaux-de-Fonds, rue Léopold-Robert en 1891.

Photo Rebmann, Müller-Koch, succ.

Pour tirer le meilleur profit de notre trouvaille, dont nous n'avions guère l'emploi que durant trois à quatre mois par an, nous avons construit un solide barrage au niveau des marnes argoviennes, en travers de la galerie, que nous pouvons fermer ou ouvrir à volonté. En accumulant à l'intérieur de la montagne, dans l'immense réservoir naturel, les eaux qui sans cela s'écouleraient inutilement, nous constituons une abondante réserve pour les saisons sèches, que nous voyons venir sans appréhension désormais. Le temps des étés où nous devions interrompre la distribution d'eau durant la nuit était révolu.

Disposant d'abondantes sources et de moyens de pompage amplement suffisants, le Service des eaux ne se déclara, pour autant, pas encore satisfait. « A quelque chose malheur est bon », dit un proverbe. Le malheur étant survenu avec la crise horlogère et le terrible chômage subséquent, nous pûmes bénéficier en 1922 de subsides cantonaux et fédéraux pour doubler la conduite forcée franchissant la vallée des Crosettes, installer des chambres de jaugeage sur le parcours de l'aqueduc Jogne-Foulets, remplacer une partie de cet aqueduc au-dessus de la Corbatière et construire un nouveau réservoir en béton armé au-dessus du quartier des Tourelles.

Ce réservoir, pouvant contenir 5,500 m³ d'eau, augmentait d'autant les réserves d'eau disponibles en ville, et par conséquent la sécurité de l'alimentation. Il rendait possible et sans inconvénients les interruptions prolongées du pompage aux Moyats, soit qu'elles fussent inévitables ou simplement désirables. Placé sur l'autre versant de la vallée, à un niveau de peu inférieur à celui des Foulets, le nouveau réservoir des Tourelles était destiné à améliorer la distribution d'eau aux immeubles du nord de la ville, tout particulièrement en vue de la défense contre l'incendie. Il devait en outre faciliter la création d'une nouvelle zone de pression au-dessus de la cote 1,080 m., au moyen d'un troisième réservoir qui sera posé en 1931 sur la pente de Pouillerel, au-dessus des grandes carrières L'Héritier, à la cote 1,160 m.

Ce dernier réservoir contient 750 m³ d'eau. De lui dépend l'alimentation des immeubles les plus élevés des quartiers extérieurs de la Montagne, du Point-du-Jour, des Cheminots et même de la Recorne. Il reçoit son eau par pompage, au moyen de deux groupes centrifuges, à fonctionnement automatique, logés dans le réservoir des Tourelles.

La Chaux-de-Fonds se devait de commémorer en 1937 l'événement qui, cinquante ans auparavant, en mettant fin à une disette d'eau chronique, rendait possible un prodigieux développement de sa vie industrielle et commerciale et allait lui permettre d'accomplir sa destinée de métropole horlogère. Elle n'y manqua pas. Les 11 et 12 septembre virent de grandes manifestations organisées pour la Fête des eaux et la sixième Braderie chaux-de-fonnière. A cette occasion, la Fontaine monumentale rénovée, pavoisée et illuminée, fut rendue à la vie quotidienne de la cité par la récupération de ses eaux et leur aménagement en un circuit permanent auquel l'énergie est fournie par un moteur électrique. Auparavant, elle était raccordée directement au réseau sous pression, duquel elle soutirait 1,000 litres par minute, si bien qu'aux premiers jours de l'été elle devait être arrêtée pour économiser l'eau.

Enfin, ultime phase de développement du Service des eaux, une complète transformation intérieure de l'Usine des Moyats, qui se place entre les années 1939 et 1942, fut la conséquence des changements survenus à Combe-Garot, où le transport de l'énergie électrique à courant continu haute tension, système série, était remplacé par un transport à courant alternatif triphasé.¹⁾

Peu de temps auparavant, à la suite de graves ruptures, les pompes à piston avaient été définitivement condamnées à la démolition et remplacées par un troisième, puis un quatrième groupe centrifuge. Le programme des transformations s'est appliqué à rendre possible une collaboration toujours plus étroite entre les services communaux des eaux et de l'électricité, et l'utilisation aussi complète que possible du surplus d'énergie disponible aux Moyats après le pompage des eaux potables. C'est au cours de ces travaux que s'est produite la rupture mémorable qui priva d'eau la ville de La Chaux-de-Fonds durant 48 heures. Seule l'insécurité d'une période transitoire pouvait avoir une telle conséquence. Le samedi 19 octobre 1940, deux jours après la soudure autogène d'une tubulure de raccordement à la nouvelle turbine de 2,000 CV, une antique pièce intercalaire en fonte se rompit sous l'Usine des Moyats, mettant hors d'usage la conduite forcée. Deux spécialistes mandés en toute hâte se

¹⁾ Voir pages 155-156.

mirent à l'œuvre pour effectuer d'urgence une réparation délicate qui exigea 67 heures de travail pénible et ininterrompu. Pendant ce temps, le pompage d'eau fut arrêté, le moteur existant ne pouvant tourner, faute de courant continu que l'Usine de Combe-Garot ne produisait plus, et l'installation du nouveau moteur n'ayant pu être terminée à temps. Lundi matin 21 octobre, la population fut avertie par crieurs publics que des distributions à domicile seraient organisées en tournées de quartier, au moyen de citernes d'arrosage, qui puisaient l'eau aux Six-Pompes. Mardi soir 22 octobre, tout était rentré dans l'ordre.

Désormais le pompage des eaux potables est assuré par :

deux groupes centrifuges avec turbines de 500 CV, débit maximum : 7,400 litres par minute ;

une pompe centrifuge entraînée par un moteur électrique synchrone de 550 CV, débit maximum : 3,500 litres par minute ;

un groupe centrifuge pouvant être entraîné par turbine et par moteur électrique, débit maximum : 4,000 litres par minute.

La production d'énergie électrique s'opère avec un alternateur de 1,750 kW. des ateliers B. B. C., à Baden, entraîné par une turbine de 2,000 CV des ateliers des Charmilles, à Genève. Par réglage automatique, elle s'adapte avec une précision remarquable aux variations de l'eau motrice dont elle ne laisse plus aucune vague se perdre par le trop-plein. Le pittoresque y perd peut-être avec la disparition de la furieuse et blanche descente d'eau endiguée, qui se déversait dans la rivière en amont des Moyats et faisait l'admiration des nombreux promeneurs, mais notre économie communale en tire un très grand profit. Plus de 5 millions 580,000 kWh. ont été fournis en 1943 par l'Usine des Moyats au service électrique.

Pour clore cet exposé, empruntons à la statistique de l'année 1942 quelques données traduisant en chiffres le développement de l'entreprise des eaux, au terme de la 55^e année de son âge :

Longueur du réseau des canalisations maîtresses	66,018 mètres
Nombre des immeubles raccordés au réseau	2,483
Nombre des compteurs d'eau installés	2,577
Consommation journalière moyenne	6,543,100 litres
Consommation du 14 décembre (maximum)	8,150,000 litres
Soit par jour et par habitant : Consommation moyenne	206 litres
Consommation maximale	256 litres
Débit à l'étiage des sources du Plan-de-l'Eau et du Saut-de-Brot, jaugé le 20 septembre	3,510 lit./min.
Prélèvement maximum aux eaux de la galerie des Moyats	3,100 lit./min.

P. Jaccard.

Le Service électrique

Ses débuts

Le 1^{er} janvier 1886, on l'a vu ¹⁾, la Commune de La Chaux-de-Fonds reprenait à son propre compte l'exploitation de l'Usine à gaz, et le 27 novembre 1887, elle inaugurait son Service des eaux. A cette époque, elle s'intéressait déjà à la création d'un Service de l'électricité. La Chaux-de-Fonds allait profiter des progrès de la science pour mettre à la disposition de son industrie la force motrice indispensable à son évolution.

Les villes de Neuchâtel et de La Chaux-de-Fonds demandèrent au Conseil d'Etat une concession en vue d'utiliser la force motrice de l'Areuse entre Champ-du-Moulin et Combe-Garot. Le 30 novembre 1890, la concession était accordée et la même année les deux communes intéressées faisaient procéder à des études approfondies. Dans ses grandes lignes, le projet prévoyait que les eaux de l'Areuse seraient dérivées et amenées au-dessus de Combe-Garot, emplacement que l'on avait choisi pour la construction de la future usine. Entre temps, la Commune du Locle exprima le désir de participer à l'entreprise ; ensuite d'une entente, les trois communes décidèrent de partager la force motrice dans les proportions suivantes : Neuchâtel 30 %, La Chaux-de-Fonds 44 % et Le Locle 26 %.

Il est intéressant de noter que les buts visés par les communes des Montagnes, d'une part, et de Neuchâtel, d'autre part, étaient totalement différents. Tandis que les villes du Locle et de La Chaux-de-Fonds se préoccupaient surtout du problème de la production, du transport et de la distribution de la force électrique nécessaire au développement de leur industrie horlogère, le chef-lieu avait en vue l'amélioration et l'extension de son service des eaux. A cet effet, des pompes placées dans l'usine devaient élever une partie des eaux de source de la ville de Neuchâtel.

Les idées de base étant posées, il s'agissait de les réaliser.

En 1894, l'année même où La Chaux-de-Fonds prenait le titre officiel de ville, un grand concours international fut ouvert, ayant pour objet l'utilisation rationnelle de la force hydraulique fournie par l'Areuse, sa transformation en énergie électrique, le

¹⁾ Voir page 128.

transport et la distribution de celle-ci dans les villes du Locle et de La Chaux-de-Fonds.

Les maisons de constructions électriques les plus importantes du continent, au nombre de sept, prirent part à ce concours. Les projets furent étudiés par un jury compétent, composé de MM. Th. Turrettini, ingénieur, à Genève ; A. Palaz, ingénieur, à Lausanne ; H. Vuilleumier, ingénieur, à Paris ; D^r Wissling, professeur et ingénieur, à Zurich ; D^r Borel, ingénieur, à Cortaillod.

L'imposant rapport que nous a légué ce jury fait connaître les raisons qui déterminèrent le choix du courant continu, décision lourde de conséquences, tant pour notre ville que pour les consommateurs.

Parmi les sept projets qui furent présentés, un seul, celui de la Maison Siemens & Halske préconisait le transport et la distribution de l'énergie électrique au moyen du courant alternatif triphasé. Tous les autres comportaient ou le courant continu ou le courant alternatif monophasé.

A l'unanimité, le jury se prononça en faveur du projet de la Compagnie de l'Industrie électrique, à Genève, qui recommandait l'emploi du courant continu.

D'une part, il prévoyait que les moteurs ne seraient pas seulement utilisés par les grandes fabriques d'horlogerie et les entreprises les plus importantes, mais que leur emploi irait en se généralisant. Or le moteur à courant alternatif n'a pas une vitesse réglable et le démarrage en charge s'effectue très difficilement. En revanche, le moteur à courant continu démarre en charge sans consommer une grande quantité d'électricité et sa vitesse peut être réglée.

Un autre avantage résidait dans le fait qu'il est possible d'employer des accumulateurs et de permettre un meilleur fonctionnement des lampes à arc.

Enfin précisons que la Commune du Locle possédait déjà un réseau de distribution à courant continu et que cet état de choses n'a certainement pas été tout à fait étranger à la décision du jury.

Cette importante question tranchée, le jury examina soigneusement le problème du transport de l'énergie électrique, de Combe-Garot au Locle et à La Chaux-de-Fonds. Là encore la thèse du courant continu triompha.

Signalons en passant un projet sommaire de transmission à La Chaux-de-Fonds, par l'air comprimé, de la force supplémentaire du Champ-du-Moulin. Ses promoteurs, inconnus, pensaient que les moteurs rotatifs à air étaient préférables aux électromoteurs, notamment dans l'industrie horlogère. On pensait aussi que le cheval électrique ne coûterait pas meilleur marché que les autres systèmes de force. D'autres encore considéraient l'électricité comme un luxe.

Cependant la question de principe touchant l'introduction de l'électricité à La Chaux-de-Fonds avait été résolue dès le 12 janvier 1892. A cette date, le Conseil général alloua au Conseil communal la moitié de la dépense, soit 372,000 fr. pour les travaux d'aménée des eaux de l'Areuse, dès l'Usine des Moyats à Combe-Garot. Le Conseil communal et la majorité du Conseil général, dans sa séance du 13 mai 1895, qui fut décisive, estimèrent qu'il fallait continuer à aller de l'avant. Le Conseil général arrêta ce qui suit :

« Vu le rapport du jury sur le concours relatif au projet d'utilisation et de transport par l'électricité d'une partie des forces de l'Areuse; vu le préavis de la Commission des forces motrices; entendu le rapport du Conseil communal : Les conclusions du rapport du jury du 1^{er} décembre 1894 sont prises en considération. En conséquence, le transport d'énergie électrique de Combe-Garot à La Chaux-de-Fonds sera effectué au moyen du courant continu à haute tension et intensité constante; il sera établi à La Chaux-de-Fonds un réseau secondaire unique et la distribution se fera par courant continu. Les plans présentés par le Conseil communal pour la construction et l'aménagement de l'Usine génératrice de Combe-Garot, la ligne de transport et la Station transformatrice à La Chaux-de-Fonds sont adoptés. Il est accordé au Conseil communal un nouveau crédit de 1 million de francs pour l'exécution de ce projet. »

Le Conseil communal était autorisé à régler par acte notarié, avec les communes de Neuchâtel et du Locle, les questions concernant la construction en commun de l'Usine de Combe-Garot, l'établissement de la ligne à haute tension entre Combe-Garot et les villes de La Chaux-de-Fonds et du Locle, et enfin à régler conventionnellement avec les mêmes communes l'exploitation en commun de l'Usine de Combe-Garot et du réseau primaire.

Dès 1895, l'entreprise générale fut divisée en trois branches distinctes : l'entreprise du palier moyen, comprenant les travaux à exécuter en commun par les trois communes ; l'entreprise du réseau primaire englobant les travaux à exécuter en commun par les communes de La Chaux-de-Fonds et du Locle ; l'entreprise du réseau secondaire, dont les travaux étaient uniquement à la charge de la Commune de La Chaux-de-Fonds.

A Combe-Garot, le bâtiment put être couvert et fermé avant le commencement de l'hiver 1895. Le 9 août 1895, le Conseil d'Etat prononça d'utilité publique la ligne de transport de la force. A la fin de la même année, elle était à peu près terminée. La station transformatrice, située sous la terrasse du Collège industriel, fut immédiatement entreprise. Au début de l'hiver 1895, le bâtiment était déjà couvert. Mais un beau matin, les collégiens constatèrent avec stupeur que la terrasse s'était effondrée. La Commune intenta un procès aux entrepreneurs. Au Conseil général, on avait proposé aussi de construire la station sur la place de l'Ouest, mais cette suggestion ne fut pas retenue. Les machines de l'Usine génératrice de Combe-Garot fonctionnèrent régulièrement depuis le début de l'année 1896. Quant au réseau secondaire, trois machines étaient prêtes à la fin de 1896, le réseau souterrain complètement terminé et le réseau aérien dans la mesure où le plan le prévoyait. L'exploitation du Service de l'électricité commença le 1^{er} janvier 1897. Dès cette date, il fut aussi possible de fournir le courant à la Compagnie du Tramway ¹⁾).

Son développement

Le 16 septembre 1897, le Conseil communal informait le Conseil général qu'il étudiait un plan d'ensemble comprenant trois questions intimement liées, parmi lesquelles figurait l'établissement d'une station de réserve assurant les Services de l'électricité contre toute perturbation possible. Ces questions demandent, ajoutait-il, une solution rationnelle et rapide en raison de l'extension constante de la ville, de l'augmentation de sa population et des exigences légitimes que celle-ci manifeste à l'égard des services publics.

Dès 1897, les réseaux locaux furent prolongés en divers endroits, en particulier la boucle locale à haute tension depuis

¹⁾ Voir page 183.

la rue de la Paix jusqu'à la rue du Gazomètre et à la Brasserie des Frères Ulrich. En 1898, le Conseil général approuva l'installation de deux batteries d'accumulation et la construction d'une station de réserve pour mettre les installations hydrauliques et la longue ligne de transport à l'abri des perturbations susceptibles d'entraîner un arrêt prolongé de la distribution de l'énergie électrique.

Le Conseil général vota de nouveaux crédits pour l'extension du réseau, à savoir l'établissement d'une nouvelle ligne électrique depuis la rue du Balancier jusqu'aux ateliers de l'ancien Jura neuchâtelois et le prolongement de la ligne de la rue Fritz-Courvoisier. Le Conseil communal demanda et obtint un crédit de 960,000 fr. pour le développement des Services industriels, dont 220,000 fr. pour le Service de l'électricité. Une station d'accumulateurs fut créée qui permit d'utiliser l'énergie perdue pendant la nuit et de régulariser le service de distribution de l'énergie électrique, en particulier pour éviter les à-coups produits par les démarrages des tramways.

Pour remédier au manque d'électricité dans les périodes de grande sécheresse, on installa, en 1899-1900, deux moteurs à gaz, de 250 CV. chacun, dans un bâtiment voisin de l'Usine à gaz. Celle-ci leur fournissait le gaz indispensable à leur bon fonctionnement. Mais leur mise en marche engendrait des oscillations qu'on pouvait enregistrer sur certains immeubles de la rue de la Charrière et en particulier sur la cheminée de l'Usine à gaz. La Maison Deutz, qui avait livré ces moteurs, essaya d'atténuer ces vibrations sans y parvenir complètement.

Le bâtiment administratif du Service de l'électricité, qui se trouvait primitivement à la rue de l'Envers, fut transféré en 1900 à la rue du Collège 32, grâce aux crédits consentis par la Commune et qui permirent d'aménager le bâtiment qui, jusqu'alors, avait abrité un gazomètre.

Depuis 1903, on avait arrêté en principe la construction d'une nouvelle usine électrique à La Chaux-de-Fonds. L'année suivante un concours fut ouvert entre les architectes. L'inauguration de la nouvelle « Usine des Eplatures » eut lieu le 13 août 1908. A côté d'un certain nombre de machines électriques, elle fut dotée d'une machine à vapeur de 850 CV. et de trois chaudières à vapeur d'une surface de chauffe de 250 m² chacune.

Le Service de l'électricité connut en quelques années un essor prodigieux et ne cessa de se développer.

L'approvisionnement de la ville en énergie électrique menaçant de devenir insuffisant, le Conseil général votait le 27 mai 1907 une prise d'actions de 50,000 fr. à la Société d'électricité neuchâteloise S. A. qui s'engageait à fournir à la ville l'énergie électrique dont elle avait besoin. Le 22 juin 1910, le Conseil général autorisait le Conseil communal à contracter un abonnement à l'Electricité neuchâteloise S. A. et à faire les dépenses nécessaires pour transformer l'énergie électrique qui nous arrivait sous forme de courant alternatif triphasé. Ces travaux se terminèrent l'année suivante et le courant appelé communément « Courant de Fribourg » alimentait la Bonne-Fontaine, les Eplatures, le Crêt-du-Locle et les Crosettes. Notons qu'un convertisseur permettait de transformer une partie de ce courant en courant continu.

En 1909, la liaison électrique à courant continu fut établie entre l'Usine de Combe-Garot et celle des Moyats ¹⁾. Celle-ci produisait la force motrice nécessaire au pompage de l'eau de source. Durant les périodes de hautes eaux, elle pouvait aussi produire de l'énergie électrique. Dans le cas contraire, si la sécheresse faisait baisser le niveau des eaux de l'Areuse, les pompes étaient actionnées au moyen du courant électrique fourni par l'Usine de Combe-Garot ou même par la Centrale thermique de La Chaux-de-Fonds.

Le 8 mai 1911, on décidait d'introduire l'éclairage public de nos rues au moyen de l'électricité. Les premières dotées furent la rue Léopold-Robert, la place Neuve et la rue Neuve, et le parc des Crêtets.

La même année, le Conseil général décidait d'accorder des concessions à des installateurs privés pour les installations électriques chez les particuliers.

Pendant la première guerre mondiale, le débit qui ne cessait d'augmenter incita le Service de l'électricité à installer le courant alternatif dans les grandes fabriques. En 1916, la Fabrique Schmidt, pour n'en citer qu'une, renonçait, à cause de la pénurie de charbon, à produire son électricité et se reliant au réseau de la ville.

¹⁾ Voir page 143.

Une question intéressante est celle de savoir pourquoi on remplace le courant continu par le courant alternatif.

Sans vouloir faire ici la théorie des courants, disons simplement que, pour transporter du courant continu à haute tension et pour éviter des pertes sensibles, il faut de gros câbles. Au contraire, pour le transport du courant alternatif, des câbles de faible section suffisent. De grandes économies sont par conséquent réalisées lors de la pose des lignes.

En 1917, l'extension du réseau alternatif se poursuit aussi bien dans les environs que dans les fabriques importantes de la ville.

Après la guerre, le chômage et le marasme des affaires provoquèrent un recul momentané de la consommation, quoique le réseau des environs continuât à s'étendre.

L'année 1921 fut caractérisée par une sécheresse extraordinaire qui empêcha les Entreprises électriques fribourgeoises de livrer la quantité d'électricité prévue par le contrat, tant et si bien que des restrictions furent imposées aux consommateurs. Et la machine à vapeur marcha du 22 décembre 1921 au 6 février 1922 sans interruption.

Le manque d'eau en période de sécheresse était une cause d'ennuis constants pour les usiniers de l'Areuse. Les villes de Neuchâtel, du Locle et de La Chaux-de-Fonds prirent une initiative intéressante. Elles songèrent à créer une accumulation aux Taillières et à régler le débit du lac. Le lac des Taillières se déverse dans un emposieux, et ses eaux, après un parcours souterrain, réapparaissent aux sources de l'Areuse. Les travaux entrepris en 1926 consistèrent à établir une vanne permettant de retenir l'eau et de faire varier le niveau du lac de 6 m. 50. Le volume d'eau accumulée est de 2 millions de mètres cubes environ. Au moment de la fonte des neiges et durant les périodes de pluie le lac se remplit. En cas de sécheresse, en ouvrant la vanne, on procure à l'Areuse un apport d'eau de 400 litres à la seconde.

La machine à vapeur de l'Usine des Eplatures avait pour but de faire face aux pannes qui se produisaient fréquemment sur la ligne de Fribourg. Comme il fallait, en hiver, avoir constamment les chaudières sous pression et prêtes à fonctionner, on décida en 1926 de chauffer les maisons communales du quartier du

Succès au moyen d'une installation centrale. Ce chauffage s'étend maintenant aux fabriques du voisinage.

En 1928, le débit d'électricité ayant encore augmenté, on envisage le remplacement partiel de la distribution à courant continu par une distribution à courant alternatif. Mais par le fait des pannes nombreuses qui se produisaient sur les réseaux des Entreprises électriques fribourgeoises et de l'Electricité neuchâteloise S. A., les abonnés manifestèrent d'abord une vive opposition. La Commune procéda néanmoins aux changements de courant prévus et pour éviter des ennuis le Conseil général, dans sa séance du 12 avril 1929, autorisait les Services industriels à faire l'acquisition d'un moteur Diesel, de la Maison Sulzer, de Winterthur, de 3,000 CV, accouplé à un alternateur pouvant fournir, 2,000-2,700 kW. de courant triphasé 4,2000 volts. Ce moteur, d'une puissance équivalente à celle que nous fournissait l'Electricité neuchâteloise S. A., permit dès lors d'assurer le bon fonctionnement du réseau.

La rénovation des usines

Depuis plusieurs années, on parlait sérieusement de la transformation des Usines de Combe-Garot et des Moyats, en vue d'obtenir une production de courant alternatif. Des projets étaient tout prêts et n'attendaient que le moment de pouvoir être exécutés. Ainsi le courant alternatif prenait une revanche éclatante sur son ancien rival de 1894 et commençait à s'installer victorieusement un peu partout. Il fallut même envisager la transformation du courant continu en courant alternatif. Pour se dégager de cette étrange situation, le Conseil général votait en 1933 les crédits nécessaires à la transformation des Usines de Combe-Garot et des Moyats. Malheureusement, le chômage qui sévissait dans nos Montagnes et qui paralysait nos industries fit renvoyer les travaux à des temps meilleurs.

En 1937, une chaudière électrique de 700 kW., munie d'un accumulateur de chaleur de 75 m³ (pression max. 12 atmosphères), vint compléter nos installations de chauffage à distance.

L'année suivante, les Services industriels, d'entente avec la Commune du Locle, reprenaient l'étude des projets de la transformation des usines de l'Areuse. La guerre, qui éclata entre temps, n'enraya pas, heureusement, le développement et l'exécution des travaux ; ceux-ci furent entrepris dès 1940.

Bornons-nous à relever que la réalisation du projet a introduit des machines et des appareils neufs et perfectionnés dans les deux usines rénovées et améliorées au point de vue technique. Quant à l'Usine des Moyats, elle était conçue de façon à absorber du courant, ou au contraire à fournir de l'énergie électrique, suivant le débit de l'Areuse et les nécessités de pompage de l'eau potable ¹⁾. L'Usine des Moyats entra en service régulier le 23 novembre 1940 et celle de Combe-Garot le 24 février 1941. Les chiffres suivants donnent une idée des progrès réalisés lors de la transformation de ces deux usines :

	Combe-Garot	Moyats
Avant	1,350 kW.	jour : 600 kW. ; nuit : 230 kW.
Après	2,550 kW.	jour : 1,350 kW. ; nuit : 1,000 kW.

A cette amélioration du rendement des usines, il faut ajouter encore l'amélioration du rendement de la ligne de transport.

L'augmentation rapide du débit incite les Services industriels à prévoir le développement de leurs installations électriques. Des études sont en cours et nous aurons l'occasion d'y revenir plus loin.

L'évolution des tarifs

Une question d'actualité, d'autant plus intéressante qu'elle est plus délicate à résoudre, et qui préoccupe les pouvoirs publics, est celle des tarifs.

Au début, l'énergie électrique a été vendue presque partout à forfait. Ce mode de faire, simple mais peu rationnel, se justifiait par le prix de revient de l'énergie produite dans les usines électriques non utilisées à leur pleine capacité.

Par la suite, le nombre des appareils électriques ne cessant d'augmenter et les usines construites ne suffisant plus, l'énergie électrique dut être vendue au compteur. Des tarifs différents, pour la lumière, la force motrice, et plus tard pour le chauffage, furent introduits. Des distinctions de prix de vente étaient en outre appliquées pour l'utilisation diurne ou nocturne du courant. Cette multitude de tarifs, qui se retrouve dans toutes les villes, est une entrave pour le consommateur et une complication pour le fournisseur, du fait qu'elle nécessite la pose de lignes sépa-

¹⁾ Voir page 146.

rées. D'autre part, on ne sait pas toujours à quel tarif raccorder certains appareils électriques. Le malaise est général. Aussi, quelques spécialistes ont-ils étudié ce problème attentivement. Sans nous arrêter longuement sur les questions de principes, disons qu'on en est arrivé au tarif binôme. Il est de même structure que le tarif téléphonique qui se compose de l'abonnement et de la taxe de conversation. Le tarif binôme est encore peu développé en Suisse, malgré sa simplicité. Nous l'avons introduit en 1943 et nous généraliserons son application. Tous les appareils sont raccordés au même compteur, et nous n'avons pas à nous préoccuper de l'usage (lumière, force ou chauffage) qu'en fera l'abonné, pas plus que l'Administration des téléphones, pour le prix des conversations, ne fait de différence entre des ordres de bourse et des déclarations d'amour.

Projets d'avenir

En conclusion, disons quelques mots au sujet des études en cours. Dans les bonnes années, en 1928 et 1929 par exemple, qui furent des années prospères, notre ville absorbait 10 millions de kWh. La guerre de 1939 a provoqué une augmentation de la demande d'électricité, si bien que la consommation a été du double en 1943.

La transformation des usines des Gorges de l'Areuse a favorisé cette importante augmentation de débit, tout en permettant de diminuer nos achats d'énergie électrique à l'Electricité neuchâteloise S. A. Le transport de toute cette force a pu se faire grâce à notre réseau alternatif neuf et bien proportionné.

On constatera que la situation de notre régie est saine, surtout si l'on songe que le prix de vente moyen du kWh. a baissé de moitié depuis 1928. Le résultat est heureux puisque, d'une part, l'équilibre de nos finances a été maintenu, et que, d'autre part, il permet de rendre plus de services au public.

La grande inconnue, aussi bien pour nous que pour l'ensemble des usines suisses, réside dans l'accroissement de la consommation qu'il faut envisager pour l'après-guerre. Nous ne pouvons pas engager des capitaux énormes dans la construction d'usines électriques, sans avoir un minimum de chances de vendre l'énergie à un prix raisonnable, permettant d'amortir les nouvelles installations. Afin de gagner du temps, nous avons

étudié certains projets susceptibles d'être réalisés en temps opportun.

Selon le programme établi, la distribution à courant continu aura disparu en ville à fin 1948. Un plan complet des travaux à exécuter pour distribuer 40 millions de kWh, est établi.

Le problème de l'approvisionnement futur de la ville reste au premier plan. On a pensé à l'agrandissement des usines des Gorges de l'Areuse ; la difficulté principale n'est pas d'agrandir ces usines, mais bien de savoir où capter l'énergie qui nous manque en cas de sécheresse. Notre canton est malheureusement bien éloigné des Alpes où l'on peut créer des bassins d'accumulation. Il y a évidemment des possibilités de construire sur le Doubs une ou deux usines intéressantes. Un projet, peut-être trop vaste pour être économique, prévoyait un barrage à Moron, mais la pierre d'achoppement est la chute utilisable, relativement faible, qui diminuerait de puissance en périodes de sécheresse.

Nous avons étudié la création d'une usine, dite de la Ronde, qui serait située au bord du Doubs et qui utiliserait les eaux de pluie, les eaux d'égouts et les eaux de la Ronde provenant de La Chaux-de-Fonds. La chute utilisable serait d'environ 340 m. Des études scientifiques ont révélé que la production annuelle d'énergie électrique serait de l'ordre de 4 millions de kWh. Cette usine de pointe serait alimentée par un bassin d'accumulation de 150,000 à 300,000 m³, que l'on construirait dans la combe de la Ronde. A ce sujet, deux solutions sont en présence : l'une prévoit le percement d'une galerie pour atteindre la vallée du Doubs ; l'autre, le pompage de l'eau pour la faire passer par-dessus le Valanvron. Le pompage se ferait la nuit et le dimanche, avec du courant de déchet provenant des usines des Gorges de l'Areuse. On envisage la construction d'un réservoir de 20,000 m³ au point le plus haut. De jour, en faisant fonctionner l'Usine de la Ronde, on récupérerait environ 60 % de l'énergie utilisée de nuit pour le pompage. Dans le projet avec galerie, le pompage se ferait depuis le Doubs au moyen de courant de déchet, et servirait à remplir le grand bassin d'accumulation.

Nous étudions également les possibilités de régulariser le cours de l'Areuse. Plusieurs solutions ont dû être écartées, par suite de conditions géologiques défavorables. Il reste à pousser

les études de fermeture des sources de l'Areuse et de la Noiraigue en cas de hautes eaux, et d'ouverture en cas de basses eaux. Il semble que, sous cette forme, une accumulation intéressante pourrait être réalisée. On envisage aussi d'accroître les apports d'eau au lac des Taillières en y conduisant en particulier les eaux qui se déversent actuellement dans l'emposieux de La Brévine.

Mentionnons encore l'étude pour la création de réserves thermiques qui produiraient de l'énergie électrique et la chaleur nécessaire au chauffage des immeubles raccordés à notre installation de chauffage à distance.

Toutes ces études, qui demandent beaucoup de temps, ne sont pas inutiles. Elles permettent de nous orienter plus sûrement dans la voie des réalisations techniques propres à assurer l'approvisionnement de la ville en énergie électrique.

D'où provient l'énergie électrique utilisée à La Chaux-de-Fonds ?

Année	Combe Garot sur l'Areuse	Moyats sur l'Areuse	ENSA courant de Fribourg	Thermique Moteurs à gaz Machine à vapeur Moteur Diesel	Total
	KWH.	KWH.	KWH.	KWH.	KWH
1897	274,000	—	—	—	274,000
1900	1,060,000	—	—	—	1,060,000
1905	1,900,000	—	—	—	1,900,000
1910	2,588,800	—	—	51,200	2,640,000
1914	3,217,200	—	159,900	12,900	3,390,000
1918	5,049,500	554,700	2,054,000	1,600	7,659,800
1922	5,722,100	327,500	1,540,400	24,300	7,614,300
1926	5,424,200	646,100	3,187,600	13,900	9,271,800
1928	4,580,400	688,000	4,374,500	37,800	9,680,700
1930	5,793,100	815,900	3,602,500	131,100	10,342,600
1932	6,155,400	971,600	2,801,000	171,200	10,099,200
1934	6,060,200	939,800	2,387,400	436,200	9,823,600
1936	6,886,100	1,251,600	2,051,900	60,200	10,249,800
1938	6,449,400	2,369,400	2,309,800	111,100	11,239,700
1939	6,496,900	2,436,100	1,991,300	153,200	11,077,500
1940	5,627,800	2,202,000	3,604,700	38,500	11,473,000
1941	10,291,900	5,161,800	1,342,800	7,400	16,803,900
1942	9,282,800	4,379,400	2,118,800	13,100	15,794,100
1943	10,900,800	5,829,600	3,121,300	17,500	19,869,200

13. Les Abattoirs

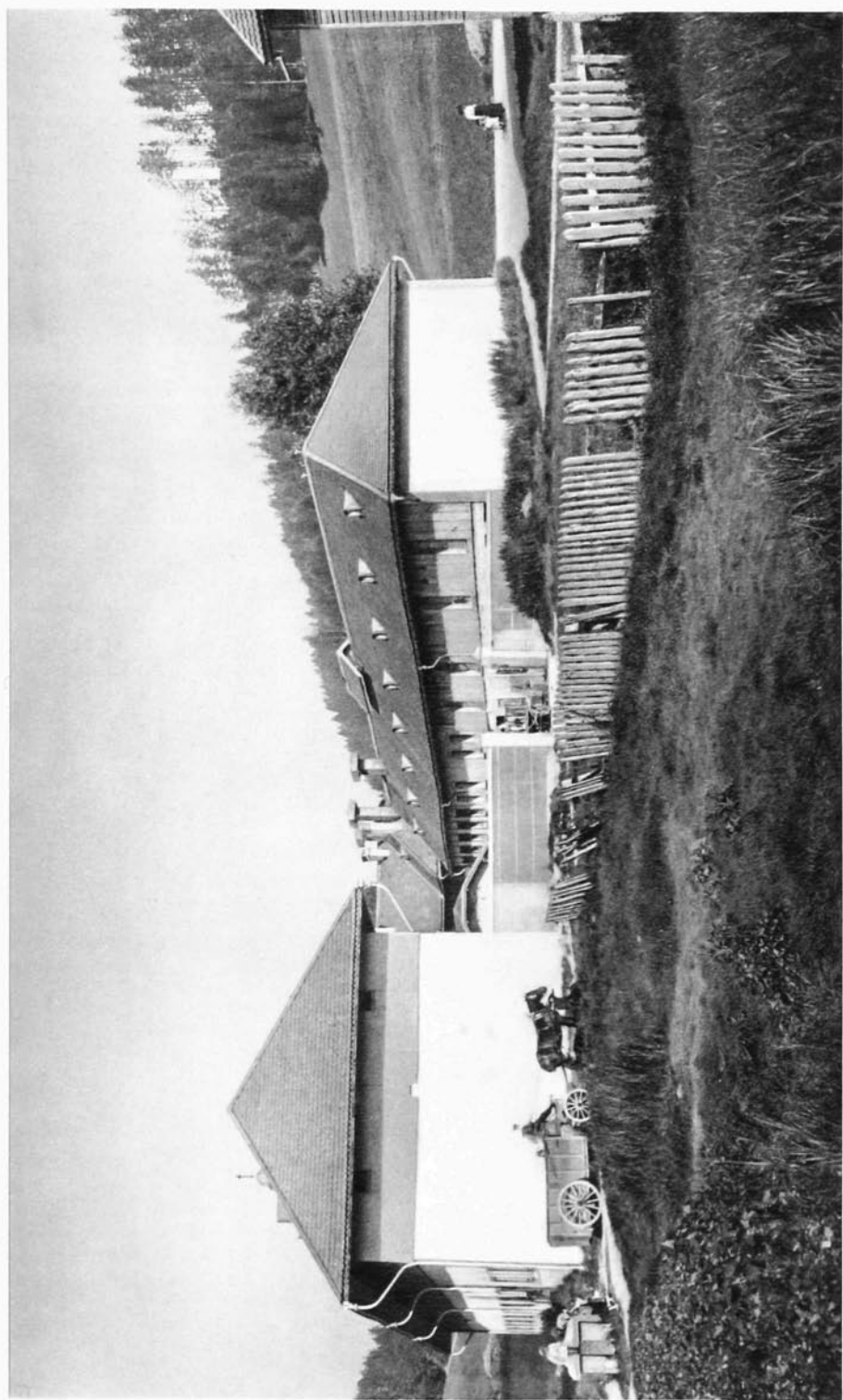
«... Manque de place pour le service d'abattage... aux écuries... intérieur des loges en très mauvais état... mobilier et installations intérieures absolument insuffisantes... éclairage au moyen de l'antique chandelle assujettie à l'extrémité d'une sorte de casque que les bouchers se placent sur la tête, le suif se répandant sur la viande en manipulation... », telles étaient les doléances, au 15 juillet 1897, des maîtres bouchers sur l'aménagement des abattoirs construits de 1839 à 1841 à la combe des Moulins. Une pétition était adressée au Conseil communal pour la création de nouveaux locaux.

Le Conseil communal, qui n'avait pas attendu cette requête pour chercher à améliorer l'établissement, déposait, le 27 mars 1899, son premier rapport et s'adjoignait une commission consultative temporaire composée de MM. Georges Leuba, William Bech, Jules Froidevaux, Charles Perrin, Ariste Robert, Dr Eugène Bourquin, Georges Dubois, Fritz Baumann et Léonard Daum. Le Conseil communal se mettait en relation avec M. Uhlmann, architecte, à Mannheim, spécialiste de ces questions, et lui demandait un projet.

Le 7 mars 1901, la commission déposait ses conclusions. La construction de nouveaux abattoirs était votée en principe.

L'emplacement de la nouvelle construction a été minutieusement examiné. D'abord il sembla que les Crosettes auraient la priorité, mais devant les difficultés de raccordement à une voie ferrée, le lieu dit « sur les Sentiers » (aux Eplatures) fut choisi.

Au mois de janvier 1902, M. Uhlmann faisait parvenir son premier projet devisé à 1 million 096,967 fr. Examiné par la commission, celui-ci était remanié et les frais de premier établissement abaissés à 875,000 fr. Cependant une nouvelle étude effectuée par le Conseil communal amenait ce dernier à solliciter du Conseil général, le 6 juillet 1903, un crédit de 1 million 057,637 fr. 50. Les terrains et les frais préliminaires ayant fait l'objet d'une demande de 42,362 fr. 50, c'est 1 million 100,000 fr. que la Commune devait se procurer pour les nouveaux abattoirs qui furent inaugurés le 27 septembre 1906.



La Chaux-de-Fonds, les abattoirs du Chemin Blanc en 1842.

Les bâtiments sont du style « Renaissance allemande ». L'aménagement intérieur est du type allemand, système des halles uniques, par opposition au système français de loges d'abattage séparées.

L'exploitation s'est avérée excellente et aucun fait notable n'est venu l'entraver. Successivement, MM. Langner, Dédie, Besse, actuellement vétérinaire cantonal, et Egli depuis 1937, ont été appelés à la direction de l'établissement. L'effectif du personnel a varié selon les besoins immédiats. Il est aujourd'hui de huit employés.

Le capital engagé est de 1 million 460,000 fr. Une installation de congélation rapide de la viande avec chambre de dépôt pour 45 tonnes portera, en 1944, au million et demi, les fonds investis dans cette régie communale.

De par leur situation, leur équipement moderne encore à l'heure actuelle, un raccordement direct à la voie ferrée et leurs installations frigorifiques, les Abattoirs de La Chaux-de-Fonds resteront pour de longues années un modèle du genre.

J. Kunz.

14. L'Office de ravitaillement

En août 1914, l'organisation de l'économie de guerre n'était pas prête à fonctionner, si toutefois elle avait été prévue. Cette lacune créa des difficultés considérables et ce n'est que vers la fin de la grande guerre, en novembre 1918, que commença à être au point le lourd système mis sur pied. Qui ne se souvient des attentes interminables devant les locaux de vente de denrées rationnées ? Pour obtenir quelques kilos de pommes de terre, il fallait souvent que la ménagère patientât une demi-journée, dehors, quelquefois sous la pluie ou la neige.

D'autre part, les commerçants ont encore en mémoire jusqu'à quel point l'économie de guerre avait limité la liberté des entreprises. Les Offices communaux de ravitaillement eux-mêmes jouaient le rôle de grossistes-détaillants et cédaient aux commerçants ou aux consommateurs directement des denrées alimentaires, des combustibles, du bois, de la tourbe, des étoffes, des habits et des chaussures provenant de stocks militaires américains, etc. Notre Commission locale de ravitaillement faisait pour plusieurs centaines de milliers de francs d'affaires par an. Elle importait même des denrées alimentaires de l'étranger.

Durant de longs mois les titres de rationnement furent émis directement par la Commune, puis ils devinrent petit à petit cantonaux, puis fédéraux. La plupart des prix officiels étaient fixés par l'autorité communale. Aussi les difficultés pratiques que rencontra la Commission communale de ravitaillement de notre ville furent très importantes.

La situation est toute différente actuellement. Préparée depuis 1936, mise au point par arrêté fédéral du 27 décembre 1938, l'organisation complète de l'économie fédérale de guerre put déployer ses effets dès le 4 septembre 1939. Depuis lors, elle a travaillé sans relâche à :

- assurer le ravitaillement du pays,
- donner du travail à la main-d'œuvre,
- répartir équitablement les biens disponibles,
- secourir les milieux les plus modestes de la population.

En avril 1939, le Département fédéral de l'économie publique adressait une brochure à tous les ménages suisses annonçant que l'organisation du rationnement des denrées alimentaires en cas de guerre demanderait un à deux mois, que pendant cette période un certain nombre de denrées alimentaires ne seraient plus mises en vente et qu'il était donc indispensable que chaque ménage, restaurant, etc., constituât une provision suffisante pour deux mois. La liste des marchandises dont la vente serait interdite comprenait : sucre, riz, légumineuses, pâtes alimentaires, produits à base d'orge et d'avoine, farine, semoule et farine de maïs, graisses alimentaires, beurre fondu, huile à frire et à salade, sel. Les familles dans la gêne, qui ne purent effectuer cette dépense, durent s'inscrire à l'Office de ravitaillement, rue du Marché 18. Ce fut le début de notre activité.

6,600 cartes bleues, pour constitution de la réserve obligatoire, furent délivrées aux personnes à ressources modestes, du 29 août au 20 septembre 1939. De plus, jusqu'au 1^{er} novembre 1939, date de l'entrée en vigueur des cartes alimentaires fédérales, 45,000 bons communaux de denrées frappées par l'interdiction de vente furent distribués aux ménages de notre ville.

Pour ce qui est des carburants, nous avons remis aux ayants droit, au moment de la déclaration de guerre, 3,000 bons d'un litre de pétrole, 2,000 bons de benzine, 2,000 bons d'esprit-de-

vin, 2,000 bons de térébenthine et 5,700 cartes générales de carburant. Le rationnement du pétrole, de la benzine et des sous-produits exigea l'établissement de 10,000 fiches.

Le rationnement du charbon, décrété par la Confédération le 15 novembre 1939, nous obligea à faire remettre une formule de déclaration des besoins en combustibles à chaque ménage, de les recueillir et de les tenir à jour. 12,378 formules ont été déposées à notre office.

Il serait certes fastidieux dans le présent rapport de donner une nomenclature complète de tous les travaux que nous donnont, au point de vue communal, les centaines d'ordonnances et d'arrêtés relatifs à l'économie de guerre¹⁾. Nous nous bornerons à citer les faits essentiels.

Introduction des cartes de repas. — L'Office fédéral de guerre pour l'alimentation a fixé au 1^{er} avril 1941 l'introduction des cartes de repas. Notre office reçoit actuellement 250,000

¹⁾ Bien que n'ayant rien de spécifiquement chaux-de-fonnier, le tableau suivant de l'entrée en vigueur des différents rationnements correspond au développement pris par notre office :

Avoine et orge	1 ^{er} novembre 1939
Bandages en caoutchouc	7 janvier 1941
Bois de feu	17 octobre 1940
Cacao	7 juin 1941
Café	7 juin 1941
Carburants et combustibles liquides	28 août 1939
Charbon	15 novembre 1939
Chaussures	25 novembre 1940
Crème	21 octobre 1940
Farine	1 ^{er} novembre 1939
Fromage	31 août 1941
Confitures, miel, sirops	4 mai 1942
Graisses, huiles	1 ^{er} novembre 1939
Lait	1 ^{er} novembre 1942
Laine	25 novembre 1940
Légumineuses	1 ^{er} novembre 1939
Lessives (produits pour lessives)	1 ^{er} décembre 1940
Millet, dariste, alpiste	1 ^{er} avril 1942
Oeufs	3 décembre 1941
Pâtes alimentaires	1 ^{er} novembre 1939
Pâte à gâteau	1 ^{er} décembre 1940
Produits diététiques	27 novembre 1941
Pain	16 octobre 1942
Savon	1 ^{er} décembre 1940
Sucre	1 ^{er} novembre 1939
Textiles	25 novembre 1940
Thé	7 juin 1941
Tourbe	25 juin 1940
Viande	1 ^{er} mars 1942
Charbons indigènes	26 mars 1943
Chocolats, confiserie	10 juin 1943

coupons de repas par mois de la part des restaurateurs, ce qui représente (à raison de 2 coupons par repas) 125,000 repas servis.

Combustibles. — L'enquête faite auprès des consommateurs de La Chaux-de-Fonds a permis d'établir qu'avant 1939 nous consommions 30,000 tonnes de charbon, 27,000 stères de bois et 1,500 bauches de tourbe. Quoique ces chiffres aient été un peu forcés, nous devons reconnaître qu'ils approchent de la réalité. Les contingents de base ont été revus et corrigés, selon un barème officiel judicieusement établi par l'Office fédéral :

Exemples

Chauffage central par étage. — Pour une puissance calorifique de la chaudière de 8,000 calories/heure, un logement de 3 chambres, occupé par 2 personnes, le contingent de base est fixé à 2,350 kg. de coke (tenant compte que notre localité est située à 1000 m. d'altitude).

Chauffage par poêles. — Un logement de 3 chambres, occupé par 2 personnes, recevra ses attributions de charbon, selon un contingent de base de 1,400 kg. d'anthracite ou 1,550 kg. de coke.

Pour la période de chauffage 1939-1940, les consommateurs ont reçu les 100 % de la consommation annuelle, réserves incluses, contre autorisations d'achat.

En 1940-1941, les attributions ont été les suivantes :

Particuliers	50 %	de la consommation annuelle
Hôpitaux, fabriques . . .	65 %	» » » » »
Administrations, écoles,		
banques	55 %	» » » » »
Pour 1941-1942, elles ont été de :		

35 %	du contingent de base
45 %	» » » » »
40 %	» » » » »

Pour 1942-1943, de 25 à 45 % du contingent de base.

Pour 1943-1944, de 25 à 45 % (bois compris, de 10 à 15 %).

Echange de coupons de rationnement par les détaillants. — Notre office contrôle régulièrement les inventaires de marchandises rationnées de 278 détaillants, soit 1,003 inventaires. En 1942, il a été échangé des coupons de consommateurs aux détaillants de notre ville contre des coupons de grandes rations

pour 1 million 987,296 kg. de denrées, représentant 100,000 feuilles de contrôle et 70,000 cartes de lait.

Entreprises de l'artisanat et de fabrication. — En 1942, ces entreprises ont reçu les attributions suivantes de denrées rationnées :

Sucre	52,384 kg.	Huile	336 kg.
Confitures, miel, sirop	4,521 »	Beurre	9,842 »
Riz	2 »	Margarine	35,864 »
Pâtes alimentaires	38 »	Oeufs en coquille	183,058 pièces
Farine	2,622,350 »	Oeufs en poudre	168,169 »
Fromage	7,449 »	Café	469,900 points
Graisse	604 »	Thé, chocolat	644,200 »
		Lait, dès novembre	39,497 litres

En dehors des activités citées plus haut, notre office de ravitaillement s'occupe du rationnement des combustibles liquides, des bandages en caoutchouc pour cycles, du bois de feu, de la tourbe, de l'approvisionnement des ruches d'abeilles, des attributions à 3,000 malades en moyenne par an, des abattages de bétail à domicile, des textiles, des chaussures, du recensement trimestriel des poules et canes pondeuses, du savon et du contrôle des prix.

De 1 employé occupé en 1939, le personnel a passé à 15 employés au 30 septembre 1943, dont 11 surnuméraires. Les locaux occupés précédemment au rez-de-chaussée est de la rue du Marché 18, comprenant seulement deux guichets pour la réception du public, ont été transférés en janvier 1942 à l'ancien Cinéma Simplon, rue Jaquet-Droz 25. Ils sont dotés de meubles modernes et comprennent neuf guichets. Les distributions d'autorisations d'achat de combustibles et de cartes de denrées alimentaires se font régulièrement à la Halle aux Enchères, rue Jaquet-Droz 23, avec l'aide d'agents de la Police locale. Ces distributions se font rapidement et le public n'a pas longtemps à attendre pour recevoir les diverses attributions.

Après quatre ans d'économie de guerre, nous pouvons déclarer que le système mis sur pied a donné entière satisfaction à notre population. Nos magasins d'alimentation, de textiles, de chaussures, nos entrepôts de combustibles sont suffisamment pourvus de marchandises pour couvrir les titres de rationnement remis par la clientèle. Le marché noir étant pourchassé avec une extrême sévérité, il est à peu près inexistant actuellement dans notre région.

A. Kneuss.

ASSOCIATION

POUR LE DÉVELOPPEMENT

DE LA CHAUX-DE-FONDS

Assemblée constitutive : 24 avril 1930.

L'article premier des statuts adoptés par l'assemblée générale du 8 juillet 1930 stipule :

« Sous la dénomination *Association pour le développement de La Chaux-de-Fonds*, il a été constitué à La Chaux-de-Fonds une association régie par les articles 60 et suivants du Code civil suisse. Le siège de l'association est à La Chaux-de-Fonds. Elle possède la personnalité civile. Sa durée est illimitée. »

Les buts de l'association sont définis par l'art. 2.

Le but de l'association est de travailler au développement et à la prospérité de La Chaux-de-Fonds ; de sauvegarder et de promouvoir les intérêts de la cité dans le sens le plus large et le plus utile ; de coordonner et de grouper en un seul organisme les efforts tendant à ce but.

L'œuvre de l'association doit avoir un caractère essentiellement local.

L'art. 3 précise enfin que « l'association est neutre en matière politique et confessionnelle ».

Quelques réalisations

1930 Edition de la carte des sentiers du Doubs.

1931 Terrasses fleuries des établissements publics.
Edition de 500,000 enveloppes avec vignettes de propagande.
Edition du *Petit Guide de La Chaux-de-Fonds*.

- 1932 Journées de l'A. D. C. au Théâtre (12 mai).
Exposition d'horlogerie ancienne et moderne (août-septembre).
Journée franco-suisse.
Cortège de la jeunesse.
Première braderie.
Représentation de *L'Enlèvement au Sérail*.
- 1933 Quinzaine commerciale. 5,000 fr. sont versés aux Colonies de vacances et à l'Œuvre des chômeurs nécessiteux ¹⁾.
Edition de la plaquette *La Chaux-de-Fonds*.
Exposition des peintres du Jura.
Fondation de la Société coopérative du salon suisse de l'horlogerie.
Deuxième braderie.
- 1934 Concours d'automates au sein du Deuxième Salon suisse de l'horlogerie.
Carte panoramique des Montagnes neuchâteloises.
Première course d'estafettes.
Troisième braderie.
- 1935 Fêtes du centenaire de Léopold Robert ; festival ²⁾ ; inauguration du monument ³⁾.
Deuxième course d'estafettes.
Quatrième braderie.
- 1936 Réédition de la carte panoramique des Montagnes neuchâteloises.
Edition de la carte de ski du canton de Neuchâtel.
Cinquième braderie.
- 1937 Troisième course d'estafettes.
Insigne A. D. C. pour commerçants.
Subvention annuelle à la Flèche du Jura.
Edition du *Nouveau Guide de La Chaux-de-Fonds*.
Sixième braderie.
Cinquantième de l'arrivée des eaux.
- 1938 Inauguration de la table panoramique de la Vue-des-Alpes.

¹⁾ Voir pages 609 et suivantes.

²⁾ Voir pages 412 et 458.

³⁾ Voir page 507.

- 1938 Installation de six postes de secours pour skieurs accidentés.
Septième braderie.
- 1939 Edition des nouvelles cartes de membres.
Edition d'un nouveau dépliant.
- 1940 Première exposition de peinture dans les vitrines.
Huitième braderie.
- 1941 Deuxième exposition de peinture dans les vitrines.
Commémoration du 650^e anniversaire de la fondation de la Confédération.
Cortèges et manifestations *La jeunesse et le pays*.
Concours d'idées.
- 1942 Troisième exposition de peinture dans les vitrines.
Edition de *Sommets et Rivières*.
Comptoir de l'artisanat et des industries nouvelles.
Films documentaires.
Collaboration à la réorganisation de l'Ecole suisse de ski.
- 1943 Quatrième exposition de peinture dans les vitrines.
Premier tournoi de bridge.
Exposition des produits du sol du district de La Chaux-de-Fonds, en collaboration avec la Société d'horticulture.
- 1944 Nouvelle carte de membres (La Chaux-de-Fonds en 1805, d'après un tableau d'Aurèle Robert).
Edition du volume *La Chaux-de-Fonds, Documents nouveaux*.
Exposition *La Cité vivante* au Musée des Beaux-Arts, à l'occasion du 150^e anniversaire de l'incendie du village (6 mai-29 mai).

Effectifs :

1930 : 86 membres.
1935 : 287 membres.
1940 : 411 membres.
1943 : 441 membres.

Président depuis 1930 : Julien Dubois.

Secrétaire-caissier depuis 1932 : André Pettavel.

André Pettavel.

LA VIE ÉCONOMIQUE

I.

LES MOYENS DE COMMUNICATION

1. Les chemins de fer¹⁾

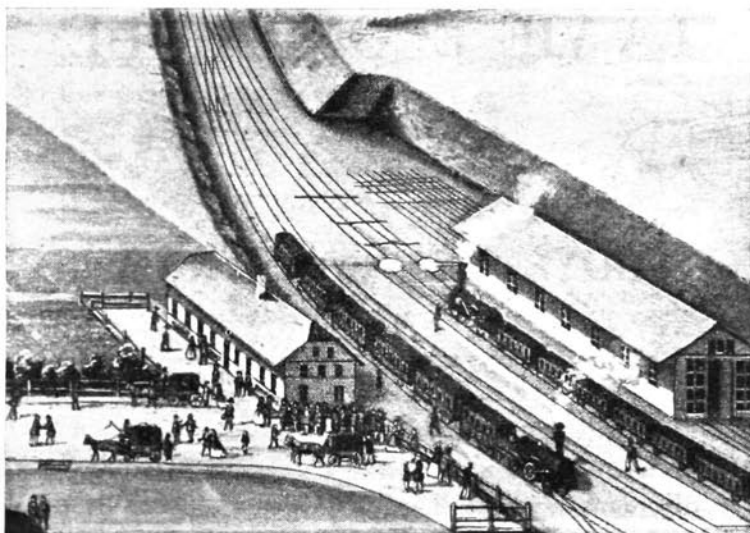
Le problème de l'« espace vital » s'est toujours résumé pour notre ville dans la recherche des meilleurs moyens de communication : depuis l'opposition de Fritz Courvoisier à la création d'une première ligne ferroviaire Les Verrières—Thielle jusqu'à la conquête moins dramatique de la « Flèche du Jura », les relations par chemin de fer ont passionné notre opinion locale, et c'est chose bien naturelle.

On pourra relire dans le volume du centenaire les péripéties agitées de la création du *Jura industriel*, avec d'autant plus d'agrément et d'intérêt que la proposition actuellement discutée de la route horlogère vers Bienne provoque parfois les mêmes rivalités. L'auteur du récit ²⁾, Henri Morel, ne rappelle-t-il pas en effet l'amusant souvenir que voici : montant au Locle en diligence avec le secrétaire du *Jura industriel* pour examiner sur place le projet que l'on commençait alors — 26 mai 1855 — à étudier, il s'était moqué avec une certaine insouciance de l'idée tout récemment lancée par un ancien pharmacien chaux-

¹⁾ Ce chapitre a été rédigé essentiellement sur la base de statistiques fournies par la Division de l'exploitation du 1^{er} arrondissement des C. F. F.

²⁾ *La Chaux-de-Fonds, son passé, son présent*, 1894, pp. 227-263.

de-fonnier, Ambroise Vielle, de relier les Montagnes à Neuchâtel plutôt qu'à Bienne. Ce fut pourtant cette liaison purement cantonale, et comportant de bien plus longs tunnels¹⁾, qui se réalisa la première : Le 1^{er} juillet 1857 fut inauguré le tronçon Le Locle—La Chaux-de-Fonds et, en 1860, en trois étapes :



Cliché Courvoisier

La première gare de La Chaux-de-Fonds, incendiée en 1877

La Chaux-de-Fonds—Les Convers, Neuchâtel—Les Hauts-Geneveys, Les Convers—Les Hauts-Geneveys ; la ligne neuchâtoise était achevée. Faillite du *Jura industriel*, exploitation en régie, démission du Conseil communal de notre ville provoquée par les propriétaires refusant les charges dont ils allaient être grevés du fait des déficits ferroviaires, curieuses propositions de vote censitaire, de loteries, de taxes sur les pianos pour combler ces déficits ; nos prédécesseurs ont raconté tout cela. Une première proposition de rachat par l'Etat fut rejetée par le peuple

¹⁾ Les C. F. F. nous fournissent sur les tunnels les renseignements suivants :

Tunnels	Parcours	Longueur	Percement	Ouverture
Les Loges	Les Hauts-Geneveys—Convers	3259 m	16 janvier 1860	15 juillet 1860
Les Crosettes	Le Creux—La Chaux-de-Fonds	1618 m	17 décembre 1888	26 juillet 1889

en 1875, et c'est la Compagnie du *Jura-Berne* qui exploita nos lignes ; puis en 1884 le rachat fut voté et une « Compagnie du chemin de fer du Jura neuchâtelois » assura le trafic sur la ligne reprise en régie par l'Etat en 1886, avec l'aide des trois grandes communes du canton.

En 1894, toutes les lignes quittant notre ville existaient donc, puisque le tronçon La Chaux-de-Fonds—Renan, supprimant le détour par Les Convers, avait été inauguré en 1888, le régional des Ponts en 1889, celui de Saignelégier en 1892 jusqu'à la place d'Armes et une année plus tard jusqu'à la gare ¹⁾.

Dès 1898, dix-sept projets pour l'aménagement de la gare actuelle des voyageurs et celle des marchandises faisaient l'objet de discussions sérieuses. Le projet de 2,5 millions, voté par le Grand Conseil l'année suivante, fut exécuté de 1900 à 1905, le bâtiment actuel de la gare aux voyageurs ayant été achevé et mis en service en 1904. La Commune participa à certains ouvrages comme, par exemple, le passage sous-voies de la rue du Midi (à 100 %), le Grand-Pont, la passerelle — en 1908 —, le pont du Grenier, etc.

A part les chemins de fer régionaux, il existe donc encore à cette époque une dualité ferroviaire : le Jura Neuchâtelois et les C. F. F. Ceux-ci exploitent exclusivement la ligne de Sonceboz et leurs statistiques de 1904 à 1913 indiquent dans cette direction un nombre de voyageurs assez régulier dépassant toujours 200,000 et atteignant en 1911 le maximum de 265,399 au total (billets simple course, aller et retour, abonnements). Ce chiffre place la gare de La Chaux-de-Fonds C. F. F. au 53^e rang des gares C. F. F. de la Suisse pour le trafic avec Sonceboz—Bienne seulement. Chose curieuse, ce rang est bien plus favorable si l'on n'envisage que le nombre des billets aller et retour (151,008) qui nous fait monter à la 46^e place, tandis que les billets simple course délivrés nous repousseraient au 90^e rang ! Signe que si les Chaux-de-Fonnières quittent leur ville, ce n'est pas pour longtemps, et qu'ils aiment à y revenir ! Si l'année 1911 présente le record en chiffres absolus, il n'en est pas de même quant à notre importance relative aux autres gares suisses. A cet égard (toujours pour la ligne de Sonceboz exclusi-

¹⁾ Cf. les indications plus complètes répétées ici-même dans l'historique de la poste, page 198.

vement, bien entendu), la meilleure année est 1904 où nous nous trouvons au 35^e rang, et à ne considérer que les billets aller et retour, l'année 1908 où nous montons même au 33^e rang, alors qu'à cette époque nous sommes pour l'ensemble du trafic voyageurs au 41^e ou 42^e rang pendant trois ans de suite, et pour les billets simple course au 65^e rang. La préférence des Chaux-de-Fonniens pour les billets aller et retour est donc une constante frappante de ces premières statistiques.

Ces mêmes données nous révèlent qu'entre 1903 et 1912 les bagages reçus et expédiés dans la direction de Sonceboz s'élevaient en général à plus de 650 tonnes par année, les têtes de bétail à 1,400 ; les marchandises expédiées en 1909 ne pesaient que 6,904 tonnes (année la moins favorable) et atteignent le maximum de 10,123 tonnes en 1907. Nous *recevions* évidemment déjà des poids beaucoup plus importants, étant donné les conditions de notre économie : en 1903, 54,739 tonnes (maximum) ; en 1909, 40,294 tonnes (minimum). La nature même de notre industrie explique non seulement cette différence de poids entre les « importations » et les « exportations », mais aussi, du fait que les produits de l'horlogerie n'atteignent guère de gros poids, le rang bien meilleur que nous occupons relativement aux autres gares suisses quand on considère non le tonnage mais le nombre de lettres de voiture : si, quant au poids, nous passons du 52^e rang en 1906 au 81^e en 1912, nous nous tenons quant au nombre des lettres de voiture au 37^e rang en 1906 et au 46^e en 1912. Il s'agit toujours, bien entendu, de la ligne de Sonceboz seulement, puisque seule elle dépend des C. F. F.

Mais cela va changer. En effet, l'exploitation du réseau neuchâtelois se révèle déficitaire et, alors déjà, on préconise l'électrification des lignes. Comment cependant trouver les 5 millions nécessaires ? On en vient à discuter du rachat du *Jura Neuchâtelois* par la Confédération. Le 1^{er} juillet 1913, ce rachat est chose faite, et comme l'Etat a perdu dans cette opération, les communes ont l'obligation de participer au remboursement. La Chaux-de-Fonds doit payer 350,000 fr. à elle seule.

Dès lors, le nombre de voyageurs enregistré par les C. F. F. fait plus que doubler, il triple presque et finit par quadrupler en atteignant, en 1917, le maximum de 948,032, qui nous place au 10^e rang des gares suisses pour l'ensemble du trafic voyageurs, au 9^e même pour les billets aller et retour (506,104), mais

au 15^e pour les billets simple course (66,453) et les abonnements (375,475 courses). Toujours la même préférence des Chaux-de-Fonniers, qui souffriront donc particulièrement de la suppression des billets aller et retour pendant l'année 1918. Dès après le rachat, nous étions arrivés au 14^e rang des gares suisses quant au nombre de voyageurs et au 15^e quant au nombre des lettres de voiture. A cet égard aussi, nous venions en 10^e lieu en notre année record, 1917. Quant au tonnage, cependant, et pour les raisons mentionnées déjà, les chiffres sont évidemment moins favorables, puisqu'ils sont respectivement : le 27^e rang après le rachat en 1914 et le 24^e dans notre année record. Cette année-là, notre gare des marchandises expédia 43,473 tonnes, en reçut 95,492 et vit passer 253,894 lettres de voiture. Notons que si les « exportations » triplent de 1914 à 1917, les « importations » n'augmentent que de 5 à 6 %.

Après la guerre, la situation excentrique de notre ville se révèle de plus en plus défavorable. Et d'ailleurs, aux causes économiques s'ajoute la concurrence de l'automobile. Le trafic des voyageurs présente une courbe lentement descendante, qui nous fait passer du 11^e rang des gares suisses en 1920 au 13^e en 1936 avec, en 1920, un maximum de 364,554 billets et abonnements délivrés (depuis 1919, les statistiques ne comptent plus par voyageurs partis) et un minimum de 234,398 en 1936. La descente est naturellement plus grave dans le poids des marchandises expédiées pendant les crises horlogères : au lieu de 43,473 tonnes en 1917, nous n'en « exportons » déjà plus que 12,511 en 1921 ; puis remontons avec peine à 13,418 tonnes en 1930 pour redescendre ensuite jusqu'à 5,722 tonnes seulement en 1937. Nous passons ainsi, quant au tonnage, du 24^e rang des gares suisses en 1917 au 50^e en 1934, et quant au nombre des lettres de voiture, du 10^e en 1917 au 32^e en 1935¹⁾. Les arrivages, eux aussi, qui, en 1925, dépassent avec 95,946 tonnes le chiffre de 1917 (95,492), descendent jusqu'au minimum de 61,498 tonnes en 1938.

Mais on ne laisse pas le mal sans remède. Notre ville lutte. Elle cherche par tous les moyens à améliorer ses communications. En 1925, on obtient du P. L. M. des correspondances plus

¹⁾ Nous donnons toujours les chiffres extrêmes. On constatera que si les plus favorables se trouvent presque tous réunis en 1917 (industries des munitions), les plus mauvais s'échelonnent de 1934 à 1938.

heureuses sur la ligne Besançon—Le Locle. Comme on estime que les courses des C. F. F. sont trop peu nombreuses, on envisage même de créer un service régulier d'autobus entre Neuchâtel et La Chaux-de-Fonds. Cette concession nous est refusée par les P. T. T., les C. F. F. ayant manifesté leur opposition à ce projet. L'électrification est alors votée par le Conseil général et les travaux commencent, en 1927, par l'élargissement des tunnels, travaux de longue haleine et pour lesquels on ne dispose chaque nuit que d'un temps limité entre les passages du dernier et du premier train de la journée. Une réclamation des autorités communales fait activer les travaux du tunnel des Loges où sont occupés 160 ouvriers. Le 3 octobre 1931, la ligne électrifiée Le Locle—La Chaux-de-Fonds—Neuchâtel est inaugurée, suivie le 14 juillet 1934 par celle de Bienne—La Chaux-de-Fonds. Mais l'électrification a quelque peu déçu, parce que les substantielles améliorations d'horaire qu'on en attendait n'ont pas été réalisées. Et, de fait, c'est après ces transformations que les statistiques sont, en général, le plus défavorables.

Mais La Chaux-de-Fonds ne se reconnaît pas battue. En 1936, la Fondation de la « Flèche du Jura » avance aux C. F. F. les 100,000 fr. nécessaires à l'acquisition d'une automotrice en métal léger, qui, à partir du 15 mai 1937, circule dans nos Montagnes. Cette fois-ci, les horaires sont améliorés et la « Flèche » jouit d'une grande popularité¹⁾. C'est peut-être à elle que l'on peut, en grande partie, attribuer la reprise du trafic voyageurs : en effet, le chiffre le plus bas de billets et abonnements vendus est celui de 1936 : 234,398, pour le montant le plus bas aussi de 961,097 fr., tandis qu'en 1937, la gare vend 252,022 billets pour une somme de 1,084,544 fr. Nous occupons, pendant ces années-là, et même de 1933 à 1938, immuablement le 13^e rang parmi les gares suisses quant au nombre de billets délivrés et le 17^e quant à l'importance de la recette. Seules les deux premières années de la guerre vont nous faire reculer, du fait que la situation internationale provoque un trafic relativement beaucoup plus intense sur d'autres lignes. Voici, en effet, les statistiques complètes de notre trafic voyageurs pendant les cinq dernières années qui sont à notre disposition :

¹⁾ Nous aurions eu plus à dire sur cette bienfaisante innovation si nous ne donnions pas plus bas un article très complet de M. P. Bourquin sur ce sujet.

Billets et cartes délivrés :

	Simple course	Aller et retour	Abonnements	Total	Rang	Recettes Fr.	Rang
1938	82,800	155,894	8,001	246,695	13	1,068,801	17
1939	72,759	161,416	6,910	241,085	15	1,101,600	17
1940	92,450	176,129	8,191	276,770	15	1,157,908	19
1941	86,859	224,545	13,646	325,050	13	1,495,258	18
1942	94,588	291,516	27,944	414,048	—	1,852,956	—
1943	—	—	—	—	13	1,950,000	—

On constate donc seulement un très léger déchet quant au nombre de billets vendus en 1939, et aucune diminution de recettes. Ce recul passager de notre rang est bien dû à des causes extérieures, et d'ailleurs les derniers chiffres montrent qu'il ne dure pas. Nous sommes sur une voie (soit dit sans jeu de mots) nettement montante. Combien de nos concitoyens se doutaient-ils que notre gare délivre plus de 414,000 billets par année, soit plus de 1,100 par jour en moyenne, pour une somme totale de 1 million et 843 mille francs, soit plus de 5,000 fr. par jour ? Le trafic des marchandises lui aussi augmente, surtout grâce à nos « exportations ». Si nous n'expédions, en effet, que 5,722 tonnes en 1937, ce chiffre fait plus que tripler en 1942 et monte à 18,732. Nous passons de 118,313 lettres de voiture en 1935, à 190,673 en 1942¹⁾. Les arrivages oscillent autour de 70,000 tonnes. Comme toujours, nous recevons plus de poids que nous n'en expédions, et c'est ce qui fait que, quant au tonnage total, notre rang reste assez bas (du 39^e rang en 1936 au 52^e en 1940), tandis que notre position s'améliore constamment par rapport au nombre de lettres de voiture, puisque nous grimpons du 32^e rang en 1935 au 20^e en 1941. En 1942, notre gare reçoit et expédie 2,574 tonnes de bagages, 2,449 têtes d'animaux vivants et 83,636 tonnes de marchandises, dont 64,904 à l'arrivage et 18,732 à l'expédition. Ce trafic nécessite 190,673 lettres de voiture et permet une recette brute de 1,681,838 fr. L'année précédente, notre gare des marchandises encaissait même 1,751,520 fr., somme qui nous mettait au 37^e rang des gares suisses.

Certes, l'économie de paix et la reprise du trafic automobile vont menacer ces records. Mais il n'y a pas seulement les

¹⁾ Rappelons toutefois les records de 1917 mentionnés plus haut : 43,473 tonnes expédiées et 253,824 lettres de voiture (industries des munitions).

chiffres absolus, il y a aussi notre rang parmi les gares suisses qui s'améliore progressivement, après avoir terriblement baissé. C'est là un signe, quant au trafic des voyageurs surtout, que si les C. F. F. veulent bien nous faire bénéficier, comme les grandes agglomérations du Plateau suisse, des confortables voitures dont ils enrichissent leur parc de véhicules, et si les courses de la « Flèche » redeviennent plus fréquentes et plus rapides, notre trafic ferroviaire continuera à bénéficier de la reprise qui se marque actuellement.

L'avenir de nos relations ferroviaires pose encore un autre problème qu'il nous faut évoquer en terminant, c'est celui de nos régionaux de Saignelégier et des Ponts. Construits tous deux à voies étroites, ils ont terriblement souffert de la concurrence de l'automobile ; et leur situation financière s'est aggravée à un tel point qu'ils ne sauraient envisager par eux-mêmes ni leur électrification, ni même le renouvellement de leur parc de véhicules. Comme ces moyens de transport, quoique désuets, rendent encore des services appréciables, une commission extra-parlementaire a été nommée en 1938 dans le but de réorganiser ces chemins de fer. Après cinq années de discussion, on ne fait qu'entrevoir une solution qui consisterait en l'électrification, la fusion des administrations (en y comprenant le régional des Brenets et même les tramways de La Chaux-de-Fonds), le remplacement de la voie étroite de Saignelégier par une voie normale qui rejoindrait d'ailleurs à la Halte-du-Creux ou aux Crosettes la ligne du Vallon de Saint-Imier et qui pourrait être utilisée, en particulier, par les marchandises de et pour Bâle.

Cependant, tout ceci n'est pas encore de l'histoire, et ce n'est que le volume du deuxième centenaire qui trouvera peut-être là matière à quelques pages.

2. La Flèche du Jura

La Chaux-de-Fonds, octobre 1943.

Elle court, elle file, elle vole...

Elle glisse entre les sapins bleus et les rocs rongés de mousse...

Elle grimpe, souple et légère, entre les combes vertes ou blanches, ou les vignobles alanguis au flanc des coteaux...

Elle part comme un trait ou comme une flèche...

C'est la Flèche du Jura, dont le trait vert sillonne nos lignes jurassiennes et atteint rapidement son but.

Elle naquit, cette automotrice légère du modèle le plus récent, cette liaison ferroviaire ultra-rapide entre nos populations jurassiennes, d'une initiative privée. M. Guido Essig, administrateur-délégué de l'Imprimerie Courvoisier S. A., en eut un jour l'idée, alors qu'il se morfondait dans les trains ultra-lents qui vont de Bienne ou de Neuchâtel dans les deux grandes cités des Montagnes neuchâteloises. On avait déjà démontré — quand je dis on, je parle des C. F. F. — qu'une Flèche rouge peut fort bien relier par rail La Chaux-de-Fonds à Bienne en 30 minutes et La Chaux-de-Fonds à Neuchâtel en 20 minutes. Consacrer donc une Flèche en dehors de l'horaire déjà existant à un service d'express, c'était répondre automatiquement aux vœux des populations et aux nécessités du trafic ; c'était faire des grandes cités horlogères du « Haut » la banlieue directe des grandes cités du « Bas » ; c'était enfin rapprocher deux régions qui ont toujours été divisées et dont la division même ne cadre plus avec la nécessaire solidarité économique et les réalités de l'époque. Malheureusement, un obstacle subsistait. Et de taille ! Le refus des C. F. F. à consacrer une Flèche exclusivement aux régions jurassiennes du Vallon de Saint-Imier et des Montagnes neuchâteloises.

C'est alors que l'initiative de M. Essig surgit, en même temps qu'elle révélait son véritable potentiel de courage et d'originalité :

— Qu'à cela ne tienne, déclara-t-il, puisqu'on nous refuse, il n'est qu'une chose à faire : offrir nous-mêmes l'automotrice à l'Administration des Grands Remparts et imposer du même coup le meilleur horaire qui nous convienne.

Peut-être serait-il trop long de conter par le détail comment on réunit l'argent, à un moment où l'or ne coulait pas à flots — c'était en 1935 — et où l'on offrait un intérêt très bas quand les capitaux ne travaillaient précisément pas pour rien.

Un état-major de collaborateurs se rallia immédiatement à l'idée de Guido Essig. Ce furent Albert Rais, conseiller national, Camille Brandt, conseiller communal et directeur des finances de La Chaux-de-Fonds, Edouard Wasserfallen, président de la Société neuchâteloise d'utilité publique, Fritz L'Eplattenier, administrateur, Georges Perrenoud, industriel au Locle, et Paul Bourquin, rédacteur en chef de l'*Impartial*. Aussitôt, les démarches commencèrent, car il fallait trouver 200,000 fr. pour payer la Flèche ou du moins renter et amortir le capital. L'impasse difficile du début fut franchie grâce à l'aide financière de la Société neuchâteloise d'utilité publique, des autorités communales de La Chaux-de-Fonds et enfin des villes du Locle, Saint-Imier, Bienne, Neuchâtel, par l'allocation de subventions annuelles.

A ce premier appui venaient bientôt s'ajouter les subventions annuelles de différentes associations et de groupements privés dont nous relevons ici les noms : Association pour la défense des intérêts du Jura (Moutier) ; Verkehrsverein, de Bâle ; Association pour le développement de La Chaux-de-Fonds ; Coopératives Réunies, La Chaux-de-Fonds, F. O. M. H., Le Locle et La Chaux-de-Fonds ; Syndicat patronal des producteurs de la montre, La Chaux-de-Fonds ; Association commerciale et industrielle, La Chaux-de-Fonds ; Union des voyageurs de commerce de la Suisse romande, section de La Chaux-de-Fonds ; Société des voyageurs de commerce, La Chaux-de-Fonds. Cette collaboration permettait de trouver un capital de dotation sous forme d'un emprunt de 3 %, remboursable dans les dix ans. Ce capital privé se composait de souscriptions individuelles et de groupements dont la liste est la suivante : Souscription de quelques industriels et associations du Locle et des Brenets ; Groupement des banques et banquiers de La Chaux-de-Fonds ; Syndicat patronal des producteurs de la montre, La Chaux-de-Fonds ;



Gare de La Chaux-de-Fonds en 1885.

Contrôle fédéral, La Chaux-de-Fonds ; Buffet de gare (Jean Buttikofer), La Chaux-de-Fonds ; Société des maîtres imprimeurs neuchâtelois ; Rotary-Club, La Chaux-de-Fonds ; Magasins du Printemps, La Chaux-de-Fonds, et l'*Impartial*, le tout représentant 80,000 fr. au total. Quant à la Loterie neuchâteloise, par l'entremise de la Société neuchâteloise d'utilité publique, elle avait fourni 20,000 fr. à fonds perdus. La Centrale fédérale des possibilités de travail à Berne participait également pour un montant représentant le 40 % du prix de revient de la Flèche du Jura. Et la Fondation, bientôt instituée, avec pour président M. Guido Essig, put s'engager à verser deux ans plus tard, soit en mai 1937, à la Direction générale des C. F. F., la somme qu'exigeait cette dernière pour la mise à exécution de la Flèche.

Ainsi, la Flèche était née d'une idée originale et qui faisait honneur à l'esprit d'initiative des Montagnes neuchâteloises. Pour la première fois, comme le soulignait M. Paschoud, directeur général des C. F. F., on était venu dire à ces derniers : « Donnez-nous un horaire qui réponde aux besoins des localités à desservir et nous vous donnerons le matériel nécessaire ». On avait mis en branle un grand nombre de sociétés et de particuliers. On avait créé une solidarité puissante dans ces régions. Enfin, on avait prouvé que les chemins de fer, même en marge du trafic automobile, possèdent une popularité certaine, grâce à la régularité, au confort et à la sécurité qu'ils offrent au public voyageur.

Les premières démarches datent d'août 1935.

Deux ans après, le programme financier était rempli et la construction pouvait commencer dans les ateliers d'Oerlikon. En octobre 1938, la Flèche, pour la première fois, apparaissait dans les colonnes de l'*Impartial*, photographiée dans les ateliers d'où elle allait sortir équipée des fameux boggies à essieux orientés qui ont l'avantage de supprimer le balancement latéral et d'absorber une bonne partie des cahots résultant des tournants.

Les 27 et 28 octobre, la Flèche du Jura faisait ses premières courses d'essai sur la ligne Oerlikon-Romanshorn.

Le 31 octobre 1938, elle débutait sur le parcours Neuchâtel—La Chaux-de-Fonds ; puis vinrent d'autres essais dans le cou-

rant de novembre sur le parcours Le Locle—La Chaux-de-Fonds—Bienne.

Fière, majestueuse, élégante, la Flèche du Jura filait allègrement sur le circuit qui lui était dévolu. Pour en faire une chose plus populaire encore, la Fondation avait obtenu que les courses d'essai et courses d'observation, qui sont en même temps des voyages d'instruction pour le personnel, pussent emporter la gent écolière de La Chaux-de-Fonds, ainsi que les chômeurs qui profitèrent largement des différents périples de la belle automotrice. Les autorités des C. F. F., s'associant à l'initiative de l'*Impartial*, permirent ainsi à de nombreuses personnes que les prix élevés de nos moyens de transport retenaient dans leur ville, d'effectuer des voyages qui leur laissèrent le meilleur souvenir.

Enfin, le jeudi 24 novembre 1938, avait lieu l'inauguration de la Flèche du Jura et la mise en service de ce moyen de transport rapide qui créait au total 60 nouvelles correspondances avec les lignes du « Bas » et permettait une augmentation de parcours de 400 km.-rail par jour sur les lignes Bienne—La Chaux-de-Fonds—Le Locle et Neuchâtel—La Chaux-de-Fonds—Le Locle. Trains accélérés remplaçant les lents omnibus et qui furent accueillis par l'allégresse que l'on devine.

Ce jeudi 24 novembre 1938 marque donc une date importante, non seulement dans les annales de la vie neuchâteloise et du Vallon de Saint-Imier, mais aussi dans l'histoire de nos Chemins de fer fédéraux. De nombreuses personnalités étaient accourues aussi bien de la Direction générale des C. F. F. que des villes et cités intéressées. Les Conseils d'Etat de Neuchâtel et de Berne étaient représentés, ainsi que les Conseils communaux du Locle, Saint-Imier, Bienne, Neuchâtel, La Chaux-de-Fonds, etc. Assistèrent également à cet événement les personnalités et associations ayant collaboré à la réalisation de la Flèche et la presse suisse qui avait délégué ses représentants les plus qualifiés pour assister à l'événement. Une centaine de personnes officielles participèrent donc aux premières courses en circuit qui permirent d'apprécier la marche silencieuse et rapide, ainsi que le confort de la Flèche du Jura. Puis, une réception eut lieu au Buffet de la gare de La Chaux-de-Fonds où de nombreux discours furent prononcés. Relevons ici les noms des orateurs : MM. G. Essig, président de la Fondation ;

Paschoud, directeur général des C. F. F. ; Antoine Borel, président du Conseil d'Etat neuchâtelois ; Mœckli, conseiller d'Etat bernois ; Guinand, Favre et Josi, au nom des communes de La Chaux-de-Fonds, du Locle et de Saint-Imier.

Inauguration magnifique et qui faisait présager un heureux développement de la Flèche.

Jusqu'à la mise en service officielle du nouveau véhicule, plusieurs courses eurent encore lieu permettant aux Montagnes neuchâteloises et au Jura en fête d'apprendre à connaître le nouveau véhicule et la belle réalisation de la Fondation neuchâteloise et jurassienne. *L'Impartial* lui-même organisa quelques courses de propagande à des prix extrêmement modiques et qui virent un grand nombre de personnes apprécier la Flèche du Jura.

Véhicule clair, aéré et spacieux, aussi élégant à l'extérieur qu'à l'intérieur, la Flèche du Jura, produit de notre industrie suisse des machines, a continué dès lors à rouler de la force de ses 620 chevaux sur notre réseau.

Hélas, depuis l'année 1938, qui la vit naître, bien des nuages se sont accumulés au ciel européen. La guerre est venue, les communications ont dû être réduites et l'horaire de guerre ou de mobilisation a bien souvent bouleversé tous les beaux projets qui avaient été établis. On espérait augmenter encore les 400 km.-rail par jour prévus. Il a fallu, par suite des circonstances, les réduire.

Néanmoins, la Flèche du Jura reste une preuve de la volonté des Montagnards d'améliorer leurs communications et, sitôt qu'il se pourra, les C. F. F. ont promis de rétablir les huit trains rapides à trajet de 33 ou 43 minutes qui furent la récompense des sacrifices consentis.

Précurseur du renouveau économique et de la renaissance du trafic sur le rail, la Flèche du Jura est aussi le témoin de la vitalité puissante qui sommeille là-haut, entre les maisons toutes pareilles, dans les cités aux rues toutes semblables et dans le calme profond des pâturages et des hautes joux du Jura.

Paul Bourquin.

3. L'établissement et l'exploitation du tramway

L'essor que connut notre ville à la fin du XIX^e siècle devait pousser certains de ses habitants, ayant à cœur de favoriser ce développement, à prévoir tout naturellement l'établissement d'un système de transport en commun, c'est-à-dire d'un tramway.

Louis Calame-Colin se dépensa tout particulièrement dans ce but, ne ménageant ni son temps ni son argent, et notre ville doit un souvenir reconnaissant à ce citoyen dévoué à la chose publique qui mourut en 1915, à l'âge de 61 ans. C'est lui qui fit, le 22 septembre 1891, à l'Hôtel de Ville, une conférence devant les représentants du Conseil communal, du Conseil général et de divers groupes du commerce, de l'industrie et de l'artisanat. Il s'attacha à démontrer la possibilité et les avantages d'un service de ce genre dans notre cité, en s'appuyant sur les expériences faites ailleurs. Un comité d'initiative fut nommé et réunit le chiffre imposant de 55 personnes appartenant aux autorités locales, à l'administration, l'industrie, la banque, la presse. Pour le travail pratique, un bureau d'étude fut institué¹⁾. On se mit immédiatement à l'œuvre : choix du tracé et du système de traction, plans, devis, démarches en vue des autorisations nécessaires de la Commune, de l'Etat et de la concession du Conseil fédéral, enfin et surtout question financière.

Le mode de traction fut longtemps discuté. M. Calame-Colin, devenu président, visita l'exposition de l'électricité à Francfort et revint partisan de ce système, mais à ce moment la fée électrique n'avait pas encore fait son apparition chez nous ; de plus, on redoutait l'effet disgracieux des fils aériens. Le président se rendit ensuite à Paris, dans l'été 1895, avec trois membres du comité, pour étudier le système « serpolet », auquel on renonça d'ailleurs après cette visite et la correspondance

¹⁾ Les membres en étaient : Louis Calame-Colin, ancien fabricant ; Hans Mathys, directeur des Travaux publics ; Henri Jacottet, ingénieur ; Ed. Reutter, banquier, qui démissionna par la suite et fut remplacé par Louis Droz, directeur de la Banque Fédérale ; Fritz Wahl, directeur de la voirie ; Sylvius Pittet et Albert Theile, architectes.

qui suivit. Il semblait pour finir que l'on allait se résoudre à l'emploi du gaz comprimé, lorsque la ville vota les crédits nécessaires à la captation des forces de l'Areuse et à leur transmission à La Chaux-de-Fonds sous forme d'énergie électrique¹⁾. Le tramway devenait donc d'autant plus désirable qu'il pouvait utiliser éventuellement une partie de cette force. L'entente se fit donc avec la Commune.

Restait à créer la société. La concession fédérale avait été accordée antérieurement par les Chambres fédérales. Elle porte la date du 22 décembre 1893 et donne à la compagnie le droit de transporter moyennant finance les voyageurs, bagages et marchandises. Mais on renonça pour le moment aux marchandises, l'étude de la question n'étant pas au point, et la *Compagnie du Tramway de La Chaux-de-Fonds* fut constituée par-devant le notaire Jules-Paul Jeanneret le 8 juin 1896.

La renonciation au trafic des marchandises permit de restreindre la longueur du tracé et de diminuer notablement le capital nécessaire²⁾. On n'envisagea donc qu'une simple ligne d'une longueur totale de 1 km. 300 : Usine à Gaz, rues du Collège, de la Balance, Léopold-Robert, avec terminus au carrefour de la rue des Armes-Réunies ; à mi-parcours, une voie d'évitement pour les croisements, cependant qu'un embranchement d'une centaine de mètres desservait l'ancienne gare du Jura Neuchâtelois. Le parc du matériel roulant comprenait à l'origine trois voitures automotrices et un chasse-neige. Le dépôt, garage et atelier de réparations, fut aménagé dans l'immeuble de la Commune appelé « Ecuries banales », à la rue du Collège.

M. Albert Finkboner fut placé à la tête de l'exploitation et fut aussi chargé par la suite de l'extension du réseau. Le personnel, qui comprend aujourd'hui 36 agents, n'en comptait alors que 9.

La ligne fut ouverte à l'exploitation le 1^{er} janvier 1897. Coïncidant avec la fête du Nouvel-An, cette inauguration fit sensation : du matin au soir, les voitures ne désemblaient

¹⁾ Voir page 151.

²⁾ Le capital social fut en fait de 125,000 fr. Il ne fut pas émis de titre d'emprunt consolidé. Le premier Conseil d'administration comprenait MM. Calame-Colin, Wahl, Louis Droz, A. Theile, S. Pittet et deux délégués du Conseil communal : MM. Paul Mosimann et Charles Wuilleumier.

pas, et l'on vit des voyageurs — et non seulement des jeunes — faire plusieurs fois le parcours sans sortir de voiture.

Le trafic, pendant la première année d'exploitation, fut de 68,840 kilomètres-voiture et l'on transporta 421,000 voyageurs. Le prix de la course était de 10 centimes (pour les enfants de 3 à 10 ans, 5 centimes). Divers genres d'abonnements accordaient encore des réductions de taxes. Les recettes s'élevèrent à 41,605 fr.

Le résultat très encourageant de ce premier exercice engagea la Compagnie à étendre son service dans d'autres rues. C'est ainsi que dès l'année suivante, l'assemblée des actionnaires décida de porter le capital social de 125,000 fr. à 225,000 fr. et de prolonger immédiatement la ligne par la rue des Armes-Réunies jusqu'à la hauteur de la rue Numa-Droz, d'établir une ligne en bifurcation de la rue Léopold-Robert, par la rue Dr-Coullery, jusqu'à l'entrée du bois du Petit-Château, ainsi qu'une autre ligne depuis le carrefour Balance-Collège, par la rue du Versoix, jusqu'à la Charrière.

A cette occasion, un généreux donateur, M. Jules Calame-Colin, frère du président du Conseil d'administration, fit don à la Commune d'un pavillon à l'usage de salle d'attente pour les voyageurs du tramway devant attendre une correspondance entre les voitures de la ligne principale et celles de l'embranchement du Petit-Château. Ce pavillon fut, par la suite, transporté à la halte du tramway « Place du Marché », pour permettre à la Commune d'ériger à son premier emplacement une nouvelle construction servant à la fois de salle d'attente, de magasin pour la vente de journaux, avec, en sous-sol, un local pour le service de l'électricité et des W.-C. publics.

Le trafic sur ce réseau agrandi fut, pour la première année, soit 1898, de 117,000 km.-voiture pour un transport de 553,000 voyageurs.

Le développement du service du tramway ayant nécessité l'achat de deux nouvelles automotrices et la place manquant au dépôt des Ecuries banales, il fallut pour les loger, construire, en 1899, le dépôt-atelier utilisé aujourd'hui encore et qui est situé à l'est de l'Usine à gaz. En même temps que fut établi le petit tronçon de voie conduisant au nouveau dépôt, la ligne de la Charrière reçut un premier prolongement qui porta son terminus au N.-E. du collège de la Charrière. Pour permettre

ces achats et constructions, le capital-actions fut porté à 400,000 francs.

En 1912, les habitants du quartier de Bel-Air demandèrent à être aussi desservis par le tramway. Leur vœu fut exaucé puisque, dès l'année suivante, la ligne de la rue Dr-Coullery fut prolongée par la rue Alexis-Marie-Piaget—Bel-Air jusqu'au terminus actuel, à la hauteur de la rue Sophie-Mairet. L'argent nécessaire à cette prolongation, ainsi qu'à l'achat d'une nouvelle automotrice — une centaine de mille francs — fut souscrit en actions, partie par les propriétaires riverains de la nouvelle ligne, partie par la Commune. Le trafic résultant de ces divers prolongements de lignes nécessita l'acquisition de nouvelles automotrices, portant à dix le nombre de celles-ci ; nous fîmes également l'achat de trois voitures sans moteur pour le service par remorque. Le capital social avait été porté de 400,000 fr. à 511,200 fr.

En 1924, un nouvel essor fut donné au tramway : la ligne de la rue Léopold-Robert fut prolongée jusqu'à la hauteur de la rue des Entilles (Grands-Moulins) ; celle de la rue des Armes-Réunies porta ses rails, par la rue du Progrès, jusqu'à l'intersection de cette dernière avec la rue de la Fusion (Succès). En même temps, et pour donner plus d'élasticité au service et accélérer la marche des voitures, la voie, déjà double entre la Place des Victoires et le Casino, fut doublée jusqu'à la Métropole, le tronçon contournant l'Hôtel des Postes et desservant la gare y compris.

En 1927, on fit un nouveau petit prolongement de la ligne de la Charrière, jusqu'à la hauteur de la maison portant le n° 62.

Le capital nécessaire aux extensions de lignes de 1924 et 1927 fut fourni au tramway par la Commune, qui lui consentit un prêt hypothécaire de 312,000 fr., à intérêts conditionnels. L'ouvrage bénéficia des subventions légales de la part de l'Etat et de la Confédération, le travail ayant été exécuté partiellement par des ouvriers chômeurs.

Enfin, en 1937, un troisième et dernier prolongement amena le terminus de la ligne de la Charrière jusqu'au Parc des Sports. Cette heureuse solution est très appréciée par le public, particulièrement par les personnes se rendant au cimetière, tout comme par les sportifs fréquentant le Parc des Sports.

Les frais occasionnés par l'établissement de ce dernier tronçon de ligne furent couverts par quelques souscriptions particulières, par la Commune¹⁾ et la Compagnie du Tramway. Comme ce fut le cas pour les extensions de 1924 et 1927, ce dernier travail fut mis au bénéfice des subventions légales allouées aux travaux dits de chômage.

Aucune autre extension ne fut dès lors donnée à notre réseau de tramway, qui mesure aujourd'hui 5 km. 340 de longueur exploitée.

Le trafic et mouvement du tramway a de tout temps suivi la courbe marquée par l'activité dans l'industrie, ce qui signifie que toutes les fluctuations qui s'y produisent se traduisent immédiatement soit par une hausse soit par une baisse des recettes du tramway.

La crise économique de 1930-1939 fut particulièrement funeste à notre entreprise. Les chiffres que nous donnons ci-après en sont la preuve :

Tandis qu'en 1929, le tramway transporta 1,695,415 voyageurs, il n'en transporta, en 1939, que 1,063,437, et les recettes qui, en 1929, s'élevèrent à 262,919 fr., ne furent plus, en 1939, que de 160,303 fr., quoique le parcours des voitures n'ait pas été de beaucoup inférieur, puisqu'il atteint, en 1939, 324,000 km.-voiture, contre 326,000 km.-voiture en 1929.

Il faut cependant comprendre dans cette moins-value de recettes la perte subie par le tramway ensuite de la renonciation par l'Administration des Postes au transport des colis postaux par wagonnets spéciaux remorqués par les voitures du tramway entre les succursales de la poste et de la gare, transports que nous avons exécutés à la satisfaction de l'Administration depuis juin 1907 jusqu'à juin 1934. La dite Administration s'est dès lors chargée de ces transports au moyen de fourgons-automobiles.

Cette mesure fut malheureuse pour le tramway, parce qu'elle fut prise en un moment où la crise économique se faisait lourdement sentir sur le trafic de l'entreprise qu'elle priva d'une recette appréciable puisqu'elle s'élevait annuellement à 8,600 fr.

¹⁾ Voir à la page 278 quelques détails sur l'origine de ce prolongement, détails donnés par le Syndicat des employés de tram.

Le chiffre de la population de la ville entre naturellement aussi en ligne de compte ; il est à considérer qu'en 1917 notre ville comptait plus de 40,000 habitants et que ce chiffre est descendu à 31,200 habitants en 1940.

Depuis 1940, la courbe des recettes du tramway a repris une course légèrement ascendante ; les événements qui bouleversent la vie économique de notre pays sont sans aucun doute à l'origine de cette nouvelle situation. Espérons que l'après-guerre ne nous réservera pas de surprise trop désagréable et que notre modeste réseau de tramways continuera, comme par le passé, à rendre service à notre laborieuse population ¹⁾.

Albert Finkboner.

4. Les routes

Le problème des voies de communication par routes a toujours aussi soulevé des difficultés. En 1900, la route qui se dirige vers la France en passant par la Charrière est terminée. Par contre, la nouvelle route des Eplatures rencontre des difficultés d'expropriation. La rue Léopold-Robert est prolongée jusqu'aux Grands-Moulins en 1903, et l'année suivante la belle route cantonale est ouverte à la circulation jusqu'au Temple des Eplatures. La jonction de la rue du Collège au Chemin Blanc ne s'est réalisée qu'en 1916, après la désobstruction des empoissements. L'ouverture du boulevard de la Liberté permet de détourner une partie du trafic de la Vue-des-Alpes—Le Locle et d'éviter une circulation trop intense en ville. Le développement de l'automobile restitua aux routes cantonales toute leur valeur. Il fallut se soumettre bien vite aux exigences du trafic moderne en dotant les voies de grande communication de revêtements durables. Les T. P. de l'Etat, bénéficiant d'un crédit extraordinaire de 4,200,000 fr. en 1929, effectuèrent le pavage des routes du Reymond et du Chemin Blanc, et le goudronnage de la route

¹⁾ Les présidents du Conseil d'administration furent :

MM. Louis Calame-Colin,	de 1896 à 1915,	année de son décès.
Albert Theile,	de 1915 à 1925,	id.
Dr Félix Jeanneret,	de 1925 à 1926,	id.
Louis Droz,	de 1926 à 1934,	id.
Ernest Allemand,	de 1934,	encore en charge.

de la Vue-des-Alpes. Des chantiers de chômage corrigèrent, de 1931 à 1934, la route du Crêt-du-Loche et, de 1935 à 1937, celle de Bellevue—La Cibourg. Ces améliorations étaient sans contredit nécessaires, mais ce qui nous manque, c'est avant tout une voie de communication meilleure que celle de la Vue-des-Alpes. Déjà en 1929 on se préoccupe chez nous de cet important problème qui consisterait à améliorer les communications entre les Montagnes neuchâteloises et les grandes villes du Plateau suisse. L'étude d'un projet de tunnel routier passant sous la Vue-des-Alpes est commencée en 1929. Cette idée est reprise en 1936 et prévoit un tunnel de 2,2 km. qui, partant de La Corbatière, aboutirait un peu au-dessus du village des Hauts-Genèveys. La réalisation de ce projet aurait permis de réduire la longueur de la route de 4,8 km. et de ramener le point culminant du passage de 1288 m. à 1141 m. ; on envisageait des dépenses de 6,5 millions. La crise, d'une part, qui rendait tout nouvel effort financier impossible pour les villes du Locle et de La Chaux-de-Fonds, et, d'autre part, l'indifférence que ce projet rencontra dans le « Bas », firent échouer le percement du « Tunnel de la Vue-des-Alpes ». Mais ce projet est repris actuellement. Il semble qu'on s'y intéresse même dans le « Bas » où l'on peut constater avec plaisir qu'un certain revirement se produit.

Dans le double but de combattre le chômage qui nous attend après la guerre et de moderniser notre réseau routier national, le Conseil fédéral a élaboré un programme de grandes voies de communication. Le canton de Neuchâtel verra probablement naître la route du Lac et celle du Val-de-Travers et sa prolongation sur Berne. Et pour les Montagnes ? On verra peut-être se réaliser la « Route horlogère » vers Bienne, car les « Montagnes » sont décidées à ne pas se laisser isoler. Preuve en soit le fait que, bien que nous n'ayons naturellement aucun chapitre à consacrer à la navigation, nous pouvons cependant signaler la création en notre ville, en 1916, d'une section de l'Association pour la navigation du Rhône au Rhin.

5. La navigation aérienne

Un quart de siècle d'activité de NHORA

C'est en 1909, année où eurent lieu les premiers vols aériens en Europe, par les frères Wright, qu'un Comité d'aviation fit à La Chaux-de-Fonds une exposition de modèles réduits et d'accessoires d'un gros biplan et d'un monoplan Blériot. Au mois d'août 1912, un meeting organisé par le même comité eut lieu aux Eplatures (emplacement actuel de l'aérodrome). Y participèrent : les pilotes Beck (La Chaux-de-Fonds), Charmey, Cobioni, Mafféi. Un meeting consécutif organisé par A. Bippert, au Parc des sports, au profit de Cobioni, eut une issue fatale. Lors du premier vol, l'appareil glissa sur l'aile. Cobioni et son passager furent tués. Montmain fit encore en 1913 des vols aux Eplatures, corsés d'un peu d'acrobatie.

Mais pendant la guerre de 1914-18, l'aviation civile fut bloquée. En 1919, l'aviation militaire s'employa à créer une ambiance favorable à l'aviation civile. Elle prêta son concours à des meetings. Profitant de la circonstance, M. le Dr Henri Bühler convoqua quelques personnes à l'Hôtel de Paris, le 6 mai 1919 (local du C. A. S.), pour l'organisation d'un meeting aux Eplatures et pour créer un mouvement favorable à l'aviation commerciale dans les Montagnes neuchâteloises. Il rencontra l'appui d'une quinzaine de personnes. Des pourparlers furent immédiatement engagés avec l'aviation militaire qui se montra favorable au projet. Le 15 septembre, un comité fut définitivement constitué.

Il fallut s'entendre avec l'aviation militaire, avec le paysan, locataire du terrain, avec les agriculteurs voisins, puis prendre toutes les mesures utiles pour l'aménagement des lieux, la publicité, la police, les finances, etc. Fixé au 11 octobre, le meeting dut être renvoyé à cause du mauvais temps. Le samedi 18 octobre, le drapeau fut arboré pour annoncer le début de la manifestation. Dans la nuit du samedi au dimanche, il tomba 20 cm. de neige. La neige fondit en grande partie le dimanche matin et plus de 20,000 personnes vinrent aux Eplatures. Toute la semaine eurent lieu des vols de passagers. Les recettes s'élevèrent au total à 43,416 fr. et les dépenses à 42,694 fr. Le bénéfice était faible, mais ce n'était pas là le but du comité qui

cherchait avant tout à créer un climat favorable à l'aviation commerciale.

Jusqu'en 1925, les conjonctures ne furent pas propices à l'organisation de transports aériens. La crise sévissait. Des essais de vols civils avaient eu lieu cependant en Suisse d'avril à septembre 1919, entre Genève—Lausanne—Berne—Zurich. Ils furent entrepris par l'aviation militaire. La première ligne régulière fut inaugurée en 1922, de Genève à Zurich, avec raccordement à Nuremberg. En 1923, la Société *Ad Astra*, utilisant l'aérodrome de Dubendorf, desservit la ligne régulière Zurich—Munich. Lausanne s'était raccordée directement avec Paris (1921-22), Genève aussi. Trois fois par semaine, la Compagnie anglaise *Imperial Airways* fit le service Londres—Paris—Bâle et retour.

Le réseau suisse et le réseau international prenaient corps. En 1925, la nouvelle société *Balair* raccorda Bâle à Mannheim. Dans le dessein de profiter des nouveaux itinéraires aériens, la *Société d'aviation des Montagnes neuchâteloises*, qui avait pris ce nom pour l'organisation du meeting de 1919, le changea en NHORA (navigation horlogère aérienne) en 1925, prit contact avec l'*Aviatik beider Basel* pour des vols occasionnels de propagande entre Bâle et les Eplatures d'une part, et avec la *Transalpina*, de Lausanne, d'autre part, pour un programme identique Eplatures—Lausanne. Il fallut au préalable aménager le terrain (mise sous terre d'une ligne électrique, d'une ligne téléphonique, signalisation, nivellements) et conclure une entente avec l'Etat de Neuchâtel, propriétaire du terrain. Des subventions furent obtenues des autorités communales et cantonales, tant pour l'aménagement du terrain (15,000 fr.) que pour le forfait conclu avec l'*Aviatik beider Basel* et la *Transalpina*.

Douze courses eurent lieu dans un sens ou dans l'autre, transportant 20 passagers.

Des pourparlers furent engagés à la fin de 1925 avec la *Balair* pour organiser en 1926 un service quotidien Bâle—Eplatures. NHORA jugea opportun de se transformer en société coopérative, vu les circonstances nouvelles de son activité. Les statuts furent révisés dans ce but le 22 mars 1926. L'Administration fédérale des postes, l'Office aérien fédéral, les Communes de La Chaux-de-Fonds et du Locle, l'Administration du Contrôle, des associations et des particuliers consentirent des subventions pour

assurer l'exploitation du service Bâle—Eplatures pendant trois mois, du 17 mai au 15 août 1926.

NHORA dut conclure des conventions pour l'usage du terrain. La commune devint locataire du domaine de l'Etat, qu'elle sous-loua moyennant une réduction de loyer qu'elle prit à sa charge avec la Commune du Locle. NHORA, de son côté, se créa des ressources propres en lançant une souscription de parts coopératives de 25 fr. L'ensemble des subventions et des recettes permit à NHORA de devenir actionnaire de la *Balair* pour 25,000 fr., condition *sine qua non* posée par la société bâloise pour se charger du service quotidien Bâle—Eplatures (avec un Fokker). NHORA devait en outre faire face à des dépenses de 3,000 fr. pour l'exploitation locale de la ligne (transports par automobiles, police, service de l'aérodrome, etc.).

L'inauguration de ce premier service régulier fut marquée par une petite cérémonie sur l'aérodrome, le samedi 15 mai, en présence de représentants des autorités cantonales et communales, d'associations, d'invités et de tout le comité. La ligne ne commença effectivement son service que le lundi 17 mai. Au cours de trois mois d'exploitation, l'avion transporta 136 passagers et un courrier postal assez volumineux.

L'année suivante, soit 1927, la ligne fut prolongée jusqu'à Lausanne. Elle fonctionna pendant trois mois et fut fréquentée par 596 passagers.

Une émission de cartes et d'enveloppes postales marqua cette inauguration. La poste autorisa à cet effet l'emploi d'une oblitération spéciale.

Le 26 juillet, un dimanche, le pilote Nyffenegger, qui faisait le service de la ligne, organisa un meeting de baptêmes de l'air (166 passagers). Le 9 octobre, un autre meeting, avec la collaboration du parachutiste Buser, valut à NHORA 1,800 fr. de recettes nettes.

L'aérodrome devait en venir à posséder une gare. Des projets furent élaborés. Le coût en fut estimé à 32,000 fr. NHORA aurait bien voulu placer le bâtiment au sud de l'emplacement actuel de l'aérogare, afin de ne pas rétrécir la piste. L'opposition du propriétaire de la ferme située au sud fit échec à ce projet. NHORA sollicita derechef des subventions. Elle en recueillit du Contrôle (12,000 fr.), des communes, de l'Association des banques. C'est le 16 juillet 1927 que fut inaugurée l'aérogare, dont

le buffet ne fut ouvert qu'à l'arrivée et au départ des avions. NHORA avait dû se porter acquéreur du terrain de l'aérogare et du dégagement, ce qui lui coûta 5,000 fr.

Les années 1928 et 1929 virent la ligne du Jura prolongée jusqu'à Genève pendant quatre mois. Un meeting organisé en collaboration avec l'Aéro-Club, récemment fondé ¹⁾, rapporta la coquette somme de 5,123 fr. En 1928, une émission de cartes et de timbres avec oblitération spéciale marqua l'ouverture du premier service sur Genève.

Voulant se consacrer entièrement aux transports internationaux, la *Balair* renonça en 1929 à l'exploitation de la ligne du Jura. Sa place fut prise par l'*Ad Astra* que dirigeait Mittelholzer. Kammacher en fut le pilote. Cette même année, un grand meeting fut organisé aux Eplatures, le 13 octobre, avec la collaboration de Lemoigne. La caisse s'enrichit de 5,100 fr.

La ligne du Jura subit en 1930 un raccourcissement. Elle ne continua plus directement jusqu'à Genève, cette ville n'ayant plus voulu subventionner le tronçon Lausanne—Genève.

Les passagers venant des Eplatures durent transborder à la Blécherette. D'autre part, l'exploitation fut faite par l'*Alpar*, nouvelle société fondée à Berne.

De la fusion de la *Balair* avec l'*Ad Astra* naquit la *Swissair*, dont NHORA devint actionnaire pour les 25,000 fr. souscrits à la *Balair* et qui lui donnèrent droit à un membre dans le Conseil d'administration, comme cela avait déjà été le cas précédemment pour la *Balair*.

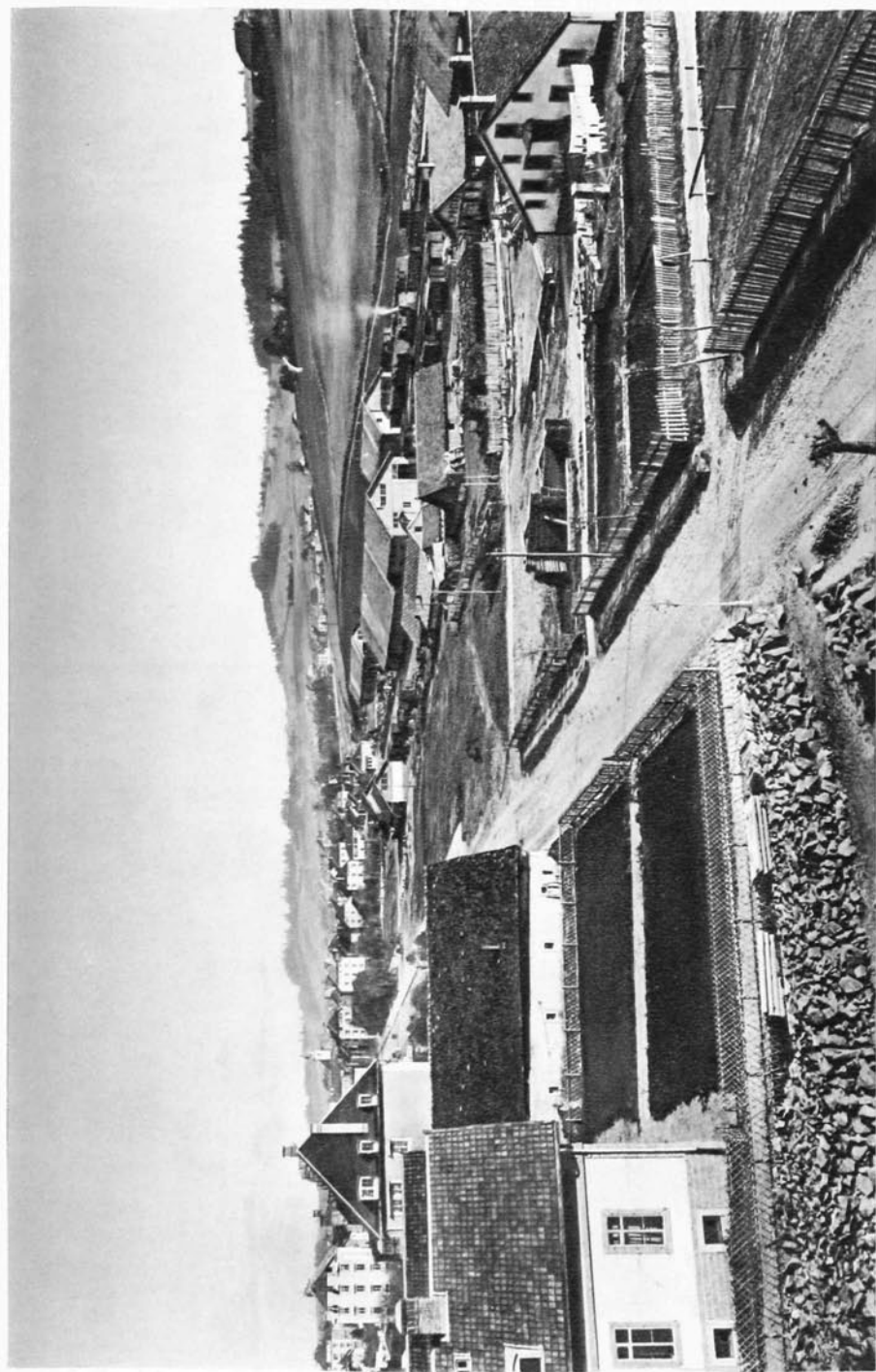
En 1930, la ligne du Jura fut fréquentée par 365 passagers et en 1931 par 250.

Un meeting organisé pour le 19 octobre 1930, avec la collaboration de Lemoigne et d'Udet, fut un échec, à cause d'une tornade. La caisse se trouva en perte de 5,500 fr.

A partir de 1931, Les Eplatures devinrent un aérodrome douanier de troisième classe. Cette année, la ligne du Jura transporta 250 passagers.

Sur les plans de M. l'ingénieur Gsell, de l'Office aérien fédéral, un grand nivellement de l'aérodrome eut lieu à la charge des communes de La Chaux-de-Fonds, du Locle et de l'Etat, à titre de travaux de chômage. La dépense fut de 40,000 fr.

¹⁾ Voir sous « Tourisme et sports d'hiver », N° 17, dans le dernier chapitre de ce volume.



La Chaux-de-Fonds, quartier de la Gare en 1890.

Photo Rebmann, Müller-Koch, succ.

La ligne du Jura fut derechef exploitée pendant trois mois, en 1932, du 1^{er} juin au 31 août. Les passagers durent transborder à Lausanne pour prendre l'avion Berne—Genève.

Un meeting eut lieu le 7 août avec la collaboration d'une compagnie d'aviation stationnée aux Eplatures.

Dans le but de renter le capital investi dans la construction de l'aérogare, le comité fit des démarches pour obtenir l'ouverture du buffet comme un autre restaurant. Cela n'alla pas tout seul. Finalement, l'autorisation fut obtenue pour 1933, et la famille Bolomey fut appelée à desservir le restaurant. Elle put trouver à se loger dans la petite maison du Grillon. L'ancien tenancier intermittent avait été M. Ador, propriétaire du Café dit de l'Aviation.

Du 1^{er} mai au 31 août 1933, la ligne du Jura fut rétablie dans son intégrité de Bâle à Genève, sans transbordement à Lausanne. L'exploitation en fut faite par l'*Alpar*, comme précédemment.

L'année 1934 vit la ligne du Jura subir une modification d'itinéraire. Au retour, le service se fit par Berne—La Chaux-de-Fonds sur Bâle. NHORA avait dû consentir à cet itinéraire imposé par la poste.

Une mésaventure se produisit le 23 septembre 1934. L'aviateur français Doret, engagé pour un meeting, ne put venir aux Eplatures à cause d'un temps trop bouché. La caisse en fut pour un déficit de 1,689 fr.

L'ère des modifications et des restrictions n'était pas close. NHORA dut s'incliner lorsque la poste imposa pour 1935 un service Bâle—La Chaux-de-Fonds—Berne et retour, exploité par l'*Alpar*.

Ce fut pis en 1936. Du 20 avril au 3 octobre, l'*Alpar* se limita à une navette Berne—Bienne—La Chaux-de-Fonds.

L'Office fédéral aérien exigea de NHORA, qui était devenue aérodrome douanier de troisième classe en 1931, de construire un hangar pour les appareils qui atterriraient aux Eplatures, ainsi que pour abriter l'avion de l'*Alpar*. La société dut se mettre en quête de capitaux. Elle obtint de profiter des allocations fédérales pour les subventionnements des travaux en vue de créer des occasions de travail. Le Département militaire lui alloua, de son côté, 9,000 fr. Le canton, les communes de La Chaux-de-Fonds et du Locle, firent aussi leur part. Entre temps, NHORA obtint également des subventions en vue d'exhausser l'aérogare.

Le tout fut mené à bien en 1937. On profita de l'occasion pour réparer la cave. NHORA, qui n'avait plus d'intérêt à la *Swissair*, vendit son paquet d'actions et en plaça le montant dans les nouvelles constructions. Cette année 1937, la ligne fut exploitée par l'*Alpar* du 1^{er} mai au 11 septembre, toujours à titre de ligne postale en premier lieu. En 1938, l'arrêt à Bienne fut supprimé, tant à l'aller qu'au retour.

Lors de la mobilisation générale du 1^{er} septembre 1939, le service de la ligne fut coupé et n'a plus repris jusqu'à ce jour.

L'armée exécuta sur l'aérodrome des travaux de protection, qui disparurent en 1943. NHORA fit écarter en 1942 une tentative de mettre en culture l'aérodrome. Au printemps de 1943, l'armée décida de faire labourer l'aérodrome pour le rendre impraticable aux avions étrangers. NHORA put obtenir des autorités militaires que fussent seulement ouvertes trois tranchées parallèles, distantes de 150 mètres, qui empêchent l'atterrissage, mais permettent quand même au Club sportif de continuer ses vols à voile.

En septembre 1943, NHORA s'employa, d'entente avec la majorité des usagers de la ligne des C. F. F., à préavis en faveur de la construction d'une nouvelle halte aux Eplatures, en face de la guérite du garde-voie, en lieu et place d'un projet situé plus à l'ouest. Ce faisant, NHORA n'eut en vue que de diminuer le plus possible, en vue de l'avenir, la distance entre un arrêt des C. F. F. et l'aérodrome.

A fin décembre 1942, la situation financière de NHORA est des plus saines. Elle possède un actif de 73,000 fr. en chiffre rond, représenté par l'aérogare (40,000 fr.) et le grand hangar (30,000 fr.), que grèvent 12,875 fr. de parts coopératives de 25 fr.

6. La Poste

Autrefois, plus encore qu'aujourd'hui, La Chaux-de-Fonds connut, dans ses relations avec l'extérieur, le désavantage d'être placée en dehors des grandes voies de communication.

C'est ainsi que durant la première moitié du XVIII^e siècle, alors que Neuchâtel bénéficiait déjà de communications bien organisées pour l'époque par la Famille Fischer (de Berne), La Chaux-de-Fonds était en relation avec le chef-lieu par la

seule entremise d'un messenger qui effectuait trois fois par semaine les transports postaux d'une localité à l'autre au moyen d'une hotte. Avec le temps, ce messenger fut placé sous la surveillance du Conseil d'Etat, dont il recevait une gratification et un uniforme. En 1799, un service de messenger fut inauguré entre La Chaux-de-Fonds et Bienne.

La fin du XVIII^e siècle vit apparaître les chars à bancs. Ce fut donc un sérieux progrès lorsqu'un service effectué au moyen d'un tel véhicule fut inauguré entre Neuchâtel, La Chaux-de-Fonds et Le Locle. Le voyage aller et retour durait un jour et demi. Nous ignorons quelle fut la périodicité de ce service à ses débuts, mais nous savons que quelques années plus tard, au commencement du XIX^e siècle, il devait être tri-hebdomadaire. Les départs pour Neuchâtel avaient lieu les jours pairs du calendrier français issu de la Révolution de 1789 et le retour avait lieu le lendemain.

Sous le Gouvernement du Prince Berthier, soit durant la période qui s'étend entre 1806 et 1813, les postes du Pays de Neuchâtel furent exploitées en régie. Un règlement publié le 22 décembre 1806 en fixe les droits et devoirs, de même qu'il fixe les droits et devoirs des sujets de la Principauté à l'égard de la poste. On trouve dans ce règlement les prescriptions concernant la responsabilité de la régie, de même que celles se rapportant aux contraventions au droit régalien. Un nouveau tarif, dont la mise en vigueur avait été fixée au début de l'année 1807, faisait partie du même règlement. Le port d'une lettre simple, soit pour une station, était fixé à 2 kreutzer, et à 4 kreutzer pour deux stations. Il était compté deux stations lorsque le point de départ était séparé du lieu de destination par un bureau principal. Le même règlement contenait encore la formule du serment que devait prêter chaque employé des postes à son entrée en fonction. Un service tri-hebdomadaire continua à circuler durant cette période entre La Chaux-de-Fonds et Neuchâtel.

Si le Gouvernement Berthier avait fait de la poste une institution solidement organisée, la période suivante ne fut pas moins féconde en bons résultats. Un arrêté, signé le 24 janvier 1832 par le Commissaire royal de Pfuel, tendait à faciliter et à rendre moins coûteuses les communications entre les différentes parties du pays, à améliorer le service de distri-

bution, ainsi qu'à favoriser la pose de boîtes aux lettres dans les communes ne possédant pas de bureau postal. Un autre document intéressant, publié sous le même régime, est celui concernant la franchise de port accordée aux soldats du bataillon neuchâtelois, à Berlin. Jusque-là, le droit d'expédier des correspondances en franchise de port n'appartenait qu'au gouvernement et l'extension que nous venons de citer fut, à notre connaissance, la première dont bénéficièrent des tiers. Il en a été accordé bien d'autres depuis cette époque.

Les courses postales

L'année 1817 vit se créer un service de diligence tri-hebdomadaire entre La Chaux-de-Fonds et Bâle, par le Jura bernois. Le voyage total simple course coûtait 14 livres 2 kreutzer. Le port d'une lettre simple, 7,5 gr., était de 8 kreutzer et celui d'un paquet de 10 livres (5 kg.) de La Chaux-de-Fonds à Bâle, de 2 livres.

Mais le service des diligences progresse rapidement au cours de cette première moitié du 19^e siècle. En 1844, des voitures quittent La Chaux-de-Fonds pour toutes les directions, conformément à un horaire dont la reproduction ci-après intéressera certainement nos lecteurs :

Depart de La Chaux-de-Fonds	Destination et provenance	Arrivée à La Chaux-de-Fonds
2 h. après midi.	Val-de-Travers, Pontarlier, Sainte-Croix.	9 h. 30 du matin.
6 h. du matin et 2 h. après midi.	Neuchâtel.	11 h. du matin et 6 h. du soir.
6 h. 30 du matin et 1 h. après midi.	Jura bernois et Bâle.	7 h. du matin et 6 h. du soir.
9 h. du soir.	France, par Morteau.	De midi à 6 h. du soir, suivant la saison.

Mais voici les événements de 1848 ; tandis que la Principauté de Neuchâtel devient canton suisse, la nouvelle Constitution fédérale réunit en une seule les seize administrations postales que compte alors la Suisse.

Le Canton de Neuchâtel forme dès ce moment le IV^e arrondissement postal avec la partie du canton de Berne située sur la rive gauche du lac de Biemme et de la Thielle, à l'exception du district de Laufon.

L'une des tâches les plus importantes incombant à la nouvelle direction fut la réorganisation des courses postales et la

signature de nouveaux contrats avec les entrepreneurs de chevaux de poste, qui furent dénommés plus tard entrepreneurs de courses postales.

Dans le but d'assurer le service des courses partant de La Chaux-de-Fonds ou y aboutissant, il ne fut pas conclu moins de huit conventions entre la Direction du IV^e arrondissement postal, d'une part, et les entrepreneurs David Bauer et Gustave Faigaux, d'autre part.

1. Parcours Hauts-Geneveys—Chaux-de-Fonds ¹⁾, de la course Neuchâtel—Chaux-de-Fonds—Locle et retour ; départ des Hauts-Geneveys 10 h. 20 du matin, de Chaux-de-Fonds 12 ¹/₂ h. du jour. Voitures à 12 places en été, 6 places en hiver. Entrée en vigueur 1^{er} juillet 1850.

2. Parcours Chaux-de-Fonds—Locle, des courses Neuchâtel, soit Sonceboz, Chaux-de-Fonds—Locle et retour. Départs : Chaux-de-Fonds midi et 5 h. du soir, Locle 2 ¹/₂ et 6 h. du soir. Voitures à 9 ou 12 places en été, 6 places en hiver. Entrée en vigueur 1^{er} juillet 1850.

3. Course St-Imier—Chaux-de-Fonds et retour. Départ de St-Imier 4 h. du matin, de Chaux-de-Fonds 6 h. du soir (ce dernier départ subordonné toutefois à l'arrivée du courrier de Besançon). Voiture à 2 places. Entrée en vigueur 1^{er} janvier 1855.

4. Parcours Chaux-de-Fonds—Les Bois et retour, de la course Chaux-de-Fonds—Porrentruy et retour. Départ de Chaux-de-Fonds 2 h. du soir, des Bois 7 h. du matin. Voiture à 6 places. Entrée en vigueur 1^{er} juin 1850.

5. Parcours Chaux-de-Fonds—St-Imier, de la course Chaux-de-Fonds—Sonceboz et retour. Départ de Chaux-de-Fonds 3 h. du soir, de St-Imier 3 h. 50 du matin. Voitures à 9 places en été, 6 places en hiver. Entrée en vigueur 1^{er} juillet 1850.

6. Parcours Chaux-de-Fonds—Locle, des courses Neuchâtel—Chaux-de-Fonds—Locle et retour. Départs de Chaux-de-Fonds 6 h. du matin et 8 h. du soir, du Locle 3 h. et 10 h. du matin. Voitures à 9 ou 12 places en été, 6 places en hiver. Entrée en vigueur 1^{er} juillet 1850.

¹⁾ La dénomination officielle est actuellement La Chaux-de-Fonds, Les Hauts-Geneveys, Le Locle.

7. Parcours Chaux-de-Fonds—Locle et retour de la course Neuchâtel—Yverdon et retour. Départ de Chaux-de-Fonds 4 $\frac{1}{2}$ h. du matin, du Locle 6 $\frac{3}{4}$ du soir. Voitures à 8 places en été, 6 places en hiver. Entrée en vigueur 15 juin 1854.

8. Parcours Chaux-de-Fonds—Les Bois, de la course Chaux-de-Fonds—Delémont et retour. Départ de Chaux-de-Fonds à 10 h. du matin, des Bois à 4 h. du soir. Voitures à 8 places en été, 6 places en hiver. Entrée en vigueur 1^{er} février 1856.

Les trois premiers services étaient assurés par l'entreprise David Bauer, les suivants par Gustave Faigaux.

Mais les jours des services de diligence sur de longs parcours sont comptés. En 1852, on parle, pour la première fois, de la construction de chemins de fer dans le canton de Neuchâtel, après que la première ligne construite en Suisse, soit le tronçon Zurich-Baden, eut été ouvert à l'exploitation le 9 août 1847.

Dix ans plus tard, le 2 juillet 1857, le tronçon La Chaux-de-Fonds—Le Locle était ouvert à l'exploitation. Venaient ensuite successivement les lignes :

La Chaux-de-Fonds—Les Convers, 27 novembre 1859.

Neuchâtel—Les Hauts-Geneveys, 1^{er} décembre 1859.

Les Convers—Les Hauts-Geneveys, 15 juillet 1860.

Bienne—Les Convers—La Chaux-de-Fonds, 1^{er} mai 1874.

La Chaux-de-Fonds—Les Ponts-de-Martel, 25 juillet 1889.

La Chaux-de-Fonds—Saignelégier, 3 décembre 1892.

Après l'ouverture à l'exploitation de ces deux dernières lignes, le service des voyageurs de la poste de notre ville est limité aux courses à destination des Planchettes et de Biaufond—Maiche.

C'est en vertu d'une convention signée le 30 juin 1867, par David-Louis Villen, aux Planchettes, et la Direction des postes, à Neuchâtel, qu'un service de diligence attelée d'un cheval, pour deux voyageurs, est introduit le 1^{er} juillet 1867 entre Les Planchettes et La Chaux-de-Fonds.

Un service de diligence entre La Chaux-de-Fonds et Maiche, avec une voiture pouvant contenir 2 à 3 personnes, attelée d'un cheval, débuta le 1^{er} janvier 1883. La convention qui s'y rapporte fut signée le 2 novembre 1882 par la Direction des postes, à Neuchâtel, d'une part, et par l'entreprise Stanislas Vadam,

à Maiche, d'autre part. Au cours de la seconde période de son activité, qui cessa le 30 juin 1914, l'entreprise Vadam utilisait une voiture attelée de deux chevaux.

A partir du 1^{er} juillet suivant et jusqu'au 14 mai 1920, ce fut l'Administration des postes suisses qui assura le service au moyen d'une voiture à un cheval, sur le parcours La Chaux-de-Fonds—Biaufond. A partir du 15 mai 1920, le service fut limité au parcours La Chaux-de-Fonds—Maison-Monsieur.

Pour les deux courses, la traction animale a été remplacée, à partir du 1^{er} juillet 1927, par un service automobile, ce qui permit de prolonger à nouveau le service à destination du Doubs jusqu'à Biaufond. Le service français assura la correspondance sur Maiche à partir de 1929 jusqu'en 1939.

Les bureaux de poste

Au cours de la période évoquée au début de ces lignes, soit pendant la plus grande partie du XVIII^e siècle, il n'existait aucun bureau de poste organisé. Le travail du messager se bornait au début à recevoir à son domicile les correspondances et les paquets dont il allait assurer le transport dans sa hotte et, au retour, à distribuer le courrier qui était constitué dans sa majeure partie par des correspondances adressées aux autorités.

Le premier bureau dont il nous a été possible d'établir l'existence occupait, à la fin du 18^e siècle, dans le Petit quartier, un local situé à l'endroit où se trouve actuellement l'immeuble portant le N^o 25 de la rue Léopold-Robert. Par la suite, le bureau fut transféré à l'Hôtel de la Fleur-de-Lys, puis à l'Hôtel de l'Aigle (place de l'Hôtel-de-Ville 2). La première date certaine qu'il nous a été donné de connaître est celle de l'installation dans le bâtiment de l'Hôtel de Ville, côté est, en 1827.

En 1849, soit à l'époque de la remise des services postaux à la Confédération, l'Etat de Neuchâtel ayant fait construire un Hôtel des postes au N^o 216 de la Grand'Rue (actuellement rue Léopold-Robert 11), l'Administration des postes s'y installe et y demeure jusqu'en 1878, année au cours de laquelle elle transfère à nouveau ses services dans le bâtiment situé rue Léopold-Robert 34.

La Grande Poste

Le trafic postal ne cessant d'augmenter et la ville continuant de s'étendre vers l'ouest, le Conseil communal demande, le 16 décembre 1890, la création, près de la gare, d'un nouveau bureau de poste succursale, aux fins, d'une part, de donner satisfaction aux habitants du quartier de la gare, lequel prend toujours plus d'extension et, d'autre part, de soulager le bureau principal dont, déjà alors, les installations avaient été jugées insuffisantes.

Après avoir examiné la question, la Direction des postes fit des démarches auprès du Chemin de fer du Jura neuchâtelais, pour que celui-ci voulût bien réserver dans la nouvelle gare de La Chaux-de-Fonds (la transformation de la gare était précisément en question à ce moment-là) les locaux nécessaires pour un bureau succursale et de transit. Mais, lorsque, au printemps 1900, les plans de la nouvelle gare furent enfin présentés, l'Administration des postes dut constater qu'on n'avait pas prévu de locaux pour un bureau de poste dans le nouveau bâtiment, mais qu'on se proposait de le placer dans l'ancien bâtiment des voyageurs ou dans le bâtiment de la grande vitesse. L'Administration des postes ne put se déclarer d'accord avec cette proposition.

Entre temps, les plaintes concernant l'insuffisance des locaux s'étaient accrues d'une façon telle que l'autorité communale pria le chef du Département des postes d'examiner la construction d'un bâtiment des postes dans le voisinage de la gare. Le département fit droit à cette requête et ordonna, en septembre 1900, une enquête, laquelle démontra qu'il y avait non seulement nécessité, mais urgence absolue de construire.

Lorsqu'il eut connaissance de cette décision, le Conseil communal offrit au Département des postes le terrain du square communal, situé vis-à-vis de la gare. Cet emplacement fut jugé très favorable ¹⁾ au point de vue de l'exécution du service postal. Le prix sur lequel on se mit d'accord fut de 190,000 fr., soit un peu moins de 71 fr. par m², prix qui fut considéré comme modéré en raison de ce que valaient à l'époque les terrains dont la situation était identique.

¹⁾ Voir cependant les objections de la Société des fabricants d'horlogerie, page 233.

L'arrêté fédéral concernant l'achat d'un emplacement pour la construction d'un nouvel Hôtel des postes, des télégraphes et des téléphones à La Chaux-de-Fonds, fut voté le 30 septembre 1902 par le Conseil des Etats et, quelques jours plus tard, le 4 octobre, par le Conseil national.

Le moment de songer à la construction du bâtiment était enfin venu. En vue de l'élaboration des plans, on ouvrit en 1904 un concours expirant le 31 janvier 1905 et à la suite duquel le jury décerna un premier prix. Le projet primé fut adopté dans ses grandes lignes comme base du projet définitif. Le message du Conseil fédéral envisageait que si les fondations pouvaient être commencées dans le courant de l'été 1906, les différents services pourraient être installés dans le nouveau bâtiment au commencement de 1909. En réalité, le transfert des services eut lieu le 1^{er} décembre 1910. L'arrêté fédéral ouvrant un crédit de 1,950,000 fr. pour la construction de l'Hôtel des postes fut voté par le Conseil des Etats, le 23 mars, et par le Conseil national, le 31 mars 1906.

Plus de trente années se sont écoulées depuis l'entrée dans les locaux actuels ; années fertiles en expériences puisqu'elles ont vu deux guerres. Les conceptions architecturales ont évolué et les méthodes de travail se sont modifiées. Actuellement, on modernise. Au cours des années 1938-39, le toit, qui avait subi des ans l'irréparable outrage, fut entièrement reconstruit et mieux adapté aux rigueurs de nos longs hivers.

En juillet 1942 commencèrent les travaux de transformation du rez-de-chaussée, dont le but était de laisser pénétrer plus d'air et de lumière dans les locaux. Conjointement, l'on procéda à un groupement différent des services, en transformant les anciennes sections des messageries, des lettres et des mandats (ces deux dernières étant réunies), en sections de dépôt, d'expédition et de distribution, suivant les conceptions modernes de l'organisation du travail dans les offices postaux possédant des sections séparées.

Les succursales

Peu après le transfert du bureau postal de la rue Léopold-Robert 11 — on était alors en 1879 — les habitants de la place de l'Hôtel-de-Ville et des rues qui y aboutissent, trouvant sans doute la nouvelle poste trop éloignée de leur domicile, demandèrent et obtinrent la création d'un bureau-succursale. Celui-ci

fut installé dans le bâtiment même de l'Hôtel de ville, tout d'abord au rez-de-chaussée, côté nord-ouest, pour être, en 1888, transféré dans l'annexe construite au sud du même bâtiment, qu'il occupa jusqu'en 1911.

Les mêmes causes produisant les mêmes effets, le transfert du bureau principal dans les locaux qu'il occupe actuellement eut pour résultat, le 1^{er} mai 1911, un déplacement de la succursale vers l'ouest, dans l'immeuble portant le N° 8 de la rue Léopold-Robert. Ce transfert fut également motivé par la nécessité de pouvoir disposer d'un local plus vaste, la clientèle de la succursale, toujours dénommée Hôtel-de-Ville, s'étant accrue des usagers habitant la rue Léopold-Robert jusqu'au Casino et les rues qui y aboutissent.

Le quartier de la Charrière, qui se trouvait bien isolé des deux bureaux de poste, obtint en 1906 l'ouverture d'une succursale qui fut ouverte le 6 août dans l'immeuble Charrière 22 nouvellement construit.

Quelques années plus tard, exactement le 1^{er} décembre 1910, une nouvelle succursale, dénommée succursale « Nord », ouvrait ses guichets dans l'immeuble Progrès 42, au centre d'un quartier dont l'importance, au point de vue commercial et industriel, se développait constamment.

La création de succursales a eu pour conséquence naturelle le développement du service des transports urbains. Au temps des diligences, celui-ci n'existait pas puisque les voitures partaient du bureau postal et y aboutissaient, prenant en charge et y déposant voyageurs et courrier.

Dès l'apparition des chemins de fer, l'on organisa un service de fourgon à traction animale entre le bureau postal et la gare, service qui fut prolongé successivement jusqu'aux succursales Hôtel-de-Ville, Charrière et Nord, au fur et à mesure de la mise en service de celles-ci.

Une convention conclue les 5-7 avril 1907 avec la Compagnie des tramways ¹⁾ remettait à cette dernière les transports entre la gare, soit le bureau principal, et les succursales Hôtel-de-Ville et Charrière. Cette convention fut résiliée pour le 1^{er} juillet 1934, l'Administration des postes ayant décidé d'assurer, à partir de cette date, tous les transports urbains, y compris une partie du

¹⁾ Voir page 186.

service de distribution, au moyen de ses propres fourgons automobiles.

A côté des services incontestables qu'il avait rendus, le service par tramways présentait l'inconvénient de ne pas desservir le bureau du Nord, dont les chargements, parfois importants, devaient être conduits en gare au moyen de charrettes à bras.

Une nouvelle convention, conclue après la résiliation de celle de 1907, confia à la Compagnie des tramways le transport de sacs de correspondances et de colis exprès entre le bureau principal et les succursales Hôtel-de-Ville et Charrière.

Le trafic postal

La reprise de l'exploitation des services postaux par l'Administration fédérale, de même que la construction des chemins de fer qui intervint quelques années plus tard, eurent pour conséquence un développement rapide du trafic, favorisé encore en notre ville par une augmentation importante de la population, consécutive à la prospérité de l'industrie horlogère.

Bien que les statistiques dont nous disposons soient relativement récentes, le tableau ci-après donnera cependant une idée du trafic postal de La Chaux-de-Fonds à partir de 1870 :

	1870	1903	1930	1938	1942
Voyageurs	6,342	1,203	3,839	7,041	8,917
Colis déposés	158,730	428,745	482,778	390,538	513,709
Colis distribués . . .	—	410,086	498,173	451,636	514,445
Articles d'argent déposés	7,571	67,719	411,839	506,138	656,385
Articles d'argent distribués	4,320	72,782	77,206	86,525	101,046
Affranchissements . .	—	673,698	1,620,897	1,378,001	1,515,132
Envois non inscrits .	504,546	5,497,546	5,649,000	5,677,000	5,511,000

En examinant le tableau qui précède, l'on sera particulièrement frappé par l'augmentation du nombre des articles d'argent déposés (bulletins de versement, mandats de poste internes et mandats étrangers). Cette augmentation est due à l'extension rapide du service des chèques postaux inauguré en 1906. A l'origine, seuls les offices postaux situés au siège des Directions d'arrondissement étaient dotés d'un bureau de chèques. Ainsi, pendant les années 1906 et 1907, tout le canton de Neuchâtel, ainsi que le Jura bernois, étaient attribués à l'Office des chèques de Neuchâtel, dont les opérations avaient débuté le

1^{er} janvier 1906 avec 55 détenteurs de comptes. En décembre de la même année, ce nombre s'était élevé à 229.

En 1907, des commerçants et des industriels, désireux de voir La Chaux-de-Fonds dotée également d'un office des chèques, mirent en circulation, dans les milieux susceptibles de s'intéresser au nouveau service, une pétition qui fut rapidement couverte de signatures ¹⁾. Les autorités compétentes accueillirent cette demande avec bienveillance et notre ville fut dotée, à partir du 1^{er} janvier 1908, de l'office dont on avait demandé la création. Ce dernier débuta modestement avec 158 détenteurs de comptes, tous les signataires de la pétition n'ayant pas jugé à propos de participer effectivement au service ; loin de là.

Le trafic prit cependant une extension relativement rapide, ainsi qu'en témoignent les chiffres ci-après :

Année	Nombre de comptes	Nombre d'opérations	Mouvement de fonds
1908	158	76,081	11,261,211
1920	811	495,997	154,203,160
1938	1,415	1,154,735	217,224,528
1942	2,281	1,608,030	508,543,779

Ainsi que l'on peut s'en rendre compte, si le service des chèques est parmi les derniers venus dans l'Administration des postes, il s'agit là d'un cadet qui se porte fort bien.

Le personnel

Après avoir exposé dans les lignes qui précèdent l'importance du trafic, nous pensons intéresser nos lecteurs en ajoutant quelques chiffres concernant l'effectif du personnel qui, au cours des années, fut chargé d'effectuer le travail.

En 1849, le service postal était assuré par 7 fonctionnaires et employés. Au fur et à mesure que le trafic augmentait, cet effectif fut augmenté dans la mesure indiquée par le tableau ci-après :

Année	Buralistes	Fonctionnaires grades	Fonctionnaires	Fonctionn. subalternes	Total
1858	—	—	11	12	23
1872	—	5	15	24	44
1888	—	6	19	27	52
1898	—	5	28	48	81
1909	—	5	42	86	132
1930	2	12	38	69	121
1943	2	9	45	68	124

¹⁾ Voir page 233.

L'augmentation du nombre des agents entre 1930 et 1943 eût été plus importante si les circonstances créées par la guerre n'avaient pas dicté la suppression d'une tournée de distribution des lettres, ce qui eut pour résultat de réduire quelque peu le nombre des facteurs.

* * *

Ainsi se trouve évoquée l'histoire des transports, depuis le moment où ceux-ci étaient effectués par la hotte du messager, jusqu'à la création des chemins de fer, qui représentèrent, jusqu'à l'apparition de l'avion, la possibilité de transport la plus rapide.

Durant l'été 1939, notre ville était reliée avec Berne par un service d'avion quittant l'aérodrome des Eplatures à 7 h. 40 pour y revenir à 18 h. 55. Une bonne correspondance à Berne permettait d'atteindre Zurich à 9 h. 05 et Genève à 9 h. 20. Des avions quittaient Zurich à destination de Londres, Paris, Amsterdam, Berlin, Munich, Vienne, Budapest, Copenhague, Stockholm et Malmø. Genève, située sur la grande ligne transversale Berlin—Marseille—Lisbonne, était également tête de ligne d'un service Paris—Londres. Bâle était relié à Paris, Vienne et Francfort (M.). Ce dernier service, effectué de nuit, offrait d'excellentes possibilités pour l'expédition du courrier du soir, qui est partout le plus important. Ainsi, les correspondances déposées jusqu'à 19 h. 30 dans la boîte aux lettres du bureau principal quittaient notre ville à 19 h. 50 pour arriver à Bâle à 22 h. 13. Elles en repartaient par avion pour atteindre Francfort (M.) à 0 h. 40, Amsterdam à 5 h. 05, Berlin à 4 h., Bruxelles à 4 h. 15, Copenhague à 4 h. 55, Londres à 5 h. 35, Stockholm à 7 h. 55, etc.

D'importantes lignes intercontinentales étaient à l'époque en relation avec les lignes européennes, ainsi Marseille—Madagascar, Londres—Capetown, Londres—Singapour—Sydney, Amsterdam—Batavia—Sydney, Marseille—Hong-Kong, Marseille—New-York, France—Amérique du Sud, Allemagne—Amérique du Sud. De ces lignes, il ne reste plus rien aujourd'hui.

En Suisse, au début de cette cinquième année de guerre, seul un avion de la Swissair circule encore sur la ligne Zurich—Stuttgart. Il permet encore de réaliser de bonnes correspondances à Stuttgart et à Berlin.

La désorganisation des relations postales avec l'étranger est, pour nos exportateurs d'horlogerie, l'un des gros soucis de l'heure. Les autorités postales ne l'ignorent pas ; aussi s'efforcent-elles de créer de nouvelles possibilités d'acheminement au fur et à mesure que d'anciennes portes se ferment.

Dans le service intérieur suisse, quelques restrictions ont dû intervenir, dont la plus importante, pour cause de manque de carburant, est celle des transports par automobiles. Ainsi, Biaufond et Les Planchettes, qui bénéficiaient en 1939 de deux courses la semaine et de trois le dimanche, doivent se contenter actuellement d'une course régulière chaque jour et d'une course extraordinaire chaque lundi, mercredi, samedi et dimanche.

Si les restrictions apportées à la circulation des automobiles postales sont gênantes pour les habitants des régions touchées, elles se réduisent à bien peu de chose si on les situe au milieu des événements qui, en cette fin d'année 1943, bouleversent le monde. Mais les temps reviendront où la poste, forte de nouvelles expériences acquises et fidèle à sa mission, reprendra dans le monde la tâche qui lui est dévolue et qui consiste à resserrer les liens intellectuels et matériels qui doivent unir les peuples.

C. Tinembart.

Documents consultés

Les Postes dans le Pays de Neuchâtel, dès leur Origine à 1849, par M. Marc Henrioud, fonctionnaire postal.
Archives de la Direction du IV^e arrondissement postal.
Feuille fédérale, 1902 et 1906.

7. Quelques dates de l'histoire du télégraphe à La Chaux-de-Fonds

(données fournies par l'Office téléphonique de Neuchâtel)

Alors que le télégraphe fait son apparition en Suisse en 1851, c'est le 5 décembre 1852 qu'un bureau des télégraphes est mis en service à La Chaux-de-Fonds, à la rue Fritz-Courvoisier N° 6, où se trouve aujourd'hui le « Café du Télégraphe ». Notre ville fut reliée à Berne par un embranchement sur la ligne Zofingue-Airolo, ligne qui était la deuxième en importance dans notre pays.

Le premier télégraphiste principal avait été nommé le 2 août 1852 en la personne de Pierre-Julien Villosz, de Plagne,

né en 1813 et décédé en 1892. Son traitement était de 1,200 fr. ; il recevait en outre une indemnité de 200 fr. pour la location du bureau. Un second télégraphiste fut nommé avec le même traitement le 24 décembre 1852, une vingtaine de jours après l'ouverture du bureau. C'était M. Friedrich Gschwind, de Granges (1832-1913).

Une succursale du télégraphe fut ouverte à la gare le 1^{er} décembre 1864, et en 1867, le 1^{er} février, un service de nuit partiel fut introduit au télégraphe de La Chaux-de-Fonds.

Une ligne télégraphique avec Morteau fut mise en service le 1^{er} août 1890 et un commutateur central fut installé le 1^{er} décembre 1910.

Le nombre des télégrammes reçus et envoyés s'élevait en 1901 à 48,119 (soit 132 par jour) ; en 1906, à 46,034 (soit 125 par jour). Malgré l'extension du téléphone, ce nombre atteignait encore 39,855 en 1941 et même 40,932 en 1942.

8. Le téléphone

Alors que le premier central téléphonique suisse a été mis en exploitation à Zurich en 1881, La Chaux-de-Fonds obtenait, en 1884 déjà, son premier central, après ceux de Bâle, Berne, Genève et Lausanne en 1883. Cette première installation fut construite dans le bâtiment de la Préfecture, rue Léopold-Robert 34. Les abonnés obtenaient alors une « concession » leur permettant de téléphoner dans le rayon de La Chaux-de-Fonds seulement. Il n'existait en effet, à l'époque, aucune ligne interurbaine. La taxe d'abonnement était de 150 fr. par année et les frais d'installation étaient à la charge de l'abonné. Parmi les premiers partisans des liaisons téléphoniques, on rencontre M. Guillaume Nusslé, Grenier 4 ; M. Ariste Robert, Arts 12 ; M. Paul Monnier, pharmacien ; M. Paul Robert-Rosset ; le poste de gendarmerie ; le bureau de la Préfecture ; etc.

En 1884, la Confédération installa également un central téléphonique au Locle et autorisa les communications entre les deux localités, moyennant une taxe de 20 ct. par 5 minutes.

Le développement rapide du téléphone et les améliorations techniques permirent des communications avec d'autres localités, et c'est ainsi qu'on put, dans les années suivantes, converser avec les localités d'un rayon qui était en principe limité

à « l'occupation de trois centraux au maximum ». En 1911 encore, une communication La Chaux-de-Fonds—Lugano n'était admise que sous réserve, et il fallut l'introduction des câbles souterrains interurbains et des amplificateurs pour arriver à la situation d'aujourd'hui où il est possible de téléphoner avec tous les pays du monde, voire avec les navires en mer.

Le central téléphonique de La Chaux-de-Fonds eut un développement rapide, ainsi qu'il ressort des chiffres suivants :

1884 :	143	abonnés.
1910 :	900	»
1930 :	2,700	»
1943 :	3,000	»

Le nombre des conversations a subi une augmentation rapide, soit :

1910 :	1,200,000.
1942 :	4,300,000.

Parmi les détails que fournissent les archives de La Chaux-de-Fonds, il est intéressant de noter les dépenses occasionnées à un ouvrier occupé aux installations téléphoniques durant le mois d'octobre 1890. A cette époque, la pension journalière avec vin coûtait 1 fr. 65 ; avec café, plus une « roquille » ou plus une absinthe, 1 fr. 90. Un souper avec absinthe, 60 ct. La location d'une chambre pendant 18 jours coûtait 6 fr. 65.

L'ancien central établi à la rue Léopold-Robert 34 subit de nombreuses extensions, mais il fallut vite reconnaître que les installations techniques et les locaux ne correspondaient plus à l'importance du trafic. Le Conseil fédéral s'étant décidé à construire l'Hôtel des postes actuel, destiné à tous les services P. T. T., le transfert du central téléphonique eut lieu dans le nouveau bâtiment en 1910.

A cette occasion, le système à batterie locale fut remplacé par le système à batterie centrale, qui est lui-même bientôt destiné à faire place au téléphone automatique.

La Chaux-de-Fonds dispose aujourd'hui de câbles souterrains interurbains avec Neuchâtel, Saint-Imier, Bienne, Le Locle. Ce réseau a permis de doter La Chaux-de-Fonds d'excellentes communications avec l'ensemble du réseau suisse et pourra, après la guerre, être complété encore par les nouveaux câbles prévus en direction des Franches-Montagnes et des vallées de La Brévine et des Ponts-de-Martel.

Fellrath.

9. Les douanes

Lorsque l'unité douanière eut été réalisée en Suisse par la création, en 1848, de l'Etat fédératif remplaçant la Confédération d'Etats, les formalités douanières s'accomplirent d'abord uniquement à la frontière. En raison du développement des échanges commerciaux, les grandes villes du pays — Berne, Zurich, Saint-Gall — demandèrent à avoir leurs propres bureaux de douane et les obtinrent du Conseil fédéral, désireux à la fois de rendre service au commerce et à l'industrie et de décharger les bureaux de la frontière.

L'ouverture d'un bureau de douane en notre ville est due surtout au commerce pratiqué par les « fournituristes » qui faisaient venir de l'étranger des outils ou de petites machines pour l'horlogerie, des pièces de montres ou de pendules, et en réexpédiaient au dehors, soit aux « rhabilleurs », soit aux maisons d'horlogerie. Ils souhaitaient tout naturellement accomplir sur place les formalités douanières. Les fabricants aussi avaient le même désir, puisqu'ils envoyaient à l'étranger de nombreuses collections de montres dont la manipulation était délicate. D'ailleurs, le développement général du commerce poussait à envisager la création d'un dépôt fédéral ouvert à toutes les marchandises. De là, en 1892, la réunion d'une assemblée des intéressés qui charge un comité d'obtenir ce dépôt à bref délai. Mais, pendant une dizaine d'années, cette première tentative n'a pas de suite.

Pendant, après plusieurs démarches entreprises auprès de lui par ces mêmes milieux, le Conseil communal présente, le 21 février 1901, une pétition à la Direction générale des douanes. M. Mosimann, ancien conseiller national, est chargé de la défendre. Le Conseil fédéral se déclara disposé en principe à donner satisfaction aux requérants et, par son arrêté du 28 novembre 1902, il créa à La Chaux-de-Fonds un bureau de douane avec entrepôt fédéral pour l'horlogerie et la bijouterie et en fixa les compétences. La Commune devait de son côté s'engager, sans frais pour l'Administration des douanes, à mettre les locaux nécessaires à disposition, à les aménager, meubler et outiller, à les chauffer, éclairer et entretenir, à

payer l'abonnement au téléphone. L'administration prenait à sa charge les frais du personnel. L'entente s'étant faite, l'ouverture du bureau eut lieu le 1^{er} avril 1903.

Mais le choix des locaux ne fut pas heureux ; placés en sous-sol sud-ouest du bâtiment du Contrôle fédéral, les bureaux et l'entrepôt ne faisaient qu'un et ne répondaient pas aux conditions d'hygiène élémentaires. Et pourtant, bien que doté seulement de compétences limitées, le bureau prend de l'importance, le trafic gagne en volume, et la place manque.

Devant l'éventualité de la libération prochaine de locaux à l'ancienne gare, des pourparlers s'engagent. Le 17 septembre 1922 a lieu une entrevue et une visite préalable des salles disponibles où assistent M. Mosimann, président de la Commission législative des douanes, le directeur général et l'inspecteur général de la Direction générale des douanes, l'ingénieur des C. F. F. de Neuchâtel, le chef de gare. A cette occasion, la Direction générale des douanes fait remarquer que le transfert envisagé représente un sacrifice de 25,000 fr. que l'administration consent en faveur des intérêts de La Chaux-de-Fonds. Mais les locaux paraissent convenir et l'entrevue donne satisfaction.

Toutefois le locataire des C. F. F. occupant une partie des locaux retenus, M. Santschy, marchand de bicyclettes, ne veut pas s'en aller avant la fin de son bail ; il finit pourtant par ne plus revendiquer qu'une indemnité pour résiliation anticipée. Mais une autre difficulté surgit. Les autorités du Locle ont appris le projet d'extension du bureau de douane de La Chaux-de-Fonds, et le Conseil communal de la Mère commune expose ses doléances à la Direction générale des douanes : il y a au Locle toutes les installations nécessaires pour les bureaux de douane sis à ce point frontière ; il y a déjà un entrepôt fédéral, et, en son temps, cette commune a consenti de grosses dépenses pour l'aménagement des abattoirs frontières ; or l'importation du bétail a cessé et ces installations ne rapportent plus ; Le Locle ne désire donc pas qu'une partie du trafic douanier lui soit encore enlevée et s'oppose à la création d'un entrepôt fédéral à La Chaux-de-Fonds. Sur l'initiative de la Direction générale des douanes, une conférence entre les représentants des deux communes et ceux de la Direction générale a lieu à l'Hôtel de ville du Locle, le 26 avril 1923, sous

la présidence de M. Gassmann, directeur général des douanes. Chacun défend sa cause. M. Gassmann propose, dans un esprit de conciliation, que La Chaux-de-Fonds dispose d'un bureau de douane de l'intérieur ouvert à tout trafic, poste et chemin de fer, et conserve l'entrepôt pour l'horlogerie et la bijouterie, mais renonce à l'entrepôt fédéral général. Le Conseil communal du Locle n'est cependant pas d'accord, et il faudra que le Conseil d'Etat, consulté à son tour, approuve la proposition de la Direction des douanes pour que la transformation soit enfin décidée. L'Administration des douanes et les C. F. F. mettent alors tout au point pour l'aménagement des nouveaux locaux qui ne sont effectivement occupés que le 1^{er} novembre 1924. Dès lors, l'Administration des douanes dispose donc de l'ancienne halle de la Grande vitesse qu'elle utilise comme entrepôt et de deux locaux, un peu petits, à l'usage de bureaux, dans l'ancien bâtiment des voyageurs.

L'année 1923 vit d'autre part l'ouverture aux Eplatures d'un aérodrome douanier pour La Chaux-de-Fonds et Le Locle. Les démarches avaient été faites par la Société *Nhora*. Le trafic a été toutefois peu important jusqu'ici.

En mars 1931, nouvelle démarche de l'Association commerciale et industrielle de La Chaux-de-Fonds, pour la création d'un entrepôt fédéral ; nouvelle opposition du Locle et réponse négative du Département fédéral qui déclare maintenir sa promesse de 1923.

En revanche, dès 1932, la Direction générale constate que le bureau de notre ville est à l'étroit. Les C. F. F. acceptent de prendre les dispositions nécessaires pour libérer les locaux encore loués à M. Santschy. On établit des projets et au cours de 1936 on passe aux transformations et agrandissements. Les bureaux restent dans le même bâtiment, mais on en construit un nouveau entre l'entrepôt et l'ancienne gare, supprimant ainsi le passage qui existait jusque-là. On y ajoute encore la salle utilisée par le Contrôle des viandes et un local occupé auparavant par M. Santschy. C'est pour éviter des frais qu'on se contente des bâtiments disponibles et qu'on renonce à rapprocher la douane de la gare des marchandises. Sans rechercher le luxe, l'administration a ainsi réalisé les dispositions actuelles qui sont suffisantes pour faire face à un fort trafic et qui permettraient même d'augmenter le personnel. En même temps que

l'on faisait ces transformations, on mit l'installation nécessaire à la disposition de l'essayeur-juré attaché depuis 1934 au bureau des douanes. Dès cette date, en effet, le Contrôle fédéral d'or et d'argent ¹⁾ fait partie de l'administration des douanes.

C'est ainsi qu'un bureau de douane interne dans toute l'acception du terme a été obtenu pour notre ville. Il faut donc y avoir recours et féliciter les maisons qui exigent que les formalités douanières soient accomplies en notre ville, en regrettant que d'autres y soient indifférentes ou même s'y opposent.

J. Favre.

¹⁾ Voir page suivante.

II.

LES INSTITUTIONS

ET ASSOCIATIONS ÉCONOMIQUES

Le Bureau de contrôle des ouvrages d'or et d'argent

Jusqu'en 1820, les objets en métaux précieux étaient garantis par la marque du fabricant assermenté et par une marque officielle qui était, pour le Pays de Neuchâtel, les chevrons. Souvent, la matière utilisée (vieux bijoux et pièces d'or étrangères) n'était pas au titre et l'objet fabriqué avec cette matière non plus. Des plaintes nombreuses, puis des discussions, aboutirent à la loi cantonale du 20 novembre 1820, et le premier bureau de La Chaux-de-Fonds s'installa au N° 1 de la rue de la Promenade. Le 28 décembre 1880, grâce à Numa Droz, un texte précis légiférant sur le contrôle des métaux précieux fut adopté par les Chambres fédérales, et les bureaux des différentes régions de la Suisse utilisèrent les mêmes poinçons et furent régis par un bureau de Berne tout en conservant la disposition des bénéfices d'exploitation. Actuellement, les bureaux dépendent administrativement de la Direction des douanes fédérales¹⁾. C'est après la crise horlogère de 1920 à 1925, les exercices déficitaires de certains bureaux étant devenus catastrophiques, qu'eut lieu un nouveau remaniement de la loi et que la majorité des établissements locaux passèrent entièrement sous la direction fédérale. Seuls les bureaux de La Chaux-de-Fonds et de Tramelan sont restés autonomes quant à l'attribution des résultats d'exercices.

Nul n'ignore dans notre cité ce que le Contrôle a déjà donné à nos établissements ; parmi les faits les moins connus, citons en passant la couverture des déficits réguliers du Bureau des télégraphes de 1852 à 1861, les fortes sommes versées pour la construction du Vieux-Collège, du Collège primaire, etc.

¹⁾ Voir page 212.

De 1885 à 1943, l'administration a versé 2 millions 237,199 fr. aux œuvres et institutions locales ¹⁾ ; en particulier 43,600 fr. pour la Fontaine monumentale, en 1888, élevée en commémoration de l'arrivée des eaux de l'Areuse à La Chaux-de-Fonds ²⁾ ; l'année suivante, ce sont 82,000 fr. qui sont donnés pour la construction de l'Ecole de commerce, rue du Marché 18 (cette école, créée par le Contrôle, a bénéficié de 1890 à 1895 d'une allocation annuelle de 21,187 fr. et dès 1896 jusqu'en 1921 de 12,000 fr.). L'Ecole de gravure, celle des monteurs de boîtes, la Chambre cantonale du commerce, ont été également soutenues par le Contrôle.

L'Hôtel communal, Serre 23, qui abrita le Contrôle quelques années, et avait été construit à cet usage, fut donné en 1895 à la Commune. Le Monument de la République reçut une subvention de 20,000 fr., le Musée historique en 1923 bénéficia d'une subvention de 30,000 fr. pour son installation à la rue de la Loge. Le Musée des Beaux-Arts a coûté 417,551 fr. au Contrôle. En 1931, le bénéfice de l'année précédente a été versé intégralement pour l'aide aux chômeurs, soit 20,100 fr. En 1942, c'est le fonds « Musica » qui reçoit 170,000 fr. pour l'achat de l'immeuble rue Léopold-Robert 27 et la majorité des actions du Théâtre.

Depuis quelques années, les exercices réduits et même déficitaires ont obligé l'Administration du Contrôle à verser ses bénéfices au Fonds de vieillesse de ses employés.

Chs Spichiger.

Bibliographie : Les nombreux arrêtés déposés à la Bibliothèque de la ville et aux archives cantonales. — Les archives du Bureau de Contrôle. — *Livre du Centenaire*, publié en 1920 par le Contrôle, texte de Alb. Matthias.

¹⁾ La générosité du *Contrôle* sera donc très souvent mentionnée dans ce volume. Citons entre autres : Nhora, pages 191 et 192 ; la Chambre suisse de l'horlogerie, p. 219 et 220 ; U. B. A. H., p. 244 ; l'Ecole d'horlogerie, p. 366 ; l'Ecole de commerce, p. 392 et suivantes ; la Musique des cadets, p. 463 ; le Musée des Beaux-Arts, p. 512 ; le Musée historique, p. 517 et 518 ; le Musée d'horlogerie, p. 519 ; la Société de radiodiffusion, p. 546 ; les Sentiers du Doubs, p. 589.

En 1886, le Contrôle avait pris à sa charge la dépense totale de 17,000 fr. pour l'installation d'horloges électriques en ville. En 1920, 20,000 fr. furent versés pour la reconstruction du Temple national (voir page 554). De 1922 à 1930, chaque année, une somme de 18,000 fr. à 30,000 fr. est versée aux écoles professionnelles. En 1938 et en 1943, des sommes de 3,500 et 3,000 fr. furent versées au Technicum neuchâtelois pour l'achat de machines (voir pages 352 et 353, 366, 382 et 383).

Les chiffres détaillés, de 1885 à 1943, concernant toutes ces allocations, et d'autres encore que nous ne citons pas, figurent dans le rapport complet dressé par M. Chs Spichiger et qui fait partie du dossier remis par l'A. D. C. à la Bibliothèque de la ville.

²⁾ Voir page 141.

Les associations patronales

1. La Chambre suisse de l'horlogerie

Historique

La Chambre suisse de l'horlogerie et des industries annexes (bijouterie, joaillerie, orfèvrerie, boîtes à musique), siégeant à La Chaux-de-Fonds depuis sa création, est l'organisme le plus important, en même temps que le plus ancien, qui ait été fondé dans le but de donner de la cohésion à toute l'industrie horlogère disséminée sur un espace très étendu de notre territoire national ; en outre, son travail consiste à étudier les problèmes professionnels, commerciaux, financiers et sociaux ; enfin, par son caractère semi-officiel, elle se trouve être tout naturellement l'intermédiaire entre le monde horloger et les autorités.

Par suite de sa croissance rapide, l'industrie horlogère se heurta, en effet, à des difficultés inattendues et se trouva mise en présence de problèmes compliqués découlant de l'évolution, rapide elle aussi, de la vie industrielle et sociale ; avec les années, l'ouverture de marchés toujours plus éloignés, provoquant l'essor d'une exportation sans cesse grandissante, eut pour effet de multiplier encore le nombre et la diversité de ces problèmes.

Pour commencer, les créateurs de l'industrie horlogère du Jura suisse durent bien, chacun pour son compte, se frayer le chemin et en surmonter les quelques obstacles, aussi longtemps que ce travail supplémentaire fut à la mesure de leurs efforts et de leurs possibilités. Mais nos fabricants et commerçants en horlogerie se trouvèrent bientôt en face de complications devant lesquelles toute initiative personnelle, quelque courageuse et hardie qu'elle fût, se révélait impuissante.

Il était urgent de s'unir pour combattre la concurrence étrangère naissante et créer un organisme spécial groupant quelques personnalités particulièrement compétentes, capables de servir d'intermédiaires entre les milieux industriels ou économiques et les autorités du pays, ces dernières étant fréquemment appelées

à soutenir le monde du travail par l'élaboration de lois nouvelles, à favoriser l'expansion de l'industrie par la conclusion de traités de commerce avec les pays étrangers et à protéger les diverses parties de celle-ci au moyen de tarifs douaniers.

Ici et là, dans nos cantons jurassiens et au sein de leurs diverses activités industrielles, des essais de concentration avaient déjà été tentés peu avant l'aube du XX^e siècle, et certaines institutions, chambres de commerce et autres, avaient été mises sur pied ; mais ces quelques solutions particulières n'étaient pas suffisantes : il manquait encore à notre horlogerie suisse l'organisme central qui liât en un solide faisceau les sociétés régionales et prit en mains l'étude des questions qui leur étaient communes. Il fallait surtout décharger nos industriels de tâches auxquelles la plupart d'entre eux n'étaient pas préparés, et leur permettre de consacrer leurs facultés et leur temps à la fabrication proprement dite de la montre et à son continuel perfectionnement.

L'histoire de l'horlogerie suisse au cours des dernières décennies du XIX^e siècle est véritablement imprégnée de cette obsédante préoccupation.

Et c'est ainsi qu'au début de l'année 1876, les députés aux Chambres fédérales des cantons de Vaud, de Genève, de Neuchâtel et de Berne se rencontrèrent plusieurs fois, décidant de provoquer, dans leurs cantons respectifs, la nomination de délégués qui se réunirent à Yverdon le 30 avril de la même année et y délibérèrent, tant sur la nécessité de former des sociétés cantonales du commerce et de l'industrie, que sur les moyens de donner à ces sociétés un centre commun d'action.

C'est à la suite de ces travaux préliminaires que, le 14 mai 1876, toujours à Yverdon, fut créée la *Société intercantonale des industries du Jura*, qui ne devint que plus tard l'actuelle *Chambre suisse de l'horlogerie*.

Dans une assemblée du 5 juin 1876, le premier bureau de la Société intercantonale fut constitué ¹⁾.

Nous ne mentionnerons pas toutes les sections qui, au cours des années, se firent recevoir de la Société intercantonale des

¹⁾ Il comprenait : MM. Hippolyte Etienne, des Brenets, président ; Arnold Grosjean, de La Chaux-de-Fonds, vice-président ; J. Borel-Courvoisier, de Neuchâtel, secrétaire ; Louis Martin fils, des Verrières, assesseur ; Ernest Francillon, de Saint-Imier, assesseur.

industries du Jura ou, plus tard, de la Chambre suisse de l'horlogerie ; il est cependant intéressant de noter ici les noms de celles qui, les premières, répondirent à l'appel des pionniers de la société nouvellement éclos. Il y en avait sept :

la Commission du commerce de La Chaux-de-Fonds ;

le Conseil du commerce du Locle ;

l'Association industrielle et commerciale du Locle ;

la Société industrielle de Courtelary ;

la Société industrielle et commerciale horlogère de Bienne ;

la Société industrielle et commerciale de Sainte-Croix ;

la Chambre de commerce de Genève (Sections d'horlogerie, de bijouterie et de boîtes à musique).

Le canton de Soleure ne possédait pas encore de société constituée qui pût figurer au nombre des membres de l'Inter-cantonale, mais le gouvernement de cet Etat tint à y envoyer aussi un délégué.

Depuis lors bien des changements sont survenus ; certaines de ces associations de la première heure se sont dissoutes ou transformées ; d'autres, plus nombreuses, naquirent au cours des années, de telle façon que leur nombre varia constamment. La Chambre suisse de l'horlogerie compte actuellement vingt-quatre sections, représentant tous les milieux horlogers, ainsi que toutes les régions de la Suisse où prospère l'industrie de la montre.

Les premiers statuts de la Société intercantonale des industries du Jura furent élaborés par M. Ernest Francillon, fondateur de la Fabrique des Longines. Le but de cette association, nous disent-ils, est d'établir un lien permanent entre les diverses sociétés industrielles locales ou cantonales et de leur servir d'organe auprès des autorités, de stimuler l'esprit de solidarité entre les cantons horlogers et entre les fabricants eux-mêmes, de faire entendre les vœux et de défendre les intérêts des industries romandes, lors de la discussion de lois fédérales et de l'élaboration de nouveaux traités de commerce ; enfin, de surveiller les progrès de la concurrence étrangère et de s'occuper de toutes les questions d'intérêt général pouvant contribuer à la prospérité industrielle et au bien du pays.

Dès sa création, la Société intercantonale se trouva en face d'un programme de travail si copieux et si divers que les membres de son bureau, qui ne siégeaient pas en permanence,

mais avaient conservé leurs occupations personnelles, n'auraient pu trouver le temps de l'accomplir en tous ses détails ; en outre, certaines des questions à résoudre étaient d'un caractère si particulier, que seuls des spécialistes pouvaient en entreprendre utilement l'étude. Il fallut donc, en maintes occasions, confier le travail à des commissions, dont les membres étaient choisis avec soin, selon les tâches à accomplir. Citons seulement la plus ancienne, la Commission technique, ayant pour objet l'étude des questions de métier, procédés de fabrication, outillage, mesures diverses.

C'est en 1900 que l'ancienne Société intercantonale des industries du Jura changea de nom. Considérant qu'elle n'avait jamais eu à s'occuper que de problèmes se rapportant, directement ou indirectement, à l'industrie de la montre suisse, ses membres prirent la décision de l'appeler désormais, pour plus de clarté, *Chambre suisse de l'horlogerie*.

Depuis sa fondation jusqu'à nos jours, la Chambre vit passer à son comité un nombre respectable de personnalités du monde horloger. Nous nous contenterons de citer ici ses présidents et ses secrétaires.

Nous avons déjà dit que le premier président de la Société intercantonale fut M. Hippolyte Etienne, des Brenets, élu en 1876 ; dès 1891, la présidence échet à M. Robert Comtesse, conseiller d'Etat, Neuchâtel ; en 1900, M. Robert Comtesse, élu conseiller fédéral, fut remplacé par M. le Dr Pettavel, conseiller d'Etat neuchâtelois ; en 1909, M. Fritz Huguenin, qui était secrétaire de la Chambre, passa à la présidence qu'il assumait jusqu'en 1917, date de son décès ; il fut remplacé par M. Paul Mosimann, conseiller national, de La Chaux-de-Fonds ; après le décès de M. Mosimann, en 1923, la présidence fut assumée, de manière permanente, par M. Edouard Tissot, avocat et ancien président du Tribunal de La Chaux-de-Fonds, qui était secrétaire-général de la Chambre depuis 1917 ; en 1934, M. Edouard Tissot, après 17 années d'éminents services, manifesta le désir de prendre sa retraite, qui devint effective en mars 1935 ; le 16 juillet 1935, l'assemblée des délégués de la Chambre suisse fit appel, comme président, à M. Albert Rais, avocat et conseiller national, de La Chaux-de-Fonds ; dès cette date, la présidence, qui était devenue permanente en 1923, reprit son caractère originel de fonction non permanente.

Le 17 décembre 1942, M. Albert Rais, élu juge fédéral, fut obligé, de par ses nouvelles fonctions, de renoncer à la présidence de la Chambre suisse de l'horlogerie, à laquelle, par son complet dévouement et ses attaches étroites avec les autorités fédérales, il avait imprimé un essor dont le monde horloger lui sera toujours reconnaissant ; l'assemblée des délégués du 7 janvier 1943 fit alors appel, pour le remplacer, à M. Max Petit-pierre, avocat et conseiller aux Etats, à Neuchâtel.

Sous l'égide de telles personnalités, animées toutes de la même volonté de travail constructif, la Chambre suisse, et par conséquent l'industrie horlogère dans son ensemble, purent continuer à suivre sans fléchir la ligne ascendante qui leur avait été imprimée dès l'origine.

Le premier secrétaire de la Chambre suisse, alors Société intercantonale des industries du Jura, fut M. J. Borel-Courvoisier, de Neuchâtel, élu en 1876 ; en 1887, M. Jämes Perrenoud lui succéda ; celui-ci fut remplacé, en 1898, par M. Fritz Huguenin et c'est M. Albert Mosimann qui prit sa place en 1913 ; dès l'année 1917, conformément à une revision partielle des statuts, M. Edouard Tissot inaugura le poste de secrétaire-général permanent de la Chambre suisse, poste qui fut occupé, depuis l'année 1923, par M. Albert Amez-Droz.

Lorsqu'en 1935 la présidence de la Chambre suisse cessa d'être une fonction permanente, son secrétaire-général prit entièrement la direction des affaires courantes et du personnel ; c'est pourquoi, mettant au point cette situation, une assemblée du 10 juillet 1939 transforma le poste de secrétaire-général en celui de directeur de la Chambre suisse de l'horlogerie.

Les locaux et le personnel de la Chambre. — Les rapports et les procès-verbaux de l'ancienne Société intercantonale des industries du Jura sont très avarés de détails en ce qui concerne les locaux qui abritaient tout ou partie de son personnel ; ce doit être en 1898 que le Bureau du Contrôle fédéral des métaux précieux ¹⁾ lui offrit très aimablement l'hospitalité au premier étage de son immeuble, sis à La Chaux-de-Fonds, rue de la Serre 56.

A cette époque, deux pièces seulement du bâtiment du contrôle abritaient M. Fritz Huguenin, secrétaire-général, avec

¹⁾ Voir pages 213-214.

un employé. Mais le volume des affaires s'amplifiant constamment, d'autres bureaux durent être aménagés dans le même bâtiment. C'est ainsi qu'en 1918, sous la présidence de M. Paul Mosimann, la Chambre suisse occupait trois pièces, avec un personnel de trois unités, soit le secrétaire-général, M. Edouard Tissot, et deux employés.

En 1922, subitement, le nombre des employés s'éleva à vingt-trois, la Chambre ayant été chargée par la Confédération de la distribution aux exportateurs de subsides destinés à compenser les dépréciations des cours des changes. Grâce à la constante bonne volonté des propriétaires de l'immeuble, la Chambre suisse put loger ses services dans toute la moitié est du premier étage du contrôle, un appartement au deuxième étage et plusieurs locaux qui servaient auparavant de chambres hautes. Il en fut ainsi, sauf certaines modifications temporaires, pendant une vingtaine d'années.

Plus tard, la Chambre occupa les trois quarts du premier étage du même immeuble, l'autre quart étant réservé à l'U. B. A. H. ¹⁾ ; mais une telle situation ne pouvait évidemment pas durer, vu l'extension constante des activités de cette institution ; malgré la reconnaissance due au Bureau du contrôle pour son hospitalité large et gratuite, il fallut songer à fixer dans un autre immeuble le siège de la Chambre, surtout au cours de la deuxième guerre mondiale où, ses tâches s'étant encore multipliées, son personnel se trouva porté au chiffre respectable de cinquante employés.

C'est au mois de mai 1942 que tous les bureaux de la Chambre suisse de l'horlogerie furent transférés dans l'Hôtel de la Banque Cantonale Neuchâteloise, rue Léopold-Robert 46, dont ils occupent partiellement deux étages.

Pour donner une idée de l'importance acquise par cette institution et de la nécessité de la mettre plus au large, voici une rapide nomenclature des divers services de la Chambre suisse de l'horlogerie :

Direction. — Secrétariat. — Comptabilité. — Application des arrêtés fédéraux concernant l'industrie horlogère. — Surveillance de l'exportation. — Certificats d'accompagnement. — Contingents de clearing. — Contingents de reprise des dollars. — Délivrance des permis d'exportation pour les États-Unis. — Garantie contre les risques à l'exportation. — Caisse de compensation pour le versement

¹⁾ Voir pages 241 et suivantes.

d'allocations familiales dans l'industrie horlogère. — Caisse de compensation pour le versement d'allocations aux mobilisés pour perte de salaire et de gain. — Rédaction et Administration de la *Fédération horlogère suisse*. — Service de la Chambre neuchâteloise du commerce et de l'industrie.

Ajoutons que dès la fin de l'année 1943 et au début de 1944, vu l'extension prise par certains services, la place fit encore défaut, de sorte que la Chambre suisse dut installer ceux-ci dans l'immeuble de la Banque Fédérale, rue Léopold-Robert 50, ainsi que dans un immeuble privé rue Léopold-Robert 73, les propriétaires de ces immeubles ayant mis les locaux nécessaires à disposition avec beaucoup de bienveillance.

Ainsi s'achève cette rapide esquisse historique nous montrant la primitive et modeste Société intercantonale des industries du Jura prenant en mains les intérêts primordiaux d'une industrie horlogère déjà fort étendue et vivante, l'accompagnant dans ses progrès rapides, se développant avec elle pour devenir enfin l'actuelle Chambre suisse de l'horlogerie, puissant organisme central dont les dirigeants et le personnel, animés du même esprit que leurs prédécesseurs, continuent à travailler comme eux à consolider les liens entre tous les travailleurs de l'industrie horlogère, à maintenir celle-ci toujours plus prospère et plus solidement assise sur le sol national.

Les tâches de la Chambre suisse de l'horlogerie

L'aperçu historique que nous venons de donner esquissait à larges traits le programme de travail de la Chambre suisse ; mais si l'on prend la peine de l'explorer dans ses détails, on voit qu'il se résout en de multiples tâches, bien déterminées et précises, qui peuvent être classées en deux groupes distincts : les problèmes d'ordre intérieur, ayant un caractère essentiellement professionnel et social, et les problèmes extérieurs, dans lesquels dominent les notes commerciales et internationales.

a) Problèmes intérieurs

Les concentrations horlogères. — On est frappé, en parcourant les anciens rapports de la Société intercantonale des industries du Jura, puis de la Chambre suisse de l'horlogerie, de constater que, dans les petites choses comme dans les grandes, l'histoire ne fait que se répéter. Les questions importantes qui nous préoccupent au XX^e siècle semblent être en tous points

la répétition, l'éternelle survivance de celles qui embarrassèrent nos devanciers.

Comme ailleurs, par exemple, le problème de la lutte contre la chute des prix est caractéristique à cet égard. Cette question des prix, de même que celle des salaires qui lui est conjointe, est la base sur laquelle s'appuient toutes les conditions de vie d'un peuple. Il est donc naturel que cette grave préoccupation ait joué son rôle primordial dans la fondation de la Société intercantonale, et que les rapports de l'actuelle Chambre suisse de l'horlogerie, qui lui succéda, en soient également imprégnés.

C'est, en effet, pour maintenir ce que l'on pourrait appeler « la santé » dans le domaine des tarifs et des prix que l'institution dont nous nous occupons ici s'est efforcée en tout temps de grouper, en un faisceau toujours plus solide, l'ensemble de l'industrie horlogère suisse. Elle-même, lors de sa fondation, donna l'exemple de cette concentration nécessaire, en invitant les organisations déjà existantes à se fédérer en elle.

Grouper, concentrer, oui bien. Pourtant, la Chambre suisse ne perdit jamais de vue cette réalité : c'est que l'horlogerie, industrie complexe de la montre, composée d'une quantité de métiers divers dépendant étroitement les uns des autres, ne peut pas, pratiquement, se fondre en un tout absolument uniforme. C'est pourquoi les milieux horlogers, sous l'égide de la Chambre suisse, tinrent à maintenir libres et autonomes les groupements régionaux et professionnels ; nous voyons même, dans ses premiers statuts, que la Société intercantonale encourageait la création de telles associations, dans les régions ou dans les branches horlogères qui n'en possédaient pas encore.

Il serait long et fastidieux de suivre ici dans tous ses détails, dans sa suite de déboires ou de succès, le difficile et long travail de réorganisation qui s'accomplit au sein de l'industrie horlogère suisse, principalement au cours des années 1922 à 1930. Les obstacles à surmonter étaient nombreux, la tâche semblait surhumaine ; mais il fallait absolument faire quelque chose, car notre horlogerie sortait, malade et pantelante, d'une série d'années de crise qui auraient pu lui être fatales.

Pendant et après la guerre mondiale de 1914 à 1918, une prospérité extraordinaire, mais bien factice et passagère, avait engagé nos horlogers à multiplier les exploitations à un rythme effréné ; on travaillait fiévreusement, sans aucune cohésion, accu-

mulant les stocks ; une concurrence suraiguë provoquait des dégringolades de prix catastrophiques ; un « chablonnage » inconsidéré, drainant à l'étranger un vrai fleuve de pièces détachées, menaçait de rompre, l'un après l'autre, les liens séculaires qui rattachaient l'industrie horlogère au sol national.

Les concentrations opérées alors, et qui régissent encore maintenant la fabrication de la montre suisse et de ses dérivés, ne furent certainement pas acceptées de gaieté de cœur par chacun ; des fusions d'une telle envergure ne pouvaient être opérées sans que soient écornés, ici et là, quelques intérêts particuliers ou régionaux ; pourtant ceux-ci furent sauvegardés autant que possible, et l'on peut dire que cette grande œuvre de réorganisation horlogère atteignit pleinement son but : les prix sont remontés à un niveau normal ; ils se sont stabilisés ; le chablonnage n'est plus qu'un mauvais souvenir. Désormais, les diverses branches de l'horlogerie suisse sont unies par des liens assez solides pour lui permettre d'affronter avec succès les luttes présentes et à venir, en même temps qu'assez souples pour laisser à chacun une marge suffisante de liberté.

Actuellement, les entreprises horlogères sont groupées dans trois grandes organisations dites « conventionnelles », selon les branches auxquelles elles appartiennent, à savoir :

1. La Fédération suisse des associations de fabricants d'horlogerie (F. H.), datant de 1924.
2. L'Union des branches annexes de l'horlogerie (U. B. A. H.), constituée en 1927.
3. Ebauches S. A., société holding comprenant l'ensemble des fabricants d'ébauches, réalisée en 1927.

L'action de ces trois organisations conventionnelles est renforcée par la Société de l'horlogerie suisse S. A., qui est une société-holding contrôlant elle-même quatre autres sociétés réunissant respectivement les fabricants d'ébauches, de balanciers, d'assortiments et de spiraux. Cette société est connue, dans le grand public, sous le nom de « Superholding ».

Disons, pour clore ce chapitre, que l'industrie des montres Roskopf, suivant l'exemple général, a également accompli un bel effort d'organisation. C'est la plus récente des concentrations opérées à ce jour.

Les tâches sociales. — Au cours de son existence, la Chambre suisse de l'horlogerie dut souvent consacrer une partie de son activité aux problèmes importants des salaires et des œuvres sociales.

C'est sous son égide que se réalisa, en 1924, l'entente dite des « salaires-types », réalisée entre le monde patronal et la Fédération des ouvriers sur métaux et horlogers (F. O. M. H.) et résiliée quelques années plus tard. A une époque plus rapprochée de nous, il faut citer les ententes sur les salaires de 1937, puis la convention générale de 1938, entre les organisations patronales et la F. O. M. H., qui confirma les dites ententes et fut renouvelée et améliorée en 1943.

Dans ce domaine des salaires, il arriva quelquefois que la Chambre eut à intervenir, en tant que médiatrice, dans certains cas de litiges survenus entre employeurs et employés.

Dans ce même domaine des salaires et des œuvres sociales, la Chambre suisse de l'horlogerie a institué, depuis le début de 1942, une caisse de compensation pour le paiement d'allocations familiales dans l'industrie horlogère. Cette caisse de compensation paie, aux ouvriers ayant charge de famille, des allocations pour enfants et des allocations de ménage, qui sont les bienvenues dans un monde secoué par une tourmente sans nom, ayant pour effet un renchérissement continu de tous les produits nécessaires à la vie.

Nous citerons quelques chiffres pour donner une idée de l'importance de cette action bienfaisante et nécessaire. Dans la période allant du 1^{er} janvier 1942 au 28 février 1943, il a été versé mensuellement une moyenne de 112,700 fr. pour 14,080 enfants, chacun d'eux recevant 8 fr. par mois. Du 1^{er} mars au 31 octobre 1943, l'allocation par enfant fut relevée de 8 à 10 fr. et il fut payé une moyenne mensuelle de 152,000 fr. pour 15,250 enfants.

Pour la même période du 1^{er} mars au 31 octobre 1943, les allocations de ménage, fixées à 20 fr., occasionnèrent une dépense moyenne mensuelle de 246,674 fr. pour 12,300 ménages environ.

Pour les mois de novembre et décembre 1943, les allocations de ménage furent portées à 25 fr. et représentent un total mensuel de 326,700 fr. correspondant à environ 13,100 ménages.

Le montant total des allocations familiales payées en 1942 et 1943 est de 5 millions 929,000 fr.

Le nombre des employeurs affiliés à la caisse est de 978.

C'est à la Chambre suisse qu'a été confiée la gérance de la caisse que nous venons de citer, avec la collaboration de onze agences gérées elles-mêmes par les associations patronales.

La Chambre suisse de l'horlogerie a également organisé, et gère, avec la collaboration de dix agences patronales, la caisse de compensation ayant pour objet le paiement d'allocations aux mobilisés pour perte de salaire et de gain.

Tâches diverses. — En étroite liaison avec les pouvoirs publics, la Chambre suisse de l'horlogerie collabora activement à l'élaboration de certaines lois et de certains arrêtés protégeant l'industrie horlogère, ainsi qu'à toutes les ordonnances du Département fédéral de l'économie publique la concernant.

La Chambre suivit toujours avec beaucoup d'intérêt la vie et l'activité de nos divers établissements d'enseignement professionnel et commercial, des observatoires chronométriques de Genève et de Neuchâtel et des différents bureaux officiels de contrôle de la marche des montres, établis dans nos régions. Elle coopéra dans une large mesure à la création, puis à l'agrandissement récent du Laboratoire suisse de recherches horlogères (L. S. R. H.) fonctionnant à Neuchâtel depuis quelques années.

Elle eut souvent l'occasion de s'intéresser à la solution de questions d'ordre technique, présidant notamment aux travaux de la Commission de normalisation et éditant un certain nombre de feuilles de normes, adoptées par cette commission, conformément à un programme mûrement étudié et adopté en 1924 par le Comité central de la Chambre.

« *La Fédération horlogère suisse* ». — Dès son origine, la Société intercantonale des industries du Jura avait désigné, comme étant son organe officiel de presse, la revue *La Fédération horlogère suisse*, imprimée tout d'abord à Bienne, puis à La Chaux-de-Fonds. Au point de vue de sa direction et de son financement, ce journal fut longtemps indépendant de la Chambre suisse, mais celle-ci en assumait entièrement la rédaction. Il y a quelques années, la Chambre prit la décision de s'attacher complètement son journal et en devint seule propriétaire.

La rédaction et l'administration de la *Fédération horlogère suisse* sont logées sous le même toit que les bureaux de la Chambre, tout d'abord au Contrôle, puis dans l'immeuble de la Banque Cantonale.

Cette acquisition eut pour effet d'insuffler une sève nouvelle à la *Fédération horlogère suisse* et tous les efforts sont accomplis par la Chambre pour la développer sans cesse.

•

b) Problèmes extérieurs

Chacun sait que la Suisse, et spécialement la région du Jura, est le grand fournisseur de montres pour tous les peuples du monde. La clientèle de notre pays, en effet, n'absorbe guère que 5 % des produits horlogers fabriqués chez nous. Les 95 % restants s'écoulent donc par le canal de l'exportation.

Cette situation très spéciale de notre horlogerie suisse ne fut pas étrangère à la création, en 1876, de la Société intercantonale des industries du Jura.

Vendre ses produits dans le pays même est chose fort aisée ; mais les écouler dans toutes les parties du monde est une besogne beaucoup plus difficile. Dans le premier cas, les producteurs peuvent se tirer d'affaire facilement ; dans le second, par contre, mille complications surgissent, pour la solution desquelles la collaboration d'un personnel soigneusement préparé et spécialisé devient nécessaire.

Si la doctrine du « libre-échange », qui compta des partisans à toutes les époques, avait pu être appliquée complètement au commerce international, les complications dont nous parlons n'existeraient pas, et la vente à l'extérieur serait aussi facile que celle opérée dans le pays ; mais ce n'est pas le cas. Des frontières existent ; chacun des pays qui composent notre monde est une sorte de chaudière où bouillonnent et se cristallisent des intérêts divers qui, une fois passée la frontière, se heurtent violemment aux intérêts du voisin. Nous vivons donc depuis longtemps, peut-être depuis toujours en ce qui concerne quelques pays, sous le régime du protectionnisme, qui se contente d'entr'ouvrir les portes avec plus ou moins de méfiance, quand il ne les ferme pas à double tour.

Notre pays a pourtant à son actif cet avantage d'être le principal producteur de montres du globe. La montre est un

objet indispensable à tout homme, et les frontières économiques, sauf de rares exceptions, ne sont jamais entièrement fermées à notre industrie horlogère. Cependant, les difficultés existent, et par le fait des fluctuations incessantes de la vie économique et politique mondiale, aussitôt que l'une d'entre elles a été surmontée, d'autres ne tardent pas à surgir à l'horizon ; l'état de guerre quasi permanent qui caractérise notre époque ne fait qu'en accroître le nombre et en augmenter la gravité.

Le rôle de la Chambre, en ce qui concerne les problèmes de l'exportation, a donc pris une énorme extension pendant et depuis la guerre de 1914, travail qui s'est encore intensifié depuis l'ouverture du conflit de 1939. Les convulsions qui agitent notre globe jettent un désarroi complet au sein de l'économie internationale ; des frontières se ferment, puis s'entr'ouvrent ; des pays, frappés directement par le cataclysme, se voient dans l'impossibilité de remplir leurs obligations ; tel marché intéressant devient inaccessible par le fait du manque de communications ferroviaires ou maritimes. Presque toujours, ces changements sont brusques et inattendus ; ils sont parfois temporaires, et parfois semblent définitifs.

En face d'une pareille situation, les personnalités auxquelles est échue la tâche de dévider cet écheveau embrouillé doivent avoir l'œil ouvert à tout, voir, comme on dit, « courir le vent », prévoir à l'occasion, et surtout improviser rapidement dans un domaine où, en temps normal, il est indiqué de réfléchir beaucoup avant d'agir.

Dans cette partie délicate de son programme, la Chambre suisse de l'horlogerie, et par elle les délégués de notre industrie horlogère, participèrent à plusieurs négociations avec des Etats étrangers ; et ces conférences aboutirent à la conclusion d'accords commerciaux.

Dans la période instable de l'entre-deux-guerres, nous pouvons citer les négociations avec la France, celles avec l'Allemagne et celles, plus importantes encore, engagées avec les Etats-Unis en octobre 1935. Ces dernières furent particulièrement fructueuses et portent fortement l'empreinte de la Chambre suisse. Elles fournirent à l'industrie horlogère l'heureuse occasion de renouer ses relations traditionnelles avec la clientèle américaine, après une période d'éclipse où l'exportation s'était trouvée réduite à fort peu de chose. Il fut ainsi possible, dans l'espace

de quelques années, de décupler le chiffre des exportations dans la grande Confédération d'outre-Atlantique.

La Chambre suisse de l'horlogerie suit de très près les questions que posent actuellement les relations internationales de commerce, et souvent elle est appelée à prêter son concours à leur étude. Il ne s'agit plus uniquement ici de négociations douanières, mais les pourparlers entre pays abordent également le problème des quantités autorisées à l'importation, ou encore la réglementation des paiements (compensation, clearing).

Outre ces travaux essentiels, qui nécessitent de nombreux déplacements de la part des dirigeants de la Chambre suisse, nous devons souligner, dans un domaine plus prosaïque, le labeur incessant et journalier des employés de ses différents bureaux ; ils s'occupent de la surveillance ou du contingentement des exportations, délivrent les certificats d'accompagnement pour les marchandises expédiées à l'étranger, règlent et surveillent les contingents de clearing, délivrent les permis d'exportation pour les Etats-Unis, ainsi que les garanties assurant les horlogers contre les risques à l'exportation.

Les expositions et les foires. — Dès la première année de son existence, la Société intercantonale des industries du Jura eut l'occasion de prendre sous son égide la participation de l'industrie horlogère à certaines grandes expositions ; la Chambre suisse de l'horlogerie assumait souvent aussi cette tâche par la suite.

Evidemment, le renom de l'horlogerie suisse était déjà solidement établi dans le monde, avant que s'ouvrit l'ère des grandes expositions modernes ; mais les lois de la publicité scientifique nous affirment qu'il est nécessaire de rappeler sans cesse au public l'existence et la valeur d'un produit ; les foules sont facilement oublieuses et versatiles ; il importe donc de capter toujours à nouveau leur attention. C'est justement en cela que les expositions sont utiles et précieuses ; plus que l'annonce, le prospectus ou l'affiche, elles sont suggestives et efficaces, parce qu'au lieu d'une phrase ou d'une image, elles présentent au public l'objet lui-même.

Nos milieux horlogers l'ont très tôt compris, et la Chambre suisse leur a toujours prêté son appui en de telles occasions, leur conseillant notamment l'exposition collective, qui donne au

visiteur la vision d'ensemble d'une industrie solidement assise et étroitement unie.

Conclusion

On le voit, la Chambre suisse de l'horlogerie est une institution qui représente réellement l'ensemble de l'industrie de la montre et de ses nombreuses parties annexes ; en son sein sont coordonnées les activités de tous les autres groupements et associations, dont elle soigne les intérêts les plus élevés et les plus vitaux qui sont également ceux de toute la région horlogère de notre pays et de sa laborieuse population.

Dès sa création, sous le nom de Société intercantonale des industries du Jura, sorte d'aimant central assurant la cohésion de l'ensemble, elle se révéla utile et bienfaisante.

Et maintenant, sous son titre actuel, elle continue l'œuvre des devanciers ; organisme vivant, elle ne connaît ni repos ni stagnation ; elle évolue au même rythme que la vie du monde. Née de l'horlogerie elle-même, elle s'inspire dans son travail des principes de persévérance, de courage, de conscience et de droiture qui animèrent les pionniers d'autrefois. C'est pourquoi nous sommes en droit de penser que l'horlogerie suisse se maintiendra et progressera toujours, même dans un avenir qui s'annonce plus difficile que n'importe quelle époque de son passé.

A. Amez-Droz.

2. Le patronat horloger

La Société des fabricants d'horlogerie de La Chaux-de-Fonds

En 1894, la Société des fabricants d'horlogerie de La Chaux-de-Fonds a sept ans d'existence. Ses statuts ont été adoptés par l'assemblée générale constitutive du 4 janvier 1887, réunie à l'Amphithéâtre du Collège primaire. Elle entend veiller aux intérêts de l'industrie et du commerce d'horlogerie en Suisse et à l'étranger et représenter le patronat chaux-de-fonnier auprès des autorités fédérales, cantonales et municipales, des expositions, des congrès et des grandes sociétés professionnelles.

En 1894, la société groupe 144 fabricants, négociants et courtiers en horlogerie ou en fournitures inscrits au Registre du commerce de la ville, acquis à l'idée de « faire pénétrer dans leurs milieux

des idées toujours plus saines de moralité et d'honnêteté commerciales ».

D'emblée elle s'impose à l'attention des autorités. Elle intervient, dès que la défense de notre industrie nationale et le développement de nos relations commerciales paraissent l'exiger, soit directement, soit par l'intermédiaire de groupements auxquels elle s'est affiliée — la Société intercantonale des industries du Jura ¹⁾, la Chambre cantonale du commerce, du travail et de l'industrie, la Fédération des sociétés patronales. Elle donne son avis sur les traités de commerce, les représentations consulaires ; elle discute les projets de lois sur le contrôle des métaux précieux, les marques de fabriques, les dessins et modèles industriels, les brevets d'invention, le travail dans les fabriques, l'assurance en cas d'accidents professionnels.

Mais elle s'intéresse surtout aux affaires de la cité. Il n'est pas de rapport de gestion présenté aux assemblées générales annuelles qui ne marque ce désir et cette volonté de maintenir l'industrie et le commerce chauds-de-fonniers. En 1897, par exemple, le rapporteur écrit :

Nous avons maintenant la force électrique à disposition. Sachons en tirer tout le parti possible. L'énergie électrique remplace avantageusement tous les autres genres de moteurs ; elle s'installe facilement et se fractionne à l'infini. Les machines pourront être introduites dans de nombreux ateliers occupant un nombre restreint d'ouvriers et nous obtiendrons tout à la fois : perfection dans le travail et variété dans les produits. Notre ville essentiellement commerciale se développera comme centre industriel. Nous entrevoyons là une nouvelle ère de prospérité. Et c'est à nous, Messieurs, que doit revenir l'honneur de cette transformation ; à nous qui, débarrassés de toute prévention, de tout préjugé ou esprit de routine, saurons marcher courageusement à la conquête de nouveaux progrès pour le développement et l'avenir de notre chère Chaux-de-Fonds.

Il faut une main-d'œuvre qualifiée à l'industrie horlogère. Aussi la société obtient-elle de la Direction de l'Ecole d'art ²⁾ l'ouverture d'une classe de peinture sur émail et de la Direction de l'Ecole d'horlogerie ³⁾ la création, en 1894, d'une classe de sertissage, en 1896, d'une classe de rhabillage, en 1916, d'une classe de réglage. Ses membres prennent l'engagement de mettre à la disposition des élèves le travail qui leur formera la main et leur permettra d'apprendre le métier.

¹⁾ Voir pages 216 et suivantes.

²⁾ Voir page 384.

³⁾ Voir pages 353 et suivantes.

Ces efforts ne donnent cependant pas tous les résultats attendus. Les années de crise du début du siècle ruinent la suprématie industrielle de La Chaux-de-Fonds. Les ouvriers quittent la ville. La fabrication de montres très bon marché qui se livrent en grandes quantités et occupent beaucoup de monde est entreprise dans les villages du Jura bernois comme dans les villes du canton de Soleure, les industriels de ces centres développant le travail en parties brisées. Cette transformation s'accomplit également chez nous, mais avec un retard de quelques années.

En 1909, le rédacteur du rapport de gestion constate :

La concurrence et le progrès nous ont obligés à transformer les procédés de fabrication. Nous pourrions peut-être nous reprocher de n'être pas entrés assez tôt dans cette voie ; mais le temps perdu peut encore se rattraper si nous savons profiter des expériences des autres. Il est juste d'ajouter aussi que la faute n'en revient pas exclusivement aux fabricants, mais pour une large part aux ouvriers qui se sont montrés, chez nous plus que partout ailleurs, des adversaires de la machine. Ils ont lutté et luttent encore pour conserver avant tout à chacun son métier. Nous les comprenons dans une certaine mesure. Si nous étions seuls à fabriquer des montres, leurs exigences n'auraient rien d'inadmissible ; malheureusement, tel n'est pas le cas.

Certains gens se contentent de voir notre ville conserver sa place de centre du commerce horloger et se soucient peu que l'industrie se déplace. Mais si elle continue à s'en aller, il y a bien des chances pour que le commerce nous échappe à son tour. Les acheteurs sont assez avisés pour savoir, à un moment donné, se passer des intermédiaires vendeurs et se procurer directement leurs montres aux lieux mêmes où on les fabrique.

Le temps perdu ne fut jamais rattrapé, mais les prévisions pessimistes du rapporteur touchant le commerce ne se sont heureusement pas réalisées.

A la fin du siècle dernier et au début de ce siècle, La Chaux-de-Fonds demeure le grand centre commercial de l'horlogerie suisse. Les acheteurs étrangers s'y rendent régulièrement pour passer leurs commandes ; leur présence est signalée dans les journaux locaux ; les fabricants des autres régions horlogères viennent offrir leurs marchandises.

Des Franches-Montagnes surtout, les fabricants et les termineurs s'amenaient avec leurs stocks de cartons de montres, liés par une courroie et portés sur le dos, qu'ils cédaient à tous prix. On ne s'approchait plus entre intéressés que par cette phrase typique : « Aujourd'hui, à quel prix le carton ? »

Pour conserver à ses membres leur clientèle, la Société des fabricants d'horlogerie obtient des journaux qu'ils renoncent

à publier les noms des acheteurs descendus dans les hôtels de la ville et affiche journallement dans la « cuisine » dépendant des locaux de la Chambre cantonale du commerce la liste de ceux-ci, que les commissionnaires vont relever chaque matin. Ce qui ne va pas sans inconvénients :

A chaque instant, le secrétaire de la Chambre est obligé d'intervenir pour rappeler aux convenances les employés malhonnêtes ou pour les empêcher de se livrer à des scènes de pugilat dans les règles. Souvent il devait copier lui-même la liste parce que ceux qui étaient chargés de ce soin ne savaient pas écrire.

Après de nombreuses plaintes, la Société des fabricants d'horlogerie décide de publier régulièrement une liste imprimée. Elle crée ainsi, en 1896, un bulletin journalier destiné à ses seuls membres et qui, transformé, paraîtra jusqu'à nos jours sous le titre de *Bulletin confidentiel*.

Ce service de renseignements quotidien, s'il présente d'incontestables avantages, provoque quelques abus :

Nous comprenons la mauvaise humeur des tenanciers d'hôtels lorsqu'ils voient leurs établissements envahis chaque matin par des employés et quelquefois des fabricants mêmes qui ne respectent aucune consigne. Ce sont des allées et venues, des demandes, des bousculades dans les corridors, des heurts contre les portes, des étrangers dérangés dans leur sommeil et dans leur toilette ; enfin, des plaintes et des menaces

Depuis lors, les circonstances ont changé, les usages aussi. Nos fabricants ne « tignent » plus aujourd'hui comme autrefois.

A ces acheteurs qui viennent de loin, la Société des fabricants d'horlogerie entend faciliter l'accès de la ville. Elle multiplie ses interventions pour obtenir des correspondances par chemin de fer rapides et directes ; elle propose des modifications d'horaires. Elle demande que toutes les grandes villes de l'étranger délivrent des billets pour La Chaux-de-Fonds ; ses requêtes sont prises en considération par les administrations des chemins de fer français, mais repoussées par celles d'Angleterre.

Pour favoriser l'exportation des produits horlogers, la société, après trois ans de démarches et de négociations difficiles, obtient du Conseil fédéral qu'il promulgue, le 28 novembre 1902, un arrêté créant à La Chaux-de-Fonds un bureau de douane et un entrepôt fédéral pour l'horlogerie et la bijouterie¹⁾.

¹⁾ Voir page 209.

A sa requête également, le Département fédéral des postes décide d'établir, à partir du 1^{er} janvier 1908, un bureau de chèques et virements postaux à La Chaux-de-Fonds¹⁾, pour autant que 100 comptes au minimum soient ouverts dès le début. Au 16 décembre 1907, 83 inscriptions seulement sont acquises ; des visites de propagande à domicile permettent au Comité de la société d'obtenir le nombre d'adhésions nécessaire.

De tout temps d'ailleurs, la société s'est occupée avec sollicitude du développement des services postaux. Le 8 novembre 1900, elle communique au Conseil communal son appréciation sur l'emplacement prévu pour la construction du nouvel Hôtel principal des postes²⁾ :

... Nous avons étudié cette question au seul point de vue pratique, dans l'intérêt de l'industrie et du commerce de notre ville... Pour rendre tous les services qu'on est en droit d'attendre d'un bureau de poste, ordonné d'une manière judicieuse et bien administré, il est avant tout nécessaire que ce bureau soit situé au centre des affaires. Tel ne serait pas le cas si on édifiait le bâtiment projeté au Square... Nos commerçants consentiraient difficilement à l'obligation de devoir traverser la ville dans sa plus grande largeur, plusieurs fois par jour, pour consigner leurs paquets à la poste... Non, l'emplacement du Square est trop excentrique, en même temps qu'il est éloigné du centre des affaires ; il se passera de nombreuses années avant que La Chaux-de-Fonds se soit agrandie dans sa partie ouest de telle sorte que la gare occupe une situation quelque peu centrée.

La Direction générale des postes ne retint pas l'objection et fit bien !

Mais il ne suffit pas d'accueillir à La Chaux-de-Fonds les acheteurs étrangers, d'améliorer à leur profit les communications ferroviaires et le trafic postal d'exportation, il faut encore de temps à autre se rappeler à leur souvenir. C'est à quoi la Société des fabricants d'horlogerie s'emploie.

Elle présente, en 1896, à l'Exposition nationale de Genève, les produits de ses sociétaires groupés en une collectivité qui se voit décerner un diplôme de médaille d'or.

A l'Exposition universelle de Paris en 1900, la « Collectivité impersonnelle » formée de cinquante-trois fabricants de La Chaux-de-Fonds expose un millier de montres de tous genres et de toutes grandeurs. Le jury international lui attribue la plus haute récompense sous forme d'un Diplôme de Grand Prix.

De même, un groupe de cinquante fabricants de la ville, parmi les plus importants et les plus avantageusement connus,

¹⁾ Voir page 204.

²⁾ Voir page 200.

donne aux visiteurs de l'Exposition nationale suisse de Berne, en 1914, en un bel effort unanime, une image aussi complète et exacte que possible de la fabrication chaux-de-fonnière. Cette splendide collection de 1,200 montres est honorée du Grand Prix de l'Exposition.

En plus de ces manifestations spectaculaires, la Société des fabricants d'horlogerie édite, en 1913, pour l'expédier dans tous les pays du monde, une notice sur *La Chaux-de-Fonds, Métropole de l'Industrie horlogère*. Cette brochure, remarquablement illustrée, par une réclame de caractère absolument général, précise l'importance de la fabrication locale et l'universalité de ses produits.

Aux préoccupations d'ordre industriel et commercial la Société des fabricants d'horlogerie ajoute celles d'ordre social.

Dès 1894, elle ne craint pas de prendre contact avec le Syndicat des ouvriers repasseurs, démonteurs et remonteurs et d'envisager l'élaboration d'un tarif de salaires pour ces parties, qui sera mis en vigueur s'il peut être établi sur une base uniforme pour toutes les régions horlogères.

En 1906, le 20 août, après plusieurs semaines de pourparlers, elle adopte, avec la Section locale de la Fédération des ouvriers horlogers, les bases d'un accord sur des salaires minima pour les parties de la terminaison de la montre. Le tarif, accepté sans opposition de part et d'autre, est mis en vigueur le 10 septembre dans tous les comptoirs et fabriques. Il sera dénoncé le 15 mars 1909 par la Société des fabricants d'horlogerie parce qu'il « a placé La Chaux-de-Fonds horlogère dans une situation d'infériorité réelle, provoqué l'exode d'un grand nombre d'ouvriers et le déplacement de l'industrie pour certains genres de montres, dans la plupart des qualités ».

En 1915, le 30 octobre, un nouvel accord est signé entre l'association patronale et le syndicat ouvrier pour l'octroi d'allocations de renchérissement au personnel de la place.

En 1916, le 8 juin, l'association introduit la semaine anglaise de 55 heures de travail, à titre facultatif, dans les fabriques de la ville.

Mais, pour discuter utilement avec les syndicats ouvriers, la Société des fabricants d'horlogerie n'est pas suffisamment organisée. Elle ne l'est pas non plus pour résoudre les problèmes économiques et sociaux qui réclament toujours davantage l'en-

traide patronale et une solidarité étroite entre tous ceux qui vivent d'une même profession. Dans un dernier rapport de gestion, présenté en 1917, le secrétaire général précise :

Au moment de sa fondation, le programme d'activité de la Société des fabricants d'horlogerie dépassait de beaucoup les murs de la cité ; son activité était essentiellement orientée vers des buts généraux de défense de notre industrie nationale et le développement de nos relations commerciales.

Or, la création de nouveaux organes officiels a restreint le rôle de la société. Elle manque d'autre part de moyens efficaces pour rendre meilleures les relations de patrons à patrons, pour empêcher le débauchage, pour résister aux exigences sans cesse renouvelées des syndicats ouvriers. Elle n'est pas une puissance au véritable sens du mot, car lui font défaut cette cohésion et cette force que donne seule l'organisation syndicale basée sur l'esprit de solidarité, le respect des obligations contractées et les sanctions nécessaires contre tous manquements aux engagements convenus.

Aussi, en assemblée générale du 28 janvier 1918, après avoir pris acte de la fondation du Syndicat patronal des producteurs de la montre, la Société des fabricants d'horlogerie de La Chaux-de-Fonds, forte encore de 184 membres, vote sa dissolution.

Le Syndicat patronal des producteurs de la montre

Le vendredi 21 décembre 1917, 38 fabricants de la ville, réunis à l'Hôtel de la Fleur de Lys, décident la création du Syndicat patronal des producteurs de la montre et en adoptent les statuts. En se substituant à l'ancienne société, il doit être, dans l'esprit des initiateurs, « le premier anneau d'une chaîne qui groupera en un faisceau puissant tous les intérêts du patronat neuchâtelois ». Ce désir n'a pas été réalisé.

Si la première assemblée générale de 1919 comptait 136 sociétaires ; si celle de 1920, à la suite de la signature d'une Convention avec la Fédération suisse des ouvriers sur métaux et horlogers, assurant aux deux parties en cause la réciprocité syndicale, totalisait 248 sociétaires occupant 8,664 ouvriers, dès 1921, le nombre des membres diminue sous diverses influences. La dénonciation de la Convention avec la F. O. M. H., la constitution de groupements professionnels de parties annexes (aiguilles, cadrans, ressorts, outils et fournitures, etc.), les crises horlogères entraînant des faillites, réduisent l'effectif en 1936 à 117 sociétaires n'occupant plus que 1,864 ouvriers. C'est le point le plus bas atteint. En 1943, le Syndicat patronal des

producteurs de la montre groupe 130 sociétaires, avec un personnel de 3,637 ouvriers.

Comme la Société des fabricants d'horlogerie, le Syndicat patronal des producteurs de la montre a pour mission de représenter le patronat auprès des autorités locales et cantonales, éventuellement fédérales, d'étudier toutes les questions qui peuvent avoir une influence quelconque sur les intérêts horlogers, industriels et commerciaux.

Ces tâches générales, il les accomplit en collaboration avec les associations patronales dont il est membre : la Chambre suisse de l'horlogerie, la Fédération suisse des associations de fabricants d'horlogerie, la Chambre neuchâteloise du commerce et de l'industrie.

Mais, en outre, le Syndicat patronal doit défendre l'industrie et le commerce horlogers de La Chaux-de-Fonds ainsi que les intérêts de ses sociétaires en tant qu'employeurs.

Dès ses débuts, il a cherché à nouer entre ses membres et la collectivité des liens qui soient à leur avantage réciproque.

En 1922, sous l'impulsion d'un membre de son comité préoccupé par certaines expériences malheureuses en matière d'assurance transports faites par les exportateurs chaux-de-fonniers pendant la guerre mondiale, un groupe de sociétaires crée la Société mutuelle d'assurance transports qui a rendu et rend encore des services appréciés.

Le Syndicat patronal participe à la fondation de l'Association des industries neuchâteloises, dont il assume le secrétariat pendant toute la durée de son existence, et dont l'activité mérite d'être rappelée, puisque les contribuables neuchâtelois doivent à ses interventions réitérées l'institution de la Commission cantonale de recours en matière fiscale.

Il est remarquable de constater, en feuilletant les procès-verbaux de ses comités, à quel point le souci de conserver à La Chaux-de-Fonds son titre et son rang de Métropole de l'industrie horlogère a préoccupé les dirigeants patronaux.

Ils suivent en particulier avec attention le développement des écoles professionnelles, plus spécialement du Technicum, avec ses sections d'horlogerie et de mécanique. Si le Syndicat patronal préconise, en 1919, l'agrandissement de cet établissement, sa dotation en machines des plus modernes pour permettre aux élèves de sortir de ses classes avec le maximum de

connaissances techniques et pratiques, il aide, au cours des années, à la réalisation de cette idée par des subventions importantes et s'intéresse à l'ouverture de classes spéciales¹⁾).

Après la période de crise des années 1930 à 1935, en collaboration avec le Conseil communal et la Direction de l'Ecole d'horlogerie, le Syndicat patronal crée le Service de rapatriement du travail horloger. Des ateliers s'ouvrent dans des classes du Collège de l'Ouest et une main-d'œuvre relativement nombreuse est réadaptée aux besoins d'une production courante.

Les pouvoirs publics lui confient à diverses reprises certaines activités précises. Pendant les années 1920 à 1923, il assume la gérance d'une caisse paritaire d'assistance chômage. Au début de cette guerre, il organise et assure le service d'une agence des Caisses de compensation pour le payement d'allocations pour perte de salaire ou de gain aux militaires en service actif.

Mais les interventions du Syndicat patronal les plus originales et les plus importantes ont trait aux relations avec les milieux ouvriers ; de tout temps, en effet, le patronat chaux-de-fonnier a pratiqué une politique sociale hardie et constructive.

Au cours des années précédant la guerre mondiale, les groupements patronaux et ouvriers cherchent à se développer, à rallier les sympathies, à s'organiser en vue d'une épreuve de force, si cela est nécessaire. Les événements de 1918 marquent une étape néfaste sur cette voie dangereuse. Des appels à la lutte de classes retentissent, qui ne sont heureusement pas suivis de faits. De part et d'autre, les dirigeants responsables admettent qu'une politique d'entente est préférable. Le Syndicat patronal, l'un des premiers, signe une Convention avec la F. O. M. H. le 6 octobre 1919, pour régler les conditions de travail dans l'industrie de la montre à La Chaux-de-Fonds.

Ce contrat collectif, à base de réciprocité absolue, lie 250 maisons environ et 7,500 ouvriers. Il interdit toute grève et tout lock-out, réglemeute les questions d'apprentissage, de main-d'œuvre féminine, de durée du travail, de salaires et de tarifs, institue un tribunal arbitral appelé à connaître souverainement de toutes les contestations auxquelles peut donner lieu l'interprétation, l'exécution et la résiliation de la Convention, appelé aussi à statuer sur les infractions et à infliger les sanctions prévues.

¹⁾ Voir pages 348 et suivantes.

Pour l'époque, ce contrat constituait une construction juridique et sociale remarquable, dont les organisations patronales d'autres régions firent longtemps grief au patronat chaux-de-fonnier, en raison surtout de la clause essentielle de la réciprocité.

L'expérience ainsi tentée ne dure malheureusement que 26 mois. En effet, l'accord est dénoncé à la fin de l'année 1921 pour deux raisons essentielles :

- appliqué sur la seule place de La Chaux-de-Fonds, il met les fabricants d'horlogerie en état d'infériorité par rapport à leurs collègues d'autres régions qui engagent des ouvriers à de meilleures conditions ;
- excellent dans son esprit, il n'est pas appliqué par certains contractants avec toute la bonne foi indispensable.

Dès 1922, l'agitation renaît, plus violente dans les Montagnes neuchâtelaises fortement organisées par la F. O. M. H., qu'ailleurs. Des revendications de salaires sont présentées, des pourparlers liés. Les négociateurs élaborent un projet de convention plus générale, dite des « salaires-types », mais ne peuvent s'entendre sur les normes applicables. Les fabricants de La Chaux-de-Fonds vont supporter les grèves que la F. O. M. H. décide de déclencher. Une fabrique de la ville est choisie pour une première démonstration : les ouvriers donnent leur quinzaine.

Le Syndicat patronal convoque en assemblée générale extraordinaire, le 5 juin 1924, tous ses sociétaires. La solidarité patronale s'affirme alors, sans défaillance. L'assemblée décide :

- de ne consentir aucune augmentation des salaires à La Chaux-de-Fonds tant et aussi longtemps que les salaires-types n'auront pas été fixés définitivement ;
- de se solidariser avec la fabrique en conflit en remettant collectivement les quinzaines à tout le personnel ouvrier travaillant aux ébauches et à la terminaison de la montre.

Les ouvriers sentent qu'ils se heurtent à une association organisée, consciente de son droit et décidée à le faire reconnaître. Leurs secrétaires cherchent et trouvent une formule de conciliation : le conflit se résout et le 16 octobre 1924, un protocole d'entente est signé. Il lie à la F. O. M. H. non seulement le Syndicat patronal des producteurs de la montre, mais encore les associations patronales du Locle et de Bienne.

Durant quelques années cet accord sur les salaires-types suffit : par son application plus ou moins stricte, des discussions sont évitées entre patrons et ouvriers, des difficultés résolues,

des mouvements de grève arrêtés. Il se révèle un facteur de paix sociale.

Mais la situation économique ayant évolué depuis 1924, et la F. O. M. H. refusant d'en tenir compte de façon raisonnable, les associations patronales signataires de l'entente la résilient le 6 mai 1932 avec effet immédiat. Cette dénonciation a des répercussions à La Chaux-de-Fonds :

L'organisation ouvrière a fort mal pris la chose. Des assemblées furent convoquées dans lesquelles les associations patronales furent stigmatisées. Notre syndicat, dénoncé comme le promoteur de la rupture, son président, furent pris à partie. Celle de La Chaux-de-Fonds fut houleuse. Profitant d'une affluence de chômeurs, une manifestation a été organisée. Un cortège a déambulé dans nos rues le 30 mai. Des discours, des sifflets et des cris hostiles ont été débités ou poussés devant les ateliers et le domicile d'un de nos sociétaires. Avant son licenciement, le cortège s'est arrêté devant nos bureaux. Après des sifflets ont retenti les cris : « A bas le Syndicat patronal » !

Les manifestations s'espacent cependant et le mécontentement se calme peu à peu. La crise économique persistante, l'intensification du chômage ne sont guère favorables à des revendications. Elles ne furent renouvelées qu'après le congrès extraordinaire de la F. O. M. H. tenu à La Chaux-de-Fonds les 3 et 4 octobre 1936, qui discute et adopte un programme social adressé à toutes les associations patronales de l'industrie horlogère et des branches annexes et à leurs membres sous forme d'une lettre ouverte, remise également aux autorités intéressées, fédérales, cantonales, communales et à la presse.

Ainsi posé devant l'opinion publique, le problème devait recevoir une solution pour l'ensemble de l'industrie horlogère. Après l'entente locale de 1919, l'entente régionale de 1924, le Syndicat patronal discute et signe l'entente nationale de 1937, renouvelée le 1^{er} mars 1938 puis le 11 novembre 1943.

Il est ainsi un des premiers artisans de cette *Convention de Paix* qui fixe des normes de salaires et de vacances et par laquelle les parties contractantes ont pris l'engagement de s'abstenir, dans le but d'éviter des conflits sociaux préjudiciables aux intérêts des populations horlogères et du pays, de tout acte propre à troubler leurs bonnes relations.

Ces dernières années, la bonne entente entre ouvriers et patrons chaux-de-fonniers est réelle. Elle n'est pas due seulement aux bienfaits de la *Convention de Paix*, mais aussi et

surtout à un effort louable de compréhension réciproque pour travailler au bien commun de la cité.

Les difficultés pourtant n'ont pas manqué depuis le début de la guerre, mais tous les problèmes posés par l'adaptation à des circonstances économiques nouvelles furent résolus dans un esprit d'impartialité qui tient compte de l'intérêt général et non de désirs particuliers.

Les promoteurs de la Société des fabricants d'horlogerie de La Chaux-de-Fonds, de même que ceux du Syndicat patronal des producteurs de la montre, avaient exprimé dans les statuts des deux groupements leur volonté de défense de l'industrie et du commerce de la ville. Leurs continuateurs n'ont pas failli aux devoirs ainsi imposés. Ce bref rapport en offre le témoignage.

Appendice

Voici la liste des présidents qui ont dirigé la vie patronale de La Chaux-de-Fonds et sans l'activité desquels rien n'aurait été accompli :

Pour la Société des fabricants d'horlogerie

1887	MM. E. Wuilleumier-Robert.
1887-1892	Jules Calame-Colin.
1892-1893	Rénold Kocher.
1893-1895	Louis-Henri Brandt-Juvet.
1895-1905	Alphonse Braunschweig.
1905-1910	Albert Bourquin-Jaccard.
1910-1912	Arnold Bourquin-Vuille.
1912-1915	Paul Ditisheim.
1915-1916	Otto Schild.
1916-1917	Arnold Braunschweig.

Pour le Syndicat patronal des producteurs de la montre

1917-1918	MM. Arnold Braunschweig.
1918-1922	Isidore Ditesheim.
1922-1924	Abram Jeanneret.
1924-1927	Lucien Braunschweig.
1927-1928	Paul Hermann.
1928-1931	René Didisheim.
1931-1934	Jean-Victor Degoumois.
1934-1936	Robert Ditisheim.
1936-1942	Willy Graef.
1942 à ce jour	Georges Blum.

A côté de ces présidents, il faut rappeler la mémoire de M. Gustave Bubloz, secrétaire patronal de 1892 à 1933. Ayant rendu des services importants à la Société des fabricants d'horlogerie, en organisant en particulier la présentation des collectivités à l'Exposition universelle de Paris en 1900 et à l'Exposition nationale suisse de Berne en 1914, il devint tout naturellement, et d'un accord unanime, le secrétaire général du Syndicat patronal des producteurs de la montre. Heureux dans ses entreprises, ne négligeant aucune peine, organisateur attentif, il mit à l'accomplissement de son devoir le meilleur de lui-même. Servi par une faculté d'assimilation remarquable, par une mémoire sans défaillance, il donna une impulsion souvent décisive au patronat chaux-de-fonnier, sachant allier à la sagesse et au bon sens une ténacité et une fermeté rares.

Jacques Cornu.

3. La fabrication des parties détachées de la montre et les branches annexes de l'horlogerie à La Chaux-de-Fonds

Si La Chaux-de-Fonds est la Métropole de l'horlogerie par l'importance de son exportation de produits finis, elle n'en a pas moins gardé — et développé — une place prépondérante dans la fabrication des pièces détachées de la montre et dans les branches annexes. Il faut se souvenir, en considérant l'industrie horlogère, qu'elle se caractérise par un fractionnement très grand dans la fabrication, fractionnement qui se manifeste non seulement dans le compartimentage des problèmes de la technique, mais encore dans celui de la répartition économique des entreprises. Aucune fabrique d'horlogerie ne produit toutes les parties détachées qui lui sont nécessaires. Toutes font appel à la collaboration active des fabriques et ateliers spécialisés. Il est à remarquer que, dans cette fabrication de parties détachées, le type de fabrication est avant tout celui de la moyenne et de la petite entreprise. La diversité des produits horlogers suisses — qui est l'un des principaux éléments de la vitalité

de cette industrie — donne l'explication du phénomène. Savoir allier harmonieusement les servitudes rigides de la technique la plus péremptoire, la micromécanique impérieuse et la diversité de produits qu'imposent la mode et une clientèle mondiale, est un talent particulier des fabricants de parties détachées jurassiens et, singulièrement, chaux-de-fonniers.

Si l'on examine la liste des entreprises fabriquant des parties détachées de la montre à La Chaux-de-Fonds, on trouve aujourd'hui :

- 1 fabrique d'ébauches,
- 1 fabrique d'assortiments à ancre,
- 2 fabriques de spiraux.
- 1 fabrique de balanciers,
- 2 fabriques de pierres d'horlogerie,
- 14 fabriques de ressorts,
- 15 ateliers de dorage, argentage et nickelage de mouvements et roues d'horlogerie,
- 7 ateliers de pivotages d'échappements,
- 8 ateliers de sertissage-emboutissage,
- 16 fabriques de cadrans métal,
- 4 fabriques de cadrans émail,
- 8 fabriques d'aiguilles,
- 17 fabriques de boîtes de montres en métal, argent et plaqué or,
- 31 fabriques de boîtes de montres en or et en acier,
- 4 fabriques d'assortiments de boîtes (pendants, couronnes et anneaux),
— à quoi il y a lieu d'ajouter un grand nombre d'ateliers de terminaison de la boîte : cuvetiers, faiseurs de secrets, polisseurs, lapideurs, décorateurs, doreurs),
- 18 fabriques et ateliers de fabrication de verres de montres.

Nous devons passer sous silence les nombreux ateliers connexes, s'occupant par exemple de garnissage de matières lumineuses aux cadrans et aiguilles, chromeurs, fournisseuristes, étampeurs, lamineurs, etc., qui sont en quelque sorte les « sous-producteurs » des branches annexes. Leur nombre est grand et leurs activités multiples dans notre cité. Mais ce serait dépasser le cadre de cette étude que de s'y arrêter longuement.

Une première constatation s'impose, à l'étude de cette liste : c'est l'importance relative plus grande en général des entreprises s'occupant de ce qu'on appelle l'*habillement* de la montre : cadran, aiguilles, boîte, verre, bracelet. Cela est naturel, puisque La Chaux-de-Fonds est le centre principal de l'exportation des produits horlogers. Des « mouvements » fabriqués dans d'autres régions horlogères sont « habillés » à La Chaux-de-Fonds, en bonne partie, d'où le développement de ces activités de l'« habillement » de la montre dans ce centre. L'exportateur a ainsi à

sa disposition sur place les fournisseurs qui lui sont nécessaires pour achever ses produits selon la mode, la destination, le genre de clientèle.

Quelques chiffres seront particulièrement éloquentes pour illustrer ce que nous venons de dire et, en outre, donner un aperçu de l'importance proportionnelle de la fabrication chaux-de-fonnière des parties détachées de la montre. Une comparaison entre le nombre des entreprises de chaque branche en Suisse et à La Chaux-de-Fonds, complétée par la même comparaison relativement au nombre d'ouvriers occupés, est possible, sur la base de la statistique établie par l'Union des branches annexes de l'horlogerie (U. B. A. H.) (chiffres de 1943) :

Branches	Nombre d'ateliers et fabriques		Nombre d'ouvriers		0/0 du total
	en Suisse	à Chx-de-Fds	en Suisse	à Chx-de-Fds	
Assortiments ancre	8	1	1,206	36	3
Balanciers	15	1	694	7	1
Spiraux	7	2	494	209	42
Pierres	77	2	2,328	18	1
Ressorts	46	14	641	202	33
Doreurs, argenteurs et nickeurs	62	15	583	89	15
Cadrans métal	37	16	1,933	520	27
Cadrans émail	27	4	105	14	13
Aiguilles	21	8	574	244	43
Boîtes métal, argent, plaqué or	109	17	2,762	179	1
Boîtes or	68	31	1,085	447	43
Verres de montres	48	18	274	131	48

On peut donc conclure de ces chiffres que La Chaux-de-Fonds à elle seule tient une très grande place dans la fabrication des parties détachées de la montre, par rapport à l'ensemble de la production. Elle est prépondérante dans la fabrication des spiraux, ressorts, aiguilles, boîtes or et verres de montres. (Dans cette dernière branche, notre statistique s'applique aux verres de montres fantaisie et aux verres incassables de toutes formes.)

En nombre d'entreprises, La Chaux-de-Fonds représente, dans les branches considérées, les 25 % de celles qui existent en Suisse.

Qu'il nous soit permis de dire un mot encore de l'organisation de l'industrie horlogère et de la place qu'y occupe La Chaux-de-Fonds, en ce qui concerne les parties détachées. De nombreux syndicats professionnels de fabricants de parties détachées ont leur siège à La Chaux-de-Fonds, y occupant un personnel administratif important. En voici la liste :

Association suisse des fabricants d'assortiments cylindre,
 Association suisse des fabricants de pivotages,
 Association suisse des fabricants de ressorts,
 Association suisse des fabricants de cadrans métal,
 Groupement des fabricants d'aiguilles de montres,
 Fédération suisse des associations de fabricants de boîtes de montres
 en or (F.B.), avec ses sections :
 — Société suisse des fabricants de boîtes de montres en or, et
 — Syndicat des patrons bijoutiers-décorateurs de La Chaux-
 de-Fonds,
 Association suisse des fabricants de verres de montres fantaisie et
 incassables de toutes formes,
 Association des termineurs de boîtes métal,
 Association des termineurs de boîtes or,
 Groupement des fabricants de bracelets cuir.

Si d'autres organisations centrales de l'industrie horlogère suisse ont placé leur siège dans d'autres centres, les fabricants de parties détachées de la montre ont tenu à avoir le leur dans la Métropole horlogère. Ils fondèrent, le 12 décembre 1927, sous le nom d'Union des branches annexes de l'horlogerie (U.B.A.H.), une fédération groupant les associations par branches des parties détachées de la montre, fédération qui participe activement à la restauration de notre industrie, entreprise dès cette époque en liaison avec les organisations des fabricants d'horlogerie et des fabricants d'ébauches. Le siège de l'U. B. A. H. a été fixé à La Chaux-de-Fonds grâce à la compréhension du Conseil d'administration du Bureau de contrôle des matières d'or et d'argent qui mit des locaux à la disposition de cette organisation dans son hôtel de la rue de la Serre 58. Cette organisation a certes contribué ainsi à la prospérité de la cité, puisque l'U. B. A. H., à qui elle offrait ainsi une généreuse hospitalité, groupe dans son sein les associations suivantes :

- les Fabriques d'assortiments réunies, S. A.
- l'Association suisse des fabricants d'assortiments cylindre,
- les Fabriques de balanciers réunies, S. A.
- le Groupement des fabricants suisses de spiraux,
- l'Association des fabricants de pierres d'horlogerie,
- la Société suisse des fabricants de ressorts,
- le Groupement des doreurs, argenteurs et nickeleurs de mouvements et roues d'horlogerie,
- l'Association suisse des fabricants de cadrans métal,
- l'Association suisse des fabricants de cadrans émail,
- le Groupement des fabricants d'aiguilles de montres,
- le Groupement des fabricants de boîtes métal et acier,
- la Fédération des fabricants de boîtes argent,
- le Groupement des fabricants de boîtes en plaqué or laminé,
- la Fédération suisse des associations de fabricants de boîtes de montres or (F.B.),
- l'Association des fabricants de verres de montre fantaisie et incassables de toutes formes.

Ces quinze groupements fédèrent plus de 500 fabricants de parties détachées de la montre, répartis sur tout le territoire horloger suisse, qui occupent directement quelque 12,000 ouvriers. Ce n'est pas le lieu de faire ici l'historique de la réorganisation horlogère suisse, à laquelle l'U. B. A. H. participa activement. Il était utile cependant de mentionner que cette importante organisation de l'économie horlogère suisse a son siège dans la Métropole de l'horlogerie.

Les fabricants de parties détachées de La Chaux-de-Fonds — et ce sera notre conclusion — sont éminemment représentatifs de l'image une et diverse de notre industrie horlogère nationale. Ils apportent une importante contribution à la prospérité commune, sous l'égide de la tradition technique, de la tradition de travail, de la mode et de l'ingéniosité toujours active qui caractérisent si bien l'horloger chaux-de-fonnier.

Jean-J. Wyss.

4. L'Information horlogère suisse

L'Information horlogère suisse, fondée le 4 septembre 1913, est l'Office de renseignements et de contentieux de l'horlogerie, de la bijouterie et des branches annexes. Sa tâche est de fournir des renseignements sur la clientèle, de recouvrer des comptes arriérés, d'aplanir des litiges et, d'une manière générale, de sauvegarder les intérêts commerciaux de ses membres. Ses moyens d'investigation et d'action s'étendent aux cinq parties du globe. Elle est aujourd'hui universellement connue du monde horloger.

Les sommes récupérées par elle pour l'industrie horlogère pendant ces trente ans s'élèvent à plus de 60 millions, et les pertes évitées, grâce à elle, peuvent être évaluées à une fois autant.

L'Information horlogère édite un bulletin mensuel, réservé à ses membres, qui les renseigne sur les affaires en cours et sur les mauvais payeurs ; ce bulletin contient également une rubrique d'informations économiques. Ce n'est pas une sinécure, aujourd'hui, que de se tenir au courant de tous les problèmes que posent nos exportations et les transferts de fonds, sans parler des clearings et des systèmes de compensation plus ou

moins compliqués que nous avons dû adopter dans nos échanges avec certains pays.

L'industrie de la montre est la seule en Suisse à être dotée, pour elle-même, d'un organisme de renseignements et de contentieux, privilège qui lui a été maintes fois envié.

Modeste à ses débuts, l'Information horlogère compte aujourd'hui près de 600 membres appartenant au monde de l'horlogerie, de la bijouterie et des branches annexes, et qui se répartissent dans toute la Suisse.

R. Mattioli.

5. La Société suisse des maîtres imprimeurs

Section des Montagnes neuchâteloises

La Section des Montagnes neuchâteloises de la Société suisse des maîtres imprimeurs¹⁾ a été fondée à La Chaux-de-Fonds le 30 juillet 1912 par deux maisons du Locle, les imprimeries Baertschy et Courvoisier, et neuf maisons de La Chaux-de-Fonds, les imprimeries Courvoisier, Georges Dubois, Graden, Haefeli, Mettler-Wyss, du *National suisse*, Robert-Tissot, Sauser et Stadlin.

Dans les premières années, le Groupement des maîtres imprimeurs s'est rattaché à la fois à l'Association romande et à l'Association de la Suisse allemande des maîtres imprimeurs qui par la suite n'ont formé qu'une seule association sous le nom de Société suisse des maîtres imprimeurs.

Au cours de son existence, notre section a vu apparaître et disparaître dans son sein plusieurs entreprises ; la seule citation de quelques noms évoque l'histoire de tout un passé avec ses fluctuations inévitables. Soulignons quelques-uns de ces changements : la liquidation de l'Imprimerie du *National suisse*, la transformation de l'Imprimerie Georges Dubois en Imprimerie de La Fusion, celle de l'Imprimerie Mettler-Wyss en Imprimerie Moderne S. A., celle de l'Imprimerie Stadlin en Imprimerie Stoll & Perrenoud, celle de l'Imprimerie Courvoisier (au Locle) en Imprimerie Oderbolz, puis S. Glauser-Oderbolz, celle de l'Im-

¹⁾ La section a été présidée par MM. Rodolphe Haefeli de 1912 à 1914, Georges Dubois de 1914 à 1919, Ch. Sauser de 1919 à 1921, Ch. Robert-Tissot de 1921 à 1922, Ch. Sauser de 1922 à 1926, A. Monnier de 1930 à 1943.

primerie Baertschy (au Locle) en Imprimerie Sauser & Maspoli, puis en Imprimerie Nationale E. Sauser.

De nouvelles imprimeries se sont fondées : André Robert, Coopérative, Fiedler S. A., Delapraz, Corporations, Graphia, Miéville.

La section elle-même a cessé son activité de 1926 à 1930, un groupement cantonal ayant été constitué ; mais, en 1930, elle reprenait son travail.

Actuellement, la Section des Montagnes neuchâteloises groupe seize imprimeries, dont douze à La Chaux-de-Fonds, deux au Locle, une à La Brévine et une aux Ponts-de-Martel.

L'histoire de notre section au cours de ces trente et un ans d'existence se répète avec une régularité qui, si elle manque d'imprévu, prouve que toute la profession des arts graphiques en Suisse repose sur des principes bien assis. L'organisation professionnelle de cette branche importante de notre économie est régie par un contrat collectif entre patrons et ouvriers¹⁾, qui donne précisément à toute la profession une stabilité dont il faut se réjouir.

Si nous faisons une comparaison entre l'industrie horlogère et celle de l'imprimerie, au moyen d'un graphique, nous constaterions que la ligne de l'horlogerie montrerait des hauts et des bas formidables, tandis que celle des arts graphiques serait presque plane.

Est-ce à dire que tout est parfait et que patrons et ouvriers se sont toujours entendus sans heurt ni frottement ? Pas le moins du monde ; il y a eu des périodes excessivement tendues, les discussions ont été parfois très vives, mais il faut reconnaître que, l'un dans l'autre, la stabilité acquise a certainement profité aux deux parties. On pourrait, me semble-t-il, comparer les deux signataires du Contrat collectif qui régit les arts graphiques à deux écoliers de la même classe qui s'entendent bien le plus souvent, mais qui ont parfois des disputes très violentes ; survient un élève d'une autre classe, aussitôt les deux premiers ne font qu'un pour défendre leur bien commun.

L'activité de notre section n'est pas seulement tournée vers le problème ouvrier ; il en est deux parmi d'autres, tout aussi

¹⁾ Voir pages 263 et suivantes.

importants : celui de l'élaboration du tarif qui doit sans cesse tenir compte des perfectionnements techniques, et celui de la formation des apprentis.

Il est certain que parmi les maisons d'arts graphiques ¹⁾ les mieux cotées en Suisse, celles de La Chaux-de-Fonds ont leur place bien marquée. Nous pouvons le dire sans aucun esprit de suffisance, en constatant fièrement ce qui est.

A. Monnier.

6. Note sur l'Association des maîtres tapissiers décorateurs et les autres associations patronales

En dehors de l'horlogerie et des arts graphiques (liés à notre industrie principale par l'impression des catalogues, etc., mais étendant son activité dans bien d'autres domaines), les associations patronales sont relativement peu nombreuses dans notre ville. Signalons toutefois — afin que leurs noms au moins soient mentionnés — que, sollicitées elles aussi, l'*Association patronale des mécaniciens*, la *Société des entrepreneurs*, l'*Association des photographes* et celle des *maîtres cordonniers* n'ont pas donné suite à notre demande de renseignements sur leur histoire.

La Section locale de l'*Association cantonale des maîtres tapissiers-décorateurs et des maisons d'ameublement* nous informe que, n'existant que depuis peu d'années, elle n'a pas encore d'histoire. « Les débuts sont difficiles », écrit son président, M. Jules Robert, « et les membres se recrutent avec peine. Sur trente maisons figurant à l'Annuaire des adresses, sept seulement sont membres. L'activité s'est surtout portée, et avec succès, sur l'amélioration de l'enseignement professionnel aux apprentis. »

¹⁾ Voir pages 245 et suivantes.

Les associations syndicales ouvrières

Il y aurait un volume entier, et un volume fort intéressant, à écrire sur l'histoire de nos syndicats ouvriers. Mais que de difficultés pour retrouver dans les procès-verbaux, rédigés avec plus ou moins de régularité et d'habileté, ou dans les collections de documents imprimés, tous les détails parfois importants de leur histoire ! Nous avons dû nous borner pour ce volume à utiliser au mieux les renseignements que nous ont fournis les organisations existant aujourd'hui et qui se souviennent un peu de leur origine et de leur développement. Nous donnons tout d'abord les deux études les plus importantes reçues par la Commission de publication, soit celles relatives à l'Union ouvrière et à la F. O. M. H.

Nous avons rédigé ensuite, sur la base de rapports fort différents d'allure, parfois secs et administratifs, parfois hautement pittoresques, quelques notes historiques forcément incomplètes. Ici ou là nous avons cependant cherché à préciser diverses circonstances. Il aurait fallu pouvoir faire plus. Mais nous formons le vœu qu'un jour ou l'autre quelque historien local ait le goût et le loisir de compléter et de corriger l'ébauche que représente notre chapitre.

1. L'Union ouvrière. 1894-1944

En 1894, l'Union ouvrière n'existait pas encore telle qu'elle est constituée aujourd'hui ; en revanche, les organisations ouvrières étaient groupées dans l'Union des sociétés ouvrières, dont le but était de défendre les intérêts généraux, politiques et économiques de la classe ouvrière chauds-de-fonnière. Les présidents qui ont joué un grand rôle à l'époque furent principalement Louis Droz et Numa Robert-Wälti. Ce n'est qu'en 1896 que fut fondée l'Union ouvrière de La Chaux-de-Fonds, par les Comités des organisations syndicales de l'époque, réunis au Cercle ouvrier le 23 décembre 1896. Les syndicats suivants ont formé le premier groupement et peuvent être considérés comme membres fondateurs : monteurs de boîtes, ouvriers sur ressorts, graveurs, pendants, anneaux et couronnes, émailleurs, remonteurs, couvreurs, charpentiers.

L'Union ouvrière s'était fixé comme but principal la défense des intérêts sociaux de la classe ouvrière, par le développement de la politique sociale, la politique ne devant jouer qu'un rôle très secondaire. Du jour de la fondation jusqu'en 1900, l'Union

ouvrière s'est occupée de quelques conflits sociaux, de la fondation de nouveaux syndicats, de l'appui financier lors des grèves par l'organisation de collectes parmi la classe ouvrière, de la fermeture des magasins, de la réduction des heures de travail. Il y a eu également de nombreuses conférences économiques et sociales, ainsi que d'éducation générale.

De 1900 à 1910, l'Union ouvrière s'est occupée de l'augmentation du prix du lait, de certains conflits ; citons en particulier ceux des maréchaux et charrons, des mécaniciens. Une manifestation fut organisée en 1901 à Berne pour défendre le droit d'association ; une délégation des syndicats de La Chaux-de-Fonds y fut envoyée. Les syndicats des mécaniciens et des cordonniers furent créés en 1901 également.

Une intervention eut lieu pour demander aux autorités l'interdiction du travail du dimanche chez les charpentiers-menuisiers. Et déjà à cette époque l'Union ouvrière examine la création du Secrétariat ouvrier à La Chaux-de-Fonds, initiative qui échoua d'ailleurs.

En 1902, des démarches furent faites auprès du Conseil d'Etat pour obtenir la suspension des saisies pour dettes en cas de chômage. On fit également l'étude d'un projet d'un fonds de chômage pour venir en aide aux sans-travail de l'époque. On note encore des démarches auprès des autorités au sujet du renvoi d'ouvriers, de la réduction des heures de travail le samedi après midi, du contrôle des denrées alimentaires ; la question de la construction de logements ouvriers par la Commune est aussi examinée, et un projet est présenté aux autorités ¹⁾).

En 1907, le comité, n'arrivant plus à faire face aux nombreuses tâches de l'Union ouvrière, examine à nouveau la question de la création d'un Secrétariat permanent ; le projet n'aboutit pas d'ailleurs.

La question des apprentissages fait également l'objet de l'étude de l'Union qui intervient à répétition auprès des autorités et des employeurs pour assurer une bonne formation professionnelle. Des contrats sont établis pour différentes professions et examinés avec les employeurs. Des démarches sont entreprises pour la fermeture des magasins le dimanche.

¹⁾ Voir pages 122-123.

Durant cette période, les présidents ayant joué un rôle dans l'organisation furent les suivants : Rodolphe Bohner, Albert Clerc, Charles Durig, Léonard Daum, Emile Fassnacht et Marcel Gretillat.

Signalons encore au cours de ces années — 1900 à 1910 — une activité de l'Union au point de vue politique, en particulier en ce qui concerne la lutte contre le militarisme ; de nombreuses conférences ont eu lieu à ce sujet et l'orateur le plus aimé fut incontestablement Charles Naine ¹⁾.

Chaque année, la Fête du 1^{er} Mai est organisée par l'Union ouvrière. Le comité s'occupe également de la création d'une Maison du Peuple à La Chaux-de-Fonds. Une lutte ouverte est engagée contre le mouvement libertaire et les anarchistes.

Des manifestations sont organisées contre l'augmentation du prix du lait et contre l'expulsion de locataires ensuite de non-paiement de loyers par des chômeurs. Des démarches sont faites auprès de la Commune pour mettre à disposition des terrains pour cultures, en faveur des ouvriers. Durant cette période, les présidents de l'Union ouvrière furent les suivants : Aimé Bovet, Georges Rognon, Léonard Daum.

De 1910 à 1920

L'Union ouvrière a également eu une grande activité dans le domaine économique et social. C'est elle qui, la première, eut l'idée de constituer une Ligue des locataires, et une assemblée convoquée à l'Hôtel de Ville décide de fonder la Ligue ; le premier président est nommé en la personne de M. Henri Ehrensperger.

C'est en 1912 que le premier service de renseignements juridiques a été institué par l'Union ouvrière, au bureau de M^e Jacot, notaire, lequel recevait les syndiqués un soir par semaine. Les questions suivantes font l'objet de l'activité de l'Union ouvrière à cette époque : création d'une caisse de chômage, législation sur le chômage, questions du chauffage et du ravitaillement, denrées à prix réduits en faveur de la classe pauvre, étude sur le coût de la vie et lutte contre la hausse des prix, lutte pour la semaine anglaise, lutte contre l'accaparement et la spéculation, allocations aux militaires.

¹⁾ Voir pages 306 et 417-418.

Dès 1914 et ensuite de la première guerre mondiale, l'Union ouvrière est quelque peu désorganisée, comme ses sections syndicales. Ce n'est qu'en 1916 qu'il est possible de convoquer à nouveau une assemblée générale et, en 1917, vu le grand travail qui attend notre organisation, il est décidé à nouveau d'examiner la création d'un Secrétariat ouvrier qui puisse être à même de s'occuper de toutes les questions sociales intéressant l'ensemble des syndiqués. Après plusieurs années d'études, un Secrétariat est finalement mis sur pied, en 1919.

C'est en janvier 1920 que le secrétariat est ouvert au public, et le secrétaire permanent désigné en la personne de Marcel Itten, actuellement encore en charge.

Dès ce moment commence une période d'activité intense et un service social est institué au secrétariat permanent.

C'est en 1919 que de nouveaux statuts sont élaborés, suivant les directives de l'Union syndicale suisse, et le but de l'association est ainsi défini :

1. Défendre énergiquement les droits des ouvriers.
2. Travailler à faire aboutir leurs revendications.
3. Les rendre aptes à travailler à leur affranchissement complet.
4. Assurer la propagande syndicale dans toutes les professions.
5. L'encouragement à la coopération des syndicats dans les questions économiques ; l'entretien de la solidarité parmi la classe ouvrière des différentes professions ; l'organisation de la Fête du 1^{er} Mai.
6. La surveillance et le développement des lois de protection ouvrière : développement des Conseils de Prud'hommes et organisation des élections des dits Prud'hommes.
7. Les renseignements judiciaires aux membres des syndicats affiliés et les conseils aux jeunes gens concernant le choix d'une profession.
8. L'encouragement de tous les efforts ayant pour but l'éducation des ouvriers et la création de bibliothèques.

Durant la période 1910-1920, les présidents en charge ont été : Charles Schürch, Edmond Ernst, Alexis Vaucher et Marcel Itten.

Période 1920-1930

En 1921, sur l'initiative de l'Union ouvrière de La Chaux-de-Fonds, est créé le Cartel syndical cantonal neuchâtelois, c'est-à-dire l'union de tous les syndicats ouvriers du canton, qui depuis a joué un grand rôle dans l'économie du canton. Le secrétaire permanent est désigné en la personne de M. Marcel Itten qui fonctionne encore actuellement à ce poste.

Une grande campagne est organisée en 1923 pour les 8 heures dans les compagnies de transports.

Les questions suivantes font l'objet des préoccupations de notre Union : restauration de l'industrie horlogère, loi sur la formation professionnelle, législation sur le chômage, Office cantonal de conciliation en matière d'assistance chômage.

La période de crise 1921-1924 a donné lieu à de nombreuses démarches de la part de notre Union, tant en ce qui concerne les recours en matière de chômage que les travaux de chômage. La protection des sans-travail a été assurée au maximum par notre organisation. Durant cette période, les présidents en fonction ont été les suivants : Edmond Augsburg, Marc Alber, Marcel Petitpierre, Paul-Henri Gagnebin.

De 1930 à 1943

Durant cette période, nous avons passé par une nouvelle crise — 1930-1936 — et notre Union a eu à s'occuper des chômeurs tant en ce qui concerne les secours, législation sur l'assurance chômage, allocations de crise, travaux de chômage, subventionnement aux caisses de chômage, secours spéciaux, etc.

Dans le domaine de la politique sociale, l'Union ouvrière a, comme par le passé, suivi la législation ; elle s'est occupée de l'application des lois et est intervenue chaque fois que l'occasion s'est présentée en vue d'améliorer la législation ou de légiférer dans le domaine social.

L'application de la loi sur la formation professionnelle nous a occupés également ; nous avons collaboré à la mise sur pied de nombreux programmes d'apprentissages et programmes d'examens, en particulier dans l'industrie horlogère. Tous les avant-projets fédéraux de programmes d'apprentissages ont été examinés avec des ouvriers de la profession et les propositions de modifications ont été envoyées à Berne. Notre Union a d'ailleurs

toujours travaillé en collaboration étroite avec l'Inspectorat cantonal des apprentissages.

Nous avons également participé à toutes les campagnes économiques dans l'intérêt de la classe ouvrière. L'Union a participé aux examens du problème du chômage et des grands travaux ; elle a collaboré à l'examen de la nouvelle loi sur l'assurance chômage. Elle a collaboré avec toutes les sections syndicales de la ville à la défense des intérêts ouvriers, à l'élaboration de contrats, à la paix sociale.

Durant la période de 1930 à 1943, les présidents en charge furent les suivants : Arthur Morel, Adolphe Grädel, Raoul Erard (titulaire actuel de la présidence).

Des effectifs

En 1905, on constatait 25 syndicats affiliés avec environ 3,000 membres ; en 1912, 19 syndicats avec 3,900 membres ; en 1927, 4,600 membres ; en 1928, 6,342 membres ; en 1930, 7,447 membres ; en 1937, 5,961 membres ; en 1939, 6,373 membres ; en 1943, 6,048 membres.

Service du secrétariat

Le Secrétariat de l'Union ouvrière, en activité depuis 1920, s'occupe des affaires suivantes :

Service des assurances : Renseignements juridiques, relations avec la Caisse nationale d'assurance en cas d'accidents, défense des accidentés ; consultation des dossiers ; enquêtes préliminaires ; consultations médicales ; étude de la jurisprudence ; préparation des procès ; interventions amiables auprès de la Caisse nationale pour éviter des procès ; expertises professionnelles.

Citons quelques chiffres : chaque année, en moyenne, nous consultons plus de 120 dossiers à la Caisse nationale ; le nombre des démarches est à peu près équivalent.

Assurance militaire fédérale : Les interventions auprès de l'Assurance militaire fédérale sont très nombreuses, en particulier depuis le début de la guerre. Nous avons souvent également des entrevues avec le directeur de l'A. M. F. ; nous devons procéder à des enquêtes, examiner des dossiers, traduire des rapports et recourir au Tribunal fédéral des assurances. Nous avons en moyenne 60 à 70 cas par année à examiner et 20 à 25

recours à présenter au Tribunal fédéral des assurances à Lucerne.

Assurances privées : Nous sommes consultés très souvent en ce qui concerne les assurances vie, accidents, responsabilité civile, assurances personnelles, vol, assurances de journaux, revues, etc. Environ 50 cas par année dans le domaine des assurances privées, nécessitant des enquêtes et de nombreuses interventions.

Service des impôts : Notre secrétariat est à la disposition des contribuables pour les déclarations d'impôts, renseignements sur les lois fiscales, recours contre la taxation, comparution à la Commission de taxation, demandes en réduction et exonérations, etc. En moyenne, chaque année, nous remplissons 300 déclarations d'impôts et établissons 100 recours et 40 à 50 demandes en réduction.

Assistances : Interventions auprès des diverses assistances en faveur des familles dans la gêne. Environ 50 cas par année.

Chômage, aide de crise : Les interventions auprès des autorités sont nombreuses, auprès des caisses également. Service d'enquêtes ; entrevues diverses ; recours à Neuchâtel, à Berne ; défense générale des chômeurs.

Le nombre des cas varie suivant l'importance du chômage ; nous avons eu pendant les fortes périodes de chômage jusqu'à 600 cas à défendre.

Fondation pour la vieillesse : Nous avons quelques cas où nous assumons le versement des allocations aux vieillards ; 17 actuellement.

Poursuites : Renseignements sur la loi sur les poursuites et faillites. Interventions pour arrangements amiables, pour éviter ventes et saisies. Défense devant le Tribunal pour main-levée d'opposition, demandes en libération de dettes, expulsion de locataires, défense des locataires, demandes d'indemnité, consultation de dossiers, enquêtes, etc. 50 cas par an en moyenne.

Secours militaires : Nous avons eu à intervenir pour les secours militaires, recours interjetés, contrôle d'indemnités, renseignements sur l'arrêté fédéral. En moyenne, 60 cas par an.

Depuis 1940, c'est l'application des dispositions nouvelles concernant les allocations aux militaires pour perte de salaire qui a remplacé en principe le régime des secours militaires. Là

encore nous avons à intervenir auprès des employeurs pour rétablir des comptes, recours aux Commissions d'arbitrage et à la Commission de surveillance. Demandes en réduction et exonération d'indemnités perçues par erreur.

Renseignements aux soldats mobilisés.

Vérification et calcul des indemnités, etc.

Oeuvres sociales de l'armée : Nombreuses également ont été nos interventions en faveur de soldats auprès des Oeuvres sociales de l'armée.

Commission des loyers des mobilisés : Requêtes en faveur des mobilisés. Interventions auprès des propriétaires pour éviter les résiliations, ensuite de retard dans les paiements. 30 à 40 cas par année.

Service de la Ligue des locataires : C'est le Secrétariat de l'Union ouvrière qui assume le travail de la Ligue des locataires ¹⁾. Notre Office des logements est en permanence à la disposition des locataires pour le service de renseignements juridiques, interventions auprès des propriétaires pour éviter les expulsions, résiliations, démarches contre l'augmentation des loyers, etc.

Ce service important nécessite l'envoi de quelque 700 à 800 correspondances par année en moyenne. Examen de 300 dossiers en moyenne.

Service de contentieux : Pour paiement de loyers en retard, suivant arrangements amiables avec les propriétaires ou gérants, toujours 50 à 60 cas. Valeur des encaissements par an, en moyenne, 38,000 fr.

Placement d'enfants de chômeurs et de mobilisés en vacances : Service spécial organisé par le secrétariat, avec le concours de l'Œuvre suisse d'entraide ouvrière, à Zurich.

Placement des enfants dans des familles ou dans des colonies. Depuis 1934, nous avons placé 1,232 enfants ; cela représente 30,229 journées de vacances et 38,018 fr. 40 de frais, pension, chemin de fer, administration, etc.

Combustibles à prix réduits pour chômeurs : Jusqu'en 1940 et depuis 1931 nous avons organisé chaque année un service de vente de combustibles à prix réduits en faveur des chômeurs dans la gêne. Nous avons délivré 21,483 bons, ce qui représente pour les chômeurs une réduction totale sur les prix normaux de

¹⁾ Voir pages 313 et suivantes.

297,226 fr. La Commune et les marchands de combustibles assuraient une subvention pour cette action spéciale.

Pommes de terre à prix réduits : En collaboration avec les Coopératives Réunies, nous avons organisé cette action dès 1931. Des subventions étaient accordées par les organisations syndicales et par les Coopératives Réunies. Il a été délivré 5,207 bons ; les dix dernières années, la réduction en faveur des intéressés s'est élevée à 27,340 fr. 40.

Actions diverses de secours : D'autres actions ont été organisées également, à savoir : chaussures à prix réduits, distribution de vêtements, pommes, etc., durant les années de crise 1931-1936.

Action en faveur des personnes dans la gêne : Nous nous sommes occupés également d'examiner les cas spéciaux de personnes dans la gêne ; nous avons rempli les formules de demandes pour l'obtention de secours spéciaux.

Interventions auprès des autorités pour l'obtention de secours en faveur des personnes dans la gêne.

Noël des enfants de chômeurs et de mobilisés : Notre secrétariat est représenté dans le comité, et nous nous sommes toujours occupés d'intervenir auprès de nos sections pour obtenir des subventions en faveur de cette œuvre¹⁾. Il a été versé par nos sections, depuis 1930, la somme de 41,288 fr.

Service de renseignements juridiques : Notre secrétariat donne des renseignements juridiques sur toutes les lois, C. O., C. C., loi sur les poursuites pour dettes et faillites, assurance militaire, loi assurance accidents, etc. Les renseignements donnés sont de l'ordre de 2,500 par an en moyenne.

Requêtes diverses : Nos requêtes, mémoires et interventions diverses concernent :

Affaires particulières ; réclamations de créances ; copie de certificats ; demandes de patentes ; établissement de testaments ; demandes de secours à des sociétés privées, à des parents, aux enfants en faveur de leurs parents ; arrangements amiables ; offres pour achat et vente ; établissement de contrats et conventions.

Ces requêtes diverses se montent en moyenne à 350 par année.

¹⁾ Voir page 439.

Service de statistique : Notre secrétariat établit chaque mois, à l'usage de nos sections syndicales et des secrétariats professionnels, une statistique du coût des denrées alimentaires, basée sur la mercuriale officielle.

Apprentissages : Notre secrétariat intervient pour la surveillance des apprentissages et l'examen des rapports et des projets de règlements fédéraux. Etablissement de mémoires avec observations et propositions. Relations avec toutes les sections syndicales concernant la surveillance des apprentis, etc.

Chômeurs âgés : Nous nous occupons également de cette catégorie de chômeurs, par des interventions d'ordre général et particulier.

Administration du Cartel syndical cantonal neuchâtelois et de la F.C.T.A. : Notre secrétariat administre également le Cartel syndical neuchâtelois, ainsi que la Section de La Chaux-de-Fonds de la F.C.T.A.

Collaborations diverses : Le secrétariat collabore à de nombreuses commissions économiques. Citons en particulier : la Commission locale des prix, la Commission des loyers des mobilisés, la Commission des chômeurs dans la détresse, la Commission de secours aux mobilisés, la Commission des apprentissages, le Centre d'éducation ouvrière, l'Union syndicale suisse, le Cartel cantonal, l'Œuvre suisse d'entraide ouvrière, etc.

Relations suivies avec les autorités communales, cantonales et fédérales.

Campagnes : Toutes les campagnes d'ordre économique sont organisées par les soins du Secrétariat de l'Union ouvrière. Citons les principales depuis 1939 : Initiative sur la clause d'urgence, défense nationale, création d'occasions de travail, statut du personnel fédéral, initiative Reval, initiative assurance vieillesse, initiative droits démocratiques, votation sur la réforme des finances fédérales, le Code pénal suisse, initiative transports des marchandises (rail-route).

Administration : On enregistre en moyenne 4,000 correspondances par année et 5,000 circulaires. Les entrevues du secrétaire sont de l'ordre de 2,000 en moyenne par année.

Divers : Depuis la guerre, le travail a fortement augmenté au Secrétariat de l'Union ouvrière, car nous avons dû nous occuper de l'économie de guerre, des compagnies de travail-

leurs, des cultures maraichères, du ravitaillement. Nous collaborons également avec Armée et Foyer, cela donc en plus de notre programme de travail ordinaire relaté brièvement dans le présent rapport.

* * *

Nous donnons enfin — ce qui peut être intéressant — les sommes payées aux chômeurs durant la période 1936-1942 par les caisses de chômage des organisations syndicales affiliées à notre Union :

1936	3,807	chômeurs, secours versés	2,187,553 fr. 27
1937	2,997	» » »	1,419,337 fr.
1938	2,078	» » »	1,616,492 fr. 25
1939	1,789	» » »	1,734,196 fr. 82
1940	1,643	» » »	1,159,506 fr. 06
1941	1,068	» » »	511,688 fr. 30
1942	453	» » »	287,340 fr. 05

Marcel Itten.

2. Les syndicats ouvriers dans l'industrie horlogère de 1894 à 1944

En 1894, les syndicats ouvriers étaient déjà créés¹⁾. Chaque groupement professionnel était autonome et formait une fédération qui prenait le nom du ou des métiers qu'elle représentait. C'est ainsi qu'il existait sept fédérations, soit :

La Fédération suisse des ouvriers repasseurs, démonteurs et remonteurs ;

La Fédération suisse des ouvriers monteurs de boîtes ;

La Fédération suisse des planteurs d'échappement ;

La Fédération suisse des ouvriers graveurs et guillocheurs ;

La Fédération suisse des ouvriers sur ébauches, finissage et pignons ;

La Fédération suisse des ouvriers faiseurs de ressorts ;

La Fédération suisse des ouvriers faiseurs de pendants.

Toutes ces fédérations avaient un cadre national et même, certaines, international.

A cette époque, les revendications posées concernaient essentiellement les salaires, puis vint la défense du métier lors-

¹⁾ Voir page 53.

qu'on implanta le machinisme, plus particulièrement dans l'industrie de la boîte où les ouvriers y étaient nettement opposés ¹⁾. Par la suite, la réglementation des apprentissages fut un élément d'activité des syndicats.

C'est surtout depuis 1900 que le syndicat horloger se développa. Si la solidarité entre ouvriers se manifestait au plus haut point, le manque d'une organisation solide se faisait sentir.

En 1905, l'Union générale des ouvriers horlogers vit le jour et dura jusqu'en 1911. Elle se fit sous l'influence d'Edmond Breguet, qui fut la grande cheville ouvrière du groupement des ouvriers horlogers de La Chaux-de-Fonds.

Les assemblées de comité se tenaient dans des cafés et, à tout moment, il fallait changer de locaux. Les assemblées générales se tenaient au Temple français.

A ce moment, les horlogers seuls groupaient déjà un effectif de 1,800 membres.

Une Caisse de bienfaisance existait et on avait recours aux « kermesses » pour alimenter la trésorerie. Une assurance mutuelle au décès est proposée et fonctionne dès 1912. Une Caisse de chômage existait depuis 1907. Les fonds furent acquis par une tombola qui rapporta 100,000 fr. Cela permettait de verser une indemnité de 2 fr. par jour en cas de chômage, mais le Conseil d'Etat mit la main sur cette fortune en prétextant que le montant de cette tombola ne revenait pas seulement aux ouvriers organisés, mais à tout le monde ouvrier. Ce n'est que quelques années après qu'environ la moitié de cette somme fut rendue.

1912 vit la transformation de l'Union générale en Fédération des ouvriers de l'industrie horlogère (F. O. I. H.). Le premier secrétaire local nommé fut Alfred Ray.

La guerre de 1914 désorganisa partiellement le syndicat. Les ouvriers n'en demeuraient pas moins d'ardents syndiqués et très épris de la politique sociale. Aussi recherchent-ils le renforcement de leur organisation sur le terrain national en demandant la fusion avec le Syndicat des ouvriers métallurgistes. La fusion s'opéra en 1915 et la F. O. I. H. devint la F. O. M. H. (Fédération suisse des ouvriers métallurgistes et horlogers), dont le développement devient de plus en plus grand,

¹⁾ Voir page 231.

puisque en cette année 1943 ses effectifs atteignent 80,000 membres, ce qui en fait la plus forte organisation syndicale du pays.

Depuis 1916, l'influence de la F. O. M. H. est déterminante et agissante. La défense des salaires est faite avec plus de ténacité. On recherche de plus en plus l'entente avec le monde patronal en passant des contrats collectifs ¹⁾. Des conventions générales lient presque toutes les professions organisées au sein de la F. O. M. H. Cela n'empêche pas les revendications nouvelles du monde ouvrier qui deviennent de plus en plus impérieuses dans la vie moderne où l'on voit s'accomplir tant de transformations sociales. Avec raison, on a dit que la vie était un éternel recommencement. Aujourd'hui, comme hier, les conflits sociaux sont les mêmes, souvent avec les mêmes origines, mais souvent plus aigus aussi.

La F. O. M. H. a rempli un rôle énorme dans notre ville pendant les deux grandes crises qui ont frappé l'industrie horlogère. L'assurance chômage étant obligatoire dans le canton de Neuchâtel depuis 1924, la F. O. M. H. fut fortement mise à contribution pendant la crise de 1930 à 1939 en particulier. Les chiffres que nous donnons se passent de tout commentaire. Avec des effectifs variant de 5,700 à 4,400 membres de 1930 à 1942, il a été payé plus de 26 millions de francs de secours de chômage. Les années les plus mauvaises furent :

1932, avec 4,1 millions de francs et

1933, avec 4,4 millions de francs.

En tout état de cause, les années de 1930 à 1940 ont toutes dépassé le million et nous arrivons à une moyenne annuelle, pour ces onze années, de 2,32 millions.

Le rôle bienfaisant de la F. O. M. H. ne s'est pas seulement limité à cette question de chômage. D'autres œuvres sociales fonctionnent également, dont les dépenses ont été de 1930 à 1942 :

Caisse de maladie	384,000 fr.
Caisse générale de secours	301,000 fr.
Caisse de prévoyance	735,000 fr.

Les effectifs furent très variables selon les événements économiques et, naturellement, selon le nombre des habitants de notre ville.

¹⁾ Voir pages 234 et suivantes.

Si l'on pense qu'en 1917, La Chaux-de-Fonds avait plus de 40,000 habitants et en septembre 1943, 32,000 seulement, il est évident que le nombre des ouvriers subissait proportionnellement une diminution aussi.

Il est difficile de donner des chiffres sur la période d'avant la guerre de 1914. Ceux que nous donnons marquent bien les fluctuations économiques et plus particulièrement les crises horlogères :

1916	2,700	membres
1918	5,100	»
1919	10,500	»
1920	8,000	»
1922	3,300	»
1924	4,900	»
1929	5,700	»
1931	5,400	»
1935	4,600	»
1938	4,800	»
1939	4,700	»
1941	4,300	»
1943	4,400	»

La chute depuis 1939 provient en grande partie de la mise à l'Aide fédérale aux chômeurs âgés des vieux ouvriers qui sont ainsi éliminés du droit aux secours de chômage de leur caisse.

En 1943, notre effectif est stabilisé et donne toute satisfaction puisque les 85 à 90 % des ouvriers occupés dans l'industrie horlogère sont organisés et défendent toujours avec la même énergie leurs droits de travailleurs et la profession qui leur est chère.

Si nous ne pouvons mentionner tous les noms des ouvriers qui ont rempli une tâche souvent ingrate mais combien belle au sein de notre mouvement syndical local, nous relèverons pourtant les noms des principaux secrétaires qui ont été les guides tout dévoués à la cause des travailleurs. Nous les nommons par ordre chronologique, sans mentionner les époques. Ce sont : Alfred Ray, Berthold Vuille, François Bouvet, Charles Schürch (aujourd'hui secrétaire à l'Union syndicale suisse à Berne), John Forster, William Cosandier, Ernest Montandon, Henri Borel et Raoul Erard.

William Cosandier fut le secrétaire le plus longtemps en charge, soit 19 ans, après avoir été de nombreuses années un fidèle militant du mouvement syndical.

La presse syndicale avait à sa disposition, avant 1894, deux journaux : *La Solidarité*, organe des ouvriers monteurs de boîtes, créé le 7 avril 1887, et *L'Ouvrier horloger*, organe de la Fédération des ouvriers du mouvement, fondé le 1^{er} janvier 1889.

Ces deux journaux fusionnèrent en 1893.

La *Solidarité horlogère* fut le titre du nouveau journal qui parut jusqu'au 1^{er} avril 1914.

Après la fusion de la F. O. I. H. avec la F. O. M., *Le Métallurgiste* fut le seul journal syndical jusqu'au 31 décembre 1919 ; depuis, c'est *La Lutte syndicale*, hebdomadaire romand de la F. O. M. H., qui apporte la bonne nouvelle chez tous les organisés de notre section.

R. Erard.

3. Les autres syndicats

Note. — Dans le but de donner à nos lecteurs en général un tableau plus suivi de l'évolution syndicale dans notre ville, nous avons groupé en un seul chapitre, et dans un ordre à peu près chronologique, les renseignements que nous ont fournis les diverses associations. Que leurs comités trouvent ici nos remerciements, ainsi que les personnes suivantes qui ont signé leurs rapports : MM. et M^{mes} H. Bourquin (Agents de police), Christian Brunner (Services industriels), Constant Frey (Tram), A. Hirschy (Lithographes), Adèle Jeanneret (Gainiers), G. Montandon (Typographes), E. Supper (Cartel des salariés communaux). Toutefois, comme certains lecteurs s'intéresseront peut-être à l'une ou l'autre de ces associations en particulier, nous donnons ici un tableau-répertoire qui facilitera leurs recherches. Les syndicats y sont placés dans l'ordre de leur apparition dans notre histoire, avec la date de leur fondation. Dans le texte, le nom des syndicats est imprimé en *italique* chaque fois qu'ils sont mentionnés à nouveau. Il peut arriver qu'il y ait deux mentions, à certaine distance, dans la même page ; dans ce cas, nous répétons dans ce tableau le numéro de la page.

Syndicat	Fondation	Mentionné aux pages
Charpentiers et menuisiers . . .	1870	264-5-6-7-8-9-72-2-3-4-8-9.
Typographes	1874	264-6-70-71-1-2-3-4-80.
Lithographes	1892	265-9-71-2-4-8-80.
Fonctionnaires postaux	1893	266-80.
Employés des postes	1897	266-70-3-7-7-8-80.
Ouvriers des Services industriels	1900	267-9-71-2-3-6-80.
Plâtriers-peintres	1901	267-9-70-2-4-6-7-8.
Maçons et manœuvres	?	268-70-5-8-9.
Gainiers	1906	269-71-8-80.
Ouvriers des Travaux publics	1907	269-76-80.
Agents de la police locale . . .	1908	270-76-80.
Employés du tram	1912	271-2-6-7-8-80.
Employés de la commune	1920	269-76-7-80.
Mouvements de salaire	239, 264-5-7-8-9-71-2-3-4-5-6-7-8-9-80,	286.
Durée du travail	234, 253, 266-8-9-70-1-2-3-4-5-6-7-8-9,	286.
Grèves	264-6-8-9-70-3-4-5-6-7-8.	

C'est surtout l'histoire des syndicats après 1894 que notre volume doit retracer. Cependant, plusieurs organisations rappellent dans les rapports qu'elles nous ont adressés des événements antérieurs que nous ne voulons pas entièrement passer sous silence, bien que, les deux études précédentes se conformant assez strictement au plan prévu, nous soyons très conscients de la lacune qui peut en résulter quant à l'histoire des syndicats horlogers, lacune que d'autres publications pourront combler.

Les *ouvriers du bois*, par exemple, nous indiquent que l'origine de leur association remonte à 1870. Un groupe de « citoyens » se réunit alors, fonde une caisse de résistance et organise une Section des ouvriers charpentiers et menuisiers. Le 20 mars, un comité définitif entre en fonction et l'on prend soin que « chaque langue » y soit représentée¹⁾. Le 4 avril, ce groupement décide d'adhérer à la Grande Internationale des travailleurs, connue sous le nom de Première Internationale, et passe immédiatement à l'action en déclenchant une grève le 19 mai. Les 67 membres reçoivent chacun 1 fr. de secours par jour. La grève se termine le 30 du même mois et aboutit à l'établissement d'un tarif minimum de 3 fr. 50 et d'un jury composé d'un patron et d'un ouvrier qui nomment à leur tour un troisième arbitre afin d'éviter les frais d'un recours au juge de paix ou aux tribunaux. Dès lors une assemblée a lieu chaque mois.

Les ouvriers du bois sont suivis, quatre ans après, par les *typographes*. C'est, en effet, en 1874 que la Section de Neuchâtel, fondée en 1866 et appartenant depuis 1873 à la Fédération des typographes de la Suisse romande²⁾, autorisait ses membres, partout où ils se trouvaient au moins six, à fonder une section autonome. Au départ, la section de notre ville compte 8 membres, dont plusieurs étaient déjà membres du Typographenbund³⁾ en 1870 et payaient double cotisation. A la fin de l'année, il y eut

¹⁾ Les membres en sont : Nicolas Ruffer, président, Jean Blatt, Jacob Hauser, Quadri. Ce dernier représentait évidemment la langue italienne ; lequel ou lesquels des trois autres la langue allemande ?

²⁾ Cette fédération avait été créée à Genève le 11 mai 1873, à l'imitation du Typographenbund (v. note suivante).

³⁾ La Section de Berne des typographes existait depuis 1824 et avait été gagnée en 1848 par l'idée partie de Mayence, patrie de Gutenberg, d'une union de tous les typographes d'Europe. Le Gouvernement monarchiste allemand avait tué dans l'œuf cette entreprise, mais en 1858, sous l'impulsion des Bernois, la Fédération suisse (alémanique) était créée sous le nom de Typographenbund.

12 membres. Il n'y avait alors que deux imprimeries en notre ville : celle du *National suisse* et la Maison A. Courvoisier créée l'année même, et un seul apprenti : Georges Mettler, dont le frère Fritz ouvrit lui-même une imprimerie par la suite. Outre la question des salaires, le syndicat s'occupait d'empêcher l'introduction de la main-d'œuvre féminine par trop exposée au saturnisme. Le comité obtint dès 1875 un tarif valable pour La Chaux-de-Fonds, Le Locle et Saint-Imier et qui mettait nos typographes au rang des mieux rétribués : salaire hebdomadaire, 33 fr. « en conscience », c'est-à-dire à la journée et non aux pièces. En 1888, on réglemente pour la première fois l'apprentissage et le 1^{er} septembre 1893 le premier examen d'apprentis typographes a lieu à La Chaux-de-Fonds, une loi sur la protection des apprentis ayant été votée entre temps par le Grand Conseil. Le 30 août 1890, le Syndicat des typographes entre dans l'Union locale des sociétés ouvrières.

Dans le monde de l'imprimerie, les *lithographes* jouaient aussi un rôle important : ceux des deux maisons d'arts graphiques de La Chaux-de-Fonds fondèrent en 1892 une Section de l'Union suisse des lithographes qui avait sa caisse de maladie, de chômage et son bureau de placement. Les six membres se réunissent régulièrement tous les mois jusqu'en 1895 où ils décident la dissolution (qui durera jusqu'en 1907) de leur section et font parvenir à leur Comité central la somme de 15 fr. qui représente toute la fortune du groupement !

Auparavant, soit en 1890, les *ouvriers sur bois*, dont nous avons vu le départ en 1870, s'étaient réorganisés dans une séance où l'on comptait 45 présences, avaient décidé d'entrer dans l'Union locale des sociétés ouvrières¹⁾ et d'adhérer à l'Association des travailleurs sur bois et à sa caisse de réserve. En 1891, l'on comptait 70 présences et l'on indique qu'en cas de grève la caisse de réserve paye 1 fr. 50 aux célibataires, 2 fr. aux hommes mariés et 20 ct. par enfant. La même année, nos charpentiers et menuisiers décident de se confectionner une bannière en buchilles... qui devait être fort pittoresque. Le 30 avril de cette même année encore, le salaire minimum est fixé à 40 ct. à l'heure, la journée normale à 10 heures. Trois ans plus tard, en

¹⁾ Voir ci-dessus, page 249.

1894, les *typographes* obtiennent, eux, à l'occasion d'un tarif nouveau, la journée de 9 heures.

Après le bois et l'imprimerie, voici les postes : le *personnel postal* suisse s'agitait contre la Direction générale ; le rejet de la loi sur les pensions, en 1891, poussa encore à la roue. Successivement, des associations du personnel postal de Zurich et de Berne lancent l'idée d'une association suisse qui fut constituée à Lucerne le 2 juillet 1893. Le 4 octobre de la même année, les statuts de Lucerne sont adoptés à l'unanimité par les fonctionnaires de La Chaux-de-Fonds qui élisent le 8 novembre un comité présidé par César Montandon. Tous les fonctionnaires postaux de la localité font immédiatement partie de la jeune société et lancent un appel à leurs collègues du Locle, de Saint-Imier, des Ponts et de Saignelégier. Telle est l'origine en notre ville du groupement qui aujourd'hui, par son association centrale, la Société suisse des fonctionnaires postaux, fait partie de l'Union fédérative du personnel fédéral.

* * *

Dans l'année 1896, où se créa l'Union ouvrière ¹⁾, les *ouvriers sur bois* adhèrent aux « Syndicats professionnels » dont le siège est à Saint-Gall et se mettent en grève l'année suivante pour faire respecter la journée de 10 heures. La séance qui la décide a lieu le 16 août et réunit 116 membres. Un cortège parcourt la ville « pour arrêter ceux qui travaillent encore », et la grève aboutit le 26 août à la reconnaissance du syndicat obligatoire.

Cette année-là aussi, le 27 février 1897, les *employés des P. T. T.* — à distinguer des fonctionnaires mentionnés ci-dessus — avaient fondé l'Association des employés des postes, postillons et douanes. Il y avait eu, deux ans auparavant, dissolution d'une section déjà existante, et c'est le président de la Section du Locle, Louis Borel, qui vint avec quelques collègues reconstituer le groupe, lequel comprit 16 employés nommés et un remplaçant. Le président fut pendant une année Rodolphe Gerber, puis jusqu'en 1905 Emile Tièche. Les salaires étaient alors de 4 fr. par jour en moyenne ; c'est ce que touchaient les remplaçants, et souvent ils n'étaient pas appelés à travailler et restaient sans aucun gain. Plusieurs employés avaient donc un

²⁾ Voir page 249.

gagne-pain accessoire. Parmi les questions traitées par le groupement figurent celle de l'habillement et la pose de boîtes aux lettres au rez-de-chaussée des maisons.

Aux employés de la Confédération succèdent ceux de la Commune, à proprement parler les *ouvriers des Services industriels*. Un règlement de travail affiché au printemps 1900 par la Direction de l'Usine à gaz provoque une vive opposition ; les ouvriers des Services industriels se réunissent en assemblée et créent « dans l'enthousiasme » un syndicat qui adhère à l'Union ouvrière et à la Fédération des métallurgistes, mais qui bientôt tombe « dans un profond sommeil », dû à l'« inertie de ses membres ». Nous assisterons à son réveil en 1906.

A côté du Syndicat des mécaniciens et de celui des cordonniers, dont la création est mentionnée dans le rapport de l'Union ouvrière ¹⁾, l'année 1901 voit les *plâtriers-peintres* s'organiser à leur tour. Le procès-verbal de la séance qui eut lieu au Cercle ouvrier d'alors ²⁾, le 11 juillet 1901, mentionne la présence d'une délégation de l'Union ouvrière et un discours de Walter Biolley ³⁾ et conclut :

Grâce aux belles paroles de l'orateur, après avoir demandé à l'assemblée si l'on devait former un syndicat oui ou non, le *oui* a été voté à l'unanimité et 78 ouvriers ont signé les feuilles qui ont passé à toutes les tables.

Les procès-verbaux seront quelquefois rédigés par la suite par des ouvriers de langue italienne qui mêlent leur propre langage et même l'allemand à notre français local. La régularité ne semble pas caractériser la fréquentation des séances ; en tout cas, en 1906, il est décidé de frapper les absences d'une amende de 20 ct. et les retards de 10 ct. Et pourtant c'est là une année de grande activité syndicale.

Mais entre temps d'autres faits sont à signaler : en 1902, les *menuisiers* obtiennent un nouveau tarif comportant un salaire minimum de 50 ct. à l'heure, la journée normale maintenue à 10 heures, les heures supplémentaires se payant 20 ct. en plus. Les 2 et 3 août a lieu en notre ville le XI^e congrès et la fête fédérative des ouvriers menuisiers de la Suisse romande. La section locale remplace, à la suite de ce congrès, son secrétaire parce qu'il n'y a pas présenté de rapport.

¹⁾ Voir ci-dessus, page 250.

²⁾ Situé rue de la Serre 35-a, ancienne Synagogue (voir page 641).

³⁾ Voir page 407.

Les *maçons et manoeuvres* à leur tour vont faire parler d'eux et provoquer des événements dont on se souvient encore. N'étant pas parvenus à s'entendre avec les entrepreneurs au sujet de l'application d'une convention obtenue après quelques jours de grève en 1896, ils se mettent en grève le 18 juillet 1904. Charles Naine ¹⁾ avait pris la parole au cours d'une assemblée préparatoire au Stand, le 13 juillet, mais on attendit que la Fête des Promotions fût passée pour déclencher le mouvement. On prévoit que le comité risque d'être arrêté et l'on en constitue un second capable d'entrer en fonction si cette éventualité se réalise. L'Union ouvrière fait un don de 200 fr. et des « cuisines communistes » sont organisées pour soulager les grévistes. Le 30 août, le Conseil d'Etat décrète l'état de siège et mobilise le bataillon 18 et la deuxième compagnie des guides sous le commandement du colonel Robert. La *Sentinelle* d'alors est pleine de protestations indignées. Elle commence par exemple un article par ces mots ironiques : « Ainsi, La Chaux-de-Fonds est conquise par les troupes neuchâteloises ». L'*Impartial* même se plaint parce que le commandant de place refuse de renseigner la presse. Un ouvrier italien est arrêté une nuit, mais il n'y a aucun incident grave et la grève se termine le 6 août. Le lundi 8, alors que la troupe s'apprêtait à partir, deux cortèges se forment le soir malgré les injonctions de la gendarmerie, cortèges sans rapport évident avec la grève qui vient de se terminer, puisque l'un est constitué par la Musique des graveurs et guillocheurs revenant d'une fête à La Chaux-d'Abel et descendant en gare du régional, l'autre par la Musique du Grütli qui revient du Locle. La troupe est envoyée pour les disperser ; on vit les baïonnettes scintiller dans la nuit, des huées et des acclamations furent poussées, des bagarres eurent lieu. Finalement, la troupe reçut l'ordre de se retirer et le calme revint peu à peu. Charles Naine prit à nouveau la parole dans une assemblée de protestation qui réunit 3,000 participants à la place de l'Ouest.

L'année suivante, 1905, les *menuisiers et charpentiers* signent le 23 mars une convention qui prévoit le 1^{er} Mai comme jour férié, confirme la journée de 10 heures mais ramène le salaire à 48 ct. à l'heure. Mais le 27 août ils se mettent en grève et dès le lendemain, au nombre de 98, font un cortège en ville. De

¹⁾ Voir pages 251, 306, 417-418.

longues entrevues ont lieu, le 12 septembre jusqu'à 1 h. 30 du matin, le 25 septembre de 3 h. de l'après-midi à 8 h. du soir, puis de 9 h. à 11 h., moment où enfin un accord assez favorable aux ouvriers est signé : le syndicat obligatoire est reconnu encore une fois et la journée du samedi est limitée à 9 heures.

Sur la proposition de Galotti, les *plâtriers-peintres* réclament aux patrons, en 1906, l'introduction du syndicat obligatoire en vigueur chez les menuisiers depuis 1897 et qui vient d'être confirmé. Il leur fallut une courte grève pour l'obtenir ; elle commença le 18 août, mais comme le dit le protocole : « Après une fête de trois jours, le travail sera repris ».

Nous retrouverons les bouillants gars du bois et du bâtiment à d'autres moments de notre histoire syndicale locale, mais pour l'instant, en septembre 1906, nous assistons à la création de la Section des *gainiers* de La Chaux-de-Fonds et du Locle qui réunit une quinzaine de membres sous la présidence — qui dura cinq ans — de Fritz Bachmann. Le premier projet de convention, qui prévoit en même temps une augmentation de salaire, est accepté l'année suivante, en juin 1907.

A la même époque, on se « réveille » à la Commune ; en 1906, quelques jeunes éléments du premier groupement des *Services industriels*, encouragés par l'Union ouvrière, reprennent l'initiative d'un syndicat. Les statuts élaborés par une commission sont ratifiés par l'assemblée générale du 15 avril 1907. Ils consacrent l'existence du *Syndicat des employés de Commune* qui groupe cette fois-ci tous les salariés communaux ; c'est donc la première fois que les ouvriers des *Travaux publics* passent à l'organisation syndicale. C'est le moment d'ailleurs où Hermann Greulich lance l'idée de grouper tous les ouvriers des services publics de Suisse.

Autre « réveil » : les *lithographes*. En février 1907, en effet, à l'appel de l'organisation centrale, une assemblée générale de la branche réunit 21 participants ; 12 seulement entrent dans l'association qui reprend vie et perçoit une cotisation de 1 fr. 60 par semaine donnant droit aux caisses de maladie, de chômage et au décès. Le jeune groupement a des succès immédiats : journée de 9 h. (en vigueur chez les typos depuis 1894), une augmentation de salaire allant jusqu'à 6 fr. par semaine et le paiement partiel des jours fériés.

Le 12 juillet de cette année 1907, les *menuisiers* décident dans une assemblée qui réunit 102 membres d'adhérer à la Fédération suisse.

Comme on ne s'entendait pas sur l'application de la convention de 1904, les *maçons et manœuvres* décidèrent le 24 juillet 1907, par 445 voix contre 29 et 14 abstentions, de se mettre en grève. Les patrons refusent de discuter avec le président de l'Union ouvrière et avec le secrétaire du syndicat qu'on appelle alors la « Muraria ». Un syndicat jaune est formé. L'anarchiste Bertoni est expulsé du canton et la grève finit par un échec. Le syndicat se retire alors de l'Union ouvrière et reste dirigé par des libertaires.

Le 1^{er} janvier 1908 entre en vigueur, pour les *typographes*, un tarif qui mentionne pour la dernière fois le travail aux pièces et qui, confirmant la journée de 9 heures en vigueur depuis quatorze ans, précise que la sortie des ateliers doit se faire le samedi et la veille des jours fériés à 5 heures de l'après-midi, ceci dès le 1^{er} avril 1905, par décision des autorités fédérales.

Pendant les *agents de la Police locale* avaient, eux, une journée de travail de 12 heures, une semaine de nuit sur deux, tous les deux dimanches 24 heures de service consécutif, un jour de congé par mois et des vacances allant selon les années de service de un jour à une semaine. Leur salaire était de 1,700 fr. Ils se constituèrent en Société des agents de la Police locale le 21 janvier 1903, malgré les difficultés rencontrées du fait que ni le chef du corps, ni le directeur de police n'admettaient un mouvement qualifié de révolutionnaire dans un corps de police organisé militairement. Le premier président fut Henri Burki. Aujourd'hui, la société groupe la totalité des membres du corps de police. Elle est affiliée à la Société suisse des fonctionnaires de police, possède une caisse au décès et une caisse maladie et est rattachée à l'Union ouvrière et au Cartel syndical neuchâtelois depuis 1922.

Le 10 avril 1910, après de longues délibérations, une scission qui s'était produite dans la Section des *employés des P. T. T.* prend fin à la suite de la création d'une coopérative d'achats et des bons rapports de service.

Le 1^{er} août, les *plâtriers-peintres* déclenchent une grève dont ils nous parlent en ces termes :

Le troisième jour, il était décidé de prélever 200 fr. à la Banque cantonale, pour secours de grève pour les hommes mariés qui toucheraient 2 fr. par jour et 50 ct. par enfant. Le camarade Borri est nommé président de séance. On apprend notamment que le photographe Moser a lâché son métier pour rendre service à Dessoulavy, qu'il sera rigoureusement boycotté et que « 5,000 piqûres d'aiguilles seront commandées ». Cette grève se terminait peu après par une convention qui établissait un salaire de 60 ct. à l'heure pour le plâtrier-peintre et 60 ct. pour le peintre colleur, à condition que ces ouvriers connaissent très bien leur métier. Cette convention dura jusqu'en 1912. En 1912 s'arrête notre narration...

Et dès lors en effet, jusqu'en 1917, nous assistons à une période relativement calme de la vie syndicale. En 1911, les *lithographes* revendiquent la semaine de 50 heures et obtiennent en fait celle de 51 h. 30 comprise dans une convention qui dès cette date lie patrons et ouvriers de la branche. En 1912, il se forme au sein du Syndicat des *typographes* un Club des conducteurs. Nous sommes à une époque de prospérité industrielle. Les salaires des horlogers sont relativement élevés pour l'époque. Les bas salaires du personnel à traitement fixe n'en ressortent que mieux. Et c'est ce qui pousse les *employés du tram* à s'organiser. Et comme le pittoresque ne manque presque jamais dans notre Chaux-de-Fonds, à leurs doléances s'ajoutait leur ressentiment à l'égard d'un chef contrôleur surnommé « Le Rail » à cause de sa raideur. Charles Schürch, alors président de l'Union ouvrière, mais encore ouvrier horloger, dut prendre jusqu'en 1918 la présidence qu'aucun des employés du tram ne voulait assumer. Les trams circulant jusqu'à 11 heures du soir, les assemblées avaient lieu de nuit, parfois jusqu'à 3 heures du matin, mais le syndicat obtint entre autres des nominations à des postes fixes depuis longtemps attendues.

La Commune ayant passé en 1912 à une majorité socialiste, les militants syndicalistes des *Services industriels* estiment le moment venu de faire reconnaître à leur tour le syndicat obligatoire, et c'est ainsi qu'en novembre 1912 il le devint pour tous les ouvriers de ces services. A ce moment, le Syndicat des employés de Commune se dissout pour donner naissance à deux groupements : le Syndicat des Services industriels, dirigé par Christian Brunner, et qui compte 131 membres, et le Syndicat des ouvriers des Travaux publics qui part dès le début de 1913 sous la présidence de Jules Dessaulles (jusqu'en 1918).

Le 1^{er} janvier 1913, les *typographes* voient la journée de 8 heures entrer en vigueur à l'Imprimerie Coopérative. En septembre de la même année, les *gainiers* réalisent la semaine anglaise en décidant de quitter eux-mêmes leur place et de la « ranger » le samedi à 11 h. 15, malgré les protestations patronales.

Et nous voici au début de la première guerre mondiale, période difficile : les allocations de renchérissement furent lentes à venir, nous disent les *employés du tram*, cependant que le Syndicat des *Services industriels* se loue au contraire de la compréhension du Conseil communal et peut recevoir en notre ville, en 1916, les délégués de sa fédération suisse. Les *menuisiers* rappellent que dans leur association les secours aux mobilisés partirent du 1^{er} septembre 1914 et furent fixés à 6 fr. par semaine, pour les célibataires à 4 fr., pendant neuf semaines, après quoi ces sommes étaient encore diminuées d'un franc. Dans la même association, vu l'état de la caisse, les secours de chômage furent supprimés de mai à novembre 1915.

C'est en 1916 surtout que l'augmentation du coût de la vie se fait sentir. Le Comité des *typographes* consacre 55 séances à cette question. En juillet, les *charpentiers* demandent aux *menuisiers* de s'unir pour aller trouver les patrons et leur demander une augmentation de salaire. L'année suivante, 1917, ils demandent 15 ct. d'augmentation et la journée de 9 h. 30. Les patrons proposent, par contre, une allocation de 20 fr. pour les ouvriers mariés et de 15 fr. pour les célibataires ; une grève du 10 au 19 mai se termine par la nomination d'un tribunal arbitral, mais en décembre il faut réclamer l'allocation de 20 fr. par mois. Une entrevue aboutit en outre à l'octroi d'une gratification de 5 fr. pour la fin de l'année et à une augmentation de 7 % à partir du 1^{er} janvier suivant.

En cette année 1917 encore, les *lithographes* obtiennent la semaine de 50 heures, soit le congé du samedi après midi, ainsi qu'une augmentation de 3 fr. par semaine. C'est en 1917 aussi, le 31 juillet, que le Syndicat des *plâtriers-peintres*, en veilleuse depuis 1912, se reforme dans une assemblée convoquée à l'Hôtel de Ville, à la demande de deux jeunes ouvriers, par Charles Schürch, président de l'Union ouvrière. Quelques jours après, l'adhésion à la Fédération centrale des plâtriers-peintres est

décidée et l'on discute déjà d'une nouvelle convention prévoyant 30 % d'augmentation et la fin de la journée à 5 heures. Voici au reste le récit de cette reprise d'activité :

Le 9 août, 81 peintres signaient leur adhésion à la fédération centrale et le comité propose de revendiquer les salaires minima de 91 ct. pour le peintre et de 97 ct. pour le plâtrier.

Le 5 septembre 1917, première entrevue avec les entrepreneurs. Les propositions ouvrières sont qualifiées d'exorbitantes. Pour les patrons, la convention de 1910 est toujours en vigueur et les délégations s'en reviennent rapporter devant les assemblées. Le jeudi 13 septembre, la grève éclatait.

Elle ne va pas sans grincements de dents. La discipline est bonne en général, mais les contremaitres entendent travailler et cette thèse est admise. Ici et là un ou deux collègues sont soupçonnés de travailler. Une entrevue à la Chambre du commerce ne donne aucun résultat. Après maintes entrevues, après treize jours de grève, une convention était remise en vigueur avec les salaires minima de 80 ct. pour le peintre, 85 ct. pour le peintre-colleur et 90 ct. pour le peintre-plâtrier.

Ce n'est que le 28 septembre que l'assemblée discute des secours de grève, soit après sa conclusion. Le président de la Fédération centrale des plâtriers-peintres qui assiste à l'assemblée déclare qu'il fera tout son possible pour nous faire avoir 100 ou 200 fr. plus nos frais payés. Je crois me rappeler que nous avons touché un secours journalier de 70 ct., du moins les célibataires. On peut mesurer ici combien les sacrifices étaient importants de la part des membres. Combien durent supporter des privations incontestables.

Le 28 juin 1918, les *menuisiers*, eux, renouvelaient leur convention et demandaient un salaire minimum de 1 fr. 10 et la semaine anglaise avec journée de 9 h. 30. Le 23 octobre, ils résiliaient pour le 1^{er} mai 1919 la convention en vigueur depuis 1911. La grève générale intervient. Elle n'est pas mentionnée dans les rapports ci-dessus de l'Union ouvrière et de la F. O. M. H. et ne nous est rappelée, chose curieuse, que par deux organisations : les *typographes*, qui participèrent une journée durant aux protestations et cortèges organisés en ville, et les ouvriers des *Services industriels* qui répondirent à l'appel de l'Union ouvrière et de l'Union syndicale et se mirent aux côtés de leurs camarades de l'industrie privée dont ils avaient senti l'appui en d'autres occasions. Le 19 décembre, ce dernier syndicat verse en outre une somme de 200 fr. à l'Union ouvrière pour secours de grève. Ce sont là les seules mentions que nous trouvions dans nos rapports de cette époque très agitée¹⁾. Les *employés des P. T. T.* font partir d'alors l'aboutissement de

¹⁾ Rappelons ici ce que nous disons dans notre note préliminaire à ce volume : c'est que nous n'avons pas prétendu faire œuvre véritable d'historien, mais que nous devons en général nous borner à utiliser les documents reçus. Voir aussi, sur la grève générale, pages 310 et 553.

la plupart de leurs revendications : journée de 8 heures, lois sur les salaires dans les postes, caisse de pensions invalidité et vieillesse, jours de repos, habillement, situation meilleure des remplaçants. Au point de vue local, il y eut amélioration dans le travail du dimanche et dans le service de distribution ; des commissions de bureau furent instituées pour collaborer avec les chefs à l'établissement des horaires et tours de service. L'affiliation à l'Union ouvrière et à l'Union du personnel fédéral fut décidée. Les assemblées comptèrent plus de 100 membres ; l'effectif dépassa 150 (152 en 1921) et l'association, qui participa à de nombreuses actions locales, nous rappelle entre autres les cortèges dont le bénéfice allait à la création d'un Hôpital d'enfants¹⁾. Des terrains de culture sont loués et l'on crée une Coopérative du bâtiment pour la construction de maisons familiales²⁾.

Ce n'est pas aux postes seulement que les conditions de travail vont dès lors s'améliorer. Dès fin 1918, les *lithographes* en effet bénéficient de la journée de 8 heures (ou semaine de 48 heures). Chez les *typographes*, il y eut une mise-bas d'un jour et demi en faveur des compositeurs à la machine qui revendiquent, eux, la semaine de 44 heures et l'obtiennent. Le Syndicat des typographes, ayant fusionné avec celui du Locle le 20 avril 1918, comptait à cette date une centaine de membres. A l'instar du Club des conducteurs de 1912, un Club des opérateurs se crée dans son sein en 1919, qui sera suivi en 1920 de celui des compositeurs à la main.

Et nous revenons aux *menuisiers* qui, après avoir, comme nous l'avons vu, résilié leur convention pour le 1^{er} mai 1919, décident le 8 mai de donner leurs huit jours ; le 17, une séance réunissant 60 membres organise la police de grève pour le lundi 19. Ils reprennent le travail le 3 juin après avoir eu gain de cause et obtenu 1 fr. 60 et 1 fr. 50 à l'heure. Dans ce même mois de mai, les *plâtriers-peintres* voient leurs salaires majorés également pour atteindre 1 fr. 50 et 1 fr. 40. Mais peu de mois après, le 27 février 1920, ils résilient leur convention et, dans la même séance, rejettent par un vote la fusion de la Fédération centrale des peintres avec les autres fédérations du bâtiment. Une nouvelle convention fut élaborée dans l'année

¹⁾ Voir page 587.

²⁾ Terrains achetés à prix réduit à la Commune, voir page 120.

1920, et le groupe des plâtriers-peintres nous déclare d'une façon fort pittoresque que « peu d'accouchements furent aussi laborieux ». Au reste, voici le récit qu'il nous en donne :

Les heures de travail sont longuement discutées. Un collègue qui propose d'en rester à 9 h. 30 se fait copieusement remettre à l'ordre. Les ouvriers maintiennent leurs premières revendications, soit la semaine de 48 heures et une augmentation modeste de 60 ct. à l'heure. Le 2 juillet, exactement à 10 h. 07 (on est précis cette fois), la grève est déclarée à une majorité écrasante. Une séance de conciliation n'aboutit à aucun résultat. Voici d'ailleurs les conclusions de cette séance :

« Par le fait de ne pas avoir oublié sa vague de baisse,
» Danchaud nous la répète encore une fois, mais cette fois
» Galli, lui faisant remarquer que la vague de baisse dont il
» prétend n'existe que dans des cerveaux malades, à ces
» paroles, ils restent bouches béantes (*sic*), et la séance est
» levée à 11 h. 30. »

La grève de 1920 est certainement celle qui fut la plus dure, spécialement du fait que la caisse était presque vide et que les secours seraient vite épuisés. Il fallait se débrouiller au mieux. On procède de façons diverses. Les uns deviennent maçons, d'autres quittent la localité, enfin ceux qui restent travaillent pour les Coopératives Réunies à un travail bien spécial. Une équipe travaille aux Éplatures à repindre les chars des Coopés et le reste se transforme en démolisseurs. Entendons-nous. L'immeuble actuel des laboratoires de la Pharmacie Coopérative était à reconstruire à la suite d'un bienheureux incendie. Les peintres entreprennent l'évacuation des parties fricassées. Il faut scier les poutres carbonisées, en faire des stères, séparer la ferraille qui sera vendue. A ce travail, les salopettes et les blouses blanches sont noires en quelques heures. Mais la gaieté est une règle chez ces lutteurs et tout se passe avec le sourire. Les peintres, devenus ramoneurs, maçons, marchands de ferraille, attendent stoïquement que les patrons veuillent bien les convoquer. Ce jeu dura six semaines et finalement nous obtenions les salaires minima, soit 1 fr. 80 et 1 fr. 90.

Dès 1920, la convention est signée de deux ans en deux ans. De 1917 à 1920, c'est la grande offensive ; de 1920 à nos jours, c'est la défensive opiniâtre. Une déflation sans merci frappe l'économie et les baisses de salaires sont à l'ordre du jour durant 16 ans.

La grève de 1920, dont on vient de lire le récit, provoqua la création d'une Coopérative des plâtriers-peintres qui finit par devenir « un lourd boulet à trainer » et qui disparut en 1924, la plupart de ceux qui furent aux responsabilités devenant patrons.

Leurs collègues, les *maçons*, seront moins heureux en ces années-là. Après avoir obtenu en 1919 la semaine de 48 heures, ils se voient lock-outés le 19 avril 1920 par les patrons qui veulent réintroduire la semaine de 55 heures. Le syndicat est trop faible pour empêcher les kroumirs de travailler et le 3 juin le travail reprend sur tous les chantiers mais avec la semaine

de 55 heures. Le syndicat est alors dissous. Il se reformera le 1^{er} juillet 1921 et quelques mois plus tard, en 1922, entrera dans la F. O. B. B.

En 1920 encore, l'organisation syndicale se fortifie dans le personnel communal. Les fonctionnaires constituent un syndicat et le 14 octobre 1920 se forme le *Cartel des salariés communaux*, avec un effectif de 346 membres (aujourd'hui 350) comprenant : les *Syndicats des employés* (63 membres), des *ouvriers des Services industriels* (150 membres), des *ouvriers des Travaux publics* (90 membres) et la *Société des agents de police* (43 membres). Les membres de chacun de ces quatre groupements abandonnent dès 1921 et pendant plusieurs années 1 % de leur salaire (soit au total, en 1921, 2,467 fr.) en faveur des chômeurs dans la détresse ¹⁾. Les ouvriers des *Services industriels*, invités par le Conseil communal à entrer dans la Caisse cantonale de retraite, rejettent cette proposition. Par la suite, cette erreur fut réparée.

* * *

La grande crise de chômage de 1921-1923 pèse sur l'activité syndicale. Les *employés de tram*, qui le 1^{er} janvier 1921 ont adhéré à l'Union romande des employés de tram et par elle à la Fédération suisse des cheminots, évitent, grâce à plusieurs démarches de leur association, de trop fortes baisses de salaires en obtenant que la Commune double sa subvention de 7,000 fr. au tramway. Les *plâtriers-peintres*, une première fois, n'évitent une baisse de salaires — les patrons ayant résilié la convention — que par une grève qui commence le 25 août 1922 et dure quelques jours. La même année apporte aux typographes ce que leur rapporteur appelle « le coup le plus dur que notre section eut à enregistrer en fait de mouvement de salaire ». En voici le récit :

Les patrons lock-outèrent tous les typographes de la place lors du renouvellement de la Convention nationale, ensuite du refus opposé le 30 novembre par le personnel des grandes imprimeries de faire du travail pour des maisons en grève de Lausanne et Genève. Une soixantaine de nos collègues furent jetés sur le pavé. Deux imprimeries, la Coopérative en particulier, travaillaient, ayant signé le tarif. Pour pouvoir mieux soutenir leurs camarades de lutte, les typographes autorisés à travailler payaient une cotisation hebdomadaire de 25 francs ! Ce fut lors de ce lock-out que la classe ouvrière, grâce à l'appui de l'Union ouvrière locale, eut l'occasion de manifester pratiquement ses principes d'entraide. Une fanfare typogra-

¹⁾ Voir page 612.

phique, forte de 25 musiciens, fut constituée à cette occasion. Deux cortèges furent organisés à La Chaux-de-Fonds et un au Locle. Après quinze jours de lock-out, les ateliers furent réintégrés, notre section ayant une fois de plus gagné sa bataille économique. Et le contrat collectif de 1923-1924 apportera le droit aux vacances : trois jours après une année de présence dans un atelier et six jours après trois ans de présence.

Cependant, la semaine de 48 heures est de plus en plus menacée et nous voyons le *Cartel des salariés communaux* verser, le 4 février 1924, au Comité d'action pour la votation du 17 février sur cette question précisément, la somme de 400 fr. Le même cartel étend au loin ses préoccupations et le sens de la collaboration ouvrière puisqu'il verse, en 1926, 150 fr. pour les mineurs anglais lock-outés ; il n'oublie pas non plus les détreesses proches puisque la même année il attribue 1,150 fr. aux sinistrés du cyclone qui ravagea nos environs ¹⁾. En 1927, nous relevons deux dons de 500 fr. du Syndicat des *Services industriels* aux grévistes de la Marvin ²⁾. En tout temps d'ailleurs, les dons des sections syndicales sont nombreux ; nous ne pouvons les citer tous, mais cet aspect de leur vie devait être mentionné aussi, et ceux auxquels on pense sans cesse, ce sont les chômeurs — en particulier par des dons au Noël des enfants de chômeurs ³⁾ — auxquels s'ajoutent dès 1939 les mobilisés. Les *postiers*, par exemple, verseront en 1933 5,000 fr. en faveur des chômeurs à l'Office du chômage de notre ville.

Nous nous sommes approchés ainsi des années récentes. Retraçons encore rapidement quelques faits glanés dans notre documentation :

En 1926, les *postiers* organisent en notre ville l'assemblée des délégués de leur fédération. En 1928, ils fusionnent sur le plan fédéral avec les ouvriers du télégraphe et du téléphone, et dès 1932 la section de notre ville ne fait plus qu'une section avec celle du Locle. L'effectif monte alors à 202 membres. Le travail du comité, celui du secrétaire en particulier, s'accroît sans cesse ; en 1933, sans compter les circulaires, il reçoit 304 lettres et en expédie 467. Mais les résultats sont là aussi : le plus remarquable concerne le salaire du personnel remplaçant

¹⁾ Voir pages 62, 292, 300 et 591.

²⁾ Ce mouvement fait partie de la défense des salaires dans l'horlogerie. Il est hors de notre cadre et se trouverait lié à une étude considérable, qu'il faudrait faire un jour, des crises dans notre industrie principale dans la période qui sépare les deux guerres. Voir pages 238 et suivantes.

³⁾ Voir page 439.

et surnuméraire qui arrivait à n'atteindre parfois que 20 fr. par mois pour le service du dimanche matin au bureau des lettres. Après de longues démarches, un minimum de 21 jours de salaire fut assuré à ces surnuméraires.

En 1928, les salaires sont aussi stabilisés au *tramway* et le 1^{er} janvier 1929 une modeste caisse de pensions est mise en vigueur. Les *maçons et manœuvres*, après des pourparlers entamés en 1927, établissent une convention qui part du 1^{er} juillet 1928 et fixe le travail hebdomadaire à 55 heures. Chez les *plâtriers-peintres*, les grèves se succèdent, car les patrons, en 1924, ont proposé une baisse immédiate de 10 ct. et de 10 ct. supplémentaires pour l'année suivante. Leur action en protège les ouvriers. En 1930, 1932, 1934, ce sera à trois reprises les mêmes propositions de baisse, les mêmes grèves et la même victoire.

Et nous arrivons dans les dures années où les organisations syndicales — à côté des pouvoirs publics — vont battre tous les records dans le versement des indemnités de chômage ; ce n'est pas l'horlogerie seulement qui souffre de la crise de 1932 à 1936. Durant quatre ans, le caissier de la seule section des *lithographes* (40 membres) verse à des chômeurs une somme allant de 801 fr. à 6,515 fr. *par trimestre* ! Les secours de chômage chez les *gainiers-relieurs* atteignent 30,000 fr. par année. La *F. O. B. B.* verse 219,784 fr. 65 en 1932 contre 82,841 fr. en 1930. Dans les années 1934 à 1936, le Syndicat des *employés du tram* concentre son activité sur la défense des salaires sans pouvoir éviter une baisse. Mais il prend le problème « par un autre bout » ; sur son initiative et grâce à la compréhension du Conseil communal, un Comité d'action pour le prolongement de la ligne de la Charrière réalise ce prolongement jusqu'au Parc des Sports (1936-1937¹⁾). Il appuie d'autre part, en 1936, les démarches entreprises par le conseiller communal C. Brandt auprès de l'Association des propriétaires pour les faire renoncer, en faveur du tramway, à une « ristourne » de l'assurance incendie ; cette action rapporte près de 11,000 fr. qui ne seront pas pris sur les salaires. Dans l'horlogerie et la mécanique, de nombreux cours pour chômeurs avaient été organisés sous le patronage du Technicum²⁾). Les *menuisiers*, eux aussi, en organisent un qui débute le 11 janvier 1937 et apprendra le polissage aux jeunes ouvriers.

¹⁾ Voir pages 185-186.

²⁾ Voir pages 351, 365-366, 379-380, 391.

Une des conséquences de la crise fut la baisse des salaires des employés des pouvoirs publics. Les *postiers* nous rappellent que ces baisses allèrent jusqu'à 15 % et qu'elles furent accompagnées d'économies, pénibles pour les intéressés, sur les indemnités spéciales (service de nuit ou d'ambulant, pièces d'uniforme).

Aux années économiquement les plus sombres succèdent les bruits de guerre. Les souffrances causées par la guerre civile en Espagne soulèvent une vague d'actions de secours dont nous trouvons un écho dans les comptes du Cartel des salariés communaux, par exemple par deux versements en faveur de la Centrale sanitaire et de l'Aide aux enfants.

Et nous voici, pour ainsi dire, dans l'actualité. Traçons un rapide tableau des préoccupations que mentionnent toutes les sections dont nous avons vu la vie si diverse :

Dans l'*industrie du bois*, une convention pour les ébénistes, signée en 1937, a été suivie dès le 1^{er} mai 1938 par l'étude d'une nouvelle convention groupant menuisiers, ébénistes, charpentiers et scieurs (effectif total le 9 avril 1939 : 134) ; elle est signée le 9 juin 1939 entre les fédérations centrales et assure des salaires de 1 fr. 50 pour les ébénistes et de 1 fr. 55 pour les autres catégories ; les machinistes-toupilleurs ont 10 ct. de plus que les ébénistes ; elle prévoit également un barème de vacances payées, trois jours au maximum. Le 15 décembre 1939, les ouvriers du bois fêtent leurs vieux membres par une remise de plaquettes à l'occasion du 70^e anniversaire du syndicat. Puis ce sont deux augmentations de 5 ct. à l'heure le 6 mai 1940 et le 1^{er} juillet 1941, car le coût de la vie augmente. Le 8 octobre 1941, une commission paritaire se réunit pour examiner les questions des vacances, de nouvelles augmentations et d'un contrat cantonal. Le 22 décembre 1941, une entrevue avec l'Office de conciliation, prévu dans la convention, apporte une nouvelle augmentation de 10 ct. avec effet rétroactif dès le 5 décembre. Le 1^{er} novembre 1942, nouvelle augmentation de 5 ct. et le 1^{er} juin 1943 de 10 ct. En 1943, le projet de contrat cantonal est toujours à l'étude.

Les *maçons et manœuvres*, qui étaient 150 en 1928 et 260 en 1929, signent, en 1939, une nouvelle convention qui prévoit une augmentation de 5 ct. à l'heure sur celle de 1928. Ils sont 240 en 1940 et 230 en 1943.

Enfin, tirons des statistiques de l'ensemble de la F. O. B. B., qui réunit le 1^{er} janvier 1943, 518 membres, ces chiffres éloquentes : de 1931 à la fin du premier semestre 1943, il a été payé en secours de chômage 1,871,239 fr. 21, en secours maladie 56,102 fr., en secours de grèves et représailles 30,313 fr. 05 (dont 29,579 fr. 05 pour la seule année 1935), en secours nécessité 9,658 fr. et en indemnité au décès 2,420 fr.

Passons à l'imprimerie. Les *typographes* se trouvent à l'avant-garde des fédérations syndicales sur le terrain mutualiste ; c'est aussi qu'ils payent une cotisation hebdomadaire de 7 fr. 50 au lieu des 25 ct. de 1874 ! Les *lithographes*, qui ont, en 1939, avec l'aide du patronat, secouru les familles de leurs membres mobilisés, sont heureux d'avoir rencontré depuis 1941 l'appui bienveillant de leurs employeurs des quatre maisons d'arts graphiques dans les diverses assemblées qu'ils ont consacrées à l'adaptation des salaires au coût de la vie.

Les *gainiers-relieurs*, qui par un effort continu de propagande, ont atteint en 1938 un maximum de 117 membres, n'en comptent plus que 87 aujourd'hui, plusieurs membres ayant, en 1940, repris leur ancienne profession et d'autres ayant quitté la localité. En 1942, ce syndicat élabore un contrat collectif fort difficile à mettre sur pied du fait de la variété des entreprises et de la diversité des branches assimilées. La section prend congé la même année d'Adolphe Grädel ¹⁾ qui l'avait présidée pendant quinze ans et qui est appelé à Berne à d'autres fonctions syndicales.

Quant aux postes, la Société suisse des *fonctionnaires postaux* travaille la main dans la main avec les organisations syndicales de tout le pays et la *Section des employés des P. T. T.* compte 174 membres et possède un comité où les jeunes sont largement représentés et bien décidés à suivre les traces de leurs aînés. La caisse au décès qu'ils ont instituée verse 500 fr. aux héritiers directs. Et les lois qui protègent leur activité et les assurent contre la vieillesse et l'invalidité sont acquises.

Les *salariés communaux* sont syndiqués à 100 %, y compris les agents de police. L'effectif total du cartel était au 1^{er} octobre 1943 de 350 membres. Les caisses de maladie fonctionnent pour ceux qui ont épuisé les secours de la Commune. Et les

¹⁾ Voir pages 418-419.

dons divers des sections, comme ceux du cartel, témoignent toujours de la même générosité.

Enfin, au *tram*, les fortes baisses de salaires appliquées depuis 1935 ont été supprimées en trois étapes, et les allocations de renchérissement suivent raisonnablement la courbe de la vie chère.



Quel chemin parcouru par toutes ces organisations depuis l'époque héroïque de la création ! Le sens de l'administration a succédé à l'esprit hardi des origines. La couleur de la vie syndicale a changé incontestablement. Si le fond reste le même, l'histoire de ces cinquante dernières années a apporté de considérables modifications dans cet aspect de la vie chaux-de-fonnière. Ces modifications, nous espérons les avoir fait sentir à travers le choix un peu hétéroclite des détails qui nous ont été fournis et que nous avons réunis. Nous avons cherché à les rendre sans cesse avec le plus d'exactitude et le plus de vie possible, persuadé que ce volume devait refléter, selon leurs propres indications, le caractère et les aspirations de tous ceux qui travaillent dans notre Chaux-de-Fonds.

La Société suisse des commerçants

Tandis qu'une première société de « jeunes commerçants » connut une existence éphémère de 1866 à 1871, la société actuelle date de 1879. Sur 57 citoyens ayant donné leur adhésion de principe, 42 assistèrent à l'assemblée constitutive tenue le 4 février 1879 à l'Hôtel de ville. La présidence en était assumée par M. Henri Lehmann qui devint l'un de nos bons avocats neuchâtelois. Une deuxième assemblée générale de la nouvelle société de « jeunes commerçants » eut lieu le 27 février 1879 au Café Schneider, à la rue de l'Industrie 11. Elle ratifia les statuts en y ajoutant l'article suivant : « Chaque membre est tenu de suivre au moins un cours ». Cette obligation caractérise bien le but premier de l'association à cette époque.

L'entrée de notre société chaux-de-fonnière dans le giron fédéral eut lieu en deux temps, comme sa fondation. Sous la présidence de M. Henri Waegeli, membre particulièrement dévoué, la décision fut prise en 1880 de se rattacher à la société centrale. Retrait en 1882. C'est en 1894 seulement que la Société des jeunes commerçants de La Chaux-de-Fonds devint définitivement une section de la Société suisse des commerçants et qu'elle porta désormais officiellement cette désignation.

De son premier local à la rue de l'Industrie, la jeune société se transporta successivement et au cours de tribulations diverses, en 1880, à la rue de Grenier 8, où se trouvait le Cercle du Commerce ; en février 1883, dans un local attenant à la Brasserie Muller ; le 1^{er} octobre 1883, à la rue de la Promenade 6, maison Mairot ; à fin 1893, à la rue de la Serre 49, puis à l'Hôtel de l'Aigle, place de l'Hôtel-de-Ville ; au Café Prêtre ; en 1903, à l'Hôtel du Guillaume-Tell ; en 1910, à la rue Jaquet-Droz 10 ; en 1916, rue Daniel-Jeanrichard 43. Enfin, l'un de nos membres, qui depuis plus de quarante ans a fait preuve d'un dévouement inlassable en faveur de la S. s. d. C. et dont les initiatives heureuses ne se comptent plus, se mit dans l'idée d'installer la société dans ses meubles. Il s'agit de M. Georges Wuthier, auquel effectivement on doit l'heureux achat, en 1924, de l'immeuble Parc 69 et l'aménagement des confortables locaux encore utilisés actuellement.

Les membres de la Société des jeunes commerçants se retrouvaient chaque semaine pour discuter divers thèmes commerciaux, juridiques et sociaux. Les sujets étaient introduits par les sociétaires les plus qualifiés. Une bibliothèque fut constituée.

Toutefois cette activité devait rapidement s'étendre à d'autres domaines : domaine récréatif par la création de nombreux clubs et sous-sections et surtout domaine de la prévoyance sociale et de la politique professionnelle.

Le cadre restreint du présent exposé ne permet pas de commenter les événements sans nombre qui marquèrent cette période de plus de soixante années. Nous devons nous borner à énumérer quelques dates saillantes :

- 1894 L'effectif des membres se monte à 91, membres passifs non compris.
- 1904 Jubilé auquel assistèrent 15 des 57 membres fondateurs.
- 1907 Ouverture d'une succursale du Service de placement confiée à M. Eugène Frandelle.
- 1914 Assemblée des délégués suisses. M^e Alphonse Blanc, notaire, membre d'honneur, présidait le Comité d'organisation, tandis que la présidence de l'assemblée elle-même était confiée à M. Gottfried Scharpf, ancien président de la section et professeur. Six membres fondateurs purent encore participer à cette assemblée. La section comptait alors 200 membres environ.
- 1929 La société, présidée par M. Maurice Magnin et comptant 790 membres, fête son cinquantenaire. L'organisation est de nouveau confiée à M^e Alphonse Blanc, notaire, ancien président.
- 1932 1^{er} juillet. Ouverture d'un secrétariat permanent. Effectif de 856 membres.
- 1938 21 et 22 mai, nouvelle assemblée des délégués, dont le Comité d'organisation était présidé cette fois-ci par M. Georges Wuthier, qui reçut à cette occasion l'honorariat central. Le dernier membre fondateur de la société, M. Antoine Winterfeld, y fut fêté. — A la fin de cette même année, l'effectif de la société atteignait 1,000 membres.

La question de la formation professionnelle qui dès le début préoccupa la Société des commerçants prit rapidement une

importance nécessitant une organisation et une administration particulières.

En 1900, les cours sont confiés à une commission spéciale avec, à sa tête, M. Charles Jeanneret.

- 1904 Il n'y avait toutefois encore à cette époque que treize cours organisés et le budget ascendait à 2,500 fr. environ.
- 1906 Introduction, non sans provoquer de vives oppositions, de quelques cours facultatifs de jour pour apprentis.
- 1907 Admission des demoiselles aux cours.
- 1908 Premiers examens en notre ville pour apprentis de commerce, organisés en collaboration avec l'Inspectorat des apprentissages.
- 1910 Appui financier du Canton et de la Commune. — L'enseignement aux apprentis de commerce est officiellement confié à nos sections. Les examens de fin d'apprentissage deviennent obligatoires. Les apprentis doivent suivre quelques cours de jour.
- 1929 Alors âgée de cinquante ans, la société organise 46 cours, dont 12 de jour, fréquentés par 308 élèves. Budget, 24,000 fr. environ.
- 1934 Tous les cours obligatoires pour apprentis doivent se donner pendant la journée. Il s'ensuit la création d'une véritable école. A ce moment, 262 élèves suivent les cours dont il se donne 36 heures hebdomadaires de jour et 48 heures le soir. Les frais augmentent, le budget dépasse 26,000 fr.

Comme on le voit, dans ce domaine de la formation professionnelle, l'initiative privée a de loin devancé l'organisation officielle. Dès les premières années de sa fondation, la société offrit des cours à ses membres. Bon nombre d'entre eux étaient donnés gratuitement. C'est en 1893 seulement qu'un premier et modeste subside de 300 fr. fut versé par la Confédération, ce qui permit d'ouvrir quelques cours nouveaux et de constituer, en 1894, 13 classes comptant chacune 5 à 10 inscriptions. Il était normal qu'après avoir fait œuvre de pionnier et y avoir consacré des sommes de travail et de dévouement considérables, la Société des commerçants soit définitivement désignée pour organiser l'enseignement et les examens aux apprentis de com-

merce. A l'heure actuelle, l'école compte 434 élèves suivant presque tous plusieurs cours. Il se donne 64 heures de cours de jour et une soixantaine d'heures de cours du soir par semaine. Le budget ascende à 37,000 fr. Assurer la bonne marche de cet organisme n'alla pas toujours sans peine. Les plus gros soucis furent en général d'ordre financier. Les subventions des pouvoirs publics n'atteignent de loin pas, en effet, les sacrifices qui seraient nécessaires s'il s'agissait d'une administration publique. Il a été suppléé à ce manque de moyens financiers par des dévouements et des sommes de travail bénévole dont on ne peut que difficilement se rendre compte.

Des sociétaires dont les noms figurent déjà dans les rôles du début du siècle collaborent encore aujourd'hui activement à nos cours. Citons M. P. Lemrich, encore professeur plein d'enthousiasme ; M. Charles Jeanneret, un des premiers présidents de la Commission des cours, actuellement encore membre du comité et président du Cercle des comptables ; MM. E. Etienne, G. Wuthier, J. Chapuy, J. Benguerel, encore toujours membres de la Commission d'école.

Dans le domaine récréatif, les archives de la société signalent dès les premières années la création de sous-sections de chant, orchestre (1880), gymnastique (1886), etc. Tous ces clubs connurent des fortunes diverses et se sont maintenus ou renouvelés constamment.

En 1928 a été fondé le Club littéraire actuel qui, sous la direction de M. Marius Manghera, s'est créé une solide réputation en notre ville¹⁾. Depuis 1936, un « Groupe de jeunes » déploie une activité indépendante et témoigne d'une remarquable vitalité.

En fait de prévoyance sociale, la société, dès son début, chercha aussi à offrir certaines sécurités à ses membres, en cas de maladie, chômage, etc. Toutefois, difficilement réalisable sur le terrain local, le problème trouva sa solution dans le cadre de la société suisse, par la création de caisses centrales. A l'heure actuelle, les membres de la S. s. d. C. sont au bénéfice d'une série d'institutions de prévoyance éprouvées et fort avantageuses : caisses chômage, maladie, vieillesse et invalidité, cautionnement, secours pour employés âgés, prévoyance et

¹⁾ Voir pages 434-435.

épargne. Son Service de placement, organisé sur une base paritaire, est de plus en plus apprécié. En 1921, la S. s. d. C. vient déjà en aide à ses sociétaires chômeurs, bien qu'aucune loi cantonale ne fût encore sur pied. Il existe, en outre, un Groupe d'épargne local, prospère, datant de 1893.

De tout temps, la S. s. d. C. mena une politique sociale progressiste et avisée. Les employés lui sont redevables de nombreuses améliorations dans le domaine des salaires, durée du travail, heures supplémentaires, vacances, élimination de la profession des éléments non qualifiés, etc. Le personnel vendeur également bénéficie de son action bienfaisante dans les mêmes domaines et lui doit entre autres la fermeture des magasins à 17 heures le samedi, les lundis de fêtes, etc. Cette politique a toujours cherché à être une politique de collaboration et de conciliation. Aussi la S. s. d. C. entretient-elle les meilleures relations tant avec les autorités qu'avec le monde patronal.

A cette heure, avec ses 1,200 membres actifs et 200 membres passifs environ, et par les nombreux domaines auxquels elle touche, la S. s. d. C. est devenue l'une des institutions ayant sa place bien marquée dans notre vie locale, et peut être considérée comme l'une de nos principales sociétés d'utilité publique.

A. Faure-Bulle.

L'Union des techniciens

L'Union suisse des techniciens (U. S. T.) est une association professionnelle groupant tous les techniciens diplômés.

Jusqu'en 1942, il n'y avait pas de section en notre ville ; les trois ou quatre membres intéressés à cette union étaient rattachés à la Section du Locle qui avait déjà de nombreuses années d'existence. Au cours de l'année 1942, ces membres isolés de notre ville se demandèrent pourquoi, à La Chaux-de-Fonds, il ne pouvait y avoir place également pour une section qui aurait comme toutes ses sections sœurs de la Suisse une activité autonome. C'est alors, le 2 septembre 1942, avec l'appui de quelques autres techniciens de la ville, recrutés durant l'été, que ces pionniers convoquèrent en une assemblée de dissolution la Section du Locle, assemblée qui s'est déroulée à mi-chemin des deux villes, c'est-à-dire au Crêt-du-Loche. Ce ne fut pas

une petite affaire que de se séparer des collègues loclois, ceux-ci ne voyant pas d'un bon œil la formation d'une nouvelle section dans une ville si proche de la leur. Malgré tous les arguments énumérés, la décision prise resta inchangée et les Loclois durent s'incliner devant une ferme volonté.

L'U. S. T., Section La Chaux-de-Fonds, était née.

Depuis ce jour, la Section de notre ville a commencé son activité locale. Son but étant d'instruire, et d'étendre les connaissances techniques de ses membres, il était en premier lieu nécessaire d'organiser des visites d'installations (Grands Moulins, poste de D. A. P., Usines des Moyats et de Combe-Garot, Technicum du Locle, diverses usines, ateliers des C. F. F. à Yverdon, etc.) et des conférences (sur les microphones, la radio, les moyens de communication, la chimie industrielle, les câbles, etc.).

Le 12 février 1943, deux membres de l'U. S. T. sont assermentés comme juges aux Conseils de Prud'hommes. Le 6 octobre de la même année, deux membres de l'U. S. T. sont reçus membres du Bureau du Technicum neuchâtelois.

En février-mars 1944, un cours est organisé sur le sujet : « Organisation industrielle, calculation, prix de revient et temps d'usinage ».

L'U. S. T., Section La Chaux-de-Fonds, compte 60 membres actifs plus 12 membres passifs, alors qu'elle était partie avec une dizaine de membres.

Albert Favre.

Les Banques

Dans l'espace d'un demi-siècle, les établissements bancaires de notre ville ont eu leur part de changements. On constate l'évolution de certains d'entre eux et la disparition d'autres ; ces faits semblent assez intimement liés à la marche de l'industrie de la région.

En 1893, le nombre des banques privées était plus élevé que celui des grandes banques. En effet, la Ville de La Chaux-de-Fonds comptait alors la *Banque Commerciale Neuchâteloise*, devenue en 1907 succursale de la *Banque Nationale Suisse*, dans le même immeuble.

La *Banque Cantonale Neuchâteloise*, située alors rue Léopold-Robert 22, fut transférée ensuite à la rue du Marché 6 ; elle a pris possession de son nouvel hôtel en 1927.

La *Banque Fédérale S. A.* a ouvert sa succursale à La Chaux-de-Fonds en 1874.

Ces trois établissements étaient d'abord des banques d'émission, c'est-à-dire que des billets de banque à leur nom étaient en circulation. Dès 1907, ce droit d'émission fut réservé exclusivement à la *Banque Nationale Suisse*. Les premiers billets établis, sur les mêmes vignettes, ont été estampillés d'une rosace rouge à l'angle gauche, en haut, sur le recto.

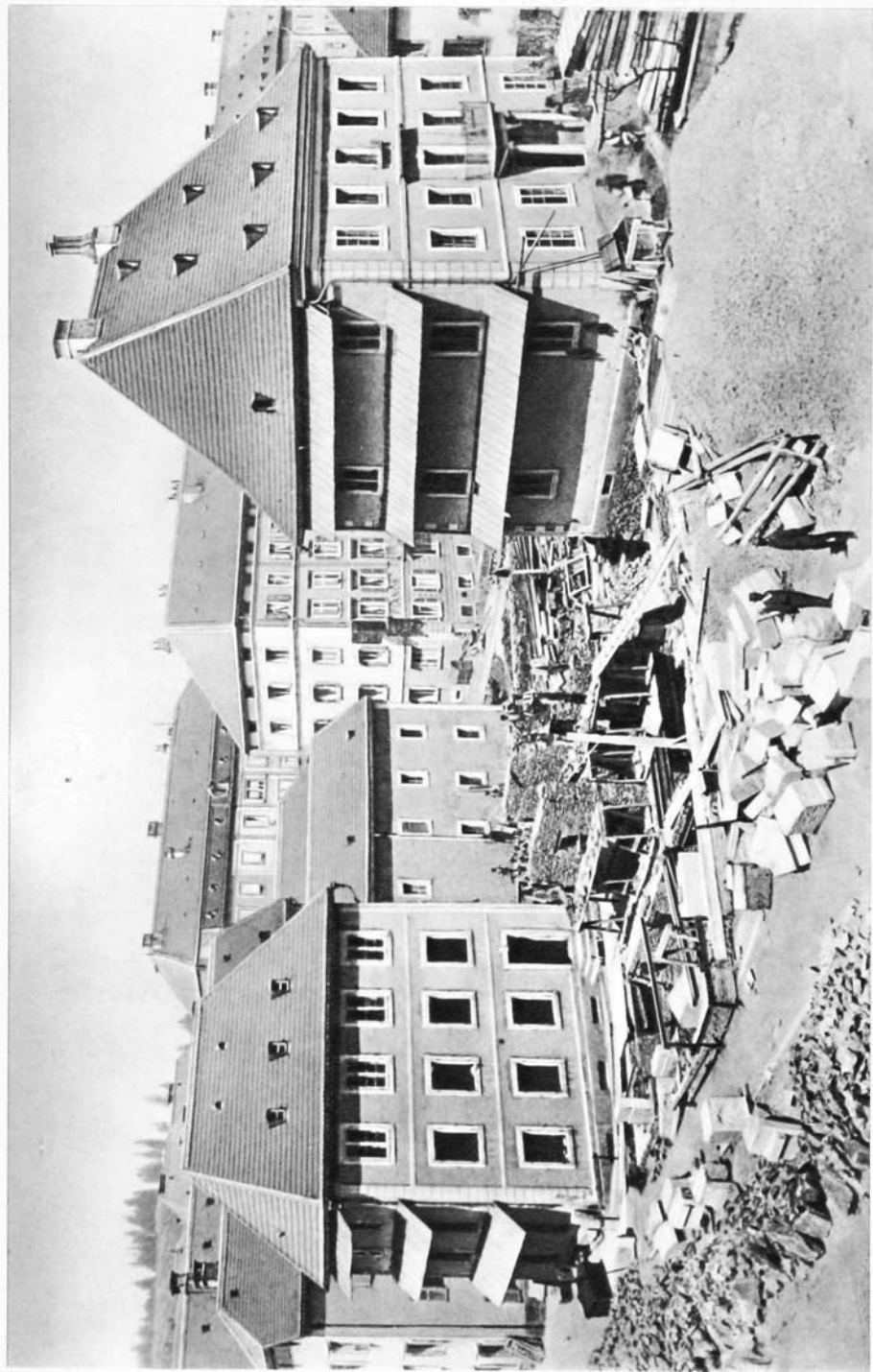
Parmi les banques privées, plusieurs d'entre elles ont été reprises, entre autres la *Banque Reutter & C^{ie}*, par la *Société de Banque Suisse*, en 1918. Ce dernier établissement a également absorbé la *Banque Pury & C^{ie}*, à Neuchâtel et, en 1920, la succursale de cette banque en notre ville.

En 1920 également, nous notons la fusion de la *Banque H. Rieckel & C^{ie}* avec l'*Union de Banques Suisses*.

Les Banques *Perret & C^{ie}*, *Julien Robert & C^{ie}*, *Sandoz-Vissaula*, *Guinand & Paul-Frédéric Courvoisier*, qui existaient en 1893, ont disparu depuis lors.

Le métier n'est pas sans risque ; en revanche, pour le public, la modification progressive de la structure des banques de la place a eu pour heureux résultat de lui assurer le maximum de sécurité possible dans toutes les transactions bancaires.

A. von der Weid.



La Chaux-de-Fonds, futur chésal de l'Hôtel Central (magasins Au Printemps), travaux commencés en 1894.

La Caisse de crédit agricole (Système Raiffeisen)

Servir l'intérêt général dans le cadre de la famille et de la commune en donnant la possibilité aux petits et aux faibles d'améliorer leur situation par la mise en valeur de l'effort personnel et de l'entraide a été le grand but que s'est assigné le philanthrope Frédéric-Guillaume Raiffeisen et qu'a repris son disciple, le curé Traber, le pionnier raiffeiseniste suisse.

Le 1^{er} janvier 1900 était fondée la première Caisse Raiffeisen suisse.

Au 31 décembre 1943, 753 caisses locales étaient réparties sur tout le territoire suisse, dont 24 dans le canton de Neuchâtel.

La somme globale des bilans de ces 753 caisses atteint 600 millions.

La première caisse neuchâteloise, celle de La Chaux-de-Fonds, fut fondée en 1929¹⁾.

Si le canton de Neuchâtel resta pendant 30 ans à l'écart du mouvement Raiffeisen suisse, un de ses grands hommes, Numa Droz, fut, chose curieuse, un des premiers précurseurs de ce mouvement.

En 1883, avant que le conseiller d'Etat bernois de Steiger s'employât à lancer les Caisses Raiffeisen dans notre pays, Numa Droz publiait sur la crise agricole une remarquable étude qui eut à l'époque un grand retentissement. L'éminent magistrat arrivait à la conclusion que les deux éléments primordiaux du progrès de l'agriculture ne pouvaient être que l'initiative individuelle et l'action coopérative.

Ces deux grands principes constituent aujourd'hui encore la base de l'activité des Caisses Raiffeisen suisses constituées le 25 septembre 1902 en Union Suisse des Caisses de Crédit Mutuel, système Raiffeisen, avec siège central à Saint-Gall.

Les quelques chiffres ci-dessous illustreront le développement de la Caisse Raiffeisen de La Chaux-de-Fonds :

Année	Nombre de membres	Montant des dépôts	Mouvement général
1930	23	18,000.—	93,000.—
1940	62	57,000.—	239,000.—
1943	75	108,000.—	615,000.—

¹⁾ Voir plus bas, page 292.

Toutes les Caisses Raiffeisen suisses sont des sociétés coopératives à *garantie mutuelle illimitée*. N'est-ce pas à ce principe que doit être imputé le fait remarquable qu'aucun déposant n'a jamais perdu un sou dans une Caisse Raiffeisen suisse ?

On ne peut mieux souligner l'importance du mouvement Raiffeisen au sein de notre économie nationale qu'en rapportant la déclaration ci-après du président de notre Banque Nationale :

« L'armature financière saine ne se concevrait plus aujourd'hui sans l'Union Suisse des Caisses de Crédit Mutuel Raiffeisen et ses caisses locales. »

A. Pettavel.

La Société d'agriculture

Fondée le 11 septembre 1867, la Société d'agriculture du district de La Chaux-de-Fonds est la plus ancienne du canton. Son activité a toujours rayonné au-delà des limites de la Commune de La Chaux-de-Fonds. Ses premiers statuts lui assignèrent comme mission de développer l'élevage et le commerce des bestiaux. Les amis de l'agriculture peuvent également être reçus membres de la société.

Le 7 mars 1868, le comité provisoire prend l'initiative de foires de bétail à La Chaux-de-Fonds. La Municipalité alloue à la société une subvention de 500 fr. pour l'aménagement du champ de foire qui existe encore aujourd'hui sur la place de l'Ours. C'est la société qui élabore un règlement des foires.

Le 19 octobre 1869, la société propose à ses membres l'étude des problèmes suivants :

1. La création d'une fromagerie ou laiterie dans le district.
2. La création d'un Syndicat d'élevage bovin.
3. L'achat de bonnes semences à des prix raisonnables.

La question du sel à prix bas occupe la société au cours de l'année 1870 et en 1871 les membres de la société offrent gratuitement des semences aux régions françaises ravagées par la guerre franco-allemande. M. Jules Soguel, le premier en date des présidents de la société, passe le gouvernail à M. Numa Girard en 1875.

Deux cent trente-deux pièces participent au concours de 1876 et on compte 55 sujets sur le champ de foire. La Municipalité

de La Chaux-de-Fonds décide d'allouer à la société une subvention annuelle de 400 fr. pour récompenser les propriétaires des meilleurs taureaux. La question des vidanges occupe la société qui prend la défense des petits agriculteurs dont les intérêts sont lésés au profit des gros paysans.

En 1880-81 la société groupe 381 membres ; son capital social s'élève à 4,056 fr. M. Louis Gaillard est nommé président. La construction de la voie ferrée Le Locle-Morteau-Besançon intéresse la société qui en espère une extension des marchés de bestiaux. — L'étalon « Unique », de premier choix et de race anglo-normande, est stationné à La Chaux-de-Fonds. Il figure au concours de 1881 avec 9 juments suitées. Douze agriculteurs participent l'année suivante au premier concours de fermes organisé par la société.

Par la suite, la société achète, dans le Simmental, quelques reproducteurs de choix. Elle achète également des semences de blé, d'avoine, de seigle, d'orge, de graminées, des semenceaux de pommes de terre et des engrais chimiques. Elle renonce en 1897 à l'achat de taureaux, mais elle alloue des subsides aux agriculteurs qui sont propriétaires des meilleurs sujets.

En 1899, la Fédération suisse des sociétés d'agriculture de la Suisse romande tient ses assises à La Chaux-de-Fonds.

La société organise en 1902 un concours de bétail gras ; 21 bœufs, 12 vaches et 2 génisses sont primés. Elle fait de nouveau l'achat de paille, d'engrais et de diverses denrées, dont le poids total se monte à 120,000 kg. et la valeur à 10,500 fr. L'année suivante, elle vote un crédit de 800 fr. en faveur de l'organisation d'un concours englobant les produits du sol et les élèves bovins.

En 1909-10, la société souscrit une part sociale en faveur de la création d'une laiterie agricole à La Chaux-de-Fonds. La question des taupes occupe la société. Pour lutter contre ce fléau, la Commune alloue pour la première fois en 1910 un subside de 300 fr. à la société, à condition qu'elle en fasse autant. Plus de 5,000 taupes et mulots sont capturés dans le sud et le sud-est du territoire.

La Laiterie agricole est liquidée en 1912-13. La société perd le montant de sa part sociale, soit 500 fr. Elle déplore le décès de son président, M. Charles Vieille-Schilt, qui dirigea ses

destinées pendant un quart de siècle. M. Ali Vuille lui succède en 1913.

Dès leur ouverture, les hostilités de 1914-18 entravent l'activité de la société. Des problèmes à l'étude doivent être renvoyés à des temps meilleurs. Le comité poursuit néanmoins l'étude d'une caisse d'assurance contre la mortalité du bétail et d'une caisse de crédit mutuel, système Raiffeisen. La société patronne la fondation du Syndicat d'élevage bovin de la race tachetée rouge et blanche. En 1917, la commémoration du cinquantenaire de la société se borne à un modeste banquet à l'issue d'un concours de jeune bétail. La collecte organisée en faveur des chômeurs produit la somme de 1,100 fr. La Société d'aviculture et d'ornithologie de La Chaux-de-Fonds est reçue membre de la société.

Le Dr Louis Jobin, vétérinaire, est nommé président en 1923, et M. Bernard Perret, secrétaire de la société. Ils lui donnent une forte impulsion. La souscription ouverte parmi les agriculteurs lors du cyclone du 26 juin 1926 ¹⁾, qui dévasta une partie du territoire de La Chaux-de-Fonds, produit la somme de 7,500 fr. En 1927, la société déplore le décès de son ancien président, M. Pierre Tissot, maître boucher.

La société prend en 1929 l'initiative de la fondation d'une caisse Raiffeisen, la première en date du canton de Neuchâtel ; elle est fondée le 30 décembre 1929 ²⁾.

La société s'occupe dès 1930 de la prolongation de l'âge scolaire à 15 ans et de l'emploi de chômeurs aux travaux agricoles. La crise économique s'appesantit sur le Haut-Jura neuchâtelois. Un cours de vannerie est organisé à La Sagne, sous les auspices du Département cantonal de l'agriculture, et un deuxième cours en mars 1933 à La Chaux-de-Fonds, ainsi qu'un cours de boissellerie en 1934.

En 1933, M. Henri Kaufmann succède comme secrétaire au Dr Fallet, démissionnaire. Le Dr Louis Jobin est réélu président par acclamation ; M. Bernard Perret est confirmé dans ses

¹⁾ Voir pages 62, 277, 300 et 391.

²⁾ Le comité se compose entre autres du Dr Louis Jobin comme président ; Franz Kaufmann, vice-président ; Dr Marius Fallet, secrétaire de la Société d'agriculture, comme secrétaire ; M. Pierre Feissly en est le premier caissier-gérant.

fonctions de caissier et de gérant de l'Office commercial de la société¹⁾. M. Charles Botteron est nommé vice-président. Le problème de la circulation routière occupe la société. La création d'un moulin agricole est à l'étude.

En 1935, un cours de boissellerie pour agriculteurs est organisé à La Chaux-de-Fonds. La sécheresse sévit et la société achète de grandes quantités de foin à l'étranger avec l'approbation de l'autorité fédérale. La question d'installation de l'eau dans les fermes de la circonscription est à l'étude avec les autorités communales. Le D^r Louis Jobin quitte La Chaux-de-Fonds. Son départ est vivement regretté. M. Charles Botteron, de La Sagne, lui succède à la présidence.

Le 1^{er} janvier 1938, la société groupait 457 membres et son avoir social se montait à 8,204 fr. Survint la seconde guerre mondiale. Les hostilités ouvertes en septembre 1939 paralysent l'activité de la société. Elles lui imposent le renvoi de la solution de plusieurs projets. Les nécessités de la mobilisation militaire et économique occupent beaucoup la société. Les années de guerre mondiale placent la société devant différents problèmes d'ordre économique national et ses sociétaires agriculteurs devant toutes sortes d'impositions nécessaires à assurer le ravitaillement du peuple suisse, en rapport des difficultés croissantes d'importation. M. Charles Botteron, président, se désiste de son mandat pour cause de maladie. L'assemblée générale du printemps 1942 le nomme président d'honneur. Elle fait appel au vice-président, M. Charles Blanc, pour lui succéder.

Au printemps 1943, la société, forte de 520 membres, procède à la revision totale de ses statuts, conformément aux ordonnances du nouveau *Code fédéral des Obligations*.

B. Perret.

¹⁾ Vu l'extension donnée au service des marchandises dès 1926 et la transformation de ce service et du mode d'achat, la société créa un Office commercial dont la direction est confiée à M. Bernard Perret nommé gérant. En outre, dans l'intérêt de ses membres et pour leur permettre un écoulement rationnel de leurs vaches de boucherie, la société, d'entente avec les autorités compétentes, obtient l'autorisation, dès 1927, d'ouvrir un banc de vente sur le marché.

III.

LE COMMERCE

I. L'Association commerciale et industrielle

L'Association commerciale et industrielle du district de La Chaux-de-Fonds a été fondée au début de l'année 1890 sous la dénomination de : *Association des intérêts généraux du commerce et de l'industrie du district de La Chaux-de-Fonds*.

Son premier président a été M. Charles-François Redard qui a dirigé la société de 1890 à 1893, avec, comme administrateur, M. Victor Paux, agent d'affaires.

La société avait pour but :

- 1^o de donner à ses membres tous renseignements commerciaux ;
- 2^o d'effectuer le recouvrement des créances anciennes et douteuses de ses sociétaires et de leur procurer le moyen de se préserver de toutes pertes commerciales par l'institution d'un livre noir des mauvais débiteurs.

A côté du service de contentieux institué pour améliorer le crédit, la société s'est occupée au cours de ces 53 années d'existence de toutes les questions commerciales intéressant les commerçants et les artisans membres de l'association. Elle a pris la défense du commerce et de l'artisanat de notre région, en cherchant à améliorer les conditions d'existence de la classe moyenne.

Parmi les innombrables questions étudiées au cours de ses séances, relevons les principales dont le comité s'est occupé. Ce sont :

Les déballages dans les hôtels et sur les places publiques, liquidations et ventes de fin de saison, loi sur la protection des ouvrières, fermeture des magasins le dimanche et le samedi, création d'un bureau de chèques et virements postaux, Semaine suisse, loteries, tombolas, matches au loto, loi sur le repos hebdomadaire, constitution d'une société de timbres-escompte pour le développement de la vente au comptant ; création du *Journal de l'Acheteur*, d'une fédération cantonale de négociants, d'un office neuchâtelois de cautionnement mutuel pour commerçants et artisans ; suppression du service postal le dimanche, ouverture prolongée des magasins à l'occasion des fêtes de fin d'année, loi sur le colportage, lutte contre les tarifs

douaniers, extension du Bureau des douanes et dédouanement des marchandises à La Chaux-de-Fonds ; création d'un comptoir-exposition neuchâtelois et jurassien ; achats frontaliers, installation de la Mi-Gros en notre ville, subventionnement à la Flèche du Jura, contrôle des prix, agrandissement des grands magasins, création d'une braderie en ville, institution de cours commerciaux pour artisans et détaillants, examens supérieurs du commerce de détail, impôt sur le chiffre d'affaires, création d'une fédération cantonale des arts et métiers, fermeture des magasins un après-midi par semaine, etc.

A. Weber.

2. La Fédération neuchâteloise des sociétés de détaillants

Cette fédération, fondée en 1920, groupe les sections des associations de détaillants des différents districts et celle de Saint-Imier et du vallon.

Elle compte actuellement 1,016 membres, dont 258 dans le district de La Chaux-de-Fonds.

Toutes les branches du commerce y sont représentées.

Son but est la défense des intérêts généraux du commerce, l'étude des questions qui s'y rattachent et la réalisation d'œuvres sociales en faveur de ses membres.

Elle a fondé une *Caisse paritaire d'assurance chômage* et elle a collaboré activement à la mise sur pied d'autres groupements, notamment d'une *Caisse de cautionnement pour artisans et commerçants*, et cette année d'une *Union cantonale neuchâteloise des arts et métiers*.

Son siège a toujours été à La Chaux-de-Fonds, au domicile de son président, fondateur de la F. N. S. D., M. Albert Maire.

A. Maire.

3. Le Service d'escompte neuchâtelois et jurassien (S. E. N. & J.)

Le Service d'escompte neuchâtelois & jurassien (S. E. N. & J.) a été fondé en 1915, avec un but bien précis : *encourager la vente au comptant par une bonification en espèces*.

Ses promoteurs se recrutent à La Chaux-de-Fonds et au Locle, mais au cours des années, de nombreux négociants des différents districts du canton, du vallon de Saint-Imier et des Franches-Montagnes adhèrent à ce mouvement.

Lancé avec un effectif d'une cinquantaine de membres, le Service d'escompte neuchâtelois & jurassien en comptait 674 à fin 1942, répartis de la façon suivante :

District de La Chaux-de-Fonds	159
» du Locle	106
» du Val-de-Ruz	34
» de Neuchâtel	137
Jura bernois	68
District du Val-de-Travers	65
» de Boudry	105

Depuis le début de son activité à fin 1942, il a été versé en espèces aux consommateurs une somme de 14 millions 509,073 fr.

Parmi les fondateurs qui habitent La Chaux-de-Fonds, quatre sont encore en fonction, soit : MM. Albert Maire, président ; Albert Kaufmann, vice-président ; Charles Mentha, secrétaire ; Albert Weber, assesseur.

Au surplus, le premier indiqué remplit depuis la fondation les fonctions d'administrateur.

A. Maire.

4. La Société des patrons bouchers-charcutiers

La Société des patrons bouchers et charcutiers de La Chaux-de-Fonds a été fondée en 1889, sous la présidence de M. Hermann Grathwohl.

Les bouchers adhéraient difficilement à ce nouveau groupement. Il y avait peu de réunions et assemblées au début.

En 1892, c'est M. Pierre Tissot qui assumait la présidence qu'il garda jusqu'en 1908. Pendant cette durée, la majeure partie des bouchers adhèrent à la société. Ce fut véritablement les débuts du groupement dont les décisions n'étaient pas très difficiles.

M. Ernest Schweizer-Matthey remplaça M. Tissot jusqu'en 1912, poste qu'il quitta pour prendre la direction de la Maison Bell qui s'installait à La Chaux-de-Fonds le 15 avril 1912.

En 1906, à l'occasion de l'inauguration des nouveaux Abattoirs ¹⁾, un cortège circula dans les principales rues de la ville. Tous les patrons bouchers, ainsi que le directeur des Abattoirs, M. Arthur Dédie, coiffés de hauts-de-forme, avaient pris place dans des landaus. Les ouvriers et employés avaient monté des chars de circonstance, accompagnés de quelques pièces de beau bétail.

¹⁾ Voir pages 160-161.

Dès 1912, c'est au tour de M. Marc Metzger d'assumer la présidence jusqu'au 12 août 1920.

Au sein de la société s'est formé un deuxième groupement pour s'occuper de la triperie et de la boyauderie. Cette section fut fondée en 1908 ; elle avait pour but exclusivement le nettoyage des tripes et boyaux, le blanchissage des têtes et pieds. Elle eut comme président M. Jacques Michel qui fonctionna jusqu'à son décès ; M. Otto Gafner, qui est appelé à le remplacer pendant quatre ans, trouve à son tour un successeur en la personne de M. Marcel Graf.

Notons que dès 1915 la société prit une grande extension.

Dans la période 1920 à 1935, la présidence fut remise à M. Fritz Aeschlimann qui fut remplacé par M. Marcel Weill dès ce moment et qui conserve encore cette fonction de nos jours.

Pour donner plus de poids à ses revendications, le groupement décida de former une société cantonale des quatre districts (c'est-à-dire Le Locle, La Chaux-de-Fonds, Neuchâtel et le Val-de-Travers) qui est depuis de nombreuses années sous la présidence de M. Edouard Metzger. Pour donner encore plus de force à notre association, il fut décidé, il y a environ dix ans, d'entrer dans la Société suisse des maîtres bouchers qui est aujourd'hui une très grande association ayant à sa tête comme président M. Burgi, de Thoune, colonel et conseiller national.

Tous les bouchers de notre région font aujourd'hui partie de la société.

Marcel Weill.

5. La Société des cafetiers-hôteliers-restaurateurs

Il est naturel que l'activité de la Société des cafetiers-hôteliers-restaurateurs se déploie avant tout pour la protection de ses intérêts professionnels. Mais elle a fait bénéficier l'économie locale de La Chaux-de-Fonds de multiples avantages, depuis plus de quarante ans que la presque totalité des cafetiers sont organisés. Pas de festivités, pas de congrès sans que l'on fasse appel aux tenanciers d'établissements, pour le logis et la subsistance de nos visiteurs et hôtes. De plus en plus les propriétaires ou tenanciers d'établissements font des efforts remarquables pour rendre leurs locaux agréables. Tous s'accordent à reconnaître ces améliorations et à dire le charme des terrasses qui

s'établissent dès les premiers jours ensoleillés du printemps devant les principaux cafés de notre grande avenue. Dans d'autres temps que ceux de l'obscurcissement que nous vivons présentement, l'éclairage magnifique et artistique de nos établissements répand lumière et joie sur les principales artères de notre cité. C'est aussi dans les salles de cafés que les sociétés locales ont leur siège et tiennent leurs réunions.

Les débuts de notre association n'ont pas été faciles ; tous n'ont pas tout de suite compris que son but est essentiellement de solidarité et d'entraide professionnelle.

Le 28 juillet 1896, un groupe de vingt cafetiers se réunissait à La Chaux-de-Fonds, au Casino, pour décider la création d'une société. Dans la seconde assemblée qui eut lieu en septembre 1896, 56 membres étaient présents. Ils adoptèrent le règlement statutaire de la société. Après deux années d'existence à peine, le 14 janvier 1898, la société sombra parce qu'une entente se révéla impossible sur la question du prix de vente des consommations et des pénalités proposées pour les sociétaires contrevenant au tarif.

Mais en octobre 1901, le Grand Conseil projetait d'édicter une loi fixant la fermeture des cafés-restaurants le dimanche matin. Les cafetiers se rendirent compte de la nécessité qu'il y avait pour eux de se regrouper pour unir leurs forces et défendre ainsi mieux les intérêts en danger de leur corporation. C'est dans l'enthousiasme que la fondation de la société fut décidée.

Le 18 octobre 1901, une assemblée constitutive a lieu sous la direction de M. Emile Freitag, président, de M. Jean Reichen, caissier, et de M. Jules Mach, secrétaire. Sur la proposition de M. Ch. Schlaeppli, il fut décidé d'entreprendre des démarches pressantes et immédiates auprès de tous les cafetiers du canton pour la création de sociétés de cafetiers dans chaque localité. On devait s'arrêter plus tard, en 1902, à la formation de sections dans chaque district afin de coordonner et d'unifier les efforts.

Le 5 décembre 1901, 250 cafetiers convoqués par avis dans la *Feuille officielle* se trouvaient réunis au Buffet de la Gare, à Corcelles. La Société cantonale des cafetiers était définitivement fondée.

En novembre 1901, nous lançons une pétition, bientôt signée par plus de 10,000 personnes, pour protester auprès des autorités

contre le projet de loi du repos du dimanche tendant à la fermeture partielle de nos établissements ce jour-là. Devant pareil mouvement d'opinion contraire, le Conseil d'Etat s'empressa de retirer son malencontreux projet.

C'est en 1904 que notre société, forte et consciente de sa valeur, obtint son admission dans la Société fédérale des cafetiers.

Le 28 juillet 1905, le Grand Conseil vote une loi sur les nouvelles patentes d'auberges. Notre société lance un referendum qui recueille 9,266 signatures. Le 19 novembre 1905, après une campagne menée avec une extrême vigueur par nos dirigeants, la loi est rejetée par 10,112 voix de majorité.

Le 7 octobre 1910, prohibition de l'absinthe en Suisse. Notre société avait carrément pris position contre cette interdiction, estimant qu'en cas de monopole de vente, cette boisson pourrait être vendue assez cher pour empêcher les abus.

En février 1912, notre section forme un groupe d'achat et d'épargne. Cette organisation rendit de grands services à nos membres pendant nombre d'années.

Avec l'état de guerre qui commença le 1^{er} août 1914, nous eûmes très souvent à lutter contre les mesures qui furent ordonnées en vertu des pleins pouvoirs, car elles restreignaient considérablement nos libertés et suscitaient des difficultés et des entraves énormes dans l'exercice de notre métier. En vain nous combattîmes contre la fermeture des établissements avant minuit, contre la suppression des danses. Toutefois, grâce aux démarches de notre commission de ravitaillement, nous avons obtenu de nos autorités un traitement de faveur qui nous a procuré bien des tempéraments et des facilités dans l'exploitation de nos entreprises de restauration.

1918 est une année néfaste : c'est l'année de la grippe qui amena le deuil dans presque toutes nos familles. Cédant aux sollicitations de certain Conseil de salubrité publique, l'autorité nous imposa la fermeture de nos établissements à 10 h. du soir.

En 1920, nous reprenons la lutte pour nous opposer victorieusement à l'introduction dans notre canton du système de l'option locale. Si elle avait été votée, les communes auraient eu le droit d'interdire absolument la vente de toutes boissons alcooliques sur leur territoire. En cette circonstance, notre mouvement a été fortement appuyé par nos principales sociétés

locales. C'est même à cette occasion que prit corps l'idée d'un groupement de nos sociétés qui fut formé quelques mois plus tard.

Le 7 septembre 1926, notre Société cantonale neuchâteloise des cafetiers fête le XXV^e anniversaire de sa fondation, à La Chaux-de-Fonds.

Lors du cyclone de 1926, notre section eut la satisfaction de pouvoir venir en aide aux sinistrés par la remise d'une somme de 1,175 fr. ¹⁾).

La Caisse de bienfaisance au décès fut fondée le 13 avril 1927. Elle fonctionne depuis lors à la pleine satisfaction de chacun.

Du 27 août au 25 septembre 1932, l'Exposition d'horlogerie ancienne et moderne organisée sur l'initiative de l'A.D.C. ²⁾) donna au comité en charge à cette époque l'occasion de réaliser deux améliorations sensibles dans l'exploitation de nos établissements. Ce sont la permission de minuit pour tous les établissements ainsi que l'autorisation d'établir des terrasses sur les trottoirs bordant les cafés. Ces résultats furent loin d'être faciles à obtenir de nos autorités communales qui finirent tout de même par être d'accord, moyennant le versement de nouvelles taxes dont le montant annuel augmente les recettes communales de 5,000 à 6,000 fr. environ.

Les 12, 13 et 14 juin 1933, nous eûmes l'honneur de recevoir en notre ville l'assemblée des délégués de la Société suisse des cafetiers. Environ 400 personnes participèrent au banquet officiel servi dans la grande salle du Restaurant du Stand.

En 1935, considérant que notre région est une des plus atteintes par la crise, nous demandons au chef du Département militaire d'examiner la possibilité d'attribuer à la région de La Chaux-de-Fonds le cantonnement des troupes effectuant des cours ou manœuvres. Le département ayant transmis avec vives recommandations notre requête au Cdt. du 1^{er} corps d'armée, il fut répondu qu'il en serait tenu compte dans la mesure du possible, les années où la 2^e division aurait des cours de répétition de détachements ou de brigade.

De 1935 à 1937, nous avons à lutter constamment contre les débits clandestins, épiceries ou pensions, qui font une concurrence déloyale à nos établissements. L'intervention de nos auto-

¹⁾ Voir pages 62, 277, 292 et 591.

²⁾ Voir page 167.

rités de police provoque plusieurs contraventions et sanctions du tribunal.

Nous avons aussi à formuler notre opposition à l'ouverture de nouveaux établissements en notre ville. La population ayant diminué de 10,000 âmes depuis 1928, nous estimons que le nombre des établissements publics est plus que suffisant.

Le 31 octobre 1938, le Grand Conseil décrète la « loi sur la police des établissements publics et la vente des boissons alcooliques », abrogeant le « règlement du 25 février 1887 sur la police des auberges et débits de boissons » et le « décret du 15 février 1904 concernant la réduction du nombre des auberges ».

Cette nouvelle loi prévoit l'examen de capacité ou l'obligation de fournir des preuves d'aptitude par toute personne voulant exploiter un établissement. C'est un progrès considérable pour l'assainissement de notre métier. Grâce à notre Ecole hôtelière de Neuchâtel qui organise des cours périodiques, les futurs cafetiers ont la possibilité d'acquérir les connaissances nécessaires à l'exercice de notre intéressante profession. Depuis 1939 à 1943, 49 candidats ont subi l'examen de capacité.

1939-1943, quatre ans et demi de guerre et de restrictions. Plus que jamais l'utilité de notre société se confirme. Notre bureau central est en contact permanent avec les autorités fédérales d'économie de guerre. Pas d'ordonnances restrictives touchant à notre profession sans que soient consultés nos représentants.

Grâce à leurs propositions, à leurs conseils et à leur connaissance du métier de cafetier-restaurateur-hôtelier, il a été possible de faire une répartition équitable des marchandises rationnées, ce qui nous donne malgré toutes les difficultés la possibilité de bien servir notre clientèle et de maintenir le bon renom de notre industrie hôtelière.

Notre Section de La Chaux-de-Fonds compte actuellement 107 membres. C'est la plus forte du canton. Nous n'avons plus de dissidents; chacun a maintenant compris l'utilité des buts que nous poursuivons : protéger et élever la profession d'aubergiste.

*Société suisse des cafetiers-hôteliers-restaurateurs,
Section du district de La Chaux-de-Fonds.*

6. La Société suisse des voyageurs de commerce

Le 15 janvier 1891, une assemblée préparatoire réunie à la Brasserie Müller désigne un comité provisoire chargé de jeter les bases d'une section locale de la Société suisse des voyageurs de commerce, fondée en 1878.

La première séance de ce comité provisoire se tint le 19 janvier au Lion d'Or. Elle fut présidée par M. Ernest Allemand.

Le 15 février eut lieu l'assemblée générale constitutive. 15 membres sont présents alors que 34 ont annoncé leur adhésion. Cette assemblée élit le premier comité ¹⁾.

Le Comité central approuve le règlement élaboré et prononce l'admission définitive de la Section de La Chaux-de-Fonds qui commence son existence modeste, exempte d'événements sensationnels, mais avec le souci constant d'améliorer les conditions d'existence de ses adhérents.

Mais après avoir choisi le Café du Commerce comme local, la société se transporte en 1894 à l'Hôtel Central, puis en 1898 au Lion d'Or, en 1905 à la Brasserie A. Robert et enfin en 1916 à la Croix d'Or, local actuel. On est voyageur ou on ne l'est pas !

En 1905, la section se voit confier la tâche d'organiser l'assemblée annuelle des délégués. Présidé par M. E. Allemand, le comité d'organisation se met à la tâche, aidé par de nombreuses commissions. Le 30 juin, l'assemblée administrative, le banquet officiel et la soirée récréative eurent lieu dans la grande salle du Stand ; le banquet du 1^{er} juillet à Bel-Air.

Le 13 novembre 1918, la section adhère à l'Union helvétique ²⁾.

La société fête son XXX^e anniversaire le 22 janvier 1921 à Bel-Air. M. Eug. Uebersax est président et M. Albert Calame major de table.

En 1928, c'est la célébration du cinquantenaire de la S.S.V.C.

En 1933, sous la présidence de M. Jean Gianola, la Section de La Chaux-de-Fonds eut à nouveau l'honneur de recevoir les délégués de la S. S. V. C. pour leurs assises annuelles.

¹⁾ Composé de MM. Ernest Allemand, président ; Jämes Droz, secrétaire ; J.-B. Stierlin, caissier ; Léon Sengstag, vice-secrétaire ; J. Huguenin-Girard, correspondant du « Merkur » ; Ernest Villars, assesseur.

²⁾ Voir page 60

En 1942 enfin, le 14 février, avec un léger retard dû à la guerre, la section fête son cinquantenaire.

Le Comité d'organisation est présidé par M. Jean Gianola, président.

Les invités sont reçus l'après-midi à la Fleur de Lys ; le banquet et la soirée ont lieu dans la grande salle du Cercle de l'Union où 4 membres fondateurs, MM. E. Allemand, Jâmes Droz, Robert Schwenter et J. Hugentobler reçoivent de mérités hommages.

Effectif : 1891, 34 membres ; 1903, 82 membres ; 1905, 102 membres ; 1914, 150 membres ; 1943, 154 membres.

A. Pettavel.

7. L'Union des voyageurs de commerce de la Suisse romande

Fondée à Genève en 1883, dans le cadre modeste d'une simple salle à boire, l'Union s'est élevée d'étape en étape au rang d'un groupement professionnel important dont le rayonnement s'étend aujourd'hui à toute la Suisse romande.

Sa fortune, fruit unique de la mutualité, a permis de verser jusqu'à ce jour plus d'un million de francs à titre d'indemnités de maladie, d'allocations au décès, de pensions de retraite.

Née de la prévoyance et de la mutualité, l'Union des voyageurs de commerce de la Suisse romande, sous la pression des circonstances, a dû tourner peu à peu ses préoccupations vers la défense professionnelle de ses membres.

Sur le plan professionnel, les conquêtes de l'Union ont été d'importance et ont touché à tous les aspects de la défense et de l'activité du voyageur de commerce : cours de perfectionnement et d'instruction, démarches auprès des administrations fédérales pour la sauvegarde des usagers de la route et du rail, efforts pour la défense du voyageur mobilisé et, couronnement de tout le travail de ces dernières années, l'obtention du statut du travail de la profession par la récente promulgation de la loi fédérale sur les conditions d'engagement des voyageurs de commerce.

La Section de La Chaux-de-Fonds fut fondée le 5 mars 1905 à l'Hôtel de la Fleur de Lys.

M. Armand Rosselet en fut le premier président ; M. Louis Kormann le premier secrétaire et M. Emile Wetzel le premier caissier.

Des membres fondateurs, deux seuls sont encore des nôtres ; ce sont MM. Armand Rosselet, notre président d'honneur, et Wilhelm Rodé.

La section siégea tout d'abord à la Brasserie Ariste Robert, puis à l'Hôtel de Paris, à l'Hôtel de France et, depuis 1937, à l'Hôtel de la Fleur de Lys.

L'effectif de la section, qui était de 17 membres en 1905 lors de la fondation, est actuellement de 71 membres.

8. Le Club de publicité

Le 9 février 1937, les membres de la Fédération romande de publicité de La Chaux-de-Fonds et du Locle se réunissaient en notre ville pour entendre du secrétaire et du caissier de cette association, venus spécialement de Lausanne et de Neuchâtel, un exposé sur l'organisation et le but des clubs de publicité qui existaient déjà depuis plusieurs années en Suisse romande, dans le cadre de la Fédération romande de publicité, soit à Genève, Lausanne, Neuchâtel.

A l'unanimité, les participants décidèrent de constituer aux Montagnes neuchâteloises un nouveau club, dont la présidence fut confiée à M. Edmond Kramer, professeur. M. P.-F. Jeanneret, industriel, qui avait pris l'initiative de cette réunion, fut nommé secrétaire et délégué officiel aux séances du Comité de la Fédération romande de publicité.

Dès l'automne 1937, plusieurs conférences furent organisées en notre ville, conférences auxquelles le public fut invité, soit par circulaires personnelles, soit par la presse.

Dès 1939, les mobilisations vinrent malheureusement restreindre de façon sensible cette activité. Néanmoins, jusqu'à ce jour, quelques conférences marquantes, dont la presse souligna l'intérêt et le succès, ont pu être données.

Plusieurs membres du Club des Montagnes neuchâteloises collaborèrent d'autre part activement à l'organisation du premier



La Chaux-de-Fonds, l'Hôtel Central en 1892. Actuellement, magasins Au Printemps.

Salon suisse de l'affiche qui eut lieu à Neuchâtel au printemps 1942.

Le Club de publicité de notre ville maintient donc un contact permanent entre les membres de la F. R. P. habitant notre région et cherche à intéresser en même temps les commerçants et industriels et le public en général à tous les problèmes publicitaires, leur donnant l'occasion d'entendre traiter ces questions par des conférenciers de valeur ou des personnes compétentes.

9. Les Coopératives Réunies

En 1854 déjà se fondait à La Chaux-de-Fonds, en étroite union avec la Société fraternelle de prévoyance, une association de consommation pour la fabrication du pain et pour la vente de quelques articles d'épicerie. Tout de suite, le prix du pain baissa de 3 à 4 centimes par livre dans toutes les boulangeries du village, et les membres de l'association l'obtinrent même à 2, 3 ou 4 centimes meilleur marché encore.

Mais le vrai mouvement coopératif, si important dans notre ville, ne naquit que plus tard et fut intimement lié, dans ses origines, au mouvement ouvrier dans son ensemble.

A la fin du XIX^e siècle, les conditions de vie du monde ouvrier étaient rendues particulièrement difficiles, tant par l'insécurité des métiers (crises fréquentes et souvent prolongées) que par l'absence de toute association de secours ou de défense. C'est à cette époque que se créèrent de nombreuses sociétés de secours mutuels ¹⁾ pour tenter de parer à certaines insécurités de la vie : caisses de secours en cas de maladie, en cas de chômage, etc.

Pour donner une impulsion à ces divers mouvements de bonne volonté, de nombreux proscrits vinrent également s'installer dans notre région, à ce moment-là : des Russes (Bakounine, Kropotkine), des Communards (Pindy, Keller, Alsacien et auteur de la chanson « La faim te tord les entrailles »). C'était l'époque de la « Fédération jurassienne » ²⁾ et d'une lutte plus économique et sociale que politique.

¹⁾ Voir le chapitre qui leur est consacré, pages 614 et suivantes.

²⁾ Organisation fondée à Sonvilier, en 1871, par Bakounine, et qui mena au sein de la Première Internationale de Karl Marx une lutte contre le centralisme.

Des organisations ouvrières se créèrent alors sous le manteau des sociétés de secours mutuels et sous l'influence du Dr Coullery, ainsi que celle des Walter Biolley ¹⁾, Numa Robert-Waelti, Armand Sandoz, Jacob Schweizer, Léonard Daum, etc., artistes eux-mêmes dans leur métier et tous pénétrés de l'idée d'améliorer le sort des ouvriers. Ils furent le centre d'une propagande inlassable et organisèrent des réunions même dans les carrefours. De ces sociétés de secours mutuels sortirent bientôt les trois mouvements ouvriers les plus importants : syndical, coopératif, puis surtout, sous l'influence de Charles Naine ²⁾, le mouvement socialiste.

Très tôt, les ouvriers comprirent qu'il n'était pas suffisant de se grouper en organisations syndicales pour obtenir de meilleures conditions de travail et de salaire. Il fallait aussi que le coût de la vie baissât pour leur permettre d'améliorer leurs conditions générales d'existence. De la compréhension de cette idée naquit le mouvement coopératif dans nos Montagnes neuchâteloises.

En 1898, la première tentative de ce genre est organisée. Le prix de la farine ayant baissé et celui du pain paraissant encore trop élevé en comparaison, une boulangerie coopérative fut créée sous l'impulsion de Jacob Schweizer dans les locaux rue de la Serre 90, à La Chaux-de-Fonds.

Il existait également, au point de vue coopératif, un embryon de société qui fonctionnait dans les organisations ouvrières. Il s'agissait de groupes d'épargne pour l'achat de produits d'hiver. Tout d'abord, ces groupements ne faisaient qu'encaisser, à titre d'épargne, des montants par semaine, quinzaine ou mois, montants qu'ils restituaient aux ouvriers pour leurs achats d'hiver.

¹⁾ Voir page 407.

²⁾ Né le 27 juin 1874 à Nods, classes primaires à Travers, école de mécanique à La Chaux-de-Fonds, ouvrier mécanicien à Fontainemelon. Etudes de droit à Neuchâtel, Berlin et Paris, d'où il envoie des correspondances à la *Sentinelle* (v. p. 417). Rentré au pays, rédacteur à 90 fr. par mois au journal socialiste qui paraissait alors trois fois par semaine, il ouvre en 1900, à la rue de l'Envers, une modeste étude et fut véritablement l'avocat des pauvres. Il forma la Jeunesse socialiste et fut le premier conseiller national du Parti socialiste neuchâtelois en 1911. Il s'était établi en 1910 à Lausanne et fut mêlé au mouvement ouvrier international pendant la guerre : il signa pour la Suisse, avec Robert Grimm, le manifeste de Zimmerwald. Antimilitariste (refus de service en 1903) et démocrate, il fut le chef ouvrier le plus populaire de notre ville. Décédé à Préverenges le 27 décembre 1926. Ses funérailles, à La Chaux-de-Fonds, furent imposantes. Voir dans ce volume pages 251, 268, 417-418.

Ensuite, au lieu de répartir les fonds, les groupes d'épargne s'occupèrent d'acheter eux-mêmes les provisions d'hiver et de les répartir entre leurs membres. Ces encaissements et répartitions se faisaient au Cercle ouvrier ¹⁾.

D'autre part, le 1^{er} avril 1903, les sociétés de secours mutuels en cas de maladie créèrent une pharmacie coopérative, rue Neuve 9, à La Chaux-de-Fonds.

A la même époque, un groupe du Cercle ouvrier reprend, à la rue de la Serre 43, où sont aujourd'hui les bureaux des Coopératives Réunies, le magasin d'une demoiselle Calame et Léonard Daum devient le premier desservant de la Société coopérative « La Ménagère ». Le magasin est ouvert en février 1904. « La Ménagère » se développe lentement du fait du nombre très faible d'intéressés, et n'arrive pas à surmonter la concurrence de la Société de consommation.

Il faut dire à ce sujet qu'il existait, depuis 1888, fondée aussi par des ouvriers, une Société de consommation, société par actions de 12 fr. chacune. Par suite d'une crise financière, les actions furent rachetées par des philanthropes qui renflouèrent la société. Bien dirigée commercialement, et répartissant une ristourne, modeste au début, mais qui devint importante avec l'apparition de la concurrence des coopératives véritables, la Société de consommation détenait, en 1907, douze magasins et son chiffre d'affaires s'élevait à un million et demi.

L'Union ouvrière, qui englobait tous les syndicats et où se répandait rapidement l'idéal coopératif, lança en 1907 une pétition qui se couvrit de 3,000 signatures pour demander à la Société de consommation, devenue une société fermée, sa transformation en coopérative ouverte à tous. Une assemblée générale des syndiqués délégua Francis Barbier ²⁾, graveur, Laurent Voumard, boîtier, et Edmond Breguet, horloger, pour discuter avec l'Administration de la Société de consommation. L'accueil de la délégation fut cordial, mais M. Jämes Perrenoud, expert-comptable, membre du Conseil d'administration de la société,

¹⁾ Voir page 641.

²⁾ Français d'origine, né à La Chaux-de-Fonds le 16 mai 1875, nommé gérant des Coopératives Réunies en 1907, moment où il quitta à regret son métier de graveur. Il vient de prendre sa retraite, en mars 1944, et a bien voulu évoquer ses souvenirs devant ses employés. C'est de ce récit que nous tirons bien des éléments de notre étude.

répondit que cette dernière était bien dirigée, que la gestion par les acheteurs eux-mêmes était une utopie, étant donné surtout qu'ils n'auraient jamais la sagesse de constituer les réserves nécessaires à pareille entreprise.

Ce refus ne découragea pas les syndiqués. Ils tinrent, en octobre, une nouvelle séance au Stand, présidée par Emile Henry, et adoptèrent les statuts d'une nouvelle coopérative. Précisons que ces statuts mentionnaient la neutralité politique et religieuse pour permettre à la nouvelle société de rendre service à tous les consommateurs sans distinction. Un magasin fut acquis à la rue du Progrès 88 et, à la demande pressante de ses camarades, Francis Barbier accepta la tâche d'assumer la gérance de la nouvelle « Coopérative des syndicats », à la condition que cette société coopérative fusionne avec « La Ménagère » ; ce qui fut adopté.

La nouvelle « Coopérative des syndicats » commence son activité le 1^{er} novembre 1907 avec trois magasins : Serre 43, Numa-Droz 6 et Progrès 88. Dans son premier exercice, elle réalisa un chiffre d'affaires de 205,253 fr. 08 et distribua une ristourne de 10 % pour tenter de triompher de la concurrence de la Société de consommation. L'argent manquait et pendant la première année les stocks tournèrent seize fois. Ce sont les frais généraux extrêmement modestes qui permirent de neutraliser la concurrence de la Société de consommation. La modicité des frais généraux était due principalement au dévouement du gérant, du personnel et des membres du comité qui venaient bénévolement, tous les soirs, aider au travail de camionnage au moyen d'un « héroïque » petit char conservé jusqu'à ce jour.

La nouvelle société a eu également à vaincre une difficulté : c'est le fait que son entrée dans l'Union suisse des coopératives de consommation lui fut refusée parce que la Société de consommation faisait déjà partie du magasin de gros de Bâle.

Parallèlement à la création de la Coopérative des syndicats et à la suite d'une grande assemblée de protestation contre la cherté du prix du lait, se créait en 1906 la Laiterie coopérative, dirigée dès le début par Fritz Eymann, instituteur, qui, entre ses heures de classe, tenait les comptes et faisait tous les travaux administratifs et de propagande de cette société avec l'appui de membres très dévoués.

Les difficultés que les deux sociétés avaient à vaincre rapprochèrent leurs deux gérants, qui se voyaient fréquemment, échangeaient entre eux des conseils et se faisaient part mutuellement des expériences faites.

En 1908, la Coopérative des syndicats fusionnait avec la Boulangerie coopérative dont s'occupait Maurice Maire. Comme cette coopérative était membre de l'Union suisse des coopératives de consommation de Bâle, la Coopérative des syndicats put ainsi devenir membre du magasin de gros de Bâle.

Le nombre des magasins et le chiffre d'affaires augmentèrent d'année en année :

1 ^{re} année,	1907-1908,	3 magasins	Fr.	205,253.08
2 ^e	»	1908-1909,	4	» 400,806.56
3 ^e	»	1909-1910,	6	» 509,656.10
4 ^e	»	1910-1911,	7	» 716,525.12
5 ^e	»	1911-1912,	8	» 893,304.77
6 ^e	»	1912-1913,	10	» 1,186,073.23

Pendant ces six ans, 50,000 fr. furent versés aux réserves.

Dans la même période, deux coopératives indépendantes se fondèrent encore : en 1909, une librairie qui, installée d'abord rue de la Balance 16, fut transférée en septembre 1910 à la rue Léopold-Robert 43 et fusionna en juillet 1912 avec la Coopérative des syndicats, et en 1912 une imprimerie qui n'entrera dans les Coopératives Réunies qu'en 1916.

Sur la demande d'un groupe de syndiqués du Noirmont, la Coopérative des syndicats créa une succursale dans cette localité en 1912, ce qui provoqua une diminution du coût de la vie de 20 %, diminution qui fut fort appréciée par les consommateurs et qui fit la popularité des coopératives dans les Franches-Montagnes.

La même année, la Commune de La Chaux-de-Fonds devient socialiste ; Maurice Maire est appelé à la direction des Services industriels. Fritz Eymann, qui a derrière lui treize ans d'enseignement à l'école primaire, entre alors à la Coopérative des syndicats. C'est en 1914 que s'opère la fusion la plus importante — la troisième —, celle qui donnera naissance à la nouvelle raison sociale : *Coopératives Réunies*. En effet, la Coopérative des syndicats, la laiterie et la coopérative du Locle, fondée en 1905, s'unissent. La coopérative du Locle exploitait plusieurs

magasins en ville et dans le district, notamment aux Brenets, à La Chaux-du-Milieu. En 1916 viennent s'ajouter l'imprimerie, les Sociétés coopératives des Breuleux, des Hauts-Geneveys et des Geneveys-sur-Coffrane. Une pétition générale de la population de Saignelégier permit, en 1916 aussi, l'ouverture d'un magasin coopératif dans cette localité. Au Locle, cette année marque la reprise des magasins de la Société de consommation (société par actions). En 1917, les Coopératives Réunies fusionnèrent encore avec la Pharmacie Coopérative dont le laboratoire fut créé à cette occasion ; enfin, en 1921 et 1922, elles reprirent le service des combustibles de l'ancienne Maison Daniel Chapuis et les grands magasins Guyot sis à la place du Marché du Locle.

En 1918, les Coopératives Réunies fournirent gratuitement le pain aux grévistes ¹⁾. Par la suite, dans les milieux politiques opposés, on en vint à accuser plus ou moins nettement la société de subventionner le Parti socialiste et de ne pas garantir une complète sécurité aux fonds d'épargne qu'elle recueillait. Une plainte fut déposée par les Coopératives Réunies et le jugement basé sur une expertise prouva que la neutralité politique fut toujours bien respectée.

Sous l'angle commercial, la société ne cessait de se développer. Le chiffre d'affaires dépassa 5 millions en 1917-1918, puis il oscilla entre 6 et 8 millions et atteignit 9 millions 258,631 fr. 48 en 1942-1943. Aujourd'hui, le petit char du début est remplacé par un parc de sept camions qui circulent sans cesse entre plus de cinquante magasins, entrepôts, ateliers et bureaux répartis dans trois districts du canton de Neuchâtel et un district du canton de Berne.

Et l'œuvre créée par les ouvriers chaux-de-fonniers est devenue la septième en importance des sociétés coopératives de toute la Suisse.

Durant un demi-siècle, le mouvement coopératif a prouvé à l'évidence sa capacité de défendre avec succès les intérêts généraux des consommateurs. Il a contribué durant les périodes difficiles de guerres et de crises économiques à répartir les produits de consommation au taux le plus réduit ²⁾, faisant ainsi

¹⁾ Voir aussi page 275 : les Coopératives, en 1920, à la suite d'un incendie au laboratoire, fournissent du travail aux plâtriers-peintres en grève.

²⁾ Voir page 257.

de La Chaux-de-Fonds l'une des villes suisses où la cherté de la vie fut sans cesse la plus faible, malgré les conditions géographiques défavorables.

Les bienfaits de la libre association des consommateurs ont renforcé ceux des syndicats ouvriers et patronaux, des sociétés mutuelles de secours et de la Commune qui est l'émanation de la volonté de tous les citoyens.

Tous ces efforts conjugués ont fait aussi de notre ville l'une de celles où l'esprit d'entraide et de justice sociale s'est le plus fortement développé pour battre en brèche les conceptions désormais périmées de concurrence entre les hommes et les groupes sociaux.

C'est par la pratique de tels principes que les Coopératives Réunies ont acquis une grande et saine popularité non seulement dans la grande Métropole horlogère, mais aussi dans tout le Jura neuchâtelois et dans les Franches-Montagnes où elles ont groupé étroitement plus de 10,000 consommateurs qui nourrissent l'espoir d'organiser une grande partie de la vie économique, même dans le domaine de la production, selon leurs conceptions fraternelles.

IV.

LES QUESTIONS IMMOBILIÈRES

1. L'Association des intérêts immobiliers

C'est en 1907 déjà que quelques hommes ont senti la nécessité de s'unir dans le but de défendre les intérêts immobiliers et les droits du propriétaire foncier, d'une part, d'améliorer les conditions économiques qui régissent la propriété immobilière d'autre part. A la tête de ce mouvement se trouvait M. Schœnholzer, père du grand chirurgien de l'Hôpital. Il était entouré en particulier de MM. Alfred Guyot, Charles-Oscar Dubois, Alphonse Blanc, notaire, et d'autres encore.

A peine constituée, notre société a dû s'atteler à résoudre de nombreux problèmes. Il n'est pas possible de les rappeler tous, mais nous pourrions tout de même marquer quelques jalons : adaptation du Code civil neuchâtelois au Code civil suisse en 1912 ; mise au point des commissions paritaires en vue d'obtenir un rajustement des loyers pendant la guerre de 1914 à 1918, etc., etc. Depuis la crise, puis la nouvelle guerre mondiale, il n'est pas une question relative à la propriété bâtie qui ait échappé à notre attention. Chaque problème a fait l'objet d'une étude et dans la mesure de nos forces nous avons défendu notre idéal, entourés d'un nombre de plus en plus imposant de membres, puisque notre association compte aujourd'hui plus de 630 membres.

Il est intéressant de constater que notre société est une des premières de ce genre qui se soient constituées en Suisse romande. Les Chaux-de-Fonniers ont su marquer le pas et c'est un peu grâce à leur activité, à leurs idées, à leur savoir-faire, que d'autres sociétés se sont constituées dans notre canton, voire dans des cantons voisins et que des groupements plus vastes ont pris naissance, à la tête desquels nous retrouvons toujours des membres du comité local.

Après avoir été présidée successivement par MM. A. Guyot, A. Blanc et Bourquin-Jaccard, notre association a aujourd'hui à sa tête M. Albert Jeanmonod.

P. Feissly.

2. La Ligue des locataires

C'est en 1907 que pour la première fois le Comité de l'Union ouvrière examine la possibilité de créer un syndicat des locataires, du fait de l'augmentation croissante du prix des loyers. Le comité estime qu'une organisation de défense des locataires s'impose. Il n'y est toutefois pas donné suite immédiatement, puisque ce n'est qu'en 1909 que la création d'un syndicat des locataires intervient. Cette organisation disparaît d'ailleurs peu de temps après.

Plus tard, en 1913, l'idée est reprise également par l'Union ouvrière, et une séance des locataires est convoquée à l'Hôtel de ville. Au début de juin, le Syndicat des locataires est créé et c'est à nouveau Henri Ehrensperger qui en prend la présidence. Le 18 du même mois, le Comité provisoire se réunit et décide de changer le nom de l'association, qui devient définitivement Ligue des locataires de La Chaux-de-Fonds. A ce moment, l'effectif des membres se monte à 600.

Le notaire Jacot assume gratuitement le service de renseignements juridiques et le premier local de la ligue se trouve au Café Rutti. La ligue s'intéresse dès son début d'activité à la construction de maisons communales ¹⁾ ; elle intervient auprès des autorités communales dans ce sens. De nombreuses interventions sont signalées auprès des propriétaires en vue d'éviter des augmentations de loyers.

En 1914, au début de la grande guerre, de très nombreux locataires ne peuvent plus payer leur loyer ; la ligue intervient énergiquement contre les demandes d'inventaires et de poursuites et obtient des autorités le sursis en matière d'expulsion.

En novembre 1914, un nouveau président est désigné en la personne de Charles Frank qui joua un grand rôle au sein de la ligue.

Le comité siège en permanence chaque soir au Cercle ouvrier pour renseigner les locataires qui sont en grand nombre menacés de saisies et d'expulsions.

¹⁾ Voir pages 122-123 et 250.

De très nombreuses interventions ont lieu pour empêcher la saisie des mobiliers inventoriés.

En 1915, la ligue ne compte plus que 320 membres. Une active propagande est faite pour engager les locataires et les propriétaires à procéder à l'installation de la lumière électrique.

A fin 1915, l'effectif est à nouveau de 767 membres. Les consultations juridiques sont données par le président, chaque jour, de 10 à 11 heures.

En 1916, grâce à l'intervention de la ligue, un Office de conciliation est désigné par les autorités pour régler les cas des locataires qui, par suite de la guerre et de la mobilisation, ne sont plus à même de payer leur loyer. Le système de prêts aux locataires permet enfin de résoudre les différents cas.

Dès 1920, ensuite de l'ouverture du Secrétariat de l'Union ouvrière ¹⁾, Marcel Itten est désigné comme secrétaire ; il donne les renseignements juridiques et intervient auprès des propriétaires. La lutte contre la hausse des loyers continue et la ligue intervient avec efficacité.

Ensuite du chômage prolongé en 1921, la situation des locataires est encore plus critique qu'en 1914 et la ligue doit faire un gros effort pour régler les nombreux cas qui lui sont soumis.

En 1921, ensuite du départ de Charles Frank, c'est Paul Cartier, agent d'affaires, qui est nommé président de la ligue. A ce moment-là, la ligue comprend 2,000 membres.

La ligue organise la lutte contre les logements insalubres et, constatant la pénurie des logements, elle intervient à nouveau en vue d'activer la construction d'immeubles communaux et privés.

Le président, qui a un bureau d'affaires, reprend les consultations à son domicile, ce qui n'empêche pas le Secrétariat de l'Union ouvrière de continuer, d'accord avec lui, le service de renseignements juridiques. Durant la période 1923-1924, la pénurie des logements s'accroît et de nombreuses familles doivent être logées dans les collèges ; cela nécessite de nombreuses démarches de la Ligue des locataires.

Dès 1925, le Secrétariat de l'Union ouvrière reprend à nouveau toute la charge de la Ligue des locataires, ensuite de maladie du président. Dès 1926 et ensuite du décès du président,

¹⁾ Voir pages 252 et suivantes.

c'est Edmond Breguet qui fonctionne comme président. L'effectif est à ce moment-là de 1,615 membres.

Jusqu'en 1929, M. Breguet assume la présidence, puis il est remplacé par Jean Dubois qui fonctionna jusqu'en 1940.

L'activité de la ligue a été particulièrement forte durant les périodes de crise de 1920-1925 et de 1930 à 1936. Le secrétariat a été surchargé par les nombreuses affaires qui y ont été traitées.

Citons en particulier :

Interventions auprès des propriétaires pour éviter des augmentations de loyer, pour des arrangements amiables en cas de non-paiement, en évitement de poursuites, de saisies et d'expulsions de locaux loués.

Interventions auprès des pouvoirs publics en vue d'assurer la protection des locataires.

Interventions pour la construction.

Interventions auprès des assistances pour obtenir de l'aide en faveur des locataires dans la gêne.

Interventions auprès des diverses commissions de secours, etc.

Service de contentieux, rentrées d'argent faites par suite d'engagements pris.

60 à 65 cas en permanence ; mouvement des recouvrements, en moyenne 38,000 fr. par année.

Dès 1941, la Ligue des locataires a appelé à la présidence Marcel Itten, secrétaire de l'Union ouvrière, actuellement en charge. Tout le travail de la Ligue des locataires et la protection des locataires s'exécute au Secrétariat de l'Union ouvrière.

M. Itten.

3. Note annexe

Etat du marché des logements

Années	Habitants	Ménages	Habitants par ménages	Naissances
1900	35,970	7,620	4,72	940
1910	38,050	9,080	4,19	
1920	37,910	10,070	3,76	
1930	36,350	10,870	3,34	570
1940	31,220	10,220	3,06	310

Prix moyen d'un loyer pour trois chambres

	1931	1933	1935	1937	1939	1941
Constructions avant 1917	765 —	736.—	708.—	688.—	683.—	676.—
Constructions après 1917	1,034.—	961.—	872.—	835.—	825.—	816.—
Logements vides . . .		549	650	674	548	540

LA VIE INTELLECTUELLE

I.

L'INSTRUCTION PUBLIQUE

1. Les écoles primaires

Le développement de notre école populaire au cours de ce demi-siècle est le reflet de la vie économique de la cité ; il dépend également du mouvement des idées pédagogiques durant cette période, mais, avant tout, il est lié à l'évolution de l'école neuchâteloise, notre organisation scolaire étant régie par une loi cantonale, et cela d'autant plus que les chefs du département de l'Instruction publique qui se sont succédé au Château ont toujours cherché à mettre le plus d'unité possible dans le domaine scolaire.

Situation de nos écoles en 1893

Elles étaient dirigées par :

M. Ed. Clerc, directeur ; M. C.-W. Jeanneret, secrétaire ; M. le Dr Bourquin-Lindt remplissait les fonctions de médecin des écoles.

Le rapport publié en juillet par la Commission scolaire sur la marche des écoles compte 136 pages et contient encore, pour la dernière fois, le rôle des élèves, c'est-à-dire le tableau des classes avec le nom de chaque enfant.

5111 élèves sont répartis dans 101 classes, la moyenne des effectifs dépasse 50 et certaines classes comptent jusqu'à 69 élèves.

Le collège de la Promenade vient d'être inauguré. Il constitue avec le Vieux Collège, le Collège Primaire, celui de la Citadelle et celui de l'Abeille les bâtiments abritant les classes primaires de l'époque.

Le médecin des écoles réclame à grands cris la réfection des lieux d'aisance du Vieux Collège et du Collège Primaire. Il déplore l'état de délabrement du Collège Primaire qui « attend toujours un crépissage » et « qui fait tache dans son quartier ».

Les écoles foraines sont surpeuplées. Chaque petit collège compte deux classes, la Maison-Monsieur et la Sombaille exceptés ; au Bas-Monsieur la place manque, chacune des classes compte plus de 50 élèves. 35 enfants du Jura bernois qui fréquentent cette école sont refoulés et les Jurassiens se voient dans l'obligation d'ouvrir une classe à la Cibourg.

Les enfants de la Bonne-Fontaine se voient également refuser l'entrée des écoles de la ville, la commune des Eplatures refusant de verser un écolage à celle de La Chaux-de-Fonds.

Le corps des cadets est très populaire. Voici l'effectif du corps :

Infanterie	165 cadets, dont 5 officiers.
Artillerie	17 cadets, dont 1 officier.
Fifres	6 cadets.
Tambours	8 cadets.

En avril 1894, un Comité d'initiative organisait une souscription pour créer une musique d'harmonie et réunissait une somme de fr. 3,200.—.

Le corps des cadets, en bataille à Tête de Ran, était accompagné du médecin des écoles, « l'emploi des canons par des mains inhabiles causant quelque crainte au Comité ».

L'année scolaire se terminait en juillet et le nouvel exercice recommençait au mois d'août. Les écoles de quartier avaient leurs examens en avril ; les classes de la ville en juin. Les membres de la Commission scolaire assistent aux examens et se répartissent les classes. Ils adressent des rapports copieux à la Direction des écoles et le rapport du directeur renferme de nombreux extraits de ces rapports : 6^{me} (actuellement 1^{re} année).

« Nous aimons à croire que l'année prochaine, il n'y aura plus, comme le fait s'est produit, une classe chargée de 67 élèves pour la leçon d'ouvrages ».

« Un expert de 4^{me} (actuellement 3^{me} année), estime que c'est une erreur d'exiger de l'invention à l'exercice de composition des élèves du degré moyen qui ont déjà assez de peine à exprimer correctement les choses les plus élémentaires sans qu'on leur demande d'avoir de l'imagination ».
Etc., etc.

En enfantine même, les enfants sont astreints à un examen imposé par la Direction, dans une des branches suivantes :

Construction, brodage, pliage, lecture, dessin, écriture.

Le règlement de discipline alors en application renferme quelques articles qui caractérisent la mentalité de l'époque.

*Art. * 3.* Il est interdit aux enfants de poursuivre les personnes en état d'ivresse.

*Art. * 6.* Il leur est interdit de rôder dans les rues après 9 heures du soir.

*Art. * 7.* Toute rixe dans les rues est interdite.

L'hygiène publique a encore quelques progrès à réaliser, témoin ce paragraphe du rapport du médecin des écoles :

« Une certaine panique a été jetée cet hiver à propos de la gale !

» Il n'y avait cependant pas lieu de s'effrayer: pendant toute l'année 20 cas de gale seulement ont été dénoncés, chiffre bien modeste si nous le comparons à ce que nous avons constaté antérieurement dans certaines écoles de campagne ».

Dans le degré supérieur, l'enseignement des branches suivantes: *allemand, chant, dessin et gymnastique*, est confié à des maîtres spécialisés. On en compte deux pour l'allemand, trois pour le dessin, deux pour la gymnastique et un pour le chant. L'école a également à sa disposition une maîtresse d'ouvrages.

L'examen du certificat d'études se passait à 13 ans et les élèves qui obtenaient ce petit diplôme étaient libérés une année plus vite. Sur 119 garçons et 99 filles qui se présentèrent en 1893, 81 garçons et 81 filles réussirent l'examen.

En vue des examens pédagogiques du recrutement, les jeunes gens de 17 et 18 ans étaient astreints à un examen et, s'ils échouaient, ils étaient tenus de suivre les cours du soir. C'était « l'école complémentaire » et 184 jeunes gens furent astreints cette année-là à suivre ces cours qui duraient 6 mois.

L'enseignement des travaux manuels ne figure pas encore dans le programme officiel, mais il s'est constitué en ville une « Société pour l'enseignement des travaux manuels » qui organise des cours groupant plus de 400 élèves. En 1893, cette société demande aux autorités scolaires de reprendre cette activité.

A la fin de chaque année scolaire, on distribue aux meilleurs élèves de chaque classe des prix et des accessits pour exciter leur émulation.

C'est l'époque où se développent en Suisse les « jardins d'enfants » préconisés par le pédagogue allemand Froebel. La Chaux-de-Fonds ne reste pas en arrière et dans son rapport de 1894, le

directeur, avec beaucoup de bon sens, émet le vœu « qu'on introduise dans tous les degrés de l'école primaire un enseignement fondé sur la méthode de Froebel qui est celle de Pestalozzi : la méthode intuitive ».

Des courses scolaires sont déjà prévues et organisées pendant la belle saison. C'est ainsi que, en juillet 1894, 400 fillettes de 1^{re} et 2^{me} primaire (actuellement 5^{me} et 6^{me} années) faisaient une excursion à l'île de St-Pierre, ce qui légitimait la présence du médecin des écoles qui constate dans son rapport que « ce fut d'ailleurs plutôt un jour de douce satisfaction qu'une corvée et qu'en fait d'accidents, il n'y eut à déplorer que la perte d'un chapeau ».

Le souci de mettre entre les mains des enfants de bons manuels préoccupe déjà les autorités : en infantine, la méthode de lecture de syllabation vient de remplacer la méthode d'épellation et les institutrices utilisent les livrets « Regimbeau ».

C'est l'époque des manuels C.-W. Jeanneret pour l'enseignement de la lecture, du vocabulaire et de la récitation dans les degrés inférieur et moyen, alors que Pautex, Francinet et la Grammaire des instituteurs sont employés dans le degré supérieur. En arithmétique, on utilise les livrets Ducotterd et pour l'allemand le manuel Revaclicier et Kraus. Deux recueils de chant : celui de P. d'Or et le recueil de chants populaires édité par le département. La géographie s'enseigne par des cartes. Pas de manuel d'histoire dans les listes officielles, mais un petit manuel d'instruction civique : Résumé des institutions par A.-H. Calame. M. Ed. Kaiser finit de mettre au point sa méthode de dessin et de leur côté, MM. P. d'Or et G. Pantillon ont soumis au département de l'Instruction publique un solfège qui a valu beaucoup d'éloges à ses auteurs.

Dans cette même année 1893, un premier essai du système appelé rotation des maîtres ne se révèle pas concluant et est abandonné sans autre.

Le médecin des écoles insiste pour que des classes spéciales, sous la conduite de maîtres qualifiés, groupent les enfants déficients ou retardés.

Le rôle social de l'école préoccupe également les autorités qui sont aidées dans cette tâche par des Comités locaux qui trouvent les fonds nécessaires.

Ainsi le Comité de la Bonne-Oeuvre ¹⁾ a distribué 193 paires de chaussures pour un montant de fr. 1,734.—.

¹⁾ Voir page 603.

Le Comité des Soupes scolaires a fait servir, du 4 décembre 1893 au 13 avril 1894, 12,305 dîners, soit 154 par jour en moyenne. Dépenses : fr. 1,743.40.

Si les gains étaient minimes, la vie était moins chère qu'aujourd'hui !

La polyclinique scolaire pour les enfants indigents a tenu 42 audiences et donné 351 consultations à 152 enfants.

Enfin le médecin des écoles signale l'urgence de créer des « Colonies de vacances ». (Rapport du 9 juillet 1894).

« J'ai vu me revenir à répétées fois les mêmes petits sujets, atteints de scrofule, de bronchites suspectes, de faiblesse constitutionnelle, de misère physiologique, etc.

» Les remèdes sont ici le plus souvent inutiles. Il faudrait changer pour un certain laps de temps les conditions hygiéniques dans lesquelles ces enfants vivent, leur donner pour quelques semaines l'air, la lumière, le supplément de nourriture qui leur manquent ».

A cette époque, comme aujourd'hui encore, se pose le problème des enfants délinquants, vicieux ou difficiles. En 1894, le Grand Conseil ayant adopté une loi sur les arrêts de discipline scolaire, la Commission scolaire élabore un nouveau règlement de discipline et fait aménager des salles d'arrêts au sous-sol du Collège industriel.

Voici l'art. 22 de ce règlement du 29 novembre 1894, article montrant fort bien les difficultés, mais hélas, sans les résoudre :

« Les parents ou tuteurs, le Conseil communal ou le Conseil scolaire pourront demander au Conseil d'Etat de prononcer l'internement des enfants de 10 à 16 ans qui se sont rendus coupables d'actes répétés d'indiscipline dans la famille ou dans l'école, ou de désordre public hors de celle-ci ».

Si, comme nous l'avons constaté, la vie était alors moins chère qu'aujourd'hui, les salaires servis au corps enseignant étaient aussi plus modestes, ce que constate M. Clerc dans son rapport de 1893 :

« On demande de l'instituteur non seulement qu'il donne de bonnes leçons et sache cultiver les facultés intellectuelles de ses élèves, mais surtout qu'il se charge en partie, sinon complètement, de leur éducation. Cela suppose un ensemble assez rare de qualités qui trouvent aisément leur emploi dans des carrières beaucoup plus rémunératrices, car il est démontré que le traitement des institutrices de la campagne et même celui des instituteurs mariés leur permet à peine de vivre ».

Citons enfin la conclusion du Rapport de la Commission scolaire de l'exercice 1893-94 :

« La jeunesse de l'école a été associée à la célébration du centenaire du relèvement de La Chaux-de-Fonds. Dieu veuille que nos enfants puisent dans leur participation à ces fêtes le germe des vertus qui ont permis à nos pères de faire ressusciter et grandir le modeste village : le courage, l'énergie, le culte du travail, l'attachement au foyer domestique, l'amour du sol natal, la largeur des idées ».

Par les pages précédentes, on peut constater que, si l'école populaire a encore de grands progrès à accomplir dans toutes sortes de directions, sa situation en 1893 est loin d'être désastreuse. Les bases sont solides, le corps enseignant a foi en sa mission, les autorités et partant la population « croient » à l'école et voient en elle un moyen de libération. L'école est portée par un dynamisme qui lui fera accomplir au cours des années qui vont venir des progrès qui ne se ralentiront qu'avec les infâmes guerres qui attendaient l'Europe, avec toutes leurs conséquences matérielles et morales.

Nous allons suivre l'évolution de l'école populaire étape par étape jusqu'en 1943, soit pendant ce dernier demi-siècle.

Effectifs et bâtiments scolaires

Depuis 1880 jusqu'en 1906, le nombre des enfants en âge de scolarité augmente d'année en année.

En 1893, les écoles primaires comptaient, comme nous l'avons déjà dit, 5111 élèves répartis dans 101 classes. Ce nombre s'élèvera en 1906 à 5922 avec 149 classes.

Moyenne par classe : en 1893, 50 à 51 ; en 1906 : 39 à 40.

De 1906 à 1914, les effectifs se maintiennent avec un léger fléchissement ; en 1913, l'année qui précéda la grande guerre de 1914-1918, ils atteignaient 5863 élèves et 148 classes.

De 1914 à 1918, on constate une sérieuse diminution, mais le nombre des élèves inscrits dépasse encore 5000, en 1918.

L'effondrement se produit dans les années d'après-guerre ; il est dû au chômage d'une part, qui eut pour conséquence le départ d'un grand nombre de familles et une importante diminution de population, et d'autre part à une forte diminution de la natalité pendant les années de guerre.

En 1925, sept ans après la fin de la guerre, les effectifs scolaires sont descendus à 3871 enfants répartis dans 120 classes et le nombre des élèves continue à diminuer à une cadence impressionnante jusqu'en 1940, où nous touchons au bas de la courbe : nous ne comptons plus que 2396 élèves répartis dans 86 classes¹⁾.

Notons encore que le nouvel effondrement des effectifs de 1935 à 1940 est dû à la crise de chômage qui sévit dès 1930 et dura jusqu'à la guerre actuelle.

La question des locaux permettant d'abriter une population scolaire qui allait en augmentant d'année en année fut une des préoccupations importantes des autorités de la ville de 1890 à 1906. La Chaux-de-Fonds ne recule devant aucun sacrifice pour doter la jeunesse de bâtiments bien situés, spacieux et confortables.

Suivant de près le collège de l'Abeille, le collège de la Promenade était inauguré en 1893. Ces deux bâtiments étaient alors des modèles du genre. Très vite ils furent insuffisants. En 1894 déjà, les habitants de l'est de la ville demandent que le futur collège soit élevé dans leur quartier.

En 1895, le collège de la Charrière est terminé.

Au cours de l'année 1898-1899, en attendant la construction d'un collège à l'ouest de la ville, le bâtiment de l'ancien hôpital est mis à la disposition de l'Ecole primaire. En 1900, s'ouvrait le collège de l'Ouest, le plus grand des bâtiments scolaires de la ville.

C'est à cette époque que la fusion des Eplatures avec La Chaux-de-Fonds nous enrichissait de deux nouveaux bâtiments d'école : celui de la Bonne-Fontaine avec 5 classes et celui du Crêt-du-Loche avec 3 classes.

¹⁾ Voici d'ailleurs un tableau donnant le nombre des élèves inscrits et le nombre des classes à des intervalles plus ou moins serrés entre 1893 et 1943.

Certains facteurs, tels que la fusion des Eplatures avec La Chaux-de-Fonds en 1900, la création d'une classe du progymnase en 1906, certaines modifications concernant l'âge d'entrée ou l'âge de sortie en cours de route, la prolongation de la scolarité en 1942, viennent un peu modifier le sens de ces chiffres, mais toutefois sans infirmer les considérations et les conclusions que nous en avons tirées.

Années	Elèves inscrits	Nombre de classes	Années	Elèves inscrits	Nombre de classes
1893.....	5,111	101	1916.....	5,418	149
1896.....	5,100	110	1917.....	5,308	149
1902.....	5,571	134	1918.....	5,081	149
1904.....	5,833	146	1925.....	3,871	120
1906.....	5,922	149	1930.....	3,613	117
1910.....	5,909	147	1935.....	2,237	100
1912.....	5,896	148	1940.....	2,396	86
1913.....	5,863	148	1943.....	2,474	89

En 1902, c'est au tour des habitants du quartier des Crêtets de demander la construction d'un collège.

Le Conseil communal fait alors l'acquisition d'un terrain, les plans du nouveau bâtiment sont adoptés en 1904, mais le collège des Crêtets ne fut inauguré qu'en 1907.

Ajoutons qu'à maintes reprises, le Collège primaire préoccupa le dicastère des Travaux publics.

« Les matériaux employés pour la construction sont de qualités défectueuses et fort mal reliés. Les façades nord et sud du corps central ont la malencontreuse tendance à quitter l'alignement ; les escaliers latéraux ne paraissent pas suffisamment soutenus, etc.

» Quoi qu'il en soit un travail considérable a été exécuté et les crédits nécessaires accordés sans marchandage ».

(Dr Bourquin. Rapport du 3 juillet 1896).

Dès lors, les locaux scolaires sont suffisants, question des halles de gymnastique mise à part.

La diminution des effectifs permet même à un moment donné de n'utiliser pour les classes que les locaux ayant leurs fenêtres au midi. D'ailleurs les collèges de la Charrière et de l'Ouest sont disposés de telle façon que seuls les vestiaires et les salles de jeux sont au nord, toutes les classes regardant vers le sud.

Dès lors, le nombre des collèges est suffisant et le rôle de l'autorité communale consiste à en assurer l'entretien.

En 1920, cependant, le Conseil communal se montrait d'accord avec la construction d'un petit bâtiment d'école à la Maison-Monsieur. Ce dernier, d'une architecture agréable, était inauguré en 1921.

En 1933 déjà, par raison d'économies et faute d'élèves en nombre suffisant, la classe de la Maison-Monsieur était supprimée et le bâtiment désaffecté.

En 1930, la réfection complète du Collège primaire est décidée et en particulier le grand escalier qui sert d'accès au bâtiment est refait complètement.

La diminution des effectifs allant en s'accroissant, certains bâtiments furent affectés à d'autres buts : l'ancien hôpital devint le siège de l'Ecole normale, le Vieux Collège celui de l'Ecole des arts et métiers.

En 1935, le collège de l'Abeille est mis à la disposition de l'administration communale qui dispose dès lors de ces locaux.

La Citadelle fut fermée également et, depuis 1939, le collège de la Promenade est à la disposition de l'autorité militaire.

En 1940, le nombre d'heures attribuées à la culture physique allant en augmentant, les autorités décidaient de construire, sur le préau du Gymnase, une nouvelle halle de gymnastique désignée sous le nom de « Nouvelle grande halle ».

Le bâtiment, spacieux et moderne, fut inauguré en 1941.

Rôle social de l'école

Durant cette même période de 1893 à 1943, le rôle social de l'école s'affirme de plus en plus. Il est vrai de dire que les crises horlogères périodiques, puis la guerre de 1914 à 1918 et enfin le chômage terrible qui, à deux reprises, s'abattit sur la région ¹⁾, incitèrent la population et les autorités à prendre des mesures énergiques pour que la jeunesse des écoles fût suffisamment protégée.

Il est difficile de tout dire. Bornons-nous à donner, dans l'ordre chronologique, la suite des faits se rapportant à cette action :

1896 Sur l'invitation du Conseil fédéral, la Commission scolaire faisait procéder au recensement des enfants infirmes ou moralement abandonnés.

260 enfants furent observés par :

M. le Dr Bourquin, médecin des écoles,

M. le Dr Borel, pour la vue et

M. le Dr Schaetzel, pour la gorge et les oreilles.

En 1896 également, grâce à l'initiative du médecin des écoles, l'autorité faisait appel à la générosité des citoyens pour créer un fonds destiné aux Colonies de vacances et en 1901 s'ouvraient à Malvilliers les deux premières colonies formées de 25 enfants chacune.

1898 Toujours à la demande du médecin des écoles, la Commission scolaire devait ouvrir deux classes spéciales destinées aux enfants nettement retardés.

La même année débutait le service des douches.

1900 Emue par le grand nombre de bègues (22) qui se trouvaient dans les classes, la Commission scolaire les faisait traiter par M. le professeur Berquand, de Paris.

1901 A la demande du Département fédéral de l'instruction publique, les autorités faisaient procéder au dénombrement des enfants faibles d'esprit, ayant une infirmité physique, ou négligés ou moralement abandonnés.

¹⁾ Voir pages 88 et suivantes et 96 et suivantes.

Le médecin des écoles signalait 120 enfants en âge de scolarité et qui, pour un bon nombre, auraient dû être placés ou soignés dans des établissements appropriés.

« La question de l'éducation et de l'instruction des enfants retardés, insuffisamment doués, moralement abandonnés, qui entravent la fréquentation régulière de l'école est une de celles qui s'imposent à l'éducateur ».

(Rapport du médecin des écoles 1901).

1903 Une enquête révèle que 862 élèves des classes primaires ont des occupations rétribuées en dehors des heures d'école. 152 sont occupés à des travaux agricoles et 58 à l'industrie horlogère. On compte 432 commissionnaires, 72 porteurs de journaux, 32 « requilleurs » et 86 fillettes occupées à des travaux de ménage.

1904 On agite la question de l'enseignement antialcoolique à l'école et à cet effet des conférences sont organisées pour le corps enseignant.

Hiver 1904-05 9 classes gardiennes sont organisées le soir de 16 à 19 heures avec distribution de pain et de lait.

1909 A la suite d'une épidémie de scarlatine particulièrement violente, le médecin des écoles demande une meilleure aération des classes avec ventilation mécanique, des puits d'épuration (fosses septiques) pour remplacer les fosses d'aisance, et enfin une plus large distribution d'eau dans les collèges.

1909 On commence d'agiter la question d'un service dentaire scolaire. Trois dentistes de la ville sont chargés d'examiner la dentition de 5100 écoliers, mais ce ne sera qu'en 1917 que les autorités communales décideront la création d'une clinique dentaire scolaire et procéderont à l'élaboration de ses statuts. En 1922, un cabinet dentaire était acquis et le 15 septembre 1924 s'ouvrait la clinique avec un dentiste diplômé et une aide.

1910-1911 *Démission de M. le Dr Bourquin.*

« A la fin de l'année scolaire, M. le Dr Eugène Bourquin, médecin des écoles et membre du Conseil scolaire, fut nommé médecin de l'hôpital et donna sa démission tant de la Polyclinique enfantine que du Conseil.

» Il semblait pourtant que lui, le créateur du poste de médecin des écoles (1892) auquel il avait donné une heureuse direction personnelle, était, de fondation à perpétuité, attaché à la petite salle dans laquelle il a soigné tant de bobos, prévenu tant de maladies graves et d'infirmités et préparé plusieurs travaux qui l'ont mis au rang des premiers hygiénistes scolaires de la Suisse ».

(Rapport de la Commission scolaire).

1917 Fondation d'une Association pour la protection de l'enfance. Les Colonies de vacances, la Bonne-Oeuvre, le Comité des Soupes scolaires, les Classes gardiennes, le Dispensaire des écoles continuent et développent leur action ¹⁾).

C'est ainsi que pour l'exercice 1916-1917 les colonies hébergèrent 165 enfants, la Bonne-Oeuvre distribua 684 paires de chaussures, le Comité des Soupes scolaires dépensa fr. 3,046.—, les Classes gardiennes s'occupèrent de 253 enfants dépensant la somme de fr. 3,939.—.

1920-21 Ouverture d'une classe d'hiver à Malvilliers.

L'ouverture de cette classe consacre l'organisation de colonies de vacances permanentes pour la ville de La Chaux-de-Fonds ²⁾). Cette institution placée sous la direction d'un instituteur, continuera à permettre dans une plus large mesure encore que par le passé une lutte préventive énergique contre la tuberculose.

1921-22 Les oeuvres scolaires dépensaient fr. 37,967.— de nourriture et fr. 7,230.— de vêtements et chaussures.

1924-25 *Décès de M. le Dr Robert-Tissot.*

« Nous avons eu le chagrin de perdre au cours de l'année M. le Dr Robert-Tissot qui donnait encore sa consultation au Collège primaire une semaine avant sa mort.

» Très dévoué à ses fonctions qu'il exerçait depuis 1911 avec autant de bonté et de bonne humeur que de science, le Dr Robert-Tissot était toujours prêt à accourir dès qu'un accident se produisait ou qu'une épidémie infantile semblait menacer une classe ou un quartier. C'est lui qui a organisé le service de mensuration des élèves et établi la fiche individuelle avec les normes de croissance et de poids spéciales à notre ville ».

1925 *Développement du service médical scolaire.*

Une infirmière visiteuse est mise à la disposition de M. le Dr Guye, médecin des écoles.

1925 Un contrat d'assurance est passé avec la « Neuchâteloise » prévoyant une assurance obligatoire pour les accidents scolaires, chemin de l'école compris, et une assurance facultative pour les autres accidents.

1925 Le premier rapport du dentiste scolaire indique que 14,000 dents ont été visitées dont les 70 % étaient saines, que 588 enfants de la première et deuxième années ont été traités et que la dépense s'est élevée à fr. 12,021.—.

¹⁾ Voir ci-dessous le rapport détaillé de plusieurs de ces œuvres dans le chapitre de « La Bienfaisance », pages 599 et suivantes.

²⁾ Le rapport complet sur les colonies de vacances est arrivé trop tard pour figurer dans ce volume. Nous le regrettons.

1926-27 Le rapport du médecin des écoles constate que l'infirmière visiteuse, Soeur Mariette Herzog, a fait 300 visites, enquêtes et démarches au domicile d'un grand nombre d'écoliers, et qu'une connexion étroite existe entre les consultations médico-scolaires et le dispensaire anti-tuberculeux.

1929-30 Pour la première fois, organisation, sous les auspices de l'Automobile-Club, de journées de la circulation avec leçons de démonstrations.

1930-31 Ouverture de la Maison d'éducation à Malvilliers, destinée aux enfants arriérés.

Patronné par la Société neuchâteloise d'utilité publique et subventionné par l'Etat et un certain nombre de communes, cet établissement marque une étape importante au point de vue social et pédagogique dans le canton de Neuchâtel. *M. Ed. Wasserfallen* mit tout son coeur, sa persévérance pour faire aboutir ce projet destiné à venir en aide aux enfants les plus déshérités du pays.

Dans son rapport de 1930-31, il constate avec une certaine mélancolie que l'éducation des parents est aussi à entreprendre :

« On aurait pu supposer que l'ouverture de la Maison d'éducation de Malvilliers, destinée aux enfants arriérés, aurait engagé les parents à profiter de cette occasion pour les placer dans cette institution destinée précisément à donner à ces mal doués, sinon une instruction relative, du moins des habitudes convenables, une certaine habileté manuelle et la capacité de prendre une occupation quelque peu productive.

« Mais les parents sont retenus, les uns par la modique pension à payer, d'autres par une tendresse aveugle, d'autres enfin par indifférence.

« Cinq enfants de notre ville sont à Malvilliers et la « classe de lecture » compte 12 élèves. »

Ajoutons que, depuis, les choses se sont modifiées : Malvilliers a fait ses preuves et la Direction de l'établissement se voit aujourd'hui dans l'obligation de renvoyer ou de refuser un grand nombre de demandes d'entrée.

1933 L'augmentation du chômage avec toutes ses conséquences pour les familles chargées d'enfants engage les autorités à organiser un « Noël des enfants de chômeurs » avec la collaboration bienveillante de la population ¹⁾. Cette organisation est centralisée à la Direction des écoles. Elle continuera son action jusqu'en 1941, soit jusqu'au moment où le chômage fut résorbé par les industries de guerre.

Cette action s'étendit chaque année à plus de 1000 enfants et le montant des dépenses pour des chaussures, des lainages et des habits chauds oscille entre fr. 13,000.— et fr. 18,000.—.

¹⁾ Voir page 439.

Epargne scolaire

Pendant plus de 50 ans, la Caisse d'Epargne d'abord, puis la Banque cantonale canalisèrent les petits sous de nos élèves, encourageant ces derniers à pratiquer l'économie. Les petits ruisseaux font les grandes rivières et les sommes constituées par cette épargne au cours de ce demi-siècle sont impressionnantes.

Voici quelques chiffres :

Exercice 1893-94	1,282 déposants ont versé . . .	Fr. 8,803.15
1903-04	3,039 carnets avec	» 30,031.75
1916-17	734 carnets nouveaux	» 32,342.—
1923-24	502 carnets nouveaux	» 39,846.—
1930-31	» 49,512.—

En 1931, la Banque cantonale renonçait à l'épargne scolaire « qui contribuait si fort, comme le dit M. Wasserfallen dans son rapport de l'exercice 1930-31, à donner à la jeunesse le goût de mettre de côté pour les mauvais jours.

» Nous osons espérer que le département de l'Instruction publique trouvera le moyen de remplacer cette utile institution ».

Avant de clore ce chapitre, nous tenons encore à signaler l'effort important accompli par les écoles, corps enseignant et élèves, pour l'oeuvre Pro Juventute ¹⁾ par la vente habituelle de décembre.

Dans son rapport de 1942-43, M. Schelling, directeur des écoles, constate

« que les oeuvres en faveur de nos écoliers, dont l'action a porté sur plus de fr. 72,000.—, ont, comme de coutume, rencontré l'appui de la population chaux-de-fonnière qui répond toujours avec bienveillance à leurs sollicitations ».

Evolution pédagogique

De 1893 à 1914, l'école a le vent en poupe ; dans le rapport de la Commission scolaire comme dans ceux des directeurs, on sent de la foi, de l'enthousiasme et on assiste à un développement progressif des diverses institutions scolaires.

¹⁾ Le rapport de Pro Juventute est parvenu trop tard pour paraître dans ce volume. Voir page 599.

Certains enseignements s'introduisent peu à peu tandis que d'autres, discutés pendant quelque temps, finissent par disparaître. Parmi les premiers citons l'enseignement des travaux manuels, l'enseignement ménager, l'école active, un enseignement spécial pour les enfants retardés ; parmi les seconds : les cours aux apprentis et l'« Ecole complémentaire ».

Il en est de même de certaines institutions : ainsi, le Corps des cadets, la distribution de prix et d'accessits finirent par disparaître ; le certificat d'études également.

Par contre, on assistera à l'organisation de bibliothèques scolaires, à l'introduction des examens trimestriels et à celle d'un deuxième après-midi de congé et de récréations horaires, à l'organisation de séances cinématographiques, de séances radioscolaires.

On verra certains manuels disparaître et être remplacés par d'autres ouvrages plus modernes.

Enfin et surtout, les méthodes pédagogiques basées sur l'autorité et la contrainte céderont peu à peu le pas, grâce à une meilleure connaissance de l'enfant et à l'effort des vrais éducateurs, à des méthodes plus paisibles ; l'atmosphère des classes se détendra et on arrivera, sinon à l'autonomie des écoliers et à l'école active, du moins à l'école sereine faite de collaboration entre maîtres et élèves.

Reprenons maintenant, dans leur ordre chronologique, les faits principaux illustrant les généralités précédentes :

Jusqu'en 1896, les années scolaires se terminaient en juillet. L'exercice 1896-97 fut le premier se terminant en avril. La Fête des Promotions eut lieu également en avril.

1893 et suivantes : Introduction de l'enseignement des travaux manuels à titre facultatif ; installation des salles de cartonnage et de menuiserie dans les différents collèges.

1897 Pour assurer une meilleure collaboration entre l'école et la famille, des heures de réception pour les parents sont introduites dans les horaires.

1897-1898 Création de bibliothèques pour les écoles de quartier. Au 31 décembre 1898, celles-ci réunissaient 886 volumes.

1898 Des examens trimestriels sont prévus en juillet et en décembre.

1898 Création de deux classes pour retardés.

1900-1901 Une première attaque dirigée contre la distribution de prix et d'accessits échoue devant la Commission scolaire.

Le Directeur défend cette institution :

« Il faut prendre les gens comme ils sont et ne pas prétendre que les enfants travaillent parce que c'est leur devoir ».

- 1901 Introduction de l'enseignement ménager dans la dernière classe de l'école primaire et à l'Ecole supérieure des jeunes filles.
- 1903 Il est prévu un deuxième après-midi de congé pour le degré supérieur.
- Avril 1905. *Démission de M. Ed. Clerc, directeur des écoles*¹⁾.
- 1906 La commission scolaire vote la création d'une classe de latinistes rattachée au Gymnase. Les élèves y entrent à la sortie de 4^{me} année primaire. C'est le début du Progymnase.
- 1908 Installation de l'Ecole ménagère des Crêtets. 248 jeunes filles suivent les cours de Mlles Lalive et Jacot.
- 1908-09 La fréquentation du Corps des cadets, jusque-là obligatoire, est rendue facultative.
- 1908-09 Introduction des récréations horaires.
- 1909 La loi de 1908 consacre la suppression des « cours d'apprentis ».
- 1910 Sous les auspices de la Société pédagogique, le professeur Brunot, de Paris, donne aux membres du Corps enseignant une série de conférences sur l'enseignement du français, conférences à la suite desquelles la grammaire Brunot est introduite à l'essai dans un certain nombre de classes.
- 1910-11 Le soin des promotions conditionnelles est confié à la Direction.
- 1911 Pour la première fois, la Commission scolaire s'émue des dangers du cinéma pour les enfants et elle demande que l'âge d'entrée soit fixé à 16 ans pour les enfants non accompagnés de leurs parents. Cette mesure plus qu'anodine eut le don de soulever l'indignation véhémente d'un journaliste de l'époque, à la plume acérée :

« Que le public y prenne garde et se rende compte que cet incident du « cinématographe », négligeable en soi, n'est qu'un épisode nouveau et caractéristique de tout un système d'intrusion insupportable et arbitraire des éducateurs officiels dans la vie privée, un empiètement audacieux et d'une inconsciente insolence des autorités administratives sur les droits de l'homme ». — (Signé Max Girard).

¹⁾ M. Clerc était entré en fonctions le 15 octobre 1880. Il abandonna ses fonctions en avril 1905 pour prendre la direction de l'Ecole normale cantonale.

Le récit que nous avons donné du développement scolaire de notre ville durant cette période résume le travail qu'a accompli M. Ed. Clerc dans nos écoles et l'énergie qu'il a dû déployer pour mener à bonne fin les problèmes de toute nature qui se sont présentés au cours de son activité.

- 1912-13 Suppression du Corps des cadets et création d'une musique scolaire.
- 1912-13 Suppression des prix. Les crédits ainsi économisés sont affectés à la création de bibliothèques scolaires.
- 1913-14 L'enseignement de l'instruction civique est prévu dans les classes de filles du degré supérieur.
- 1913-14 Introduction d'un enseignement antialcoolique.
- 1913-14 Des représentations cinématographiques sont organisées pour les élèves.
- 1914 Des lanternes de projections sont installées dans les collèges et des collections de clichés sont en formation.
- 1917 L'enseignement ménager, à raison d'une demi-journée par quinzaine, est étendu à la sixième année.
- 1917 M. Tell Perrin, président de la Commission scolaire, faisant allusion aux séances orageuses du début et du milieu de l'année 1916, demande instamment à ses collègues « de s'ins-
« pirer uniquement des intérêts scolaires qui seuls leur sont
« confiés, que seuls nous avons à défendre ».
- 1918-21 La fête scolaire, supprimée en 1918 à cause de l'épidémie de grippe, fut modifiée en 1919 et en 1920. Le grand cortège fut supprimé et on organisa des fêtes par collèges dans les pâturages du voisinage avec jeux et collation. En 1921, le grand cortège est rétabli à la suite d'une consultation des parents qui donna 2,090 réponses favorables au grand cortège pour 1,246 allant à la nouvelle méthode.
- 1921 L'enseignement des travaux manuels devient obligatoire dans le degré inférieur.
- 1921 Application d'un décret du Grand Conseil prolongeant la scolarité des jeunes gens libérables n'ayant pas trouvé d'occupations régulières.
- 1921 Heures de « petite école » introduites dans les horaires. En voici les motifs invoqués par le Directeur :
- « 211 élèves libérables ne sont pas arrivés en sixième
« année. Ce nombre est trop élevé. Nous espérons qu'en
« ménageant dans chaque degré une ou deux heures
« hebdomadaires réservées aux élèves qui ont de la
« peine, on arrivera à diminuer le nombre des trainards,
« qui plusieurs fois dans leur scolarité ne sont pas
« promus.
« Ces heures ne doivent pas être considérées par les
« élèves comme une punition, mais comme un privi-
« lège. »
- 1921-1922 Nouvelles classes spéciales organisées dans les degrés inférieur et moyen.

1921-1922 Un essai d'école active effectué dans les degrés inférieur et moyen donne satisfaction.

« M^{lle} Boucherin et M. Gremaud appliquent avec succès les procédés et les méthodes de l'école active et nous souhaitons que par ces classes, ces procédés et ces méthodes pénètrent peu à peu tout l'enseignement primaire.

» La crainte que nous avions de voir ces classes fournir au degré supérieur des élèves insuffisants s'est dissipée au printemps : résultats égaux à ceux obtenus dans les parallèles ; mais leur supériorité réside surtout dans l'amour que les enfants montrent pour leur école. »

1921-1922 L'organisation de « classes de deux ans » ou du système de « rotation des maîtres » rencontre l'agrément de la majorité du corps enseignant.

Cette organisation est introduite dans tous les degrés de l'école primaire.

Par contre, un essai de classes dites « sélectionnées » n'a pas donné satisfaction. « Les maîtres affirment qu'on enlève aux classes leurs entraîneurs naturels » dit M. Wasserfallen dans son rapport.

1923-1924 Le rapport du Directeur constate que les travaux manuels sont de plus en plus populaires. 1.426 élèves ont participé à ces cours (cartonnage, menuiserie, sculpture, vannerie).

A la fin de l'année scolaire, une exposition de travaux manuels et d'école active est organisée pour le public.

1924 Suppression des cours complémentaires à la suite d'une décision du Conseil d'Etat. Ces cours destinés aux jeunes gens de 17 et 18 ans avaient surtout pour but d'améliorer les moyennes des examens pédagogiques des recrues.

1923 Ouverture à titre d'essai d'une classe à l'Hôpital d'enfants. Cette classe devait être fermée quelques années plus tard.

1924. D'entente avec l'Office du Travail, les autorités scolaires organisent, à titre facultatif, des examens d'orientation professionnelle pour les élèves libérables. Ces examens sont confiés au Dr Heinis, orientateur psychotechnique de Genève, qui fonctionne déjà pour les examens d'entrée au Technicum depuis plusieurs années.

1925 Les cours de culture générale organisés pour les apprentis de métiers sont remis au Technicum.

De 1925 à 1930 rien de très saillant si ce n'est un développement normal et progressif des diverses activités scolaires, dans des conditions financières de plus en plus satisfaisantes.

En 1929, les dépenses pour l'école primaire se sont élevées à fr. 959.860.—

L'année 1928 voit enfin disparaître l'examen du certificat d'études, lequel rencontrait depuis longtemps une hostilité qui allait en grandissant. On lui reprochait de paralyser une saine pédagogie et de favoriser le « bourrage ».

La loi scolaire avait supprimé la libération à 13 ans, mais maintenu l'examen qui était devenu obligatoire pour les élèves de 6^{me} année terminant leur scolarité.

La suppression de cet examen fut décidée par le Conseil d'Etat.

1930 Début d'une nouvelle crise économique.

1932 A l'occasion de l'Exposition d'horlogerie ancienne et moderne organisée par l'A. D. C., les classes préparent un cortège costumé qui obtient le plus vif succès.

1932-1933 « L'année scolaire qui vient de se terminer s'est passée sous la pression constante de la situation économique qui a nécessité la réduction des dépenses de tous les chapitres du budget. »

(Rapport du Directeur.)

Les économies envisagées pour cette année déjà et pour l'avenir portent sur les points suivants :

1. Diminution du nombre des classes.
2. Suppression des cours rétribués de travaux manuels.
3. Suppression des subsides pour les cours de perfectionnement.
4. Réduction de 5 % des salaires.
5. Transfert des membres du corps enseignant dont les classes se ferment dans d'autres communes.
6. Suppression progressive des maîtres spéciaux par voie d'extinction.
7. Abandon du collège de la Maison-Monsieur.
8. Réduction de toutes les dépenses en cherchant à réaliser des économies sur tous les postes du budget où la chose est possible.

La plupart de ces directives étaient imposées à la suite de mesures proposées par le Conseil d'Etat et votées par le Grand Conseil.

Avril 1933. *Démission de M. Ed. Wasserfallen*¹⁾.

¹⁾ M. Ed. Wasserfallen dirigea les écoles primaires depuis le début de l'année scolaire 1905-06 jusqu'à la fin de l'année scolaire 1932-33.

On ne saurait mieux résumer son activité qu'en citant les paroles prononcées par M. Hermann Guinand, président de la Commission scolaire, lors de la séance d'adieux du 7 avril 1933 :

« D'abord instituteur au Bas-Monsieur, plus tard Directeur de l'Ecole secondaire de Fleurier, ensuite professeur à l'Ecole de commerce de notre ville, M. Wasserfallen était précédé d'une belle expérience pédagogique lorsqu'il fut appelé à la tête de nos écoles qui comptaient alors près de 6,000 enfants répartis dans environ 150 classes.

« Pendant 28 ans, M. Wasserfallen a été le conseiller du corps enseignant suivant de près les débutants qu'il aidait et guidait, accueillant avec intérêt les initiatives

Pour remplacer le démissionnaire, la Commission scolaire fit appel à *M. Gaston Schelling*, licencié ès sciences sociales et bibliothécaire adjoint de la ville.

Il appartenait au nouveau Directeur d'appliquer avec discernement les mesures citées ci-dessus de façon à sauvegarder la bonne marche des écoles.

L'effondrement des effectifs et le dévouement des membres du corps enseignant lui facilitèrent cette tâche.

La tableau suivant illustre bien les efforts qui ont été faits de 1930 à 1938 pour diminuer les dépenses affectées aux écoles primaires :

1929	Fr. 959,860.—
1932	» 910,456.—
1933	» 883,215.—
1934	» 847,760.—
1935	» 821,592.—
1936	» 675,276.—
1937	» 674,244.—

Malgré tout la vie de l'école continue ; les autorités mitigent les décisions quelque peu draconiennes du Grand Conseil en conservant quelques maîtres spéciaux pour l'allemand, la culture physique et le dessin, et en maintenant dans les classes des effectifs bien au-dessous des normes fixées par l'Etat.

Une dépense importante est affectée à l'achat d'appareils de radiodiffusion qui sont installés dans les collèges pour permettre aux classes de bénéficier des émissions radio-scolaires organisées à Sottens.

En 1939, les classes du degré supérieur organisent des courses de deux jours pour visiter l'Exposition nationale de Zurich.

Les oeuvres scolaires (voir « Rôle social de l'Ecole ») sont largement mises à contribution pour parer aux misères qu'entraîne le chômage.

Prolongation de la scolarité obligatoire.

Dans le canton, les préoccupations des autorités sont particulièrement dirigées du côté de la crise économique qui se prolonge. Parmi les mesures envisagées pour combattre le chômage, une mesure scolaire s'impose :

des maîtres qu'il savait encourager tout en leur imprimant la direction que lui suggérait son expérience.

« Très conciliant, M. Wasserfallen a toujours cherché à aplanir les conflits, et lorsque ses fonctions lui imposaient la délicate mission de juger des réclamations de parents, la rectitude de son esprit a toujours assuré une solution équitable et mûrie. »

« La prolongation de la scolarité obligatoire »

qui retardera d'un an l'entrée des jeunes gens dans les entreprises industrielles et commerciales.

En 1936, une motion dans ce sens est déposée au Grand Conseil par M. G. Schelling, Directeur des Ecoles, et la Commission scolaire adresse aux autorités cantonales une résolution à l'appui de cette motion. Cette dernière est acceptée par le Grand Conseil qui la renvoie pour étude au Conseil d'Etat.

Le 24 juin 1938, les Chambres fédérales promulguèrent une loi sur l'âge minimum des travailleurs en vertu de laquelle les jeunes gens des deux sexes ne pouvaient être admis au travail avant l'âge de 15 ans révolus.

Ce décret mettait en quelque sorte les cantons en demeure de prolonger la scolarité jusqu'à 15 ans.

Le 19 mai 1939, le Grand Conseil vote une loi prolongeant la scolarité obligatoire d'une année et laissant aux communes le droit d'option, mais sans prévoir un délai d'application.

Les événements mondiaux qui débutèrent en septembre 1939 entravèrent l'application de cette loi et entraînèrent également diverses « modifications de la loi fédérale sur l'âge minimum des travailleurs ».

Enfin, le 24 juin 1941, cinq ans après le dépôt de la motion Schelling, le Conseil d'Etat prend un arrêté fixant au 1^{er} novembre 1941 l'entrée en vigueur de la loi sur la prolongation de la scolarité obligatoire.

Au cours de l'hiver 1941-1942, la Commission scolaire adopte un rapport du Directeur des Ecoles prévoyant la création de classes de 9^{me} année dès le printemps 1942.

Ajoutons que le programme de ces classes est essentiellement pratique et qu'il constitue une préparation à la vie.

Les travaux manuels, travail sur bois et travail sur métal, occupent une place importante à l'horaire des classes de garçons tandis que l'enseignement ménager et les travaux féminins constituent la moitié de l'horaire des classes de jeunes filles.

Décembre 1943. — Démission de M. Gaston Schelling.

Nommé au début de l'année 1933-34, M. Schelling assumait la fonction de Directeur des Ecoles primaires jusqu'à fin janvier 1943, soit jusqu'à son entrée au Conseil communal. A côté d'autres attributions, il devint Directeur de l'Instruction publique.

La tâche de M. Schelling ne fut pas facile à cause du chômage et des difficultés financières devant lesquelles se trouvaient et le Canton et la Commune. Il s'employa à réaliser le plus d'économies possible, sans, pour autant, sacrifier l'école, lui assurant une marche aussi normale que possible. Ce rôle ingrat lui fut d'ailleurs facilité par ses qualités d'administrateur.

Pour remplacer M. Schelling, la Commission scolaire désigna M. W. Béguin, Directeur des Ecoles primaires du Locle depuis 12 ans et qui pendant 17 ans avait rempli le poste de professeur de mathématiques à l'Ecole normale et au Gymnase de notre ville.

Guerre 1914-1918 et guerre 1939-1943

A 25 ans de distance, ces deux catastrophes qui se sont abattues sur le monde ont eu sur nos écoles des répercussions identiques, tant il est vrai que les mêmes causes produisent les mêmes effets :

Instituteurs mobilisés.

Remplaçants difficiles à trouver.

Occupation des locaux scolaires par la troupe.

Classes alternantes.

Horaires adaptés aux circonstances.

Pénurie de combustible noir.

Situation difficile de beaucoup d'enfants du fait des difficultés amenées dans les familles par le chômage et le renchérissement de la vie.

Quand les industries de guerre se mirent en branle, le chômage disparut, mais nombre d'enfants furent abandonnés à eux-mêmes, père et mère ayant pris le chemin de la fabrique.

Aujourd'hui, le problème des enfants délinquants, vicieux ou abandonnés se pose de nouveau plus que jamais dans le canton de Neuchâtel.

Pour aider à sa solution, M. W. Béguin, Directeur des Ecoles primaires, est délégué, en avril 1943, au Congrès d'hygiène mentale de l'enfance, organisé à Genève sous les auspices du Conseil d'Etat, de l'Université et de l'Institut Rousseau.

Une motion ayant trait à ce problème, déposée en novembre 1942 devant le Grand Conseil par M. Béguin, a été acceptée par le Conseil d'Etat. Elle est à l'étude.

Si la vie civile fut plus longtemps désorganisée dans la première guerre que dans la seconde, le manque de charbon et d'une façon générale les difficultés de ravitaillement furent plus marquées dans la seconde que dans la première.

Dans les années 1914 et 1915, le chômage persistant obligea les autorités à organiser des cours pour les ouvriers sans travail. Des locaux scolaires furent réquisitionnés et des ateliers y furent installés. On fit appel aux membres du corps enseignant pour donner des cours, diriger des courses, etc.

Grippe 1918-1919.

L'épidémie de grippe de 1918 qui sévit dans notre ville avec intensité frappa durement maîtres et élèves. Les classes furent fermées du 8 juillet au 15 octobre et la fréquentation rendue facultative jusqu'à fin décembre.

En janvier 1920, nouvelle offensive de la grippe qui oblige à la fermeture des classes du 26 janvier au 14 février.

De 1939 à 1943, le manque de combustible obligea à modifier le tableau des vacances, raccourcies pendant la belle saison, elles furent allongées en hiver.

Pour parer au déficit alimentaire, le Service médical cantonal ordonna chaque année, en février, une cure de bonbons vitaminés pour tous les enfants des écoles.

En même temps que la guerre apparaissait un hôte indésirable: « le doryphore », insecte dangereux pour les champs de pommes de terre. Aussi, chaque année, les classes sont-elles mobilisées, vers fin juin, au moment où les champs sont bien « sortis », pour faire la chasse au redoutable coléoptère.

En 1940, dans l'anxiété du moment, la Fête de la Jeunesse fut supprimée, de même que les courses d'école, des combats aériens ayant sillonné le ciel de nos régions.

1941. — Six cent cinquantième anniversaire de la fondation de la Confédération.

Malgré les soucis de l'heure, la Commission scolaire autorise les classes du degré supérieur à organiser des courses de deux jours en Suisse centrale, au Grütli et au Chemin creux.

Pour commémorer cet anniversaire, sous les auspices de l'A. D. C., les écoles de la ville organisent un cortège historique où figurent 4.500 participants, avec grande manifestation au Parc des Sports (12-13 septembre).

Hiver 1942-1943.

Organisation sous les auspices d'un Comité de patronage, du jeu lyrique « Les Saisons fleuries », dû à trois artistes chauds-fonniers :

le poète André Pierre-Humbert,
le musicien Georges Pantillon
et le peintre Ed. Kaiser.

850 chanteurs et acteurs, tous élèves de nos écoles primaires,
y prennent part.

13 représentations sont données au Théâtre en février et en
mars.

Le bénéfice est versé aux oeuvres scolaires.

Été 1943.

Vie scolaire normale entremêlée d'exercices d'alerte aux avions.

Manuels et méthodes d'enseignement

Apprentissage de la lecture.

Il y a 50 ans, on commençait d'abandonner la méthode d'épél-
lation le « ba, be, bi, bo, bu » et de la remplacer par la méthode
de syllabation ou méthode Regimbeau, du nom du manuel français
alors en usage.

Pendant 40 ans, les enfants ânonnèrent leurs syllabes et voici
12 ans que la méthode globale est venue à son tour remplacer la
méthode de syllabation.

« Mimi rit. »

« Arthur sur l'âne crie : hue. »

« Papa fume la pipe. »

Ces phrases sont aujourd'hui dans toutes les mémoires d'éco-
liers.

Quelles que soient les méthodes employées, les enfants ont tou-
jours appris à lire, mais il est indéniable que la méthode globale
leur a apporté plus de plaisir et a mis en eux plus d'idées que
les méthodes qui l'ont précédée.

Langue maternelle.

Depuis les manuels C.-W. Jeanneret dans le degré inférieur,
la Grammaire des instituteurs de Pautex, et les livres de Guyau
dans les degrés moyen et supérieur, les manuels se sont succédé
à une cadence plus ou moins rapide sans donner toujours toute
satisfaction.

Grammaire ou cours de langue ? chaque méthode a ses partisans
et ses adversaires. Pendant 20 ans, c'est la grammaire qui a pré-
valu et voici bientôt 25 ans qu'on emploie dans les classes des
cours de langue « Vignier » dans le degré moyen et « Sensine »
dans le degré supérieur.

Le Département se préoccupe actuellement du remplacement de ces ouvrages. La chose n'est pas facile, les manuels de français étant aujourd'hui introuvables.

Dans le degré inférieur, depuis de nombreuses années, on utilise un petit manuel de français dû à deux institutrices de chez nous, Mlles Jeanneret et Hirsch.

Comme livres de lecture, dans tous les degrés, le Département de l'Instruction publique a introduit, depuis quelques années, des manuels français fort bien rédigés à côté de quelques ouvrages édités en Suisse.

Les manuels qui venaient de France ne pouvant plus être renouvelés, les cantons romands étudiaient la possibilité de doter leurs écoles de manuels édités en Suisse, mais laissant une large place aux belles pages des auteurs français à la portée de la jeunesse.

Arithmétique.

De tout temps, on a cherché à concilier dans l'enseignement de cette branche l'apprentissage technique : définitions, livrets, mécanisme des opérations, procédés rapides, etc., avec l'exercice de la réflexion et la formation du raisonnement. Les manuels Leysse et Corbaz ont été, pendant de nombreuses années, les guides des membres du corps enseignant dans ce domaine.

Depuis 1930, nos écoles sont dotées d'un manuel neuchâtelois adapté aux différents degrés de l'école primaire, dû à MM. Tuetey et Grize. En outre, un ouvrage de méthodologie des mêmes auteurs est remis à chaque membre du corps enseignant. La caractéristique de ces manuels est d'obliger constamment l'élève à un effort de réflexion tout en ne délaissant pas l'acquisition technique du calcul. Les applications restent près de la vie pratique et dans le champ d'expérience de l'enfant, directives qui nous paraissent primordiales dans l'enseignement de l'arithmétique.

Histoire, géographie, instruction civique.

Nombreux sont les manuels qui, depuis le « petit Daguet », le manuel de géographie des instituteurs, et l'ouvrage de Numa Droz, se sont succédé dans nos classes pour l'enseignement de ces différentes branches. Dans ce domaine plus que dans d'autres, on a cherché à lutter contre le verbiage tout en s'efforçant de donner aux élèves une base solide.

A mesure que les moyens typographiques se perfectionnaient, les manuels s'enrichissaient d'images et de reproductions de documents de toutes sortes et aujourd'hui les manuels de géographie, d'histoire et d'instruction civique sont copieusement illustrés.

En géographie, les manuels Rosier ont fait place au manuel Zwahlen qui aujourd'hui vient d'être abandonné. Il est remplacé par un manuel suisse romand « Grandjean et Jeanrenaud » conçu sur un plan différent.

En instruction civique, l'ouvrage de MM. Bolle et Diacon vient d'être réédité.

Pour l'enseignement de ces branches, l'épidiascope est d'une utilité incontestable. Nous possédons déjà deux de ces appareils et nous nous proposons d'en installer dans chacun de nos collèges. Actuellement, ces appareils deviennent introuvables.

Allemand.

Le manuel « Krause et Revaclier » constituait, il y a 50 ans, un des meilleurs ouvrages scolaires pour l'enseignement de l'allemand. Il était essentiellement grammatical.

La méthode Alge qui lui succéda représentait le type de la méthode directe et l'étude de l'allemand se faisait, dès la première leçon, sans l'emploi d'un seul mot français, à l'aide de tableaux, points de départ d'une foule de leçons de conversation.

Le manuel Loze qui suivit était de nouveau basé sur la grammaire. Il dura une vingtaine d'années et voici 10 ans que nos classes sont dotées d'un manuel qui applique une méthode directe quelque peu mitigée de grammaire : la méthode Rochat-Lohmann, qui donne pleine satisfaction sans toutefois contribuer à former une génération d'élèves véritablement « forte à l'allemand ».

L'enseignement de cette branche est préterité par le faible nombre d'heures que l'on peut y consacrer.

Culture physique.

Etre fort au reck, aux barres parallèles, savoir faire le « petit Napoléon » et le saut périlleux ! tel était, il y a 50 ans, le rêve de tous les écoliers.

Comme maître idéal : « un couronné fédéral » qui apprenait à ses petits émules à « faire de la gymnastique ». Cela n'était déjà pas si mal.

Aujourd'hui, on enseigne la culture physique. C'est la branche élue vers laquelle se penchent avec sollicitude les autorités du pays. Des cours subventionnés de culture physique, de natation, de skis, de patins, sont organisés chaque année pour les membres du corps enseignant qui reçoivent également des directives précieuses par les manuels fédéraux de gymnastique masculine et féminine. Ces manuels sont publiés par la Commission fédérale de gymnastique, institution organisée en 1874 par le Conseil fédéral.

Notre ville s'est toujours préoccupée du développement physique des jeunes gens. Dans chaque collège on a aménagé des halles de gymnastique normalement équipées. On a construit des halles plus spacieuses pour les sociétés et les grands élèves.

Aujourd'hui, malgré une décision de supprimer les maîtres spéciaux, nous avons gardé un maître et une maîtresse de culture physique. Toutes nos classes de garçons ont trois heures hebdomadaires de gymnastique. Les classes de filles en ont deux. En hiver,

nos élèves font du ski ou du patin sous la direction de leurs maîtres. En été, ils font de la course, du saut, du lancer de boulet sur le stade de la Charrière.

Pour la seconde fois, les aînés ont subi cet automne un examen fédéral de culture physique pour lequel ils reçoivent un bulletin spécial. Si toutes les épreuves ne sont pas réussies, les élèves sont tenus de fréquenter des cours de culture physique dans l'une des sociétés sportives de la ville.

Dessin.

Dans une ville telle que la nôtre, où une industrie de précision exige une main-d'œuvre particulièrement qualifiée, il est indiqué d'accorder une place toute spéciale à l'enseignement du dessin. C'est d'ailleurs ce qu'ont toujours compris les autorités scolaires et, depuis plus de 50 ans, le dessin a été enseigné par des maîtres spéciaux, dans le degré supérieur et quelquefois même dans le degré moyen.

Il y a 50 ans, les élèves s'initiaient au dessin en copiant des modèles lithographiés fort bien faits et soigneusement gradués. C'était la méthode Guillaume. Elle fut remplacée dès 1894 par la méthode dite « neuchâteloise » due à un artiste chaux-de-fonnier, *M. Ed. Kaiser, père* ¹⁾, professeur de dessin. Elle consistait en modèles de plâtre représentant des motifs d'ornements décoratifs et géométriques. La copie était moins directe que dans la méthode Guillaume et laissait plus de latitude aux élèves.

Dès le début du siècle, un fort courant pédagogique insistait pour que les méthodes employées fassent davantage appel à l'initiative et à la spontanéité de l'enfant. En 1910, l'école neuchâteloise décidait de faire sienne la méthode récemment adoptée par le canton de Vaud et due au *professeur Lugeon*, de Lausanne. Beaucoup plus variée que la précédente, à côté de beaucoup de fantaisie, elle prévoyait entre autres l'enseignement du dessin décoratif, l'emploi des couleurs, l'enseignement de la perspective et du croquis coté. Cette méthode, en somme, est encore la méthode officielle, mais le programme du Département pour l'enseignement du dessin (1932) en a limité l'application par des cadres plus rigides et d'autres ouvrages, spécialement ceux publiés par *M. Berger*, maître de dessin au collège de Morges, sont venus influencer l'enseignement du dessin dans nos écoles.

Chant ²⁾.

Nombreux sont les Chaux-de-Fonniers qui se souviennent encore de leur professeur de chant aveugle, M. Paul d'Or qui termina sa carrière vers la fin du siècle dernier.

MM. Zellweger et Lhoest qui succédèrent à ce maître vénérable furent, sauf erreur, les derniers maîtres spéciaux dans cette bran-

¹⁾ Voir page 505.

²⁾ Voir aussi pages 498 et suivantes.

che, et depuis de nombreuses années, cet enseignement est confié aux titulaires des classes, mesure qui s'explique du fait que le chant est un moyen pédagogique de première valeur. Nous faisons cependant une réserve pour le degré supérieur où nous verrions facilement un animateur de l'enseignement du chant conseillant les maîtres, dirigeant les chœurs d'élèves formés de plusieurs classes, et chargé spécialement de l'enseignement du solfège.

La plupart des cantons romands viennent d'éditer de nouveaux manuels de chants renfermant une riche documentation. Neuchâtel a conservé son « Recueil de chants populaires » auquel les dernières éditions ont apporté un choix heureux de nouveaux morceaux, mais nous souhaitons que par la suite, il soit complètement refondu et permette de renouveler l'enseignement du chant dans nos écoles.

Depuis 1894, nos écoles possèdent le solfège Pantillon et depuis quelques années, le département de l'Instruction publique a introduit, à titre d'essai, dans les classes des degrés inférieur et moyen, le solfège « Scala » de M. Pantillon, également.

Les simplifications apportées par l'auteur pour rendre l'étude du solfège plus accessible à de jeunes élèves ont une valeur pédagogique indéniable, mais elles rencontrent une telle opposition dans le monde musical, que l'adoption définitive de ce manuel n'est pas encore décidée à l'heure actuelle.

Écriture.

C'est la nature de la plume couramment employée qui, avec quelques années de retardement, modifie le genre d'écriture qu'on apprend à l'école.

Ainsi, c'est avec la plume d'oie que nos arrière-grand-pères écrivaient la belle bâtarde des vieux parchemins. La plume d'acier au bec pointu ayant remplacé la plume d'oie, la bâtarde fit place à l'écriture anglaise et de nombreuses générations se sont initiées à cette écriture par les cahiers « Château » aux modèles superbes, cahiers édités dans notre ville.

Aujourd'hui, dans la vie de tous les jours, la plume d'acier a vécu. Elle est supplantée par le stylo au bec quelconque ne permettant, en général, ni pleins, ni déliés. Depuis longtemps, l'anglaise n'est plus de saison à l'école.

Il fallait autre chose et on a trouvé différents genres d'écritures sans pleins ni déliés. C'est l'écriture de traction qui se fait avec une plume se terminant par une pointe arrondie légèrement relevée. Et nos enfants, depuis quelques années, s'exercent à la « Script », écriture dessinée, agréable par sa tranquillité et sa clarté. Les cahiers de nos petits sont touchants de propreté. Les enfants adorent cette écriture parce qu'elle s'apprend aisément et permet une tenue naturelle.

Dans les degrés inférieur et moyen, personne ne désire revenir à l'écriture anglaise. Reste le degré supérieur où l'écriture « script » n'est employée qu'en 5^{me} année pour le moment.

On se plaint de ce que les élèves écrivent moins rapidement qu'autrefois. Est-ce un mal, si les cahiers sont plus propres et la tenue des enfants meilleure ? Comment transformer la « script » pour en faire une écriture plus rapide ? Tel est le problème qui se pose et qui trouvera, nous en sommes certains, une heureuse solution.

Travaux manuels.

Comme le dessin, les travaux manuels ont de tout temps bénéficié de la sollicitude des autorités.

En 1893, c'est une société qui organise des cours, lesquels sont très populaires.

Deux ans plus tard, ils sont incorporés à l'enseignement officiel :
pliage et découpage dans le degré inférieur,
cartonnage dans le degré moyen,
menuiserie dans le degré supérieur.

Des ateliers sont installés dans les différents collèges et le Conseil communal alloue, sans se faire prier, les crédits nécessaires à l'achat du matériel et des fournitures.

Obligatoires dans le degré inférieur, ces cours sont encore actuellement facultatifs dans les degrés moyen et supérieur, mais la presque totalité des élèves s'y inscrivent. Les travaux manuels constituent la branche préférée de la plupart des garçons et, au point de vue éducatif, c'est certainement l'une des plus utiles.

En 9^{me} année, les élèves ont douze heures de travaux manuels par semaine. Le travail sur métal qui est venu s'ajouter au cartonnage et au travail sur bois constitue une excellente préparation à l'entrée au Technicum.

Enseignement ménager.

Cet enseignement est lié à l'évolution de la vie sociale. Normalement, il paraît naturel que les jeunes filles acquièrent au foyer, sous la direction de leur mère, les notions nécessaires à l'entretien d'un ménage. Cela était peut-être vrai « au bon vieux temps », mais à mesure que se perfectionnaient les moyens de cuisson, la préparation des aliments, à mesure que les exigences de la vie moderne se multipliaient, il était de plus en plus indiqué de faire pénétrer dans tous les milieux les notions indispensables à la tenue normale d'un ménage.

D'autre part, l'emploi toujours plus étendu de la main-d'oeuvre féminine dans les entreprises commerciales et industrielles incita également les autorités à se préoccuper de la formation ménagère des jeunes filles.

A La Chaux-de-Fonds, en 1901 déjà, cet enseignement est introduit dans la dernière classe de l'école primaire ainsi qu'à l'École supérieure des jeunes filles.

Dans le courant de 1907-1908, on procède à l'installation de l'école ménagère des Crêtets.

Dès 1917, l'enseignement ménager est étendu à la 6^{me} année à raison d'une demi-journée par quinzaine et dès lors cet enseignement n'a cessé de se développer.

La création d'une classe post-scolaire de jeunes filles, avec un programme essentiellement ménager, précéda de quelques années la prolongation de la scolarité obligatoire.

Les expériences faites à cette occasion furent précieuses pour l'élaboration du programme de 9^{me} année.

En 1942, le Grand Conseil adoptait une loi sur l'enseignement ménager prévoyant que cet enseignement est obligatoire dans le cadre scolaire pour les élèves des deux dernières années, à raison d'une demi-journée par semaine. Le programme n'est pas limité à la préparation des repas, mais s'étend à l'économie domestique dans son ensemble. Ces exigences sont remplies par l'école primaire. Il reste aux autorités le soin de les étendre à l'enseignement secondaire et de prévoir un enseignement ménager post-scolaire destiné aux jeunes filles de 16 à 20 ans.

Enseignement des travaux féminins.

Durant toute cette période, le comité des Dames inspectrices a continué à suivre avec sollicitude les « leçons d'ouvrages » et le choix des travaux imposés a suivi, dans la mesure du possible, le cours de la mode, pour que les objets confectionnés puissent être utilisés par les fillettes.

L'enseignement des travaux féminins occupe une place importante dans la classe de 9^{me} année.

Autres manuels.

Parmi les manuels utilisés dans nos écoles durant ces vingt dernières années, citons encore deux petits ouvrages dus à des pédagogues chaux-de-fonniers :

« Le petit botaniste » de M. le Dr Monard et un « Résumé des connaissances utiles en orthographe et en calcul » de M. Robert Pfenniger, instituteur.

Traitements du corps enseignant

Dans son rapport de l'exercice 1893-1894, M. Clerc, directeur, faisant allusion aux traitements plus que modestes servis au corps enseignant, émit le vœu que les pouvoirs publics tiennent davantage compte de tout ce qu'on exige des instituteurs et des institutrices pour leur offrir des salaires suffisants.

La loi de 1908 apporte une légère amélioration à la situation précédente, amélioration insuffisante qui engagea les autorités scolaires et communales de La Chaux-de-Fonds à accorder au

corps enseignant primaire une haute-paie communale uniforme de fr. 750.— en 20 annuités à partir de la 3^{me} année qui suit la nomination.

La guerre de 1914 à 1918 vint rompre l'équilibre entre les salaires et le coût de la vie et de 1917 à 1921, des allocations de renchérissement progressives furent servies aux fonctionnaires et au corps enseignant.

La loi de 1921 amena une détente heureuse en prévoyant des salaires normaux, créant ainsi pour le corps enseignant une situation nettement supérieure à tout ce qu'il avait connu jusque-là.

Les crises de chômage qui sévirent dans l'industrie, de 1921 à 1925 et dès 1930, obligèrent les autorités communales et cantonales à opérer des prélèvements sur les salaires de telle sorte que les traitements prévus par la loi de 1921 ne furent touchés intégralement qu'une ou deux fois jusqu'en 1936 où une nouvelle loi cantonale, tenant compte d'une certaine diminution dans le coût de la vie, modifia le taux des traitements en leur apportant une diminution allant de 7 $\frac{1}{2}$ à 10 %.

Le chômage se prolongeant, de nouveaux prélèvements furent opérés pendant quelques années, mais la guerre qui éclata en 1939 ne tarda pas à bouleverser la situation. Les salaires de 1936 furent rétablis intégralement et, dès 1941, des allocations de renchérissement durent être prévues.

A partir du 1^{er} janvier 1940, la haute-paie communale a été remplacée par une indemnité de résidence. Celle-ci est de fr. 300.— pour les célibataires et s'acquiert en 4 annuités de fr. 75.—, à partir du 1^{er} janvier qui suit la nomination. Pour les instituteurs mariés, cette indemnité est de fr. 500.— et s'acquiert en 4 annuités de fr. 125.— ; une allocation de fr. 50.— par enfant est servie jusqu'au maximum de fr. 200.—.

Conclusions

Ce résumé bien incomplet de l'histoire de nos écoles primaires au cours de ces cinquante dernières années montre que la population et les autorités ont toujours attaché une importance primordiale à cette institution et ont consenti pour elle des sacrifices élevés.

Aujourd'hui plus que jamais, devant l'incertitude du lendemain et l'angoisse de l'avenir, l'école populaire a devant elle une mission difficile, même en restant dans le cadre de la cité.

Elle se doit d'accueillir avec charité les enfants toujours plus nombreux appartenant à des milieux modestes où l'équilibre familial est rompu par le renchérissement constant de la vie et les difficultés croissantes du ravitaillement.

Elle a le devoir de réagir contre l'affaiblissement des valeurs morales, conséquence inéluctable de quatre ans de guerre et d'industries de guerre, et qui se traduit par tant de détails dans la vie journalière de l'école.

Plus que jamais, elle doit chercher à maintenir, dans la jeunesse, un idéal moral élevé, à développer chez les enfants les sentiments d'entraide et de solidarité en perfectionnant les méthodes et les moyens d'y parvenir.

Il s'agit d'élaguer des programmes les notions inutiles ou périmées et d'obliger toujours plus l'enfant à l'action et à la réflexion.

L'école doit également s'efforcer de multiplier les contacts avec les parents en les associant à la vie de l'école par des manifestations scolaires, des expositions de travaux d'élèves, des entretiens avec les maîtres, etc.

Ces activités multiples nécessitent de la part du corps enseignant toujours plus de dévouement, de cohésion et de collaboration, et demandent de la part des autorités un important programme de réalisations.

En voici quelques-unes :

1. Accès de l'enseignement secondaire à tous les enfants bien doués quel que soit le milieu social auquel ils appartiennent.
2. Développement du service médical scolaire en accentuant la lutte contre la tuberculose.
3. Développement des mesures sociales et pédagogiques permettant de traiter de manière plus efficace les cas des enfants délinquants, difficiles ou moralement abandonnés.
4. Généralisation de l'orientation professionnelle.
5. Aménagement de places de jeux dans les différents quartiers de la ville et construction d'une piscine dès que les circonstances seront favorables.
6. Adaptation des salaires et des pensions de retraite des membres du corps enseignant aux conditions normales de l'existence, lorsque celles-ci subissent des modifications importantes.

Les centaines de milliards de francs ou de dollars dépensés pour la guerre et la destruction autorisent les éducateurs et les autorités

scolaires à réclamer résolument les crédits nécessaires à assurer aux nouvelles générations une meilleure préparation et une vie aussi heureuse que possible.

W. Béguin.

2. L'enseignement professionnel

Il y a cinquante ans, l'enseignement professionnel n'était pas groupé comme il l'est aujourd'hui ; seules les écoles d'horlogerie et de mécanique étaient réunies dans un bâtiment commun et dirigées par la même commission. L'Ecole d'Art comptait deux classes d'apprentissage seulement et l'Ecole professionnelle des jeunes filles, faiblement subventionnée, était autonome. Quant à l'Ecole complémentaire, son activité fort limitée se bornait à quelques cours.

Les dépenses faites par la collectivité pour ces enseignements étaient considérablement moins importantes qu'aujourd'hui. Les budgets pour 1894 ascendaient aux sommes suivantes :

Horlogerie et mécanique (y compris un crédit extraordinaire de Fr. 11,000.—)	Fr. 55,600.—
Art	* 25,222.—
Ecole complémentaire	* 1,000.—
Subvention à l'Ecole des Jeunes filles	* 300.—
Total	Fr. 82,122.—

En 1943, et pour la seule division chaux-de-fonnière du Technicum neuchâtelois, les dépenses sont devisées à fr. 679,386.—.

Il y a un demi-siècle, la Commission de l'Ecole de mécanique et d'horlogerie avait déjà décidé de placer les élèves dans un milieu identique à celui de l'usine. La direction se donnait pour tâche « de former des jeunes gens qui, au sortir de l'Ecole, fussent capables de prendre en mains et de diriger une fabrication industrielle quelconque basée sur l'emploi des procédés mécaniques les plus récents et les plus économiques »¹⁾. L'industrie horlogère se mécanisait toujours davantage, recherchant la précision et l'interchangeabilité. L'Ecole se faisant un devoir de suivre ce progrès, les programmes sont modifiés ; on y introduit l'enseignement de la fabrication mécanique de l'ébauche. Un rapport stipule que « la plupart des travaux doivent être faits en série sur jauges, à l'aide de micromètres contrôlés par des étalons, de façon à obtenir l'interchangeabilité des pièces. On reconnaît au travail en série le grand avantage de pousser au perfectionnement et à la précision du travail ».

¹⁾ Les phrases entre guillemets sont tirées des rapports annuels des Ecoles d'horlogerie et de mécanique.

« L'introduction de nouveaux alliages jouissant de propriétés entièrement différentes de celles des métaux employés jusqu'alors, la nécessité de faire connaître, d'enseigner, de démontrer expérimentalement tout ce qui peut améliorer notre industrie » engageant la Commission à créer une nouvelle classe pour l'enseignement du réglage de précision et à donner plus d'extension à la technologie, à la mécanique industrielle, à l'étude de la résistance des matériaux.

Parallèlement, M. Paul Berner, directeur, donnait en 1900, un cours public d'horlogerie relatif « aux sujets les plus importants du Congrès chronométrique de 1900 : les propriétés des alliages d'acier et de nickel, l'emploi de ces alliages pour la construction des pendules, des spiraux et des balanciers, la correction de l'erreur secondaire au moyen du balancier proposé par le Dr Charles-Edouard Guillaume ».

On s'inquiète à juste titre de la concurrence étrangère qui devient redoutable : en 1895, M. Julien Gallet remet à la Commission dont il veut attirer l'attention « une montre fabriquée en Amérique, d'une marche assez régulière et d'un prix exceptionnellement bas ». L'année suivante, une délégation de Besançon « s'intéresse davantage à la fabrication horlogère par procédés mécaniques qu'à la mécanique elle-même ». On fait une réclame intense dans plusieurs pays pour faire connaître le Bureau officiel d'observation pour montres de poche « qui vérifie le réglage des montres et délivre des certificats de marche portant le sceau communal, que l'acheteur, soucieux d'avoir une bonne montre, doit réclamer du marchand horloger ».

En même temps, on défend rigoureusement la renommée de l'Ecole : un élève étranger, n'ayant pas terminé son apprentissage, avait fait peindre sur le cadran d'une montre finie ailleurs, les mots : Ecole d'horlogerie de La Chaux-de-Fonds. « Une pareille inscription, faite par un élève peu doué, a semblé à la Commission une usurpation propre à jeter le discrédit sur le travail habituel de l'Ecole », aussi le fautif fut-il mis en demeure de mettre fin à cet abus et son père averti des fâcheuses conséquences qu'un refus d'obtempérer pourrait entraîner.

On ne peut que féliciter les autorités de cette époque de leur ambition. L'essor rapide de l'industrie devait pousser au développement considérable de l'enseignement professionnel. De nombreux rapports successifs réclament à grands cris l'agrandissement de l'Ecole. Actuellement, la division chaux-de-fonnière du Technicum neuchâtelois occupe, totalement ou partiellement, 7 bâtiments. Des

projets de construction sont entre les mains des autorités et l'on attend des temps meilleurs pour les réaliser.

Avant de jeter un coup d'oeil sur le développement de nos diverses écoles, nous tenons à souligner une date extrêmement importante (1932) dans l'histoire de l'enseignement professionnel et technique neuchâtelois : elle marque la fusion de deux établissements similaires du Locle et de La Chaux-de-Fonds.

La crise de chômage¹⁾ qui sévissait alors et dont les conséquences désastreuses furent incalculables, ne devait pas épargner nos écoles. Les pouvoirs publics, obligés de faire d'énormes dépenses pour soutenir les sans-travail, et voyant leurs ressources diminuer considérablement par suite de la stagnation des affaires et d'une inquiétante dépopulation, se sont vus dans l'obligation de faire de grosses économies. Le Gouvernement, appuyé par le Grand Conseil, décida en particulier de ne plus subventionner que trois sections de techniciens dans notre canton et d'opérer la concentration des enseignements techniques aux Montagnes neuchâteloises. Il laissait à La Chaux-de-Fonds et au Locle le soin de s'entendre pour la répartition de ces enseignements.

Deux solutions se présentaient : les deux Technicums pouvaient abandonner chacun l'une ou l'autre de leurs sections techniques et nous aurions eu, à moins de 10 km. de distance, deux établissements incomplets, mutilés, menacés encore par la diminution des effectifs d'élèves, sans obtenir d'ailleurs, en contre-partie, une économie appréciable ; ou bien les deux Technicums, réunissant leurs forces, leurs moyens d'enseignement, les connaissances et les capacités de leurs corps enseignants, fusionnaient, constituant un établissement mieux outillé, plus important, capable d'un enseignement meilleur, tout en réalisant des économies considérables.

Les pouvoirs publics, Conseils communaux et Conseils généraux, approuvés par les autorités cantonales et la population chaux-de-fonnière (appelée à se prononcer à la suite d'un référendum) adoptèrent la seconde solution. Frappées par la même crise, menacées par la même tourmente, nos deux villes ont eu raison de resserrer plus étroitement les liens qui les unissent ; l'expérience devait prouver, une fois de plus, que l'union fait la force.

La convention passée entre les deux localités stipule, en son article premier, « que les Technicums de La Chaux-de-Fonds et du Locle sont réunis sous la dénomination de « Technicum neuchâtelois Le Locle-La Chaux-de-Fonds ».

¹⁾ Voir pages 90 et suivantes.

Ce nouvel établissement comprend deux divisions, l'une dans chaque ville. Il est administré par une Commission supérieure (présidée par M. Auguste Robert), des Commissions de divisions et une direction générale (confiée au Dr Henri Perret qui était à la tête du Technicum du Locle depuis 1918).

Immédiatement, les corps enseignants et les Commissions se mirent à l'ouvrage dans le meilleur esprit : les programmes furent unifiés, étendus, conformément aux exigences modernes, les cours dictés furent supprimés et remplacés par des manuels conformes aux nouveaux programmes et presque tous édités par l'établissement ; un règlement général, un règlement intérieur, un règlement des examens de diplôme furent élaborés, approuvés par les deux villes et sanctionnés par l'autorité cantonale.

Les enseignements furent spécialisés en utilisant judicieusement les forces du nouvel établissement, en évitant les doubles emplois dans toute la mesure du possible. La Chaux-de-Fonds conservait des sections pratiques en horlogerie, mécanique, boîtes, art, travaux féminins, une école d'arts et métiers qui devait bientôt donner à tous les apprentis des Montagnes, d'une partie du Val-de-Ruz et de plusieurs localités du Jura bernois, l'enseignement complémentaire institué par la loi fédérale sur l'enseignement professionnel.

Le Locle concentrait l'enseignement théorique à tous les techniciens, développait considérablement ses laboratoires, conservait des sections pratiques d'horlogerie, de mécanique et d'électro-technique.

La crise horlogère frappant des milliers de chômeurs, le Technicum fut chargé de perfectionner, d'instruire, de réadapter plus de 2000 personnes qui suivirent des cours pratiques et théoriques en horlogerie, mécanique, boîtes, bijouterie, gravure, couture, lingerie, etc.

En même temps, les villes faisaient d'énormes efforts pour trouver du travail et enrayer la dépopulation : un Office de recherches des industries nouvelles ¹⁾ fut créé par les deux localités. Il fallut préparer de la main-d'oeuvre qualifiée pour de nouvelles entreprises : fabrication de parapluies, de vêtements, de boîtes acier inoxydable, d'appareils de précision, d'automates réclame, de gants, etc. Cette tâche, sans laquelle l'implantation d'industries nouvelles aurait souvent été vaine, fut confiée également à l'établissement, qui ouvrit nombre de cours subventionnés par la Confédération et l'Etat.

¹⁾ Voir pages 100 et suivantes.

On se plaignait aussi que le travail quittait notre ville pour être fait à domicile dans d'autres régions. Une action dite « de rapatriement du travail horloger » fut entreprise par l'établissement qui ouvrit deux ateliers à cet effet, payant plus de fr. 170,000.— de salaires. L'un de ces ateliers fut repris ultérieurement par l'industrie privée. L'expérience faite a donc été partiellement couronnée de succès.

En 1936, les deux divisions du Technicum neuchâtelois ouvrirent des classes de préapprentissage, destinées aux jeunes gens dont les goûts n'étaient pas encore bien définis, et qui désiraient développer leurs aptitudes manuelles, compléter leurs connaissances générales avant d'entrer en apprentissage. Ces deux classes parallèles donnèrent la plus entière satisfaction et ne disparurent qu'au moment de la prolongation de la scolarité obligatoire ; elles eurent une heureuse influence sur l'orientation de la 9^{me} année primaire ¹⁾ où les travaux manuels sur bois, sur métal, ont pris une importance assez considérable, ce qui est très heureux, puisque la plupart des jeunes gens embrassent plus tard des professions manuelles.

Pendant de nombreuses années, le Technicum neuchâtelois a dû limiter ses dépenses au strict minimum. Durant cette période, la science, la technique, le machinisme évoluaient rapidement. La Direction et la Commission ont compris que si l'établissement entendait rester à la hauteur de sa tâche et remplir le rôle qui lui est assigné, il fallait suivre coûte que coûte à cette évolution et moderniser ateliers et laboratoires. Certes, il n'était pas question de remplacer complètement les parcs de machines, cela aurait entraîné des dépenses énormes que les villes n'auraient pu supporter ; il fallait, au minimum, posséder des types de machines à grand rendement, permettant d'initier les élèves aux méthodes les meilleures. Pour rendre cette tâche plus facile, des crédits importants sollicités et octroyés (fr. 400,000.— pour La Chaux-de-Fonds et fr. 200,000.— pour Le Locle) furent répartis sur une période de 5 ans.

Il s'agissait de placer les élèves dans des conditions aussi semblables que possible à celles qui leur seraient imposées plus tard dans les meilleures usines : mêmes méthodes de travail, mêmes exigences de bienfacture et de précision, organisation identique des ateliers et des bureaux techniques, extension considérable des laboratoires. Les crédits votés, bien que fort importants, se montrèrent

¹⁾ Voir page 336.

bientôt insuffisants pour l'accomplissement de cette grande tâche. C'est alors que l'aide de l'industrie fut sollicitée. Les fabricants et de nombreux particuliers firent preuve d'une grande compréhension et d'une grande générosité. L'établissement reçut en trois ans, pour les deux villes, près de fr. 400,000.— de dons en espèces, en machines, en appareils de toutes sortes. Grâce à ces appuis, le Technicum neuchâtelois a pu réaliser d'importants progrès, moderniser particulièrement ses sections de mécanique et d'électrotechnique, une partie de ses ateliers d'horlogerie. Un nouveau pas sera franchi prochainement. Des crédits nouveaux importants ont été sollicités des autorités pour terminer cette tâche fondamentale et donner la même impulsion à toutes les sections.

Le Technicum neuchâtelois attache, avec raison, une importance considérable à la formation du corps enseignant. Il a proposé (d'entente avec les Ecoles de Neuchâtel et de Couvet) au département de l'Instruction publique, qui l'a pleinement appuyé, d'instituer des diplômes spéciaux, obligatoires pour toutes les personnes désirant enseigner dans nos écoles d'horlogerie, de mécanique, d'électrotechnique, de boîtes, d'art industriel, diplômes semblables à ceux que l'Etat exigeait depuis longtemps déjà des corps enseignants des écoles de travaux féminins et des écoles ménagères. Les règlements et les programmes y relatifs ont pris force de loi en 1941 et depuis lors tous les nouveaux maîtres de l'établissement sont tenus de se préparer aux examens prévus, dans un délai maximum de trois ans. Ils acquerront ainsi les connaissances pédagogiques, théoriques et pratiques requises, et tous leurs élèves en profiteront.

Pour compléter cette formation du corps enseignant, les maîtres de l'établissement suivent régulièrement des cours de perfectionnement, visitent de nombreuses usines, font des stages de vacances dans les meilleures entreprises. Actuellement le Technicum neuchâtelois est sans contredit l'un des établissements professionnels les plus importants de notre pays ; dans le dernier exercice, il a donné l'enseignement à près de 1500 personnes, dont 600 élèves réguliers.

H. Perret.

3. L'école d'horlogerie

Fondée en 1865, l'Ecole communale d'horlogerie bénéficie, en 1894, d'un développement déjà important. Depuis 1884, elle est dirigée par M. Paul Berner, homme d'élite, à l'intelligence éveillée, pédagogue avisé, directeur plein d'ardeur et d'initiative, horloger accompli, ayant un goût prononcé pour la chronométrie

et l'horlogerie soignée. Durant 44 ans, c'est-à-dire jusqu'en 1928, la vie de l'Ecole sera fortement marquée par la personnalité de son directeur ¹⁾).

L'Ecole occupe des locaux, très spacieux pour l'époque, dans le bâtiment construit spécialement pour elle, en 1885, à la rue du



Cliché Courvoisier

Ecole d'horlogerie construite en 1885

Progrès. Ce bâtiment qui subira, par la suite, plusieurs agrandissements est, en fait, le début du Technicum neuchâtelois, division de La Chaux-de-Fonds.

En 1894, l'Ecole d'horlogerie forme un tout avec l'Ecole de mécanique sous la dénomination « Ecole d'horlogerie et de mécanique de La Chaux-de-Fonds ». Elle comprend quatre classes d'horlogerie proprement dites, soit :

- 1 classe de travaux préliminaires, ébauches à la main et finissages, dirigée par M. Edouard Bourquin.
- 1 classe d'ébauches à la main, mécanismes de remontoir et pièces compliquées, dirigée par M. Alphonse Cart.
- 1 classe des échappements, repassages, remontages et réglages, dirigée par M. Jules Calame.
- 1 classe tout nouvellement créée (en 1893) de rhabillage des montres et des pendules, dirigée par M. Emile Perrin.

¹⁾ Sur l'activité de M. Berner, voir aussi pages 349, 356, 359 et suivantes, 363, 368, 575 et 670.

Depuis 1886, elle comprend aussi :

- 1 classe de mécanique dirigée par M. Pierre Roch et, depuis 1889,
- 1 classe de fabrication, par procédés mécaniques, des ébauches et des mécanismes de remontoir, dirigée par M. Lucien Ducret.

Le corps enseignant comprend, en plus du directeur, M. Paul Berner, et des maîtres déjà signalés :

M. Henri Coullery, ingénieur-mécanicien professeur de dessin technique, de construction de machines et de diverses autres branches théoriques chargé également de la surveillance des deux classes de mécanique et de fabrication des ébauches par procédés mécaniques.

M. Louis Saladin, professeur de mathématiques et

M. Charles Royer, secrétaire comptable chargé également de l'enseignement de la comptabilité.

La Commission de surveillance de 21 membres est très active. C'est ainsi que durant l'année scolaire 1894-1895, elle tient 16 séances et son bureau, 14. Il est intéressant de mentionner son organisation en 7 sections, qui lui permet de suivre de très près la bonne marche de tous les rouages de l'Ecole. Voici la liste de ces sections avec l'indication de la composition et des attributions de chacune d'elles :

Section 1. Bureau de 3 membres : Surveillance, initiative, rédaction et correspondance.

Section 2. 10 membres : travaux pratiques, examens, compositions.

Section 3. 5 membres : outils, fournitures, classes de mécanique.

Section 4. 4 membres : meubles, bibliothèque, dessins, inventaire et bâtiment.

Section 5. 5 membres : Bureau communal d'observation des montres.

Section 6. 8 membres : appareils de démonstration, collections et Musée d'horlogerie.

Section 7. 5 membres : classe de rhabillage.

En règle générale, l'Ecole forme en trois ans des horlogers et des mécaniciens praticiens ayant de solides connaissances techniques.

Depuis 1887, l'Ecole est le siège du « Bureau communal d'observation des montres civiles » qui délivre des « certificats officiels de marche » pour les montres de poche 1 jour, ayant subi avec succès des épreuves éliminatoires de 18 jours. Les exigences sont les suivantes :

1. Marche diurne moyenne dans les positions horizontales cadran haut et cadran bas, et dans la position verticale, pendant en haut : ± 10 sec.

2. Variation diurne moyenne dans les 5 positions : ± 5 secondes.
3. Plus grande différence entre deux marches diurnes consécutives dans une même position : ± 8 secondes.
4. Différence entre les marches diurnes moyennes dans les positions horizontales et la position verticale pendant en haut : ± 15 sec.
5. Variation par degré centigrade de température : $\pm 0,75$ sec.
6. La marche diurne moyenne, dans la position verticale pendant en haut, après les épreuves thermiques, ne doit pas différer de la marche diurne moyenne dans la même position, avant les épreuves thermiques, de plus de 10 secondes.
7. Différence entre les marches diurnes moyennes dans les positions horizontales cadran dessus et cadran dessous : ± 10 sec.
8. Différence entre les marches diurnes moyennes dans les positions verticales pendant à droite et pendant à gauche et la marche diurne moyenne dans la position verticale pendant en haut : ± 20 secondes.

Malgré une campagne publicitaire lancée en 1896 dans plusieurs journaux de France et d'Allemagne pour faire connaître l'existence et la valeur des « Certificats officiels de marche » du Bureau communal de La Chaux-de-Fonds, la demande de montres possédant cette preuve de qualité resta très faible. Le nombre de dépôts oscilla autour d'une cinquantaine de montres par an, jusqu'en 1900 ; puis d'une vingtaine de montres seulement jusqu'en 1905. C'est à cette date que fut fondée l'Institution intercantonale actuelle des « Bureaux officiels de contrôle de la marche des montres ».

En examinant les résultats de marche obtenus par les bonnes montres de cette époque (1890 à 1905), il est intéressant de constater que la proportion des « Certificats officiels de marche » délivrés par rapport au nombre de montres déposées varia de 65 à 80 % en marquant une amélioration progressive au cours du temps.

Depuis 1890, l'Ecole d'horlogerie est chargée du service et de l'entretien d'une collection publique des exposés des brevets suisses d'inventions, modèles déposés et marques de fabriques. Cette collection peut être consultée gratuitement chaque semaine, le mercredi de 14 à 16 h. et de 20 à 22 h. et le samedi de 14 à 16 h.

Chaque hiver, le plus souvent de mi-janvier à mi-avril, le Directeur, M. Paul Berner, organise un « Cours public d'horlogerie » suivi un soir par semaine par 50 à 80 participants.

En 1894, l'Ecole compte 49 élèves dont 30 horlogers. Cet effectif restera stationnaire (30 à 35 élèves horlogers) jusqu'en 1901 ; dès l'année scolaire 1901-1902, il est porté à une cinquantaine, puis

au printemps 1903, à une septantaine d'élèves horlogers, par suite de l'agrandissement du bâtiment et de l'ouverture d'une deuxième classe pour travaux préliminaires et ébauches (dirigée par M. Edouard Gagnebin).

En 1895, l'Ecole participa à l'Exposition nationale suisse à Genève. L'année 1896 est marquée par la mort de M. L. Ducret, chef de la classe de fabrication des ébauches par procédés mécaniques. Ce fut une perte très sensible car ce maître était un artiste dans sa spécialité. Les outillages construits sous sa direction, de 1888 à 1896, sont maintenant encore dignes d'admiration pour leur robustesse, leur précision et leur fini mécanique (outillages déposés au Musée d'horlogerie).

La qualité des ébauches du calibre 43 mm. ancre fabriquées à l'Ecole, en série, par procédés mécaniques dès 1893, (le Musée d'Horlogerie en possède quelques exemplaires) et d'autres indices comme celui de cette délégation française formée de M. Fénon, directeur de l'Ecole d'horlogerie de Besançon, et de quatre fabricants d'horlogerie, qui visitent l'Ecole en 1896, montrent bien que les résultats obtenus par M. Ducret étaient remarquables. L'interchangeabilité obtenue dans la fabrication de ce calibre constituait un progrès sensible sur ce qui, à cette époque, était obtenu dans l'industrie.

Si l'on avait eu l'idée de former des horlogers ou mécaniciens spécialistes pour la fabrication mécanique des ébauches (les outilleurs horlogers actuels) il ne fait pas de doute que les travaux de M. Ducret, mis en valeur par un directeur aussi actif et ami du progrès que l'était M. Paul Berner, auraient trouvé un rayonnement et probablement aussi un développement qu'ils n'ont malheureusement pas connu.

Dès 1896, M. Paul Siegrist, excellent mécanicien, remplace M. Ducret. L'attention de la Commission de surveillance et de la direction est tout entière absorbée par des discussions très longues et difficiles concernant la création d'une Ecole de mécanique indépendante.

Ce but est heureusement atteint en 1902-03, mais la classe de fabrication mécanique des ébauches sera dès lors, par manque d'une organisation adéquate, condamnée à végéter. Dès ce moment, elle reçoit uniquement des élèves horlogers de 1^{re} année, sans formation mécanique, bien incapables d'exécuter des travaux d'outillage de précision.

Cette défaillance de notre enseignement professionnel horloger pour la formation de la main-d'oeuvre très qualifiée nécessaire à l'organisation et à la direction de la fabrication mécanique des ébauches, main-d'oeuvre dont l'importance n'a fait que croître avec le temps, est à notre avis l'une des causes, et non la moindre, de l'exode de ce genre de fabrication de notre ville. Il est donc probable que maintenant encore nous en subissons les conséquences économiques.

Cette expérience doit nous être utile. Elle permet de mesurer l'importance qu'il y a, pour un centre horloger comme La Chaux-de-Fonds, à ce que l'enseignement donné à l'Ecole d'horlogerie soit constamment adapté aux exigences des progrès de l'industrie, qu'il soit même à l'avant-garde de ces progrès.

Pour juger des événements de cette époque, il est indispensable de dire quelques mots du grand problème qui, durant tout le dernier quart du XIX^{me} siècle, fut une vraie obsession pour l'industrie horlogère suisse. En 1876, après l'exposition internationale de Philadelphie, puis en 1894, après l'exposition universelle de Chicago (1893), M. Ed. Favre-Perret, du Locle, et M. Charles Houriet, de Couvet, délégués suisses officiels à ces expositions, publièrent des rapports qui, selon leur propre expression, étaient un cri d'alarme jeté à l'industrie horlogère suisse pour qu'elle réagisse contre les graves menaces qui déjà se faisaient durement sentir dans nos exportations en Amérique, menaces provenant des progrès considérables réalisés par l'industrie horlogère américaine dans la mécanisation des procédés de fabrication.

Il n'était plus possible de douter ou de tergiverser sur le changement complet d'organisation et de méthodes de fabrication qui s'imposait à l'horlogerie suisse.

Les organisations patronales horlogères chargèrent alors M. Charles Houriet, déjà nommé, et M. Paul Berner, de l'étude de cette question.

Les deux rapports extrêmement clairs et complets, publiés en 1894 et en 1909 par ces deux techniciens, furent à la base du grand effort de redressement qui permit à l'industrie horlogère suisse de reconquérir le terrain perdu. C'est également cet effort qui provoqua le développement des grandes manufactures horlogères suisses qui, actuellement encore, sont les piliers les plus solides de la renommée de nos produits dans le monde.

Mais reprenons l'histoire de l'Ecole d'horlogerie qui, seule, nous intéresse ici. En 1896, on installe dans la classe de fabrication

mécanique le premier moteur électrique, sa puissance est de $\frac{3}{4}$ HP.

La Commission propose de remettre gratuitement à tous les élèves ayant fait leur apprentissage complet à l'Ecole (3 ans), un petit tour avec poupée à chucks, appareil à diviser, etc., d'une valeur de fr. 250.—. Le crédit nécessaire sera prélevé sur la subvention fédérale. Dès 1899 et jusqu'en 1916, cette disposition fut appliquée à la grande satisfaction des intéressés. Elle avait pour but de permettre aux anciens élèves d'utiliser, dans la pratique, les procédés mécaniques de travail, encore peu répandus dans l'industrie, qui leur avaient été enseignés à l'Ecole.

En 1898, l'Ecole d'horlogerie compte quatre classes dirigées par MM. Paul Siegrist, Alphonse Cart, Jules Calame et Emile Perrin. En 1899, il s'y ajoute une cinquième classe dirigée par M. Wilhelm Vogt, chargé de l'enseignement des échappements ; ces cinq maîtres horlogers étaient tous des praticiens émérites et de grands travailleurs dont l'excellent souvenir est encore parfois évoqué par certains de leurs anciens élèves reconnaissants.

Depuis quelques années, des discussions avaient lieu entre le département cantonal de l'Instruction publique, les directeurs et les organes de surveillance des quatre écoles d'horlogerie du canton (Le Locle, Neuchâtel, Fleurier et La Chaux-de-Fonds), pour créer un « enseignement supérieur en horlogerie » donnant droit, après un apprentissage et des études techniques d'une durée de 5 ans, au « diplôme cantonal d'horloger ».

Le nom de technicien horloger n'était pas encore officiellement admis, mais c'est bien de cela qu'il s'agit, car le programme adopté est sensiblement plus complet que celui des élèves du cours de 3 ans. Il comprend des cours en mécanique théorique, physique, géométrie analytique, géométrie descriptive, trigonométrie, horlogerie théorique, dessin technique et construction de calibres. Il a fallu toute la belle intelligence de M. Paul Berner, qui dans les branches techniques était un autodidacte, jointe à un travail acharné, pour que cet enseignement soit, dès sa création, donné à l'Ecole d'horlogerie de La Chaux-de-Fonds.

Les examens finaux que subirent les trois premiers candidats, le 15 mai 1899, sous le contrôle d'un jury de 12 membres, professeurs et directeurs d'écoles désignés par le Conseil d'Etat, furent un événement relaté par les journaux de l'époque.

Depuis ce moment et jusqu'à la fin de l'année scolaire 1943-44, l'Ecole a formé 75 techniciens horlogers porteurs du diplôme

cantonal. La plus grande partie d'entre eux occupent des situations en vue dans l'industrie horlogère suisse.

Durant l'année scolaire 1899-1900, la classe des finissages, échappements et réglages, dirigée par M. Jules Calame, a exécuté les travaux suivants :

32 finissages, 13 échappements à cylindre, 75 échappements à ancre, 87 réglages plats et 99 réglages Breguet.

On se rend compte par ces chiffres qu'il s'agissait essentiellement de travaux soignés faits sur des montres des calibres de l'Ecole, sauf quelques réglages faits pour des fabriques de la ville. Ainsi donc, le contact très étroit, qui existe actuellement entre l'Ecole et l'industrie pour l'entraînement des élèves sur du travail de série, était encore pour ainsi dire inexistant.

En 1900, deux professeurs de sciences et mathématiques sont attachés à l'établissement soit : M. Louis Kollros, qui devint titulaire de la chaire de géométrie à l'Ecole polytechnique fédérale et M. Auguste Lalive, futur directeur du Gymnase, de l'Ecole normale et de l'enseignement secondaire de La Chaux-de-Fonds.

En 1897 déjà, puis en 1904 et 1908, M. Berner fait imprimer plusieurs de ses cours théoriques concernant les instruments de mesure, la description des appareils à mesurer le temps, le calcul des rouages, la théorie du ressort moteur, la théorie élémentaire du réglage et la théorie des échappements.

Les années 1904 et 1905 sont marquées par deux dons importants et intéressants à signaler, soit ceux de M. Julien Gallet, fabricant d'horlogerie, membre de la Commission : un grand micromètre de précision dont l'exactitude est de l'ordre du millième de mm., et de M. Ali Jeanrenaud, fabricant d'anneaux, pendants et couronnes, président de la Commission de surveillance de 1903 à 1912 : une magnifique lunette équatoriale de la Société genevoise d'instruments de physique.

Un nouvel agrandissement du bâtiment est terminé en 1905, il comprend pour ce qui concerne l'Ecole d'horlogerie, la construction de la coupole astronomique, le local des pendules de précision (creusé dans le sous-sol du bâtiment pour obtenir une température aussi constante que possible), le local pour le Musée d'horlogerie et trois nouvelles classes dirigées respectivement par MM. Ulrich Wehrli pour le réglage de précision, Paul Reymond pour les travaux préparatoires et ébauches à la main et Armand Notz pour l'enseignement du posage de spiraux à des jeunes filles.

Dès ce moment, l'effectif des élèves réguliers atteint 100 à 105 élèves. Il se maintient à ces chiffres jusqu'en 1914, sauf pendant les années 1908 à 1912, où, probablement par suite d'une crise horlogère, il fléchit jusqu'à 54 élèves (en 1909).

C'est en 1905 que les bureaux communaux d'observation des montres civiles des villes de Bienne, St-Imier, Le Locle et La Chaux-de-Fonds sont groupés sous l'égide d'une institution inter-cantonale portant le nom de « Bureaux officiels de contrôle de la marche des montres ».

Le règlement de cette nouvelle institution, modifié en 1921, 1931 et 1943, prévoit des épreuves pour les montres de poche 1 jour, les montres 8 jours, les montres-bracelet et les montres spéciales avec complications ou extra-plates. Le nombre de montres déposées au Bureau de La Chaux-de-Fonds ne fut jamais très élevé, certaines années il fut cependant supérieur à 200.

Dès 1906, grâce à l'enseignement de M. Ulrich Wehrli, maître régleur de talent, l'Ecole s'intéressa de plus en plus au réglage de précision. Dès ce moment, toutes les montres de calibres de l'Ecole fabriquées par les élèves au cours de leur apprentissage sont réglées pour être déposées au Bureau officiel de contrôle de la marche des montres dont elles obtiennent le « Bulletin de marche ».

Signalons durant les années suivantes l'installation, au local des pendules, d'une pendule électrique de précision Peyer & Favarger sous pression constante ; l'installation d'un poste de T. S. F. pour la réception des signaux horaires, première installation de ce genre en Suisse ; en 1912, l'ouverture d'une seconde classe de réglage pour jeunes filles dirigée par M. Samuel Dubois, et en 1913, l'ouverture d'une classe de sertissage pour jeunes filles, dirigée par M. Charles Brunner.

En 1910, entre en fonction le Dr Eugène Robert qui pendant 24 ans sera chargé de l'enseignement des branches mathématiques aux techniciens. Ce professeur aussi savant que modeste et dévoué, décédé subitement en pleine force en 1934, a laissé à tous ses anciens élèves un souvenir ineffaçable.

En 1909, l'Ecole s'intéresse à de nouveaux domaines de la chronométrie. Sur la base d'une construction de M. Berner, elle entreprend la fabrication de pendules de précision, munies d'un échappement Graham et d'un système de compensation avec tige du pendule en Invar. Deux exemplaires de ces pendules sont construits ainsi que quelques chronomètres de marine.

En 1911, M. Berner construit le calibre du chronomètre de bord, échappement à ancre ou à détente, diamètre 50 mm., qui, jusqu'en 1934, sera utilisé pour notre participation aux concours de l'Observatoire de Neuchâtel.

C'est en 1914 que l'Ecole fait l'achat d'une machine à pointer et mesurer Fidus, basée sur l'emploi des coordonnées rectangulaires et permettant des mesures précises au 0,002 de mm. Son introduction dans la technique horlogère marque une étape très importante, celle de l'adoption d'un système et d'une base de mesure de grande précision pour le pointage des calibres de montres, la construction et la vérification des outillages.

La participation de l'Ecole à l'Exposition nationale de Berne en 1914 fut importante ; des outils et de nombreuses montres et chronomètres, simples et avec toutes complications, furent exposés.

La période de 1914 à 1918, fut caractérisée par de graves difficultés dues aux répercussions de la guerre. Longues et fréquentes absences de plusieurs maîtres mobilisés (en août 1914, 6 maîtres sont mobilisés, il n'en reste que 4 à l'Ecole), manque de travail de série pour les élèves régleuses, sertisseuses. Cependant, l'effectif des élèves n'eut pas à en souffrir puisqu'il marquera une progression constante passant de 109 en 1914 à 130 en 1920.

L'année scolaire 1920-21 est bien caractéristique de cette période de fausse prospérité d'après guerre. Elle se signale par un effectif de 211 élèves réguliers répartis dans 18 classes, dont 6 installées dans un bâtiment de la fabrique Vve Charles-Léon Schmid, et 3 au collège de l'Ouest.

Ce ne fut qu'un feu de paille, car 3 classes pour la formation d'horlogers spécialistes, acheveurs, remonteurs et poseurs de cadrans-emboîteurs devaient être fermées après un an d'activité seulement. Par contre, une quatrième classe de réglage pour jeunes filles était ouverte en 1924.

Durant toute cette période mouvementée de nombreuses mutations eurent lieu dans le corps enseignant. En 1923 débute une période très stable qui durera jusqu'à la grande crise horlogère de 1931. L'Ecole comprend 15 classes.

La modernisation complète de la classe de fabrication des ébauches par procédés mécaniques fut entreprise et menée à chef par M. Bourquin-Kramer, de 1922 à 1926. Toute une série de machines semi-automatiques, d'outillages et d'étampes de précision furent achetés ou construits à l'Ecole pour la fabrication d'un nouveau calibre de montre de poche 43 mm.

Dès 1927, jusqu'en 1942, tous les élèves techniciens et praticiens terminèrent une ou deux montres de ce calibre en qualité très soignée.

Au début de l'année 1928, M. Paul Berner, le savant aussi modeste que distingué qui assumait la direction de l'Ecole depuis 44 ans, donna sa démission pour raison d'âge et de santé ; il fut remplacé par le directeur actuel, M. Samuel Guye, qui depuis l'été 1927 avait remplacé M. Bourquin-Kramer (décédé après une courte maladie) comme chef des ateliers et maître de la classe de fabrication mécanique.

Au début de l'année scolaire 1928-29, M. Fridolin Wiget entre en fonctions comme sous-directeur, professeur de théorie d'horlogerie, de dessin technique et technologie. Il assume aussi la direction du bureau technique nouvellement créé, dans lequel les élèves techniciens sont astreints à faire des stages.

La période allant de 1923 à 1931 est marquée par une grande stabilité dans l'effectif des élèves qui oscille entre 170 et 185. Toutes les classes sont pleines, sauf celle de sertissage qui dès 1926 n'a plus un recrutement suffisant et doit être fermée en 1933. Pour les régleuses, les demandes d'admission dépassent toujours de 40 à 50 % le chiffre moyen de 24 élèves admises chaque année.

Durant l'année scolaire 1923-24, la répartition des élèves est la suivante :

- 18 élèves techniciens,
- 56 élèves praticiens (cours complet porté à 3 1/2 ans depuis 1918),
- 44 élèves des cours rapides (remonteurs, acheveurs, poseurs de cadrans-emboîteurs),
- 14 élèves sertisseuses,
- 41 élèves régleuses.

Notons que cette année-là, l'Ecole se distingue au Concours international de réglage institué par l'Observatoire de Neuchâtel à l'occasion du centenaire de la mort du grand horloger Abraham-Louis Breguet. Divers élèves obtinrent un premier prix remarquable, un troisième prix et une mention.

Depuis longtemps d'ailleurs, l'Ecole s'intéressait au réglage de précision et participait aux concours chronométriques. En 1905, dès l'entrée en fonction de M. Wehrli, elle a obtenu 2 bulletins de marche 1^{re} classe de l'Observatoire de Genève et 4 bulletins de marche, classe A de l'Observatoire de Kew. Lors du départ de M. Wehrli qui prit sa retraite au printemps 1926, elle avait obtenu à l'Observatoire de Neuchâtel, au cours des années précédentes,

5 prix de série, 5 premiers prix, 10 deuxième prix, 11 troisième prix et 31 bulletins de marche 1^{re} classe.

En 1926, M. Georges Sautebin remplace M. Wehrli pour l'enseignement du réglage aux élèves techniciens et praticiens. Dès ce moment de grands progrès sont encore réalisés en chronométrie si bien qu'à fin 1942 l'Ecole peut encore ajouter, au palmarès indiqué ci-dessus, 12 prix de série, dont le premier prix de série en 1938 et le deuxième prix de série en 1933, 1936 et 1940, 73 premiers prix, 21 deuxième prix, 9 troisième prix et de nombreux prix Guillaume.

La période d'après la première guerre mondiale est également caractérisée par une adaptation toujours meilleure de l'enseignement pratique aux méthodes de travail en usage dans l'industrie. Comme par le passé, tous les élèves, qu'ils fassent un apprentissage rapide de 2 ans ou suivent le cours complet de 3 1/2 ans, reçoivent une solide formation de base. Dès que ce résultat est obtenu, les élèves sont initiés aux travaux de série fournis en quantité toujours plus importante par les fabriques de la ville ou de la région. De cette manière, les élèves sont tout à fait familiarisés avec le travail de fabrique au moment où ils quittent l'Ecole et beaucoup d'entre eux réalisent des gains intéressants dès leurs premiers pas dans la vie pratique. L'Ecole y gagne aussi un meilleur contact avec l'industrie : la direction, pour des questions techniques ou de prix, les maîtres de classes, pour des questions de travail concernant la qualité, les délais de livraison et les procédés de fabrication.

Il serait trop long d'énumérer ici le détail des travaux pratiques en remontages de mécanismes et finissages, achevages d'échappement, posages de cadrans et emboîtages, sertissages, posages de spiraux, coupages et mises d'inertie de balanciers, réglages et rhabillages de tous genres faits pour l'industrie. Pour donner une idée de leur importance, disons que durant l'année scolaire 1929-1930, leur montant s'éleva à fr. 12,774.50 pour les travaux de série, à fr. 1,370.— pour les rhabillages.

La même année, le bureau technique, de création toute récente, rapporte fr. 1,242.50 et rend de grands services à l'Ecole par les travaux qui y sont poursuivis. Les différents calibres de l'Ecole sont modernisés et pour chacun d'eux des dossiers complets avec plans de détails sont établis. Des dossiers de plans cotés sont également établis pour l'outillage des élèves selon leur spécialisation. En 1929, et dans les années qui suivirent, deux nouveaux calibres de l'Ecole furent établis : celui d'un chronomètre de bord 65 mm.,

temps de marche 56 heures, avec indicateur de développement du ressort et petit échappement ancre ou détente, et celui d'une pendule électrique 45 mm. à pile de poche. D'importants travaux de laboratoire auxquels deux de nos maîtres, MM. Georges Sautebin et Robert Gafner participent toujours activement, furent également entrepris. Ils nous valurent d'utiles découvertes dans différents domaines de la chronométrie, spécialement dans ceux du développement des ressorts de barillet, de l'analyse et la mise au point des engrenages, des profils d'engrenages, des courbes terminales Phillips et de l'enregistrement de la marche instantanée des montres.

En 1930, des cours spéciaux sur l'histoire de l'horlogerie et sur la décoration des montres, ainsi qu'un cours pratique dit « d'analyse qualitative horlogère » sont organisés à l'intention d'élèves de l'Ecole de commerce¹⁾ se destinant au commerce en horlogerie (création à l'Ecole de commerce d'un diplôme de négociant en horlogerie).

Après entente avec les Ecoles d'horlogerie de St-Imier, Bienne, Le Locle et Le Sentier, il est créé en 1931, un diplôme de rhabilleur horloger suisse, sur la base d'un programme d'apprentissage et d'un outillage unifié.

Dès l'année scolaire 1931-32, la terrible crise qui va frapper l'industrie horlogère pendant plus de 6 ans, commence à faire sentir ses effets. Le recrutement diminue et l'Ecole qui comptait 188 élèves réguliers en 1930, n'en compte plus que 154 en 1932, 44 en 1933 et 27 en 1936.

Successivement 7 classes sont fermées ce qui amène des changements importants dans le personnel enseignant. A la fin de la crise, en 1937, l'Ecole ne compte plus que 8 classes avec un nombre d'élèves bien insuffisant pour les remplir. Pour autant, elle n'a rien perdu de sa vitalité car, dès 1932, elle s'est occupée de venir en aide aux horlogers chômeurs dont la ville comptait plusieurs milliers.

A leur intention, elle organisa en 1932 une classe de rhabillage des montres et des pendules, puis dès 1932 des cours de réadaptation et de perfectionnement sur toutes les parties de l'horlogerie, soit le remontage des mécanismes et des finissages, les achevages d'échappements avec mise en marche, le posage de cadrans et emboîtage, le posage de spiraux, la retouche de réglage, les remon-

¹⁾ Voir page 398.

tages de chronographes et même la fabrication de petits appareils et outils d'horlogerie. Ces différents cours dont profitèrent plus d'un millier de chômeurs habitant La Chaux-de-Fonds ou la région environnante furent généreusement soutenus par les pouvoirs publics pendant près de 8 ans. Non seulement ils ont permis, dès les premiers symptômes de la reprise des affaires, de tenir à la disposition des industriels une importante réserve de main-d'oeuvre adaptée à des conditions de travail évoluées, mais ils ont été l'occasion d'une action bienfaisante contre le découragement ou l'engourdissement professionnel de beaucoup.

Pour l'Ecole, ils ont permis de rendre de bons services à la communauté, ce qui est le premier de ses devoirs ; ils lui permirent aussi de conserver une partie de ses meilleures forces, c'est-à-dire son corps enseignant qui risquait d'être dangereusement et douloureusement sacrifié par le manque de jeunes élèves.

L'organisation et la direction de ces nombreux cours pour chômeurs furent même l'occasion, pour le corps enseignant, de s'adapter immédiatement aux progrès importants qui, durant ces années de vaches maigres, furent introduits dans la fabrication horlogère. Durant cette période, de 1936 à 1942, une classe dite « de pré-apprentissage » dirigée avec beaucoup de succès par M. Samuel Dubois, ancien maître de réglage, fut organisée pour des jeunes gens libérés de l'école primaire et qui, sans cela, seraient restés sans occupation.

En 1939, l'Ecole participe à l'Exposition nationale de Zurich en communauté avec les Ecoles suisses d'horlogerie. Elle y expose des chronomètres, des mouvements divers à ressort et à remontage électrique, des dessins et des outils d'horlogerie.

Pour développer la classe de rhabillages et conserver au canton de Neuchâtel une fabrication intéressante, l'Ecole a repris, en 1939, la fabrication de pendules neuchâteloises de M. Eugène Jeanjaquet, à Fleurier. Un nouveau mouvement pour ces pendules fut construit et exécuté en 1941.

Grâce à des dons importants du Syndicat patronal des producteurs de la montre¹⁾ de la ville et de l'Administration locale du Bureau fédéral de contrôle des matières or et argent²⁾, l'outillage technique de l'Ecole n'eut pas trop à pâtir des années de sévères compressions budgétaires qui furent aussi une conséquence de la crise horlogère. La machine à pointer et à mesurer si essentielle

¹⁾ Voir page 236.

²⁾ Voir page 214.

à toute fabrication horlogère, qui datait de 1914, fut remplacée en 1942 par une machine des plus modernes de la Société genevoise des instruments de physique. Deux projecteurs de profils, un appareil à mesurer les hauteurs avec une précision garantie de $\frac{1}{1000}$ de mm. sous une pression de 20 grammes, des jeux très complets de jauges cylindriques étalons de haute précision, une machine à enregistrer la marche instantanée de la marche des montres avec pendule de base à quartz piezoélectrique et différents accessoires spéciaux, sont peu à peu venus enrichir nos moyens d'enseignement. L'équipement et l'aménagement des classes a été partiellement modernisé et, entre autres, les anciennes transmissions supprimées pour être remplacées par des commandes à moteurs individuels, ou par des transmissions sous les établis.

En 1943, l'Ecole, dirigée par M. Samuel Guye, a retrouvé une vie normale, elle compte 106 élèves réguliers et ses classes, au nombre de 9, sont toutes occupées jusqu'à la dernière place. Les élèves se répartissent comme suit :

- 19 techniciens horlogers faisant des études de 5 ans,
- 19 praticiens faisant un apprentissage de $3\frac{1}{2}$ ans,
- 18 rhabilleurs faisant un apprentissage de 4 ans,
- 16 remonteurs-acheveurs faisant un apprentissage de $2\frac{1}{2}$ ans,
- 29 régleuses faisant un apprentissage de 2 ans,
- 5 spécialistes en instruments.

Dans tous les domaines de son activité, l'Ecole a développé encore son contact avec l'industrie. Les recettes provenant du travail des élèves en font foi puisqu'en 1943 elles dépassent le chiffre obtenu en 1929 lorsque l'Ecole comptait plus de 180 élèves.

L'Ecole enfin se préoccupe de l'avenir et veut apporter sa contribution à la lutte que doit mener notre ville pour vaincre sa stagnation démographique actuelle et retrouver son importance d'il y a 25 ans. L'évolution générale vers une mécanisation toujours plus grande des procédés de fabrication dans l'industrie horlogère ne rend pas la tâche facile et nous savons bien qu'à moins d'un vrai miracle dans le développement économique et social des pays acheteurs de montres, le nombre des horlogers ne fera que décroître encore, que notre Ecole ne retrouvera jamais son effectif d'élèves d'autrefois.

Nous savons aussi que l'horlogerie n'est qu'une branche de la petite mécanique et que la technique moderne ouvre tous les jours de nouveaux horizons, de nouvelles applications industrielles dans d'autres domaines de la petite mécanique.

Nous devons aborder l'étude de ces domaines autres que l'horlogerie, en acquérir la technique et instruire des jeunes gens bien doués à la fabrication d'appareils qui s'y rapportent.

C'est dans cette voie, qui peut avoir une grande importance pour l'avenir de la cité, que nous venons de nous engager en créant au début de l'année scolaire 1943-44, un enseignement nouveau pour la formation de « spécialistes en instruments ».

Nous ne perdrons certes jamais de vue que l'enseignement de l'horlogerie théorique et pratique est notre tâche essentielle et que la première condition, pour conserver à l'industrie horlogère de La Chaux-de-Fonds l'importance qu'elle possède encore aujourd'hui, c'est que nous lui fournissions toujours une main-d'oeuvre pleinement qualifiée, des chefs compétents et aimant profondément leur profession.

Cependant, nous nourrissons néanmoins beaucoup d'espoir en introduisant à l'Ecole d'horlogerie un nouvel enseignement tout proche de l'horlogerie par le volume, mais orienté vers la fabrication d'autres appareils que ceux destinés à la mesure du temps.

A l'occasion d'un cours pour chômeurs, nous avons déjà, depuis quelques années, fait nos premiers pas dans cette voie en fabriquant quelques appareils de laboratoire de notre conception, à l'usage de l'horlogerie, et plusieurs types d'outils adaptés aux méthodes actuellement en usage dans la terminaison et le rhabillage. Sans abandonner totalement ce genre d'appareils et outils nous désirons maintenant faire un pas de plus et aborder un domaine nouveau, celui des instruments pour l'aéronautique.

Grâce à l'appui précieux du Syndicat patronal des producteurs de la montre, un technicien spécialiste a été engagé en la personne d'un petit-fils de notre ancien directeur, M. Paul Berner (décédé en 1942). M. Claude Berner sera chargé d'un certain nombre d'heures d'enseignement théorique, de travaux d'étude et de construction. Dès le printemps 1945, il assumera la direction de l'atelier qu'avec l'aide généreuse des pouvoirs publics nous sommes en train d'équiper et d'organiser pour la formation pratique des spécialistes en instruments, dont les cinq premiers élèves sont entrés en apprentissage au printemps 1943.

Le programme de ce nouvel enseignement a été étudié avec grand soin par une Commission formée d'industriels, d'ingénieurs et de professeurs. Quoique destiné à des praticiens dont l'apprentissage sera de 4 ans, il comprend une solide formation technique de 15 à 18 h. par semaine, plus spécialement poussée en mécanique

générale et industrielle, physique, électricité et technologie des instruments, ainsi qu'une formation pratique allant de l'horlogerie à la petite mécanique de précision. Seuls des jeunes gens bien doués et travailleurs pourront suivre cet enseignement.

Arrivé au terme de cette rapide étude historique sur la vie de l'Ecole d'Horlogerie au cours des cinquante dernières années, nous pouvons constater que toutes les fluctuations générales ou locales de l'économie horlogère y ont marqué profondément leur empreinte. A une période de développement continu qui dura jusqu'en 1914, succéda une période profondément troublée.

Osons-nous espérer que les temps à venir seront plus faciles ? C'est peu probable, mais loin de nous décourager, cette perspective nous incite à tendre toujours plus nos forces pour que cette Ecole, si importante pour l'économie de notre cité et de sa région, remplisse toujours avec compétence la tâche qui lui a été confiée. Regardant plus loin que les besoins immédiats de l'industrie horlogère auxquels elle a à répondre, elle s'apprête dès maintenant à faire un effort spécial pour l'introduction de fabrications nouvelles et pour la formation de la main-d'oeuvre qui leur est nécessaire. Puisse l'avenir couronner nos travaux du succès que nous en attendons.

S. Guye.

4. Les écoles de mécanique et de boîtes

L'Ecole de mécanique s'ouvrit le 15 mars 1886 comme classe spéciale, dite de mécanique, de l'Ecole d'horlogerie, elle-même fondée 21 ans plus tôt, soit en 1865.

L'Ecole débutait avec deux élèves et un maître, M. Pierre Roch, entré le 15 décembre 1885 et chargé des travaux d'installation et d'aménagement jusqu'à l'ouverture de la classe le 15 mars 1886. La Commission de l'Ecole d'horlogerie comprenait plusieurs « sections »¹⁾. L'une d'elles, la 3^{me}, s'occupait des « fournitures, meubles, outils, *classe de mécanique* ». (Le président de cette section était alors M. Couleru-Meuri).

La direction fut confiée, au début, au directeur de l'Ecole d'horlogerie, M. Paul Berner, lequel reste d'ailleurs en fonctions à la tête de l'Ecole d'horlogerie jusqu'en avril 1928.

Au cours de l'année qui suivit l'ouverture, l'effectif monte de deux à neuf élèves et une demande de crédit de fr. 6,900.— est pendante pour le développement de cette classe qui avait obtenu

¹⁾ Voir page 355.

déjà l'an précédent, des pouvoirs publics, une subvention de fr. 9,208.35.

Parallèlement à l'apprentissage et aux exercices de mécanique le besoin d'un enseignement technique et théorique solide se fait sentir et la Commission décide, en 1888, l'engagement d'un ingénieur mécanicien, M. Henry Coullery, qui reçoit le titre de directeur de la classe de mécanique et est chargé également de l'enseignement de la construction et du dessin. M. Coullery devait rester en fonctions jusqu'en 1909, soit pendant 21 ans, période au cours de laquelle il marqua fortement de sa personnalité les progrès constants de l'Ecole de mécanique. Son souvenir est aujourd'hui encore très vivant.

En 1893-94, époque à laquelle devrait commencer notre exposé historique, l'Ecole présente la même structure avec 18 élèves. Au cours de ces premières années de son existence, l'Ecole ne faisait que quelques modestes outils, tels que forets, tournevis, marteaux, fraises, filières, tocs. En principe, chaque élève, après quelques exercices préliminaires, commençait à faire son propre outillage.

Relevons cependant qu'en 1886-87, on fabriquait des pieds à coulisse ainsi d'ailleurs que des « outils de mesurage pour l'horlogerie, au $\frac{1}{12}$ ^{me} de ligne d'un côté et de l'autre au $\frac{1}{10}$ ^{me} de mm. » (rapport 1886-87, page 28), et des « machines à mesurer les cartons de tir, système A. Richardet ». Les modèles de bois pour fonderie occupent une place assez importante dans les exercices pratiques. Ainsi nous trouvons en 1888-89 l'exécution de 30 modèles de fonderie pour tour de mécanicien de 120 sur 500 mm.

En 1893-94, le programme pratique a déjà sensiblement évolué ; on ajoute la fabrication de supports de chariots, de micromètres Thury, de machines à arrondir. Le budget des dépenses pour 1894 est de fr. 11,000.—, dont fr. 7,100.— comme honoraires. A cette époque un maître de classe recevait un traitement de l'ordre de fr. 200.— à fr. 250.— par mois. C'est au cours de cette année 1893-1894 également qu'est institué un carnet journalier renseignant constamment les parents. Un projet d'agrandissement de l'Ecole est également à l'étude.

La lecture de tous les rapports, depuis 60 ans, frappe par un point commun, à savoir le manque de locaux et les projets d'agrandissements. Ils étaient à l'ordre du jour en 1893-94. Ils restent encore à l'ordre du jour en 1943-44. Non pas que rien n'ait été fait, mais à aucune époque il n'a été possible de réaliser un projet d'ensemble formant un tout cohérent. En cette année 1943-44, l'Ecole

de mécanique à elle seule est répartie en trois bâtiments : Progrès 38, Tilleuls 2 et A.-M. Piaget 72. Cette question des locaux n'a donc jamais pu, au cours des cinquante dernières années, être résolue convenablement.

Est en discussion également, en 1893-94, un projet de règlement pour un diplôme cantonal.

Signalons encore pour le début de cette longue période des cinquante dernières années un ou deux points marquants :

Les examens paraissent tenir une très grande place dans l'enseignement d'alors. Un classement minutieux s'établit avec distribution de prix.

Chaque année a lieu une « grande classe » avec distribution de prix. M. Chs Royer, employé au Secrétariat, prononce un important discours reproduit fidèlement, et année après année, au rapport annuel.

L'Ecole reçoit chaque année régulièrement quelques dons, mais il s'agit surtout d'ouvrages ou de publications. Pourtant elle reçoit en supplément en 1893-94, une collection de pendants anciens.

Concernant les diplômes, il n'y a rien d'autre qu'un projet en discussion. Il existe cependant un diplôme d'honneur, suite d'un examen spécial à la demande d'un élève. On trouve, au rapport 1890-91, qu'ensuite d'examens spéciaux ayant eu lieu le 2 février 1891, ce diplôme a été remis à l'élève Lucien Fahrny. C'est à notre connaissance le seul diplôme délivré par l'Ecole antérieurement au diplôme cantonal de mécanicien technicien délivré à partir de 1904.

La visite annuelle d'un ou plusieurs experts fédéraux est un événement marquant : de nombreux rapports en font foi.

Pour les années suivantes nous ne pouvons que jalonner cette longue période de ses événements les plus marquants.

Au cours de l'année scolaire 1896-97 l'Ecole participe à l'Exposition nationale suisse de Genève, que visitent maîtres et élèves. Elle y expose divers outils dont les calibres à coulisse et plus spécialement un appareil à détalonner qui fit sensation à l'époque.

Le 28 décembre 1896, M. Henry Coullery dépose un brevet N° 13429 pour un « nouveau calibre à coulisse ». Il s'agit du modèle de calibre connu universellement sous le nom de calibre Roch et fabriqué aujourd'hui encore par la maison Roch, Rolle. M. Roch, en effet, démissionne en décembre 1896, afin d'entreprendre cette fabrication.

Entre temps, les effectifs de l'école étant montés à 16 élèves, la Commission décide d'engager un second maître. MM. Alb. Stotzer et Chs Dubois furent nommés et entrèrent en fonctions en mai 1897.

Puis c'est une période relativement calme et sans événements marquants. Pourtant, dans les quelques années suivantes, M. Chs Dubois était remplacé par M. Auguste Philippin, lequel entra à notre école le 18 avril 1900 et la même année M. Paul Debrot était remplacé pour l'enseignement des mathématiques par MM. Ls Kollros et Auguste Lalive, ces deux professeurs n'ayant cependant pas des postes complets, mais étant simplement chargés de certains enseignements théoriques.

A titre documentaire également, signalons qu'alors l'enseignement théorique ne comportait qu'une dizaine d'heures hebdomadaires y compris l'enseignement du dessin. Il ne se développa que lentement jusqu'en 1902-03.

La durée totale de l'apprentissage était de 3 ans et demi. Les écolages étaient de fr. 5.— par mois, le 7^{me} semestre étant gratuit pour les élèves suisses ; fr. 15.— mensuellement pour les étrangers domiciliés en Suisse ; fr. 25.— mensuellement pour les autres étrangers.

Cette question d'élèves étrangers se retrouve également à presque toutes les époques. On en a discuté il y a 50 ans à peu près dans les mêmes termes qu'aujourd'hui, les uns prétendant que l'acceptation d'étrangers dans nos sections d'horlogerie représente un danger pour notre industrie horlogère, les autres prétendant qu'au contraire elle nous permet de nouer d'intéressantes relations commerciales.

On discute de plans pour la nouvelle Ecole de mécanique, mais les projets sont plus nombreux que les réalisations. Pourtant l'aile N.-E. du bâtiment destinée plus spécialement aux ateliers de l'Ecole de mécanique est construite en 1900-01. Il s'agit des ateliers actuellement occupés par l'Ecole de mécanique. Cette aile Est est donc antérieure à l'aile N.-W., destinée aux ateliers de l'Ecole d'horlogerie et construite en 1905 seulement. Il y avait à cette période deux Ecoles, une d'horlogerie, une de mécanique, existant côte à côte dans deux bâtiments séparés. Le corps central du bâtiment actuel, Progrès 38-40, façade Sud ne fut construit qu'un an plus tard en 1901-02.

Quant aux travaux d'atelier, ils se développent, mais plus lentement. Nous devons pourtant signaler la construction de tours aux boîtes perfectionnés, la confection de quelques étampes et la fabrication mécanique en série des calibres Coullery-Roch dont l'Ecole s'est réservé un droit de fabrication. La précision du

travail monte, les rapports signalent l'exécution de jauges-tampons au $\frac{1}{500}^{\text{me}}$ de mm.

En 1902-03, l'organisation de l'Ecole est modifiée profondément. M. Coullery, qui jusqu'à cette époque était encore sous les ordres de la Direction de l'Ecole d'horlogerie, devient indépendant. Les deux Directions sont complètement séparées. M. Coullery oriente alors la réorganisation de l'Ecole dans le sens d'une amélioration surtout de qualité dans la formation des élèves et du travail obtenu. Les années 1902-03 à 1905-06 voient s'opérer une transformation importante des conceptions qui présidaient antérieurement à la formation des mécaniciens. C'est la conception du technicien qui prévaut, du technicien orienté vers la fabrication de machines-outils et vers la mécanique de précision. On exige une préparation préalable suffisante. Aucun élève n'est plus admis s'il n'a suivi l'Ecole secondaire jusqu'à la fin de la 4^{me} gymnase. Seuls sont donc acceptés les meilleurs éléments. Les effectifs de l'Ecole baissent. Toute l'organisation s'établit pour un total de 13 élèves au maximum, tous candidats techniciens, répartis sur 3 ans et $\frac{1}{2}$.

Ceci n'empêche d'ailleurs pas la mise au concours d'un poste supplémentaire auquel est nommé M. Emile Wenger qui entre en fonctions le 1^{er} juin 1902.

La nouvelle organisation comporte donc : 1 directeur, 3 maîtres, 2 professeurs chargés d'une importante partie de l'enseignement théorique et un secrétaire comptable. Le tout pour un effectif de 18 élèves au début de l'année scolaire et de 13 à 14 élèves à la fin de l'année scolaire.

On élimine impitoyablement les éléments faibles pour ne conserver que les meilleurs élèves. Cette nouvelle organisation permet évidemment de réaliser une amélioration importante de la qualité de l'enseignement et des travaux exécutés à l'Ecole. Cette dernière présente en effet plutôt les caractéristiques d'un laboratoire de recherches destiné à la formation d'une élite plutôt que d'une école accessible aux éléments moyens. L'enseignement théorique est quelque peu développé sans augmentation notable du nombre d'heures hebdomadaires ; on instaure des exercices de laboratoire et les élèves sont entraînés au dessin et à la construction par des stages au bureau de construction. Une machine à essayer la résistance des matériaux est installée au laboratoire où les élèves sont appelés à faire d'intéressants essais, non seulement dans le domaine de la résistance des matériaux, mais aussi dans celui des travaux de haute précision. C'est de cette époque que datent les recherches

dans le domaine des mesures de précision, la confection d'étalons à bouts sphériques, la réalisation d'un premier outil de mesure se révélant sensible au $\frac{1}{10000}$ de mm., l'embryon de la machine à mesurer au $\frac{1}{2000}$ de mm. avec une sensibilité de lecture de $\frac{1}{10000}$ de mm.

Les premières épreuves de diplôme cantonal eurent lieu le 21 septembre 1904 avec un seul candidat, M. Henri Huguenin, membre actuel de notre corps enseignant.

Signalons encore, en février 1906, la fondation de la Société des anciens élèves de notre Ecole de mécanique de La Chaux-de-Fonds, soit 20 ans exactement après l'ouverture de l'Ecole ¹⁾.

En 1906-07, création de la classe préparatoire pour monteurs de boîtes avec pour maître M. Henri Huguenin, cité ci-dessus. Le 1^{er} mai 1909, M. Henry Coullery quittait la Direction de l'Ecole de mécanique après la belle période d'activité signalée. Il était remplacé par M. Adrien Jeanmaire, ingénieur. La même année, M. Louis Kollros est nommé professeur à l'Ecole polytechnique fédérale.

Notre Ecole allait se développer, mais dans d'autres directions. D'abord les cours théoriques sont portés jusqu'à 20 heures hebdomadaires environ. On travaille, en 1909-1910, 56 heures par semaine en été et 50 heures en hiver.

M. Lalive ayant renoncé également à l'enseignement au Technicum neuchâtelois, la Commission décide de faire appel à un professeur de mathématiques à un poste complet et chargé de tout l'enseignement mathématique à notre Ecole. C'est M. le Dr Eugène Robert qui entre en fonctions le 1^{er} mai 1911 ; il y restera jusqu'à son décès le 28 septembre 1934.

Des cours du soir avaient lieu depuis longtemps. D'abord un cours de théorie d'horlogerie donné par M. Paul Berner, très antérieurement déjà à l'époque 1893-94 ²⁾, puis, dès 1896, également des cours publics du soir, de mécanique, puis de dessin, puis de technologie. Ces cours publics prennent sous la direction de M. Jeanmaire une extension nouvelle. C'est l'époque où l'automobile est en plein développement. C'est le début de l'ère de l'aviation. De nombreuses conférences sont données sur ces divers sujets. L'enseignement et les cours publics sont orientés vers ces nouveaux domaines. En 1909-10, 165 élèves suivent les cours de perfectionnement. L'Ecole elle-même oriente ses travaux vers les nouveaux champs

¹⁾ Voir ci-dessous page 405.

²⁾ Voir ci-dessus page 349 et 356.

d'activité, tant au bureau de construction qu'aux ateliers. Un moteur d'automobile est construit, puis exécuté à l'atelier. Il donne lieu à de très nombreuses études et ouvre aux élèves d'autres horizons.

En 1914-15 éclate la première guerre mondiale, dont l'influence va peser indirectement, mais profondément, sur les destinées de notre Ecole. C'est d'abord la démission de M. Jeanmaire pour la fin de l'année scolaire 1914-15.

L'Ecole de boîtes qui avait connu un développement réjouissant, l'effectif étant monté de 10 élèves à 25, et qui était constituée par 2 classes sous les ordres de MM. Liechti et Jeanneret, voit son effectif brutalement tomber. Un chômage intense sévit dans l'industrie de la boîte. Un chantier de chômage s'ouvre sous la direction de M. Jeanneret, M. Liechti restant à l'Ecole de boîtes dont l'effectif se réduit à quelques élèves. A la fin de l'année scolaire 1915-16 d'ailleurs, cette école est complètement fermée par décision de la Commission.

Au début de l'année scolaire 1915-1916, la Direction passe en mains de M. Fritz Marti, ingénieur électricien, actuellement, et depuis plusieurs années, délégué de l'Etat aux examens de diplôn.e. L'Ecole se trouve alors aux prises avec d'importantes difficultés. D'abord sous la direction de M. Jeanmaire les effectifs sont montés passablement et régulièrement année après année, de 17 à 60 élèves. Plusieurs maîtres ont été engagés. Les élèves non qualifiés pour le diplôme de technicien sont déclarés « praticiens ». Il n'y a cependant pas d'organisation spéciale pour eux. Ils suivent quelques cours théoriques avec les techniciens, mais avec certains déclassements, ayant une année, éventuellement deux ans de retard dans les cours théoriques.

Entre temps d'ailleurs la durée des études a été portée à 4 années complètes pour les techniciens.

Dès son entrée en fonctions, M. Marti voit certains maîtres abandonner l'enseignement : MM. Philippin et Menetrey en décembre 1916 et M. Jeanneret, de l'Ecole de boîtes, en janvier 1917. L'industrie offre alors des salaires sensiblement plus élevés que ceux de l'Ecole.

Il est procédé la même année à trois nominations de membres du corps enseignant. Une réorganisation des cours théoriques, quoique encore incomplète, a lieu également. Les maîtres de pratique sont chargés d'une partie de l'enseignement de la technologie.

Puis vint l'année 1917-18 avec ses nombreuses difficultés. Les effectifs de l'Ecole dépassent 60 élèves dans la proportion approximative de 40 techniciens et 20 praticiens. Les locaux font défaut mais on parle de la construction d'un nouveau bâtiment. Les mobilisations de maîtres et du directeur, les absences pour cause de grippe, avec périodes de fermeture totale de l'Ecole par précaution médicale, rendent toute la marche de l'Ecole difficile.

Le directeur de l'Ecole de mécanique, M. Marti, appelé à d'autres fonctions, donne sa démission pour le 31 décembre 1918.

Dès le 1^{er} janvier 1919, la Direction de l'Ecole est reprise par M. Henri Schenkel, ingénieur.

La nouvelle direction se trouvait donc d'emblée en face d'une situation correspondant à l'une des périodes les plus pénibles de l'histoire de notre Ecole: 54 techniciens dont 6 candidats au diplôme pour avril 1919, en plus 9 élèves praticiens sans programme nettement défini, soit 63 élèves au total ; un enseignement technique important, 25 heures hebdomadaires environ, spécialement aux élèves techniciens des classes supérieures et aux candidats au diplôme ; un énorme retard dans leur préparation par suite des multiples perturbations citées ; peu ou pas de cours imprimés ni d'ouvrages techniques appropriés ; des locaux insuffisants, à peu près les mêmes qu'en 1907-08, alors que l'Ecole admettait un effectif total de 18 élèves au maximum ; grave pénurie de combustible au point que l'Ecole doit rester fermée certains jours particulièrement froids.

L'un des plus anciens maîtres, M. Emile Wenger, avait été chargé, dans le courant de 1918 déjà, de veiller à la bonne marche de tous les ateliers, la Direction se trouvant absorbée au-delà de toute mesure, par les nombreuses difficultés et perturbations de cette triste année.

En 1920-21, les effectifs, qui jusqu'alors n'avaient jamais dépassé 60 à 65 élèves, bondissaient à 86, y compris il est vrai les apprentis de l'Ecole de boîtes qui, ayant été fermée en 1916, rouvrit ses portes avec la nouvelle année scolaire 1920-21. L'année suivante cet effectif monte encore à 100 élèves au total : 62 techniciens, 20 praticiens, 18 monteurs de boîtes ; et la question des locaux n'est toujours pas résolue. La solution paraissait néanmoins si imminente que Commission et Direction acceptèrent d'importants contingents de nouveaux élèves. Les élèves praticiens sont là, ils ont des contrats en règle, nous avons l'obligation de les former, mais nous manquons de tout à cet effet.

Les pouvoirs publics nous déclarent devoir renoncer à la construction d'un nouveau Technicum, mais une première étude est faite pour des ateliers complémentaires que nous ouvririons à l'immeuble A.-M. Piaget 72. Un crédit de fr. 110,000.— est voté par le Conseil général. Des machines peuvent être achetées très avantageusement et emmenagées dans ces nouveaux locaux.

La fabrique Vve Chs-Léon Schmid S. A., bien que liée par bail vis-à-vis du Technicum, demande alors à la Commune que l'Ecole de mécanique renonce à ces locaux, la propriétaire envisageant la création d'une industrie nouvelle qui occuperait une main-d'oeuvre importante, mais pour laquelle les locaux loués lui seraient indispensables. C'est alors qu'à défaut de mieux nous obtenons, dans l'immeuble Tilleuls 2, des locaux qui nécessitent d'importants aménagements et dans lesquels les machines, déjà partiellement installées A.-M. Piaget 72, sont emmenagées à nouveau.

Notre division pratique qui aurait dû s'ouvrir il y a de nombreuses années et en tous cas en 1920-21 ne s'ouvre, par suite de toutes ces circonstances, qu'en 1922-23. En avril 1923, l'Ecole se trouve réorganisée sur la base de la formation de 12 praticiens et de 12 techniciens par année, avec 4 années d'apprentissage, soit pour un effectif normal de 96 élèves mécaniciens.

L'extension des ateliers, en raison de l'augmentation des effectifs d'abord puis en raison de la création de la division pratique, engagea la Commission, en 1920 déjà, à mettre au concours un poste de chef des ateliers. Il était indiqué de choisir un homme parfaitement au courant des méthodes industrielles et connaissant les procédés modernes de mise en fabrication, ainsi que l'organisation du travail en séries. La Commission porta sans hésitation son choix sur M. Ls Kurt qui avait travaillé pendant nombre d'années dans l'industrie et organisé des fabrications importantes d'horlogerie, de machines, et même, pendant la dernière guerre, la fabrication de pièces de fusées, en très grandes séries.

La constitution de deux divisions séparées pour techniciens et praticiens permit alors une séparation nette des programmes théoriques, les praticiens recevant un enseignement théorique approprié.

Le revers de la médaille était évidemment une augmentation notable du nombre total d'heures de leçons. Chaque membre du corps enseignant dut nécessairement accepter sa part de la nouvelle charge. Seule une petite partie de l'enseignement aux praticiens, l'instruction générale (quelques heures hebdomadaires) fut confiée

à de nouveaux titulaires, le plus souvent instituteurs de notre localité.

L'enseignement théorique aux techniciens fut développé notablement depuis 1919 déjà. Nous rappelons qu'à cette époque les effectifs étaient hors de proportion avec les locaux disponibles. Une partie des techniciens devait nécessairement, pour cause de manque de place, être détournée des ateliers et effectuer des stages consacrés soit au bureau de construction soit à des exercices de laboratoire.

Mais ce n'est qu'en 1922-23, ensuite de la démission de M. Reussner, appelé à la Direction de l'Ecole de mécanique de Couvet et remplacé par M. Henri Huguenin comme professeur de dessin et chef du bureau de construction, qu'un enseignement normal de cette dernière branche put être organisé définitivement, enseignement encore en vigueur aujourd'hui.

Le développement des installations de l'Ecole allait absorber ses propres ateliers pendant plusieurs années, à mesure que montaient, par promotions successives, les nouvelles classes de praticiens, au cours des années 1923-24 à 1926-27. Cette période correspondait d'ailleurs à une mévente à peu près complète des produits fabriqués.

En 1926-27, nous débutons avec la création d'une classe de spécialistes faiseurs d'étampes. La formation de mécaniciens faiseurs d'étampes avait été demandée à maintes reprises, ainsi d'ailleurs que la formation d'autres spécialistes. En 1919-20 déjà, il était question de former des spécialistes tourneurs, fraiseurs, meuleurs, ajusteurs, etc., ce qui représente des connaissances professionnelles diminuées par rapport à celles exigées du mécanicien complet. Cette formation nous a paru peu désirable ; ce serait même une erreur sociale actuellement. En revanche la formation de mécaniciens spécialistes faiseurs d'étampes, ainsi que de spécialistes de la branche automobile fut jugée désirable par la Direction de l'Ecole et, après quelques discussions, approuvée finalement par les Commissions de l'Ecole.

Parallèlement à la création de la classe d'étampes, nous dûmes entreprendre l'étude d'une installation de trempe dont la réalisation fut poursuivie en 1927-28. A cette époque malheureusement, la construction des fours électriques et surtout d'appareillage de contrôle n'avait pas atteint le degré de développement actuel. Les fours spéciaux avec colonne de contrôle indépendante pour chaque four tels qu'on les trouve couramment aujourd'hui sur le marché,

n'existaient pas sous cette forme. Nous vivions en outre une époque où un seul mot d'ordre général dominait tous les problèmes : économies ! Une dépense de fr. 1,000.— ou fr. 2,000.— donnait lieu à des discussions et études interminables. Toute l'installation de trempe fut donc réalisée par l'Ecole elle-même sauf les fours et les appareils.

En 1928-29, afin de faciliter le placement de nos élèves, la création d'une classe de mécaniciens d'automobiles est décidée.

Dès 1929-30, les apprentis monteurs de boîtes qui ne passaient jusqu'ici que par une classe préparatoire pendant une année pour terminer ensuite leur apprentissage dans les ateliers de la ville devront faire à l'Ecole un apprentissage beaucoup plus complet : 2 ans pour les acheveurs, 3 ans pour les tourneurs. C'est un nouveau développement important, des locaux à trouver en plus de ceux nécessaires à la classe de mécaniciens d'automobiles.

Signalons encore en 1929-30, un premier cours d'organisation industrielle donné à notre école par M. Pillonel de Lausanne, spécialiste de ces questions.

MM. Samuel Nicolet et Julien Matthey furent chargés de la formation, le premier des acheveurs, le second des tourneurs ; mais, deux ans après seulement, soit en 1933-34, les effectifs d'élèves boîtiers commencèrent à fléchir par suite d'un nouveau chômage dans cette industrie.

Après étude de toute cette question et enquête sur les possibilités industrielles, on dut se rendre compte qu'à La Chaux-de-Fonds la main-d'oeuvre dans l'industrie de la boîte et parties annexes était plus importante, proportionnellement à la population, que dans toute autre cité. En outre la boîte « or » y occupait également une place si prépondérante par rapport à la boîte métal et acier qu'une crise dans la boîte « or » prenait immédiatement pour la cité des allures catastrophiques. Pour porter remède à ce mal, il fallait d'abord réadapter de la main-d'oeuvre de la boîte « or » à la boîte « métal et acier », puis favoriser le développement dans notre ville d'entreprises industrielles s'occupant davantage de cette dernière spécialité.

Un cours de perfectionnement et de réadaptation fut ouvert. Etais considéré comme réadapté, le boîtier ayant suffisamment appris à travailler le métal et l'acier et devenu assez habile pour gagner un salaire convenable aux tarifs en vigueur pour la main-d'oeuvre dans cette spécialité. Il fallait donc, pour arriver à réadapter avec succès, entreprendre le travail sur une base indus-

truelle, ce qui nous conduisit à l'acceptation de commandes de plus en plus importantes au fur et à mesure que se développait cette réadaptation. Par la suite, ce qui avait été antérieurement « Cours de réadaptation » prit une allure industrielle si réelle qu'il fut possible de céder toute cette fabrication à un industriel, ce qui donna naissance à la fabrique de boîtes métal et acier Humbert & Co en notre ville. Celle-ci occupe aujourd'hui plus de 30 ouvriers indépendamment de la main-d'œuvre occupée indirectement par les travaux de préparation ou de finissage, polissages, etc.

Mais ce n'est pas en faveur de l'industrie de la boîte seulement que l'Ecole de mécanique fit d'importants efforts pour collaborer à l'introduction d'industries nouvelles dans notre cité. Elle rendit d'abord de multiples services à de nombreux artisans ou petits industriels utilisant fréquemment ses services pour toutes sortes de renseignements, études ou travaux.

Par la suite une Commission des industries nouvelles fut formée et présidée tout d'abord par un membre du corps enseignant de l'Ecole, M. Henri Huguenin, professeur de dessin et chef de notre bureau de construction. Nous renvoyons le lecteur au chapitre spécial du présent ouvrage traitant de l'activité de cette Commission devenue plus tard l'Office de recherches des industries nouvelles « ORIN »¹⁾.

Nos ateliers firent de nombreux essais et sortirent même d'importants prototypes en faveur des industries nouvelles. Mentionnons plus spécialement la confection complète, pièce après pièce, d'un prototype de machine à écrire de modèle spécial. En outre, dans ce domaine encore, la Direction de l'Ecole de mécanique collabora activement à la création en notre ville de la Société des appareils de mesures et de laboratoire « Sadamel ».

Complétons l'exposé de l'activité importante déployée pendant plusieurs années par notre Ecole dans la recherche d'industries nouvelles en signalant encore que deux entreprises de la ville eurent à notre chef d'atelier, M. Ls Kurt, l'une une amélioration de son exploitation (qui aurait sans doute dû cesser sans son intervention) et l'autre une utile collaboration permanente et ininterrompue de plus d'une année.

Il fut momentanément remplacé par M. Aurèle Bugnon, maître de la classe des étampes.

Enfin notre Ecole prit une part très active à l'organisation du stand de la Fédération des écoles de mécanique et d'électricité de

¹⁾ Voir pages 100 et suivantes

la Suisse, lors de l'Exposition nationale suisse de Zurich en 1939, le Directeur de l'Ecole de mécanique de notre ville étant à cette époque président de la fédération citée.

L'année scolaire 1932-1933 marque un tournant d'une importance considérable pour le Technicum de La Chaux-de-Fonds et pour la section de mécanique en particulier du fait de la fusion avec le Technicum du Locle¹⁾. Nous nous trouvons alors en pleine période d'adaptation et de réorganisation. Pendant la nouvelle année scolaire notre section de mécanique possède encore ses quatre années techniques complètes, mais dès avril 1934 commenceront des déplacements de professeurs et d'élèves, d'abord pour la 3^{me} technique seulement, puis plus tard pour les 3^{me}, 4^{me} et 5^{me}. On peut dire que, dans son ensemble, l'enseignement ne subit pas, du fait de la fusion, de modifications profondes. Le Locle disposait de nombreux cours imprimés ; ceux-ci sont utilisés, dorénavant, dans toute la mesure du possible, dans les deux villes. Ils sont revus pour les éditions nouvelles, de manière à s'adapter mieux aux besoins des deux divisions. Pour unifier les programmes, il a fallu faire, de part et d'autre, certaines concessions ; la plupart de celles-ci concernant l'ordre dans lequel les matières sont enseignées, plutôt que les matières elles-mêmes.

L'année suivante déjà, soit en 1933-34, la formation des électro-praticiens à La Chaux-de-Fonds fut admise également pour les deux premières années scolaires.

Voici maintenant dix ans que cette fusion des Technicums des deux villes a été décidée et cinq ans qu'on peut la considérer comme réalisée sous une forme stable.

Il y a cependant de constantes modifications et améliorations de moindre importance ; en particulier la durée des études techniques a été portée à 5 ans dans le but de permettre une amélioration des programmes, une meilleure préparation pratique et théorique et plus d'expérience en construction de machines et en essais de laboratoires. C'est précisément au cours de l'année 1944-45, fin de la période du présent exposé, que sortiront pour la première fois des élèves techniciens ayant accompli le cycle de 5 ans.

Nous vécûmes la longue période de 1923-37, et malgré les développements signalés, sous le signe perpétuel des économies, les budgets étant limités à l'extrême. Toutes ces réalisations ne purent donc se faire que grâce à la production de nos ateliers qui livrèrent,

¹⁾ Voir page 350.

pour notre propre exploitation, tours, fraiseuses, nombreux appareils et accessoires, outillages et équipements de machines.

Signalons, en supplément des livraisons et installations nécessaires au développement de l'Ecole, quelques autres études ou réalisations de nos ateliers ou de notre bureau de construction, à savoir : un appareil à tailler hélicoïdal par génération pour une fraiseuse Cincinnati ; un appareil à meuler les intérieurs à très grande vitesse, 100,000 à 200,000 tours par minute, appareil qui nous permit de passer à la construction et à l'exécution d'une meuleuse aux intérieurs avec broche mue sur le même principe. Signalons également la construction et l'exécution jusqu'à la mise en chantier par séries, avec tolérances et bons de travail à l'accord, d'une machine à affûter les petites mèches américaines de 0,5 à 6 mm., livrée déjà en Suisse et à l'étranger à de nombreux exemplaires, et dont nous avons actuellement une série de 30 pièces en fabrication. En outre, de nombreuses constructions d'appareils ou d'accessoires de tours ou d'autres machines ont été soit étudiées au bureau seulement, soit poussées jusqu'à la réalisation, ceci en supplément d'une production régulière de tours outilleurs et de fraiseuses destinées non seulement à l'équipement de nos ateliers mais aussi à la vente.

De plus de très nombreuses pièces ou objets furent exécutés de façon courante pour divers ateliers de mécanique, soit de l'industrie, soit de l'artisanat, sans parler, pour les dix dernières années, d'une importante activité industrielle de la part de notre classe d'étampes qui a toujours travaillé en plein à la confection d'étampes industrielles livrées et facturées et qui, dans leur immense majorité, ont toujours donné satisfaction.

Dès 1937-38, le besoin de modernisation des machines et de certaines installations se fit impérieusement sentir à notre Ecole. En 1923-24 déjà, au cours des installations des nouveaux ateliers dans l'immeuble Tilleuls 2, la Direction de l'Ecole avait examiné la possibilité d'introduire des machines à commande directe. Nous devons rappeler qu'à cette époque notre ville, et plus particulièrement tous les ateliers de notre Ecole, étaient alimentés par de l'énergie électrique à courant continu d'une tension de 310 volts pour les moteurs. Ce n'est que beaucoup plus tard que fut introduit, d'abord à l'immeuble Progrès 38, puis à Tilleuls 2, le courant alternatif triphasé, 50 périodes 220-380 volts. L'introduction de machines-outils à moteurs indépendants, ainsi que la motorisation de machines existantes, devenaient dès lors possibles. Les autorités comprirent

également qu'avec un régime forcé d'économies s'étendant à de nombreuses années, ateliers et outillages vieillissent et à un certain moment une modernisation devient absolument indispensable. Un programme de modernisation de plus de fr. 200,000.— fut mis à l'étude dès 1937-38 et réalisé par tranches successives dès 1938-39.

La guerre vint alors bouleverser les projets antérieurs par d'importantes majorations de prix et par l'allongement de certains délais de livraison. Le supplément de dépenses imposé au pays par la mobilisation ne nous permit pas d'obtenir d'emblée le crédit nécessaire à une modernisation complète. La dépense budgétée de près de fr. 300,000.— pour acquisition et modernisation de machines et ateliers fut ramenée à une valeur plus modeste par un montant de fr. 34,000.— porté annuellement au budget pendant 5 ans, ce qui représentait fr. 170,000.— dans lesquels étaient encore compris les budgets ordinaires pour entretien courant, se montant antérieurement déjà, bon an mal an, à fr. 10,000.— environ.

Le supplément accordé par les autorités pour modernisation était donc de fr. 120,000.— seulement. Tenant compte qu'une machine moderne d'un type et d'une capacité appropriés à notre Ecole coûte à elle seule de fr. 15,000.— à fr. 35,000.—, la modernisation ne pouvait avancer rapidement avec des moyens aussi modestes. Par bonheur les industriels comprirent à leur tour la nécessité de ces acquisitions et de la modernisation de nos ateliers et, après exposé de notre situation, nous fournirent un appui complémentaire énorme sous forme de dons en espèces pour les uns, de remises très importantes sur le prix d'acquisition de machines pour les autres. Nous arrivâmes ainsi à des disponibilités complémentaires considérables. Le total atteint fr. 112,000.— à la date du présent rapport.

La question la plus importante à résoudre serait celle de locaux convenables, modernes et suffisants pour la concentration de tous nos ateliers, actuellement disséminés, ce qui offre de nombreux inconvénients.

Donnons-en pour exemple la machine récemment acquise de la Société genevoise d'instruments de physique M. U. L. 250 d'un prix de plusieurs milliers de francs, dont on devrait pouvoir disposer dans tous nos ateliers productifs, alors qu'au contraire, par la force des choses, tous nos ateliers en sont privés, la machine achetée ayant dû être installée au contrôle, soit dans un local séparé des autres ateliers.

Nous terminons donc en formant le voeu que les premières années d'après guerre voient s'accomplir cette nouvelle tâche, la construction de locaux suffisants et d'un seul tenant pour notre Ecole de mécanique.

H. Schenkel.

5. L'école des arts et métiers

Poursuivant l'oeuvre ébauchée déjà avant 1830, l'Ecole d'art a persévéré dans la voie qui lui avait été tracée par ses fondateurs.

Son but étant de développer le goût des jeunes apprentis pour le dessin et de former des graveurs, elle a pu mettre à leur service de nombreux cours du soir, qui sont restés toujours fort appréciés. Mais, autrefois, après une journée de dix à douze heures de travail, il fallait faire un véritable effort pour consacrer ses soirées à suivre des leçons de perfectionnement. Les salles, surchauffées par des lampes à gaz mal odorantes, étaient souvent trop petites pour contenir tous ceux qui s'y entassaient.

En 1893, le total des élèves de ces classes se montait à 321.

L'Ecole d'art voue également un soin particulier à ses classes de gravure et de peinture sur émail. Il s'agissait de chercher à développer la décoration de la montre et à lui donner un cachet plus artistique.

Bientôt, les pièces gravées et émaillées s'enrichissent de pierres fines. Et, comme ce travail ne peut être exécuté aisément dans notre ville, l'ouverture d'une classe spéciale de sertissage est à cet effet décidée pour une durée de quatre ans. Ce fut le temps fixé pour la formation de cinq ouvriers qualifiés.

Le corps enseignant, que comptait l'Ecole d'art au début de l'année 1893, se composait des professeurs suivants : MM. Ed. Kaiser (dessin et modelage), P. Stucki (dessin), W. Aubert (dessin, peinture à l'huile), E. Schaltenbrandt (dessin d'architecture et composition décorative), H. Coullery (dessin de machines), E. Stebler (perspective et anatomie), Ch. Piaget (gravure), L. Millet (peinture sur émail) ; en plus, de 1895 à 1898 : M. S.-L. Humbert-Droz (sertissage).

Sous la direction de M. W. Aubert, la phalange de ces maîtres se montre toujours prête à innover et à perfectionner ses procédés de production, aussi bien que ses méthodes d'enseignement.

Les locaux, utilisés au Collège industriel, sont trop étroits et l'on envisage déjà en 1899 leur transfert avec celui des collections dans

un bâtiment à construire sur l'emplacement de l'ancien hôpital, mais la question, plus d'une fois sur le point d'être résolue, n'a pas encore pu être réglée jusqu'à ce jour.

Continuant à faire l'histoire de l'Ecole d'art, nous rappellerons que la fin tragique du maître de la classe de gravure, M. Ch. Piaget, auquel tenait particulièrement M. William Hirschy, qui fut le promoteur de cette classe, privait l'Ecole d'un professeur distingué. M. J. Lanz devait le remplacer.

Puis, le nombre des apprentis graveurs augmentant chaque année, nous fûmes dans l'obligation d'ouvrir de nouvelles classes de pratique, confiées l'une à M. P.-E. Ingold, l'autre à M. A. Geel.

Reconnaissant enfin la nécessité de former un plus grand nombre de sertisseurs, la Commission ouvre une classe supplémentaire. Elle l'organise sur un plan définitif et en confie la direction à M. Bonnet, auquel succède M. E. Mettant. M. A. Rosset est appelé en même temps à devenir le maître de la classe de guillochis, elle aussi nouvellement créée. Pendant quinze ans, il est vrai, M. Gauthier avait joint l'enseignement du guillochis à celui que recevaient les apprentis graveurs.

En fait, la formation à l'Ecole d'art d'ouvriers graveurs, guillocheurs et peintres sur émail aboutit assez vite aux résultats souhaités. Les patrons et les ouvriers désiraient donner à leur industrie une orientation plus conforme aux lois du dessin, sinon plus artistique.

Parfois pourtant on reprochait leur lenteur et leur inexpérience manuelle aux ouvriers que l'Ecole formait. Ceux qui apprenaient leur métier dans les ateliers seulement se spécialisaient assez vite dans le domaine où leur habileté se montrait d'un plus grand rapport. Par contre, nos élèves, moins prompts au début de leur activité pratique, surpassaient plus tard leurs camarades. Ayant acquis la connaissance complète et approfondie de leur profession, ils finissaient généralement par occuper des places enviables dans l'industrie. Celle-ci allait malheureusement subir les contre-coups de la mode et la concurrence du travail mécanique.

Aux environs de l'année 1900, les premières montres-bracelets, exécutées en série, font leur apparition. Les surfaces à décorer sont encore importantes. Mais en 1914, le port de la montre-bracelet se généralise et, dès ce moment, les boîtes faites à la main ou par étampage excluent habituellement toute décoration par la gravure. Un chômage intense frappe ceux qui l'exécutaient auparavant. Nous devons alors envisager la fermeture de l'une de nos classes de

gravure, celle de M. Lanz. Puis, à la mort du second maître graveur, M. Geel, l'Ecole cesse de former des apprentis pour ce métier si durement atteint.

A leur tour, les procédés de décalquage, mis au point à la même époque, portent un coup mortel à la peinture sur émail. Nous fermons aussi la classe où se donnait cet enseignement, malgré la compétence du professeur qui en était chargé, M. A. Kocher, successeur de M. Millenet.

La Commission de l'Ecole d'art n'attendit pas cependant l'anéantissement de son oeuvre pour prendre les mesures qui s'imposaient. En effet, le nombre des inscriptions pour l'apprentissage de la bijouterie devenant plus fort, nous ouvrons une seconde classe, consacrée à ce métier. Elle sera dirigée par l'un de nos anciens élèves, M. Montandon. En outre, l'Ecole fait appel à un homme actif et qualifié pour l'enseignement de la composition décorative : M. Ch. L'Eplattenier.

Les résultats de la collaboration alors réalisée entre les maîtres de dessin pour les recherches décoratives et ceux de la gravure, de la bijouterie, du guilloché, de l'émaillage furent magistralement illustrés par les travaux exposés à Milan en 1906 : ils valurent à l'Ecole d'art un diplôme d'honneur.

Au surplus, à côté des classes de pratique, et sur l'initiative de M. Ch. L'Eplattenier, qui a compris la nécessité de préparer des artisans qualifiés dans d'autres domaines que celui de l'horlogerie, s'était créé un cours supérieur de décoration. Il était destiné à former des architectes, des peintres, des sculpteurs, des chefs d'atelier pour diverses industries.

M. Ch. L'Eplattenier ne tarde pas à prendre la direction du Cours supérieur, ainsi institué, mais bientôt disjoint du reste de l'Ecole et devenu autonome, sous la surveillance de la même Commission.

En 1911, trois jeunes artistes, tous anciens élèves de la classe de gravure, sont appelés à devenir les collaborateurs de M. Ch. L'Eplattenier. Ce sont : MM. Georges Aubert, Léon Perrin et Edouard Jeanneret, qui devint célèbre plus tard sous le nom de « Le Corbusier »¹⁾.

Parmi les premières oeuvres du Cours supérieur, il faut signaler la décoration du Crématoire, où la sculpture, la peinture, la mosaïque, le vitrail, le métal repoussé sont mis à contribution selon les trouvailles des élèves qui s'en servent.

¹⁾ Voir pages 506-568.

En 1910, quelques praticiens du Cours supérieur louèrent les locaux de l'ancien hôpital, pour y transporter leurs ateliers. Ils formèrent une association : « Société des ateliers d'art réunis ».

De nouveaux travaux importants sont exécutés par les élèves du Cours supérieur, entre autres la décoration métallique et peinte du hall de l'Hôtel des postes, celle du pavillon Hirsch à l'Observatoire cantonal de Neuchâtel, celle de la chapelle indépendante de Cernier.

Mais à la suite de divergences de vues avec la Commission de l'Ecole concernant l'orientation et l'avenir du Cours supérieur, celui-ci suspend son activité. L'Ecole poursuit néanmoins son chemin dans la voie qui fut toujours essentiellement la sienne. En outre, pendant la première guerre mondiale, elle doit organiser de nombreux cours de perfectionnement pour les graveurs et guillocheurs au chômage. Elle ouvre aussi des cours rapides de bijouterie et de sertissage.

Entre temps, une nouvelle direction pour l'Ecole est tentée sous une forme moins personnelle, celle d'une Commission directrice, constituée par l'assemblée des professeurs et une délégation de la Commission de l'Ecole proprement dite.

Néanmoins, six ans plus tard, la Commission directrice demande elle-même le retour à une direction unique. M. Jean-D. Hirschy est appelé à remplir ces fonctions.

De concert avec les organisations patronales et ouvrières de la bijouterie, l'Ecole met alors au point un intéressant programme d'apprentissage mixte, devant être fait en partie dans ses locaux et en partie dans les ateliers. Malheureusement, une lourde période de chômage allait entraver sa réalisation. Pour occuper bon nombre d'ouvriers bijoutiers et graveurs sans travail, nous les aidons à fabriquer soit des lustres électriques, soit des jouets moulés en pâte de papier. A la reprise des affaires, le personnel de ces ateliers temporaires reprend sa place dans l'industrie qui le réclame.

Notons maintenant que c'est à partir du 1^{er} janvier de l'année 1927 que l'Ecole d'art devient l'une des sections du Technicum neuchâtelois, au moment même où elle entrait dans sa cinquantième année d'activité. Sa tâche consiste désormais à former la main-d'œuvre qui convient aux procédés mécaniques qu'exige la gravure des marques de fabrique, celle des lettres et des matrices pour le gaufrage. M. R. Bubloz est chargé de cet enseignement.

D'autre part, sous la direction de M. Guinand, se poursuit la formation d'excellents bijoutiers, qui seront souvent à la tête d'en-

treprises importantes et seront des créateurs de nouveautés dans tous les principaux centres industriels du pays.

Si, par contre, M. Balmer, le maître de la classe de sertissage, voit son activité se limiter actuellement à quelques heures d'enseignement, son travail prend déjà un développement nouveau par le fait des applications sans cesse renaissantes de la décoration.

Il peut paraître utile de faire figurer ici la liste des professeurs qui ont enseigné à l'Ecole d'art pendant la longue période dont nous venons de parler.

Voici le tableau de leurs noms et de leurs fonctions :

Jean-D. Hirschy, directeur.
W. Aubert, dessin, peinture.
Ed. Kaiser fils, dessin.
G. Péquegnat, dessin géométrique, dessin professionnel, perspective.
P.-E. Ingold, composition décorative (en remplacement de M. Schaltenbrandt).
H. Jeannet, dessin (en remplacement de M. Kaiser père).
Ch. Rossel, dessin d'ornement, dessin géométrique.
Léon Perrin, modelage (en remplacement de M. Kaiser père).
A. Huguenin-Dumittan, modelage.
W. Stauffer, anatomie (en remplacement de M. Stebler).
A. Montandon, cours spécial de bijouterie.
R. Dubois, bijouterie, joaillerie.
E. Mettant, bijouterie, joaillerie.
A. Rossel, guillochis.
R. Balmer, sertissage sur fonds de montres et bijoux (en remplacement de M. Bodemer).
M. de la Reussille, gravure.

Il nous reste à noter l'importante évolution par laquelle l'Ecole d'art est devenue peu à peu l'Ecole des arts et métiers.

Longtemps avant l'application de la loi fédérale qui oblige les apprentis de tous les métiers à suivre des cours professionnels, la Commission de notre Ecole s'intéressait au sort des apprentis de l'artisanat. Elle estimait avec raison qu'elle devait éveiller chez eux le sentiment de la beauté du métier et qu'elle devait en même temps les mettre au bénéfice d'une préparation technique et artistique, dont l'importance ne se discute plus. Les cours, qui leur sont destinés, portent aujourd'hui le titre officiel de « Cours complémentaires professionnels ». Ils ont pris un tel développement que le bâtiment, autrefois appelé le « Vieux collège », a dû leur être entièrement affecté. Il a été transformé à cet effet et il contient désormais des salles spacieuses et bien éclairées pour diverses branches d'enseignement. Il comprend un atelier avec forge à l'usage des serru-

riers et des maréchaux, destiné aussi à l'instruction des monteurs de chauffages centraux et d'installations sanitaires. On y trouve encore un atelier pour les menuisiers et pour les ébénistes, un salon de coiffure très bien aménagé, ainsi qu'un atelier pour les tapissiers.

Les élèves qui sont tenus de fréquenter les cours complémentaires professionnels appartiennent donc aux professions suivantes : celles des menuisiers, ébénistes, charrons, ferblantiers, couvreurs, serruriers, tôliers, tapissiers, dessinateurs, jardiniers, fleuristes, boulangers, pâtisseries, bouchers, plâtriers, peintres en bâtiments, peintres en lettres, cordonniers, relieurs, décalqueurs, coiffeurs, photographes, arts graphiques.

L'énumération d'une aussi considérable organisation de travail ne donne aucune idée du long et patient labeur que sa mise au point a coûté.

En guise de conclusion, nous croyons pouvoir dire que, par son enseignement permanent du dessin, ses classes professionnelles, sans cesse adaptées aux besoins de l'industrie horlogère, ses cours destinés à l'artisanat sous ses formes les plus diverses, sa bibliothèque riche de 3000 volumes et son musée spécial, l'Ecole des arts et métiers a rendu les services qu'elle était destinée à fournir. Elle a sans doute aussi contribué à maintenir le goût des belles et nobles choses dans tous les milieux de notre population.

J.-D. Hirschy.

6. L'école des travaux féminins

C'est en 1890 que la Société des Amies de la jeune fille ¹⁾ ouvrit les cours de couture qui devaient être le début de l'Ecole des travaux féminins. Dès la première année, 50 élèves fréquentent des cours divers : coupe et confection de vêtements pour dames, coupe et confection de lingerie, broderie et raccommodage, repassage, comptabilité, langue allemande.

Les locaux sont des plus rudimentaires. On ne dispose, en effet, que d'une cuisine désaffectée au sous-sol du Collège industriel. La machine à coudre est seulement louée.

En 1893, l'Ecole s'installe dans une salle du collège de la Promenade, mais le nombre des élèves augmente de telle façon que certains cours sont donnés au domicile des professeurs. Sur demande du Comité des apprentissages, des cours facultatifs de 6 mois sont organisés pour les jeunes apprenties.

¹⁾ Voir page 603.

L'établissement reste privé jusqu'en 1900, mais reçoit des subventions communales, cantonales et fédérales.

La première classe d'apprenties couturières pour dames s'ouvre en 1906. La durée de l'apprentissage est de 2 ans. Son succès est si grand que l'année suivante commence un même enseignement pour les lingères. L'horaire prévoit 38 heures de couture, 2 heures de dessin, 1 heure de français et 1 heure de calcul.

Le matériel d'enseignement se complète peu à peu ; un budget supporte l'achat d'une machine à coudre, l'autre de mannequins afin que les élèves puissent travailler collectivement. Une autre fois l'installation du gaz sera améliorée en ce qui concerne l'éclairage ou le repassage, puis une glace plus grande rendra la salle d'essai plus accueillante car, alors déjà, l'école possède une clientèle pour laquelle les apprenties travaillent.

En 1910, M^{me} Matthias succède à M. Jeanneret à la présidence de la Commission de l'Ecole professionnelle des jeunes filles, tandis que M^{me} Tissot-Humbert continue à assumer bénévolement la direction des cours.

Les années 1913-14 sont riches en événements importants : l'Ecole déménage encore une fois et s'installe au 2^{me} étage du collège des Crêtets dans les locaux clairs et spacieux qu'elle occupe encore aujourd'hui.

La préparation des objets qui figureront à l'Exposition nationale à Berne préoccupe chacune, mais la guerre interrompt brusquement l'activité de l'Ecole. Le chômage se fait sentir ; des cours gratuits, qui connaissent immédiatement un grand succès, sont ouverts et, en 1915, ils reçoivent à eux seuls 1200 personnes. C'est en 1916, en pleine guerre, qu'on étudie pour la première fois la possibilité, pour les élèves sortant de l'école primaire, d'un stage combiné à l'Ecole ménagère et dans les classes de couture. Ce projet ne devait se réaliser qu'en 1930, lors de l'ouverture du cours post-scolaire dont l'utilité est incontestée. Pendant cette période de guerre encore, contraste saisissant avec la rage de destruction qui entoure notre petit pays, des programmes de préparation pour les candidates à l'examen de maîtresses professionnelles sont mis au point.

L'intense activité déployée dans les ateliers de munition est défavorable à l'Ecole. Les effectifs baissent à tel point qu'on envisage même de faire fusionner les écoles du Locle et de La Chaux-de-Fonds. Fort heureusement, une loi fédérale rend obligatoires les cours d'instruction professionnelle et de connaissances

générales pour les apprenties de l'artisanat. Cela offre un nouveau champ d'activité à l'Ecole.

En 1921, la durée de l'apprentissage de couturière est portée de 2 ans 4 mois à 3 ans. Cela devait permettre une extension heureuse du programme.

Sitôt la guerre terminée, la prospérité est revenue, l'Ecole compte 58 élèves régulières et a donné, durant un exercice, des cours à plus de 1000 adultes.

Une petite cérémonie souligne les 30 ans d'activité de M^{lle} Augsburg, directrice et de M^{me} Huguenin-Schild.

Deux ans plus tard, en 1927, deux nouvelles branches sont ajoutées à l'enseignement : le tricotage à la machine et la broderie.

La crise de chômage, qui devait durer une dizaine d'années, engage la direction de l'Ecole à donner, en collaboration avec le Centre d'éducation ouvrière¹⁾, des cours gratuits pour chômeuses. Ils sont chaleureusement accueillis et rendent de grands services à de nombreux ménages dont les ressources sont extrêmement réduites.

C'est en 1933 que les Technicums du Locle et de La Chaux-de-Fonds fusionnent sous le nom de Technicum neuchâtelois. Poussant plus loin l'idée de la concentration, M. C. Brandt, conseiller communal, propose de rattacher l'Ecole des travaux féminins au Technicum. Une ère nouvelle commençait.

En 1934, M^{lle} Augsburg, directrice de l'Ecole, démissionne après 39 ans d'une grande activité et d'un complet dévouement à sa tâche. Elle est remplacée par M^{lle} Rose-Marie Girard.

Pour lutter contre le chômage, qui s'intensifie dans la région, des industries nouvelles sont implantées²⁾. L'Ecole des travaux féminins est chargée de préparer le personnel nécessaire au développement de ces activités nouvelles. Il faut ouvrir des cours, former préalablement du personnel capable d'enseigner la confection d'objets les plus divers ; et plusieurs centaines de chômeuses s'initient à un travail nouveau qui leur permettra de gagner leur vie. Les maisons qui occupent ces ouvrières alimentent les cours où se confectionnent, par centaines ou par milliers, robes et manteaux de dames, lingerie pour dames et messieurs, articles de voyage, gants de peau et de laine.

En 1936, l'application de la loi fédérale sur la formation professionnelle entraîne une concentration de l'enseignement complé-

¹⁾ Voir page 439.

²⁾ Voir pages 100 et suivantes.

mentaire aux apprenties de l'artisanat. Les jeunes apprenties d'une partie du Val-de-Ruz, du district du Locle et de La Chaux-de-Fonds suivront les cours chez nous. Le nombre toujours plus grand de demandes d'admission dans les classes d'apprenties couturières permet d'ouvrir une nouvelle classe au printemps 1937. L'Ecole voulant aider aux victimes du chômage, confectionne de nombreux manteaux pour le Noël des enfants de chômeurs nécessaires¹⁾.

Au printemps 1938, le Conseil communal nous autorise à faire donner des leçons de culture physique à nos élèves.

Ensuite de l'implantation dans notre ville d'une importante fabrique de gants de peaux, un programme d'apprentissage est établi et des jeunes filles peuvent apprendre ce métier en une année.

L'Ecole fête le cinquantenaire de sa fondation en automne 1940. Les circonstances extérieures n'étant pas favorables aux grandes manifestations, on se contente d'une soirée au cours de laquelle les élèves présentent quelques chants et productions, puis un film est projeté. Une importante exposition des travaux d'élèves connaît un beau succès.

La direction de l'Ecole s'intéresse à l'occupation des tricoteuses à la machine domiciliées en ville et dont la situation était très souvent difficile. Des sources de travail sont recherchées et, après deux ans durant lesquels de nombreuses difficultés sont à résoudre, une quinzaine de personnes sont occupées régulièrement.

R.-M. Girard.

7. L'école supérieure de commerce

(Texte tiré avec quelques coupures du 50^{me} rapport de cette école.)

La question de l'enseignement commercial fut soulevée en Suisse dès le milieu du siècle passé. A La Chaux-de-Fonds, la Commission scolaire envisagea la refonte de l'enseignement secondaire en 1884 et à cette occasion discuta d'enseignement commercial. Aucune solution n'intervint.

En 1888 enfin, l'Administration du Bureau fédéral de contrôle des ouvrages d'or et d'argent²⁾ étudia la création d'une Ecole de Commerce. Le 18 juin 1889, l'Assemblée des intéressés au Contrôle fédéral acceptait à l'unanimité les propositions soumises par l'Administration. Le reste de l'année fut consacré à l'élaboration

¹⁾ Voir page 439.

²⁾ Voir pages 213 et 214.

du programme d'enseignement, à l'engagement du personnel enseignant et à la construction d'un bâtiment destiné à abriter la nouvelle école.

L'école de commerce, propriété du Contrôle

Sous la direction d'un Luxembourgeois, M. J.-P. Soupert, professeur de sciences commerciales, les premiers cours débutent le 5 mai 1890 dans le nouvel immeuble, rue du Marché 18. L'école compte alors cinq élèves réguliers et plusieurs auditeurs. Quatre professeurs y donnent des cours ; deux y vouent tout leur temps.

Après un semestre d'essai, le programme d'enseignement est réparti sur deux ans et l'ouverture définitive a lieu le 25 août 1890 ; dix-huit élèves réguliers et quatorze auditeurs sont inscrits, cinq professeurs se répartissent l'enseignement.

Dès septembre 1891, le programme — refondu complètement — est étendu sur trois ans, l'auditoriat est supprimé car les élèves auditeurs, fréquentant les cours d'une manière trop irrégulière, auraient pu « implanter à l'école des habitudes mondaines préjudiciables à la discipline ». L'enseignement comprend les branches suivantes : langues française, allemande, anglaise, espagnole, italienne, éléments de commerce, produits commercçables, géographie commerciale, histoire du commerce, droit commercial, économie politique, bureau, comptabilité, arithmétique, algèbre, calligraphie.

L'exercice 1891-92 se clôture le 17 juillet avec 36 élèves dont 8 obtiennent, après examens, le diplôme de fin d'études.

Toutefois, trop d'élèves considèrent encore l'Ecole de commerce comme un lieu d'attente qu'ils quittent à leur guise au cours de l'année. Aussi dès septembre 1892, les parents doivent-ils s'obliger par écrit, et sous peine d'amende, à laisser accomplir à leur fils le cycle complet de trois ans d'études.

Cette mesure et la régularité de recrutement assurent dès lors à l'Ecole une stabilité encourageante. On est optimiste ; on ajoute au programme des branches nouvelles : chimie et physique en 1893, sténographie et dactylographie en 1894, législation fiscale et douanière en 1895, voire même langue russe ! Ce dernier cours n'obtient toutefois aucun succès.

Par l'introduction de nouvelles matières le nombre d'heures d'enseignement augmente, « mais aucune raison pédagogique ne milite contre les 40 heures par semaine, qu'à l'avenir les élèves des trois divisions passeront à l'Ecole » dit le rapport de 1895. (Il s'agit de leçons de 60 minutes !)

Pendant six ans, l'Administration du Contrôle veille seule au développement de l'Ecole. Pour donner un caractère officiel à l'institution, l'Assemblée des intéressés au Contrôle décide de céder l'établissement à la Commune. Dans sa séance du 29 novembre 1896, le Conseil général adopte le rapport du Conseil communal, selon lequel « la Commune ne peut se dérober à la noble tâche de favoriser le développement d'une institution qui a fait ses preuves et qui, d'ailleurs, était appelée à entrer dans le giron de ses établissements scolaires dont il était le complément naturel, tout en gardant sa complète autonomie » et accepte avec remerciements ce don, preuve nouvelle de l'intérêt pour la cité manifesté sans défaillance par l'Administration du Contrôle.

L'école de commerce, école communale

Dès le 1^{er} janvier 1897, l'Ecole de commerce, établissement public, bénéficie des subventions cantonales et fédérales. L'Administration du Bureau de Contrôle lui conserve d'ailleurs son appui financier et moral ; elle délègue — aujourd'hui encore — 5 membres sur 15 à la Commission de l'Ecole de commerce.

Le commencement de l'année est fixé au printemps et non plus en automne. On introduit l'enseignement de la gymnastique. Mais en même temps, on commence à se préoccuper du surmenage imposé aux élèves et on décide la répartition du programme sur quatre années. En principe du moins, car, en fait, la refonte de tout l'enseignement secondaire se discute dans le canton et on préfère attendre les décisions de l'autorité cantonale avant d'ouvrir une 4^{me} année.

En 1897 également, ont lieu les premières courses scolaires sous forme de visites d'usines.

1900 ! Grosse amélioration pour les élèves : les leçons de l'après-midi vont débiter à 14 heures ; jusque là en effet, les cours commençaient à 13 heures !

Introduction d'une quatrième année d'études.

Le 15 novembre 1902 le plan de quatre ans d'études entre en vigueur. Les premiers diplômés sortiront en 1906.

Dans tous les degrés et pour toutes les matières d'enseignement les élèves subissaient — avec un plaisir mitigé — des examens trimestriels et des examens annuels. Dès 1902, l'examen annuel disparaît en 1^{re} et 2^{me} années. L'effort essentiel se porte sur les

examens de 3^{me} et 4^{me} années ; la valeur du certificat et du diplôme de fin d'études en est augmentée.

Dès 1902 aussi, la question des locaux se pose d'une manière pressante. L'institution d'une quatrième année d'études, un nombre toujours plus élevé de candidats dont beaucoup doivent être éliminés faute de place, exigent une solution définitive. Mais ce problème est lourd de conséquences financières...

En 1906, s'ouvre un cours spécial à l'intention des élèves désirant entrer dans l'Administration des postes et des télégraphes.

Admission des jeunes filles.

Un autre problème préoccupe la Direction : l'admission éventuelle des jeunes filles. Le principe, vigoureusement combattu par certains, soutenu ardemment par d'autres, trouve sa réalisation grâce à une circonstance fortuite. Le nombre croissant des élèves force à dédoubler la classe du 1^{er} degré en 1908 ; pour compléter alors la nouvelle classe, on admet à titre d'essai 10 jeunes filles. Les résultats obtenus engagent la Commission à rendre définitif le système des classes mixtes ; toutefois des mesures très sévères préviennent tout contact extra-scolaire entre jeunes gens et jeunes filles. Ce système draconien s'adoucit quelques années après.

Constitution de la Chorale.

Se réunir en dehors des heures d'enseignement ! Qui n'a éprouvé ce besoin à l'âge de 14 à 18 ans ? Pour réaliser ce rêve les élèves de 4^{me} année, appuyés par le Directeur, prennent en juillet 1908 l'initiative de créer une Chorale.

La Chorale participe dès lors aux cérémonies de clôture, puis son ambition grandit. Dès 1910, elle organise chaque année une soirée musicale et littéraire dans la salle de la Croix-Bleue d'abord, au Théâtre ou à la Grande salle communale ensuite.

Cette société, complétée par un Orchestre, fait appel au dévouement de plusieurs membres du corps enseignant et joue pendant cinq lustres un rôle important dans la vie de l'Ecole.

Nouveaux locaux.

L'avenir de l'Ecole est compromis par l'exiguïté du bâtiment, rue du Marché 18. La Commune manque de locaux où l'Ecole puisse s'installer ; la construction d'un bâtiment s'impose. Avec une remarquable énergie, M. Fr. Scheurer, directeur, s'attache à résoudre ce problème difficile.

Quel emplacement choisir ? Cette question provoque des remous dans l'opinion publique. Trois terrains sont offerts : aux Crêtets, à Beauregard et à Montbrillant. Le 28 novembre 1908, le Conseil général renvoie la question à une Commission dont la tâche s'avère fort ardue. Les terrains de Montbrillant et des Crêtets sont rapidement éliminés, mais quatre nouvelles propositions surgissent : achat des immeubles attenant au bâtiment de l'Ecole, transformation de l'ancien hôpital, achat d'un terrain rue de la Charrière, achat d'un terrain rue Dr Kern.

Après un an d'étude, la majorité de la Commission propose au Conseil général l'acquisition des immeubles permettant la construction du nouveau bâtiment sur l'emplacement, considérablement agrandi, de l'ancienne Ecole. Cette solution, adoptée par le Conseil général, provoque un referendum ; le peuple la repousse les 12 et 13 février 1910, par 2289 voix contre 268 !

Tout revient en discussion ; la Commission reprend ses travaux. On lui offre un terrain aux Eplatures, un autre près de la Villa Eglantine, à la rue du Progrès. Finalement le choix s'arrête sur un des premiers terrains proposés, celui de Beauregard. Dans sa séance du 8 novembre 1910, le Conseil général se rallie à cette proposition et, le délai référendaire échu, les travaux commencent aussitôt.

Transfert provisoire au Collège des Crêtets.

Entre temps, le dédoublement successif des 1^{re}, 2^{me} et 3^{me} classes et l'introduction du système mixte rendent la situation intenable par manque de place.

Au printemps 1909, le Conseil communal autorise l'Ecole à occuper pour quelque temps le 2^{me} étage du Collège des Crêtets. Cette solution présente de graves inconvénients : faute de place les collections sont restées dans l'ancien bâtiment, le professeur de chimie dispose d'une installation très primitive, les maîtres ne jouissent d'aucune salle particulière, certains vestiaires doivent être transformés en salles d'école ! La cohabitation dans le même collège de trois écoles à horaires différents multiplie encore les difficultés.

Cours de français pour élèves de langue étrangère.

Dès avril 1912, les jeunes gens et jeunes filles de la Suisse allemande reçoivent, en 1^{re} et 2^{me} année, un cours spécial de français grâce auquel ils se familiarisent très vite avec notre langue.

Ils jouissent d'un horaire particulier leur assurant au minimum douze heures hebdomadaires de français. Ils peuvent — s'ils ne visent pas à obtenir un titre de l'Ecole — être dispensés de quelques branches.

Installation dans le nouveau bâtiment.

Avec une joie bien compréhensible, maîtres et élèves coopèrent en octobre 1913 au transfert de l'Ecole dans le bâtiment de Beau-regard, rue du Premier Août 33. Le 11 octobre 1913, l'inauguration donne lieu à une fête où la Chorale prête sa large collaboration ; cette inauguration coïncide avec l'Assemblée annuelle de l'Association suisse pour l'enseignement commercial. Le nouvel immeuble, construit sur les plans de M. Robert Belli, architecte communal, soulève l'admiration des visiteurs, tant par sa situation que par son aménagement judicieux et ses installations modernes.

L'Ecole possède de vastes locaux bien éclairés : onze salles d'enseignement, une salle de dactylographie, une salle de géographie, un amphithéâtre pour l'enseignement des sciences naturelles, un laboratoire de microscopie, un laboratoire de chimie, un musée de collections, une halle de gymnastique, une salle d'études. Les bureaux de la Commission, de la Direction et du Secrétariat sont installés au 1^{er} étage ; les professeurs disposent d'une salle au rez-de-chaussée ; le concierge loge dans un sous-sol bien ensoleillé.

L'Ecole de commerce — qui depuis 1912 porte du reste le titre officiel d'Ecole supérieure de commerce — entre dans sa période « moderne ». La guerre de 1914-1918 apporte de nombreux changements momentanés parmi les membres du corps enseignant mais n'entrave aucunement la marche réjouissante de l'Ecole qui compte alors plus de 200 élèves. Son activité sociale est soulignée par des cours publics donnés par les professeurs.

Classe préparatoire.

Une classe préparatoire se crée en 1919, en vue d'opérer un meilleur raccordement entre l'école primaire et l'Ecole de commerce. Cette « préparatoire » obtient un succès grandissant, si bien que son dédoublement s'impose. Les autorités en décident malheureusement la suppression après quatre ans d'existence. Les élèves de première année supportent dès lors les efforts d'adaptation indispensables à un travail productif.

Section de Maturité.

La création en 1924 d'une Section de Maturité parachève le développement de l'Ecole. Jusqu'alors l'Université a admis dans la Section des sciences commerciales les élèves porteurs du diplôme de fin d'études. Elle demande à l'avenir une instruction générale plus étendue. Pour donner satisfaction à ces exigences, on ouvre dès la troisième année, pour les élèves désireux de poursuivre leurs études à l'Université, des cours spéciaux de mathématiques, de sciences, de psychologie, d'histoire ; on prolonge d'un trimestre le temps de leurs études.

Quatre candidats se présentent aux premiers examens de Maturité en juillet 1926 ; tous obtiennent le certificat.

Section de Commerçants en horlogerie.

L'enseignement de l'horlogerie, essayé de 1903 à 1908, repris ensuite dès 1923, a rendu des services incontestables. Toutefois le Syndicat des producteurs de la montre émet en 1929 le vœu d'une préparation plus complète encore des vendeurs et représentants en horlogerie. En collaboration avec le Technicum¹⁾ et le Syndicat susnommé, la Commission de l'Ecole présente un projet adopté par le Conseil communal ; les futurs commerçants en horlogerie, libérés de quelques heures à l'Ecole de commerce, suivront des cours techniques à l'Ecole d'horlogerie.

La section des Commerçants en horlogerie s'ouvre en 1930 ; la crise économique en entraîne la suppression après 3 ans d'existence.

Transformation de la Chorale en une Société d'élèves.

La Chorale et l'Orchestre permettent aux élèves de resserrer leurs liens d'amitié. En 1930, avec l'appui de deux professeurs, un groupe sportif se constitue. On éprouve le besoin de donner un caractère officiel à la société formée par les élèves. Aussi, pour réaliser les désirs et coordonner les efforts de chacun, la Chorale se transforme en 1936 en une Société d'élèves comprenant un groupe littéraire, un groupe choral, un groupe instrumental et un groupe sportif. Sous le contrôle bienveillant de la Conférence des professeurs, la Société jouit d'une large autonomie. Elle organise plu-

¹⁾ Voir page 365.

sieurs manifestations au cours de l'année et prépare la soirée annuelle.

Que d'étapes franchies en cinquante ans ! Alors qu'en 1894 on était fier d'introduire une machine à écrire à l'Ecole et de compléter ainsi un matériel scolaire formé de quelques cartes géographiques rudimentaires, de quelques tableaux pour l'enseignement des langues et de collections réduites à quelques rares échantillons, on utilise aujourd'hui 26 machines à écrire, des cartes splendides pour l'enseignement de la géographie et de l'histoire, un musée riche de milliers de pièces, un laboratoire de chimie (20 places), des appareils scientifiques modernes, des tableaux bien conçus pour l'enseignement des sciences et des langues, 12 microscopes, plusieurs appareils à projections et épidiscopes, une installation de gramophonie, une bibliothèque de plus de 4000 volumes.

Intimement lié à la vie de la cité, notre établissement en a suivi l'évolution économique et sociale. Avec le concours attentif de l'Administration du Contrôle et des autorités il s'est épanoui. L'Ecole supérieure de Commerce occupe aujourd'hui une place éminente parmi les établissements scolaires de La Chaux-de-Fonds.

P. Robert-Tissot.

8. Note concernant le Gymnase

Nous aurions voulu publier aussi un historique du Gymnase : il ne s'est trouvé personne pour le rédiger. Toutefois la lacune était en quelque sorte comblée d'avance par la publication du très beau volume paru en 1925 sur le *Jubilé des Ecoles secondaires de La Chaux-de-Fonds*. Cet ouvrage s'ouvre par une histoire très détaillée de l'enseignement dans notre ville. On y trouve retracées la vie de l'ancienne *Ecole industrielle*, créée en 1855 ; l'inauguration du *Collège industriel* en 1876 ; les luttes pour la création du *Gymnase* qui marquèrent dans notre vie locale ; la volonté déployée alors pour obtenir l'assentiment de l'Etat de Neuchâtel ; et enfin la vie de cet établissement depuis lors et jusqu'en 1925.

Au surplus, le cinquantenaire du Gymnase sera célébré dans six ans ; c'est à ce moment, souhaitons-le, que paraîtra l'historique que nous ne pouvons donner ici.

Les associations pédagogiques

1. La société pédagogique

La Société pédagogique de notre ville fut fondée en 1863 par quelques instituteurs qui sentirent la nécessité de s'unir pour défendre, avec plus de chances de succès, les intérêts de l'école populaire et pour améliorer la position sociale et matérielle des travailleurs de l'enseignement primaire. Dès lors, l'école prit un essor plus grand et de sérieux progrès furent faits dans tous les domaines de l'enseignement.

La Chaux-de-Fonds se développant et sa population s'augmentant rapidement, il fallut construire de nouveaux collèges et le corps enseignant vit le nombre de ses membres s'accroître et ses obligations s'étendre. En 1899, la Société accueillit les institutrices, et dès ce moment elle suivit une marche ascendante pour le plus grand bien de l'école.

Les membres de la section fondèrent la Caisse mixte de remplacement du district qui servit de modèle à la Caisse cantonale de remplacement actuelle.

Puis la Société pédagogique prit contact avec le public en organisant des concerts avec des artistes de chez nous et d'ailleurs, et des représentations théâtrales en faveur d'oeuvres scolaires. Des cours universitaires avec Brunot, professeur à la Sorbonne¹⁾, Renard, professeur au Collège de France, Fournet, professeur à Genève et Nuremberg, Guillemain, professeur à Bordeaux, furent organisés, ainsi que des conférences avec Moysset, Ravennes, Mugnier, Bernanos et Martin du Gard.

C'est la Société pédagogique qui la première mit sur pied les voyages d'études en société. De 1909 à 1922 les voyages se succédèrent: le Valais, le Tessin, Paris, Fribourg, le Jura bernois, la Belgique, Bâle, le Haut-Valais, Vienne.

En 1927, une sous-section de la S. P. vit le jour: la Société pour le développement des travaux manuels. Cette branche d'activité s'est étendue à tout le canton depuis l'automne 1943.

Dans une salle, obligeamment mise à notre disposition par l'autorité scolaire, notre section a installé un foyer, avec piano et bibliothèque, où ont lieu les causeries, agapes et autres « réjouissances ». La guerre a malheureusement amené quelques perturbations à ce tableau « idyllique » !

Citons pour terminer les deux Congrès de la Société pédagogique romande qui tinrent leurs assises chez nous, le 12^{me} en 1892 et le 24^{me} en 1936. Tous les deux réussirent parfaitement et nos hôtes attribuèrent ce succès à la franche hospitalité qui caractérise notre cité.

Mad. Béguin.

¹⁾ Voir page 331.

2. Le syndicat des maîtres des écoles secondaires et professionnelles

Issu d'une nécessité, le Syndicat des maîtres des écoles secondaires et professionnelles est entré, maintenant, dans sa 25^{me} année d'existence avec un effectif de 71 membres actifs et un membre d'honneur.

A la suite des restrictions, de la hausse du coût de la vie et des sacrifices réclamés de ses fonctionnaires par l'autorité communale, toutes choses résultant de ce que l'on a dénommé «la grande guerre», la situation matérielle des professeurs et des maîtres de pratique de l'enseignement officiel n'était plus supportable au moment de l'armistice de 1918.

Pour l'année 1919 d'ailleurs, la question des salaires était partout à l'ordre du jour. Dans le but d'obtenir un traitement quelque peu comparable à celui que d'autres s'étaient acquis, les professeurs et les maîtres de pratique des écoles officielles de La Chaux-de-Fonds comprirent qu'ils devaient se liguier en une solide organisation professionnelle. Aussi, à la suite de quelques réunions préparatoires, le Syndicat fut-il fondé, à l'Amphithéâtre du Collège primaire, le 3 novembre 1919. L'exemplaire original des Statuts fut très rapidement signé par plus de soixante adhérents.

Indépendamment du souci d'entretenir des sentiments de bonne entente et de solidarité entre ses membres, de travailler à leur développement et d'obtenir une revision générale de l'échelle des salaires, dont la stabilisation n'intervint que 23 mois plus tard, par arrêté communal du 5 octobre 1921, cette nouvelle association se proposait :

- de faire instituer un service de retraite et de pensions pour les veuves et les orphelins,

- de réclamer une procédure unifiée pour les remplacements en cas de maladie,

- de défendre tout sociétaire attaqué injustement,

- de travailler à l'amélioration de l'enseignement secondaire et professionnel,

- d'entretenir des relations suivies avec les organisations pédagogiques similaires et de soutenir leurs revendications lorsqu'elles lui paraîtraient justifiées.

Pour atteindre ses buts, l'association se promettait d'employer tous les moyens à sa disposition, notamment une sérieuse documentation, des conférences et des causeries, des requêtes, des pétitions, des articles de presse, des entrevues avec l'autorité, l'abandon volontaire et simultané, par ses membres, de fonctions non rémunérées, en signe de protestation, une entraide financière par prestations extraordinaires, des grèves partielles ou complètes.

M. Ernest Strahm, à ce moment-là directeur de l'Ecole de commerce de La Chaux-de-Fonds, suivit avec le plus grand intérêt toutes les discussions relatives à la constitution de ce syndicat. Il est

certain qu'il en avait gardé un souvenir très précis lorsque, quatre ans plus tard, devenu chef du département de l'Instruction publique, il lutta au Conseil d'Etat, puis au Grand Conseil neuchâtelois, pour obtenir le vote de la loi du 27 novembre 1923. Cette loi reste la pierre angulaire du Fonds scolaire actuel de prévoyance et de retraite en faveur du personnel de l'enseignement secondaire, professionnel et supérieur neuchâtelois.

Néanmoins, quelques professeurs ne pouvaient se faire à l'idée d'une grève possible du corps enseignant. Il en résulta un conflit avec une association cantonale préexistante. Celle-ci ayant introduit dans ses statuts en revision quelques articles que le Syndicat réprouvait, il fut décidé qu'en signe de protestation, tous les membres communs des deux associations enverraient leur démission à Neuchâtel. La Société cantonale répondit en décidant de fonder, dans notre district, une section indépendante du Syndicat. C'était la guerre. Le Syndicat délia alors ses membres de l'obligation de se tenir plus longtemps à l'écart de cette Société et, lorsque la fameuse section locale s'organisa, le 24 juin 1921, dans la grande salle du Technicum, presque tous les syndiqués étaient présents, et ils se firent admettre à titre de membres fondateurs.

Il est clair qu'une dualité de ce genre ne pouvait subsister. Dès l'année suivante fermentait l'idée d'une fusion. Dans le courant de l'automne, le principe en fut voté de part et d'autre, le Syndicat ayant, au préalable, pris la décision de renoncer à la mention de grève dans ses statuts ; le 8 décembre, la fusion fut sanctionnée par une assemblée générale des membres des deux groupements, et le 26 janvier 1923 les nouveaux statuts furent adoptés. Le titre : « Syndicat des maîtres des écoles secondaires et professionnelles » était maintenu, suivi du sous-titre : « Section de la Société neuchâteloise des corps enseignants secondaire, professionnel et supérieur ».

Dès lors la vie du Syndicat s'écoule tranquille et sereine. Et pourtant nous osons croire que, par l'activité de ses 25 années, ce Syndicat eut une influence heureuse, non seulement pour ses membres, mais aussi pour les élèves, pour les écoles, pour la cité.

En automne 1923, le Syndicat publiait, en une brochure de 16 pages, l'opinion de 16 médecins, pratiquant en Suisse, sur les conditions de travail dans nos Ecoles professionnelles. Par la suite, le Technicum obtint une modification des horaires permettant l'octroi d'un après-midi de liberté au milieu de la semaine.

En 1924, le Syndicat prit l'initiative d'une réunion générale de tout le corps enseignant officiel du canton, et l'année suivante il fut fort occupé, en collaboration avec la section chaux-de-fonnière de la Société pédagogique, à l'organisation de cette vaste entreprise qui, sous le nom de premier « Congrès scolaire neuchâtelois », réunit, à La Chaux-de-Fonds, les 2 et 3 octobre 1925, près de 800 participants, depuis l'institutrice de l'école froebelienne jusqu'au professeur de l'Université. Chacun des journaux quotidiens des Montagnes neuchâteloises accueillit, dans ses colonnes, bon nombre

d'articles et de faits divers relatifs à l'enseignement et distribua généreusement ces numéros à tous les congressistes.

Dès 1926, le Syndicat entreprit la lourde tâche d'alléger le travail à l'Ecole des travaux féminins. Il cherchait à obtenir l'abaissement du nombre d'heures hebdomadaires de 48 à 45, ainsi que l'introduction d'un après-midi de détente au cours de la semaine. La même année, il alloua une somme de fr. 500.— au Comité de secours aux sinistrés du 12 juin (cyclone).

Au début de 1929, après deux années de lutttes ininterrompues menées conjointement avec la Société cantonale, la création d'une Caisse cantonale officielle de remplacement fut enfin obtenue. (Loi du 4 février 1929).

En 1934, le Fonds scolaire de prévoyance et de retraite en faveur du personnel de l'enseignement secondaire, professionnel et supérieur, définitivement institué, cette fois, se substitua à la Caisse de 1923. (Loi cantonale du 15 février 1934, remplacée par celle du 14 mars 1939).

Le 19 novembre 1936 le Syndicat créa une Caisse locale d'entraide et de secours destinée à parfaire, pour ses membres, l'appui financier momentané qu'accorde, dans certains cas, la Caisse similaire de la Société cantonale.

Mais le cauchemar des salaires ne cesse de tourmenter comité après comité, car, outre une amputation de 10 % vaillamment consentie par les intéressés, l'autorité leur fit sans cesse subir des retenues vraiment exagérées. Conjointement avec la Société cantonale d'abord, puis avec la Fédération neuchâteloise des Sociétés cantonales de titulaires de fonctions publiques, créée en 1940, le Syndicat lutta donc année après année, pour obtenir graduellement la réduction du taux de la retenue, puis sa suppression, puis l'octroi d'allocations de vie chère quelque peu en relation avec le renchérissement général. Certes, en cela, satisfaction n'est point encore obtenue.

Enfin, la guerre mondiale actuelle a révélé que les conditions faites aux professeurs et aux maîtres pratiques mobilisables, et souvent mobilisés, réclamaient impérieusement une réforme qui se heurta, d'abord, à une opposition très tenace. Cependant, grâce aux efforts persévérants du comité de la Fédération des sociétés cantonales de titulaires de fonctions publiques qui ne se lassa pas de rassembler tous les éléments utiles à une requête fortement documentée, réponse favorable lui fut donnée, en automne 1943.

Si l'on songe, après cela, à toutes les interventions du Syndicat en faveur de membres qui s'estimaient lésés ou injustement attaqués, à toutes les démarches, entrevues, séances de conciliation rendues pour cela nécessaires, à tout le déploiement d'efforts dont il fit preuve pour faciliter à certaines écoles un recrutement qui s'avérait difficile, à toutes les causeries, à la visite du musée, au cours de reliure qu'il offrit à ses membres, à toute la sympathie qu'il manifesta à ceux qui eurent le malheur d'être malades ou atteints dans leurs affections familiales, on comprend que ses membres restent groupés sous sa houlette avec une absolue fidélité.

Si l'on considère les sacrifices qu'il s'imposa pour venir en aide, à maintes reprises, aux chômeurs privés d'indemnités, puis aux enfants victimes de la guerre, si l'on se rappelle les conférences publiques de Beau-Site et du Théâtre, pour lesquelles il appela à La Chaux-de-Fonds pédagogue et homme de lettres, on comprendra quelle part le Syndicat, dont nous venons de tracer l'histoire, a pris au développement de notre chère cité.

G. Sandoz.

3. La section de l'Association sténographique suisse Aimé Paris

Grâce au travail de pionnier de Rouiller-Leuba, le système d'écriture mis au point par Aimé Paris en 1833 pénètre dans le canton de Neuchâtel pour se répandre ensuite en Suisse romande, en France et en Belgique.

Dès 1880, les premiers sténographes font sensation à La Chaux-de-Fonds. Une émulation fébrile s'empare des jeunes commerçants avides de progrès. Chacun veut connaître l'instrument nouveau et surpasser le voisin en vitesse. Au bureau, le sténographe est un phénomène ; il détient le secret de la vitesse et des affaires plus nombreuses. Aussi, chaque fabricant veut-il avoir son sténographe.

En 1889, M. Arnold Bourquin préside à la création d'une section de l'Union sténographique A. P. La jeune section travaille chaque soir. Elle collabore à la rédaction de l'*Echo sténographique*, organe de l'Union sténographique. Cette dernière formera beaucoup plus tard, avec la Société générale A. P., l'Association sténographique suisse qui dirige actuellement le mouvement aimé parisien en Suisse et à l'étranger.

Des concours locaux et des congrès consacrent chaque année des vitesses qui prouvent l'excellence de la nouvelle écriture.

La section chaux-de-fonnière réserve une place d'honneur à M. Charles-Adolphe Barbier, émule de M. Rouiller-Leuba et ancien inspecteur de l'enseignement primaire. Membre de la société de 1889 à 1912, diplômé pour l'enseignement de la sténographie en 1889, M. Ch.-Ad. Barbier donna immédiatement une impulsion décisive au mouvement naissant. Il demeura jusqu'à sa mort le propagateur inlassable du système A. P. Il fut le premier maître de sténographie à l'Ecole de Commerce et à l'Ecole secondaire. Ses nombreux ouvrages didactiques, ses publications de propagande, ses conférences et ses polémiques portèrent bien au delà des frontières l'autorité de l'apôtre qu'il était véritablement. Président du Comité central de l'Union A. P., il fut délégué par elle au Congrès international de sténographie de Paris, en 1900.

La section a contribué, pour sa part, à la formation professionnelle de maîtres de sténographie et de sténographes parlementaires. Elle a eu d'autre part l'honneur de former le Comité de direction de l'Union sténographique. A deux reprises, en 1923 et en 1932, elle

reçut la mission d'organiser le congrès annuel, placé sous le patronage du département de l'Instruction publique et des autorités de la ville. C'est chaque fois plus de deux cent cinquante concurrents qui participèrent à ces journées mémorables.

Ce bref aperçu ne souligne qu'insuffisamment la tâche accomplie par les sténographes chaux-de-fonniers. Cette tâche se poursuit en collaboration avec l'Ecole supérieure de commerce et la Société suisse des commerçants où un champ d'action nouveau se présente aux animateurs de la section A. P. Par ailleurs, les quelque cent cinquante membres que compte à ce jour l'Association A. P. au sein de la cité montagnarde manifestent un zèle qui ne le cède en rien à celui des premiers néophytes. En 1942, la section a délivré 76 diplômes. Sa participation au Congrès national intersystémal de Berne, en 1943, aura marqué, une fois de plus, le degré de perfection que peut atteindre une sténographe qui veut avec méthode et obstination la maîtrise de son art. M^{lle} Aimée Huguenin, secrétaire de rédaction à *L'Impartial*, parvint, en effet, au 2^{me} rang d'un palmarès comptant 452 noms après avoir réalisé une vitesse de 155 mots par minute.

A. Wyss.

La société des anciens élèves de l'école de mécanique

Elle a été fondée le 20 février 1906 et elle a pour but d'établir entre les anciens élèves de l'Ecole des rapports cordiaux, de travailler dans la mesure de ses moyens au développement technique et professionnel de ses membres. Elle cherche à maintenir des liens entre ses membres, les autorités et le corps enseignant du Technicum. La Société des anciens élèves de l'Ecole de mécanique organise des conférences, des visites d'usines et des réunions ayant pour but le développement de la camaraderie entre ses membres. Elle s'intéresse à la marche de l'Ecole en déléguant deux de ses membres aux séances de la Commission du Technicum et encourage les élèves en attribuant des prix aux plus méritants. Elle travaille au développement de ses membres en faisant circuler parmi eux un portefeuille contenant les principales revues techniques suisses et étrangères, elle leur propose tous les mois des problèmes divers à résoudre et leur vient en aide par son Office de placement. La Société qui compte 4 membres honoraires, 118 membres actifs et 6 membres amis fait partie de la Fédération des sociétés d'anciens élèves des Ecoles techniques de la Suisse occidentale qui groupe en Suisse romande les sociétés à même caractère qu'elle. Les journaux officiels de la fédération sont la *Revue polytechnique* et le *Journal suisse de l'horlogerie*.

Le Comité.

II.

LA VIE LITTÉRAIRE

1. Ecrivains de chez nous

1894-1944

Cinquante ans de littérature chaux-de-fonnière !... N'est-ce pas une gageure de faire tenir en quelques pages l'histoire de tous les écrivains, romanciers ou poètes, qui ont illustré notre ville depuis 1894, date qui se perd déjà dans l'ombre du plus complet oubli ? N'est-ce pas s'engager à faire de longues recherches, à lire de nombreux livres, à consumer son existence dans le travail assidu de longues veilles de méditations et d'efforts ? Ces questions je me les suis posées, après qu'imprudemment j'aie accepté, moi le plus humble et le plus indigne, parce que d'autres mieux documentés s'étaient dérobés, de parler de nos auteurs et de leurs productions littéraires. A l'étude, je me suis aussitôt rendu compte que mes appréhensions n'étaient pas justifiées, qu'au contraire j'aurais beaucoup de peine à animer quelques feuillets, à citer quelques noms qui méritent de vivre dans notre esprit. La littérature chaux-de-fonnière existe peu ou prou. Et cela peut paraître assez paradoxal dans une ville où tout le monde est instruit, où tout le monde suit, avec un intérêt sans cesse accru, le mouvement des lettres françaises. On a lu Rimbaud, Péguy, Proust, Valéry, Gide et Claudel. On est très averti de leur vie et de leurs oeuvres. On possède leurs livres en éditions originales, en éditions de luxe. On en discute comme de gens qui vous touchent de très près, qui sont au centre de notre horizon spirituel. On en dirait autant de Stendhal, de Flaubert, de Barrès, de Giraudoux. Et pour avoir fortement respiré les parfums des beaux jardins de France, on ne trouve plus guère de charme aux humbles fleurs de nos champs et de nos haies. Peut-on reprocher à nos lettres de s'abreuver aux sources les plus fécondes du génie français ? Et peut-on reprocher aux passereaux de rechercher l'abri de l'ombre quand les aigles tournoient dans le ciel ?

Curieuse ville que cette Chaux-de-Fonds dont on fouille le passé pour commémorer la date fatale de son incendie. Isolée du monde dans sa haute vallée, privée de larges horizons, en marge des grandes voies de communication, il semble qu'elle ait dû, au cours des âges, se suffire à elle-même, inventer son art, se créer ses délassements et ses joies. Et de fait, aucune ville ne peut rivaliser avec elle quant au nombre et à la valeur de ses manifestations culturelles. Une pléiade de peintres, et non des moins illustres, portent au loin sa renommée. Une activité musicale extraordinaire claironne aux quatre vents des cieux son goût inné pour les œuvres des maîtres, donne la mesure de son aptitude à les comprendre comme à les exécuter. Ses libraires, ses bibliothécaires, ses professeurs savent de quelle nourriture intellectuelle elle a besoin pour occuper ses loisirs des longues veillées d'hiver. Et pourtant dans ce concert d'artistes, de lettrés, les écrivains ne sont que très modestement, trop modestement représentés. A quoi tient donc cette insuffisance ? A la nature du pays qui rebute le désir des muses frileuses ? Au caractère des habitants plus positifs que rêveurs ? A la crainte de s'exposer au silence, à l'indifférence, au haussement d'épaules, à l'ironie d'une critique inféodée aux seuls génies ? A d'autres le soin d'expliquer ce phénomène, de découvrir les causes de notre sécheresse, de notre pauvreté. Arrêtez donc vingt personnes dans la rue. Priez-les de vous citer les noms des auteurs de chez nous. A quel total ascenderait votre enquête ? Hélas ! comme ils sont oubliés ceux qui se proposaient à mon adolescence ! Pauvre *Walter Biolley*¹⁾, pauvre *Elie Doutrebande*²⁾, pauvre *Charles Neuhaus*³⁾ !

¹⁾ Walter Biolley, né à Neuchâtel le 28 février 1866, mort le 26 juin 1905 d'une attaque à Corcelles. Etudes littéraires à Neuchâtel, puis droit, court séjour à Paris. Devient agent d'affaires. Tempérament combattif, croit au progrès. Rédacteur à *La Sentinelle*, polémiste, rôle important dans le parti socialiste (député au Grand Conseil), puis socialiste chrétien et propagandiste antialcoolique. Collabore aussi à *L'Impartial* et au *Genevois*. Son œuvre comprend essentiellement des romans à thèses mêlés de pénétrantes peintures de la nature jurassienne : *Trop tard*, études de mœurs neuchâteloises (1889), *Plus de parias*, lettre ouverte à Messieurs les députés au Grand Conseil (1891), *Poignée de riens* (1891), *Misère !* (1895-1896), *Irresponsable* (1900), *Le grand coupable* (1901), *L'apaisement* (1902), *L'araignée* (pièces en 5 actes, 1903), *L'heure* (1904), *Pages inédites* (1914). Voir aussi pages 267, 416-417, 429 et 641).

²⁾ Elie Doutrebande, pasteur aux Eplatures, puis à La Chaux-de-Fonds, ensuite conseiller communal à Neuchâtel, mort le 12 septembre 1921. Dissertation sur la morale des Jésuites (1891). Nouvelles romandes : *Gens du pays* (1895). *Pauvre Rougeaude* (1900).

³⁾ Charles Neuhaus, né à Cormondrèche le 18 février 1867, mort à Berne le 29 octobre 1931. Etudes à l'Ecole normale libre de Peseux, précepteur, puis instituteur à La Chaux-de-Fonds. Ensuite journaliste à Saint-Imier et à Delémont, et traducteur à Berne. Publie sept volumes de vers, entre autres : *Les clochettes du rêve* (1895), *Comme la vie* (1902), *Vers l'humanité* (1905), *Fragments d'âme*.

Subsiste-t-il un écho de vos clameurs, de vos murmures, de vos chansons ? Avez-vous même à votre époque éveillé quelques émotions dans le cœur de vos concitoyens ? Je me souviens pourtant de vos cœurs généreux, de votre apostolat, de vos élans vers une humanité meilleure. Vos oeuvres prouvent cependant que vous aviez quelque chose à dire, que vous deviez le dire pour apporter à l'édifice quelques pierres qui maintenant s'effritent. Qui exhamera ces livres enfouis sous trois pieds d'oubli ? Et lesquels, après vous, ont relevé le flambeau presque éteint ? Qu'ils sont rares vraiment les authentiques Chaux-de-Fonniers que la passion d'écrire a saisis ! Consultez le catalogue de notre bibliothèque publique. C'est à peine si vous alignerez dix noms, de ceux, s'entend, qui touchent à la littérature, ou qui l'effleurent. Qu'est devenue votre initiation, ô Jules Carrara ¹⁾ ? J'ai relevé pour mon compte la liste complète de nos auteurs. Je l'offre à votre curiosité, voire à vos méditations : *Borel-Girard, Albert Matthias, Marguerite Delachaux, Magali Hello, Jean-Paul Zimmermann, Jules Baillods, Labor, Ch.-A. Nicole, Jean Bühler, Jean Huguenin, Marc Eigeldinger* ²⁾. C'est peu, n'est-ce pas ? Mais si la quantité n'y est pas, la qualité peut-être y supplée. Et je sais que certaines oeuvres de nos auteurs contemporains suscitent en terre romande un intérêt, une sympathie, une admiration que peuvent nous envier d'autres villes plus favorisées sous tous les rapports. Je sais que La Chaux-de-Fonds tout entière bénéficie d'une opinion qui grandit dans l'esprit des lettrés. Je sais aussi qu'elle commence à sortir de son ombre, à s'imposer au delà de ses montagnes, à faire figure au milieu des villes qu'un ciel plus clément, qu'un passé plus profond, qu'une tradition plus enracinée semblent devoir avantager.

Je ne saurais passer sous silence les efforts accomplis dans le sens d'un groupement de nos talents locaux. L'année 1919 vit naître dans notre cité une revue littéraire, artistique et musicale : *Les Voix*. Elle dura l'espace de quatre saisons. Mais ces douze numéros, à eux seuls, témoignent d'une intense activité, d'une abondante vie de l'esprit. *Les Voix* connurent plus qu'un succès de curiosité. Par le choix de ses collaborateurs, par ses reproductions, par son éclectisme, par sa présentation, cette revue méritait une plus

¹⁾ Né à Genève le 14 décembre 1859, enseigne la littérature française de 1900 à 1906 au Gymnase de La Chaux-de-Fonds, qu'il quitta pour Genève. Plume alerte et spirituelle. Libre-penseur militant. Auteur de plusieurs recueils de poésies : *Poèmes de mai* (1882), *Sur le chemin de la vie* (1898), *Ode à Victor Hugo* (1902), etc.

²⁾ Voir les notices biographiques et bibliographiques en fin de chapitre, page 409.

longue carrière. Il lui a manqué son mécène pour durer. Ou peut-être aussi une meilleure compréhension de ses buts de la part d'un public depuis trop longtemps habitué à tourner ses regards au delà des lieux où la vie s'emprisonne. Quoi qu'il en soit, cet événement local laisse le souvenir d'une belle chose, d'une courageuse tentative. *Les Voix*¹⁾ sont la preuve que même chez nous, où le sol est ingrat, les fleurs attendent leurs jardiniers pour s'épanouir.

André Pierre-Humbert.

Notes biographiques et bibliographiques

Voici, dans l'ordre où ils sont mentionnés par M. Pierre-Humbert, à la page 408, quelques indications permettant de situer nos écrivains :

Borel-Girard, Gustave, né le 26 mars 1845, décédé à Neuchâtel le 17 décembre 1934. Études à Neuchâtel (société de Belles-Lettres), puis à Tübingue. Pasteur de 1868 à 1913, orateur remarquable ; publia pendant 20 ans, dès 1899, une petite feuille pour les malades sous le titre de *Voix du Dimanche*. Outre de nombreuses poésies de circonstances, des sermons et articles, il publia : *Brins de mousse* (1868), *Roses de Noël* (1879), *Chants d'avril* (1881), *Le lendemain de la mort* (1886), *Echos du pays* (1902).

Matthias, Albert, né le 26 mai 1874, décédé le 9 décembre 1928 à La Chaux-de-Fonds. Fit toutes ses classes à La Chaux-de-Fonds. Instituteur, journaliste au *National suisse* (v. p. 415), préfet. Publia de nombreuses plaquettes consacrées à nos sociétés et : *Le droit d'aimer*, un acte en prose (1900). *Le rêve d'un congressiste* (fantaisie scolaire, 1904). *Par les rues* (« revue », 1908). *Là-haut* (drame alpestre, 1909). *Féministe*, comédie en un acte (1910). *Les enfants de la libre Helvétie* (4 parties, 24 épisodes, 1915). *Le canton de Neuchâtel, un pays à visiter*, édité par le Bureau de renseignements (Neuchâtel, 1914). *La Chaux-de-Fonds et ses environs*, guide (sans date).

Delachaux, Marguerite, a publié : *La Maison hantée* (1921), *Les images taillées* (s. d.), *Fileuses d'heures* (1924), *Berceaux* (2^{me} édition, 1927), *L'oiseau d'or* (2^{me} édition, 1929), *Cœurs surpris* (1932).

Magali Hello (Berthe Pfenninger), est née au Locle ; premières études à La Chaux-de-Fonds ; études universitaires à Neuchâtel et Genève. Complément d'études à Paris et Florence. Voyages d'études à Vienne, Dresde, Munich et Rome. En 1933, séjour en Suède sur l'invitation de Selma Lagerlöf. Entre dans l'enseignement secondaire, d'abord à l'Ecole normale, puis au Gymnase de la ville.

Premiers écrits : critiques d'art, études sociales et pédagogiques publiées dans des journaux et périodiques. Puis en 1921, *Ave Maria*, en 1925, *B. B.* — *L'écolière qui fut* ; en 1929, *Terre de miracles*. Théâtre éducatif : 1932, *Saint Nicolas au tribunal* ; 1935, *Naissance de Lohengrin* ; *Farce grammaticale* ; 1936, *Iphigénie 1935*, joués au Théâtre de La Chaux-

¹⁾ Il faut mentionner à côté des *Voix*, la publication annuelle jusqu'en 1934 des *Feuillets* édités par le groupe de *La Syrinx*. Voir, à ce propos, la notice figurant au chapitre de la « Vie artistique », page 515.

de-Fonds. Jeux historiques : trilogie nationale interprétée par les Compagnons de Saint Nicolas : 1937, *Guillaume Tell*, joué au Théâtre de la ville et à Paris, au Théâtre de la Cité universitaire, sous le patronage du Centre français des Oeuvres artistiques de Jeunesse. 1939, *Nicolas de Flue et la Cour de Bourgogne*, présenté à La Chaux-de-Fonds et à l'Exposition nationale de Zurich. 1940-41, *Pestalozzi*, présenté à La Chaux-de-Fonds et à Berne.

Les jeunes interprètes de cette trilogie nationale ont fondé un compagnonnage d'étude de l'histoire suisse qui a pris le nom de «Compagnons de Nicolas de Flue», sous la direction de M^{lle} Suzanne-Véréna Pfenniger, sœur de Magali Hello. En 1943, les «Jeux historiques des Compagnons de Saint Nicolas» sont publiés aux éditions de La Baconnière, avec une préface de Louis Meylan, auteur de «Les Humanités et la Personne».

Zimmermann, Jean-Paul, né le 10 mai 1889. Etude au Gymnase de La Chaux-de-Fonds, à l'Académie (depuis Université) de Neuchâtel (licence ès lettres), à la Sorbonne (diplôme d'études supérieures). Professeur au Locle, puis au Gymnase de La Chaux-de-Fonds depuis 1919. Séjour de un mois à Moscou (1913). Nombreux voyages d'études dans diverses régions de la France et de l'Italie, dont il a visité les principales villes d'art, puis en Grèce, en Roumanie, à Constantinople, enfin en Tunisie. Oeuvres : *Départs*, poèmes (1927). *L'Etranger dans la Ville*, roman (1931), *Progrès de la Passion*, nouvelles (1932), Traduction de *Henri le Vert* de Gottfried Keller (1931-1933), *La Magicienne*, suivie de *Poisons*, poèmes (1934), *Le Concert sans Orchestre*, roman (1936), *Jeunesse*, pièce en un acte (1936), *Les Vieux-Prés*, drame en trois actes (1939), *Le Cantique de notre Terre*¹⁾ jeu lyrique (1942), *Le Retour*, drame en trois actes (1943), traduction des *Mendiants fortunés* de Carlo Gozzi (1943) ; de plus un grand nombre d'essais, *Dante et Virgile*, *Découverte de La Chaux-de-Fonds*, *La Valeur de l'Université*, *La Gloire de Mallarmé*, etc., et des poèmes dans diverses publications. Récompenses littéraires : Don d'honneur de la Fondation Schiller, prix du Salon romand du Livre 1943. Est membre de l'Institut neuchâtelois. Romancier, poète ou dramaturge, a puisé presque tous les éléments de son inspiration et jusqu'à son matériel d'images dans les choses et les gens de son pays natal. Se racontait volontiers dans une forme romancée ou poétique quand il ne se connaissait pas encore. Depuis quelques années, il est hanté par les grands sujets d'un tragique éternel, par les problèmes de la fatalité et de la destinée.

Baillods, Jules, originaire de Couvet où il naquit le 11 septembre 1889, hérité paysanne. Suivit l'Ecole normale de Fleurier, puis des cours à l'Université de Neuchâtel. Professeur de français et d'histoire à notre Ecole de commerce de 1913 à 1943, dès lors directeur de notre Bibliothèque. Absolument indépendant au point de vue politique, il était décidé dès l'âge de 16 ans à devenir écrivain. Il a publié : *Chez nous* (1919), *Nôtre Mōssieu* (1920), *Les animaux malades de la peste* (1922), *Promenades neuchâteloises* (1925), *Le navire, l'auberge, la montagne* (1926), *Histoires du pays* (1927), *La flamme* (19^{me} fête cantonale de gymnastique, Couvet 1929), *Le voyage inachevé* (1929), *La passion de notre Seigneur Jésus-Christ* (1930), *L'île de St-Pierre* (1931), *Tristan* (1932), *L'enfant prodigue* (1934, musique de B. Reichel), *La Chaux-de-Fonds* (collection «Terre

¹⁾ Représenté à l'occasion du 150^{me} anniversaire de l'incendie. Partition musicale de W. Burkhard.

romande», 1934), *Eve* (1935), *Rivières, l'Areuse, le Doubs*, dix bois d'E. Baillods (1936), *François Jaques*, peintre du Jura (collection « Mon vallon », 1937), *Les plus belles lettres de J.-J. Rousseau* et de ses correspondants, choisies par J. Baillods (1938), *Ratopolis*, divertissement sur la fable de La Fontaine : « Le rat qui s'est retiré du monde », un prologue et 3 actes (1940), *Courbet vivant* (1940), *Figures de héros suisses*, dix bois d'E. Baillods, texte de J. Baillods (1941), *Sommets et rivières, Jura neuchâtelois*, éd. de l'Association pour le développement de La Chaux-de-Fonds (1942), *Les plus belles poésies françaises* (1943). De nombreux articles de revues et de journaux, entre autres : *Le Jura* (feuille centrale de Zofingue, juillet-août 1940). *Requiem des vanités du monde*, oratorio. (Le Mois suisse, déc. 1940). (H. Gagnebin a écrit la musique de cet oratorio).

Labor ou Renner, Armand, né en 1883 à Genève, d'origine française, à la fois alsacienne, bourguignonne, franc-comtoise et normande, citoyen genevois par naturalisation : a beaucoup voyagé en France et en Suisse romande ; termine ses classes en Bourgogne, puis vient à Bienne, Delémont, Besançon, St-Imier, et enfin La Chaux-de-Fonds : autodidacte, monteur de boîtes or jusqu'en 1933, voyageur en publicité, employé surnuméraire des services communaux. A publié un *Guide humoristique de La Chaux-de-Fonds* (1931), deux volumes consacrés à l'existence des gens de chez nous et de la nature jurassienne : *De la noce au turbin* (1931) et *La blouse au clou* (1933). A collaboré dix-huit ans à *La Sentinelle*, sous le pseudonyme de « Labor » ainsi qu'à *La Solidarité* devenue *Le Métallurgiste*, puis *La lutte syndicale*. Durant la période 1915-1917, écrivit aussi, sous divers masques, dans la *Feuille d'Avis*. Enfin, depuis 12 ans, collabore à l'hebdomadaire *En Famille*, de Lausanne, sous le pseudonyme de Jean Dufoyer.

Nicole, Charles-André, 1916. Rédacteur. Voyages en Proche-Orient (Grèce, Turquie, Syrie, Palestine, Egypte), en Afrique du nord, en Espagne. Ouvrages parus : *Les vaches maigres* (1936), roman, classé au concours de l'Institut littéraire genevois, *Grande-gueule et quelques autres* (1940), récits militaires, *Ceux de la trappe* (1942), la vie dans un détachement alpin militaire, *Jeunesse, denrée périssable* (1943), roman de mœurs. Paraît en juin 1944 : *En route pour le Proche-Orient*, aventures de voyages.

Bühler, Jean, né le 3 juillet 1919, reste à La Chaux-de-Fonds jusqu'en juillet 1937, à part quelques brefs séjours en France et aux Olympiades de Berlin. Puis, devient vagabond : jardinier, maraîcher, tapissier, bûcheron, terrassier et aide-fromager, successivement à Bôle, Dietikon, Rapperswil, La Chaux-d'Abel et Jenins (Grisons). Puis, un semestre à Neuchâtel (lettres). Départ en Italie, sac au dos. Albanie, Grèce, Yougo-Slavie, Hongrie, Autriche et retour en Suisse, le tout à pied, été-automne 1938. Différents métiers : guide d'étranger à Naples, tzigane, etc. Puis, un semestre à Genève. Puis, printemps 1939 : Paris, Bruxelles, Hollande, Allemagne, Danemark. En Suisse, pour la guerre. (Manœuvre ferroviaire à Schleswig, débardeur à Copenhague). Mobilisé en 1939. Hiver 1940-41 en Finlande. Reportages. Retour en mars, nommé rédacteur à *L'Impartial*. En février 1942, paraît *Frontières*. En juillet, *Sur les routes d'Europe*. En juillet 1943, *Convalescence*, poème. Va paraître *Nord-Sud-Ouest-Est*, récits de vagabondage. A quitté *L'Impartial* en novembre 1943, pour se consacrer entièrement à son œuvre : vit tantôt au Tessin, tantôt au Valais, tantôt aux Grisons.

Huguenin, Jean, né à Sonvilier le 8 mars 1909. Etudes commerciales à l'Ecole de Commerce de notre ville. Puis travail d'horloger. Fils d'ouvriers horlogers. Voyages en France. A publié son premier livre *Province* (1937). Un acte *Un fameux client* fut créé à Radio-Cité par Georges Colin et sa compagnie. Ensuite rentrée en Suisse. Mobilisation et *Le Carnet d'un mobilisé* (1940). Plusieurs causeries à Radio Sottens sur les jeunes revues et mouvements littéraires. En outre une évocation radiophonique *Lettres d'amour* créée à Radio-Lausanne. Aime beaucoup le théâtre. A écrit plusieurs revues locales à grand spectacle.

Eigeldinger, Marc, né à La Chaux-de-Fonds le 19 décembre 1917. A suivi le Gymnase dans sa ville natale, puis les cours de la Faculté des Lettres de Neuchâtel pour obtenir la licence latin, langue vivante. A présenté en 1943 à l'Université de Neuchâtel sa thèse de doctorat sur *l'Evolution dynamique de l'image dans la poésie française du romantisme à nos jours*. Séjours à Paris, Londres et Bayreuth. Actuellement professeur de français et de littérature à l'Ecole supérieure de commerce de La Chaux-de-Fonds. Oeuvres poétiques : *Le Pèlerinage du Silence* (1941) et *Le Tombeau d'Icare* (1943). Oeuvres critiques : *Le Dynamisme de l'image dans la poésie française, Petit traité de l'angélisme poétique* paru dans *Suisse contemporaine* (janvier 1944) et plusieurs articles de journaux et de revues consacrés au mouvement poétique contemporain.

Préoccupé exclusivement de poésie et de poétique, il recherche cette pureté nue, peut-être inaccessible, de l'art et cette précieuse condensation du langage. Son œuvre est orientée vers l'univers des secrètes correspondances qui existent entre le Créateur et l'esprit humain naturellement possédé du désir de franchir les limites qui lui sont assignées.

Il nous faut encore mentionner l'auteur lui-même de l'article consacré aux écrivains de chez nous :

Pierre-Humbert, André, né en 1883, instituteur dans notre ville jusqu'au printemps 1944. Pénétré de poésie lamartinienne, il a publié de nombreux recueils de vers : *Les Ferveurs* (1913), *Les Mosaïques* (1918), *Les Béatitudes* (1925), *Offrandes* (1927). Sa première œuvre est un acte en vers : *L'enfant prodigue* (1911). Il composa en 1935 le texte du *Festival* du Centenaire de Léopold Robert, et en 1943 un jeu lyrique : *Les Saisons fleuries*, pour lequel G.-L. Pantillon composa la musique et qui fut représenté, avec un succès se renouvelant de soirée en soirée, par les élèves de nos écoles primaires (voir pages 338-339).

Mentionnons enfin que dans les derniers mois de 1943 a paru un récit du terroir : *Horlogers de La Sagne*, de

Mme Girard, Marie-Camille, née Rossé, née le 16 novembre 1877, à Porrentruy, venue à l'âge de 11 ans à La Chaux-de-Fonds, où elle suivit l'école primaire. Vécut quatre ans comme gouvernante en Russie.

Quant aux auteurs chaux-de-fonniers dont l'activité s'est exercée surtout hors de chez nous, il faut citer :

Monique Saint-Hélier, Mme Betty Briod-Eimann, née le 2 septembre 1895, à La Chaux-de-Fonds, Gymnase à La Chaux-de-Fonds, études à Genève, Berne et Paris, immobilisée par la maladie, elle a publié (souvent chez les premiers éditeurs parisiens) : *A Rilke pour Noël* (1927), *Les rois mages* (1927), *La cage aux rêves* (1932), *Bois mort* (1934), *Le cavalier de paille* (1936). Elle vit actuellement à Paris. Son œuvre, entourée d'un halo de romantisme, évoque un monde à part, mystérieux, où alternent des clartés douces ou violentes, coupées d'ombres tragiques.

Bopp, Léon, né le 17 mai 1896, à La Chaux-de-Fonds, études au Gymnase de cette ville jusqu'en 1914 (Baccalauréat). Puis à l'Université de Genève. A la Sorbonne et à l'Ecole normale supérieure de Paris de 1915 à 1920. Quelques mois à Oxford. Séjour à Londres, journalisme (Petit Parisien-Times). Doctorat ès lettres en Sorbonne (1926) avec une thèse sur Amiel. Œuvres publiées à Paris ou en Suisse : *Jean Darien* (1924), *Le crime d'Alexandre Lenoir*, roman d'un moraliste (1929), *Est-il sage, est-il fou ?* roman d'un savant (1931), *Jacques Arnaut et la Somme romanesque*, roman d'un artiste (1933) et *Esquisse d'un traité du roman* (1935), *Liaisons du monde* (roman d'un politique, en 4 volumes, dont le dernier va paraître prochainement), *Drôle de monde*, contes et contules irritants (Genève 1940), *Pour la France* (possibilités d'avenir), *Napoléon...* (Genève 1942).

Rodo Mahert, né le 30 mai 1901 à La Chaux-de-Fonds. Stage de quelques années à Paris. Voyages : différents pays du continent, surtout France et Italie et Afrique du nord. Journaliste successivement à Saint-Imier, La Chaux-de-Fonds, Neuchâtel et Genève. Auparavant un court temps comédien et stage à la légation de Suisse à Paris et même dans l'enseignement privé. En marge du journalisme, activité radiophonique et lettres, principalement théâtre. Ouvrages publiés : *Marches du nord*, essai (1928), *L'amour et le plaisir*, essai en collab. av. J.-E. Chable (1929), *L'amour chez les lions*, trois actes créés par Jean-Bard (1929), *Le cœur et le browning*, trois actes créés par les Compagnons de la Marjolaine (1932), *Le pendu conduit le bal* (1933), quatre actes créés par le Théâtre municipal de Lausanne, *Le rapide de Bucarest* (1941), un acte créé par la Comédie de Genève, *Les Durand chez les Dupont*, un acte créé par Radio-Service. Ouvrages créés mais point encore édités : *L'heure du matador* (1942), un acte créé au Congrès des auteurs dramatiques romands à la Tour-de-Peilz. *Dans l' jardin de mon père* (1943), un acte créé par les Tréteaux d'Arlequin¹⁾, *La révolution a éclaté* (1944), trois actes créés à la Comédie de Genève.

Collaboration à divers journaux et revues suisses, parisiens et canadiens. Actuellement : rédacteur à la « Tribune de Genève », président de l'Association de la presse genevoise, secrétaire de la Société des auteurs dramatiques romands, membre de la Société des auteurs et compositeurs dramatiques (Paris), de la Société des écrivains suisses et de l'Association de la presse suisse.

Loze, Louis, né le 2 octobre 1901 à La Chaux-de-Fonds, Gymnase de La Chaux-de-Fonds, universités de Neuchâtel, Paris et Lausanne. A Paris de 1923 à 1927, en Italie en 1923, puis de 1934 à 1936. Etabli à Genève dès 1928. Journalisme et publicité. A publié en 1930 une petite étude sur *Le Doubs* dans la collection des Cahiers romands (Payot).

¹⁾ Voir page 436.

2. Quelques journalistes

Notre ville, dès après le 1^{er} mars 1848, fut un ardent foyer de vie politique. Il n'est pas étonnant dès lors qu'on y ait vu briller des journalistes au vigoureux talent, tout imprégnés de cette tonicité, de cette vivacité, de cet optimisme qu'alimente l'air de la Montagne.

Au début du siècle, soit jusqu'au moment où remontent mes souvenirs, *Le National Suisse*, organe du parti radical, était au tout premier plan. Progressiste et républicain, il était dans la belle tradition de 48 et s'enorgueillissait d'avoir eu Numa Droz parmi ses rédacteurs. C'était d'ailleurs un excellent tremplin. Si Numa Droz devint conseiller fédéral, Gigandet devint chancelier de la Confédération, Ferdinand Porchat, président de la ville de Neuchâtel, Charles Perrin devint chancelier d'Etat, Albert Matthias, préfet et son collègue Studer-Jeanrenaud, chancelier d'Etat.

Si nous nous souvenons encore d'Alexis Maridor¹⁾ qui fut un des piliers les plus stables de l'édifice et le porteur de la tradition, nos souvenirs se précisent avec Charles Perrin qui était de la lignée abondante des instituteurs devenus hommes politiques.

Ce fut un journaliste adroit, nuancé, plein de finesse et d'esprit, ne prenant rien au tragique, désirant la tranquillité et cultivant le sourire. Il aimait le trait d'esprit. — Mais, Monsieur, me répliqua-t-il un jour, au cours d'une polémique, une évolution c'est tout simplement une révolution qui n'en a pas l'r. Cultivé, intelligent, il donnait une allure distinguée à son journal. Il est vrai que c'était au temps de la gloire radicale, au temps où tous les sièges du Conseil d'Etat, des Etats, du Tribunal cantonal et de la délégation aux Chambres fédérales étaient occupés par des radicaux. Charles Perrin était exactement l'homme qu'il fallait pour soutenir un régime si hautement coté. Il le faisait non sans élégance et sans laisser trop percer qu'il bénéficiait de la toute-puissance de son parti. Il demeurait d'allure très démocratique, très républicaine, ne manifestant point cette morgue qui afflige tant de ceux qui se croient les maîtres du pays. C'est dire que, très aimé dans les milieux radicaux, il n'avait ni à droite ni à gauche d'adversaires le détestant. On peut cependant estimer qu'à la meilleure époque de son passage au *National Suisse*, de 1894 à 1904, il avait hérité quelque peu des rancunes que le radicalisme neuchâtelois nourrissait

¹⁾ Voir page 429.

à l'égard des libéraux. Davantage d'ailleurs que de celles visant les socialistes. Ceux-ci, durant cette époque, étaient loin de menacer sérieusement l'hégémonie radicale et Charles Perrin prenait un certain plaisir à voir s'évertuer les apôtres de la sociale — expression de cette époque. Il devint chancelier d'Etat de 1904 à 1924, puis, ayant vu s'en aller toute chance d'occuper un siège au Conseil d'Etat, comme Ferdinand Porchat, il devint président de la ville de Neuchâtel, et se rapprocha des libéraux, les apôtres de la sociale ayant quelque peu bousculé l'échiquier politique neuchâtelois. Ce fut d'ailleurs un administrateur habile malgré les petites infiltrations de dillettantisme qui s'affirmaient chez lui. A ses débuts il travaillait encore avec Alexis Maridor puis avec Frédéric Bauer, qui était d'un tout autre genre. Austère, toujours vêtu de noir, d'apparence impassible, il écrivait des articles sérieux et pondérés, un peu trop classiques. Il n'était point fait pour la polémique et moins encore pour la lutte. Avec lui *Le National Suisse* avait quelque chose d'un peu froid, d'un peu distant. C'était le genre « grand bourgeois ». Et cependant sa froideur ne l'empêchait point de savoir faire preuve de largeur de vue. Lorsque, par exemple, nous lançâmes des feuilles de souscription pour permettre à Charles Naine de se rendre au congrès antimilitariste international d'Amsterdam organisé par Nieuvenhuis — congrès qui ne répondit pas à notre attente, il est vrai — on vit Frédéric Bauer quand on lui présenta la liste où s'alignaient modestement des fr. 0.20 et des fr. 0.50, souscrire fr. 10.—. Ce trait caractérise bien cet homme et cette époque.

Il fut remplacé par Albert Matthias dont le souvenir est plus vivant encore. La première fois que je le vis ce fut en 1892. Il passait à Neuchâtel ses « examens d'Etat » car, lui aussi, fut d'abord instituteur. Jamais je n'oublierai la façon dont il déclama le poème qu'il avait choisi. Il avait le théâtre « dans le sang ». La seconde fois ce fut au cours du dîner organisé à l'occasion des « Conférences générales » qui réunissaient alors le corps enseignant de tout le canton. Sur la scène il fit des exercices de prestidigitation ! C'était, dans le fond, un « bon garçon », pas mal intelligent, de caractère un peu faible et qui fut appelé au *National Suisse* au moment où le rôle de ce journal était grand encore mais où pointaient les difficultés. Toujours épris de théâtre, plein d'une imagination d'allure pastorale, zélé, sans grande ambition, il dut jouer un rôle qui le dépassa et pour lequel les Charles Perrin et Henri Calame étaient mieux taillés

Très éprouvé dans sa vie de famille par la maladie, éprouvé dans la suite par les revers de son parti et de son journal, accablé par la poussée socialiste de 1911, il eut beaucoup de peine à faire face à cette situation et ne manqua pas de commettre certaines erreurs qui provoquèrent des incidents et des polémiques dont il ne sortit pas grandi et dont il souffrit beaucoup.

On le doubla en appelant à la rédaction Georges Studer-Jeanrenaud qui rappelait Frédéric Bauer avec son air quelque peu ténébreux. Il eut le très grand malheur d'arriver aux heures les plus difficiles, aux heures où il y a plus de coups à recevoir que d'honneurs, aux heures du déclin et même aux heures de la fin. Homme de devoir et de travail, il n'était pas préparé cependant à se mêler aux luttes chaudes-de-fonnières à ce moment difficile où un changement de régime s'affirmait. Il tint bien honnêtement son rôle sans cependant avoir pu se faire une véritable réputation de journaliste et ne fut certainement pas fâché de voir *Le National Suisse* fermer ses portes et la chancellerie d'Etat lui ouvrir les siennes, alors qu'Albert Matthias trônait à la préfecture.

Durant un certain temps il avait eu à ses côtés Wieland Mayr, qui était plus remuant, plus agressif, plus incisif et dont la culture était plus achevée. Ce fut, pour ceux de sa génération, une sorte de stupéfaction de le voir entrer dans cette barque qui faisait eau et où il eut la prétention d'apporter un esprit nouveau. Tout n'alla pas tout seul pour lui. Il fut discuté par ceux qui l'avaient engagé, attaqué assez vivement par *La Sentinelle* qui n'aimait pas son ton supérieur et ne réussit en tout cas pas à renflouer la barque qui sombrait.

En face du *National Suisse* et des Charles Perrin, Albert Matthias et Georges Studer-Jeanrenaud, il faut compter *La Sentinelle* avec laquelle le journal radical eut à soutenir les luttes les plus longues et les plus rudes. Ici c'est une tout autre lignée : Dr Pierre Coullery, W. Biolley, Charles Naine, Louis Roya, Jules Humbert-Droz, et plus près de nous Gustave Neuhaus, Abel Vaucher, Robert Gafner, Adolphe Grädel et enfin Charles Quartier.

Vers 1900, Walter Biolley¹⁾ était l'âme de *La Sentinelle*. Fils d'un de ces vaillants radicaux chassés de Fribourg, il fit de brillantes études grâce à une très belle intelligence. Après avoir enseigné en Amérique centrale, après avoir séjourné à Paris, il fut appelé à la rédaction de ce journal au service duquel il mit une plume remarquable. Beauté du style, vivacité d'esprit, mordant,

¹⁾ Voir page 407.

ironie, il avait tout pour devenir un redoutable polémiste et le devint. Il ne lui manqua qu'une chose pour durer : une solide base doctrinale socialiste. C'était plutôt un bel improvisateur, socialiste par sentiment mais sans grande compréhension des principes fondamentaux de ce qu'on appela à cette époque, par opposition aux utopies et fantaisies, le socialisme scientifique. Aussi ne manqua-t-il pas d'entrer en conflit avec Charles Naine qui, lui, revenait, après avoir pris contact avec les grands socialistes de Paris et d'Italie, chargé des plus riches connaissances des principes et des doctrines du socialisme scientifique.

Walter Biolley se retira après avoir joué, au journal comme dans la délégation au Grand Conseil, un rôle brillant qui fit que l'on se souvint bien longtemps de lui. Quelques années plus tard, d'ailleurs, il prit une toute nouvelle orientation, s'occupa des Bons-Templiers, se rapprocha de Paul Pettavel et enfin même revint au parti socialiste où il aurait pu jouer un rôle fructueux étant donné sa belle intelligence et l'élévation de sa pensée si la mort ne l'avait pas enlevé subitement.

Charles Naine¹⁾ s'affirma très vite. De Paris déjà il avait envoyé à *La Sentinelle* des correspondances qui furent très remarquées. Ce jeune avocat, ancien ouvrier de fabrique, reprit la rédaction et l'administration du journal ouvrier, animé d'un véritable esprit de sacrifice. Il gagnait juste de quoi payer son eau et non sans avoir repoussé certaines offres pleines de séduction pour tout autre que lui. Ce fut comme une lueur nouvelle qui attira à elle non seulement les ouvriers mais des intellectuels et des idéalistes que les articles du jeune apôtre attiraient, captivaient, convainquaient. Ce fut, en effet, un journaliste de très haute valeur aux magnifiques envolées, aux idées nettes, claires et cohérentes, un journaliste maniant une plume au style le plus pur, le plus limpide, un journaliste spirituel et enjoué, mordant à ses heures, maniant avec une supériorité étonnante le plus bel humour et la plus fine ironie au côté des pensées les plus riches, les plus fécondes, les plus élevées. Je ne pense pas que ce soit l'amitié seule qui me porte à dire que Charles Naine émerge au-dessus de tout le lot des journalistes qui brillèrent en notre ville. C'est qu'il avait tout pour cela, la générosité du cœur, l'esprit de sacrifice, l'attachement indéfectible à la cause qu'il défendit souvent au prix des plus douloureux sacrifices, la clarté d'esprit, la hauteur de vue, sans compter une culture étendue et un sens artistique très affiné. Il mit tout ce riche bagage au service de son petit journal ne

¹⁾ Voir page 306.

paraissant que trois fois par semaine. Parti de notre ville en 1910 pour se rendre à Lausanne, il n'abandonna pas *La Sentinelle* et plus tard en devint même, à distance, le « directeur politique ». A sa mort, en 1926, ses amis publièrent en deux volumes un choix de ses articles les meilleurs. On peut les lire aujourd'hui et y goûter des joies raffinées tant quant à la forme qu'à l'esprit qui les anime.

Quand *La Sentinelle* devint un journal quotidien, en décembre 1912, Auguste Bippert, qui devait en devenir le rédacteur, s'étant tué peu auparavant au cours d'un vol en avion, on fit appel à un rédacteur français, Louis Roy, dont la plume fine et élégante eut un beau succès et valut au journal pas mal d'estime dans des milieux divers. Il était peut-être trop profondément Français cependant pour s'adapter aisément à la rude atmosphère chaux-de-fonnière et pour qu'il ne soupire en songeant à sa belle France. Il finit par décider d'y retourner. Et dès lors on vit se succéder un certain nombre de rédacteurs : Gustave Neuhaus, Jules Humbert-Droz, Abel Vaucher, Robert Gafner, Adolphe Grädel et Charles Quartier travaillant au côté de l'auteur de ces lignes. Gustave Neuhaus ne joua qu'un rôle assez effacé. Abel Vaucher, qui avait de belles qualités de travail, ne sut pas s'imposer. Jules Humbert-Droz, au contraire, par son talent, par ses qualités, ses fortes convictions, son entrain, eut vite une très grosse influence. C'était vraiment un journaliste avant du feu, de l'énergie, du dynamisme. Dès 1919, malheureusement, il glissa à tel point du côté du bolchévisme qu'il entra en conflit avec les organes directeurs du journal. En 1920 ce fut la rupture. Il laissa derrière lui de nombreux et amers regrets car il avait l'âme d'un apôtre et son activité journalistique en était fortement imprégnée. S'il avait su rester socialiste, il est hors de doute que ce propagandiste de haute valeur eût acquis une influence énorme et joué un rôle de tout premier plan. Robert Gafner qui avait de réelles qualités techniques pour être un bon journaliste ne sut malheureusement pas faire preuve des qualités morales qui auraient pu faire de lui un journaliste de qualité. Adolphe Grädel, lui, par contre, avait tous les dons et toutes les qualités nécessaires pour être un journaliste de belle et grande valeur. Son influence grandissait rapidement. Bénéficiant d'un esprit extrêmement lucide, d'une culture très étendue acquise d'abord en tant qu'autodidacte, puis au cours d'une année passée à l'Université ouvrière belge, très au courant des questions et pratiques syndicales et de tous les problèmes ouvriers, socialiste de profondes convictions et de hautes conceptions, modeste, dévoué, actif, il était destiné à devenir le

directeur du journal. On n'aurait pu le remettre en mains meilleures ni plus expertes. Il répondit à un appel que lui adressa le comité central de la F. O. M. H. Persuadé que, là, il pourrait encore rendre de plus précieux services à la classe ouvrière, il abandonna *La Sentinelle* où son départ laissa d'amers regrets. Il y fut remplacé par Charles Quartier qui y fit brillamment ses premières armes alors que son père, Jâmes Quartier, fit partie du comité qui créa *La Sentinelle* et put revendiquer d'avoir lui-même proposé ce titre.

Il est en notre ville un autre journal politique encore, *L'Effort*, dont la genèse est assez laborieuse à établir. Ce fut d'abord la *Feuille d'Avis* imprimée et rédigée par Georges Dubois. Elle prit un éclat remarquable quand il appela, pour en diriger la rédaction, Auguste Bippert. Si Charles Naine dépasse tout le lot par l'élévation de sa pensée, Auguste Bippert fut certainement le journaliste ayant le plus de lettres, le plus d'esprit, le plus d'habileté et l'humour le plus heureux. C'était un journaliste de haute lignée, capable de manier les idées générales les plus élevées et les plus généreuses sous des airs badins et parfois folâtres. Longtemps, bien longtemps encore après sa mort si prématurée on cita tel ou tel des articles de Tom Jim Jack. Ancien officier en France et d'esprit français jusqu'au bout des doigts, il était un adversaire redoutable et plus d'un qui tenta de croiser le fer avec lui s'en revint fort meurtri. Albert Matthias est certainement celui qui en souffrit le plus. Il est vrai qu'entre les deux la distance était bien grande.

Matthey-Claudet dit Baguenaudard qui lui succéda ne manquait ni de belle culture, ni d'habileté d'écrivain. Il lui manqua, semble-t-il, le goût du travail et ce fut une étoile filante. Puis vinrent d'autres rédacteurs, les François Bandelier et André Vierre dont nul ne garde le souvenir malgré leurs incontestables mérites.

Puis la *Feuille d'Avis* se mua en *Union Helvétique* tenue sur les fonds baptismaux par M^e Arnold Bolle. Elle devint, sans tarder, toujours sous la même bénédiction, *L'Effort* qui fut essentiellement un tremplin pour jeunes rédacteurs désireux de faire leur apprentissage. On vit ainsi défiler MM. Quinche, Alfred Piguet, René Baume et Rodo Mahert¹⁾ dont l'activité fut trop éphémère pour qu'ils aient pu mériter le titre de « journalistes chauds-de-fonniers ». En réalité l'agent stable et solide de cet organe aux métamorphoses nombreuses, c'est M^{lle} Bosch qui tient en ses mains actives et habiles tous les fils de cette rédaction à laquelle aucun journaliste de notre cité ne collabore plus.

¹⁾ Voir page 413.

Reste un journal neutre, *L'Impartial*. Son caractère même indique combien il est peu favorable à l'éclosion d'un grand talent de journaliste. Le rédacteur de ce journal se voit trop contraint de faire avant tout et surtout de l'information. Dès que surviennent des sujets autour desquels roulent des polémiques venant de camps très opposés, il doit s'efforcer de trouver des mouvements et un équilibre qui ne permettent point le libre jeu de la pensée et de la critique. Ni Bichet qui fut là vers 1880, ni Beaujon ¹⁾ qu'on y vit vers la fin du siècle dernier, ni Muller, devenu plus tard préfet, ne laissèrent de traces profondes. Il fut donné à un ouvrier mécanicien, formé comme Charles Naine et avec lui par Paul Pettavel, de donner le premier un véritable relief à sa fonction. Charles Nicolet était un pur Chaux-de-Fonnier combattif, ardent, ayant puisé à Beau-Site le goût de l'idéal. Avec lui *L'Impartial* perdit parfois la stricte neutralité mais gagna en intérêt.

Puis vint un des as du journalisme romand, P.-H. Cattin. Ce Jurassien — il était originaire du Noirmont — né à Berne en 1881, avait passé son enfance à Neuchâtel, à Fribourg et en France. Son éducation première fut confiée aux Frères. Il passa ses examens d'instituteur primaire puis secondaire à Porrentruy, fit deux ans de stage à l'étude Jacottet et Lambelet, à Neuchâtel, puis vадrouilla en France. En 1901 il collabore au *Journal du Jura*, rédige en 1902, au côté de Jean-René Porret, *L'Indépendant* qui remua de fond en comble la ville de Neuchâtel, puis rédige en 1905 le *Journal de Neuchâtel*, de 1908-12 la *Feuille d'Avis des Montagnes*, le *Journal du Jura* de 1912 à 1916, passe alors à *L'Impartial* et dès 1921 rédige ces deux derniers journaux à la fois.

Il n'y a pas d'exemple chez nous d'activité aussi débordante. C'est que P.-H. Cattin bénéficiait d'une facilité et d'une capacité de travail stupéfiantes. C'était, en somme, une sorte de bohème de haute lignée. Les mots les plus justes, portant le mieux, les images les plus troublantes ou les plus touchantes, les traits d'esprit les plus amusants ou les plus pénétrants et les réminiscences les plus inattendues ou les plus précieuses, abondaient avec une telle richesse, avec une telle fougue même au bout de sa plume qu'il était capable d'écrire sans aucune hésitation, sans aucun arrêt les articles les plus brillants. La richesse inouïe de la forme lui permettait de ne point trop se préoccuper du fond. A l'Ecole normale déjà il était capable de faire les rédactions de ses camarades en donnant à chacune d'elle le ton exact de celui qui était censé en être l'auteur. Il

¹⁾ Voir page 475.

donnait ainsi sur le même sujet jusqu'à dix versions différentes et ayant chacune un caractère... personnel. On comprend dès lors que P.-H. Cattin, alias Margillac, ait pu écrire avec une égale conviction les choses les plus diverses dont il émaillait avec un rare succès ses articles aussi bien que ses « Par-ci-Par-là », son « Carnet d'un ronchonneur » ou ses « Notes d'un passant ».

On comprend aussi ce mot qu'il nous répéta tant de fois avec comme un regret dans le regard et que ne cachait pas suffisamment la raillerie courant sur ses lèvres : Moi, je n'ai pas le moyen d'avoir une opinion. Quel était le fond même de sa pensée ? Je pencherais à le voir dans les articles que, tout jeune encore, il envoyait spontanément à *La Sentinelle* sous le pseudonyme d'un des héros des « Misérables », l'étudiant Enjolras.

P.-H. Cattin amusa beaucoup ses lecteurs, les dérida, les enchantait. J'ai bien peur que souvent, tandis que d'autres riaient, lui pleurait au fond de son cœur. En février 1924 la mort l'emporta, après de longs mois de maladie, là-haut, sur la montagne, à Montana, et mit fin à la randonnée terrestre d'un magnifique bohème qui ne put jamais libérer sa nostalgie d'idéalisme des lourds voiles dont les circonstances l'avaient couverte.

Il fut remplacé par Paul Bourquin, dont le caractère est de tout autre nature. Il écrit bien. Il a une excellente connaissance du métier, c'est un homme sûr, de tout repos, ne courant jamais l'aventure, digne de jouer un rôle dans les associations nationales et même internationales de la presse. C'est un personnage posé, attirant la confiance. Avec lui *L'Impartial* a repris l'allure de neutralité qu'il avait plus ou moins abandonnée avec Charles Nicolet et P.-H. Cattin. Tout ce qu'il fait est bien fait. Même ses « Notes d'un Passant » signées « Père Piquez » cachent sous un humour régional de bon aloi un peu de la gravité de Paul Bourquin. Aimable, courtois, excellent confrère, il n'a pas d'ennemis, il est respecté, il n'est cependant et ne sera jamais autant goûté que le fut son prédécesseur par le public. Il le sera bien davantage par les éditeurs de *L'Impartial* auquel il donne une tenue qui ne manque pas de distinction sans cependant en arriver à lui donner la tonalité d'un organe qui puisse s'exprimer librement sur toutes choses et prendre nettement position.

Voici la revue des journalistes les plus connus de notre ville, de 1900 à aujourd'hui, terminée.

Peut-être aurais-je dû évoquer encore les images de quelques personnalités qui firent du journalisme non professionnel, parmi

lesquels MM. Borel-Girard ¹⁾, Paul Pettavel ²⁾, Jules Carrara ³⁾, Elie Doutrebande ⁴⁾, Arnold Bolle, Bélisaire et Fritz Huguenin, Alexandre Piron qui auraient mérité par leur talent plus qu'une simple énumération.

On le voit, notre ville, de tout temps, fut riche en journalistes de grande qualité et même de très grande qualité si nous pensons à Numa Droz, Charles Perrin, Dr Coullery, Walter Biolley, Charles Naine, Auguste Bippert et P.-H. Cattin. Qu'on ne s'y trompe pas, ils ont largement contribué à l'enrichissement intellectuel de notre population à laquelle, à chaque jour que Dieu fait, ils ont apporté une contribution spirituelle particulièrement assimilable et fructueuse.

E.-Paul Graber.

3. Notes annexes :

Les journaux publiés à La Chaux-de-Fonds de 1894 à nos jours

La place nous manque pour publier comme nos prédécesseurs une liste complète des journaux publiés à La Chaux-de-Fonds. La Bibliothèque de la ville a dressé pour nous la liste complète de ceux qu'elle possède : elle arrive à 193 titres. Nous ne pouvons les citer tous, en voici cependant un aperçu :

Journaux proprement dits :

Le National suisse (1856-1920).

L'Impartial (1881 à ce jour).

La Sentinelle (1890 à ce jour).

La Feuille d'Avis de La Chaux-de-Fonds (1893-1917).

La Tribune libre (éd. G. Dubois, 1900-1904).

L'Union helvétique (1918-1920).

L'Effort (1920 à ce jour).

L'Express, quotidien du matin, éd. des Montagnes (1934-1937).

Publications politiques :

L'Action helvétique (mars à juin 1916).

L'Action sociale (Union romande des corporations, bi-mens. 1933-1937).

L'Actualité neuchâteloise (réd. : Dr Favre, irrég. 1903-1916).

L'Avant-coureur (jeunes socialistes, 1933-1936).

L'Avant-garde, Jeunesse et Fougère (cathol. rom.) (1911 à ce jour).

Les Cahiers de la corporation (1927-1929).

Le Franc-Parleur (hebdomadaire) (1902-1906).

Le Front du Travail (1937).

Journal de droite (démocrate-populaire) (1931).

¹⁾ Voir page 409.

²⁾ Voir pages 425, 553 et 560.

³⁾ Voir page 408.

⁴⁾ Voir page 407.

Journal des chômeurs (opposition révol. des chômeurs) (1932).
Le Libéral montagnard (1912-1918).
Le Phare (dir. : Jules Humbert-Droz) (1919).
Le Progrès (1911-1912).
Le Prolo des Montagnes (communiste) (1931).
Le Radical, Le Radical des Montagnes et *Le Radical des Montagnes Neuchâteloises* (1911, 1925 et 1933).
La Révolution pacifique (1925-1929).
La Trompette de la liberté (Club des réformes sociales) (1896).
La Voix des Jeunes (Jeunesses socialistes) (1914-1918).
 Nombreux journaux électoraux à l'occasion de votations : *Tocsin des Montagnes*, *Avant-Garde*, *L'ouvrier des Montagnes* (soc.), *La journée de huit heures*, *Le Chaux-de-Fonnier* (radical), *L'Entente nationale*, *La Suisse libérale des Montagnes*, *En Garde*, *La Séparation*, *Le 3 Novembre*, journal révisionniste, *Bulletin de la Ligue du bien social*, etc.

Organes syndicaux :

L'Ebauche (Féd. des ouvriers sur ébauches) (1908).
Le Gutenberg (Féd. des typographes) (1913-1919).
La Lutte syndicale (succède au *Métallurgiste*) (F. O. M. H.) (1920 à ce jour).
Les Services publics (1923 à ce jour).
La Solidarité (F. C. T. A.) (1922 à ce jour).

Propagandes diverses :

La Bataille antialcoolique (1913-1916).
Le Collectionneur suisse, journal philatélique (1895-1896).
L'Ennemi, périodique socialiste antialcooliste (1916-1918).
L'Essor commercial (1926).
Impressions (questions d'imprimerie) (1919).
Intermédiaire des collectionneurs (1926-1927).
Journal de l'acheteur (1916-1924).
Le Monde collectionneur (philatélie) (1894).
Notre samedi soir (réd. M^{me} T. Combe) (1921-1941).
Le Rameau d'Olivier (bulletin de l'Alliance des enfants, réd. : M^{me} T. Combe, 1915-1921).
Vers l'Eglise unie (1941).

Horlogerie :

Bulletin de renseignements de la Société des fabricants d'horlogerie de La Chaux-de-Fonds (1908 = 13^{me} année).
Bulletin syndical, organe confidentiel du syndicat des fabricants suisses de montres or (1919 et suiv.).
Revue internationale de l'horlogerie (de 1900 à ce jour).
La Fédération horlogère suisse (de 1900 à ce jour).
Horlogerie et bijouterie, exportation (Leipzig et La Chaux-de-Fonds 1908-1909).
L'Information horlogère suisse, Avis confidentiels (1924).

La Montre (Revue de l'horlogerie, juin 1900 numéro spécial de l'Exposition universelle de Paris).

La Montre, mensuel (éd. par la maison P. Ditisheim 1894).

Tempus (assoc. des industriels en horlogerie indépendants) (1935).

La Tribune horlogère (Bienne et La Chaux-de-Fonds) (1933 et 1934).

U. B. A. H. (branches annexes), (bulletin mensuel 1930).

Nous laissons de côté les feuilles d'annonces immobilières, les très nombreux bulletins des églises, sociétés, clubs et cercles, les publications à l'occasion de fêtes, réunions, et même mariages ! Mais, à côté des *Voix* (voir page 408) et des *Feuillets* (voir page 409), nous citerons quelques périodiques — souvent bien éphémères — scientifiques, artistiques, littéraires, dramatiques :

Apollo-Journal (actualités cinématographiques) (1913).

L'Aube (littéraire, artistique et musical) (1931).

Les Coulisses, revue théâtrale (de 1909 à 1917).

L'Eglantine (revue théâtrale et programme à la veille des représentations) (1908-1910).

L'Entr'acte (1923).

Essais (Neuchâtel et La Chaux-de-Fonds) (1930-1935).

Les hommes du jour (1930).

La Muse (revue-programme) (1905-1911).

Nos fêtes (1894-1897).

Les Nouveaux cahiers (1936).

Nouvelle bibliothèque (1943).

L'Oeuvre (société d'art littéraire) (1906-1908).

Petites archives d'histoire naturelle (1926-1928).

La Rampe (paraissant chaque soir de spectacle) (1921-1923).

La Scène (id.) (1892-1898).

L'Union théâtrale (id.) (1912).

Journaux scolaires : *Le Mercurien* (Ecole de commerce) (1914),

Les Herbes Folles (Gymnase) (de 1919 à ce jour), *La Revue des Escholières* (1927), *La Gaffe* (satirique) (1909 à 1936).

Journaux humoristiques : *L'Imparfait* (1919-1925) *Le Malin* (1908-1931), *Panurge* (1938), *Le Plongeur* (1914-1941), *La Revue Kom Hic* (1901), *Sans blague* (1932), *La Toupie* (1900).

Beaucoup de ces publications ont paru à intervalles irréguliers. Elles sont loin, on s'en doute, d'avoir toutes la même importance. Toutefois cette énumération, déjà impressionnante, montre qu'on a beaucoup entrepris chez nous. Il faudrait avoir le loisir de compléter cette liste en vrac par quelques indications plus précises sur la valeur de ces divers efforts journalistiques, indiquer le nombre de numéros parus (de 1 pour certaines « revues » à des milliers pour les quotidiens), la périodicité prévue et réellement observée, les noms et tendances des rédacteurs, le transfert de certains organes dans d'autres localités. On trouvera du moins ci-dessous un historique un peu plus complet d'une publication assez originale et qui joua un rôle incontestable dans notre vie locale : *La Feuille du Dimanche*.

La Feuille du Dimanche

En 1898, deux jeunes imprimeurs membres de l'Union chrétienne, MM. Dubois et Delapraz, qui avaient fondé depuis peu une *Feuille d'Avis* quotidienne, demandèrent au pasteur Paul Pettavel de rédiger un supplément dominical consacré aux idées de rénovation morale et sociale. Un conflit surgit bientôt entre les imprimeurs et le rédacteur qui imprima alors ses articles à ses frais.

En 1903, un nouveau conflit aboutit à l'autonomie de la *Feuille du Dimanche* qui continue à être imprimée par M. G. Dubois, mais est distribuée gratuitement dans tous les ménages le samedi soir. Il y a en outre 500 abonnés au dehors. Cette distribution ne fut possible que grâce au désintéressement absolu de tous les collaborateurs (plus de 100 petits distributeurs par semaine, 25 chefs de quartiers, chef de distribution, administrateur et rédacteur).

Ce journal mena des luttes « épiques ». On lui reprocha de mêler la religion aux affaires politiques... mais on attendait toujours avec curiosité l'opinion de « P. P. » dont un de ses amis nous dit qu'il était un « libéral que préoccupaient les questions sociales ». « Partisan de la coopération, il était toujours prêt à défendre le faible et l'opprimé, tout en tâchant de comprendre les circonstances du fort et de l'oppresseur ».

De 1915 à 1932, la *Feuille du Dimanche* fut imprimée à l'Imprimerie coopérative. Elle cessa de paraître quelques mois avant la mort de son animateur.

(Renseignements fournis par MM. G.-E. Maire et A. Evard).

4. Les arts graphiques

Il serait oiseux de dresser une liste complète de toutes les maisons d'imprimerie qui ont vu le jour en notre ville ¹⁾ depuis la fondation de la première (7 septembre 1831) jusqu'aux quinze entreprises de l'heure présente.

Notre propos est bien plutôt de relever les progrès réalisés dans cette industrie durant les 50 dernières années. Lors du centenaire de l'incendie de La Chaux-de-Fonds (1894) il ne sortait guère des presses typographiques de la ville que des travaux en noir, seuls quelques timides essais en couleurs commençaient à paraître. La lithographie se bornait presque uniquement aux impressions en noir, dits « travaux de ville », soit : tête de lettres, factures, cartes de visite, musique, cahiers d'école, etc.

A propos de ces derniers, lequel d'entre nous ne se rappelle les cahiers « Château » qui ont fait la joie ou le souci de plusieurs

¹⁾ Voir page 246.

générations d'élèves des écoles du canton ? A cette époque, si la gravure sur pierre lithographique était en honneur pour les impressions courantes, par contre le procédé à la plume (encre lithographique) ou au crayon gras sur pierre grenée était lui très en vogue pour les travaux appelés un peu pompeusement « artistiques », généralement en noir, brun ou sanguine, rehaussés quelquefois d'une légère teinte de fond. Plusieurs se souviennent à cet égard du bel album de vues du Pays de Neuchâtel (Châteaux et Eglises), imprimé et édité par la Maison Château mentionnée plus haut et disparue depuis lors.

Concernant les travaux en couleurs spécialement (chromolithographie), ce n'est qu'à la fin du siècle dernier et au commencement de celui-ci que l'on vit sortir les premiers tirages, bien modestes il faut le dire.

Depuis lors et du fait du développement extraordinaire des procédés photographiques d'une part, les arts graphiques progressèrent un peu partout à pas de géants, d'autre part, l'extension énorme des besoins et des exigences de la publicité, cette spécialité (travaux en couleurs) devint rapidement une des activités importantes des imprimeries de notre ville. Aussi bien, ses catalogues de toutes espèces, ses timbres, ses affiches sont connus et appréciés bien au delà des frontières cantonales du fait de leur *bienfaisance* et de la *précision* dans la reproduction des objets représentés.

Le développement des arts graphiques marcha d'ailleurs de pair avec celui de notre industrie nationale, l'horlogerie, car les imprimeurs de la place ne se laissèrent pas handicaper par la situation géographique défavorable de notre ville pas plus que par les mauvaises correspondances ferroviaires. Bien au contraire, leur esprit d'initiative qui est un des traits caractéristiques du tempérament montagnard, joint à l'héritage ancestral d'exactitude, de précision de l'horloger, dont la plupart des ouvriers de notre branche sont descendants, devait forcément avoir pour conséquence un accroissement considérable de l'industrie des arts graphiques en notre ville.

Au sujet des machines à imprimer elles-mêmes, jetons un regard en arrière... L'auteur de ces lignes revoit encore les machines lithographiques de cette époque pourtant pas bien lointaine (1894) actionnées par l'ouvrier lui-même au moyen de la pédale (tout comme une machine à coudre), lequel ouvrier tout en pédalant et debout sur une jambe devait présenter de la main droite sa feuille à l'impression, la retirer ensuite de la main gauche et la mettre en tas bien alignée, tout en ayant l'oeil sur l'encrage, et cela onze

heures par jour, le samedi également bien entendu ; tout cela pour produire si tout allait bien 300 à 500 exemplaires à l'heure. Le moteur à pétrole ou à gaz vint révolutionner et moderniser cette façon désuète de travailler, ceux-ci remplacés à leur tour par le moteur électrique.

Quant aux machines à imprimer en général, ce fut pour la typographie l'apparition des rotatives à grand rendement suivi dans la suite par les machines offset pour la lithographie et d'autres de même principe pour l'hélio.

Aujourd'hui on ne parle donc plus de 300 ou 500 tirages à l'heure en lithographie mais bien de 2000, 3000 voire 4000. Quant aux quotidiens, que diraient nos prédécesseurs s'ils revenaient et voyaient ceux-ci composés non plus à la main, mais à la machine, les grandes bobines de papier se dérouler à une allure folle et sortir en feuilles découpées, imprimées des deux côtés, pliées, comptées et mises en tas automatiquement, cela sous la conduite de deux personnes seulement et à raison de 12,000 tirages à l'heure.

Les 15 entreprises actuelles font vivre dans leur ensemble quelques 600 à 700 personnes pour une population de 31,000 habitants. Ces chiffres se passent de commentaires, ils disent par eux-mêmes et de façon combien éloquente la place qu'occupent les arts graphiques dans la vie économique de notre cité, métropole de l'industrie horlogère.

A. Fiedler.

5. Notes sur quelques éditeurs chaux-de-fonniers

Voici encore un chapitre de notre activité où les précisions manquent curieusement. Le commerce des livres se fit longtemps par colportage ; les premiers libraires établis, et qui ont laissé des traces assez nombreuses de leur existence, furent chez nous les Lesquereux et la librairie et imprimerie Convert & Heinzely à la Place Neuve ¹⁾, au Locle les Girardet, frères et soeurs, puis les Courvoisier. Ami Lesquereux ²⁾ possédait un cabinet littéraire, c'est-à-dire une bibliothèque circulante, composée d'ouvrages fort sérieux si l'on en juge d'après le titre de ceux où nous trouvons encore son étiquette ³⁾.

¹⁾ Cette maison imprime, en 1842, par exemple, et très élégamment, un volume in 4^o : *Tableaux des monnaies d'or et d'argent*, par Pierre Jeanrenaud, essayeur-juré au bureau de garantie de La Chaux-de-Fonds.

²⁾ Ami Lesquereux, libraire, ancien instituteur, père du patriote Ariste Lesquereux, installa en 1831, au bas de la rue des Juifs (rue Fritz-Courvoisier ³⁾), une imprimerie où il publia jusqu'en 1834 une feuille hebdomadaire : *L'Echo du Jura* (voir *La Chaux-de-Fonds, son passe, etc.*, pages 264-265). Voir aussi pages 647-648 du présent volume.

³⁾ Lithographiée dans un style très classique chez Gagnebin à Neuchâtel.

En 1846, Ariste Lesquereux ouvre une librairie-papeterie, ou plutôt déclare, dans une circulaire datée du 1^{er} mai que possède la Bibliothèque de la ville, qu'il s'occupera « du même genre d'affaires que celui que sa mère a exploité pendant de longues années ». Il éditera quelques ouvrages d'enseignement : nous possédons par exemple, parue chez lui en 1852, une *Nouvelle grammaire allemande* par Hermann Henschel, maître d'allemand au Collège de La Chaux-de-Fonds. Cet ouvrage de 112 pages, entièrement autographié, a été tiré par lithographie.

Puis ce fut l'imprimerie du *National Suisse* qui mit son nom sur de nombreuses publications, souvent officielles, — à titre d'éditeur ou plus souvent sans doute d'imprimeur travaillant à compte d'auteur. Le premier numéro du journal parut le 1^{er} juillet 1856. C'est à l'Imprimerie du *National Suisse* que parurent, par exemple, en 1869, *l'Histoire d'un proscrit de 1793* de Numa Droz, et, en 1894, le volume du centenaire dont le présent ouvrage est la suite.

Plusieurs de nos écrivains cependant se faisaient imprimer au Locle, chez Ph. Courvoisier ¹⁾, puis chez Eugène Courvoisier ²⁾. Un peu plus tard, autour de 1890, C.-W. Jeanneret ³⁾, secrétaire du Collège, qui publie de nombreux livres de lecture et de récitation, s'arrange avec un éditeur lausannois, Henri Mignot ; et même lorsque le nom de cet éditeur ne figurera plus sur les éditions postérieures, les imprimeurs seront encore lausannois. La tradition sera suivie puisque, en 1919 encore, ce sont les Imprimeries réunies à Lausanne qui sortent le *Petit vocabulaire* de M^{lles} Jeanneret et Hirsch, institutrices, avec, comme nom d'éditeur, celui de M^{lle} Jeanneret à La Chaux-de-Fonds. En revanche, d'autres ouvrages d'enseignement, les cahiers Château, seront lithographiés en notre ville, comme on l'a vu dans la notice précédente.

Les milieux ouvriers s'adressent pour leurs imprimés de préférence à Bienne, chez C. Schweizer & C^{ie}, éditeurs. C'est cette maison qui publie, à partir de 1890, le journal *La Sentinelle* et qui édite entre autres, en 1891, l'ouvrage du Dr Coullery : *Jésus le Christ* et *Les lois naturelles et le christianisme*.

Mais les imprimeurs et éditeurs chaux-de-fonniers vont reprendre le dessus à l'époque de la célébration du centenaire. Charles Neuhaus ⁴⁾ — qui se fera éditer aussi chez Delachaux & Niestlé à Neuchâtel — confie en 1895 la publication de ses *Clochettes du rêve* à l'Imprimerie artistique R. Haefeli & C^{ie}, La Chaux-de-Fonds.

¹⁾ Par exemple : *Méthode pratique et mnémotechnique d'orthographe et de prononciation ou Grammaire à la portée de toutes les intelligences*, par Stéphane Didier, La Chaux-de-Fonds, chez l'auteur et chez les principaux libraires, 1856, (au verso du titre, signature de l'auteur et mention : Imprimerie de Ph. Courvoisier, au Locle). — On voit que les ouvrages d'enseignement sont les premiers à paraître chez nous.

²⁾ Par exemple : *La Vie en zig-zag*, par Alphonse Dubois-Huguenin, à La Chaux-de-Fonds (sic), Locle (sic), Imprimerie-Librairie Eugène Courvoisier, 1878, in-16 (recueil de poésies facétieuses).

³⁾ Voir pages 317, 320 et 339.

⁴⁾ Voir page 407.

Walter Biolley ¹⁾, donne en 1895-1896 son roman social *Misère* à l'Imprimerie Hirschy & Dubois. La maison Wille & C^{ie}, éditeurs de musique, sort en 1898, à l'occasion du cinquantenaire de la République, un *Chant patriotique et religieux* composé par G. Borel-Girard ²⁾ pour les paroles et G. Pantillon ³⁾ pour la musique : l'impression — à cause de la musique — est faite à Leipzig. La même maison annonce, parmi les oeuvres figurant à son catalogue, des compositions musicales de Pantillon, Quinche, et des choeurs de Gluck et Schubert.

Dès le début du XX^{me} siècle, la maison Hirschy & Dubois devient l'Imprimerie Georges Dubois qui continue à éditer Walter Biolley, ainsi qu'une traduction, par Louise Vuillet et Charles Fuster, d'un roman italien: *Le Nid*, par Neera, illustré par Charles L'Eplattenier ⁴⁾. La maison Sauser imprime pour A. Maridor ⁵⁾, qui est à la fois auteur et éditeur, un roman de moeurs suisses : *Maitre Brosse*. Le *National Suisse* publie de nombreuses plaquettes d'A. Matthias ⁶⁾. Enfin l'éditeur Zahn s'établit un moment en notre ville : il y donne (mais imprimées à Genève en général) quelques-unes de ses grandes publications en fascicules, qu'on retrouve souvent dans de riches reliures pleine toile avec dorures ou argentées : en particulier les abondantes *Oeuvres* de Jérémias Gotthelf, en allemand et en traduction française, illustrées par de nombreux artistes dont Anker et Burnand ; l'*Histoire de la Suisse au XIX^{me} siècle* de Gavard ; un grand volume, illustré aussi, sur la Palestine : *Au pays du Christ* de Laufer ; enfin, un volume plus petit, mais que tout le monde connaît chez nous : *Du coeur* de Amicis. Mais ces volumes ne sont jamais datés, pas plus que ceux qu'il publiera à Neuchâtel. Sans date également, une petite brochure de A. Matthias, *Le droit d'aimer*, pièce en un acte et en prose, paraîtra chez F. Delachaux-Guinand, successeur de F. Zahn, à La Chaux-de-Fonds.

Aux maisons : National Suisse, Haefeli, Sauser, Georges Dubois, vont s'ajouter Les fils de Mettler-Wyss (oeuvres de Bippert : *Prose* et *Poésie*, 2 vol., en 1913 ; une pièce de Louis Roy ⁷⁾ : *Au-delà du baiser*, en 1914), la Librairie coopérative (2 pièces de Roy : *Et l'enfant triompha* et *La plus aimée*, 1913), cependant que le bouillant docteur Favre, héros du roman : *Irresponsable* de W. Biolley, édite, avant et pendant la guerre, ses propres pamphlets, souvent imprimés hors de La Chaux-de-Fonds, sous le nom pompeux de *Librairie générale pour la diffusion d'oeuvres de saine morale pratique et gouvernementale*. Vers la fin de la guerre, l'Imprimerie coopérative ⁸⁾, à côté de la littérature socialiste qui paraît abondamment,

¹⁾ Voir page 407.

²⁾ Voir page 409.

³⁾ Voir page 452.

⁴⁾ Voir page 506.

⁵⁾ Voir page 414.

⁶⁾ Voir pages 415 et 416.

⁷⁾ Sur Bippert et Roy, journalistes, voir page 418.

⁸⁾ Voir page 309.

donne, sous le nom d'*Edition d'action sociale*, une seconde édition des poèmes de guerre de P. J. Jouve : *La danse des morts*, et un recueil de René Arcos : *Le Mal*. Plusieurs ouvrages de M^{me} T. Combe sont aussi imprimés par la Coopérative.

Mais, à part le passage de Zahn et une tentative du groupe La Syrinx ¹⁾, qui publie en 1930 une pièce de Jean-Bard : *Zéro*, nous n'avons au fond pas d'éditeur véritable. Ce sont des publications occasionnelles, le plus souvent à compte d'auteur, qui sont imprimées chez nous. Et jusqu'à nos jours encore, nos écrivains locaux ²⁾, lorsqu'ils veulent véritablement trouver un éditeur, s'adressent surtout à Neuchâtel où ils trouvent les maisons Delachaux & Niestlé, Attinger et La Baconnière.

Cependant, ces dernières années, Jean Huguenin ³⁾, un jeune horloger né à Sonvilier en 1909, après s'être lancé dans les Lettres et avoir fondé en 1936 une revue « Les nouveaux cahiers », se mit également à faire de l'édition sous ce même nom de « Nouveaux Cahiers ». Ce jeune et courageux éditeur cherche surtout à faire connaître des écrivains de chez nous. Il a « lancé » Eléonore Niquille, Jean Hercourt, Ch.-A. Nicole ⁴⁾, Daniel Anet, etc., et publié des oeuvres d'Henri Mugnier, Edouard Martinet, Edmond Bille, Michel Epy. Deux collections intéressantes ont commencé à paraître chez lui : *La petite histoire* (recueils folkloriques et historiques) et *Artistes romands contemporains* (série de plaquettes consacrées à nos meilleurs peintres et sculpteurs).

Enfin signalons que tout récemment — fin 1943 —, une sorte de nouvelle « Guilde du Livre » s'est créée en notre ville sous le nom de *Nouvelle Bibliothèque* ; elle semble avoir l'intention de rééditer pour ses membres de préférence des romans du XIX^{me} siècle puisque les volumes sortis jusqu'à ce jour sont : *Le Père Goriot*, *Pêcheur d'Islande* et *La guerre du feu*. Ces volumes ne sont pas mis dans le commerce. Il n'en est pas de même du livre pour enfants, *Les Histoires du vieux nain Fuit-Fuit* d'Hélène Gisiger, paru aux mêmes éditions.

On voudra bien excuser la présentation hâtive et incomplète de ces notes, rédigées sur la base de pièces recueillies un peu au hasard, car il n'existe aucune bibliographie complète de notre ville. Ici encore, le travail reste à faire.

¹⁾ Voir page 515.

²⁾ Voir le chapitre qui leur est consacré, pages 406 et suivantes.

³⁾ Voir page 412.

⁴⁾ Voir page 411.

Le théâtre

1. La société du théâtre

Faire l'historique de la Société du Théâtre, c'est évoquer l'histoire de notre théâtre et celle d'un siècle d'art dramatique sur ses tréteaux, puisque la salle de spectacles de notre ville vient de doubler le cap de sa centième année. Nous nous contenterons ici de résumer les faits essentiels de l'histoire de notre théâtre et renvoyons nos lecteurs pour de plus amples détails à l'étude de M. Louis Vaucher, ancien conseiller communal de La Chaux-de-Fonds, éditée en mars 1939 à l'occasion du centenaire du théâtre.

C'est en 1834 qu'un comité d'initiative, présidé par M. Ami Sandoz, étudia la possibilité de doter notre ville d'une salle de spectacles. Trois ans plus tard, en septembre 1837, la salle établie selon les plans de l'architecte Felber était inaugurée par trois jours de fête et la Société du Théâtre était fondée.

Le premier président du Conseil d'administration fut M. Ami Sandoz qui remplit ses fonctions jusqu'en 1856. Le Dr Irlet, membre fondateur de la société, lui succéda jusqu'en 1869, puis après la courte présidence de M. Auguste-Robert Stauffer, M. Edouard Perrochet prenait en mains le 19 septembre 1870 les destinées du théâtre et présida le Conseil d'administration pendant 44 ans ! De 1914 à nos jours la présidence fut assumée par :

MM. Charles Perret, jusqu'en octobre 1915 ;

Edouard Tissot, de novembre 1915 à février 1917 ;

Jules Bloch, de mars 1917 à août 1918 ;

Edmond Dreyfuss, de mars 1919 à juin 1922 ;

André Guttmann, de juin 1922 à juillet 1938.

Après la mort de M. Guttmann, M. Louis Vaucher, vice-président, assumait la présidence jusqu'à la nomination de M. Tell Perrin, président actuel, survenue le 5 avril 1939.

Le but de la société fut d'organiser les saisons théâtrales soit en engageant des troupes permanentes soit en concluant des engagements avec divers impresarios. Les deux solutions furent utilisées selon les circonstances, au cours du siècle d'histoire théâtrale que nous résumons.

Ce furent tout d'abord les directeurs du Théâtre de Besançon qui remplirent les fonctions de directeur de notre théâtre. Ce cumul

leur permettait de réduire les frais généraux des deux théâtres. Parmi les directeurs qui jouèrent un rôle important dans la vie théâtrale de notre ville, citons les noms de M. Corail vers les années 1874-75 et surtout celui de M. Ariste, sociétaire de la Comédie française, qui épousa une Chaux-de-Fonnière, M^{lle} Baillo, spectatrice de l'une des pièces jouées par M. Ariste. Celui-ci après son départ de La Chaux-de-Fonds y revint fréquemment en séjour.

Citons encore les noms de MM. Laclaindière, Bettini, d'Hennel et Martin qui de 1880 à 1894 dirigèrent notre théâtre.

Cette dernière date marque la fin de l'ère des troupes permanentes. Quelques expériences fâcheuses marquèrent les dernières années de ce régime. Ce fut donc de 1895 jusqu'à nos jours, à quelques brèves tentatives près de retour à l'ancien système, l'ère des troupes de passage qui assura d'ailleurs d'excellents cycles de représentations dans notre théâtre. La célèbre troupe Baret passa souvent chez nous de 1911 à 1915. Dès 1916 apparaît la troupe Karsenty dont le succès fut considérable jusqu'au moment où la guerre ferma la frontière, en automne 1939.

Nous sommes en ce moment dans un « régime de guerre » qui offre de grosses difficultés aux organisateurs de spectacles. Néanmoins notre théâtre ne chôme pas et depuis septembre 1939, chaque hiver, de nombreuses représentations se donnent sur notre scène par des troupes qui généralement se recrutent en Suisse.

Depuis la mort de M. Némitz en 1932, la Direction du théâtre fut assumée par M. Chs Augsburg. Dès 1942, une Commission d'exploitation composée de MM. Tell Perrin, président, Jules Guillod, Chs Borel et Chs Augsburg, directeur du théâtre, organise les saisons théâtrales.

Un grave problème intéresse depuis quelques années la Société du théâtre. Le groupement « Musica » qui possède la majorité des actions du théâtre se préoccupe de doter notre ville d'une salle de musique. Deux solutions ont été provisoirement retenues par le Comité d'études nommé par « Musica » :

1. Démolition de l'ancien théâtre et construction d'une salle unique destinée au théâtre et à la musique.
2. Construction à côté du théâtre actuel, d'une salle de musique ayant même entrée et disposant des mêmes dépendances (vestiaires, foyer).

L'étude des deux projets, assez poussée au moment où ce rapport est établi, n'a pas encore provoqué de décision.

Ch. Borel.

2. Les Amis du théâtre

Le préambule des statuts révisés du 19 septembre 1922 donne des détails historiques sur les débuts de cette association.

Selon ce résumé le début remonte à 1890 environ ; le nom actuel aurait été adopté le 6 octobre 1899 lors de l'élaboration des statuts ; le but était défini ainsi :

« doter La Chaux-de-Fonds de saisons théâtrales en rapport avec son importance et avec le niveau intellectuel de sa population. Procurer au public des auditions intéressantes d'oeuvres où l'art et la littérature ont leur bonne part, et dont l'interprétation soit satisfaisante. Solliciter l'appui financier et le soutien moral de tous ceux qui ont à coeur le développement harmonique de La Chaux-de-Fonds. Faire profiter ses membres de privilèges spéciaux ».

Les statuts révisés le 19 septembre 1922 définissent ce but plus simplement à l'article 3 :

« Elle a pour but le développement du goût du théâtre et l'allocation de subventions destinées à procurer à ses membres et au public en général des représentations théâtrales de valeur ».

Ce but semble avoir été atteint, du moins en ce qui concerne le goût du théâtre, car l'affluence n'a jamais été plus grande qu'aujourd'hui, lorsque le spectacle offert est de qualité.

Malgré l'absence des tournées françaises si appréciées (Karsenty et Baret), les représentations de valeur sont relativement nombreuses.

Enfin des avantages spéciaux ont été concédés aux membres des Amis du théâtre depuis plusieurs années, et des subventions en rapport avec les moyens à disposition ont été accordées régulièrement depuis la fondation de l'association.

Jules Wolf.

3. Notes sur les sociétés d'amateurs

Les sociétés de notre ville ont toujours aimé à faire monter leurs membres sur les planches à l'occasion de soirées annuelles, ou même de représentations plus fréquentes. Les sociétés religieuses de jeunesse furent parmi les premières à pratiquer le théâtre d'amateurs. En 1881 déjà, un groupe théâtral se crée au sein de la « Jeunesse catholique », plus tard ce sont d'autres sociétés de la même paroisse, telles que la société « Sainte Agnès », le Centre d'action catholique, la « Fougère » qui fournissent leur contingent. De 1900 à 1939 l'activité théâtrale de la jeunesse catholique fut très intense.

Il en fut de même, dans les milieux protestants, sous le nom en particulier, dès 1906, de l'*Art social*. Les pièces en vogue à cette époque : *L'été de St. Martin*, *Le luthier de Crémone*, *Blanchette*, furent représentées avec un succès que rencontrent encore toujours aujourd'hui les spectacles de l'Art social dont on trouvera un historique complet au chapitre de la Vie musicale, pages 482 et suivantes.

Parmi les spectacles d'amateurs de création plus récente, il faut citer, dès 1932, ceux du Cercle de l'Union (voir page 621). Opérettes et revues font des salles combles plusieurs soirs de suite. Chez les syndiqués, ce sont les typographes qui vouent le plus d'intérêt au théâtre. Dès le 1^{er} octobre 1892, deux d'entre eux lançaient une petite feuille de critique théâtrale : *La Scène* qui parut jusqu'en 1898. Les 29 et 30 juin 1907, lors de leur 33^{me} assemblée fédérative, ils jouèrent à Bel-Air une saynète d'A. Matthias ¹⁾ : *Gutenberg chez les typos*, qui fut reprise le 8 novembre 1924, au Cercle ouvrier, à l'occasion du jubilé de la section.

Il nous faut passer maintenant aux groupements qui se consacrent exclusivement au théâtre. Nous rencontrons deux sociétés auxquelles le public est resté particulièrement fidèle : la *Théâtrale de la Maison du Peuple* et le *Club littéraire de la société des commerçants* qui nous ont adressé les deux courtes notices suivantes :

La *Théâtrale ouvrière* a été fondée en 1904, lorsque le Cercle ouvrier ²⁾ avait son local à l'ancienne Synagogue. A cette époque déjà lointaine, le mélodrame connaissait les faveurs du public, ce qui permit d'enregistrer quelques beaux succès. Après des débuts très difficiles, la Théâtrale ouvrière parvint à s'imposer de manière réjouissante, et personne n'a oublié les spectacles qu'elle a donnés à la rue du Premier-Mars.

Depuis la construction de la Maison du Peuple, la société a changé son nom de baptême... en même temps qu'elle embrassait un programme beaucoup plus vaste. Grâce à l'énergique impulsion que lui a donnée notre regretté ami Adamir Sandoz, la Théâtrale est allée de succès en succès. Il est vrai qu'à cette époque nous ne connaissions pas le cinéma sonore... ce qui nous permettait de jouer jusqu'à quatorze fois la même comédie.

La Théâtrale ne s'est pas seulement contentée de déployer une activité inlassable en jouant comédies et revues, mais elle a aussi contribué à faire apprécier le théâtre d'amateurs. On se souvient qu'elle fut à la tâche pour organiser de brillante façon le premier Concours romand d'Art dramatique et lyrique.

Au cours de ces dernières années, l'activité fut malheureusement contrariée par les événements. Malgré tout, elle interpréta avec bonheur plusieurs comédies fort spirituelles. Elle est dirigée par M. Fernand Buri, qui fait montre de qualités remarquables.

¹⁾ Voir page 409.

²⁾ Voir page 641.

Le *Club littéraire*, sous-section de la Société suisse des commerçants, a été fondé en 1928.

Il s'est immédiatement spécialisé dans le théâtre gai et ne joue à La Chaux-de-Fonds que des créations pour cette ville. Son metteur en scène, M. Marius Manghera, ainsi que ses principaux collaborateurs ont contribué dans une très large mesure au succès de manifestations telles que *Hardi Romands*, revue à grand spectacle de Ruy Blag à l'occasion de la Fête romande de gymnastique, *Rose-Marie* et le *Chant du désert*, joués lors de fêtes cantonales de chant et de musique.

Le Club littéraire de la S. s. d. C. est affilié à la C. I. S. T. A. et a organisé un congrès de la F. S. R. S. T. A. en 1934 et un second en 1943.

Le théâtre éducatif n'est pas négligé non plus chez nous. Les soirées du Gymnase et de l'Ecole de commerce inscrivent à leur programme des pièces classiques ou contemporaines de valeur, et les professeurs de ces écoles rivalisent dans l'art de la mise en scène. Les jeunes acteurs s'y forment sous une direction compétente ; et la joie des planches, l'atmosphère inoubliable des « soirées » sont pour eux une récompense qui paie largement le gros effort qui leur est parfois demandé. M. J.-P. Zimmermann, en particulier, a formé une pléiade de jeunes acteurs qui n'ont pas tous continué à paraître sur la scène mais qui n'oublieront pas les expériences théâtrales faites sous sa direction. Il a même récemment traduit spécialement pour ses élèves *Les Mendians fortunés* de Carlo Gozzi. A l'école de commerce, M. Jules Baillods a écrit pour le cinquantenaire de cet établissement une comédie originale : *Ratopolis* qui remporta un gros succès. Enfin, c'est encore dans le monde des élèves de nos écoles que M^{lle} Berthe Pfenninger, en littérature Magali Hello, et sa soeur M^{lle} Suzanne-Véréna Pfenninger ont recruté les *Compagnons de Saint Nicolas* qui présentèrent plusieurs jeux historiques dont on trouvera la mention dans la notice biographique que nous consacrons à Magali Hello à la page 409 du présent volume.

Il est moins aisé peut-être, dans une ville comme la nôtre, de faire vivre des groupes s'occupant uniquement de l'art du théâtre pour lui-même. La comparaison avec les troupes professionnelles n'est pas toujours facile à supporter. Cependant une tentative intéressante est à signaler en 1923. Plusieurs artistes et intellectuels : Léon Perrin, A. Pierre-Humbert, John Nussbaum, Ed. et J. Heimerdinger, Lucien Schwob, A.-F. Duplain, A. et G. Locca, G. et W. Dessoulavy décident de « mettre à la scène des pièces anciennes, classiques, modernes, parmi les moins connues et d'une réelle valeur littéraire » et de « réaliser des décors, des costumes, des jeux de scène dans un sens plastique et architectural ». Le 23 février 1923, ils donnent *Le mort*, tragédie de Camille Lemonnier et *Le Florentin* de La Fontaine, précédés d'un prologue en vers de Pierre-Humbert.

Plus récemment, un groupement nouveau a pris un essor véritablement prometteur, ainsi que l'indique le résumé déjà riche de son activité, résumé dû à la plume de son directeur M. Jacques Cornu et par lequel nous terminerons ces quelques notes. Il s'agit du groupe :

Les Tréteaux d'Arlequin

A la fin de 1941, après un premier spectacle en faveur de la Croix-Rouge suisse, quelques amateurs de théâtre, animés par M^e Jacques Cornu, avocat, créent « Les Tréteaux d'Arlequin » et s'engagent à servir l'art dramatique par un retour à la tradition classique. Les oeuvres qu'ils interprètent, par leur conception, leur valeur poétique, la qualité du dialogue, s'inscrivent en marge de la production théâtrale habituelle. Ils mettent en scène une farce du quinzième siècle « Maître Pierre Pathelin », « La Jalousie du Barbouillé » et « Le Médecin malgré lui » de Molière, « Le Retour imprévu » de Regnard, « L'Epreuve » de Marivaux, « Le Carrosse du Saint Sacrement » de Mérimée, « Un caprice » de Musset. Ils recourent au répertoire russe en jouant « Une demande en mariage » de Tchekov et une arlequinade d'Evreinov « La Mort joyeuse ».

En 1942, les Tréteaux d'Arlequin créent, avec la collaboration de M^{me} Greta Prozor, du Théâtre de l'Oeuvre, un drame de l'écrivain chaux-de-fonnier Jean-Paul Zimmermann¹⁾, « Le Retour », qui obtient le prix du Salon romand du Livre, puis en 1943, à l'occasion de spectacles d'été en plein air, une comédie de Rodo Mahert²⁾ « Dans l'Jardin de mon père ».

Les spectacles des Tréteaux d'Arlequin se distinguent par la fantaisie de la mise en scène et des décors du peintre Jean Cornu, qui accusent le caractère de convention et d'illusion dont le vrai théâtre ne peut se passer, par la cohésion de tous les acteurs, leur esprit d'équipe fait à la fois de sacrifice et d'affirmation de soi, le style de leur interprétation, contrôlé régulièrement par M^{me} Greta Prozor.

Ces qualités valent aux Tréteaux d'Arlequin l'honneur de collaborer, avec le concours de M^{me} Marguerite Cavadaski, à la création du « Cantique de notre Terre », de MM. Jean-Paul Zimmermann¹⁾ et Willy Burkhard, à l'occasion des manifestations du 150^{me} anniversaire de l'incendie de La Chaux-de-Fonds.

Jacques Cornu.

¹⁾ Voir page 410.

²⁾ Voir page 413.

Les conférences

1. La société des conférences

La Société a été fondée en 1912 par MM. Albert Matthias, rédacteur au *National*, Arnold Bolle, Henry Dreyfuss, Elie Bloch, W. Corswant, Eugène von Hoff, Philippe Robert, Paul Berner, Auguste Lalive, Edouard Wasserfallen, Albert Ginnel. Le Comité ainsi constitué, sous la présidence de M. Matthias, — qui devint par la suite préfet — accomplit jusqu'à la mort de son président une remarquable activité. Affiliée à l'association des conférences de langue française dont le secrétaire général est M. Léon Degoumois, professeur à Berne, la société fit venir un grand nombre de conférenciers français, de valeur et de qualité fort différentes, qui eurent la plupart un grand succès. Ce furent entre autres :

Jérôme et Jean Tharaud, Claude Farrère, Marcel Prévost, Rosemonde Gérard, Maurice Rostand, Paul Reboux, Maurice Garçon, Henriette Charasson, Marcelle Tinayre, Jacques de Lacretelle, Edouard Elsey, Lugné Poe, M^{me} Dussane, Maurice Dekobra, Lucie Delarue Mardrus, Henry Torrès, Maurice Donnay, Gonzague de Reynold, René Benjamin.

Dès la mort de M. Matthias, l'activité de la société fut dirigée par M. Ed. Kramer qui assumait les fonctions de président, secrétaire et caissier de la société. Grâce à son dévouement de nombreuses conférences furent données en notre ville jusqu'au départ de M. Kramer pour Neuchâtel en 1938. Dès ce moment la société entra en léthargie et malgré les efforts faits par M. le préfet Auguste Romang pour la renflouer, toute activité cessa jusqu'en automne 1941. A cette date les membres de l'ancien comité qui furent convoqués par M. Romang chargèrent MM. Maurice Favre et Ch. Borel de former un comité restreint et de reprendre une nouvelle activité.

Ce comité regroupa les amateurs de conférences et en quelques mois l'effectif de la société s'éleva à 200 membres. Le nouveau comité s'est proposé d'organiser des conférences et des cours sur des sujets de littérature, d'art ou de science. Dans le choix de ses conférenciers et des sujets des conférences, elle exclut les thèmes à dissertation facile et brillante pour retenir la causerie substantielle

présentée sous une forme élégante. Les premières conférences organisées par la société rencontrèrent l'approbation du public. Ce furent :

Saison 1941-42 : La poésie française contemporaine, par M. Marcel Reymond. L'âme de Pascal, par M. H. Guillemain. Les secrets d'un auteur dramatique, par M. Giraudoux. Commémoration du centenaire de la naissance de Mallarmé, avec MM. Ch. Guyot et J.-P. Zimmermann et le concours de M^{lle} Elise Faller, pianiste.

Saison 1942-43 : Flaubert vivant, par M. H. Guillemain. La vie sentimentale de Delacroix, par M. L. Gillet. Jeanne d'Arc et les poètes, par M. Albert Béguin. Cours de littérature en 5 leçons — avec la collaboration de la Société pédagogique — donné par M. H. Guillemain sur « Deux années capitales de la vie de Rousseau : Le drame de l'Hermitage ».

Au début de la saison 1943-1944 la société s'apprête à reprendre une nouvelle activité et projette l'organisation de conférences et celle d'un cours de littérature.

Ch. Borel.

2. Le centre d'éducation ouvrière

Le Centre d'éducation ouvrière a été créé en octobre 1925, avec l'appui des organisations ouvrières, sous l'impulsion de M. Gaston Schelling. Il institua, dès novembre de cette année-là, un cycle de conférences, causeries, soirées, visites et voyages d'études, tout en se limitant à des sujets de culture générale pour éviter de faire concurrence aux cours déjà organisés de culture professionnelle.

Questions sociales, astronomie, littératures française et étrangère, initiation artistique, sciences naturelles, langue allemande, nombreuses visites aux musées, bibliothèques, usines, remplirent les premières années. Parallèlement, des soirées théâtrales étaient offertes au public du C. E. O., parfois par la Théâtrale de la Maison du Peuple, parfois par Copeau et sa troupe — ce furent les heures les plus glorieuses du Centre. De grands musiciens donnèrent des concerts sous ses auspices.

De plus en plus, les sujets d'actualité — conférences économiques de G. Valois ou de Delaisi —, les récits de voyages ou d'alpinisme et les causeries variées et populaires, telles que sut excellemment les donner le pasteur Huguenin dont le succès ne s'épuisait pas, attirèrent le grand public soit à la Salle communale,

soit à la grande salle du Cercle ouvrier. Les cours réguliers en revanche passèrent quelque peu au second plan.

Pour les amateurs de statistiques, disons qu'en 1930, récapitulant ses cinq premières années d'activité, le C. E. O. pouvait se vanter d'avoir organisé :

62 conférences, séances artistiques, soirées théâtrales et concerts qui avaient groupé	31,000	auditeurs
55 visites d'art ou industrielles et excursions scienti- fiques qui avaient groupé	2,100	»
477 causeries et séances de cours qui avaient groupé	15,800	»
soit 594 séances en cinq années qui avaient groupé	49,000	»
et six voyages qui avaient réuni plus de 700 partici- pants de toute la Suisse romande.		

En 1930, pour la première fois, le chiffre de 10,000 auditeurs en une année fut dépassé. Il atteignit en 1932 le record de 33,680 présences. Ceci indique assez la popularité dont jouissent les manifestations du Centre d'éducation.

Jusqu'à la guerre, les voyages du C. E. O. connurent un égal succès, proportionné toutefois à l'importance beaucoup plus grande — quoique réduite au minimum — de la dépense. Le premier eut lieu en 1927 en Provence, puis on visita Marseille, la Corse, la Tunisie ou l'Exposition coloniale de Paris, l'Algérie, les côtes et îles de Bordeaux à Marseille, Londres, Bruxelles (exposition).

En outre le C. E. O. s'intéressa toujours tout particulièrement aux chômeurs. Non content d'organiser pour eux des cours nombreux (dont certains au Technicum) ainsi que des soirées musicales, théâtrales, des conférences, des séances du lundi après-midi, il prit l'initiative du Noël des enfants de chômeurs (distribution de cadeaux utiles avec quelques friandises et jouets) qui, institué dès 1929, devint avec la mobilisation de 1939 le Noël des enfants de chômeurs et de mobilisés ¹⁾.

(D'après les rapports annuels).

¹⁾ Voir aussi pages 257, 277, 328 et 612.

La bibliothèque¹⁾

Les préfaces de deux catalogues apprennent que la Bibliothèque de La Chaux-de-Fonds, centenaire, a été fondée par un groupe d'actionnaires de l'ancienne Ecole d'horlogerie, qu'une collecte permit à un Comité de cinq membres l'achat de quelques centaines de volumes destinés plus à l'enfance et à la jeunesse qu'à l'âge mûr et déposés dans une salle du Vieux collège. Un succès relatif récompense mal le zèle des initiateurs et l'institution attend le milieu du siècle pour prendre un nouvel essor, reçoit du Cercle National les livres qui avaient appartenu au Cercle l'Union et déménagement, en 1862, au Collège primaire, recense un peu plus tard, fière de posséder les *Liliacées* de Redouté, 6000 bons volumes ; elle acquiert alors, par souscription, la curieuse bibliothèque de M. Gonzalve Petitpierre et enrichie d'une partie de celle de M. Célestin Nicolet s'installe, en 1876, dans les locaux qu'elle occupe encore aujourd'hui au Collège industriel.

Préparé avec beaucoup de soins, au cours de veilles désintéressées, rédigé avec un scrupuleux savoir, le catalogue de 1885 résume et clôt une période vagabonde mais n'ouvre pas encore celle d'une très vive faveur et la bibliothèque demeure, essentiellement, bibliothèque de collège.

Le Comité qui préside à son destin s'intitule Comité de la Bibliothèque et des Musées. Il administre le Musée d'histoire naturelle, le Musée historique, le Médailler, le Cabinet de physique, le Laboratoire de chimie et achète les prix que l'école donne aux élèves studieux. Il dispose, pour ses dépenses, d'un subside annuel de fr. 4,200.—. Il thésaurise, inquiète les autorités, mais se voit ainsi, au moment propice, capable d'acquérir la chère dépouille d'un animal, une monnaie d'or et des livres choisis. Il a de chastes scrupules, blâme cependant l'inconnu qui mutile en cachette les pages un peu vertes de nos anciens poètes, et voudrait que la bibliothèque soit populaire sans qu'on puisse la confondre avec un cabinet de lecture.

Elle est ouverte chaque jour de une heure à deux et deux jours par semaine de quatre heures à cinq. Des instituteurs, dont les

¹⁾ On trouvera d'autres détails sur l'histoire de la Bibliothèque dans les articles publiés par A. Corswant dans *La Sentinelle* des 4 novembre et 6, 7, 12 et 23 décembre 1938 à l'occasion du centenaire de cette institution.

fonctions sont presque bénévoles, la desservent, aimables et pressés, sauf un soir où ils attendent, souvent en vain, de 20 à 22 heures, le lecteur des revues. Quelques fidèles abonnés, beaucoup de jeunes gens, entre deux sonneries, sont ses clients et rien extérieurement ne la distingue, sinon la sévérité de son goût et la carence d'objets célèbres, des institutions analogues dans des villes de même importance. Une double lumière cependant l'éclaire et la sourdine, parfois tard dans la nuit, allonge et plie, sur les livres étagés, l'ombre studieuse de l'esprit de ces lieux.

Il n'est peut-être pas utile, mais il est agréable de rechercher dans de lointains souvenirs une image rajeunie de celui qui, vrai directeur de la bibliothèque, fut l'âme, jamais endormie, d'un collège alors aimé. D'autres l'ont vu, en panama de planteur, arroser les pousses d'un jardin botanique, en redingote noire, sur la terrasse, suivre le soleil et retourner les châssis, tirer des bleus dans son laboratoire, quitter le microscope pour l'éprouvette, mâchonner un tortillon de barbe en illuminant des cours, tous ont écouté sa parole mais seuls ceux admis au festin de ses livres ou conduits par lui dans un paradis plus vaste ont connu l'universel savoir de M. Stébler et son bienfaisant éclat. Plus discrète fut sa générosité et, sans l'aveu de collègues informés, nul ne saurait plus ce que la bibliothèque publique doit à des rayons privés.

Les procès-verbaux et les rapports annuels sont reconnaissants de cette collaboration. Ils recherchent, sauf pour la bibliothèque encore à l'aise, les locaux dont ont le plus grand besoin les autres collections, ajoutent, difficilement, une salle à celles qu'elles occupent, étudient leur transfert dans un édifice voisin, l'ancien hôpital, qu'aujourd'hui réclame, modernisé, la bibliothèque à son tour à l'étroit. Ils trouvent hétéroclites les tâches du Comité, abandonnent le contrôle du cabinet de physique et du laboratoire, confient à des Commissions autonomes l'administration des musées et, pour la bibliothèque, envisagent la nomination d'un fonctionnaire attiré.

Un beau zèle présidentiel l'obtient en 1910 et surtout sa conviction, enfin partagée, qu'un service permanent serait un renouveau. Il dépassa toute prévision et justifia la création de deux postes et la présence journalière d'un relieur. De bibliothèque du Collège, sans abolir les privilèges qu'elle accorde aux corps enseignants et aux élèves, la nôtre passe au rang de Bibliothèque de la ville, ignore si elle préfère ce nom à celui de Bibliothèque publique et accepte qu'on l'appelle Bibliothèque de La Chaux-de-Fonds. C'est sous la direction avisée de M. William Hirschy que la biblio-

thèque s'organisa, s'établit définitivement. C'est lui qui en fit un instrument moderne ne le cédant en rien à ses voisines et l'enrichit d'ouvrages précieux.

Elle se garde d'ailleurs de prétentions universitaires mais, par un accord, peut emprunter le livre professionnel utile au théologien, au juriste et au médecin, ou, à la Bibliothèque pour tous, pour de plus modestes usages, des ouvrages en langue étrangère. Car elle est française et si l'histoire locale, neuchâteloise et jurassienne tient en éveil son attention, notre littérature, avant la technologie horlogère et mécanique, sont les disciplines où ses ressources sont le plus variées et lui valent quelque renom. Elle ne méprise pas les lectures populaires, accueille avec la même faveur qui veut se distraire et qui veut s'instruire. Elle craint le pédantisme, les conseils qui insistent et déroutent mais non point les suggestions discrètes, elle se réjouit quand un roman appelle le commentaire de l'histoire ou quand ses préférences affinent le goût public. Ce caractère, jadis redouté, de bibliothèque populaire, loin de nuire aux consultations plus savantes, en a multiplié le nombre et les a facilitées.

Les chiffres ont moins d'imagination que la lettre. Ils reflètent sans halo la marche et le progrès d'une institution et répondent, comme elles le demandent, à la surprise et à l'interrogation de tout visiteur égaré dans le labyrinthe des travées. Ils lui apprennent que, logée au deuxième étage d'un haut édifice, la bibliothèque longtemps se contenta de quatre salles aux trois quarts pleines, qu'elle en occupe dix actuellement et insuffisantes, l'une indépendante, au rez-de-chaussée, la dernière proscrite au Collège de l'Ouest ; qu'elle prêtait alors en moyenne 5000 volumes par an et que ce chiffre aujourd'hui oscille entre 40 et 45,000 ; que 300,000 fiches dénombrent et classent 36,000 ouvrages ou 115,000 unités d'inégale valeur. Le livre, en effet, vieillit, l'intérêt s'en évapore et son savoir cesse de faire le point. Isolé, il a perdu son prix, dans un ensemble, conservé sa place. Et particulièrement dans ces collections privées que chaque bibliothèque publique doit à la générosité d'un donateur. Celle de La Chaux-de-Fonds, ici, manquerait de reconnaissance si elle n'incisait le nom de M. Paul Berner, comme elle le mit au fronton des meubles qui conservent ses livres ; si elle ne citait les éditions de luxe que lui offrit le Contrôle lorsque M. Henry Dreyfuss s'en défit ; la Bibliothèque-donation Droz-Farny et le capital qui permet de la compléter ; les riches recueils d'histoire naturelle de la Bibliothèque Stébler, cédée par M. Edouard Stauffer et, plus précieux pour elle, les documents

locaux, neuchâtelois, jurassiens et franc-comtois, donnés par la famille de M. Célestin Nicolet : paperasse ramassée sur des tables révolutionnaires la veille du 1^{er} mars ; manuscrit acheté, mais trouvé cher, à Gaullieur qui le dit rare, et qui l'est puisque une page, arrachée pour la polygraphie, fournit un renseignement sur Jean Bard, dernier curé de La Chaux-de-Fonds et sur la première église réformée du village, correspondance copieuse qui révèlent les rapports intimes ou courtois qu'entretiennent les membres éminents de toutes les Helvétiques et de toutes les Emulations d'alors, les Quiquerez, les Thurmann, les Kohler, Agassiz, Desor, de Coulon, Neuchâtel, Porrentruy, Montbéliard et Besançon, une infinité de notes dont le simple énoncé, de celle-ci ferait un bavardage.

Les livres vieillissent, les livres meurent et des bibliothèques s'écroulent. Et la nôtre, perchée, attend les déménageurs qui la transporteront dans un palais digne de son abondance et de la population.

W. Hirschy.

III.

LA VIE MUSICALE

Notice historique par M. Wilhelm Wyser

1. La fondation, les faits anecdotiques et pittoresques de nos **Sociétés de musique et de chant**, actuelles et disparues, classées par rang d'ancienneté, avec données biographiques.
2. **Tableau des sociétés**, classées par ordre de fondation.
3. Aperçu du développement de la **musique religieuse**, précédé d'une tablelle complémentaire.
4. Relation sur l'**enseignement musical** et la **critique musicale**.
5. **Conclusion**.

1.

En l'an 1894, au moment des fêtes du centenaire, la plupart des sociétés de musique et de chant étaient déjà constituées. Bien mieux, plusieurs d'entre elles existaient depuis longtemps. On pourrait donc croire, à première vue, que le mouvement musical d'alors ne laissait rien à désirer. Cela eût été vrai, si l'activité déployée dans les divers groupements avait été mieux dirigée au point de vue artistique.

De plus, nos sociétés ont eu, chacune à son tour, selon les circonstances particulières de leur vie intérieure, des moments pénibles à affronter. Ici, plus qu'ailleurs, la marche ascendante ne fut pas constante, mais soumise, au contraire, à des heurts fréquents, souvent dus à des causes fortuites, mais riches en conséquences sinon néfastes, du moins paralysantes pour un temps.

La direction artistique de la plupart de nos sociétés était alors confiée à des amateurs. Les professionnels eux-mêmes calquaient leurs visées sur les désirs du public, ce dernier n'appréciant guère la musique sérieuse, dite classique. A chaque fois que l'une ou l'autre des sociétés faisait une tentative pour sortir de l'ornière, en offrant un programme plus choisi, elle aboutissait à un fiasco financier.

A l'appui de ce que nous avançons, voici ci-après le programme du concert des fêtes du centenaire, du 19 juillet 1894, au Temple français :

Ouverture de concert, Armes-Réunies	Junod
In den Alpen, Concordia	Hegar
Ouverture de fête, orchestre l'Espérance	Gurlitt
Aurore, l'Orphéon	Voss
Temple de l'harmonie, chœur mixte du Temple français	Gounod
Der König in Thule, Frohsinn	Neit
Martha, orchestre l'Odéon	Flotow
Hymne à l'agriculture, Helvétia	Dancela
Le chêne et le roseau, Union Chorale	Lauber

Voici à titre de comparaison : le rapport de la Société fédérale de chant de l'année 1893 indique comme morceau de concours du « Frohsinn » de Saint-Gall-ville (qui a beaucoup d'analogie avec la nôtre), « Rodolphe de Werdenberg » de Hegar, et le résultat, en catégorie artistique : un premier laurier !

Par raison spéciale l'Union chorale s'était désintéressée de cette joute. Par contre « La Concordia » dut se contenter d'une dernière couronne de chêne : morceau de concours : « Die alten Helden » de Leonhardt ; la direction s'était révélée tout à fait insuffisante.

A cette époque les concerts artistiques étaient très rares chez nous. Les virtuoses les plus réputés tels que Sivori, Joachim, Sauret, violonistes, s'étaient produits en notre ville en des concerts organisés par souscription. Les quelques virtuoses tels que Ysaye, Sarasate, Hans Huber — le réputé pianiste et compositeur suisse —, qui avaient voulu tenter leur chance seuls, n'avaient obtenu que des auditoires de deux à vingt personnes.

Notre vie musicale n'était, en ces années-là, pas aussi florissante que notre industrie !

La venue du chef de musique Sébastien Mayr¹⁾ dès le 26 février 1876, en tant que directeur de la musique militaire Les Armes-Réunies, améliora bien des choses. Mais il y avait tant à faire ! D'un caractère amène et jovial, cet excellent chef jouit rapidement d'une grande popularité. Ses réparties sont restées célèbres.

¹⁾ Né à Ebersberg (Bavière). Etudes complètes au Conservatoire de Munich. Hautboïste, durant plusieurs années, au Régiment de l'infanterie de la Garde. Musicien au Théâtre de la cour. A joué sous Wagner, Bulow et Lachner. Arrivé en 1868 en Suisse, avec le célèbre ensemble Gungl ; fit partie aussi de l'Orchestre de la Tonhalle à Zurich. Directeur de la fanfare de Schaffhouse. Dès 1876, directeur de musique à La Chaux-de-Fonds, jusqu'à sa mort (1899). Compositeur fécond : cent-onze œuvres cataloguées, nombreuses autres non classées. Mentionnons : « La Suisse antique », plusieurs opéras, des opérettes et des chœurs, une messe, deux oratorio. Fut en correspondance régulière avec Massenet. Détail piquant : Sébastien Mayr préférait la zithér à tous les autres instruments. Il les jouait pourtant à peu près tous avec talent.

Il prit successivement la direction de l'Union Chorale, dès 1880 ; de l'orchestre l'Espérance ; du Choeur mixte de l'Eglise catholique chrétienne. Il assumait d'autres charges encore dont on verra certains détails au cours de cet exposé. Il mourut d'une attaque, le 26 avril 1899. Un fait montrera combien cet artiste fut aimé : les sociétés qu'il avait eues sous sa baguette s'unirent pour assumer les frais d'une belle pierre tombale. Avec lui disparut l'animateur de notre vie musicale durant 23 ans.

Nous n'étions cependant pas plus mal lotis que les autres contrées de la Suisse romande, au contraire. Nos sociétés les plus importantes s'étaient déjà fait apprécier de bonne heure. Ainsi, nous voyons

1. La musique militaire Les Armes-Réunies

Fondée en 1828

remporter un grand succès au Tir fédéral de 1844, à Bâle ; présente à la proclamation de la nouvelle Constituante républicaine, à la Collégiale de Neuchâtel, en 1848 — son instrumentation remaniée depuis 1845, par Lampart — elle donne une sérénade, en 1862, au Général Dufour, lors d'un concours romand, à Genève. Nos fanfaristes avaient accompagné la société amie l'Union Chorale à cette manifestation. La dite société de chant fut félicitée de son succès par l'inoubliable général.

Le 14 juillet 1866, Les Armes-Réunies participèrent au concours de Lausanne (1^{re} couronne en division supérieure). En 1873, elles sont au Havre, premier concours à l'étranger, qui sera suivi d'autres au cours des ans. Parmi les courses-concerts, citons : Besançon (1890, 1895 et 1897) ; Dijon-Paris 1907, accompagnée par l'Union Chorale, la Société d'Escrime et de nombreux autres participants, le succès de cette sortie reste dans toutes les mémoires. Solistes : M^{lle} Quartier-La-Tente et M. Castella. M. Doret en personne accompagna la cantatrice.

La musique militaire Les Armes-Réunies participa à toutes les manifestations importantes de la vie publique, jetant l'éclat de ses cuivres parmi les auditeurs en joie, ou conduisant, quand il le fallait, hélas ! le cortège funèbre de quelques notabilités, comme ce fut le cas, entre autres, pour Numa Droz, le 18 décembre 1889, le Colonel Girard, à Renan, en 1900 et M. Paul Mosimann, conseiller national, le 2 avril 1923.

Parmi les événements heureux citons, au hasard : l'inauguration du Jura neuchâtelois et du Collège primaire en 1860 ; le Tir fédéral de 1863, aux Eplatures ; l'inauguration du Bienne-La Chaux-de-Fonds, en 1873 ; du Collège industriel en 1876 ; des Eaux en 1882 ; du monument de la République en 1910.

En 1913, la musique militaire Les Armes-Réunies organisa le Concours international de musique, qui eut lieu en notre ville en même temps que le Concours intercantonal de tir. Cette joute artistique, distinguée par la présidence d'honneur de Camille Saint-Saëns et Gustave Doret, réunit 36 corps de musique de France et de Suisse, dont plusieurs figuraient en division excellence et supérieure.

L'activité charitable de nos Armes-Réunies, durant les années de guerre de 1914-1918, fut récompensée par la remise de la médaille d'or de charité, en date du 10 juillet 1920, par le Consul de France, M. Bricage. En 1927, du 21 au 26 juillet, Les Armes-Réunies assumèrent l'organisation de la XVIII^{me} Fête fédérale de musique, à La Chaux-de-Fonds. Ce fut un succès (80 sections y participèrent). On ne craignit pas de mettre sur pied cinq représentations de l'opéra « Guillaume Tell », de Rossini. Le rôle principal fut tenu par Guy Beckmans de l'Opéra de Paris avec d'autres acteurs, belges pour la plupart eux aussi et de grande notoriété (mise en scène M. P. Westurme, du Théâtre royal d'Anvers). 3500 places. L'Odéon, l'Union Chorale, la Cécilienne, la Pensée, la Concordia, la Société chorale mixte, L'Olympic féminine, les sociétés de gymnastique L'Abeille et L'Ancienne y prêtèrent leur gracieux concours, — bel exemple de l'esprit d'entraide qui règne chez nous.

Au cours des ans, Les Armes-Réunies ont réussi, grâce à de bienveillants appuis, à acquérir une maison à la rue de la Paix. Elle leur sert de local de répétition et de cercle. Le travail peut ainsi s'effectuer en de bien meilleures conditions. L'inauguration a eu lieu le 23 octobre 1920.

De nombreux concerts en Suisse et à l'étranger, les auditions régulières pour membres passifs et les concerts annuels de gala ont confirmé la renommée artistique de cet ensemble. Ses possibilités, devenues très grandes, le placent parmi les meilleures fanfares du pays. Voici, pour terminer, le programme du XX^{me} concert de gala, donné à la Salle communale, en date du 5 décembre 1943, avec la collaboration de M^{me} Ellen Benoit, cantatrice de Genève :

- | | | |
|----|---|--------------------|
| 1. | Le Roi Lear, ouverture | H. Berlioz |
| 2. | Prélude | Serge Rachmaninoff |
| 3. | a) Air d'Iphigénie en Tauride | Gluck |
| | b) Air de «Thérèse» | J.-B. Lulli |
| | c) Ariette | Frescobaldi |
| 4. | Rédemption | César Franck |
| 5. | a) La Procession | César Franck |
| | b) Sérénade | Richard Strauss |
| | c) Air de la «Fée» de Falstaff | G. Verdi |
| | (M ^{me} Benoit). | |
| 6. | 2 ^{me} Rhapsodie hongroise ¹⁾ | Liszt |

Les directeurs

ont été les artisans principaux de cette belle ascension. Les quelques premiers musiciens furent dirigés par Sylvain Lupold, fondateur, puis vinrent Edouard Thurner, W. Groschel et Nicolas Lampart. Ce dernier était un excellent musicien qui s'occupa des Armes-Réunies par intermittence de 1844 à 1875. MM. C.-M. Vet (1858-1859) ; Hartung (1862-1864) ; Paul-Emile Vuille (1871) ; Schneider (1871-1872) ; Zanichelli (1875) ; Dietrich, par intérim, puis Sébastien Mayr.

La mort de ce chef si regretté causa un certain désarroi, durant lequel la direction fut assumée par MM. Jules Verthier, sous-chef ; Joseph Jung (1899-1901) ; Hector Mattioli (1901-1902). De janvier 1903 à février 1912, M. Robert Kuhne, directeur professionnel très estimé, donna son empreinte à l'ensemble instrumenté selon l'école allemande, et lui fit faire de sérieux progrès.

A partir du 22 mars 1912, c'est le tour de M. Léon Fontbonne, ancien flûtiste-solo et sous-chef de la Garde Républicaine de Paris. Compositeur talentueux et fin, et soit dit en passant, artiste peintre à ses heures, Chevalier de la Légion d'honneur dès 1927, il mourut à Paris, à l'âge de 81 ans, en 1939.

Sous son impulsion, l'instrumentation s'adapte au goût français et gagne ainsi en finesse. Les transcriptions deviennent plus artistiques. M. Fontbonne s'étant retiré pour raison d'âge, il correspondit avec ses amis des Armes-Réunies jusqu'à la fin, leur étant très attaché. Son successeur, M. Goldberg, ne resta en fonction que quelques mois.

M. Georges Duquesne le remplaça dès le 28 juillet 1923. Issu de l'école belge, musicien de première force, élève de Gilson, transcripteur, il fut un excellent animateur. Ses représentations de

¹⁾ Les numéros 1, 2, 4, furent transcrits pour fanfare par M. Daniel Pieron, prof. et le piano d'accompagnement des numéros de chant était tenu par M^{me} Lambert-Gentil, prof.

Guillaume Tell le classèrent définitivement parmi les grands chefs. Il dirigea le concert du Centenaire, le 2 juin 1928, dont voici le programme :

1. Marche commémorative Gilson
2. A Mules (transcrip. M. Duquesne) Charpentier
3. Childrens Corner (transcrip. M. Duquesne) Debussy
4. a) Andante Pedro Martini
- b) Rhapsodie hongroise Popper
- Soli de violoncelle exécutés par M. Willy Kuhne, fils de l'ancien directeur Robert Kuhne, professeur de violoncelle au Conservatoire de Nuremberg.
5. Phèdre, ouverture (transcrip. M. Duquesne) Massenet
6. a) Air de Julie, tiré de l'opéra national «Julia Alpinula» . . S. Mayr
- b) Das grosse Geheimnis, c) Sérénade, d) Le soir . . . S. Mayr
7. Deuxième Rhapsodie, pour fanfare ¹⁾ Paul Gilson
- (pièce imposée au Concours fédéral de 1927, et commandée à cet effet).

Les solennités du Centenaire eurent un grand retentissement. Dès le 6 août 1930, M. Antoine Quinet, originaire de Charleroi, diplômé précoce du Conservatoire de cette ville, puis capitaine chef de musique retraité, inspecteur honoraire des musiques de l'armée belge, peu avant chef de musique du 2^{me} grenadiers, et directeur de l'une des meilleures fanfares de Belgique, la Royale Philharmonie de Lessines, reprend la direction. Musicien de classe, transcripteur émérite, il sut s'acquérir l'amitié et l'estime de ses musiciens. Il mourut subitement, en pleine activité, le 4 février 1939, et fut inhumé à Bruxelles, revêtu de l'uniforme de sa chère musique chaux-de-fontaine, comme il l'avait désiré, non sans qu'on lui ait rendu un culte solennel d'adieu qui donna lieu à d'imposantes cérémonies, à l'Eglise catholique romaine.

Dès avril 1939, M. Daniel Piéron, le chef actuel, lui succéda. Originaire de Belgique, 1^{er} prix de haut-bois et de cor anglais du Conservatoire de Bruxelles, élève de M. Antoine Quinet, pour la transcription et l'harmonie, soliste pendant plus de vingt ans au 1^{er} régiment des grenadiers, pratiquant et dirigeant la musique d'orchestre dès 1925 pour la Métro Goldwyn, ce directeur offrait en effet toutes garanties. M. Piéron est de la dynastie des grands chefs et il sait maintenir les meilleures traditions tout en progressant. Soutenu par un comité très actif, sous la présidence reconnue exemplaire de M. Camille Reuille, en fonctions depuis 1929, il a déjà accompli de belles choses, et l'avenir des Armes-Réunies est en d'excellentes mains.

¹⁾ Les intermèdes vocaux de ce programme ont été assumés par M^{me} Elsa Schweppe-Mayr, cantatrice, fille de l'ancien directeur des Armes-Réunies. Au piano d'accompagnement, M^{me} Lambert-Gentil, prof.

2. La société de chant «Le Frohsinn»

Fondée le 14 octobre 1853

Cette société de chant est virtuellement dissoute depuis 1936. Nous désirons tout de même en dire quelques mots, car elle a eu ses moments de belle prospérité, et groupait les amateurs de chant de la colonie allemande de chez nous. M. Charles Taucher fut un des premiers directeurs : exactement le troisième puisqu'il succéda à MM. Bertschwinger et Deckelmann, dès la saison d'hiver 1855. Il resta en fonction jusqu'à sa mort le 7 janvier 1905.

Voici le programme du concert du Cinquantenaire, au local du Stand des Armes-Réunies, le 4 octobre 1903, à 3 heures de l'après-midi :

1. Krönungsmarsch, aus der Oper die «Folkunger» . . . Kretschmer
2. Ouverture aus dem Oper «Si j'étais roi» . . . Adam
3. Wonneleben am Rhein. Chor . . . Aysslinger
4. Der Gärtner, Sopran-Solo . . . Kahn
(Frau Althaus-Widmer, Konzertsängerin, Bern)
5. Valentin's Gebet, aus Faust und Marguerite . . . Gounod
(Baryton-Solo H. Althaus-Widmer, Konzertsänger, Bern)
6. Vögleins Abschied, Chor . . . Kirchhof
8. Potpourri aus dem Oper «Lohengrin» . . . Wagner
9. Fantasie aus dem Oper «Mignon» . . . Thomas
10. a) Elfenlied, M^{me} Althaus . . . H. Wolf
b) Wandervogel, M^{me} Althaus . . . W. v. Glenk
11. Jagdlied, Baryton-Solo, M. Althaus . . . F. Mendelssohn
12. Der fahrende Reitersmann, Chor . . . Kinkel
13. Wir drei, Duett, M^{me} et M. Althaus . . . Maase
14. Der Barde Lenz ¹⁾ . . . Attenhofer

Le dernier numéro de ce programme fut une belle performance pour les 27 chanteurs du Frohsinn, accompagnés par l'orchestre, avec soli du soprano. Ce concert donné devant 600 personnes eut un succès mérité. M. Max Grundig, professeur de musique, succéda à M. Taucher et assumait la direction de ce groupement jusqu'à sa dissolution, sauf durant l'intermède de M. Sylvain Kocher, de 1910-1921.

3. Männerchor «Concordia»

Fondé le 2 janvier 1854

De tous temps nos confédérés suisses alémaniques sentirent le besoin de se retrouver, de raviver leurs souvenirs d'enfance ou d'adolescence, en cultivant leur langue maternelle. Le chant, auquel

¹⁾ L'orchestre était composé des musiciens du IV^{me} Bat. d'infanterie du régiment N° 112 de Mulhouse.

ils sont très attachés, devait leur en fournir l'occasion. Il ne s'agissait pas d'avoir de grandes visées dès le début, ce n'est que petit à petit qu'on arriva à concrétiser ses désirs. L'échec de 1893, dont nous avons parlé ¹⁾, fut le commencement d'une nouvelle ascension. M. Max Grundig ²⁾ en posa les fondements en musicien consommé. Puis ce fut le tour de M. Max Kempter, musicien suisse, issu d'une famille de musiciens d'origine bavarroise — musicographe et compositeur connu décédé à Erlenbach (Zurich) en janvier 1944 —, de continuer la tâche. Il organisa de suite plusieurs concerts très réussis et entre autres celui du Cinquantenaire, qui eut lieu le dimanche 24 janvier 1904, à 2 1/2 h., au Temple national, avec la collaboration de M^{lle} Brackenhammer, soprano de Stuttgart, du Maennerchor Harmonie du Locle et de la Musique militaire Les Armes-Réunies, et dont voici le programme :

1. Athalie, ouverture, Armes-Réunies Mendelssohn
2. Weihe des Gesanges, chœur Mozart
(le premier chant de la société en 1854)
3. Allmacht, solo de soprano F. Schubert
4. Trois chansons populaires (arrang. par W. Baumgartner) :
 a) Entflieh mit mir und sei mein Weib Mendelssohn
 b) Es fiel ein Reif in der Frühlingsnacht *
 c) Auf Ihrem Grab, da steht eine Linde *
 Inauguration du drapeau.
 Parrain : Le Männerchor « Harmonie » du Locle.
5. Zum Stiftungsfeste, chœur (Harmonie, Le Locle) F. Alt
6. Zieh mit G. Angerer
7. Soli de soprano :
 a) Es blinckt der Tau Rubinstein
 b) Das erste Lied Teseck
 c) A une fiancée Ferrari
 d) Printemps nouveau P. Vital
8. Frühling in den Bergen Fritz Char
9. a) Rêverie du soir à Blidah Saint-Saëns
 b) Marche militaire sur les Algériennes *
 (Musique militaire Les Armes-Réunies)

Ce concert fut suivi des solennités traditionnelles, sous la présidence de fête de M. Hans Mathys. Elles confirmèrent l'estime et l'amitié dont jouissait déjà La Concordia de la part des autorités et des autres chorales de la ville et du canton. Dès 1894, cette société

¹⁾ Voir page 445.

²⁾ Max Grundig, né le 8 mai 1867, à Erfurt. Elève de Kömpel, à Weimar et de l'Académie de Musique de Berlin (Joachim). De 1893 à 1910, professeur de musique à La Chaux-de-Fonds, directeur de la Concordia et de l'Helvétia, etc., organiste et directeur du Chœur mixte de l'Eglise nationale. De 1910 à 1921, directeur de musique à Glaris. De 1921 à 1936, de nouveau en notre ville (dir. du Frohsinn et de l'Helvétia). Compositeur de divers chants. Vit actuellement à Pesieux-Corcelles (Neuchâtel).

(Extrait de l'article du D. M. S. de M. Dr. Edgr. Refart, 1928 (traduction)).

obtint une belle revanche de l'échec de 1893, ce qui confirmait sa vitalité. Elle obtenait en effet un 1^{er} laurier en première catégorie, à la Fête cantonale de chant. En 1895, elle donna un grand concert : « Frithjofsage », musique de Max Bruch (solistes de la ville de Bâle et orchestre de Berne renforcé). En 1899, elle obtient le 16^{me} laurier en deuxième catégorie, sur 50 concurrents.

En 1903, concert Wagner, au Temple national, sous les auspices de la Société de musique. Solistes du Théâtre de Zurich et orchestre de Berne renforcé. L'échec essuyé à la Fête fédérale de 1905, provoque le départ de M. Max Kempter et la nomination de M. Robert Manns, directeur de musique venant de Wattwyl, en date du 4 juillet 1906. Ce musicien jovial garda son poste jusqu'en 1912. Le résultat peu satisfaisant obtenu à la Fête fédérale de Neuchâtel causa la résiliation du contrat du directeur. On s'adressa alors à M. G. Pantillon, père ¹⁾, qui fut nommé le 21 août de la même année. L'année suivante déjà, les bienfaits de la nouvelle direction

¹⁾ Enfant de La Chaux-de-Fonds, M. Georges-A. Pantillon, né le 9 octobre 1870, issu d'une famille de musiciens — son père, musicien zélé, fut fêté comme doyen de l'Odéon, lors du cinquantenaire de cette société — se consacra de bonne heure à la musique. A l'âge de 14 ans, il donna son premier concert de violon, accompagné par sa sœur. Le succès de cette audition consacra un talent remarquable et prometteur. A l'âge de 16 ans et demi, il part pour Berlin, où, durant sept semestres, dont six à l'Académie royale de musique, il poursuit ses études jusqu'au diplôme, sous la direction de professeurs éminents tels que Joachim, Bargiel, Härtel, etc., étudiant toutes les disciplines théoriques et pratiques de son art.

Il revint à sa ville natale en 1890. Sa virtuosité le fit tout de suite remarquer. Marteau, le célèbre violoniste, l'appela pour faire partie du jury des examens du Conservatoire de Genève (fonction qu'il occupa jusqu'en 1917).

Doué d'une grande initiative, M. Pantillon s'occupa d'emblée à rénover la vie artistique de notre cité. Il fonda, en 1892, la Société de musique, dont il fut le directeur durant de nombreuses années. En 1893, il se fait remarquer comme compositeur par ses « Esquisses vénitiennes », spécialement recommandées par le grand compositeur Jules Massenet. En 1898, il assume la direction de l'orchestre symphonique l'Odéon; en 1899, celle de l'Union Chorale, sans compter celle du Chœur classique aujourd'hui disparu. Dès 1912, on lui confie aussi la direction du Männerchor Concordia (voir détails sous les rubriques respectives). M. Pantillon fut aussi chargé d'autres directions au Locle et en dehors du canton.

Parallèlement, son œuvre pédagogique grandit. Sous sa direction, le violon se fait apprécier toujours d'avantage par les amateurs de la région.

Membre de la Commission de musique de la Société fédérale de chant depuis 1901, membre d'honneur de la dite Société depuis 1942; président, durant 40 ans, de la Commission musicale de la Société cantonale des chanteurs neuchâtelois, il déploya partout une grande activité, jusqu'au moment de sa retraite.

Il faut mentionner aussi ses nombreux volumes de solfèges, le Solfiateur, appareil qui eut un grand succès au congrès international de pédagogie musicale de 1913, son solfège « Scala » et le Cours d'harmonie traduit en allemand par M. Charles Vogler de Zurich. Titulaire de nombreuses distinctions honorifiques. Compositeur émérite et très goûté: chœurs de concours, morceaux de piano, de violon, œuvres d'orchestres, M. Pantillon jouit actuellement d'une retraite bien gagnée, mais non oisive, preuve en soit ses récentes publications de chansons populaires.

C'est à lui que nous devons, pour la plus grande part, l'essor choral et musical magnifique qu'il nous est donné d'enregistrer durant ces derniers cinquante ans.

se firent sentir : 5^{me} laurier en deuxième catégorie à la Fête de chant des sociétés de langue allemande de la Suisse romande, à Montreux.

Durant les années 1915-1918, l'activité fut nécessairement réduite à l'organisation de concerts de bienfaisance en faveur des mobilisés.

En 1922, Fête cantonale de chant à Saint-Blaise : Première catégorie, 1^{er} laurier. Puis c'est la Fête fédérale de 1922. Chant de concours : « Stern des Meeres », de Pantillon. Résultat : 3^{me} laurier en deuxième catégorie. En 1924 et 1926, auditions de musique religieuse, sur lesquelles nous reviendrons ¹⁾. Et depuis, cette société sort, presque chaque fois, brillamment des concours auxquels elle participe. Ainsi en 1928, elle est 10^{me} en troisième catégorie, à la Fête fédérale de chant, à Lausanne, et en 1935, elle obtient, à Bâle, à la Fête fédérale, en troisième catégorie, un 1^{er} laurier de première classe avec mention « très bien ». L'année suivante, à la Fête cantonale de chant à La Chaux-de-Fonds, 1^{er} laurier en troisième catégorie, avec les félicitations du jury, pour le concours et la lecture à vue.

Revenons quelque peu en arrière pour dire qu'en 1929, La Concordia fêta ses 75 ans d'existence, avec le concours de M^{lle} Lucie Corridori, soprano du Théâtre de Lucerne, et un orchestre de quarante musiciens, sous la direction artistique de M. G. Pantillon. Voici le programme du concert qui eut lieu à la Salle communale, en date du 20 avril, à 8 1/2 heures du soir :

1. Italienische Symphonie, Op. 90 Mendelssohn
2. Hoch empor, Op. 33 F. Bruschweiler
3. Erste Arie der Königin der Nacht (aus der Zauberflöte) Mozart
4. a) Weihe des Gesanges Mozart
(erstes Lied der Concordia in 1854)
- b) Um Mitternacht F. Hegar
5. a) Die Mainacht Brahms
- b) Meine Liebe ist grün * * *
- c) Lied maritime Vincent d'Indy
- d) Vilanelle Dell'Acqua
(M^{lle} Corridori)
6. Hymne an Brahma, Orchester J. Halvorsen
7. Schmiedelied, Op. 16, Chor mit Orchester L. Kempter

Cette audition eut un succès remarquable, ainsi que le relève la presse.

Signalons encore la belle audition de chansons populaires des différents pays, en langue originale : cantatrice M^{me} Engel Lund,

¹⁾ Voir pages 492 et suivantes.

danoise ; au piano : M. le Dr Ferdinand Rauter, des 9 et 10 novembre 1936.

En 1937, La Concordia tint à marquer solennellement la reconnaissance qu'elle doit à M. le directeur Pantillon, à l'occasion de ses 25 ans d'activité. Elle organisa à cet effet un beau concert jubilé en date du 11 décembre, avec remise au jubilaire du diplôme de « Directeur d'honneur ». Le jour suivant, à l'Ancien Stand, M. Pantillon fut encore fêté tout spécialement, entouré de ses amis chanteurs, dans une magnifique ambiance de joie reconnaissante réciproque.

En 1938 et 1939, nouveaux succès significatifs : laurier de première classe, avec « Nachtfeyer », de Pantillon, à la Fête de chant des sociétés de langue allemande de la Suisse romande, à Genève, d'abord ; puis à la Fête cantonale de Colombier, laurier de première classe. Chant donné : « Das Veilchen », de Pantillon.

Peu après, M. G. Pantillon se retire pour raison d'âge.

1941, le 9 juillet, nomination du nouveau directeur M. Henri Schmidt, professeur ¹⁾).

Le 19 mars 1942 voit la résurrection du « Choeur de dames », créé en son temps par M. Manns.

Le 9 octobre 1943, le Choeur de dames donne un concert intime très réussi (directeur M. Walther Kurz). Durant cette soirée qui eut lieu au local de la société principale, donc à l'Ancien Stand, le groupement féminin reçut sa bannière avec le cérémonial d'usage.

Les 16 et 18 mars 1944, Fêtes du 90^{me} anniversaire, au Cercle de l'Union et à l'Ancien Stand. Concerts et festivités très réussis.

4. La société de chant l'« Union chorale »

Fondée le 15 novembre 1858

Relater tous les hauts faits de ce chœur d'hommes est chose impossible. Issu du « Charivari » ²⁾, il conquiert d'emblée ses droits de cité, en sortant honorablement à ses premiers concours. En 1870, l'« Echo de la Montagne » fusionne avec lui et l'effectif grossit ainsi de 20 chanteurs. En 1872, l'Union Chorale remporte un premier prix en 1^{re} division au Concours d'Alger (prix d'honneur, médaille

¹⁾ Etudes au Conservatoire de Brunswick et à l'Académie de musique de Berlin. Diplômé de l'Etat allemand pour le violon ; élève de M. Walther Aeschbacher pour la direction. M. Schmidt occupe également le poste de sous-directeur de la « Cécilienne » et dirige encore deux chœurs d'hommes du dehors.

²⁾ Voir « La Chaux-de-Fonds, son passé et son présent », pages 278 et 279.

d'or et médaille commémorative de bronze de la Société d'agriculture de cette ville). En 1874, l'Union Chorale place l'une de ses médailles sous la pierre d'angle du Collège industriel auprès des autres documents qui y seront scellés lors de la cérémonie. Ceci démontre combien, de tous temps, l'Union Chorale prit part à la vie publique de la cité.

Ensuite d'un différend survenu entre elle et la Société fédérale de chant — après le Concours fédéral de Bâle de 1874 —, l'Union Chorale bouda les concours fédéraux durant 24 ans. Elle se restreindra aux concours internationaux, ceci d'autant plus que la Société cantonale de chant était momentanément tombée en léthargie. Les trophées récoltés à l'étranger sont nombreux ; citons seulement quelques exemples : Mâcon, en 1880 : 2^{me} prix avec médaille d'or ; puis Genève, Concours international : 2^{me} en première division, médaille de vermeil ; Besançon en 1884 : 1^{re} en première division, deux palmes de vermeil.

En 1890, elle exécute, en collaboration avec l'orchestre L'Espérance¹⁾ et les gymnastes de L'Ancienne, la pièce historique « La Suisse antique », de Numa Langel, de St-Imier, musique de Sébastien Mayr. En 1892, l'Union Chorale est 1^{re} en première division au concours cantonal de La Chaux-de-Fonds.

En 1896, l'Union Chorale reçoit sa seconde bannière, offerte au cours d'une cérémonie à Bel-Air, par un groupe de demoiselles. En 1899, après le décès de Seb. Mayr, qui dirigeait la « chorale » depuis 1880, elle fait appel à M. Georges-A. Pantillon, nommé à titre définitif le 9 décembre, qui occupera désormais le poste de directeur avec le succès que l'on connaît, jusqu'à la fin de l'année 1930.

Au Concours fédéral de 1899, à Berne, on souffrit également de l'absence des jurés romands. En 1905, en revanche, dès que les sociétés welches eurent obtenu — sous l'influence de M. Charles Troyon — la présence de deux musiciens romands dans les jurys, l'Union Chorale sort première des sociétés romandes avec un laurier en 2^{me} rang, sur 123 sociétés. (Choeur : « Retour du printemps », de Neubner). Le Cinquantenaire, du 18 octobre 1908, fut l'occasion de mesurer tout le chemin parcouru.

On organisa un concert de solistes, au Temple national, le dimanche matin, avec M^{lle} Cécile Valnor, soprano de Neuchâtel, M. L. Fröhlich, baryton de Paris, et l'Orchestre de Lausanne. Le

¹⁾ Voir sous rubrique Orchestre L'Espérance, page 468.

soir, grand concert de l'Union Chorale et des collaborateurs sus-
énumérés, dont voici le programme :

1. Ouverture des Noces de Figaro Mozart
2. Les Pêcheurs, Union Chorale et orchestre Hillemacher
3. «Air d'Agathe» de Freischütz (M^{lle} Valnor et orch.) Weber
4. Ma chanson, Union chorale Angerer
5. Prince Igor, M. L. Fröhlich et orchestre Borodine
6. Suite de l'Arlésienne (pastorale, intermezzo, menuet,
farandole, orchestre) Bizet
7. Frithjof, légende scandinave pr chœur d'hommes, qua-
tueur, soli de soprano et baryton, av. accomp. d'orch. Max Bruch

Le soir, banquet au Stand des Armes-Réunies ; présidence du
Comité d'organisation : M. Auguste Jeanneret.

De 1909 à 1914, c'est une suite de concerts et de diverses mani-
festations qu'il serait trop long d'énumérer. Glanons l'essentiel :
1909, 29 janvier, concert en faveur des sinistrés de la Sicile et de
la Calabre ; 1910, Concours cantonal de chant, les 18 et 19 juin,
organisé sur l'initiative de la société ; septembre, participation à la
masse chorale qui exécute la cantate composée par M. Pantillon
pour l'inauguration du monument de la République¹⁾, ainsi qu'au
cortège historique (groupe du départ de la colonne révolutionnaire
de 1848) ; 1911, exécution du « Désert », de Félicien David, avec
Plamondon, ténor, comme soliste.

Au cours des concerts suivants, nous voyons défiler les solistes
les plus réputés : MM. Emile Martin, basse de l'Opéra,
M^{me} Schweppe-Mayr, de l'Opéra de Berlin, Paul Miche, violoniste,
Johnny Aubert, pianiste.

Durant les années de guerre, les cotisations sont suspendues.
Une heure de répétition par semaine. Concerts de bienfaisance et
sorties aux environs de la ville, pour maintenir le contact entre les
membres. 1915-1916, plusieurs concerts de bienfaisance très impor-
tants avec les solistes suivants : M^{lle} Emilia Schlée, MM. Rodolphe
Heim, Adolphe Veuve, M^{lles} Hélène Vuilleumier, Célia Vandik et
M^{me} Lambert-Gentil, M. Plamondon, M^{lle} Maria Castellazzi. Ils
laissent un joli bénéfice distribué à des œuvres diverses suisses et
étrangères.

En 1917, une course-concert à Zurich, faite en compagnie des
autorités, scelle l'amitié confédérale sous les auspices du Maenner-
chor de Zurich, l'Union Chorale et l'Orphéon de Neuchâtel. L'audi-
tion qui eut lieu à la Tonhalle fut très appréciée.

¹⁾ Voir page 429.

En 1918, l'Union Chorale paye aussi son tribut à l'épidémie de grippe qui sévissait alors. Les circonstances empêchent d'accompagner les dépouilles mortelles des chanteurs au champ du repos. On profite d'une accalmie pour célébrer leur mémoire, en allant chanter, un dimanche, au Crématoire.

En septembre 1919, M. Georges-Louis Pantillon est nommé sous-directeur.

Vu l'incendie du Temple national, le concert du 27 novembre a lieu à la grande salle de Beau-Site. Soliste : M^{lle} Stefi Geyer, violoniste. Puis réunion au Sapin, pour fêter les vingt ans de direction de M. G. Pantillon.

1920, 12 septembre, fête de la Fédération des chanteurs du district, au Stade des Eplatures, avec la collaboration de la Musique militaire Les Armes-Réunies.

1921, le 12 juin, participation hors-concours à la Fête des chanteurs neuchâtelois, à Saint-Blaise.

1922, 17-27 juin. Fête fédérale de chant à Lucerne. La société concourt pour la première fois en 5^{me} catégorie (Le Vieux Soldat, de Cornélius), deuxième couronne de laurier, en tête des sociétés romandes. Un mois auparavant avait eu lieu l'assemblée constitutive de la « Chorale mixte de l'Union Chorale », en accomplissement d'une idée lancée en 1914 déjà, mais retardée par la guerre. L'effectif total des dames fut de 120. L'Union Chorale avait désormais son chœur mixte et son orchestre. On se met à l'étude du « Déluge », de Saint-Saëns, donné aux concerts des 11 mars et 15 avril 1923 ; plus de 300 exécutants et des solistes réputés.

Il serait fastidieux de donner la liste des nombreux concerts donnés par l'Union Chorale, seule, ou en collaboration avec d'autres sociétés, bien qu'on cherche à donner toujours le meilleur. C'est ainsi que défilèrent chez nous les artistes-solistes les plus en vue, de toutes les catégories.

Le 24 novembre 1925, décès, à Neuchâtel, de M. Otto Otterstätter, le dernier survivant des fondateurs de cette société.

1928, le 4 février, inauguration de la nouvelle bannière, la quatrième. 15-17 juillet, Fête fédérale de chant, à Lausanne. L'Union Chorale y exécute le « Psaume VI », de Tinel, et obtient le deuxième rang avec une couronne de laurier de 2^{me} classe. Le 6 octobre, la société fête son 70^{me} anniversaire qui lui apporte le témoignage de bien des amitiés. L'Union Chorale se souvient aussi de ses membres les plus méritants, parmi lesquels il convient de citer M. Emile Nardin, encore actuellement à la brèche, comme un jeune.

1931, 1^{er} janvier, entrée en fonction de M. Georges-Louis Pantillon¹⁾, directeur. L'Union Chorale avait exprimé toute sa reconnaissance à M. Pantillon père, pour tout le travail accompli et les progrès réalisés, il s'agissait maintenant de suivre avec ardeur le jeune chef. On n'y manqua pas. Le 7 mai déjà, on donne un premier grand concert, à la Salle communale, soliste : M^{lle} Jacqueline Nourrit, une enfant prodige de 9 ans et demi ; puis en octobre, un concert en faveur des chômeurs. 1933, 30 avril, le Cercle de l'Union Chorale, situé à l'Ancien Stand des Armes-Réunies, ferme ses portes. Local actuel : Hôtel de la Fleur de Lys.

Les 5 et 8 octobre, Fêtes du 75^{me} anniversaire. Au programme la « Damnation de Faust », de Hector Berlioz. Solistes : M^{me} Berthe de Vigier (Marguerite) ; MM. Victor Brégy, ténor (Faust) ; Charles Panzera, baryton (Méphisto), tous deux de l'Opéra comique de Paris. M. Ernest Schlaefli, basse, de Berne, assumait le rôle de Brander. Choeur mixte de 200 exécutants, et l'Orchestre symphonique L'Odéon, renforcé par un groupe de cuivres de la Musique militaire Les Armes-Réunies. Deux représentations. Le retentissement de cette réussite exceptionnelle fut très grand. Le dimanche 8 octobre, banquet et soirée officielle confirmèrent la vitalité de cette chorale et le prestige dont elle jouit.

1934, le 27 novembre, concert avec la collaboration de M^{me} Lina Falk, contralto, de Paris et d'un groupe orchestral formé par les élèves de M. G.-L. Pantillon.

¹⁾ Né en 1896, à La Chaux-de-Fonds. Elève de son père pour le violon et l'harmonie jusqu'à l'âge de 19 ans. Ecoles primaires et gymnase jusque et y compris le degré supérieur. Deux ans d'études au Conservatoire de Genève (Szigeti, Barblan, Doret et Lauber), diplôme de capacité. Trois ans de contrepoint et fugue chez M. Benner, à Neuchâtel ; instrumentation avec M. Templeton Strong, de Genève. Voyages d'étude à l'étranger. Excellent pédagogue. Dès 1920, directeur du chœur mixte de l'Eglise de l'Abeille (concerts religieux, voir page 494). Directeur de la société de chant La Pensée depuis 1929, de l'Union Chorale depuis 1931. Fondateur de la Mélodie neuchâteloise, en 1938 (société mixte formée de membres de l'Union Chorale et d'élèves de M^{me} Pantillon²⁾). Professeur au Conservatoire de notre ville pendant deux ans, au Conservatoire de Neuchâtel depuis six ans. Dirigea plusieurs concerts au dehors, entre autres « Alceste » au Théâtre de Berne. Actuellement aussi directeur du Chœur mixte de l'Eglise réformée neuchâteloise. Organisa plusieurs grands concerts et divers spectacles : « Enlèvement au Sérail », de Mozart, entre autres, sous les auspices de l'A. D. C. Membre de la Commission de musique de la Société fédérale de chant depuis 1942 ; vice-président de la Commission musicale de la Société cantonale des chanteurs neuchâtelois.

Membre du Comité de l'Association suisse des Directeurs professionnels, compositeur très goûté d'œuvres importantes : « Le festival Léopold Robert », « Terre natale », « Saisons fleuries » (13 représentations), de très nombreux chants et d'harmonisations. Une des personnalités les plus marquantes de notre vie musicale actuelle.

²⁾ M^{me} Alice Pantillon-Brehm fit ses études de chant avec M. Carl Rehfuuss au Conservatoire de Neuchâtel, puis avec M. Charles Panzera, à Paris. Elle est une fidèle collaboratrice de son mari. Cantatrice et pédagogue très appréciée.

1935, 7 au 9 juillet, Fête fédérale de chant, à Bâle. Choeur de concours : « Celui qui veille », de Suter. Résultat magnifique en quatrième catégorie : 1^{er} laurier franges or (maximum de points).

Aux fêtes du centenaire de Léopold Robert, organisées par l'A. D. C., le Festival « Léopold Robert », composé par M. Pantillon sur le poème de M. André Pierre-Humbert, a remporté un succès triomphal. Sept représentations au lieu des trois prévues. Participation, comme de coutume, à la Braderie ; puis au Concours cantonal de 1936.

1938, le 5 mai, concert du Demi-choeur mixte avec un orchestre de chambre.

1939, l'Union Chorale chante à la cérémonie funèbre de M. le directeur Quinet, à l'Eglise catholique romaine. Concours de la Société des chanteurs neuchâtelois, à Colombier : premier rang avec félicitations du jury ; 107,5 points sur 108, et le maximum de 18 points pour la lecture à vue. Malgré la guerre, les dirigeants de cette société maintiennent une belle activité. Concert de bienfaisance franco-suisse, en collaboration avec la Musique militaire Les Armes-Réunies. Soliste : M^{lle} Malengré, pianiste, de Bruxelles. Avril 1940, « Le Déluge » de Saint-Saëns et le « Chant du Destin » de Brahms, avec choeur de dames et solistes. Et nous n'avons pas parlé des concerts de passifs et des différentes courses organisées, au cours des ans, aux fins de maintenir l'esprit de camaraderie et de société.

Mentionnons encore le grand concert donné en novembre 1942, par l'Union Chorale, La Concordia, La Cécilienne et La Pensée, toutes membres de la Société fédérale de chant, avec le gracieux concours de la « Mélodie neuchâteloise », en l'honneur du Centenaire de la dite Société fédérale. Les chœurs y furent alternativement dirigés par les trois directeurs : MM. G.-L. Pantillon, W. Aeschbacher et H. Schmidt. Cette manifestation de solidarité chorale eut un franc succès.

L'essor et l'activité de l'Union Chorale sont remarquables et méritoires.

5. L'orchestre symphonique « L'Odéon »

Fondé en 1862

Premier directeur-président : M. Nicolas Lampart. La première assemblée générale eut lieu le 13 avril 1863. Local : Café Fischer. La moitié des seize fondateurs n'étaient pas des instrumentistes. Ils appartenaient au groupe littéraire.

Voici le programme de la première soirée musicale du 2 septembre 1863 :

Trois morceaux d'ensemble.
Un morceau de piano par M. O. Kelly.
Un morceau de piano à quatre mains par MM. O. Kelly et Vernier.
Un morceau de chant par M. Morel.
Un morceau de chant par M. Paul d'Or.
Un morceau de violon et piano par MM. Rodé et Vernier.
Un morceau de chant par M. Ferrero.

Une comparaison avec ceux que cette société exécute actuellement permettra de mesurer le chemin parcouru !

Premier président effectif : M. Henri Morel (1863-1866).

Comme toute société qui se respecte, L'Odéon eut une certaine crise du début à surmonter.

M. Numa Droz qui figure pour la première fois dans les verbaux en avril 1866, comme assesseur, devint porte-bannière, puis président dès 1867, jusqu'au moment de son départ de la localité, le 10 juin 1871. Sous son influence, L'Odéon connut des moments de glorieuse prospérité. On forme une fanfare pour accompagner la bannière. En 1868, concert en faveur des inondés. Et déjà en 1873 on agite l'idée de la construction d'une grande salle. En 1879, M. Paul Mosimann, futur président de la ville et conseiller national, organise une tombola.

En 1889, L'Odéon est pressenti pour savoir s'il accepterait l'initiative de la Société d'embellissement, en donnant des concerts publics, en faveur du parc du Petit château. Ces derniers ont lieu désormais devant la Fontaine monumentale. C'est là l'origine de nos concerts en plein air qui se donnent au Parc des Crêtets. La section de vaudeville eut, un temps, bien du succès, mais fut finalement abandonnée. Ses membres fusionnèrent avec les instrumentistes en 1885.

Les directeurs

M. Nicolas Lampart resta en fonction jusqu'au 1^{er} août 1871. Musicien très capable il eut des torts qui le handicapèrent beaucoup ; compositeur de mérite.

M. Paul d'Or, directeur intérimaire lui succéda. Puis M. Schneider, de 1871 à 1873. Dès le 14 avril 1873, M. J.-B. Dietrich, venant du Locle, assumera la direction de cet orchestre durant 25 ans. Il a beaucoup contribué à l'évolution heureuse de L'Odéon.

M. G.-L. Pantillon est ensuite nommé à ce poste en 1898 et y restera jusqu'en 1917. Sous son impulsion véritablement artistique, L'Odéon aborda la grande musique et devint un ensemble capable de se vouer à de grandes oeuvres.

Le temps où l'on discutait si l'on devait admettre les dames dans l'orchestre était révolu, bien que le principe fût définitivement adopté en 1911 seulement.

Au moment du cinquantenaire, l'orchestre l'Odéon comptait 2 flûtes, 2 hautbois, 2 clarinettes, 1 harmonium, 9 premiers violons, 6 seconds violons, 3 altos, 3 violoncelles, 3 contrebasses, 2 trompettes, 3 trombones, 2 cors, 1 batterie.

Voici le programme du grand concert qui eut lieu le 24 novembre 1912, à 4 1/2 heures, au Temple français, sous la direction de M. Georges Pantillon, avec le concours de M^{lle} Frida Richard et de M. Albert Béguelin, violonistes, élèves de M. Georges Pantillon, et de M^{lle} Louise Debély, pianiste du Conservatoire de Genève, élève de Stavenhagen, tous ces éléments étant empruntés à l'orchestre :

1. Ouverture de *Préciosa*, orchestre Weber
2. Concerto en ré mineur, allegro, vivace, largo, allegro Bach
Deux violons et orchestre à cordes.
M^{lle} Richard et M. Béguelin.
3. Allegro du Concerto en la mineur, piano et orch. Schumann
4. 2^{me} suite de *l'Arlésienne*, pastorale, intermezzo, menuet, farandole pour orchestre Bizet
5. Etude, piano Paganini-Liszt
6. Ouverture de *Ruy Blas*, orchestre Mendelssohn

Les festivités complémentaires eurent lieu au restaurant de Bel-Air. On pouvait en effet se réjouir et se complimenter avec raison.

Au début de 1917, M. Léon Fontbonne, première flûte-solo de la Garde républicaine, chef d'orchestre de classe, étant appelé à diriger *Les Armes-Réunies* ¹⁾ assumait en même temps la direction de l'orchestre l'Odéon. Et le travail continua délibérément et fructueusement. Nombreux concerts avec des solistes de renom.

M. Charles Faller ²⁾, le directeur actuel fut désigné pour le remplacer, le 9 janvier 1923. Choix fort heureux, certes, car sous son habile direction l'Odéon marche de progrès en progrès.

Les 75 ans de ce groupement symphonique furent célébrés le 19 novembre 1937, sous la présidence de M. Louis Vaucher, par un concert donné au Théâtre devant une salle comble.

¹⁾ Voir page 448.
²⁾ Voir page 486.

Voici le programme :

1. Concerto brandebourgeois N° 3 J.-S. Bach
2. Concerto op. 53, violon et orchestre Dvorack
3. Variations symphoniques, piano et orchestre C. Franck
4. 3^{me} symphonie (Eroica) Beethoven

Solistes : M^{me} Nell Vaucher, violoniste.

M^{lle} Elise Faller, pianiste.

Le succès de cette audition fut très grand et permit d'apprécier le talent transcendant de deux enfants de notre ville, en tant que solistes de grande classe, comme aussi la belle mise au point de l'orchestre qui ne craint pas les difficultés.

Sous la présidence de M. Charles Jeanneret, la soirée qui suivit se déroula le samedi 20 novembre, à l'Hôtel de Paris. L'ambiance fut chaleureuse et l'on ne manqua pas de souligner le chemin parcouru comme aussi l'importance de cet orchestre, au point de vue culturel, en nos montagnes neuchâteloises.

Par ses concerts très goûtés, aux programmes toujours choisis, il fait connaître les oeuvres classiques et modernes du répertoire et travaille au développement de la musique instrumentale chez nous. Il collabore d'une façon soutenue à presque toutes les manifestations musicales de quelque importance, dans lesquelles un orchestre est nécessaire. A ce titre, l'Orchestre symphonique l'Odéon mérite la reconnaissance de ses concitoyens. Nous le voyons à l'oeuvre dans l'exécution de cantates, oratorios, messes, opéras (Guillaume Tell, Damnation de Faust), opérettes (Rose-Marie, le Chant du Désert, l'Arlésienne). L'Orphéon de Neuchâtel, l'Union Chorale, La Pensée, La Cécilienne, la Société chorale, le Choeur mixte catholique romain, et tant d'autres sociétés ont bénéficié de son concours.

L'Orchestre symphonique l'Odéon a, au surplus, fait connaître de nombreux solistes de marque, ainsi, en 1938, il donna un superbe concert de musique italienne avec la collaboration de la Société « Dante Alligieri », direction M. Gian Luca Tocchi, solistes : M^{mes} Maria Térésa Pediconi, soprano de Rome et Ada Ruata Sassoli, une des meilleures harpistes d'Europe.

L'activité de l'Orchestre symphonique l'Odéon est non seulement fructueuse, mais indispensable à notre cité. Président : M. Walther Gilgen.

Citons la carrière odéonique exceptionnelle de M. Alphonse Gogler, président d'honneur. Entré à L'Odéon en 1882, président pour la première fois en 1888, il totalise 62 ans de sociétariat, dont 56 ans de comité.

6. La musique des Cadets

Fondée en 1864

Le corps des cadets d'infanterie ¹⁾ a été formé le 27 mai 1850, d'après un projet formulé déjà le 1^{er} mars de la même année. Il comprenait 75 fusils et deux canons prêtés par la Société de tir Les Armes-Réunies. Il portait un uniforme vert sombre. Le financement des fr. 5,000.— nécessaires avait eu lieu par souscription et avec l'aide du Contrôle. En 1860, ils étaient 112, en 1862, 150. Mais la musique manquait. La musique du bataillon de Landwehr prêtait occasionnellement son concours, comme ce fut le cas en 1860 et 1862. En octobre 1863, M. Ferdinand Humbert-Droz nantit le Comité des Cadets qu'il se chargeait de la formation gratuite des musiciens âgés de 13 ans au moins. Le Comité, après avoir réfléchi pour savoir si le jeu des cuivres ne serait pas nuisible aux jeunes, accepta. Le 11 novembre, l'appel lancé avait si bien abouti que le futur directeur put présenter 17 élèves. L'instrumentation coûte fr. 1,918.85 au lieu des fr. 600.— prévus ! Le « père de la musique des Cadets » continue l'instruction jusqu'en 1868, date à laquelle il part pour Paris. Le 3 mai 1865, les musiciens des « Armes-Réunies » donnent un concert en faveur des Cadets qui rapporte fr. 367.40. Le 5 mai 1870, la Musique militaire Les Armes-Réunies, L'Odéon et l'Union Chorale donnent un grand concert en faveur des Cadets, ce qui prouve la sympathie dont ils jouissent déjà. M. Marlemont Ve est directeur de 1873 à 1882, succédant à M. Paul-Emile Vuille qui avait fonctionné de 1868 à 1872. Puis c'est le tour de M. Charles Kocher, de 1882 à 1887. M. Seb. Mayr reprend de juin 1887 jusqu'en décembre 1892, puis de 1895 à sa mort.

La Musique des Cadets fonctionne comme musique de service à la Fête fédérale des cadets d'Aarau, en 1889. Le 1^{er} août 1891, elle donne un grand concert au Temple français. En 1892, les instruments étant en mauvais état et la caisse vide, toute activité est suspendue. Mais une commission se forme. Sur les conseils de M. Seb. Mayr, on décide de former une musique d'harmonie, et de créer en même temps un petit corps de fifres avec tambours, que dirige M. Scheurer. Ce dernier groupement participa, en 1894, aux manœuvres des cadets, à La Sagne.

Dès septembre 1895, la musique est non seulement sur pied, mais compte 45 instrumentistes, et se produit en public avec sa

¹⁾ Voir pages 318, 331, 332.

nouvelle instrumentation très réussie. En 1898, elle participe aux Fêtes du cinquantenaire de la République. Le 31 mai 1899, M. Charles Zellweger ¹⁾ déjà chef du corps des fifres, est nommé directeur de la Musique des Cadets, poste qu'il occupera, avec une distinction et une compétence particulières, jusqu'au 31 mai 1920, moment pour lequel il donna sa démission irrévocable, pour cause de santé.

M. Charles Zellweger fit faire à cet ensemble, pourtant périodiquement renouvelé, de par la force des choses, des progrès insoupçonnés. Sous sa baguette, les Cadets connurent des succès mémorables, durant leurs courses-concerts, non seulement en Suisse, mais aussi à l'étranger. La plupart de nos excellents fanfaristes doivent leur formation première à ce pédagogue né. Il savait allier la fermeté et la douceur et faisait accepter à ces jeunes une discipline exemplaire. Notons quelques faits : concert au Kursaal d'Interlaken, en 1904 ; participation au rassemblement intercantonal des cadets à Berne ; 1905, premier prix d'exécution en 2^{me} division au concours de Besançon. (Prix de direction). En 1906, l'infanterie des cadets est supprimée puis reprise en 1908. La musique a subsisté.

Au vu des difficultés que lui fait la Commission scolaire, la Musique des Cadets devient autonome et se constitue en « Société des Amis des Cadets ». Premier président : M. Arthur Brunner. Président actuel : M. Max Légeret. M. Zellweger peut compter sur 36 musiciens et 18 élèves, pour la nouvelle formation. Une activité fiévreuse commence. Participation à toutes les manifestations de la vie publique et aux fêtes de quelque importance. Concerts annuels pour les passifs, courses, etc. Tout cela depuis l'année 1912. Malgré la guerre 1914-1918, les répétitions et auditions continuent. Cortège des promotions, concerts de bienfaisance, et cela pendant plusieurs années, ce qui prouve une belle vitalité. En 1920, on participe à la réception du maréchal Joffre. Le 27 novembre, les Cadets conduisent leur papa Zell à sa dernière demeure. Ils sont dans la plus profonde affliction. La dernière sortie faite avec ce directeur si aimé

¹⁾ Zellweger, Charles-Virgile, né le 27 juin 1861, à La Chaux-de-Fonds. Ecole primaire et secondaire de la ville. Un an à Bâle où il suit le gymnase scientifique et l'Ecole de musique. Employé de banque de 1877 à 1891, consacrant ses loisirs à la musique. Reconnaisant sa vocation musicale, il se voue dès 1891 entièrement à elle et travaille à Strasbourg et à Genève. Dès 1895, professeur de musique à La Chaux-de-Fonds. En 1897, il dirige le corps des fifres ; dès 1899, la Musique des Cadets. En 1906, il obtient le brevet pour l'enseignement du chant dans les écoles secondaires du canton. Décédé le 21 novembre 1920, à La Chaux-de-Fonds.

Figure très populaire et très aimée. Compositeur apprécié de « Chansons des Vieux-Prés » et de plusieurs marches.

fut celle organisée en l'honneur de la réception de la Musique l'Elite de Genève, et des acteurs de la « Gloire qui chante », le 30 mai. Depuis lors, M. Zellweger avait vu son état empirer et avait dû renoncer à toute activité.

Le 14 mai 1920, M. Edmond Juillerat ¹⁾ est nommé directeur. Il occupe encore son poste actuellement, et cela avec une distinction particulière. Car, il ne s'est pas contenté de poursuivre la tradition si heureusement commencée par son prédécesseur. Il a su développer le mouvement. Il a de plus introduit les marches avec refrain chanté. Signalons qu'à l'occasion du 75^{me} anniversaire, il a fait don aux Cadets d'une bannière de superbe venue. Il va sans dire que les courses et manifestations auxquelles les Cadets ont assisté sous sa conduite ne se comptent plus. Disons seulement que leur succès fut toujours aussi grand. En 1923, les Cadets deviennent membres de l'Union des musiques de la ville. Le 25 août 1926, ils fonctionnent comme musique de fête aux Courses de chevaux de Saignelégier. En 1927, concert radiodiffusé depuis l'esplanade de Montbenon, à Lausanne, et conduite du cortège de la bannière fédérale à la Fête de musique de notre ville, en compagnie des Armes-Réunies. En 1930, en collaboration avec Les Armes-Réunies et La Cécilienne, ils donnent concert au profit des chômeurs, au Parc des Crêtets. En 1932, ils jouent au concert organisé par l'A. D. C., en date du 14 mars. Depuis quelques années, ils sont régulièrement à la tête du cortège de la jeunesse, aux Promotions.

Ils donnent aussi des concerts au Parc des Crêtets. La course de trois jours à Lugano, en 1932, fut facilitée par l'intervention de M. Giuseppe Motta, auprès des C. F. F. Les Cadets furent enchantés et fiers d'exhiber le nouvel uniforme qu'ils avaient reçu l'année précédente. Nouvelle instrumentation depuis le 12 décembre 1937. Ces deux faits, à côté de tant d'autres que nous devons passer sous silence, prouvent le dévouement inlassable des membres du Comité et la générosité des donateurs.

Le 75^{me} anniversaire fut célébré les 19 et 20 octobre 1940. Présidence d'honneur : M. Albert Rais, conseiller national. Le samedi, concert avec représentation théâtrale de la Société suisse des commerçants (Dir. M. Marius Manghera). Le dimanche, cortège en

¹⁾ M. Edmond Juillerat, né en 1884, à Corgémont. Dès 11 ans, clarinettiste, puis membre de l'Union Instrumentale du Locle. Elève du Conservatoire de Genève de 1914 à 1915. Brevet général de musique. Théorie, pratique des instruments, transposition et composition. Connaît aussi le violon et le piano. Compositeur de plusieurs morceaux et marches appréciés. Fut directeur de la Musique de la Croix-Bleue de 1913 à 1928.

ville, puis festivités dans le même local du Stand. Le succès et le réconfort apporté par ces journées où l'on a entendu, entre autres, la Fanfare du jubilé composée d'anciens Cadets a confirmé l'estime et l'affection dont jouissent les Cadets. Ils en sont dignes, et dès lors continuent à oeuvrer à leur continuel perfectionnement. Cette pépinière de musiciens est d'ailleurs hautement appréciée de chacun.

7. La fanfare « La Montagnarde »

Fondée en 1874

Voici un groupement de cuivres qui fit un temps les joies, non seulement des habitués du « Cercle Montagnard » auquel il appartenait, mais fut aussi très apprécié au dehors. Il s'était fait applaudir, entre autres, à l'Exposition nationale de Zurich, en 1883, au Tir fédéral de 1885, à Berne, au Tir cantonal de La Chaux-de-Fonds de 1886. Les cortèges du 1^{er} mars le virent aussi défiler dans nos rues. Dissous ensuite de diverses circonstances en 1892. Ses directeurs furent : MM. Dietrich, Seb. Mayr et Köhler ¹⁾.

8. La musique de la « Croix-Bleue »²⁾

Fondée en 1880

En 1880, un modeste orchestre s'était formé. Il comprenait des cuivres et se dénommait l'« Arc en ciel ». Il servait surtout à accompagner les cantiques, lors des réunions d'édification.

En 1885, six jeunes gens décidèrent de former une fanfare portant le même nom. Président : M. Louis Schupbach. Le 29 janvier 1887, M. Charles Kocher était nommé directeur ; en mai M. Jules Perregaux lui succédait. La fanfare ne subsistait que grâce aux libéralités que lui concédait M. Jaquet, notaire. Le 7 janvier 1888, l'« Arc en ciel » fut dissous. Huit jours après la nouvelle fanfare, due à l'initiative de M. Eugène Kirchofer, recevait ses instruments de la maison Hug de Bâle. En 1889, nos musiciens purent participer à la Fête de la Croix-Bleue, à Berne. Puis nouvelle dissolution. Le 8 mars 1890, les instruments furent vendus à la fanfare salutiste de La Sagne.

Nouvelle formation le 26 janvier 1891 : trois membres. Les années 1901-1903 sont employées à la formation d'élèves. Le

¹⁾ Notes complétées d'après la « Notice historique » écrite pour les 25 ans du « Cercle montagnard », par M. Edouard Perrochet, 1898 (obligeamment communiquée par M. André Pettavel).

²⁾ Voir page 562.

9 mars 1904, grand remue-ménage. Démission de 18 membres. Cette scission devait rendre possible la formation de la musique ouvrière « La Persévérante ».

Le 19 juillet 1904, la fanfare est reconstituée. Direction : M. Emile Borle. Présidence : M. Emile Graupmann. L'année suivante, elle participe au cortège des promotions. Le 25 février 1906, inauguration de la bannière ; marraines : les fanfares de St-Imier et du Locle. L'appui de M. Paul Baillod-Perret permet bien des améliorations. Sous la présidence de M. Henri-Victor Degoumois, la fanfare devient autonome et change sa raison sociale en « Musique de la Croix-Bleue ».

Le 7 juin 1908, elle inaugure son nouvel uniforme. Le 12 mars 1909, elle compte 60 musiciens et obtient le 1^{er} prix au Concours des musiques de la Croix-Bleue, à Neuchâtel, en date des 19 et 20 juin. En 1910, la Musique de la Croix-Bleue participe à l'inauguration du monument de la République de M. Ch. l'Eplattenier. En 1911, elle organise des cours d'élèves sous la direction de M. Julien Ducommun. En février 1913, a lieu la formation de la musique dissidente : « La Samaritaine » qui ne devait avoir qu'une existence éphémère. Elle fut dissoute en 1919, au mois de janvier.

Le 8 juillet 1913, entrée en fonction de M. Edmond Juillerat ¹⁾, comme directeur, poste qu'il occupa jusqu'au 10 août 1928.

A mesure que la musique se développe, l'organisation de courses et de concerts s'intensifie.

Dès 1919, la fanfare devient « Harmonie ». En 1921, il se forme une Amicale. Le premier concert de l'Harmonie eut lieu le 10 décembre 1920. En 1921, l'on participe, fort d'un effectif de 71 musiciens, à la Fête cantonale de la Croix-Bleue genevoise. En 1922, course à Paris, Reims et Belfort.

7 avril 1924, l'Harmonie de la Croix-Bleue participe à l'inauguration de la Salle communale. En 1929, à la Fête fédérale des musiques de la Croix-Bleue, à Berne, dir. : M. Walther Jenny, de Tavannes, prof. Grâce aux progrès que lui ont fait faire M. Juillerat et le directeur suivant, la Musique de la Croix-Bleue est capable d'exécuter un programme de choix très apprécié.

Les 3 et 4 mai 1930, les fêtes du Cinquantenaire lui apportent la preuve de l'estime dont elle jouit et des grands progrès accomplis. Ces solennités, si bien organisées, restent dans toutes les mémoires.

¹⁾ Voir page 465.

Durant les années allant de 1933 à 1936, les directeurs suivants ont tenu la baguette : MM. René Magnin, Marc Delgay.

Depuis lors, M. Jean Grosclaude, sergent-trompette, en assume la responsabilité. Sous sa direction énergique et précautionneuse tout à la fois, la Musique de la Croix-Bleue est redevenue une fanfare. Malgré le handicap causé par la mobilisation périodique de son effectif, il a su maintenir ses musiciens en excellente forme, et même les faire progresser, ainsi que le démontrent les récents concerts qu'ils ont donnés. M. R. Jeannin, président, le seconde avec beaucoup de dévouement.

La Musique de la Croix-Bleue a le mérite d'avoir travaillé, en plus, à la cause de l'abstinence, non seulement en notre ville, mais au dehors, avec une conviction inlassable. A ce titre également, elle a droit à la reconnaissance de tous ceux qui sont soucieux du bien-être de notre population.

9. L'orchestre « L'Espérance »¹⁾

Fondé en 1883

Cet orchestre naquit d'une dissidence survenue parmi les membres de l'Orchestre symphonique l'Odéon ; en 1877, quelques jeunes gens se groupèrent pour faire de la musique pendant les entr'actes et accompagner les opérettes, sous le nom de « La Lyre ».

Ils furent imités en 1881 par quelques autres, qui se rassemblèrent sous la dénomination de « L'Orchestre l'Espérance ». On leur reprocha de faire trop de musique de danse à part. Les deux tendances cheminèrent parallèlement jusqu'en 1883. En janvier de la dite année, quelques jeunes étant allés se produire à l'Ancien Stand des Armes-Réunies (Eplatures), ils durent payer des amendes. Les démissions se firent nombreuses, et ainsi se forma un nouvel orchestre unique sous le nom « L'Espérance ».

M. Louis Vaucher, ancien conseiller communal de notre ville, fut présenté à cet orchestre par M. Zellweger, en 1888, à l'âge de 15 ans. Admis dans les premiers violons qui avaient, comme chef de pupitre, M. Alfred Richard — père de M^{lle} Frida Richard, violoniste et de M^{me} Giovannoni-Richard, violoncelliste. Au cours des années 1883 à 1888, les progrès de cet ensemble en firent une sorte

¹⁾ Nous sommes heureux de pouvoir publier les notes ci-dessus (résumées faute de place) d'après le travail qu'a bien voulu nous faire parvenir M. Louis Vaucher (qui est probablement le dernier survivant de cet ensemble). Nous lui exprimons notre vive gratitude.

de rival de l'Odéon. Il concertait à Bel-Air et son local était situé au premier étage de la Brasserie Hauert, rue de la Serre.

Ses programmes comportaient les pas redoublés, fantaisies, ouvertures et solis tant appréciés à cette époque. Comme pièce de résistance pour les grandes occasions, « Les airs suisses », de Seb. Mayr, directeur. Ce morceau connaissait à chaque fois un succès marqué. M. le directeur s'inscrivait parfois pour quelque solo de zither.

Une course-sortie à Lausanne, avec concert au Tivoli, Place Montbenon, eut un grand succès.

En 1890, l'Orchestre l'Espérance assumait l'accompagnement de la pièce historique « La Suisse antique », de Seb. Mayr (huit représentations au Théâtre, devant une salle comble).

Concerts annuels à l'Ancien Stand des Eplatures, chez M. Arnold Ringger. Une forte amitié unissait ces instrumentistes. Ils avaient tous des surnoms. A la mort de M. Seb. Mayr, M. Henri Wuilleumier devint directeur. Mais l'élan n'y était plus, et ce groupement mourut de consommation en 1910.

10. La société de chant « L'Orphéon »

Fondée le 9 janvier 1886

Bien que cette chorale soit actuellement dissoute, ou du moins en léthargie, à cause des circonstances surgies de la guerre, depuis 1939, nous tenons à donner ici, afin d'être aussi complet que possible, quelques dates essentielles de son activité antérieure :

Premier président : M. Simon Gogniat.

Premier concert en date du 3 octobre 1886 (direction : M. Bernard Junod ¹⁾).

En 1891, M. Widinsky fut nommé directeur ; en 1892, fondation d'une caisse mutuelle de secours.

En 1906, 2^{me} prix d'exécution et 3^{me} prix de lecture à vue au concours de Milan (direction : M. René Mattioli).

En 1910, la société prend part au concours de La Chaux-de-Fonds, sous la direction de M. Robert Manns.

En 1912, M. Georges Zwahlen est nommé directeur, puis l'activité est suspendue pendant la période de 1914 à 1918.

¹⁾ M. Bernard Junod, né le 9 octobre 1845, aux Brenets. Etudes musicales à Genève. Professeur suppléant au Conservatoire de cette ville, professeur de musique au Locle, puis à La Chaux-de-Fonds, dès 1883. Critique musical au *National Suisse* de 1883 à 1898. Organiste à la Synagogue et à l'Eglise catholique chrétienne. Compositeur de quelques œuvres appréciées. Décédé le 6 janvier 1906, à Préfargier.

- 1922, 2^{me} prix au concours de Dijon (direction: M. G. Zwahlen).
 1926, deux 2^{mes} prix au concours de Troyes.
 1927, la Société quitte le Café du Télégraphe, son local depuis 17 ans, pour le Café Corsini.
 1929, inauguration de la nouvelle bannière.
 1930, Concours de Fleurier, laurier deuxième classe en 2^{me} division.
 1936, Concours de La Chaux-de-Fonds, premier laurier en 2^{me} division.
 1937, le 3 avril, Fêtes du Cinquantenaire, à Bel-Air.
 Direction : M. Charles Jenny, de 1927 à 1939.

11. La société de chant « L'Helvétia »

Fondée en 1888

Chorale du Cercle montagnard qui eut ses moments de prospérité et fut un temps très active. Elle se désagrègea pratiquement dès le moment où le Cercle montagnard ferma ses portes, mais quelques chanteurs se retrouvèrent encore, jusqu'au commencement de l'année 1939. Voici la liste de quelques-uns de ses directeurs: MM. Max Grundig qui fonctionna en deux périodes, Kühne, Charles Schneider, Léon Fontbonne, Armand Bühler et le dernier en date Willy Jaquet.

12. La société de musique « La Lyre »

Fondée le 26 octobre 1889

A la date ci-dessus indiquée, 18 personnes se réunissent à L'Etoile d'Or, Café Monnier, sous la présidence provisoire de M. Gigon. Elles décident de fonder la Musique du « Grütli », comme sous-section du parti politique ouvrier. Un des membres fondateurs était le Dr Coullery. En 1890, la dite musique participe au cortège du 1^{er} mai. Le 18 du même mois, elle donne son second concert au Restaurant du Gibraltar. En 1894, elle participe aux Fêtes du Centenaire de l'incendie de La Chaux-de-Fonds; puis à l'embellissement de la Crèche par fr. 52.—. En 1896, la Musique militaire Les Armes-Réunies, L'Union Chorale, L'Helvétia (la société de chant du Cercle libéral actuellement dissous) et la Chorale des boîtiers, participent à l'achat des uniformes du « Grütli », pour une somme de fr. 400.—.

Dès 1897, elle organise un cours d'élèves, et prête son concours à diverses manifestations et oeuvres. Elle prend part, entre autres, au cortège organisé en faveur du rachat des chemins de fer par la Confédération. En 1899, nous la voyons à la Fête centrale des monteurs de boîtes. En 1900, une délégation assiste aux funérailles de M. Numa Droz. En 1901, achat d'un nouvel uniforme, 55 membres actifs. La même année elle prend part au concours de Bâle. 1903 la voit conduire le cortège funèbre du Dr Coullery.

En 1904, au Concours de Montreux, elle obtient une couronne de laurier avec félicitations du jury, pour l'exécution et la 1^{re} couronne de chêne, pour la lecture à vue. Elle est reçue à son retour par la Musique militaire Les Armes-Réunies et la Philharmonique italienne — une société qui eut ses moments de prospérité, mais que les événements de 1914-1918 obligèrent finalement à se dissoudre vers 1930.

Dès le 5 juin 1905, le « Grütli » prend sa dénomination actuelle de « Société de musique La Lyre ». Le 12 août de la même année, elle remporte en 2^{me} division, 1^{re} section, un prix pour la lecture à vue et un prix d'exécution avec félicitations et palme (direction : M. Louis Roth). Le 5 septembre elle participe au cortège organisé en faveur de l'Hôpital d'enfants ¹⁾. En 1906, sous la direction de M. René Mattioli, elle participe au Concours international de Milan. En 1913, elle comptait 60 musiciens. Dès lors sa participation à la vie publique et aux oeuvres charitables se fait encore plus fréquente. Comme pour toutes les autres sociétés, les années de guerre restreignent son activité. En 1917, elle participe, ainsi que les autres sociétés de la ville, à l'inauguration du monument Numa Droz. En 1921, la musique est formée de 80 exécutants. Présidence : M. Jean Fühmann. Directeur : M. Walter Perret, l'actuel sous-chef des Armes-Réunies. Course à Zurich.

En 1925, course aux Iles Borromées. L'année 1927 est celle de sa participation au Concours fédéral, en 1^{re} catégorie, à La Chaux-de-Fonds. 1930, course à Reims, visite des champs de bataille. Direction. M. Jaquillard, auquel succèda, en 1932 M. Albert Erard, puis, en 1933, M. Duquesne et, dès janvier 1936, M. Paul Matthey ; puis, de nouveau dès avril 1936, M. Jaquillard ; enfin, en 1939, M. Jules Ecabert, jusqu'à ce jour. Activité quelque peu réduite de par les circonstances créées par la guerre. Présidence actuelle : M. Roger Ducommun.

¹⁾ Voir page 587.

13. La société de chant « La Cécilienne »

Fondée le 17 janvier 1891

Fondation préconisée par le Rev. curé Conus, lors d'une assemblée du Cercle catholique ouvrier et acceptée en principe. Le 24 janvier de la même année, première répétition à la Cure catholique, Temple Allemand 24. Le 2 juillet, M. l'abbé Vaucher est nommé directeur. Le 9 du même mois, le comité est formé. Premier président : M. Eugène Clémence. 30 août, première exécution d'un chœur en public. 1892, en janvier, l'abbé vicaire Vaucher quittant La Chaux-de-Fonds, il est remplacé à la direction par M. Ernest Frandelle qui fut — soit dit en passant — sous-directeur de l'Union Chorale durant 17 ans (de 1882-1899) et pianiste accompagnateur à la même société de 1877 à 1899, date à laquelle il dut se démettre de ses fonctions, pour cause de maladie.

En 1893, La Cécilienne, le 25 juin, inaugure son premier drapeau. Le 26 novembre, concert avec l'Union Chorale, en faveur des oeuvres des courses scolaires. En 1895, les Céciliens donnent plusieurs concerts dans les Franches-Montagnes. En 1898, la société participe aux fêtes du Cinquantenaire de la République et à l'exécution de la cantate qui fut donnée sur la place de l'Hôtel-de-Ville. Le 7 novembre 1905, admission dans l'Association cantonale des chanteurs neuchâtelois.

En 1910, La Cécilienne prend part à l'inauguration du monument de la République. En 1911, elle fête son 20^{me} anniversaire et chante à cette occasion « l'Ave Maria » de son ancien directeur l'abbé Perriard. De 1912 à 1917, la direction est confiée à M. Jean Murat, professeur, 1^{er} prix du Conservatoire de Toulouse. En 1913, participation à la Fête cantonale des chanteurs neuchâtelois et au Concours international de musique. En 1914, 1^{re} couronne de laurier au Concours jurassien de Neuveville.

Les années 1915-1917 ne permettent qu'une activité restreinte, du fait de la mobilisation générale. Par contre, la Cécilienne fête son 25^{me} anniversaire, le 28 octobre 1916 (52 membres actifs et 75 membres passifs). Intérim de direction de M. Lovato. Puis c'est la nomination de M. Armand Grosjean¹⁾, instituteur, en date du

¹⁾ Armand Grosjean : Titulaire du brevet d'instituteur. Elève de M. G. Pantillon, père. Violon, théorie, harmonie, pendant plusieurs années. Diplôme d'Etat pour l'enseignement du chant dans les écoles secondaires du canton. Dès 1918, professeur de musique à l'Ecole normale et au Gymnase de notre ville. Dirigea la « Cécilienne » durant 17 ans (1916-1933) ainsi que plusieurs autres sociétés du dehors durant 20 et 30 ans. Secrétaire de la Commission musicale de la Société des chanteurs neuchâtelois pendant plus de 20 ans; puis membre d'honneur. Il dirigea aussi la masse chorale des 4000 élèves de nos écoles lors des fêtes du 650^{me} anniversaire.

5 septembre, aux fonctions de directeur, poste qu'il occupera durant 17 ans avec une activité inlassable et une réelle compétence, en pédagogie racé et musicien averti. Dès lors, la Cécilienne fait de très rapides et très grands progrès. C'est à ce chef clairvoyant et incisif qu'elle doit le bel essor que l'on sait. C'est avec regret que les Céciliens durent enregistrer sa démission, pour raison de santé, le 27 juin 1934. Il fut nommé membre d'honneur.

Dès 1919, on inaugure les concerts dans la grande salle de Bel-Air. Sous l'impulsion de son chef spirituel, Mgr A. Cottier, et grâce à ses comités qui soutiennent efficacement le travail du directeur, l'activité et l'influence de cette société grandissent. M. l'abbé Bovet vient à plusieurs reprises donner des conférences-auditions sous les auspices de la Cécilienne. Elles sont très goûtées.

Participation régulière aux fêtes et concours de la Société cantonale des chanteurs neuchâtelois, ainsi qu'aux diverses manifestations à but philanthropique, soit seule soit en collaboration avec les sociétés amies.

Le 29 décembre 1926, la Cécilienne fait son entrée à la Société fédérale de chant. En 1928, elle obtient une couronne de laurier première classe en 3^{me} catégorie à la Fête fédérale de chant de Lausanne. Son demi-choeur se fait aussi apprécier à différentes reprises.

En 1922, la Cécilienne donne son premier grand concert de gala à la Salle communale. Il sera suivi de nombreux autres au cours des ans. On y engage chaque fois quelque artiste vocal ou instrumental de renom. Citons entre autres : M^{me} Berthe de Vigier, M. Saint-Cricq de l'Opéra de Paris, M^{me} Ilona Durigo, M. Paul Miche, etc.

En 1934, premier concert donné sous la direction de M. W. Aeschbacher ¹⁾, avec le concours de M. Salvatore Salvati, ténor de

¹⁾ M. Walther Aeschbacher, né en 1901, à Berne. Maturité scientifique. Etudes à l'Université de Berne : mathématiques, sciences naturelles, sciences musicales, philosophie et pédagogie. 1924, diplôme de maître de chapelle et compositeur de l'académie de musique de Munich. 1929-30, cours de direction avec le Dr. F. Weingartner, à Bâle. Activité de critique musical, puis directeur d'orchestre. Finalement directeur de plusieurs chœurs importants : chœurs d'hommes et chœurs mixtes, entre autres du fameux chœur d'hommes «La ligia Grisha» d'Ilanz. Directeur attitré du quatuor vocal Salvati et des Turmmusiken de Bâle, au Radio. Fondateur, président et actuellement membre honoraire de l'association de Suisse orientale des directeurs de chœurs, président de l'Association suisse des directeurs professionnels, président de la Commission musicale de l'Association des chœurs mixtes. Membre d'honneur de plusieurs sociétés de chant. Compositeur fécond et fin. De nombreuses œuvres éditées par les maisons d'éditions les plus cotées. Dirigea plusieurs œuvres importantes à trois fêtes des musiciens suisses, aux fêtes des chanteurs de Nuremberg, à Lucerne et à la Fête fédérale de chant de Bâle en 1935, où six de ses compositions figurèrent parmi les chœurs de concours.

la Scala de Milan ; au programme : des compositions du nouveau directeur, grand succès. 1938, grand concert Schubert, 280 exécutants (La Cécilienne, Chœur mixte Ste-Cécile, Chœur de dames, l'Orchestre de la Suisse romande). Soliste : M^{lle} Andrée Otz, sous-directeur: M. Mattioli. 1940, concert avec M^{lle} Léni Neuenschwander, au piano d'accompagnement M^{lle} Y. Quaile, pianiste.

Depuis l'époque de son essor définitif, la Cécilienne s'est toujours classée avantageusement aux différents concours auxquels elle a participé. En 1935, à la Fête fédérale de chant, à Bâle, elle affronta, avec succès, le jury de la 4^{me} catégorie, division supérieure. En 1939, au Concours cantonal de Colombier, elle a obtenu le maximum avec mention très bien et félicitations du jury, pour la lecture à vue, et une couronne de laurier première classe avec félicitations également (107,4 points sur 108), réalisant ainsi la consécration définitive d'une magnifique ascension, dans la sphère de la 4^{me} catégorie.

Les fêtes de son Cinquantenaire eurent lieu les 22, 23 et 29 novembre 1941. Elles coïncidèrent avec le jubilé des 20 ans de présidence de M. Henri Godat qui, après un intermède de deux ans, assumé par M. Ernest Beuchat, a repris la présidence dès janvier 1944. De tels dévouements sont rares et prouvent une réelle compétence.

Programme du concert du jubilé :

1. Ouverture de la Flûte enchantée, Orch. Suisse rom. Mozart
2. Chœur des prêtres d'Isis, chœur et orchestre . . . Mozart
Dir. : H. Schmidt.
3. Ave verum, demi-chœur et cordes Mozart
4. Hymne au soleil, cantate, texte de Mgr. J. Bovet . . . Mozart
5. a) C'est toi le repos, soprano et orchestre Schubert
b) Astre des belles nuits, soprano et orchestre . . . »
6. Chant de nuit dans la forêt, chœur »
7. Sommerabend : Himmelfahrt : Frühlingsnacht, trois
lieders, soprano et orchestre W. Aeschbacher
8. Eloge du vent, chœur »
9. Cantate de fête, chœur, soprano et orchestre »

Soliste : M^{lle} Madeleine Dubuis, cantatrice.

Malgré la guerre, l'activité de ce chœur d'hommes a continué et ses récents concerts — dont un de musique religieuse ancienne, à l'Eglise catholique romaine, et l'autre à Soleure, en collaboration avec d'autres sociétés amies — ont prouvé que grâce au savoir-faire de son directeur, on se maintient en excellente forme.

14. La Société de musique

Avant de publier «in extenso» l'excellent rapport que cette Société nous a fait parvenir, nous nous permettons de donner quelques renseignements complémentaires concernant sa formation : Se souvenant des conversations qu'il avait eues avec M. Calame-Colin, — lors d'un concert de la Philharmonique de Berlin — alors que ce mécène était de passage dans la capitale allemande, M. G.-A. Pantillon élaborait au printemps 1891-1892, un projet détaillé qu'il présenta à M. et M^{me} Courvoisier-Sandoz, accompagné d'une liste de personnes influentes susceptibles de former un Comité d'initiative. M. Beaujon¹⁾ y figurait en tant que président éventuel. On tomba d'accord, M. Beaujon accepta la présidence, et ainsi fut formée la Société de musique dont M. Pantillon devint le directeur et l'animateur artistique, durant de nombreuses années. Le travail accompli jusqu'à ce jour par la Société de musique, en faveur du grand art, est immense et d'une valeur inestimable.

Son but, sa fondation, son histoire

Le nom et l'activité de la Société de Musique de La Chaux-de-Fonds sont intimement liés à la création en 1893 de concerts symphoniques, devenus par la suite les Concerts par abonnements. C'est là le caractère primordial et essentiel du groupement qui avait l'honneur, en 1942, de fêter son 50^{me} anniversaire, et l'omission de cet élément constitutif fausserait sans aucun doute l'idée que l'on voudrait se faire de cette société. A une époque où le niveau musical de La Chaux-de-Fonds était incontestablement très bas, ses fondateurs ont eu le mérite de poser le problème qu'ils avaient à résoudre en ses termes les plus justes, et, dès le début de leur activité, ils ont voulu donner à leur petite ville ce que les grandes cités offraient à leurs mélomanes : des concerts symphoniques exécutés par un orchestre professionnel et des solistes de valeur. Cette tâche magnifique est restée, après plus de cinquante ans, celle que s'assigne encore la Société de Musique. Les pionniers de 1893 n'auraient pas désiré plus belle récompense à leurs efforts et à leurs ambitions.

La Société de Musique de La Chaux-de-Fonds a été fondée le 18 janvier 1893 dans une assemblée générale convoquée à l'Amphithéâtre du Collège primaire par cartes personnelles et par un communiqué paru le jour précédent dans la presse locale. Après quelques explications préliminaires de celui qui devait être l'animateur

¹⁾ Edmond Beaujon. — Une des figures les plus connues de notre ville. Rédacteur, critique musical de *L'Impartial* de 1890-97. Sa modération et sa bienveillance lui avaient attiré la sympathie de tous les gens cultivés. S'occupait spécialement des questions d'art et d'enseignement. Membre de la Commission scolaire, du Comité des études, de la Commission consultative cantonale de l'enseignement secondaire. Membre du Comité central de l'Association démocratique libérale. Premier président de la Société de musique, il contribua beaucoup à son épanouissement. De santé délicate, il s'était retiré à Genève et mourut le 15 mars 1912. Voir pages 420 et 500.

et le premier président du nouveau groupement, M. Edmond Beaujon, les membres présents votent la constitution d'une société qui, sous le nom de « Société de Musique », organisera dans notre ville des « Concerts d'Abonnement ». Remarquons qu'il ne faut voir dans ces derniers mots qu'une simple formule et que les Concerts par abonnements ne seront institués à La Chaux-de-Fonds qu'en janvier 1899. Un projet de statuts est adopté sur-le-champ, la cotisation fixée à cinq francs et le Comité nommé. Il est décidé enfin que le premier « Concert d'Abonnement » aura lieu « au Temple », le 11 février 1893, avec le concours de l'Orchestre de Berne.

Du comité de 1893, deux membres sont encore vivants, M^{me} Ed. Jeanneret-Perret et M. Georges Pantillon, dont on sait la fructueuse activité dans nos Montagnes. Lors de son cinquantenaire, la Société de Musique leur a exprimé sa reconnaissance et ses vœux et elle a associé à cet hommage la mémoire de leurs collègues d'autrefois. Elle a tenu à fêter aussi la soliste de son premier concert, M^{me} Lambert-Gentil, qui, pendant un demi-siècle, a été l'accompagnatrice appréciée des plus grands virtuoses.

Sous la présidence de M. Edmond Beaujon, assisté au bureau du comité de MM. Louis Droz et Jâmes Courvoisier, — M. Pantillon étant directeur des concerts —, la jeune Société de Musique va accomplir sa tâche. Si elle peut compter dès ses débuts sur la collaboration de 150 sociétaires environ, elle se voit assaillie en même temps par de graves soucis financiers : les concerts, fort intéressants au point de vue artistique, laissent à peu près tous des déficits considérables. On a voulu voir dans ce double caractère un des éléments du succès de notre groupement et nous croyons que c'est avec raison : les difficultés d'ordre pécuniaire ont toujours été une source d'énergie et la Société de Musique en a fait l'expérience durant toute son existence. Le remède, autrefois et aujourd'hui, a d'ailleurs toujours été le même pour elle : engager des artistes de premier ordre et n'offrir au public que des concerts parfaitement mis au point.

Voici donc la Société de Musique de La Chaux-de-Fonds constituée. Pendant plus de cinquante ans, sous la présidence successive de MM. Edmond Beaujon (1893-1904), Henri Waegeli (1904-1914), M^e Tell Perrin (1914-1932) et Georges Schwob (dès 1932), elle va organiser dans notre ville des saisons musicales qui ne le céderont en rien à celles des grands centres de notre pays. Le goût artistique averti et les exigences d'auditeurs qui connaissent fort bien les ressources des capitales étrangères lui en ont fait une obliga-

tion. Plus que jamais, aujourd'hui, son comité veille jalousement à n'engager que des artistes éprouvés et à n'admettre dans ses programmes que des oeuvres de valeur et, en intéressant tout spécialement la jeunesse aux auditions qu'il patronne, il cherche à défendre du mieux qu'il peut la cause de la Musique à La Chaux-de-Fonds.

* * *

Il est en effet l'héritier d'une magnifique tradition et il se doit de la maintenir et de la continuer. La liste des grands virtuoses qui ont joué dans les concerts de la Société de Musique est fort suggestive à cet égard et il nous paraît intéressant de la parcourir rapidement. Le choix que nous allons faire sera nécessairement limité, mais il ne comprendra que des noms qui ont été ou qui sont réellement illustres.

Ainsi, à la fin du siècle passé, le compositeur Camille Saint-Saëns donnait au Grand Temple un récital d'orgue avec le concours d'une remarquable cantatrice, M^{lle} Baldo. Un peu plus tard, c'était le tour des prestigieux violonistes Henri Marteau et Eugène Ysaye, des pianistes Ernest Schelling, Raoul de Koczalski, Edouard Risler, des cantatrices M^{mes} Welti-Herzog, Svärdström, Brema, Félia Litvinne. Les années passent et notre ville peut s'enorgueillir des concerts de Pablo Casals, violoncelliste, de Fritz Kreisler, Jacques Thibaud, Carl Flesch, Joseph Szigeti, violonistes, des pianistes Alfred Cortot, Ferruccio Busoni, Eugène d'Albert. Et dès la fin de la guerre de 1914-1918, toute une pléiade de jeunes artistes collabore à nos concerts avec les maîtres que nous venons de citer : les pianistes Iturbi, Youra Guller, Serkin, Braïlowski, Clara Haskil, Rubinstein, Giesecking, Fischer tiennent l'affiche à côté des Wanda Landowska, Elisabeth Schumann, Backhaus, tandis que le regretté violoncelliste Feuermann succède à tel grand quatuor : Pro Arte, Rosé, Capet, Lener, Kolisch. N'oublions pas de signaler enfin que l'Orchestre Lamoureux s'est fait entendre deux fois chez nous sous la direction de Camille Chevillard et qu'aujourd'hui encore, l'Orchestre de la Suisse romande et son éminent chef M. Ernest Ansermet sont les collaborateurs réguliers de la Société de Musique de La Chaux-de-Fonds.

Cette liste, en vérité prestigieuse, est trop éloquente par elle-même pour que nous lui ajoutions quelque commentaire que ce soit. Elle constitue les lettres de noblesse de la Société de Musique et elle est, pour les membres du comité actuel, un encouragement constant à suivre dignement les traces de leurs prédécesseurs.

John Nussbaum.

15. Société de chant « La Pensée »

Fondée le 12 décembre 1894

Premier président : M. Léon Calame. L'intention des fondateurs était de créer un « Club de récréation », comprenant les différents groupes suivants : courses, soirées littéraires, cagnotte. Au bout d'un an, toutefois, le chant finit par prédominer. Les autres activités deviennent des sous-sections. Cette formation a toujours été maintenue depuis, dans la mesure du possible, mais avec quelques nuances qu'il sied de relever :

Le groupe des courses devient « Les Amis de la montagne » où les chanteurs de La Pensée sont en majorité. Quant à la cagnotte, elle subsiste et rend encore de précieux services. Le groupe littéraire s'est modifié, lui aussi, le dernier concert mentionnant trois numéros de déclamation est celui du 9 décembre 1923, à la Brasserie du Saumon. On se consacra dès lors aux opérettes (principaux acteurs-chanteurs : MM. Georges Chédel et Jules Bur), puis au cabaret-concert.

La première forme de la société a persisté durant 15 ans. Les concerts s'établissaient alors sur le schéma que voici : deux ou trois chants très simples, puis solis donnés par ses propres membres, ensuite comédies, chansonnettes, jodlers avec accompagnement de zither, sous la direction de M. Jules-Emile Indermühle, excellent acteur lui aussi.

Dès 1912, nouveau Comité et nouvelle orientation. Et, en date du 26 février de la même année, on donne le premier concert avec soliste engagée : M^{lle} Jeanne Dumont, à la Croix-Bleue. On délaisse définitivement les concerts donnés au restaurant parmi la fumée et les bruits.

C'est aussi l'éclipse progressive de la belle pléiade de chanteurs amateurs qui, un temps, ont fait la faveur de cette société. Ils sont définitivement éliminés des concerts, sauf quelques exceptions. Parallèlement on fait l'essai de différentes formations restreintes. Suppression du double-quatuor qui est finalement remplacé par le demi-choeur.

Donnons à titre de curiosité le programme du deuxième concert qui eut lieu à Macolin, en 1895, le 30 juin. Direction : M. Rodé.

1. Dieu et patrie, choeur d'ensemble Schumann
2. Danse des fantômes, pour piano, M. Eug. Fehr S. Smith
3. Le vin de Neuchâtel, solo de M. Paul Hamm Romieux
4. Heureux chamois, duo, MM. Léon et Arnold Fehr »
5. Chant de la montagne, pour baryton, M. Léon Fehr »
6. Mon pays, sois mes amours, choeur G. Body
7. Jubilate, double quatuor Bortniansky
8. Des Alpes au Jura, solo, M. Léon Fehr Romieux
9. Les deux piliers de cabaret, duo comique J. Javelot
10. Le soldat de Marsala, soliste M. Raoul Perroud G. Nado
11. Le Drapeau fédéral, choeur A. Brody

De 1889 à 1907, M. Eugène Fehr assume la direction. C'est alors une période de progrès certain.

De 1907 à 1912, M. Victor Lhoest, professeur de musique au Gymnase, lui succède, aidé d'un sous-directeur. La société participe alors au Concours des Jurassiens bernois, à Bienne, en 1908, puis au Concours de 1910, à La Chaux-de-Fonds. Elle obtient la 5^{me} couronne en première division. Puis, forte de 105 chanteurs, elle se présente au Concours de la Fête fédérale de Neuchâtel. Le résultat peu satisfaisant provoque le départ de M. Lhoest, au début de 1913.

M. Jean Murat, pianiste et harpiste diplômé du Conservatoire de Toulouse, reprend le poste de directeur jusqu'en 1919. Sous sa baguette on organise plusieurs concerts très réussis, avec la collaboration des sociétés amies — tel celui du 22 décembre 1917 — ou de solistes amateurs et professionnels.

Suit un intermède de direction assumé par M. Bailly, du Locle. Puis de 1920 à 1929, M. Charles Faller, professeur et organiste au Locle, fait progresser la société de façon réjouissante et elle donne des concerts fort goûtés avec la collaboration de solistes réputés, tels que MM. André Lévy, violoncelliste, Paul Miche, Ed. Appia, Jean Lacroix, Joe Mac Arden, Carl Reh fuss, De la Crux Fröhlich, etc., etc.

Une chose importante pour la société : le solège devient obligatoire. Jusqu'ici les chanteurs s'y étaient toujours opposés !

Participation aux Concours de St-Blaise en 1921 (« La Lyre et l'Épée » de Hegar) ; de Neuchâtel en 1925 (« La Marche dans le désert » du même auteur), puis à la Fête fédérale de Lausanne. Ensuite de divergences entre le Comité et la direction, M. G.-L. Pantillon succède à M. Faller, et le 17 juin 1930, La Pensée obtient son premier succès le plus brillant avec « Chante encore » de Hegar : première couronne en 1^{er} rang avec premier prix de lecture à vue, avec le maximum de points. Dès lors, nous assistons à un

épanouissement des plus réjouissants. A part les concerts annuels toujours parfaitement mis au point et rehaussés par la présence de solistes de marque, la société prépare et continue de parfaire sa mise au point et se maintient en excellente forme.

En 1935, à la Fête fédérale de Bâle, elle obtient un laurier de première classe, en 3^{me} catégorie.

À la Fête cantonale de Colombier en 1939, nouvelle performance: elle totalise 107 points sur un maximum de 108, laurier première classe en 3^{me} catégorie avec félicitations du jury. Lecture à vue: mention très bien avec félicitations du jury, ex-aequo, 18 points, maximum. L'histoire de cette société est typique. Elle illustre le chemin que tous les groupements similaires ont dû parcourir pour sortir de l'amateurisme qui était si fort en vigueur il y a quelque cinquante ans. Grâce à la volonté et à la persévérance de ses dirigeants administratifs et de ses directeurs artistiques, elle se classe maintenant au sommet de sa catégorie.

Malgré les difficultés suscitées par la guerre qui nous entoure, La Pensée fêtera, cette année, son cinquantenaire, consciente de son passé, et confiante en l'avenir.

16. L'Harmonie tessinoise

Cette société de musique est actuellement dissoute, ou pour mieux dire en sommeil, composée des trois membres du Comité suivants : MM. Jean Cossa, président, membre fondateur de la deuxième session, Alphonse Boni, secrétaire-caissier et Mario Boschetti, assesseur, tous contemporains de 1878.

La première Musique tessinoise fut fondée le 6 juin 1875. Elle comprenait dix musiciens et s'appelait la « Musique des Boni », parce que cinq frères de cette famille en faisaient partie. Le directeur était M. Lampart.

Les Tessinois étaient aussi dénommés « les hirondelles », parce qu'ils arrivaient et repartaient de chez nous en même temps que ces oiseaux migrateurs ¹⁾.

Durant la belle saison, les Tessinois s'employaient dans l'industrie du bâtiment alors si florissante. Le premier local fut le Café Voirol. Plusieurs d'entre ces sympathiques musiciens s'étant fixés à demeure chez nous, et leur nombre augmentant, ils purent songer à former, dès le 18 juin 1897, « L'Harmonie tessinoise », comme

¹⁾ Voir pages 566 et 571.

groupe définitif. Président : M. Pascal Maroni ; directeur : M. Antoine Mariotti. En 1898, M. Seb. Mayr accepte de donner quelques leçons spéciales aux musiciens. Ils possèdent quarante-cinq instruments. En 1899, on adopte l'uniforme qui est celui des guides à pompons blancs. La Musique Militaire est marraine du drapeau offert par M. Fraschina. On prend tout de suite part à diverses manifestations estivales. L'hiver on chôme, les trois quarts des musiciens étant rentrés au Tessin ; les autres continuent leur activité en allant renforcer les sociétés locales. En 1900, on prend part à la Fête fédérale de gymnastique. De 1901 à 1904 rien à signaler. Le directeur M. Dini a remplacé M. Seb. Mayr, décédé. Concours international de Besançon, 2^{me} ex-aequo. 1910, participation à la fête de l'inauguration du monument de la République. Au cortège historique, la musique représente les sapeurs de l'Empire. M. G. Bobbia fut président durant 18 ans, jusqu'en 1929. Musique d'honneur au 20^{me} anniversaire de l'Union tessinoise de Neuchâtel. Participation aux fêtes de 1913 : Tir cantonal et Concours international de musique (concerts dans la cantine). Suspension de l'activité durant les années de guerre 1914-1918.

En 1916, fondation de « Pro Ticino », local : Café du Jura. Dès septembre 1920, il faut se résoudre à ne plus participer aux concerts du Parc des Crêtets, faute de musiciens. L'industrie du bâtiment étant trop préteritée, les Tessinois restent chez eux. Finalement, en date du 30 août 1943, les instruments sont vendus à une société de la ville.

Dès le 19 février 1944, il est créé la fondation de L'Harmonie tessinoise, qui reprend l'actif et le passif de la société de musique. Il sera ainsi possible de reprendre la question dès que les circonstances le permettront. Président de la fondation : M. Jean Cossa.

17. La musique ouvrière « La Persévérante »

Fondée en 1905

Le 1^{er} mai 1905, une fanfare occasionnelle conduisait pour la première fois le cortège de la fête des ouvriers.

Quelques mois après, ces mêmes musiciens fondent « La Persévérante », qui devient sous-section de l'Union ouvrière. Président d'honneur : M. Grosvernier.

Voici quelques faits concernant cette société :

La Persévérante ayant décidé, en son temps, de prendre part à la lutte contre l'absinthe, elle se trouvait boycottée par la Société des cafetiers et ne trouvait pas de local.

En 1916, elle est disloquée par la troupe, durant la lutte du mouvement ouvrier auquel elle participe.

Elle donna, entre autres, une sérénade à M. Paul Graber, alors emprisonné, en 1917.

En 1920, M. Marcel Guibelin est nommé directeur, poste qu'il occupe encore actuellement. Dès lors, cette phalange obtient de beaux succès, tant en Suisse qu'à l'étranger.

Signalons qu'elle est fondatrice de l'Union suisse et romande des musiques ouvrières et que, comme telle, elle participe à toutes les réunions que cette fédération organise.

Membre de l'Union des sociétés locales de musique et de l'A. D. C. Participation aux cortèges de la Braderie, par des groupes très réussis, ainsi qu'à toutes les manifestations publiques où son concours est toujours bien apprécié.

18. L'Art social

C'est au cours des années 1906, 1907 et 1908, qu'eurent lieu à La Chaux-de-Fonds les premières et intermittentes manifestations de l'Art Social, naissant à l'instar d'une oeuvre fondée à Genève, quatre ans plus tôt, et qui s'apparentait étroitement au mouvement du christianisme social. En fait, les premières « veillées populaires » de la société en formation, que présida M. le pasteur Paul Pettavel, furent instaurées chez nous par M. Auguste Mercier, l'actif protagoniste de plusieurs institutions genevoises, pénétrées d'un haut idéal spirituel et moral.

Une brève conférence suivie d'un concert donnée au Temple indépendant, en octobre 1906, par M. Willy Rehberg, chef d'orchestre à Genève, avec l'appui de quelques musiciens de la ville, puis deux séances théâtrales et musicales se succédant un dimanche de mars 1907 dans la grande salle de la Croix-Bleue, sous la direction de M. et M^{me} Ernest Fournier, professeurs de diction, et de M. et M^{me} Chéridjan-Charey, professeurs de chant et de piano, venus de Genève avec une équipe de leurs habituels collaborateurs, rendirent d'emblée fort sympathiques à notre population les principes de l'Art Social. Effectivement ceux-ci se sont imposés dès lors sans variation. Ils trouvèrent l'adhésion immédiate de plusieurs artistes locaux par le dévouement desquels s'organisèrent, à échéance variable, quelques concerts, des conférences accompagnées de projections lumineuses, des représentations théâtrales consacrées aux pièces en vogue à cette époque, « L'Eté de St-Martin », « Le luthier de Crémone », « Blanchette », etc.

En 1908 et 1909, M. le pasteur Stammelbach, ensuite, puis pour plusieurs années, M^{me} Breitmeyer-Girard, remplacèrent à la tête du Comité de l'association M. Pettavel, accaparé par un trop grand nombre d'occupations.

Désormais, l'Art Social semble avoir trouvé définitivement sa voie. Renonçant à l'usage de laborieuses et peu égalitaires invitations, il distribue ses cartes de spectacle de façon éminemment démocratique, en prélevant pour ses frais une modeste finance de 20, puis de 40 centimes. Avec une réelle audace, couronnée de succès, il établit des programmes réguliers, qui, pendant longtemps, comportèrent deux ou trois séances par mois, sans compter les répétitions de soirées, que l'affluence du public nécessitait.

Faut-il rappeler maintenant le but poursuivi par l'Art Social ? Il s'est constamment proposé d'offrir à un public aussi nombreux que possible des soirées de sain délassement. S'efforçant de mettre à la portée de chacun les trésors annoblissants de l'art, en ses formes les plus diverses, littéraires, théâtrales, cinématographiques, musicales, il n'obéit à aucune préoccupation de profit : il s'estime simplement heureux d'avoir pu trouver, jusqu'à présent, les ressources dont il avait besoin.

Durant son long développement, l'Art Social a connu des périodes de rayonnement plus ou moins intense. Il a dû s'adapter aux nécessités de chaque époque. Les soirées et les matinées de bon cinéma qui jouirent d'une vogue extraordinaire, dans la grande salle de Beau-Site, équipée à cet effet, reçurent leur coup de mort à l'avènement du cinéma sonore, tant à cause de sa moindre qualité morale qu'en raison de l'ostracisme dont les libres entreprises de spectacles furent dès lors frappées, pour la location des films qui leur convenaient.

Par contre les Veillées musicales de l'Art Social continuent à bénéficier d'un vif intérêt. En particulier les concerts spirituels du dimanche soir, donnés trois ou quatre fois par hiver, attirent par leur libre accès, et par la richesse de leurs programmes, confiés à des artistes de valeur, de nombreux auditeurs. Hélas ! la malice des temps en a limité le nombre depuis 1939 et les rend tous financièrement déficitaires.

Quant aux veillées théâtrales, remises une fois par année aux soins d'une troupe de nos meilleurs acteurs amateurs, elles font salle comble, quatre ou cinq soirs de janvier, conformément à une immuable tradition.

C'est ainsi qu'à sa manière, l'Art Social essaye de résoudre pratiquement le problème toujours délicat de l'utilisation des loisirs, de l'élévation morale des délassements. En effet, il ne suffit pas de stigmatiser les plaisirs douteux et corrupteurs. Pour faire oeuvre positive, il convient de leur opposer des divertissements toniques. Ce n'est pas une chose aisée, assurément. Il est d'autant plus nécessaire d'y songer.¹⁾

Eugène v. Hoff.

19. La société des tambours

Fondée le 26 mai 1919

Ce groupement est issu des tambours militaires. Il commença ses répétitions à la salle de gymnastique du Collège de la Promenade. Moins de trois mois après, soit les 9 et 10 août, il participe au Concours international de Neuchâtel et obtient une première couronne et trois couronnes individuelles. Même résultat, trois semaines plus tard, à Biberist.

Depuis que l'on possède les « tambours muets » — instrument spécialement destiné aux répétitions, qui évite tout bruit susceptible d'incommoder les voisins — la question du local est résolue. On répète actuellement au Café du Raisin.

Durant ses vingt-cinq ans d'activité, la Société des tambours a rendu de signalés services. Ses membres, au nombre d'une vingtaine, se mettent au service de la collectivité, à chaque fois que l'on fait appel à leur collaboration.

20. La société mixte des Jeunes accordéonistes

Fondée le 26 janvier 1927

La dureté des temps, la mode aussi, ont mis en faveur l'instrument champêtre qui, au temps de notre jeunesse, retentissait, surtout le soir, aux abords de la ville, joué par quelque valet de ferme pris de nostalgie. Depuis, son étude a été facilitée et codifiée par de nombreuses méthodes.

¹⁾ Nous remercions M. le pasteur Eug. v. Hoff, de son bel exposé. Ce que notre distingué collaborateur ne dit pas, c'est le dévouement et la compétence qu'il met à présider cette oeuvre éminemment philanthropique et utile; grâce à elle, les milieux modestes font connaissance d'artistes réputés, et jouissent ainsi d'auditions ou spectacles remarquables.

Le groupe que voici fut formé le 26 janvier 1927, à l'Hôtel de la Balance. Premier président: M. Burkhalter. Directeur: M. Ochsen. Une année plus tard, M^{me} Schneider-Walter, est nommée directrice, poste qu'elle occupe encore actuellement. La Société mixte des jeunes accordéonistes a pris un développement réjouissant ; elle est la plus importante des sociétés similaires.

Aperçu de son activité : Musique officielle du cortège des promotions de 1931, en remplacement de la Musique italienne dissoute. Participation à l'inauguration de la ligne électrifiée Bienne-La Chaux-de-Fonds, le 14 juillet 1934. Forte de plus de cent membres, elle figure dans le Cortège des vendanges de Neuchâtel, en 1935. Le 30 janvier 1937, cérémonie d'inauguration de la bannière, à l'Hôtel de Paris. Signalons encore ses concerts annuels très appréciés.

C'est un plaisir de voir cette jeunesse si bellement costumée alors qu'elle défile au rythme de ses marches les plus entraînantes. Cette société a obtenu de jolis succès déjà, en Suisse et à l'étranger.

21. Le Conservatoire de musique de La Chaux-de-Fonds

Fondé en 1931

Sur l'initiative de M. le professeur Charles Fallier, l'Ecole de musique fut créée en 1927 déjà, au cours de l'été. Mais ce n'est qu'à la date indiquée qu'elle prit officiellement le titre de « Conservatoire de musique de La Chaux-de-Fonds ». L'association musicale qui, à l'origine, patronna « L'Ecole de musique » était formée d'un groupe d'amis de la musique. Elle avait à coeur le développement de la musique en nos Montagnes neuchâteloises. Les premiers cours furent donnés dans les salles du Gymnase et du Collège primaire. Dès 1932, cette institution occupait l'immeuble de la rue Léopold-Robert N° 36. En 1934, elle put s'installer dans le bâtiment de la Préfecture qui est encore actuellement le lieu de sa résidence.

Depuis 1931, le Conservatoire jouit du patronage du département de l'Instruction publique du canton de Neuchâtel et de la ville de La Chaux-de-Fonds. Ces deux autorités délèguent un expert aux examens et munissent les diplômes de leurs sceaux.

Grâce à la compétence et au savoir-faire de la direction, cet établissement prit rapidement un développement réjouissant. L'enseignement est assuré par des professeurs supérieurs externes de haute notoriété, et par un corps enseignant parfaitement qualifié. Toutes

les branches pratiques et théoriques de la musique y sont traitées et enseignées, y compris la composition, la rythmique, la diction, etc. Il y a des classes d'ensemble et d'accompagnement ; des cours d'interprétation et d'esthétique. Le violon, le violoncelle, les cuivres, le piano, les bois, l'orgue, le chant, la flûte douce sont au programme.

Le Conservatoire délivre deux sortes de diplômes :

1. le diplôme de capacité d'enseignement,
2. le diplôme de virtuosité, pour ceux qui ont acquis la virtuosité de concert.

Il comprend aussi deux sections : l'une pour les amateurs qui désirent seulement se perfectionner, et l'autre pour les futurs professionnels. Les « Mercredis du Conservatoire » ont acquis droit de cité chez nous. Ces auditions et conférences forment le goût des auditeurs, élèves ou amateurs, et sont particulièrement intéressantes parce qu'elles donnent un reflet exact de la vie musicale en général.

Les professeurs sont actuellement au nombre de 19. Les élèves qui étaient 84 en 1927, sont présentement plus de 286. Le Conservatoire a délivré jusqu'ici 20 diplômes de capacité d'enseignement, et trois prix de virtuosité.

Ajoutons que l'Ecole de musique du Locle est rattachée au Conservatoire de La Chaux-de-Fonds, dont elle dépend, au point de vue artistique et administratif.

Dirigé comme il l'est, le Conservatoire fait oeuvre éminemment utile. C'est aussi pourquoi il jouit de l'appui moral et effectif de nombreuses personnalités qui lui sont tout acquises.

Depuis 1934, le Conservatoire a aussi son propre journal : *Musique*.

Il ne nous est pas possible de donner plus de détails sur le corps professoral de cette institution. Voici du moins quelques notes biographiques sur le distingué directeur et sa famille :

M. Charles Faller, né à Genève en 1891. Etudes au Conservatoire de Genève avec Jacques Dalerose, Otto Barblan. Diplôme. Prix Diodatti (improvisation).

Prix de virtuosité, puis études à Paris. Organiste à Lyon pendant trois ans. Dès 1915, organiste au Locle. Direction: Chorale mixte du Locle, Société chorale de La Chaux-de-Fonds, Orchestre symphonique l'Odéon (voir détails sous les différentes rubriques).

Fondateur et directeur du Conservatoire de La Chaux-de-Fonds. Organiste de la Cathédrale de Lausanne. Nombreux concerts d'orgue en Suisse et en France. Direction de nombreuses œuvres (oratorios, concerts symphoniques).

M^{me} Caro Faller, née à Genève. Etudes de chant à Genève avec M^{me} Milela, puis, surtout avec Adrien Froment. Nombreux concerts en Suisse et en France (Paris, Lyon, etc.). Carrière pédagogique à La Chaux-de-Fonds, Genève et Lausanne.

M^{lle} Elise Faller, née à Genève en 1915. Etude au Conservatoire de La Chaux-de-Fonds. M. Ernst Lévy, M^{me} Raymond-Sauvin, MM. Faller et André Lévy. Diplôme de virtuosité. Puis diplôme de l'Institut Jacques Dalcroze, avec félicitations du Jury. Elève de M^{me} Marie Panthès. Puis deux ans d'études à Paris avec M. Ernst Lévy. En 1936, lauréate du Prix Schumann du Conservatoire de Genève.

De 1939-1944, nombreux concerts et récitals avec l'Orchestre romand, le quatuor de Lausanne, le quatuor de Berne, etc.

Carrière pédagogique à La Chaux-de-Fonds et à Lausanne.

M^{lle} Andrée Faller, née en 1921. Etudes au Conservatoire de La Chaux-de-Fonds, puis au Conservatoire de Paris. Dès 1942, membre de l'Orchestre romand. Musique de chambre avec divers groupements. Diplôme de violoncelle et de piano. Prix de virtuosité de violoncelle.

M. Faller et sa famille ont bien mérité de la reconnaissance des mélomanes de notre cité. Leur dévouement à la cause de la musique est exemplaire, et nous procure des joies toujours renouvelées, de par les concerts et manifestations qu'ils organisent.

22. La Mélodie neuchâteloise

La Mélodie neuchâteloise, chœur mixte de l'Union Chorale de notre ville, se présentait pour la première fois le 5 mai 1938 au public chaux-de-fonnier, lors d'un concert de notre grande société locale de chant.

Fondé par son directeur, M. G.-L. Pantillon et sous son heureuse impulsion, ce jeune ensemble vocal s'est mis à l'étude avec enthousiasme, ne poursuivant qu'un but : l'enrichissement de notre folklore jurassien, par la résurrection d'anciennes mélodies populaires, et par l'interprétation d'oeuvres créées ou harmonisées par son directeur. Plusieurs compositions d'auteurs romands goûtés complétèrent les programmes donnés avec succès au cours d'une activité déjà fructueuse, en notre ville, confiés à l'enregistrement, ou encore retransmis par notre émetteur national.

Soutenue dans son effort par sa juvénile ardeur, la Mélodie neuchâteloise s'est acquis droit de cité chez nous, et les nombreux amis dont elle est entourée se réjouissent de l'oeuvre constructive autant que patriotique, entreprise avec tant de conviction, et à laquelle son nom reste définitivement attaché. F.

2.

Tableau chronologique

Date de fondation :	Pages
1828 La Musique militaire Les Armes-Réunies	446
1853 La Société de chant Le Frohsinn	450
1854 La Société de chant La Concordia	450
1858 La Société de chant L'Union Chorale	454
1862 L'Orchestre symphonique L'Odéon	459
1864 La Musique des Cadets	463
1874 La Fanfare La Montagnarde	466
1880 La Musique de La Croix-Bleue	466
1883 L'Orchestre L'Espérance	468
1886 La Société de chant L'Orphéon	469
1888 La Société de chant L'Helvetia	470
1889 La Musique Le Grütli, devenue La Lyre	470
1891 La Société de chant La Cécilienne	472
1893 La Société de Musique	475
1894 La Société de chant La Pensée	478
1897 La Musique Tessinoise (seconde formation)	480
1905 La Fanfare La Persévérante	481
1906 L'Art Social	482
1919 La Société des Tambours	484
1927 La Société des Jeunes accordéonistes	484
1927 Fondation de l'Ecole de Musique	485
1931 Le Conservatoire	485
1938 La Mélodie Neuchâteloise	487

N. B. — Depuis le 4 juillet 1932, nos chorales sont groupées en fédération locale et les fanfares en Union des sociétés de musique (1923). Ces deux associations font en outre partie du Groupement des sociétés locales. La coordination de tous les efforts est ainsi assurée.

Deux sociétés cantonales créées par des chaux-de-fonniers

Nous dirons encore quelques mots de deux associations musicales, l'une fondée à La Chaux-de-Fonds et l'autre sous l'impulsion de Chaux-de-Fonniers, à Neuchâtel.

1. La société cantonale de chant

Fondée le 13 janvier 1856

Depuis quelque temps déjà l'idée de grouper nos sociétés de chant du canton avait pris corps sous l'impulsion de M. le prof. Niggeler, membre de la société de chant La Concordia. Nous lisons dans les verbaux mis obligeamment à notre disposition par M. le président de la Société cantonale des chanteurs neuchâtelois,

M. Numa Humbert, que, durant l'été 1855, les délégués des sociétés de chant de La Chaux-de-Fonds et du Locle se réunirent à Bel-Air. Ils nommèrent une commission formée de MM. Weber, pasteur, Niggeler, professeur et Louis Gaillard, négociant, chargée d'élaborer les projets du règlement de la Société cantonale de chant.

En 1856, le 13 janvier, l'assemblée des délégués, présidée par M. Niggeler, notait la présence des sociétés fondatrices suivantes : Le Charivari, La Concordia, Le Frohsinn, La Concorde, de La Chaux-de-Fonds, L'Harmonie et La Montagnarde, du Locle. La première séance du Comité central eut lieu le 23 avril 1856, chez M. Emile Gauchat, à Neuchâtel. L'association comprenait alors sept sections avec au total 122 membres. La première Fête cantonale eut lieu le 28 juin 1857, à La Chaux-de-Fonds. Y prirent part huit sections cantonales et trois sections invitées d'autres cantons. Suivirent les fêtes de Neuchâtel, en 1858, Fleurier, 1860, Le Locle, 1861, La Chaux-de-Fonds, 1864. (Fête importante : 12 sections genevoises, toutes les sections du canton de Vaud, trois du canton de Fribourg, sept du canton de Berne, une de Pontarlier, une de Morteau, y furent invitées).

Il y eut encore les fêtes de 1865, à Neuchâtel, 1867, réunion à Fontaines, 1869, concours au Locle, 1874, concours à Colombier, 1876, concours à Fleurier. Mais le groupement avait du plomb dans l'aile et finit par mourir de consommation.

Il fallut attendre jusqu'en 1890, pour voir les dirigeants des sociétés de La Chaux-de-Fonds s'inquiéter de cette disparition. Ils s'adressèrent alors à L'Orphéon, de Neuchâtel, afin qu'il veuille bien reprendre les choses en main. Cette société organisa alors avec le Frohsinn, de Neuchâtel, une modeste fête au chef-lieu à laquelle furent invitées toutes les sociétés de chant du canton. Les délégués de vingt sociétés se réunirent alors et décidèrent de reformer l'association cantonale. La commission nommée siégea pour la première fois le 15 novembre 1891, à Neuchâtel. A l'assemblée générale du 6 décembre 1891, à Auvernier, M. Ferdinand Porchat fut nommé président et l'association prit le nom de

2. La société cantonale des chanteurs neuchâtelois

Cette dernière organisa un premier concours en juillet 1892, à La Chaux-de-Fonds, et comptait alors 735 membres. Il y eut la réunion de 1892, à Neuchâtel ; puis le concours, en 1894, en cette même ville ; 1896, réunion à la Tourne ; 1897, concours, Le Locle ;

1899, Réunion, St-Blaise ; 1900, réunion à Fleurier ; 1901, concours, Cernier ; 1903, réunion, Gorgier ; 1904, réunion, Champ-du-Moulin. Concours : Colombier, 1906 ; La Chaux-de-Fonds, 1910. Réunion 1913, à Couvet. De 1914-1920, activité officielle arrêtée par la guerre.

Nous donnons ci-après le tableau synoptique des manifestations organisées depuis lors :

Concours	Réunions
12 juin 1921, St-Blaise.	18 juillet 1920, Gollières.
6 et 7 juin 1925, Neuchâtel.	3 juin 1923, Boudry.
14 et 15 juin 1930, Fleurier.	12 juin 1927, Le Locle.
6 et 7 juin 1936, La Chaux-de-Fonds.	3 juillet 1933, Gollières.
3 et 4 juin 1939, Colombier.	7 juin 1942, Boudry.

La réunion de Boudry coïncidait avec le Cinquantième anniversaire de l'Association qui fut dignement et chaleureusement fêté. Depuis 1939, le Comité se voit nécessairement quelque peu handicapé. Mais il est de toute justice de relever tout ce qui se fait au sein de cet organisme pour maintenir l'émulation dans le rang de nos chanteurs. M. Numa Humbert, de La Chaux-de-Fonds, est un chanteur de valeur, un organisateur de premier ordre, comme tel il assume son rôle de président depuis septembre 1935 avec compétence et dévouement. Il est le digne successeur des Albert Calame — qui présida le groupement avec distinction durant plus de dix ans (janvier 1920-novembre 1930) — et Charles Wuthier — président de 1930 à 1935 — pour ne parler que des plus récents. Ce qui est de toute importance, vu qu'il a 1159 chanteurs groupés sous son mandat. Secondé par un Comité vigilant et une Commission de musique compétente, il travaille assidûment au rapprochement des différentes sections et au culte de l'amitié, autant que de la musique. Remarquons que les concours cantonaux ont toujours vu nos meilleures sections locales en tête du classement.

3.

Principales dates de l'histoire de la musique en pays neuchâtelois jusqu'en 1848¹⁾

998 Fondation du prieuré clunisien de Bevaix.

1092 Fondation du prieuré de Corcelles.

¹⁾ Empruntées au livre très documenté de M. Edouard Fallet : « La vie musicale en pays de Neuchâtel du XVII^{me} siècle à la fin du XIX^{me} siècle ». Heitz & C^e, éd., Strasbourg, Zurich, Leipzig, 1936. Nous exprimons ici notre sincère gratitude à l'auteur.

- 1143 Fondation de l'abbaye de Fontaine André, centre religieux le plus important du Pays de Neuchâtel, érigé au pied de Chaumont sur l'emplacement d'une source miraculeuse. Les moines de ce couvent furent les initiateurs de notre mouvement musical.
- 1180 Fondation de la Collégiale de Neuchâtel, par Ulrich II.
- 1360 Etablissement des statuts ecclésiastiques du chapitre de Notre Dame de Neuchâtel, réglant l'ordonnance des offices, des oraisons et des chants liturgiques.
- 1496 Mort de Rodolphe II de Fenil Neuchâtel, le trouvère neuchâtelois (ses chansons sont conservées au Manesse de Heidelberg). Les seigneurs de Neuchâtel engageaient des trouvères pour les divertir et les logeaient au château.
- 1476 Les gardiens des fêtes, les « Armérins » ou « Armourins », assistent aux parades.
- 1490 Fameuses représentations du jeu de la Passion. Elles eurent tant d'affluence qu'on dut fermer les portes de la ville de Neuchâtel.
- 1490-1505 Venues de ménestrels d'autres contrées : Zurich, Bâle, St-Gall, des cantons primitifs et de l'Etranger.
- 1495 Fêtes populaires, jusqu'à 1000 personnes (trompettes, fifres et tambours venus des environs). Fêtes des « Bénissements » et des « Royaumes ». La trompette est l'instrument préféré des neuchâtelois. On en joue pendant les repas, comme aussi du fifre, de la flûte allemande et de la viole. Deux faiseurs de violes à Neuchâtel : Hugonius Fabri du Locle et Jean Mercier.
- 1530 Adoption de la réforme à Neuchâtel, à une faible majorité.
- 1536 Adoption de la réforme à La Chaux-de-Fonds. Ce changement de croyance conditionne un appauvrissement musical, pour quelques années, tout chant, toute musique étant interdite dans les temples.
- 1538 Georges de Rives fait enlever les orgues de la Collégiale, les livres liturgiques sont détruits ou employés à d'autres usages. Les fêtes dites « Royaumes » et les danses interdites, par ordonnances très sévères.
- 1538-1539 Chant des Psaumes, pour la première fois en Suisse romande, à la Collégiale de Neuchâtel.
- 1542-1663 Période florissante du chant des Psaumes et détresse du chant profane. Etablissement des régents chantres. Les foires deviennent des fêtes populaires avec parades militaires et tir. Il en est de même à La Chaux-de-Fonds. Les fifres et les tambours y jouent un rôle essentiel. Les bordes ou brandons-fêtes ayant lieu le premier dimanche du carême de mars sont maintenues par l'Eglise réformée, jusqu'au 4 mars 1811.
- 1618-1648 Guerre de trente ans, à la suite de laquelle les ordonnances et les mœurs se relâchent sous la pression des événements (invasion des Franches-Montagnes par les Suédois).
- 1653 Le 7 août, les joueurs d'instruments sont à nouveau tolérés à Neuchâtel.
- 1693-1695 Les trompettes jouent des psaumes à l'église, hors du culte.
- 1697 28 mai, Jacques Robert, joueur de violon chaux-de-fonnier, est officiellement mentionné par le notaire Véron, à St-Imier.
- 1697 Jacques Sandoz, le perruquier, mentionne son maître de danse (la danse est non seulement pratiquée, mais exigée dans la bonne société chaux-de-fonnière, entre autres).
- 1700 Introduction des nouveaux Psaumes Conrard. Opposition des fidèles surtout dans le comté de Valangin et à La Chaux-de-Fonds.

- 1702 Plainte arrive aux autorités des Brenets que le chantre instituteur, David Quartier chante les psaumes trop vite. On les chantait alors très lentement, chaque note ayant la même valeur
- 1703 Introduction des prières liturgiques à Neuchâtel.
- 1706 Grandes réjouissances à La Chaux-de-Fonds, avec le concours de musiciens et d'instrumentistes, à l'occasion de l'anniversaire du retour de Marie de Nemours.
- 1736 Naissance de Ch.-Frédéric Borel, mort en 1824, le premier luthier moderne, de Neuchâtel.
- 1748-1752 Construction des orgues de la Collégiale par J.-Conrad Speisegger, de Schaffhouse. Son fils Alexandre fut le premier organiste, depuis la réforme.
- 1749 Reprise des trompettes à l'église.
- 1750 François Bertrand, joueur de violon, exonéré de la taxe des habitants de Neuchâtel, comme les tifes et les tambours.
- 1752 François-Joseph Chevalier, bourgeois de Troyes, natif de Fribourg en Suisse, est mentionné comme le musicien le plus coté de La Chaux-de-Fonds et des environs, où il donnait des leçons.
- 1754 Fondation de l'académie de musique de Neuchâtel.
- 1772-1774 Activité de l'académie de musique de La Chaux-de-Fonds. Henri-Louis Jaquet-Droz, le fils de l'inventeur des automates en était l'animateur. Cette société se réunissait à tour de rôle pour danser, jouer ou faire la conversation.
- 1784 Naissance, à La Chaux-de-Fonds, d'une société de musique formant le Concert.
- 1780 env. MM. Joseph-Antoine Kastus et Charles Hammer, sont mentionnés comme musiciens professionnels.
- 1796 Lors de l'inauguration du Nouveau Temple de La Chaux-de-Fonds, la «Musique du chant des psaumes», de La Sagne, prêta son concours.
- De 1800-1832 Fléchissement de l'activité musicale constaté par M. Edmond Röthlisberger ¹⁾.
- 1832-1848 La musique s'adapte aux courants politiques, les chants des psaumes font de plus en plus place aux chants patriotiques. De nombreuses sociétés de chant (choeurs d'hommes et fanfares) se forment, probablement sous l'influence de l'activité similaire qui se manifeste dans les cantons voisins.

Le développement de la musique religieuse

Le 14 novembre 1877, M. Seb. Mayr, s'adressait à L'Odéon, en vue de former un orchestre pour l'exécution de grandes oeuvres. Mais cet ensemble symphonique entendit garder son indépendance. M. Mayr fonda alors le Choeur mixte La Cécilienne qui dura de 1879 à 1885 — ne pas confondre avec la société de chant La Cécilienne actuelle.

¹⁾ Edmond Röthlisberger : «Le passé musical de Neuchâtel» (essai de reconstitution), Neuchâtel, 1920.

Il exécuta avec l'aide de ce groupement mixte : le « Requiem », de Mozart ; les « Saisons », de Haydn ; puis donna différents concerts avec des airs de Haendel, Mehul et Rossini ; le final du dernier acte de l'opéra inachevé, de Mendelssohn : « Loreley ». Le « Pélerinage de la Rose », de Schumann, les « Noces de Prométhée », de St-Saëns et de la musique de Massenet, son auteur préféré¹⁾).

Le Choeur classique — dirigé pendant quelque temps par M. Bopp-Boillot — un musicien de race — fut repris par M. Pantillon, père. Il se réunissait chaque hiver pour donner deux ou trois concerts d'oeuvres belles mais plutôt simples. Son activité se prolongea jusqu'en 1910 environ.

M. Seb. Mayr est aussi le premier musicien en notre ville qui composa expressément une Messe sur des paroles françaises, et cela à l'occasion du mariage de M. le curé Rais. Il introduisit chez nous la coutume, qui régnait déjà en son pays d'origine, de faire exécuter de la musique religieuse le jour de Vendredi-Saint, puis à Pâques. Il composa, à cet effet, deux ou trois Oratorios. Dès lors, la coutume du concert de Pâques s'est maintenue jusqu'à ce jour à l'Eglise catholique chrétienne.

Par contre la prédominance toujours plus marquée de la musique profane et populaire et la désaffection relative que l'on semblait marquer à la musique religieuse, avait conduit à son oubli momentané, du moins en ce qui concerne l'exécution d'oeuvres importantes. Probablement aussi que les moyens manquaient.

A son retour en notre ville, M. Charles Schneider²⁾, organiste, institua, dès 1911, les concerts spirituels du Vendredi-Saint. Ils se sont maintenus jusqu'à ce jour et jouissent d'une faveur marquée. Ils sont donnés généralement avec la collaboration de quelque excellent artiste vocal et instrumental.

Depuis quelques années, M. Paul Mathey³⁾, organiste, donne chaque année, quelques jours avant Noël, des concerts religieux avec la collaboration de musiciens ou de groupements vocaux bien stylés.

M. G.-L. Pantillon fils, est l'animateur de nombreuses auditions remarquables. On peut affirmer qu'il fut l'initiateur de la reprise de plusieurs grandes oeuvres de musique religieuse en notre ville. Le

¹⁾ Extrait d'un « tirage à part » de l'O. E. B. N° 6, de juin 1942 (traduction), article du Dr. Edouard-M. Fallet, Berne.

²⁾ Voir page 497.

³⁾ Voir page 500.

dimanche 13 mars 1921, il donnait son premier concert avec le Choeur mixte de l'Eglise de l'Abeille, au Temple indépendant, en faveur du fonds du grand Temple qui venait d'être incendié. La même audition fut répétée le 8 mars, avec M. Plamondon comme soliste. Le 5 décembre de la même année, un concert similaire fut donné avec M. Szigeti. Il fonda aussi un orchestre à cet effet, qui prit par la suite la dénomination de « Orchestre de chambre Pantillon » et fonctionne encore, malgré la variation de son effectif.

C'est aussi avec M. G.-L. Pantillon que le « Choeur mixte de la paroisse allemande » de notre ville entreprit l'étude de plusieurs Oratorios : « Les Saisons » ; la « Création », de Haydn ; le « Messie » et « Belsazar », de Haendel ; le « Requiem », de Mozart. Mentionnons encore l'exécution du « Requiem », pour chœur d'hommes, de Cherubini, de l'Union Chorale, avec la collaboration de l'Orchestre Radio Suisse romande, et de « Le Paradis » et la « Péri », de Schumann, avec la société de chant La Pensée et l'orchestre sus-indiqué, en 1938. Ajoutons-y plusieurs auditions remarquables données avec l'ancien chœur de l'Eglise indépendante et l'orchestre de chambre Pantillon (le « Messie », la « Passion selon St-Jean », de Bach et le « Te Deum », de Haendel), dont le succès remarquable provoque la reprise au dehors, par le même ensemble.

Parallèlement se dessinait le mouvement qui a donné naissance à la Société Chorale, dont nous donnons le rapport plus loin. Programme suggestif à souhait et qui prouve que notre ville possède actuellement de belles possibilités. Tous ces groupements n'ont qu'un but : se consacrer à la grande musique et en propager le goût parmi notre population. La sympathie que ces initiatives rencontrent démontre leur nécessité. Nous n'avons plus grand chose à envier aux autres villes d'importance beaucoup plus grande que la nôtre.

Nous possédons, au surplus, deux belles orgues capables de servir à de grandes auditions ; celles du Grand Temple comptent 3300 tuyaux et 45 jeux répartis sur trois claviers. Construites par la Maison Th. Kuhn & C^{ie}, de Maennedorf (Zurich), en 1921, elles sont pourvues de tous les perfectionnements désirables.

Celles de l'Eglise catholique romaine sont de facture toute moderne, elles aussi, et comportent 46 jeux sonnants, dont 37 effectifs et 2681 tuyaux. Leur construction date de 1927. L'établissement en avait été confié à la Maison H. Wolf-Guisto, de Fribourg. L'on s'est efforcé de leur donner une teinte sonore qui rappelle les

fameuses orgues de la Cathédrale de Saint-Nicolas de Fribourg. Et le résultat fut des plus convainquants. Cette réussite a aussi été l'occasion de donner quelques belles auditions significatives de musique religieuse.

Notons parmi celles-ci le concert d'orgue du 17 octobre 1930, donné par M. Gogniat, organiste de la Cathédrale de Saint-Nicolas à Fribourg. Au cours de cette audition on exécuta, en seconde partie, sous la direction de M. René Mattioli ¹⁾, la « Messe en ut », de Rheinberger, avec la collaboration du Choeur mixte catholique romain Sainte-Cécile et de l'Orchestre l'Odéon.

Le concert du 75^{me} anniversaire du même Choeur mixte, donné en octobre 1933, permit d'entendre notamment le « Magnificat », de Durante, une « Sonate », de Monteverde, et le célèbre « Stabat Mater », de Verdi (direction : M. Mattioli).

Le concert organisé pour célébrer les 25 ans d'activité de M. le directeur Mattioli et les 85 ans d'existence du Choeur mixte Sainte-Cécile eut, lui aussi, la faveur d'un nombreux public. Le programme comportait des oeuvres de J.-S. Bach, Boellmann et C. Franck, quatre compositions de M. René Mattioli : Ecce sacerdos, pour chœur et orgue ; Exspectans exspectavi, chœur a capella ; O salutaris hostia ; Credo de la Messe « Pax et bonum ». Le « Magnificat », de Durante clôturait cette belle audition.

Le Choeur mixte Sainte-Cécile se voue, naturellement, surtout au service liturgique.

Nous constatons donc que toutes les confessions ont à coeur de faire progresser la propagation de la musique religieuse chez nous et que les résultats obtenus sont dignes de toute attention. C'est ce que nous nous plaçons à faire remarquer.

La Société chorale

(Direction : M. Charles Faller)

La « Société Chorale » a été fondée le 18 avril 1922.

Elle a pour but l'étude et l'exécution d'oratorios et d'autres oeuvres importantes pour chœur mixte.

Dans les années qui précédèrent sa fondation, plusieurs essais semblables avaient déjà été tentés, mais qui n'eurent qu'un succès éphémère. Il semblait pourtant que, dans ce domaine, quelque

¹⁾ Mattioli, René. Musicien racé, fils du directeur de musique René Mattioli. Chef enthousiaste et compositeur remarqué d'oeuvres religieuses. Etudes musicales en Autriche.

chose de durable pouvait être édifié à La Chaux-de-Fonds. C'est ce que comprirent et réalisèrent les fondateurs de la Société Chorale.

La Société Chorale a grandement enrichi la vie musicale de La Chaux-de-Fonds par les nombreux concerts qu'elle y a donnés.

Soulignons spécialement les concerts que la Société Chorale a eu l'honneur de donner dans d'autres villes, soit :

- Le Roi David de A. Honegger, à Besançon, en 1926 (au grand théâtre).
- La Messe solennelle, de Beethoven, à Lausanne en 1927.
- La Messe en si. de Bach, à Lausanne en 1930.
- Le Roi David, de A. Honegger, à Lausanne en 1935.
- Nicolas de Flüe, de A. Honegger et D. de Rougemont (version concert, à Lausanne en 1941 (tous ces concerts donnés dans la Cathédrale) et enfin
- Nicolas de Flüe, en version scénique, à Neuchâtel en 1941.

La Société Chorale a fait entendre à notre public de très grands artistes suisses et étrangers, chanteurs et instrumentistes. Elle a fait connaître des oeuvres de compositeurs modernes, tels que A. Honegger, Ernst Lévy, B. Reichel, O. Barblan, Kodaly. Elle a permis enfin de faire entendre plus régulièrement, chez nous, l'Orchestre Romand.

Nous voudrions pouvoir relever ici les noms de toutes les personnes qui, avec M. Faller, se sont dévouées pour la Société Chorale.

M ^e Jean Hoffmann, avocat	1922-1923
M. le prof. A. Micol (décédé)	1923-1925
M. le Dr. Henri Monnier (décédé)	1925-1928
M. Numa Humbert, administrateur	1928-1933
M. Georges Emery, commerçant	1933-1943

Depuis 1926, notre société a travaillé sans interruption et en collaboration constante avec la Chorale mixte du Locle que dirige également M. Faller. De ce fait, nos concerts ont presque toujours été exécutés dans les deux villes du Locle et de La Chaux-de-Fonds.

L'organisation de telles manifestations, avec grand orchestre professionnel, solistes de valeur, chœurs, orgue, conduit à des budgets qu'il est impossible d'équilibrer. Ce phénomène se constate partout, que ce soit à La Chaux-de-Fonds, dans d'autres villes de Suisse ou à l'étranger.

Qu'il nous soit permis de citer quelques chiffres à l'appui de ces remarques :

En 1927, par exemple, à l'occasion du centenaire de la mort de Beethoven, nous avons donné 4 concerts au Locle et à La Chaux-de-Fonds, les 3, 4, 5 et 6 février, avec la « Messe Solennelle » et la « IX^{me} Symphonie ». Le montant des dépenses a atteint la somme

de fr. 15,000.— environ et nous avons eu à couvrir un déficit de près de fr. 3,000.—.

Nos budgets ordinaires pour une oeuvre donnée dans nos deux villes sont de l'ordre de 4 à 5 mille francs et nos comptes bouclent régulièrement par un déficit de mille à mille cinq cents francs.

C'est grâce à l'appui d'amis dévoués, de membres passifs fidèles, et à l'effort de leurs membres actifs que nos sociétés ont pu poursuivre jusqu'à ce jour leur tâche magnifique, mais combien ardue matériellement. Et malgré tout, elles envisagent l'avenir avec foi et courage.

Disons pour terminer que la Société Chorale aura l'honneur de participer à la célébration du 150^{me} anniversaire de notre Cité en exécutant l'oeuvre de MM. J.-P. Zimmermann et Willy Burkhardt, « Le Cantique de notre Terre » ¹⁾.

Georges Emery.

Liste des organistes qui ont fonctionné dans nos temples depuis l'année 1888

Temple national :

MM. Séb. Mayr (octobre 1888 à fin 1896).
Max Grundig (décembre 1896-1910).
Charles Schneider du 1^{er} octobre 1910 à ce jour²⁾.

Temple de l'Abeille :

M^{lle} Mathilde Tissot (1904-1906).
Esther Huguenin, premièrement à titre provisoire, puis nommée de 1909-1916.
M. le Dr. Albert Monnard, de 1916 à 1919.
Charles Schneider, de juillet 1919 à novembre 1921 (période de reconstruction du Grand Temple).
M^{lle} Hoffmann, 1921-1940, avec une période initiale de collaboration de M. Francis Girardbille.
Juliette Benoit de 1940 à ce jour³⁾.

Temple allemand :

M ^{lle} Rossel . . . 1905-1906	M ^{lle} Colette Schneider 1921-1931
M. Robert Manns 1906-1918	Maria Geering . . 1931-1933
Fromaigeat . 1818-1919	M. Paul Mathey . . 1933-1934
Paul Hæger . 1919-1921	Gabriel Robert . 1934-1936
M. Maurice Augsburg, 1936 à aujourd'hui.	

¹⁾ Voir page 436.

²⁾ M. Charles Schneider, études musicales de 1905 à 1909 à Strasbourg, Paris, Berlin et Dresde (boursier de la Confédération, du Canton de Neuchâtel et de la Ville de La Chaux-de-Fonds). Organiste, musicographe et critique musical, privat-docent de l'Université de Neuchâtel depuis 1933. Auteur de plusieurs ouvrages d'érudition et de critique musicale de haute valeur. Activité concertante inlassable. Donne aussi des conférences très remarquées. (Voir aussi page 500).

³⁾ Diplômes de capacité d'orgue et de piano du Conservatoire de Lausanne.

Eglise catholique chrétienne :

MM. Séb. Mayr,	fin 1896-mai 1899.
Bernard Junod,	1899-1905.
Eugène Fehr,	1905-1916.
Philippe Vuillemin,	1916-1918.
Max Scheimbet ¹⁾ ,	1918 à ce jour sauf interruption de quelques mois en 1928-1929 durant laquelle M. Arth. Visoni assumait la fonction.

A la Synagogue :

M. Séb. Mayr en 1895. Puis MM. Bernard Junod ; Charles Schneider ; Max Grundig ; René Mattioli et André Bourquin, du Locle.

A l'Eglise catholique romaine :

M ^{lles} Bertha Ruetsch,	1890-1918.
Claire Laut,	1918-1926.
Liliane Godat,	1926-1929.
Irène Fournio,	1929-1936.
Yolande Mattioli,	dès 1936, encore en fonction.

4.

L'enseignement musical

Il y a cinquante ans, l'enseignement musical laissait beaucoup à désirer en notre ville, étant complètement soumis à l'amateurisme, ou presque. M. Seb. Mayr oeuvrait certes intelligemment, mais il devait compter avec le goût souvent détestable ou inexistant de ses contemporains. L'éducation musicale était à faire, ce qui ne pouvait être qu'une oeuvre longue et progressive. Parmi les pianistes, nous nommerons M^{me} Jeanneret-Perret. Excellente pédagogue elle eut une influence très heureuse. Son élève, M^{me} Alice Lambert-Gentil ²⁾ fut, pendant de nombreuses années, une sorte de chef d'école.

L'activité marquante et décisive de M. G.-A. Pantillon a déjà été signalée ³⁾. Il fut le protagoniste de toute une pléiade de bons violonistes.

¹⁾ Diplôme de direction du Conservatoire de Lausanne.

²⁾ Toute enfant elle fit preuve d'un talent précoce et prometteur. Quatre ans d'études à Paris. Professeurs : MM. Edmond Mussa, pour le piano et Barthe, pour l'harmonie. Carrière de professorat durant laquelle elle forma d'excellents élèves aux études supérieures, ce qui lui valut les félicitations du directeur Held du Conservatoire de Genève et de M. Johnny Aubert. Première soliste du premier concert par abonnement de la Société de musique en 1893. (Voir page 475.)

M^{me} Lambert-Gentil se spécialisa aussi dans l'accompagnement. C'est ainsi qu'elle prêta son concours aux artistes les plus notoires, tels que : Henri Marteau, Szigeti, Ysaye, Florizel v. Reuter, M^{lle} Litvine et tant d'autres, sur place et à l'étranger. Accompagnatrice attitrée des Armes-Réunies, elle fut nommée membre d'honneur pour 40 ans de collaboration en 1936. La « Cécilienne » l'honora de la même distinction pour 30 ans d'activité à son service, en 1941.

³⁾ Voir page 452.

M. Paul d'Or ¹⁾ (1848-1901), fut un excellent chanteur et violoncelliste et eut aussi une activité très féconde.

M. Henri Wuilleumier (1863-1937), violoncelliste de talent forma aussi d'excellents élèves. Il composa nombre d'oeuvres dans le style plutôt populaire, qui eurent leur moment de faveur, et dirigea plusieurs fanfares du dehors.

Pour les cuivres, la Musique des Cadets a fait, et fait encore, dans une appréciable mesure office d'Ecole de musique populaire. Actuellement, notre ville compte plus de quarante professeurs inscrits. La plupart sont diplômés ou ont fait des études avancées. Toutes les branches de la musique sont enseignées avec fruit. Et, comme de juste, le Conservatoire forme la clef de voûte de cette activité féconde ²⁾.

Voici la liste des professeurs qui ont été chargés de l'enseignement de la musique et du chant, dans les écoles publiques de la ville, depuis 1894 ³⁾ :

M. Paul d'Or, Ecole industrielle, jusqu'en 1900, puis Gymnase, jusqu'à sa mort.

M. G.-A. Pantillon, dès le 28 novembre 1901, maître de chant dans les Ecoles secondaires, puis dès 1902, musique instrumentale à la section pédagogique du Gymnase (future Ecole normale). Dès 1906, il abandonne l'enseignement des Ecoles primaires.

Sont encore à mentionner :

M. Charles North, successeur de M. Paul d'Or, après un intérim de M. Charles Zellweger. Démission pour la fin de l'année scolaire 1901-1902.

M. Victor Lhoest, de 1902-1918, Ecoles primaires puis Gymnase et Ecoles primaires, en collaboration avec M. Zellweger, dès 1906.

M. Charles Zellweger. Enseignement à titre provisoire aux pédagogues de 1900-1902, puis intérim à l'Ecole primaire (voir ci-dessus), après interruption de quelques années, de nouveau aux Ecoles primaires. A la mort de M. Lhoest, M. Zellwegger reste maître spécial dans les Ecoles primaires. Depuis sa mort, les Ecoles primaires n'ont plus de professeur spécialisé pour le chant.

Depuis 1918, l'enseignement musical dans les Ecoles secondaires et à l'Ecole normale a été confié à MM. Armand Grosjean ⁴⁾ et

¹⁾ Voir pages 320 et 342.

²⁾ Voir page 485.

³⁾ Voir aussi pages 342 et 343.

⁴⁾ Voir page 472.

Georges Zwahlen, prof. de musique, qui à côté de cela ont conservé leurs classes respectives. Depuis 1937, M. Paul Mathey ⁵⁾ est chargé lui aussi, de quelques heures d'enseignement du chant au Gymnase.

La critique musicale

La critique musicale a toujours été, chez nous, assez vive et très avertie.

Le regretté M. Edmond Beaujon ¹⁾ l'exerça durant plusieurs années avec une autorité remarquable à *L'Impartial*.

M. Bernard Junod ²⁾ fut critique musical dès 1883, au *National Suisse*.

M. Charles Schneider ³⁾ exerça la même fonction au *National Suisse*, à *L'Effort*, et finalement à *L'Impartial*, auquel il collabore depuis de nombreuses années. Notons aussi qu'il rédigea durant de longues années, les commentaires des programmes des « Concerts par Abonnements » de la Société de Musique. Correspondant régulier de la presse suisse et française.

Après le départ de M. Schneider, la critique de *L'Impartial* fut confiée à MM. Pierre Destouches (W. Wyser ⁴⁾) et J.-P. Zimmermann. Actuellement M. G.-L. Pantillon et différents collaborateurs en assument la responsabilité. M. le Dr John Nussbaum, professeur au Gymnase fut aussi pendant un certain temps le critique musical attitré de ce journal.

M. Paul Mathey ⁵⁾ assume la critique musicale à *La Sentinelle* depuis quelques années.

Quoique souvent méconnue, la critique musicale bien comprise a tout de même un rôle important à jouer, et comme telle, elle fait partie de notre mouvement musical.

¹⁾ Voir pages 420 et 475.

²⁾ Voir page 469.

³⁾ Voir page 497.

⁴⁾ M. Wilhelm Wyser. Etudes au Conservatoire de Bâle durant les années 1916, 1917, 1918, piano, violoncelle, branches théoriques, histoire de la musique, direction, orchestration, rédige la critique musicale de *L'Effort* depuis 1925 à ce jour. Correspondant de la *Revue de la Société fédérale de chant* et de la *Gazette musicale suisse*, depuis plusieurs années. Collaboration à divers journaux et organes mensuels. Compositeur.

⁵⁾ M. Paul Mathey, né en 1909. Elève de M. G. Pantillon, père (violin, harmonie, contrepoint, piano). Diplômes d'enseignement du piano et des branches théoriques. Diplôme de virtuosité de l'orgue du Conservatoire de Zurich. Elève de l'organiste Tournemire de Paris. Nombreux concerts en Suisse et à l'étranger. Compositeur apprécié d'œuvres diverses. Directeur de musique et professeur. Créateur du quatuor « Pro Arte ». Organiste au Temple indépendant. Chroniqueur musical de *La Sentinelle*.

5.

Conclusion

Nous voici au terme de notre modeste travail. Nous espérons avoir démontré qu'en art aussi, l'esprit d'initiative a toujours régné parmi nos concitoyens. Dans le passé, comme aujourd'hui, ils ont su surmonter les difficultés de toutes sortes avec un cran admirable. Certes, l'art musical n'a pas toujours connu, en notre ville, le magnifique développement actuel. Nos devanciers n'en ont pas moins senti le désir de s'y perfectionner continuellement. Et malgré les hauts et les bas qu'on aura pu constater, ils ont su trouver chaque fois, au moment propice, les forces agissantes qui les ont rapprochés avantageusement de l'idéal qu'ils s'étaient donné :

«La victoire du beau, au service de l'entraide et de la solidarité».

IV.

LA VIE ARTISTIQUE

1. Les arts et les artistes à La Chaux-de-Fonds

par M. André Evard

Dans le domaine culturel, comme en bien d'autres domaines, la Romandie est placée sous le signe de Paris, aussi les arts plastiques ont-ils subi, avec plus ou moins de retard, dans la période de ces cinquante dernières années, l'influence des grands courants: impressionniste, cubiste et néo-classique, le dernier venu et contemporain.

Une partie de nos artistes resta et reste fidèle aux esthétiques romantiques, ou naturalistes. Une autre partie, la plus nombreuse, dès le commencement du siècle et sous l'influence de Chs L'Eplattenier ¹⁾ se rattacha au mouvement impressionniste. De ce groupe, quelques-uns aujourd'hui évoluent vers le néo-classicisme, — l'un d'eux pendant une dizaine d'années produisit des oeuvres abstraites.

En 1894, les artistes chaux-de-fonnois étaient au nombre d'une dizaine, aujourd'hui c'est quatre fois ce chiffre qu'il faut articuler.

L'augmentation du nombre s'est-elle faite au détriment de la qualité ? Que non pas. Les artistes d'aujourd'hui, tout comme leurs aînés, sont conscients du devoir, de l'obligation, qu'ils ont d'oeuvrer avec un maximum de probité, de conscience artistique et de conscience personnelle, c'est-à-dire de répondre sans détour à leur impératif catégorique.

Cette obéissance donne naissance à une riche, diverse floraison de formes, car s'il y a formules générales, il y a aussi caractères, tempéraments, sensibilités différents chez nos artistes, et chacun oeuvrant en sincérité il y a inmanquablement : diversité.

¹⁾ Voir pages 386, 387 et 506.

Si bien que petit à petit notre ville s'enrichit d'oeuvres d'art : monuments, sculptures, peintures murales, mosaïques, bas-reliefs, toutes oeuvres diverses de conception et d'exécution ¹⁾).

Nos artistes sont aussi les propagateurs — extra muros — du renom chaux-de-fonnois. Ils manifestent au loin ; prennent part à des expositions dans les grandes villes européennes : Paris notamment, Exposition universelle, distinction par médaille d'argent à l'un d'eux ; expositions annuelles, salon d'automne, Indépendants, Nationale, médaille de bronze encore. D'autres, tel ce grand urbaniste-constructeur, de réputation mondiale, ne se contente pas de fouler le sol de trois, quatre continents, donnant conférence après conférence sur les questions d'urbanisme et de construction des « villes radieuses » avec le matériau moderne — verre et béton — il écrit livre sur livre, diffusant sa pensée, sa conviction en des éditions multipliées et traduites en diverses langues. A celui-ci, on a confié la restauration d'une église, à celui-là de même ; tel autre exécute des sculptures monumentales pour une cité du Jura, alors que son aîné avait placé à notre frontière sa sentinelle imposante. Un peintre exécute dans une gare une décoration murale de valeur ; on connaît au loin les grandes peintures, murales aussi, d'une des architectures historiques du canton ; tel dans une belle édition

1) Voici la liste des monuments érigés à La Chaux-de-Fonds par des artistes chaux-de-fonnois :

- 1910 L'Eplattenier, monument de la République.
- 1910 L'Eplattenier, crématoire, peintures, mosaïques, statue, plan du massif nord.
- 1917 L'Eplattenier, monument Numa Droz.
- 1924 Perrochet M^{me}, fontaine au crématoire.
- 1924 L'Eplattenier-Chapallaz, Musée des Beaux-Arts.
- 1925 Humbert Ch., décoration de la salle de chant au Gymnase.
- 1926 L'Eplattenier, relief à l'entrée du Musée des Beaux-Arts.
- 1927 Huguenin-Dumittan, relief des maisons communales.
- 1928 Humbert Ch., mosaïques au Musée des Beaux-Arts.
- 1929 Huguenin-Dumittan, buste de Beethoven dans la salle de chant du Gymnase.
- 1929 Kaiser Ed., fresques dans la salle des mariages du Grand-Temple.
- 1930 Perrochet M^{me}, « Léda », sculpture, jardin du Musée des Beaux-Arts.
- 1933 Perrochet M^{me}, « Farel », sculpture, parvis du Temple indépendant.
- 1933 Huguenin-Dumittan, Enfant au cerceau, Musée historique.
- 1934 L'Eplattenier, fontaine du crématoire.
- 1934 Huguenin-Dumittan, « Maternité », Parc de l'Ouest.
- 1935 Perrin L., monument Léopold Robert.
- 1936 Huguenin-Dumittan, buste professeur Stebler, salle Stebler.
- 1938 Huguenin-Dumittan, « La lecture », bronze, librairie coopérative.
- 1936 Gallet L., « Jeune paysan », Musée des Beaux-Arts.
- 1941 Perrochet M^{me}, « La Flamme sacrée », cimetière.
- 1941 Huguenin-Dumittan, « L'étude », porte d'entrée du Gymnase.

N'oublions pas ces belles architectures :

- Jeanneret (Le Corbusier), villa Doubs 167.
- 1927 Hausamann, la Banque cantonale.
- 1941 Grands moulins, le silo.

présente une étude vivante et fouillée d'un grand peintre d'un petit pays martyr. Beaucoup participent à la vie artistique du canton, du pays en prenant part à des expositions. Des musées ou la Confédération acquièrent des oeuvres de nos artistes.

En un mot le mouvement artistique chaux-de-fonnois est vivant, très vivant et tient une place des plus honorables dans la vie culturelle suisse.

Nous devons et sommes heureux d'ajouter à l'honneur de nos concitoyens que la plupart des artistes de la ville — ceux en possession de leur maturité technique — sont soutenus matériellement par les achats des amateurs.

Remerciant l'A. D. C. pour l'intérêt qu'elle témoigne au mouvement d'art, nous nous permettons d'exprimer le voeu, que les pouvoirs publics s'intéressent, eux aussi, toujours davantage à la culture et à la diffusion artistique parmi notre population et se préoccupent du sort fait à ces ouvriers de la pensée et de la beauté plastique que sont les artistes.

1894 - 1944

Reliant le passé au présent, nous commencerons cette revue du mouvement artistique quelques années avant 1894.

En 1889, William Hirschy vient de mourir, il fut élève de Gleyre ; enseigna le dessin chez nous dès 1873. Peintre qualifié, il fut le maître de plusieurs des meilleurs peintres chaux-de-fonnois, que mentionneront les catalogues des expositions de la Société des Amis des arts.

En 1888, participent à la XII^{me} Exposition, M^{lle} E. Guinand, Ed. Jeanmaire, Ed. Kaiser, D. Ihly, tous peintres de la ville.

Deux ans plus tard à la XIII^{me} Exposition paraissent : W. Aubert, W. Racine, P.-E. Stucky, peintres ; H. Bopp, sculpteur.

La XIV^{me} Exposition n'a lieu qu'en 1893 ; la XV^{me} en 1895 à laquelle figurent des oeuvres des nouveaux : Ls Aubry, A. Barbier, peintres ; Ls Gallet, sculpteur.

Nous pensons pouvoir suggérer quelque peu le climat de la vie artistique à La Chaux-de-Fonds en continuant de citer les noms des principaux exposants, qui y sont domiciliés, au fur et à mesure de leur participation aux expositions de la Société des Amis des arts. Ainsi à l'exposition de 1897 : un nom nouveau, E. Guy, peintre.

1899 M^{lle} M.-L. Goering, Ch. L'Eplattenier, peintres.

- 1901 A. Maire, peintre.
- 1904 P.-E. Ingold, M^{lle} H. Richard, W. Stauffer, peintres.
- 1906 J. Courvoisier, Ch.-C. Olsommer, J.-D. Hirschy, M^{me} J. Perrochet, Chs Reussner, Schaltenbrand, A. Aubert, peintres.
- 1908 G. Moser, Ls Houriet, Ls Regain, L. Perrin, Ch.-E. Jeanne-
ret (Le Corbusier d'aujourd'hui), peintres.
- 1911 Chs Humbert, M^{lle} M. Woog, peintres.
- 1913 A. Huguenin-Dumittan, Aug. Heng, sculpteurs.
- 1917 A. Duplain, Ed. Kaiser fils, A. L'Ouvrier, L. Schwob,
Ph. Zisset, peintres.
- 1919 Aimé Barraud, Aurèle Barraud, François Barraud, G. Des-
soulavy, A. Gogler, G. Locca, F. Maire, Ch. Harder, O.
Matthey, peintres.
- 1921 Indications manquent.
- 1923 H. Jeannet, A. Locca, H. Petitpierre, P. Seylaz, M^{me} B.
Tolck, Ch. Zeltner, peintres.
- 1926 Ch. Barraud, H. Chatillon, peintres.
- 1928 M^{lle} M. Pellet, A. Evard, peintres.
- 1930 G. Guinand, art décoratif, R. Jeanneret, peintre.
- 1932 G. Froidevaux, E. Piroué, Racle, J. Riehner, J. Cornu, pein-
tres ; M^{me} F. Bolle, sculpteur.
- 1934 H. Matthey-Jonais, H. Sandoz, peintres.
- 1936 A. Luthy, peintre.
- 1938 Indications manquent.
- 1940 Ed. Baillods, M^{me} D. Bloch, P. Châtillon, H. Chopard,
Groux, Ch. Huguenin, Roger Huguenin, G. Terraz, peintres.
- 1942 A. Gertsch, C. Loewer, M. Meylan, peintres ; H. Quéloz,
A. Ramseyer, sculpteurs.

Nos artistes chaux-de-fonniers ¹⁾

Jeanmaire, Edouard, peintre, né le 27 août 1847, à La Chaux-de-Fonds. Débute par la peinture sur émail. 1871, prix Calame. 1906, Egypte, Italie. 1912, Spitzberg. Au Musée : 1882, La Sortie de l'étable.

Kaiser, Edouard, peintre, PSAS²⁾, né le 21 septembre 1885, à La Chaux-de-Fonds, décédé. Paris, Milan, Venise, Belgique, Hollande. 1878, professeur de dessin à l'Ecole primaire et à l'Ecole d'art de La Chaux-de-Fonds. 1903, professeur de dessin à l'Ecole supérieure des jeunes filles. 1886, exposition de la Société des Amis des Arts, Neuchâtel. Paris, médaille d'argent.

¹⁾ Suivant l'ordre chronologique des dates de naissance.

²⁾ PSAS signifie membre de la Société des Peintres, Sculpteurs et Architectes Suisses.

Au Musée : 1892, Atelier de graveurs. 1924, La leçon de dessin. 1884, Nature morte. 1893 Les monteurs de boîtes, Fileuse. 1926, Le lac d'Oeschinen.

Aubert, William, peintre, PSAS, né le 13 février 1856, à La Chaux-de-Fonds, décédé. Graveur au Locle, puis maître de dessin. Professeur à l'Ecole industrielle de La Chaux-de-Fonds. Puis directeur de l'école d'art. Les dernières années conservateur-adjoint du Musée des Beaux-Arts. Pendant de nombreuses années président de la Société des Amis des Arts. Au Musée : 1899, Jeune fille brochant. 1936, Atelier de couture. 1942, Terrasse de Chambrelin. Vacances, Portrait d'enfant. Après le cyclone, Auto-portrait.

Stucky, Paul-Emile, peintre, né le 21 janvier 1863, à Fleurier. Simultanément instituteur à La Chaux-de-Fonds et études à l'Ecole d'art de cette ville. Puis professeur à l'Ecole d'art de la même ville. Au Musée : Les Buis, Paysage.

Reguin, Louis, peintre, né le 29 juin 1872, à La Chaux-de-Fonds. 1884-1892, Ecole d'art, cours du soir. 1892-1895, Ecole d'art, peinture sur émail.

Gallet, Louis, sculpteur, né le 16 novembre 1873, à La Chaux-de-Fonds. Etudes à Paris. Artiste sensible, distingué. Musée : Buste de M. Léon Gallet (bronze). Coq chantant (bronze). Chiens du St-Bernard (en grès). Extérieur, Jeune paysan. Au crématoire : Tombeau de famille.

L'Eplattenier, Charles, peintre-sculpteur, né à Neuchâtel le 9 octobre 1874. 1891-92, Budapest, Ecole des Arts appliqués. 1893-96, Paris, Ecoles des Arts décoratifs. 1893-96, Paris, Ecole nationale des Beaux-Arts. 1897, La Chaux-de-Fonds, professeur à l'Ecole d'art. 1904-11, La Chaux-de-Fonds, directeur des cours supérieurs d'art et décoration. 1910, Monument de la République. Peintures et mosaïques du Crématoire. Statues. Fontaine. Plan du massif sud. 1919, Fin de la décoration de la Salle des chevaliers du château de Colombier (souvenir de la mob. 1914-18). 1917, Monument Numa Droz. 1924, Monument des Rangiers. 1924, Architecture du Musée des Beaux-Arts. 1925-26, Haut-relief entrée du Musée des Beaux-Arts. 1932, Décoration de l'Eglise de Coffrane. 1932, vitraux de l'Eglise de Corcelles. 1934, commence la seconde décoration du château de Colombier. 1941-43, Illustration de Guillaume Tell de Schiller. 1942, paysages d'Alpes. Au Musée : 1904, Au sommet. 1908, Réveil (bronze). 1915, Rapides du Doubs en hiver (pastel). 1915, Le Doubs (pastel). 1915, La rivière et la montagne (pastel). 1915, Soir (pastel). 1920, Temps de mars. 1930, Pêcheurs du Doubs. 1936, Mont-Racine nuageux. Après le cyclone. 1920, Printemps. (Voir aussi pages 429, 525 et 643).

Evard, André, peintre, PSAS, alias A.-J. L'Ouvrier de 1910 à 1920, né le 1^{er} juin 1876, à Renan. 1905-09, cours supérieur L'Eplattenier. Voyage Italie. 1923-4-5-6-7, Paris, séjours. 1923-31, Paris, expositions Salon d'automne, Société des Artistes indépendants. Dès 1914, Salons suisses. Oeuvres : Musées de La Chaux-de-Fonds, de Neuchâtel. Musée : Bouquet automnal.

Piroué, Emile, peintre, né le 11 octobre 1877, à La Chaux-de-Fonds. Dès 1890, Ecole d'art, cours du soir. Professeurs Ed. Kaiser, Stucky, Aubert, Schaltenbrand, Stebler. Expositions : Amis des Arts. Musée historique : Série de 50 armoiries des Princes de Neuchâtel et des gouverneurs du pays.

Mme Perrochet, Jeanne, sculpteur, née à La Chaux-de-Fonds. 1903-11, cours supérieur L'Eplattenier. Voyages: Paris, Munich, Florence, Rome. Expositions: fédérales, des Femmes peintres, de l'Oeuvre. Jurys: Saffa et EFPS, Bâle, Lucerne, Berne, etc. Oeuvres: Fontaine au Cimetière du Crématoire. Lèda au jardin du Musée des Beaux-Arts. Farel, entrée du Temple indépendant. La Flamme sacrée au cimetière. Saintes Femmes (bois), Musée de Neuchâtel. Médaille du centenaire Léopold Robert. Musée: Médaillon M. Ed. Perrochet (bronze). 1932, Femme drapée (pierre).

Stauffer, William, peintre, PSAS, né en 1879, à La Chaux-de-Fonds. Le curriculum vitae n'a pas été remis.

Jeannet, Hermann, peintre, PSAS, né le 27 sept. 1880, au Locle. 1895-99, Genève, Ecole des Arts industriels et Ecole des Beaux-Arts. 1900, Le Locle, professeur de dessin à l'Ecole d'art. Paris, Académies libres. 1904, brevet neuchâtelois pour l'enseignement du dessin. 1906, membre de la Société des Aquarellistes suisses. 1906, membre de la Société des PSAS. 1909, démission de l'Ecole d'art du Locle. 1909-10, Paris, deux hivers à l'atelier Burnand. 1912, Montpellier, chez Burnand. Afrique. Haute Kabylie (3 mois). Afrique Tizi-Ouzou (6 mois). 1919, La Chaux-de-Fonds, professeur de dessin à l'Ecole d'art. 1943, retraite. Expositions: Turnus, PSAS. Oeuvres: Musées du Locle, de Lausanne.

Hirschy, Jean-David, sculpteur, né en 1882, à La Chaux-de-Fonds. Directeur de l'Ecole d'art. Renseignements non parvenus.

Châtillon, Henri, peintre, né le 5 avril 1883, à La Chaux-de-Fonds. 1896-1901, Ecole d'art de La Chaux-de-Fonds. 1903-05, Paris, Ecole Nationale des Beaux-Arts. Voyages: Italie, Espagne. Oeuvres: portraits, paysages, fleurs.

Harder, Charles, dessinateur, né le 17 juillet 1884, à La Chaux-de-Fonds. Décédé le 13 janvier 1927, à La Chaux-de-Fonds. 1898-1902, Ecole d'art. 1907, cours supérieur L'Eplattenier. 1919, Paris. 1926, retour à La Chaux-de-Fonds. Publication 1915: «Les Preux», lithographies de la mobilisation.

Châtillon, Pierre, peintre-aquarelliste, né le 20 mai 1885, à La Chaux-de-Fonds. Gymnase deux ans, Ecole d'art de La Chaux-de-Fonds. Paris. Au Musée 1936: La Place du Tertre (aquarelle).

Perrin, Léon, sculpteur, PSAS, président de la Section neuchâteloise des PSAS. Né le 19 novembre 1886, à La Chaux-de-Fonds. Elève de l'Ecole d'art de La Chaux-de-Fonds; puis de Ch. L'Eplattenier; puis de Karl Stemolak, à Vienne; puis de l'Ecole nationale des arts décoratifs, Paris. Etudes en Italie (deux ans). Professeur de modelage à l'Ecole d'art de La Chaux-de-Fonds. Professeur de dessin et d'histoire de l'art au Gymnase. Travaux: décoration de bâtiments canton de Neuchâtel et au B.I.T., à Genève. Sculptures: monument Léopold Robert; Grand Temple La Chaux-de-Fonds; églises à Villeret, Moutier; cimetières; musées suisses. Au Musée: 1923, Le Fanatique (bronze). 1928, portrait du peintre O. Matthey (marbre). 1934, maison à Sangos (aquarelle). 1940, torse de femme (pierre).

Jeanneret, Charles-Edouard, alias Le Corbusier, architecte, peintre abstrait, écrivain d'art, né le 6 octobre 1887, à La Chaux-de-Fonds. Ecole d'art. Cours supérieur L'Eplattenier. 1905, premières constructions, villas au Chemin de Pouilleret. Villa Georges Favre, au Col-des-Roches. Villa Schwob, en ville. Villa Jeanneret, Chemin de Pouilleret. La Scala. 1910 voyages Allemagne, Autriche, Hongrie, Serbie. 1912, Paris chez Perrex.

Europe, Etats-Unis d'Amérique, Amérique du Sud, Afrique. Publications: 1921-22, L'Esprit nouveau (Ozenfant et Jeanneret). 1923, Vers une architecture. 1925, Urbanisme. 1925, L'art décoratif d'aujourd'hui. 1926, Almanach d'architecture moderne. 1928, Une maison, un palais. 1930, Précisions. 1932, Croisade. 1935, La ville radieuse. 1937, Quand les cathédrales étaient blanches. Air Craft.

Huguenin-Dumittan, André, sculpteur, né le 1^{er} juillet 1888, à La Chaux-de-Fonds. 1907-11, Ecole d'art La Chaux-de-Fonds. 1911-16, Paris Ecole nationale des beaux-arts. 1916-18, Paris. 1918, retour à La Chaux-de-Fonds. Oeuvres: bas-reliefs des maisons communales. Maternité au Parc de l'Ouest. L'enfant au cerceau, parc du musée. Figure féminine, entrée du Gymnase. Sculptures salle Stebler, salle de chant, etc. Figure féminine: Librairie Coopérative. Toutes à La Chaux-de-Fonds. Déesse bronze, Place de l'Hôtel-de-Ville. Buste de Beethoven. Ces deux œuvres au Locle.

Richner, Julien, peintre, né le 31 mars 1889, à Berne. 1903-04, Genève Ecole professionnelle. 1903-04, Genève beaux-arts, cours du soir. 1926, Groupe « La Syrinx »¹⁾ La Chaux-de-Fonds. Voyages: France, Italie. Expositions: Syrinx, Amis des arts.

Humbert, Charles-Auguste, peintre, né le 4 mars 1891, au Locle. Etudie avec M. Kaiser, père. 1907, cours supérieur L'Eplattenier. 1911, 1913, 1925, séjours à Paris. 1912 et 1921, Italie: Ravenne, Venise, Florence, Sienne, Pise, Rome. 1921 à 1925, décoration de la salle de chant du Gymnase. 1927 à 1929, mosaïques du hall du Musée des beaux-arts. Manuscrits illustrés: Dante, l'Enfer; Rabelais, Gargantua; Cide, le Retour de l'Enfant prodigue. Au musée: 1918, La Femme au grand livre. 1932, Les Pèlerins d'Emaüs. 1936, la Parure.

Gogler, Adrien, peintre, né le 19 janvier 1891, à La Chaux-de-Fonds. 1907-12, Genève Ecole des arts et métiers, classes de peinture et de céramique. 1913, Munich séjour 4 1/2 mois. 1921-22, Paris séjours. 1923, Vienne visite. 1925, Hollande, Londres visites. 1922, brevet neuchâtelois pour l'enseignement du dessin. 1930, professeur de dessin au Gymnase de La Chaux-de-Fonds. Expositions: 1915-32, particulières à La Chaux-de-Fonds; des Amis des arts, à La Chaux-de-Fonds. 1937, Aarau. 1938, Pro Juventute, série cartes vœux de Noël.

Woog-Humbert, Madeleine, peintre, née le 23 décembre 1892, à La Chaux-de-Fonds. 1908, cours supérieur L'Eplattenier. Au Musée: 1926, Portrait. 1929, Pêches et pot blanc, La fenêtre ouverte, Les terrassiers, Branches fleuries, La voilette, La cage et l'oiseau, Portrait au gant noir, Mona Lisa, Glaïeuls et poupée, La cage verte, La vigne, Enfant et poupée, Auto portrait.

Kaiser, Edouard, fils, peintre, né le 4 septembre 1892, à La Chaux-de-Fonds. 1911, maturité ès lettres. 1911, Ecole d'art. 1911-12, Kunstgewerbe Schule Stuttgart. 1912-17, Paris Ecole nationale des beaux-arts. Académies libres: Colarossi, Carré, Grande Chaumière. Etudie la fresque chez Baudouin. 1917, brevet d'enseignement du dessin neuchâtelois. 1919, brevet d'enseignement du dessin pour le canton de Genève. 1921, professeur Ecole d'art La Chaux-de-Fonds. Professeur Ecole normale et Progymnase. 1930, professeur Ecole d'art et écoles primaires. 1926-29, décoration à fresque de la salle des mariages du Temple national. Séjours: Paris, Munich, Milan, Florence, Rome, Venise. Expositions nationales: Berne 1914, Bâle 1927.

¹⁾ Voir page 515.

Schwob, Lucien, peintre, né le 7 octobre 1895, à La Chaux-de-Fonds. Premières études. Ed. Kaiser, père. Passé à l'Ecole nationale des beaux-arts, Paris. Puis atelier Colin, enseignement nul. En revanche cours de Bernard Naudin très profitable. 1914, retour à La Chaux-de-Fonds. Voyage en Espagne. Plus tard en Italie, France, Hollande, Belgique. Interrogé les maîtres et dessiné. Ecrits : Etude sur James Ensor (grand peintre belge). 1943, Le Retable du Maître autel de l'Eglise des Cordeliers, à Fribourg. Au Musée : 1917, La carrière. 1940, Florence. 1940, La Chartreuse de Garluzio.

Guinand, Georges, orfèvre-bijoutier, né le 28 août 1895, à Genève. 1902, La Chaux-de-Fonds. 1909-14, Ecole d'art (prix de distinction). 1914-16, en ateliers, La Chaux-de-Fonds, Le Locle, Genève. 1916-17, Genève Ecole des beaux-arts, composition décorative. 1917-22, La Chaux-de-Fonds atelier personnel. 1922, Genève Ecole des beaux-arts, modelage, dessin, composition. 1924, maître de bijouterie à l'Ecole d'art de La Chaux-de-Fonds. 1925, production d'orfèvrerie. 1927, production de diamanterie. Expositions : 1931, Bruxelles. 1937, Paris : en Suisse O.E.V.

Sandoz, Hermann, né le 23 mars 1896. A 17 ans, Les Ponts. Débuts avec Jean Mathey. Ensuite travaille avec Von Lauthen, Ferdinand Maire. Puis Robert Fernier. Puis Charles L'Eplattenier. Expositions : La Chaux-de-Fonds, Le Locle, Berne, Pontarlier, Besançon.

Cattin, André, peintre, né en 1896, à La Chaux-de-Fonds. Expositions Amis des arts. (Renseignements non parvenus).

Guinand, Charles-Ed., peintre et caricaturiste, né le 15 avril 1896, au Locle. 1910-14, cours de l'Ecole d'art. 1915, Paris, Lyon. 1917, Genève. 1918-19, premiers dessins pour journaux. 1922, La Chaux-de-Fonds. 1938, collaboration à *L'Impartial* sous le pseudonyme de « Charles » (sic). Expositions : Amis des Arts.

Huguenin, Charles, peintre, né le 26 juin 1897, à La Chaux-de-Fonds. 1914, cours professeur Ed. Kaiser. 1915, cours professeurs Ed. Kaiser, W. Aubert. 1922-23, cours professeur H. Jeannet. 1932, cours professeur H. Jeannet. 1936-37, cours professeur L. Perrin. 1940-43, cours professeur L. Perrin. Expositions : Amis des arts.

Dessoulavy, Georges, peintre. PSAS, né le 13 juillet 1898, à La Chaux-de-Fonds. Genève beaux-arts, classe Gillard. La Chaux-de-Fonds Ecole d'art classes L'Eplattenier. W. Aubert, Perrin. Bâle, Paris, Italie. Au Musée : 1935, Femme à sa table (peinture). Peintures décoratives : Neuchâtel, hall de la gare. Payerne, caserne.

Barraud, François, peintre, né le 24 novembre 1899, à La Chaux-de-Fonds. Mort en 1934, à Genève. Dès 1911, suit les cours du soir à l'Ecole d'art. 1919, Reims. Paris. La Chaux-de-Fonds. Genève. Expositions : Reims. Paris, Suisse. Amis des Arts. Au Musée : Nature morte « fruits et roses ». Bibliographie : François Barraud, par Florentin.

Matthey-Jonais, Henri, peintre, né le 20 mars 1905, à la Brévine. Premières études de dessin et peinture avec le professeur W. Stauffer. Puis Ecole d'art, quatre années, en suivant les cours de composition décorative, dessin artistique et sculpture, ainsi que les cours du soir. Expositions : Amis des arts, ville.

- Petitpierre, Henri**, sculpteur-peintre, né le 7 mai 1901, à La Chaux-de-Fonds. 1916-20, Ecole d'art de La Chaux-de-Fonds. 1922-24, Paris. Académies libres. Musées. Expositions: Amis des arts.
- Seylaz, Paul**, peintre, conservateur du Musée des beaux-arts. Né le 19 septembre 1903, à La Chaux-de-Fonds. Ecole d'art, cours du soir, professeurs: Ed. Kaiser, W. Stauffer, Pequegnat, Huguenin-Dumittan. 1922-24, Paris beaux-arts. Brevet pour l'enseignement du dessin. Professorat au Locle. 1943, conservateur du Musée des beaux-arts La Chaux-de-Fonds. Expositions: Amis des arts.
- Terraz, Gabriel**, peintre, né le 23 mars 1903, à La Chaux-de-Fonds. Peinture dès 1940. Autodidacte. Expositions: Amis des arts.
- Bloch, Denise, M^{me}**, peintre, née le 14 juin 1906, à Lille (France). Paris dès l'âge de 6 mois. Elève de M. Michaud. Cours instaurés à Auteuil. Correcteurs Adler, Domergue, Scévola, Hanicotte. Participe quelques années aux Salons de l'Union des femmes peintres et sculpteurs au Grand Palais. 1933, La Chaux-de-Fonds. Expositions: Amis des arts.
- Huguenin, Roger**, peintre-médailleur PSAS. Né le 12 juillet 1906, à La Chaux-de-Fonds. 1928-30, Ecole d'art, classe de dessin de M. Jeannet. 1931-34, Paris académies libres: Marchaut. Ecole d'art appliqué. Cours de sculpture: W. Ulrich. La médaille avec Raymond Corbin. 1935, retour à La Chaux-de-Fonds. Expositions: 1933-34, Paris, Salon d'automne. 1935-37-39-41, particulières à La Chaux-de-Fonds.
- Luthy, Alfred**, peintre, né le 15 février 1906, à Valangin. 1922-27, Gernier cours du professeur Gury. Dès 1928 à La Chaux-de-Fonds. Cours de peinture du professeur W. Aubert. Ecole d'art cours du soir. Voyages: Paris. Expositions: Amis des arts, ville.
- Jeanneret, Roger**, peintre, né le 18 mars 1909, à La Chaux-de-Fonds. Paris séjours. Espagne voyage.
- Froidevaux, Georges**, peintre, né le 27 novembre 1911, à La Chaux-de-Fonds. Etudes cours du soir: Jeannet, Perrin. 1939, Paris: Académie Colarossi (deux mois). 1943, bourse fédérale. 1943, deuxième prix au concours pour la décoration-peinture murale d'un bâtiment de la Confédération, à Thonon. Expositions: La Chaux-de-Fonds, Zurich.
- Chopard, Henri**, peintre, né le 22 février 1914, à Sonvilier. 1935, Ecole d'art de La Chaux-de-Fonds. Cours de M. Jeannet, dessin: M. Perrin, modelage.
- Hirschy, Charles**, bijoutier-orfèvre-dinandier, né le 24 juin 1914, à La Chaux-de-Fonds. 1929-33, La Chaux-de-Fonds, Ecole d'art. 1934-35, Zurich Kunstgewerbeschule, classe d'orfèvrerie. 1935-37, Paris Ecole des arts appliqués, classes de dinandier et d'orfèvrerie. 1937-38, Copenhague fabrique Juste Andersen, perfectionnement dans l'orfèvrerie d'étain.
- Cornu, Jean**, peintre, né le 28 septembre 1915, à La Chaux-de-Fonds. 1931, Ecole d'art de La Chaux-de-Fonds. 1932 à 1937, Zurich, Kunstgewerbeschule. 1937, Italie. 1938, Paris. 1941, Exposition nationale des beaux-arts. 1943, Exposition de la Société des PSAS. Zurich.
- Lœwer, Claude**, peintre, né le 16 juillet 1917, à La Chaux-de-Fonds. Baccalauréat classique au Gymnase de La Chaux-de-Fonds. 1936, Paris: Académies libres: Colarossi, Raoult. 1936-39, Paris, Ecole nationale des beaux-arts. 1939, retour à La Chaux-de-Fonds. Cours de modelage Léon Perrin. 1942, bourse fédérale. 1943, bourse fédérale. Expositions: Paris, La Chaux-de-Fonds, Zurich. Etude et réalisation de peinture à fresque.

Meylan, Marcel, peintre, né le 20 janvier 1917, à St-Imier. 1931-35, Ecole d'art de La Chaux-de-Fonds. 1935-39, Paris : Académies libres. Décoration chez Colin. Expositions : Amis des arts.

Baillods, Edouard, peintre, né le 15 janvier 1918, à La Chaux-de-Fonds. Etudes : Ecole d'art de La Chaux-de-Fonds. Arts et métiers, Zurich. Munich. Florence. Paris. Livres illustrés : Jules Baillods, Rivières ; Figures de héros suisses. Stevenson, l'Ile au trésor. Expositions : Amis des arts.

Queloz, Hubert, sculpteur, né le 27 juin 1919, au Noirmont. Apprentissage de marbrier. Ecole d'art de La Chaux-de-Fonds, cours de Léon Perrin. 1942, bourse fédérale. 1943, bourse fédérale. Expositions : 1942-43, Zurich « La jeune Suisse ». 1943, La Chaux-de-Fonds. 1943, Lausanne.

2. La société des Amis des Arts et le musée des beaux-arts

Dans le volume sur La Chaux-de-Fonds, paru en 1894, figure sous la signature de Léon-L. Gallet, un article sur la Société des Amis des Arts. Brièvement, nous rappellerons les principaux faits concernant cette société. C'est dans les années 1851 et 1852 que les premières bases en furent posées sur l'initiative de quelques graveurs de la localité. Nous citerons le nom de M. Henri Grandjean-Perrenoud, qui fut le premier président de cette association. Le but était de fonder une société d'actionnaires, en vue d'ouvrir des concours de gravure, dessin, modelage et décoration de boîtes de montres, parmi les jeunes graveurs du district, âgés de 15 à 25 ans. La société d'actionnaires de notre ville se mit en rapport avec la Société des Amis des Arts de Neuchâtel, qui lui prêta son appui bienveillant. La première exposition de peinture eut lieu à La Chaux-de-Fonds en juin 1861, au Casino du théâtre. C'est alors que les promoteurs de l'entreprise décidèrent de transformer l'ancienne société d'actionnaires en une Société des Amis des Arts, telle qu'elle existe encore maintenant. Les expositions se succédèrent plus ou moins régulièrement au Casino jusqu'en juin 1878. A cette époque, la sixième exposition de peinture fut installée dans trois salles du Collège Industriel. Dans l'intervalle, grâce au concours des actionnaires et des particuliers, puis de toiles confiées à notre société par la Confédération, les autorités cantonales et communales, notre collection fut jugée apte à être érigée en un Musée de peinture. Elle fut installée dans trois grandes salles, situées au troisième étage du Collège Industriel.

Quelques chiffres donneront une idée du développement de notre Musée : notre collection de tableaux était assurée avant 1883 pour la somme de fr. 15,800.—, en 1889 à fr. 81,500.— et en 1893 à fr. 117,200.—. Jusqu'en 1886, l'exposition de peinture se transpor-

tait de Neuchâtel au Locle et à La Chaux-de-Fonds, demeurait un mois au chef-lieu et 15 jours dans chacune des autres localités.

Le vœu des membres de la Société des Amis des Arts était d'obtenir un bâtiment dans lequel se trouveraient réunis, le Musée de peinture, les Ecoles d'Art, de gravure, de peinture sur émail et tout ce qui a trait aux Beaux-Arts. En 1889, un beau plan leur était soumis qui dut céder le pas à la construction d'un nouveau collège. Ce ne fut qu'en 1926, donc 37 ans après, qu'un Musée des Beaux-Arts fut inauguré en notre ville.

Grâce aux dons de quelques particuliers, surtout à la grande générosité de l'Administration du Bureau de contrôle des matières d'or et d'argent de notre ville¹⁾, la Société des Amis des Arts put enfin être dotée d'un bâtiment spacieux et de belle allure apte à recueillir la collection de tableaux, sculptures et objets d'art de notre société. La construction de cet édifice, attribuée à MM. R. Chapalaz et Ch. L'Eplattenier après un concours entre 13 concurrents, fut commencée en septembre 1923 et achevée définitivement en 1925. Le nouveau Musée des Beaux-Arts de La Chaux-de-Fonds, attendu depuis si longtemps, fut inauguré le 5 juin 1926. M. Georges Péquignat, nommé à cette époque Conservateur du Musée, fit paraître à cette occasion une excellente brochure relatant les différentes phases du développement des collections. De plus un catalogue succinct, donnant la liste des tableaux, sculptures et gravures ainsi que le nom des artistes, termine ce travail consciencieusement établi.

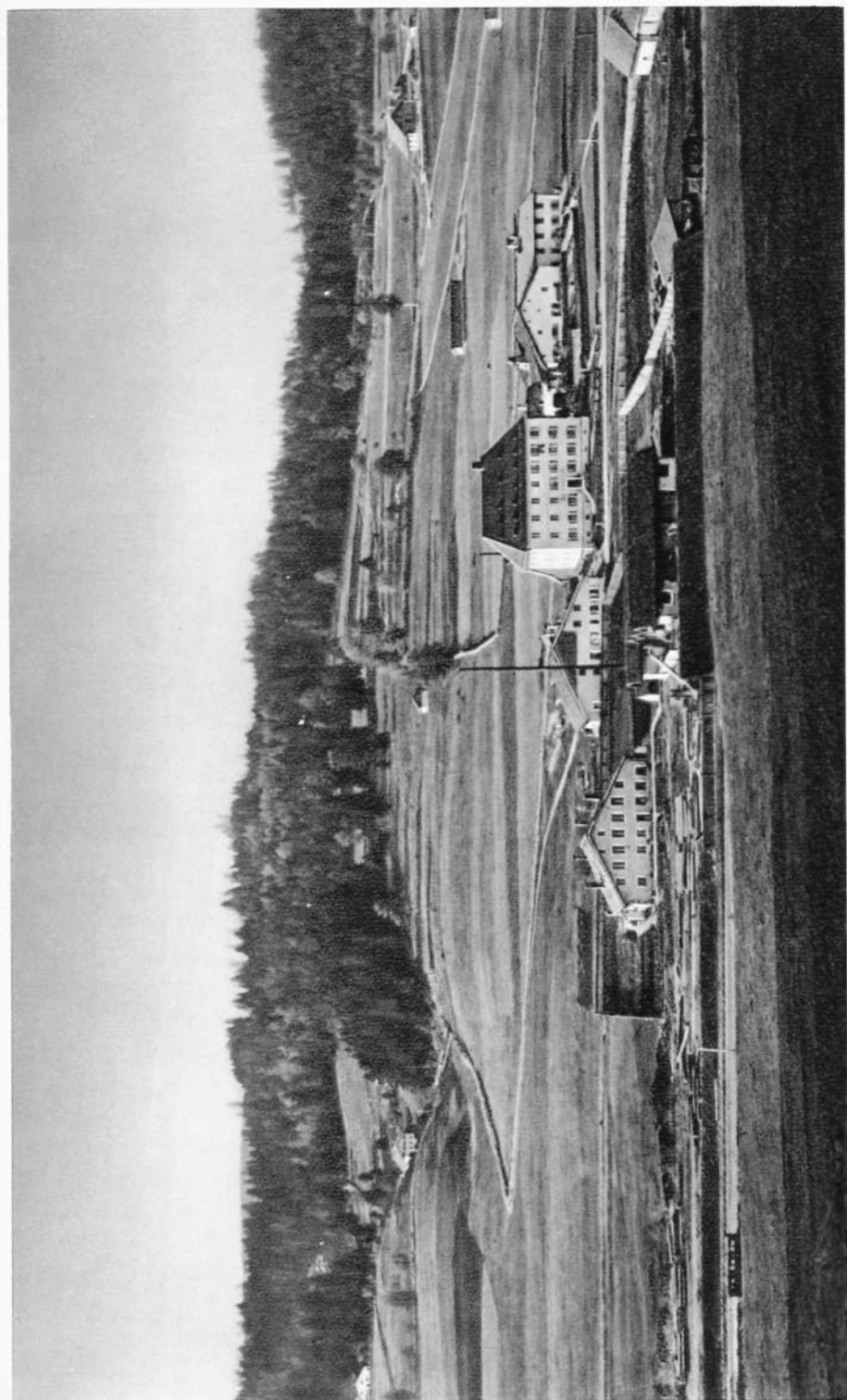
Sur le désir exprimé par M. Charles Borel, président actuel de la Société des Amis des Arts, le successeur de M. Georges Péquignat a donné une suite à ce catalogue, ce qui permet de se rendre compte des nouvelles acquisitions jusqu'à fin décembre 1942. Les ressources de la Société des Amis des Arts ayant été toujours limitées, le visiteur ne trouvera pour ainsi dire pas de tableaux d'artistes étrangers dans notre Musée, mais une sélection de tableaux provenant de nos meilleurs artistes suisses du XIX^{me} et du XX^{me} siècle.

La valeur des collections du Musée des Beaux-Arts se chiffre approximativement à fr. 500,000.— à ce jour.

Le bâtiment du Musée, en grande partie subventionné par la générosité du Contrôle fédéral de notre ville, a coûté fr. 435,000.—.

L'événement le plus important survenu depuis l'inauguration du Musée des Beaux-Arts a été l'Exposition Léopold Robert en 1935. Ce fut un vrai succès qui permit à la Société des Amis des Arts de mettre de côté une somme de fr. 6,000.— destinée à l'achat d'une

¹⁾ Voir page 214 : le Musée a coûté fr. 417,551.— au Contrôle.



La Chaux-de-Fonds, la Brasserie des Eplatures en 1860 avec la maison natale de Léopold Robert.

toile de choix de notre peintre national. L'occasion se présenta en 1939 d'acquérir une toile « La religieuse mourante » qui rallia tous les suffrages. Un fusain rehaussé de pastel du même auteur, représentant la famille du peintre, fut un autre achat heureux en 1941.

La Société des Amis des Arts depuis fort longtemps organise tous les deux ans une exposition à laquelle sont invités les artistes locaux et suisses. Un choix est fait à la fin de l'exposition d'un certain nombre d'oeuvres exposées et une loterie permet de les répartir aux actionnaires.

Deux tendances se manifestent au Comité de la Société des Amis des Arts, l'une veut acheter en tout premier lieu des oeuvres de nos artistes locaux, l'autre cherche à faire admettre aussi des artistes suisses, voire étrangers. Cette dernière façon de faire permettrait à notre population de se rendre compte, pour son éducation artistique, de la technique d'artistes ayant des vues différentes sur l'Art et la façon de l'interpréter.

La Société des Amis des Arts de La Chaux-de-Fonds met à la disposition des artistes deux salles du Musée, même davantage à l'occasion. Ceci afin de leur permettre d'exposer, à des prix modérés, le produit de leur travail.

* * *

Bien que quelques améliorations aient été apportées à la présentation de nos collections, on constate toujours davantage que la place manque pour une disposition rationnelle et esthétique répondant aux conceptions modernes du Musée. Chaque nouvel achat, comme tout nouveau dépôt de la Confédération, créent un problème toujours plus difficile à résoudre. Notre Musée ne peut pas envisager la suppression de la location des deux salles réservées aux expositions particulières. D'abord parce que cette location rend service à nos artistes et constitue une source de revenus pour la Société, ensuite parce que la vie de notre Musée s'en trouve accrue dans des proportions sensibles.

Aussi la solution idéale nous apparaît dans la construction, initialement prévue, au sud du Musée. Sans nuire à la ligne générale du bâtiment, cela nous procurerait trois nouvelles salles de proportions heureuses. Espérons que l'après-guerre créera des conditions favorables à l'exécution de ce projet et que nos autorités voudront bien s'y intéresser.

Ce regard vers l'avenir sera la conclusion de ce rapport, que nous terminons en soulignant que les oeuvres d'art sont les seuls témoins durables de la vie spirituelle d'une cité.

G. Gallet.

3. Notes sur les sociétés d'artistes ou d'amateurs¹⁾

La section neuchâteloise de la Société suisse des peintres, sculpteurs et architectes (PSAS)

Au cours du demi-siècle dont le présent volume retrace l'histoire, la section neuchâteloise de la Société suisse des peintres, sculpteurs et architectes, de modeste confrérie d'amis qu'elle était à ses débuts, est devenue un solide et vivant organisme corporatif.

La Société suisse avait commencé de même. Fondée en 1865 par le peintre soleurois Frank Buchser, à l'occasion d'une demande de crédit aux pouvoirs fédéraux en faveur d'artistes participant aux expositions internationales, elle vivote une vingtaine d'années ; en 1884, une section se crée à Neuchâtel avec un seul représentant de La Chaux-de-Fonds, Edouard Kaiser. Nouvelle suspension d'activité jusqu'en 1900, année où William Aubert et Paul-Émile Stucki sont inscrits parmi vingt-et-un confrères ; le nombre des adhérents s'accroît lentement, avec Léon Gallet et Charles L'Eplattenier en 1902, Louis Aubry en 1904.

Grand branle-bas en 1905 : la cotisation est élevée à 8 francs, car on a décidé d'organiser à Neuchâtel, tous les deux ans, des expositions qui alterneront avec les Salons, devenus traditionnels depuis 1842, de la Société des Amis des Arts. Or, tandis que ceux-ci admettaient des oeuvres d'amateurs, les expositions des P. S. A. neuchâtelois étaient réservées aux seuls membres et à quelques invités, ou invitées, triés sur le volet. Le succès en fut grand, mais parfois périlleux. En effet, comme n'y exposaient que des professionnels reconnus par des jurys fédéraux, la tenue était plus rigoureusement artistique qu'aux manifestations analogues auxquelles était accoutumé le public. Si les connaisseurs étaient satisfaits, il arrivait au gros des visiteurs de s'insurger, témoin l'espèce de boycott que subit l'exposition de 1917. Les P. S. A. n'en persévérèrent pas moins, et ils ont aujourd'hui à leur actif vingt Salons, cinq dans les années paires de 1906 à 1914, quinze dans les années impaires 1915-1943.

Un aussi gros effort n'eût pas été possible sans des finances saines. Elles furent fournies en premier lieu par une prestation des membres de 12 francs par année, puis grâce à l'institution, en 1907, de membres passifs.

¹⁾ On trouvera dans l'étude de M. Evard, entre autres dans les notices biographiques des pages 505 et suivantes, des renseignements sur la plupart des peintres et sculpteurs mentionnés dans ces notes.

Ainsi soutenue, la section neuchâteloise des P. S. A. a pu jouer un rôle de plus en plus important, et sans recourir à des crédits officiels. En ce qui regarde plus particulièrement ceux de ses membres qui habitent La Chaux-de-Fonds, bien qu'affaiblis par le départ de la localité des Barraud, des Locca, de Maurice Robert, de Ramseyer, ils n'en continuent pas moins de marquer aux Salons de Neuchâtel, où la critique a maintes fois signalé leurs qualités de vigueur et d'élan. Au sein même de la section, dirigée un quart de siècle par William Röthlisberger, puis quelques années par Théodore Delachaux, leur influence a pris du poids depuis que Léon Perrin (1929) en est le président. Qu'on songe aussi à la place prise dans la vie publique par un L'Eplattenier, sculpteur des monuments de la République, Numa Droz, Aux Soldats morts, du bas-relief au Musée des Beaux-Arts (dont il fut l'un des architectes), des statues du Crématoire, qu'il a en outre décoré de mosaïques et de peintures ; ou à Léon Perrin, auteur des bas-reliefs du Temple National, du monument Léopold Robert et de remarquables pierres tombales — sans parler des grandes oeuvres que tous deux ont exécutées ailleurs. Il convient de mentionner aussi Huguenin-Dumittan pour sa sculpture de la Place de l'Ouest, de rappeler les admirations particulières que suscitent les dessins de William Stauffer, les aquarelles de Jeannet, les créations d'Evard, et plus encore l'audience de plus en plus large, allant jusqu'à l'étranger, obtenue par les peintures de Georges Dessoulavy, de Lucien Schwob ou de Maurice Robert. Oublierions-nous le rayon de gloire qui toucha François Barraud avant qu'il mourût à trente-quatre ans, la renommée mondiale que l'architecte Chs-Ed. Jeanneret a acquise sous le nom de Le Corbusier, ou, pour remonter plus haut dans le passé, l'estime accordée aux intérieurs horlogers d'Edouard Kaiser, le premier artiste de La Chaux-de-Fonds qui ait adhéré à la société ?

En voilà assez, nous semble-t-il, pour mettre sous son vrai jour le rôle joué dans la cité par la section neuchâteloise des P. S. A. en ce demi-siècle, et pour bien augurer de son avenir.

M. Jeanneret.

Le groupe La Syrinx

Dans le courant de l'automne 1925 quelques artistes, des écrivains, des musiciens, se groupent autour de M. A.-F. Duplain et jettent les bases de *La Syrinx*. Des amitiés nées à Paris et ailleurs allaient se donner l'occasion de prouver au public que des artistes étaient capables de s'entendre et de donner à la cité chaux-de-fontaine le spectacle d'un rouage bien réglé.

L'affaire partit très bien. Puis certaines défections se précisèrent et au bout de deux ans le bloc fut enfin compact.

On y trouvait parmi les peintres, Paul de Lassence, de Paris, Adrien Holy, René Mayer, Charles Barraud, A.-F. Duplain. Au nombre des sculpteurs figuraient Auguste Heug, Fontana.

Chez les artistes décorateurs, on notait Noverraz le céramiste, Guinand le bijoutier.

Le groupe eut une activité considérable, cherchant par tous les moyens à donner au public la preuve d'une ardeur artistique sans pareille. Parallèlement le groupe reprit à sa charge « Feuilletts » qu'avait lancé A.-F. Duplain et chaque année sortait un opuscule d'oeuvres originales de jeunes écrivains et de jeunes musiciens.

« Feuilletts » fit connaître Werner Renfer, J.-J. Rochat, Wilfred Chopard, Vincent-Vincent. Elle eut les honneurs des inédits de Templeton-Strong, de Georges Pantillon fils¹⁾, de Paul Matthey²⁾, les appuis généreux de Gustave Kahn, Paul Frérens, Jean Artur, Louis-Charles Baudoin et procura aux bibliophiles des gravures originales, présentées avec une originalité typographique qui marqua dans les annales de l'imprimerie suisse.

Au cours de 12 expositions d'art, elle présenta de jeunes auteurs, de jeunes musiciens, lançant la mode aujourd'hui consacrée du vernissage, manifestation d'ouverture.

En 1934, son animateur ayant quitté la cité horlogère, sa ville natale, le groupe tomba dans un sommeil dont il ne s'est pas encore réveillé.

La société du Noir et Blanc et l'Amateur d'Estampes

La société du Noir et Blanc a été fondée en août 1941. Le nombre de ses membres a été fixé à 30 au maximum. Elle réunit des collectionneurs et amateurs d'eaux-fortes, lithographies et bois gravés. Plusieurs de ses membres habitent Genève, Neuchâtel et Zurich. Elle fait tirer chaque année au moins une planche commandée spécialement pour elle à un artiste. Chaque sociétaire reçoit un exemplaire de l'oeuvre éditée. Jusqu'ici elle a fait tirer des oeuvres de Aldo Patocchi (bois gravé), Georges Dessoulavy (litho), Cuno Amiet (litho), Aurèle Barraud (eau-forte), Max Kunziker (litho).

L'Amateur d'Estampes est un groupe analogue fondé en avril 1942, il distribue chaque année à ses membres une estampe, oeuvre d'artistes suisses ou étrangers. Jusqu'ici il a fait tirer une oeuvre de Morgenthaler et une oeuvre de P. B. Barth. Ce groupe organise aussi diverses manifestations artistiques, conférences et concerts.

¹⁾ Voir page 458.

²⁾ Voir page 500.

V.

LA VIE SCIENTIFIQUE

Les musées

1. Le musée historique et le médaillier

On peut fixer le début des Musées historique et médaillier en 1844, année où Célestin Nicolet offrit à la municipalité les collections du cercle patriotique « l'Union ».

En 1849, plusieurs sociétés et cercles républicains se sont dissous et ont donné à la commune d'alors leurs bibliothèque et musée en miniature ; puisque le régime républicain avait triomphé, il n'était plus besoin de trouver des prétextes pour se réunir, comme cela était nécessaire avant 1848. Ces objets étaient placés sous la surveillance du Comité de la Bibliothèque ¹⁾.

En 1876, le Musée historique fut détaché de la Bibliothèque, encore que le comité de celle-ci en gardât la direction financière. M. Georges Grandjean établit un catalogue des objets et monnaies et s'occupa avec dévouement et compétence des collections durant plus de vingt ans.

En 1905, le Conseil communal nomma un comité autonome avec M. Albert Michaud comme président-conservateur, M. Félix Jeanneret, avocat, comme secrétaire et M. Georges Gallet, caissier. MM. Michaud et Gallet sont toujours, le premier, conservateur et le second, caissier du Musée.

En 1844, les collections furent installées au Vieux Collège, puis déménagées en 1876 au Collège Industriel et enfin dans les locaux actuels, rue de la Loge 11, le 28 mai 1923.

Les fonds pour l'achat de l'immeuble avec le parc et châteaux adjacents proviennent du fonds des Musées, et l'autorité communale dépensa fr. 220,000.— pour cette acquisition. Le Bureau de Contrôle mit fr. 30,000.— à disposition pour l'installation.

¹⁾ Voir page 440.

Un modeste subside annuel de la ville, auquel s'ajoute de temps en temps une subvention extraordinaire pour un achat intéressant et coûteux, l'aide également du *Contrôle* toujours bien disposé lorsqu'il s'agit d'une institution d'intérêt général, les dons et legs énumérés tout au long des rapports annuels et parmi lesquels nous devons relever ceux très importants des Nicolet, Gallet, Félix Jeanneret, Dr Perrochet et de la famille de Sophie Mairat ont permis de constituer les collections actuelles.

La collection de gravures, exécutées par les Girardet, Courvoisier-Voisin et autres petits maîtres suisses et neuchâtelois, est complète pour ce qui concerne notre ville. Seuls quelques originaux inconnus manqueront toujours. De même les graveurs de monnaies et médailles chaux-de-fonniers : H.-F. Brandt, J.-P. Droz, Perret-Gentil, sont presque entièrement représentés par leurs oeuvres, grâce à la générosité de feu le professeur Droz-Farny, d'Oscar et Célestin Nicolet, Gaspard Brunner, Ariste Lesquereux et MM. Gallet.

Les documents dépassent 12,000 pièces d'un intérêt inégal cela va sans dire.

Toute une série d'objets, verres du Doubs, télescope de l'opticien Guinand, étains neuchâtelois, armes, meubles, objets de ménage, de toilette, etc., etc., la reconstitution de chambres neuchâteloises complètent, avec une bibliothèque très importante d'ouvrages neuchâtelois — don de M. Georges Gallet —, notre musée exclusivement local.

Les collections concernant les beaux-arts et l'horlogerie, celles d'histoire naturelle sont déposées, comme chacun le sait, dans leurs locaux respectifs, et s'il était possible de les réunir, sinon dans un même bâtiment, tout au moins dans le même parc, on serait étonné de la richesse et surtout du tableau très complet de la vie locale qu'offrirait un ensemble de ce genre.

M. Favre.

2. Le musée d'horlogerie

A la fin du siècle passé, il existait un embryon de collection de montres et d'outils à l'Ecole d'horlogerie.

C'est à la suite de rapports des délégués aux expositions de Vienne en 1873, et surtout après celle de Paris en 1900, que le Conseil communal envisagea sérieusement, après avoir pris connaissance d'un projet présenté par M. Maurice Picard de la maison Henri Picard et frère, la création du Musée actuel.

L'autorité, la Société des fabricants d'horlogerie, et la « Collectivité chaux-de-fonnière » à l'exposition de Paris fournirent fonds et subsides nécessaires. Le comité est formé par MM. M. Picard, président, Ch.-Alb. Vuille, secrétaire, Julien Gallet, Louis Perrin-Jeanerret, Numa Robert-Waelti et Paul Berner, ces trois derniers, — horlogers de marque — plus spécialement chargés de la conservation des pièces.

Le Musée s'installe dans l'immeuble du Juventuti à la rue du Collège, où les locaux se révèlent immédiatement insuffisants, puisque le 24 mars 1902 déjà, les collections sont transférées à l'Ecole d'horlogerie.

Les objets affluent, le Conseil communal, le Contrôle, la Société des fabricants d'horlogerie soutiennent la commission dans ses achats. Des dons importants lui parviennent : ceux de la famille Gallet (montres d'or et pendules), de M^{me} A. Racine-Gallet, de Nyon (automate Maillardet), de M^{lle} B. Montandon, de la Brévine (une pendule signée Matthey à la Brévine 1712), etc.

Le comité, d'autre part, cherche à réunir des produits modernes, il s'adresse naturellement aux fabricants qui paraissent préférer donner de l'argent plutôt que des produits de leur fabrication dont la concurrence pourrait s'emparer. Malgré tout, une collection des premiers types créés dans nos grandes fabriques est rassemblée. Il aurait fallu pouvoir y joindre les outils utilisés à leur confection, que le Musée aurait pu se procurer à très bon compte, si l'exigüité des locaux n'était venue empêcher la réalisation de ce projet.

Du point de vue technique et documentaire, notre Musée est unique en Suisse. Certes il y manque beaucoup de choses (bijoux et horloges de luxe), mais l'horlogerie neuchâteloise y est fort bien représentée : pendules Josué Robert, Courvoisier, Fr. Ducommun, Jaquet-Droz, montres d'Abram-Louis Breguet, Louis Perrelet, Louis Richard, Sylvain Mairet, Jurgensen, Girard-Perregaux, etc., chronomètres de marine de Ferdinand Berthoud, Breguet, etc., automates Jaquet-Droz, Maillardet, ainsi que de magnifiques spécimens des montres décorées par nos meilleurs graveurs : Jules Jacot, Ad. Dubois, Piaget, etc., munies de cadrans émail, aux chiffres peints à la main et secondes « rapportées », tous ces objets illustrant le savoir, la patience, et l'habileté des horlogers de nos Montagnes.

(Extrait du rapport de M. G. Gallet).

3. Le musée d'histoire naturelle

1892. Je me souviens encore du temps où, garçonnet de 6 ans, je fis au Musée mes premières visites : trois salles de classe, au premier étage du Collège Industriel, côté Est. On entrait, ému et craintif, dans ce temple où logeait la science et que surveillait un garde moustachu. La visite, au demeurant, était tantôt faite : on courait à la pirogue lacustre qui, bardée de tôle, suspendue à des tringles de fer, maladroitement réparée de tourbe et de plâtre, n'était plus capable de naviguer beaucoup ; il y avait encore l'élan, l'élan de Norvège, un tantinet ridicule avec son bourrage apparent, ses coutures visibles, son allure gauche, ses bois velus (il est toujours au Musée et nous attendons encore le mécène qui nous permettra de le remonter plus dignement) ; puis un tout jeune crocodile, sortant innocent de son oeuf ; un minuscule guéridon taillé dans du sel gemme de Wielickza. Quant au reste, c'était la visite hâtive : raides lignées d'oiseaux aux noms rébarbatifs et qui nous semblaient inventés de toutes pièces, minéraux brillants, fossiles que nous appelions pétrifications, mammifères de chez nous, squelettes blanchis, bocaux où crouissaient serpents, lézards et vers solitaires ; des chiens et des chats domestiques empaillés, pigeons-paons qu'un amateur avait conservés et tout un fatras que des héritiers encombrés avaient évacué au Musée. Cependant il y avait encore le loup, le loup de Pouillerel et le dernier du canton avec sa grande étiquette où figuraient les noms des 19 chasseurs de la battue et où, malheureusement, la date manquait (nous l'avons plus tard retrouvée dans un almanach : 10 janvier 1845) ; mais, là-dessus, travaillait l'imagination, les nuits en étaient troublées, et l'après-midi du dimanche, lors de la promenade familiale, on croyait voir le loup derrière chaque buisson.

Si l'on veut marquer une étape, ne convient-il pas tout d'abord de rappeler le point de départ ? C'était le temps où la ville s'enflait, se peuplait, où des quartiers entiers poussaient, où, chaque cinq ou six ans, il fallait construire un collège nouveau pour la marmaille, où les comptoirs de fabrication existaient dans chaque maison, où l'horlogerie suffisait à tous, car ceux qui n'en vivaient pas directement avaient pour clients des ouvriers horlogers.

Musée scolaire et guère plus... Les seules collections qui en eussent fait un instrument scientifique étaient celles qui servirent de base aux travaux de Célestin Nicolet, pharmacien-géologue ou plutôt

géologue-pharmacien ; mais elles avaient été léguées au neveu Oscar Nicolet qui, à vrai dire, en avait retourné une partie au Musée. Qu'est devenu le reste ? peut-être est-il au Musée de St-Imier ou oublié et délaissé dans quelque coin d'une vieille maison.

Musée scolaire... et cependant on y sentait déjà le reflet de cette curiosité du montagnard neuchâtelois dont l'esprit est ouvert à tout : oiseaux d'Amérique et de Malacca, coquillages du Pacifique à la nacre étincelante, insectes étranges : évocation des pays lointains où le soleil resplendit sur des terres, des plantes, des hommes nouveaux. On y sentait aussi l'amour et l'intérêt des hommes qui l'avaient animé : Célestin Nicolet, créateur du mouvement scientifique en notre ville ; Edouard Stebler, l'homme au cœur sensible et profond qui, reclus volontaire, était l'âme de cette Ecole Industrielle qui, huit ans plus tard, évoluait en un Gymnase du type banal.

Célestin Nicolet est trop loin derrière nous pour que nous puissions juger de la part qu'il prit au Musée ; en outre, il n'a jamais enseigné et le Musée était au début intimement lié à l'activité scolaire. Mais Edouard Stebler¹⁾ fut notre professeur et notre initiateur dans les sciences naturelles. Cloîtré dans son collège, il s'occupait à la fois d'un lourd, très lourd enseignement, de la conservation du Musée, de la Bibliothèque de la ville, du Club jurassien et de la Société des Sciences naturelles, d'une correspondance étendue et de substantielles lectures. Point de différences entre ses ressources et celles, fort maigres, du Musée : la collection d'oeufs Nicoud, achetée cinq mille francs, a été payée de sa poche. Et comme les locaux d'exposition sont trop petits, il accumule en boîtes, en caisses, des matériaux de toutes provenances, qui, à l'heure actuelle, n'ont pas encore pu tous être utilisés. Et comme on ouvre à la gare de nouvelles tranchées, il y expédie des jeunes gens à la chasse aux fossiles. Toute fondation de maison ajoute à la série. D'anciens élèves, dont la vie s'est dirigée au lointain, lui envoient des oiseaux, des plantes, des insectes de leur pays d'adoption. Un Chaux-de-Fonnier, M. Jules-César Huguenin, n'interrompt jamais ses envois de Californie — nous avons reçu les derniers — si bien que la faune de ce pays est fort bien représentée dans nos collections. En même temps s'accumulent des ouvrages dans sa bibliothèque privée, manuels, revues scientifiques, classiques de la science.

¹⁾ Né à La Chaux-de-Fonds, le 1^{er} avril 1844.

Voir le volume du Jubilé des Ecoles secondaires, pages 35 et suivantes, et ici même, pages 441, 522, 532 et 535.

Aux trois salles du Musée vient s'ajouter une quatrième salle, au rez-de-chaussée ; mais à peine ouverte, elle est déjà insuffisante tant l'essor du Musée est rapide ; des achats judicieux complètent sans cesse les collections : ainsi le boeuf musqué. En 1912, aubaine inespérée : une espèce rarissime, l'okapi, va figurer au Musée. L'okapi, deviné par Stanley dans son voyage à la rescousse d'Emin Pacha, n'a été découvert par Johnson qu'en 1901. Les grands Musées du monde recherchent avidement cet animal, voisin des girafes, et c'est un obscur musée de petite ville, le nôtre, qui a la bonne fortune de recevoir un des premiers exemplaires ; un Chaux-de-Fonnier, M. A. Kocher-Stauffer, agent au service de la compagnie du Congo, en rapporte une dépouille et l'offre généreusement à sa ville natale ; c'est un mâle adulte où se voient nettement les rudiments de cornes.

Ainsi chaque année ajoute aux collections : dans le plein jour des salles et des vitrines, les pièces les plus notables ; dans l'obscurité des boîtes et des caisses, ce qui ne peut trouver place dans l'exposition ; les collections de géologie notamment, qui exigent des vitrines horizontales, doivent être sacrifiées.

1914. Malade et fatigué, au terme d'une vie consacrée uniquement à sa ville qui le fit bourgeois d'honneur, Edouard Stebler meurt à la veille de tragiques événements. C'est M. Edouard Stauffer, son successeur dans l'enseignement des sciences, qui héritera la lourde tâche de conserver et développer le Musée. Mais il convient maintenant d'attribuer au Conservateur des heures de travail définies, sur la base admise d'un commun accord : une heure et demie de travail de Musée équivalent à une heure de leçon. Ainsi s'amorce déjà la disjonction des postes de professeur et de conservateur du Musée qui interviendra en 1932.

Les temps de guerre ne sont pas favorables aux travaux pacifiques d'un Musée ; toutefois nos collections s'enrichissent de pièces remarquables : un éléphant des Indes, don de la ménagerie Hagenbeck, immobilisée dans nos montagnes au début de la guerre ; un gigantesque cerf Wapiti ; une lionne donnée autrefois à la ville de Zurich par le négus Ménélik ; un puma ; un sanglier, etc. Mais il y a beaucoup de travail à reprendre : renouveler un mobilier devenu désuet et incommode, nettoyer, revoir les classements, renouveler les étiquettes pâlies. Conserver un Musée est un travail de Sisyphe : tant de fois les choses doivent être reprises. L'exiguité des locaux — refrain éternel des rapports de l'époque — et la pauvreté des meubles ne facilitent pas la besogne. Mais malgré toutes les difficultés, le Musée se maintient, s'accroît, évolue.

1918. Un changement d'ordre administratif. Jusqu'alors, un seul « Comité de la Bibliothèque et du Musée d'histoire naturelle », de quinze membres, dirigeait les deux activités. Au printemps 1918, au renouvellement trisannuel des autorités communales, un Comité particulier est constitué sous la présidence de M. William Béguin. Cette division du travail, dit le rapport de 1918, ne peut être que favorable au développement du Musée.

1920. C'est à propos d'une question d'enseignement que M. Edouard Stauffer cède la place de conservateur du Musée à l'auteur de ces lignes ; besogne dans laquelle il se sent bien novice... Un travail est déjà commencé, la revision des oiseaux. Le nouveau conservateur se fait donc ornithologue, aidé du reste, en ce qui concerne les exotiques, par les collections du Musée de Neuchâtel qui lui sont ouvertes.

Peu de temps après, alors que la confection d'un catalogue sur fiches absorbait l'essentiel du temps de travail, se présenta pour le Musée une occasion inespérée : le rhinocéros blanc ou rhinoceros camus. Cette espèce, le plus grand mammifère terrestre après l'éléphant, passait pour éteinte en Afrique quand on en découvrit encore dans la région du Nil blanc. La grande femelle adulte qui nous était proposée venait de cette région ; elle était déjà magnifiquement montée, par un maître en taxidermie moderne, M. Banz, de Stuttgart. La dépense est grande, mais avec de l'aide, un prêt, on arrivera à chef. A cette occasion, le public trouve ou retrouve le chemin du Musée. Puis le conservateur, en séjour d'études à Paris, travaille au Muséum et obtient de cet établissement, en échange d'oeufs de la collection Nicoud, un lion, un zèbre, une antilope Kobe, une jeune girafe, une autruche... et voilà enfin la grande faune africaine représentée dans les collections. Avec cet apport la place disponible manque tout à fait ; les salles du Musée de peinture, qui déménage dans son bâtiment tout neuf, sont revendiquées par le Gymnase et nous devons nous contenter d'une seule salle, d'accès difficile. Viennent ensuite, comme acquisitions notables : une grande collection de papillons indigènes, achetée à M^{me} Bolle, de Dombrèsson ; une famille de buffles africains, don d'un enfant de notre ville, le Dr Hertig, médecin à Morija (Bassouto), en voyage d'exploration au Congo.

Le cadre « scolaire » du Musée commence à craquer : il y a maintenant cinq salles si pleines que l'une d'elles, même, n'admet plus la visite, tant les couloirs en sont encombrés. Une Société des amis du Musée est créée (1920) ; un vent et un esprit nouveaux

circulent partout ; les collections grandissent sans cesse ; des relations avec les autres Musées suisses et étrangers s'établissent : et, chose presque incroyable, tout ce travail, tout cet effort, toute cette croissance se fait sans que l'aide financière de la commune soit sollicitée, autrement que par les crédits réguliers, restés inchangés ou même diminués.

Puis, en 1926, grande nouvelle : le conservateur va partir en voyage d'exploration scientifique en Afrique, dans la lointaine Angola. C'est dans une entrevue avec le Dr Hertig, à Môtiers, que le voyage est décidé. Le futur explorateur reçoit la Bourse fédérale pour voyages scientifiques et différentes subventions de Musées suisses ; les fonds sont réunis, on peut partir. Le Dr Hertig, en sa qualité de vieil Africain, sera le chef de l'expédition ; M. William Borle, connu par deux gigantesques randonnées d'automobile en Afrique et en Asie, se joindra à nous, en qualité de chasseur, et son fils Marcel sera le cinéaste de l'expédition. L'organisation va rondement et, fin juin 1928, l'expédition quitte la Suisse pour le Portugal, s'embarque huit jours plus tard à Lisbonne et arrive à pied d'oeuvre à Lobito vers le milieu de juillet. Le Dr Hertig, venu du Cap, la rejoint le 1^{er} août. Après quelque retard, l'expédition gagne son centre de travail, la Mission catholique du Cubango (Kuvangu) dirigée par un Suisse, auquel nous devons dire notre reconnaissance infinie, le R. P. Charles Bourqui, de la congrégation du St-Esprit. Une colonne de porteurs noirs est rassemblée pour descendre, à pied, le fleuve Kuvangu ; trois campements de travail sont organisés : au Rio Mbalé, à Caquindo et au Chimpopo. D'autres séjours plus ou moins prolongés, à Ebanga, Caluquembé, S. Amaro, le Cutato ; une expédition fructueuse à Mossamédès et à son désert, avec capture du zèbre de Hartmann, de l'oryx et du springbock, achèvent la liste des lieux d'exploration. Chacun travaille sans relâche au succès de l'expédition : le Dr Hertig explore les environs, chasse et fait l'ethnographie ; M. Borle poursuit l'antilope et la grosse bête ; son fils Marcel filme, photographie et, dans ses loisirs, chasse l'oiseau. Le naturaliste est plus ou moins attaché au camp par ses besognes de préparateur et de trésorier de l'expédition ; mais il pratique la poursuite des insectes et autres bestioles qu'il est seul à pouvoir déceler. Ce sont des journées fiévreuses où tous prennent contact avec le pays, bienveillant ou hostile, selon les jours, avec ses habitants, ses moeurs, sa faune, sa flore. Ainsi se poursuit un labeur dont on ne verra l'étendue que plus tard, en Europe, quand il s'agira de tirer parti de toutes ces richesses.

Le retour en Europe a lieu en mars 1929 et le travail d'étude de tant de matériaux commence. Ainsi débute la longue série des mémoires scientifiques consacrés à la faune d'Angola, due à la plume du conservateur et de nombreux spécialistes suisses ou étrangers auxquels il a dû avoir recours. Tout étudier dans notre Musée est une impossibilité ; cela exigerait une énorme bibliothèque scientifique, des collections de comparaison étendues, de longues périodes de préparation et un temps considérable ; il est de coutume, dans des occasions pareilles, de faire appel à des spécialistes, versés dans la connaissance de groupes particuliers, et pouvant y travailler avec certitude et célérité. Nous avons donc fait appel à de nombreux savants, et fait qui est à l'honneur des sciences naturelles, leur concours est toujours gratuit. Les mémoires rédigés ont malheureusement dû paraître dans des revues disséminées, ce qui nuit à l'impression d'ensemble qu'aurait donnée un recueil particulier. Mais de grands frais ont été ainsi évités. Le conservateur a, de son côté, étudié les vertébrés (à l'exception des poissons) et les scorpions.

Mais, où loger maintenant tant de richesses ? Les locaux du Musée, au Gymnase, ne peuvent plus rien accepter ; et les établissements qui occupent le collège, Gymnase, Ecole d'Art, Bibliothèque réclament tous de nouvelles salles. Une seule solution est possible et c'est le Musée qui la propose aux autorités : déménager. On visite force locaux : un seul peut être retenu — mais nous n'en serons que locataires — la grande salle de l'Hôtel des Postes. Et c'est ainsi que les collections abandonnent les salles où elles reposaient depuis soixante ans, gravissent les quatre-vingt marches de l'escalier des postes, et s'étalent, bien à leur aise et bien au jour, dans la vaste salle de 800 m². Le déménagement n'est certes pas facile, surtout pour la pirogue lacustre et le rhinocéros, d'autant plus que le conservateur est obligé sans cesse d'abandonner son travail et ses ouvriers, pour aller donner quelques leçons aux potaches du Gymnase. Mais peu à peu, tout se range : il y aura une section suisse, une section générale, une section d'Angola, une section géologie, dont s'occupe M. Ph. Bourquin. Et comme il faut un « clou » à notre Musée renouvelé, on y installe un diorama, éclairé à la lumière artificielle, et représentant un couple de gnous dans un paysage angolais. D'autre part, le peintre L'Eplattenier, notre voisin d'étage, offre généreusement son concours et brosse, avec la maîtrise qu'on lui connaît, d'après nos photographies d'Angola, trois grandes toiles de fonds.

Le résultat final, avec les échappées, les surprises, le mélange d'ancien et de moderne, est une vraie réussite et l'inauguration, en novembre 1930, en est la consécration. La ville possède maintenant, dans un cadre digne de son importance, un vrai Musée d'histoire naturelle, instrument d'éducation publique. Le cadre scolaire est désormais trop étroit, le Musée, avec ses collections devenues classiques par l'étude et le dépôt des types, est un centre d'études scientifiques.

Toutefois, le conservateur se rend fort bien compte que son travail en Angola n'a été qu'ébauché : les fondations de la maison sont posées, il faut y retourner pour construire les murs. Six mois d'exploration sont insuffisants, il faudra en consacrer dix-huit au moins, deux saisons sèches et la saison des pluies intercalée. Un deuxième voyage en Angola est donc décidé ; l'itinéraire est tout tracé par ceux du premier voyage : les environs de la Mission du Kuvangu, les rives du Cunéné, quelques stations disséminées dans le centre et l'Est de la colonie, le Kuanyama. Une mesure préalable, d'ordre administratif s'impose : disjoindre les postes de professeur au Gymnase et de conservateur du Musée et abandonner le premier, quelle que soit la diminution de salaire qu'elle comporte ; la formalité intervient en mars 1932, en même temps que le second départ pour l'Angola.

Le voyage dura 20 mois, remplis par un labeur incessant ; le mode des déplacements a été considérablement simplifié ; on n'utilise plus, comme au premier voyage, les grandes colonnes de porteurs qu'on n'est pas sûr de pouvoir nourrir sur le pays. Un char à boeufs, lent, mais peu coûteux, pratique et allant partout, les remplacera. Les stations seront multipliées — il y en a eu 20 au total — afin de prendre contact avec les aspects divers de l'énorme pays. En même temps que la recherche zoologique, un compagnon de voyage, M. Théodore Delachaux, de Neuchâtel, s'occupera d'ethnographie. Le butin ainsi rassemblé est immense ; il faudra au retour, quatre années de labeur pour l'étudier, le classer et en tirer parti au maximum. Ici encore, nous avons eu recours à nombre de spécialistes, et la série des mémoires s'est allongée considérablement, atteignant le chiffre magnifique de 65.

21 septembre 1935 : grande date pour le Musée : on inaugure les collections d'Angola, et le Portugal, qui a accueilli par deux fois les explorateurs suisses avec bienveillance et courtoisie, se fera représenter par Leurs Excellences le ministre des Affaires étrangères, M. A. Monteiro, le ministre plénipotentiaire du Portugal à

Berne, M. J. Santos, et la délégation du Portugal à la Société des Nations. En outre, le Conseil fédéral, le Conseil d'Etat, les Autorités communales seront aussi représentées, avec nombre de Musées suisses, la Société des Sciences naturelles, le Club Jurassien, l'Université de Neuchâtel, etc. Les discours principaux ont été dits par MM. E. Stauffer, président de la Commission du Musée, A. Monard, conservateur, C. Brandt, directeur des finances communales, A. Monteiro, ministre des Affaires étrangères du Portugal. Tout se passe le mieux du monde, et plus que locale, la fête marque, avec un lien nouveau entre le Portugal et la Suisse, la consécration de notre Musée, devenu classique par sa magnifique collection d'Angola.

Après l'Angola, la Guinée portugaise. Cette troisième expédition (octobre 1937-mai 1938) est montée peu après la fin des travaux d'Angola ; elle sera d'envergure moindre, ne durera que six mois dans ce pays où peu de naturalistes ont pénétré. Malgré cela, une magnifique moisson est rapportée, une série de mémoires originaux (13) fonde l'histoire naturelle de ce pays, un coin du Musée est spécialement destiné aux nouvelles collections.

Puis ce fut la guerre, qui supprima un quatrième projet, un voyage au Laos (Indo-Chine). La besogne du conservateur est devenue dès lors toute « rétrospective » ; il faut tirer parti des collections rassemblées autrefois par nos devanciers et restées en caisse. Les coléoptères, tant indigènes qu'exotiques nous ont demandé deux ans de travail ; les coquillages sont actuellement entrepris ; puis ce sera le tour des fossiles — auxquels se sont jointes récemment les magnifiques collections du Dr Roessinger —, les minéraux, les roches, les herbiers. Mais peut-être aussi, la paix revenue et le démon des voyages tentant de nouveau le conservateur, une nouvelle expédition interrompra-t-elle ces travaux de revision.

* * *

Que dire, en conclusion, pour résumer cette histoire : en 1892 n'existait qu'un minuscule Musée, destiné avant tout à l'enseignement des sciences naturelles, intimement lié à l'activité des écoles, d'intérêt strictement local, s'étiolant dans des locaux trop étroits, sans possibilité de s'agrandir et ne comptant pas hors de la ville.

En 1943, le Musée, sorti de sa coquille, est devenu un centre d'études scientifiques (une centaine de mémoires y ont pris naissance, directement ou indirectement). Il présente quatre sections définies : sections suisse, générale, d'Angola, de Guinée, une expo-

sition d'aspect plaisant, s'écartant de la banalité, quatre groupes éclairés à la lumière électrique, en des reconstructions ingénieuses (gnous et autruche d'Angola, babouins, chimpanzés, jaguar), un grand groupe de faune aquatique d'Angola, une galerie de sujets suisses en leur cadre naturel, trois groupes exposés devant des toiles de fond, des vitrines métalliques. Il organise chaque hiver des visites commentées, publiques et gratuites, appréciées par la population ; de nombreuses classes de la ville et des environs le visitent chaque année ; il est un centre d'attraction pour les jeunes gens s'intéressant aux sciences naturelles ; il entretient une correspondance suivie avec les Musées suisses et étrangers. En tiroirs, il présente de belles collections d'insectes et de mollusques ; sans compter d'importantes séries de fossiles régionaux attendant leur étude. Il possède de nombreux types (exemplaires d'espèces nouvelles ayant servi à la description et à l'établissement de l'espèce). Le développement a été si considérable qu'après 12 ans, une crise de locaux s'amorce déjà.

Le Musée d'Histoire naturelle n'est-il pas un exemple de ce que peut faire le magnifique esprit de nos montagnes : cet esprit ouvert à tout, où les solutions nouvelles sont accueillies avec plaisir, où l'on hait l'immobilité et le poncif, où les difficultés sont résolues avec ingéniosité, où l'on sait faire beaucoup avec peu, où les revers ne sont qu'encouragement à mieux faire, où l'intense vitalité cherche sans cesse de nouvelles directions où s'exercer ? Ne semble-t-il pas, qu'à l'exemple de nos aïeux qui reconstruisirent plus grand et plus beau leur village détruit par l'incendie, le Chaux-de-Fonnier éprouve sans cesse le besoin de construire, de créer, de développer, fut-ce même un Musée d'Histoire naturelle ?

Dr A. Monard.



La Chaux-de-Fonds, rue Léopold-Robert en 1874. A gauche, le Chandelier d'Amour démoli en 1875.

Sociétés scientifiques et de recherches diverses

1. Le Costume neuchâtelois

La Société du Costume neuchâtelois a tenu sa séance constitutive le 6 décembre 1920, à Neuchâtel. Le 21 février de l'année suivante, elle créait une section locale. La Chaux-de-Fonds, puis d'autres districts du canton suivaient son exemple.

En 1922, dans une assemblée au Château de Valangin, la Société du Costume neuchâtelois se constituait en Association cantonale groupant les différentes sections.

Le costume adopté à Neuchâtel et aux Montagnes s'inspirait de toute une série de tableaux de l'époque s'étendant de 1780 à 1800, qui présentaient des caractères communs indéniables. L'indienne et la dentelle, fruits des industries locales y jouaient un rôle prépondérant.

A côté de son but principal, qui était de remettre en honneur le costume neuchâtelois et d'en généraliser le port dans les cérémonies de famille, dans les manifestations de la vie publique et dans les fêtes patriotiques, la société désirait s'inspirer des traditions du passé pour en perpétuer le souvenir.

Mais, pour être efficace, cette oeuvre de restauration ne devait pas se borner au costume, celle de la chanson populaire en était en quelque sorte le corollaire. Elle l'appelait d'autant plus que le port du costume est synonyme de réjouissance, de fête, et partant, de joie, de chansons.

Cependant, tout en s'inspirant du passé, notre groupement vit dans le présent. C'est pourquoi il n'a cessé de s'occuper d'oeuvres sociales et philanthropiques. C'est à la section chaux-de-fonnière du Costume neuchâtelois que l'on doit la création de la Pouponnière des Brenets.

Pour ne pas faire mentir le proverbe : les petits ruisseaux font les grandes rivières, la Société cantonale du Costume neuchâtelois, qui avait travaillé modestement dans l'ombre, établit, avec l'Association des Vaudoises, les fondements de la Fédération suisse des costumes nationaux qui groupe actuellement plus de 12,000 membres.

L. Legler.

2. La société jurassienne d'émulation

Depuis longtemps, l'idée germaît, en de nombreux cerveaux jurassiens, de fonder en notre ville une section qui devait grouper une partie des très nombreux Jurassiens bernois établis en terre neuchâteloise, autrement qu'en une société de secours mutuels, qui existait d'ailleurs depuis quelque 40 ans ¹⁾. S'intéressant à l'histoire régionale, aux lettres, aux sciences, aux arts, ils eurent tout naturellement l'idée d'établir en notre ville une section de la Société jurassienne d'Emulation — qui a près d'un siècle d'existence, et son siège central à Porrentruy. A la suite d'une convocation dans les journaux, une vingtaine de personnes se trouvaient réunies à l'Amphithéâtre du Collège primaire pour jeter les bases de notre association, le soir du 2 octobre 1924.

Peu de dates marquantes depuis la fondation de notre section, qui participe, par une délégation, chaque année à l'assemblée générale convoquée par le Comité central, à tour de rôle dans chaque ville affiliée. Chaque mois, des réunions ont lieu, au cours desquelles sont traités des sujets se rapportant autant que possible au Jura, mais ne se désintéressant pas non plus de toutes connaissances qui peuvent enrichir ceux qui assistent aux séances.

Les effectifs ont passé du début — où une vingtaine de membres avaient répondu à l'appel, — à cinquante, subissant, par suite de départs, décès ou d'autres causes, une légère diminution, pour reprendre une nouvelle ascension ces derniers temps (actuellement : 41 actifs).

Les dépenses consistent principalement en achats destinés à compléter la bibliothèque en ouvrages ayant trait à tout ce qui se publie d'important sur le Jura bernois.

Point d'hommes illustres dans la courte existence de notre section, mais tous désireux de cultiver l'amour de leur petite patrie : le Jura bernois, avec lequel la plupart d'entre eux entretiennent régulièrement de cordiales relations.

Charles Rossel.

3. La société neuchâteloise des sciences naturelles

Section des Montagnes

Le 27 novembre 1843, quelques membres de la Société des Sciences naturelles de Neuchâtel, avec l'assentiment de celle-ci, jugeant, ainsi que nous l'apprend l'introduction à son Règlement,

¹⁾ Voir page 627.

« convenable de régulariser entre eux la lecture des procès verbaux qui leur sont envoyés par la dite société, de se réunir pour se communiquer leurs observations, de susciter dans la localité le goût de l'étude des Sciences Naturelles et de la Technologie », sont convenus de se constituer en société active qui aura son siège à La Chaux-de-Fonds.

Les fondateurs ¹⁾ de cette société étaient :

A.-Célestin Nicolet, pharmacien, J.-F. Jeanneret, pasteur,
Justin Billon, industriel, Alfred-Sy Droz, Dr médecin,
Georges Dubois, Dr médecin, Chs-Louis de Pury, Dr médecin.

Dans cette séance du 27 novembre 1843, un comité est constitué. Sont désignés :

MM. J.-L. Wurflein, prof., président ; A.-C. Nicolet, pharm., vice-président ; Chs-Ls de Pury, Dr méd., secrétaire pour les Sciences naturelles ; Ls Favre, instituteur, secrétaire pour les Sciences exactes et technologiques.

Dès lors, la nouvelle société se réunit les deuxième et quatrième jeudis de chaque mois du 15 novembre au 1^{er} mai. Dans les séances, on lit les procès verbaux de la Société de Neuchâtel, on entend et on discute les travaux présentés par les membres. Les communications ne manquent pas, se rapportant à tous les sujets : botanique, médecine, géologie, météorologie, industrie, etc. Mais les préoccupations de la jeune société vont aussi à la cité. C'est sur son initiative, — un Comité du régulateur avait été désigné, — que fut installé le régulateur de l'Hôtel de Ville, aujourd'hui à l'Hôtel communal. Le mouvement en fut commandé au « Père Klentschy » et le pendule compensé à l'ancien Delachaux, des Planchettes. Puis une lunette méridienne fut fournie par Gambey, le célèbre constructeur de Paris, et installée sur le clocher de l'église. J.-F. d'Osterwald en détermina l'orientation exacte.

Dans le domaine de l'industrie encore, la question des procédés de dorage au mercure ou à la pile suscite aussi de nombreuses discussions et bien des entretiens avec des collègues du Locle pour aboutir à l'introduction d'une technique nouvelle et plus hygiénique.

La question de l'eau potable est aussi examinée. Une « Commission des eaux » est créée. Composée de MM. C. Nicolet, A. Droz,

¹⁾ Auxquels vinrent s'ajouter, lors de la séance constitutive, le 27 novembre 1843 :

Wurflein J.-L., professeur, Irlet Gustave, Dr. médecin, Robert d'Otto Louis, Ladame Edouard, pasteur, Hotz Rodolphe, pasteur, Bonhôte Auguste, pasteur, Favre Louis, instituteur, Savoye Eugène, Ducommun J.-Ch., Ducommun Louis-Ulysse, Courvoisier Frédéric, Courvoisier Jacky-Auguste, de Pury L.-Ferdinand, Brandt Louis, Gænseli Fréd.-Ls, Bovy Louis, Bovy John, agrégés par la Société de Neuchâtel dans sa séance du 20 décembre 1843.

méd., Ls-Ul. Ducommun, J.-C. Ducommun, Chs-Ls de Pury, cette commission fut chargée, le 11 juillet 1845, par la Compagnie du village, donc officiellement, de la recherche des eaux potables et se vit adjoindre MM. J.-L. Wurflein, Oscar Jacot, notaire et secrétaire de commune et C.-E. Dubois.

Animée d'un tel esprit, il semble que la jeune société avait devant elle un long avenir. Mais les événements de 1848, en exigeant les bonnes volontés, dispersèrent ses membres. Néanmoins, le feu couve sous la cendre et quand, en 1854, la Société helvétique des Sciences naturelles, réunie à Saint-Gall, décide, en l'honneur de C. Nicolet, de tenir sa 40^{me} session annuelle à La Chaux-de-Fonds, un comité se constitue. Il est composé de MM. C. Nicolet, président, Gustave Irlet, Dr méd., vice-président, Dr de Pury et M. Gallet, directeur, secrétaires. Au lendemain de cette manifestation dont la réussite fut parfaite, la section se reforme. Elle nomme un comité où figurent J.-L. Wurflein, président honoraire, C. Nicolet, président, Dr G. Irlet, vice-président, G.-E. Sire, prof., et L. Geiser, prof., secrétaires. Pendant cette courte période de résurrection, la section réalisa, sur l'initiative du professeur Sire, une réplique de l'expérience de Foucault, dans le clocher de l'église. Cette expérience valut à notre ville une visite de la Société des Sciences naturelles de Neuchâtel. Mais dès 1857, la vie de la société se ralentit et c'est une longue période de sommeil qui commence.

En 1897, à l'occasion de la séance annuelle de la Société neuchâteloise, un comité se constitue, présidé par M. Ed. Stebler ¹⁾ et formé de MM. Dr Eug. Bourquin, Ls Calame-Colin, C. Girard-Gallet, Breitmeyer et Dr de Quervain. L'assemblée passée, le sommeil reprend jusqu'en 1909 où, à la suite d'une nouvelle séance annuelle de la Société neuchâteloise, la section se reforme le 12 novembre et confère à M. Ed. Stebler le titre de président honoraire. Le comité est composé de MM. Dr Eug. Bourquin-Lindt, président, Dr Ed. Robert-Tissot, vice-président, Dr G. Roessinger, prof., caissier, Aug. Lalive, prof., secrétaire, Ed. Stauffer, prof., secrétaire-convocateur. Une fois encore, l'activité se ralentit et la guerre de 1914-18 est la cause d'une nouvelle période d'inaction. Mais la flamme allumée par C. Nicolet, entretenue par Ed. Stebler n'est pas éteinte. En 1922, à la suite d'une nouvelle séance publique de la Société neuchâteloise, le 17 juin, la section renaît et dès lors sous la direction de MM. Dr A. Monard, Dr B. Hofmänner, R.

¹⁾ Voir pages 521 et 522.

Steiner, Dr Chs Borel, Maurice Favre, Ph. Bourquin elle n'a cessé de poursuivre ses travaux. En 1931, elle eut l'honneur d'organiser sous la présidence de M. le Dr Chs Borel, la 112^{me} session de la Société helvétique des Sciences naturelles. Cette manifestation parfaitement organisée fut un réel succès. La société, qui depuis 1922 porte le nom de Société neuchâteloise des Sciences naturelles, section des Montagnes, compte aujourd'hui 50 membres qui ont à cœur de continuer l'oeuvre commencée par les citoyens dévoués et éclairés qui ont nom A.-C. Nicolet, Ed. Stebler, parmi tant d'autres.

Ph. Bourquin.

4. La section de Pouillerel du Club jurassien

Répondant à l'appel lancé par le Dr Louis Guillaume, de Neuchâtel, fondateur du Club Jurassien et initiateur de la première séance qui groupa tous les futurs clubistes du canton et de la Suisse romande, à Noiraigue, en 1865, M. Louis Bornet, directeur des écoles de notre ville, groupe naturalistes, savants ou amateurs, et 38 élèves de l'Ecole industrielle en une première section du dit club en 1865.

Le bureau, dans lequel notre modeste directeur ne tint pas à figurer, était composé de MM. Borel, ingénieur, président, Ruchonnet, professeur, Jacot, professeur, Juvet, caissier, Brunschweig et Besançon.

Dès le début, nous constatons l'union intime de l'Ecole et du Club Jurassien.

Le Comité cantonal passa plusieurs fois à la section de La Chaux-de-Fonds, qui en reçut une grande impulsion. Un essai de *jardin botanique*¹⁾, sur la pelouse à l'est du Collège Industriel, eut ses années de succès et fut, avec ses trois cents espèces de plantes indigènes, une station utile à la jeunesse studieuse.

MM. Edouard Sunier, instituteur, et Lucien Landry en furent les principaux animateurs et fondateurs ; ce jardin fut déménagé plus tard à l'ouest du Bois du Petit-Château, où il disparut.

Les séances mensuelles sont l'occasion d'entendre une conférence ou des travaux faits par un savant ou des membres de la société.

Les sorties fournissent aux clubistes l'occasion de mieux se connaître et d'étudier sur place la belle nature. Durant cette période plusieurs expéditions d'une dizaine de jours furent organisées par

¹⁾ Voir page 537.

MM. les professeurs A. Lalive, Ed. Stauffer, R. Steiner et le Dr A. Monard avec comme but les Préalpes, les Alpes de Savoie et la visite du Jura jusqu'au Reculet. Actuellement des expéditions plus modestes se font toujours. Le camping sous la tente organisé par M. le Dr Monard pendant les vacances est très goûté de la jeunesse.

La commission de botanique collabore à la constitution d'un herbier des plantes du Jura, s'occupe de surveiller les stations d'espèces rares, d'en découvrir de nouvelles, de protéger les arbres ou les sites intéressants.

C'est ainsi qu'avec l'appui d'amis dévoués, dont M. A. Romang, ex-préfet, nous avons pu sauver de l'abattage le bel érable du Bas-Monsieur (8 m. 50 comme tour du tronc). M. R. Steiner dirige cette commission depuis plus d'une décade.

La commission de géologie fait au cours de ses sorties remarquer les diverses formations du sous-sol des Montagnes, d'après les travaux et observations de nos géologues ; elle cherche à établir la liste des blocs erratiques de notre district. Grâce à l'intervention de M. R. Steiner, elle a pu faire l'acquisition du Grison de la Corbatière (bloc riessien de la troisième époque glaciaire) et de 100 m² de terrain pour assurer à toujours sa conservation. De semblables démarches ont été faites pour la protection du plus haut bloc erratique du Jura, celui du Mont d'Amin, situé à 1400 m. d'altitude ; l'entrepreneur propriétaire de l'hôtel, M. Monnier, nous a bien facilité les choses. Par les soins de cette commission, trois blocs ont été placés dans des jardins de la ville: le premier (1922), venant du Mont-Sagne, est devant le portail nord du Parc des Crêtets ; le deuxième (1942) au jardin de M. le Dr B. Hofmänner, Bois-Gentil 7, vient des Bulles ; le troisième (1943) est au Parc du Musée et provient de l'Equane. M. Ph. Bourquin, géologue, est l'animateur de cette commission.

Spéléologie. — Fondée sur l'initiative de M. Jean Schnör, artisan de notre ville, une sous-commission pour l'étude des grottes et abris sous-roches a pris naissance il y a quelques années. Elle a à son actif la découverte de la grotte du Lierre (Doubs), est en relation avec la Société suisse de spéléologie ; deux de ses membres font des recherches préhistoriques.

La zoologie continue d'être à l'ordre du jour et a les faveurs des jeunes sous l'impulsion donnée par MM. les Drs B. Hofmänner et Monard.

Dans ce domaine, une découverte intéressante a été faite dans le monde des chauves-souris, un exemplaire rarissime, l'*Eptesicus*

Nilssoni (Keys & Blas) ayant été capturé par M. L. Chopard. D'autres jeunes font des travaux de concours, avec dessins et coupes préparées, collections.

Les trouvailles des membres du club sont groupées soigneusement et cataloguées dans des armoires vitrées.

La section a été présidée de 1891 à 1904 par M. Ed. Stebler¹⁾. Depuis 1922 le président est M. le Dr B. Hofmänner. En 1943, nous avons atteint cent membres. Notre doyen est actuellement M. Albert Michaud, ancien essayeur-juré, qui a 87 ans et 65 ans de sociétariat.

Edouard Gruet.

5. La société d'horticulture

« La section de La Chaux-de-Fonds compte vingt-six membres ; sept sont présents à cette première réunion.

» M. Lucien Landry préside de droit la section comme membre du Comité central et donne quelques explications verbales sur la société cantonale, laquelle ne sera constituée définitivement qu'après l'assemblée générale de décembre prochain, époque fixée pour la première cotisation cantonale ».

Tel est l'acte de naissance de la Société d'horticulture de La Chaux-de-Fonds, extrait du procès-verbal de la première séance, le lundi 7 octobre 1867.

Il y fut décidé que les réunions auraient lieu le premier lundi de chaque mois, pendant l'hiver, dans une des salles du collège, de 8 à 9 heures du soir et qu'il serait perçu une cotisation de fr. 2.—. Puis M. Lucien Landry remercia la dame et les messieurs qui, malgré le mauvais temps, assistaient à cette première réunion.

Il suffira pour réaliser les espoirs fondés, note encore le secrétaire, de réunir les observations d'un chacun sur la croissance, la floraison des plantes, la maturité des légumes, le choix des arbres fruitiers et d'ornement, etc. Les plantes suivantes sont recommandées : thlaspi blanc et violet, pied d'alouette, réséda, érysimum écholzia de Californie, adonis goutte de sang.

Les séances ont lieu chaque mois, la fréquentation est faible ; de 5 à 12 membres, mais les membres apportent les produits de leur culture ; MM. Lucien Landry et Mathias Baur donnent de véritables leçons avec démonstrations pratiques.

La première assemblée-exposition a lieu le 22 août 1868, dans une salle du Vieux Collège ; une cinquantaine de personnes y participent. M. Lucien Landry formule le voeu, à cette occasion, que la

¹⁾ Voir pages 521 et 522.

section concentre ses efforts sur l'étude des semis d'automne, l'introduction de nouveaux légumes, l'amélioration des espèces de fleurs cultivées en appartement, l'application des plantes vivaces à la décoration des jardins, des recherches sérieuses pour former un catalogue des fruits qui réussissent chez nous, enfin des études sur les cultures d'arbres forestiers et fruitiers et sur la possibilité d'introduire des espèces nouvelles ou d'aider à la reproduction des anciennes.

Le 6 mars 1871, la Société d'horticulture de La Chaux-de-Fonds devient indépendante de la Société cantonale. Un comité de 7 membres est nommé — que préside M. Lucien Landry —, un règlement adopté et les séances ordonnées avec beaucoup de soins ; il y en aura chaque année une dizaine. La partie administrative est réduite à l'indispensable ; l'important, c'est la lecture de journaux et revues horticoles ; l'examen des plantes, fruits et légumes apportés par les sociétaires fournit la matière de conseils et de critiques bienveillants, de la part des professionnels ou de bons amateurs ; pour encourager les sociétaires, des récompenses en nature sont accordées à ceux qui présentent les plus beaux produits. A partir de 1887, une commission dite « des apports » est chargée de cet examen et les points qu'elle attribue valent une récompense. En 1876, M. Charles Matern ¹⁾ présente à la séance un jardin en miniature, « construit avec beaucoup d'art ».

La visite des jardins des sociétaires qui en font la demande ajoute aux séances un nouveau moyen d'instruction ; 10 membres participent à la première, le 29 août 1871.

Sans sortir de l'horticulture, l'assemblée du 4 mars 1872 délègue M. Mathias Baur à une réunion de représentants des sociétés locales qui étudiera le projet de construction d'un bâtiment avec salles de séances et d'expositions ; beau rêve entrevu mais non réalisé.

Et les séances continuent dans une salle d'école, à l'Hôtel de Ville, à l'Hôtel Judiciaire, quelquefois chez des sociétaires et de nouveau à l'Hôtel de Ville où la Commune accorde un modeste local. La société organise en outre des courses avec visites d'expositions ou de cultures : à Morges, en 1872, durée trois jours, 22 participants ; en 1877, une course botanique, en Valais, n'eut que 4 participants, mais elle dura cinq jours ; les cultures de Perreux, d'Orbe, de Wavre, de St-Blaise, de Montmirail, Dombresson, Chiètres, les écoles d'agriculture de Cernier, d'horticulture de Chatelaine, le

¹⁾ Créateur du Parc du Bois du Petit Château, voir page 685.

Comptoir de Lausanne, de grands établissements horticoles reçurent la visite des sociétaires.

En 1871, la société loue un terrain au midi du N° 34 de la rue du Grenier et elle y établit un jardin d'essais ; la section de botanique du Club jurassien s'en occupe pendant quelque temps. Les sociétaires peuvent y semer fleurs et légumes, y planter des arbres et faire ainsi de fructueuses expériences. Des pommiers de St-Petersbourg y végètent. En 1888, les travaux pour la construction du chemin de fer P. S. C. encombrèrent le jardin de déblais ; il fut abandonné et le bail résilié.

Le Club jurassien manifeste le désir d'établir un jardin botanique, dans la cour à l'est du Collège Industriel ¹⁾. Une exposition permet à la Société d'horticulture de verser fr. 1,000.— dans ce but ; elle y ajoute fr. 150.— quelques années plus tard. La botanique n'a pas laissé la Société d'horticulture indifférente. Dans l'almanach horticole, publié en 1881, « pour donner du relief à la société » dit le procès-verbal, on peut lire une savante étude signée Ed. Steiner, intitulée le « Doubs neuchâtelois » ; elle renferme de précieux renseignements sur la flore de cette contrée, qui n'ont rien perdu de leur valeur.

Au cours de sa longue existence, la société a organisé soit seule, soit en collaboration avec les Sociétés d'agriculture, d'apiculture, d'ornithologie, la commission communale des cultures et l'A. D. C., des expositions dont plusieurs ont connu de brillants succès, d'autres de sérieux déficits ; elles eurent lieu dans une salle de collège, à la halle de gymnastique, au stand des Armes-Réunies, à la halle aux enchères, au manège Gnaegi, rue Fritz-Courvoisier, ou à la salle de la Croix-Bleue.

La participation collective de la société aux expositions de Genève, Neuchâtel, Boudry, etc., lui valut cinq médailles et sept diplômes.

Affiliée dès 1884 à la Fédération des sociétés d'horticulture de la Suisse romande, la société chaud-de-fonnière n'a cessé de s'intéresser aux travaux de celle-ci, en envoyant régulièrement à ses séances un, deux ou trois délégués. Ces relations ont permis à la société de bénéficier du subside fédéral pour encourager les cultures. Les membres sont abonnés d'office au journal d'horticulture du canton de Vaud.

Les distributions aux sociétaires de graines, de fleurs ou de légumes, de plantons, plantes vivaces ou d'appartement ont provo-

¹⁾ Voir page 533.

qué entre eux une saine émulation. Les conférences ont aussi largement contribué à répandre dans la cité le goût de la culture ; on peut attribuer pour une part les incontestables succès remportés chez nous par l'extension des cultures, de 1914 à 1918 et pendant la guerre actuelle, à cette activité persévérante.

La bibliothèque possède quelque cinq cents ouvrages en rapport avec l'activité spéciale de la société ainsi qu'une collection de fruits moulés avec soin, pour permettre l'identification d'une soixantaine de variétés de pommes, d'autant de poires et de quelques autres espèces.

Les recettes de la société lui permettent de faire face à un budget annuel d'environ fr. 1,400.—.

Il faut rappeler ici que, dès sa fondation, la société a ristourné à ses membres, sous forme de graines et plantes distribuées chaque année, une partie de la cotisation payée par eux.

Une autre manière d'encourager la culture des fleurs a été l'organisation de concours de fenêtres et balcons fleuris avec prix, à quatre ou cinq reprises ; elle a rencontré pour cette tâche le précieux appui de la Société d'embellissement et de l'A. D. C.

Présidée dès sa fondation par l'actif et spirituel Lucien Landry, qui demeura en fonctions jusqu'à son départ à Corcelles en 1895, la société l'acclama alors président honoraire en reconnaissance de son dévouement et de l'hospitalité si souvent accordée en son « Petit Château ». Il eut pour successeur M. Charles Vielle-Schilt, de 1895 à 1912 ; M. Henri Hoffmann, 1912-1919 ; M. Arnold Beck fils, 1919-1926 ; M. Louis Calame, 1926-1938 ; M. Michel Tissot est président depuis cette date.

La société compte 125 membres actifs.

Les procès-verbaux, généralement tenus avec un grand souci d'exactitude et de détails, fourniraient à qui voudrait entreprendre un travail sur l'introduction d'un grand nombre de plantes à La Chaux-de-Fonds et sur leur culture, pendant les 76 ans de l'activité de la société, une documentation d'une réelle valeur.

En conclusion, on peut affirmer sans prétention vaniteuse, que la Société d'horticulture a apporté sa modeste contribution à l'embellissement de la cité en mettant à quelques croisées et dans un bon nombre de jardins la beauté des arbres et le sourire des fleurs.

A. Girard.

6. La société d'aviculture, cuniculture et colomophilie

En 1886, un groupe d'ornithologues décide de se constituer en société. Comme but, ce groupement se proposait : l'élevage des oiseaux d'agrément et la protection des oiseaux en général. Les quelques rares documents que nous possédons sur les débuts de cette société nous permettent de citer, comme membres fondateurs, trois d'entre eux : MM. Ed. Kulmann, J.-H. Matile père et Louis Nicoud.

Peu après sa fondation, l'importance de la société s'accrut par l'admission en son sein d'un certain nombre d'aviculteurs et cuniculteurs. Quelques entomologistes et amis de la nature, recherchant un milieu propre à leurs aspirations, s'en firent également recevoir.

Il serait difficile de donner en quelques lignes le détail du travail considérable fourni par cette société depuis sa fondation, ainsi que sa répercussion sur l'amélioration du petit bétail dans notre contrée. Qu'il nous suffise de dire que maintes manifestations, telles que concours, expositions, cours et conférences, furent son oeuvre. En 1917, elle participe avec d'autres sociétés du canton à la fondation de la Société cantonale d'aviculture, cuniculture et colomophilie actuelle et, la même année, elle donne également son adhésion à la Société romande.

En 1928, pour des raisons organiques, une scission se produit qui donne naissance à deux sociétés nouvelles, soit : la société actuelle d'aviculture, cuniculture et colomophile et la Société d'ornithologie La Volière.

De 1928 à ce jour, les deux sociétés tout en ayant entre elles des rapports très cordiaux, travaillent indépendamment l'une de l'autre aux buts qui leur sont propres, mais ne diffèrent pas de ceux qui étaient à la base de la société mère. Depuis 1930, toutes deux se rattachent à la Société suisse d'ornithologie. Rappelons ici qu'en 1936, la Société d'aviculture commémora le cinquantenaire de sa fondation et fit coïncider ce jubilé avec l'assemblée des ornithologues suisses, qui siégeait en notre ville.

M. Linder.

7. La société d'ornithologie La Volière

Cette société remonte, elle aussi, à la Société d'ornithologie, fondée en 1886, par un groupe d'amateurs d'oiseaux.

En 1925, vu les buts spécifiques des différents groupes formant la société, nous jugeâmes préférable de créer des sociétés autonomes.

C'est dès cette date que notre société prit le nom de Société d'ornithologie « La Volière ». Elle garda les mêmes buts que la société mère qui sont d'encourager et répandre l'élevage des oiseaux chanteurs et d'ornement et de protéger les oiseaux utiles.

En s'instruisant mutuellement sur la base des expériences faites, en organisant des conférences, causeries, excursions, expositions, marchés-concours, visites de volières, en mettant de la littérature traitant l'ornithologie à la disposition de ses membres, en vendant de la graine au plus juste prix à ses membres, en posant des nichoirs et des mangeoires pour l'hiver à l'usage des oiseaux en liberté, en faisant venir des oiseaux de l'étranger pour les répartir à ses membres, La Volière, qui compte à ce jour plus de 100 membres actifs, passifs et honoraires, a réalisé le programme qu'elle s'était donné.

Malgré les difficultés pour notre ravitaillement en graines, la société ne manque pas — en deux fois durant l'hiver — de garnir copieusement les mangeoires posées par elle dans les parcs publics et dans plusieurs grands jardins et parcs privés. Dans ces mêmes lieux nous avons aussi posé de nombreux nichoirs qui sont très fréquentés par la gent ailée.

Rappelons aussi qu'elle organisa certaines expositions d'oiseaux qui furent un succès, tant par la quantité que par la beauté des sujets exposés. Ce genre d'exposition est très goûté du public.

La Volière prit aussi une part active à l'aménagement de la nouvelle grande volière du parc du Bois du Petit-Château. La société a son local au Café Bâlois.

C. Chopard.

8. La société canine

La Société cynologique prend naissance en notre ville le 17 novembre 1924.

Les novateurs, entourés d'une trentaine d'amis des chiens, se groupent au restaurant de La Métropole et plantent un premier jalon en nommant un comité présidé par M. le Dr Jules Besse.

Le 16 décembre, la société est établie et reconnue par la Société cynologique suisse (S. K. G.). A la fin 1924 elle réunit déjà 45 membres.

Le 11 juillet 1926, elle organise une exposition nationale. C'est là un de ses grands succès ; plus de 300 chiens de toutes races y sont présentés.

Pendant les années suivantes la vie de la société suit son cours calmement jusqu'en 1930. A ce moment-là, M. Henri Wille, libraire, est nommé président ; par son esprit d'initiative et sa grande activité il donne à la société une vigueur nouvelle et lui assure plusieurs succès.

En 1932 cependant, se crée en notre ville également un groupe autonome de dressage de chiens de police faisant partie du Groupement romand de cynologie. En 1935, le Groupe de dressage est reçu au sein de la société. Cette sous-section, sous l'impulsion de son président, M. Louis Rochat, aidé de la précieuse collaboration de M. Charles Reinbold, redonne une nouvelle activité à la Société cynologique. Elle apporte des éléments intéressants par l'éducation et le dressage des chiens.

Dès lors le but de la société est plus vaste, plus captivant même. De nombreux concours de chiens de police, des démonstrations pratiques de travail, des exercices artistiques et des expositions mettent en évidence les progrès réalisés par les dresseurs et les éleveurs de notre cité des Montagnes.

En 1939, les membres du Groupe de dressage construisent un chalet à la Sombaille. Malgré la mobilisation, le travail n'est pas interrompu et actuellement ce chalet possède tout le confort voulu ainsi qu'un matériel complet pour le dressage des chiens.

En février 1940, la Société cynologique et le Groupe de dressage fusionnent en un seul groupement sous le nom de « Société canine ». M. Louis Rochat en est nommé président et elle est forte de 52 membres.

Pendant les années 1939 et 1940, deux membres, MM. Charles Reinbold et Louis Rochat sont nommés officiellement juges de travail par la S. K. G.

En 1943, la Société canine se classe au 3^{me} rang du Championnat suisse de groupes à Aarau.

Dès le début de la guerre il y a eu au sein de la société quelques chiens d'armée qui maintiennent leur entraînement comme chiens de liaison, de piste, de défense ou sanitaire. En cas de nécessité, l'armée peut demander pour ses services les autres chiens qui ont obtenu de bons résultats dans les concours. C'est pourquoi la Société canine, tout en occupant les loisirs de ses membres d'une façon intéressante par le dressage des chiens, conserve une utilité importante dans la situation actuelle et future.

J. Flühmann.

9. La Société philatélique

Durant les années 1900 à 1905 un groupe de collectionneurs de notre cité se retrouvait assez régulièrement au premier étage de la Brasserie Ariste Robert pour y parler de timbres-poste et y opérer des échanges et des achats. De là à fonder une société il n'y eut qu'un pas, et ce fut chose faite en 1906.

Le but de la société était à ses débuts l'échange de timbres-poste, l'étude et le développement de la philatélie ; mais depuis fort longtemps elle a inscrit à son programme la protection des collectionneurs et la lutte contre les falsificateurs, tâche ardue car nous sommes mal armés par nos lois pour sévir avec rigueur.

Le 29 avril 1907, la Société philatélique fut reçue section de l'Union des sociétés philatéliques suisses qui groupe actuellement 54 sections avec plus de 6000 membres. En 1908, elle entra en relations avec quelques correspondants étrangers.

Son activité extérieure n'a pas été débordante mais il y a toutefois lieu de relever quelques manifestations qui ont rappelé son existence et son évolution.

C'est ainsi qu'une conférence avec projections fut faite à l'Amphithéâtre en 1921. En 1926 (3 et 4 juillet), elle organisait le Congrès annuel de l'Union des sociétés philatéliques suisses. Ce fut à La Chaux-de-Fonds, en 1934, la première exposition philatélique locale, qui remporta, comme il fallait s'y attendre, un grand succès. Puis quelques Bourses aux timbres, une nouvelle exposition avec participation et concours de juniors, quelques conférences et dès 1938, la commémoration annuelle de la Journée du timbre par une grande Bourse fréquentée assidûment par les amateurs de vignettes postales.

Les expositions et les grandes Bourses furent organisées en collaboration avec le Club timbrologique d'échanges.

La Société philatélique possède une bibliothèque et de nombreux documents utiles à toutes les catégories de collectionneurs.

L'effectif des membres de la Société a subi bien des fluctuations depuis sa fondation. L'on comptait en 1906, 19 membres, 11 en 1918 (ce fut le minimum), 38 en 1921, 65 en 1928 (ce fut le maximum), aujourd'hui elle en compte 48 dont 50 à 60 % fréquentent les séances d'échange.

L. Stegmann.

10. Le Club timbrologique d'échange

Le Club timbrologique d'échange fut fondé au début de 1914 par un groupe de seize philatélistes de notre ville. Les réunions ont lieu une fois par mois, puis une fois par quinzaine. La guerre de 1914-1918 vint bientôt arrêter l'activité de la jeune société.

Cette activité peut reprendre le 11 janvier 1919 ; c'est de ce moment qu'il convient de retracer les étapes de la vie de notre club.

En 1921, adhésion à l'Union des sociétés philatéliques suisses. Ceci nous vaut d'avoir l'honneur d'organiser le Congrès philatélique suisse, en collaboration avec la Société philatélique, organisation-soeur de notre ville.

En 1930, il est fait une importante adjonction aux statuts : en cas de décès d'un membre, le comité du club se fait un devoir d'offrir ses services à la famille pour l'estimation et la réalisation éventuelle de la collection du défunt.

En 1935, une exposition locale organisée en commun avec la Société philatélique remporte un succès qui laisse supposer que ceux qui s'adonnent à la science du timbre-poste sont plus nombreux qu'on ne le pense généralement.

En 1937, il est organisé un service de nouveautés qui fournit régulièrement aux membres, depuis lors, tous les timbres d'Europe et des Etats-Unis, dès leur émission.

Depuis 1938, toujours en collaboration avec la Société philatélique, il est organisé chaque année, au début de décembre, une Journée du timbre, avec une grande Bourse aux timbres, toujours très fréquentée.

En 1939, notre Club timbrologique fête son vingt-cinquième anniversaire, avec quelque apparat. Trois membres fondateurs sont encore présents, et reçoivent l'insigne de vétérans de la philatélie, créé par l'Union des sociétés philatéliques suisses. Ce sont MM. C.-A. Daum, F. Lehmann et E. Ochsenbein.

Les présidents qui ont dirigé ses destinées pendant ce quart de siècle sont : 1915-1925, M. Ulysse Cartier ; 1925-1927, M. Ami Paillard ; 1927-1930, M. Walter Mützenberg. Depuis 1930, M. Jean Ruh.

Pour donner un bref aperçu de l'activité annuelle de notre club, nous mentionnerons qu'en 1942 il nous a été fourni par la Direction générale des postes suisses, pour fr. 175.18 de timbres divers ; par la

Direction des postes du Liechtenstein, pour fr. 644.85 ; par notre service des nouveautés, pour fr. 1,557.78.

L'effectif est actuellement de 48 membres.

A. Morel.

11. Le Lyceum

Le but du Lyceum de Suisse est de grouper les femmes qui s'occupent de questions artistiques, littéraires, scientifiques et sociales. Il se rattache à l'Association internationale des Lyceums, fondée à Londres. Celui de Suisse fut créé en 1912, à Genève ; le groupe de La Chaux-de-Fonds a été fondé en 1927.

La première présidente du groupe de La Chaux-de-Fonds fut M^{me} Berner-Strubin. La présidente actuelle est M^{me} Vve Dr Brehm-Bonaccio.

Le local du Lyceum est aujourd'hui à la rue Numa-Droz 31.

E. Brehm.

12. Le Rotary-club

Le mouvement rotarien international, créé à Chicago, a pour but la fondation de Rotary Clubs dans les villes d'une certaine importance. Ils forment dans chaque pays un ensemble nommé district. Le Rotary Club de La Chaux-de-Fonds, fondé le 10 mars 1928, fait partie du 54^{me} district, au même titre que les 24 autres clubs de Suisse, et comptait à l'origine 24 membres, tandis qu'aujourd'hui ce sont 35 représentants des différentes professions locales qui le composent. Ses membres sont choisis parmi les personnes les plus représentatives des différentes industries et professions libérales.

Le but du Rotary International est le développement des relations personnelles d'amitié entre ses membres, en vue de leur fournir des occasions de servir l'intérêt général, l'observation des règles morales de haute probité et de délicatesse dans l'exercice de toute profession. La compréhension mutuelle internationale, la bonne volonté, en créant et en entretenant à travers le monde des relations cordiales entre les représentants des diverses professions, les unissent tous dans l'idéal de servir.

Le Rotary Club suisse s'interdit toute ingérence dans les questions politiques, mais il prend un grand intérêt au développement des institutions démocratiques du pays. Dans le domaine philan-

tropique, quoique ce ne soit pas nécessairement un de ses buts principaux, le Rotary Club se préoccupe du bien-être de la population et participe financièrement à différentes oeuvres de bienfaisance.

Les réunions du Rotary Club, qui ont lieu chaque semaine à jour fixe, sont agrémentées de causeries et conférences données d'une part par les membres du club sur leur activité professionnelle ou tout autre sujet d'intérêt général, et d'autre part par des conférenciers pris en dehors du club, qui viennent développer des sujets artistiques, scientifiques ou économiques, et contribuent ainsi à l'élévation culturelle du Rotary Club.

A. Courvoisier.

13. La société romande de radiodiffusion

Groupement de La Chaux-de-Fonds

La découverte des ondes électriques par Hertz en 1888, les réalisations pratiques de Marconi dès 1896 ne se sont popularisées qu'après la guerre de 1914-18 au cours de laquelle d'énormes progrès sont réalisés. Les récepteurs à tube de Branly et à la galène sont supplantés par les postes utilisant les lampes ou tubes à plusieurs électrodes. Ce fut la période héroïque des sansfilistes-amateurs construisant eux-mêmes leur récepteur et jouissant intensément des premières réussites dans la réception des émissions des quelques rares postes émetteurs.

Nos premiers pionniers locaux de la TSF sentent le besoin de se grouper en Radio-Club de La Chaux-de-Fonds dont la fondation eut lieu le 1^{er} novembre 1922, sous la présidence de M. André Schneider, auquel succéderont par la suite MM. Alphonse Aellen et le Dr B. Hofmänner.

La radiodiffusion se développe très rapidement aussi dans notre pays où des émetteurs sont installés à Lausanne, Berne, Bâle, Zurich et Genève, remplacés plus tard par les émetteurs à grande puissance de Sottens, Béromunster et Monte-Ceneri.

Un groupe de fervents sansfilistes voit dans la radiodiffusion la possibilité de faire connaître notre ville par des retransmissions partant de chez nous. Le 23 mars 1928 se fonde dans ce but la Société locale d'émission radiophonique de La Chaux-de-Fonds sous la présidence de M. le Dr B. Hofmänner. La dite société organise en collaboration avec le studio de Lausanne des retransmissions de programmes fournis par nos sociétés et artistes. La réussite ne fut pas toujours parfaite et les satisfactions furent par moment assez

mitigées. Les appareils transmetteurs, envoyés en simple colis par chemin de fer, ne sont jamais au point ; les lignes téléphoniques ne sont nullement adaptées à cet usage spécial. Une grande amélioration est obtenue au moment où, grâce à un don de fr. 2,000.— du Conseil d'administration du Contrôle de notre ville, il devient possible de faire l'acquisition d'un microphone et d'un amplificateur Marconi-Reitz auprès de la société Marconi à Londres. Ces précieux appareils, les meilleurs et les plus perfectionnés de l'époque, nous parviennent au courant du mois d'avril 1930. Dès lors nous contribuons régulièrement aux programmes du studio de Lausanne.

Le 28 mai 1931 se constitue en notre ville une Section de la Société romande de radiodiffusion (SRR) prenant le nom de Section des Montagnes neuchâteloises à laquelle se subordonnent les groupements locaux de La Chaux-de-Fonds, du Locle et des Ponts-de-Martel. La section, de même que le groupement local sont présidés par M. le Dr B. Hofmänner jusqu'à ce jour.

Le Radio-Club et la Société locale d'émission radiophonique fusionnent avec la nouvelle association dont le nombre des membres augmente rapidement pour dépasser le chiffre de 500 en 1939.

On parle beaucoup en ce temps de décentralisation des studios et de salles sonorisées en vue d'émissions locales. Notre groupement guette les occasions. En 1934, le Conservatoire de notre ville, fondé en 1927¹⁾, s'installe dans les locaux de l'ancien Hôtel des Postes. Nous obtenons de la SRR la sonorisation de la grande et de la petite salle du Conservatoire avec une ligne téléphonique directement reliée à la centrale. Les auditions retransmises du Conservatoire sont parfaites. Plusieurs grands concerts sont retransmis du Temple indépendant. Aujourd'hui, les retransmissions se font au moyen d'un studio mobile équipé au grand complet et installé dans une voiture automobile que nous rencontrons souvent aux diverses manifestations en Suisse romande.

Grâce à l'initiative de notre groupement local, les autorités de la radio suisse acceptent que le signal horaire donné par radio parte de l'observatoire de Neuchâtel ; il s'en serait fallu de peu de chose que ce service ne fût confié à l'observatoire de Genève qui l'avait offert. Nous tenions cependant absolument que ce fût Neuchâtel, chef-lieu du pays de l'horlogerie, qui donne l'heure à la Suisse et au monde entier. Une fois encore, c'est grâce à un don du Contrôle de notre ville que l'observatoire chronométrique de Neuchâtel peut

¹⁾ Voir page 485.

compléter l'équipement spécial indispensable au service du signal horaire par radio.

Le groupement local de la SRR, ayant pris domicile dans l'une des salles du Conservatoire depuis 1934, s'occupe de constructions de récepteurs, d'amplificateurs, de la lutte contre les parasites, de l'organisation de cours techniques, du contrôle des lampes, etc. Il permet ainsi aux amateurs de recherches de continuer leurs expériences dans de bonnes conditions. La guerre est venue interrompre cette belle activité. La SRR traverse une période de vie calme du fait que les concessions ont été retirées aux sociétés régionales de radiodiffusion, dont la SRR. La guerre terminée et les choses rentrant dans l'ordre permettront la reprise d'une activité plus fertile en réalisations pratiques.

Dr B. Hofmänner.

LA VIE RELIGIEUSE

1. Les églises protestantes

Dans un chapitre savoureux du livre consacré à l'histoire de La Chaux-de-Fonds, à l'occasion du centième anniversaire de son incendie, M. Lucien Landry a décrit avec humour « la vie sociale et religieuse » de la cité en son éclosion, puis au temps de son premier épanouissement.

Le présent volume formant la suite de celui qui paraissait en 1894, nous avons à faire ici, en quelque sorte, la chronique des principaux événements de nature ecclésiastique, qui se sont accomplis parmi nous depuis cinquante ans. D'ailleurs, pour être aussi exacte que possible, notre étude ne s'appliquera qu'au Protestantisme. Des articles spéciaux concernant les autres confessions compléteront ces quelques notes.

Après avoir fait de piquantes allusions aux luttes politico-religieuses du passé, M. Lucien Landry terminait son exposé plus général que le nôtre, en saluant le triomphe de la *tolérance*.

C'est ce mot, en effet, qui, depuis la fin du siècle dernier, caractérise très heureusement la vie religieuse du grand village, promu au rang de ville quelque peu cosmopolite.

Chacun sait que, depuis la promulgation en 1873 de la loi qui instaurait dans notre canton un régime ecclésiastique nouveau, deux Eglises multitudinistes, issues de l'ancienne Eglise neuchâteloise, l'Eglise nationale et l'Eglise indépendante, représentaient dans le pays les traditions du christianisme évangélique. Par étapes assez rapides, devaient se multiplier entre elles les occasions de fraternelle entente, de cordiale et franche collaboration. A vrai dire, elles se sont d'abord affermies et développées toutes deux selon leurs principes organiques, qui n'étaient point exclusifs, ni contradictoires. De sorte que, fidèles en fait au même idéal spirituel, elles se retrouvaient naturellement sur le terrain des réalisations pratiques. Elles

allaient toutefois diverger d'attitude, quand la question de la séparation de l'Eglise et de l'Etat fit l'objet d'une initiative populaire, repoussée par le vote du 20 janvier 1907. Mais la crise, qui se produisit alors, fut de courte durée, dans nos montagnes en particulier. Onze ans plus tard, c'est en notre ville que se trouvaient les initiateurs de la *rencontre de La Sauge*, à mi-chemin entre la gare de Chambrelieu et le village de Rochefort. Faut-il rappeler, que ce jour-là (20 novembre 1918), une cinquantaine de protestants nationaux et indépendants, venus de toutes les parties du canton, se demandèrent pour la première fois, si la fusion de leurs Eglises pouvait être envisagée ouvertement et préparée par les conseils directeurs de leurs corps ecclésiastiques ?

Il ne nous appartient pas de relater ici les longs et délicats pourparlers qui s'engagèrent dès lors. Cette histoire s'est déroulée sur le plan cantonal. Ce qui ne veut pas dire que, dans toutes les paroisses du pays, le peuple de l'Eglise n'ait pas été associé à cette œuvre constructive. Souvent appelés à se prononcer au cours de ces travaux, comme il sied en démocratie chrétienne, les protestants neuchâtelois manifestèrent leurs opinions avec une parfaite franchise. Mais, l'heure des suprêmes décisions ayant sonné, ils surent faire le sacrifice de quelques-unes de leurs traditions respectives les plus chères, afin de pouvoir réaliser d'autre part l'impérieux devoir de l'unité dans la charité.

Acceptée en 1941, d'abord par les Synodes des deux Eglises, puis soumise à l'agrément des électeurs neuchâtelois par le scrutin du 6 juillet de la même année, la fusion ne devait se réaliser effectivement que dans le cadre d'une constitution nouvelle, soigneusement élaborée par une Constituante. Le 1^{er} janvier 1943, les trois quotidiens de la ville eurent enfin à modifier les titres de leurs tableaux des cultes. L'appellation « Eglise réformée évangélique du canton de Neuchâtel » s'est désormais substituée aux anciennes dénominations. Et, depuis ce jour, les services dominicaux sont célébrés sous l'égide de l'Eglise unie dans quatre temples et une chapelle, qui ont conservé jusqu'à présent les noms, auxquels chacun s'est accoutumé : Temple national ou Grand Temple, Temple indépendant, Temple de l'Abeille, Temple allemand, Chapelle de l'Oratoire.

Quelques chiffres seulement, ceux d'une froide et pourtant suggestive statistique, suffiront à déterminer le champ d'activité de l'Eglise. Au 1^{er} décembre 1942, La Chaux-de-Fonds comptait 31,832 habitants, sur lesquels 24,482 se rattachent nominalement au Protestantisme, 5440 à l'Eglise catholique romaine, 584 à

l'Eglise catholique chrétienne, 532 à la Communauté israélite. En plus, 330 personnes ont été groupées dans la rubrique « divers » et 464 se sont déclarées « sans religion ».

Sans doute, le chiffre des protestants, inscrits comme tels dans le fichier de la Commune, ne concerne pas seulement les adhérents de l'Eglise réformée évangélique neuchâteloise. Il inclut aussi les adeptes des communautés dissidentes, dans la mesure où ils n'ont pas eux-mêmes tenu à figurer sous la rubrique « divers »¹⁾. Le nombre de ces dissidents, de diverses tendances, ne pouvant être établi par aucun recensement, nous nous garderons bien néanmoins, de méconnaître le rôle qu'ils exercent dans leurs milieux respectifs. Les sociétés restreintes favorisent entre leurs membres des liens d'étroite confraternité. Par ailleurs, si l'individualisme a ses avantages, il a ses dangers aussi. Il façonne parfois de fortes personnalités. Mais il peut provoquer quelque intransigeance et un absolutisme, créateur d'incessantes divisions.

Les principales dénominations que, dans son exubérance, la piété anglo-saxonne a fait surgir, possèdent leur lieu de réunion dans nos murs. L'Armée du salut, l'Assemblée des frères (darbystes), l'Eglise adventiste du septième jour, la Science chrétienne, les Témoins de Jéhovah, l'Assemblée philanthropique des amis de l'homme, l'Eglise apostolique (irvingienne) et l'Eglise néo-apostolique, les communautés pentecôtistes de plusieurs nuances, la Société théosophique, les Saints des derniers jours (Mormons), se sont établis parmi nous au nom de cette entière liberté de croyances, à laquelle notre peuple semble bien définitivement acquis. Souvenons-nous à cet égard, de ce qui s'est passé pour l'Armée du salut. Indignement accueillie à son arrivée en Suisse, bafouée et persécutée, elle y a conquis droit de cité selon les principes de la plus simple équité. Mais le temps a fait son oeuvre. La présence sur nos places publiques d'une petite cohorte de chrétiens en uniforme, avec fanfare et drapeau, n'émeut plus les foules. L'intérêt, que suscite l'Armée du salut, paraît se porter davantage sur les oeuvres de charité, de relèvement, de philanthropie évangélique, qui dépendent de son département social.

¹⁾ Pour établir la proportion relative des adeptes des congrégations dissidentes ou sectaires, les seules données, que nous possédons, proviennent de l'inscription des décès à l'Etat civil. Pendant l'année 1942, sur les 398 cérémonies funèbres annoncées au bureau des inhumations, 310 ont été présidées par les pasteurs des Eglises nationale, indépendante et allemande désormais réunies, 47 par les prêtres de l'Eglise catholique romaine, 14 par le curé de l'Eglise catholique chrétienne, 7 par le rabbin de la communauté israélite, tandis que 20 autres seulement, additionnés dans la rubrique « divers », concernent ici à la fois les cultes dissidents et quelques services civils.

Cette simple constatation nous amène à formuler une pensée plus générale.

Le christianisme ne peut, en aucun temps, se passer de la proclamation fidèle et courageuse du message de rédemption et d'espérance, qu'il a reçu la mission de répandre. Mais il est non moins certain que son action miséricordieuse sera toujours le signe révélateur de l'esprit qui l'anime. Une garde-malade, une infirmière, une diaconesse de paroisse qui, toutes, se consacrent au service des infirmes, des pauvres, des vaincus de la vie, les Soeurs de l'hôpital qui se penchent inlassablement sur des lits de souffrance et qui, dans l'anonymat de leur charité, ne laissent que le souvenir béni de leurs prénoms, appartiennent à l'Eglise militante et n'ont pas besoin d'autre titre pour justifier leur raison d'être.

Les constants efforts d'entraide fraternelle, qui relèvent des plus anciennes traditions de l'Eglise, rendent au christianisme un témoignage de même nature. Ils nous apparaissent d'ailleurs d'autant plus nécessaires, que le sentiment religieux affine le coeur des hommes et le rend plus sensible à l'universelle souffrance.

En bonne logique, nous devrions donc faire maintenant une large place à la *bienfaisance* ¹⁾, qui s'exerce dans notre cité de chrétienne civilisation, où vit un peuple généreux, souvent admirable dans les élans de sa libéralité. Mais c'est le propre de la vraie charité de s'entourer de discrétion. Nous la trahirions, en supputant le montant de ses dons, la somme de ses efforts. Nous ne réussirions pas même à énumérer la multitude des oeuvres de secours et d'assistance, qui se sont fondées parmi nous. Elles ne sauraient, du reste, figurer au même titre dans ce chapitre. Le Protestantisme se plaît à susciter de libres associations agissant en pleine autonomie. Il n'est jamais plus fidèle à ses principes, que quand il forme des hommes prenant conscience de leurs devoirs. Il ne revendique pour lui-même aucun monopole, pas même celui de la bienfaisance. Ne lui concèdera-t-on pas néanmoins que, dans tous les lieux où il montre quelque vitalité, s'affirment avec vigueur les claires et pratiques obligations de la solidarité ?

Le moment est venu de relever, parmi les heureuses manifestations de la tolérance, le rapprochement qui s'est opéré, chez nous comme ailleurs, entre plusieurs des branches petites et grandes du Protestantisme. L'Alliance évangélique, résultant de cet accord, est devenue un bon instrument de fraternelle collaboration. Aux chrétiens « nationaux » et « indépendants » du temps qui précéda leur

¹⁾ Voir le chapitre suivant.

fusion, se sont joints habituellement les adhérents de l'Évangélisation populaire, de l'Armée du salut, de l'Eglise méthodiste allemande, de la communauté morave, jusqu'au moment de sa disparition et du transfert de sa chapelle à la Mission urbaine allemande (Stadtmission), animée elle aussi du meilleur esprit d'entente protestante. Les réunions traditionnelles de janvier, organisées par cette libre fédération de croyants, furent naguère éminemment populaires, dans la mesure peut-être où la cause à défendre ne s'imposait pas sans peine. Au début de chaque année, l'ancien Temple national aux bancs rugueux se remplissait soir après soir de foules compactes. Pasteurs et laïques se faisaient entendre d'une basse chaire, réservée d'ordinaire aux hommes politiques dans leurs manifestations civiques.

Aujourd'hui, l'union des forces vives du christianisme réformé est pratiquement réalisée. Seules, quelques communautés dissidentes restent attachées à leur particularisme. L'Alliance évangélique semble dès lors appelée à se transformer elle-même, pour devenir un foyer d'approfondissement spirituel.

Il faut reconnaître d'ailleurs qu'elle a suscité de belles institutions de redressement moral ou de mutuelle éducation, devançant les temps par leur caractère interecclésiastique et devenant de vraies écoles de cadres, pour la formation d'une élite active et décidée. A cet égard, il s'agit de mentionner spécialement la Société de tempérance de la Croix-Bleue et l'Union chrétienne de jeunes gens ¹⁾. La première se constitua un dimanche de septembre de l'année 1878, dans une modeste chambre de la maison qui porte aujourd'hui le numéro 89 de la rue du Progrès. La seconde aime à se souvenir de sa fondation, plus ancienne encore, due en 1852 aux liens de chrétienne amitié que formèrent entre eux deux régents, un pharmacien, un « établissement » et trois ouvriers graveurs !

Jusqu'à présent, nous n'avons lié à aucun nom le développement de notre vie religieuse. Devons-nous continuer à suivre cette voie de l'anonymat, pour rester fidèle à la devise calviniste: Soli deo gloria?

En son extrême condensation, cet article doit cependant conserver le souvenir d'un temps qui passe vite. Et l'on s'étonnerait probablement, de ne trouver dans ces brèves notes la mention d'aucun des hommes, que leurs contemporains ont considérés comme des inspireurs et des « conducteurs spirituels ». En réalité, on ne ferait pas l'histoire même succincte des Eglises nationale et indépendante de La Chaux-de-Fonds, avant l'avènement de l'Eglise unie,

¹⁾ Voir page 559 et page 561.

sans accorder une pensée de reconnaissance aux pasteurs qu'elles eurent le privilège de voir à l'oeuvre pendant plus d'un demi-siècle. Les noms de MM. François Doutrebande, Elie Crozat, Paul Borel, Marc Borel, Bartholomé Schmidheini d'une part, ceux de MM. Léopold Jacottet, Jâmes Courvoisier, Gustave Borel-Girard, Paul Pettavel d'autre part, ne sauraient être oubliés des hommes d'une génération qui a bénéficié de leurs longs et fidèles ministères, dépassant pour plusieurs d'entre eux quarante ans d'activité dans la même paroisse ¹⁾.

Parmi les événements marquants de notre vie protestante, auxquels nous sommes ramenés, nous voudrions en retenir trois au moins de nature fort diverse.

Qu'on nous permette d'abord de rappeler sommairement l'action pacificatrice, exercée par les autorités paroissiales conjointes des Eglises nationale et indépendante de la ville dans le grave conflit qui divisa le peuple, au lendemain de l'armistice du 11 novembre 1918, après la première guerre mondiale. Une centaine d'hommes, appartenant à nos Collèges d'Anciens, tentèrent d'intervenir avec impartialité auprès des partis en présence. Ils publièrent un manifeste, ralliant de très nombreux suffrages dans les deux camps en présence, et contribuèrent, dans la mesure de leurs forces, à l'apaisement des esprits.

Deux dates sont à retenir ensuite dans l'histoire du Protestantisme local, procédant en cette double circonstance du Protestantisme neuchâtelois. Ce sont celle de la commémoration du 400^{me} anniversaire de la Réforme dans notre petit pays, célébrée du 26 octobre au 2 novembre 1930, puis celle de l'inauguration officielle de l'Eglise neuchâteloise unifiée, le dimanche de Pentecôte de l'année 1943. Dans notre ville, des cultes solennels, auxquels participèrent en 1930 et en 1943 plusieurs milliers d'adultes et d'enfants, soulignèrent, soit le souvenir ému du passé, soit l'avènement d'un état nouveau, plein de promesses et d'encouragements. En ces deux occasions, eut lieu sur la Place Neuve une concentration des fidèles venus de tous les temples, après les services auxquels ils avaient assisté. Impressionnantes manifestations d'un grand peuple de croyants, réalisant alors le sentiment de son unité !

La vie religieuse d'une ville est toujours, en quelque mesure, attachée aux édifices, qui lui permettent de se développer sous une forme visible et communautaire. Faire l'histoire de notre Protestan-

¹⁾ Voir la liste des pasteurs aux pages 558 et 559.

tisme urbain, c'est aussi faire un peu l'histoire des temples de la cité.

Obéissant à la loi selon laquelle les villes modernes se développent principalement du côté de l'Occident, La Chaux-de-Fonds s'était fort étendue vers l'Ouest dans les dernières années du XIX^{me} siècle. De nombreuses fabriques, de longues rues de maisons locatives, quelques villas, formaient le nouveau et peuplé quartier de l'Abeille. Aussi, le Collège des Anciens de l'Eglise nationale annonçait-il déjà, en décembre 1900, qu'il allait organiser des cultes réguliers dans le bâtiment scolaire de ce quartier. Une grande salle de gymnastique, sommairement pourvue de bancs chaque dimanche matin, fut mise à la disposition de l'Eglise. Cela dura des années. Mais, bientôt circulèrent les premières listes de souscription, destinées à recueillir les 250,000 francs que devait coûter le Temple de l'Abeille. Enfin, ce bel édifice avec sa grande rosace, ses fenêtres bilobées ou trilobées, son clocher élancé, fut inauguré le 6 novembre 1904. La tour reçut ses quatre cloches six ans plus tard.

Le tragique incendie du Temple national, le 16 juillet 1919, restera gravé dans la mémoire de tous les témoins du sinistre. Par un banal accident de travail, la vaste toiture de l'édifice, construit en 1796 par Moïse Perret-Gentil, s'est subitement enflammée. Et, tandis qu'un nuage de fumée s'échappe du sanctuaire en feu, les cloches de sa tour même, restée debout jusqu'à la fin et miraculeusement épargnée, sonnent le glas de son agonie. En une après-midi, la catastrophe se consomme. L'énorme charpente aux poutres enchevêtrées s'effondre. Les orgues dans leur buffet de vieux bois ouvragé, la chaire magnifiquement sculptée, provenant de l'ancien couvent de Bellelay, sont devenues la proie des flammes. Seuls, se dressent au soir de la journée, dépouillés et lugubres, les murs du grand ovale de l'édifice, si remarquablement construit par de simples artisans sur la colline, où les anciens sanctuaires de la cité se sont succédé les uns aux autres.

Si l'incendie du Grand Temple provoqua en 1919 une intense et générale émotion, il est permis de louer sans réserve le zèle que sa reconstruction a tout de suite provoqué et qui a suscité de généreux sacrifices. Le jour même du désastre, les Anciens de l'Eglise nationale prenaient à l'unanimité la décision de rebâtir le lieu saint détruit, qui, devenant la propriété de la paroisse, pourrait conserver à l'avenir sa stricte destination. Après d'importants travaux, qui, sans modifier la silhouette de l'édifice, transformaient assez profondément sa structure interne et lui conféraient une indéniable grandeur en sa très protestante austérité, le Grand Temple s'ouvrait pour

un culte inaugural le 4 décembre 1921. De remarquables orgues ¹⁾, pourvues de quarante-cinq jeux principaux, se trouvaient à même de répandre dans la vaste enceinte leurs sons doux ou puissants, que les traditionnels concerts spirituels du Vendredi saint mettent entre autres tout particulièrement en valeur. Par la suite, d'impressifs bas-reliefs du sculpteur Léon Perrin embellirent la chaire de pierre jurassique et le porche du noble sanctuaire.

Les années 1925 et 1933 ont été, à leur tour, consacrées par l'Eglise indépendante à la complète rénovation de son Temple, inauguré sans sa tour, il faut peut-être le rappeler, le 14 octobre 1877. Grâce à la chaude coloration de ses parois, comparées quelquefois à un chatoyant châle-tapis, à son ample plafond de bois passé au brun, à ses vitraux légèrement fumés, il a pris ce caractère d'intimité qui le rend éminemment favorable au recueillement. Par son excellente acoustique, il convient fort bien aux grandes auditions de musique sacrée, si heureusement instituées dans notre ville depuis nombre d'années et qui, à leur manière, contribuent à l'édification des foules ²⁾.

Huit ans plus tard, au cours d'une seconde étape de travaux, on a procédé à la réfection des façades de l'édifice, construit en molasse par des architectes genevois, qui méconnaissaient les rigueurs du climat jurassien. Ne manquons pas d'ajouter que, dans son enclos de verdure, le temple ainsi rajeuni a reçu un peu plus tard le meilleur attribut qu'on pût lui souhaiter : une imposante statue du Réformateur Guillaume Farel, due au ciseau de M^{me} Jeanne Perrochet.

Un quatrième lieu de culte de la ville, la chapelle de l'Oratoire, a vu déferler jusqu'à son humble seuil la vague de restauration de nos édifices religieux, qui passa dans le premier tiers de ce siècle. Prosaïque buanderie, plusieurs fois transformée, convertie quelque temps, paraît-il, en musée d'histoire naturelle, le petit bâtiment, qui porte le numéro 10 a de la rue de la Promenade, eut une assez curieuse destinée.

A la suite du réveil religieux qui, dans les années 1840 à 1842, se répandit dans les montagnes neuchâteloises avec une vraie ferveur, mais aussi avec une remarquable sobriété d'expression, la maison dont nous parlons était devenue un local de réunions, organisées par une audacieuse nouveauté le dimanche soir !... Il paraissait alors inconcevable que l'on instituât d'autres exercices de piété que ceux du dimanche matin au Temple. Donnée cinquante ans

¹⁾ Voir page 494.

²⁾ Voir pages 492 et suivantes.

plus tard à l'Eglise indépendante, qui l'utilisa d'abord pour l'instruction de ses catéchumènes, la très modeste chapelle subit en 1928 une complète réfection. Par son intéressant passé et par les bons offices qu'elle rend, soit aux personnes âgées du quartier, soit aux enfants d'une école du dimanche, elle a paru digne de rester l'un des sanctuaires de la paroisse réformée évangélique.

En fait, le seul temple de la ville qui n'eut point à passer par d'autres transformations depuis que l'année 1881 le dota de son clocher, et l'année 1889 de ses annexes, fut le Temple allemand (construit de 1851 à 1853). Tout au plus, a-t-on remplacé récemment son horloge et l'a-t-on munie d'un cadran qui marque clairement les heures de nos journées, en nous rappelant peut-être aussi, « qu'il est toujours plus tard dans nos vies que nous ne le pensons ».

Pour compléter ce que nous avons à dire des édifices de La Chaux-de-Fonds, consacrés au développement de sa vie spirituelle et morale, nous rappellerons que la société de la Croix-Bleue possède depuis 1894 de spacieux locaux, prolongés ultérieurement jusqu'à la rue du Temple allemand. Comprenant spécialement une grande salle avec scène pour les concerts ou les spectacles, cette construction, bien située et d'un commode accès, a rendu de réels services à bon nombre de sociétés ¹⁾.

Mentionnons, d'autre part, l'érection en 1907 de l'important bâtiment au large toit jurassien, par lequel l'Union chrétienne de jeunes gens a complété la petite villa de Beau-Site, qui est son centre de ralliement ²⁾. Se rend-on compte de l'héroïque audace que suppose de la part d'une société de jeunesse pareille entreprise et son maintien contre vents et marées ?

Le grand nombre de constructions et des restaurations, effectuées par notre Protestantisme urbain, correspond bien décidément à une époque de son histoire et atteste sa vitalité. On l'envisagera certainement comme l'expression de sa foi et de sa libéralité en un temps que les souffrances d'une première guerre mondiale, suivie d'une pénible crise économique, avaient marqué de leur empreinte.

L'heure est venue de conclure. C'est toujours une entreprise malaisée, que celle qui consiste à prononcer un jugement de valeur sur la piété des hommes et des collectivités humaines. Par essence, la religion est un phénomène sacré qui se manifeste d'abord dans le secret des cœurs avant de s'extérioriser dans de courtes vies

¹⁾ Voir page 562.

²⁾ Voir page 560.

personnelles, puis dans des institutions permanentes, échappant les unes et les autres à des verdicts absolus.

Revenons donc simplement à ce fait capital pour notre Protestantisme neuchâtelois que fut sa récente unification ; et, transcrivons les termes mêmes par lesquels l'Eglise réformée évangélique du pays a défini son but, dans le préambule de sa Constitution. Avec une intime conviction, « elle se sent appelée à travailler au bien de tout le peuple et à annoncer, au près et au loin, la bonne nouvelle du Royaume de Dieu, source inépuisable de justice, d'amour et d'espérance éternelle ».

De son côté, l'Etat n'a point hésité, dans sa propre Constitution (art. 71), à reconnaître cette Eglise comme « institution d'intérêt public », chargée de veiller pour sa part « au développement religieux » du pays, conformément aux « traditions chrétiennes » de celui-ci.

Conscient de sa faiblesse en face de la mission magnifique qui lui incombe, le peuple protestant de notre chère cité a cependant une pleine confiance en l'avenir, au nom même de sa foi en Dieu. S'il pouvait donner essor au sentiment qui l'anime, il inviterait hardiment les hommes de bonne volonté, qui n'ont pu le rejoindre jusqu'à cette heure, mais qui pressentent ce qu'avec plus de force il pourrait apporter au monde en détresse, à ne point lui refuser plus longtemps leur appui. Il dirait à tous : « Affermissons d'un commun accord, sur les bases impérissables de la foi, de l'espérance et de la charité, « la ville située sur la montagne », afin qu'elle s'auréole de clarté et se voie de partout dans sa rayonnante lumière !

Eugène v. Hoff.

2. Pasteurs de La Chaux-de-Fonds

Eglise nationale :

1. Maître Cyprien Isnard ou Jaques Droz 1536 ou 1537
2. Pierre Legrand 1562 (ou 63)-1567
3. Guillaume Perrot 1567-1569
4. Esaïe Besson 1569-1576
5. Bon Gouhard 1576-1581†
6. Jaques Mellier 1581-1587
7. Jean Marchand 1587-1597
8. Prosper Roux 1591-1596
9. Abram Gouhard 1596-1596 (déposé)
10. Jean Henry 1597-1607
11. Gabriel Mellier 1607-1614
12. Hugues du Perron 1614-1632†
13. Isaac Boyve 1632-1638
14. Jaques Gélien 1638-1639
15. Jacob Boyve 1639-1644 (destitué)
16. Daniel Bonvêpre 1644-1657
17. Jacob Girardier 1657-1658 (suspendu)
18. Daniel Hugo 1658-1668 (congédié)
19. Pierre Perrelet 1669-1695†
20. Isaac Boyve 1691-1712†
21. François-Ant. Bolle 1713-1719†
22. Jean-Jaques Sandoz 1719-1741
23. Moyse Sandoz 1741-1751†
24. Jean-Henry Brun 1751-1755
25. Jacob-F. Petitpierre 1755-1759†
26. Ferd.-Oliv. Petitpierre 1759-1760 (destitué)
27. Louis Breguet 1760-1768
28. Jacob Bergeon 1768-1782
29. Jean-Jaques Imer 1782-1804
30. Pierre-Fréd. Touchon 1804-1814†
31. Georges-François Jaquemot 1814-1831
32. Jules-Félix Jeanneret 1831-1862†

Depuis 1834, 2 pasteurs :

33. Edouard Piquet 1834-1843
34. Edouard Ladame 1843-1858
35. Georges-Henri Bersot 1858-1868

Depuis 1860, 3 pasteurs :

36. Léopold Jacottet 1860-1873 (démiss.)
37. Constant Delachaux 1862-1863†

38. James-Alex. Courvoisier (démiss.) 1863-1873
39. Charles-Louis-Gustave Borel (démiss.) 1868-1873

Dès 1873 :

40. Jules Galley 1874-1883
41. François Doutrebande 1874-1904†
42. Elie Crozat 1879-1903
43. Paul-Edouard Borel 1884-1926†
44. Marc Borel aux. 1890-1894-1936
45. Elie Doutrebande 1900-1908
46. William Girard 1904-1908 (aux Eplatures)
47. Edouard Quartier-la-Tente 1905-1911
48. Paul Buchenel 1908-1920 (aux Eplatures)
49. Willy Corswant 1908-1929
50. Dante Cocorda 1911-1921
51. Ulysse Emery aux. 1909-1921-1933
52. Edouard Waldvogel 1920-1932 (aux Eplatures)
53. Henri Pingeon aux. 1921-1926-1930
54. Paul Siron aux. 1926-1929
55. Hector Haldimann aux. 1929-1930
56. Maurice Neri aux. 1929-1932
57. Pierre-Louis Etienne aux. 1930-1933
58. Paul Ecklin aux. 1932-1933-1940
59. Edouard Urech 1932-1936 (aux Eplatures) (en ville) aux. 1936-1940
60. Henri Barrelet aux. 1933-1936
61. Fernand Ryser aux. 1934-1939
62. Paul Vaucher 1936-1942 (aux Eplatures)
63. Christophe Senft aux. 1940
64. Henri Rosat aux. 1941

Diacres de La Chaux-de-Fonds :

1. Edouard Ladame 1840-1843
2. Auguste-Jaques-Alex. Bonhôte 1843-1849

Le signe † indique que le pasteur mentionné est décédé étant en fonction en notre ville.

3. Charles-Alphonse Lardy 1849-1858
4. Emmanuel Pettavel 1858-1859
5. Augustin Gretillat 1859-1862
6. François-Auguste Rollier 1863-1863
7. James-Alex. Courvoisier 1863-1864
8. Louis-Victor-Humbert 1864-1870
9. Paul-Eugène Petremand-Besancenet 1870-1871
10. Georges-Edouard Godet 1871-1873

Dès 1873 :

11. Elie Crozat 1874-1879
12. Abel Gay 1881-1883
13. Samuel Bertin 1885-1885
14. Arthur Bourquin 1885-1887
15. Paul Dumour 1889-1889
16. Elie Doutrebande 1889-1895
17. Wilhelm Grisel 1895-1898
18. Florent Dessert 1898-1903
19. Edouard Quartier-la-Tente 1903-1905
20. Jules Ramseyer 1905-1907
21. Willy Corswant 1907-1908
22. Ulysse Emery 1909-1909
23. Robert Correvon 1909-1910
24. Dante Cocorda 1910-1922
25. Camille Emery 1911-1912
26. Paul Ecklin 1912-1913
27. Henri Pingeon 1913-1921
28. Paul Siron 1922-1926
29. Hector Haldimann 1927-1929

Dès 1930, le poste de diacre est joint à un poste de pasteur auxiliaire.

Pasteurs de l'Eglise indépendante :

1. Léopold Jacottet (1860)-1896†
2. James Courvoisier (1864)-1885
3. Gustave Borel (1868)-1913
4. Paul Pettavel 1885-1903 et 1906-1911
5. Henri Perregaux aux. 1892-1896-1906
6. Paul Stammelbach aux. 1901-1903-1911
7. Eugène von Hoff aux. 1903-1911
8. Charles Luginbuhl 1911-1944
9. Henri-G. Moll 1912-1918
10. Samuel Junod 1913-1919†
11. Louis Perregaux 1919
12. Paul Primault 1920

Pasteurs auxiliaires :

13. Georges Godet (1871)-1874
14. Adolphe GrosPierre 1889-1890
15. Jean Jacottet 1896-1897
16. Samuel Grandjean 1897-1901

La date d'entrée en fonction est placée entre parenthèses, quand elle est antérieure à la fondation de l'Eglise indépendante.

Le signe † indique que le pasteur mentionné est décédé étant en fonction en notre ville.

3. Notes sur divers groupements religieux protestants

L'Union chrétienne

Issue d'un réveil religieux, conséquence de réunions présidées par le pasteur Ladame, l'U. C. fondée en 1852, compte dans ses débuts, une vingtaine de membres actifs.

Elle organisa, pour leur procurer l'occasion et le moyen d'éclairer et d'affermir leurs convictions chrétiennes, des séances hebdomadaires auxquelles s'ajoute la direction des écoles du dimanche en ville et aux environs. En 1873, les églises nationale et indépendante reprirent celles de la ville, laissant à l'U. C. les environs.

En 1878, elle crée une Union cadette pour les garçons de 12 à 16 ans, qui devient une pépinière pour l'Union aînée. Le bâtiment de Beau-Site, sur la colline des Crêtets, est loué en 1887 et acquis en 1892 pour fr. 50,000.—.

Mentionnons une campagne contre la littérature pornographique en 1891; deux sermons, prononcés l'un par le pasteur Paul Pettavel, l'autre par le pasteur Paul Borel, sont distribués dans tous les ménages chauds-de-fonnières par les unionistes. En 1895, pétition au Conseil général demandant la réglementation des cafés-concerts. Trois mille signatures sont recueillies.

L'année suivante, collecte en faveur des Arméniens persécutés et pour la création d'un chantier de travail en ville.

Nouvelle collecte en 1897, pour procurer à la Croix-Rouge les moyens d'offrir une ambulance à l'armée grecque qui se bat contre les Turcs. La guerre heureusement terminée avant l'achèvement du véhicule, c'est La Chaux-de-Fonds qui est dotée de sa première ambulance hippomobile.

Au cortège du Cinquantenaire de la république, on admire « Les moissonneurs dans les marais pontins » représentés par l'U. C. d'après le tableau de Léopold Robert.

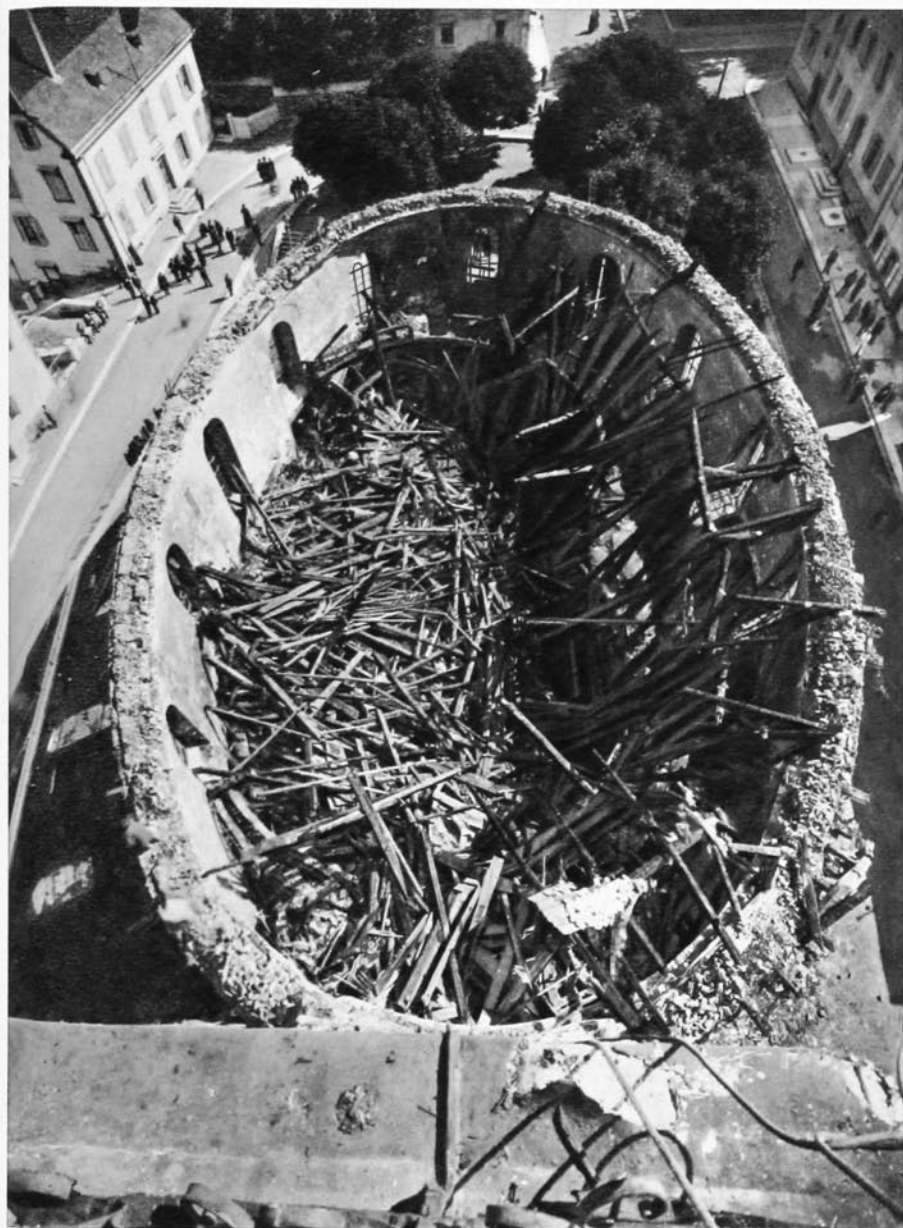
L'initiative pour la création d'une université populaire partit de Beau-Site en 1899.

On collecte encore pour les Colonies de vacances et pour l'érection d'un monument à Numa Droz, ancien conseiller fédéral, membre de l'U. C. dans sa jeunesse.

Le cinquantenaire de la société en 1902 est marqué par des prédications de pasteurs unionistes dans les temples national et indépendant, une course au Doubs, un banquet à Bel-Air, et la publication d'une plaquette illustrée.

La période de 1890 à 1910 est caractérisée par une activité débordante. Aux réunions religieuses s'ajoutent les « causeries du jeudi » sur les sujets les plus variés. On travaille dans les sections de gymnastique, chant, orchestre, études historiques, tir, courses, assurance maladie, football, escrime, etc. C'est du « Groupe antialcoolique » de l'Union que partit l'initiative pour la suppression de la fabrication et de la vente de l'absinthe en Suisse. Des cours de langues française, allemande, anglaise, italienne, de sténographie et de comptabilité sont organisés, permettant aux membres et aux amis de la société de parfaire leur instruction générale ou professionnelle. Abandonnés en 1919, faute de moyens de chauffage, ils n'ont été repris que très partiellement. En 1919 est fondé un groupe d'épargne, « Le Semeur ».

C'est au pasteur Paul Pettavel, véritable entraîneur d'hommes, aidé de plusieurs collaborateurs que l'U. C. doit son plus grand développement. Ce pasteur unioniste fut un éducateur, un pédagogue peu commun. Il savait captiver les jeunes gens en les intéressant à tous les sujets d'actualité, les orientait dans leur vie spirituelle et morale. Il désirait préparer des hommes utiles à la cité. L'U. C. ne tarda pas sous son impulsion à atteindre le chiffre de 450 membres actifs et 300 membres auxiliaires. La nécessité de locaux plus vastes



Incendie du Temple national à La Chaux-de-Fonds, 16 juillet 1919.

se fait impérieuse et le 1^{er} juin 1907, le nouveau bâtiment est inauguré. Beau-Site sur la colline devint un centre magnifique de culture chrétienne, un véritable foyer pour la jeunesse masculine de notre ville.

Il a bénéficié d'appuis précieux des pasteurs Jâmes Courvoisier, Henri Perregaux, Paul Borel, Paul Stammelbach, Jules Hentzi, Henri Moll ; de membres du comité comme Jules Vuilleumier, président de 1882 à 1904, Albert Perret, dont une biographie fut publiée en 1893, Paul Rochat, caissier modèle. Elle a compté parmi ses membres des pédagogues : Jules Mentha, Fritz Chable, Jean Cart ; des hommes politiques : Numa D. oz, Charles Naine.

Un bulletin apporte chaque mois aux unionistes à partir du 1^{er} janvier 1907 les programmes des séances et les comptes rendus des plus importantes manifestations.

L'Union de La Chaux-de-Fonds a formé le Comité central neuchâtelois en 1874, 1894, 1913, 1931 et 1942, et organisé à plusieurs reprises la Fête trisannuelle romande ou la Fête cantonale neuchâteloise.

L'Union Chrétienne possède à l'usage de ses membres une bibliothèque de 3000 volumes, outre une bibliothèque spécialisée pour la jeunesse (Union cadette) et une autre appartenant à sa section de courses « La Jurassienne ».

Neutre au point de vue ecclésiastique, l'Union a formé un milieu où nationaux et indépendants vivaient généralement en bonne et franche amitié. Elle apporta sa pierre à l'édification de l'Eglise unie et fut parmi les premiers à se réjouir de la fusion.

Dans son assemblée générale du 14 mai 1943, elle décida de modifier son caractère de neutralité et de devenir Union paroissiale de l'Eglise réformée évangélique neuchâteloise.

Union chrétienne de jeunes gens.

La Croix-Bleue

L'idée d'une société de tempérance en notre ville fut lancée par M^{lle} Emilie Jeanneret qui, revenant d'Angleterre, avait adopté dès 1866 les théories de l'abstinence. Elle trouva un appui en la personne de M. Fritz Jeanneret et, le 1^{er} janvier 1878, pouvait écrire au fondateur de la Croix-Bleue à Genève, Louis-Lucien Rochat, qu'« ils étaient quatre abstinents en notre ville ». Auguste Jeanneret, notaire et Emile Bourquin se joignirent au petit groupe et le 1^{er} septembre 1878, la section de La Chaux-de-Fonds était fondée par 7 membres dans l'appartement de Fritz Jeanneret, rue du Progrès 77 (actuellement 89).

Emile Bourquin ouvrit en 1879 le premier café de tempérance et parcourut le canton en prêchant ses idées. En 1882, la société prit officiellement le nom de Croix-Bleue et loua, en 1883, un local dans le quartier de Gibraltar où les réunions furent parfois houleuses. La Croix-Bleue fit alors appel au pasteur Borel-Girard qui se jeta dans la mêlée et présida durant de nombreuses années aux destinées de la

société qui avait conquis droit de cité. Elle possède un orchestre et un chœur mixte¹⁾, une société d'abstinence pour la jeunesse et loue pour fr. 200.— par année le local de « Siloé » (rue Numa-Droz 73).

En 1893, un projet de construction est présenté à l'assemblée qui l'adopte bien que ne disposant que de fr. 2,500.— et le 7 janvier 1894, en présence des autorités civiles et ecclésiastiques, est inaugurée la Salle de la Croix-Bleue, rue du Progrès 48, connue de chacun aujourd'hui.

En 1902, l'oeuvre étant en progression constante, le comité décide de créer un poste d'agent, poste qui subsiste aujourd'hui. Il fut confié à l'origine au pasteur Ulysse Emery et est de nouveau occupé aujourd'hui par M. de Tribolet.

Une Mutuelle est créée en 1904 et étend ses ramifications dans le canton et le Jura bernois. Elle compte actuellement 1185 membres. Les locaux aussi s'agrandissent en 1906 par l'adjonction au nord du bâtiment de deux petites salles et du bureau de l'Agence.

L'histoire de la Croix-Bleue de notre ville retient surtout les noms d'Emile Graupmann qui en fut l'âme, la présida pendant 25 ans et fut agent pendant 9 ans, et des pasteurs Borel-Girard et Paul Borel. Bien de modestes citoyens y furent actifs aussi, souvent après avoir été sauvés eux-mêmes de l'alcoolisme ; c'est ainsi qu'un ancien légionnaire, Ed. Dubois-Wenker, devint après avoir passé par la section de notre ville, pasteur au pays de Montbéliard.

De 7 membres en 1878, la société est montée en 1908 à 447 membres actifs plus 350 membres adhérents, en 1918 à 406 membres actifs et 622 adhérents, en 1942 : 248 membres actifs et 211 adhérents.

M. Montandon.

La Stadtmission

C'est en l'an 1881 que la direction de St. Chrischona, près de Bâle, prit contact avec les organes de l'Eglise libre de La Chaux-de-Fonds (Eglise Indépendante), en vue de fonder sur des bases similaires la Mission Urbaine (Stadtmission). Le but que cette oeuvre devait poursuivre consistait à s'occuper de la population alémanique à côté de l'Eglise officielle. La Stadtmission cherchait surtout à prendre une place active parmi la jeunesse arrivant de la Suisse allemande avec le désir d'apprendre la langue française ou de s'y perfectionner.

Il va sans dire que le placement a joué un rôle prépondérant. Le bureau officiel, autorisé par le Conseil d'Etat du canton de Neuchâtel, a vu chaque année un flot de jeunes gens avoir recours à ses services, lesquels consistent à leur offrir des occupations appropriées diverses, aux conditions les meilleures, rendant en même temps un précieux service au milieu patronal. Un travail fécond fut accompli au cours de ces 63 ans par le bureau de placement, puisque

¹⁾ Voir l'historique de la Musique de la Croix-Bleue, page 446.

annuellement 3000 lettres environ ont été échangées par son intermédiaire. Ajoutons-y encore les innombrables visites, entretiens et conversations téléphoniques. Cette activité fut mise à la disposition des jeunes gens, afin de leur permettre de trouver le bon chemin et d'y persévérer.

Combien d'amitiés furent liées dans les diverses manifestations, cultes, études bibliques, séances de chant et d'union chrétienne, école du dimanche ou de courses à travers notre beau Jura.

Une branche particulière et non de moindre importance est celle de l'Union chrétienne des jeunes gens de langue allemande, qui s'occupe de la jeunesse masculine. Elle a à son actif un passé plein de bénédiction et est cinquantenaire depuis 1941.

Déjà en 1883 il fut possible de louer la Chapelle à la rue de l'Envers 37, appartenant à ce moment-là à l'Eglise Morave. Plus tard, le Comité décida de se porter acquéreur de celle-ci. Ainsi prit naissance la Stadtmission de notre ville. Nombreux sont ceux qui gardent un souvenir inoubliable du foyer accueillant de la Stadtmission.

Au point de vue des finances l'oeuvre repose uniquement sur les dons bénévoles, et les dirigeants ont parfois de gros soucis pour le maintien de la balance. Un groupe de dames dévouées s'occupe de couture et contribue ainsi pour une grande part au résultat financier de la vente.

Comme personnalités responsables ont fonctionné : M. Rubin, prédicateur, de 1890 à 1910 ; l'actuel Inspecteur des missions, M. Rubli, de 1910 à 1919; M. Steiger, prédicateur, de 1919 à 1937; et de 1937 à ce jour, M. Gossweiler, prédicateur. N'oublions cependant pas qu'une grande partie des charges incombe à la femme du dirigeant de l'oeuvre. S'occuper du ménage, du bureau de placement, assister ces jeunes filles de ses conseils, sécher parfois des larmes, n'est pas une petite affaire pour une femme d'un prédicateur. Mais tout est fait avec amour et dévouement.

E. Gossweiler.

L'Armée du Salut

Les trois Postes de La Chaux-de-Fonds, du Locle et des Ponts, doivent leur naissance au Poste de la Sagne qui fut ouvert en 1885. La Chaux-de-Fonds eut une très humble origine salutiste, en ce sens que pendant 5 ans, elle fut un simple « avant-poste » de la Sagne. Les réunions s'y tenaient cependant très régulièrement chaque semaine à La Redoute, avec une participation de 40 à 50 personnes. Ce temps très tourmenté engageait les salutistes des trois Postes à se réunir fréquemment aux Reussilles, aux Entre-deux-Monts ou ailleurs, mais ce fut un temps très vivant.

C'est le 15 novembre 1890 que la Capitaine Buèche accompagnée de la Lieutenant Siegfried ouvrirent définitivement le Poste, en dehors de ville, car personne ne voulait louer à l'Armée du salut dans le village même. Une chambre et une cuisine suffirent pour les besoins urgents, on les trouva au Boulevard de la Fontaine (actuel-

lement Aurore 5). Le 15 novembre 1891 la Capitaine Z. Mayor réussit à trouver une salle à la rue Fritz-Courvoisier. Ce quartier pauvre fut considéré comme particulièrement approprié. Le local pouvait contenir 150 personnes.

En mai 1893 une nouvelle salle fut ouverte à la rue de la Demoiselle (rue Numa-Droz), puis une autre à la rue de l'Hôtel-de-Ville, et un certain temps, les réunions eurent lieu dans les deux salles. L'oeuvre, qui débuta péniblement, prit alors tout à coup un développement magnifique.

Le 26 septembre 1896, La Chaux-de-Fonds reçoit la visite du Général fondateur : William Booth. Voici, d'après un compte rendu de l'époque signé du Brigadier Fornachon, un extrait de cette visite : « A 12 h. 45 le train amenant le Général entre en gare. La fanfare de La Chaux-de-Fonds, renforcée par d'autres fanfaristes joue sur le trottoir de la gare : les drapeaux flottent au vent, une clameur immense s'élève de la foule. Voilà le Général, et chacun indique du doigt le chef vénéré, qui de sa haute stature domine la foule. Un braeck est là, le Général et son état-major y prennent place. C'est un spectacle rare à La Chaux-de-Fonds. La salle de la Croix-Bleue est pleine avant l'heure. On y est entassé, plus de 1000 personnes sont là, dans un local qui peut en contenir 800 ».

C'est le 20 février 1904 que la « Société Immobilière », sous la direction du Commissaire Booth-Hellberg, fait l'acquisition du bâtiment de la rue Numa-Droz 102. C'est une vaste salle de 16 mètres de longueur sur 14 de largeur et de 6 m. de hauteur. La chronique du 27 février 1904 fait mention de la journée d'inauguration présidée par le Commissaire Booth-Hellberg et dont le texte inspiré demeure vivant : « Je reviens ! Je reviens ! »

En 1917 la Lieutenante Mariette Herzog, infirmière diplômée (actuellement soeur Mariette), ouvre l'Oeuvre de secours et de soins aux malades, qui à ce moment-là dépend de l'Oeuvre spirituelle du Poste de la rue Numa-Droz 102. Ce premier jalon posé va ouvrir à cette branche nouvellement créée des occasions splendides d'approcher les âmes, en soignant les corps.

Ce n'est qu'en 1923, le 8 février, que l'inauguration du Poste de secours eut lieu : cette oeuvre devint définitivement la soeur jumelle et indépendante du Poste.

Nous trouvons à cette date dans les archives une lettre pittoresque de la Colonelle Küpfer : « Vendredi, au plus tard arriveront de Berne, envoyés par Muller & C^{ie}, 3 couvertures de laine et 3 nattes. De la part de Weiss, 2 lits complets avec 2 tables de nuit. Du Département Commercial, 12 draps, 6 fourres de duvet, 6 coussins, 8 oreillers, 12 linges de cuisine, 12 essuie-mains, 12 linges de toilette, 2 nappes. Si à l'occasion, vous pouvez acheter à peu de prix une commode, faites-le, mais mieux serait si on vous en faisait cadeau ».

Dès lors, le Poste de secours poursuit sa mission avec ardeur, amour et foi. En 1934, soit 11 ans plus tard, 3819 heures ont été consacrées aux soins des malades. En 1942, 8837 heures de visites et de soins.

B. Delachaux.

L'Eglise adventiste du 7^{me} jour

Cette Eglise fut constituée en 1883. Elle se réunissait au N° 12 de la rue du Rocher. La congrégation s'étant passablement agrandie fit construire en 1888 les immeubles sis Temple-Allemand 37-39 où des locaux nouveaux furent aménagés. Un jubilé fut fêté le 2 avril 1938, auquel se joignirent de nombreux délégués venus des Eglises de toute la région. Quelques membres fondateurs y étaient encore présents. L'effectif de ses membres s'élève à environ 65. A une certaine époque il était de plus de 110. Les différentes crises dispersèrent plusieurs familles dans d'autres lieux de Suisse et jusqu'à l'étranger.

Les points qui caractérisent plus spécialement les chrétiens adventistes sont l'observation du sabbat comme repos hebdomadaire, le baptême des adultes par immersion et le paiement de la dîme pour l'entretien des ecclésiastiques. Plusieurs familles de missionnaires adventistes sont parties de La Chaux-de-Fonds. Depuis plus de 20 ans, une petite école primaire instruit les enfants de la communauté. L'activité de cette Eglise ne se borne pas seulement à ses propres intérêts, elle participe aussi à toute campagne anti-alcoolique, d'utilité publique, spirituelle et morale. Cette Eglise ne reçoit aucun subside de l'Etat.

L. Monnier.

4. La paroisse catholique romaine

La vie de la Paroisse catholique romaine a été dominée, pour une grande part, par l'idée de la nécessité de la construction d'une nouvelle église correspondant à l'accroissement continu de l'élément catholique à La Chaux-de-Fonds.

Rappelons brièvement un ou deux faits. C'est en 1834 que la paroisse a été fondée. Fondation solennisée par la célébration de la première messe après la Réforme, — après trois cents ans ! — le 29 juin 1834 et par la cérémonie de l'installation du nouveau et premier curé, M. Belet. Les archives officielles et paroissiales fournissent maints détails là-dessus. Il est dit, par exemple, que « vu un extrait des délibérations du Conseil de Commune de La Chaux-de-Fonds duquel il résulte que le Conseil verra avec plaisir que les catholiques romains domiciliés à La Chaux-de-Fonds soient autorisés à y célébrer leur culte..., vu un rapport de M. Challandes, maire de La Chaux-de-Fonds..., le Conseil d'Etat arrête qu'il *autorise* l'exercice du culte catholique, etc. ». Et à l'installation du curé, « M. le maire Challandes, ancien avocat et fort éloquent, fit un superbe discours... Il fit ensuite solenniser à M. Belet le serment de fidélité au Roi... ».

La Chambre d'Education (au Vieux Collège) loua aux catholiques une chambre au rez-de-chaussée comme local.

En ce temps-là, les catholiques étaient au nombre de 360 dont 160 à demeure et 200 ouvriers qui venaient travailler chaque année trois ou quatre mois¹⁾ La Chaux-de-Fonds avait, en 1834, 7474 habitants). La nouvelle paroisse se développait peu à peu. En 1843, on bâtit l'église de la rue de la Chapelle, qu'il fallut abandonner aux Vieux-catholiques lors des pénibles conflits du Kulturkampf en 1875²⁾. On en fut réduit à célébrer le culte quelque temps dans une grange (Collège 29), offerte par un paroissien.

Il fallait bâtir à nouveau. Sur un terrain acquis au « Fort Grifon », quartier presque inhabité alors, s'éleva en 1877, un édifice provisoire, disait-on, — et ce provisoire dura 50 ans ! — jusqu'en 1925.

La dernière décade du XIX^{me} siècle et la première du XX^{me} marquèrent un développement accentué de la ville. L'horlogerie attirait beaucoup de monde et la population catholique croissait également. Elle atteignit un chiffre de 6000 environ vers 1927. Les éléments en sont formés en grande partie par des originaires des Franches-Montagnes et de la Franche-Comté voisines, ainsi que par de nombreux Tessinois et Italiens amenés par la « fièvre de construction » de ces années. Ils font corps maintenant avec le reste de la population et participent à la vie de la cité dans ses manifestations diverses.

Cette augmentation sensible des paroissiens catholiques faisait sentir vivement la nécessité d'une nouvelle église. Sou par sou, pour ainsi dire, on mettait de côté pendant ce premier quart du XX^{me} siècle pour cette nouvelle construction. En 1925, on démolit l'ancienne église, qui menaçait ruine d'ailleurs. Et enfin, le 17 décembre 1927, on pouvait inaugurer la vaste église actuelle qui répond bien aux besoins de la paroisse³⁾. Ce furent deux grandes journées pour les catholiques de La Chaux-de-Fonds que celle de la consécration de la nouvelle église par S. E. Mgr Besson, évêque de Lausanne, Fribourg et Genève, et que celle du lendemain 18 décembre, fête d'inauguration en présence des représentants des autorités civiles.

Disons encore que du fait de la crise de 1929, la population catholique de La Chaux-de-Fonds a vu quelque peu diminuer son effectif, comme le reste de la population. Et ajoutons que la paroisse

1) Voir pages 480 et 571.

2) Voir page 573.

3) Au sujet des orgues, voir page 494.

catholique de La Chaux-de-Fonds comprend aussi les catholiques disséminés de la vallée de La Sagne et des Ponts, et des environs de la ville, Crosettes, Valanvron, Côtes du Doubs, etc.

* * *

Il est à noter une coïncidence heureuse et curieuse pendant ces cinquante années 1894-1944 : c'est la stabilité du chef qui est à la tête de la paroisse catholique romaine de La Chaux-de-Fonds.

Alors que, pour une cause ou pour une autre, depuis 1834, date du rétablissement du culte catholique¹⁾ à La Chaux-de-Fonds, jusqu'en 1895, 11 curés se sont succédé à la tête de la paroisse, depuis 1895, c'est Mgr A. Cottier qui est curé de l'importante paroisse. C'est presque exactement la période cinquantenaire qui nous occupe !

A trente ans, l'abbé A. Cottier arrivait à La Chaux-de-Fonds. Parlant avec une égale aisance nos trois langues française, allemande et italienne, le jeune curé comprit tout de suite le caractère chaux-de-fonnier et sut s'y adapter. Des dignités méritées lui ont été conférées au cours des années, celle de Doyen de l'ensemble des paroisses catholiques neuchâteloises, celle de Chanoine extra-résidentiel de la cathédrale de Saint-Nicolas, à Fribourg, celle de Prélat du pape. Pour tous, ceux du dedans, de sa paroisse, ceux du dehors même, il est resté « le curé de La Chaux-de-Fonds ». Il a su entretenir des rapports excellents avec les autorités civiles, avec les représentants des autres confessions religieuses, avec tous les éléments de la population, pourrait-on dire. On peut, croyons-nous, souligner tout cela.

Mgr Athanase Cottier est resté fidèle au poste depuis près de cinquante ans donc, cependant que de nombreux vicaires l'aidaient dans son ministère pendant un, deux, trois ans, après quoi ils sont pourvus d'une cure. Parmi cette trentaine environ de vicaires, principalement fribourgeois, quelques-uns vaudois et genevois, il y a eu l'évêque actuel du diocèse, S. E. Mgr Besson (vers 1920). Ces dernières années, la terre neuchâteloise aussi a vu éclore quelques vocations sacerdotales et c'est ainsi que, en 1939, trois enfants de La Chaux-de-Fonds ont été ordonnés prêtres.

¹⁾ En passant, remarquons qu'avant la Réforme, il y avait eu deux curés à La Chaux-de-Fonds : Jean Bard de 1518 à 1529 et Jacques Droz de 1529 à 1536, date où le culte fut supprimé. La paroisse fondée en 1517 était petite, le village ne comptant qu'une dizaine de maisons.

Souhaitons ici que la Providence accorde à Mgr Cottier les forces nécessaires pour accomplir son cinquantenaire — ce n'est pas loin, 1945 — comme curé de La Chaux-de-Fonds.

* * *

Autour de l'église, sont venues se greffer, si l'on peut dire, au cours des années, tout un ensemble d'oeuvres paroissiales. Et pour l'une ou l'autre d'entre elles, on peut également noter la coïncidence de leur existence avec celle de la période de 1894-1944. Par exemple, la société de chant « La Cécilienne »¹⁾ qui a fêté son cinquantenaire (1891-1941) et le Cercle catholique qui a fêté le sien aussi (1889-1939).

On ne peut songer évidemment à retracer ici en détail l'activité de nos oeuvres et sociétés. Cependant nous dirons que la maison appelée « le Collège catholique », sise rue du Nord 57 en face de l'église, en abrite quelques-unes, féminines surtout. Ainsi la Société de couture (pour les pauvres de la paroisse, le linge d'église), le Home Sainte-Agnès pour femmes, la Société de jeunes filles Sainte-Agnès, une autre Société pour les jeunes filles de langue allemande, l'Oeuvre de la garde-malade, le Relèvement moral, la Bibliothèque paroissiale, l'Ecole enfantine, le Choeur mixte Sainte-Cécile.

Ce Choeur mixte, dont le noyau fut constitué en 1858, a une tâche importante : assurer l'exécution des chants liturgiques, donner aux cérémonies religieuses un caractère digne et pieux. Il y eut bien des tâtonnements avant d'arriver à la bonne mise au point actuelle. N'est pas chantré d'église qui veut et plusieurs des directeurs successifs, dévoués sans doute, ne possédaient pas toujours la science musicale requise. Dans le domaine du chant grégorien, tout était à refaire. Aujourd'hui, le Choeur groupant environ 70 chanteurs et chanteuses sous une direction très compétente, donne satisfaction²⁾.

Deux sociétés de jeunesse à but éducatif et récréatif, sous la direction des vicaires, groupent l'une, les jeunes garçons jusqu'à 16 ans (c'est « la Fougère » avec une centaine de membres), l'autre, les jeunes gens en-dessus de 16 ans (c'est « la Jeunesse catholique » avec 250 membres environ).

En 1889, sur l'initiative de l'un des prédécesseurs de Mgr Cottier, M. le curé Conus (1880-1893), fut fondé « le Cercle catholique romain ». Les débuts furent modestes, mais grâce à la

¹⁾ Voir pages 472 et suivantes et ci-dessous page 569.

²⁾ Voir aussi page 495.

persévérance d'un certain nombre de paroissiens, le Cercle se développa et prospéra. Il compte actuellement près de 250 membres actifs. C'est le centre des réunions des catholiques, de plusieurs sociétés paroissiales. Depuis la construction de la salle St-Louis, spacieuse, qui jouxte la cure, les conférences proprement dites et les représentations théâtrales¹⁾ des amateurs des Sociétés de jeunesse se donnent là. Ce local s'y prête mieux que les salles du Cercle sis rue du 1^{er} mars 15. Du Cercle ont essaimé plusieurs groupements dont la société de secours mutuels «Le Laurier»²⁾, «La Cécilienne», dont nous allons dire quelques mots.

C'est en effet à une assemblée du Cercle catholique que surgit, en 1891, l'idée de fonder une chorale d'hommes dans la paroisse. Un petit groupe de sept chanteurs se forma. Il y eut des hauts et des bas les premières années, des bas plutôt, mais les sept, augmentés de nouvelles recrues, tinrent bon tant et si bien que «La Cécilienne» est devenue une des bonnes sociétés de chant de notre ville. Elle compte un effectif de 150 membres actifs avec quelque 600 passifs qui apportent leur sympathie. Elle donne de beaux concerts courus et son Demi-choeur spécialisé est appelé lors de maintes manifestations en ville et au dehors.

Dans ce tableau de la vie paroissiale des catholiques de La Chaux-de-Fonds durant ces cinquante dernières années, nous avons dû nous limiter forcément. On ne pouvait songer à entrer dans des détails si intéressants qu'ils pussent être, ni nommer les personnes, nombreuses, qui se sont dévouées dans un domaine ou l'autre. On aurait risqué des oublis regrettables quoique involontaires. L'essentiel cependant est dit, croyons-nous. Et l'on peut résumer d'un mot en soulignant que la paroisse catholique de La Chaux-de-Fonds est bien unie.

J. Braichet.

5. La Chapelle Catholique et la Paroisse Catholique Chrétienne

Le plus vieil édifice religieux de La Chaux-de-Fonds actuelle s'élève au numéro 7 de la rue de la Chapelle. Il fut consacré au culte catholique le 26 septembre 1841 par l'Evêque de Lausanne et

¹⁾ Voir page 433.

²⁾ Voir pages 631-632.

Genève, Mgr Pierre-Tobie Jenni, M. Louis Challandes étant maire.

C'est une modeste chapelle pouvant contenir de 300 à 400 fidèles. Elle ne possède à l'intérieur et à l'extérieur aucun ornement architectural ; elle n'a même pas de clocher. L'autorisation de construire donnée par le Conseil d'Etat le 7 septembre 1835 spécifiait, en effet, le non usage de cloches. Ainsi s'explique le petit clocheton qui domine la porte d'entrée.

Commencée en 1835, la construction dura six ans. Elle coûta 35,897.13 livres neuchâteloises, environ 100,000 de nos francs actuels. On eut beaucoup de peine à trouver en Suisse et dans les pays voisins, France et Italie, Autriche et Allemagne, cette somme importante pour l'époque. L'histoire doit retenir le nom du curé Edouard von Stoecklin qui déploya le zèle le plus considérable, écrivant à droite et à gauche et allant même quêter à l'étranger. Il faut aussi signaler la largeur d'esprit du maire Louis Challandes qui encouragea vivement les dames protestantes de La Chaux-de-Fonds, quêtant dans le village pour la future chapelle catholique.

En 1837, la construction fut arrêtée faute d'argent. On put même redouter un arrêt définitif, car le roi de Prusse, « notre aimable Souverain », fit savoir qu'il ne jugeait pas opportune l'érection d'une chapelle catholique à La Chaux-de-Fonds. Sa Majesté ne tenait pas à favoriser le village de Fritz Courvoisier, capitaine de carabiniers, qui lui donnait quelques inquiétudes. Le Conseil d'Etat neuchâtelois maintint sa décision et les travaux furent repris.

Trois autels en bois se trouvent à l'intérieur : derrière le maître-autel un grand tableau, signé Beltz 1854, représente un Christ en croix, la Madeleine à ses pieds ; en outre une assez bonne copie de la partie supérieure de la Madone Forligno de Raphaël et une Mater Dolorosa dans la manière de Vouet. Sous le petit vitrail de droite une plaque de marbre avec bas-relief en bronze de Charles Humbert rappelle le centenaire, célébré en 1934, du rétablissement en notre ville du culte catholique et le souvenir du Père Hyacinthe Loyson.

La cure qui jouxte la chapelle fut construite en 1843 pour servir d'habitation aux ecclésiastiques et d'établissement scolaire pour les enfants catholiques. Les écoles ne furent utilisées que pendant une trentaine d'années. La cure, transformée en maison locative, fut, en 1936, entièrement rénovée, consolidée et dotée d'une salle paroissiale avec scène. La première construction avait coûté 32,305 livres neuchâteloises, la dernière transformation a coûté fr. 45,000.—.

Cure et chapelle furent pendant ce siècle écoulé témoins de conflits à peu près continuels qui aboutirent, en 1875, à la séparation des catholiques en deux paroisses, l'une appelée « paroisse catholique-chrétienne » ou « nationale » — l'autre « paroisse catholique-romaine ».

Les difficultés financières furent importantes dès le début. La construction de la cure laisse une dette de fr. 18,000.— envers MM. Léon Robert et Saviglio, puis envers la Chambre Haute de Charité de La Chaux-de-Fonds, dette qui n'était pas encore acquittée en 1874. Les écoles, le traitement et le logement à la cure de l'instituteur et des institutrices furent une autre cause d'ennuis financiers. Le logement gratuit des pédagogues amena même un grave conflit entre la paroisse et l'évêque qui suspendit le culte catholique à La Chaux-de-Fonds pendant une année jusqu'en octobre 1869. Avant 1848, les catholiques qui ne venaient à La Chaux-de-Fonds que d'une façon saisonnière¹⁾ ne voulaient pas participer aux frais du culte : « nous venons ici, disaient-ils, pour chercher des sous, non pour en donner ». La paroisse réclama et obtint que le Conseil d'Etat donnât force légale à son règlement qui mettait les frais du culte à la charge des fidèles.

En 1836, le curé Edouard de Stoecklin n'avait que 20 louis de traitement annuel qui « n'égalait pas ses dépenses », écrit le Conseil de paroisse. Il devait « trois fois par jour aller chercher ses modestes repas à une assez grande distance de chez lui ». Et dans une lettre du 29 janvier 1836, le même Conseil de paroisse signale des « esprits inquiets et turbulents » dont l'un se permet de dire au curé qu'« il n'était pas le supérieur mais le serviteur de ses paroissiens : quand on paie un curé, est-ce pour avoir un maître ? » La lettre note encore qu'« au moindre mécontentement on s'écrie : nous ne paierons pas... de là des troubles, des haines, des menées ».

D'autre part, la communauté catholique de La Chaux-de-Fonds est influencée par le mouvement libéral qui alors travaille les esprits en Europe, en Suisse et dans le canton. Il y a, parmi les catholiques, des libéraux, républicains sur le plan politique, qui fraternisent avec Fritz Courvoisier et vont l'aider à établir la République neuchâteloise. Sur le plan religieux, ces mêmes catholiques libéraux sont adversaires des Jésuites, luttent contre le Sonderbund et fraternisent avec les grands chefs libéraux français, Lamennais, Lacordaire et leur voisin de Maïche le comte de Montalembert. Ils

¹⁾ Il s'agit en particulier d'ouvriers du bâtiment, voir pages 566 et 480.

sont, dans la paroisse, en grande majorité et ils constituent le conseil administratif. L'autre partie des paroissiens est conservatrice et ultramontaine. Ses sympathies vont aux Jésuites, au Sonderbund, à l'infaillibilité papale et à la théorie du pouvoir absolu du pape sur l'Eglise. Ces catholiques fraternisent avec les conservateurs français groupés autour du journal « L'Univers » de Louis Veuillot.

Si l'ensemble de la population chaux-de-fonnière est d'accord avec les catholiques libéraux, par contre les catholiques ultramontains ont pour eux leurs ecclésiastiques et l'autorité épiscopale, représentée alors par Mgr Marilley. Les catholiques libéraux demandent à cette époque un règlement, établissant nettement les droits des laïcs pour la gestion des biens matériels de la paroisse. L'Evêché hésite, tergiverse et enfin refuse. Le conflit de 1868-1869 qui devait aboutir à la fermeture de la Chapelle pendant une année, par ordre de l'Evêché, et à la révocation du curé Villard et du vicaire Gauthier par le Conseil d'Etat a sa cause réelle dans deux conceptions opposées des relations entre fidèles et chefs ecclésiastiques, on peut même dire dans la conception du catholicisme. Cette opposition est telle qu'en 1869 le Conseil de paroisse, d'accord avec le Conseil d'Etat, est décidé à rompre définitivement avec l'Evêché de Lausanne et Genève. Dans ce but, il chercha et trouva un ecclésiastique, M. H. Sel, curé à Overlaez, par Tilmont, Belgique, « assez libéral pour accepter la place de curé à La Chaux-de-Fonds »¹⁾.

Le curé belge accepta en principe sa nomination, mais conseilla une dernière tentative conciliante près de l'Evêque. Celui-ci comprit que le Conseil tiendrait sa promesse d'aller jusqu'au bout et il nomma curé son propre secrétaire particulier, M. Aloïs Goetsch-

¹⁾ La lettre qui lui est adressée par le Président du Conseil de Paroisse, Victor Marchand, et contresignée par le secrétaire Ferdinand Stammelbach, contient des détails historiques intéressants : « L'Evêque voudrait substituer son autorité à celle « du Comité et de l'Assemblée générale, et se placer au dessus de l'autorité civile « en matière d'administration temporelle. Ces prétentions sont contraires aux vœux « de la majorité des paroissiens ainsi qu'au texte formel de la loi civile. La paroisse « catholique de La Chaux-de-Fonds, forte de 3,000 âmes, est donc obligée d'avoir « recours à un prêtre étranger... Dans cette situation anormale, le premier devoir du « Comité est d'examiner s'il ne serait pas possible de trouver un prêtre catholique « assez libéral pour accepter la place de curé de La Chaux-de-Fonds... »

« Voici les avantages qu'offre la paroisse de La Chaux-de-Fonds : Traitement de « l'Etat : 2,200 fr., logement et chauffage à discrétion, fournis par la paroisse, casuel « environ 600 fr. par an.

« Le gouvernement nomme et installe le prêtre, conformément à la loi du pays. « Vous voyez, Monsieur, que le curé de La Chaux-de-Fonds, en remplissant simplement les devoirs de son ministère, serait parfaitement indépendant de l'autorité « diocésaine ultramontaine et ne relèverait que de sa propre conscience. D'un autre « côté, il aurait la sympathie de toute la population pour lui... »

mann. Le Comité, par lettre au Conseil d'Etat le 7 octobre 1869, se déclare satisfait de la solution du conflit ¹⁾.

La proclamation du dogme de l'infailibilité papale et du pouvoir absolu du pape sur l'Eglise universelle, le 18 juillet 1870, soulève l'indignation des catholiques libéraux, à La Chaux-de-Fonds, comme dans le reste de la Suisse. Le pays connaît de nouvelles luttes confessionnelles. La Constitution fédérale est modifiée en 1874 : l'ordre des Jésuites est interdit et les sociétés qui lui sont affiliées ne peuvent être reçues dans aucune partie de la Suisse et toute action dans l'Eglise et dans l'Ecole est interdite à leurs membres ; la fondation de nouveaux couvents et ordres religieux est interdite ; la création d'un diocèse catholique-chrétien, séparé de l'Eglise catholique-romaine est autorisée. Un groupe de « démocrates catholiques » se constitue alors dans la paroisse ; il est dirigé par les sept membres libéraux du Conseil. Ils font appel au grand orateur religieux du parti catholique libéral : le P. Hyacinthe Loyson. Le mercredi soir 19 novembre 1873 il donna, au Temple Français, sa conférence sur la « Réforme catholique ». L'édifice se révéla trop petit, des grappes d'hommes sont suspendues aux fenêtres, plus d'une centaine de citoyens sont massés devant la porte.

Le P. Hyacinthe revint à La Chaux-de-Fonds quelques mois plus tard, le 16 juin 1874. En ces deux conférences, le « plus grand des orateurs contemporains », comme l'écrivait le *National Suisse*, fit triompher ici la Réforme catholique qui rejette l'infailibilité du pape, la confession auriculaire obligatoire, l'emploi du latin, le célibat des prêtres, simplifie le culte de la Vierge et des Saints et prévoit l'élection des curés et évêques par leurs fidèles.

Victor Marchal, curé libéral de Carouge, vint à La Chaux-de-Fonds, le 16 juin 1875, appelé par le même Comité. Cet ecclésiastique parla sur « Jésuitisme et Libéralisme » ; en réalité, il venait surtout faire acte de candidat. En effet, les 19 et 20 juillet 1875, les électeurs catholiques étaient appelés à procéder à l'élection d'un nouveau Comité administratif. Les Ultramontains refusèrent de participer au vote ; seuls furent élus les candidats libéraux.

Les samedi et dimanche 28 et 29 août 1875, les catholiques furent convoqués pour élire leur curé. Deux candidats étaient en

¹⁾ Il ajoute : « Nous demandons de M. le Curé qui nous est envoyé la reconnaissance, ou, au moins, l'observation du règlement actuellement en vigueur dans notre paroisse, sauf les modifications qu'une future assemblée générale pourrait y apporter, nous entendons surtout faire les quêtes à l'Eglise et à domicile, nous occuper de la location des places à l'église et, en un mot, exercer tous les droits que notre règlement réserve au Comité. »

présence : le candidat des libéraux, M. l'abbé Victor Marchal et le candidat des Ultramontains, M. l'abbé Aloïs Goetschmann. Il y eut 792 votants. Le curé Marchal obtint 469 voix, le curé Goetschmann 323. La réforme catholique l'emportait donc à la majorité de 146 voix.

15 citoyens catholiques ultramontains tentèrent inutilement de faire invalider cette élection par le Conseil d'Etat. Le dimanche 12 septembre 1875, le curé Victor Marchal était officiellement installé dans la chapelle catholique en présence de M. Numa Droz, directeur des cultes.

Le Conseil fédéral, par arrêté, en date du 28 avril 1876, autorisait l'érection d'un Evêché catholique-chrétien de la Suisse. La paroisse catholique de La Chaux-de-Fonds était autorisée à se joindre à ce nouveau diocèse par décret du Conseil d'Etat du 27 novembre 1876.

Théoriquement les causes des anciens conflits étaient supprimées, puisque les Catholiques romains s'organisèrent dans un local privé, en paroisse indépendante. Mais la loi ecclésiastique prévoyant la réélection du curé tous les six ans, des contestations surgirent à cette occasion. Le 16 mai 1890, le Conseil d'Etat décréta que les Catholiques romains ne pouvaient être électeurs que dans leur paroisse et de même les Catholiques chrétiens dans la leur. A la suite d'un long procès, le Tribunal fédéral approuva la décision du Conseil d'Etat. En octobre 1901, le Conseil d'Etat agissant comme arbitre entre les deux paroisses catholiques régla définitivement les questions de propriété restées en suspens. La paroisse catholique-chrétienne versa à la paroisse catholique-romaine une indemnité de fr. 11,000.— plus la moitié du fond Mazzuri, soit fr. 1,250.—.

La petite Chapelle devait vivre au XX^{me} siècle des années de réelle quiétude. La paix amenant la prospérité, certaines améliorations furent réalisées.

Le père Loyson parla en notre ville pour la dernière fois le 19 avril 1906.

Le curé Albert Rais (1859-1926), par son long ministère de 45 années, mérite que l'histoire retienne son nom. Lui seul fut curé de la Chapelle catholique jusqu'à la mort et lui seul repose au milieu de son troupeau dans le cimetière de la ville. Originaire du Jura bernois, il fut ordonné prêtre par l'Evêque Herzog, à Berne, en 1881, après quatre années d'études théologiques sous la direction d'Eugène Michaud. Après son ordination, il fut envoyé à La Chaux-de-Fonds, en qualité de vicaire du curé Charles Hénotelle. Il fut

installé comme curé le dimanche 30 novembre 1884 par l'Evêque Herzog lui-même. Il exerça son ministère seul ou avec des vicaires, jusqu'au jour de sa mort, 28 janvier 1926. Son fils, né à la cure le 13 mars 1888 et baptisé dans la Chapelle le 23 juin, est aujourd'hui le juge fédéral Albert Rais.

Des nombreux présidents du Conseil de paroisse, le premier fut M. le docteur en médecine Joseph-Lucien Gouvernon, qui resta en fonction jusqu'en avril 1867. Il fut donc pendant plus de 30 années à la tête de l'administration paroissiale et cela dans des circonstances parfois très difficiles.

Au cours de ce siècle d'existence, la Chapelle catholique fut le témoin de manifestations importantes. Par deux fois elle a accueilli les délégués synodaux du diocèse catholique-chrétien de la Suisse. La première fois, en 1891, le synode était présidé par M. R. Philippi, conseiller d'Etat de Bâle ; la seconde fois, en 1927, le Synode était présidé par M. le Dr Mauderli, professeur à l'Université de Berne. En 1934, le premier centenaire du rétablissement du culte catholique à La Chaux-de-Fonds y fut célébré solennellement. A cette occasion, M. Paul Berner, ancien directeur de l'Ecole d'horlogerie¹⁾, raconta, avec une poignante émotion, les souvenirs de ses relations amicales avec le Père Hyacinthe. En 1941, fut célébré le centenaire de la consécration de la Chapelle. Le grand auditoire qui remplissait les moindres coins du sanctuaire entendit un récit historique consacré aux chapelles catholiques de La Chaux-de-Fonds, récit présenté par M. l'archiviste Léon Montandon.

La Chapelle catholique de La Chaux-de-Fonds s'est intéressée aux arts et en particulier à la musique. Elle fut et reste l'inspiratrice d'une musique religieuse liturgique en langue française. Sébastien Mayr²⁾ est incontestablement le maître de tous ceux qui ont ici pratiqué cet art. Né à Munich en 1845, il vint à La Chaux-de-Fonds en 1876 pour diriger Les Armes-Réunies. Peu de temps après, il était organiste et directeur du Choeur mixte de la paroisse catholique-chrétienne à laquelle il se rattachait. Il a composé une messe avec texte liturgique français et de nombreux chœurs, en particulier « Noël avec chœur d'enfants », « Au fond du calice » pour le Vendredi-Saint et « Gloire au Rédempteur » pour la fête de Pâques. C'est dans cette chapelle qu'il inaugura les concerts religieux du Vendredi-Saint, aujourd'hui en faveur dans toutes les paroisses³⁾.

¹⁾ Voir pages 349, 353 et suivantes, particulièrement : 359, 363, 368, 519 et 670.

²⁾ Voir aussi page 445.

³⁾ Voir page 493.

La littérature aussi eut toujours les faveurs, sous ses formes multiples, des jeunes de la paroisse, mais avec des fortunes diverses et pour l'ordinaire ne dépassant pas le cadre local. « L'Amitié » fut une Société littéraire très appréciée en ville de 1880 à 1900, surtout par la qualité des spectacles qu'elle sut organiser.

« Le Buis », héritier de « L'Amitié », a permis, depuis 1920, à un certain nombre de jeunes de faire leurs essais dans le journalisme, le roman et même le théâtre, comme acteurs ou auteurs. Cette société a donné son nom à un journal mensuel qui paraît régulièrement depuis 1932. La vie de la paroisse, pour ces dernières années, s'y trouve résumée. Parmi les rédacteurs, nous relevons les noms de M. Léon Gauthier, aujourd'hui curé vieux-catholique de la paroisse St-Germain, à Genève, de M. Jean Huguenin¹⁾, créateur des « Nouveaux Cahiers²⁾ », et de M. Carlo Jeanrenaud, poète, revuiste et romancier qui a composé pour le centenaire de sa vieille Chapelle un poème dont les quelques vers suivants constitueront notre conclusion :

Je t'aime et te vénère, ô chère vieille église !
Ton modeste clocher, au monde qui s'enlise,
Étouffant, emporté dans la nuit des adieux,
Montre toujours le ciel immense et radieux.

J. B. Couzi.

6. La Communauté israélite

Comme le Livre du Centenaire, paru en 1894, ne mentionne pas la Communauté israélite, nous pensons intéresser quelques lecteurs en reprenant son histoire dès le début.

La rue Fritz-Courvoisier s'est appelée jusqu'en 1867 rue des Juifs. Elle n'a pourtant jamais servi de ghetto, mais il s'y trouvait un bureau de péages où les colporteurs juifs devaient acquitter les droits. On y rencontrait donc beaucoup d'Israélites, à une époque où aucun d'entre eux n'habitait encore le « Grand Village ».

Les archives communales mentionnent en 1790 des Juifs exerçant le commerce d'horlogerie. Le 20 octobre 1796, le registre communal parle de Juifs qui séjournaient dans la localité.

« Le 13 août 1815, Léon Woog, Juif d'Alsace, disent les Archives, est reçu habitant par faveur particulière, la guerre ayant dévasté

¹⁾ Voir pages 408 et 412.

²⁾ Voir page 430.

l'Alsace et notamment le village d'Hegenheim qu'il habitait ». Ce doit être le premier établissement à titre permanent.

D'autres Israélites vinrent à La Chaux-de-Fonds par la suite, mais ils restèrent fort peu nombreux jusqu'en 1833, où a lieu la première réunion de prières à l'occasion du Nouvel-An et du Grand Pardon, dans le logement de M. Léon Woog. Plusieurs personnes vinrent du Val-de-Ruz, du Val-de-Travers et même de Ste-Croix pour y assister.

Peu après, de nouvelles familles juives viennent à La Chaux-de-Fonds, et une Communauté régulière est formée cette même année. Parmi les nouveaux arrivants se trouve M. Isaac Bloch, qui avait une instruction religieuse très étendue et qui fonctionne comme ministre officiant et comme instituteur. Le culte avait lieu dans son logement.

Cependant, la petite Communauté grandit et la chambre qui servait d'oratoire devient trop petite. Le 6 octobre 1843, la Communauté demande l'autorisation d'ouvrir une Synagogue. L'autorité communale répond favorablement et la Communauté loue rue Jaquet-Droz, dans la maison Sandoz-Paillard, un appartement qui fut la première Synagogue de La Chaux-de-Fonds.

C'est aussi en 1843 qu'on institue un Comité administratif, dont le besoin ne s'était pas fait sentir jusque là. Au point de vue religieux, la Communauté se place sous la direction du Rabbin M. Nordmann, de Hegenheim (Alsace), qui entretient avec ses lointaines ouailles une correspondance suivie et les visite régulièrement.

A cette époque, l'établissement des Juifs présentait de grandes difficultés, que les documents de l'époque indiquent d'ailleurs sans ambages. C'est d'abord la différence de religion, puis la différence de nationalité (il s'agissait de Juifs français ou allemands). Mais il y a surtout la concurrence commerciale que craignent les négociants chrétiens. C'est pourquoi les ouvriers et commis de religion juive ont toujours obtenu assez facilement le permis de séjour, ce qui n'est pas le cas des commerçants.

La révolution de 1848 n'amène tout d'abord aucun changement. C'est ainsi qu'en juin 1848, trois frères Nordmann, établis au Locle et qui fabriquaient beaucoup pour La Chaux-de-Fonds, demandèrent en vain le permis d'habitation. Ils reviennent plusieurs fois à la charge et finissent par avoir gain de cause en 1851. D'autres négociants juifs obtiennent le même droit, mais toujours à titre exceptionnel. Cependant, les idées libérales se répandent toujours plus et

on comprend qu'il faut traiter les Israélites de manière plus équitable, d'autant plus qu'on n'évite nullement la concurrence ! En effet, les Juifs obtenaient sans difficultés l'établissement au Locle, aux Eplatures même (alors commune indépendante, où habitaient de nombreux Israélites).

La question est définitivement tranchée par le Conseil municipal le 4 mai 1857, après un grand débat qui occupe deux séances et dans lequel les opinions libérales l'emportent. Cette discussion s'engage sur la demande de Messieurs Emmanuel et Elie Meyer, et c'est donc grâce à leurs instances que les Israélites peuvent, dès 1857, s'établir librement à La Chaux-de-Fonds.

Le droit d'acquérir des immeubles se rattache étroitement au droit d'établissement. En 1849, M. Moïse Woog demande au Grand Conseil :

1. de pouvoir acquérir un immeuble ;
2. par mesure générale, d'accorder la même faveur à tous ses coreligionnaires.

Après une longue discussion, le Grand Conseil autorise M. Woog à acquérir la propriété qui porte depuis cette date le surnom de « Jérusalem ». Mais il refuse de donner une autorisation générale et, en 1853, une demande analogue présentée par les frères Braunschweig est rejetée, quoique appuyée chaleureusement par plusieurs députés.

Dès lors, la pratique varie, et c'est la revision de la Constitution fédérale en 1866 qui supprime définitivement toute distinction fondée sur la différence de religion.

Reprenons l'histoire de la Communauté, qui s'accroît d'année en année. En 1862, les fidèles, à l'étroit dans leur oratoire, font construire et inaugurent solennellement la Synagogue, rue de la Serre 35.

En 1867, la Communauté se déclare indépendante du rabbinat de Hegenheim et songe à appeler un rabbin à La Chaux-de-Fonds, ce qui ne fut possible que vingt ans plus tard.

En 1868, on décide de créer un cimetière israélite, qui est établi en 1872. La commune des Eplatures cède une partie de son lieu de sépulture et le Conseil d'Etat donne l'autorisation nécessaire. Le nouveau cimetière est inauguré en une cérémonie imposante, le 9 décembre 1872, en présence des autorités municipales et de Messieurs les pasteurs. Comme la pluie ne cesse de tomber, elle a lieu au Temple protestant des Eplatures, que la paroisse met aimablement à la disposition des Israélites. On entend les discours de Mes-

sieurs de Montmollin, pasteur des Eplatures, Isaac Lévy, Grand-Rabbin de Vesoul et Schwob-Lévy, président de la Communauté.

En 1874, la Communauté doit prendre une décision importante. La loi ecclésiastique du 20 mai 1873, en son article 22, autorisait les Communautés israélites du canton à se mettre au bénéfice de la loi et à se constituer en ce qu'on pourrait appeler une « Eglise nationale juive ». Après un débat fort intéressant, l'assemblée générale réunie le 26 février 1874 renonce, à une seule voix de majorité, à se mettre au bénéfice de cet article 22.

Peu après, l'accroissement marqué de l'effectif de la Communauté permit de réaliser une idée que les fidèles caressaient depuis longtemps : l'appel d'un rabbin à La Chaux-de-Fonds. M. Jules Wolff, âgé de 26 ans, gradué du Séminaire rabbinique de Paris, est désigné sur la recommandation des Grands-Rabbins de France. Sa première prédication à titre d'épreuve date du 16 mai 1888, jour de la Pentecôte. La nomination est ratifiée le 22 mai et l'installation officielle a lieu au Temple le 6 août ; c'est l'occasion d'une cérémonie à laquelle assistent les ecclésiastiques des différentes Eglises et les autorités locales.

Il y a donc plus de 55 ans que M. Jules Wolf est à la tête de notre Communauté, et il serait difficile de rendre pleine justice à cette éminente personnalité. Durant cette longue période, il s'est acquis l'estime et le respect, non seulement de ses ouailles, mais aussi de tous ceux qui ont eu l'occasion d'apprécier ses hautes qualités de cœur et d'esprit, et notamment des ecclésiastiques de la ville, avec lesquels il entretenait toujours des relations particulièrement amicales. Il y a lieu de relever avant tout sa grande piété, son infatigable dévouement et son esprit de large tolérance, chose essentielle dans une Communauté où différentes tendances religieuses sont représentées.

M. Jules Wolf est aussi l'auteur de savants ouvrages de théologie et de linguistique. Il fut appelé pendant longtemps à enseigner l'hébreu au Gymnase de La Chaux-de-Fonds, et les langues arabe et syriaque à l'Université de Neuchâtel. Il s'est occupé de nombreuses oeuvres de bienfaisance, de caractère religieux ou général. Pendant la guerre de 1914-1918 surtout, il s'était mis sans réserve au service de la Croix-Rouge et de l'aide aux prisonniers de guerre. Au sein de la Communauté, il eut le mérite de réorganiser l'instruction religieuse et le culte. La Communauté de Lausanne se plaça sous sa direction de 1914 à 1928, date à laquelle elle se donne son propre rabbin.

Mais reprenons l'histoire de la Communauté. La Synagogue construite en 1862 devient rapidement insuffisante, et en 1881 déjà, on décide d'en construire une nouvelle. Le projet n'aboutit pas ; il est repris en 1890. On achète en 1891 un terrain à la rue de la Serre et le nouveau Temple est inauguré le 13 mai 1896. La construction présente un aspect monumental avec sa coupole et ses tourelles. Intérieurement, elle charme par la clarté de ses hautes baies, ses arcades harmonieuses, sa décoration polychrome et la belle structure du sanctuaire. Le style (inspiré paraît-il de Ste-Sophie de Constantinople) fait un amusant contraste avec l'austérité du paysage jurassien, surtout quand la coupole est recouverte de deux mètres de neige et que les bauges des tourbières stationnent devant les grilles.

L'inauguration donne lieu à deux jours de fête. Il y a d'abord un magnifique culte à la Synagogue, en présence des délégués des autorités communales, cantonales et fédérales, des ecclésiastiques de la ville et avec le concours des Grands-Rabbins de Genève et de Besançon. Puis, c'est un banquet de plus de 300 couverts au Stand des Armes-Réunies. Outre les représentants de la Communauté, on entend les aimables paroles de Messieurs Paul Mosimann, président du Conseil communal, John Clerc, conseiller d'Etat, Jules Breitmeyer, président du Conseil général, B. Schmidheini, pasteur de la Paroisse allemande et Georges Leuba, substitut du Procureur. Le lendemain, c'est une kermesse très animée au profit des oeuvres de bienfaisance.

Quant à l'ancien Temple, il subit divers avatars. Après avoir servi de cinéma, c'est actuellement l'entrepôt de la maison Brun-schwylér, installateur.

Entre temps, en 1891, la Communauté avait fait construire un oratoire au cimetière des Eplatures.

Au début de ce siècle, la Communauté s'accroît de plusieurs familles venues de Pologne et de Russie, pour échapper aux persécutions qu'elles subissaient dans l'empire des Tsars.

En 1903, M. Simon Beyersdorf, ministre-officiant, prend une retraite bien gagnée et il est remplacé par M. Nathan Spira, qui remplit jusqu'à ce jour ses fonctions à la satisfaction générale et contribua grandement à relever le caractère artistique des offices divins.

L'année 1904 est marquée par la fondation de l'Union des communautés israélites de Suisse, sur une initiative partie de La Chaux-de-Fonds. Cette institution a rendu de grands services, surtout ces

dernières années, où elle s'est occupée infatigablement des nombreux Israélites étrangers venus chercher un refuge en Suisse. C'est aussi l'organe qui représente le Judaïsme suisse devant les autorités fédérales.

La guerre de 1914-1918 a de graves répercussions dans la Communauté, dont beaucoup de membres sont mobilisés, tant en Suisse que dans les Etats belligérants; c'est pour tout le monde une période d'angoisse et de préoccupations constantes. On entreprend de nombreuses actions de secours en faveur de la Croix-Rouge, des prisonniers de guerre, des sinistrés de Salonique, des enfants autrichiens, etc.

La paix conclue en 1919 semble devoir marquer le commencement d'une ère meilleure, mais elle ne dure malheureusement pas longtemps.

En 1928, on fête le 40^{me} anniversaire de l'installation de M. le Rabbin. A cette occasion, le Consistoire central de France lui décerne le titre de Grand-Rabbin, auquel il aurait eu droit depuis longtemps, mais que sa modestie l'empêchait de revendiquer.

L'année suivante, la Communauté cède à Nhora le terrain qu'elle avait acquis pour l'agrandissement du cimetière et sans lequel l'aérodrome des Eplatures n'aurait plus eu une largeur suffisante pour l'atterrissage. Elle reçoit en échange un terrain en bordure de la route, qui est incorporé immédiatement au cimetière.

La crise économique qui débute vers 1930 affecte sérieusement la Communauté, et beaucoup de familles israélites quittent la ville. D'autres, au contraire, s'établissent à La Chaux-de-Fonds à l'appel de l'Office de recherche des industries nouvelles et contribuent à y établir l'industrie textile en particulier ¹⁾.

Dès 1933, les changements politiques survenus en Allemagne et les mesures antisémites prises dans ce pays préoccupent vivement la Communauté, qui soutient moralement, et aussi financièrement, ses coreligionnaires allemands. A La Chaux-de-Fonds même, il y a quelques manifestations antisémites, mais elles restent le fait de quelques isolés et cessent bientôt. Dans bien des cas, une franche explication suffit à dissiper les malentendus.

En 1933, la Communauté célèbre son centenaire, modestement comme il convenait dans cette époque de crise. M. le Grand-Rabbin publie à cette occasion une brochure historique dont la plupart des renseignements qui précèdent sont extraits. Les personnes qui vou-

¹⁾ Voir page 103.

draient connaître plus en détails l'histoire de la Communauté la liront avec grand intérêt.

Dès 1937 (Anschluss), de nombreux Israélites allemands et autrichiens viennent chercher refuge en Suisse. La plupart d'entre eux sont sans ressources et ne peuvent vivre que par le secours de leurs coreligionnaires suisses. Les Communautés s'imposent de gros sacrifices et celle de La Chaux-de-Fonds fait, comme toujours, plus que sa part. Cependant, la plupart des réfugiés restent en Suisse allemande ; quelques-uns viennent pourtant à La Chaux-de-Fonds.

Il faudrait encore parler des oeuvres de bienfaisance nombreuses que la Communauté a créées et qu'elle soutient : Caisse centrale de bienfaisance, Fonds des apprentissages, Bonne-Oeuvre, Caisse de secours aux passants, etc. Leur activité silencieuse soulage bien des misères ignorées.

En résumé, on constate que l'histoire de la Communauté israélite de La Chaux-de-Fonds fut peu mouvementée, grâce à la Protection Divine et à l'esprit toujours loyal et bienveillant des autorités et de la population. Il y a lieu de relever les excellentes relations qu'elle entretient depuis plus de cent ans avec les autorités communales, ainsi qu'avec les Eglises protestantes et catholiques.

Jean Hirsch.

7. La Société théosophique

Vers la fin de 1920, quelques personnes se plaisaient à se retrouver pour discuter de sujets philosophiques et religieux, et sonder le pourquoi des injustices et des misères ; mais les solutions n'étaient que rarement satisfaisantes. Un jour elles firent connaissance de deux personnes qui étudiaient la théosophie, M^{me} et M. Jean Baillo^d. Vivement intéressées par le point de vue nouveau qui leur était exposé, elles décidèrent en février 1921, d'entente avec leurs nouveaux amis, de faire donner une conférence sur la théosophie, par les personnes qui dirigeaient alors le mouvement en Suisse, M^{lles} M. L. Brandt et H. Stéphanⁱ, de Genève. Un auditoire assez nombreux répondit à cette première conférence. L'exposé de la loi de l'évolution et ses deux principaux corollaires, la loi d'action et de réaction (Karma) et la réincarnation, montrant l'unité de toute la vie, enthousiasmèrent quelques-unes des personnes présentes ; un petit cours pour débutants fut organisé et le 8 mai 1921, une branche de la société fut fondée ¹⁾, en présence de M. H. de Pury, de Neu-

¹⁾ Elle comprenait entre autres : M^{me} et M. Jean Baillo^d, M^{me} Welti et M. Adrien Gogler.

châtel. Il s'agissait de mettre en pratique les enseignements reçus et de former un noyau de fraternité sans distinction de rang, de race, de sexe ou de religion, de faire l'étude comparée des religions, de la philosophie et de la science, d'étudier les lois inexplicables de la nature et les pouvoirs latents dans l'homme. Le groupe se réunit régulièrement chaque semaine chez un de ses membres. En 1922, on s'occupa de ramener fraîcheur et propreté dans quelques taudis de la ville. Un appel lancé dans les journaux, pour obtenir des papiers peints et de l'aide, reçut une réponse favorable et quelques personnes formèrent l'*Intérieur Gai*, qui apporta un peu de lumière et de réconfort dans bien des foyers. Afin de suivre ceux dont elles s'étaient occupées, elles les réunirent pendant une douzaine d'années autour d'un sapin de Noël et distribuèrent vêtements et paquets de vivres. Reconnaissant l'unité de toute vie, ils propagèrent, avec des amis ne faisant pas partie du groupe, les idées *végétariennes*, firent donner de nombreuses conférences par M. le pasteur Kohler, le Dr Pahud, Dr Bircher-Benner pour en montrer les avantages, et installèrent un petit *restaurant*, rue Jaquet-Droz 31. Grâce à un effort persévérant, le restaurant fut bientôt connu et apprécié et au bout de 3 ans se transporta à l'Astoria où la marche ascendante se poursuivit pendant 2 ans ; la troisième année le chômage persistant lui porta un coup sensible et il fallut abandonner des charges devenues trop lourdes. La directrice poursuivit néanmoins l'effort seule et prit un local plus petit. A la même époque fut créée l'*heure de musique au Temple Allemand*, grâce à la bienveillance de M^{lle} C. Schneider.

Le groupe connut des fluctuations ; des membres le quittèrent, d'autres entrèrent. Un effort fut tenté pour former une section de la *Société protectrice des animaux*, après la conférence de M. le Dr vét. Jobin, mais sans succès. Un ancien membre M. M. Struchen la reprit et réussit.

Durant ces années de guerre deux membres, appuyées par d'autres personnes, réussirent à mettre sur pied en notre ville l'oeuvre de *Secours aux enfants victimes de la guerre*.

Le groupe est resté à peu près stationnaire, mais les membres s'efforcent chaque année, par des conférences, de répandre l'enseignement théosophique et le vivent en se joignant à des oeuvres d'utilité publique.

A. Gogler.

LA BIENFAISANCE

I.

LES ÉTABLISSEMENTS HOSPITALIERS

1. L'Hôpital

Résumé chronologique

- 1841 Sous le nom de « Chambre de Secours », l'Hôpital est installé à la rue de la Promenade, maison Fornachon (actuellement Rocher 16), par M^{lles} Sophie Mairét et Cydalise Nicolet.
- 1842 Transfert rue de la Charrière 15, dans un immeuble appartenant aux fondatrices.
- 1849 L'Hôpital est installé à neuf rue Numa-Droz 54, dans le bâtiment occupé aujourd'hui par l'Ecole normale.
- 1894 Ouverture du Lazaret actuel, remplaçant celui de la rue A.-M. Piaget, devenu Collège de la Citadelle, aujourd'hui Infirmerie de quartier pour la D. A. P.
- 1895 Construction du petit bâtiment de désinfection dépendant du Lazaret.
Nomination de M. Schaltenbrand en qualité d'architecte pour le nouvel Hôpital, actuel bâtiment des adultes.
- 1898 Inauguration du nouvel Hôpital.
Le Comité directeur devient une commission communale.
- 1899 Décision d'indemniser le Dr de Quervain pour l'examen occasionnel de malades indigents aux Rayons Röntgen.
Les visites aux malades sont réduites à deux par semaine, dimanche et mercredi, au lieu de trois précédemment.
- 1900 Nomination du premier médecin interne, en la personne de M. le Dr Georges Gander.
La Policlinique est installée au Juventuti.

- 1901 Un mouvement spontané part de la population, en faveur de la création d'un Hôpital d'enfants.
- 1905 Agrandissement et exhaussement des Services généraux de l'Hôpital, où l'on installe une nouvelle salle d'opérations. (Septique actuelle).
- 1906 Construction d'une passerelle entre les Services généraux et le 1^{er} étage de l'Hôpital.
- 1910 Construction d'un pavillon pour le service de jardinier-concierge.
- 1911 Les plans de l'Hôpital d'enfants sont adoptés.
- 1912 Engagement d'un deuxième interne. Le bâtiment des Services généraux est encore agrandi. Il comprend une cuisine et une buanderie devant suffire aux besoins d'un ménage de 200 personnes. L'érection de l'Hôpital d'enfants a commencé le 25 mai.
- 1915 Ouverture de l'Hôpital d'enfants, avec un service ophtalmologique au rez-de-chaussée. Rappelons ici le nom d'Arthur Mûnger qui se dépensa sans compter en faveur de cette nouvelle oeuvre.
- 1916 La salle de jeux de l'Hôpital d'enfants, aujourd'hui disparue, est décorée par M. Adrien Gogler, artiste peintre.
- 1918 En raison de l'épidémie de grippe qui sévit, on note le record annuel des journées de malades, avec 84,509 journées. Engagement d'un troisième interne.
- 1919 Engagement d'un quatrième interne.
- 1921 Installation de machines à laver, à rincer et à essorer le linge. Création d'un embryon de maternité. Edification de la Galerie de cure d'air par la Ligue contre la tuberculose.
- 1922 Installation d'un frigorifique.
- 1923 Réorganisation des Services administratifs.
- 1925 Installation de chambres de bains au sous-sol du bâtiment des adultes. Réorganisation de la Polyclinique communale. Une journée de l'Hôpital permet de recueillir une somme suffisante pour l'édification d'un ascenseur à l'Hôpital d'adultes.
- 1927 Deuxième journée de l'Hôpital. Le produit en est destiné à l'ameublement d'une salle de fête à construire.
- 1929 à 1932 Importantes transformations, pour une somme de fr. 1,028,512.95, sous la direction de MM. Hausamann et Grieshaber, architectes, savoir : Construction d'un pavillon d'habitation à l'usage des diaconesses et du personnel féminin.

Edification d'un bâtiment abritant la chaufferie centralisée, la buanderie et les services de lingerie et de repassage. Construction de la salle de cultes et de réunions. Installation du nouveau service de maternité. Concentration à l'Hôpital d'adultes de tout le service radiologique. Réorganisation et agrandissement du service de chirurgie.

1941 Centenaire de l'Hôpital. Du 23 avril 1841 au 31 décembre 1941, 70,927 malades ont séjourné à l'Hôpital, avec un total de 2,276,980 journées.

1943 Modernisation complète de l'aile ouest du Lazaret.

Installation d'un second poste de radiothérapie.

Installation d'une chaudière électrique.

N. Humbert.

Médecins durant les cinquante dernières années :

a) Chirurgiens :

1893-1896 Dr. A. Faure
1896-1910 Dr. F. De Quervain
1910-1940 Dr. Ph. Schönholzer
Dès 1940 Dr. Chs. Wolf

b) Médecins :

1893-1910 Dr. Sandoz
1910-1919 Dr. Eug. Bourquin
Dès 1919 Dr. A. Secrétan

c) Oculistes :

1899-1918 Dr. De Speyer
1918-1933 Dr. Jean Bourquin
Dès 1933 Dr. Chs Kenel

d) Radiologue :

Dès 1923 Dr. A. Grosjean

Administration générale durant les cinquante dernières années :

a) Présidents :

1893-1898 MM. Fritz Steiner
1898-1910 Charles Willeumier
1910-1918 William Jeanneret
1918-1923 Henri-Justin Stauffer
Dès 1923 Edmond Breguet

b) Secrétaires :

1893-1900 MM. Paul Borel, pasteur
1900-1912 Marc Borel, pasteur
1912-1914 James Couvoisier,
pasteur
1914-1918 Marc Reymond
Dès 1918 M^{me} Julien Dubois

c) Administrateurs :

1893-1898 MM. Chs Gallandre, not.
1898-1900 Fritz Steiner
1900-1905 Numa Sermet
1906-1923 Paul Montandon
1923-1925 Amédée Baroni
Dès 1925 Numa Humbert

Sœurs directrices :

1883-1898 Sœur Céline Hugli
1898-1899 » Emma Jordan
1899-1903 » Elise Lecoultre
1903-1909 » Maria Christoffel
1909-1920 » Louisa Heim
1920-1932 » Angél. Santocroce
1932-1936 » Louise Béguin
1936-1940 » Marthe Robert
Dès 1940 » Mathilde Béguin

Quelques chiffres intéressants :

<i>a) Fréquentation :</i>		1893	1903	1913	1923	1933	1942
Nombre de malades . . .		312	803	1214	1299	1591	2085
Nombre de journées . . .		9440	27107	43684	45674	46388	45094
Moyenne quotidienne . .		26	74	119	125	127	124
<i>b) Dépenses :</i>		1893	1903	1913	1923	1933	1942
Totales .	19,567.87	66,984.20	138,815.40	332,249.03	330,625.71	434,845.15	
Par jour .	2.07	2.47	3.17	7.27	7.12	9.64	
Déficit .	3,274.78	8,741.61	56,168.20	142,010.78	110,718.16	134,137.48	
exc. recettes							
<i>c) Prix facturé, par jour :</i>		1.—	1.50	1.50	4.—	4.—	4.50

2. L'Hôpital d'enfants

Il fut question, vers la fin du siècle dernier, d'augmenter les possibilités de notre Hôpital en y adjoignant un bâtiment spécial réservé au service des enfants.

Mais ce n'est que dans la dernière année du siècle, le 28 novembre 1900, que le Comité de la Société des Jurassiens bernois prit la décision de doter notre ville d'un « Pavillon d'enfants » à l'Hôpital.

Dès ce moment, un capital fut formé et s'agrandit par le moyen de dons, de collectes et la création du « Sou hebdomadaire », collecte périodique faite par quantité de jeunes filles dévouées et persévérantes.

Puis un groupe de citoyens organisa une tombola qui rapporta la jolie somme de fr. 28,000.— et, en 1902, le fonds possédait fr. 40,000.—.

A ce moment, les deux groupes fusionnent et c'est la naissance du « Comité d'initiative en faveur d'un Hôpital d'enfants ».

Dès lors, toutes sortes de ressources affluent : collecte du Sou, tombolas, ventes, cortèges costumés¹⁾, représentations théâtrales, dîners, banquets, noces, baptêmes, enterrements, concours divers, etc., etc. Sous toutes ces formes, la générosité publique se manifeste et, sous l'impulsion énergique de son président Arthur Mûnger, le Comité d'initiative voit le capital monter, en 1906, à plus de fr. 100,000.—, en 1907, à fr. 150,000.—, en 1909, à fr. 200,000.—, en 1911, à plus de fr. 250,000.—. Alors, on entrevoit l'érection du bâtiment : les études sont poursuivies vigoureusement et le Conseil général de la Commune décide, le 5 février 1912, de commencer les travaux.

¹⁾ Voir pages 274 et 471.

En 1914, le capital est de fr. 360,000.—. Enfin, le 26 avril 1915, l'Hôpital d'enfants fut remis à la Commission de l'Hôpital et, à partir de cette époque, rendit d'inappréciables services à notre population.

Le Comité resta en fonctions et le capital continua de s'accroître de façon réjouissante. En 1918, il se monte à fr. 376,500.— et aide au perfectionnement de l'oeuvre ; en 1932, on installe des stores au-dessus des galeries, des corbeilles et des meubles dans la cage d'escalier ; en 1925, des appareils pour le service ophtalmologique ; en 1924, on construit une véranda vitrée avec terrasse sur le côté Est et l'on institue une subvention annuelle de fr. 200.— pour la fête de Noël. 1933 voit la construction d'un galandage pour la bibliothèque de la véranda et, en 1931, on fait don à l'Hôpital d'un appareil électro-cardiographe pour le service médical.

Le capital de construction et d'ameublement, devisé primitivement à fr. 70,000.— est monté, par vagues successives, à la belle somme de fr. 413,000.— environ à ce jour.

Si les promoteurs de l'oeuvre voyaient les résultats auxquels on est arrivé, et pouvaient constater les services que rend aujourd'hui l'Hôpital d'enfants, ils en seraient bien surpris et surtout très enchantés.

Parmi les hommes ayant marqué dans la vie du Comité, retenons les noms de :

Alphonse Luginbuhl, instituteur, 1^{er} président de 1901 à 1905.

Arthur Mûnger, horloger, le principal animateur de l'oeuvre, président de 1905 à 1921.

Paul-William Jeanneret, instituteur puis conseiller communal, secrétaire dès 1906 et vice-président de 1911 à 1920.

Et, comme conclusion, on peut sans contredit affirmer que l'histoire de l'Hôpital d'enfants se résume en ces deux mots : sacrifice et dévouement, par l'action conjugée de la population de notre ville et du Comité qui reste constitué sous la présidence de M. Albert Calame, en fonctions depuis 1924.

R. Steiner.

3. L'Orphelinat communal

Les habitants de la commune de La Chaux-de-Fonds ont été intéressés à la création d'un établissement pour jeunes garçons déjà avant 1853. Mais si le besoin s'en faisait sentir, les moyens de réalisation manquaient totalement. C'est le 7 mai 1853 qu'une

assemblée générale de la commune décidait d'affecter le Fonds provenant de l'ancienne bourgeoisie de Valangin à la création d'un Fonds pour un établissement appelé à recueillir « l'enfance abandonnée ». Ce Fonds fut géré par l'administration communale, il s'élevait en 1860 à fr. 16,363.70.

Une seconde source remonte à l'an 1856, époque à laquelle M. Auguste Robert-Jeanrenaud, faisant don de diverses sommes à des oeuvres de bienfaisance de la ville, affectait fr. 5,000.— pour un « établissement des jeunes garçons ». Ce donateur fut ainsi le promoteur de l'oeuvre.

En 1878, alors que le Fonds représentait un montant de fr. 86,873.—, quinze conseillers généraux invitaient par motion le Conseil communal à étudier la création immédiate de l'Etablissement. Puis d'autres tentatives du même genre furent lancées mais sans résultat. Le public restait toujours en éveil et s'intéressait à l'oeuvre. C'est le 8 mai 1888 que le Conseil général dans un arrêté constatait premièrement que les deux fonds accusaient un avoir de fr. 291,233.42, constituait en Fondation ce capital sous la dénomination « Fonds pour un établissement pour les jeunes garçons », déterminait enfin le but de cet établissement comme suit : « donner aux jeunes gens pauvres, négligés ou abandonnés, qui seront admis et qui appartiendront à des parents neuchâtelois ou suisses d'autres cantons domiciliés dans le territoire de la commune, une bonne éducation, une instruction solide et leur apprendre une profession conforme à leurs aptitudes et leurs goûts, de manière à ce qu'ils deviennent des membres utiles à la société ».

Il faut néanmoins attendre jusqu'au 15 février 1893 pour constater un commencement d'exécution pratique. Sur un rapport très documenté rédigé par M. Edouard Tissot, secrétaire du Conseil communal, ce conseil présentait au Conseil général un autre arrêté constatant que le Fonds capital s'élevait à fr. 376,363.03, qu'une somme de fr. 250,000.— était déclarée inaliénable, et que le surplus pouvait être utilisé pour la création immédiate de l'Etablissement projeté, lequel serait organisé sur le principe dit « de famille » et comprenant « un rural ».

C'est le 21 juin 1893 que la première commission élabore le règlement organique de l'« Orphelinat des jeunes garçons ». C'est à la même date aussi qu'il est procédé à l'acquisition du domaine dit « des Endroits » appartenant à M. Julien Robert, pour le prix de fr. 75,000.—, ce qui permet de concevoir l'édification des premiers bâtiments soit : une maison d'habitation, une ferme et une porcherie,

le tout devisé à fr. 80,000.—. L'inauguration eut lieu le 20 juin 1896 en présence des autorités communales.

Il est nécessaire de préciser ici que la constitution et la réalisation de l'oeuvre sont dus exclusivement à la bienveillance publique, l'institution n'ayant jamais émarginé au budget communal de La Chaux-de-Fonds.

Extension et développement

En 1901 l'Institution fut dénommée juridiquement « Orphelinat communal », alors qu'il était décidé que le système de l'éducation mixte était admis, pour ne pas séparer les enfants provenant de la même famille.

Dès le 10 mars 1902, une nouvelle construction abritait une seconde famille avec 4 garçons et 6 filles. La dépense fut de fr. 44,600.—.

Déjà en 1908, la place manquait. La commission songeait à construire une troisième famille. Mais il fallait compter avec les disponibilités. En effet, en 1902, avait été acquis le domaine dit « des Joux dessus » appartenant à l'Hoirie de Perret pour le prix de fr. 22,900.—.

En 1911 s'était aussi présentée l'offre de vente partielle du domaine du « Crêt-Rossel ». L'acquisition se fit pour le prix de fr. 34,000.—. Puis en 1917 était acquis encore le domaine dit des « Sept coeurs » pour le prix de fr. 40,000.—. Ainsi, si l'étendue des domaines de l'Orphelinat permettait une exploitation plus vaste, le capital disponible n'autorisait pas à envisager une nouvelle construction pour la troisième famille. En l'année 1919, les demandes d'entrées étant fortes, il fut décidé d'aménager l'immeuble Sombaille 5 pour y abriter douze jeunes enfants. Avec une dépense de fr. 5,000.— il y avait un toit de plus. Cette famille n'eut toutefois qu'une durée de sept années, soit de 1919 à 1926, la pénurie d'enfants s'accroissant dans le canton à cette époque.

Parmi le grand nombre de donateurs, il convient de rappeler ici la mémoire de quelques-uns :

Fritz Klentschy, graveur, lequel en 1884 légua fr. 45,189.—.

Son nom a été donné à la première famille.

François-Victor Burguat, graveur, légua en 1900 fr. 31,853.—.

Son nom a été donné à la seconde famille.

Elise Jacot-Baron, née Vuille, légua en 1886 fr. 25,070.80.

Charles Müller, légua en 1915 fr. 25,000.—.

Paul-Wilhelm Masson, légua en 1922 fr. 25,000.—.

Il y en aurait d'autres à citer, mais le cadre de cette notice ne le permet pas.

Calamités et malheurs

En 1920, la fièvre-aphteuse, sévissant dans la contrée, atteignait 26 pièces des étables de l'Institution. Gens et bêtes furent séquestrés durant cinq semaines. Le contre-coup se fit aussitôt sentir pour le rendement de la ferme : presque plus de lait, bétail appauvri en chair, valeur marchande diminuée.

En décembre 1921, la pneumo-entérite ravageait la porcherie. 70 bêtes doivent être abattues. Il n'en reste plus que quatre.

Une seconde fois en juillet 1933 le même fléau revient mais avec de moins graves conséquences.

Le 12 juin 1926, le cyclone dévaste la région. Les forêts de l'Orphelinat sont couchées. L'exploitation du bois ainsi abattu rapporte fr. 55,167.65, dont à déduire les frais par fr. 30,886.64. L'Etat accorde une somme de fr. 12,000.— prélevée sur le montant de la souscription publique. Les forêts n'ont plus de rapport annuel.

L'année suivante, le 16 juillet 1927, alors que chacun se trouve aux foin, un incendie éclate, détruisant rapidement la ferme et une partie de l'Immeuble Klentschy. La reconstruction absorbe fr. 101,940.—, dont fr. 83,470.— sont couverts par l'assurance.

Administration et direction

Aux termes des statuts, la Fondation est administrée par un Comité de direction de neuf membres, nommé par le Conseil général pour chaque période législative¹⁾.

Il a été dépensé de 1894 à 1942 comme budget annuel la somme de fr. 1,542,779.19. Les dons et legs depuis 1856 représentent un capital de fr. 517,455.64. Le Fonds à fin 1942 est de fr. 615,659.13.

G. Dubois-Lemrich.

¹⁾ Les présidents qui se succédèrent sont :

MM. Arnold Grosjean	de 1894 à 1898
Charles Perret	de 1898 à 1912
William Jeanneret	de 1912 à 1918
Paul Stæhli	de 1918 à 1930
G. Dubois-Lemrich	dès 1930

Les directeurs ne furent pas nombreux, ce sont :

MM. Adolphe Perrenoud	de 1894 à 1905
Paul Grandjean	de 1905 à 1916
Franz Kaufmann	de 1916 à 1940
Marcel Cuche	dès 1940

4. L'Etablissement des jeunes filles

En 1817, époque du « cher temps », quelques personnes secourables, émues du désarroi dans lequel se trouvaient certaines jeunes filles abandonnées, songèrent à les réunir pour leur apprendre à lire et à faire de la dentelle au coussin « tout en surveillant leurs caractères et leur conduite ». Ce fut là le début modeste de l'Etablissement des jeunes filles qui peut être considéré comme le plus ancien asile hospitalier de notre ville. L'opinion chaux-de-fonnière s'intéressa à l'initiative nouvelle. On divisa le « Village » en six quartiers et des quêtes furent organisées deux fois par an. Bientôt des dons nombreux et touchants, venant même de Chaux-de-Fonniers établis à l'étranger, permirent de constituer un petit capital.

L'Etablissement des jeunes filles changea plusieurs fois de domicile. En 1819, un don anonyme de 400 louis permit d'envisager l'édification d'une maison particulière où l'on serait enfin chez soi. Et en 1821 la maison à un étage sur rez-de-chaussée était construite sur l'emplacement actuel rue Fritz-Courvoisier 27.

Le produit des dentelles ayant passablement baissé, on entreprend pour alimenter la caisse, de la couture en linge et de la ganterie. Ce n'est pas suffisant et l'on eut recours, aussi étrange que cela puisse paraître, à la location des corbillards. Ceux-ci, loués au profit de l'Etablissement, ne rapportèrent cependant pas tout ce qu'on en attendait et l'agence de pompes funèbres nouveau genre dut enregistrer maints déboires. Les approbations officielles pourtant et les encouragements ne manquaient pas. Le roi de Prusse et sa suite ne franchissent-ils pas en 1842 le seuil de l'Etablissement ?

Avec le temps la maison se modernise ; on installe le gaz d'éclairage, on achète une machine à coudre. En revanche le Comité refuse l'offre qui lui est faite de deux pianos sous prétexte que ce sera une cause de perte de temps et de déroute !

En 1886, grâce à un legs de fr. 25,000.— de M^{me} Elise Jacot-Baron, un projet caressé depuis longtemps put être mis à exécution : la maison fut élevée d'un étage.

Pour la première fois en 1890, il est question d'envoyer les jeunes filles à l'école publique pour parfaire l'instruction qu'elles recevaient jusqu'alors en privé. Grâce aux efforts de M. Ed. Clerc, directeur des écoles primaires, on se décide, en 1894, à adopter cette solution.

Dès lors, bien des changements sont intervenus, dans le confort du bâtiment d'abord. Les méthodes d'éducation, elles aussi, ont évolué selon les conceptions modernes. Une discipline ferme et bienveillante s'impose à l'égard des pensionnaires de l'institution. Ce sont en effet des enfants ou des jeunes filles que les parents, ensuite de circonstances de famille, ne peuvent élever eux-mêmes ou que des sociétés ou des tiers charitables placent afin de les faire élever dans de bonnes conditions d'hygiène morale et physique.



Cliché Courvoisier

Photo : Fernand Perret

La maison édictée en 1821 d'après un document de l'époque
obligeamment mis à notre disposition par M^{lle} Robert.

Elles sont reçues dès l'âge de 5 ans et jusqu'à la fin de leur scolarité. La direction leur fait apprendre ensuite le métier qu'elles désirent.

La tâche de la directrice, assistée d'une aide, est donc difficile. Un Comité de 12 dames aidé d'un Comité des finances préside aux destinées de cette oeuvre qui compte 125 ans d'existence.

5. L'Asile cantonal des vieillards du sexe féminin

Il fut inauguré le 19 février 1915, en une modeste cérémonie à laquelle assistaient le Conseil d'Etat *in corpore*, les autorités communales, les trois directrices des Asiles et divers autres invités.

J. Stauffer, président du Conseil communal, y fit l'histoire des dons qui, depuis 1830, date du premier legs de Jacob Sandoz, affluèrent si bien qu'en 1911 le fonds de l'Asile atteignait fr. 312,000.—. L'année suivante, en 1912, une convention était passée entre notre Commune et l'Etat pour la création d'un Asile cantonal de vieillards du sexe féminin, à La Chaux-de-Fonds.

Cette maison peut recevoir 41 pensionnaires et le personnel : directrice, infirmière, cuisinière, aide-ménagère. Un journal du temps la qualifie de « petit palais ».

Durant les 29 années qui ont suivi cette inauguration, la vie s'est écoulée paisiblement apportant, comme partout, peines et joies. 204 vieilles dames trouvèrent dans cette maison hospitalière, exempte de soucis matériels, la tranquillité, la paix, les soins, l'affection, en un mot, la sécurité de leurs vieux jours.

La Commission de surveillance des Asiles accorde à cette maison toutes les améliorations qui facilitent le travail, et en rendent le séjour toujours plus confortable. Les pasteurs de la ville y apportent à tour de rôle et par quinzaine le réconfort de leurs cultes ; des sociétés diverses, par leurs programmes variés, procurent d'agréables veillées, très appréciées. Les gâteries si sensibles aux vieillards ne manquent pas, surtout à Noël !

N'oublions pas les belles randonnées en autocars qui font la joie des vieilles dames et que l'on se réjouit de pouvoir recommencer, en des temps meilleurs, grâce au Fonds des réjouissances alimenté par de généreux donateurs.

Une modeste bibliothèque distribue des livres aux amateurs ; les journaux locaux circulent de chambre en chambre ; des revues, des illustrés reçus après lecture, des jeux, la radio distraient les pensionnaires et les reposent de leurs tricotages. Les plus valides participent, à la cuisine ou ailleurs, à quelques petits travaux qui ont leur utilité.

La nourriture est simple, mais abondante et bien préparée ; la maison tenue avec une propreté scrupuleuse ; les soins sont donnés par une infirmière gaie et compréhensive.

On vit heureux dans le bel Asile de la Sombaille !

B. Renaud.

II.

ŒUVRES DE SECOURS AUX MALADES

1. Le Dispensaire

Deux ans après la création par Sophie Mairet et Cydalise Nicolet de la « Chambre de secours », premier hôpital de notre ville, soit en 1843, douze dames et demoiselles décident de payer tous les trois mois une cotisation de une à trois pièces de 21 batz et de s'occuper bénévolement des malades « besoins ».

A l'époque, les malades et accidentés devaient encore souvent être transportés par la Vue-des-Alpes à l'Hôpital Pourtalès de Neuchâtel. Un fonds de secours aux malades, très actif jusqu'en 1825, le « Fonds du Vendredi » s'éteignait vers 1845. Les dames de l'œuvre nouvelle, dénommée « Le Dispensaire », interviennent à leur tour pour secourir à domicile ceux qui souffrent. Elles délivrent du linge, des bons de viande, de lait, etc., et payent le coût des ordonnances médicales.

Au début, les médecins soignent gratuitement les malades signalés par le comité, puis l'un d'eux est spécialement chargé de cette tâche contre une modeste rétribution. En 1880, le Dispensaire offre fr. 400.— pour le semestre d'été et fr. 600.— pour le semestre d'hiver à répartir entre les médecins au prorata des visites qu'ils ont faites aux malades de l'institution. Le 3 juillet 1891, le Conseil général vote un crédit de fr. 1,500.— pour la création d'un service médical communal pour indigents. Pendant quelques années, le Comité du Dispensaire, la société des Amis des pauvres et le Bureau communal accordent les bons de traitement durant le jour, tandis que le poste de police assure le service de nuit. Le payement incombe à la Commune. Dès que celle-ci désigne, en 1917, une personne du sexe féminin pour instruire officiellement les enquêtes de l'Autorité tutélaire et de l'Assistance publique, les dames du Dispensaire lui remettent la délivrance de ces bons. Dès lors, par la revision du premier article de son règlement, le Dispensaire restreint son but à la fourniture gratuite des remèdes prescrits par les médecins, car en 1884 déjà, les attributions de vivres étaient supprimées, l'octroi de produits pharmaceutiques, lunettes et bandages à une population toujours croissante étant une charge suffisante.

Le linge de lit n'a jamais manqué — sauf pendant la grippe de 1918 — car les coutures d'Eglise y ont pourvu avec constance. Depuis 1873, où se créa l'Eglise indépendante, il fut tacitement conclu que le Comité en nombre pair serait constitué par un nombre égal de dames des deux Eglises et qu'on tirerait au sort pour désigner la présidente. Mais cette consultation du sort fut vite abandonnée : on décida que chacune présiderait pendant une année en respectant l'alternance « ecclésiastique » et en se basant au reste sur la date d'entrée au comité. Mais il arriva que plus d'une — au moment de prendre des fonctions qui lui paraissaient trop lourdes — donna sa démission du comité. L'oeuvre perdait des collaborations précieuses. Alors on assouplit le règlement en permettant que la présidente fût immédiatement rééligible. Une autre difficulté dans le recrutement du comité résulte de l'organisation par quartiers nettement délimités. Pour la commodité des malades il faut que la nouvelle élue habite le même secteur que celle qu'il s'agit de remplacer. Le tableau de répartition est publié au début de chaque année, et les malades et leurs familles s'attachent de façon touchante à la « dame du quartier ».

En un siècle d'existence le Dispensaire n'a fait que quatre collectes. Diverses manifestations ont été en revanche organisées en sa faveur, ainsi en 1931 une « Journée des beignets » en faveur des chômeurs et du Dispensaire. Dès 1936 se développe la récupération des timbres-poste et du papier métallique. La Loterie Neuchâteloise, puis la Loterie Romande versent une allocation au Dispensaire. Pendant les fêtes de fin d'année enfin, une souscription est ouverte dans les colonnes de « L'Impartial » et chacun peut ainsi adresser ses vœux collectivement à ses amis tout en soutenant une oeuvre particulièrement utile.

(Extrait de l'historique publié à l'occasion du centenaire du Dispensaire.)

2. La Ligue contre la tuberculose, le Dispensaire anti-tuberculeux et la Galerie de cure d'air

« La lutte contre la tuberculose et les dispensaires antituberculeux », tel était le titre d'une conférence donnée dans notre ville par M. le Dr de Marval, de Neuchâtel, sous les auspices de la Société des médecins de La Chaux-de-Fonds, le 16 février 1911. Ce clair exposé de l'organisation et des résultats de la lutte contre la tuberculose dans divers pays, en particulier dans le district de Neuchâtel où le Dispensaire rend à la population de grands services depuis 1906, provoqua la création d'une Ligue contre la tuberculose

dans le district de La Chaux-de-Fonds. Un comité d'initiative se constitua le 3 mars sous la présidence de M. le Dr de Speyer, président de la Société des médecins de notre ville. Il élaborait un projet de statuts qui fut adopté dans une assemblée générale, réunie le 27 mars 1911 au Collège primaire. Cette assemblée nomma un comité chargé de la fondation dans notre ville d'un Dispensaire antituberculeux.

Tels sont les renseignements donnés par le premier rapport du Comité, présenté le 27 février 1913.

Par souscription publique il fut récolté une somme de fr. 5,000.—, à laquelle s'ajouta une allocation de fr. 500.— de la Commune, ce qui permit d'ouvrir le Dispensaire prévu, le 10 janvier 1912, dans les locaux de la Policlinique mis à disposition par le Conseil communal.

Depuis cette date, ses services dirigés par un médecin et une soeur visitante furent offerts gratuitement au public. De 1912 à 1942, 4305 personnes se sont fait examiner. 1626 ont été trouvées atteintes de tuberculose et suivies dans la suite par le Dispensaire. Les dépenses se sont élevées durant cette même période à fr. 856,62¹.—, somme couverte par souscriptions publiques, allocations des autorités fédérale, cantonale et locale, et partiellement par les assistances officielles, ou les malades personnellement.

Dès 1914, la Ligue estima qu'un bâtiment pour Cure d'air et de soleil aurait de très heureux résultats pour la guérison des malades. Mais ce n'est qu'en 1922 que la construction de cet édifice fut réalisée, avec l'aide la Commune, dans l'enclos des terrains de l'Hôpital. La part contributive de la Ligue fut de fr. 4,351.85 plus fr. 2,200.— pour les aménagements intérieurs. Le rapport de 1929 dit que « les services rendus par notre galerie de cure d'air étant toujours plus appréciés du public et de MM. les médecins, celle-ci est devenue manifestement insuffisante, puisqu'au cours de l'année nous avons dû, sinon refuser des malades, tout au moins organiser une répartition des heures de cure afin que chacun puisse profiter dans la mesure du possible de ses bienfaits ». A la demande des médecins, l'agrandissement de la construction fut examiné, puis réalisé en 1930. La dépense nouvelle ayant été de fr. 18,219.80 trouva sa couverture par une subvention fédérale de fr. 3,100.— ; de la Commune de fr. 2,000.— et par le legs de M^{lle} Gilles, Américaine décédée à La Chaux-de-Fonds, laquelle par testament avait donné à la Ligue un immeuble sis Jaquet-Droz 14-14 a, dont la réalisation laissa un disponible de fr. 35,000.—.

Il y a lieu de mentionner ici les noms des médecins qui se sont spécialement occupés du Dispensaire. Ce sont : MM. Dr de Speyer, Dr Mamie, Dr Henri Monnier, Dr G. Guye.

G. Dubois-Lemrich.

3. Société des Amies des malades ou Oeuvre des diaconesses visitantes

En octobre 1892, le pasteur de la petite communauté morave, aujourd'hui disparue, M. R. Geller, résolut d'entreprendre cette oeuvre excellente de faire visiter et soigner les malades peu privilégiés ; il sollicita la collaboration des autres églises ; un comité interecclesiastique de dames fut formé, les fonds nécessaires recueillis et la première diaconesse visitante, une soeur de Riehen, Bâle, fut engagée ; l'oeuvre se développa rapidement, il fallut parfois recourir au travail de deux, même de trois diaconesses. 25 diaconesses et garde-malades ont contribué à l'oeuvre durant 36 ans ; les noms les plus populaires parmi nous furent celui de Soeur Marthe Stoltz qui fut 13 ans en activité et celui de M^{lle} Rachel Jeanerret 12 ans ; elles donnèrent leurs soins, leur coeur et leur temps aux malades qui firent appel à la société. Le dernier président fut le pasteur Paul Pettavel. Environ 14,200 visites furent faites dans ce laps de temps pour un montant de dépenses de fr. 117,600.—. Cette oeuvre a collaboré souvent avec le bureau communal des Assistances, avec le Dispensaire des remèdes, la Ligue contre la tuberculose ; elle a mis ses diaconesses, à l'occasion, au service des médecins de notre ville et a entretenu les meilleures relations avec l'Hôpital ; elle a ouvert parmi nous la voie de l'entraide aux malades.

Dès 1922, toutefois, d'autres groupements entreprirent une activité similaire ; poste de secours de l'Armée du salut ¹⁾, plus tard Policlinique, Eglises ²⁾ mirent des infirmières au service des malades de notre cité ; les dons et legs furent plus rares, les réserves s'épuisèrent et en avril 1928, le Comité, à son grand regret, se vit obligé de renoncer aux services de sa fidèle et dernière infirmière.

Quelques legs tardifs ont permis aux derniers membres survivants du Comité de continuer jusqu'à ce jour une aide discrète à quelques malades à domicile.

J. Perret-Leuba.

¹⁾ Voir page 564.

²⁾ Voir page 551.

III.

ŒUVRES DIVERSES DE SECOURS¹⁾

1. Les classes gardiennes

En 1890, une circulaire de M. Ed. Clerc, directeur des écoles, au corps enseignant donnait des précisions quant à la formation d'un fonds de réserve pour les courses scolaires. L'assemblée générale s'était également occupée, sur la proposition de M. Clerc, de la question des classes gardiennes. « Ces classes, organisées en plusieurs endroits, rendent de grands services et en rendront sûrement dans notre localité si industrielle. Il a été décidé d'en ouvrir deux pour cette année, dirigée chacune par une institutrice. Ces classes sont mixtes. Elles fonctionneront pendant les grandes vacances trois semaines au minimum et seulement l'après-midi de 1 1/2 h à 5 h. environ. Les traitements supplémentaires de ces institutrices seront payés par la caisse des courses scolaires ».

En juillet 1891, sur 450 membres de la société 70 avaient payé leurs cotisations, la direction demandait l'aide du corps enseignant pour percevoir les cotisations en retard et déplorait que le côté philanthropique de l'oeuvre soit peu compris, la société s'occupant à la fois des courses scolaires et des classes gardiennes.

Les personnes chargées de la direction des classes gardiennes occupent chacune quelque trente élèves avec des jeux et des travaux manuels; on fait également de nombreuses promenades aux environs.

En 1903, un rapport dit ceci : « ...Ne pas tolérer que les enfants apportent une boisson alcoolique. L'idée serait d'avoir chaque jour une collation consistant en pain et lait ; le manque d'argent s'oppose à cette dépense ; mais une fois par semaine on peut s'arranger à distribuer du pain (deux morceaux à chaque enfant). Par un jour froid et pluvieux une tasse de lait chaud ou du thé trouveront aussi le meilleur accueil ».

Le 23 octobre 1903, on fait appel au département de l'Instruction publique pour demander une subvention. On fait appel également aux différentes sociétés et cercles de la ville.

¹⁾ Les rapports sur l'activité de « Pro Juventute » par M. J. Rochat, et sur les Colonies de vacances, par M. Jämes Ginnel, nous sont parvenus trop tard pour figurer dans ce volume. Ils pourront être consultés dans le dossier de l'A. D. C., déposé à la Bibliothèque.

Le 1^{er} décembre 1904, le comité du Fonds des courses décide de créer un Sou du lait et depuis lors les deux activités se séparent. Aidées par les dons des sociétés, des particuliers, des commerçants, de la colonie israélite, les classes gardiennes vivent gentiment durant les vacances et durant les soirées d'hiver de 4 h. à 7 h. du soir ; on distribue chaque fois une tasse de lait et un morceau de pain, une fois par semaine une tasse de chocolat.

Les deux guerres ont eu une influence sur nos classes gardiennes.

En 1914-18, on put distribuer force pain et lait, mais il fallut chercher de l'argent ; la commune, la F. O. M. H., Pro Juventute, et plus tard la Loterie romande ont aidé largement.

Cette guerre-ci ne nous permet plus, malgré toutes les démarches entreprises par M. G. Schelling, de distribuer ni pain, ni lait. Il faudrait des cartes et personne n'en donne. La caisse serait à même de faire des distributions car elle a été alimentée par les groupes mentionnés plus haut et une subvention de l'Etat. Pouvons-nous espérer que de nouvelles démarches aboutissent ? Nos enfants auraient besoin de ce supplément de nourriture.

En 1939, il fut distribué 65,175 bols de lait, autant de rations de pain, soit 6898 kg. Durant l'hiver 1942-43, on organisa durant le mois de vacances forcées, à cause du manque de combustible, quelques garderies pour les enfants abandonnés à eux-mêmes.

L'idée de classes gardiennes a si bien pénétré chez nous qu'aucun enfant n'échappe au contrôle de l'école, mais ils échappent parfois à son influence par la volonté de parents indifférents ou négligents.

2. Le Dispensaire des écoles

Les documents en notre possession ne nous permettent pas de fixer la date originelle de cette institution scolaire ; un carnet de caisse portant la date initiale du 20 juin 1905, avec un solde en caisse de fr. 47.80, laisse supposer d'autres carnets antérieurs.

Le Dispensaire des écoles vient en aide aux écoliers de familles indigentes en participant plus ou moins largement, mais jamais en totalité, au paiement des consultations ou des opérations chez l'oculiste ou le spécialiste des maladies du nez, des oreilles et de la gorge et à l'acquisition de lunettes ou d'appareils orthopédiques.

D'une manière générale, c'est le médecin scolaire qui, après un examen sommaire, renvoie l'enfant aux spécialistes.

Le secrétaire des écoles gère ce fonds.

Au début de son activité, la caisse était alimentée par le versement partiel de la collecte faite le jour de la Fête de la jeunesse et par des dons divers de particuliers généreux (dons assez nombreux et souvent importants — fr. 100.— à fr. 200.—), classes, sociétés, telles que Société pédagogique, Club alpin suisse, Cuisine populaire, Crédit foncier, Cercle de l'Union, Eglise adventiste, etc., par des collectes faites à l'occasion de deuils ou de fêtes de famille, des concerts de bienfaisance (plusieurs versements de M. Charles Schneider, organiste), etc.

Aujourd'hui, et depuis plus de vingt ans, la totalité de la collecte de la Fête de la jeunesse a été attribuée, presque sans exception, au Dispensaire des écoles. C'est, à quelques dizaines de francs près, sa seule ressource, mais elle a suffi jusqu'à ce jour. Si des difficultés financières survenaient, nous ferions un nouvel appel à la générosité du public.

Du 1^{er} janvier 1921 au 31 décembre 1942, la part de la collecte de la Fête de la jeunesse attribuée au Dispensaire s'est élevée à fr. 9,309.85, soit une moyenne de fr. 443.—.

La cérémonie scolaire ayant été supprimée en 1940, la collecte fut remplacée par un versement de fr. 300.— prélevé sur un poste du budget scolaire.

Au cours des 22 dernières années, les dépenses se sont élevées à la coquette somme de fr. 9,486.90 (moyenne annuelle fr. 431.—) répartie comme suit :

Spécialistes des maladies du nez, des oreilles et de la gorge fr. 3,907.— (moyenne annuelle fr. 177.—).

Oculistes fr. 1,807.— (moyenne annuelle fr. 82.—).

Opticiens fr. 3,654.85 (moyenne annuelle fr. 166.—).

Divers fr. 118.05.

J. Rochat.

3. L'Association pour la protection de l'enfance

C'est au début de 1917 que le Comité de bienfaisance du Nouveau Cercle, désireux de s'occuper, non pas exclusivement, mais d'une manière plus spéciale, d'une oeuvre sociale, exposa son intention aux représentants de Pro Juventute. Et d'un commun accord, en pleine guerre, alors que chez nous les mobilisations successives prenaient les pères pendant de longs mois, que les mères s'efforçaient — parfois en vain — de gagner la vie des petits, on décida de sauvegarder les enfants abandonnés ou menacés dans leur vie morale.

Le 2 avril 1917, des statuts furent adoptés et des fonds recueillis pour débiter. Le Nouveau Cercle qui se montra d'une générosité magnifique apporta la grosse part, tandis que Pro Juventute préleva ses contributions sur les bénéfices annuels provenant de la vente des timbres et des cartes.

Les cas surgirent immédiatement d'enfants abandonnés, à l'état-civil compliqué ou douteux, d'enfants étrangers dont le père était à la guerre et la mère insouciant ou faible, d'enfants vicieux dont personne ne se souciait. Ces cas vinrent démontrer d'emblée l'utilité d'une association neutre en politique, en religion, indifférente à la nationalité et qui n'a qu'un but : sauver les enfants, quels qu'ils soient, de la déchéance morale et physique.

Cette mission, la Protection de l'enfance l'accomplit fidèlement, avec amour et compréhension, pendant ces vingt-six premières années d'existence, ne bornant pas son activité aux secours matériels, mais intervenant pour conseiller et guider. Plus de deux cents enfants, si l'on tient compte des interventions occasionnelles, ont bénéficié de l'aide de l'Association et du zèle dévoué des deux premières inspectrices de l'Autorité tutélaire, M^{lle} Adèle Merian, de 1917 à 1930, puis de M^{me} Mathey-Borle, de 1930 à ce jour.

Les enfants ont été placés à l'Orphelinat communal, dans divers établissements ou dans des familles honorables.

A lire les procès-verbaux de cette période, on éprouve de nombreuses satisfactions mais aussi quelque chagrin. Voici tel jeune garçon, telle jeune fille dont nous avons dirigé la vie, qui ont fait un apprentissage et qui aujourd'hui ont une carrière et se dirigent eux-mêmes. Mais, d'autre part, qu'est devenu tel jeune garçon affamé et misérable, auquel nous avons donné un métier et qui, repris par une paresse héréditaire, a roulé au hasard des embauchages temporaires ?

Les trois présidents qui se sont succédé, MM. Isaac Ditesheim, 1917-1928, André Gutmann, 1928-1938, Georges Ditesheim, fils du premier, dès 1938, ainsi que l'unique et fidèle caissier, M. Georges Bloch, ont mis tout leur cœur à la tâche qu'ils avaient acceptée. En 1933, M. Julien Rochat, secrétaire des écoles, succéda comme secrétaire du Bureau à M. Edouard Wasserfallen qui avait quitté la ville.

Les dépenses au cours de ces vingt-six années se sont élevées à fr. 317,562.96.

Après déduction des remboursements par les familles, communes, etc., la dépense nette s'élève à fr. 218,000.— environ.

Les souscriptions annuelles du Nouveau Cercle ont oscillé entre fr. 800.— et fr. 12,000.— (capital initial), la collecte annuelle en ville, entre fr. 929.35 et fr. 1,541.—.

Pro Juventute a versé des contributions annuelles de fr. 3,500.— (versement initial), fr. 1,300.—, fr. 1,200.—, puis fr. 1,000.—.

L'Association pour la protection de l'enfance s'occupe actuellement de 17 enfants.

J. Rochat.

4. La Bonne Oeuvre

La société de la Bonne Oeuvre s'est déjà fait connaître peu après la guerre de 1870 entre la France et l'Allemagne, il y a donc 73 ans environ. Il s'est trouvé, en notre ville, un grand nombre d'indigents ; aussi un groupe de dames, soucieuses de venir en aide aux enfants des écoles primaires ¹⁾, dont les parents étaient dans la peine, ont recueilli des vêtements, bas, souliers usagés, mais en bon état, pour les habiller. D'une année à l'autre la chose s'est continuée avec le même zèle, prouvant combien cette initiative était utile.

On ne distribue actuellement que des chaussures et des bas neufs de bonne qualité.

Le Comité comprend une présidente, une vice-présidente, une caissière, une secrétaire et environ six assesseurs recrutées dans tous les milieux. Après enquête, les enfants nécessiteux reçoivent, sans distinction de religion ou de nationalité, bas et chaussures solides qui leur conservent les pieds secs et chauds durant la mauvaise saison. Le Comité siège dès la mi-novembre jusqu'à Pâques, tous les mercredis après-midi.

La société vit de legs, de dons et d'une collecte annuelle.

E. Hotz.

5. L'Oeuvre des Amies de la jeune fille

Cette oeuvre est une branche de l'Union des amies de la jeune fille, fondée en 1877, à Genève, après le passage de M^{me} J. Butler, d'Angleterre, laquelle fut l'instigatrice de toutes les oeuvres de relèvement moral et de protection de la femme qui furent créées à cette époque. Elle fut fondée immédiatement sur le plan international dans le but de venir en aide à de nombreuses jeunes filles se plaçant alors à l'étranger comme institutrices, gouvernantes, bonnes d'enfants.

¹⁾ Voir pages 320 et 327.

Différents comités cantonaux et locaux furent constitués par des femmes de foi et de coeur et malgré bien des difficultés notre Oeuvre a largement doublé le cap de la cinquantaine.

Un bureau de placement fut ouvert en 1878 et suivit avec sollicitude pendant près de 40 ans beaucoup de jeune filles placées à l'étranger. Une chambre hospitalière, appelée « Secours », accueillit femmes et jeunes filles en passage. En 1889, un home nommé « La Famille », installé dans une maison locative, rue Numa-Droz, et dirigé par une diaconesse permit une heureuse extension de l'oeuvre, complétée encore par les services d'une agente à la gare ¹⁾.

Dès la guerre de 1914-18, l'oeuvre évolue ; il ne se fait plus guère de placements à l'étranger, mais il y a de bonnes places offertes en Suisse ou dans notre ville, beaucoup de renseignements à prendre ou à donner. En 1920, enfin, le Home trouve à se loger de façon définitive dans l'ancien Hôtel du Lion d'Or, fermé par la police, racheté par quelques personnes qui l'offrent pour une oeuvre de bienfaisance à des conditions favorables. Les logements étant rares, la construction complètement arrêtée, cette offre parut excellente aux Amies de la jeune fille. Une Société immobilière fut constituée, des actions souscrites par de nombreux bienfaiteurs et le petit capital de réserve des Amies placé sur l'immeuble. Le Home disposa dès lors de vastes locaux convenant bien à son travail, mais il y eut des années très dures, le chômage ne permettant plus d'occuper des personnes étrangères à la ville fut néfaste. Heureusement la Protection de l'enfance et l'Autorité tutélaire nous confièrent bon nombre de leurs pupilles ; quelques-unes séjournèrent 10 à 12 ans dans notre maison, y firent leur éducation, s'y marièrent même ; en outre nous avons abrité de tout temps, des femmes ou jeunes filles en passage, employées en quête de place, etc. Depuis une dizaine d'années de nombreux écoliers des deux sexes prennent chez nous leur repas de midi et apportent beaucoup de gaieté dans la maison ; les parents habitant les localités avoisinantes sont reconnaissants de savoir leurs enfants sous surveillance amicale dans une maison confortable. En outre, le travail étant devenu intense depuis deux ou trois ans dans notre ville, les employées et ouvrières du dehors sont revenues, ont repris le chemin du Home et il arrive fréquemment que nous n'ayons plus un lit disponible. La maison peut abriter 20 à 25 pensionnaires et avec les dîneurs la table de midi compte souvent près de 50 personnes. A côté de la

¹⁾ Création en 1890 d'un cours de couture, première Ecole des Travaux féminins, voir page 389.

directrice et de la cuisinière, le personnel de maison est constitué par des jeunes filles sortant de maison d'éducation, Malvilliers, la Ruche, etc., auxquelles on donne un travail approprié à leurs capacités.

Citons en passant le grand désarroi causé dans les années 1940 et 41 par l'arrivée de nombreux réfugiés français ; puis par la réquisition d'une partie de nos locaux pour une infirmerie militaire. 500 soldats environ défilèrent sous notre toit pendant 11 mois. Grâce au savoir-faire de notre directrice et à son excellente organisation, nos pensionnaires purent s'accommoder de cette situation exceptionnelle.

En plus de l'activité sus-nommée, plusieurs cours ménagers subventionnés par Berne, l'Etat, la Commune ont été donnés dans les locaux du Home ; les deux derniers, semi-officiels, furent un complément du cours post-scolaire.

Une assistante sociale s'occupa pendant un temps des Suissesses allemandes placées dans notre ville, une autre fit des causeries appréciées dans les écoles supérieures ; nos affiches dans les wagons, les gares, les postes, nos calendriers rappellent aux intéressées les services que nous pouvons leur rendre ; en un mot, les Amies font tous leurs efforts pour adapter leur travail aux besoins actuels et se préparent déjà à affronter les temps d'après-guerre.

Il y a à La Chaux-de-Fonds plus de 60 Amies de la jeune fille se rencontrant en Assemblée annuelle. Un comité local d'une vingtaine de membres se réunit une fois par mois pour suivre la marche de l'oeuvre. Des dons, legs et une collecte en ville (2 versements de la Loterie neuchâteloise) couvrirent pendant nombre d'années les déficits d'exercice ; cependant, trop d'oeuvres nouvelles et urgentes firent passer la nôtre à l'arrière-plan ; nous dûmes renoncer à l'agente de la gare et diminuer les jours de réception du Bureau de placement. En revanche, la plupart des pensionnaires du Home pouvant actuellement nous payer une pension normale, le budget de celui-ci s'est équilibré¹⁾.

J. Perret-Leuba.

¹⁾ Voici à titre indicatif un aperçu des dépenses à deux époques différentes :

Dépenses de l'exercice 1931-1932	Home	fr. 9,970.—	} fr. 14,750.—
	Gare	» 2,465.—	
	Bureau	» 2,315.—	
Dépenses de l'exercice 1941-1942	Home	» 28,900.—	} » 30,700.—
	Bureau	» 1,800.—	

6. La cuisine populaire

1877-1944

Dès l'année 1874, année de crise industrielle, l'idée de fonder à La Chaux-de-Fonds, qui comptait alors 18,000 habitants, une Cuisine populaire, travaillait les esprits au sein de la Fédération ouvrière, présidée par feu Joseph Wyss. Ce projet subit quelque retard dû, semble-t-il, au manque de moyens financiers. Ce fut trois ans plus tard, en février 1877, que le projet fut repris et mené à chef par un comité provisoire et des délégués ouvriers représentant les monteurs de boîtes, les graveurs et guillocheurs, faiseurs de cadrans, remonteurs, etc.

Il s'agit de trouver des locaux et de l'argent. Les débuts furent très modestes. On transforma trois buanderies dans les rues du Puits, de l'Hôtel de Ville et Jaquet-Droz. On se contenta de faire cuire le pot-au-feu et le capital nécessaire fr. 240.— fut souscrit et formé en actions.

Malgré ces débuts si simples, les 10 mois d'exercice de cette première année indiquent une consommation de 20,000 litres de soupe.

Devant le succès inespéré de cette entreprise qui répondait bien à un besoin, les initiateurs voulurent faire mieux. Il fallait d'autres locaux. La Municipalité, sollicitée, ne pouvait en ce moment offrir ou louer un local approprié. On se trouvait bien embarrassé quand un beau matin, on apprit qu'un bon citoyen venait d'adresser au Conseil municipal un don de fr. 20,000.— en faveur de la Cuisine.

D'emblée, la Cuisine se reconstitua, remboursa les fr. 240.— d'actions de la première heure, forma un nouveau capital de fr. 10,000.— qui, avec le Don Ulysse Ducommun-Sandoz, mettait la Cuisine populaire très à son aise.

Sous la présidence de M. Joseph Wyss, on travailla ferme, d'accord avec le Conseil municipal ; et le bâtiment de la cuisine, locaux actuels, mais qui ne comprenait que le rez-de-chaussée moins encore l'annexe qui plus tard devait abriter nos chaudières, fut construit sur le terrain offert par la Commune et inauguré le 16 mars 1878.

Les services de la Cuisine populaire furent très appréciés puisqu'au 31 décembre de la même année, on avait vendu 811,000 rations représentant un chiffre d'affaires de fr. 116,000.— Il est vrai qu'on ne connaissait pas les coupons de repas et que le coût de la vie était extrêmement bas.

Les années qui suivirent connaissent le même succès. Il est question d'ouvrir une succursale ; un essai fut tenté dans le quartier de Gibraltar, mais les frais d'exploitation dépassent les recettes. On y renonça et dès lors, plutôt que d'envisager l'ouverture d'une autre succursale, l'activité de la Cuisine populaire fut dirigée ailleurs : l'agrandissement des locaux de la rue du Collège vu la persistante prospérité de l'entreprise.

La Commune, pressentie, se charge de cette transformation contre une allocation de la Cuisine de fr. 20,000.—. On ajoute deux étages et le local des appareils de cuisson est construit dans l'impasse séparant notre immeuble de celui du poids public.

Nous sommes en 1891 ; la Cuisine populaire connaît alors une grande vogue et ses installations passent pour le modèle du genre. St-Imier, Porrentruy, Genève nous adressent des délégations chargées de se renseigner.

Dès ce moment-là, longue et belle période, sans histoire. On soigne les nombreux achats de denrées alimentaires ; la qualité des produits sortant de nos fours et de nos chaudières est l'objet d'une attention spéciale. On suit la réglementation des prix de vente et pour un prix très modique, notre institution met à la disposition du public des aliments de première qualité. La population de La Chaux-de-Fonds considère la Cuisine populaire comme un service public.

Nous sommes alors dans les années grasses et malgré les prix très bas, les bénéfices annuels répartis aux bonnes oeuvres sont très importants. Tous recevaient : les nombreuses et diverses sociétés pour l'enfance comme celles pour la vieillesse ; tout ce qui touchait à l'école : soupes scolaires, classes gardiennes, colonies de vacances, courses, etc., les hôpitaux (maternité, hôpital d'enfants), orphelinats, etc., etc.

Mais la guerre de 1914 survient. La Cuisine populaire connaît les ennuis et les tribulations. Le coût de la vie augmente, les salaires aussi, le ravitaillement devient difficile. Les prix de vente ne suivent pas la même marche ascendante ; il fallait maintenir le but de l'institution : servir à bas prix des aliments de bonne qualité. Après les années d'abondance, l'ère des déficits était ouverte, et c'est grâce au fait que les intérêts de notre capital entrent dans l'exploitation que la Cuisine peut poursuivre sa tâche.

Les crises industrielles qui surviennent ont leur répercussion sur la marche de notre oeuvre. Cependant le travail journalier se poursuit dans des conditions difficiles. Le bien-être des clients est

avant tout assuré par des menus soigneusement préparés, variés et à des prix modiques.

La Cuisine rend service tant qu'elle peut : nos salles du haut sont mises à la disposition d'ouvrirs communaux sérieusement organisés.

Certaines sociétés de jeunesse ou de passage n'hésitent pas à demander l'usage de nos locaux, demandes toujours favorablement accueillies.

Survient la nouvelle guerre mondiale avec son cortège de complications de toutes sortes : contingentement des denrées, coupons de repas, jours sans viande. Alors que dans presque toutes les villes de Suisse, les cuisines populaires ont dû fermer leurs portes, la Cuisine populaire de La Chaux-de-Fonds continue son activité bienfaisante, modestement mais avec l'espoir de moderniser ses installations dès la guerre terminée.

Elle a déjà soixante-sept ans d'existence, c'est certainement une des plus anciennes oeuvres de la cité ; nous espérons qu'elle pourra longtemps encore rendre service à la population de condition modeste de La Chaux-de-Fonds.

A. Bühler.

7. L'Association en faveur des veuves et orphelins de notre cité

Cette association fut créée par le pasteur Henri Pingeon, qui, par des articles de journaux, des appels à la population et des démarches auprès des églises et sociétés de la ville, arriva à constituer un Fonds dont les intérêts sont distribués aux familles se trouvant au moment du deuil dans une situation matérielle difficile.

Revenant du cimetière, par un jour d'hiver où il avait officié pour un enterrement dans des circonstances particulièrement douloureuses, il écrivit dans le *Bulletin paroissial* de l'Eglise nationale ¹⁾ un émouvant article évoquant le malheur d'une femme d'ouvrier, mère de trois enfants, qui vient brusquement de perdre son mari. Faisant appel à l'amour des hommes, il continuait :

« Dans notre localité qui compte 10280 ménages est-ce que 3000 ménages ne seraient pas d'accord de faire le sacrifice de fr. 100.— par an et cela pendant trois ans et demi pour constituer un Fonds destiné aux veuves et orphelins ? En 3 1/2 ans, ce Fonds aurait un capital dépassant un million,

¹⁾ N° du 25 janvier 1927.

représentant un intérêt de plus de fr. 50,000.—, pouvant être répartis aux familles dont la situation matérielle serait difficile ».

Cet article fut l'origine de l'*Association en faveur des veuves et orphelins de notre cité*. En effet, il souleva des échos approuvateurs. Nous n'avons pas trouvé « le million » en trois ans et demi, mais si nous n'avons pas osé proposer une somme aussi considérable, peut-être n'aurions-nous recueilli que quelques billets, tandis que maintenant, après seize ans pendant lesquels nous n'avons pas cessé de rappeler l'oeuvre en question, nous possédons fr. 30,500.— et depuis 12 ans nous avons réparti aux veuves et orphelins de la cité la somme de fr. 13,200.—.

En outre, pendant l'épidémie de grippe de 1918, sur l'initiative du pasteur Henri Pingeon, un comité fut créé groupant les ecclésiastiques de toutes les confessions religieuses pour récolter des dons en espèces. Une somme de fr. 23,987.83 fut répartie parmi 50 veuves, 90 orphelins de père, 41 orphelins de mère, 4 orphelins de père et de mère, 14 familles privées de soutien en la personne d'un fils ou d'une fille, 11 veufs.

Les archives de cette collecte sont déposées au bureau communal.

L'arbre planté a donc trouvé de quoi nourrir ses racines et il porte du fruit. Il grandira dans la mesure où la génération actuelle et ses suivantes auront à coeur d'aider la veuve et l'orphelin, pour lesquels on ne fera jamais assez.

Henri Pingeon.

8. Commission de secours aux chômeurs dans la gêne

La crise industrielle¹⁾ qui sévit à la suite de la guerre 1914-1918 suscita, à la demande des organisations ouvrières, la formation d'un comité chargé de trouver les moyens financiers pour venir en aide aux chômeurs privés de secours et dont les ressources étaient insuffisantes.

Cette tâche a été remplie par la commission constituée, grâce à la solidarité qui s'est manifestée au pays neuchâtelois, particulièrement dans tous les milieux de notre ville.

Cette crise, provoquée par la situation économique internationale, a été aggravée et prolongée dans l'industrie horlogère, en raison de l'augmentation de la production, due au développement

¹⁾ Voir pages 89, 90, 97, 253 et suivantes, 261, 262, 276 et suivantes.

du machinisme et de la division du travail. D'autre part, la montre de poche, supplantée par la montre bracelet, porta un grave préjudice à la profession des graveurs et guillocheurs. Ce métier, qui occupait en notre ville, avant 1914, 600 ouvriers, en occupe aujourd'hui moins d'une centaine et d'une façon irrégulière. Il résulte de ces transformations que l'industrie horlogère n'est plus capable, même pendant la reprise normale des affaires, d'occuper la totalité de la main-d'oeuvre disponible. La diminution des heures de travail, proportionnée au développement technique, aurait évité de mettre en disponibilité de nombreux ouvriers qualifiés et évité aux Pouvoirs publics les dépenses considérables qui en sont résultées.

La Commission de secours, formée pour un temps limité, a vu, de ce fait, son activité se prolonger jusqu'à aujourd'hui ; sa composition a peu varié. Relevons les décès de deux de ses membres : M. Alf. Crevoisier, secrétaire apprécié de la Commission, M. Albert Matthias, préfet, et le départ de son successeur, M. le préfet Auguste Romang. Nous conservons de ces trois collègues un souvenir ému et reconnaissant pour leur fidèle et bienveillante collaboration.

Dans ses fréquentes séances, la commission examina les demandes de secours, particulièrement nombreuses les trois premières années. Pour connaître d'une façon précise les besoins et les ressources des solliciteurs, chaque cas fit l'objet d'une enquête discrète et d'un sérieux examen. Ont été éliminées : les personnes retirant des secours de l'Assistance publique, les chômeurs dont les ressources journalières étaient supérieures à fr. 7.50, s'ils ne remplissent aucune obligation légale d'assistance :

pour une obligation d'assistance	= fr. 12.— par jour.
pour deux obligations d'assistance	= fr. 13.50 par jour.
pour trois obligations d'assistance	= fr. 14.25 par jour.
pour quatre obligations d'assistance	= fr. 15.— par jour.
pour chaque personne en plus :	fr. 0.75.

Les normes dites « de Soleure » ont été modifiées par la suite en tenant compte de l'augmentation du coût de la vie et des circonstances particulières nécessitant des dépenses supplémentaires. Sans distinction de nationalité, tous les chômeurs habitant régulièrement la commune ont été traités de la même façon.

Les ventes à prix réduits de chaussures, combustibles, denrées diverses, en particulier de fruits et légumes, ont été très appréciées.

Le succès de cette action, celui d'une tombola et de manifestations diverses organisées par la commission, sont dus en bonne partie à l'initiative et à la générosité de l'un de ses membres, M. Alfred Weill, auquel nous renouvelons l'expression de notre vive gratitude.

La répartition des dons en nature, comprenant des denrées alimentaires, des chaussures, des vêtements neufs et usagés, a été faite d'une façon aussi judicieuse que possible. Une mention spéciale au commerce local pour la générosité dont il a fait preuve. Relevons les nombreux dons de la Coopérative des Syndicats et ceux de la Société de Consommation, dont le plus important, pour la première, se monte à fr. 12,500.— et fr. 10,000.— pour la deuxième.

Pour certaines cueillettes et répartitions, nous avons apprécié la collaboration des élèves des écoles primaires et secondaires. L'école des travaux féminins s'est vu attribuer la confection de vêtements et sous-vêtements pour dames et enfants.

La préparation de soupes populaires a été confiée à un groupe de chômeurs, la cuisine de ces « Vatel » improvisés donna pleine satisfaction à la nombreuse clientèle. Après plus d'une année d'activité, plusieurs départs nous obligèrent à remettre ce service aux bons soins de la Cuisine populaire.

Par l'action du « Sou du matelas », la remise en état ou le remplacement de la literie a apporté un réel soulagement à de nombreux infirmes et personnes âgées. Il suscita des mesures de salubrité dans les milieux où la propreté n'était pas de règle. Cette tâche intéressante, mais souvent peu agréable, a été remplie par les soeurs du Centre d'hygiène social, avec la conscience qui les caractérise.

Foyers pour chômeurs

Pour soustraire pendant l'hiver les personnes inoccupées à la fréquentation des auberges et à l'abus de boissons alcooliques qui en résulte trop souvent, l'Office social a mis pendant plusieurs années à leur disposition des locaux chauffés, des journaux et jeux divers. Une collation comprenant du thé et du pain était servie chaque jour. Ces foyers furent particulièrement appréciés, la vive reconnaissance exprimée à maintes reprises par les bénéficiaires s'en va aux Dames du Secrétariat de l'Office précité, auxquelles la direction et la surveillance de l'œuvre avaient été confiées.

La commission de secours a, d'autre part, donné son appui financier à toutes les œuvres se rapportant au soulagement des victimes de la crise, soit : au comité de l'Aide aux familles de soldats mobilisés, aux actions du combustible de la Commune et Union

IV.

SOCIÉTÉS PHILANTHROPIQUES ET MUTUELLES¹⁾

1. La loge maçonnique « L'Amitié »

La plus ancienne Loge du canton de Neuchâtel et de la Suisse est celle du Locle qui ouvrit les portes de son modeste Temple le 2 octobre 1744. Le maire de La Chaux-de-Fonds, le frère Jacob Perret, membre d'une Loge berlinoise depuis 1743, participa à sa fondation.

La Loge du Locle, qui avait pris le nom de *les Vrais frères unis*, comptait parmi ses membres une trentaine de frères habitant La Chaux-de-Fonds et l'Erguel.

L'éloignement du Temple était pour eux un inconvénient qui se traduisit par le désir de fonder une Loge dans leur village. Le Vénérable (président) de la Loge du Locle était le frère Abraham Courvoisier-Prince, de La Chaux-de-Fonds, qui proposa le transfert de la Loge du Locle à La Chaux-de-Fonds.

Des séances se tinrent alternativement dans les deux localités. C'est au domicile du frère Dr Irlet que les maçons des Montagnes neuchâteloises et de l'Erguel décidèrent de s'affilier au groupe national des Loges suisses.

Enfin, le 11 avril 1819, vingt-sept frères de La Chaux-de-Fonds et deux de Renan fondèrent la Loge « L'Amitié » qui fut inaugurée le 14 juin 1819. De cette date, L'Amitié possède un magnifique dessin dû à Aurèle Robert, frère de Léopold.

Au début, les assemblées avaient lieu chez l'un ou l'autre des frères qui disposaient d'une chambre assez spacieuse, mais la Loge ne tarda pas à s'occuper de l'édification d'un local, et c'est le frère Célestin Nicolet qui proposa de construire un immeuble à cet effet. Le terrain choisi fut celui qu'occupait la maison N° 3 de la rue de la Chapelle. Le Temple fut inauguré le 20 décembre 1820.

Jusqu'en 1831, la Loge L'Amitié ne cesse de prospérer. Des

¹⁾ Placées selon l'ordre chronologique de leur fondation.

intellectuels et des hommes politiques en font partie. La bienfaisance s'y exerce largement et l'idéal de fraternité et d'amour du bien y est cultivé.

Arrivent les événements de 1831, où les partisans de l'ancien régime et les Républicains s'affrontent sagement, mais s'affrontent tout de même. Le Vénérable de l'époque, Louis Challandes est en contradiction avec son frère Auguste Vuille dit Bille (avocat Bille), devenu Vénérable. Les soldats de de Pfuel maltraitèrent l'avocat Bille et le Temple de la rue de la Chapelle fut saccagé. Les glaives maçonniques trouvés au Temple furent emportés à l'Hôtel de Ville, puis restitués, le général de Pfuel les trouvant inoffensifs.

Le Temple fut démoli après avoir été vendu par les propriétaires ; les réunions se tinrent de 1839 à 1842 dans un local loué à la rue du Marché N° 1 (Imprimerie Courvoisier), puis à la rue de la Combe N° 17.

Le Temple actuel, rue de la Loge N° 8, sans l'annexe du côté ouest, fut inauguré le 5 avril 1845. La Grande Loge suisse Alpina y tint ses assises les 27 et 28 juillet 1846.

Le mouvement révolutionnaire de 1848 ne semble pas avoir eu de répercussions fâcheuses pour la Loge ; la majorité des frères étant Républicains, les membres royalistes s'abstinrent de fréquenter pendant la période troublée. Fritz Courvoisier et Ami Girard faisaient partie de L'Amitié. Henri Grandjean, du Locle, était franc-maçon.

L'Amitié contribue, chaque fois qu'elle le peut, à soulager les misères humaines, comme elle s'intéresse par ses membres aux oeuvres sociales et autres. Elle prit part à la création de la Cuisine populaire ¹⁾, à l'organisation des chantiers de travail, de la Pouponnière neuchâteloise, à la vente d'aliments et de combustible à bon marché, à la création de la Glaneuse et de façon toute spéciale à la constitution de l'Oeuvre des Crèches et, par le truchement de ses frères du Val-de-Ruz, à l'Hôpital de district, au Fonds pour l'entrée des enfants pauvres à l'Orphelinat Borel, etc.

C.-A. Vuille.

La Crèche

L'Oeuvre des Crèches a été fondée le 21 février 1877 par un comité exclusivement composé de Francs-Maçons et de leurs épouses. Le comité d'hommes était présidé par le Vénérable de la loge

¹⁾ Voir page 606.

Jules Soguel et s'occupa principalement des questions financières. Celui des dames, par Madame Jules Ducommun-Robert, qui prit à sa charge les questions pratiques d'organisation interne.

Son but, demeuré invariable, est de recueillir les enfants d'ouvriers, dont les mères sont appelées au travail, pour les soigner et les nourrir pendant la journée.

La première Crèche fut ouverte en mai 1877, rue de la Place d'Armes 20 a. En novembre 1880, elle fut transférée Chapelle 6, dans des locaux plus grands, agrémentés d'une partie de l'actuel jardin d'horticulture.

A fin 1891, le comité de l'Oeuvre avait la joie de constater qu'il avait réuni les fonds nécessaires à la réalisation de son rêve qui était l'édification de l'immeuble actuel rue de la Promenade 20. Il renferme de belles salles, bien éclairées, bien aérées, et dispose d'une salle de bains, d'armoires de désinfection, d'un bon chauffage central, etc... La cour et le jardin retentissent des cris joyeux de nos petits pensionnaires.

En 1909, l'Oeuvre est érigée en fondation sous le contrôle de l'Etat, mais elle reste dirigée exclusivement par des membres de la Loge maçonnique l'Amitié et leurs épouses.

Les biens réunis au cours des décades pour subvenir aux besoins de l'Oeuvre sont devenus ainsi sa propriété exclusive. Ils ont été augmentés heureusement par ceux de deux oeuvres similaires provenant des mêmes milieux, mais ayant cessé leur activité : la Crèche de l'Abeille et la Crèche de la Cuisine populaire.

L'Oeuvre, qui a hébergé parfois dans ses divers locaux jusqu'à 200 petits enfants, continue journallement son utile mission, sous la direction maternelle de Mlle Suzanne Soguel.

A. Guyot.

La Glaneuse

La Société « La Glaneuse » (Brockenhaus) a été fondée sous les auspices de la Loge maçonnique, et trois de ses membres en furent les initiateurs (MM. Chs. Nuding, M. le pasteur Quartier-LaTente fils et le Dr Henri Bühler).

Le but de la Société est de recueillir tous les objets, meubles, ustensiles, vêtements, chaussures dont on veut se dessaisir, les revendre à prix très bas à des gens de condition modeste, pour qu'ils ne revêtent pas le caractère d'une aumône. Le produit des ventes, après défalcation des frais généraux, est distribué aux Eglises et aux Oeuvres d'utilité publique et de bienfaisance.

L'activité de la Glaneuse a commencé en 1907, après un rapport du pasteur Quartier-LaTente qui était allé à Zurich étudier le fonctionnement d'un établissement similaire.

Toute personne peut faire partie de la Société moyennant le paiement d'une cotisation annuelle de fr. 2.—. La Société reçoit également avec reconnaissance les dons et legs.

Sa première année d'exercice écoulée, ensuite d'un Rapport financier favorable, lui permit de distribuer aux Crèches, au Dispensaire, aux Amis des pauvres, à l'Eglise nationale, à l'Eglise indépendante, à l'Eglise allemande, à la Communauté israélite, à l'Eglise catholique romaine, à l'Eglise catholique chrétienne, à la Libre Pensée, une somme totale de fr. 1,500.—

En 1908, c'est fr. 2,000. —qui sont répartis et une oeuvre s'ajoute à la liste : la Caisse locale des ouvriers horlogers sans travail, qui reçoit à elle seule fr. 500.—. Puis parmi les bénéficiaires, figureront en outre : la Bonne oeuvre, les Classes gardiennes, les Diaconesses visitantes, le Foyer des jeunes filles, l'Ouvrière, la Goutte de lait, le Droit de l'orphelin, le Foyer, les Colonies de vacances, le Dépôt sanitaire. Chaque année, ce sont des sommes de fr. 1,800.— à fr. 3,500.— qui sont distribuées ainsi.

Les exercices 1935 à 1938 ayant été déficitaires, les versements ne reprennent qu'en 1939 et s'élèvent à fr. 1,000.— en moyenne. Le total de 1907 à 1941 s'élève à fr. 69,045.—.

En janvier 1942, M. Charles Jung-Leu s'occupait de l'instauration d'un service de récupération de vêtements et chaussures comme il en existe dans les principales villes de Suisse. Après bien des démarches avec les Autorités communales, cantonales, et l'Office de guerre pour l'Assistance à Berne, on put mener à bien l'entreprise qui commença son activité en mars 1942. La cérémonie d'ouverture de l'Office se fit en présence des autorités. La gérance en fut confiée à M. Charles Spichiger.

L'Oeuvre consiste à recevoir des vêtements, chaussures, usagés mais en état, contre lesquels on remet en échange des coupons de textile et de chaussures. Ces articles sont revendus ensuite à la population de condition modeste à des prix très bas et contre remise d'un nombre réduit de coupons. En réclamant une modique somme aux acheteurs, on maintient le même principe qu'à la Glaneuse et on éloigne ainsi l'impression d'une aumône.

Notons pour terminer que « La Glaneuse » a participé à l'Exposition nationale suisse à Berne en présentant un travail avec graphique sur son activité et un tableau de ses installations.

Jules Soguel et s'occupa principalement des questions financières. Celui des dames, par Madame Jules Ducommun-Robert, qui prit à sa charge les questions pratiques d'organisation interne.

Son but, demeuré invariable, est de recueillir les enfants d'ouvriers, dont les mères sont appelées au travail, pour les soigner et les nourrir pendant la journée.

La première Crèche fut ouverte en mai 1877, rue de la Place d'Armes 20 a. En novembre 1880, elle fut transférée Chapelle 6, dans des locaux plus grands, agrémentés d'une partie de l'actuel jardin d'horticulture.

A fin 1891, le comité de l'Oeuvre avait la joie de constater qu'il avait réuni les fonds nécessaires à la réalisation de son rêve qui était l'édification de l'immeuble actuel rue de la Promenade 20. Il renferme de belles salles, bien éclairées, bien aérées, et dispose d'une salle de bains, d'armoires de désinfection, d'un bon chauffage central, etc... La cour et le jardin retentissent des cris joyeux de nos petits pensionnaires.

En 1909, l'Oeuvre est érigée en fondation sous le contrôle de l'Etat, mais elle reste dirigée exclusivement par des membres de la Loge maçonnique l'Amitié et leurs épouses.

Les biens réunis au cours des décades pour subvenir aux besoins de l'Oeuvre sont devenus ainsi sa propriété exclusive. Ils ont été augmentés heureusement par ceux de deux oeuvres similaires provenant des mêmes milieux, mais ayant cessé leur activité : la Crèche de l'Abeille et la Crèche de la Cuisine populaire.

L'Oeuvre, qui a hébergé parfois dans ses divers locaux jusqu'à 200 petits enfants, continue journallement son utile mission, sous la direction maternelle de Mlle Suzanne Soguel.

A. Guyot.

La Glaneuse

La Société « La Glaneuse » (Brockenhaus) a été fondée sous les auspices de la Loge maçonnique, et trois de ses membres en furent les initiateurs (MM. Chs. Nuding, M. le pasteur Quartier-LaTente fils et le Dr Henri Bühler).

Le but de la Société est de recueillir tous les objets, meubles, ustensiles, vêtements, chaussures dont on veut se dessaisir, les revendre à prix très bas à des gens de condition modeste, pour qu'ils ne revêtent pas le caractère d'une aumône. Le produit des ventes, après défalcation des frais généraux, est distribué aux Eglises et aux Oeuvres d'utilité publique et de bienfaisance.

L'activité de la Glaneuse a commencé en 1907, après un rapport du pasteur Quartier-LaTente qui était allé à Zurich étudier le fonctionnement d'un établissement similaire.

Toute personne peut faire partie de la Société moyennant le paiement d'une cotisation annuelle de fr. 2.—. La Société reçoit également avec reconnaissance les dons et legs.

Sa première année d'exercice écoulée, ensuite d'un Rapport financier favorable, lui permit de distribuer aux Crèches, au Dispensaire, aux Amis des pauvres, à l'Eglise nationale, à l'Eglise indépendante, à l'Eglise allemande, à la Communauté israélite, à l'Eglise catholique romaine, à l'Eglise catholique chrétienne, à la Libre Pensée, une somme totale de fr. 1,500.—

En 1908, c'est fr. 2,000. —qui sont répartis et une oeuvre s'ajoute à la liste : la Caisse locale des ouvriers horlogers sans travail, qui reçoit à elle seule fr. 500.—. Puis parmi les bénéficiaires, figureront en outre : la Bonne oeuvre, les Classes gardiennes, les Diaconesses visitantes, le Foyer des jeunes filles, l'Ouvrière, la Goutte de lait, le Droit de l'orphelin, le Foyer, les Colonies de vacances, le Dépôt sanitaire. Chaque année, ce sont des sommes de fr. 1,800.— à fr. 3,500.— qui sont distribuées ainsi.

Les exercices 1935 à 1938 ayant été déficitaires, les versements ne reprennent qu'en 1939 et s'élèvent à fr. 1,000.— en moyenne. Le total de 1907 à 1941 s'élève à fr. 69,045.—.

En janvier 1942, M. Charles Jung-Leu s'occupait de l'instauration d'un service de récupération de vêtements et chaussures comme il en existe dans les principales villes de Suisse. Après bien des démarches avec les Autorités communales, cantonales, et l'Office de guerre pour l'Assistance à Berne, on put mener à bien l'entreprise qui commença son activité en mars 1942. La cérémonie d'ouverture de l'Office se fit en présence des autorités. La gérance en fut confiée à M. Charles Spichiger.

L'Oeuvre consiste à recevoir des vêtements, chaussures, usagés mais en état, contre lesquels on remet en échange des coupons de textile et de chaussures. Ces articles sont revendus ensuite à la population de condition modeste à des prix très bas et contre remise d'un nombre réduit de coupons. En réclamant une modique somme aux acheteurs, on maintient le même principe qu'à la Glaneuse et on éloigne ainsi l'impression d'une aumône.

Notons pour terminer que « La Glaneuse » a participé à l'Exposition nationale suisse à Berne en présentant un travail avec graphique sur son activité et un tableau de ses installations.

Elle a obtenu la plus haute distinction : un Diplôme de mérite pour services rendus à la cause de l'utilité publique.

Chs Spichiger.

2. La Vaudoise

Une Société vaudoise de bienfaisance fut fondée à La Chaux-de-Fonds le 27 juillet 1846, sur la proposition de quelques citoyens vaudois. Son but était de venir en aide aux Vaudois domiciliés dans la cité horlogère (membres ou non de la société) et dont la situation voisine de la misère nécessitait des secours urgents. Le principal initiateur et premier président fut Ulysse-Joseph Jeannot. Les membres payaient une modeste cotisation de fr. 4.— par année ; le droit aux indemnités n'existait pas, mais des secours étaient accordés en cas de nécessité absolue.

Cette situation dura 26 ans, et en 1872, pour satisfaire aux exigences de l'époque, La Vaudoise devint une Société de secours mutuels tout en conservant la bienfaisance. Depuis lors, elle a accompli son oeuvre sans bruit, et les seuls faits saillants de son existence consistent dans la révision partielle de ses statuts à plusieurs occasions, la célébration de son 50^{me} anniversaire en 1896, et celle de son 75^{me} anniversaire en 1923 (retardé de 2 ans).

Le nombre des sociétaires qui était de 64 à la fondation, tomba à 49 quelques années plus tard, puis remonta lentement mais régulièrement pour atteindre en 1927 le chiffre de 150. Actuellement, et depuis quelques années, l'effectif se maintient entre 125 et 130 membres.

De 1891 à 1942, La Vaudoise a délivré pour fr. 114,500.— d'indemnités au décès et d'indemnités journalières pour maladie. La somme encaissée au titre des cotisations est à peu près équivalente. Au point de vue financier, sa situation actuelle est très bonne ; grâce à une sage et prudente administration, la fortune a passé de fr. 4,656.— en 1894 à fr. 29,260.— au 31 décembre 1942, ce qui donne un capital de fr. 234.— par sociétaire. L'admission dans la société est limitée aux Vaudois.

Pierre Campiche.

3. La Société française philanthropique et mutuelle de secours

La Société française philanthropique et mutuelle de secours de La Chaux-de-Fonds a été créée le 1^{er} mars 1848, par quelques-uns de nos compatriotes qui s'étaient joints à la colonne révolutionnaire descendant sur Neuchâtel, et c'est au retour que ces Français ont senti le besoin de s'unir pour s'aider mutuellement. La première réunion est mentionnée en ces termes dans les procès-verbaux de l'époque : « Les Français résidant à La Chaux-de-Fonds, ayant reconnu le besoin qu'ils avaient de resserrer les liens de fraternité et de pouvoir être utiles à leurs compatriotes malheureux, ont décidé de former une société qui prendrait la dénomination de *Société française philanthropique et mutuelle de secours*. Une assemblée générale de tous les Français habitant La Chaux-de-Fonds aura lieu le 23 décembre 1848, à 8 heures du soir, au Foyer du Casino, afin de prendre connaissance d'un règlement qui a été élaboré par 8 concitoyens ». La première assemblée générale a donc lieu le 23 décembre 1848 et réunit 40 Français; un comité est nommé. En fin d'assemblée, le secrétaire propose une collecte en faveur d'un de nos compatriotes dans le malheur et père de 7 enfants, la collecte produit la somme de 156 batz qui sera remise à la famille ainsi que pour 77 batz de provisions fournies par un camarade. C'est là que débute l'oeuvre bienfaisante de la nouvelle société.

En date du 4 janvier 1849, nous trouvons ces lignes intéressantes dans le procès-verbal de l'assemblée générale : « Ensuite des pourparlers que le citoyen président a eu avec le Dr Pury, ce dernier consentirait à être le médecin de la Société française, à raison de 50 centimes la visite ».

La société a célébré son 25^{me} anniversaire, puis son cinquanteaire. Quant au 75^{me} anniversaire, il a été célébré le dimanche 12 novembre 1923, dans les salons de l'Hôtel de Paris et coïncidait avec la fête de l'Armistice.

Nous relevons dans le compte rendu de cette date, paru dans les journaux de notre cité, le passage suivant : « Ajoutons, à titre de renseignements, que ce groupe de Français de 1848 forme la première société mutualiste créée en Suisse ¹⁾. C'est donc à une société étrangère que revient chez nous l'honneur d'être en quelque sorte,

¹⁾ Les Vaudois de notre ville, on l'a vu, avaient déjà créé une société de bienfaisance, qui ne devint mutuelle qu'en 1872.

la marraine de toutes nos sociétés mutualistes. A l'occasion de ce jubilé, les bannières de la société décoraient les parois de la salle et l'on remarquait en particulier le vieux drapeau de 48, aux franges de laine, témoin respectable des premières heures de cette belle et généreuse société ».

Depuis cette date, nous continuons de procurer aide et bienfaits parmi nos compatriotes malades ou nécessiteux et marchons vers le centenaire.

A. Bell.

4. La Société fraternelle de prévoyance

C'est le 16 novembre 1851 que fut fondée la Société fraternelle de prévoyance, par quelques citoyens désireux d'améliorer la situation des travailleurs, en assurant leur gain en cas de chômage causé par la maladie.

Dix-huit citoyens, presque tous de La Chaux-de-Fonds, réunis au Crêt-du-Loche, ont signé le procès-verbal mémorable de l'assemblée constitutive de la nouvelle société de secours mutuels.

Quatre ans plus tard, celle-ci comptait déjà 9 sections avec 1094 membres. Dès lors, avec de bons et de mauvais jours, elle se développa assez rapidement au cours des 92 ans qui nous amènent à notre époque actuelle.

La Société fraternelle de prévoyance compte maintenant 50 sections réparties dans tout le canton, avec plus de 9000 membres. Elle a distribué jusqu'à ce jour 9 millions de francs en indemnités diverses, soulageant ainsi un grand nombre de familles dont la situation eût pu devenir difficile par suite de la maladie d'un de leurs membres.

Parmi les sections, celle de La Chaux-de-Fonds est la première en date, puisque c'est de notre ville que l'initiative de la fondation de la société est partie. Elle n'est pas la plus importante par le nombre, car plusieurs sociétés se répartissent les mutualistes de notre ville. Mais c'est cependant l'une des grandes sections du canton.

Forte d'environ 250 sociétaires en 1894, elle passa à 319 membres en 1904, puis à 435 en 1914, à 548 en 1924, à 630 en 1934, et elle compte actuellement 650 membres, hommes et femmes. L'an dernier, elle a distribué à ses membres fr. 21,435.— en indemnités de chômage provoqué par la maladie. Une modeste indemnité funéraire de fr. 125.— vient apporter une aide appréciée aux familles frappées par le décès d'un des sociétaires.

P. Kehrly.

5. L'Union

La société philanthropique L'Union fut fondée en 1843 à Sonvilier, et en 1859 une section de cette société s'organisa à La Chaux-de-Fonds. Le nombre de ses membres s'éleva petit à petit pour atteindre aujourd'hui le chiffre de 400 membres.

Après avoir eu son local, durant de longues années, à la rue du Stand (Cercle catholique actuel), L'Union décida en 1911 de construire à la rue de la Serre 64 ses propres locaux plus vastes et mieux appropriés à son activité de cercle et de réunions familiales de ses membres.

La vie de la société fut longtemps en dehors de toute activité publique et sa présence se manifesta surtout par une aide discrète aux pauvres de la ville et aussi par le soutien, tant moral que financier, donné à ses vieux membres, incapables de travailler, tombés dans la gêne ou malades, ainsi qu'aux veuves et aux enfants de membres décédés.

L'Union est une société suisse qui poursuit un but moral et philanthropique. Elle respecte les convictions religieuses et les opinions politiques de chacun pour autant que celles-ci ne sont pas subversives. Elle demande à ses membres d'être de bons fils, de bons pères de famille, des amis sincères et loyaux, des citoyens aimant leur patrie.

L'Union toute entière compte environ 6000 membres répartis en plusieurs sections ou cercles. La majeure partie de ces cercles se trouve en Suisse romande et particulièrement dans notre Jura neuchâtelois et bernois. Le cercle de La Chaux-de-Fonds est le plus important. Aussi jusqu'à ces dernières années, seul le cercle de notre ville possédait sa maison avec de vastes locaux pouvant contenir 5 à 600 personnes. C'est pourquoi les réceptions bisannuelles de la société se font souvent à La Chaux-de-Fonds.

En 1932, un groupe de musiciens et de chanteurs de L'Union tentèrent de monter, au printemps, une opérette, spectacle assez rare chez nous et que seule une grande société pouvait entreprendre. Dès les premières représentations le succès fut considérable et il fut décidé que chaque année, à la même époque, on créerait une nouvelle opérette dont les spectacles furent attendus avec impatience par le public chaux-de-fonnier. Malheureusement, depuis la guerre, on dut suspendre provisoirement cette manifestation.

Aux fêtes de Noël ce sont 250 à 300 enfants qui sont invités à notre arbre de Noël ; et à Nouvel-An et au 1^{er} mars, le cercle offre

à ses membres et à leurs amis des spectacles variés et familiaux qui contribuent à resserrer les liens d'amitié entre les membres, leurs familles et leurs amis.

Le public prit ainsi plaisir à venir à notre cercle et cela incita d'autres sociétés de la ville à nous demander d'organiser sous notre patronage des soirées pour leurs sociétaires. Ensuite ce furent des sociétés d'utilité publique, et en particulier l'A. D. C., qui nous demandèrent d'utiliser nos locaux, ce qui fut accepté avec plaisir ; et c'est ainsi qu'une de leurs dernières manifestations, le Comptoir de l'artisanat et des industries nouvelles, fut organisée en 1942, dura 10 jours et eut un grand succès.

6. La Solidarité

La Solidarité, société de secours mutuels en cas de maladie et accidents, a été fondée en 1872, par un groupe d'ouvriers horlogers. Elle se développa très rapidement et compta, après quelques années d'activité, plusieurs centaines de membres. Depuis 1916, elle est reconnue par l'Office fédéral des assurances sociales à Berne et reçoit également les dames.

A ce jour, La Solidarité a versé à ses membres près d'un million de francs pour indemnités maladie, accidents, accouchements et décès. Elle étend son activité à tout le canton de Neuchâtel.

Ch. Liechti.

7. Le Lierre

En 1881, le 12 juin, au cours d'une promenade où l'on parla de mutualité, Le Lierre, société philanthropique de dames fut fondé par neuf femmes de coeur, toutes femmes d'ouvriers, décidées à s'entraider dans la maladie.

Rapidement leur nombre augmenta et, pendant quelques années, une cotisation mensuelle de fr. 1.— permit de payer une indemnité de fr. 1.50 par jour pendant un mois dans une année. Pour aider plus efficacement pendant les longues maladies, un rameau fut créé en 1895, Le Groupe, institution facultative, qui rend bien des services. En 1914, Le Lierre accepte le contrôle de l'Office fédéral des assurances sociales afin d'obtenir des subventions pour lui aider dans sa tâche.

Actuellement l'indemnité journalière en cas de maladie est de fr. 2.50 par jour pendant 120 jours et de fr. 1.— pendant 240 jours dans une période de 540 jours.

En 1911, sur l'initiative de M^{me} Marie Bolliger, alors présidente, il a été établi une assurance au décès, moyennant une cotisation minime de fr. 0.50 par mois. L'assurance paie à chaque décès fr. 200.—. Après 25 années d'existence, la société comptait 190 membres, actuellement son effectif est de 551 sociétaires.

En 60 ans, Le Lierre a payé pour indemnité de maladie fr. 470,000.— ; assurance décès fr. 65,200. —.

Durant cet espace de temps, Le Lierre a eu cinq présidentes. Chacune d'entre elles a pris sa tâche à coeur et a apporté des modifications et améliorations à notre société. M^{me} Lydie Richard, fondatrice, a été présidente pendant 23 ans.

Le Lierre est la seule association exclusivement féminine de ce genre en notre ville.

L. Steiner.

8. La Paternelle

La Paternelle vit le jour en 1885.

La lecture des procès-verbaux de l'époque nous révèle que le mardi 17 mars 1885 les citoyens Jules-Aug. Dubois, visiteur, Ferdinand Porchat, rédacteur, Charles-François Redard, boulanger et cafetier et Ulrich Waegeli, comptable, étaient réunis au Café Redard, rue du Parc 11, et décidaient de se mettre à l'oeuvre pour doter La Chaux-de-Fonds d'une société de secours mutuels aux orphelins, analogue à celles qui existaient à Genève depuis 1875, à Lausanne depuis décembre 1884.

L'appel lancé aux pères de familles rassembla une cinquantaine de citoyens qui se prononcèrent à l'unanimité, par un vote de principe, en faveur de la fondation d'une telle société qui prendrait nom de *La Paternelle*.

Les statuts furent adoptés dans une réunion ultérieure et le 25 juin le comité responsable était nommé par une assemblée groupant 72 personnes et le travail effectif commença.

La première assemblée générale statutaire eut lieu le 5 mars 1886, à l'Hôtel de Ville. Le nombre des sociétaires s'élevait à 116 assurant 291 enfants.

Le premier décès se produisit en avril 1887, l'enfant unique de ce sociétaire fut mis au bénéfice d'une pension mensuelle de fr. 5.—.

Le bel élan du début s'éteignit assez rapidement. Le recrutement ne répondit pas à l'attente générale ni aux efforts du comité. En 1891, l'effectif ne se montait qu'à 126 membres assurant

428 enfants et tombe à 69 membres dix ans plus tard. De 1901 à 1905, la situation s'aggrave encore malgré les efforts du comité et à la fin de cet exercice il ne reste plus que 52 sociétaires assurant 118 enfants.

Les années 1906 à 1908 furent fertiles en discussions et projets. On envisage l'entrée de La Paternelle dans la Caisse cantonale d'assurance populaire. Mais l'assemblée générale du 27 juillet 1907 maintient à l'unanimité le statu quo et porte la pension de fr. 5.— à fr. 8.—.

A cette date, l'effectif n'est plus que de 46 membres assurant 101 enfants. La fortune ascende à fr. 30,000.—.

En septembre 1908, les statuts firent l'objet d'une révision générale et une équipe rajeunie prit en mains les destinées de La Paternelle sous la présidence de M. Henri Bühler.

L'assemblée générale de février 1909 adopta les nouveaux statuts et fixa une indemnité de fr. 50.— au décès d'un sociétaire. Le recrutement est repris activement. L'effectif monte lentement car il faut combler les vides laissés par les sorties des enfants arrivant à la limite d'âge. A fin 1912, on enregistre une augmentation de 43 membres pour la période 1908-1912.

Après 10 ans d'activité, M. Henri Bühler remet la présidence à son secrétaire, M. Hermann Schorpp, qui la conserve pendant 7 ans au cours desquels un gros effort a été fait pour développer la société. A titre de propagande un premier arbre de Noël eut lieu en décembre 1920 ; il eut un beau succès qui engagea le comité à récidiver chaque année. Après la grande salle du Stand devenue trop petite, ce fut le local de la Croix-Bleue, puis Beau-Site, et enfin seule la grande Salle communale (1100 places) permit de réunir la grande famille de La Paternelle. Actuellement cinq représentations consécutives sont nécessaires (deux le samedi, deux le dimanche et une le lundi soir) pour que toutes les familles de la section de La Chaux-de-Fonds puissent y participer.

En février 1921, le Fonds spécial de secours, destiné à venir en aide aux sociétaires gênés dans le paiement de leurs cotisations, reçoit une extension en ce sens qu'il pourra aussi être mis à contribution pour secourir les veuves et orphelins dans le besoin. Les cotisations des membres philanthropes (membres passifs), les amendes, les dons, les cotisations volontaires des membres actifs, les bénéfices des festivités de Noël et des matches au loto sont versés à ce Fonds. Le montant payé par le Fonds spécial de secours à nos veuves et orphelins s'élève à ce jour à fr. 54,000.— auxquels vient

s'ajouter une somme de fr. 14,000.— prime d'assurance-maladie des orphelins.

En 1924, une section est créée au Locle.

Peu de temps après la décision est prise de lancer, avec l'autorisation de l'Etat, une grande loterie au profit d'un Fonds de Noël à constituer. Le résultat fut superbe puisqu'il permit de capitaliser fr. 17,500.— avec la vente de 20,000 billets à fr. 1.—. Trois ans après ce Fonds s'élevait à fr. 20,000.— par le cumul des intérêts. Suivant décision du comité les intérêts doivent garantir tout déficit des fêtes de Noël, mais jusqu'ici ceux-ci ont servi à alimenter le Fonds spécial de secours.

Le 40^{me} anniversaire de La Paternelle fut commémoré le 7 novembre 1925. Les veuves et orphelins ne furent pas oubliés à cette occasion.

En février 1926, M. Hermann Schorpp exprima le désir de se retirer pour cause de santé. L'effectif était alors de 416 membres actifs assurant 730 enfants. La succession fut reprise par M. Albert Jeannet qui présida pendant trois ans seulement au bout desquels, pour des raisons professionnelles, il dut, bien à regret, passer la main. Sa présidence fut marquée par un recrutement massif grâce à la collaboration de M. Georges Montandon, président de la commission de recrutement. Au départ de M. Jeannet, La Paternelle comptait 900 membres actifs assurant 1600 enfants.

M. Julien Kormann, instituteur, accepta la présidence en avril 1929, et La Paternelle continua à progresser. Dès 1930, une Commission des apprentissages en faveur de nos orphelins s'occupe de leur placement dès leur sortie de l'école ; elle respecte généralement leurs désirs quant à la profession ; elle les suit tout au long de leur stage. Le président de cette commission, M. Emile Rutti, en charge depuis sa fondation, se dévoue corps et âme à sa noble tâche. Quelques chiffres illustreront et feront comprendre la nécessité de cette commission :

66 orphelins ont terminé leur apprentissage. 19 ont subi avec succès l'examen final et obtenu le certificat de capacité ou le diplôme pendant les années 1941 et 1942. 56 orphelins sont actuellement en place et suivis de près par cette commission.

Presque en même temps, le comité prenait la décision d'assurer, pour les $\frac{3}{4}$ des frais médicaux et pharmaceutiques, tous les orphelins contre les conséquences de la maladie, les frais en résultant étant supportés par le Fonds spécial de secours. Comme dit plus haut la dépense s'élève à ce jour à fr. 14,000.—.

L'année 1932 voit la conclusion, après bien des pourparlers, d'un contrat de réassurance de nos risques avec la Caisse cantonale d'assurance populaire. Si nous avons dû sortir de notre caisse une somme rondelette (environ fr. 40,000.—) pour couvrir les risques en cours, nous avons la satisfaction d'avoir fait oeuvre utile en donnant à nos orphelins actuels et futurs les garanties de sécurité auxquelles ils ont droit.

Le 15 février 1935, une section est fondée au Vignoble avec siège à Peseux-Corcelles. Elle prend tout de suite de l'extension et au bout de deux ans elle compte déjà 174 membres actifs et 60 philanthropes, grâce à l'activité d'anciens Chaux-de-Fonniers émigrés dans ces parages. Cette région de notre canton s'étendant du Landeron à Vaumarcus ne facilite pas la tâche du comité en charge, aussi sur l'initiative de M. Hermann Schorpp, président d'honneur, avec la collaboration d'amis dévoués, il a été constitué, le 12 octobre 1937, une nouvelle section de Colombier et environs dont le rayon d'action s'étend d'Auvernier à toutes les localités de l'ouest.

Le cinquantenaire de La Paternelle est fêté avec enthousiasme en décembre 1935 ; le comité marque cette date en remettant à chaque enfant assuré et aux orphelins une cuiller à soupe en métal argenté aux armes de la société.

L'effectif est alors de 1587 membres actifs assurant 2721 enfants.

Une nouvelle section est fondée à Neuchâtel à fin 1938 avec entrée en fonction le 1^{er} janvier 1939. A cette occasion un remaniement général du plan d'activité des sections du Bas est élaboré : la section de la région de Peseux-Corcelles-Cormondrèche prend le nom de La Côte, celle de Colombier et environs prend le nom de Section du Vignoble. Ces trois sections se partagent le travail de propagande et de recrutement.

Le comité de La Chaux-de-Fonds, tout en s'occupant des membres de son district et des externes non-incorporés dans une des sections, fonctionne aussi comme Comité directeur cantonal.

L'année 1939 voit le commencement de la deuxième guerre mondiale, mais le travail de recrutement n'en continue pas moins dans tout le canton, l'heure est propice, les mobilisés, conscients de leurs responsabilités envers leur famille, demandent leur entrée ; des facilités (mise d'entrée réduite pour ceux qui sont longtemps sous les armes) leur sont accordées.

Vers la fin de 1941, la création d'une nouvelle section au Val-de-Travers est décidée ; elle se développe aussi rapidement, mais ce district est vaste et son comité a un gros travail sur les bras.

1943 voit la réalisation d'un désir longtemps caressé par le Comité directeur dont le Bureau est trop chargé. Il est donc décidé de constituer aussi une section à La Chaux-de-Fonds avec comité responsable comme dans les autres sections et de nommer un Comité cantonal dont le siège et le Bureau seront à La Chaux-de-Fonds, berceau de La Paternelle, avec représentation de chacune des sections. Cette décision est ratifiée par toutes les sections. Le 1er juillet 1943, le comité local de La Chaux-de-Fonds entre en fonctions.

En 58 ans et particulièrement au cours des 20 dernières années, La Paternelle a fait du chemin sans recevoir d'aide des pouvoirs publics dont elle décharge l'assistance. L'esprit de solidarité et de mutualité de ses membres et le dévouement de ses comités l'ont amenée à ce qu'elle est aujourd'hui ; le tableau ci-dessous illustre encore mieux sa belle, grande et bienfaisante activité.

A. Jeannet.

Tableau de l'activité de « La Paternelle »

Années	Effectif		Capital social	Disponible en fonds spécial	Orphelins	Taux de la pension	Pensions payées	*** Cotisations encaissées	Taux de l'indemnité au décès	Cotis. de la réassurance CCAP
	Actifs	Enfants								
1885	112	304	1,482.—	—	—	5.—	—	910 —	—	—
1907	46*	100	28,350.—	—	6	8.—	456 —	615 —	—	—
1913	85	159	34,000.—	300 —	4	15.—	785.—	970.—	50.—	—
1915	98	186	35,700.—	400.—	8	12.—	1,264.—	1,181.—	50.—	—
1920	154	288	42,000.—	810.—	9	12.—	1,392.—	1,626.—	50.—	—
1925	416	730	56,800.—	810.—	13	12.—	1,892.—	4,077 —	50.—	—
1930	1092	1967	85,500.—	6,450.—	28	12 —	4,296 —	11,065.—	100.—	—
1932	1262	2251	**59,800.—	8,380.—	39	12.50	5,193.50	12,787.—	100.—	10,787.50
1935	1656	2825	62,700.—	7,800.—	66	12.50	8,675.—	15,472.—	100.—	11,176.—
1940	2278	3782	65,000.—	8,770.—	105	12.50	15,287.50	20,666 —	100.—	16,718.05
1942	2515	4338	68,000.—	10,850.—	112	12.50	16,562.50	22 750 —	100.—	18,764.75
1943 (31. X.)	2637	4450	—	—	125	12.50	—	—	100.—	—

*Minimum de l'effectif en 58 ans.

**Après prélèvement de fr. 40,000.— pour réassurance à la CCAP.

***La cotisation est de 50 ct. par mois et par enfant.

Fr. 12,900.— d'indemnités au décès payées depuis 1909 à ce jour.

Fr. 209,000.— de pensions payées depuis 1885 au 31 octobre 1943.

Fr. 68,000.— allocations spéciales (y compris cotisations d'assurance-maladie des orphelins) payées depuis 1921 au 31 octobre 1943).

298 orphelins pensionnés depuis 1885.

125 rentes en cours.

9. Société mutuelle et philanthropique La Bernoise - Berner Verein

Le 24 janvier 1888, à 9 heures du soir, une vingtaine de citoyens étaient réunis au Café Kunz, dans le but de fonder une société mutuelle et philanthropique qu'ils baptisèrent « La Bernoise-Berner Verein ».

Le premier livre de caisse relate 206 mises d'entrée à fr. 5.—.
L'effectif des membres augmenta par l'incorporation des sociétés suivantes :

Le 1^{er} janvier 1908 : « L'Argovienne ».

Le 1^{er} juillet 1908 : « La Bienfaisante ».

Le 1^{er} janvier 1934 : « La Schaffhouseoise ».

Le 28 janvier 1938, La Bernoise fêtait son cinquantenaire. Elle remit à cette occasion un gobelet dédié à neuf membres fondateurs vivant encore à cette date.

Au 31 décembre 1942, la société comptait 668 membres. Sa fortune ascendait à fr. 57,000.—.

De sa fondation au 31 décembre 1942, La Bernoise a versé les indemnités suivantes :

Secours de maladie fr. 483,488.— ; secours de décès fr. 10,350.— ; fonds de bienfaisance fr. 2,716.—. Total fr. 496,554.—.

Quoique fondée par d'authentiques Bernois, la société a admis plus tard et reçoit aujourd'hui toute personne (homme ou femme) habitant le district de La Chaux-de-Fonds.

E. Primault.

10. La Mutuelle

L'assemblée préparatoire à la fondation de La Mutuelle a eu lieu le mardi 27 mai 1890, au Café Vaudois, en ville, sous la présidence de M. Charles Dürr. Selon les procès-verbaux originaux encore en notre possession « 30 citoyens étaient présents » lors de cette assemblée constitutive.

La création de la société est due à l'initiative de quelques membres de la Société ouvrière d'épargne, qui avait fait circuler une première liste pour les inscriptions de membres.

Après la première assemblée, le nombre des membres inscrits était de 202 personnes. Mais en 1910, l'effectif était tombé à 179 seulement. En 1916, la Mutuelle acceptait les membres féminins, ce qui apporta un fort contingent de nouveaux sociétaires.

En 1932, nous nous réassurons définitivement auprès de la Caisse cantonale d'assurance populaire à Neuchâtel, pour notre Caisse au décès.

Voici les chiffres éloquents de l'activité du dernier exercice, soit au 31 décembre 1942 :

Effectif de la société: 408 membres (dont 184 dames).

Fortune de la Mutuelle:	Fr. 30,675.62.
Caisse de bienfaisance:	» 550.25.
Indemnités versées: 10 accouchements	Fr. 1,260.—
3948 journées de maladie payées, soit	» 8,373.40
Total des indemnités versées en 1942	<u>Fr. 9,633.40</u>

F. Bihler.

11. La Mutuelle helvétique

C'est dans le courant de l'année 1893 que fut fondée la Mutuelle helvétique, par un groupe de citoyens originaires du Tessin, sous la dénomination: « La Mutuelle helvétique, Caisse de secours en cas de maladie et accidents, à La Chaux-de-Fonds ». Constituée par une quarantaine de membres, elle avait son local chez un nommé Hoffmann, maître boulanger et cafetier, qui se trouvait dans l'immeuble rue Jaquet-Droz 50. Ces Tessinois, pour la plupart des ouvriers du bâtiment, saisonniers, venaient chaque année à la bonne saison, c'est-à-dire à l'une des époques les plus florissantes de notre ville, soit dans la période où il se construisait de 80 à 90 immeubles par année ¹⁾.

Aucun Suisse d'autres cantons, ni un étranger, ne pouvait faire partie de l'Association. Le règlement était formel, décrétait l'obligation d'un certificat médical du candidat, une mise d'entrée de fr. 5.—, une cotisation mensuelle de fr. 1.50, pour un secours en cas de maladie et accident de fr. 2.— par jour, pendant une période de 90 jours. La déclaration médicale constatant la nature et la cause de la maladie ou de l'accident était obligatoire, et la signature du médecin devait être légalisée par la municipalité de domicile pour les membres habitant au dehors. Il est évident qu'une société formée dans ces conditions-là voyait son effectif stationnaire, même diminué, vu le nombre très restreint des Tessinois habitant notre localité.

Il fallut, au bout de peu de temps et sur la demande de plusieurs sociétaires, reviser les statuts et déclarer que la Société accepterait à l'avenir tout citoyen suisse et même étranger dans son sein et de n'importe quelle profession, de 18 à 40 ans. De cette façon, le recrutement ne se fit pas attendre, les finances s'améliorèrent d'autant, les commissaires aux malades veillaient avec soin, les abus étaient réprimés sévèrement et étaient suivis d'une ra-

¹⁾ Voir pages 480, 566 et 571.

diation sans délai du membre profiteur. La Caisse au décès était alimentée par une cotisation de fr. 0.25 perçue par les dizéniers, qui faisaient leur tournée le dimanche matin. Au dehors, les cotisations étaient prises par remboursement postal ; les membres étaient radiés après trois mois de retard. La Caisse au décès payait au début une indemnité de fr. 50.— et plus tard fr. 100.—.

La Mutuelle helvétique se développa d'année en année, à tel point qu'en 1918, elle accusait un effectif de 600 membres. C'est dans le courant de 1915 que la Société a demandé sa reconnaissance à l'Office des assurances sociales à Berne (Loi sur l'assurance maladie et accidents de 1911).

Le règlement a subi de ce fait une réforme complète. Ce ne fut pas une petite affaire !

Quand en 1914, quelques semaines avant la guerre, le Bureau du comité fit la proposition aux membres d'étudier la demande de reconnaissance à Berne, le Comité la refusa ; quelques membres menacèrent même de démissionner ; un seul a tenu parole et s'en est allé, disant « que nous n'avions pas à changer notre système, qui était très bien, et que l'on n'avait pas à traiter avec Berne, que nous devions rester pour nous en faisant de la mutualité et non pas de l'administration ! »

Le bureau du Comité dut présenter un nouveau rapport, suivi d'une étude plus complète, et réussit à faire comprendre, surtout aux vieux membres, les avantages dont bénéficierait la Société : augmentation des prestations, subside de la Confédération, paiement des trois quarts des frais de médecin et pharmacie, augmentation de l'indemnité au décès, indemnité aux veuves et orphelins et institution de la Caisse d'entraide, qui vient en aide à ceux qui, subissant une longue période de maladie, arrivent à la fin de leurs prestations statutaires. Le nouveau rapport fut admis par la Société lors de son assemblée générale de 1915.

Il en est des sociétés comme de tout individu qui possède son caractère propre, sa façon de penser et de travailler. La Mutuelle helvétique a été fondée par des éléments travailleurs, économes, et surtout au coeur sensible et généreux ; leurs vues, leurs idées, étaient de secourir financièrement leurs compatriotes tombés malades ou accidentés ; un bon nombre de ces derniers passaient les hivers dans leur beau pays du Tessin et revenaient chez nous au printemps, d'autres s'étaient mariés et familiarisés dans leur canton adoptif, où ils s'étaient définitivement établis. Aujourd'hui vivent encore les trois derniers fondateurs de la Société, âgés de

plus de 80 ans ; l'un s'est retiré depuis longtemps dans son village, à Stabio, le second à Ponte Tresa, et le troisième à Bevaix.

La Mutuelle helvétique atteint actuellement ses 2200 membres et ses dirigeants ont toujours eu les mêmes principes que les fondateurs : choisir des hommes dévoués à la cause de la mutualité, leur faire comprendre le but de celle-ci, bannir l'idée de profit, penser à ceux qui souffrent.

Si les dépenses n'étaient que de quelques centaines de francs les premières années, elles augmentèrent en même temps que l'effectif. C'est ainsi que notre Mutuelle a payé à ses membres en indemnités de chômage, des frais médicaux et pharmaceutiques, de décès, de veuves, d'orphelins et d'entraide spéciale, ainsi que des frais d'hospitalisation dans des hôpitaux, sanatoriums, établissements de bains, etc., une somme globale de fr. 90,000.— par année. Les prestations payées depuis la fondation montent à fr. 1,175,000.—. La fortune de la société qui représente la réserve qui pourra nous permettre de faire face aux charges provoquées par une épidémie, s'élève actuellement à la somme de fr. 117,000.—. Signalons que nos statuts précisent qu'il faut être *régulièrement* domicilié à La Chaux-de-Fonds pour être reçu membre de la Mutuelle Helvétique ; outre les personnes majeures, hommes et femmes, elle assure également les enfants dans lesquels sont compris tous les orphelins de La Paternelle.

A. Maistre.

12. Le Laurier

La caisse d'indemnité en cas de maladie et d'accident Le Laurier a été fondée le 1^{er} octobre 1895. L'association a pour but de procurer à ses membres, par la mutualité, des indemnités en cas de maladie et d'accident ainsi qu'aux survivants de ses membres décédés. Son rayon d'activité s'étend à la Paroisse catholique romaine de La Chaux-de-Fonds.

Deux périodes bien distinctes peuvent être distinguées et mentionnées dans l'histoire de l'association.

1. — 1^{er} octobre 1895—31 décembre 1932.

1896. Effectif 82 membres. Recettes fr. 1,718.16. Dépenses fr. 1,187.80.

1932. Effectif 167 dames, 138 messieurs, total 305, âge moyen 38 ans. Recettes fr. 10,174.15, dépenses fr. 10,024.65, indemnités globales versées fr. 133,000.—.

2. — 1^{er} janvier 1933—31 décembre 1943.

1933. La société franchit une étape décisive et concluante, en réorganisant la caisse d'après les principes de l'Office fédéral des assurances sociales. Elle est reconnue par Berne le 1^{er} janvier 1933.

1942. Effectif 225 dames, 193 messieurs, total 418, âge moyen 38 ans 11 mois. Recettes fr. 22,279.25, dépenses fr. 22,215.35, indemnités globales versées fr. 112,000.—.

1943. L'association revise ses statuts le 1^{er} janvier et accorde 360 jours d'indemnité dans 540 et comprend 6 classes de fr. 1.50 à fr. 6.— d'indemnité. Fin octobre, effectif 234 dames, 195 messieurs, total 429. 7 membres fondateurs sont encore en vie.

M. Borruat.

Une association née de la mobilisation :

L'Union neuchâteloise des mobilisés

Section de La Chaux-de-Fonds

L'Union des mobilisés qui compte dans notre pays plus de 30,000 membres est aussi représentée en notre ville par une très active section à laquelle se rattachent près de 1500 adhérents.

Fondée peu après la mobilisation générale, l'U. D. M. a entrepris une tâche particulièrement pressante et nécessaire : la défense du mobilisé et de sa famille.

En raison de l'accroissement de notre effectif, un secrétariat permanent fut institué en 1942 (rue Léopold-Robert 8). Chaque semaine, des camarades dévoués examinent les nombreux cas qui leur sont soumis. Un service de renseignements fort bien organisé fonctionne sous le contrôle de juristes distingués. Un dossier complet et détaillé est constitué pour chaque cas en particulier. De cette manière, il nous a été possible de sauvegarder, à titre absolument gratuit, les droits de plusieurs centaines de mobilisés. Les démarches entreprises par nos soins sont infiniment variées : assurance militaire, caisse de compensation, loyers, impôts, salaires, etc., etc.

Un service de placement nous a également permis de trouver du travail à plusieurs camarades qui, à la suite d'une période de service actif, se trouvent sans aucune occupation. Dans certains cas nous avons également pu fournir de la main-d'oeuvre à des employeurs qui nous en avaient fait la demande.

L'U. D. M. ne cherche pas uniquement à défendre les intérêts particuliers des soldats lorsqu'ils sont en difficulté avec l'assurance militaire, la caisse de compensation ou toute autre cause de mécon-

tentement. Elle s'occupe aussi très activement des questions sociales afin de sauvegarder les intérêts de tous les mobilisés pendant et après la guerre.

Nos membres se recrutent dans tous les milieux de la société, sans que la question de la politique ou de la religion entre en ligne de compte.

Ajoutons enfin que notre association organise régulièrement des conférences et spectacles fort appréciés. Ainsi se renoue au civil, le lien qui unit tous les soldats sous le gris-vert.

LA VIE DE SOCIÉTÉ

I.

LES SOCIÉTÉS DE JEUNESSE¹⁾

1. Les Eclaireurs suisses

Les premières patrouilles de scouts ont fait leur apparition dans notre ville en 1911. Dès le début, le mouvement éclaireur connut un grand succès que la guerre vint malheureusement freiner. Chaque année une réunion cantonale avait lieu à la Tourne et c'était un spectacle bien curieux d'y rencontrer toutes les sections du canton, si différentes dans l'uniforme, le matériel ou l'organisation.

De 1914 à 1918, la plupart des chefs étant mobilisés, seules les troupes où l'idéal éclaireur était très vivant subsistèrent et atteignirent sans trop de dégâts 1920.

Dès cette année-là le scoutisme prit une importance nouvelle, du fait qu'on voyait en lui un moyen efficace pour panser les blessures morales causées par la guerre et pour réconcilier la jeunesse de tous les pays. C'est pourquoi on vit naître les « Jamboree », camps internationaux qui se tenaient (jusqu'en 1939) tous les quatre ans et où les scouts de tous les pays du monde envoyaient des délégations importantes.

Au contact d'éclaireurs étrangers, la technique scout de notre pays se perfectionna et grâce aux stocks américains on commença à camper sous tente. L'indianisme fit son apparition dans les troupes.

En 1921, on essaya de faire un camp cantonal à Planeyse et celui-ci eut un tel succès que l'expérience fut renouvelée chaque année.

Ce n'est que depuis 1927, année qui vit une nouvelle organisation cantonale plus souple et plus effective, que le mouvement éclaireur

¹⁾ Pour les sociétés religieuses, voir le chapitre « Vie religieuse ».

commença à acquérir droit de cité dans toutes les régions du pays. Il est reconnu comme étant une méthode d'éducation nationale, capable de donner au pays les hommes de devoir que les temps troublés que nous vivons réclament impérieusement.

La guerre actuelle n'a heureusement pas entravé le mouvement car, vu la bonne organisation et la prévoyance des dirigeants, les chefs mobilisés furent immédiatement remplacés par de plus jeunes.

L'effectif actuel des troupes de la ville s'élève pour le groupe du « Vieux-Castel » à 140 éclaireurs, louveteaux, routiers et chefs, pour le groupe « La Rochelle » à 80 sur un total de 22,000 pour toute la Suisse.

Julien Schneider et Fernand Perret.

2. Les Eclaireuses

En 1928, quelques jeunes filles entraînées par leurs frères, par leurs amis qui sont éclaireurs, enthousiasmées par les livres qu'avait fait paraître le chef scout mondial Baden-Powel, sur la création d'associations scoutées féminines, décidèrent, elles aussi, de fonder un groupe d'éclaireuses. Elles firent appel alors à M^{lle} Annette Wasserfallen qu'elles surnommèrent « Cascade » et qui fut leur première cheftaine. Ce premier noyau se réunit dans un sous-sol que leur prête une éclaireuse, puis sous les combles du collège de l'Ouest. Puis les camps se sont succédé et c'est Montézion (1934), La Tuillière (1936), Chevroux (1937), Trient (1938), Gödölö (Hongrie 1939) le camp international, auquel prit part une seule Chaux-de-Fonnière, et enfin Sugiez (1941).

En 1941, M^{lle} Suzy Guilloud fonda une seconde section. Les Eclaireuses participent à des ventes d'insignes, de chocolat au profit de la Croix-Rouge, du Dispensaire, des Amies de la jeune fille. Elles confectionnent des layettes pour des bébés. Elles distribuent des paniers de Noël à des vieillards et à des familles indigentes. Cette jeunesse scout augmenta sans cesse puisque de 60 en 1933, elle passe à 74 en 1942.

En 1936, les Eclaireuses inaugurent un nouveau local, rue des Tourelles 17, elles organisent un buffet, le 15 octobre 1936, une soirée à la Croix-Bleue lors du X^{me} anniversaire, le 30 octobre 1938, et en octobre 1941 une vente intime dans leur local et en 1942 enfin, le 31 octobre, une grande vente au local du Sapin. Un comité présidé par M^{me} Charles Juillard les soutient et les conseille.

S. Guilloud.

3. Les Auberges de jeunesse

A l'origine du mouvement des Auberges de la jeunesse se trouvent les Wandervögel, groupes de jeunes gens abstinents qui remirent en honneur les voyages à pied, logeant chez l'habitant, en chalet, dans les granges ou sous la tente. Plus tard, quelques abris précaires furent créés. C'est en 1926 que fut fondée la Fédération suisse des Auberges de la jeunesse.

En 1930, le délégué de La Chaux-de-Fonds au Comité cantonal de la Société pédagogique fit part à ses collègues de la documentation dont il disposait et démontra le grand avantage de cette nouvelle institution pour favoriser les voyages à pied, à bicyclette et pour permettre des excursions scolaires plus lointaines mais sans frais excessifs. Un questionnaire fut adressé aux sections de districts et aux Commissions scolaires du canton demandant quels locaux elles pourraient recommander ou mettre à la disposition des classes pour y abriter les élèves au moment des pique-niques ou en cas de mauvais temps. Plusieurs commissions scolaires répondirent favorablement.

Les directeurs du Gymnase et de l'Ecole primaire de notre ville, favorables au mouvement, durent remettre à plus tard la réalisation des projets, vu la crise économique.

Le mardi 4 juillet 1933, sur l'initiative du comité régional de Berne, une assemblée fut réunie à la salle Ed. Stébler, au Gymnase. Elle comprenait des directeurs d'écoles, le secrétaire de Pro Juventute, des délégués des sociétés sportives et touristiques de la région. Sous la présidence de M. Lalive, directeur du Gymnase, une discussion animée aboutit à la nomination d'un comité provisoire comprenant : MM. A. Lalive, directeur du Gymnase, G. Schelling, directeur des Ecoles primaires et J. Rochat, secrétaire de Pro-Juventute. Tôt après, les statuts de l'Association jurassienne des Auberges de la jeunesse furent élaborés, soumis au comité de la Fédération puis aux diverses associations intéressées.

La séance constitutive eut lieu le 19 mars 1934. Un nombre restreint de groupements divers : Pro Juventute, Commune de La Chaux-de-Fonds, Club alpin, section La Chaux-de-Fonds, Gymnase, A. D. C., Avant-coureurs, devinrent membres fondateurs. Dès que les statuts furent mis au point, les offres de locaux pour l'installation d'auberges de la jeunesse dans le canton ne tardèrent pas à venir : Home pour jeunes filles, Fritz-Courvoisier 8 ; Maison

des Chevaliers de la paix, à la Borcarderie près Valangin ; vieil immeuble au Champ-du-Moulin, etc...

Le premier comité définitif se réunit sous la présidence de M. Georges Tuetey, inspecteur des Ecoles, le 31 octobre 1934 ; l'association se constitua en « Section neuchâteloise », et non plus jurassienne, par l'adjonction d'un délégué par district de la Société pédagogique ; M. Julien Rochat, secrétaire des Ecoles, devint secrétaire-caissier de la nouvelle association.

Le secrétariat commença immédiatement le service des cartes de membres. La première mise de fonds est due à Pro Juventute. De 1934 à 1937, le Bureau cantonal, siégeant à La Chaux-de-Fonds, s'occupa de diverses offres de locaux et rechercha des ressources financières. La maladie, puis la mort de son président, M. Georges Tuetey, interrompit son activité pendant plusieurs mois. M. J. Rochat fit des démarches pour reconstituer le comité ; M. Henri Huguenin, maître au Technicum, accepta le poste de président.

La Loterie neuchâteloise, puis la Loterie romande ont été, après Pro Juventute, les marraines généreuses de l'Association neuchâteloise des Auberges de la jeunesse.

Dès 1937, le nouveau comité se mit en rapport avec le Conseil communal de notre ville pour hâter l'ouverture, avec sa collaboration, d'une première Auberge de jeunesse digne de ce nom dans le canton. On parla tout d'abord du Collège de la Citadelle désaffecté, puis de celui de l'Abeille également libre et qui avait l'avantage de posséder un concierge dans le bâtiment. Des plans d'aménagement pour deux dortoirs et un réfectoire furent étudiés par les services communaux et le Conseil général vota un crédit de fr. 4,000.—.

La Société des cafetiers, qui avait pris position contre l'ouverture d'une Auberge de la jeunesse en notre ville, demanda une entrevue au cours de laquelle le caractère et le but de ces institutions furent clairement exposés. Cette mise au point fit tomber l'opposition de ces messieurs.

Les travaux furent menés rapidement si bien que, en janvier 1938, le Conseil communal et le Conseil général purent visiter les installations : un dortoir pour jeunes filles (12 places), un pour garçons (20 places), soit 32 couchettes confortables, avec sommiers métalliques et chaudes couvertures de laine ; une salle commune avec vaisselle, batterie de cuisine et réchauds à gaz pour cuisiner ; un vestibule, deux vestiaires et deux W. C. Les 29 et 30 janvier, l'Auberge fut ouverte au public.

Le coût total, réparations et installation, s'est élevé à fr. 8,000.— dont fr. 4,000.— à la charge de la Commune qui continue d'ailleurs à faire sa large part en faveur de cette oeuvre de jeunesse, puisqu'elle ne réclame aucune location.

Le premier touriste qui séjourna dans la nouvelle Auberge et dont le nom figure en tête du registre des passagers est un jeune homme de Neuchâtel, en date du 3 février 1938.

Le comité cantonal et la première assemblée générale furent convoqués à La Chaux-de-Fonds pour permettre aux participants de visiter la nouvelle Auberge neuchâteloise.

Dès lors, de nouvelles transformations dues à l'extension des services communaux obligèrent l'auberge de la jeunesse à s'installer dans d'autres locaux, mais toujours dans le même bâtiment. Le nombre des couchettes pour garçons fut porté à 32, celui des filles à 18, plus 24 couchettes de réserve destinées à faire face à l'affluence constatée à certaines époques (Pentecôte, fêtes régionales, etc.) et permettant le logement de deux classes en excursion. Des douches chaudes ont été installées.

En 1941, un certain nombre de membres de La Chaux-de-Fonds (qui sont plus d'une centaine) se sont constitués en groupement local ; il organise des excursions dominicales, des camps de vacances de plusieurs jours et des causeries avec ou sans projections.

La fréquentation de l'auberge de notre ville, depuis sa création à ce jour, est la suivante :

1938	409	nuitées
1939	343	»
1940	277	» (plus les internés)
1941	622	»
1942	691	»

En septembre 1938, l'auberge accueillit un camp international des Auberges de jeunesse en excursion dans le Jura. En 1940, après la débâcle française, ce fut le tour d'aviateurs français et de soldats polonais réfugiés en Suisse. Des soldats suisses, la D. A. P. occupèrent aussi à plusieurs reprises les locaux de l'Abeille.

Grâce à l'activité du bureau de La Chaux-de-Fonds, les auberges suivantes ont été successivement ouvertes dans le canton :

Fleurier (décembre 1938) ; Chuffort s. Villiers (décembre 1938) ; Gorgier (mars 1940) ; Neuchâtel (mars 1942).

J. Rochat.

II.

LES CERCLES¹⁾, LES SOCIÉTÉS PATRIOTIQUES ET MILITAIRES

1. Le Cercle du Sapin

« Quand tschacon s'aide nion ne se crève » ! Ce mot, compris de tous, érigé en maxime, a une double signification pour les membres du Cercle. Tout d'abord, il leur rappelle que la *Société du Sapin* a été fondée le 29 juillet 1857 pour conserver et développer le dialecte dit « patois des Montagnes ».

Ce culte du patois était pour M. Ami Huguenin (1794-1868), l'instigateur du mouvement, et ses amis, une forme de patriotisme, le vieil idiome symbolisant le caractère du montagnard, l'intention était de lui conserver son originalité, sa simplicité, sa gaieté. Mais, le patois passait déjà, à l'époque, à l'état de langue morte. Aussi, l'usage prescrit s'avéra-t-il, au bout de quelque temps, difficile. Le succès de la Société du Sapin s'affirma plutôt par l'extension de son champ d'activité et l'augmentation du nombre de ses membres qui atteint maintenant plusieurs centaines, et le maintien d'un foyer où l'on cultive l'amitié et où l'on trouve des heures de délassement.

La vie politique, caractérisée au cours de la seconde moitié du XIX^{me} siècle par des faits multiples et des luttes souvent fort vives, associe le Sapin aux actions qui tendent à réaliser le progrès sur les terrains communal, cantonal et fédéral. Les tendances déjà marquées du Cercle le porte à ne manquer aucune occasion de manifester ses opinions. Il est avant tout républicain.

Pendant les cinquante dernières années, le Cercle du Sapin est resté fidèle au principe qui est à sa base, le patriotisme éclairé qui cherche à améliorer nos institutions et à atténuer les inégalités et les souffrances. Il s'en suit donc que les problèmes politiques et sociaux demeurent dans ses préoccupations.

¹⁾ Pour le Cercle de l'Union, voir pages 621-622, et pour le Cercle catholique, pages 568-569.

La vie intellectuelle a été remplie par l'étude de questions diverses, des conférences, la pratique du chant, de la musique et de l'art théâtral, l'entretien d'une bibliothèque. Des cours, des réunions, des expositions, organisés par de multiples institutions ou lors de circonstances spéciales, ont lieu dans nos locaux. Des visiteurs de marque franchissent le seuil de ces derniers. Les principales de ces manifestations sont consignées dans le « Livre d'or », aux côtés des signatures originales.

Et la maxime du début fait maintenant penser à la bienfaisance. Le Cercle a toujours cherché à être secourable.

Nos jubiléés ne sont pas rares. MM. Charles-Adolphe Tognetti, Louis Renaud et César Droz-Robert ont largement dépassé ce stade, puisqu'ils ont appartenu au Cercle, respectivement pendant 67 et 64 années. Le doyen d'âge et d'ancienneté est aujourd'hui M. Henri Grandjean, né en 1860, suivi par M. Alfred Guyot.

Parmi les personnalités connues, mais disparues, nous citerons quelques noms :

MM. Numa Droz, président de la Confédération ; Henri Morel, directeur du Bureau international de la propriété intellectuelle ; le colonel Ami Girard ; le colonel Jules Philippin ; le Dr Louis Guillaume, directeur du Bureau fédéral de statistique ; Auguste Cornaz, conseiller d'Etat ; Henri Touchon, conseiller d'Etat ; Frédéric Soguel, conseiller d'Etat ; Henri Calame, conseiller d'Etat ; Ferdinand Porchat, président du Conseil communal, Neuchâtel ; Arnold Grosjean, président du Conseil communal, La Chaux-de-Fonds ; Paul Mosimann, président du Conseil communal ; Hans Mathys, Conseiller communal ; Léopold Maire, Conseiller communal ; Numa Droz-Matile, préfet, membre fondateur ; Célestin Nicolet, naturaliste.

Alb. Graber.

2. Le Cercle ouvrier

Cette institution fondée en 1894 a été ouverte à l'exploitation le 13 janvier de la même année. Les locaux se trouvaient à cette époque, rue de la Balance 17, ancien Café Lyrique.

Le Cercle ouvrier fut créé par un groupe important d'ouvriers appartenant soit à la société du Grütli, soit aux syndicats.

M. Raoul Perroud en fut le premier président. Le Cercle devint vite le centre de ralliement de tous les citoyens épris des grands principes d'émancipation et de justice sociale.

En 1895, il transféra ses locaux rue du Parc 89. En 1896, ses effectifs augmentant, la nécessité de locaux plus spacieux s'imposa et le transfert fut décidé pour reprendre les locaux de l'ancienne synagogue¹⁾, sise rue de la Serre 35a. C'est là qu'un nouvel essor intervint et que les trois mouvements, politique, syndical, coopératif²⁾ connurent un développement qui ira grandissant. Une commission spéciale fut nommée avec charge de trouver les fonds nécessaires à la création d'une bibliothèque. M. Walter Biolley³⁾ en était le président. Cette commission lança une grande tombola qui eut un succès retentissant. La bibliothèque était créée, elle ouvrait ses portes aux membres du Cercle et aux sympathisants.

Les 30 octobre et 1^{er} novembre 1896, les locaux de l'ancienne synagogue étaient inaugurés. Numa Robert-Waelti, président du Cercle, souhaita en cette circonstance, une cordiale bienvenue au Dr Coullery, malade depuis quelque temps et qui a fait un gros effort pour répondre à l'appel du comité chargé des fêtes d'inauguration.

A cette époque, le Cercle possède déjà des sous-sections ; d'autre part, les sociétés et les syndicats se développent aussi et de ce fait, le Cercle ouvrier connaît une grande et belle activité.

En 1897, par décision de l'assemblée générale du 24 avril, le Cercle ouvrier adhère, comme membre collectif, au parti socialiste. Dès lors, le parti socialiste a ses locaux au Cercle ouvrier et l'activité de ces deux organisations est intimement liée.

Le Cercle ouvrier, par la formation de ses membres, apporte ainsi sa contribution aux assises de la République et au renforcement des idées démocratiques.

En 1911, les locaux sont transférés rue du Rocher 20 et fin 1912, le Cercle a repris les grands locaux, rue du 1^{er} Mars 15. Vastes et spacieux, ils permettaient de réaliser tous les espoirs. Toute l'activité du Cercle, de ses sous-sections, du parti et des syndicats en a été grandement facilitée. Assemblées, conférences, causeries, concerts se sont succédé à une cadence régulière et le mouvement ouvrier en a largement bénéficié. Le parti socialiste venait d'obtenir la majorité dans les élections communales : 1912 marque une date spéciale dans les annales du Cercle. Il connaît un développement de plus en plus réjouissant et les locaux une fois de plus, s'avèrent trop

1) Voir page 580.

2) Voir les articles consacrés aux syndicats, page 249 et suivantes et aux coopératives, pages 305 et suivantes.

3) Voir page 407.

petits. Il faut songer à doter le Cercle de locaux lui permettant son plein épanouissement et lui assurer l'essor et le rayonnement que tous les militants désirent. Il fallut prendre des décisions grosses de conséquences et faire preuve d'optimisme. Dès 1924, le Cercle ouvrier a ses locaux dans la Maison du Peuple située à la rue de la Serre, à quelques minutes de la gare C. F. F. Ces derniers locaux ont répondu pleinement aux vœux des initiateurs et ont permis une marche en avant de tout le mouvement ouvrier.

Le Cercle ouvrier, qui marquera en 1944 son 50^{me} anniversaire et qui fêtera en même temps le 20^{me} anniversaire de l'occupation des locaux actuels, a contribué par l'activité de ses membres, par leur formation et leur éducation, à enrichir notre patrimoine local. Notre Cercle, de par son rôle, est intimement lié au développement de La Chaux-de-Fonds.

C.

3. Le Comité du Premier Août

Fondation et but de la société

Le Comité du Premier Août, composé de vingt-deux membres, représentant chacun un de nos cantons, s'est constitué en 1919, quelques mois après l'armistice qui mettait fin à la guerre de 1914-1918. M. Maurice Challandes, industriel, en fut le premier président.

Ce groupement de citoyens-patriotes a voulu remettre en honneur la célébration de l'anniversaire de la fondation de la Confédération suisse.

Depuis cette date, chaque année, au soir du Premier août, un grand feu est allumé sur le sommet de Pouillerel, pour répondre à ceux qui brillent sur toutes les cimes de nos montagnes. Une cérémonie a lieu au jardin du Musée puis au Parc des Sports, avec le concours des sociétés locales et de toute la population. Musique et chants alternent avec les discours patriotiques et religieux, pour se terminer par de grands feux d'artifice, adaptés à la circonstance.

Autre activité

Le Comité du Premier Août a aussi à son actif, l'érection, au Jardin du Musée, d'un monument du souvenir, qui rappelle la mémoire des Chaux-de-Fonniens morts pendant la guerre 1914-1918. Il est dû au ciseau du peintre-statuaire Chs L'Eplattenier¹⁾.

¹⁾ Voir page 506.

Le jour de son inauguration, en octobre 1925, on distribuait à tous nos soldats une médaille en bronze représentant la ruche montagnarde. Puis en 1934, pour marquer l'anniversaire de la levée des troupes, c'était un beau diplôme que le Comité remettait aux hommes qui avaient été mobilisés pendant les périodes militaires de la première guerre.

Durant plusieurs années, le Comité du Premier Août a versé aux oeuvres de bienfaisance de la cité des sommes importantes, produit de la vente d'insignes et drapeaux. En 1921, après l'incendie du Temple national, il faisait un don de fr. 1,620.— pour contribuer à sa reconstruction.

E. Béguin.

4. Les Amis du château de Colombier

La Société des Amis du Château de Colombier a été constituée en 1934 et elle a rapidement connu beaucoup de succès dans les différentes régions de notre canton. Nous pouvons cependant dire que la section de La Chaux-de-Fonds est une des plus actives et des plus vivantes.

Cette société est due à l'initiative de quelques amis qui décidèrent de manifester leur attachement à leur pays, en collaborant à la décoration de quelques salles du Château de Colombier. Elle permet ainsi au peintre Charles L'Eplattenier ¹⁾ de continuer l'oeuvre qu'il avait commencée, rappelant sur les murs de la Salle des Chevaliers la mobilisation de 1914-1918.

Cette société, loin de borner son activité à la décoration du Château, cherchera à faire de ce lieu un centre de ralliement des patriotes. Elle organisa notamment plusieurs « landsgemeinde », dont celle du 15 mai 1938, où plus de 20,000 personnes manifestèrent leur volonté unanime de défendre l'indépendance de leur patrie.

Périodiquement, des assemblées et réunions groupent les Amis du Château de Colombier pour des causeries, des excursions, des voyages même.

B. L.

5. La Société fédérale de sous-officiers

En mai 1885, sous la première présidence du sergent d'artillerie Charles Robert, les Sous-officiers font leurs premiers pas. Le but de la société est :

¹⁾ Voir page 506.

développer parmi les sous-officiers suisses l'esprit militaire et patriotique et augmenter chez ses membres les connaissances théoriques et pratiques de l'art militaire ;

resserrer par des relations fréquentes et intimes les liens qui doivent unir les sous-officiers des différentes armes de l'armée fédérale.

Le tir a été et reste l'activité principale.

En 1891, le désir longtemps caressé de ramener dans nos murs la bannière fédérale est réalisé, fruit de labeur et de persévérance. En 1893, La Chaux-de-Fonds accueille chaleureusement les sous-officiers de la Suisse entière : Fête fédérale qui est un des beaux fleurons pour la vie de la section. A toutes les fêtes fédérales qui suivirent la section fut régulièrement représentée.

Sur le terrain fédéral comme sur le terrain cantonal, à toutes les manifestations de la cité, la section reste dans son rôle actif et elle s'affirme. Et dès que le ski gagne la faveur que l'on sait ¹⁾, ce nouveau moyen de locomotion est également étudié et mis en action dans le cadre de notre armée. Dès 1921, chaque hiver des compétitions sont organisées avec des tâches les plus diverses. C'est en 1935, le 10 février, que la section a eu le mandat d'organiser le concours de patrouilles militaires de la 2^{me} division.

Comme pour le tir, dans de nombreuses courses ou concours, les sous-officiers chaux-de-fonniers se sont distingués et figurent en bon rang dans les classements. Des couronnes de laurier et de chêne, des médailles d'argent et de bronze, des diplômes et mentions dorment aux archives mais restent des témoins d'une activité intense, persévérante et utile.

Notre service de presse est assuré dès janvier 1914 par notre journal *Qui Vive*, petit journal mensuel à qui succède, le 10 mai 1928, *Le Bivouac*.

Les 19, 20 et 21 mai 1939, a lieu en notre ville l'assemblée des délégués fédéraux ainsi que la célébration du 75^{me} anniversaire de la fondation de l'Association suisse de Sous-officiers.

Quant à l'effectif de quelque huit cents membres, il est plus éloquent que n'importe quelle prose.

Vuillet.

¹⁾ Voir page 711 et suivantes.

III.

LA VIE SPORTIVE ET TOURISTIQUE

Les sociétés de tir¹⁾

1. Les Armes-Réunies

La Société de tir des Armes-Réunies a été fondée en 1820, à La Chaux-de-Fonds, et a connu à ses débuts de grosses difficultés en raison de la situation politique particulière du moment. L'opinion neuchâteloise, spécialement dans les Montagnes, acceptait de moins en moins la situation hybride qui était celle du pays, d'un côté canton suisse et de l'autre monarchie avec le roi de Prusse comme prince. Nous sortirions du cadre qui nous est fixé en retraçant cette page de notre histoire ²⁾ et nous nous bornerons à rappeler le souvenir des luttes qui aboutirent à la tentative de révolution de 1831 et à la proclamation de la République le 1^{er} mars 1848. Bien vite, les Armes-Réunies devinrent le centre de ralliement des républicains et de ce fait furent fort mal vues du gouvernement !

La situation était si tendue en 1840 que de vifs incidents se produisirent à l'issue d'un tir des Armes-Réunies ; l'ancien maire Sandoz prononça un discours jugé tendancieux par le gouvernement, qui ordonna la dissolution de la société de tir. Celle-ci ne put que se soumettre et, pour sauvegarder l'avenir, elle prit la précaution de vendre ses terrains et immeubles à deux de ses membres. L'emplacement de tir des Armes-Réunies ne risquait pas ainsi de passer en d'autres mains.

En septembre 1842, un placet revêtu de 426 signatures fut remis au roi, lors d'une visite qu'il fit à sa principauté. Les signataires demandaient que les exercices de tir des Armes-Réunies pussent être autorisés à nouveau. La réponse donnée par le roi fut en principe favorable, mais le Conseil d'Etat tenta de subordonner la reprise

¹⁾ Sur douze sociétés sollicitées, quatre seulement nous ont répondu. La Société « L'Aiguillon » est mentionnée dans le rapport de l'Abeille, page 658.

²⁾ Voir page 41 et suivantes.

des exercices à tant de conditions qu'une solution sembla impossible à trouver. Finalement cependant, la nouvelle société de tir put s'organiser dans les premiers mois de 1845, sur la base d'un règlement discuté avec le délégué du Conseil d'Etat. Elle ne fut cependant pas autorisée à reprendre son nom primitif et fut baptisée « Société de tir de La Chaux-de-Fonds ». Son premier soin, après la proclamation de la République, fut de reprendre son nom de « Société des Armes-Réunies ». A ce moment se termine aussi le rôle politique qu'elle joua dès sa fondation, rôle achevé d'ailleurs puisque la situation intenable du pays de Neuchâtel, à la fois canton suisse et monarchie, était entrée dans le domaine du passé.

La société se voua dès lors à la réalisation du programme qui se trouve en tête de tous ses règlements, de celui de 1848 à celui de 1920 :

« Le but de la société est de développer parmi ses membres et » dans la population le goût et la pratique du tir et de former » d'habiles défenseurs de la patrie suisse et de ses institutions » républicaines. »

Emplacements de tir

Le premier emplacement de tir des Armes-Réunies a dû se trouver au Cornes Morel, à un endroit qu'il n'a pas été possible de déterminer exactement. En avril 1821, le Comité décida d'accepter un emplacement aux Eplatures, à proximité de l'auberge de M. Frédéric Sandoz. En 1830, la société décida d'acquérir ce terrain pour n'en pas être délogée et pouvoir y construire un stand. Un arrêté du Conseil d'Etat du 27 avril 1831 autorisait l'achat projeté pour le prix de 14,280 livres. Le stand fut achevé en 1835 seulement, sans que la permission fût donnée par le Conseil d'Etat d'organiser un tir d'inauguration !

Ce premier emplacement se trouvait à la rue Léopold-Robert où nous voyons maintenant le restaurant de la Métropole et la rue des Armes-Réunies. C'est là qu'eut lieu en 1863 le Tir fédéral à une époque où la ville — plus exactement le village — n'avait pas encore pris l'extension que nous lui voyons de nos jours.

L'actuelle rue du Stand ne doit pas son nom à un emplacement de tir des Armes-Réunies, mais au contraire de la Société des mousquetaires, disparue dans les années 1840. C'est là que se tirait « le prix du roi ». Cet endroit était assez dangereux pour le tir et il fut abandonné pour le stand des Eplatures.

C'est en 1886 que la société ayant réalisé en majeure partie sa propriété — pour laisser la place à la ville qui s'étendait à l'ouest — fit l'acquisition du domaine du Petit Château et y construisit un stand beaucoup plus vaste, auquel s'ajouta par la suite le restaurant qui existe encore.

Enfin, en 1930, une pétition des habitants du quartier du Petit Château demanda le transfert du stand. C'est à regret qu'il fallut abandonner cet emplacement excellent pour le tir et d'un accès facile pour courir les risques d'une construction nouvelle, avec toutes les charges qu'elle comporte. La fortune de la société se trouvait complètement immobilisée dans le stand du Petit Château et il fallut recourir à l'emprunt pour faire l'acquisition d'un domaine à la Bonne Fontaine et y construire le superbe stand, dont la belle ordonnance fait l'admiration, et même un peu l'envie, des visiteurs du dehors. La vente ultérieure des terrains et des immeubles du Petit Château permit d'assainir la situation de la société et de récompenser les efforts de ceux qui osèrent tenter l'opération et doter notre ville d'une installation de tir moderne, confortable et à proximité de la ville. Tous les soldats s'y rendent sans peine pour les tirs obligatoires, et les fervents du fusil ou du pistolet apprécient de n'avoir pas de longs déplacements à faire pour se livrer à leur exercice favori. La station de la Bonne Fontaine est beaucoup utilisée par les tireurs.

Dates et faits marquants - Activité de la société

Grâce aux fondations instituées par des membres bienfaiteurs : MM. Ariste Robert, Louis Droz et Richardet, plusieurs prix d'honneur sont distribués au tir annuel. La société a organisé plusieurs grands tirs, dont le plus important est le Tir fédéral de 1863, le premier dans le canton. De grandes manifestations eurent lieu, des discours sans nombre furent prononcés dans la cantine où quelque quatre mille repas étaient servis chaque jour. Une délégation du Conseil fédéral et des Chambres fut reçue avec enthousiasme. Tout le canton prit part à cette fête qui eut lieu du 12 au 21 juillet 1863, par un inaltérable beau temps. Un effort immense fut accompli pour assurer la pleine réussite de ce tir qui devait être considéré comme la consécration de la pleine indépendance de Neuchâtel, reconnue par les grandes puissances en 1857 à Paris. L'ensemble des comités comptait un effectif de 168 personnes, de la plupart des communes du canton, sous la présidence de M. Ariste

Lesquereux¹⁾). Des dons d'honneur furent recueillis pour un montant total de fr. 180,732.85, chiffre encore jamais atteint ; en y ajoutant une somme de fr. 205,126.—, fournie par l'entreprise même de la fête, on obtient pour le plan de tir un total de fr. 385,858.85. Il y avait en tout 120 cibles, 60 cibles de stand à une distance de 580 pieds et 60 cibles de campagne, à 1000 pieds. Le nombre des carabines contrôlées a été de 3261 et il se tira aux bonnes cibles de stand 23,892 coups et 32,172 aux bonnes cibles de campagne.

A l'occasion de ce tir fédéral eut lieu une exposition d'horlogerie où les nombreux visiteurs de La Chaux-de-Fonds eurent l'occasion de voir les plus beaux produits de notre industrie.

Deux tirs cantonaux furent organisés à La Chaux-de-Fonds à la réussite desquels les Armes-Réunies prirent naturellement une part importante. Le premier eut lieu du 25 juillet au 2 août 1886, à l'occasion de l'inauguration du stand du Bois du Petit Château. Il laissa un bénéfice net de fr. 20,000.— versés au fonds de construction du nouveau bâtiment. Le second tir cantonal commémora le cinquantième anniversaire du tir fédéral de 1863, il se déroula du 10 au 18 août 1913. Il coïncida avec un concours international de musique²⁾. Une semaine de fêtes marqua cette double manifestation.

Nous signalerons encore le grand tir du centenaire de la fondation des Armes-Réunies. Trente cibles furent levées pendant trois jours, les 21, 22 et 23 août 1920. Le dernier grand tir que nous puissions indiquer est celui de l'inauguration du stand de la Bonne Fontaine, les 12 et 13 août 1933. La deuxième guerre mondiale interrompt ces joutes pacifiques et nos tireurs doivent se contenter bien souvent d'un programme très modeste. Ils s'inclinent avec discipline devant les décisions du commandement de l'armée, espérant que des temps meilleurs permettront bientôt de reprendre la tradition des grands tirs et d'envisager peut-être un nouveau tir fédéral à La Chaux-de-Fonds.

Les Armes-Réunies ont participé à de nombreux tirs et fréquemment elles remportèrent de beaux succès au concours de sections des tirs fédéraux et des tirs cantonaux. Plusieurs de ses membres se distinguèrent individuellement et en particulier obtinrent la médaille de maîtrise de la Société suisse des carabiniers, la plus haute récompense donnée à des tirs fédéraux, à côté du titre de «roi du tir».

Les Armes-Réunies, et plus spécialement quelques-uns de leurs membres dévoués et qualifiés, prirent une part importante à l'insti-

¹⁾ Voir pages 427 et 428.

²⁾ Voir page 447.

tution des matches de tir internationaux. Cette compétition est peut-être la plus populaire de celles auxquelles participent nos sportifs suisses et contribue à la réputation de notre pays et entre autres de son armée à l'étranger. Nous sommes heureux de rendre hommage ici à ces pionniers, tout particulièrement à M. Louis-Marc Richardet, qui représenta les couleurs suisses au premier match de Lyon, en 1897.

La Société de tir des Armes-Réunies a donné naissance à plusieurs sous-sections, dont quelques-unes n'existent plus maintenant. Les Vengeurs constituent une sous-section créée en 1880, en vue de pratiquer plus particulièrement le tir de précision et de permettre aux membres des Armes-Réunies de faire les tirs militaires obligatoires, lorsque les Armes-Réunies ne les organisaient pas encore elles-mêmes. Les Vengeurs forment une phalange de bons tireurs ; ils eurent quelque temps une équipe concurrente — sous-section également des Armes-Réunies — les Amis du guidon. Une saine rivalité stimulait les performances des membres de ces deux sociétés. Les Amis du guidon sont maintenant dissous et leur drapeau a été déposé au Musée des carabiniers, à Berne.

Une autre sous-section, fondée en 1898, dont l'activité est en progrès marqué — spécialement depuis le contingentement de la munition dû à la mobilisation de guerre de 1939 — est celle du tir au petit calibre. Ce tir se pratique à 50 mètres, avec les mêmes armes que celles d'ordonnance ou la carabine, mais en utilisant une munition d'un calibre réduit. C'est un excellent entraînement pour le tir à 300 mètres, qui exige la même volonté et la même attention.

Les Armes-Réunies organisent également des tirs et des exercices au pistolet. Ici aussi, d'excellents tireurs ont fait honneur à leur société et à leur ville dans les tirs fédéraux et dans les matches intercantonaux.

B. Ledermann.

2. Le Grütli

L'origine de la société de tir Le Grütli remonte à 1873. Elle fut fondée par un groupe d'une douzaine de Confédérés suisses alémaniques, membres de la Société suisse du Grütli, venus s'établir à La Chaux-de-Fonds. La Société suisse du Grütli ¹⁾ représentait alors un mouvement politique important, et groupait dans son sein des sections de tir, de musique, de chant, etc. Notre section de tir partage la vie de la grande organisation fédérale jusqu'en 1907, époque où ensuite de l'affaiblissement de l'influence politique dans

¹⁾ Voir page 470.

nos milieux, la section de tir ne compte plus un nombre suffisant de membres du Grütli pour constituer son comité. Elle ne répond plus, ainsi, aux prescriptions statutaires. Une assemblée décide alors de se retirer de la Société suisse du Grütli. Les archives et la bannière furent remises au Comité central de cette organisation.

Le 30 mai 1907, l'adoption de nouveaux statuts consacrait l'organisation indépendante de notre société, sous le nom de *Les Francs-tireurs*. Les dirigeants en étaient MM. Alcide Glauser, président ; Eugène Jaquet, secrétaire ; Christian Winzeler, caissier.

Cependant, la vieille dénomination de Grütli restait chère au coeur des membres, et l'appellation de Francs-tireurs n'eut qu'une durée éphémère. Une revision statutaire du 14 mai 1910 réadopte notre ancien nom, sous sa forme actuelle de Société de tir Le Grütli.

Le but de la société rajeunie reste naturellement de développer et perfectionner l'art du tir. Mais la guerre de 1914-1918 vient bientôt arrêter son activité.

La vie des sociétés de tir peut reprendre en 1919, et Le Grütli s'affilie à la Société suisse des carabiniers.

Les années 1920 à 1934 sont peut-être les plus belles à évoquer. Notre effectif atteint et dépasse même 270 membres. Chaque année, une équipe va défendre nos chances aux concours cantonaux de tir, non sans succès. De nombreuses couronnes et distinctions et divers trophées sont conquis par nos tireurs. Notre participation à la Fête cantonale neuchâteloise de tir, à Neuchâtel, du 10 au 20 juillet 1926, nous vaut un rang des plus honorables. Dans les joutes locales enfin, nous emportons de haute lutte le Challenge Adrien Eimann, gagné en 1929-1930-1931.

En 1929, réalisant un rêve caressé pendant de longues années, notre société se voit dotée d'une nouvelle bannière. Celle-ci fut inaugurée au Stand le 19 octobre 1929, avec le concours de l'ancienne Société de musique du Grütli, devenue « La Lyre », et de l'ancienne Société de chant du Grütli, devenue le « Sängerbund ».

Nous manquerions à tous les devoirs si nous ne rendions pas ici un hommage ému à ceux qui, avec un dévouement inlassable, dirigèrent notre Grütli pendant cette belle période : MM. Charles Humbert, président ; Alexis Girard, secrétaire ; Léon Ducommun, caissier.

Depuis 1933, notre activité est ralentie par l'intense crise économique. Nous remportons cependant le challenge de la Fédération des sociétés de tir du district de La Chaux-de-Fonds, gagné en 1933, 1936 et 1937.

V. Voirol.

3. L'Helvétie

Les principaux fondateurs de cette société avaient formé un « Club des vieux Garçons » et, dans le but de développer le goût du tir parmi les jeunes gens du Cercle montagnard, dont faisait partie le Club en question, ils décidèrent de fonder une société de tir sous le nom de l'« Helvétie ». Les statuts en furent adoptés le 22 mars 1883. La société ne visait aucun but politique.

Elle débuta avec une trentaine de membres, sous la présidence de M. Paul Huguenin. Les tirs avaient lieu au Valanvron, devant le Restaurant du « père Roth ». En quelques années, le nombre des membres s'éleva à quelques centaines.

L'Helvétie obtint des coupes en argent aux tirs de section de 1885, 1886, 1888, participa chaque année aux tirs obligatoires militaires et gagna plusieurs couronnes et coupes. Elle eut comme maîtres de tir, depuis sa fondation, plusieurs de ses membres, entre autres : Alfred Schneider, Charles Gogler, Emile Kellenberger, et actuellement M. Werner Fankhauser, couronné fédéral.

La société fêta, le samedi 14 octobre 1933, le cinquantième anniversaire de sa fondation par une petite fête intime à laquelle fut invité le président cantonal des sociétés de tir et les délégués des sociétés de la ville.

L'Helvétie compte actuellement une centaine de membres et possède encore sa magnifique bannière qui fut inaugurée et remise à la société par un comité de dames, en 1883 (année de sa fondation).

E. Marchand.

4. La Cavalerie

La société de tir *La Cavalerie* fut fondée le 15 mai 1908. L'assemblée constitutive eut lieu à l'Hôtel de la Fleur de Lys; elle réunit 12 membres. Le premier président fut Alfred Junod. La société de tir était dénommée Section de tir de la Société de cavalerie, car ses fondateurs étaient tous des guides ou des dragons qui faisaient partie de la Société de cavalerie¹⁾; ce n'est que plus tard qu'elle prit le nom de Société de tir La Cavalerie. L'activité de la société se borna aux tirs militaires; un seul concours de tir figure à son actif, il eut lieu le 18 octobre 1909. A ce jour, la société compte 57 membres dont la majeure partie sont des dragons.

Paul Nussbaum.

¹⁾ Voir page 694.

Gymnastique, athlétisme, escrime¹⁾

1. La Société fédérale de gymnastique Ancienne Section

Le 6 septembre 1846, la Société de Gymnastique est fondée par Jules Grandjean. L'assemblée constitutive a lieu au Carré²⁾. A cette occasion, une mise de fonds de fr. 5.— de France est versée par tous les membres présents. Une cotisation de 1 batz par semaine est votée. Depuis cette date la société participe à toutes les fêtes fédérales.

En 1894, fête fédérale à Lugano avec sa petite fanfare qui lui valut l'honneur de ne pas disparaître dans l'oubli, car cette fête ne fut pas heureuse pour la section.

Elle organise la même année une fête intercantonale de lutte et participe à l'anniversaire du centenaire de l'incendie du village.

1895, fête cantonale bernoise de gymnastique. Quelques gymnastes y prennent part. Engins : Joseph Voisin, 1^{re} couronne. Concours international à Rome où Auguste Favre obtint la 1^{re} médaille d'or individuel, ce qui lui valut la médaille d'or offerte par le roi.

1896, fête intercantonale à Genève, à l'occasion de l'Exposition nationale. Fête cantonale au Locle, section 1^{re} couronne. Moniteur : Emile Nardin.

1897, fête fédérale à Schaffhouse, section couronne de laurier en 1^{re} catégorie. 26 septembre, fête du cinquantenaire de l'Ancienne avec grand concours de classement favorisé par les productions de l'orchestre L'Odéon et Les Armes-Réunies. Un grand succès.

1898, fête internationale de gymnastique à Mâcon. 1^{re} couronne en 1^{re} catégorie. Par lettre du 27 décembre, le Conseil communal déclare qu'il renonce à nous faire payer les frais d'établissement de la demi-rue du Nord attenant à notre emplacement aussi longtemps qu'il ne sera pas élevé de construction.

1899, constitution d'un comité d'organisation par les sections Abeille, Hommes, Grütli et Ancienne, en vue de la fête fédérale

¹⁾ Le Club athlétique et la Société ouvrière de gymnastique n'ont pas répondu à notre appel.

²⁾ Un comité est formé des membres suivants :

Président Edouard Bornand, vice-président Constant Girard, caissier Eugène Piguët, secrétaire Henri Montandon, moniteur général Jules Grandjean, membres adjoints Louis Robert et Emile Jacky.

de 1900 en notre ville. Fête cantonale à Cernier, 2^{me} couronne. Engins : Georges Grandjean, 1^{er}. Nationaux : 1^{er} ex. Oscar Vuille et Albert Mathez.

1900, organisation de la fête fédérale par les sections de la ville sous la présidence de M. Arnold Robert, conseiller aux Etats. Tandis que la fête fédérale de 1850 à La Chaux-de-Fonds réunissait 31 sections avec 573 gymnastes, celle de 1872, 58 sections et 421 gymnastes, en 1900, 255 sections et 4545 gymnastes étaient présents ¹⁾).

1901, plusieurs gymnastes individuels de la section participent aux fêtes intercantionales d'Arlesheim, Moutier et internationale a Beaucourt (France).

1902, fête cantonale à Neuchâtel, section, 1^{re} couronne, 1^{re} catégorie. Nombreux couronnés individuels.

1903, la section participe à la fête fédérale à Zurich où elle obtint la 2^{me} couronne en 1^{re} catégorie.

1904, sur l'initiative du comité cantonal une réunion comprenant le comité sus-cité et ceux de l'Abeille et de l'Ancienne projette la fondation d'une Union des sociétés locales de gymnastique et le 18 août un comité est formé sous la présidence de M. Henri-Louis Vuille ; secrétaire, Arnold Jacot ; caissier, Charles Spengler. Fête cantonale de gymnastique à La Chaux-de-Fonds, les 8, 9 et 10 juillet, sous la présidence de M. Arnold Robert, conseiller aux Etats. L'Ancienne-Section étant société organisatrice ne participe pas aux concours. Nombreux couronnés aux deux branches.

1906, 14-17 juillet, fête fédérale à Berne, la section remporte une couronne de laurier 1^{re} catégorie. Plusieurs couronnés individuels.

1907, 7 juillet, fête cantonale à Fribourg, 4^{me} couronne de laurier. Nombreux couronnés individuels.

¹⁾ Voici quelques chiffres significatifs se rapportant à cette fête fédérale sur laquelle on trouve d'autres détails dans l'historique de l'Abeille (page 657).

Il a été consommé à la cantine durant les quatre jours de fête : 35648 bouteilles de vin blanc de fête, 5565 bouteilles de vin rouge de fête, 3080 bouteilles de vin d'honneur blanc, 840 bouteilles de vin d'honneur rouge, 195 bouteilles de vin vaudois blanc, 352 bouteilles de champagne, soit au total 45680 bouteilles.

La cantine à bière a débité 14520 litres de bière.

Les bouchers ont livré 21 bœufs pesant ensemble 7717 kg., 76 veaux, soit 5929 kg., 2500 kg. de charcuterie et 12000 cervelas. Les boulangers n'ont pas été inactifs, ils ont fourni 11500 pains de 1² kg, soit 5750 kg. et pour le personnel 2600 kg., au total 8350 kg. Le cantinier a servi 30246 banquets dont 29255 aux gymnastes, hôtes d'honneur et comités, 991 au public.

Il a été vendu 100000 timbres à 5 ct. et 18000 à 10 ct. La vente de ces timbres a été favorisée par le jubilé de l'Union postale universelle. Les tramways ont transporté 14000 voyageurs le dimanche 5 août et 42000 durant quatre jours de fête.

1910, août, fête cantonale au Locle, section 1^{re} couronne de laurier, 1^{re} catégorie. Nombreux couronnés individuels.

15-17 juillet, fête cantonale genevoise, 1^{re} couronne, 2^{me} catégorie. Nombreux couronnés individuels.

1912, 5 et 9 août, fête fédérale à Bâle, section 6^{me} couronne laurier, 1^{re} catégorie, 2 couronnés individuels.

1913, 28-29 juin, fête valaisanne à Monthey, pas de concours de section. Plusieurs couronnés individuels.

19-21 juillet, fête cantonale à Fleurier, 2^{me} couronne laurier 1^{re} catégorie. Plusieurs couronnés individuels.

1914 à 1920, pas de fêtes avec concours de section. Quelques fêtes individuelles. Nombreux résultats de gymnastes de l'Ancienne.

2-4 juillet, concours internationaux à Belfort, 3^{me} couronne laurier en section. Nombreux couronnés individuels.

1921, la section fête son 75^{me} anniversaire par une manifestation au Parc des sports.

16-17 juillet, première fête romande de gymnastique, 1^{re} catégorie, 3^{me} couronne laurier. Plusieurs couronnés individuels.

1922, 21-25 juillet, fête fédérale à St-Gall, couronne de laurier 1^{re} catégorie. 3 couronnés individuels.

1923, mars, fondation et ouverture du Cercle dans une réunion intime.

4, 5 et 6 août, fête cantonale à La Chaux-de-Fonds, sous la présidence de M. Gustave Bubloz.

1924, 20 juin, fête du 50^{me} anniversaire de l'association cantonale à Colombier. Nombreux couronnés individuels, pas de concours de section.

1925, 17-21 juillet, fête fédérale à Genève, couronne de laurier, 1^{re} division. 2 couronnés individuels.

1926, fête cantonale à Cernier, couronne de laurier, franges or.

1927, fête romande à Genève, couronne de laurier, franges or.

1928, 20-24 juillet, fête fédérale à Lucerne, la section obtint une couronne de laurier.

1929, fête cantonale à Couvet, couronne de laurier, franges or.

1930, fête à Pontarlier, couronne de laurier avec franges or.

1931, fête cantonale au Locle, couronne de laurier avec franges or.

1932, 9 et 13 juillet, fête fédérale du centenaire de la société fédérale, à Aarau, couronne laurier en section.

1934, fête romande à La Chaux-de-Fonds, couronne de laurier avec franges or.

1936, 17 et 20 juillet, fête fédérale à Winterthour, couronne de laurier en section.

1938, fête romande à Bulle, couronne de laurier avec franges or.

1939, fête cantonale à Fleurier, couronne de laurier avec franges or.

1942, fête romande décentralisée à Genève et St-Aubin, 2^{me} couronne laurier avec franges or.

1943, Monthey, fête valaisanne, 2^{me} couronne laurier franges or. La Chaux-de-Fonds, journée cantonale, 2^{me} couronne laurier franges or, 1^{re} catégorie.

L. Biéri.

2. La société fédérale de gymnastique d'Hommes

Fondée en 1871, la Gymnastique d'Hommes se consacre au développement physique et hygiénique de ses membres. Sans ambitions elle ne cherche pas à disputer sur les champs de fête les couronnes de chêne ou de laurier aux sections jeunes ; elle se contente d'accueillir dans son sein tous les gymnastes arrivés à l'âge où le « stand » et la « sortie de Fleurier » ne sont plus de leur compétence.

En 1921, sous la présidence de M. Fritz Salzmänn, elle célébra le cinquantenaire de sa fondation par des manifestations fort réussies qui comportaient banquet et soirée familière au Stand des Armes-Réunies, le samedi, et banquet commémoratif le dimanche à midi à l'Hôtel de la Fleur de Lys.

Une grande soirée familière avec une revue en deux parties et prologue « Voilà les Hommes » eut lieu en mars 1931, au Stand des Armes-Réunies, pour célébrer le 60^{me} anniversaire, sous la présidence de M. Louis Zweigart.

L'effectif de la société qui était en 1921 de 321 membres, dont 91 honoraires, se trouve réduit à 110 membres dont 86 honoraires. La société s'apprête à fêter son 75^{me} anniversaire.

P. Roulet.

3. L'Abeille

L'Abeille, section de gymnastique sortant des rangs de L'Ancienne, se constitua le 21 février 1881 dans l'ancien Stand des Armes-Réunies. Le bal annuel, organisé par L'Ancienne, ne souriait pas à la plupart des membres de situation modeste ; ils décidèrent alors une soirée familière en marge du bal projeté. Le comité signi-

fia l'expulsion de la société des indisciplinés qui devinrent les fondateurs de L'Abeille, tous disparus, sauf M. Emile Leuthold, aujourd'hui âgé de 81 ans. Ils obtinrent de la municipalité l'usage de la halle du Collège primaire. La société loua aussi un emplacement à Gibraltar.

L'Abeille, déjà forte de 196 sociétaires dont 86 actifs, songea à faire partie du giron fédéral. Elle envoya à Berne, à l'assemblée des délégués du 6 novembre 1881, quatre de ses membres, mais cette assemblée s'opposa à l'admission d'une section dissidente par 29 voix contre 19.

Cependant la section de Neuchâtel lance une pétition en faveur de L'Abeille ; 1083 gymnastes acceptent son entrée dans le giron fédéral, 900 la rejettent et 35 s'abstiennent. Elle obtient la majorité¹⁾.

Cette même assemblée siégeant à La Chaux-de-Fonds, le 4 août 1883, lui ouvre aussi les portes de l'Association cantonale.

Si l'on consulte le palmarès publié lors du cinquantenaire de la société, on constate qu'elle a participé :

a) à 19 fêtes cantonales neuchâteloises où elle remportait six premières couronnes de section ;

b) à six fêtes intercantionales ; elle y obtenait deux premières couronnes de section ;

c) à trois fêtes romandes dont une avec une première couronne de section ;

d) à 14 fêtes fédérales, l'une à Zurich en 1903, avec 3^{me} couronne de section ; la seconde à Bâle en 1912, avec la 2^{me} couronne de section ;

e) enfin à huit manifestations internationales, ayant toutes lieu en France d'où L'Abeille rapportait constamment une première couronne de section.

Le premier concours local eut lieu le 4 septembre 1881 avec des invités de Neuchâtel, Renan et St-Imier. Les représentations annuelles au Casino-Théâtre obtenaient toutes un succès mérité. Les courses officielles étaient généralement bien fréquentées.

¹⁾ L'Abeille s'était fait appuyer par la déclaration officielle que voici :

« Nous, préfet du District de La Chaux-de-Fonds,
» déclarons,

« que la Société de gymnastique L'Abeille, de La Chaux-de-Fonds, comme
« telle, n'a jusqu'ici donné lieu à aucune plainte qui soit parvenue à notre
« connaissance.

« Délivrée à La Chaux-de-Fonds, le vingt-cinq juillet mil huit cent quatre-
« vingt deux, pour servir et valoir ce que de droit à la société précitée. »

Le préfet, N. DROZ-MATILE.

Mais rappelons particulièrement la 52^{me} fête fédérale ¹⁾ en notre ville, les 4, 5, 6 et 7 août 1900, malheureusement contrariée par l'inclémence du temps puisqu'il neigea même.

Les quatre sociétés locales, L'Ancienne, L'Abeille, Les Hommes et Le Grütli constituaient un comité d'organisation placé sous la présidence de M. le conseiller aux Etats Arnold Robert.

Pour le pavillon des prix, les dons atteignirent une somme supérieure à fr. 44,000.—. Une vaste cantine de 7 à 8000 places assises fut construite, utilisable en cas de mauvais temps pour les divers exercices.

Les gymnastes accoururent de tous les coins du pays, des nations voisines aussi, au nombre total de 7289, soit 318 sections helvétiques et 26 étrangères ²⁾. Seuls, les trois groupes transalpins firent défaut par suite de l'assassinat du roi Humbert I, président d'honneur de la Fédération des gymnastes italiens.

Le samedi 4 août, à six heures du matin, La Chaux-de-Fonds était tirée de son sommeil par une salve de 22 coups de canon. A cinq heures de l'après-midi, un nouveau coup de canon annonçait le départ du cortège d'inauguration de la place de l'Ouest. Il comptait 8000 participants environ, coupé de cinq fanfares et précédé d'innombrables bannières. On y remarquait des conseillers nationaux et des conseillers aux Etats, accompagnés des deux huissiers fédéraux ; le Conseil d'Etat de Neuchâtel *in corpore* avec son propre huissier, les autorités communales de La Chaux-de-Fonds.

Le mardi 7 août, un cortège s'organise et reconduit la bannière fédérale à l'Hôtel de Ville. M. Arnold Robert prononce alors un vibrant discours de clôture.

Nos sections locales ne participaient pas aux concours ; les membres se répartissaient dans les divers comités de fête. L'Abeille recevait du Comité d'organisation, à titre de collaboratrice, une couronne d'honneur et le diplôme de fête.

* * *

En 1906, la section fête le 25^{me} anniversaire de sa fondation. La manifestation a lieu le 24 février à Bel-Air, elle compte près de deux cents participants.

Quant au jubilé de 50 ans, il fut magnifiquement célébré les samedi 28 février et dimanche 1^{er} mars 1931. Une soirée de gala, à la Salle communale, eut comme clou à son programme le travail

¹⁾ Déjà mentionnée dans l'historique de l'Ancienne, page 653.

²⁾ Ces chiffres sont supérieurs à ceux que mentionne l'Ancienne, page 653.

avec cannes de huit membres fondateurs, des vieillards de 65 ans environ. Le lendemain, dimanche 1^{er} mars, la Musique La Lyre conduit les gymnastes et les invités à Bel-Air pour le banquet officiel.

* * *

Au cours des ans, la société augmente son activité et crée, en 1891, un groupe de tir, L'Aiguillon, présidé par M. Emile Freitag. Puis naissent deux nouvelles sous-sections, celle des pupilles en 1907, celle des dames deux ans plus tard. La Brèche, section de chant, voit aussi le jour et semble des mieux affermies sous la direction de M. André Vuille. Mentionnons encore le Groupe des lutteurs, participant à de nombreux concours où il se distingue.

L'existence de L'Abeille paraît heureuse ; il y a cependant une heure sombre. Le dimanche 18 septembre 1921, 44 pupilles sous les ordres de MM. Gérard Leschot, moniteur, et de Charles Kernén, sous-moniteur, s'en vont assister à la réunion cantonale des gymnastes en herbe. Gais et insoucians, ils jouissent de la course en auto-camion mais, en-dessous de l'Hôtel de la Tourne, le conducteur n'est plus maître de sa voiture. Il la lance contre un arbre ; elle se retourne sur elle-même. Les pupilles et Gérard Leschot sont restés sous la voiture ; les secours s'organisent et l'on constate la mort du petit Georges Berger. Trois blessés grièvement sont dirigés sur les hôpitaux de Neuchâtel, Armand Gyger meurt à la Providence sans avoir repris connaissance.

Ce lamentable accident donne lieu à une longue enquête judiciaire et le jugement rendu par le Tribunal de Boudry n'intervient qu'en juin 1923.

* * *

En février 1924, paraissait un petit organe, *L'Abeille*, du nom de la société, et dont le premier rédacteur fut M. Eugène Colombini. Malheureusement la guerre actuelle entrave son essor.

* * *

L'effectif de la société se montait en 1881 à 196 membres dont 86 actifs ; lors de son cinquantenaire en 1931, cet effectif atteignait le chiffre de 656 sociétaires, soit actifs, honoraires et d'honneur, y compris les gymnastes féminins et les pupilles garçons et filles. A ce jour, 15 octobre 1943, on compte 450 adhérents de tous rangs.

Une activité intéressante de L'Abeille fut celle qu'elle voua à la Caisse suisse de secours aux gymnastes blessés, institution créée en 1860. Dès la fête fédérale de Zurich en 1903, deux de ses membres, Charles Perdrix et Paul Zingg, fonctionnèrent comme vérificateurs des comptes jusqu'en 1909, pendant six ans. A ce moment-là, lors de la fête fédérale de Lausanne, L'Abeille était invitée à remplir les fonctions de Comité directeur de la Caisse de secours¹⁾.

La gérance dura onze ans et demi et fut des plus laborieuses ; on s'en rendra compte par les chiffres suivants :

En 1909, on comptait 616 sections avec 17,314 membres affiliés, auxquels on versait une indemnité de fr. 29,846.—. Dix ans plus tard, en 1919, le chiffre des sections s'élevait à 779 et 22,215 sociétaires, lesquels touchaient la coquette somme de fr. 40,183.—.

Le capital de l'institution, au début de la gérance en 1909, ascendait à fr. 52,828.— ; le 30 juin 1919, il se montait à fr. 71,292.—. L'Abeille peut être fière d'avoir ainsi contribué à cette oeuvre.

* * *

Parmi ceux qui ont marqué dans la vie de L'Abeille il faut citer MM. Emile Leuthold, membre fondateur, moniteur et président ; Emile Freitag, nommé président d'honneur en 1920 pour 40 ans d'activité inlassable ; Paul Besançon, un vétéran, ayant participé au travail de section de la Fête fédérale de Genève, en 1891, jusqu'à celle de 1925, aujourd'hui président de l'Union des sociétés de gymnastique de la ville et organisateur de la Journée cantonale de gymnastique de 1943, à La Chaux-de-Fonds ; Gustave Bubloz, président du Comité directeur de la Caisse suisse de secours aux gymnastes blessés, et professeur de gymnastique distingué.

* * *

La période de 1931 à 1943 ne connut pas de faits saillants. La section se borna à participer à cinq fêtes cantonales, deux fêtes romandes et deux fêtes fédérales.

Mais il faut souligner l'excellent esprit qui règne maintenant entre L'Ancienne et L'Abeille. Ce n'est plus l'animosité d'autrefois ; une saine émulation les anime. On peut attribuer à l'Union des sociétés de gymnastique cet heureux rapprochement.

Arthur Mathey-Sermet.

¹⁾ Elle composait son bureau comme suit : MM. Gustave Bubloz, président, Paul Zingg, caissier central, Adolphe Flury, secrétaire allemand, Louis Fuhrer, secrétaire français.

4. La société d'éducation physique l'Olympic

L'Olympic doit sa naissance à deux groupements désireux d'instaurer de nouvelles méthodes dans la pratique des exercices physiques. Le premier de ces groupements, « La Société d'éducation physique », fut fondé en 1907 par cinq jeunes gens et la société soeur, nommée « Sporting Club », groupa à son début, en 1907 également, un certain nombre de jeunes sportifs aimant et pratiquant les exercices utilitaires de course, marche, saut, lancer, etc.

Les membres de la Société d'Education physique, épris d'un sain idéal sportif, osèrent chambarder tous les vieux préjugés pour rechercher un développement physique rationnel par des exercices rythmés et progressifs selon les principes de la gymnastique suédoise. Ces exercices se pratiquèrent le torse et les jambes nus, au grand scandale des voisins, qui y virent une indécence et exigèrent de poser aux fenêtres des toiles afin de voiler aux regards curieux ou pudiques la plastique de ces sportifs novateurs qui avaient eu l'idée de pratiquer la culture physique et les exercices en plein air. Les premiers moniteurs furent MM. Gs Godat et Jean Lampert. Ce dernier enseigne actuellement l'éducation physique à l'Ecole de Commerce de notre ville.

Dès les premières années, les frères Armand et Gaston Dreyfus se dévouèrent intensément et furent tour à tour moniteur, président, caissier.

La déclaration de guerre de 1914, et la mobilisation générale qui toucha bon nombre de sportifs, bouleversa complètement toute l'activité de la société, mais pas pour longtemps : en automne 1914 déjà, sous la direction de M. A. Dreyfus, une réorganisation complète s'effectua. C'est dès ce moment que la culture physique en plein air — sur une partie du terrain loué au F. C. La Chaux-de-Fonds — et les bains de soleil prirent leur essor, le travail continuant aux halles.

En 1915, la société envoya pour la première fois des membres concourir au dehors. C'est au concours de l'athlète complet, à Genève, que MM. Ch. Roth et Gaston Dreyfus se classèrent 9^{me} et 10^{me} sur une centaine de concurrents et remportèrent des médailles. Ces succès stimulèrent les membres de la société et, en 1916, les nouveaux membres se recrutèrent en grand nombre. C'est au cours de cette année que « Sporting Club » fusionna avec la « Société d'Education physique » ; le nouveau groupement fut nommé : S. E. P. l'Olympic.

L'Olympic édita en 1916 un petit journal portant le nom de la société et dont le premier numéro fut lancé à l'occasion du premier concours national d'athlètes complets, organisé en notre ville. Cette manifestation groupa 72 concurrents de toute la Suisse. Cette même année encore, la société participa au Championnat suisse de marche de 30 km. Elle remporta une première place inter-club. On compta, en tout, 9 couronnés pour 1916 ; et la population commença à s'intéresser aux sports modernes et à L'Olympic.

En 1918, l'équipe de L'Olympic se classe Champion suisse à Zurich aux courses 3000 mètres relais, et l'athlète complet A. Mathys sortit premier au championnat de saut hauteur et à la course 110 m. haies en battant les records de l'époque.

En mars 1919, L'Olympic organisa une première représentation au Théâtre : il ne restait pas une seule place libre ! Ce fut un encouragement sérieux, spécialement pour M. Jean Gianola qui en fut le principal instigateur. Au mois de mai, une section de « Juniors » fut organisée, puis en septembre L'Olympic fonda une section « d'Hommes ». En 1919, L'Olympic devint propriétaire de son stade actuel à la Charrière, qui était utilisé auparavant par le F. C. Etoile. Le 13 décembre de cette même année, L'Olympic fut dotée d'un beau fanion qui fut sorti pour la première fois le 11 janvier 1920, à l'occasion de la réception du maréchal Joffre à La Chaux-de-Fonds.

En septembre 1920, fut fondée la sous-section de culture physique pour dames et jeunes filles, appelée « Fémina » et qui groupa au début près de cent membres.

A la demande des jeunes membres qui désiraient pratiquer le football, une nouvelle sous-section fut fondée en 1921.

Cette même année L'Olympic assumait avec l'appui d'environ 300 membres l'organisation d'un meeting d'aviation aux Eplatures, dont le résultat financier fut encourageant.

Au 15^{me} anniversaire en 1922, l'effectif de la société était de 310 membres actifs, 17 honoraires et 136 passifs.

Les 55 athlètes participant aux plus importants concours du pays remportèrent de nombreux succès. En 1922 et dans les années qui suivirent, L'Olympic eut une section de hockey sur glace qui connut aussi ses jours de gloire.

La crise horlogère qui frappa notre population eut également des effets désastreux au sein de notre société. En 1923 et 1924, les dirigeants de L'Olympic eurent de graves problèmes financiers à résoudre.

Mais on assista en 1924 à un réveil provoqué par de jeunes éléments à la tête desquels il faut citer l'athlète Marcel Ducommun, qui fut un moniteur dévoué. Les athlètes qui prenaient part aux championnats organisés par l'A. S. F. A. désirant participer aussi aux concours organisés par la Société fédérale de gymnastique, L'Olympic adhéra à la S. F. G. En 1926, elle participa, à Cernier, à une fête avec concours de section et individuels et remporta un beau succès: trois couronnes individuelles et une 1^{re} couronne de section.

C'est au cours de l'année 1926 que la sous-section de football fusionna avec le F. C. Floria Sports pour former l'actuel F. C. Floria-Olympic.

Cette même année, L'Olympic fit construire sur son stade un pavillon vestiaires; cette construction en maçonnerie, achetée d'occasion, servait auparavant, et jusqu'en 1918, de fabrique de munitions et était située sur l'emplacement qui fait suite au 73 de la rue Léopold-Robert.

Dès 1927, des années meilleures se présentèrent: à Couvet en 1929, les Olympiens remportèrent une première couronne en section, et 5 couronnes et 1 palme aux concours individuels. En 1931 au Locle, nouveau succès.

En juillet 1932, pour la première fois, L'Olympic participa à une fête fédérale de gymnastique qui eut lieu à Aarau à l'occasion du centenaire de la S. F. G. La section de L'Olympic se classa au 14^{me} rang sur 312 sections et 1^{re} de Suisse romande de la catégorie. Aux concours individuels à l'athlétisme, M. André Meyrat obtint la couronne fédérale avec 5058 points; ce fut le seul athlète Neuchâtelois qui récolta cette distinction.

Le 15 octobre 1932, L'Olympic fêta dignement son 25^{me} anniversaire par une soirée de gala avec revue qui eut lieu dans la grande salle du Stand. L'effectif de la société à cette époque était de 100 membres honoraires, 155 actifs, 27 juniors, 33 dames, 60 passifs, soit au total 375 membres.

A fin 1932, une nouvelle sous-section se constitua avec 30 membres en vue de pratiquer le tennis de table.

Dès 1933, l'activité de L'Olympic ne cessa de croître. C'est en 1934 que la Commune mit à la disposition des écoles et des sociétés le Stade communal ¹⁾, avec piste cendrée de 300 mètres, situé devant le Collège de la Charrière, qui devint le principal lieu d'entraînement de nos sociétaires dames et messieurs.

¹⁾ Voir page 118.

L'Olympic, qui est membre de l'Union des sociétés de gymnastique, s'occupa activement en 1934 de l'organisation de la 3^{me} fête romande de gymnastique qui eut lieu en notre ville les 14, 15 et 16 juillet 1934.

Le 24 août 1935, une grande manifestation de propagande, au cours de laquelle cent Olympiens firent une démonstration de culture physique, eut lieu en « Nocturne » au Stade communal et obtint un succès considérable.

En 1937, L'Olympic fêta son 30^{me} anniversaire par un concours local le 28 août au Stade communal. Puis le 9 octobre, au cours d'une grande soirée commémorative dans la salle du Stand, la sous-section « Fémina » remit à L'Olympic en remplacement du fanion qui fut transmis à la section des pupilles, une superbe bannière, dont les motifs furent créés par deux membres MM. Jean Lampert et Hermann Kiburz.

En juillet 1938, L'Olympic prit part à Bulle à la 4^{me} fête romande de gymnastique et se paya le luxe de totaliser à la course le maximum de points soit : 50.

Puis le dimanche 14 août, pour la première fois en notre ville, L'Olympic organisa au Stade communal les 5^{mes} championnats suisses féminins qui obtinrent un légitime succès.

La soirée annuelle de 1938 battit tous les records de complète réussite par la présentation du « Cirque Olympic ».

L'initiateur, l'organisateur et l'animateur de ces inoubliables spectacles, M. René Fer, connut le triomphe après ses précédents succès lors des cortèges de la fête des eaux et des braderies.

En 1939, l'activité est toujours intense ; les meetings succèdent aux championnats et aux fêtes sportives. L'Olympic se trouvait en pleine organisation de la fête de l'A. N. J. A. lorsque la mobilisation des troupes frontières puis la mobilisation générale obligea brusquement à tout renvoyer, la plupart des Olympiens étant sous les armes. Ce fut l'occasion pour « Fémina » et les membres non mobilisés de se distinguer lors de la fête de Noël, en envoyant une centaine de paquets bien garnis à nos membres en service.

En décembre 1940, l'autorité communale mit à la disposition des sociétés sportives la nouvelle grande halle du Gymnase, réclamée depuis de nombreuses années.

C'est en 1941 que l'A. N. E. P. — Association nationale d'éducation physique — introduisit en Suisse les épreuves pour l'obtention de l'Insigne sportif suisse (I. S. S.). Ce fut pour L'Olympic

une nouvelle occasion de propagande sportive qui se traduit par une augmentation de ses effectifs dans toutes les classes d'âge.

Dès 1942, le stade de la Charrière dont L'Olympic est propriétaire se voit transformé en 10,000 mètres carrés de cultures potagères en raison des nécessités de ravitaillement difficile et en application du plan Wahlen.

La guerre se prolonge, mais nos soldats sont appelés à des périodes de service militaire moins longues, ce qui permet de reprendre une certaine activité. En juillet 1942, L'Olympic s'est vu confier par l'A. S. F. A. l'organisation des Championnats romands d'athlétisme qui réunirent en notre ville une centaine de concurrents. Puis les athlètes de L'Olympic se rendirent pour la seconde fois aux Jeux de Genève où ils se distinguèrent notamment dans la course relai. Ils participèrent aussi à Fribourg aux 6^{mes} championnats d'armée.

Au début de 1943, L'Olympic organisa une grande conférence sportive et médicale donnée par M. le Dr Paul Martin, de Lausanne. Le lendemain un cours pratique eut lieu au Stade communal. Le 22 août 1943 eut lieu en notre ville un double match triangulaire comptant pour le Championnat suisse par équipes.

En septembre, l'effectif de l'Olympic se composait de 155 membres d'honneur et honoraires ; 229 membres actifs ; 88 Fémina ; 91 juniors ; 99 passifs, soit un total de 662 sociétaires.

Les bons résultats de l'enseignement de la culture physique donné à l'Ecole de mécanique par M. Aurèle Bugnon, ancien moniteur de L'Olympic, ont décidé la Direction du Technicum à étendre la pratique des exercices physiques aux élèves de l'Ecole d'horlogerie et de l'Ecole d'Art et, depuis le début de l'été 1943, M. André Meyrat, président technique de L'Olympic, donne chaque matin de 7 h. à 7 h. $\frac{1}{4}$, une leçon de culture physique à plus de 80 jeunes gens.

De tous temps, L'Olympic s'est occupée de l'éducation physique de la jeunesse en organisant depuis 1928 les cours préparatoires et gratuits de culture physique ainsi que les concours et les journées des jeunes. Le principe de son enseignement est d'inculquer que : « la culture physique est la *base* de tous les sports ».

Au cours de ces 36 années d'existence, L'Olympic a eu le bonheur de pouvoir compter sur une pléiade de collaborateurs dévoués.

Afin de leur témoigner la reconnaissance de la société, les assemblées générales de L'Olympic décernèrent le titre de « Membre d'honneur » à M^e Albert Rais, président du Comité d'organisa-

tion de la 3^{me} fête romande et à M. Jules Guillo, président des finances, le 11 octobre 1934. Ce titre d'honneur fut aussi décerné à onze membres de la société qui firent preuve en maintes occasions d'un intense dévouement pour L'Olympic¹⁾.

Henri Meyrat.

5. Fémina

Société d'éducation physique pour dames et jeunes filles

L'idée de créer une société de culture physique pour dames prit naissance dans l'esprit d'un ancien président de l'Olympic, M. Armand Dreyfus, qui, avec l'appui de quelques membres de l'Olympic, créa *Fémina*, sous-section de culture physique pour dames et jeunes filles. Il faut remonter en septembre 1920 pour arriver aux origines de la vie active de *Fémina*. Les débuts furent très prometteurs ; il y eut 94 inscriptions. Les leçons avaient lieu chaque lundi à 20 h., à la Halle des Crêtets ; la première, le 18 octobre 1920, sous la direction de M. Henri Gyssler fils, qui était le frère de Mademoiselle la présidente.

Le monde sportif applaudissait aux progrès que faisait l'éducation physique, mais bien des gens s'offusquèrent et ne comprenaient pas que des femmes osent... se mettre en pantalon... pensez donc... quel scandale !! (²⁾)

¹⁾ En voici la liste : MM. Jean Lampert, Henri Meyrat, André Marchand, Jules Gutknecht, Louis Lœffel, Emile Bugnon, M^{lle} Jeanne Frey, MM. André Meyrat, Henri Blaser, René Fer, Henri Chopard.

²⁾ L'état d'esprit qui régnait à l'époque fut décrit avec saveur par M^{lle} Paulette Sigrist dans les bouts rimés que voici :

Sport, sportsman, sportswoman, ces mots étrangers,
Eussent fait tressauter nos grand-mères.
Où nous voyons santé, elles auraient vu danger.
Et la décence, dira l'hypocrite commère,
Ne voilà-t-il pas que femmes et jeunes filles,
Délaissant le corset qui comprime, mais du moins les habille,
Portent culotte, Seigneur, comme des garçons,
Et vont s'exercer aux boucles et cheval-arçons !
Certains parents font un peu longue mine,
Tout ce modernisme les inquiète énormément.
Qu'ils se rassurent, la section féminine,
N'entend pas conduire des quadriges écumants,
Ni même faire la pige aux simples acrobates.
Ce qu'elle veut, c'est de la souplesse,
Déroutiller enfin ses omoplates,
Indéfiniment conserver sa grâce et sa jeunesse.
Bref, pratiquer la culture physique
Sans s'occuper des rétrogrades fâcheux,
C'est là un but d'utilité publique,
N'en déplaise aux inévitables grincheux.

Mais *Fémina* occupait une importante place au sein de l'Olympic et il fallut même déloger, de la Halle des Crêtets pour celle de l'Ouest, la sous-section d'hommes, dont l'effectif était moins fort. Pour une fois, les dames s'étaient sérieusement imposées... La leçon se terminait par un jeu avec balle où les deux camps faisaient preuve d'une belle endurance et même d'une belle combativité qui, paraît-il, fut sans égards aucun pour les « chignons ». Le costume bleu foncé ou noir de ces sportives consistait en un pantalon bouffant serré au-dessus du genou, blouse droite dépassant légèrement la ceinture et quelque peu décolletée, avec manches courtes laissant les bras nus.

C'est le 23 avril 1921, dans la grande salle du Stand, que *Fémina* se présenta officiellement pour la première fois devant le public olympien. Par la suite, la vie de *Fémina* fut intimement associée à celle de l'Olympic. Outre son activité sportive, cette société féminine sut aussi se dévouer à ses heures pour la collectivité et son activité fut particulièrement remarquée lors des journées organisées en faveur des sans-travail ; à cette occasion, elle fut récompensée par une belle coupe dédiée « Journée des chômeurs, 1921, à *Fémina* ».

La crise horlogère fut également néfaste au recrutement ; à fin 1922, l'effectif de *Fémina* était de 62 membres ; mais en mars 1923, il était tombé à 44.

Le 28 juin 1925 eut lieu à Belfort une journée sportive entre l'U. S. B. et l'Olympic, où se disputait un match de basket-ball. L'équipe sélectionnée fut surprise dès le début du jeu par les règles très différentes de chez nous et ne put fournir son jeu habituel. Cette manifestation eut pour effet de stimuler les membres de *Fémina* et dès le printemps 1926, *Fémina* se prépara sérieusement en vue du match-retour de basket-ball contre l'U. S. de Belfort qui eut lieu chez nous le 4 juillet. Mais malgré tout le sérieux de leur entraînement, nos sportives durent s'incliner devant les joueuses françaises, plus rapides et plus habituées à disputer de telles rencontres.

En juillet 1927 eut lieu en notre ville la XVIII^{me} fête fédérale des musiques au cours de laquelle l'opéra de Rossini « Guillaume Tell » fut joué ¹⁾. Nos demoiselles prirent une part active à cette exécution ainsi qu'en présentant un ballet lors des spectacles-variétés.

¹⁾ Voir page 447.

L'effectif était tombé en septembre 1927 à 25 membres, puis en 1928 à 17 sociétaires ; mais dès cette époque, la situation commença à s'améliorer. En automne 1930, *Fémina* remporta un vif succès lors de la fête de nuit organisée au Stand par l'Union Chorale, puis plus tard au Cercle de l'Union. Le 14 mars 1931 eut lieu à la Salle communale une soirée de bienfaisance organisée par l'Union des sociétés de gymnastique en faveur des chômeurs et au cours de laquelle *Fémina* présenta avec talent et dévouement de jolis numéros.

L'effectif en octobre 1932 était de 33 sociétaires. L'A. S. F. A. avait institué un insigne qui était délivré aux sportives capables de remplir certaines conditions minimum, à diverses épreuves d'athlétisme léger. M^{lle} Jeanne Frey fut la première sociétaire de *Fémina* qui obtint cette distinction. Par la suite, au cours des saisons sportives, d'autres membres reçurent aussi l'insigne sportif de l'A. S. F. A.

A partir de 1934, le comité de L'Olympic accorda une plus grande autonomie à *Fémina*, qui eut dès lors son propre comité. Cette décision marqua la « résurrection » de *Fémina*. Cette même année, une couture fut créée et comme premier travail, elle confectionna des cuissettes pour la section des pupilles qui eut fière allure à Fleurier lors de la Fête cantonale. L'activité de cette couture fut par la suite très grande ; un fonds fut constitué dans le but d'offrir une véritable bannière à L'Olympic qui ne possédait qu'un petit fanion.

Un grand événement dans la vie de *Fémina* fut certainement son admission dans l'Association neuchâteloise de gymnastique de dames, qui est elle-même une section de l'Association suisse de gymnastique féminine. *Fémina* fut la douzième société neuchâteloise et s'annonça avec un premier effectif de 12 membres actives pour débiter. Cet effectif fut augmenté par la suite.

Dès juin 1935, les leçons de culture physique en plein air eurent lieu sur le Stade communal de construction récente. De plus, au cours des hivers on organisa des cours de skis qui obtinrent de légitimes succès.

Le 6 juin 1937, une Journée féminine de jeux du Cercle jurassien neuchâtelois et bernois eut lieu au Stade communal de La Chaux-de-Fonds. Au cours de cette manifestation, *Fémina* se distingua et obtint plusieurs bons résultats aux jeux avec balle et notamment à la course d'estafette où elle se classa première sur 11 équipes.

Le samedi 28 août, 29 membres de *Fémina* prirent part aux épreuves du concours local du 30^{me} anniversaire de L'Olympic. Puis le samedi 9 octobre 1937, au cours de la manifestation du 30^{me} anniversaire de L'Olympic, *Fémina* remit à L'Olympic une magnifique bannière.

Au début de 1938, vu la grande participation aux leçons, le Comité directeur prit des mesures pour mettre la halle des Crêtets à disposition de *Fémina*.

Le 14 août 1938, eurent lieu en notre ville les 5^{mes} championnats suisses féminins d'athlétisme. Sept membres de *Fémina* prirent part aux concours et des exercices d'ensemble furent présentés par la section. Cette manifestation fut la première de ce genre à La Chaux-de-Fonds.

Dès la guerre déclarée, la couture fut mise à contribution ; ses membres travaillèrent pour la Croix-Rouge avec un dévouement désintéressé qui fit honneur à *Fémina*. Puis il fallut songer aussi au Noël des cent Olympiens mobilisés.

En 1940, on organisa modestement le vingtième anniversaire de *Fémina*. La fête du 4 mai, à l'Astoria, fut une complète réussite. Des présents furent adressés à *Fémina* et à sa présidente-monitrice M^{lle} Jeanne Frey. L'effectif, à cette époque, était de 6 membres honoraires et 89 actives soit au total 95 sociétaires. Un groupe de chant fut également constitué.

C'est depuis décembre 1940 que la nouvelle grande halle du Gymnase fut mise à disposition des sociétés sportives par l'autorité communale. *Fémina*, vu sa grande activité et son important effectif, bénéficia d'un soir pour ses leçons dans ce vaste et spacieux local.

Aux exercices aux halles et aux parties de skis, succèdent les courses à travers les campagnes ou au lac soit à pied soit en vélo. Le mercredi soir une grande animation règne au Stade communal où la culture physique attire les jeunes filles et les dames soucieuses de leur santé.

Henri Meyrat.

6. La société d'escrime

En 1876, quelques amis se réunissaient pour faire de l'escrime avec un M. Gerber, horloger de son métier, qui pratiquait les armes ainsi que la danse. Dans ce groupe nous trouvons M. Albert Bourquin-Jaccard, l'actuel doyen de la société.

En 1877, un maître d'armes français nommé Coeur de Roy vint en notre ville, et quelques amis se retrouvaient le soir chez M. Sandoz-Müller, à la rue du Parc 1, pour cultiver le sport des armes.

En 1883, la Société d'Escrime est fondée, sous la présidence de M. Chs Perret-Quartier. Il est fait appel au maître d'armes Ramuz. La société prend ses premières assises à la rue Léopold-Robert 14 où se trouve actuellement l'imprimerie Haefeli.

En 1886, la société occupe de nouveaux locaux à la rue Jaquet-Droz 43, et a un nouveau professeur en la personne de Maître Descamp. La présidence de la société est assumée tour à tour par MM. Gustave Douillot, Dr Alcide Bourquin, Paul Robert, Léon Boillot, Bolle-Landry, Louis Calame-Sulzberger, Arnold Braunschweig.

En 1895, la société fait appel au maître d'armes Charles Bersin.

En 1900 et 1904, notre société se classe champion de fleuret entre salles de Suisse, avec comme tireurs MM. Léon Wyss, Francis Tétaz, Eugène Piccard. La société prend un si bel élan qu'il faut engager le prévôt Gillet de 1903 à 1905.

En 1916, après 21 ans d'enseignement, maître Chs Bersin quitte la société pour se rendre en France, et il est fait appel successivement à des maîtres d'armes belges internés en Suisse, maître Lambrechts et maître Ansoul.

Entre 1917 et 1928, changements de salles. Nous occupons tout d'abord les locaux rue Léopold-Robert 66, ensuite rue du Rocher 7 et finalement rue Neuve 8, local actuel de la société.

La présidence est assumée tour à tour par MM. Franz Wilhelm, Louis Liechti, Jules Spillmann. De 1919 à 1928, il est fait appel à maître Julien Bussière, et depuis 1929 à ce jour à maître Albert Jammet.

M. Franz Wilhelm représenta la Suisse, en qualité de capitaine d'équipe aux Jeux Olympiques de Paris, puis, en 1929, MM. Franz Wilhelm, Dr Francis Descoeudres, Jules Spillmann forment l'équipe militaire suisse au Championnat du monde à Budapest.

Se succèdent à la présidence MM. André Borle, Jules Spillmann, Edmond Tannaz, Marcel Lévy, et depuis 1938 l'actuel président Julien Borle.

1936. La société sort champion suisse civil, par équipe à l'épée (MM. Jules Spillmann, André Borle, Pierre Bloch). 1941. La société à nouveau sort champion suisse civil et militaire (équipe formée de MM. Jules Spillmann, André Borle et Marcel Lévy).

Les présidents d'honneur furent M. Jules Ducommun-Robert, décédé en 1924, et M. Paul Berner¹⁾, disparu l'an dernier. Ce dernier s'intéressa tout particulièrement à l'étude du sport des armes. Possesseur de toute la littérature relative à l'escrime, il s'était acquis dans ce domaine une érudition unique. Sa collection complète vient d'être offerte par ses héritiers à la Société d'Escrime.

Le nouveau président d'honneur est M. Jules Spillmann.

Julien-C. Borle.

7. Le club d'escrime Salle Oudart

Venant de France, M. Omer Oudart, escrimeur émérite, prévôt dans l'armée française, travailla plus de trente ans pour amener les jeunes gens au sport de l'escrime.

Le 1^{er} mai 1897 neuf citoyens fondèrent le Club d'Escrime. La présidence est confiée à M. Arnold Berger, poste qu'il occupera jusqu'en 1902. Le maître d'armes est M. Omer Oudart. Les leçons se donnent d'abord au Collège de la Promenade puis au domicile de M. Oudart, rue de l'Envers 24.

Puis le Club qui fait preuve d'une belle vitalité s'installe le 19 novembre 1904, dans un local plus spacieux, rue Jaquet-Droz 8. Les lampes à pétrole sont abandonnées pour l'éclairage au gaz. Mais les membres deviennent exigeants et désirent encore plus de confort. On loue le 31 octobre 1913, rue Jaquet-Droz 9, un local approprié comprenant une grande salle et un vestiaire avec douche. Hélas ! en 1926, le propriétaire résilie le bail et les logements sont rares. Après de nombreuses démarches, le comité propose le troisième étage du bâtiment de l'Hôtel des Postes, choix qui rallie tous les suffrages. Le local est splendide mais l'installation exigera une dépense de plus de mille francs. La nouvelle salle, local actuel du club, est inaugurée le 20 novembre 1926.

Sous l'habile direction de M. Oudart, les tireurs travaillaient fort et ferme : M. Jacques Harder se classa deuxième au concours national au fleuret organisé par la salle Bersin de notre ville le 1^{er} décembre 1906. La même année au concours international d'escrime à Zurich, M. J. Harder obtient la première médaille d'or.

Le 10^{me} anniversaire de la fondation du club est fêté par un modeste banquet en 1907. De 1907 à 1913, de nombreuses ren-

¹⁾ Voir page 354.

contres sont organisées entre la salle Oudart et les autres sociétés : « Le Fleuret », le Groupe L'Abeille, le Groupe du Cercle Montagnard et la Société d'Escrime de St-Imier.

Le bel élan qui marqua l'année 1913 fut brisé par la déclaration de guerre en 1914. En 1915, le nombre des membres tombe à neuf.

Sollicité d'entrer dans le giron de la Fédération nationale suisse d'escrime, le Club d'Escrime pose sa candidature et est reçu membre en 1921.

La salle Oudart se fait un devoir de faire participer ses tireurs aux championnats nationaux de fleuret. C'est à M. Edouard Oudart, fils, qu'échoit l'honneur d'ouvrir la série des succès que les escrimeurs de la salle Oudart vont obtenir dans ces rencontres.

L'organisation du 7^{me} championnat national de fleuret est confiée à la salle Oudart. Celui-ci se dispute le 26 février 1928 dans les locaux du Cercle du Sapin.

Après une courte maladie, M. Omer Oudart est enlevé à l'affection des siens le 1^{er} août 1928. Ce fut une perte immense pour le club, M. Oudart était devenu une physionomie chauds-de-fonnière sympathique et bien connue. Il forma toute une phalange de tireurs qui, par leur belle tenue et leurs succès, honorèrent notre cité. Son fils Edouard, formé à l'excellente école de son père, est appelé à lui succéder.

A son tour, notre armée vient à l'escrime et patronne les championnats militaires. La salle Oudart ne pouvait ignorer ces manifestations et délègue deux de ses tireurs.

Avec un bel enthousiasme, le Club d'Escrime fête ses quarante ans le 22 novembre 1937. Une centaine de personnes remplissent les salons de la Fleur de Lys.

Encore une fois c'est la guerre. Dans ces conditions un entraînement régulier devient impossible et la participation aux championnats s'en ressent.

Pour terminer cet exposé soulignons les noms de quelques membres qui, par leur activité et leur dévouement ont contribué à l'heureux développement du Club d'Escrime et à sa prospérité :

Omer Oudart, professeur pendant 31 ans, qui se donna tout entier à son cher club ; Henry Buffat, Georges Hasler, Paul Ulrich qui, à tour de rôle, occupèrent pendant plusieurs années la charge de président et remplirent cette tâche, souvent difficile, avec beaucoup de compétence ; Edouard Oudart qui, depuis quinze ans, enseigne à la salle avec autant de science que de compétence ; Paul Ducommun qui, par ses brillants succès, a maintenu le bon renom

de la salle Oudart ; Edouard Marlétaz, trésorier du club durant de nombreuses années ; Paul Robert, président depuis 1939 à qui échoit la tâche ingrate de diriger le Club d'Escrime pendant cette période de guerre.

Le Club d'Escrime, salle Oudart, sera bientôt cinquantenaire.

P. Robert.

Les clubs de football¹⁾

1. Le F.-C. La Chaux-de-Fonds

Le football a commencé à être pratiqué à La Chaux-de-Fonds dès l'année 1890. Le pasteur Paul Pettavel, avec les frères Stammelbach, ont introduit le jeu en notre ville et l'inculquèrent aux jeunes gens que ce sport intéressait.

Le F.-C. La Chaux-de-Fonds, qui fut le premier à pratiquer le football dans la cité montagnarde, vit ses origines à l'Union Chrétienne où s'était formée une sous-section de football. Durant quelques années, le comité de cette institution s'opposa à l'entrée dans l'ASF. Enfin, elle pose sa candidature et le 19 août 1900 fut reçue membre de cette association, au cours de l'assemblée tenue à Aarau.

Le 7 mars 1894, une quarantaine de personnes se réunissent à la Brasserie du Cardinal (Place de l'Hôtel-de-Ville) et y fondent le F.-C. La Chaux-de-Fonds.

Tout au début, on joua sur le terrain sud-ouest du bâtiment de l'Union Chrétienne, à Beau-Site. Les parties se disputaient sur deux camps, avec un nombre de joueurs illimité de chaque côté.

Peu à peu les règles s'établissent venant d'Angleterre. Les équipes ne comptèrent plus que onze joueurs. Des matches amicaux se disputent le plus souvent avec Neuchâtel.

Un membre du club, que ses études avaient appelé à Zurich, est de retour à La Chaux-de-Fonds. Ce centre-demi des Grasshoppers renforce sensiblement l'équipe. Il s'agit d'Auguste Lalive, devenu par la suite directeur du Gymnase. D'emblée, il s'avère équipier de première force, excellent technicien et meneur d'hommes. Avec Arnold Zingg il crée l'un des premiers terrains clôturés en Suisse, au lieu dit sur le Pont, à la Charrière.

La place de jeu de Beau-Site ne donne plus satisfaction. On choisit le terrain au sud du collège de la Charrière. Il s'agissait alors d'une « cuvette », avec, à l'une des extrémités, un étang. Que de rencontres mémorables ont été jouées dans ce « trou ». Le match

¹⁾ Nous n'avons reçu aucun texte du F.-C. La Chaux-de-Fonds. Les renseignements que nous donnons ici sont tirés de l'« Historique de deux Clubs », publié à l'occasion du 50^{me} match La Chaux-de-Fonds Etoile le 2 mai 1943. Quant au F.-C. Floria, il a renoncé à nous communiquer un historique. Il est mentionné toutefois dans le rapport de l'Olympic, page 661-662.

d'inauguration mettait aux prises le F.-C. Berne avec l'équipe des Blancs. Les locaux gagnent par 5 buts à 0 devant une belle assistance.

En ce qui concerne l'Association cantonale neuchâteloise, elle a été créée par Aug. Lalive, Arnold Zingg et Henri Ducommun, appuyés par les clubs du Vignoble. *Ce fut la première en Suisse.*

La place de jeu de la Charrière est mise en état et son inauguration a lieu le 2 octobre 1904. Le F.-C. Zurich, qui avait bien voulu se déplacer, fut battu par 2 buts à 1.

Cette année-là le F.-C. La Chaux-de-Fonds est champion de Suisse romande.

Le premier match final suisse eut lieu à Berne le 2 avril 1905. Chaux-de-Fonds et Young-Boys font match nul, 2 à 2. Le second match se déroula à nouveau dans la ville fédérale contre Grasshoppers, qui gagne 2 à 1. La Commission des arbitres a son siège à La Chaux-de-Fonds, avec Aug. Lalive, président.

En 1910, la direction de l'Athlétisme en Suisse est confiée à La Chaux-de-Fonds.

L'année suivante, c'est l'ASF qui a son siège chez nous. M. Henri Ducommun est désigné comme président.

C'est en 1911, le 21 mai, que s'est jouée au Parc des Sports, la seule rencontre internationale à La Chaux-de-Fonds, entre l'Italie et la Suisse. L'équipe transalpine fut battue par 3 buts à 0.

La même saison, l'équipe nationale joue contre une équipe combinée F.-C. Etoile et Chaux-de-Fonds. Nos nationaux ne peuvent faire mieux qu'un résultat nul, 3 à 3, non sans que l'arbitre ait favorisé les rouges et blancs.

Au printemps 1912, le vorort de l'ASF est encore une fois confié à La Chaux-de-Fonds.

Le Parc des Sports subit différentes modifications. L'enceinte extérieure est agrandie pour permettre d'établir une piste pour la Société de Cavalerie. La place de jeu n'est pas modifiée.

En 1914, nous célébrons le 20^{me} anniversaire du club au cours d'une soirée avec banquet. A cette époque, le club est dirigé par Adamir Sandoz, Emile Leuthold, Alfred Jacot, Roncoroni, Georges Perrin.

Quelques mois après, la guerre mondiale est déclarée. Nos équipes jouent incomplètes.

Pendant la saison 1915-1916, le F.-C. La Chaux-de-Fonds, seul des clubs suisses, a engagé 5 équipes. Certains dimanches, y compris les matches d'entraînement, 66 joueurs sont mis sur pied.

Nous avons besoin d'un président actif, ferme, énergique. Le Dr Châtelain fut cet homme, et le F.-C. La Chaux-de-Fonds connut sous sa direction des années prospères. Par la suite, le Dr Eug. Châtelain fit partie de la Commission de recours de l'ASFA et durant plusieurs années en fut président.

1916-1917 : Année glorieuse. En fin de saison, trois équipes sont champions et participent aux finales I, III et IV.

Chaux-de-Fonds gagne tous ses matches sauf le premier, perdu à Lausanne contre Montriond. Il est classé premier avec 25 points.

La finale suisse se joue à Berne sur le terrain du Spitalacker. Winterthour gagne par 3 buts à 2. Nous perdons après avoir mené le jeu durant toute la partie.

Dans le train qui revenait de Berne à La Chaux-de-Fonds — le 21 juin — Adamir Sandoz dit : « Cet automne, nous aurons nos tribunes ! » La semaine qui suivit, « Ada » se met en route pour trouver 30,000 francs en actions de 500 francs. Après trois semaines, le capital était souscrit. Le 9 septembre 1917, les tribunes sont inaugurées. Cette fête sportive fut sans contredit la plus belle organisée dans notre ville jusqu'à ce jour. Les F.-C. Montriond, de Lausanne, et Blue-Stars avaient été invités. La Musique militaire Les Armes-Réunies fonctionne comme musique de fête. Les tribunes contiennent 400 places assises. L'intérieur est fort bien disposé : 5 cabines, des douches, une buvette. Chaux-de-Fonds bat Montriond, 2 à 1.

Le dimanche 14 octobre, l'ASF fixe un tournoi à La Chaux-de-Fonds. Y participent : Aarau, Etoile, Bienne et Chaux-de-Fonds. Chaux-de-Fonds bat Bienne, 5 à 1. Le meeting de Neuchâtel réunit à Colombier 11 équipes. Chaux-de-Fonds en est vainqueur et reçoit une superbe coupe.

En 1918-19, sévit l'épidémie de grippe. L'ASFA prohibe toute manifestation en plein air. Néanmoins nous avons battu notre rival local 3 à 2, quelques semaines après qu'il ait glorieusement conquis le titre de champion suisse. Les Juniors sont champions romands pour la sixième fois. Ces résultats sont obtenus grâce à l'entraînement de Ch. Dumont.

En 1921-22, le Sparta, de Prague, en tournée, dispute deux matches au Parc des Sports. Les Tchèques jouent le samedi contre la première et le dimanche contre le F.-C. Bâle. Au cours de ces deux parties, les visiteurs firent une démonstration de football telle que nous n'en vîmes jamais jusqu'à ce jour en notre ville.

Le grand club montagnard célèbre dignement en 1923-24 le 30^{me} anniversaire de sa fondation par trois fêtes parfaitement réussies. La première équipe effectue à Pâques un déplacement en Allemagne. Le club compte 600 membres. Les juniors remportent le championnat de Suisse romande. Les différentes équipes du club ont joué au total 109 matches dont 68 gagnés, 30 perdus et 11 nuls.

L'année suivante, nouveau voyage, avec les dames, aux Iles Borromées. Les juniors gagnent une fois de plus le championnat romand.

La saison 1925-26 voit les cadres rajeunis. L'année suivante en mai, le onze de Middlesex-Wanderer, de Londres, dispute une rencontre au Parc des Sports. Le jeu anglais, très différent de celui pratiqué par les Tchèques, est fort admiré.

En 1928-29, les frères Jaggi abandonnent le F.-C. Servette et viennent se fixer à La Chaux-de-Fonds en même temps que le keeper Ernest Berger.

Un nouveau déplacement en Italie. Notre onze joue à Trévise et à Padoue. Georges Eberhard, qui jouera un grand rôle au sein du F.-C. Chaux-de-Fonds, est nommé président. Le 17 août, le Royal-Club d'Anvers joue à la Charrière. L'assemblée générale de l'ASFA nomme le Dr Eug. Châtelain à la Commission de recours.

En 1930, le Royal-Standard d'Anvers invite la première du F.-C. Chaux-de-Fonds à se rendre en Belgique.

Nous ne relevons durant les dix années 1930-1940 que les faits importants qui se sont passés au sein du F.-C. La Chaux-de-Fonds.

Durant les fêtes pascales, le onze joue à Bordeaux. Quelques mois après, la première équipe est honteusement frustrée du titre de champion romand. Chaux-de-Fonds dépose protestation. L'affaire traîne et la Fédération internationale de football tranche le litige en faveur d'Urania.

Au mois de mai, nouveau déplacement à Marseille de la première équipe. En automne, c'est le F.-C. Tubantia, d'Anvers, qui joue à la Charrière. Le match reste nul, 4 à 4. M. Vilmos Zsigmond est engagé à titre d'entraîneur pour la nouvelle saison. Des travaux d'aménagement sont effectués au Parc des Sports, afin de préparer une nouvelle place de jeu pour l'entraînement et les matches de séries inférieures.

Au cours de la saison 1932-33, l'équipe principale joue 83 matches ; 39 sont gagnés, 30 perdus, 14 nuls. Georges Eberhard préside la Commission technique.

La saison suivante est pénible. Nous évitons de peu la relégation.

Maintenir une équipe en division nationale dans une ville qui a perdu un quart de sa population constitue un problème ingrat pour les dirigeants d'un club de football. La première équipe nage presque toujours au bas de l'échelle du classement. Finalement ce qui devait arriver se produisit et à la fin de la saison 1936-37, nous sommes relégués et devrons jouer en première ligue. Vite on se remet à la tâche pour préparer la saison à venir. L'entraîneur Alexandre Peics, qui avait déjà fait ses preuves au F.-C. Chaux-de-Fonds, est engagé. La lutte reprend et les victoires succèdent aux victoires. Le titre de champion suisse est enlevé de haute main et l'on verra à nouveau l'équipe des blancs reprendre sa place en ligue nationale.

Le Parc des Sports subit d'importantes améliorations. Une nouvelle place de jeu a été construite avec tous les soins voulus, de façon à permettre l'écoulement rapide des eaux. La pelouse constitue un vrai billard et les gradins établis autour permettent à plusieurs milliers de spectateurs de suivre le jeu sans la moindre incommodité. Les tribunes, construites en béton, peuvent rivaliser avec n'importe lesquelles du pays. L'aménagement intérieur est des plus modernes. L'inauguration a eu lieu le samedi 31 août et dimanche 1^{er} septembre 1940, avec la participation des F.-C. Etoile, Granges et notre vieil ami le F.-C. Young-Boys. Le tournoi mettait aux prises le premier jour Etoile et Chaux-de-Fonds et Granges-Young-Boys, le second jour, les vainqueurs et les vaincus. Le classement final donne : 1. Young-Boys ; 2. Chaux-de-Fonds ; 3. Granges ; 4. Etoile.

Durant la saison 1941-42, le sympathique M. Volentik, qui entraîne le onze des blancs, cherche tous les moyens possibles pour améliorer le jeu. Malgré tous ses efforts, les matches sont régulièrement perdus. La lutte pour la relégation est très vive entre St-Gall, Bienne et Chaux-de-Fonds.

Finalement, ce sont les Montagnards qui sont relégués. Ainsi, deux fois en 5 ans, il faudra jouer en première ligue.

Le Comité technique désirait un entraîneur de valeur. Il arrêta son choix sur Trello Abbeglen, 54 fois international, joueur absolument complet et grand technicien. Ce choix s'avère excellent.

A. St.

2. Le F.-C. Etoile-Sporting

La fondation de la société date de l'année 1898 où les membres de « Patria », groupement d'étudiants et de jeunes gens des écoles supérieures de la ville, conçurent le téméraire projet de créer un grand club de football qu'ils appelèrent F.-C. Etoile. Pendant quelques années, nos jeunes gens se contentèrent de participer à des compétitions régionales, mais ils avaient de plus hautes visées et, en 1902, le F.-C. Etoile devient membre de l'Association suisse de football où il joue tout d'abord en série C puis en série B.

Au cours de l'année 1906, deux clubs de la ville, les F.-C. Helvétia et Tourelles, viennent se ranger sous la bannière stellienne. Cette fusion ne tarde pas à porter fruit et la saison 1908-1909 voit Etoile F.-C. I remporter le titre de Champion suisse, série B. Ce magnifique résultat vaut à la société d'être promue en série A lors de l'assemblée tenue à Zurich le 25 juillet 1909 par les délégués des clubs de l'A. S. F.

Les Stelliens qui avaient disputé leurs premiers matches sur le terrain de Beauregard, ensuite à la Charrière, puis sur l'actuel emplacement de l'Usine électrique, inaugurèrent le 17 octobre 1909, le parc du F.-C. Etoile — où se trouve maintenant le stade de la S. E. P. L'Olympic. Cette journée fut consacrée par la première victoire du club en série A : 7 buts à 5 (!) contre Stella F.-C. de Fribourg.

Le 30 novembre 1910, un troisième club local, Red-Star F.-C., vient à son tour prendre rang dans la cohorte stellienne. La saison 1911-1912 apporte au F.-C. Etoile le titre de Champion de Suisse centrale, série A et, dans la première finale jouée à Lausanne le 26 mai 1912, nos Stelliens battent par 3 buts à 1 le Servette F.-C. de Genève.

Le premier numéro du « Stellien », organe officiel de la société, fait son apparition le 24 mai 1914, à l'occasion d'un derby disputé au Parc de l'Etoile et gagné 3 à 1 par le team rouge et noir.

A l'assemblée générale de l'Association suisse de football du 22 juillet 1917 à Berne, M. John Forster — l'un des actifs dirigeants du F.-C. Etoile — est acclamé président de la Commission des arbitres.

Le 20 octobre 1918, renouvelant l'exploit du 12 octobre 1913, quatre équipes du F.-C. Etoile battent quatre équipes du F.-C. La Chaux-de-Fonds. C'était alors l'époque où les derbys faisaient sen-

sation et attiraient la toute grande foule qui se passionnait à en suivre les péripéties. Puisque nous parlons derbys, mentionnons que les rencontres Chaux-de-Fonds I—Etoile I disputées depuis le 24 octobre 1909 au 5 mai 1943 sont au nombre de cinquante, chaque club en ayant gagné 20, 10 étant demeurées nulles.

Renvoyée à cause de la grippe, la célébration du vingtième anniversaire se déroula le 1^{er} mars 1919 dans les salons du Restaurant de Bel-Air, où le banquet officiel réunit plus de 300 convives. Les vingt-ans du F.-C. Etoile devaient être auréolés de gloire par la brillante conquête du titre de Champion suisse série A, saison 1918-1919, en battant par 2 buts à 1 Winterthour F.-C., champion de Suisse orientale, après avoir, quinze jours auparavant, triomphé par 3 buts à 2 du Servette F.-C., champion de Suisse romande.

Relevons en outre qu'à la fin de cette même saison 1918-1919, Etoile F.-C. II est champion romand de série B, tandis que, pour compléter ce magnifique palmarès, Etoile F.-C. III remporte de haute lutte le championnat suisse de série C.

Désireux de posséder enfin un terrain qui soit à la mesure des circonstances, le F.-C. Etoile entreprend d'actives démarches et obtient du Conseil d'Etat l'autorisation d'organiser une grande loterie de trente mille billets. Le succès en est rapide autant que complet et le tirage officiel peut être effectué le 9 février 1920.

Dès lors, les travaux d'aménagement du Stade des Eplatures — auxquels tous les membres participent énergiquement — sont rondement menés et l'inauguration se déroule les 4 et 5 septembre 1920. Un magnifique tournoi disputé entre Internazionale F.-C. de Milan, champion d'Italie, Servette F.-C., Bâle F.-C. ainsi que la première équipe stelliennne, voit le club bâlois sortir victorieux dans un style superbe. Les Armes-Réunies et La Lyre fonctionnaient comme musiques de fête.

Le moment est venu d'ouvrir une parenthèse pour faire mention des relations internationales du F.-C. Etoile. La première équipe se rendit dans divers pays du continent et même d'Afrique : en Italie (Pâques 1912, Pâques 1914), à Paris (Pâques 1913, Challenge international), en Espagne (Noël 1916), en Algérie (voyage de trois semaines, Pâques 1921). Le club reçut en revanche des équipes allemandes, françaises, belges et anglaises et une équipe d'internés belges et anglais.

En août 1922, à l'instar d'autres grands clubs suisses, Etoile F.-C. engage un entraîneur en la personne du Viennois M. G. Lanzer.

Il est dommage que celui-ci n'ait été disponible que pour 6 mois environ, car son enseignement s'avéra excellent.

Le 25^{me} anniversaire est célébré les 1^{er} et 2 septembre dans une atmosphère enthousiaste. Un tournoi mettant aux prises L'Union sportive suisse de Paris, Servette F.-C. et le team rouge et noir reste l'apanage des Genevois qui se montrent en belle forme.

Juin 1927 est une date critique pour le club, la première équipe étant en danger de relégation, mais la fin du championnat suivant, saison 1927-28, montre notre onze dans une forme éblouissante qui lui permet de triompher successivement des trois clubs qui le précèdent au classement : Etoile-Carouge, Servette et Bienne.

Et voici le 30^{me} anniversaire — 25 et 26 août 1928 — avec la participation des Blue-Stars de Zurich, Nordstern F.-C. de Bâle et le F.-C. Etoile qui disputent le tournoi des « 3 Etoiles », gagné par nos Stelliens.

Avec la saison 1928-1929 coïncide, sauf erreur, la création de la « division nationale » où notre classement nous fait automatiquement accéder. Le professionnalisme — auquel tendent de plus en plus quelques clubs aux possibilités financières étendues — va prendre un développement considérable et ouvrir toute grande la porte à ces marchandages que le sport réprouve. Après quatre années durant lesquelles nous devons lutter sans cesse contre des difficultés accrues précisément par le professionnalisme, nous subissons à l'issue de la saison 1931-1932, la relégation en première ligue.

Les éléments contraires sont désormais notre apanage et le découragement passe dans nos rangs. Tout semble se conjuguer pour nous renverser et le professionnalisme a gagné la première ligue aussi où il sévit comme une irrésistible gangrène. Malgré d'héroïques efforts pour colmater les brèches, nous terminons au dernier échelon du classement le championnat 1933-1934.

Ce sont les jours les plus sombres de notre histoire qui surviennent ici car il n'est plus possible de continuer une activité quelconque sur des bases aussi fortement ébranlées. Un club — ami sincère de toujours — auquel nous saisissons cette occasion de rendre encore hommage, le Sporting-Dulcia F.-C., intervient. C'est la fusion et avec elle l'aurore d'une ère nouvelle qui marquera le début de la magnifique épopée où les efforts réunis des anciens et des jeunes ramèneront le club au rang qui lui revient.

On recommence donc par la 4^{me} ligue sous le nom de Sporting F.-C., mais, dès la première saison — championnat 1934-1935 — notre équipe termine nettement en tête du classement et déjà

remonte en troisième ligue. Le sang nouveau infusé à l'organisme montre ses effets. Ce n'est pourtant qu'après trois années dans cette série que le club — qui a pris la dénomination de Sporting-Etoile F.-C. — accède à la 2^{me} ligue.

Le championnat 1938-1939 est alors attaqué avec une ardeur décuplée et le team rouge et noir, qui porte désormais son nom actuel d'Etoile-Sporting F.-C., termine la saison sans avoir connu la défaite, reprenant ainsi brillamment la place des aînés en première ligue et remportant de surcroît le titre de Champion romand de 2^{me} ligue. Merveilleuse coïncidence qui permit de fêter en juin 1939 dans un même enthousiasme joyeux, le 20^{me} anniversaire du titre de champion suisse 1918-1919 série A, ainsi que les magnifiques performances de la jeune équipe stelliennne.

Des hommes jeunes, actifs et résolus tiennent le gouvernail, en tête desquels M. Maurice Perregaux, le dévoué président à la brèche depuis la réorganisation. Par l'importance de son effectif — 470 sociétaires au total — Etoile-Sporting F.-C. est le club le plus nombreux du canton. L'avenir serait donc riche d'espoirs si la guerre n'était survenue.

M. C.

3. Le F.-C. Le Parc

Le F.-C. Le Parc doit sa naissance à huit ou neuf jeunes gens qui pour pratiquer leur jeu favori allaient au bout de la rue du Parc trouver un vrai terrain de jeu. Tous les beaux soirs nous nous y retrouvions avec une balle de rencontre et souventes fois les propriétaires de l'emplacement durent nous en expulser par les moyens auxquels l'on a toujours eu recours en ces circonstances. Les anciens footballeurs ont déjà reconnu le terrain du F.-C. Catholique. Poussés par l'instinct de société, et comme les autres quartiers, on forma une équipe complète qui pour toute la gent des écoles et des rues prit le nom de la rue où gîtaient ses plus nombreux éléments, la rue du Parc. Que de fois l'Emancipation, la rue du Nord, les Tourelles ont rencontré pendant les beaux soirs d'été la rue du Parc, au-dessus, au-dessous et à travers le bien-heureux terrain de la société précitée qui eut, à son heure, une célébrité méritée. Puis prenant conscience de notre force relative, nous nous mîmes à jouer plus sérieusement, des rencontres plus normales valurent à notre rue une réputation qui passa les bornes de notre quartier. Tout allait pour le mieux et notre rue en matière de football étendait tou-

jours plus sa réputation, lorsque la guerre survint, les jeux finirent. Mais toute jeunesse demande à s'épanouir et en 1916, la première tourmente passée, nous reprîmes tout doucement le chemin du bout de la rue du Parc, le terrain du F.-C Catholique tombait en ruine, il n'en fut plus question en peu de temps ; déjà les chômeurs travaillaient le champ pour continuer notre rue. Après avoir couru quelque temps dans ce gâchis sans nom, il fallut abandonner tout espoir d'aller faire notre exercice dans ces parages.

L'hiver passa, le printemps, comme toujours, arriva et avec les longs soirs une envie à ne plus tenir nous prit pour notre sport favori et pour s'y livrer : la rue... Tout cependant n'était pas perdu, le plus âgé de nous, Armand Vuilleumier, émit l'idée de fonder une vraie société, de trouver un terrain. Notre ami prit la chose à coeur et dénicha un coin de terrain au bout de la rue du Parc, propriété de M. Maurice Blum de la fabrique du Parc. Il élaborà des statuts, mit en train des cotisations. Il nous demanda de faire une assemblée au Café Richard pour faire somme toute une fondation définitive de club. Tous les Parciens de cette époque se souviennent de la première assemblée dans un café où d'aucun allait pour la première fois. Seul le nom du club donna lieu à une discussion nourrie : plusieurs proposèrent des noms anglais ou autres... mais notre président émit l'idée que puisque tous les membres habitaient la rue du Parc, que l'on avait un terrain sis au bout de cette rue, que nous le devions au propriétaire de la fabrique du Parc, il nous fallait en faire notre nom. Ce fut avec le triple « Hourrah qu'il vive ! » que nous regagnâmes nos pénates peu éloignées il est vrai. Nous étions au soleil, il fallait y rester, vivre, s'agrandir et surtout et avant tout rester amis.

Au début du mois de juillet 1917, nous reçûmes une invitation à participer à un tournoi. Le projet d'y prendre part germa dans nos têtes et nous eûmes alors à résoudre le grave problème de l'équipement. Enfin le 17 juillet arriva, après avoir disputé plusieurs rencontres, notre team I se classa troisième. Le club participe la même année au championnat organisé par le F.-C. Union et la finale jouée sur l'ancien terrain du F.-C. Etoile fut l'occasion pour nos couleurs d'une belle victoire qui nous attribua la coupe de ce championnat. Notre petit club prit une activité inespérée, appuyée par les sociétés de football de la ville, notre demande d'admission à l'A. S. F. A. fut acceptée lors de l'assemblée de cette Association, les 10 et 11 août 1918. Nous étions engagés pour le championnat suisse saison 1918-19 en série C de la section de football. Il nous

fallut demander de jouer nos matches sur les terrains adverses. Par la suite, nous avons connu bien des vicissitudes concernant un terrain de jeu ; actuellement nous jouons au Parc des Sports de la Charrière. Quant aux couleurs, après avoir connu un monogramme fixé tant bien que mal sur une camisole blanche, nous adoptons le maillot moitié jaune, moitié noir, nous ne devons pas nous repentir de notre choix, mais en rire... en effet, dès notre premier match sous ces couleurs, nous fûmes baptisés « guignols ». En 1921, nous optons pour les jerseys rayés jaune et bleu pour en arriver quelques années plus tard au choix du maillot bleu à parements blancs et cuissettes blanches, couleurs sous lesquelles nous jouons actuellement. En 1919 eut lieu l'entrée de notre club dans l'Association cantonale neuchâteloise ; nos équipes enlevèrent quelques titres de champion de groupe et remportent même le titre envié de champion neuchâtelois série C en 1921. Les saisons se succédèrent avec d'amères défaites mais aussi avec des victoires retentissantes. Nos équipes prirent part à plusieurs tournois et s'y classèrent brillamment, enlevant en dernier lieu le challenge Stella au tournoi de Boudry. La reprise du championnat après la mobilisation fut mauvaise pour nous et jouant de malchance nous fûmes relégués en quatrième ligue en fin de saison 1941-42. Nos efforts comme par le passé ne seront pas vains et nous allons toujours de l'avant en n'oubliant pas que nous sommes le seul club du jeu de rue à avoir tenu envers et contre tout.

G. Favre.

Le tourisme et les sports d'hiver

1. Le Club alpin suisse

Le Club Alpin (C. A. S.) — fondé en 1877 comme sous-section de Neuchâtel — comptait à cette époque 17 membres. Avec ses groupes du Locle et St-Imier, l'effectif en 1944 est de 550 membres. Il n'y a pas de membres passifs.

La section est devenue autonome en 1887. Elle a construit cinq cabanes dans les Alpes, près du glacier d'Oberaletsch et dans la région de Valsorey. Deux de ces refuges ont été détruits par l'avalanche et le feu.

En 1897, la section a organisé la fête centrale du C. A. S. et en 1932, l'assemblée des délégués.

En 1916 et 1921, elle a installé des stations de secours au Lötschental et à Bourg St-Pierre.

Chaque année depuis 1892, le rapport annuel publie des monographies alpestres et des articles consacrés au Jura. En 1931, a paru une carte au 25/000 de la région du Doubs, des Brenets à Goumois ; un travail remarquable dû à la plume du Dr Eug. Robert accompagnait cette carte.

La bibliothèque, les photographies prises en majeure partie par MM. Rieckel et Courvoisier de 1890 à 1905, les cabanes miniatures construites par M. Ch. Mattern ¹⁾, constituent des collections intéressantes déposées au local.

Le Club Alpin, par ses cours, conférences, installations de chalets dans les Alpes et le Jura, etc., s'efforce de développer le goût et le respect de la montagne dans nos populations. *M. Favre.*

2. La société d'embellissement

En 1885, La Chaux-de-Fonds comptait 24,183 habitants ; elle aimait à s'appeler, avec un brin de coquetterie, « le grand village ».

Mais quelques citoyens la voyaient se développer et comprenaient qu'elle était une « ville » ; ils se rendaient compte des efforts à réaliser, dans ce but, par les édiles aussi bien que par l'initiative privée.

Le 23 janvier 1885, M. Henri Morel, avocat et président du tribunal, convoqua les citoyens qu'intéressait la question de l'embel-

¹⁾ Créateur du Parc du Bois du Petit Château, voir pages 536 et 685.

lissement de la cité ; une réunion très revêtue, tenue à l'Hôtel de Ville, salle du tribunal, se prononça, à l'unanimité, pour la fondation d'une société ; sa tâche devait consister à embellir la cité, à suggérer des idées que l'autorité municipale pouvait réaliser, à conseiller les particuliers afin qu'ils ne négligent rien de ce qui pourrait apporter quelques agréments à La Chaux-de-Fonds.

L'adoption d'un règlement en 11 articles et la nomination d'un comité de 17 membres ont lieu dans une seconde séance, le 13 février 1885.

Ce qu'a fait la Société d'Embellissement, nous l'apprenons dans la plaquette rédigée avec un soin particulier par M. Albert Michaud et publiée en 1935, à l'occasion du cinquantenaire de la société.

Heureux recrutement des membres et recettes se montant à fr. 1,752.— permettent la constitution de trois commissions pour l'érection d'une colonne météorologique, pour l'édification d'un pavillon de musique et pour une plantation d'arbres sur la Place Dubois et le long de la rue du Collège, du côté du patinage.

Deux fonds spéciaux sont créés, l'un pour le pavillon de musique, l'autre en vue de l'érection d'un monument à la mémoire de Daniel JeanRichard.

En 1889, le Bois du Petit Château¹⁾, acheté à la société des Armes Réunies, pour fr. 6,000.—, est aménagé en parc public, suivant le plan de Charles Mattern²⁾ ; 600 arbres donnés par l'Etat sont plantés ; le parc est remis à la Commune, en 1891, avec la réserve d'en assurer la destination et l'entretien. Acquisition et aménagement ont coûté fr. 24,435.—, cette somme obtenue par le moyen d'une tombola, la vente de médailles de l'inauguration des eaux, d'un album de vues de La Chaux-de-Fonds et par le bénéfice produit par l'édition de deux ouvrages : « La Chaux-de-Fonds d'autrefois » par Lucien Landry et « Causerie d'Espagne » par Henri Morel, président de la Société.

Un conflit surgit avec quelques sociétés locales qui avaient la prétention d'utiliser le Bois du Petit Château pour leurs fêtes, à leur seul profit ; protestation du public auquel on réclamait une finance d'entrée au parc, protestation des sociétés lorsqu'on voulut leur faire payer une location. Tout rentre dans l'ordre par la décision de n'accorder à l'avenir l'usage du Bois que pour des manifestations d'intérêt général ou en faveur d'oeuvres de bienfaisance.

¹⁾ Voir page 117.

²⁾ Voir pages 536, 684 et 686.

La remise du Parc à la Commune ne dispensa pas la Société de s'y intéresser encore à quelques reprises ; elle alloua fr. 500.— à la Société ornithologique pour une volière ¹⁾, à la Société des chasseurs « La Diana » pour un parc aux daims et autant pour la plantation de jeunes arbres ; elle participa à la construction d'un chalet pour les volailles en 1909 et en 1920, en collaboration avec le C. A. S., à la pose d'une plaque à la mémoire de Charles Matern, créateur de nos parcs publics.

Un tableau d'orientation avec plan de la ville et indications des principales promenades est installé sur le trottoir central de la rue Léopold-Robert, en 1900 ; dépense fr. 800.— ; son remplacement en 1927, coûte à la société fr. 500.—.

Un projet de sentier gare de l'Est-Chemin Blanc se heurte à l'opposition de quelques propriétaires ; seule la première partie jusqu'aux Arêtes est réfectionnée.

La collaboration de la société a été acquise à la publication de guides de La Chaux-de-Fonds, en 1901 et 1926.

Le pavillon de musique, primitivement prévu à l'ancien square, actuel emplacement de l'Hôtel des Postes, n'est réalisé qu'en 1904, après de nombreuses études en collaboration avec les sociétés de chant et de musique et l'autorité communale.

Installé dans le Parc des Crétets, qui remplace l'ancien square, le pavillon est l'oeuvre de la maison Suter-Straehler, de Zurich ; la superstructure coûte fr. 6,100.—. La Commune fera établir les fondations avec local d'entrepôt de chaises et pupitres ; elle se chargera de l'éclairage ; la Société d'embellissement lui verse, pour l'exécution complète du projet, fr. 6,500.—. Une partie de cette somme provient de collectes aux concerts organisés par les sociétés locales de musique en faveur du pavillon.

Le Comité est soucieux d'étendre son action à tous les quartiers de la ville ; il supporte les frais de plantation d'arbres, offerts par M. Oscar Nicolet, et de pose de bancs, donnés par MM. Ducommun-Roulet et Mosimann, sur la Place du Sentier.

La société contribua par le versement à la Commune d'un millier de francs à la plantation de 200 arbres (peupliers Ontario) en bordure de la rue du Collège, entre l'Usine à gaz et les anciens abattoirs. Elle s'intéresse aussi à la plantation d'arbres en bordure des rues du Commerce, des Crétets, du Haut des Combes, routes du Doubs (Charrière-Bassets) et des Eplatures.

La colonne météorologique occasionna une dépense de

¹⁾ Voir page 540.

fr. 1,753.— à la société ; d'abord installée, en 1886, en face de l'Hôtel de la Fleur de Lys, elle fut transférée ensuite sur le trottoir central de la rue Léopold-Robert, en face du N° 24, puis sur la placette devant le Bois du Petit Château, après avoir subi de sensibles transformations.

Sentier de Pouillerel. — Une sous-commission étudia deux projets : sentier par le sommet permettant de se rendre aux Recrettes et aux Brenets ; chemin plus large montant au sommet. Au cours des études, une société de Pouillerel, constituée en ville, reprit le second projet et en assura l'exécution ; la Société d'Embellissement versa fr. 650.— pour ce premier sentier, en 1896, et alloua fr. 3,955.— deux ans plus tard pour son élargissement et sa transformation en route carrossable jusqu'à la ferme de Pouillerel.

La société contribua, par d'importantes subventions, à la construction du sentier de la rive suisse du Doubs, à la réfection de ceux de la Combe Greffière et du Geai.

Elle fit poser neuf poteaux indicateurs du chemin par Les Planchettes et Moron.

Décoration florale des fontaines, de la gare, du monument Numa Droz et du pavillon du tramway, devant la Préfecture. — En 1907, la société prit l'initiative de cette décoration ; elle alloua aux jardiniers de la ville une somme de fr. 200.— par année.

A partir de 1922, la Commune reprit cette tâche, qu'elle confia au jardinier communal ; la société porta sa contribution à fr. 650.—.

Afin d'encourager les particuliers à décorer les fenêtres et balcons, au moyen de plantes fleuries, des concours sont organisés, en 1908 et 1909, avec la collaboration de la Société d'horticulture ; des prix pour un montant de fr. 400.— sont alloués aux participants.

Sans entrer dans trop de détails, il faut mentionner encore l'installation d'un grand nombre de bancs, dans les parcs, le long des promenades, en ville et aux environs.

Au nombre des derniers efforts de la société, il faut mentionner sa participation à l'érection du monument Léopold Robert et aux parterres fleuris de celui-ci et de la grande fontaine.

La Société d'Embellissement est affiliée à la Société des bureaux officiels de renseignements et à l'A. D. C.

Elle possède un modeste capital de fr. 3,600.—. Ses ressources annuelles se montent à fr. 1,000.— environ ¹⁾. *Albert Girard.*

¹⁾ Elle a été présidée : de 1885 à 1888, par Henri Morel, de 1888 à 1904, par Georges Leuba, en 1905, par Auguste Monnier, de 1905 à 1907, par Arnold Neukomm, de 1907 à 1914, par Charles Fuog, de 1914 à 1918, par Edouard Wasserfallen, de 1918 à 1942, par Albert Bourquin-Jaccard, et dès cette date par le Dr. B. Hofmänner, professeur.

3. La société des sentiers de la rive suisse du Doubs

L'idée d'établir un sentier le long du Doubs, entre la Maison-Monsieur et le Châtelot, a été formulée — est-ce la première fois ? — au cours de la session du Grand Conseil de novembre 1896, exactement le 20, alors que cette autorité était saisie d'une demande de subvention en faveur de la Société des sentiers des Gorges de l'Areuse.

M. Fritz-Albin Perret, député, fit au cours de la discussion l'observation qu'un chemin dans les Gorges du Doubs offrirait un réel intérêt et devrait aussi bénéficier des faveurs du canton. M. le conseiller d'Etat Robert Comtesse estima qu'un Comité d'initiative devrait être constitué aux Brenets, « lequel certainement trouverait facilement des fonds en ouvrant une souscription ».

Un comité se constitua au commencement de 1897, dans les localités des Brenets, du Locle et de La Chaux-de-Fonds; il désigna, pour coordonner l'action des comités locaux, un Comité central, composé de MM. Fritz-Albin Perret, président; Alfred Guinand, secrétaire et Alfred Robert, caissier; le comité local chaux-de-fonnier était présidé par M. Jules Ducommun-Robert.

On accédait facilement au Doubs par la route des Brenets à Moron et par celle de la Maison-Monsieur; on y parvenait moins aisément par les chemins et sentiers des Moulins: ceux des Planchettes à Moron, des Plaines au Châtelot, du Dazenet au Moulin Calame (construit en 1728 par les frères Abraham, David et Moïse Perret-Gentil), au Moulin Delachaux, enfin des Joux-Derrières aux Gravières par la Combe de la Sombaille et chez Bonaparte, par la Combe Greffière; entre eux, les sites n'étaient reliés que par un sentier de pêcheurs, difficilement praticable, en cas de hautes eaux ou de verglas.

Une étude préliminaire permit de prévoir pour le chemin de 10 km. une dépense approximative de fr. 15,000.— à fr. 20,000.—. Pour réunir la somme nécessaire, une souscription publique organisée en 1897, rapporta à La Chaux-de-Fonds fr. 6,475.80; aux Brenets fr. 1,259.—; au Locle fr. 1,100.—.

La direction des Travaux publics de La Chaux-de-Fonds élaborait un projet définitif, dont le devis ascendait à fr. 34,000.—.

Parallèlement à ce travail, le comité entreprenait les démarches pour obtenir les autorisations des propriétaires; tous les accordè-

rent gratuitement, à l'exception d'une demoiselle, à laquelle il fallut payer une indemnité de fr. 600.—.

A fin 1900, souscription et intérêts se montaient à fr. 12,721.73. L'écart avec le devis était trop grand pour aller de l'avant. La question risquait d'être enterrée pendant quelques années, lorsque le comité des Brenets, impatient de voir son rêve se réaliser et de tranquilliser les souscripteurs, proposa de remettre à un entrepreneur de son choix l'exécution du tronçon commençant au Châtelot et qui finirait au point correspondant à la dépense de fr. 1,500.—, montant de la souscription des Brenets.

Le tronçon, simplifié par rapport au projet primitif, était cependant très suffisant et beaucoup plus long qu'on ne l'avait espéré. Aussi le comité s'empressa-t-il de confier à cet entrepreneur la suite du travail aux conditions fixées pour la première partie régie à raison de 40 centimes par heure et par homme.

Les travaux commencés au printemps 1901 furent continués sans interruption pendant l'été et l'hiver suivant et surveillés activement par les comités des Brenets et de La Chaux-de-Fonds. Les travaux ont coûté, pour 8 km 627 m. : fr. 8,400.—, soit fr. 1.27 le mètre !

L'entrepreneur arrêté par les difficultés techniques qui se présentèrent pour construire le chemin de la « Porte Bonaparte » à la Maison-Monsieur, renonça à poursuivre le travail. Une étude de ce tronçon aboutit à la conclusion qu'une somme de fr. 5,900.— était encore nécessaire ; on n'avait plus en caisse que fr. 4,400.—. La générosité de l'Administration du Contrôle et de la Société d'Embellissement de notre ville permit de parfaire les fr. 1,500.— qui manquaient. Poussés activement, les travaux de ce tronçon furent achevés en octobre 1902 ; les frais se sont montés à fr. 3,23 le mètre courant.

Le comité, rendant compte de son mandat, pouvait remettre un solde de caisse de fr. 427.53 à la Société des sentiers de la rive suisse du Doubs, dont le règlement porte la date du 4 février 1903. A l'image du comité d'initiative, elle avait à sa tête un Comité central et trois comités locaux. *Son but* : 1. entretenir le sentier établi en 1901 et 1902 sur la rive neuchâteloise du Doubs ; 2. ouvrir de nouveaux sentiers et améliorer ceux existant. *Ses moyens* : cotisation annuelle de fr. 1.— au minimum, cotisation à vie de fr. 50.—, dons et subventions.

Les sociétaires reçoivent une carte contre paiement de leur cotisation ; celle de l'année 1943 a le N° 40 ; ces cartes portent des photographies de MM. Fritz Stotzer et Edouard Gagnebin et

constituent une collection des sites intéressants du Doubs ; elles ont largement contribué à faire connaître la région.

Jusqu'en 1897, la société est présidée par M. Fritz-Albin Perret et le comité local chaux-de-fonnier, investi depuis 1916 de la surveillance des sentiers, par M. Arnold Robert. M. Edouard Tissot est appelé à la présidence, le 12 avril 1927 et M. Edouard Gagnebin lui succède, dans cette charge, en 1937 ; dès 1943, M. Robert Jeannin est président.

La société, durant les 40 années d'activité, a dépensé plus de fr. 34,000.— pour l'entretien, la réfection et l'amélioration des sentiers. Elle a encaissé, en moyenne, fr. 990.— de cotisations par an, durant la même période et bénéficié d'appuis bienvenus de la Direction des Douanes, du C. A. S. et de quelques groupements touristiques. Six cents membres environ, dans les trois localités des Montagnes, lui sont demeurés fidèles ; durant les années d'avant-guerre, elle en a compté plus d'un millier.

Dès le début de son activité, elle s'est appliquée à améliorer l'oeuvre exécutée par le Comité d'initiative : pose de poteaux et plaques indicatrices des chemins, marques de couleurs aux bifurcations, remplacement des ponts en bois, dont l'usure est très rapide, par des ponts en béton ; amélioration du sentier de la Combe Greffière, de celui des Hautes roches (sentier Pillichody), des Egralets et du Geai ; barrière en bordure du chemin en amont du Châtelot, etc.

Le dimanche 10 juin 1917, un orage s'abattait sur les Joux-Derrière ; l'eau arracha sur une partie importante de son tracé le sentier de la Combe Greffière et anéantissait du même coup le restaurant « Chez Bonaparte ».

Ce sentier avait coûté plus de fr. 3,000.— à la société ; elle le remit en état le mieux possible, avec les ressources dont elle disposait. Les mêmes causes ont produit des effets pareils à plusieurs reprises, heureusement moins graves qu'en 1917.

Dès le début de la guerre, l'intensification des abatages d'arbres occasionna aux sentiers de gros dégâts ; les entrepreneurs des coupes de bois ont l'obligation de les réparer et le comité n'a manqué aucune occasion de le leur rappeler ; il a fait auprès du service forestier cantonal des démarches dans ce sens, qui ont été appuyées par d'autres sociétés intéressées et par le Conseil communal.

La paix revenue, le comité devra insister très énergiquement pour que les réparations nécessaires soient effectuées.

La société dispose d'un petit capital de fr. 3,000.— qui lui permet de faire face aux coups durs que ni la météorologie, ni les hommes ne lui ont ménagés.

4. Union touristique Les Amis de la nature

C'est le 4 août 1907, au Café Wetzels, à la rue de la Ronde, qu'un groupe d'amis de la section de Bienne, au cours d'une entrevue avec le parti socialiste de langue allemande de notre ville, fonda notre section. Nous sommes restés membre de notre Internationale, mais rapidement les Romands prirent une influence prépondérante et bientôt les assemblées se firent en langue française. Nos buts sont de faire connaître le socialisme, de développer nos membres tant moralement que physiquement, de les rendre forts, d'en faire des alpinistes et des skieurs sachant s'orienter et expliquer ce qu'ils trouvent et rencontrent dans leurs courses.

Nous avons été les premiers dans la région à construire en 1935 un chalet « La Serment » pouvant héberger plus de 100 personnes, celui-ci se trouve au sud de Tête de Ran ; il a été visité par plusieurs milliers de nos concitoyens et par des centaines de membres venus de France, de Belgique, de Hollande, etc. Notre section compte actuellement 230 membres dont 2 instructeurs et un moniteur suisse de ski.

Eugène Maléus.

5. Le club suisse des femmes alpinistes

C'était un soir de mai, dans une modeste salle d'école ; 35 néophytes, électrisées par l'entrain juvénile de l'une d'entre elles, décidaient avec enthousiasme la fondation d'une section du C. S. F. A. dans notre cité.

M^{lle} A. Moenig, qui avait appris fortuitement l'existence, très récente d'ailleurs, d'un C. S. F. A., avait pris l'initiative de cette première prise de contact. Elle s'adressa aussitôt à la présidente du Comité central, M^{me} Margot, laquelle donna tous les renseignements désirés. Une demande d'admission en bonne et due forme fut adressée ensuite au Comité central, et le 8 mai 1919, la section de La Chaux-de-Fonds était fondée et reçue à l'unanimité par la première assemblée annuelle du C. S. F. A., qui avait lieu à Montreux.

Un comité fut constitué. M^{lle} A. Moenig accepta le rôle de présidente dès lors et jusqu'à aujourd'hui, excepté en 1922-23, années pendant lesquelles M^{lle} C. Cart présida aux destinées de notre section.

Ces 25 ans de vie clubistique nous ont prouvé la raison d'être de notre modeste section par l'augmentation graduelle de notre effectif qui, de 35 unités au début, passait à 61 en 1929 soit dix ans plus tard, à 70 en 1937, pour retomber à 58 en 1939 au début de la guerre, et atteindre, fin 1943, le nombre de 76 membres.

Notre section a à son actif nombre de courses dans le Jura et dans les Alpes. Selon un programme élaboré chaque année, des cours de ski et d'alpinisme sont organisés soit par le Comité central, soit par notre section, ainsi que des semaines clubistiques en haute montagne. Ajoutons à cela, des séances hebdomadaires de culture physique et la formation, par intermittences, d'une petite chorale.

La location d'un chalet à Boinod en 1930 et plus tard, soit en 1941, à la Gréville fut l'occasion d'un notable regain d'activité de notre section.

Un fonds de courses destiné à subventionner annuellement une course d'Alpes a été créé ; il est alimenté par le produit de tombolas, jeux de loto, etc., organisés de temps à autre.

A. Moenig.

6. Le groupe du chalet Aster, à Pouillerel

Avant 1914 un groupe s'était déjà constitué avec entre autres M. A. Matthias ¹⁾, journaliste, pour édifier un refuge à Pouillerel. La grande guerre fit s'écrouler ce projet.

En 1923, M. E. Gruet reprit l'idée. Ce fut un essai malheureux qui souleva maintes polémiques et engloutit fr. 860.—. Les murs édifiés à 60 mètres du signal comme l'autorisation communale nous le précisait furent abandonnés.

Le 3 mars 1924, on choisit un nouvel emplacement et en juin de la même année fut inauguré le modeste « Chalet Aster ».

Les premiers gardiens furent MM. G. Schwab, G. Daeppen, A. Droz, Ls Brunner, F. et E. Gruet et leurs épouses. Il fallut s'accommoder des inconvénients dus aux changements de saisons, aux grands froids, aux ravages des bestioles diverses, faire face à deux cyclones ²⁾ et trois cambriolages.

¹⁾ Voir page 409.

²⁾ Voir pages 62, 277, 292, 300 et 591.

La création d'une « Amicale » permit aux fervents de notre Pouillierel d'être à l'aise là-haut. C'est à M. E. Béguin qu'est dû cette idée et au Comité du 1^{er} Août ¹⁾ ; le Club Jurassien ²⁾, section de Pouillierel, suivait un peu plus tard ainsi qu'une vingtaine d'amis à titre individuel.

On créa autour de ce chalet la belle rocaille contenant plus de 150 plantes de montagne de divers continents.

Qui dira les moments heureux qu'une foule de touristes passèrent sur les terrasses et au chalet ? Le livre d'or en est un peu le reflet.

E. Gruet.

7. La Gaule

L'Association des pêcheurs « La Gaule », fondée en février 1912, réunit les pêcheurs à la truite des bords du Doubs, du Saut du Doubs à Biaufond. La société compte en 1943, 220 membres de La Chaux-de-Fonds et du Locle, avec 150 permis de pêche.

Depuis sa fondation, La Gaule a participé au repeuplement du Doubs avec une mise à l'eau de 1,600,000 alevins et de 120,000 truitelles environ ; de ce fait le Doubs est l'une des rivières les plus poissonneuses de la Suisse et sa truite est renommée pour sa finesse.

Un des buts de la société est la lutte contre le braconnage qui a presque complètement disparu sur la rive suisse du Doubs. En outre La Gaule met à la disposition du public et de ses membres quatre postes de pharmacie en cas d'accident : à la Maison-Monsieur, aux Gravières, au Saut du Doubs et aux Joux-Derrière. La société et les membres participent également à l'oeuvre des sentiers du Doubs. Chaque année, un concours réunit une cinquantaine de membres qui se disputent, avec de belles prises de poissons, un magnifique pavillon de prix.

La Gaule a le plaisir et la bonne fortune d'être présidée depuis 24 ans par M. Louis Dumont et la trésorerie est tenue depuis 23 ans par M. Albert von Kaenel.

L. Dumont.

8. La société nautique « La Libellule »

C'est le 3 mai 1899, à 20 1/2 heures, que quelques amis se retrouvaient à la rue de la Charrière 4, dans le petit « cani » de M. Jules Guinand (aujourd'hui on y voit un magasin d'épicerie et un salon de coiffure) et constituaient la Société « La Libellule ».

¹⁾ Voir page 642.

²⁾ Voir page 533 et suivantes.

Celle-ci avait pour but de maintenir et de développer l'amitié, de fournir aux membres et à leurs familles un délassement au bord de l'eau, promenades en bateaux, pêche, baignades, tir, etc. En ces temps-là les échos du Doubs résonnaient plus fréquemment, car ses rives étaient plus courues que de nos jours.

On débuta par la location d'une chambre, puis de deux, au restaurant du Gravier. Puis les Libellules s'envolèrent à l'Hôtel de la Rasse. Un pont de bois reliait les frontières. Enfin, le 6 septembre 1905, on acquit le terrain dit « La guêpière », à la Maison-Monsieur.

En 1907, le 1^{er} août, avec musique et feux d'artifices, on inaugurait le chalet « La Libellule ».

L'effectif était d'environ 30 membres, qui diminua pendant la guerre 1914-1918. Pendant cette période et au cours des années de guerre 1939 à 1942, le chalet fut par intermittence occupé par des soldats qui gardèrent de leur séjour un beau souvenir des lieux.

En 1927, au 20^{me} anniversaire, chacun des 18 membres offrit et planta un arbre.

En 1939, 15 jours avant la mobilisation, une petite cérémonie réunit les membres et leurs familles pour commémorer le 40^{me} anniversaire de la société, dans le calme et la paix.

Armand Romerio.

9. La Société de Cavalerie

Cette société fut fondée le 2 mars 1887. Les membres actifs, à l'origine, devaient être des cavaliers militaires, ou des personnes de l'armée, s'intéressant à l'équitation. La société tendait à développer leurs connaissances militaires, et spécialement celles qui concernaient l'arme de la cavalerie. Bien que les préoccupations des membres fondateurs eussent été dirigées vers les questions de service, l'admission a été possible ensuite à des sociétaires qui ne servaient pas dans l'armée, et à des cavaliers civils. Ces derniers devaient subir un examen d'entrée, où il fallait prouver les capacités d'équitation du candidat.

Plus tard, la société a eu pour but de grouper tous les membres qui s'intéressent à l'équitation, et d'encourager la pratique du sport équestre, de suivre et de faciliter la formation de coureurs, et d'organiser des courses de chevaux, des concours hippiques, ou des manifestations équestres.

La Société de Cavalerie formait, dès 1889, à l'état-major du bataillon des sapeurs-pompiers, des vedettes à cheval, qui fonctionnaient comme moyen de liaison et de transmission. Ce service doit avoir été utile, puisqu'il a été maintenu pendant de nombreuses années.

Les cours d'équitation ont été donnés jusqu'en 1895, dans un manège de construction modeste, complètement en bois, qui se trouve à l'est du manège Gnaegi actuel, et qui, aujourd'hui, sert d'entrepôt de combustible. C'est alors qu'un groupe de sociétaires entreprit la construction du manège de la Société de Cavalerie, qui, pendant trente ans, fut utilisé pour les leçons et les exercices. Depuis 1925, ce grand manège a été transformé en entrepôt et garages, et acheté par la maison Hermann Glohr. C'est en 1909, que M. Alfred Gnaegi ouvre, à la rue Fritz-Courvoisier 48, un nouveau manège privé, qui est exploité depuis lors avec une remarquable science de l'art équestre, et qui a formé, et forme encore de nos jours, de nombreux élèves. C'est au manège Gnaegi que, depuis 1925, les cours de la Société de Cavalerie ont lieu chaque hiver. Depuis 1940, le nouveau Manège du Jura a ouvert ses portes, et s'est mis également à la disposition des amateurs de La Chaux-de-Fonds. La Société de Cavalerie groupe les maîtres, les clients et les élèves des deux manèges actuels, car aussi bien les uns que les autres tendent au même but d'encouragement du noble sport qu'est l'équitation.

La Société de Cavalerie a organisé, dès le début de son activité, de nombreuses manifestations publiques. Les premières courses de chevaux en notre ville eurent lieu à la Place d'Armes, en 1896. Notre société a organisé, en 1902, un concours hippique avec de petits obstacles, véritable événement sportif à l'époque, et en 1905 un concours de skis attelés, épreuve nouvelle, qui fut jugée très téméraire. C'est également en 1905 que le local de la société a été transféré à l'Hôtel de la Fleur de Lys, où se trouve encore le local actuel.

L'ère des concours hippiques a débuté en Europe avec notre siècle. Les courses de chevaux étaient remplacées, ou complétées, par des concours de saut. En 1911, notre société a organisé des courses de chevaux, puis les grands concours hippiques de 1913 et 1914, qui furent réussis. Ces manifestations eurent lieu au Parc des Sports de la Charrière. L'activité sportive fut très réduite pendant la guerre de 1914 à 1918, et la reprise des concours hippiques eut lieu en 1921, en 1923 et en 1924. Ces manifestations, d'une certaine

importance, ont été organisées également au Parc des Sports et remportèrent un grand succès. Malheureusement, comme toutes ces grandes manifestations provoquent toujours des risques importants de déficit, la Société de Cavalerie, qui n'a jamais été subventionnée, et qui n'a jamais sollicité une aide quelconque autrement qu'auprès de ses sociétaires, a dû renoncer pendant des années aux épreuves sportives publiques. Ce n'est qu'en 1933, qu'un nouvel essai a été tenté, et qu'un comité d'organisation, présidé par M. Chaney, réussit à mettre sur pied un concours hippique, où de nombreux concurrents réussirent des performances que nous n'avions jusqu'alors jamais vues à La Chaux-de-Fonds. En 1938, le comité actuel a décidé de faire l'essai d'organiser régulièrement un concours hippique à La Chaux-de-Fonds, dans le but, non seulement d'y développer l'art équestre et d'intéresser à cette épreuve la population des Montagnes, mais d'attirer l'attention des sportifs du dehors sur notre région, et de faire connaître notre ville aux concurrents et au public en général. C'est pour La Chaux-de-Fonds que nous avons voulu faire cet essai, en répétant notre manifestation tous les deux ans, car nos moyens financiers ne nous permettent pas ce risque toutes les années, et nous avons pu constater, avec une grande satisfaction, que chaque fois nos concours ont été plus revêtus, que chaque fois les concurrents du dehors, et les meilleurs cavaliers suisses viennent en nombre croissant participer à nos épreuves, et qu'un public toujours plus nombreux monte ce jour-là en notre ville, des régions avoisinantes, et même de toutes les grandes villes de Suisse. Le concours de 1938 fut un succès. Celui de 1940 fut encore plus important, et le dernier en date, qui eut lieu en 1942, engage notre société à persévérer dans cette voie. Aux deux derniers concours, nous avons fait disputer des performances sportives difficiles, et des épreuves de puissance progressive pareilles à celles organisées dans les concours de vieille réputation.

Nous passons sous silence l'activité interne, les leçons, les sorties, les excursions, les conférences organisées à l'intention de nos sociétaires, de 1894 à 1944, en considérant nos concours hippiques comme les faits marquants de notre existence.

Quant à l'effectif à diverses époques, nous pouvons préciser qu'à sa fondation en 1887, notre société comptait douze membres. En 1894, nous ne pouvons indiquer l'effectif, car nos archives ont été incendiées lors du sinistre de 1911, qui détruisit l'Hôtel de la Fleur de Lys. L'effectif a toujours été en légère progression, ou stationnaire, mais nous n'avons jamais reculé. Nous avons, ces der-

nières années, encore augmenté notre effectif, et sommes actuellement au maximum. Nous avons au total 151 membres, soit : 17 membres honoraires, 110 membres actifs, 21 membres passifs et 3 membres juniors.

Société de Cavalerie.

10. Le vélo-club Chaux-de-Fonds

Il est fort probable que la draisienne ne parvint pas jusqu'en notre ville, mais plusieurs de nos vieux membres se souviennent d'avoir vu, aux environs de 1875, un vélo de bois, la roue avant munie de pédales ; ce devait être un des premiers bicycles inventés en 1850.

Le grand bicycle ou « araignée », avec jantes en fer, puis munies de caoutchouc, a été vu en notre ville vers les années 1883-1884. C'est dès cette époque que le cyclisme se développa à La Chaux-de-Fonds.

L'apprentissage du bicycle n'était pas chose facile ; chacun ne parvenait pas à se hisser sur le siège placé de 1 mètre 30 à 1 mètre et demi du sol. Les routes n'étaient pas non plus entretenues comme de nos jours, on les chargeait simplement de pierres¹⁾, aussi nos cyclistes étaient-ils obligés d'attendre que les attelages aient fait office de rouleau compresseur avant de s'y aventurer. On entendait fréquemment des conseils de ce genre : « Ne passe pas par La Sagne, la route est chargée », et l'on savait qu'il ne fallait pas y aller avant plusieurs mois.

Plusieurs de nos membres ne se contentaient pas de faire des promenades en bicycles, ils faisaient encore de l'acrobatie sur leurs périlleux engins. Il y eut des exhibitions sur la Place du Marché ; Lesna se produisit souvent au Théâtre, à la demande de plusieurs sociétés.

Après plusieurs chutes cuisantes de son haut bicycle (1 m. 42), notre membre honoraire Jāmes-Henri Matile introduisit au « Vélo-Club » la première bicyclette qu'il acheta à Genève, au début de 1888, pour 600 fr. Elle était de marque anglaise et pesait 23 kg.

Pour se rendre aux Brenets, il faisait conduire sa machine par un apprenti jusqu'à la Métropole, alors sortie du village, afin de ne pas être le point de mire d'un public trop avide de réflexions saugrenues ; l'apprenti lui-même se dérobait en empruntant les rues du haut.

¹⁾ Voir page 111.

A la même époque, M. Louis Thiébaud, plus tard membre et caissier du Club, faisait également l'achat d'une bicyclette ; ce furent là les deux premières machines de ce genre qui roulèrent en notre ville.

On vit aussi, en 1884, quelques vélos dits « kangourous ». Ils ressemblaient aux bicycles, quoique plus petits et étaient caractérisés par deux chaînes sur chaque côté de la roue avant, tournant sur deux roues dentées, une au centre avec les pédales, l'autre un peu plus bas, fixée à l'extrémité de la fourche qui était prolongée en dessous du moyeu. Ces véhicules peu pratiques, surtout dans les montées, furent vite abandonnés. Notons encore les tandems et les triplettes des années 1890-1900.

C'est le 8 juin 1886, à 9 heures du soir, que sous la présidence de M. Ulysse Wuilleumier, au Café Koetzlé, Grenier 14 (actuellement locaux du magasin Leitenberg), fut fondé le « Vélo-Club Chaux-de-Fonds ». Cette initiative partit du Club de courses « Sans Souci ».

La première course obligatoire, le 3 octobre 1886, eut comme itinéraire Les Franches-Montagnes, Moutier, retour par Le Valion. Course, dit le rapport, bien réussie, sauf quelques culbutes sans suite fâcheuse !

En 1887, M. Jâmes-Henri Matile fait l'achat, pour fr. 50.—, d'un vieux bicycle miniature, pesant 45 kg., sur lequel la plupart des membres firent leur apprentissage.

Nous constatons cette même année que le Vélo-Club a des membres au Locle, aux Brenets, dans le Vallon et même à Berne.

Le 8 mai 1890, notre société fut reçue à l'U. V. S. R.

Depuis sa fondation, le club n'avait fait que des courses-promenades (Consolation, Tramelan-Tavannes, tour du lac de Neuchâtel, etc.). Pour la première fois, en juillet 1890, il prit part à des concours. Débuts fort prometteurs, puisqu'à Thoune, après Wicky de Lausanne, MM. Lesna et Beurret s'adjugèrent les 2^{me} et 3^{me} places du classement. A Neuveville aussi, sur 12 participants, 11 rentrèrent couronnés. A Vevey encore, Lesna est proclamé champion de l'Union pour avoir parcouru en bicycle 150 km. en 6 heures 9 minutes et Beurret sort premier dans une course sur piste pour juniors.

Notre première bannière nous fut offerte gracieusement par les demoiselles qui participèrent à la soirée du 31 janvier 1890, la première également organisée par la société.

Nos coureurs continuèrent, en 1891, à remporter de nombreuses victoires.

Le premier concours local organisé par notre société, sur le parcours La Chaux-de-Fonds - Le Locle - Les Brenets - Clos Rondoz et retour par le Col France, soit 34 km., date de 1892. Meilleur temps : seniors, 1 h. 11' 25", juniors, 1 h. 20' 2". Premier bicycle, 1 h. 36' 25". A cette occasion eurent lieu des concours d'adresse, de lenteur et même un concours pour enfants. Autres succès en 1892, à Bâle, Zurich, Genève, Vevey, Fleurier, Bienne, Neuchâtel, Deïémont.

En 1893, course de La Brévine, 70 km. Notre membre Léon Mairot sort champion de l'Union dans le concours des 100 km.

On constate par la suite que les concours, sans être délaissés, font plus ou moins place aux courses-promenades. Celles-ci par contre se font régulièrement, une au printemps, une autre en été (deux jours), et une troisième en automne.

En 1895, la course d'été se fit à Pontarlier, retour par Les Verrières. A lire le menu qui fut servi à l'Hôtel du Château d'Eau, on suppose que la crise n'existait pas à cette époque.

Les années 1896 à 1901 ne laissent pas, à la lecture des verbaux, l'impression d'avoir été très fertiles en événements. Le concours local eut lieu assez régulièrement. Les promenades se firent avec beaucoup de succès. Au printemps et en automne, les courses se faisaient généralement à Pontarlier, Consolation, Le Russey, ou au bord des lacs de Neuchâtel ou de Bienne. Les grandes courses par contre se sont faites, en 1896, à Fribourg ; 1897, tour des trois lacs, un jour et demi ; 1898, Soleure, un jour ; 1899, Lausanne, par Moudon-Vevey, deux jours ; 1900, Lauterbrunnen, visite de Murren, Brienz-Meiringen et retour par Berne. Afin de pouvoir parcourir des régions plus éloignées dans le même temps, l'usage s'introduisit au Vélo-Club d'avoir recours au chemin de fer pour les grandes courses.

1901, Lucerne, Fluelen, Zoug, Zurich, trois jours.

C'est à notre société que revient l'honneur d'avoir eu l'initiative de fonder l'U. V. C. N. Les clubs neuchâtelois, convoqués par nos soins, se rencontrèrent aux Geneveys-sur-Coffrane le 11 février 1900 et fondèrent cette Association existant encore aujourd'hui.

Afin de donner satisfaction à ceux qui, malgré tout, désiraient participer aux concours, il fut fondé une sous-section, « Le Cyclophile », subventionnée par la société mère.

Cette année-là la course d'été eut comme but la visite des Gorges du Trient et en 1903, Montbéliard.

De son côté, Le Cyclophile organisa le concours international Pontarlier et retour, 100 km. qui, malheureusement, donna lieu à discussions entre coureurs et non coureurs.

Notons aussi l'entrée de notre société dans l'U. C. S.

La grande course de 1904 s'est faite à Olten-Zurich-Zoug-Schwyz-Brünig et retour par Berne.

M. Th. Schaedeli, qui fut longtemps notre clairon — car nous les utilisions à cette époque-là — proposa l'achat d'une nouvelle bannière et s'occupa de recueillir les fonds nécessaires pour cette dernière ; elle fut terminée en 1905.

Faute de participants, il n'y eut pas de grande course cette année-là.

Les relations avec notre sous-section ayant perdu le caractère amical qu'elles avaient dans les débuts, cette dernière nous informa, le 23 janvier 1906, qu'elle se séparait du Vélo-Club. Cette décision nous permit de pratiquer plus spécialement le tourisme et au Cyclophile de se vouer aux concours.

L'activité de notre club fut naturellement bien modifiée. Elle fut très intéressante pour ceux qui participèrent aux courses et aux diverses manifestations de la société, mais nous ne pouvons ici entrer dans les détails.

1914 fut une année extrêmement dure pour le Vélo-Club. Après la grande course au Lac des Quatre-Cantons survint la déclaration de guerre. Plus de 30 membres, pour la plupart français, allemands ou italiens, durent partir pour le front. Le manque de travail aggravant encore la situation, la perception des cotisations fut suspendue ainsi que l'octroi des subsides. La société vit son effectif descendre au-dessous de 20 et, sans le dévouement de quelques membres, elle aurait certainement sombré ; nous nous faisons un devoir ici de leur dire toute notre reconnaissance.

Nous démissionnons de l'U. C. S.

Le paiement des cotisations est repris en 1917 et les subsides sont à nouveau assurés.

1918, par suite des difficultés de ravitaillement, la course projetée au Pillon fut remplacée par une promenade d'un jour à Estavayer.

Dès 1924, nous possédons, grâce au dévouement de nos amis E. Oudot et A. Vuille, un fanion de course de la meilleure facture.

En 1931, nous rentrons à nouveau dans l'U. C. S.

En 1932, la société participe au concours de tourisme de l'U. C. S. et gagne une médaille, ce qui n'était pas arrivé depuis longtemps. D'autre part, nous organisons un concours où la vitesse ne joue aucun rôle, le nombre de kilomètres parcourus entrant seul en ligne de compte.

Au reste, l'activité consiste en une grande course chaque année.

Il semble que l'activité de notre société a beaucoup diminué par rapport à la période 1886-1906. Nous ne le croyons pas. Ce qui est exact, c'est qu'elle s'est modifiée. Au début, tous les efforts étaient concentrés sur les concours ; aujourd'hui, ils le sont entièrement sur le cyclo-tourisme. Avons-nous bien fait d'orienter dans ce sens l'activité de notre club ? Tout porte à le croire, puisque chaque année nous enregistrons bon nombre d'admissions et voyons la participation aux diverses manifestations de la société augmenter constamment.

R. B.

11. Le Cyclophile

Le Vélo-Club « Cyclophile » s'est fondé en 1902¹⁾. Son premier local fut au Café Meunier où il y resta pendant 27 ans. Il participa plusieurs fois à des concours cantonaux et internationaux et s'est classé bien souvent en premier rang. Son premier président fut M. Léopold Sengstag.

Notre société a actuellement son local au Café de l'Union, Henri Vallat, rue du Progrès 63. Elle est affiliée à l'U. C. S. et à l'U. V. C. N. depuis sa fondation. Elle a eu l'honneur de fêter son 40^{me} anniversaire l'année dernière, y compris le 40^{me} anniversaire de sociétariat de son président actuel M. William Ferrat, qui fonctionne depuis plus de 12 ans.

Le Vélo-Club Cyclophile a eu l'honneur de posséder parmi ses membres le premier président d'honneur de l'U. V. C. N., soit M. Ulysse Gasser, et au décès de ce dernier ce fut notre président actuel, M. William Ferrat, qui fut nommé à sa place.

W. Ferrat.

12. Le vélo-club Jurassien

En novembre 1906, une scission survint au sein du Vélo-Club Montagnard et de sa sous-section « Le Guidon », formée de jeunes sportifs. Ces derniers, une vingtaine environ, réunis le 30 novem-

¹⁾ Voir page 699 et 700.

bre 1906 à la gare de l'Est, en assemblée constitutive, sous la gérance d'un comité provisoire formé de MM. Adrien Ducommun, Adrien Bickart et Fritz Egli, élaborent de nouveaux statuts et fondent une nouvelle société : « Le Vélo-Club Jurassien » avec siège à la Brasserie Muller où a lieu la première assemblée régulière le 19 décembre.

Un comité définitif est constitué avec M. Jules Kühfuss à la présidence ; les statuts sont ratifiés et l'affiliation à l'Union cycliste suisse et l'Union vélocipédique cantonale neuchâteloise confirmée.

Le premier fanion, oeuvre du peintre Albert Merguin, fut inauguré en avril 1907 et marquait le début d'une activité débordante.

Le but et les aspirations du Vélo-Club Jurassien furent bien définis : ralliement de tous les pratiquants de la bicyclette, participation aux compétitions sportives, développement du tourisme en bicyclette, le tout sous le signe de l'amitié et de la franche camaraderie. Les championnats internes furent tous de gros succès et le Vélo-Club Jurassien remporte de belles victoires en interclub aux championnats cantonaux, neuchâtelois, aux championnats Séelandais, à Bienne, à Granges, etc.

Individuellement, ses coureurs se classent brillamment dans toutes les courses de Suisse telles que Romanshorn-Genève, Berne-Genève, Championnats suisses, petits et grands brevets de l'Union cycliste suisse, Championnats intercantonaux et cantonaux, etc.

En 1913, le Vélo-Club Montagnard n'ayant plus aucune activité, les quelques membres restant se rallient à leurs jeunes ex-camarades par une fusion ; fanion, vitrines, trophées reviennent au Jurassien, tandis que MM. Oswald et Alex Matthey, M. Noirjean, H. von Gunten et A. Méroz reçoivent le titre de membres honoraires du Vélo-Club Jurassien.

Durant les quatre années de guerre 1914-1918, l'activité du Vélo-Club Jurassien fut plus réduite, toutefois le 10^{me} anniversaire fut l'occasion d'une belle manifestation intime.

Dès la fin de la guerre, l'activité reprend mais c'est surtout du côté tourisme spécialement qu'elle est orientée, chaque année trois courses officielles sont portées au programme : course du printemps, un demi-jour, course d'été de un et demi à trois jours et demi suivant les buts et les circonstances et la course d'automne d'un jour.

Par ailleurs, le Vélo-Club Jurassien s'est également illustré par l'organisation du Petit circuit jurassien, compétition de 95 km., réservé aux coureurs licenciés de la catégorie juniors.

De 1922 à 1931, il obtint chaque année un grand succès tant par sa réussite parfaite que par la participation qui vit jusqu'à 110 concurrents au départ.

Le siège du Vélo-Club Jurassien fut transféré de la Brasserie Muller au Gambrinus, puis à l'Hôtel de France et finalement à la Brasserie de la Serre où il est installé depuis une dizaine d'années.

Une très forte chorale de 15 à 18 chanteurs fut fondée en 1926.

Le Vélo-Club Jurassien vient d'être mis à l'honneur par l'Union cycliste suisse, pour un effectif de 153 membres inscrits en 1942, ce qui plaçait le Vélo-Club Jurassien en tête des sociétés affiliées.

13. Le vélo-club Excelsior

Il existait en notre ville un groupement de cyclistes dénommé le V.-C. « Cosmos » qui exigeait des membres la possession d'une bicyclette du même nom. Deux sociétaires, MM. Charles Berger et Paul Perrenoud, demandèrent une modification des statuts qui fut refusée. Mais ils continuèrent leurs démarches avec persévérance et finirent par obtenir une scission au sein du club. Elle s'opéra en octobre 1913 et ce fut le début du Vélo-Club « Excelsior ».

Pendant ses 30 ans d'activité le V.-C. Excelsior a enregistré 73 victoires inter-clubs et 4 courses par équipes, soit : le Challenge Mappin Webb, le Challenge Automoto, le Challenge Stella et plus particulièrement, ce qui constitue un titre de gloire, le Championnat suisse par équipe disputé en 1928, à Lucerne. C'est la seule équipe romande qui ait remporté cet honneur jusqu'à maintenant. Soulignons également que le Championnat suisse sur route individuel fut remporté quatre fois par les frères Charles et Georges Antenen ; ce dernier, le sympathique « Kiki » s'est classé deux fois deuxième au Championnat du monde et a terminé le Tour de France 1930 en excellente position. A part ces deux champions, le V.-C. Excelsior a eu le bonheur de posséder une pléiade de routiers.

Le club a prospéré d'une façon magnifique puisque à l'heure actuelle, il compte 327 membres divisés en catégorie A et B et les membres honoraires.

Deux membres ont fait partie du Comité de l'Union cycliste suisse, se sont MM. Charles Berger et André Jacot-Guillarmod.

A. Pétremand.

14. Le Moto-Club

Le Moto-Club fut fondé en 1915. Son local fut de 1915 à 1921 le Café des Amis ; de 1921 à 1933, l'Hôtel de la Croix d'Or ; de 1933 à 1937 le Café Fritz Huguenin et dès 1937 de nouveau l'Hôtel de la Croix d'Or.

Le premier président fut M. Fritz Huguenin.

En 1931 est né le Bulletin mensuel du club qui dut faire place au *Moto-Sport*, journal officiel de l'U. M. S., les finances du club ne permettant pas le luxe de continuer ce journal. En 1933, le club fait l'acquisition d'un fanion.

En 1919, le club se distingue au circuit de régularité. En 1920, organisation du kilomètre lancé aux Eplatures. En 1921, le club participe au Circuit romand de l'U. M. S. En 1922, course des six jours, le club se charge du ravitaillement, des logements et du parc des machines, lors du passage en notre ville. De 1922 à 1933, le club participe aux Rallyes de l'U. M. S. : Andermat, Kussnacht, Morat, Fribourg, Bienne, Genève, Brienz, Sarnen, Soleure, Lugano, etc. Outre toutes ces courses, le club prenait part aux Rallyes de l'U. M. S. Nous y avons gagné quelques premières places et les nombreuses coupes alignées dans notre vitrine sont les justes récompenses des efforts fournis par nos membres.

Le Moto-Club a subi et subit encore diverses vicissitudes : le chômage, l'augmentation des assurances et des taxes ont à plusieurs reprises freiné son développement normal. Depuis 1939, son activité est au point mort. Quand la benzine coulera de nouveau à flot, il reprendra avec joie son essor et ses manifestations sportives traditionnelles.

Benjamin Reichenbach.

15. Le Touring-Club suisse

Section « Jura Neuchâtelois »

Parmi les sociétés sportives de la ville, le Touring peut certainement se ranger dans la catégorie des vétérans. A la fin du XIX^{me} siècle déjà, le Touring déployait une large activité dans la cité en groupant les amateurs de courses pédestres et les cyclistes naissants. Un fanion, tout de soie brodé, marqué du millésime 1896 atteste l'existence de la société. Les années qui suivirent sont marquées par un certain désarroi qui a pour origine le trop rapide

développement du cycle, de la motocyclette et de l'automobile. Une éclipse intervient et la section du Touring de La Chaux-de-Fonds ne fait plus parler d'elle. Pour tout autant le Touring en tant qu'association nationale ne chôme pas. Il s'est adapté aux besoins nouveaux des usagers de la route. La circulation automobile surtout pose des problèmes ardues. L'automobiliste qui se rend à l'étranger doit être muni de papiers douaniers lui permettant d'exporter et de réimporter sa voiture avec le minimum de frais. C'est dans ce domaine très spécial que le Touring a trouvé sa nouvelle voie et a rendu d'incalculables services.

En compulsant les archives, nous lisons que le 13 avril 1927, un authentique Chaux-de-Fonnier, M. Lucien Droz, tente les démarches pour la création d'un Office du Touring et d'une section pour les Montagnes. En juin déjà, l'Office trouve un gîte à l'Union de Banques suisses de notre ville et s'y sent à l'aise puisque cet Office s'y loge encore à l'heure actuelle. La formation de la section prend beaucoup plus de temps et nécessite onze mois de transactions et de pourparlers. Enfin le 30 mars 1928, en la salle du Tribunal, se tient la séance de constitution de la section. L'effectif à la formation est de 137 membres pour s'élever au cours des ans à 650 en 1939. La société participe ou organise de nombreuses manifestations sportives (gymkana, rallyes, etc.). Nous voyons nos couleurs aux côtés de la société amie, l'Aéro-Club section des Montagnes, en de nombreux rallyes-avion.

Dans le domaine administratif le Touring s'est fait le défenseur de tous les usagers de la route sans distinction. Ces efforts se sont concrétisés en démarches auprès des autorités communales et cantonales, tant pour la question de la sécurité et de la discipline routière que pour la réfection des voies de circulation. Des actions plus larges intéressant tous les citoyens sont aussi à l'actif de la société, par exemple : le contrôle de toutes les bicyclettes des écoliers de La Chaux-de-Fonds et du Locle et cela à titre gratuit. Plus de mille contrats ont été délivrés pour cette action au cours de l'an 1942.

Au seuil de son cinquantenaire, la section du Touring de nos Montagnes peut regarder l'avenir avec confiance.

Oscar Witz.

16. L'Automobile-Club de Suisse

Section des Montagnes neuchâteloises

En 1905, une douzaine de propriétaires de voitures automobiles dont nous citons : les frères Mairot, M. le Dr Brandt et M. le Dr Roulet, se sont réunis pour se grouper et discuter de leur machine, des pannes, du bruit, des pentes difficiles, des tournants dangereux, bref de tout ce qui avait trait à la vie automobile.



Cliché Courvoisier **Automobile à vapeur du Père Mortier (1902-1903)**

C'est de ce rapprochement des premiers automobilistes de notre région que naquit l'Automobile-Club de Suisse des Montagnes neuchâteloises, du Locle et de La Chaux-de-Fonds, le 8 mai 1908.

Le comité de 5 membres était alors présidé par M. Fritz Hess. Il y avait de plus 22 membres actifs.

Le 11 septembre 1908, cette section envoyait déjà ses délégués au Comité central suisse.

Le local était alors à la Brasserie Ariste Robert, mais en 1912, le développement de la section fut si grand qu'un changement de local intervenait et l'Hôtel de la Fleur de Lys fut choisi.

L'activité déployée par l'A. C. S. en notre Jura fut énorme. En effet, les actifs dirigeants mirent leurs efforts au développement du trafic automobiliste, à l'amélioration des routes, à la signalisation.

Un ralentissement d'activité devait intervenir lors de la Grande Guerre. Mais en 1924, 1925, 1926 eut lieu la Course nationale des Côtes du Doubs ; en 1932, 1933, Rallyes autos et ballons. 1929, Journées de la circulation, grandes manifestations qui se déroulèrent aussi bien à La Chaux-de-Fonds qu'au Locle, les 14 et 15 juin, et où la foule de nos cités et environ fut orientée sur le système complet de la circulation.

L'A. C. S. organisait chaque année des sorties d'études pour ses membres et nombreuses furent les visites dans les usines importantes de Suisse, même de l'étranger. On mit en maintes occasions des voitures à disposition pour des oeuvres d'utilité publique, hôpital, asiles, orphelinat, on fit chaque année des torrées, courses, gymkanas.

Et enfin, les 10 et 11 juin 1939, à la veille de la guerre, la première Course nationale de côte de la Vue des Alpes, malgré un temps déplorable, remporta un succès sans précédent.

L'A. C. S. des Montagnes neuchâteloises a eu de nombreux as du volant qui défendirent nos couleurs dans des courses nationales ou régionales et nombreux furent les succès obtenus par les nôtres.

Depuis la guerre 1939, alors que les restrictions s'accumulent les unes après les autres, l'A. C. S. ne chôme pas, tout est mis en oeuvre pour soulager dans la mesure du possible ceux qui sont frappés par les restrictions et la section des Montagnes neuchâteloises, suivant ses sections soeurs, met au profit de la défense nationale ses efforts dans l'organisation de cours de chauffeurs depuis 1943 et déjà organisés pour 1944. Combien de conférences, cours divers ne furent-ils pas organisés par l'A. C. S. ? Un volume entier ne suffirait pas à narrer toute son activité. *M. Eberhard.*

17. L'Aéro-Club de Suisse

Section des Montagnes neuchâteloises

Fondée le 30 janvier 1929, sous le nom de Club d'aviation sportive, notre société comptait à ses débuts trente membres, tous animés du même but, à savoir le développement de l'aviation sportive, et cela à des conditions permettant à tous ceux que leur goût attirait, de s'adonner à ce sport tout neuf.

Une poignée d'hommes s'acharna à la tâche, ne reculant pas devant les difficultés innombrables qui se dressèrent devant eux.

L'année même de la fondation, la construction d'un hangar fut décidée et menée à chef, sans que la société possédât d'appareil. Pour combler cette lacune, un arrangement intervint avec le seul propriétaire d'un avion de la région, qui mettait ce dernier à notre disposition pour la formation d'élèves.

Les années 1929 et 1931 virent comme preuve de notre activité l'organisation de deux grands meetings d'aviation, en collaboration avec la Société Nhora ¹⁾.

En 1932, notre société était reçue comme section de l'Aéro-Club de Suisse, et son nom se trouvait de ce fait modifié en : Aéro-Club de Suisse, section des Montagnes neuchâteloises.

Cette année 1932 fut le témoin d'une intense activité. Un rallye-ballon en collaboration avec l'Automobile-Club de Suisse fut un plein succès. Un nouveau meeting d'aviation était également organisé. L'année fut malheureusement marquée par l'accident mortel de notre membre M. Fluckiger, de St-Imier, tué dans une chute avec son appareil.

Mais le fait marquant de l'année 1932 fut le départ du groupement de vol à voile qui se mit au travail pour construire un planeur école. Nous fûmes la première section de Suisse romande à nous mettre au vol à voile, et les moyens à disposition à cette époque étaient rudimentaires. Pendant une période de deux ans, les nouveaux membres s'inscrivaient nombreux qui avaient foi dans le vol à voile.

En 1934, renonçant à la construction des planeurs, nous achetâmes un planeur en Allemagne, pays de prédilection du vol à voile, et un de nos membres, M. Hans Schneider, s'en alla suivre un cours de moniteur pour pouvoir dès ce moment former nos jeunes pilotes selon une méthode.

En 1935, l'achat d'un avion à moteur fut le couronnement de nos efforts, et dès ce moment, la grande activité battait son plein, tant dans les vols de passagers que dans la formation d'élèves pilotes, et le vol à voile prenait son véritable essor par la possibilité des vols remorqués.

D'autres meetings organisés à cette époque firent connaître au public ce qu'était le vol à voile réel, dont en son temps on avait souri. Nous eûmes également le plaisir de présenter un autogire, encore jamais vu chez nous, et que nous avions fait venir spécialement d'Angleterre.

¹⁾ Voir pages 189 et suivantes.

De 1935 à 1939, jamais l'activité ne faiblit, et les élèves étaient de plus en plus nombreux.

Notre parc de matériel se composait à cette date de : 1 planeur-école, 2 planeurs demi-performance et 2 planeurs de haute-performance, ainsi que de tout le matériel accessoire et un avion à moteur.

1939 fût hélas ! à tout point de vue l'année noire. En effet, le 3 juin, notre président, M. Léon Droz et notre chef-pilote, M. Noël Riva se tuaient dans un accident à quelques mètres de l'aérodrome. Quelques jours plus tard, notre avion, au cours d'un vol d'écologie, heurta une ligne à haute tension et s'abattit, totalement détruit, les deux pilotes grièvement blessés.

Grâce à la générosité de quelques maisons de la place et de la région, un nouvel avion était acheté quelques semaines plus tard. Cependant, la guerre intervenant nous arrêta net dans la plénitude de notre travail.

Ce ne fut que trois ans plus tard que nous fûmes autorisés à reprendre notre activité sous forme très réduite.

Dès 1936, un groupement de modèles réduits fut créé, et par une nombreuse fréquentation, nous amena des jeunes gens au vol à voile.

L'effectif de notre section, de trente membres fondateurs est montée maintenant à 170 sociétaires, parmi lesquels plus de trente pilotes et élèves.

Samuel Schaad.

18. Le ski, et le Ski-Club La Chaux-de-Fonds

Trois sources, et dont le débit est maigre, permettent de croire que le ski fut introduit à La Chaux-de-Fonds en 1891.

La première, une enquête de l'Association suisse des clubs de ski faite en 1909, découvre, à la rue de l'Hôtel-de-Ville et dans une échoppe de cordonnier, un marchand de cuir « le père Leuzinger » qui, en 1891, fait venir, on ignore d'où, cinq paires de skis.

La deuxième, un article de M. Albert Girard, paru dans « le Ski », modifie cette date, dit que l'exercice du ski remonte à 1893 et du Bulletin local du C. A. S. extrait ce passage : « Un détachement de La Chaux-de-Fonds franchit Pouillerel, éblouissant de neige » (c'était le 1^{er} mars). « Trois amateurs de skis ou patins norvégiens égayaient la descente sur les Planchettes de leurs hardis exercices. Ces novateurs étaient MM. Albert Theile, Emile Courvoisier-Gallet et Henri Rieckel ; un Norvégien au service du premier lui avait fait connaître le ski ».

La troisième, des renseignements oraux et plus récents, voit en 1892, MM. Charles Jetter et Breitmeyer suivre la crête de Tête de Ran au Mont Racine et prolonger jusqu'aux Brenets la traversée de Pouillerel ; cite, en la même année, la présence à La Chaux-de-Fonds d'un autre Norvégien, M. Amundsen, qui déjà maîtrise le christiana et le télémark et dont les skis seraient actuellement au Musée de Genève ; et enfin précise que M. Stierlin, droguiste, et acquéreur, en mars 1891, d'une paire de skis, en fait don à M. André Robert, son apprenti et qui serait, croit-il, le premier skieur chaux-de-fonnier.

De 1891 à 1903, le ski, sport hippique puisque la descente le veut à cheval sur un bâton, est l'apanage presque exclusif de membres du Club alpin ou de la Jurassienne. Sa technique n'en connaît pas, ou se confond avec celle de la luge.

Survint l'hiver 1903-1904 ! Le succès des stations grisonnes, le retour au village de jeunes gens, guéris par une cure de soleil et de sports, persuadent les sociétés de développement, d'une part, que le Jura enneigé est aussi radieux que l'Alpe et l'âge mûr, d'autre part, que les plaisirs de l'hiver ne cessent pas avec l'enfance. La lourde glisse neuchâtloise cède aussitôt la route à la luge Davos, plus légère et plus alerte ; les magasins osent mettre en devanture des paires de skis, des bonnets de feutre, d'épais tricot et la vailance de la police, chaque soir de lune, conduit au poste des cortèges de délinquants.

Des groupements financiers envisagent alors la construction d'un funiculaire et d'un hôtel à Pouillerel et en fixent l'inauguration à la saison prochaine.

Enfin, le 3 janvier 1904, un groupe de sportsmen demande, par l'entremise des journaux, la création d'une société qui s'occupât activement des sports d'hiver, et, le 18 janvier, 60 personnes, réunies en la grande salle du Casino, décident la fondation du « Club des sports d'hiver de La Chaux-de-Fonds », élit un comité provisoire, présidé par M. Maurice Picard et dont font partie MM. Henri Ducommun, W. Hirschy, Auguste Lalive, Jämes Ginnel, Ph. Robert, Numa Robert-Welti, Pierre Junod, Gottfried Moser et M^{lles} Stauffer et Vuille. Le lendemain, M. Maurice Picard définit les buts de la jeune société : encouragement aux sports d'hiver, faire connaître La Chaux-de-Fonds, comme place de sport, établir une piste de luge, subventionner la patinoire ou en édifier une autre, organiser des courses, des concours de patin, de ski et de luge. Partant de là, le club, en séance générale le 18 février, se donne des statuts et,

sous l'autorité d'un comité directeur, constitue des groupes : hippique, avec cavalier de tête, M. G. Moser ; patinage, présidé par M. Louis Matthey ; luge, par M. Fritz Stotzer ; ski, par M. Albert Seyer. Et c'est ce dernier que le club délègue aux assemblées, préparatoire et constitutive, de l'Association suisse des clubs de ski.

Constructeur, hélas endetté, d'une piste de bob traversant sur un pont le chemin de Pouillerel, improvisateur de concours ensoleillés et confus, le Club des sports d'hiver se sentit mal en fin de saison et trépassa au printemps de l'an suivant. Seul, mais reniant un passé sans éclat, le Groupe de ski lui survécut, changea de nom, le mardi 4 octobre 1905 ¹⁾, prit celui de Ski-club et confia son destin à M. Ed. Wasserfallen.

Changement de nom, mais non point de programme : affiliation à l'A. S. C. S., courses et exercices hebdomadaires, relations amicales avec des clubs similaires et voisins, recherche d'un chalet, d'un emplacement de saut et d'une toise de bois, démarche auprès des propriétaires de carrières pour en obtenir la clôture et en supprimer le danger. De l'origine à ce jour, ce programme, en somme, n'a varié que par la croissante perfection de son annuelle exécution.

Successivement dirigé, après M. Wasserfallen de 1905 à 1906, par MM. Marc Morel (1906-1908, 1920-1921), W. Hirschy (1908-1918, 1930-1933), Charles Krebs (1918-1920), Ph. Bourquin (1921-1926), Alfred Aubert (1926-1928), Fernand Rosset (1928-1930), Paul Perrelet (1933-1943), Raphaël Droz (1943...) ; possesseur d'un tremplin qui fut en 1912 l'un des meilleurs et demeure classique ; locataire, depuis 1931, et propriétaire depuis 1937 d'un domaine aux abords de la ville, la ferme, le pré et le pâturage de « Chez Cappel », heureusement sauvés du morcellement parcellaire qui déshonore le seuil de Pouillerel ; propriétaire encore d'un chalet plus vaste et très moderne « Les Névas », inauguré le 4 octobre 1936 et admirablement situé entre Tête de Ran et la Vue des Alpes, le Ski-club doit cet actuel bien-être à des administrateurs de plus en plus avisés et à la fidélité généreuse de ses membres. Ils étaient trente à peine en 1904 et leur nombre aujourd'hui compte 520 actifs et 120 pupilles.

Petite société, et joyeuse en ses débuts de la découverte d'un pays merveilleux, elle signe d'un seul trait, sans bavure, son passage sur les terres blanchies, puis insensiblement complique son parafe et en tirebouchonne la ligne, elle invite des Norvégiens : Christie, Sollberg, Björnstad, remet ensuite la direction de ses cours à un péda-

¹⁾ La même année eut lieu un concours de ski attelé, voir page 695.

gogue passionné, Ed. Stammelbach et s'efforce d'initier la population entière à un art dont, de saison en saison, se perfectionnent les moyens. Elle envoie aux concours de clubs amis, puis aux Courses nationales dès 1910 des coureurs innocents, des patrouilles novices qui en reviennent éblouis et qui désormais, conscients des différences de classes, s'appliqueront à corriger et leurs défauts et ceux de leurs camarades. Dans un sol, par eux insensiblement mieux travaillé¹⁾, le laurier enfin s'acclimate, et fleurit, et couronne des champions : Alexandre Girardbille, champion suisse à Grindelwald en 1923, Willy Bernath, champion suisse à Davos en 1936, Adolphe Freiburghaus, champion suisse de fond à Grindelwald en 1935, équipe chaud-de-fonnière de relais victorieuse en 1937 au Gantersch, en 1938 à Klosters, en 1939 au Col des Mosses, en 1942 au Righi, en 1943 à Klosters de nouveau. Et cette année 1943 sacre en outre René Jeandel champion junior à Arosa, Willy Bernath champion suisse de fond à Arosa, Adolphe Freiburghaus champion suisse de grand fond à Eigenthal ; modeste et prestigieux vainqueur de concurrents nordiques, sa course passe pour le plus brillant exploit d'un skieur suisse. Ceux précédemment cités, tous à peu près et Gérard Vuilleumier et Eric Soguel en plus, firent partie des équipes nationales déléguées soit aux Jeux olympiques d'hiver soit aux concours de la Fédération internationale de ski. Un complément à ce palmarès ne saurait oublier ni, premier en date, Eugène Frandelle, ni René Acolla, ni René Nydegger, ni Bernard Girarville... ni Gilles Vuille, ni Charly Blum qui saute en Amérique, ni tant d'autres, et n'en finirait pas. Parchemin de gloire, trois noms s'entrelacent dans son filigrane, ceux de René Ruchti, de Walter Cattin et d'Auguste Wenker, conseillers techniques du Club et de ses coureurs.

Si le Ski-Club, à partir de 1910, a pris part aux courses nationales, à son tour il organise celles de 1912, renvoyées, faute de neige, et courues en 1913 dans les flaques d'un déluge ; coureurs ruisselants, sauteurs fantômes dans le brouillard en reparlent avec le sourire. Si le Ski-Club, fondateur de l'A. S. C. S., ne cesse de s'intéresser à la vie de celle-ci, l'A. S. C. S., à son tour, lui prête un certain mérite et l'appelle à sa direction. Il renoue alors, pour elle, des relations que la guerre a coupées, réconcilie à l'intérieur le sport et le tourisme, obtient des autorités fédérales, pour l'enseignement général du ski, un initial appui et, reprend rang, riche d'une plus large expérience. Sa politique redevient locale et jurassienne, elle doit un rajeunissement au zèle passager de M.

¹⁾ Voir aussi page 644.

P. Stockburger et, à son exemple, se préoccupe, sans l'importuner, de l'enfance ; elle lui offre le conseil et la surveillance des meilleurs, des terrains de sport, des leçons, l'hospitalité de ses chalets, des facilités d'excursions, les chaudes lumières d'une fête de Noël, récompense ses premières prouesses qu'elle veut sans danger, sans fatigue et sans gloriole. Les jeunes gens sont au bénéfice d'avantages pareils et si le courage et l'adresse déjà les distinguent, d'autres qualités, la courtoisie, la complaisance et la modestie leur méritent de plus nobles éloges. Sans ces vertus cardinales, un sport peut fort bien être spectaculaire et enthousiasmer, mais, au sien, le Ski-Club souhaite d'autres grâces.

W. Hirschy.

19. Le Club des Patineurs

Il y a quelque 60 ans, les patineurs prenaient leurs ébats sur des patins de bois à fine lame d'acier recourbée, pantalons serrés dans des guêtres, vestons boutonnés, passe-montagne, bonnets de fourrure abaissés sur les oreilles.

Vers 1880, une société par actions se fonda en notre ville sous le nom de « Société du patinage et des bains publics ».

On pensait que l'érection d'une maison de bains, d'une piscine et d'une patinoire sur l'emplacement même de la patinoire actuelle allait donner un grand essor aux sports. Les intérêts étaient servis aux actionnaires sous forme de coupons d'entrée gratuite à la piscine et à la patinoire.

Malheureusement vers 1898, la société fut dissoute sans avoir rien entrepris.

Vers 1880 également, M. Edouard Seitz et son épouse, aux Brenets, devaient beaucoup apprendre du français Cuenod qui, chaque hiver sur le Doubs, toujours vêtu d'une veste bleue, coiffé d'un bonnet rouge, ce qui l'avait fait surnommer « le rouge », patinait devant une nombreuse assemblée. Ses figures se terminaient invariablement par une pirouette.

D'autre part, les rares montagnards qui faisaient des séjours d'hiver dans d'autres régions de la Suisse, dans les Grisons notamment, rapportaient chaque fois les indications nécessaires leur permettant d'apprendre de nouvelles figures. Tel est le cas d'Arnold Ronco, du Locle et de Maurice Picard dit « Parma », de La Chaux-de-Fonds. Ce dernier rapporta même, sauf erreur le premier, un manuel en langue allemande intitulé l'« Ordre international des patineurs ».

Le premier concours de patinage artistique à La Chaux-de-Fonds a été organisé en 1886. Tous les animateurs de notre beau sport y prenaient part : Ronco du Locle, Wolfänder de St-Imier, Louis Seitz et sa fiancée du Locle, Edouard Seitz et son épouse des Brenets, etc. Le premier prix, patinage seul, fut décerné à un patineur zurichois, tandis que le premier prix, en couple, revenait à Louis Seitz et à sa fiancée.

Ces patineurs de la première heure furent suivis plus tard par les Frandelle, les Niestlé et d'autres encore. M. Olgar Tièche fut non seulement un bon patineur mais un animateur aussi actif que désintéressé.

Les bases de la technique du patinage n'étaient en 1886 pas encore établies. Ce n'est que plus tard que l'Association jurassienne de patinage sur glace, puis l'Association suisse furent fondées et jetèrent les premiers jalons du patinage artistique pour l'entraînement et les épreuves de concours. M. Olgar Tièche et quelques amis, parmi eux M. Fritz Gutmann, malgré les moqueries, instaurèrent à La Chaux-de-Fonds, ce qui se faisait du reste déjà ailleurs, une nouvelle orientation dans l'exécution des figures selon laquelle les bras par des mouvements bien ordonnés donnaient plus de grâce et de stabilité au patinage.

Le manque de directives et d'unité, à La Chaux-de-Fonds, sur toutes les questions touchant le patinage engagea les fervents patineurs et patineuses à s'unir. Une nouvelle société à but exclusivement éducatif était fondée le 21 décembre 1921 sous le nom de « Club des patineurs » avec sous-section de hockey sur glace.

Le premier souci du nouveau club fut de procurer à ses membres chaque saison une belle glace. On se dépensa, on fit de nombreux essais notamment sur la place de la gare, à diverses reprises, et pour la dernière fois en 1931 par l'initiative privée, mais toutes ces tentatives furent malheureuses par suite de mauvaises conditions du terrain et peut-être aussi par manque de connaissances appropriées.

Enfin le club entra en pourparlers avec l'autorité communale en 1932 et demandait à cette dernière de se rendre acquéreur de l'étang de la rue du Collège pour en faire une patinoire publique. Sans se faire prier, la Commune donnait une réponse affirmative.

La formation de fentes dans la glace par suite de la hauteur de l'eau, la quasi impossibilité de renouveler la surface lisse propre au patinage, incitèrent le club à demander aux Travaux publics l'assèchement, l'agrandissement et la transformation de l'étang en une

patinoire dont la glace se fait quotidiennement par arrosages successifs.

Une des tâches non moins importantes des comités de la première heure fut la formation de moniteurs. Ces dernières années les cours de danse sur glace obtinrent un grand succès. Enfin les cours d'automne de culture physique sont suivis chaque année par un nombre toujours plus grand de sociétaires.

Le club a été secondé dans son travail par l'Association jurassienne de patinage fondée en 1933, véritable trait d'union entre tous les patineurs jurassiens, organisant les cours de moniteurs et maints concours régionaux.

Au long des hivers le club a également fait appel à des artistes renommés lors de ses manifestations de patinage artistique. Les comités en charge ont toujours cherché à maintenir dans le club une belle vitalité par l'organisation de soirées, de fêtes vénitiennes, arbres de Noël sur la glace, courses, séances cinématographiques, etc. Le nombre des sociétaires malgré la défection des amateurs de hockey, en 1927, s'élève à plus de 150.

Emile Matthey.

LE VISAGE DE LA CHAUX-DE-FONDS

...« Une montagne entière couverte d'habitations dont chacune jait le centre des terres qui en dépendent ; en sorte que ces maisons, à distances aussi égales que les fortunes des propriétaires, offrent à la fois aux nombreux habitants de cette montagne le recueillement de la retraite et les douceurs de la société... Ils ont des livres utiles... ils font des siphons, des aimants, des lunettes, des pompes, des baromètres, des chambres noires. »

Tels étaient nos aïeux d'après la célèbre « Lettre sur les spectacles » de Jean-Jacques Rousseau. Tels nous sommes encore aujourd'hui : les maisons se sont groupées en ville, mais les pâturages sont toujours une retraite pour le Jurassien rôdeur, et les douceurs de la société sont plus goûtées que jamais. Nous ne fabriquons plus guère de siphons et de chambres noires : mais chacun démonte, remonte et construit, qui des appareils de radio, qui de toutes petites mécaniques, qui de merveilleux appareils électriques. Le livre utile est toujours recherché, on l'appelle le livre « technique ».

Et pourtant à cet esprit autochtone bien des caractères nouveaux se sont ajoutés. La montre, l'industrie, le contact avec le monde nous ont marqués. Les Montagnons sont devenus citoyens du monde.

Quelques dizaines d'années après le passage de Rousseau, on planta un arbre de la Liberté à la Place des Victoires, et tous les grands moments de la vie européenne furent aussi de grands moments dans notre propre existence.

Placée au sommet du Jura, La Chaux-de-Fonds regarde à la fois vers la Suisse et vers la France : par la force de sa volonté et le travail de ses hommes de métier, elle arrache une eau fraîche au bassin du Rhin et la livre au Rhône. Elle ne se laisse pas effrayer par la fatalité des lois naturelles. Ce village que Lamartine appelait « une halte de pasteurs dans les steppes de Crimée », ou encore un muezzin sur son minaret, non seulement « il donne l'heure au

monde », selon une formule pleine de fierté, mais encore il veut savoir quelle heure il est à l'horloge du monde. Il capte les courants, et même les modes. Que d'idées, à peine nées, viennent se poser un instant dans l'esprit de ses habitants. Combien d'entre eux sont partis pour l'Afrique, l'Argentine ou le Japon, d'abord pour « placer des montres », puis pour voir du pays. Accueillant et curieux, le Chaux-de-Fonnier veut qu'on soit à l'aise chez lui et se sent à l'aise partout. Les autres Neuchâtelois le lui reprochent même volontiers et appellent cela son sans-gêne. Mais c'est qu'il connaît la valeur de l'échange humain : à quoi que ce soit qu'il s'intéresse, il trouve toujours, jusque chez l'esquimaux ou le nègre, un collègue dans sa branche. Chercheur ou bricoleur, il éprouve immédiatement des sentiments fraternels pour qui s'intéresse aux mêmes insectes ou aux mêmes mécanismes, au même sport ou à la même idée religieuse ou sociale, et peu lui importe que ce nouvel ami soit né dans la vallée voisine, sur le continent voisin ou de l'autre côté des océans.

Dans notre Suisse où tant de petites villes vivent repliées sur elles-mêmes, sur leur site enchanteur, sur leur pittoresque passé, leurs traditions charmantes ou pénibles, La Chaux-de-Fonds, ville née du travail, du commerce, de la lutte, et toute baignée de l'air et des courants des hauteurs, ne peut, elle, jamais s'engourdir ; elle songe toujours, dans les meilleures de ses aspirations, à compléter le commerce tout court qui la nourrit — au prix de quelles difficultés souvent — par le grand commerce d'idées qui fait la civilisation et qui fait l'histoire.

Quand, dans la première guerre mondiale, en 1916, elle reçut des bombes qui visaient son usine à gaz, quand elle assista, en 1940, à un dramatique combat d'avions entre chasseurs suisses et bombardiers allemands qui revenaient de la région du Rhône, elle n'eut pas, autant qu'on pourrait le croire, le sentiment de l'anormal. Lorsque le Chaux-de-Fonnier condamne la guerre, il la condamne autant si elle menace les Chinois ou les Ethiopiens que si elle le menace lui-même. Certes pour lui aussi, fatalement, le bruit des bombes, quand il est lointain, n'est pas aussi effrayant ; mais il lui est, je crois, plus difficile qu'à d'autres de l'oublier complètement. Quand, en juin 40, il montait à Pouillerel voir brûler les fermes françaises voisines, écouter le canon et « voir » les coups de feu, quand il recueillait avec une nervosité émue tous les bruits annonçant l'avance allemande de l'autre côté du Doubs : Morteau, Pontarlier, il se sentait presque personnellement en cause. Je ne

veux pas dire qu'ailleurs en Suisse, on n'ait pas eu les mêmes sentiments, mais ils étaient probablement moins nettement ceux de toute une ville ; ils se nuançaient davantage de conceptions personnelles : Genève restait Genève et les Bernois, bernois. Pour La Chaux-de-Fonds, on peut dire qu'en de tels moments elle ne se souvient plus d'elle-même. Et quand elle accueillit les réfugiés de Maïche, de Montbéliard, de toute la région voisine, pendant quelques jours elle leur appartint tout entière. Que ceux qui y ont assisté se souviennent : le centre de la ville, c'était alors la Halle aux enchères où arrivait sans cesse un flot nouveau de ces émigrants involontaires qui aussitôt étaient reçus et choyés. Ils le sentirent si bien, ils se crurent si bien chez eux qu'à côté de rencontres fraternelles et d'amitiés éphémères mais sincères, cela finit par provoquer d'amusants incidents : et certains, qui n'osaient rien dire alors, ont ensuite raconté avec un peu d'indignation que telle réfugiée restait toute la matinée au lit à fumer des cigarettes, et que tel autre exigeait qu'on verse amplement du vin à ses enfants à tous les repas. Alors seulement le tempérament travailleur, le jond suisse du caractère se réveilla, et La Chaux-de-Fonds vit avec étonnement qu'elle n'était pas encore la ville de toutes les habitudes et de toutes les mentalités. Mais ce qui la caractérise, c'est que, tout d'abord, elle se croit crue telle. C'est à la fois son défaut, et son incontestable qualité de facilement s'oublier elle-même, et de vouloir en même temps se trouver au niveau de toutes les circonstances. Le Chaux-de-Fonnier n'est pas méfiant, pas arrogant, pas traditionnaliste, pas casanier. Il pense en général aux autres, s'occupe même passablement de leurs affaires, et brusquement quand il revient à lui, il voit volontiers sa ville sous les aspects les plus magnifiquement utopiques. En tout cas, il se dévoue, il aura d'autant plus d'attachement pour elle qu'il lui sera plus difficile de l'expliquer à ceux qui méprisent ses rues droites et sans beauté, son climat rude, son « absence d'horizon ». Comment pourra-t-il faire comprendre à ceux qui lui parlent ainsi qu'on ne reproche pas à sa mère ses rides ou sa démarche manquant d'élégance ? Comment leur dira-t-il que ce qu'il aime, ce qui lui est indispensable, c'est cette activité un peu désordonnée, un peu dépourvue de vieille tradition, mais précisément plus libre qu'ailleurs, plus spontanée : à côté des sociétés qui ont pris peu à peu une assise presque définitive, que de groupements — d'arts, de sports — qui naissent, qui meurent, renaissent, s'endorment et reprennent vie. Rien n'appartient de droit divin à personne chez nous. Tout peut être

conquis par celui qui en a l'idée, et la persévérance. Notre ville est comme un jeune ouvrier qui n'a pas fait d'études universitaires et n'a guère appris les manières du grand monde, mais qui a vu du pays et connu les hommes tels qu'ils sont, qui a eu ses années de gain facile et ses années de crise terrible. Il reste confiant dans sa force de travail mais scrute toujours avec un peu d'angoisse les hauts et les bas du marché du travail. Au reste, il a beaucoup lu par lui-même, fréquenté les cinémas, profité de toutes les occasions de voyage, et cela lui a ouvert l'esprit. Il n'est pas blasé. Et il est généreux.

Généreuse, ah ! oui, elle l'est notre Chaux-de-Fonds. Envers ses propres enfants d'abord quand ils souffrent : elle a fait beaucoup, il suffit pour s'en rendre compte de relire dans ce volume les chiffres imposants alignés dans la chronique des oeuvres de bienfaisance ou des mutuelles. Elle fera plus encore, car elle est tout entière d'un esprit social avancé. Généreuse, elle l'est aussi envers les autres — et c'est le corollaire naturel de cette curiosité qu'elle a du reste du monde. Celui qui, au moment de la guerre d'Espagne, par exemple, a vu s'élever les piles de savons et de boîtes de lait condensé destinées à soulager tant de souffrances imméritées, qui a noté au passage les sommes recueillies pour tant d'oeuvres internationales de secours, qui sait comme elle s'intéresse aujourd'hui aux prisonniers, aux sinistrés de partout — voyez encore ce tout récent «remboursement» à Schaffhouse des 735 francs versés par cette ville après notre incendie de 1794, et la collecte typique, organisée en pleine exposition chaux-de-fonnière de la Cité vivante, pour la ville meurtrie hier —, celui-là peut dire combien «elle a bon cœur».

Nos rues n'ont pas la joyeuse animation méridionale. On flâne le dimanche de onze heures à midi, quelquefois la semaine de six à sept «sur le pod» — puisque notre podium c'est notre grande rue, notre «Avenue» Léopold-Robert. Pour le reste, l'animation c'est l'entrée ou la sortie des fabriques... ou l'activité charitable : jeunes gens criant, avec l'appoint d'un gramophone hurlant, leur sollicitude «pour les enfants pauvres de notre ville» et invitant les passants à aligner leur sou de Pâques sur le trottoir ; femmes et jeunes filles dévouées offrant le chocolat ou les papeteries de la Pouponnière neuchâteloises, la bougie de Noël pour les enfants d'Espagne, les narcisses pour les robes de promotions de jillettes pauvres ; éclaireurs, éclaireuses, colporteurs bénévoles vendant je ne sais combien d'insignes ; enfants des écoles courant de maisons

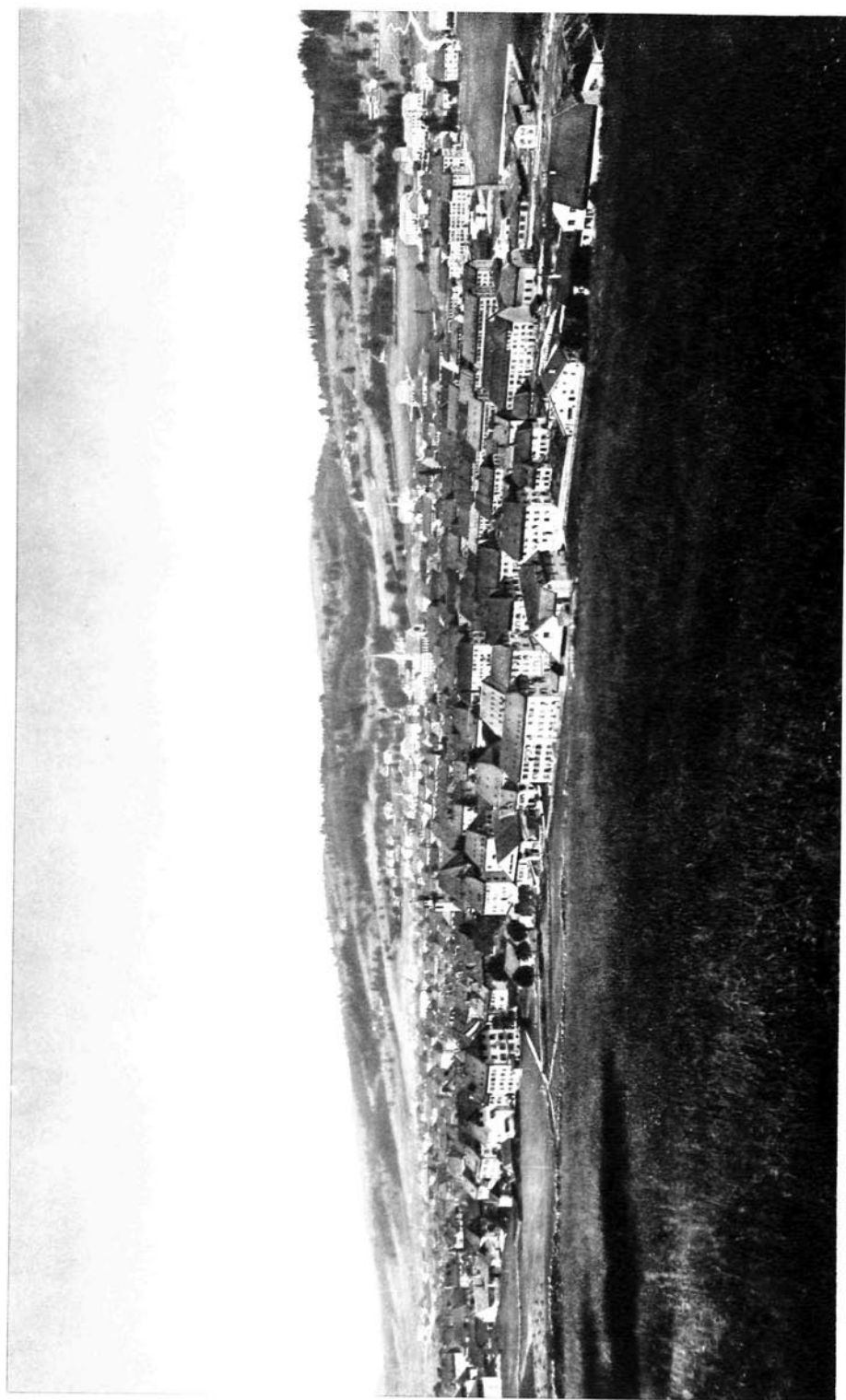
de connaissances en maisons inconnues et même, malgré les recommandations contraires, de magasin en magasin pour placer les timbres « Pro Juventute ». En dehors de la bienfaisance que signaler ? De temps en temps, avant la guerre, un cortège politique, la figure hirsute du vendeur communiste de « La Lutte » et les jeunes nationalistes criant leurs journaux, encore aujourd'hui le « Micoulet » et ses journaux de réclame humoristique, voilà, à part les grandes fêtes — Promotions, 1^{er} août, 1^{er} mai — et les quelques rentrées de sociétés et de fanfares, la seule animation de nos rues.

Mais — toujours avant la guerre et ses restrictions — il y avait cette toute jeune tradition des Braderies. Ah ! alors La Chaux-de-Fonds était elle-même ! On aurait pu croire que cette idée-là était issue d'une longue suite de siècles : quelle animation, quelle bonne humeur ! Vendre et acheter en plein air, en plein soleil, tout le long de la rue Léopold-Robert, profiter de liquider ses stocks, profiter d'acheter à bon compte. Des deux côtés on s'y lançait, avec quel entrain ! Et surtout l'on s'asseyait avec les connaissances, à des bancs pris d'assaut, pour boire un verre et manger du gâteau au fromage ou des saucisses. Cela avait transplanté, pour un jour, en pleine ville cette gaieté et cette bonne humeur que les vieux Chaux-de-Fonniers allaient chercher dans leurs sorties « au Bâtiment » ou dans les autres restaurants des environs, tradition qui, si elle ne s'est pas complètement perdue, est cependant moins vivante depuis que nous avons la danse et les cinémas.

Certes le Chaux-de-Fonnier sait s'amuser. Et le jeune ouvrier, que nous prenions tout à l'heure pour symbole, a ses heures de gaieté. Il sait aussi jouir des plaisirs les plus nobles : je le vois sur les planches cherchant moins le succès personnel que la réussite théâtrale de toute son « équipe » ; je le vois dans sa chorale entouré de tant de têtes « bien de chez nous » où se reflètent les sentiments de ceux qui se donnent tout entiers à l'oeuvre qu'ils exécutent ; je le vois discutant de peinture devant les oeuvres d'artistes probes, sincères, scrutant la matière, la couleur et leur mystère, d'artistes au tempérament mûri et complètement maîtres de leur art, ou de jeunes peintres fougueux et enthousiastes.

Il est sportif, avec une pointe de fanatisme pour son club, mais bien vite tempérée d'un sourire ironique. Il a au sortir de sa ville de magnifiques pentes de ski, et l'hiver est maintenant pour lui aussi beau et aussi sain que l'été.

Tout cela, c'est sa ville. Il l'aime sans obéir pour autant à une doctrine, à un sentiment d'enracinement. Non, il l'aime en toute



La Chaux-de-Fonds, vue des Arêtes vers 1880,

Photo Rebmann, Müller-Koch, succ.

liberté parce qu'elle lui convient, parce qu'on s'y entend en somme même avec ceux avec lesquels on se dispute. Comme il est assez fier, personnellement, il lui arrive de ne plus saluer celui-ci ou celle-là qui lui a fait, croit-il, tel affront ; mais pour autant, il ne se sent pas mal à l'aise, et sourit volontiers de cette démonstration. Si on se brouille, on se réconcilie souvent aussi sous l'emprise d'une certaine atmosphère chauds-de-fonnière qui est de bienveillance et de compréhension mutuelle, tant il est vrai que l'ouverture d'esprit est une marque de notre caractère. Nulle part, sinon dans les grandes capitales, et pas dans toutes, on n'accepte aussi volontiers l'adage : à chacun ses goûts. Nulle part on ne prétend autant « respecter les convictions de chacun ». Et je suis même étonné que nous n'ayons ni mosquée, ni temple bouddhiste.

Avec cela, logique et raisonneur, le Chauds-de-Fonnier n'est guère poète, c'est vrai. « Ici on ne comprend l'effet que si on a saisi la cause », a dit un écrivain né au Val-de-Travers et devenu passablement nôtre : Jules Baillods. C'est une critique. Mais c'est peut-être aussi un éloge. Et un autre de nos écrivains, venu lui du Val-de-Ruz : Jean-Paul Zimmermann constate à son tour : « Le haut Jura n'est point le lieu des Iliades ou des Croisades. Nous avons d'autres talents, et la culture qui nous est propre s'acquiert moins dans les collèges et dans les camps que dans nos plus excellents ateliers. C'est d'un parfait mouvement de montre et de tout ce qui le leur rappelle que sont émus les meilleurs esprits de notre cité. Le beau du mécanicien et de l'horloger n'a rien de mystérieux : son nom est la précision. Telle est notre vertu essentielle, principe de plusieurs autres et source d'invention. »¹⁾

Et qui sait si une poésie nouvelle ne peut naître de ce besoin de comprendre qui est nôtre ? Plus on comprend, plus on aime, a dit un des plus grands artistes de l'humanité. Et de l'amour naît tout naturellement la poésie. Une poésie qui sera sobre et sans rhétorique inutile, comme cela nous convient. C'est encore J.-P. Zimmermann qui dit en effet : « Je ne songe plus à m'étonner de la correction froide et de l'aspect rigide de certaines rues : que la plupart des maisons y aient quelque chose de massif et de comprimé, que les moulures trop saillantes et tout ce qui romprait la

¹⁾ Les textes que nous citons sont empruntés aux trois ouvrages suivants : Jules Baillods : *La Chauds-de-Fonds*, édition de La Baconnière, 1934. — Jean-Paul Zimmermann, *Découverte de La Chauds-de-Fonds*, deux préfaces à de magnifiques albums de photographies de La Chauds-de-Fonds, édités par Häfeli & Cie, en 1932 et 1935, hors commerce. La première citation est empruntée aux pages 8 et 9 de la deuxième série, la seconde aux pages 11 et 12 de la première série.

nudité des façades y soit évité, en haine, dirait-on, de la rhétorique, un tel mépris de l'ostentation, une réserve si naturelle et surveillée me plaisent dans ce paysage sans faste... Il faut s'être rempli les yeux des horizons montagnards, il faut, à force d'y avoir vu tourner, sans gloire et sans orgueil, la fruste et pesante couronne des saisons, s'être rendu aux sourdes puissances de cette terre, pour ne plus désirer ici les riches inventions, la variété des formes architecturales qui sont la joie et l'innombrable sourire de certaines villes — pour se persuader enfin que cette langue un peu indigente des pierres assemblées est celle-là même qu'enseigne aux hommes la nature : si elle ne rassasie point d'images heureuses une sensibilité ardente, du moins le goût n'est presque jamais blessé par une jausse note, et les combinaisons de l'expression directe et simplement utile y produisent souvent, sans préméditation apparente, des harmonies agréables.» Puis, évoquant certaines maisons de chez nous, du style empire ou directoire : elles avertissent le promeneur, conclut J.-P. Zimmermann, « qu'un peuple passionné d'exactitude et soumis à la précision comme à une loi de son existence et de son travail, devait par là s'ouvrir une voie à l'intelligence de certain art, où tout est vigilance, calcul et mesure. »

Ces maisons banales, cette ville sans passé lointain, elle a sa vie pourtant. En fêtant les 150 ans de sa renaissance, elle s'est attachée un peu plus à se connaître elle-même, à relire ce qu'ont écrit d'elle ceux qui, l'ayant égratignée comme elle le méritait, l'ont pourtant comprise et aimée. Relisez à ce propos les dernières lignes de l'ouvrage que Jules Baillods a consacré à notre cité :

« Et c'est vraiment d'ici une ville très jolie, très finement ciselée... sur de fortes assises comme sa race.

Le frais de la vallée l'anime. Des lumières s'allument aux carrefours.

Huit heures sonnent.

C'est samedi.

La semaine est finie.

Allons, c'est bien.

On en recommencera une autre...

Et voici que les cloches, une d'abord, puis d'autres, toutes les cloches de tous les clochers se répondant — car chaque samedi c'est ici la coutume — voici que toutes les cloches de la ville se mettent à sonner.

Et c'est large, puissant, profond, là, jusqu'au cœur.

Toute la vallée est pleine de cloches. Toute la ville n'est plus qu'un chant. C'est comme une symphonie où la plainte basse du travail blessé se mêle aux espérances éternelles, où le rêve profond des nuées et l'action des hommes s'unissent.

Et c'est le plus beau chant qu'une ville puisse chanter... »

Oui, La Chaux-de-Fonds a sa poésie.

Promenez-vous un soir d'hiver, peu avant le coucher du soleil, dans une de ces longues rues qu'on lui reproche, et si vous êtes de chez nous, le bleu du ciel entre quelques nuages sur les toits des fabriques, au bout de la rue qui s'ouvre sur le monde, ce bleu attendri par l'atmosphère neigeuse vous paraîtra une promesse pleine de douceur ; vous oublierez la rudesse de notre pays, vous sentirez la chaleur de sa vie, et tout ce que notre petite ville courageuse, active, simple et libre donne à ses enfants. Vous aurez presque l'impression qu'elle les place sur un des sommets du monde, et que de là où ils sont nés ils peuvent partir vers toutes les conquêtes de l'esprit. Et si, un soir d'automne, une fois le soleil disparu, vous redescendez des « Arêtes », découvrant votre ville, ses clochers, ses toits de collèges, son grand temple ovale et massif, ses jumées, et la trame régulière de sa vie, les lignes bien nettes de ses rues, vous sentirez que la couronne de montagnes, qui l'entoure sans l'écraser, l'élève et dans un vaste calice l'offre solennellement à l'espace comme un abri chaleureux fait pour une race d'hommes dont le regard va loin et dont les aspirations n'auront pas d'autres limites que celles mêmes de l'humanité.

A. Corswant.

Additions et corrections.

Pages

- 62 1^{re} ligne: Cyclone, ajouter en note: *Voir pages 277, 292, 300, 591 et 692.*
- 111 Compléter la note par: *Voir page 697.*
- 117 11^{me} ligne: Bois du Petit-Château, ajouter en note: *Voir page 685.*
- 123 1^{re} ligne: Cette idée, ajouter en note: *Voir pages 250 et 313-314.*
- 160 Dernière ligne: inaugurés, ajouter en note: *Voir page 296.*
- 186 26^{me} ligne: Administration des Postes, ajouter en note: *Voir pages 202-203.*
- 192 Ajouter à la note: *Voir pages 707 et suivantes.*
- 214 7^{me} ligne de la note en bas de page, au lieu de Sentiers du Doubs p. 589, lire: p. 689.
- 248 Dans la note, au lieu de 245, lire: 425.
- 263 Dans le tableau des syndicats, dernière mention des Employés de Tram, au lieu de 80, lire: 81.
- 274 2^{me} note: au lieu de Voir page 120, lire: page 121.
- 277 1^{re} note: ajouter: *et page 692.*
- 292 1^{re} note: ajouter: *et page 692.*
- 292 2^{me} note: ajouter: *Voir page 289.*
- 300 1^{re} note: ajouter: *et page 692.*
- 305 19^{me} ligne: mouvement ouvrier: ajouter en note: *Voir sur le parti ouvrier du Grütli, pages 470 et 649.*
- 325 Note: au lieu de 96, lire: 97.
- 351 Note: au lieu de 100, lire: 101.
- 354 Note: ajouter: p. 519.
- 380 Note: au lieu de 100, lire: 101.
- 386 Note: au lieu de 506-568, lire: 506-508.
- 391 Note: au lieu de 100, lire: 101.
- 399 Ajouter en bas de page: *Pour les cours de la Société suisse des Commerçants, voir pages 283 et suivantes.*
- 423 20^{me} ligne: Lutte syndicale, ajouter en note: *Voir page 263.*
- 423 43^{me} ligne: Fédération horlogère suisse, ajouter en note: *Voir pages 225-226.*
- 445 Ajouter à la note: *Voir aussi page 575.*
- 480 Ajouter à la note: *et 629.*
- 566 Idem.
- 571 Idem.

Nous nous excusons auprès de nos lecteurs de ces corrections provenant surtout de la nécessité où nous nous sommes trouvés de faire tirer plusieurs feuilles avant que la mise en pages soit établie pour l'ensemble du volume.

Table des planches hors-texte et des illustrations

Planches hors-texte.	après la page :
1. La Chaux-de-Fonds, vue du Point du Jour en 1870	48
2. La Chaux-de-Fonds, vue du Point du Jour vers 1880	64
3. La Chaux-de-Fonds, place de l'Hôtel-de-Ville en 1876	80
4. La Chaux-de-Fonds, rue du Nord 110 en 1864	96
5. La Chaux-de-Fonds, la ferme et le petit château en 1864	112
6. La Chaux-de-Fonds, le quartier de Montbrillant en 1890	128
7. La Chaux-de-Fonds, rue Léopold-Robert en 1891	144
8. La Chaux-de-Fonds, les abattoirs du Chemin Blanc en 1842	160
9. Gare de La Chaux-de-Fonds en 1885	176
10. La Chaux-de-Fonds, quartier de la Gare en 1890	192
11. La Chaux-de-Fonds, futur chésal de l'Hôtel Central (magasins Au Printemps) travaux commencés en 1894	288
12. La Chaux-de-Fonds, l'Hôtel Central en 1892. Actuellement magasins Au Printemps	304
13. La Chaux-de-Fonds, la Brasserie des Eplatures en 1860 avec la maison natale de Léopold Robert	512
14. La Chaux-de-Fonds, rue Léopold-Robert en 1874. A gauche, le Chan- delier d'Amour démoli en 1875	528
15. Incendie du Temple national à La Chaux-de-Fonds, 16 juillet 1919 . . .	560
16. La Chaux-de-Fonds, vue des Arêtes vers 1880	720
Plan de la Chaux-de-Fonds	à la fin du volume.

Illustrations.	Pages :
1. Le Petit-Château et le Point-du-Jour, 1885	117
2. Une double pompe, rue Fritz-Courvoisier, 1898	142
3. La première gare de La Chaux-de-Fonds, avant 1877	170
4. L'Ecole d'horlogerie, 1885	354
5. L'établissement des Jeunes filles en 1821	593
6. L'automobile à vapeur du Père Mortier	706

TABLE DES MATIÈRES

Avant-propos	Pages 7
Note préliminaire	9
Abrégé de l'histoire de La Chaux-de-Fonds, 1350-1944 par M. le Dr. Henri Bühler	11

1894 — 1944

La vie administrative.

1. Liste des conseillers municipaux de 1852 à 1888 et des conseillers communaux de 1888 à 1944	63
2. La police	65
Note annexe: Tableau du nombre des habitants à différentes époques	72
3. L'état civil	74
4. La crémation	77
5. Les finances	80
6. L'office du travail	97
7. Les industries nouvelles	101
8. L'assistance publique	105
9. Les Travaux publics	108
Personnel, outillage, budgets	108
Plans d'extension et constructions	109
Ouverture et entretien des routes	111
Le réseau d'égouts et son exutoire	113
Nettoyage des rues et service des gadoues	115
Parcs, plantations et terrains de jeu	117
Notes annexes: Tableau chronologique des édifices publics et acquisitions de terrain	120
Liste de quelques bâtiments	122
10. Les maisons communales	122
11. Le corps et la société des sapeurs-pompiers	124
12. Les services industriels :	
Le service du gaz	128
Le service des eaux	141
Le service électrique	148
13. Les abattoirs	160
14. L'office de ravitaillement	161

L'Association pour le développement de La Chaux-de-Fonds	166
---	-----

I. Les moyens de communication.

1. Les chemins de fer	169
2. La Flèche du Jura	177
3. L'établissement et l'exploitation du tramway	182
4. Les routes	187
5. La navigation aérienne	189
6. La poste	194
7. Quelques dates dans l'histoire du télégraphe	206
8. Le téléphone	207
9. Les douanes	209

II. Les institutions et associations économiques.

Le bureau de contrôle des ouvrages d'or et d'argent	213
---	-----

Les associations patronales :

1. La Chambre suisse de l'horlogerie	215
2. Le patronat horloger	229
3. La fabrication des parties détachées de la montre et les branches annexes	241
4. L'Information horlogère suisse	245
5. La société des maîtres-imprimeurs	246
6. Notes sur les maîtres tapissiers-décorateurs	248

Les associations syndicales ouvrières :

1. L'Union ouvrière	249
2. Les syndicats ouvriers dans l'industrie horlogère	259
3. Les autres syndicats (charpentiers et menuisiers, typographes, lithographes, fonctionnaires postaux, employés des postes, ouvriers des services industriels, plâtriers-peintres, maçons et manœuvres, gainiers, ouvriers des travaux publics, agents de la police locale, employés du tram, employés de commune)	263
La société des commerçants	282
L'union des techniciens	286
Les banques	288
Les caisses de crédit agricole (système Raiffeisen)	289
La société d'agriculture	290

III. Le commerce.

1. L'association commerciale et industrielle	294
2. La fédération des détaillants	295
3. Le service d'escompte	295
4. La société des patrons bouchers-charcutiers	296
5. La société des cafetiers, hôteliers et restaurateurs	297

	Pages
6. La société suisse des voyageurs de commerce	302
7. L'union des voyageurs de commerce de la Suisse romande . . .	303
8. Le club de publicité	304
9. Les coopératives réunies	305

IV. Les questions immobilières.

1. L'association des intérêts immobiliers	312
2. La ligue des locataires	313
3. Note annexe: Tableau de l'état du marché des logements . . .	315

La vie intellectuelle.

I. L'instruction publique.

1. Les écoles primaires	317
2. L'enseignement professionnel	348
3. L'école d'horlogerie	353
4. Les écoles de mécanique et de boîtes	369
5. L'école des arts et métiers	384
6. L'école des travaux féminins	389
7. L'école supérieure de commerce	392
8. Note concernant le gymnase	399

Les associations pédagogiques :

1. La société pédagogique	400
2. Le syndicat des maîtres des écoles secondaires et profession- nelles	401
3. L'association sténographique Aimé Paris	404
La société des anciens élèves de l'école de mécanique	405

II. La vie littéraire.

1. Ecrivains de chez nous	406
2. Quelques journalistes	414
3. Notes annexes : Journaux publiés à La Chaux-de-Fonds	422
La Feuille du dimanche	425
4. Les arts graphiques	425
5. Notes sur quelques éditeurs chaux-de-fonniers	427

Le Théâtre :

1. La société du théâtre	431
2. Les Amis du Théâtre	433
3. Notes sur les sociétés d'amateurs	433

Les conférences :

1. La société des conférences	437
2. Le centre d'éducation ouvrière	438
La bibliothèque publique	440

III. La vie musicale.

Pages

(chapitre rédigé par M. Wilhelm Wyser) 444

Les sociétés de musique :

1. La musique militaire « Les Armes-Réunies »	446
2. La société de chant « Le Frohsinn »	450
3. Le Männerchor « Concordia »	450
4. La société de chant « L'Union Chorale »	454
5. L'orchestre symphonique « L'Odéon »	459
6. La musique des Cadets	463
7. La fanfare « La Montagnarde »	466
8. La musique de la « Croix-Bleue »	466
9. L'orchestre « L'Espérance »	468
10. La société de chant « L'Orphéon »	469
11. La société de chant « L'Helvétia »	470
12. La musique « La Lyre »	470
13. La société de chant « La Cécilienne »	472
14. La Société de musique	475
15. La société de chant « La Pensée »	478
16. L'Harmonie tessinoise	480
17. La musique ouvrière « La Persévérante »	481
18. L'Art social	482
19. La Société des Tambours	484
20. La société mixte des Jeunes accordéonistes	484
21. Le Conservatoire de musique	485
22. La Mélodie neuchâteloise	487
Note annexe : Tableau chronologique	488

Deux sociétés cantonales créées par des chauds-fonniers :

1. La société cantonale de chant	488
2. La société cantonale des chanteurs neuchâtelois	489
Note annexe : Principales dates de l'histoire de la musique en pays neuchâtelois jusqu'en 1848	490
Le développement de la musique religieuse	492
La Société chorale	495
Note annexe : Liste des organistes qui ont fonctionné dans les temples depuis l'année 1888	497
L'enseignement musical	498
La critique musicale	500
Conclusion	501

IV. La vie artistique.

1. Les arts et les artistes à La Chaux-de-Fonds, par M. André Evard	502
2. La société des Amis des Arts et le Musée des Beaux-Arts	511
3. Notes sur les sociétés d'artistes ou d'amateurs	514

V. La vie scientifique.

Pages

Les musées :

1. Le musée historique et le médaillier	517
2. Le musée d'horlogerie	518
3. Le musée d'histoire naturelle	520

Sociétés scientifiques et de recherches diverses :

1. Le costume neuchâtelois	529
2. La société jurassienne d'émulation	530
3. La société neuchâteloise des sciences naturelles	530
4. La section de Pouilleret du club jurassien	533
5. La société d'horticulture	535
6. La société d'aviculture, cuniculture et colombophilie	539
7. La société d'ornithologie «La Volière»	539
8. La société canine	540
9. La société philatèlique	542
10. Le club timbrologique d'échange	543
11. Le Lyceum	544
12. Le Rotary-Club	544
13. La société romande de radiodiffusion	545

La vie religieuse.

1. Les églises protestantes	548
2. Note annexe: Liste des pasteurs de la Réformation à nos jours	558
3. Notes sur divers groupements religieux protestants :	
L'Union chrétienne	559
La Croix-Bleue	561
La Stadtmission	562
L'Armée du Salut	563
L'Eglise adventiste du 7 ^{me} jour	565
4. La paroisse catholique romaine	565
5. La chapelle catholique et la paroisse catholique chrétienne	569
6. La Communauté israélite	576
7. La Société théosophique	582

La Bienfaisance.

I. Les établissements hospitaliers.

1. L'hôpital	584
2. L'hôpital d'enfants	587
3. L'orphelinat communal	588
4. L'établissement des jeunes filles	592
5. L'asile cantonal des vieillards du sexe féminin	593

II. Oeuvres de secours aux malades.

Pages

1. Le dispensaire	595
2. La ligue contre la tuberculose, le dispensaire antituberculeux et la galerie de cure d'air	596
3. Les diaconesses visitantes	598

III. Oeuvres diverses de secours.

1. Les classes gardiennes	599
2. Le dispensaire des écoles	600
3. L'association pour la protection de l'enfance	601
4. La bonne œuvre	603
5. Les amies de la jeune fille	603
6. La cuisine populaire	606
7. L'association en faveur des veuves et orphelins	608
8. La commission de secours aux chômeurs dans la gène	609

IV. Sociétés philanthropiques et mutuelles.

1. La Loge maçonnique l'Amitié, la Crèche, la Glaneuse	614
2. La Vaudoise	618
3. La société française philanthropique et mutuelle de secours	619
4. La société fraternelle de prévoyance	620
5. L'Union	621
6. La Solidarité	622
7. Le Lierre	622
8. La Paternelle	623
9. La Bernoise	627
10. La Mutuelle	628
11. La Mutuelle helvétique	629
12. Le Laurier	631
Une association née de la mobilisation : L'Union des mobilisés	632

La vie de société.

I. Les sociétés de jeunesse.

1. Les Eclaireurs suisses	634
2. Les Eclaireuses	635
3. Les auberges de jeunesse	636

II. Les cercles, les sociétés patriotiques et militaires.

1. Le Cercle du Sapin	639
2. Le Cercle ouvrier	640
3. Le Comité du 1 ^{er} août	642
4. Les Amis du Château de Colombier	643
5. La société des sous-officiers	643

III. La vie sportive et touristique.

Pages

Les sociétés de tir :

1. Les Armes-Réunies	645
2. Le Grütli	649
3. L'Helvétie	651
4. La Cavalerie	651

Gymnastique, athlétisme, escrime :

1. L'Ancienne Section	652
2. La Gymnastique d'hommes	655
3. L'Abeille	655
4. L'Olympie	660
5. Fémina	665
6. La société d'escrime	668
7. Le club d'escrime, Salle Oudart	670

Les clubs de foot-ball :

1. Le F.-C. Chaux-de-Fonds	673
2. Le F.-C. Etoile-Sporting	678
3. Le F.-C. Le Parc	681

Le tourisme et les sports d'hiver :

1. Le Club Alpin suisse	684
2. La société d'embellissement	684
3. La société des sentiers de la rive suisse du Doubs	688
4. Les Amis de la nature	691
5. Le club des femmes alpinistes	691
6. Le groupe du chalet Aster à Pouillerel	692
7. La Gaule	693
8. La Libellule	693
9. La Société de cavalerie	694
10. Le vélo-club Chaux-de-Fonds	697
11. Le Cyclophile	701
12. Le vélo-club Jurassien	701
13. Le vélo-club Excelsior	703
14. Le Moto-Club	704
15. Le Touring-Club Suisse	704
16. L'Automobile-Club de suisse	706
17. L'Aéro-Club de Suisse	707
18. Le ski et le Ski-Club	709
19. Le Club des Patineurs	713

Le visage de La Chaux-de-Fonds 716

Additions et corrections	725
Table des planches et des illustrations	726

CET OUVRAGE, DONT LA RÉDACTION GÉNÉRALE
A ÉTÉ ASSUMÉE PAR LE COMITÉ D'INITIATIVE,
SIGNATAIRE DE L'AVANT-PROPOS, EN COLLABO-
RATION AVEC ANDRÉ CORSWANT, A ÉTÉ TIRÉ A
2000 EXEMPLAIRES ET ACHÉVÉ D'IMPRIMER

LE 6 SEPTEMBRE 1944

SUR LES PRESSES DE L'IMPRIMERIE COOPÉRATIVE
ET DE L'IMPRIMERIE COURVOISIER,

A LA CHAUX-DE-FONDS,

LES CLICHÉS HORS-TEXTE AVANT ÉTÉ GRAVÉS
ET TIRÉS PAR LA MAISON HEFELI & C^e ET LA
COMPOSITION TYPOGRAPHIQUE DE LA COUVERTURE
CONÇUE PAR CHARLES HUMBERT.

QUARANTE EXEMPLAIRES DE COLLABORATEURS
ONT ÉTÉ MARQUÉS SPÉCIALEMENT ET NE SONT
PAS MIS DANS LE COMMERCE.

1944

LA
CHAUX-DE-FONDS

Documents
nouveaux

1794

